

ISSN 2966-5752

Voltaire

Actualité internationale

2023

Bulletins en français du N°22 au N°67

Voltaire

Actualité internationale

N°22 - 6 janvier 2023

La majorité de l'Assemblée générale de l'Onu bascule côté russo-chinois

En trois mois, le conflit qui oppose deux organisations du monde depuis l'effondrement progressif de l'Union soviétique sur elle-même s'est accéléré avec la confrontation en Ukraine : d'un côté un monde régi par des règles occidentales, de l'autre un monde stabilisé par le Droit international.

Personne n'a rien dit lorsque l'Otan a attaqué la Serbie sans l'aval du Conseil de Sécurité.

Personne n'a protesté lorsque, allant plus loin encore, les États-Unis et le Royaume-Uni ont menti au Conseil de Sécurité pour justifier leurs agressions contre l'Afghanistan, contre l'Iraq et contre la Libye.

Toutefois, depuis que la Russie est venue en aide au peuple syrien et désormais au peuple ukrainien en application de la résolution 2202, les choses se clarifient.

Aujourd'hui les deux camps jurent chacun avoir raison, mais le premier n'entend plus ce que dit le second. Pas l'inverse.

Les Occidentaux travaillent actuellement à exclure la Russie de toutes les organisations intergouvernementales. Ils y sont déjà parvenus au Conseil de l'Europe et pensaient y arriver aussi aux Nations unies comme, en 1939, ils avaient exclu l'URSS de la SDN. Il leur faut pour cela d'abord modifier la Charte de l'Onu, ce qui semblait n'être qu'un jeu d'enfants il y a seulement trois mois.

Le 13 octobre, ils ont été 143 États à condamner l'« invasion » de l'Ukraine par la Russie et seulement 35 à saluer son application de la résolution 2202.

Cependant, le 30 décembre, la majorité a changé de camp.

Ils ont été 87 États à voter que la Cour internationale de Justice (CIJ), le tribunal interne de l'Onu, devait déclarer l'occupation des Territoires palestiniens illégale, contre 26 pour qui le monde régi par les règles occidentales doit s'accommoder de 75 ans de non-Droit.

AMÉRIQUE

Les sabotages US en Russie sont préparés depuis 2017

Selon [Jack Murphy](#), les opérations de sabotage en Russie et en Biélorussie ont été autorisées préventivement par le président Barack Obama juste avant la fin de son mandat. Elles sont coordonnées par des officiers du Special Activities Center de la CIA délégués auprès du European Mission Center de la CIA. Sur le terrain, elles ne sont jamais effectuées par des citoyens états-uniens.

Durant plusieurs années, des agents non-US de la CIA ont piégé divers sites du complexe militaro-industriel russe et biélorusse. Ils ne sont passés à l'action qu'au lendemain de l'intervention russe en Ukraine occasionnant de lourds dégâts.

Ce que révèlent les *Twitter Files*

Dans la dernière livraison des [Twitter Files](#), réunis par son PDG Elon Musk, on apprend que non seulement le FBI a demandé à Twitter de censurer les informations sur l'affaire Hunter Biden, mais il lui a aussi versé 3,5 millions de dollars pour cela. La CIA participait aux meetings pour désigner ce qu'il fallait censurer. Ce comportement des agences de Renseignement contre les citoyens US est sans équivalent depuis les années 1953-54, époque de la « chasse aux sorcières » du Maccarthysme. Les actions des sociétés d'Elon Musk ne cessent de baisser en Bourse, certains de ses investisseurs lui faisant payer son engagement politique pour la liberté d'expression.

Eric Schmidt subventionne la FAS et rémunère des fonctionnaires jusqu'à la Maison-Blanche

Selon [Politico](#), deux douzaines de chercheurs de la Fédération des scientifiques américains (FAS), prestigieuse association pacifiste, sont employés par l'administration Biden au Conseil des

conseillers économiques de la Maison-Blanche, au Conseil environnemental de la Maison-Blanche, au secrétariat de l'Énergie, au secrétariat de l'Éducation, au secrétariat de la Santé et des Services sociaux, au secrétariat des Transports, au secrétariat de Sécurité de la Patrie et dans la Commission fédérale du Commerce. Ils ne sont pas payés par l'administration Biden, mais par le milliardaire Eric Schmidt.

Ancien président de Google puis d'Alphabet, Eric Schmidt est, selon *Bloomberg*, la 54^e fortune mondiale. C'est un grand défenseur de l'investissement de l'État fédéral dans la technologie. Il est notamment membre de la Commission trilatérale et du Club de Bilderberg.

D'une manière générale, les rappels de « vaccins ARN » affaiblissent les patients

Selon le Dr. Robert Malone, inventeur des procédés ARN messagers utilisés par les laboratoires Pfizer et Moderna, les personnes ayant reçu plusieurs rappels de « vaccins » anti-Covid sont plus susceptibles d'être à nouveau contaminées et de mourir que celles qui n'ont reçu qu'une seule injection.

[The Epoch Times](#) a vérifié cet apparent paradoxe dans 17 des 18 États fédérés dont les statistiques sont disponibles.

Les dernières spéculations de la Rand Corporation

Le think tank historique du complexe militaro-industriel US, la Rand Corporation, a publié une courte étude prévisionnelle : [Répondre à une attaque russe limitée contre l'Otan pendant la guerre d'Ukraine](#).

La Rand envisage que Moscou puisse frapper des cibles en Europe comme la base US de Ramstein, jamais qu'il ne bombarde le Foreign Office à Londres et le Pentagone à Washington comme l'ancien ambassadeur russe à l'Otan l'a évoqué.

À la recherche de nouvelles pièces de l'affaire Hunter Biden

Un avocat du Colorado, spécialisé dans la transmission de documents officiels, Me Kevin D. Evans, a intenté une procédure au mois de mars contre le secrétariat à la Justice afin de le contraindre à révéler 400 documents qu'il détient sur les affaires financières de Hunter Biden et ses relations professionnelles en Russie, en Ukraine et en Chine.

Le *Freedom of Information Act* (FOIA), inspiré de l'exemple suédois, fait obligation aux agences fédérales de communiquer leurs documents.

Ron DeSantis contre le wokisme

Le gouverneur de Floride, [Ron DeSantis](#), a consacré son discours de nouvel an à défendre la liberté et à se dresser contre l'idéologie « woke » qui s'est installée dans les villes et les États du pays.

« Nous recherchons la normalité, pas la folie philosophique (...) Nous ne permettrons pas que la réalité, les faits et la vérité deviennent facultatifs (...) La Floride est l'endroit où le wokisme va mourir », a-t-il déclaré.

M. De Santis est pressenti pour prendre la tête du Parti républicain.

Le cimentier Lafarge poursuivi au civil pour les mêmes faits négociés au pénal

Deux familles de Marins et une de Marines états-uniens décédés respectivement en Syrie, en Iraq et en Libye, ont porté plainte contre Lafarge-Holcim pour complicité avec Al-Qaeda (Front Al-Nusra) et Daesh.

En 2022, Lafarge avait plaidé coupable et payé 778 millions de dollars à la Justice états-unienne pour la partie pénale, bien que ses liens avec la CIA soit connus. Il s'agit cette fois de dommages civils.

Les procédures US sont distinctes des procédures dans d'autres pays, comme en France où la Cour de Cassation a jugé que la participation de [Lafarge](#) aux actions des services

secrets (DGSE) ne l'exonérait pas de poursuites pour complicité dans des actes de terrorisme.

[Holcim](#), qui avait fusionné avec Lafarge en 2015, a immédiatement annoncé qu'il se séparait de son encombrant allié.

Les oustachis boliviens poursuivis pour le coup d'État bolivien de 2019

Le gouverneur de Santa Cruz et chef de l'opposition, Luis Fernando Camacho, a été incarcéré pour sa participation au coup d'État de 2019.

M. Camacho, dont le slogan est « La Bolivie appartient au Christ ! », est l'ancien président de l'Union des jeunes de Santa Cruz, une organisation d'immigrants croates liée au parti chrétien-démocrate croate (HDZ) de Franjo Tuđman. C'est un successeur des [oustachis](#) fascistes et antisémites qui firent alliance avec les nazis, puis se réfugièrent en Amérique latine avec l'aide des Anglo-Saxons. Son groupe est connu pour ses ratonnades contre les amérindiens Aymara. Il avait joué un rôle central dans les émeutes qui se soldèrent par la fuite du président réélu Evo Morales et la prise du pouvoir par la présidente Jeanine Áñez. À l'époque, la presse internationale avait rapporté que les élections avaient été truquées et que le peuple avait eu raison du dictateur. Cependant la suite des événements avait montré qu'il n'en était rien, ce que confirmait une [étude](#) du MIT. De son côté, [Declassified UK](#) montrait, documents à l'appui, que le Royaume-Uni de Boris Johnson avait aidé les comploteurs de manière à obtenir des licences d'exploitation du lithium bolivien.

La présidente Jeanine Áñez a déjà été arrêtée et condamnée à 10 ans de prison.

La Colombie renoue avec le Venezuela

Le nouveau président colombien, Gustavo Petro, et son homologue vénézuélien, Nicolás Maduro, ont ouvert le pont reliant l'État colombien du Norte de Santander à Tachira. Il avait été

achevé en 2016, mais jamais inauguré en raison de l'opposition du président Ivan Duque à son homologue vénézuélien.

Le Venezuela s'apprête à tourner la page Juan Guaidó

L'opposition vénézuélienne cherche à se débarrasser du gouvernement fantôme de Juan Guaidó. Celui-ci n'a finalement été reconnu que par une cinquantaine d'États, tous liés à Washington. Il est désormais entaché d'une aura de corruption et n'a pas obtenu le moindre résultat. Un sondage évalue à 57 % les Vénézuéliens qui réclament sa dissolution et à seulement 6 % son soutien dans le pays.

Le président Nicolás Maduro a déclaré, lors d'une interview le 1er janvier, que son pays était « totalement prêt » à normaliser ses relations avec les États-Unis.

EUROPE

Le Royaume-Uni s'apprête à déclarer les Gardiens de la Révolution « terroristes »

Le général [Ken McCallum](#), directeur du MI5, révèle que les Gardiens de la Révolution iraniens préparent des opérations au Royaume-Uni, à la fois contre des ressortissants iraniens et contre des Britanniques. Il plaide pour que cette organisation soit déclarée « terroriste ».

L'Iran a une longue tradition d'assassinat de ses opposants politiques à l'étranger, bien antérieure à la République islamique. Londres n'a pas été toujours aussi sourcilieux lorsqu'il soutenait Téhéran. Par exemple, lors de l'assassinat du sociologue révolutionnaire 'Alî Sharî'atî par la Savak du Chah Reza Pahlevi à Southampton, en 1977. Sharî'atî était un ami de Jean-Paul Sartre et de Frantz Fanon.

L'héritage du pape Benoît XVI

L'ancien pape Benoît XVI est décédé. Sa part d'ombre est dans la manière dont il a lutté contre les théologiens de la Libération en

Amérique latine ou a réprimé l'homosexualité lorsqu'il était le préfet de la Congrégation de la Doctrine de la foi. Ce grand intellectuel a toutefois fait progresser la théologie catholique en dénonçant les péchés modernes que sont l'accumulation d'une richesse excessive, le fait de se droguer ou de dealer, la pollution de l'environnement, les manipulations génétiques, les expériences sur les humains, le fait de provoquer des injustices sociales ou la pauvreté, l'avortement et la pédophilie.

La polémique ouverte par ses propos de Rastisbonne (2006) sur la conception musulmane de la Transcendance a en définitive permis d'établir un dialogue permanent entre le christianisme et l'islam.

Il choisit de « renoncer » à sa charge (et non pas de « démissionner » ou d'« abdiquer »), non pas pour des raisons de santé comme le prétendent ses biographes, mais parce qu'il refusait de céder à un chantage exercé contre lui.

La CIA a censuré Internet pour protéger Emmanuel Macron

Les documents des *Twitter Files* attestent que la CIA est intervenue auprès de Twitter, Yahoo, Twitch, Cloudflare, LinkedIn et Wikimedia pour censurer la prétendue « désinformation russe » dénigrant le président Emmanuel Macron lors de sa campagne électorale de réélection, en 2022.

François Hollande confirme que les Accords de Minsk n'étaient qu'une manœuvre occidentale

Dans un interview exclusive au [Kyiv Independent](#), l'ancien président François Hollande confirme les propos de l'ancienne chancelière Angela Merkel à [Die Zeit](#).

À la question « Pensez-vous également que les négociations de Minsk visaient à retarder les avancées russes en Ukraine ? », il répond « Oui, Angela Merkel a raison sur ce point ».

L'ancien président Petro Porochenko a, quant à

lui, publiquement déclaré sitôt les accords signés qu'il ne les appliquerait jamais.

Seul le quatrième signataire, Vladimir Poutine, a cru à la bonne foi de ses partenaires. Cependant le fait qu'il ait proposé au Conseil de sécurité des Nations unies et fait adopter la résolution 2202 avalisant ces accords atteste qu'il ne croyait plus les Occidentaux et commençait à préparer l'intervention actuelle. Cette résolution lui donne le droit, en tant que garant des accords de Minsk, d'intervenir en vertu de sa « responsabilité de protéger ».

La Belgique et le Luxembourg libèrent les avoirs des sociétés occidentales qui travaillaient en Russie

La Belgique et le Luxembourg, qui abritent les chambres de compensation Euroclear et Clearstream, les ont autorisées à restituer à 5 millions d'investisseurs les fonds qui avaient été gelés au nom des « sanctions » contre la Russie. Parmi les clients lésés se trouvaient des entreprises occidentales travaillant en Russie comme Amazon ou Netflix. La levée de ces sanctions par ces deux États a permis au passage à certains clients russes de récupérer leurs avoirs. Elle ne s'applique qu'aux opérations ayant débuté avant l'annonce des « sanctions ».

La Pologne fait alliance avec l'Italie contre le projet franco-allemand de fédéralisme européen

Dans un entretien à la [*Stampa*](#), le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, annonce s'unir avec le gouvernement de Giorgia Meloni contre le projet franco-allemand d'Union européenne supranationale. Pour lui : « L'UE a été créée pour que les États individuels puissent se développer au mieux de leurs possibilités, certains plus rapidement que d'autres, mais en tenant toujours compte de leurs conditions économiques (...) Nous avons le choix entre une véritable solidarité d'États égaux ou le modèle d'un super-État unique dans lequel

les cartes seront finalement distribuées dans quelques-unes des plus grandes capitales, à l'exclusion des autres pays ».

La Pologne commande des satellites d'observation à la France

La Pologne a commandé deux satellites Pléiades Neo et une station de traitement des images à la [France](#) pour une valeur totale de 575 millions d'euros. Chaque engin peut photographier quotidiennement 500 000 km². Les images ainsi prises le sont dans une résolution de 30 cm.

La Pologne retire sa protestation contre les nationalistes intégraux ukrainiens

Le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, a publié un tweet, le 1er janvier, pour protester contre les célébrations du 114^e anniversaire du criminel contre l'humanité Stepan Bandera par les autorités ukrainiennes ; des cérémonies qu'il a qualifiées d'« inacceptables ».

Cependant, il a retiré ce tweet le lendemain. Stepan Bandera, né le 1er janvier 1909, est considéré comme le père de l'Ukraine par les nationalistes intégraux. Il a organisé le massacre de millions d'Ukrainiens avant et pendant la Seconde Guerre mondiale.

La Hongrie réclame la dissolution du Parlement européen

Lors de sa conférence de presse annuelle, le 21 décembre, le Premier ministre hongrois [Viktor Orbán](#) a déclaré : « Les Hongrois souhaiteraient que le Parlement européen soit dissous sous sa forme actuelle (...) Et [les partenaires européens] connaissent évidemment notre position politique : le marécage doit être asséché ».

Bruxelles refuse de verser à Budapest 6,3 milliards d'euros dans le cadre du budget européen 2021-2027 et 5,8 milliards au titre du plan de relance post-Covid.

L'Union européenne débloque les engrais russes qu'elle avait saisis

Après huit mois de blocage, l'Union européenne a révisé ses mesures de guerre économique contre la Russie, dites « sanctions », afin d'autoriser le transfert d'engrais russes vers l'Afrique. Jusqu'ici, les textes adoptés le 8 avril (dits « 5ème train de sanctions ») interdisaient l'importation d'engrais russes dans l'Union. Cela s'appliquait aussi aux bateaux européens transportant de l'engrais vers des destinations non-européennes et aux assurances européennes garantissant ces transports quels que soient leur transporteur et leur destination. La Russie avait annoncé qu'elle donnait les 260 000 tonnes d'engrais bloqués dans les ports de l'Union européenne aux États africains qui en payeraient le transport, mais les sanctions occidentales empêchaient ces bateaux de quitter les ports européens et ces États de payer des bateaux russes.

Le [*Financial Times*](#) avait dénoncé cette situation kafkaïenne.

En supposant que les conditions météo, en 2023, se situent dans la moyenne, les huit mois de blocage des engrais russes par l'Union européenne devraient provoquer une baisse de la production mondiale de céréales d'environ 20 %. Celle-ci provoquera elle-même des famines, en 2024.

Corruption au Parlement européen : le Prix Sakharov en question

Selon [*Le Soir*](#) de Bruxelles, les enquêteurs belges viennent d'ouvrir une nouvelle piste dans l'affaire des corruptions au Parlement européen : le Prix Sakharov pour la liberté de penser.

Il apparaît qu'en 2021, les candidatures de la Saharaouie Sultana Khaya et de la Bolivienne Jeanine Áñez ont été écartées au profit de celle du Russe Alexeï Navalny à la suite de versement occultes à des députés de la Commission des Affaires étrangères. S'il est clair que le Maroc a fait échouer Sultana Khaya, on ignore qui a fait

écarter Jeanine Áñez.

En pleine guerre civile, en 2022, alors que la Russie intervenait militairement pour faire appliquer la résolution 2202 du Conseil de Sécurité des Nations unies, le prix Sakharov a été décerné au « Peuple ukrainien » dans son ensemble.

Très forte tension entre la Serbie et le Kosovo

La situation entre la Serbie et le Kosovo est proche de la guerre. De nombreux fonctionnaires kosovars ont démissionné pour protester contre la décision de leur gouvernement de contraindre leurs concitoyens ethniquement serbes à ne plus immatriculer leurs véhicules en Serbie.

Le président Aleksandar Vučić a ordonné à son ministre de la Défense, le général Milan Mojsilović, de placer l'armée serbe en position de combat. En définitive, la situation semble s'être un peu relâchée et les barrières entre les deux pays ont été levées, mais les Serbes du Kosovo ont établi un plan avec ceux de Serbie. En cas de nouveau problème avec Pristina, ils couperont toutes les communications avec le Kosovo.

Le Kosovo a proclamé son indépendance, sans référendum, lors de la victoire de l'Otan sur la Serbie. Il a été reconnu par les États-Unis et l'Union européenne, mais pas par les Nations unies. Durant ses premières années, le Kosovo dans son ensemble n'était qu'une base militaire états-unienne.

L'armée ukrainienne intègre des mercenaires turcophones d'Asie

Les autorités de Kiev ont intégré un nouveau bataillon musulman dans leur armée : « Turan ». Il est composé d'anciens mercenaires d'Asie centrale ayant participé à la guerre civile dans les années 2014 au Donbass sous le commandement du Kirghize Almaz Kudabek uulu. Probablement pour gêner la Turquie, la

presse ukrainienne souligne la présence de membres des Loups gris turcs parmi eux.

Le président Zelensky nomme une sexologue comme ambassadrice

Le président Volodymyr Zelensky a nommé ambassadrice en Bulgarie une personne sans expérience diplomatique ni gouvernementale, son amie la sexologue Olesya Ilashchuk. Cette personnalité, fondatrice du joailler Jemma, se présente comme une spécialiste de l'hypnose. La société Jemma appartient au milliardaire Ivan Rynzhuk. La police y a saisi 650 000 dollars en liquide dans le cadre d'une enquête sur du blanchiment d'argent.

L'Alliance entre les « nationalistes intégraux » ukrainiens et les « sionistes révisionnistes » israéliens ne fonctionne pas

Lors du vote par l'Assemblée générale des Nations unies du recours à la CIJ pour juger si la Cisjordanie est occupée ou pas par Israël, le nouveau Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a téléphoné au président Volodymyr Zelensky pour l'appeler à l'aide. Celui-ci lui a confirmé qu'il le soutiendrait si Tel-Aviv rompait avec la politique de Naftali Bennett et lui livrait enfin des armes. M. Netanyahu lui a répondu qu'Israël ne pouvait se fâcher avec la Russie sans perdre la possibilité de bombarder les positions iraniennes en Syrie, mais qu'il verrait ce qu'il peut faire. En définitive l'Ukraine n'a pas participé au vote.

L'Ukraine prépare un « sommet pour la paix » contre la Russie

Le ministre des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba, prépare un sommet pour la paix, le 24 février 2023, c'est-à-dire le jour anniversaire de l'entrée de l'armée russe dans son pays. Il a indiqué que la Russie ne pourrait pas y participer tant qu'elle ne sera pas traduite devant un tribunal international pour ses crimes.

Il multiplie les démarches pour que le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, soit présent et que la question de l'exclusion de la Fédération de Russie des Nations unies soit publiquement débattue.

La Russie développe ses exploitations de gaz

Le président Vladimir Poutine a lancé l'exploitation du gisement de gaz de Kovykta (Sibérie orientale). Il approvisionnera le gazoduc Force de Sibérie qui désert la Chine. Sa capacité est de 1 800 milliards de mètres cubes.

Le lendemain, Rosneft a annoncé la découverte d'un important gisement d'hydrocarbures pendant des travaux de prospection géologique menées dans la république de Sakha. Il comprend plus de 9,5 milliards de mètres cubes de gaz et plus de 1,5 million de tonnes de pétrole.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

L'instabilité politique du marché occidental des hydrocarbures laisse entrevoir une prochaine très grave crise énergétique

Selon le vice-Premier ministre russe Alexander Novak, la politique occidentale de « sanctions » énergétiques conduit les multinationales du secteur à ne plus investir et à redistribuer leurs bénéfices en dividendes. Par conséquent, la pénurie d'investissement de leur part se fera sentir dans 5 à 10 ans, suscitant une crise profonde en Occident.

Le point de vue de Sergueï Lavrov

Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a donné une interview à l'[agence Tass](#). Il y précise que Moscou ne tient pas à renouer avec l'Union européenne vu la manière dont elle s'est comportée.

« Bien sûr, il n'y aura plus de "business as usual" avec de tels acteurs. Nous n'avons pas l'intention de frapper à une porte fermée ou d'initier des projets communs. Dieu merci, l'UE n'est pas le centre de l'univers pour nous. Nous avons beaucoup d'amis politiques dans d'autres parties du monde. Si et quand l'Europe se réveillera de la rage russophobe actuelle et après un dégrisement, il y aura des politiciens à orientation nationale qui comprennent les avantages d'un partenariat égal et mutuellement bénéfique avec la Russie, je vous assure qu'il n'y aura aucun problème de notre part. », a-t-il déclaré.

Toujours dans le même entretien, M. Lavrov a commenté le plan du Pentagone évoqué par [Newsweek](#).

« Certains "responsables anonymes" au Pentagone ont en fait menacé d'infliger un "coup de décapitation" au Kremlin, mais il s'agit en fait d'une menace d'élimination physique du chef de l'État russe. Si de telles idées sont effectivement élaborées par quelqu'un, cette personne devrait réfléchir très attentivement aux conséquences possibles de tels plans. », a-t-il déclaré.

« Quant à la durée du conflit », a également déclaré M. Lavrov, « la balle est dans le camp du régime et de Washington. Ils peuvent arrêter une résistance insensée à tout moment.

L'ennemi connaît bien nos propositions sur la démilitarisation et la dénazification des territoires contrôlés par le régime, l'élimination des menaces à la sécurité de la Russie qui en émanent, y compris nos nouveaux territoires - les régions de la RPD, de la RPL, de Kherson et de Zaporoujje. Il ne reste qu'à les mettre en œuvre de son plein gré. Sinon, ce problème sera

réglé par l'armée russe. »

Contrairement à une idée courante, la défaite du bataillon Azov n'a pas réglé le problème « nazi », puisque des nationalistes intégraux restent aux commandes des principaux leviers de l'État et que des monuments, des stades et des rues portent toujours les noms des criminels de guerre bandéristes.

La Russie se retire de tous ses engagements avec le Conseil de l'Europe

La Russie, qui ne fait plus partie du Conseil de l'Europe, devrait se retirer également des traités et accords signés avec cette institution. C'est déjà le cas pour le groupe de coopération internationale sur les drogues et les addictions ; l'accord partiel de 1990 instituant la Commission européenne pour la démocratie par le droit (dite « Commission de Venise ») ; l'accord ouvert partiel sur la prévention, la prévention et l'assistance en cas de catastrophes naturelles et de catastrophes technologiques. Ce sera bientôt aussi le cas pour le Fonds européen de soutien à la coproduction et à la diffusion d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles ; pour l'Observatoire européen de l'audiovisuel ; pour l'accord partiel élargi sur le sport par le Conseil de l'Europe ; pour l'accord partiel élargi sur les itinéraires culturels et pour l'Observatoire pour l'enseignement de l'histoire en Europe.

Le président Poutine interdit la vente de pétrole à l'UE et à l'Australie

Le président [Vladimir Poutine](#) a promulgué un décret interdisant l'exportation de pétrole et de produits pétroliers vers des pays ayant édicté un plafonnement des prix. Actuellement seuls l'Union européenne et l'Australie plafonnent le prix du pétrole russe à 60 dollars le baril. Ce décret sera en vigueur du 1er février au 30 juin 2023. Des dérogations pourront être autorisées au cas par cas.

Des bagues pour symboliser la CEI

Lors du sommet de la Communauté des États indépendants (CEI), le président Vladimir Poutine a offert une bague en or avec des vœux de nouvel an gravés dessus. À cette occasion, il a reconnu que certaines divergences existaient entre les participants, mais que tous lavaient leur linge sale en famille.

Le président biélorusse, Alexander Lukashenko, a immédiatement porté la sienne au doigt.

Le Tatarstan s'intègre pleinement à la Fédération de Russie

Le Parlement de la République du Tatarstan a décidé de changer le titre de son chef à partir de sa prochaine élection. Il ne sera plus « président », mais « raïs » comme dans les pays arabes.

Le Tatarstan avait adhéré, en décembre 1991, à la Communauté des États indépendants (CEI), mais avait refusé de signer le Traité de mars 1992 qui devait régler les liens au sein de la Fédération de Russie et avait au contraire voté par referendum à 62 % sa souveraineté. En définitive, le Tatarstan avait négocié une autonomie plus importante que les autres régions donnant lieu à un Traité distinct en 1994. Celui-ci n'a pas été renouvelé en 2017. L'abandon du titre de « président » replace le Tatarstan en phase avec les autres régions de la Fédération de Russie qui ont cessé d'élire directement leur leader. Désormais ceux-ci sont élus par leur Parlement local sur proposition du président fédéral.

La Marine russe championne du monde en matière de sous-marins nucléaires

La Marine russe a reçu un sous-marin à propulsion nucléaire, le *Généralissime Souvorov*. Il s'agit du 6^e de la classe Boreï-A, sans équivalent dans le monde. Ces sous-marins sont équipés de 20 missiles balistiques stratégiques *Boulava*. Chacun transporte 6 à 10 têtes qui peuvent être

chargées de manière classique ou nucléaire de 100 à 150 kilotonnes chacune.

Sabotage dans les chantiers navals

Un sabotage a eu lieu lors de la réparation du seul porte-avions russe, l'*Amiral Kuznetsov*. Un incendie s'est déclaré alors qu'il était en cale sèche.

AFRIQUE

L'Algérie récupère 20 milliards de dollars détournés par le clan de Saïd Bouteflika

Le président Abdelmadjid Tebboune a révélé, lors de son allocution de fin d'année, avoir récupéré 20 milliards de dollars de biens de personnalités corrompues du régime occulte de Saïd Bouteflika. Devant le scepticisme de ses électeurs, le ministre de la Justice, Abderrachid Tabi, a rendu public un catalogue de 1 400 pages indiquant 4 200 biens immobiliers et 6 000 comptes bancaires que les autorités assurent avoir saisis. Le rapport inclut également 2 avions, ainsi que des yachts, plus de 11 000 véhicules auxquels s'ajoutent des bijoux, des montres de luxe et de l'argent liquide. Cependant les autorités algériennes sont toujours en négociation avec des justices de pays amis pour saisir les biens ayant fui à l'étranger.

L'Algérie cède aux pressions US

Le président Abdelmadjid Tebboune a déclaré au *Figaro* à propos de la société militaire privée russe Wagner au Mali : « L'argent que coûte cette présence serait mieux placé et plus utile s'il allait dans le développement du Sahel ». Immédiatement son déplacement à Moscou a été annulé.

Le budget 2023 de l'Algérie fait apparaître une baisse de 20 % des fonds alloués aux armées en raison de la suspension de l'aide états-unienne.

Affrontements au Soudan du Sud

Des affrontements entre les tribus Nuer et Murle ont fait au moins 57 morts dans la région du Grand Pibor. 30 000 personnes ont été déplacées. Cet incident fait suite à celui qui a eu lieu dans l'État du Nil supérieur à la mi-novembre.

Selon les Nations unies, 9,4 millions de personnes parmi les plus vulnérables du Soudan du Sud auront besoin d'une assistance et d'une protection vitales urgentes en 2023.

ASIE

Les engagements de Benjamin Netanyahu

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a publiquement pris les engagements suivant avec ses alliés :

- retirer de la loi fondamentale la clause 7a interdisant aux partis ouvertement racistes de se présenter aux élections.

- amender la loi anti-discrimination afin de pouvoir financer des événements ou des structures pratiquant la séparation des sexes et afin d'autoriser le refus de services en raison de sa foi.

- contraindre les autorités locales à financer les écoles ultra-orthodoxes, même si elles ne sont pas sous le contrôle de l'administration centrale et n'en suivent pas les programmes et refusent d'enseigner les matières laïques de base telles que les mathématiques et l'anglais.

- retirer l'attribution des bons alimentaires au ministère des aides sociales et les confier à celui de l'Intérieur. Il appliquera comme critère pour les distribuer le fait de ne pas payer d'impôts, sachant que les ultra-orthodoxes en sont dispensés quelles que soient leurs ressources.

Cependant, le Premier ministre a tenu à se démarquer de ses alliés. Ainsi a-t-il déclaré que jamais il n'autoriserait que l'on puisse évoquer sa foi pour refuser des services à un citoyen israélien.

« Il y aura de l'électricité le Shabbat. Il y aura des plages [mixtes] de baignade. Nous maintiendrons le *statu quo*. Il n'y aura pas de pays [gouverné] par la halakha »

« Il n'y aura pas d'amendement de la loi du retour » (les alliés du Premier ministre exigent que tout candidat au retour fasse la preuve qu'il a un parent juif au sens strict du terme).

Il a désavoué son fils, Yair Netanyahu, pour qui les juges qui l'ont mis en examen alors qu'il était encore Premier ministre sont des traîtres et doivent être punis comme tels.

Enfin il a fait élire le seul député ouvertement gay, Amir Ohana, président de la Knesset.

Les rabbins séfarades contre le président de la Knesset

Le rabbin Meir Mazuz, chef de la communauté tunisienne en Israël a déclaré que le président de la Knesset, Amir Ohana, était « infecté par une maladie ». L'ancien grand rabbin séfarade, Shlomo Amar, a dénoncé les députés qui avaient voté pour cette nomination et déclaré que c'est « une honte sans précédent ».

Le ministre des Affaires étrangères n'est pas celui qu'on dit

Le ministère des Affaires étrangères échoit à l'ancien ministre de l'Économie puis du Renseignement, Eli Cohen, pour un an, puis à l'ancien ministre du Renseignement puis des Finances, Yisrael Katz, pour les deux années suivantes, et encore à Eli Cohen si le gouvernement reste en place jusque-là.

Dans la pratique, c'est Ron Dermer, l'ancien ambassadeur à Washington, qui tiendra les manettes depuis le ministère des Affaires stratégiques. Ce département, qui avait été dissous par les gouvernements de Bennett et Lapid, ne traite officiellement que de la lutte contre le mouvement BDS (*Boycott, Divestment and Sanctions*).

Changer le statut du grand rabbin militaire

Un projet de loi de la coalition gouvernementale prévoit de ne plus placer le grand rabbin militaire sous les ordres du chef d'état-major des armées, mais d'un comité civil de rabbins. En outre, il serait promu au grade de général de division, ce qui équivaldrait à en faire l'égal du chef d'état-major. Simultanément, la loi devrait exempter de service militaire tous les jeunes hommes Haredi.

Le gouvernement Netanyahu ne ratifiera pas la Convention sur la lutte contre les violences faites aux femmes

Le nouveau gouvernement Netanyahu ne ratifiera pas la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (2011), dite « [Convention d'Istanbul](#) ».

Elle a été adoptée par 45 États et l'Union européenne, mais la Türkiye s'en est retirée. La coalition gouvernementale conteste les points suivants :

- l'octroi du statut de résident aux victimes de violence qui n'en disposent pas ;
- l'obligation pour l'État d'indemniser les victimes de violence dans des situations dans laquelle ni l'auteur, ni l'assurance, ne versent d'indemnisation ;
- la possibilité de résilier les mariages violents ;
- l'octroi de l'asile dans les affaires liées au genre ;

enfin la définition de la zone d'application de la Convention, sachant que la Cisjordanie n'est pas sous souveraineté israélienne.

Noam établit des listes de mauvais citoyens

Selon le *Yedioth Ahronoth*, le parti Noam, qui milite contre tous ceux qui menacent la conception juive ultra-orthodoxe de la famille, a établi une liste des gays travaillant dans les

médias et une autre des employés du ministère de la Justice ayant suivi des formations avec des associations prônant l'intégration des israéliens arabes (Association for Civil Rights in Israel (ACRI), The Nazareth Nurseries Institute, Israel Women's Network, Center for International Migration and Integration, Israel Union for Environmental Defense (Adam Teva v'Din), Movement for Quality Government in Israel et Kav LaOved).

Israël a perdu son contrat avec Pfizer

Selon [i24news](#), le ministère de la Santé a affirmé devant un tribunal qu'il n'était pas en mesure de localiser l'accord signé avec l'entreprise pharmaceutique Pfizer concernant le partage d'informations épidémiologiques sur les vaccins contre le coronavirus, et a même déclaré qu'il ne savait pas si l'accord avait été signé.

« Nous n'avons pas trouvé d'accord signé », a affirmé l'avocate Ahava Berman du bureau du procureur, au nom du ministère de la Santé.

« Nous avons cherché dans tous les endroits, y compris le bureau du PDG et le service juridique ».

6 millions d'Israéliens ont reçu gratuitement des injections d'ARN messager Pfizer en échange de la transmission au laboratoire pharmaceutique de leurs données de santé jusque-là couvertes par le secret médical.

Ben-Gvir sur les traces de Sharon au Mont du Temple

Violant le règlement du lieu, le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, s'est rendu seul une dizaine de minutes, sur la partie musulmane du Mont du Temple/Noble sanctuaire, le 3 janvier 2023.

La partie musulmane du Mont du Temple/Noble sanctuaire est placée sous la juridiction de la Jordanie et non pas d'Israël. Elle n'est accessible qu'aux musulmans et à leurs invités comme la partie juive n'est accessible qu'aux juifs et à leurs invités.

Dans les minutes qui ont suivies, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, les États-Unis, l'Égypte, la France, la Jordanie, l'Organisation de la coopération islamique et la Palestine ont condamné cette opération.

Le grand rabbin séfaraïte, Yitzhak Yosef, a écrit au ministre pour lui rappeler que les grands rabbins avaient strictement interdit cette violation du règlement du lieu de culte.

Le Hamas avait fait savoir à l'avance qu'il répondrait à cette provocation par une violence « explosive ».

Le Jihad islamique a, pour sa part, proposé d'armer chaque Palestinien avec des armes de poing et des munitions pour résister au nouveau gouvernement Netanyahu.

Le 28 septembre 2000, la visite du député Ariel Sharon avait provoqué la seconde Intifada.

Les Nations unies saisissent leur tribunal interne pour déclarer l'occupation israélienne des Territoires palestiniens illégitime

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a twitté : « Voici les directives fondamentales du gouvernement national que je dirige : le peuple juif a un droit exclusif et incontestable sur toutes les régions de la Terre d'Israël. Le gouvernement encouragera et développera la colonisation dans toutes les parties de la Terre d'Israël - en Galilée, dans le Néguev, sur les hauteurs du Golan, en Judée et en Samarie ». Mal lui en a pris. L'Assemblée générale des Nations unies a adopté par 87 voix pour (autour de la Russie et de la Chine), 26 contre (dont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, l'Autriche, le Canada, l'Allemagne et l'Italie), et 53 abstentions (dont la France, le Brésil, le Danemark, la Finlande, le Japon, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse et l'Ukraine), la résolution (A/77/400) demandant à la Cour internationale de Justice (c'est-à-dire au tribunal interne de l'Onu) de statuer sur l'occupation israélienne des Territoires palestiniens.

Le texte interroge :

« a) Quelles sont les conséquences juridiques de la violation persistante par Israël du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, de son occupation, de sa colonisation et de son annexion prolongée du territoire palestinien occupé depuis 1967, notamment des mesures visant à modifier la composition démographique, le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem, et de l'adoption par Israël des lois et mesures discriminatoires connexes ?

b) Quelle incidence les politiques et pratiques d'Israël visées au paragraphe 18 a) ci-dessus ont-elles sur le statut juridique de l'occupation et quelles sont les conséquences juridiques qui en découlent pour tous les États et l'Organisation des Nations Unies ? »

<https://www.voltairenet.org/article218596.html>

En 2004, la Cour internationale de Justice avait déclaré l'illégalité des colonies israéliennes sur le territoire palestinien et celle des parties de la Barrière de séparation situées sur le même territoire palestinien. La réponse de la CIJ ne fait guère de doute. Elle devrait déclarer l'occupation des Territoires palestiniens, y compris Jérusalem Est, illégale.

Réagissant, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré : « Le peuple juif n'est pas un occupant de sa propre terre et n'est pas un occupant de sa capitale éternelle de Jérusalem. Aucune résolution de l'ONU ne déformera cette vérité historique ».

Le député de Force juive, Zvika Fogel, a conclu : désormais « L'occupation n'est plus temporaire, elle est permanente ».

Cerné par de nombreuses polices, Riad Salamé reste gouverneur de la Banque du Liban

La justice européenne, qui enquête sur des détournements de fonds libanais de 330 millions de dollars et 5 millions d'euros, commis entre 2002 et 2021, enverra des magistrats et des policiers enquêter au Liban.

Actuellement, EuroJust a déjà saisi 120 millions d'euros en Allemagne, en France, au

Liechtenstein, au Luxembourg et en Suisse. L'enquête tourne autour du gouverneur de la Banque centrale du Liban et de ses innombrables maîtresses qui lui servent de prêtes-noms.

Au Liban, où il a été mis en examen, Riad Salamé, jouit d'un privilège d'immunité. Il refuse de répondre à la Justice qu'il accuse d'être politisée. La semaine dernière, les enquêteurs en charge de l'affaire ont arrêté à l'aéroport l'actrice et animatrice de *MTV* Stéphanie Saliba, réputée « proche » du gouverneur. Un peu avant, c'est Anna Kosakova, une ancienne maîtresse de Riad Salamé, qui avait été auditionnée.

La mission européenne se fonde sur la Convention des Nations unies contre la Corruption. Elle devrait se dérouler sous le contrôle de magistrats libanais qui disposent seuls des pouvoirs de convocation et d'audition. M. Salamé, qui appartient au clan Hariri, était considéré comme un gouverneur exceptionnel. Cependant, en 2021, son nom est apparu dans les *Pandora Papers* avec celui d'autres personnalités libanaises (le banquier Marwan Kheireddine, le Premier ministre Najib Mikati, le vice-gouverneur de la Banque du Liban Muhammad Baasiri et l'ancien Premier ministre Hassan Diab).

Selon ses détracteurs, Riad Salamé a mis en place un système de blanchiment de l'argent des cartels latino-américains. Par sa nièce, il a noué une alliance avec une grande famille mafieuse de New York.

La France, les États-Unis et le Qatar veulent imposer leur présidentiable au Liban

La France, les États-Unis et le Qatar préparent une réunion sur le Liban à Paris. Elle pourrait choisir le prochain président de la République, comme ce fut le cas en 2008. L'heureux élu serait avalisé lors d'une réunion des partis politiques libanais au Qatar, puis désigné par le

Parlement à Beyrouth. Il pourrait s'agir soit du chef de l'armée, le général Joseph Aoun, soit d'un candidat surprise, l'ancien ministre des Finances Jihad Azour. Ce dernier s'est récemment présenté au Qatar, en Arabie saoudite, au Koweït et aux Émirats arabes unis. Il se rendra prochainement en Égypte.

En 2008, la France avait poussé la candidature de Michel Sleiman qui faisait l'objet d'une enquête de la Justice à Paris et sur lequel il était donc possible d'exercer des pressions politiques. Il avait été intronisé à Beyrouth, non pas par son prédécesseur, mais par l'émir du Qatar au Parlement en présence du ministre des Affaires étrangères français assis, non pas sur les bancs du public, mais sur ceux du gouvernement libanais. Cette élection a violé la Constitution qui impose un délai avant qu'un chef de l'armée ne puisse devenir président de la République. L'incapacité du Parlement libanais à élire un président de la République affecte la possibilité d'exploiter les hydrocarbures dans les eaux territoriales, malgré la signature de l'accord israélo-libanais. Elle interrompt les recherches de nouvelles ressources. Elle perturbe toute la région car l'exploitation des hydrocarbures nécessite des pipe-lines qui ne pourront être construits qu'une fois tous les acteurs en place. Le plan franco-US-qatari a peu de chances de parvenir à son terme, même si Gibran Bassil, le gendre du président Michel Aoun approuve la candidature de Jihad Azour. En effet, le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a appelé, le 3 janvier, à une solution libanaise, validée par l'étranger, et non l'inverse. Au précédent de Michel Sleiman, il a ainsi opposé celui de Michel Aoun.

858 millions de dollars pour associer la Syrie au Captagon

Le président Joe Biden a promulgué, le 23 décembre 2022, le *Countering Assad's Proliferation Trafficking And Garnering Of Narcotics Act*, en acronyme « loi CAPTAGON » (H. R. 6265).

Officiellement, il s'agit de stopper le trafic de cette drogue de synthèse entre le Liban et l'Arabie saoudite. Officieusement, il s'agit de trouver un nouveau prétexte à l'acharnement des États-Unis contre la République arabe syrienne.

Depuis deux ans, alors que les Nations unies obtenaient l'aide de la Syrie contre les trafiquants, quantité d'articles de presse ont lié le trafic de Captagon libanais au président syrien Bachar el-Assad.

Cette drogue a été introduite au Moyen-Orient par l'Otan afin de procurer un sentiment d'invincibilité aux jihadistes. Elle est constituée d'une molécule d'amphétamine unie à une molécule de théophylline par un pont éthyle. Les États-Unis, après avoir perdu la guerre qu'ils menaient par le truchement des jihadistes, ont initié une nouvelle guerre, économique cette fois, à la République arabe syrienne sous prétexte que celle-ci pratiquerait la torture à grande échelle (*Caesar Act*). Le pays est assiégé de sorte qu'il est impossible, même pour les ONG humanitaires et pour les Nations unies d'y importer quoi que ce soit. Depuis que les approvisionnements provenant de Russie ont été interrompus par les sanctions contre Moscou, les Syriens n'ont plus de carburant, plus d'électricité (sauf 2 heures par jour) et commencent à souffrir de la faim. Il n'est donc pas possible d'y faire parvenir les composants du Captagon. On ne voit pas dans ces conditions comment le « régime » pourrait en fabriquer. La loi CAPTAGON prévoit une campagne de presse internationale pour associer contre toute logique cette drogue au président el-Assad et pour populariser l'idée que la République arabe syrienne n'est qu'un narco-État. En outre, l'administration US devra produire des rapports à ce sujet. Cette campagne d'intoxication a été dotée d'un budget de 858 millions de dollars.

La normalisation turco-syrienne imminente

Les ministres de la Défense turc et syrien, Hulusi Akar et Ali Mahmoud Abbas, se sont rencontrés à Moscou en présence de leur homologue russe, Sergueï Choïgu. Les entretiens ont porté sur « les façons de résoudre la crise syrienne et [sur] la question des réfugiés », ainsi que sur « les efforts conjoints pour combattre les groupes extrémistes ». C'est le premier sommet ministériel turco-syrien en 11 ans.

Depuis septembre les chefs des services secrets des deux pays, Ali Mamlouk et Hakan Fidan, se sont plusieurs fois rencontrés à Damas. Ils assistaient au sommet de Moscou. En novembre, le président turc Recep Tayyip Erdoğan avait jugé possible un sommet avec son homologue syrien, Bachar el-Assad.

La Türkiye a prévenu les organisations de l'opposition syrienne réfugiées chez elle qu'elle se retirerait bientôt des territoires syriens qu'elle occupe, celles qui s'opposent à cette réconciliation ont été priées de partir. On s'attend à une action conjointe de la Russie, de la Syrie et de la Türkiye contre les terroristes du PKK, et enfin à un sommet des deux chefs d'État.

Via Oman, les États-Unis ont proposé à la Syrie de lever partiellement les sanctions contre elle si elle interrompait ses pourparlers avec la Türkiye. Damas a refusé.

Bachar el-Assad reçoit Abdallah ben Zayed al-Nahyane

Malgré l'interdiction états-unienne, le ministre émirati des Affaires étrangères, Abdallah ben Zayed al-Nahyane, s'est rendu à Damas rencontrer le président syrien, Bachar el-Assad. Les Émirats apportent un soutien très important à la Syrie.

Ce sommet intervient alors que la visite du président iranien, Ebrahim Raisi, prévue la semaine dernière, a été « reportée ».

Le Qatar envisage de ne plus exporter de gaz vers l'UE

Le Qatar envisage de couper ses livraisons de gaz à l'Union européenne en rétorsion de l'opération anti-corruption belge. La demande asiatique est suffisante pour qu'il change de clients.

Le Qatar entre dans le conflit yéménite

Alors que l'Arabie saoudite négocie secrètement et directement avec les Houthis, en l'absence du gouvernement yéménite, à Oman, le Qatar organise, le 9 janvier à Washington, une conférence intitulée « [Vers une paix durable et la démocratie au Yémen](#) ».

Elle sera officiellement mise en place par la Fondation Tawakkol Karman et l'organisation Democracy for the Arab World Now. Les Frères musulmans y participeront largement. Simultanément, les médias internationaux du Qatar, *Al-Jazeera* en tête, assurent que rien ne va plus entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

La Turquie rétablit ses relations avec Israël

Israël et la Turquie ont rétabli leurs relations diplomatiques interrompues il y a quatre ans. Le président Recep Tayyip Erdoğan a reçu l'ambassadrice Irit Lillian et lui a demandé de transmettre les félicitations de son pays au Premier ministre Benjamin Netanyahu pour son élection.

En 2018, Ankara avait rompu avec Tel-Aviv qui bombardait les Frères musulmans du Hamas à Gaza. Aujourd'hui, la Turquie réinterprète son héritage ottoman. Elle ne se pense plus comme le leader de la Confrérie et a donc abandonné ses principales ambitions dans le monde arabe, mais comme le protecteur des peuples de langue turque.

L'Iran s'adapte à l'arrivée de la Chine dans le monde arabe

Le rapprochement sino-arabe de Riyad a sonné comme un coup de tonnerre à Téhéran. Certes, la Chine est un allié millénaire de l'Iran et le soutient aujourd'hui en matière nucléaire, mais elle n'est pas aveugle. Elle s'est prononcée du côté arabe dans le conflit qui oppose Téhéran à Abou Dhabi sur trois îles du Golfe. En outre, elle a décidé d'étendre ses routes de la soie dans tout le monde arabe indépendamment des perses.

L'Inde commence à s'organiser sans le dollar

L'Inde commence à organiser son commerce international non plus en dollars, mais en roupies. La Banque centrale de New Delhi a constitué un département spécial pour immobiliser les liquidités nécessaires à ces transferts.

Rahul Gandhi se range derrière Washington

Rahul Gandhi a déclaré que la Chine avait adopté vis-à-vis de l'Inde la même attitude que la Russie vis-à-vis de l'Ukraine. L'ancien président du Parti du Congrès a accusé le gouvernement de Narendra Modi de ne pas discerner les ambitions de Chine. Selon lui, la Chine se prépare à modifier la géographie de l'Inde au Ladakh et en Arunachal (Pradesh).

Le Myanmar libère 7 000 prisonniers

À l'occasion des 75 ans de l'indépendance, l'armée du Myanmar a organisé une démonstration de force à Naypyidaw. La libération de 7 012 prisonniers a été annoncée sans que l'on sache s'il s'agit de prisonniers de Droit commun ou de politiques. Des élections générales ont été annoncées, sans que l'on précise si le mode électoral, actuellement à un tour, serait conservé. Les États-Unis les ont préventivement qualifiés d'« imposture ». Des

médailles ont été remises à des personnalités, dont le moine bouddhiste Wirathu, héraut des massacres des non-bouddhistes.

En 2020, la Ligue nationale pour la démocratie (LND) avait remporté les élections, mais celles-ci avaient immédiatement été annulées et sa présidente, la conseillère spéciale Aung San Suu Kyi, avait été arrêtée. Elle a été condamnée à huis clos, le 30 décembre, à 33 ans de prison. Elle est toujours incarcérée, cependant elle pourrait à nouveau être assignée à résidence.

La Corée du Nord se renforce

La Corée du Nord a tiré 3 missiles à moyenne portée juste avant la fin de l'année. Ils sont montés à 100 kilomètres de hauteur et sont tombés à 370 kilomètres des côtes en eaux internationales.

En 2022, la Corée du Nord a tiré trois fois plus de missiles que l'année précédente. Elle a profité de la tension autour de l'Ukraine pour améliorer considérablement son arsenal en matière d'armes nucléaires tactiques, de nouveau missile balistique intercontinental, d'ogives de vol plané hypersoniques, de sous-marins à propulsion nucléaire et de satellite de reconnaissance. Le dirigeant suprême Kim Jong-un a révélé le 27 décembre avoir adopté une nouvelle stratégie de Sécurité, mais celle-ci n'a pour le moment pas été publiée. Le 1er janvier, il a appelé à une « augmentation exponentielle de l'arsenal nucléaire » pour faire face à l'augmentation de la menace occidentale.

La Chine change sa politique face à la Covid

L'Agence de santé chinoise a annoncé, le 26 décembre 2022, qu'elle rétrograderait l'infection à Covid-19 de la classe A à la classe B à partir du 8 janvier 2023. Il n'y aura donc plus de quarantaine pour les personnes entrant dans le pays, plus de confinement obligatoire pour les malades de la Covid-19 et plus d'isolation de zones à haut risque.

L'administration centrale chinoise considère qu'il lui faut deux semaines pour que ses directives nationales soient appliquées au niveau local.

Manœuvres communes sino-russes

Les Marines chinoise et russe ont réalisé un exercice commun en mer de Chine, *Joint See 2022*.

Taïwan allonge le service militaire

Taïwan étendra le service militaire obligatoire de 8 mois actuellement à 1 an, fin 2023. La province rebelle chinoise entend se préparer à une opération militaire de Beijing.

Quatre ministres du gouvernement Kishida démissionnent

Kenya Akiba, ministre de la Reconstruction, a présenté sa démission, le 26 décembre. Il est le quatrième ministre de Fumio Kishida à quitter le gouvernement en deux mois, après Daishiro Yamagiwa (ministre de la Revitalisation économique, démissionnaire le 25 octobre), Yasuhiro Hanashi (ministre de la Justice, le 11 novembre) et Minoru Terada (ministre des Affaires intérieures et des Communications, le 17 décembre). Tous les quatre ont reconnu soit avoir détourné de l'argent public, soit avoir été corrompus par la secte Moon.

Le Japon renforce sa Défense contre la Chine

Le ministre des Affaires étrangères, Yoshimasa Hayashi, a annulé son déplacement prévu à Beijing après que Tokyo a publié sa *Stratégie nationale de Sécurité* désignant la Chine comme « le plus grand défi stratégique ».

En 2005, le gouvernement japonais avait tenté de modifier la Constitution pour étendre le rôle des Forces armées à l'international. Cependant ce projet n'a pas été adopté. Après plusieurs tentatives et malgré l'opposition unanime des juristes du pays, le cabinet a réinterprété l'article

9 de la Constitution en 2014. Désormais, il considère qu'il autorise les « opérations de Défense collective ».

Dans ce cadre, le gouvernement Kishida a décidé de se doter de capacités de « contre-attaque » face à la Chine. Il vient aussi de renforcer la défense des îles Nansei, dont Yonaguni, où il a installé une unité de missiles sol-air. Cette base est à 110 kilomètres de la « province rebelle chinoise » de Taïwan. Enfin le gouvernement Kishida établit une liste de 600 sites d'intérêt stratégiques afin qu'il puisse les surveiller et surveiller les alentours. Il vient de dévoiler les 58 premiers.

Les JO de Tokyo étaient corrompus

Le président du Comité des Jeux olympiques et para-olympiques de Tokyo, Haruyuki Takahashi, a été inculpé pour corruption. Il a été remis en liberté sous une caution de 80 millions de yens (soit 563 000 euros) après quatre mois de détention préventive. Il aurait perçu 198 millions de yens (soit 1,39 million d'euros) de l'entreprise de bâtiments et de travaux publics Aoki Corporation.

OCÉANIE

L'Australie tente de renouer avec la Chine

Le ministre du Commerce, Don Farrell, a déclaré que Canberra pourrait retirer sa plainte contre la Chine à l'OMC si Beijing levait ce qu'il a qualifié de « sanctions » contre les produits australiens.

La Chine ne pratique pas de « sanctions économiques ». Elle a instauré des droits de douane sur l'orge, le vin, la viande et le homard. Les signes de dégel australo-chinois se multiplient : le Premier ministre Anthony Albanese a rencontré le président Xi Jinping lors du G20 de Bali en novembre. La ministre australienne des Affaires étrangères, Penny Wong, s'est rendue en décembre à Beijing rencontrer son homologue Wang Yi.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Les nouveaux membres du Conseil de sécurité de l'Onu

Les membres non permanents du Conseil de sécurité des Nations unies sont désormais :

- Pour un an encore : l'Albanie, le Brésil, les Émirats arabes unis, le Gabon et le Ghana.
- Pour deux ans : l'Équateur, le Japon, Malte, le Mozambique, la Suisse.

Supplément documentation

1- Revues de sciences politiques

Note : Ces articles sont hors de prix. Très peu sont libres d'accès (Open Access). De nombreuses bibliothèques universitaires y donnent cependant un accès gratuit. Heureusement, le site [Sci-Hub](#) les mets à la disposition du public. Généralement cela demande plusieurs semaines après leur publication. Dans certains pays, ce site est interdit et n'est accessible qu'avec un VPN ou parfois en utilisant le logiciel [Tor](#).

AFGHANISTAN

« Remembering a Road : How One U.S. Development Project Provides Insight into America's Complicated Legacy in Afghanistan », Colonel Nicholas O. Melin, *Studies in Conflict & Terrorism*

<https://doi.org/10.1080/1057610X.2022.2151095>

« 'The Fall of Afghanistan : An American Tragedy' », Robert S. Snyder, *Small Wars &*

Insurgencies

<https://doi.org/10.1080/09592318.2022.2159738>

« Al-Qa'ida and the Taliban ; Are They on Diverging Paths ? », Antonio Giustozzi, *The RUSI Journal*

<https://doi.org/10.1080/03071847.2022.2149123>

« Why Did Rebuilding the Afghan and Iraqi Armies Fail ? », Colin D Robinson, *The RUSI Journal*

<https://doi.org/10.1080/03071847.2022.2149124>

AUSTRALIA

« Australia's AUKUS 'bet' on the United States : nuclear-powered submarines and the future of American democracy », Brendon O'Connor, Lloyd Cox & Danny Cooper, *Australian Journal of International Affairs*

<https://doi.org/10.1080/10357718.2022.2163977>

« [Transmission interrupted : Australia's international television broadcasting](#) » (Open access), Rodney Tiffen, *Australian Journal of International Affairs*

BULGARIA

« Bulgarian antisemitism in the 21st century », Rumyana Marinova-Christidi, *Israel Affairs*
<https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2162266>

« Planning and truth : the Bulgarian 1963 reform and the problem of profitability », Todor Hristov, *Southeast European and Black Sea Studies*
<https://doi.org/10.1080/14683857.2022.2155292>

BOTSWANA

« Election campaign financing in Botswana : a case for comprehensive regulation for fairness and to avert illicit financial flows », Lawrence Ookeditse & Onneetse Kym Makhumalo, *Journal of Contemporary African Studies*
<https://doi.org/10.1080/02589001.2022.2151577>

CANADA

« [Did Brexit change perceptions of the EU and the UK in Canada ? An analysis of Canadian newspaper commentaries](#) » (Open access), Achim Hurrelmann, Sarra Ben Khelil, Asif Hameed, Akaysha Humniski & Patrick Leblond, *Canadian Foreign Policy Journal*

CHINA

« Political Events and Cultural Othering : Impact of Protests and Elections on Identities in Post-Handover Hong Kong, 1997–2021 », Francis Lap Fung Lee & Chi Kit Chan, *Journal of Contemporary China*
<https://doi.org/10.1080/10670564.2022.2159756>

« [Does Comprehensive Geopolitical Risk Deter FDI Outflows : Evidence from China](#) » (open

access), Bing Lu & Wenge Liu, *Defence and Peace Economics*

« Chinese Defense Industry Reforms and Military Firm Performance : Evidence from the Civil—Military Integration Strategy », Zeng Yang, Changyuan Xia, Shuai Zhao & Daiguo Fu, *Defence and Peace Economics*
<https://doi.org/10.1080/10242694.2022.2154926>

« In the Pursuit of the Constructed Truth : Courtroom Questioning as a Persuasive Genre of Talk », Kege Li, *Journal of Contemporary China*
<https://doi.org/10.1080/10670564.2022.2153017>

CZECH REPUBLIC

« [Nativist with\(out\) a cause : a geographical analysis of the populist radical right in the 2017 and 2021 Czech parliamentary elections](#) » (Open access), Jonáš Suchánek & Jiří Hasman, *Territory, Politics, Governance*

EUROPEAN UNION

« [European Dreams of the Cloud : Imagining Innovation and Political Control](#) » (Open access), Andreas Baur, *Geopolitics*

« Strategic cultures between the EU member states : convergence or divergence ? », Xue Mi, *European Security*
<https://doi.org/10.1080/09662839.2022.2159384>

« [Voting under EMU : economic perceptions, responsibility attribution and EU politicisation](#) », Roberto Pannico & Marina Costa Lobo, *Journal of European Public Policy*

« [Supranational detectives ? Transnational market abuse and the politics of surveillance delegation in the EU](#) » (Open access), Miles Kellerman, *Journal of European Public Policy*

« [Mainstream party agenda-responsiveness and the electoral success of right-wing populist parties in Europe](#) » (Open access), Simon D.

Brause & Lucy Kinski, *Journal of European Public Policy*

« [How does delegation structure shape agent discretion in EU foreign policy ? Evidence from the Normandy Format and the Contact Group on Libya](#) » (Open access), Monika Sus, *Contemporary Security Policy*

« [Global perspectives on European Union public diplomacy : an introduction](#) » (Open access), Weiqing Song & Evangelos Fanoulis, *Journal of Contemporary European Studies*

« [Silent revolution/passive revolution : Europe's COVID-19 recovery plan and green deal](#) » (Open access), J. Magnus Ryner, *Globalizations*

« Is Brexit an outlier ? Euroscepticism and public support for European integration », Brandon Malloy, Zeynep Ozkok & Jonathan Rosborough, *European Politics and Society* <https://doi.org/10.1080/23745118.2022.2148917>

« The European Union's failure to address the autocracy crisis : MacGyver, Rube Goldberg, and Europe's unused tools », R. Daniel Kelemen, *Journal of European Integration* <https://doi.org/10.1080/07036337.2022.2152447>

FRANCE

« The Renewal of Alsatian Nationalism », Etienne B. Schmitt, *Nationalism and Ethnic Politics* <https://doi.org/10.1080/13537113.2022.2153494>

GEORGIA

« [Opportunities Matter : The Evolution of Far-Right Protest in Georgia](#) » (Open access), Tamta Gelashvili, *Europe-Asia Studies*

GERMANY

« [From the city of steel to Germany's 'China City' : economic restructuring, the EU-China transcontinental railway and infrastructure-led](#)

[development in Duisburg](#) » (Open access), Kean Fan Lim & Kristin Limbach, *Regional Studies*

GHANA

« [Special prosecutor : Panacea or facade to institutionalised corruption in Ghana ?](#) » (Open access), Olivia Anku-Tsedee, Reginald Arthur & Majoreen Osafoadu Amankwah, *Cogent Social Sciences*

GREECE

« A new alliance in Europe : the September 2021 defence agreement between Greece and France as a case of embedded alliance formation », Elie Perot, *European Security* <https://doi.org/10.1080/09662839.2022.2162821>

HUNGARY

« From democracy to hybrid regime. Democratic backsliding and populism in Hungary and Tunisia », Daniela Huber & Barbara Pisciotto, *Contemporary Politics* <https://doi.org/10.1080/13569775.2022.2162210>

INDIA

« 'Strategising' the India-EU Partnership », Manoj Babu Buraga, *Strategic Analysis* <https://doi.org/10.1080/09700161.2022.2157508>

INDONESIA

« Indonesia's hedging plus policy in the face of China's rise and the US-China rivalry in the Indo-Pacific region », Dewi Fortuna Anwar, *The Pacific Review* <https://doi.org/10.1080/09512748.2022.2160794>

INDO-PACIFIC

« US perspectives on the power shift in the Indo-Pacific », Zack Cooper & Emily Young Carr, *The Pacific Review*

<https://doi.org/10.1080/09512748.2022.2160793>

« Navigating international order transition in the Indo Pacific », Kai He & Huiyun Feng, *The Pacific Review*
<https://doi.org/10.1080/09512748.2022.2160798>

« International order transition and US-China strategic competition in the indo pacific », Kai He & Huiyun Feng, *The Pacific Review*
<https://doi.org/10.1080/09512748.2022.2160789>

« Quad and the Indo-Pacific : Examining the Balance of Interest Theory in Quad Coalition », Adarsh Badri, *Strategic Analysis*
<https://doi.org/10.1080/09700161.2022.2149981>

IRAQ

« Financing of Non-State Armed Groups in the Middle East : Iraqi Popular Mobilization Forces (PMF) as a Case Study », Kardo Rached, *Studies in Conflict & Terrorism*
<https://doi.org/10.1080/1057610X.2022.2161136>

IRELAND

« [Cultivating ‘the heavies or opinion-forming press’ : nation branding, Irish economic development and the British press, 1958–1966](#) » (Open access), Mark O’Brien, *Irish Political Studies*

ISRAEL

« The Israelization of Jew-hatred and the concept ‘antisemitism-light’ », Evyatar Friesel & Monika Schwarz-Friesel, *Israel Affairs*
<https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2162258>

« Factors associated with self-harm behaviors during military service in the Israel Defense Forces, rates of such behaviors and their outcomes », Leah Shelef, Ishai Nir, Lucian

Tatsa-Laur, Nirit Yavnai, Niv Gold, Gadi Cohen & Ariel Ben Yehuda, *Military Psychology*
<https://doi.org/10.1080/08995605.2022.2151815>

« Peripheral implications of national innovation : insights from the Israeli experience », Raphael Bar-El & Liran Maymoni, *European Planning Studies*
<https://doi.org/10.1080/09654313.2022.2156272>

« [Facing an Uncertain Future : Post-Election Israel](#) » (Open access), Chuck Freilich, *Israel Journal of Foreign Affairs*

« How the Israel Defense Forces Seek to Defeat Non-State Actors », Ehud Eilam, *The RUSI Journal*
<https://doi.org/10.1080/03071847.2022.2150418>

ITALY

« Italy at the polls. Four lessons to learn from the 2022 general election », Alessandro Chiamonte, *Contemporary Italian Politics*
<https://doi.org/10.1080/23248823.2022.2163453>

« The 2022 general Italian elections. The long-awaited victory of the right », Gianfranco Pasquino & Marco Valbruzzi, *Journal of Modern Italian Studies*
<https://doi.org/10.1080/1354571X.2022.2150805>

« Towards an inadequately rational bicameralism. The Italian Senate ‘reform’ (1948–1963) », Salvatore Mura, *Journal of Modern Italian Studies*
<https://doi.org/10.1080/1354571X.2022.2148398>

« [Giorgia Meloni in the spotlight. Mobilization and competition strategies in the 2022 Italian election campaign on Facebook](#) » (Open access),

Antonio Martella & Franca Roncarolo,
Contemporary Italian Politics

JAPAN

« Japan in the Indo-Pacific : domestic politics and foreign policy », Hiro Katsumata & Daiki Shibuchi, *The Pacific Review*
<https://doi.org/10.1080/09512748.2022.2160795>

« Hosting Olympic Games under a state of emergency : are people still proud of their country ? », Takuya Shimokubo, *International Journal of Sport Policy and Politics*
<https://doi.org/10.1080/19406940.2022.2162102>

JORDAN

« [Displacement as Heterotopic Space : The Syrian Refugee Crisis in Jordan](#) » (Open access), Filippo Dionigi, *Geopolitics*

« Corruption or Culture ? Evaluating Elite Definitions of “Wasta” in Jordan », Ahmad Asem Al-Hiari, *Public Integrity*
<https://doi.org/10.1080/10999922.2022.2154954>

KOSOVO

« Costs of International Recognition : Palestine’s and Kosovo’s Struggle with Negotiated Statehood », Shpend Kursani, *Geopolitics*
<https://doi.org/10.1080/14650045.2022.2151903>

KURDISTAN

« Abdullah Öcalan’s Anti-Zionism », H. Bahadır Türk, *Israel Affairs*
<https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2162262>

MALAYSIA

« Parliamentary motions under a semi-authoritarian regime : evidence from Malaysia », Ariff Aizuddin Azlan & Muhamad

M. N. Nadzri, *Parliaments, Estates and Representation*
<https://doi.org/10.1080/02606755.2022.2148505>

MAROCCO

« Is Morocco operating grey zone in Ceuta and Melilla ? », Josep Baqués-Quesada, *Defence Studies*
<https://doi.org/10.1080/14702436.2022.2159815>

OCEANS

« Facing a New Ocean Decade : Geopolitical Change and Challenges in Ocean Governance », Juan Luis Suarez de Vivero & Juan Carlos Rodríguez-Mateos, *Geopolitics*
<https://doi.org/10.1080/14650045.2022.2151901>

PALESTINE

« The long trail of Palestinian antisemitism », Efraim Karsh, *Israel Affairs*
<https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2162259>

« Palestinian Islamic Jihad : Between Nationalism and Religion », Shaul Bartal, *The Journal of the Middle East and Africa*
<https://doi.org/10.1080/21520844.2022.2146400>

« The Formation of the National Palestinian Ethos », Gadi Hitman, *Ethnopolitics*
<https://doi.org/10.1080/17449057.2022.2154959>

PORTUGAL

« The 2021 Portuguese Presidential Elections under extraordinary circumstances : Covid-19 and the rise of the radical right in Portugal », Sofia Serra-Silva & Nelson Santos, *Mediterranean Politics*
<https://doi.org/10.1080/13629395.2022.2156713>

ROMANIA

« The 2020 county elections in Romania : More nationalization, less regionalization », István Gergő Székely, *Regional & Federal Studies*
<https://doi.org/10.1080/13597566.2022.2152441>

RUSSIA

« The End of “Putin’s Empire ?” Ontological Problems of Russian Imperialism in the Context of the War against Ukraine, 2022 », Ruslan Zaporozhchenko, *Problems of Post-Communism*
<https://doi.org/10.1080/10758216.2022.2158873>

« [The patterns of political career movements in the Russian Federation : the case of regional governors, 1991–2021](#) » (Open access), Elena Semenova, *Regional & Federal Studies*

« The Politics of Pseudoscience : Power and Knowledge in Contemporary Russia », Dima Kortukov, *Problems of Post-Communism*
<https://doi.org/10.1080/10758216.2022.2158874>

« [‘We Have Conversations’ : The Gangster as Actor and Agent in Russian Foreign Policy](#) » (Open access), Mark Galeotti, *Europe-Asia Studies*

« When the Guns Fall Silent : Richard Cobden’s Principles of Liberal Internationalism and Russian Reconciliation », Richard R. Moeller, *Peace Review*
<https://doi.org/10.1080/10402659.2022.2159758>

« [Methods in Russian studies : overview of top political science, economics, and area studies journals](#) » (Open access), Lanabi La Lova, *Post-Soviet Affairs*

« Strategic Comrades ? Russian and Chinese Media Representations of NATO », Lutgard Lams, Hedwig De Smaele, Fien De Coninck, Charlotte Lippens & Lisbeth Smeyers, *Europe-Asia Studies*

<https://doi.org/10.1080/09668136.2022.2152556>

« Plus ça change : getting real about the evolution of Russian studies after 1991 », Regina Smyth, *Post-Soviet Affairs*
<https://doi.org/10.1080/1060586X.2022.2161232>

« How the pandemic affected interregional inequality in Russia », Marina Malkina, *Area Development and Policy*
<https://doi.org/10.1080/23792949.2022.2137538>

« Coordinated Voting Against the Autocracy : The Case of the ‘Smart Vote’ Strategy in Russia », Mikhail Turchenko & Grigorii V. Golosov, *Europe-Asia Studies*
<https://doi.org/10.1080/09668136.2022.2147485>

« Survey research in Russia : in the shadow of war », Bryn Rosenfeld, *Post-Soviet Affairs*
<https://doi.org/10.1080/1060586X.2022.2151767>

SLOVAKIA

« “With courage against the system.” The ideology of the people’s party our Slovakia », Jakub Drábik, *Journal of Contemporary Central and Eastern Europe*
<https://doi.org/10.1080/25739638.2022.2164119>

SLOVENIA

« [Barricades and ballots : exploring the trajectory of the Slovenian left](#) » (Open access), Ivaylo Dinev, *East European Politics*

SOUTH KOREA

« South Korea’s ‘Unfriendly’ corporate governance disclosure to foreign investors », Minhye Zoh, *Asian Journal of Political Science*
<https://doi.org/10.1080/02185377.2022.2158578>

« The US-led security network in the Indo-Pacific in international order transition : a South Korean perspective », Jae Jeok Park, *The Pacific Review*
<https://doi.org/10.1080/09512748.2022.2160790>

SRI LANKA

« Counter-terrorism, intelligence and policing in Sri Lanka : a case study of the 2019 easter terror attacks », Ryan Shaffer, *Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism*
<https://doi.org/10.1080/18335330.2022.2153613>

TAIWAN

« High-Level Visit and National Security Policy : Evidence from a Quasi-Experiment in Taiwan », Austin Horng-En Wang, Charles K. S. Wu, Yao-Yuan Yeh & Fang-Yu Chen, *International Interactions*
<https://doi.org/10.1080/03050629.2023.2162512>

« A contextual analysis of the evolution of transitional justice : the story of Taiwan », Yi-Li Lee & Wen-Chen Chang, *The International Journal of Human Rights*
<https://doi.org/10.1080/13642987.2022.2153120>

TÜRKIYE

« The making of Turkish exceptionalism : the west, the rest and unreconciled issues from the past », Lerna K. Yanık, *Turkish Studies*
<https://doi.org/10.1080/14683849.2022.2159816>

« “Patience and Persistence” : Ambiguous Turkish–Israeli Relations in the 1960s », Efrat Aviv, *The Journal of the Middle East and Africa*
<https://doi.org/10.1080/21520844.2022.2146407>

« Measuring the disproportionality of Turkish elections », Jack Jacovou, *Southeast European and*

Black Sea Studies

<https://doi.org/10.1080/14683857.2022.2153401>

UKRAINE

« Do the EU and Ukraine speak the same language ? The various notions of resilience before the military intervention », Kateřina Kočí, Marianna Gladys & Oksana Krayevska, *Journal of Contemporary European Studies*
<https://doi.org/10.1080/14782804.2022.2163991>

« The art of partial commitment : the politics of military assistance to Ukraine », Alexander Lanoszka & Jordan Becker, *Post-Soviet Affairs*
<https://doi.org/10.1080/1060586X.2022.2162758>

« Back-to-normality outsiders : Zelensky’s technocratic populism, 2019–2021 », Oleksii Viedrov, *East European Politics*
<https://doi.org/10.1080/21599165.2022.2146092>

UNITED KINGDOM

« Crisis management, new constitutionalism, and depoliticisation : recasting the politics of austerity in the US and UK, 2010–16, » Dillon Wamsley, *New Political Economy*
<https://doi.org/10.1080/13563467.2022.2153358>

UNITED NATIONS

« Sanctions, Aid, and Voting Patterns in the United Nations General Assembly », David Lektzian & Glen Biglaiser, *International Interactions*
<https://doi.org/10.1080/03050629.2023.2155151>

UNITED STATES

« Trump’s Legacy and the Liberal International Order : Why Trump Failed to Institutionalise an Anti-global Agenda », Andrea Locatelli & Andrea Carati, *The International Spectator*

<https://doi.org/10.1080/03932729.2022.2156226>

VENEZUELA

« Autocratization and public administration : the revolutionary-populist regime in Venezuela in comparative perspective », Wolfgang Muno & Héctor Briceño, *Asia Pacific Journal of Public Administration*

<https://doi.org/10.1080/23276665.2022.2148262>

VIET NAM

« The political economy of special economic zones : the cases of Ethiopia and Vietnam », Keyi Tang, *Review of International Political Economy*
<https://doi.org/10.1080/09692290.2022.2152073>

ANTISEMITISM

« The apartheid and racism campaigns - the NGO contribution to antisemitism », Gerald M. Steinberg, *Israel Affairs*
<https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2162256>

« Iran's antisemitism and anti-Zionism : eliminationist or performative ? », Ofira Seliktar, *Israel Affairs*
<https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2162260>

« 'The Jews are our Misfortune !' Contemporary antisemitism as a hydra-headed phenomenon », Ben Cohen, *Israel Affairs*
<https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2162254>

CIVIL CONFLICT

« The Effects of Social Media, Elites, and Political Polarization on Civil Conflict », Lance Y. Hunter & Glen Biglaiser, *Studies in Conflict & Terrorism*

<https://doi.org/10.1080/1057610X.2022.2163461>

CORRUPTION

« Revisionist Approaches to Corruption : From "Cynical Conservatism" to Radical Realism », Doron Navot, *Public Integrity*
<https://doi.org/10.1080/10999922.2022.2155358>

DECOLONISATION

« Afro-Asia as method : Bandung, the production of postcolonial space, and the cruel optimism of the 1960s », Christopher J. Lee, *The Global Sixties*
<https://doi.org/10.1080/27708888.2022.2157988>

« The neo-imperialism of decolonisation : John le Carré and Cold War India », Paul M. McGarr, *Intelligence and National Security*
<https://doi.org/10.1080/02684527.2022.2151759>

ECOLOGY

« Eco-Fascism Online : Conceptualizing Far-Right Actors' Response to Climate Change on Stormfront », Imogen Richards, Callum Jones & Gearóid Brinn, *Studies in Conflict & Terrorism*
<https://doi.org/10.1080/1057610X.2022.2156036>

ECONOMY

« [Legal diffusion as protectionism : the case of the U.S. promotion of antitrust laws](#) » (Open access), Melike Arslan, *Review of International Political Economy*

« Who votes for free trade and when ? Geopolitics as the source of legislative preferences on free trade agreements », Sung Eun Kim & Joonseok Yang, *Review of International Political Economy*
<https://doi.org/10.1080/09692290.2022.2144927>

ENERGY

« [Toward Dangerous US Unilateralism on Solar Geoengineering](#) » (Open access), Jennie C Stephens, Prakash Kashwan, Duncan McLaren & Kevin Surprise, *Environmental Politics*

GENOCIDE

« Between mneme and anamnesis : on the memory and forgetting of the Roma Holocaust », Slawomir Kapralski, *Journal of Baltic Studies*
<https://doi.org/10.1080/01629778.2023.2156565>

« 'Part of the Civilized World Community' : Holocaust in Historical Politics of the Unrecognized Republics of Transnistria and Donbas », Alexandr Voronovici, *Ethnopolitics*
<https://doi.org/10.1080/17449057.2022.2150397>

HISTORY

« X and X : on the containment and liberation of cold war histories », Christopher J. Lee, *The Global Sixties*
<https://doi.org/10.1080/27708888.2022.2153204>

INTELLIGENCE

« [The politics of intelligence failures : power, rationality, and the intelligence process](#) » (Open access), Tom Lundborg, *Intelligence and National Security*

PEACEKEEPING

« Non-Democratic Regimes and Participation in UN Peacekeeping Operations », Andrew Levin, *International Peacekeeping*
<https://doi.org/10.1080/13533312.2022.2160712>

« [A Perturbed Peace : Applying Complexity Theory to UN Peacekeeping](#) » (Open access), Adam Day & Charles T. Hunt, *International Peacekeeping*

« Verification of Peace Accords and Military Expenditures in Post-Conflict Societies », Wakako Maekawa, *Defence and Peace Economics*
<https://doi.org/10.1080/10242694.2022.2158648>

POLITICS

« Do Partisans Follow Their Leaders on Election Manipulation ? », Devin McCarthy, *Political Communication*
<https://doi.org/10.1080/10584609.2022.2150728>

POPULISM

« Populist attitudes towards politics and science : how do they differ ? », Jakob-Moritz Eberl, Robert A. Huber, Niels G. Mede & Esther Greussing, *Political Research Exchange*
<https://doi.org/10.1080/2474736X.2022.2159847>

« The winner takes all the trust : populism, democracy, and winner-loser gaps in political trust in Central and Southern Europe », Marta Kołczyńska, *Journal of Contemporary European Studies*
<https://doi.org/10.1080/14782804.2022.2162486>

« [It's a hoax ! The mediating factors of populist climate policy opposition](#) » (Open access), Maurits J. Meijers, Yaël van Drunen & Kristof Jacobs, *West European Politics*

RELIGIONS

« [Secularisation as the fragmentation of the sacred and of sacred space](#) » (Open access), Marietta van der Tol & Philip Gorski, *Religion, State and Society*

STRATEGY

« [Is empathy a strategic imperative ? A review essay](#) » (Open access), Claire Yorke, *Journal of Strategic Studies*

TERRORISM

« Terror through the Looking Glass : Information Orientations and the Lens of Web Search Engines », Christopher Whyte, *Terrorism and Political Violence*
<https://doi.org/10.1080/09546553.2022.2151905>

« [Jihadi Kitsch : The Promesse de Bonheur of Islamist Terrorism](#) » (Open access), Mehmet Ümit Necef & Henriette Frees Esholdt, *Studies in Conflict & Terrorism*

« [Fighting against Jihad ? Blood Revenge and Anti-Insurgent Mobilization in Jihadist Civil Wars](#) » (Open access), Huseyn Aliyev & Emil A. Souleimanov, *Studies in Conflict & Terrorism*

SANCTIONS

« Constraining Compliance ? Reconsidering the Effect of Veto Players on Sanctions Success », Tiziana Corda, *Defence and Peace Economics*
<https://doi.org/10.1080/10242694.2022.2158288>

WEAPONS

« Noncompliance and punishment : lessons from multilateral chemical, biological, and nuclear arms control », Robert J. Hughes, *The Nonproliferation Review*
<https://doi.org/10.1080/10736700.2022.2128579>

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand, serge.marchand@voltairenet.org

46 numéros par an.

[Abonnement annuel : 150 euros](#)

[Abonnement mensuel : 15 euros](#)

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°23 - 13 janvier 2023

Washington tente de poursuivre la guerre en Syrie

Le porte-parole du département d'État US, Ned Price, a déclaré : « Nous exhortons les États à soigneusement examiner le bilan atroce du régime Assad en matière de droits humains au cours des douze dernières années, alors qu'il continue d'infliger des atrocités au peuple syrien et de refuser l'accès à une aide humanitaire vitale ».

La Syrie est sur le point de rétablir ses relations diplomatiques avec la Turquie. Elle échapperait ainsi au blocus économique qui la frappe depuis la guerre que les États-Unis ont menée contre elle par l'entremise des jihadistes. Aujourd'hui le pays est presque totalement privé d'énergie : il ne peut assurer que deux heures d'électricité par jour et très peu d'essence.

Des émissaires du département d'État sont arrivés à Ankara pour proposer à la Turquie un accord avec les terroristes kurdes.

Simultanément, le Conseil de Sécurité a voté à l'unanimité la résolution 2672 autorisant le soutien humanitaire aux territoires du Nord-Ouest de la Syrie contrôlés par les jihadistes. Cependant, la Russie n'a adopté ce texte que pour six mois alors que les États-Unis espéraient le faire passer pour un an.

Selon les services de l'Onu, 4,1 millions de personnes (principalement étrangères) y vivraient, mais ce chiffre est probablement fantaisiste et aussi éloigné de la réalité que ceux fournis durant la guerre et démentis après. Les écarts statistiques étaient alors d'1 à 10, seul moyen pour les Occidentaux de faire croire que la majorité des Syriens était opposée à la République.

AMÉRIQUE

Le républicain Kevin McCarthy élu président de la Chambre des Représentants

L'élection de Kevin McCarthy (Californie) à la présidence de la Chambre des Représentants a été âprement discutée par le Parti républicain, nécessitant 15 scrutins successifs. Il semble que la

représentante Marjorie Taylor Greene (Georgia) et l'ancien président Donald Trump aient joué un grand rôle pour convaincre ses opposants au sein du parti.

Les Représentants républicains ont déterminé une plate-forme commune indiquant qu'ils se battraient pour « obtenir des réponses pour le peuple états-unien sur les politiques inflationnistes du président Biden, les 87 000 agents du fisc des démocrates, les droits parentaux dans l'éducation, la menace du Parti communiste chinois, la sûreté et la sécurité dans les villes US, la crise frontalière et les politiques d'ouverture des frontières de Biden, le retrait désastreux de l'Afghanistan, les origines de la COVID et la censure des Big Tech ».

Le représentant Mark Green (Tennessee) a été nommé président de la Commission de la Sécurité intérieure, tandis que le représentant Jason Smith (Missouri) dirigera *Ways and Means*, le comité consacré aux impôts.

Une nouvelle commission a été instituée : elle est dédiée à la « Compétition stratégique entre les États-Unis et le Parti communiste chinois ». Elle devrait être présidée par Mike Gallagher (Wisconsin) et auditionner le PDG de Walt Disney, Bob Iger, et le commissaire de la NBA, Adam Silver.

Le président de la Commission des Forces armées, Mike Rogers, a déclaré qu'il enquêterait sur les politiques wokistes au sein du Pentagone et des armées.

Ouverture de l'enquête parlementaire sur la famille Biden

Le président de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, a donné le coup d'envoi de l'enquête du Congrès sur les activités illicites de la famille du président Joe Biden.

Une première commission sera dirigée par James Comer (Kentucky) qui avait déjà révélé les activités de Hunter Biden. M. Comer a déclaré que ses investigations préliminaires avaient déjà permis d'établir un « schéma de

trafic d'influence, de risques pour la sécurité nationale et de dissimulation politique ». Une seconde commission sera dirigée par Jim Jordan (Ohio). Elle portera sur la militarisation de l'administration Biden pour censurer les médias et étouffer ces nombreuses affaires.

Pour éviter d'être taxés de vengeance politique, les Républicains devront apporter très rapidement des preuves décisives.

Demande de destitution du secrétaire à la Sécurité de la Patrie

Le représentant républicain Pat Fallon (Texas) a déposé un projet de destitution du secrétaire à la Sécurité de la Patrie, Alejandro Mayorkas, pour ne pas avoir maintenu le contrôle opérationnel de la frontière avec le Mexique.

Les surveillances illégales du FBI

Le Cato Institute est parvenu à se faire communiquer le manuel des règles du FBI (906 pages). Bien que des pages entières soient illisibles, il apparaît que l'Agence travaille depuis une décennie avec la NSA et la CIA pour « évaluer » certains citoyens états-uniens en dehors de toute procédure légale.

Selon le Cato Institute, le FBI ne se contente pas d'espionner des citoyens US, il pénètre des organisations de la société civile et tente d'influer sur leurs actions.

L'American Civil Liberties Union (ACLU) a décidé de se joindre aux Républicains et aux Libertariens pour mener campagne contre les abus du FBI.

Hillary Clinton se reconvertit

L'ancienne secrétaire d'État et candidate malheureuse à l'élection présidentielle, Hillary Clinton, a rejoint l'université de Columbia. Elle y « réunira des penseurs politiques exceptionnels du monde entier pour développer des solutions politiques innovantes ».

Une enquête judiciaire sur le président Joe Biden

Selon [CBS](#), « Un petit nombre de documents avec des marques classifiées » a été découvert en nettoyant les bureaux du Penn Biden Center for Diplomacy and Global Engagement, où Joe Biden avait un bureau après qu'il a quitté la vice-présidence en 2017.

Cette affaire intervient après que le FBI a perquisitionné le domicile privé de l'ancien président Donald Trump et qu'une procédure a été engagée contre lui pour recel de documents classifiés.

Le département de la Justice a ouvert une enquête sur cette nouvelle affaire Biden.

Les États-Unis contre Wagner

Le représentant permanent adjoint des États-Unis au Conseil de Sécurité de l'Onu, Richard Mills, a vivement critiqué la société militaire privée russe Wagner. Il a immédiatement été soutenu par la France et le Royaume-Uni. Les trois pays ont dénoncé l'inefficacité du modèle russe dans la lutte contre le terrorisme, notamment au Mali, au Burkina Faso et au Nigeria.

Ils ont pu compter sur la représentante du secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, la Burundaise Giovane Biha.

Les uns après les autres, les États africains terminent leur coopération sécuritaire avec la France et les États-Unis et font appel à la Russie.

Le complexe militaro-industriel US au bord de l'épuisement

Selon [Defence One](#), le secrétaire à la Marine, Carlos Del Toro, a déclaré que si l'industrie US d'armement ne parvenait pas à augmenter significativement sa production dans les six mois, il ne serait plus possible de répondre à la fois aux besoins des États-Unis et à ceux de l'Ukraine.

Confusion au Brésil

Environ 5 000 supporters de l'ancien président Jair Bolsonaro, hospitalisé aux États-Unis, ont attaqué le Parlement à Brasilia. Ils sont parvenus à prendre aussi d'assaut la Cour suprême et le Palais présidentiel. Plus de 1 500 manifestants ont été arrêtés.

Un magistrat a ordonné l'arrestation d'Anderson Torres, ancien ministre de la Justice du président Bolsonaro qui était devenu le chef de la Sécurité publique de Brasilia. Il est accusé d'avoir planifié la tentative de coup d'État.

Les États-Unis et la Russie ont apporté leur soutien à l'ordre constitutionnel.

Lors de l'élection présidentielle, le Brésil s'est coupé en deux. Les partisans de la lutte contre la pauvreté derrière Lula da Silva, ceux de l'ordre face aux cartels de la drogue derrière Jair Bolsonaro.

Par ailleurs, le Brésil a réintégré la Communauté d'États latino-américains et Caraïbes (Celac), créée en 2011 par le président vénézuélien Hugo Chávez,.

Confusion au Pérou

Le Procureur général a ouvert une enquête sur la répression sanglante des manifestations de soutien au président déchu Petro Castillo. Son enquête pour « génocide et homicides » vise la nouvelle présidente Dina Boluarte, son Premier ministre, Alberto Otazola, et ses ministres de la Défense, Jorge Chavez, et de l'Intérieur, Victor Rojas.

L'ancien président bolivien et allié de Petro Castillo, Evo Morales, a été interdit d'accès au territoire péruvien.

Réconciliation colombo-vénézuélienne

À l'occasion de la visite du président colombien Gustavo Petro à Caracas, son homologue vénézuélien, Nicolás Maduro, s'est engagé à aider à la paix et à la réconciliation inter-colombienne.

Le Venezuela récupère son ambassade à Washington

À l'approche de la réconciliation du Venezuela avec les États-Unis, l'opposition a voté la destitution de Juan Guaidó. Elle a désigné l'ancienne représentante Dinorah Figuera pour présider l'Assemblée nationale élue en 2015, dont le mandat finissait en 2020. Mme Figuera vit en Espagne.

Le gouvernement du président Nicolás Maduro a licencié tout le personnel de son ambassade à Washington, qui avait soutenu sans exception le président alternatif Juan Guaidó. Il a récupéré ses locaux, mais n'a pas rouvert son ambassade.

EUROPE

Martin Griffiths est un agent du MI6

Selon [Declassified UK](#), l'ancien envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Yémen, le Britannique Martin Griffiths, travaille en étroite collaboration avec les services secrets de Sa Majesté.

Martin Griffiths a fondé avec Jonathan Powell, l'ancien chef de cabinet du Premier ministre Tony Blair, une société, Inter Mediate. Elle emploie divers anciens officiers du MI6 et a reçu 4 millions de livres sterling du ministère des Affaires étrangères.

La France et ses alliés simulent une guerre contre la Russie

La France et ses alliés de l'Otan ont débuté l'exercice « Orion ». Il s'agit des plus grandes manœuvres militaires depuis la Guerre froide. L'objectif est de mobiliser toutes les Armes (Air, Terre, Marine et Spatial) afin de simuler une guerre en « Arnland » (c'est-à-dire en Ukraine) contre « Mercure » (ou plutôt la Russie). Les États-Unis y participent avec leur porte-avions *USS George H. W. Bush* et 7 000 hommes ; l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni aussi. La France mobilise 12 000 hommes.

Cet exercice était en préparation depuis deux ans, c'est-à-dire avant la guerre en Ukraine.

Le milliardaire ukrainien Kostyantyn Zhevago ne sera pas extradé de France

Le milliardaire et ancien député ukrainien, Kostyantyn Zhevago, a été relâché après avoir versé une caution d'1 million d'euros. Il avait été arrêté à Courchevel, le 28 décembre 2022, sur réquisition des autorités ukrainiennes qui l'accusent d'avoir détourné 113 millions de dollars.

M. Zhevago affirme être innocent de ce dont on l'accuse et avoir demandé 15 fois en trois ans à être entendu par la Justice son pays, en vain. Il s'était affronté au parti « Serviteur du peuple » du président Volodymyr Zelensky.

Déblocage de la réconciliation hispano-marocaine

Un sommet hispano-marocain se tiendra à Rabat les 1er et 2 février. Le Premier ministre Pedro Sanchez s'y rendra avec 12 ministres. Il s'agit de clore la brouille survenue lors de l'hospitalisation du président de la République arabe sahraoui démocratique en Espagne. Les choses ont changé lorsque Washington a laissé tomber les Saharouis et a soutenu le Maroc.

L'Italie mise sur les hydrocarbures africains

Le PDG du groupe ENI, Claudio Descalzi, a expliqué au *Financial Times* que les Européens faisaient une erreur en voulant compenser les hydrocarbures russes par des états-unis. ENI étant très bien implanté en Afrique, il assure que le continent africain peut approvisionner l'Europe.

ENI vient de signer des accords très importants avec l'Algérie (Sonatrach) et l'Égypte (Egyptian Electricity Holding Company, Egyptian Natural Gas Holding Company). Il commence à exploiter des gisements en République du

Congo, au Mozambique et en Côte d'Ivoire. Il s'intéresse à d'autres projets en Angola et bien sûr en Libye.

Un médecin condamné en Allemagne parce qu'il ne croit pas au masque contre la Covid

[*Associated Press*](#) rapporte qu'un médecin généraliste allemand a été condamné à 2 ans et 9 mois de prison, 28 000 euros d'amende et trois ans d'interdiction d'exercer sa profession, pour avoir délivré plus de 4 000 certificats autorisant ses patients à ne pas porter de masque durant la pandémie de Covid-19.

Le médecin fait valoir que le masque ne protège pas de la contamination, la Covid se diffusant, comme tous les autres virus respiratoires, par aérosol.

La Suède n'adhérera pas prochainement à l'Otan

Le Premier ministre, Ulf Kristersson, a déclaré que son pays ne pourra pas honorer la promesse faite à la Turquie d'extrader les membres de l'Organisation de Fethullah Gülen et du PKK. Ces deux organisations ne sont en effet pas considérées comme terroristes par Stockholm. En conséquence de quoi, la Turquie bloque toujours l'adhésion de la Suède à l'Otan.

L'Union européenne s'en remet à l'Otan

L'Union européenne et l'Otan ont signé une [déclaration commune](#).

L'UE confirme s'en remettre à l'Otan pour sa protection face à la « menace » russe.

Cet engagement n'a pas été commenté en Europe. Il a été applaudi aux États-Unis par les partisans de l'impérialisme et décrié par les nationalistes.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Des documents canadiens remettent en question l'histoire de la guerre de Bosnie

L'étude des [câbles de la force canadienne de l'Onu en Bosnie](#), déclassifiés par le gouvernement canadien début 2022, atteste que les États-Unis ont organisé sous faux drapeau les opérations attribuées aux Serbes qui ont justifié la guerre.

Les Casques bleus ont également été témoins de l'opération irano-turque, sous coordination saoudienne, de soutien occidental à la Bosnie.

Ce point est important dans la mesure où la doxa occidentale prétend mensongèrement que l'Iran révolutionnaire a toujours été un ennemi de l'Occident. Les Gardiens de la Révolution se battaient alors, avec des éléments du Hezbollah libanais, aux côtés de l'Otan.

Les Casques bleus mettent en doute l'origine du massacre du marché de Markale, attribué aux Serbes, mais selon eux probablement organisé sous faux drapeau par les Bosniaques.

L'Otan ne souhaite pas calmer le jeu entre la Serbie et le Kosovo

La Serbie a déploré le refus de l'Otan de déployer des hommes au Kosovo pour stabiliser sa frontière. Les accords internationaux autorisent celle-ci à stationner jusqu'à 1 000 membres de ses forces de sécurité sur place, mais faire cela sans la protection de l'Otan ne manquerait pas de relancer les hostilités entre les deux pays.

Le président Zelensky poursuit l'ukrainisation de son pays

Le président Zelensky a signé le décret No. 4/2023. Ce faisant, il a pris des sanctions à l'encontre de [119 personnalités culturelles de Russie](#), allant de chanteurs d'opéra à des philosophes.

Par ailleurs, l'Ukraine a privé de leur citoyenneté 13 évêques et prêtres orthodoxes dans le cadre de sa politique d'ukrainisation de la religion.

L'Ukraine renforce ses liens avec les Anglo-Saxons

L'Ukraine a dispensé de visa d'entrée les sujets de Sa majesté Charles III.

Par ailleurs, une centaine de soldats ukrainiens est arrivée à Fort Sill (Oklahoma) pour se former au maniement des missiles Patriot que les États-Unis doivent leur livrer.

La Géorgie refuse de s'engager dans la guerre en Ukraine

La Géorgie n'a pas l'intention de renvoyer en Ukraine les missiles Buk qu'elle lui avait envoyés en 2008, et encore moins de céder ses missiles anti-tanks US Javelin. Elle n'entend pas s'engager dans ce conflit.

Par ailleurs, 1 million de Géorgiens, sur 5 millions d'habitants, ont fui le pays depuis la « Révolution des roses », en 2003.

L'Arménie prend ses distances avec la Russie

Le Premier ministre Nikol Pashinyan a critiqué la passivité des chapkas bleus russes qui ont laissé l'Azerbaïdjan prendre le contrôle du couloir reliant l'Arménie à la République d'Artsakh (Haut-Karabagh). En conséquence de quoi, il a déclaré que les prochaines manœuvres de l'Organisation du Traité de Sécurité collective (OTSC) ne devraient pas avoir lieu dans son pays.

Nikol Pashinyan est un homme de George Soros.

Stabilisation de l'économie russe

Le cours du rouble s'est stabilisé. Il est redescendu au niveau qu'il avait en 2019 : moins de 70 roubles pour 1 dollar. En 2021, il fallait plus de 75 roubles et, lors de l'opération militaire en Ukraine, il fallait plus de 140 roubles.

Moscou craint que Washington n'utilise les ukronazis dans d'autres régions du monde

Le secrétaire du Conseil de Sécurité, Nikolay Patrushev, a déclaré que Moscou craignait de voir les États-Unis recycler les principales personnalités néo-nazies ukrainiennes dans d'autres pays, comme ils l'avaient fait avec les nazis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Les militaires occidentaux inquiets des armes russes

Le [Frankfurter Rundschau](#) s'inquiète des missiles hypersoniques russes même si leurs performances ne sont pas encore établies. Selon le quotidien, la Russie est le seul État à les maîtriser. Elle en dispose qui peuvent être tirés depuis des avions (Kinzhal), depuis le sol (Avanguard) et, désormais, depuis des navires (Zirkon). Ils peuvent être envoyés à plus de 500 kilomètres à une vitesse 8 fois supérieure à celle du son, tout en restant manœuvrables. Ils ne peuvent donc être interceptés et provoquent une panique dans les états-majors de l'Otan. L'Armée chinoise a déclaré en posséder aussi.

Russie Unie recourt à l'intelligence artificielle pour s'assurer de ses sympathisants

Selon [Vedomosti](#), le principal parti russe, Russie Unie, utilise un logiciel pour analyser les posts de ses partisans sur les réseaux sociaux et radier

de sa base de données ceux qui se prononcent contre l'opération militaire en Ukraine. L'objectif est de disposer d'une base de donnée de 30 millions de supporters fidèles pour l'élection présidentielle de 2024.

Roman Abramovich a protégé sa fortune avant les sanctions

Selon le [*Guardian*](#), le milliardaire russe Roman Abramovich a légué sa fortune à sept enfants juste après que les dirigeants atlantistes ont évoqué de possibles sanctions contre les oligarques russes, mais avant qu'elles aient été édictées.

Les sanctions que le Canada vient de prendre contre une de ses sociétés ne seraient donc pas applicables.

Les premiers prisonniers de droit commun de Wagner amnistiés

Selon Yevgeny Prigozhin, fondateur de la société militaire privée Wagner, le premier groupe de prisonniers de droit commun qui s'est engagé il y a 6 mois pour se battre en Ukraine a obtenu sa libération. Cependant, selon [*Kommersant*](#), l'annulation de leur peine ne peut être prononcée que par le président de la Fédération de Russie, ce qu'a confirmé le porte-parole du Kremlin, Dmitry Peskov, sans dire si le président Poutine l'avait fait ou pas.

Rupture des négociations de paix russo-japonaises

Le ministre adjoint des Affaires étrangères, Andrei Rudenko, a déclaré que la politique anti-Russe que le Japon vient d'adopter éloigne la perspective d'un accord de paix entre les deux pays.

Le conflit territorial de la Seconde Guerre mondiale n'est toujours pas clos.

AFRIQUE

La guerre contre la Russie favorise l'adhésion de l'Algérie aux BRICS

Les contrats d'approvisionnement de l'Algérie vers l'Europe permettent d'envisager des entrées de 50 milliards de dollars en 2023 (contre 20 milliards en 2020).

Alger compte désormais adhérer aux BRICS.

L'Égypte dévalue

À la demande du Fonds monétaire international, l'Égypte a dévalué sa monnaie. La livre s'échange désormais à la moitié de la valeur qu'elle avait en mars. En un an, les prix alimentaires ont augmenté de 37,9 %. En 2022, les seuls intérêts de la dette égyptienne s'élevaient à 42 milliards de dollars.

Le FMI exige « un changement définitif vers un régime de taux de change flottant » et une « politique monétaire visant à réduire graduellement l'inflation ».

L'Égypte privatise les abords du Canal de Suez

Face à de très graves problèmes économiques, le gouvernement a décidé de transférer certains actifs du Canal de Suez à un fonds de gestion afin de les privatiser. S'il est nécessaire de moderniser les installations alentour du Canal, la possibilité de privatiser des entreprises, des stations, des ports, des arsenaux et des terrains alentour du Canal soulève une vive inquiétude : l'Égypte pourrait y perdre sa souveraineté sur sa principale ressource économique.

Le principal acheteur potentiel est émirati, les Ports d'Abu Dhabi.

Le gouvernement égyptien s'est lancé dans une politique de création de fonds qui échappent au budget de l'État.

Le MI6 rapproche les Frères musulmans et le Hizb ut-Tahrir

Alors que la Confrérie des Frères musulmans est en pleine débâcle, le MI6 britannique tente de la rapprocher du Hizb ut-Tahrir.

Le Hizb ut-Tahrir est issu d'une scission de la Confrérie. Il est présent dans 70 pays et revendique la restauration d'un califat mondial dont le principe avait été renversé avec l'empire ottoman par Mustafa Kemal Atatürk. En Asie centrale, il est directement contrôlé par le MI6. En 2005, c'est lui qui avait organisé [l'affaire des « caricatures de Mahomet »](#) et les manifestations internationales qui l'avaient marquée.

La France tente de calmer le Burkina-Faso

La secrétaire d'État française aux Affaires étrangères, Chrysoula Zacharopoulou, s'est rendue à Ouagadougou après avoir reçu une lettre des autorités burkinabaises demandant la révocation de l'ambassadeur de France, Luc Hallade.

Mme Zacharopoulou a tenté de déminer les relations entre les deux pays.

Le Burkina Faso est désormais dirigé par le gouvernement de transition du capitaine Ibrahim Traoré, un militaire se réclamant de l'exemple du révolutionnaire Thomas Sankara. Ce dernier fut assassiné par Blaise Compaoré, en 1987, probablement sur instruction du président français François Mitterrand.

Réconciliation entre le Mali et la Côte d'Ivoire

Le président malien, Assimi Goïta a gracié les 46 militaires ivoiriens qui avaient été condamnés à 20 ans de prison pour « attentat et complot contre le gouvernement et atteinte à la sûreté de l'État ». Ils sont revenus dans leur pays où ils ont été accueillis par le président Alassane Ouattara. Le président ivoirien a invité son homologue malien à Abidjan.

Le Soudan envahit un territoire éthiopien

Profitant de la guerre du Tigray, le Soudan a envahi le triangle d'Al-Fashaga, jusqu'ici sous gouvernance éthiopienne.

Affrontements ethniques au Soudan du Sud

Par ailleurs l'Armée blanche du prophète Makuach Tut (peuple nuer) a attaqué un camp de réfugiés du peuple shilluk, faisant une centaine de morts et volant le bétail.

Le Tchad déjoue un complot

Le gouvernement tchadien a annoncé avoir déjoué une tentative de coup d'État. Le complot était dirigé par Baradine Berdei Targuio, président de l'Organisation tchadienne des droits humains (OTDH). Onze officiers ont été arrêtés et inculpés.

Les Occidentaux remettent le Rwanda à sa place

Les États-unis et l'Union européenne ont soudainement demandé au Rwanda de cesser de soutenir les rebelles du M23 (Tutsis du Nord Kivu) au Congo.

L'ancien président mauritanien et ses collaborateurs jugés pour enrichissement illicite

11 prévenus, dont l'ancien président Mohamed Ould Abdelaziz, les ex-Premiers ministres Mohamed Salem Ould Béchir et Yahya Ould Hademine, l'ancien ministre du Pétrole, Taleb Ould Abdi Vall, l'ex-directeur général de la Snim, Mohamed Abdellahi Ould Oudaâ, et l'ancien président de l'Autorité de la zone franche de Nouadhibou, Mohamed Ould Daf, vont comparaître le 25 janvier. Ils sont accusés de « corruption, blanchiment d'argent, enrichissement illicite, dilapidation de biens publics, octroi d'avantages indus et obstruction au déroulement de la justice ».

L'ancien président Abdelaziz s'est retranché derrière l'immunité présidentielle pour ne pas justifier l'origine de sa fortune.

ASIE

Rétorsion israélienne au vote pro-palestinien de l'Onu

En réponse au vote par l'Assemblée générale de l'Onu de la saisine de la Cour internationale de Justice à propos de la situation en Palestine, Israël a révoqué le permis de voyage du ministre palestinien des Affaires étrangères, Riad Malki. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a bloqué les recettes fiscales de l'Autorité palestinienne et a privé les fonctionnaires palestiniens de tous leurs privilèges. Une partie de ces fonds seront reversés aux familles israéliennes victimes du terrorisme palestinien. Le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, a interdit l'usage du drapeau palestinien en public.

La mort du Casque bleu irlandais au Liban n'était pas un acte politique

Les Services de renseignement de l'armée ont mené leur enquête sur la mort du jeune casque bleu irlandais de la FINUL et les blessures de trois de ses compagnons. Ils ont travaillé en collaboration avec les Nations unies, l'Irlande et le Hezbollah. Selon eux, le véhicule de la FINUL s'est perdu et est entré par erreur dans la zone d'Aaqibiyé où il n'avait pas le droit de pénétrer. Il est arrivé sur un terrain où de jeunes gens regardaient la Coupe du monde de football. La foule en colère de voir surgir un blindé léger chez elle l'a bloqué. Les passagers ont pris peur. Des coups de feu ont été échangés, dont un tuant le soldat irlandais. Le véhicule, qui avait renversé des Libanais, s'est renversé, blessant les trois autres passagers. Le Hezbollah a livré à la Justice Mohammad Ayyad qui avait utilisé une mitrailleuse pour tirer sur le blindé.

Tous les intervenants insistent sur le fait qu'il

s'agit d'un incident imputable à la peur des deux camps et sans signification politique.

La Justice iraquienne poursuit Donald Trump

Le président du Conseil supérieur de la magistrature, [Faiq Zaidan](#), a annoncé avoir délivré un mandat d'arrêt contre l'ancien président US Donald Trump pour les assassinats du général Qassem Soleimani et du chef de la « mobilisation populaire » Abu Mahdi Al-Muhandis.

En avril 2022, le commandant de la Marine des Gardiens de la Révolution iraniens, Ali Reza Tangsiri, avait déclaré que l'abandon de la vengeance pour le meurtre de Soleimani, en échange de la levée des sanctions, était une « illusion ».

Le Forum du Negev poursuit les Accords d'Abraham

Le Forum du Negev a réuni durant deux jours 150 représentants d'Israël, d'Égypte, du Maroc, des Émirats arabes unis, des États-Unis et de Bahreïn pour débattre leur sécurité commune après les Accords d'Abraham. C'est la plus importante rencontre israélo-arabe depuis la Conférence de Madrid, en 1991.

À l'occasion de cette conférence, les Émirats arabes unis ont annoncé qu'ils inscrivraient l'enseignement de la « solution finale » nazie dans les programmes d'histoire scolaires. Ils avaient déjà, en 2021, accueilli une exposition sur ce thème à Dubaï.

La fille de l'ancien président Rafsandjani emprisonnée

La fille de l'ancien président Rafsandjani, Faezeh Hashemi, a été arrêtée durant les manifestations. Elle a été condamnée à 5 ans de prison pour « propagande contre le système ». Elle avait déjà été emprisonnée en 2012.

Les condamnations à mort se succèdent en Iran

Des manifestants se sont rassemblés devant la prison de Rajai Shahr (Karaj) pour dénoncer l'exécution imminente de Mohammad Ghobadlou et de Mohammad Boroughani, condamnés à mort pour « corruption sur Terre ». Les deux hommes ont assuré que leurs aveux sont faux et ont été extorqués sous la torture. Ils ont pourtant été exécutés.

La Justice irannienne a également condamné à mort Saleh Mirhashemi, Majid Kazemi et Saïd Yaghoubi pour « guerre contre Dieu ». Ils sont accusés d'avoir joué un rôle dans la mort de trois membres des forces de l'ordre.

109 autres manifestants sont accusés de crimes passibles de la peine de mort.

Par ailleurs, l'ayatollah Khamenei a nommé le général Ahmadreza Radan à la tête de la police nationale.

L'Iran condamne les caricatures de l'ayatollah Khamenei

Le gouvernement iranien a fermé un Institut français à Téhéran après la publication par le magazine satirique français *Charlie Hebdo* de caricatures du Guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei.

Le Hezbollah libanais a également condamné cette publication comme une insulte aux millions de croyants qui considère l'ayatollah comme un guide spirituel.

L'Inde investit dans l'hydrogène

Le gouvernement de Narendra Modi a décidé d'investir 2,3 milliards de dollars pour faire de l'Inde le hub de la région en matière d'hydrogène.

La « communauté internationale » n'aidera pas le Pakistan

La Conférence internationale pour le Pakistan et la résilience au changement climatique s'est tenue à Genève, le 9 janvier. Le secrétaire

général des Nations unies, António Guterres, entendait réunir 8 milliards de dollars, soit la moitié des besoins du Pakistan après les inondations qu'il a subies. Hormis la Banque islamique de développement qui a promis 4,2 milliards sur trois ans, les autres participants n'ont cédé que quelques centaines de millions.

L'armée pakistanaise et l'Arabie saoudite

Le nouveau chef des armées, le général Asim Munir, s'est rendu en Arabie saoudite pour de longues négociations. Il a obtenu une aide financière pour son pays de 11 milliards de dollars supplémentaires (dont les 8 milliards de la Banque islamique) et a promis d'envoyer 1 millier de soldats en Arabie saoudite.

Le ministre de la Défense, Khurram Dastgir Khan, a refusé d'expliquer leur mission au Parlement qui a menacé de le poursuivre pour « outrage ». Les députés pakistanais veulent avoir l'assurance que leurs soldats ne se battront pas au Yémen. À l'issue des débats parlementaires, il semble que les Pakistanais devraient entraîner les Saoudiens pour leur guerre au Yémen.

Le plan sud-coréen pour la réunification

Le ministre sud-coréen de la Réunification, Kwon Young-se, proposera un plan de développement de la Corée du Nord en échange de son abandon des armes nucléaires au Forum de Davos.

Les Émirats mobilisent le monde musulman pour soutenir la Chine

Une importante délégation du World Muslim Communities Council est en visite en Chine, au Xinjiang. Elle est autorisée à enquêter sur les accusations portées par les États-Unis et reproduites par la Haut-commissaire aux Droits de l'homme de l'Onu, Michelle Bachelet, quelques minutes avant la fin de son mandat. La délégation s'est entretenue avec de nombreuses

personnalités musulmanes et n'a toujours pas trouvé de traces de la répression anti-Ouïghours. Par contre, elle a été instruite du rôle des jihadistes, de leurs attentats et de la répression ciblée du gouvernement chinois. La World Muslim Communities Council est une organisation fondée par les Émirats arabes unis.

Qin Gang écarte le « guerrier-loup »

Le nouveau ministre des Affaires étrangères chinois, Qin Gang, est l'ancien ambassadeur à Washington. L'une de ses premières mesures aura été de se défaire du porte-parole Zhao Lijian et de le réassigner directeur adjoint du Département des frontières et des affaires maritimes. L'épouse de ce dernier avait diffusé sur Internet des messages critiquant la politique anti-Covid du Comité central. Zhao Lijian est connu pour ses déclarations offensives sur le racisme aux États-Unis ou encore sur les [attentats du 11-Septembre](#) au point d'être surnommé le « guerrier-loup ».

La Chine veut s'emparer du contrôle du marché des électrolyseurs

La Chine investit dans la fabrication d'électrolyseurs, c'est-à-dire de machines capables d'extraire l'hydrogène de l'eau. Elle en fabrique 40 % de la production mondiale. Mais celle-ci devrait être multipliée par 90 dans les prochaines années. Beijing espère devenir le premier fournisseur mondial et s'emparer de ce marché comme il l'a déjà fait pour les panneaux solaires.

Taïwan fait réparer ses missiles en Chine populaire

Selon le [South China Morning Post](#), la province rebelle de Taïwan a envoyé une partie de ses missiles pour être réparés en République populaire de Chine. Le National Chung-Shan Institute of Science and Technology (NCSIST) a confirmé que les parties défectueuses ont été achetées en Suisse à

la société Leica, en 2021, et qu'aucun matériel d'espionnage n'y a été ajouté lors des réparations.

Par ailleurs, l'ancien secrétaire général de l'Otan, le Danois Anders Fogh Rasmussen, est venu plaider à Taïpei l'unité des démocraties face aux régimes autoritaires.

Le réarmement du Japon toujours en débat

L'annonce de l'acquisition d'armes de contre-attaque face à la Chine et à la Corée du Nord laisse la population divisée. La moitié pour, l'autre contre. Il y a par contre un consensus pour ne pas augmenter les impôts pour financer ces acquisitions.

Le leader du Parti démocrate constitutionnel, Kenta Izumi, s'est prononcé contre le réarmement.

Par ailleurs, les Marines US installeront une unité de réaction rapide à Okinawa pour défendre les îles japonaises en application de l'accord bilatéral de Défense états-uno-japonais.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand, serge.marchand@voltairenet.org

46 numéros par an.

[Abonnement annuel : 150 euros](#)

[Abonnement mensuel : 15 euros](#)

Prix de vente au numéro : 5 euros

Supplément documentation

2-Publications officielles

COMMONWEALTH

[Organisational structures of Commonwealth entities : a quick guide](#), Philip Hamilton, Parliament of Australia Library

CUBA

[Cuba : U.S. Policy in the 117th Congress](#), Mark P. Sullivan, USA Congressional research service

ETHIOPIA

[Ethiopia : War in Tigray - Background and state of play](#), Eric Pichon, European Parliament

EUROPEAN UNION

[Setting the table : More than half a century of US EU relations](#), Bruce Stokes, European Parliament

FRANCE

[Quelles politiques pour favoriser l'évolution de la société vers la sobriété ?](#), Albert Ritzenthaler, Conseil économique, social et environnemental

GERMANY

[Ihre Bundesregierung. Der Bundeskanzler und die Mitglieder seines Kabinetts](#)

[Der Bundeskanzler und das Bundeskanzleramt, Bundesregierung](#)

INDIA

[Building EU-India Synergy : Allying sustainable modernisation and strategic autonomy](#), Pooja Jain-Grégoire, Raphaëlle Khan, Arnaud Koehl, Swati Prabhu, Mihir S. Sharma, & John-Joseph Wilkins, Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM)

IRAN

[2022 Iran protests : Human rights and international response](#), Philip Loft, UK House of Commons Library

[Proteste gegen das Mullah-Regime im Iran und innenpolitische Auswirkungen](#), Antwort der Bundesregierung

ISRAEL/PALESTINE

[Israël - Palestine : redonner un horizon politique au processus de paix](#), Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, Sénat français

ITALY

[Italy : 2022 general election and new government](#), Stefano Fella, UK House of Commons Library

LATIN AMERICA

[Latin America and the Caribbean : U.S. Policy and Key Issues in the 117th Congress](#), Mark P. Sullivan, USA Congressional research service

LIBYA

[Libia : recenti sviluppi e prospettive](#), Osservatorio di politica internazionale

NIGER

[Die Bedeutung Nigers für die deutsche Militärpräsenz in der Sahelzone](#), Antwort der Bundesregierung

RUSSIA

[Sanctions against Russia](#), Claire Mills, UK House of Commons Library

TÜRKIYE

[Les drones militaires, porte d'entrée de la puissance turque en Afrique](#), Charles Joseph, Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM)

[Turkey \(Türkiye\) : Background and U.S. Relations In Brief](#), Jim Zanott & Clayton Thomas, USA Congressional research service

UKRAINA

[Military assistance to Ukraine since the Russian invasion](#), Claire Mills, UK House of Commons Library

[Tribunal for the crime of aggression against Ukraine - a legal assessment](#), Olivier Corten and Vaivos Koutroulis, European Parliament

[Department of State, Foreign Operations, and Related Programs \(SFOPS\)](#)

[Supplemental Funding for Ukraine : In Brief](#), Emily M. McCabe, USA Congressional research service

UNITED KINGDOM

[The Crown and the constitution](#), David Torrance, UK House of Commons Library

[Deprivation of British citizenship and withdrawal of passports](#), CJ McKinney, Melanie Gower & Terry McGuinness, UK House of Commons Library

[The coronation - history and ceremonial](#), David Torrance, House of Commons Library

[Scottish independence referendum : legal issues](#), David Torrance, UK House of Commons Library

[Voting systems in the UK](#), Neil Johnston, UK House of Commons Library

[The Royal Navy's surface fleet](#), Louisa Brooke-Holland, UK House of Commons Library

[Imports \[in UK\] of fossil fuels from Russia](#), Paul Bolton, UK House of Commons Library

[UK defence policy : from aspiration to reality ?](#), International Relations and Defence Committee, UK House of Commons

[In our hands : behaviour change for climate and environmental goals](#), Environment and Climate Change Committee, UK House of Commons

UNITED STATES

[La garde nationale dans le système fédéral Américain](#), Thibault Delamare, Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM)

ANTISEMITISM

[Nationale Strategie gegen Antisemitismus und für jüdisches Leben](#), Bundesregierung

[Nationale Strategie gegen Antisemitismus und für jüdisches Leben](#), Bundestag

ARTIFICIAL INTELLIGENCE

[Trends in AI from Red and Blue Team](#)

[Perspectives : Synthetic Data in a Data-Driven](#)

[Society vs Sentiment Analysis](#), Gundars

Bergmanis-Korāts, Alec Winshel, James

Ostrowski, Kevin Zerussen, Omar Ali,

Anastasija Cuikina, Alexander Gegov & Djamila

Ouelhadj, Nato Strategic Communications

Center of Excellence

COMMUNICATION

[Information Laundering via Baltnews on](#)

[Telegram : How Russian State-Sponsored](#)

[Media Evade Sanctions and Narrate the War](#),

Martha Stolze, Nato Strategic Communications

Center of Excellence

[Die „strategische Kommunikation“ der](#)

[Bundesregierung und der Umgang mit](#)

[„Desinformation“ im Ukraine-Krieg](#), Antwort

der Bundesregierung

[La proposition de législation européenne sur la](#)

[liberté des médias](#), Constance Le Grip et Joëlle

Mélin, Commission des Affaires européennes,

Assemblée nationale française

COVID-19

[Impact of COVID-19 measures on democracy](#)

[and fundamental rights - Best practices and](#)

[lessons learned in the Member States and third](#)

[countries](#), Joelle Grogan, European Parliament

ENERGY

[Accelerating the transition from fossil fuels and](#)

[securing energy supplies](#), Environmental Audit

Committee, UK House of Commons

[The role of hydrogen in achieving Net Zero](#),

Science and Technology Committee, UK House of Commons

[Verbindungen und Aktivitäten der](#)

[rechtsextremen „Neue Stärke Partei“](#); Antwort

der Bundesregierung

[Förderung des Projekts „Vollkontakt“ und](#)

[linksextreme Mitarbeiter](#), Antwort der

Bundesregierung

INTELLIGENCE

[Vertreter ausländischer Staaten in Deutschland](#)

[und geheimdienstliche Agententätigkeit durch](#)

[diplomatisches und konsularisches Personal in](#)

[Deutschland](#), Antwort

der Bundesregierung

TERRORISM

[Nachfragen zu Angriffen auf kritische](#)

[Infrastrukturen unter See, insbesondere zu Nord](#)

[Stream 1 und 2](#), Antwort der Bundesregierung

[Anschläge auf die Pipelines Nord Stream 2 und](#)

[Nord Stream 1](#), Antwort der Bundesregierung

Voltaire

Actualité internationale

N°24 - 20 janvier 2023

La normalisation irano-saoudienne pourrait apporter la paix au Proche-Orient

Israël déploie tous ses lobbyistes à Washington pour que les États-Unis lui livrent des armes qui lui permettent d'attaquer l'Iran. Cependant, ceux-ci font la sourde oreille. Les négociations sur le nucléaire iranien se sont effondrées, selon le directeur de l'Agence internationale de l'Énergie atomique, Rafael Grossi.

Le ministre adjoint des Affaires étrangères iranien, Hosein Amir Abdullahyan, a annoncé lors d'une conférence de presse à Beyrouth que les relations irano-saoudiennes étaient sur le point de reprendre avec ouverture de leurs ambassades respectives.

Après les quatre réunions secrètes de Bagdad, le processus de normalisation des relations irano-saoudiennes s'est interrompu en avril 2022. Un accord vient d'être conclu concernant les pèlerins iraniens à La Mecque. Les États-Unis et Israël tentent par tous les moyens de freiner la normalisation qui entraverait leur hégémonie sur la région, tandis que la Russie et la Chine poussent à la paix.

AMÉRIQUES

Washington prive l'UE d'hydrocarbures russes, mais en importe

Alors que Washington a interdit l'achat de pétrole russe à toute sa population et à ses alliés, il en importe massivement sans violer ses prétendues « sanctions » anti-russes, rapporte [*The Telegraph of India*](#).

L'Inde achète pour 1,7 million de barils par jour de pétrole russe. Ce pétrole est raffiné par Nayara Energy et par Reliance Industries, puis revendu légalement aux États-Unis qui reconstituent ainsi leurs réserves stratégiques.

Dans la pratique, la guerre économique des États-Unis n'affecte donc plus la Russie, mais exclusivement ses alliés de l'Union européenne qui, eux, sont les seuls à être privés d'hydrocarbures russes. Cette constatation doit être mise en perspective avec le sabotage des pipe-lines *Nord Stream 1* et *Nord Stream 2* privant l'Union européenne de sa principale source d'énergie.

Polémique autour de l'acteur Steven Seagal

CNN a diffusé un reportage assurant que l'acteur états-unien d'origine russe Steven Seagal, qui avait soutenu la Russie en Crimée et a obtenu la nationalité russe, dénonce désormais « les crimes de Poutine en Ukraine ». Il aurait été contraint de payer une amende de 30 000 roubles (439 dollars) pour diffusion de fausse nouvelle et aurait fui la Russie. Il se serait réfugié dans l'Union européenne.

Pour Kanye West, les noirs sont les vrais descendants des Hébreux

Le rappeur Kanye West (160 millions de disques vendus et récipiendaire de 22 Grammy Awards, 31 millions de *followers* sur les réseaux sociaux) a annoncé qu'il se présentait à l'élection présidentielle de 2024. Puis il a multiplié les interventions polémiques et souvent antisémites, perdant le soutien de ses sponsors Adidas, Gap, et Balenciaga.

Il fait la promotion d'un documentaire de 3 heures et demie, produit en 2018, *Hebrews to Negroes : Wake Up Black America*, selon lequel les noirs américains sont les vrais descendants des Hébreux de la *Bible*, tandis que les prétendus juifs actuels ne sont que des imposteurs.

Le président Biden sème des documents classifiés

Un premier lot de documents classifiés a été découvert dans une résidence du président Joe Biden, le 2 novembre 2022, mais l'affaire n'a été révélée que le 9 janvier 2023. Un deuxième lot a ensuite été retrouvé dans son garage à Wilmington, suivi de la découverte d'un troisième lot dans sa bibliothèque personnelle, puis un quatrième lot chez lui.

La présence de documents classifiés chez des dirigeants US a été une première fois évoquée avec l'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton, puis une seconde avec l'ancien président Donald

Trump et, cette fois avec le président en exercice Joe Biden.

Big Pharma s'est appuyé sur Twitter pour protéger ses super-profits

Dans la dernière livraison des *Twitter Files*, le journaliste d'*Intercept* Lee Fang montre que les grandes sociétés pharmaceutiques sont intervenues pour faire censurer tout débat sur leurs marges bénéficiaires.

Propositions de lois républicaines

Les Républicains ont rétabli une règle permettant au Congrès de diminuer le salaire d'un employé fédéral, quel qu'il soit. Ils entendent l'utiliser en priorité contre l'avocat spécial, Jack Smith, chargé d'enquêter sur l'ancien président Donald Trump, notamment sur sa possession de documents classifiés.

Les Républicains abondent en propositions de loi. La plus populaire est celle présentée par la représentante Kat Cammack (Floride) pour tenter de limiter les pouvoirs de la présidence en donnant au Congrès un droit de veto sur toute réglementation majeure qu'une administration tente de publier.

Antony Blinken soutient la liberté de conscience

Célébrant le 237^e anniversaire de la signature du statut de la Virginie pour la liberté religieuse (1786), le secrétaire d'État Antony Blinken a rédigé un [communiqué de presse](#) faisant l'éloge de la liberté de conscience.

Il s'agit d'une évolution significative de la position du gouvernement fédéral qui jusqu'ici ne défendait que la liberté religieuse.

La différence réside dans le fait d'accepter ou non le choix de ne pas croire, de ne se réclamer d'aucun Dieu avec toutes les conséquences que cela implique. Par exemple, la Justice US considère comme irrecevable les témoignages d'adeptes ou d'anciens adeptes d'une religion contre leur Église.

Douglas Wise ne reconnaît pas son erreur

L'ancien directeur adjoint de l'Agence de Renseignement militaire, Douglas Wise, a assuré à *The Australian* que, certes la majorité de ce que l'on attribue à l'ordinateur de Hunter Biden est réel, mais c'est ainsi que fonctionne la désinformation russe en mêlant le faux au vrai. Il n'a cependant pas été capable de donner un exemple de ce qui serait faux dans le contenu de cet ordinateur.

En 2020, Douglas Wise avait signé avec 50 personnalités du Renseignement une lettre ouverte assurant que l'existence de l'ordinateur, et non pas son contenu, était de la désinformation russe.

Coordination du Pentagone avec les armées ukrainiennes

Le général Mark A. Milley, président du Comité des chefs d'état-majors, a rencontré pour la première fois son homologue ukrainien, le général Valery Zaluzhny. Les deux hommes ont échangé leurs points de vue alors que la partie ukrainienne ne sera pas représentée au sommet des chefs d'état-major de l'Otan.

Un ancien secrétaire du président Felipe Calderon jugé aux États-Unis

L'ancien secrétaire à la Sécurité publique du président mexicain Felipe Calderon, Genaro Garcia Luna, est jugé aux États-Unis pour avoir touché des millions de dollars du cartel de Sinaloa durant ses fonctions.

Lors de son procès, en 2018, le parrain « El Chapo » avait révélé lui avoir versé 3 millions de dollars de pots de vin. Le même « El Chapo » avait également révélé avoir corrompu le président Felipe Calderon qui, lui, n'est pas jugé.

Préparation d'un attentat contre Francia Marquez

Sept kilos d'explosifs ont été découverts sur le parcours que devait emprunter la vice-

présidente colombienne Francia Marquez. Cette personnalité est la première afro-colombienne à accéder au gouvernement.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Anderson Torres aurait planifié un coup d'État au Brésil

Un projet de décret instituant un état d'urgence a été trouvé lors d'une perquisition au domicile d'Anderson Torres.

Ancien ministre de la Justice du président Jair Bolsonaro, Anderson Torres était devenu responsable de la sécurité de Brasilia après l'élection du président Lula da Silva. Il avait laissé les manifestants pro-Bolsonaro attaquer les bâtiments officiels de la capitale. Il est accusé d'avoir fomenté un coup d'État et a été mis en examen

Le Venezuela poursuit les politiciens rebelles pro-Occidentaux

Le procureur général du Venezuela, Tarek William Saab, a lancé trois mandats d'arrêts internationaux contre des dirigeants de l'opposition. Il s'agit de Dinorah Figuera, réfugiée en Espagne et de Marianela Fernandez et Auristela Vasquez, réfugiées aux États-Unis. Les trois femmes forment le bureau d'une Assemblée nationale, reconnue par plusieurs États occidentaux, qui prétend être la seule représentation démocratique du pays. Cependant, si cette assemblée a bien été élue en 2015, son mandat se terminait en 2020. Le fait de ne pas reconnaître les élections qui suivirent

ne lui donne pas de légitimité.

Les Occidentaux continuent de soutenir ces politiciens rebelles tout en rétablissant les échanges commerciaux avec le Venezuela.

EUROPE

La France fait la leçon à la Russie

Répondant au réquisitoire du représentant permanent de la Russie au Conseil de sécurité, Vassily Nebenzia, son homologue français, Nicolas de Rivière, a reproché à Moscou de faire diversion en instrumentant la liberté de religion ou de conviction en Ukraine. Selon lui Moscou prétend défendre « la liberté religieuse » alors qu'il n'a laissé aucun répit à la population civile pendant les fêtes religieuses chrétiennes orthodoxes, particulièrement à Dnipro. M. de Rivière s'est exprimé avant les révélations du conseiller en communications stratégiques du président Zelensky (lire ci-dessous).

La gauche française contre les riches

Marine Tondelier, secrétaire générale d'Europe Écologie Les Verts, a déclaré sous les applaudissements de militants surexcités lors du meeting de la gauche (Nupes) : « Nous revendiquons que nous ne voulons plus en France de milliardaires. Nous voulons une France sans milliardaires ».

La Belgique limite l'enquête sur la corruption des instances européennes

Le parquet belge a conclu un accord très favorable avec l'ancien député européen Pier Antonio Panzeri. Ses biens mal-acquis lui seront confisqués, mais il ne fera pas de prison et sera uniquement assigné à résidence avec un bracelet électronique.

La Belgique entend conclure au plus vite l'affaire de corruption au Parlement européen en se focalisant sur le réseau qatari et marocain et en évitant surtout d'autres extensions.

L'industrie allemande espère combler les besoins de munitions de l'Otan

La ministre de la Défense, Christine Lambrecht, a démissionné après une série de maladresse. Son successeur, l'avocat Boris Pistorius, devra développer rapidement les capacités de production d'armement, particulièrement de munitions. L'Allemagne espère rapidement disposer de matériel pour armer les forces ukrainiennes et pour reconstituer les stocks de l'Alliance atlantique.

La Pologne redoute une victoire russe en Ukraine

Le Premier ministre Mateusz Morawiecki a averti que la défaite de Kiev à Soledar, ouvrirait la voie à une victoire russe non seulement dans le Donbass, mais sur l'Ukraine. Selon lui, « La défaite de l'Ukraine pourrait devenir un prélude à une Troisième Guerre mondiale ».

Les Européens de l'Ouest considèrent ces déclarations comme inutilement alarmistes, visant uniquement à faire pression sur eux. Mais en Pologne, certains politiciens préconisent une intervention militaire hors « article 5 » du Traité de l'Otan. L'armée polonaise porterait secours aux nationalistes intégraux ukrainiens comme le régime du maréchal Józef Piłsudski le fit, en 1920. Cependant, si l'on se réfère à ce précédent historique, la Pologne et les nationalistes intégraux ukrainiens furent rapidement battus par les Soviétiques.

L'Union européenne et l'Otan envisagent d'augmenter massivement les dépenses militaires

Plusieurs États-membres de l'Otan, dont le Royaume-Uni, la Pologne et les États baltes, plaident pour que l'objectif de dépenses militaires de 2 % du PIB soit augmenté à 3 %.

La République Srpska ne pense pas comme l'UE

À l'occasion de sa fête nationale, la République Srpska (qui fait partie de la fédération de Bosnie-Herzégovine) a décerné sa plus haute distinction au président russe Vladimir Poutine. L'Union européenne a immédiatement condamné cette manifestation pro-russe et déclaré que si la République Srpska persistait, elle fermerait la voie de l'adhésion de la Bosnie-Herzégovine.

Censure sur le bombardement d'un immeuble civil à Dnipro

Le missile russe qui a touché un immeuble d'habitation à Dniepropetrovsk/Dnipro, le 14 janvier, tuant 44 personnes, blessant grièvement 75 autres personnes et détruisant 236 appartements, avait été abattu par la défense anti-aérienne ukrainienne.

Le conseiller spécial du président Volodymyr Zelensky pour les communications stratégiques, [Oleksii Arestovych](#), l'a révélé. Puis il s'est ravisé et enfin l'a confirmé. Il a été immédiatement mis fin à ses fonctions.

Décès du ministre de l'Intérieur ukrainien

Le ministre de l'Intérieur Denys Monastyrskyi, membre du parti du président Zelensky, et plusieurs membres de son cabinet sont morts dans un accident d'hélicoptère.

Il est possible que l'accident ait été provoqué par les mauvaises conditions météorologiques et le fait de voler à basse altitude, cependant l'hypothèse d'un règlement de compte interne est la plus probable.

L'armée ukrainienne distribue un faux document attribué mensongèrement à l'Église orthodoxe

Le Centre d'information et d'opérations psychologiques (TsIPSO) des forces spéciales ukrainiennes a distribué une « Note à un

guerrier russe » qui aurait été rédigé par un prétendu métropolite orthodoxe de Bryansk. Ce faux document date de mars 2022. Il appelle à « détruire la nation ukrainienne ». Il a été remis en circulation après l'interdiction de l'Église orthodoxe fidèle au patriarche de Moscou.

La CIA prétend rétrospectivement avoir sauvé le président Zelensky

Dans son livre *The Fight of His Life – Inside Joe Biden's White House* (éditions Scribner), le journaliste Chris Whipple, que l'on sait proche des agences de Renseignement US, assure que le directeur de la CIA, William Burns, a rencontré le président Volodymyr Zelensky à Kiev juste avant l'intervention militaire russe. Il l'aurait informé d'un plan russe de prise de l'aéroport Antonov et d'un autre pour l'éliminer physiquement.

Le chef d'état-major russe prend le commandement de l'opération en Ukraine

Le général Valeri Guerassimov, chef d'état-major des armées russes, a été nommé commandant de l'opération spéciale militaire en Ukraine, au dessus du général Sergei Surovikin qui est devenu son adjoint.

Sergei Surovikin a mis en place une stratégie visant à priver Kiev d'énergie et donc de capacité à poursuivre la guerre. Après avoir bombardé les structures de commandement, il s'attaque aux centrales électriques. Il adopte ainsi la même démarche (théorie des cinq cercles) que le général états-unien John A. Warden III, lors de la première guerre du Golfe. L'étape suivante consistera à détruire les moyens de communication physiques, routes, voies ferrées et aéroports.

Wagner prend Soledar

Le 11 janvier, le chef de la société militaire privée Wagner, Yevgeny Prigozhin, a annoncé que ses hommes avaient pris la ville de Soledar

connue pour ses immenses mines de sel. Cette victoire a été confirmée deux jours plus tard par l'état-major interarmes.

Soledar est un verrou pour contrôler la ville de Bakhmut et, partant de là, pour contrôler tout le Donbass dont la population a voté par référendum son adhésion à la Fédération de Russie.

Polémique dans l'affaire des soldats russes tués à Makiivka

Lors des funérailles, à Samara, des 89 soldats russes morts lors du bombardement de leur caserne à Makiivka, des mères de héros, qui disposent culturellement d'un statut spécial, ont accusé la hiérarchie militaire d'incompétence. Selon elles, les officiers ont fait preuve de négligence en plaçant l'ensemble de leurs hommes dans le même bâtiment.

En outre, l'opposition accuse le ministère de la Défense de minimiser les pertes. Selon elle, il n'y aurait pas eu 89 morts, mais 400. Ce dernier chiffre est très peu probable : la très grande majorité des soldats stationnés à Makiivka étaient originaires de Samara. Et il y a bien eu 89 morts parmi les conscrits de cette ville.

Incertitude autour de la loi russe pénalisant la propagande homosexuelle

Alors que la loi interdisant la propagande homosexuelle pour les mineurs n'a été adoptée que pour interdire des cas extrêmes, son application est beaucoup plus restrictive que prévu. Des listes d'ouvrages à retirer des librairies ont été envoyées par on ne sait qui à des libraires qui se sont exécutés. Certains libraires résistent à ces pressions en plaçant des ouvrages sous film plastique ou en demandant à leurs clients de présenter une preuve de leur majorité.

Les compagnies aériennes russes victimes des « sanctions » occidentales

Airbus et Boeing ne fournissent plus de pièces de rechange en vertu de la guerre économique occidentale dite des « sanctions anti-russes ». Il s'ensuit que les compagnies russes sont contraintes de « cannibaliser » des avions cloués au sol, tandis que des incidents aériens se multiplient.

Enquête sur les massacres de Marioupol

Une association russe, le [Tribunal social international pour l'Ukraine](#), a enquêté sur les massacres ayant eu lieu lors de la prise de Marioupol. Selon les témoignages et documents qu'elle a collectés, seul le bataillon Azov a volontairement fait des victimes civiles.

La Russie met en service des drones sous-marins nucléaires

La Russie a armé un sous-marin nucléaire de classe Oscar II, le Belgorod, avec des drones-torpilles nucléaires, des Poséidon. Selon l'US Naval Institute, le Poséidon est « une arme à propulsion nucléaire, possédant donc une portée théoriquement illimitée. Elle a le potentiel d'être à la fois une arme nucléaire stratégique et tactique tout en ne relevant pas des définitions du traité [de désarmement] New START ».

Transformation de l'armée russe

Le ministre de la Défense, le général Sergueï Choïgou, a confirmé une transformation en profondeur des armées russes dans les trois prochaines années. Le nombre d'hommes sera augmenté à 1,5 million. Cette augmentation du personnel devra être synchronisée avec la livraison d'armes, d'équipements et de matériels militaires et spéciaux, la construction d'infrastructures pour le déploiement des troupes et la mise à disposition des moyens appropriés.

Andrei Kartapolov, président de la Commission de la Défense à la Douma, a proposé de relever

l'âge du recrutement dans les armées de 27 à 30 ans.

L'armée russe héritée de la période soviétique traversait de graves problèmes d'alcoolisme.

Vladimir Poutine a d'abord licencié massivement plus de 500 000 officiers, puis a reconstitué ses troupes et les a formées au combat en Syrie.

La Russie veut traduire Angela Merkel et François Hollande devant un nouveau Nuremberg

Le président de la Douma d'État, Viatcheslav Volodine, a demandé la tenue d'un tribunal militaire international comparable à celui de Nuremberg pour juger l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel et l'ancien président français François Hollande.

« Les aveux faits par le représentant du régime de Kyiv et les anciens dirigeants de l'Allemagne et de la France devraient être utilisés comme preuves devant un tribunal militaire international. Ces dirigeants ont comploté pour déclencher une Guerre Mondiale aux conséquences prévisibles. Et ils méritent d'être punis pour leurs crimes », a-t-il déclaré. Angela Merkel avait assuré, lors d'un entretien à *Die Zeit*, avoir négocié et signé les Accords de Minsk non pas pour faire la paix en Ukraine, mais pour donner du temps à l'armée ukrainienne pour préparer la guerre actuelle. François Hollande lui avait donné raison dans un entretien à *Kyiv Independent*.

Le Droit international considère les « crimes contre la paix » comme plus graves que les crimes contre l'humanité. Cependant, les Nations Unies n'ont jamais précisé clairement en quoi ils consistent et comment ils doivent être réprimés.

La non-application des Accords de Minsk a prolongé la guerre civile en Ukraine durant 8 ans faisant au moins 20 000 morts.

La Russie n'a pas envahi l'Ukraine, mais a lancé une opération militaire spéciale pour appliquer

la résolution 2202 du Conseil de sécurité ; résolution qui valide les Accords de Minsk.

Qui est l'espion Paul Whelan ?

Les États-Unis cherchent à échanger le quadruple national Paul Whelan (aussi Irlandais, Britannique et Canadien) détenu en Russie pour espionnage. Whelan a été condamné à 16 ans de prison. Il appartiendrait au réseau invisible du Pentagone (et non pas de la CIA). Moscou ne semble pas vouloir le libérer.

AFRIQUE

La CIA s'inquiète de la présence de Wagner en Libye

Le directeur de la CIA, [William Burns](#), s'est rendu en Libye. Il a rencontré successivement le Premier ministre du gouvernement de Tripolitaine, Abdul Hamid Dbeibah, et le maréchal Khalifa Haftar, commandant de l'Armée nationale libyenne de Cyrénaïque. Plus que de parler de l'avenir de la Libye, la CIA souhaitait échanger sur la place de la Russie dans le pays et, particulièrement, sur le rôle de la société militaire privée Wagner.

L'opposition tunisienne ne se renforce pas après les élections

Après l'abstention sans précédent aux élections législatives, l'opposition a été autorisée à manifester pour le 12^e anniversaire de la chute du président Ben Ali. Mais elle n'a fait aucune proposition nouvelle, continuant de répéter indéfiniment ses mêmes slogans.

ASIE

Bezalel Smotrich affiche son homophobie

Dans un enregistrement rendu public, le ministre des Finances israélien, Bezalel Smotrich, ne s'inquiète pas des répercussions de

ses positions homophobes sur ses sponsors. Il déclare : « Un [homme d'affaire] séfarade ou un juif traditionnel, pensez-vous qu'il se soucie des homosexuels ? Il s'en fout. Il dit 'Pensez-vous que je me soucie que vous [Smotrich] soyez contre eux ?' ».

La Cour suprême israélienne préconise la démission d'un ministre du Shaas

La Cour suprême israélienne a voté par 10 voix sur 11 une motion déclarant que la nomination d'Aryeh Deri comme ministre était extrêmement déraisonnable.

M. Deri, l'un des fondateurs du Shaas, a été condamné l'année dernière pour des délits fiscaux et mis en probation dans le cadre d'un accord de plaidoyer. Il a fait savoir qu'il ne démissionnerait pas.

Le gouvernement de Benjamin Netanyahu planifie une réforme de la Justice qui privera la Cour suprême de la plupart de ses prérogatives.

Le Qatar s'oppose à la réconciliation entre le Hamas et la Syrie

La réception d'une délégation du Hamas par le président syrien, Bachar el-Assad, a donné lieu à de grandes déclarations sur la réconciliation arabe. Cependant, le bureau du Hamas à Damas n'est toujours pas ouvert. En outre, le Qatar, par mesure de rétorsion, a fermé son bureau humanitaire à Gaza.

Au début de la guerre contre la Syrie, le Hamas, encadré par des éléments du Mossad israéliens, avait attaqué la ville palestinienne de Yarmouk, dans la banlieue de Damas, pour assassiner les dirigeants du FPLP.

L'Assemblée générale de l'Onu condamne les rétorsions israéliennes contre l'Autorité palestinienne

Aux Nations unies, l'Assemblée générale a approuvé une résolution enjoignant à Israël d'annuler immédiatement les sanctions qu'il a prises contre l'Autorité palestinienne après le

vote, le 30 décembre 2022, d'une autre résolution demandant à la Cour internationale de Justice (CIJ) de proclamer le caractère illégal de l'occupation israélienne.

L'Allemagne, qui avait voté contre la première résolution a voté pour la seconde.

Quinze États de l'Union européenne qui s'étaient abstenus lors du premier vote ont voté pour le second.

La survie de l'Autorité palestinienne est en jeu avec le blocage des impôts prélevés pour elle par Israël conformément aux Accords d'Oslo. En privé, les diplomates qualifient d'ailleurs ces Accords de moribonds.

L'otage israélien Abera Mengistu est toujours vivant

Le Hamas a diffusé une vidéo de 43 secondes d'un otage israélien, Abera Mengistu. Ce faisant, il a rompu avec sa doctrine selon laquelle il ne diffuse pas de preuve de vie d'un otage sans contrepartie.

Abera Mengistu est un juif éthiopien, souffrant de maladie psychiatrique, qui a franchi la frontière de Gaza, en 2014, et a été fait prisonnier par le Hamas. Il n'est pas possible de confirmer avec certitude, après 8 ans d'absence, l'authenticité de la vidéo.

Le Hamas réclame toujours la libération de 60 prisonniers en échange de sa libération. Les gouvernements israéliens successifs n'ont pas fait grand chose pour le libérer, probablement parce qu'il est noir.

La Grèce condamne la société israélienne Intellexa

L'Autorité grecque de protection des données personnelles a infligé une amende de 50 000 euros à la société israélienne de logiciels espions Intellexa qui a notamment créé le logiciel *Predator*. La société, détenue par un ancien officier du Renseignement israélien, Tal Dilian, est accusée de ne pas avoir coopéré à

une enquête en cours sur l'utilisation de logiciels espions en Grèce.

Danny Danon prépare l'annexion de la Cisjordanie

L'ancien ambassadeur israélien aux Nations unies, Danny Danon, a annoncé qu'il travaillait à une proposition de loi visant à annexer la vallée du Jourdain, soit un tiers de la Cisjordanie.

Le narcotrafic menace la sécurité du Liban

Visitant un hôpital militaire, le commandant en chef de l'armée, le général Joseph Aoun, a déclaré que le narcotrafic est un phénomène « plus dangereux que le terrorisme ».

Depuis l'effondrement des banques libanaises, le pays est devenu une plaque tournante du trafic de stupéfiants.

Le Hezbollah aura bientôt 200 000 miliciens

Le secrétaire général du Hezbollah a déclaré que le Parti de Dieu avait recruté 9 000 nouveaux combattants s'ajoutant à ses 90 000 scouts du Mahdi et à ses 100 000 soldats.

Le Qatar pronostique un retour du gaz russe dans l'UE

Saad Sherida al-Kaabi, ministre de l'Énergie du Qatar et patron de QatarEnergy a déclaré lors d'un forum sur l'énergie organisé à Abou Dhabi : « Le gaz russe va revenir, à mon avis, en Europe », même si elle a désormais une bien plus grande diversité des sources d'approvisionnement. « Les Européens disent aujourd'hui qu'il n'en est pas question, mais les choses se réparent avec le temps ».

Le directeur des pétroles émiratis présidera la COP 28

La conférence de suivi sur le climat, la COP 28, sera présidée par Sultan Ahmad al-Jaber, directeur du géant pétrolier Adnoc (Abu Dhabi

Analyse du Réseau Voltaire

- « [L'ordre mondial a déjà basculé en 2022](#) », par Thierry Meyssan

C'est une constante de l'Histoire : les changements sont rares, mais soudains. Ceux qui en font les frais sont généralement les derniers à les voir venir. Ils ne les perçoivent que trop tard. Contrairement à l'image statique qui règne en Occident, les relations internationales ont été bouleversées en 2022, principalement au détriment des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France, souvent au profit de la Chine et de la Russie. Les yeux rivés sur l'Ukraine, les Occidentaux ne perçoivent pas la redistribution des cartes.

- « [La Justice impérialiste s'effrite](#) », par Thierry Meyssan

En temps de paix autant qu'en temps de guerre, la domination occidentale sur le reste du monde, autant que celle des États-Unis sur leurs alliés, passe par l'instrumentation du Droit.

Ainsi, les Tribunaux internationaux ne cherchent aucunement à rendre la justice, mais à confirmer l'ordre du monde et à châtier ceux qui le contestent. Le Droit états-unien et le Droit européen servent aussi à contraindre le reste du monde à respecter les politiques de Washington et de Bruxelles. Ce système commence à pâlir.

- « [Les crimes que Julian Assange a révélés](#) », par Manlio Dinucci

L'Australie d'Anthony Albanese semble en mesure de négocier avec les États-Unis de Joe Biden la libération de Julian Assange.

National Oil Company).

Contrairement à une idée répandue, les Accords de Paris de 2015 n'ont pas été rédigés par le président de séance, le Français Laurent Fabius, mais par l'États-unien Brian Deese, alors conseiller senior du président Barack Obama. Par la suite, cet homme devint un des

principaux responsables du Fonds de placement BlackRock. Il est aujourd'hui président du Conseil économique national de la Maison-Blanche.

L'Iran déploie sa Marine au large des États-Unis

La Marine iranienne dispose désormais d'un commandement pour l'océan Indien, un second pour l'océan Pacifique et un troisième pour l'océan Atlantique. Selon son commandant, le contre-amiral [Shahram Irani](#), la Marine iranienne s'est imposée malgré l'opposition de la France et de l'Australie qui entendaient restreindre ses mouvements en violation des règles qu'ils ont eux-mêmes édictées. Bien qu'elle considère la présence d'armées étrangères au Moyen-Orient comme la cause de la déstabilisation de la région, la Marine iranienne se rapproche désormais des côtes des États-Unis et traversera le canal de Panama.

Nouvelle version de l'assassinat de Mohsen Fakhrizadeh

L'Iran a exécuté un ancien haut fonctionnaire du ministère de la Défense, Ali Reza Akbari, proche du contre-amiral Ali Shamkhani, actuel secrétaire du Conseil national de Sécurité. M. Akbari, qui avait été numéro 2 du ministère de la Défense dans les années 2000, s'est expatrié au Royaume-Uni dont il a acquis la nationalité. Il avait été invité en Iran prétendument pour une évaluation avant des négociations avec des Occidentaux. C'était un piège. Il a été arrêté et accusé d'avoir aidé les services secrets britanniques à assassiner Mohsen Fakhrizadeh, chef du programme nucléaire.

Précédemment, l'Iran avait attribué cet assassinat à Israël, tandis que le *New York Times* avait affirmé qu'il avait été réalisé grâce à un dispositif robotisé commandé par satellite

Les armées iraniennes se dotent d'avions de chasse russes

Shahriar Heydari, membre de la Commission pour la Sécurité nationale et la Politique étrangère, a affirmé que les forces iraniennes recevraient un « certain nombre » d'avions de combat Su-35 « Flanker E » d'ici la fin mars. Ces avions russes étaient initialement destinés à l'Égypte.

Les avions de chasse multirôle Su-35 « Flanker E » russes sont bien supérieurs à leurs équivalents de l'Otan. Une cinquantaine de leurs composants sont produits par des entreprises états-uniennes, canadiennes, japonaises, suisses, taïwanaises et chinoises, ce qui laisse songeur quand aux « sanctions » anti-russes ou anti-iraniennes.

Démission forcée du président vietnamien

Le Comité central du Parti communiste vietnamien a contraint le président Nguyen Xuan Phuc à démissionner à la suite de 539 affaires de corruption.

Tensions entre la Corée du Sud et l'Iran

Le président sud-coréen, Yoon Suk Yeol, s'est rendu en visite aux Émirats arabes unis pour vendre des armes. Au passage, il a décrit l'Iran comme le plus grand danger pour les Émirats. Téhéran a immédiatement convoqué l'ambassadeur sud-coréen et l'a averti d'une possible révision des relations entre les deux pays. Séoul a alors convoqué l'ambassadeur iranien dans l'espoir de calmer le jeu. Bien qu'il n'y ait pas d'Iraniens en Corée du Sud, Séoul dispose d'une chaîne de télévision en farsi diffusant en Iran un point de vue occidental. En outre Séoul gèle 7 milliards de dollars iraniens dans ses banques en vertu des « sanctions » occidentales.

La population chinoise baisse, mais la croissance économique se poursuit

Selon le Bureau national des statistiques, la population chinoise (hors Hong Kong, Macao et Taïwan) a baissé pour la première fois en 61 ans. Il n'y aurait plus qu'1 411 750 Chinois, soit 850 000 de moins que l'année dernière. Les autorités interprètent cette baisse en suggérant que la population a différé les naissances durant l'épidémie de Covid. La production intérieure brute a progressé de 3 % en 2022. On est loin de la croissance à deux chiffres des années 2000.

Washington tente d'interdire les exportations du Xinjiang

Les États-Unis tentent de faire adopter par de nombreux États alliés l'équivalent de leur *Uyghur Forced Labor Prevention Act*. Il s'agit d'interdire toute importation de biens fabriqués dans la région chinoise du Xinjiang que Washington accuse d'exploiter le travail forcé de 2 millions de ses citoyens.

L'Union européenne a rédigé un projet de loi, actuellement en discussion au Parlement européen. Mais il est très différent de la loi US puisque celle-ci considère *a priori* tout ce qui est produit au Xinjiang comme venant de camps de travail et laissant au bons soins des importateurs la charge de la preuve du contraire, tandis que Bruxelles considère *a priori* les productions du Xinjiang normales, sauf preuve du contraire établie par les gouvernements nationaux. Des parlementaires européens, comme les sénateurs écologistes français Mélanie Vogel et Guillaume Gontard tentent de faire adopter la version US dans leur pays.

Beijing recadre ses relations avec Washington

Le vice-Premier ministre chinois Liu He a rencontré la présidente de la Federal Bank US, Janet Yellen, à Zurich, puis il a plaidé pour un retour progressif de son pays à la libre-

entreprise. Ce faisant, il semble chercher une détente économique avec les États-Unis, qui se présentent comme les champions de la libre-entreprise, même s'ils ne la respectent pas. Cependant, au plan politique, Beijing continue d'accuser les États-Unis d'avoir causé la pandémie de Covid-19 et d'avoir déclenché la guerre de la Russie contre l'Ukraine.

Fumio Kishida prépare le prochain G7

Le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, a entrepris une tournée dans les pays-membres du G7. Il compte sur le parapluie nucléaire états-unien et a déclaré au président français Emmanuel Macron que la sécurité de l'Europe et de l'Indo-Pacifique étaient indivisibles. Il a signé un accord sur l'accès mutuel des troupes avec le Premier ministre britannique Rishi Sunak et a convenu avec la Première ministre italienne Giorgia Meloni d'améliorer les liens de Défense.

Le Japon bat le rappel contre la Chine

Prononçant un discours à l'université Johns Hopkins, lors de son séjour aux États-Unis, le Premier ministre japonais, [Fumio Kishida](#), a souligné qu'« Il est absolument impératif que le Japon, les États-Unis et l'Europe restions unis dans la gestion de nos relations respectives avec la Chine ».

Correction

- Dans les premières éditions de notre numéro 23, nous avons daté l'affaire des caricatures de Mahomet en 2017. Elle a eu lieu en 2005.

Supplément documentation

3- Think tanks

ALGERIA

« [Algeria's cautious return to the world stage](#) », Francis Ghilès, *CIDOB*

ARTIC

« [China's Strategy and Activities in the Arctic. Implications for North American and Transatlantic Security](#) », Stephanie Pezard, Stephen J. Flanagan, Scott W. Harold, Irina A. Chindea, Benjamin J. Sacks, Abbie Tingstad, Tristan Finazzo & Soo Kim, *Rand Corporation*

« [Understanding China–Russia Cooperation in the Arctic](#) », Bipandeep Sharma & Uttam Kumar Sinha, *Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses*

BANGLADESH

« [Bangladesh's Seaports : Securing Domestic and Regional Economic Interests](#) », Sohini Bose, *Observer Research Foundation*

CHINA

« [Outspokenly Unspoken : The Chinese People's 'White Paper Revolution'](#) », Bart Dessein & Jasper Roctus, *Egmont Institute*

« [CCP's 20th Congress : Xi's Return and Implications for the People's Liberation Army](#) », Amrita Jash, *Observer Research Foundation*

« [Navigating Stormy Seas in US-China Relations](#) », Rena Uphoff, *Center for Security Studies*

« [China's Loosening Covid Policy : Lessons from India and Singapore](#) », Pan Xingjun & Lee Jonghyuk, *S. Rajaratnam School of International Studies*

« [The Xi Plan : The Political Factors Driving China's COVID-19 Strategy](#) », Kalpit A Mankikar, *Observer Research Foundation*

« [National Defense and Global Industries : Taiwan and the Game of Diversification in the Global Semiconductor Supply Chain](#) », Dr. Lin,

Christina, *Institute for Strategic, Political, Security and Economic Consultancy* (ISPSW)

EUROPEAN UNION

« [La sidérurgie européenne se prépare pour être à la pointe de la décarbonation](#) », Sylvie Cornot, *Institut français des relations internationales* (IFRI)

« [Décorrélér les prix de l'électricité de ceux du gaz : mission impossible ?](#) », Nicolas Goldberg & Antoine Guillou, *Terra Nova*

« [Assessment of market design options for the European Electricity and Gas Market](#) », *EPICO*

« [De quelle universalité les valeurs européennes sont-elles le nom ?](#) », Thierry Chopin, *Institut Jacques Delors*

« [Pro- and anti-competitive provisions in the proposed European Union Data Act](#) », Bertin Martens, *Bruegel*

« [Up, Up and Away ? A Price Stability Guide for Policymakers](#) », Jürgen Matthes, Michael Grömling, Markus Demary, Björn Kauder, Berthold Busch, Gero Kunath & Thomas Obst, *Wilfried Martens Centre for European Studies*

« [The state of economic convergence in the Eurozone](#) », Adriaan Schout, *Netherlands Institute of International Relations 'Clingendael'*

FIJI

« [Fiji's Vote for Change](#) », Dr. Schleich, Anne-Marie, *Institute for Strategic, Political, Security and Economic Consultancy* (ISPSW)

GERMANY

« [Challenges of Combatting Extremism Financing in Germany](#) », Schindler, Hans-Jakob, *Institute for Strategic, Political, Security and Economic Consultancy* (ISPSW)

« [Higher Renewable Energy Targets in Germany : How will the Industry Benefit ?](#) », Gilles Lepesant, *Institut français des relations internationales* (IFRI)

INDIA

« [India's Energy Transition in a Carbon-Constrained World](#) », *Vivekananda International Foundation*

« [A Conceptual Relook at the Indian Army's Terminal Air Defence](#) », Ashok Kumar, *Observer Research Foundation*

« [Green Hydrogen : An Opportunity for India-Africa Cooperation](#) », Apoorva Lalwani, *Observer Research Foundation*

INDO-PACIFIC

« [The Future of Cyber Warfare in the Indo-Pacific](#) », Bart Hogeveen, *Observer Research Foundation*

« [Maritime Road to 2030 : EU's Indo-Pacific Footprint and India](#) », *Hague Center for Strategic Studies*

IRAN

« [Is There an Alternative Strategy in Response to Iran's Nuclear Progress ?](#) », Shimon Stein, *Institute for National Security Studies* (INSS)

ISRAEL

« [Behind the Visits by US Officials to Israel : Signs of Cooperation or Confrontation ?](#) », Eldad Shavit, *Institute for National Security Studies* (INSS)

« ["The Day after Abbas" : Strategic Implications for Israel](#) », Udi Dekel & Noa Shusterman, *Institute for National Security Studies* (INSS)

« [The UN General Assembly Refers Israel to The Hague](#) », Pnina Sharvit Baruch & Ori Beeri, *Institute for National Security Studies* (INSS)

« [War Game" : Outbreak of Violence on Temple Mount](#) », Udi Dekel, *Institute for National Security Studies* (INSS)

« [Regulation of Social Media in Israel](#) », Tamir Hayman, David Siman-Tov & Amos Hervitz, *Institute for National Security Studies* (INSS)

« [Whither the China Policy of the Sixth Netanyahu Government ?](#) », Assaf Orion, *Institute for National Security Studies* (INSS)

LEBANON

« [“Narcos,” Syria-Lebanon Style](#) », Carmit Valensi & Orna Mizrahi, *Institute for National Security Studies* (INSS)

MYANMAR

« [Crowdfunding a War : The Money behind Myanmar’s Resistance](#) », *International Crisis Group*

NATO

« [How allied Sweden and Finland can secure Northern Europe](#) », Anna Wieslander, Eric Adamson & Jesper Lehto, *Atlantic Council*

RUSSIA

« [Russlands Eroberungskrieg – verhandeln worüber ?](#) », Dr. Olshausen, Klaus, *Institut für Strategie- Politik- Sicherheits- und Wirtschaftsberatung* (ISPSW)

SAUDI ARABIA

« [US–Saudi Tensions : Implications for the Petrodollar System](#) », Adil Rasheed, *Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses*

« [Two to Tango : Xi Jinping’s Visit to Riyadh](#) », Md. Muddassir Quamar, *Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses*

TANZANIA

« [The political economy of energy production in post-independence Tanzania. A review](#) », Japhace Poncian & Rasmus Hundsbæk Pedersen, *Danish Institute for International Studies*

UKRAINE

« [Open-Source Intelligence and the War in Ukraine](#) », TZ & Tamir Hayman, *Institute for National Security Studies* (INSS)

« [Ukraine : „Unterstützen, so lange wie nötig !“](#) », Olshausen, Klaus, *Institut für Strategie- Politik- Sicherheits- und Wirtschaftsberatung* (ISPSW)

« [Responding to a Limited Russian Attack on NATO During the Ukraine War](#) », Bryan Frederick, Samuel Charap & Karl P. Mueller, *Rand Corporation*

UNITED STATES

« [The Russia–Ukraine War at One Year : The Biden Administration Owes the 118th Congress More Answers](#) », Victoria Coates, *Heritage Foundation*

« [The Border Zone Next Door, and Its Out-of-Control Police Force. Recommendations for the Biden Administration to Rein in « Customs » and Border Protection](#) », Katherine Hawkins, *Project on Government Oversight* (POGO)

« [The Constitution’s Disqualification Clause Can Be Enforced Today](#) », Liz Hempowicz & David Janovsky & Norman Eisen, *Project on Government Oversight* (POGO)

« [Operational Imperative. Investing Wisely to Bolster U.S. Air Bases Against Chinese and Russian Attacks](#) », Christopher Lynch, Rachel Costello, Jacob L. Heim, Andrew Karode, Patrick Mills, Robert S. Tripp & Alan J. Vick, *Rand Corporation*

« [The Science of Gun Policy. A Critical Synthesis of Research Evidence on the Effects of Gun Policies in the United States](#) » (updated), Rosanna Smart, Andrew R. Morral, Rajeev Ramchand, Amanda Charbonneau, Jhacova Williams, Sierra Smucker, Samantha Cherney & Lea Xenakis, *Rand Corporation*

« [Forging a Post-Pandemic Policy Agenda : A Road Map for COVID-19 Congressional](#)

Oversight », Robert Moffit & Doug Badger,
Heritage Foundation

ENERGY

« The 2023 Global Energy Agenda », Landon Derentz, Christine Suh, Ameya Hadap & Paul Kielstra, *Atlantic Council*↵

« The State of Carbon Dioxide »↵

« Carbon Farming Co-benefits. Approaches to enhance and safeguard biodiversity », Aaron Scheid, ↵

Hugh McDonald, Julia Bognar, Laure-Lou Tremblay, *Ecologic Institute*↵

« Towards Socially and Ecologically Sustainable Energy Markets. Options to reform energy pricing in the G20 », Michael Jakob & Nora Kögel, *Ecologic Institute*↵

CYBER

« Cyber Sovereignty : In Search of Definitions, Exploring Implications », Madhuvanthi Palaniappan, *Observer Research Foundation*↵

MIGRATIONS

« Measuring Good Migration Governance with an Indicator Approach », Francesco Pasetti & Elaine Lebon-McGregor, *CIDOB*↵

SOCIAL SECURITY

« Towards Universal Social Security : Priorities for the G20 », Debosmita Sarkar & Soumya Bhowmick, *Observer Research Foundation*↵

TERRORISM

« Counter Terrorist Trends and Analyses » (CTTA) – Volume 15 Issue 01, Kumar Ramakrishna, Benjamin Mok, Abigail Leong, Muhammad Saiful Alam Shah Bin Sudiman, Abdul Basit & Iftekharul Bashar, *S. Rajaratnam School of International Studies*↵

« Killing of al-Zawahiri : U.S. Counter-terrorism Operations, Future of Al Qaeda and

Implications for Taliban, Pakistan, other Stakeholders and India », PK Mallik, *Vivekananda International Foundation*↵

TRADE

« The impact of the Ukraine crisis on international trade », Zsolt Darvas & Catarina Martins, *Bruegel*↵

TRANSPORT

« Transport maritime, premiers bilans 2022 et perspectives 2023 », Institut supérieur d'économie maritime (ISEMAR)↵

WEAPONS

« Reevaluating Bioweapons Amid Global Political Fragility », Shambhavi Naik, *Observer Research Foundation*↵

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand, serge.marchand@voltairenet.org

46 numéros par an.

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°25 - 27 janvier 2023

Israël détient la clé du conflit ukrainien

Alors que le monde se réorganise en fonction de la guerre en Ukraine, perçue comme centrale par les Occidentaux et comme régionale par le reste du monde, l'évolution de l'État d'Israël est susceptible de renverser la table.

Si Israël est, selon l'ancien secrétaire d'État US, Mike Pompeo, de première importance dans la stratégie globale des États-Unis, il ne dispose plus du soutien de la communauté juive US. Celle-ci a pris position contre les projets du nouveau gouvernement Netanyahu, tandis qu'une petite moitié des Israéliens s'inquiète d'une dérive autoritaire religieuse. Pour la première fois, un ancien ministre de la Défense, le général Moshe Yaalon, a brisé un tabou en comparant ce qui se passe aujourd'hui en Israël à la montée du nazisme.

Les nouveaux alliés d'Israël dans le monde arabe ne savent plus sur quel pied danser.

Le renversement de politique intérieure en Israël pourrait préfigurer un renversement en politique étrangère. Pour le moment le gouvernement Netanyahu reste sur la position de son prédécesseur Naftali Bennett selon laquelle aucune arme israélienne ne sera livrée aux successeurs des nationalistes intégraux ukrainiens qui massacrèrent 1,6 millions de juifs avant et pendant la Guerre mondiale. Si Benjamin Netanyahu reconstituait sa majorité avec les pro-états-uniens et non plus avec les partisans de la Halakha, il pourrait revenir à l'alliance avec les assassins ukrainiens de juifs qu'incarnait son père, l'historien Benzion Netanyahu. Ce changement achèverait de convaincre les Occidentaux qu'il n'y a pas de nazis en Ukraine et que la Russie les menace.

AMÉRIQUES

Le conseil de Sécurité US déclare le groupe Wagner « organisation criminelle »

Le [conseil de Sécurité états-unien](#) a désigné la société militaire privée Wagner comme une organisation criminelle internationale. Son porte-parole a déclaré que Wagner reçoit des armes de

Corée du Nord et rivalise avec le ministère russe de la Défense.

Contre l'usage domestique du gaz

L'administration Biden a abandonné son projet d'interdiction des cuisines et des chauffages au gaz. Pourtant cette interdiction est indispensable, à ses yeux, pour lutter contre le « réchauffement climatique ». Cependant 85 grandes villes ont déjà interdit le chauffage au gaz et la gouverneure de New York, Kathy Hochul, a annoncé, qu'à partir de 2025, les immeubles d'habitation ne seraient plus reliés au réseau de gaz.

Jeffrey Zients prochain directeur de cabinet de la Maison-Blanche

Le directeur de cabinet de la Maison-Blanche, Ron Klain, devrait être remplacé, après le discours sur l'état de l'Union, par [Jeffrey Zients](#). Les deux hommes ont en commun d'être juifs et, à ce titre, méfiants vis-vis du nouveau gouvernement Netanyahu (voir ci-dessous). Jeffrey Zients était le coordinateur de la politique anti-Covid du président Joe Biden.

Le CSIS préconise de sanctionner les banques russes et chinoises

Le [Center for Strategic and International Studies](#) (CSIS) a rendu un rapport sur la Corée. Il observe que Pyongyang a profité des diversions de la Covid et de la guerre en Ukraine pour relancer et développer son armement nucléaire. Il conseille à l'administration Biden de sanctionner les banques et entreprises, russes et chinoises, qui travaillent avec la République populaire et démocratique.

Les juifs états-uniens inquiets du gouvernement Netanyahu

Le [Jewish Democratic Council of America](#) a déclaré : « Nous soutenons les Israéliens qui s'inquiètent des membres extrémistes du gouvernement israélien actuel. Leurs

déclarations sectaires et les politiques qu'ils adoptent vont à l'encontre de nos valeurs communes. Nous exhortons la nouvelle coalition israélienne à rester fidèle à ces valeurs, y compris la défense de la démocratie et des droits des minorités, et à se tenir aux côtés des dizaines de milliers d'Israéliens qui protestent contre les politiques du nouveau gouvernement incompatibles avec ces valeurs. ».

54 grands journalistes US rémunérés par George Soros

Le [Media Research Center](#) a publié le second volet de son étude sur l'influence de George Soros sur les médias US.

Il montre que 54 personnalités sont liées financièrement au milliardaire dont les rédacteurs en chef des agences de presse *Bloomberg News*, *Associated Press* et *Reuters*, et du quotidien *Washington Post* ou encore la vice-présidente du *New York Times*.

George Soros a dépensé 32 milliards de dollars au profit d'associations et de médias.

Le Congrès étendra ses enquêtes sur les réseaux sociaux aux chaînes de télévision

Le géant de la téléphonie, AT&T, a coupé la chaîne conservatrice NewsMax, via son réseau câblé DirecTV. 41 représentants Républicains avaient envoyé une lettre à AT&T pour soutenir NewsMax. Ils écrivaient : « Le Congrès a l'intention de procéder à une surveillance approfondie de la mesure dans laquelle les démocrates de la Chambre et les fonctionnaires des bureaux fédéraux se sont entendus avec des entreprises privées pour limiter, restreindre et contourner les droits du premier amendement (...) Ces enquêtes ne se limiteront pas aux entreprises de médias sociaux ».

Des munitions US à l'uranium pour l'Ukraine

Le Pentagone envisage de livrer à l'Ukraine des munitions à l'uranium. Des projectiles

recouverts d'uranium appauvri, déchet des centrales nucléaires, ont une capacité de pénétration accrue des blindages des chars. Lorsqu'elles sont utilisées, ces munitions dégagent des particules d'uranium, polluant l'environnement proche.

Les États-Unis ont massivement utilisé ces munitions au Kosovo, en Iraq et récemment en Syrie. Les utiliser en Ukraine rendra les zones de combat ukrainiennes inhabitables.

L'administration Biden contre les pratiques anti-concurrentielles de Google

Le département US de la Justice, appuyé par huit États fédérés, a déposé une plainte contre Google/Alphabet au titre de la loi anti-trust. Ce procès intervient alors qu'Alphabet a réalisé plus de 54,5 milliards de dollars de revenus publicitaires au troisième trimestre 2022, mais vient d'annoncer qu'il licencierait 12 000 employés.

La pression migratoire aux USA

En 2022, les Gardes frontières ont appréhendé 2,4 millions d'immigrants illégaux à la frontière mexicaine. On estime à 140 millions le nombre de latino-américains qui aimeraient s'installer aux États-Unis.

Salon de l'armement de Las Vegas

Plus de 52 000 professionnels du monde entier sont venus faire leurs emplettes au ShotShow, au Venetian Resort and Casino de Las Vegas. 2 500 entreprises d'armement y tenaient des stands. Le complexe militaro-industriel US est le premier bénéficiaire de la guerre en Ukraine.

Une délégation militaire de la Corée du Nord a visité le salon sous les yeux attentifs des services de contre-espionnage états-uniens.

Le dollar toujours central

Selon une étude du [Crédit suisse](#), intitulée *The future of the monetary system*, le dollar reste la

monnaie de référence incontournable. Il correspond à 60 % des réserves de devise, contre 80 % du temps de l'Union soviétique et à 90 % des transactions sur le marché de change des monnaies. Cependant de nombreux États commencent à échanger dans leurs monnaies locales et non plus en dollar.

Lula limoge le chef d'état-major brésilien

Le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a révoqué le chef d'état-major des armées, le général Julio Cesar de Arruda qui avait pris ses fonctions à la fin du mandat de l'ancien président Jair Bolsonaro. Lula a également révoqué une douzaine d'officiers supérieurs qu'il soupçonne de collusion avec les manifestants qui ont pris d'assaut le Parlement.

Contrairement à ce que la gauche craignait, l'armée s'est abstenue de tout rôle politique durant la présidence de M. Bolsonaro. Le général de Arruda avait refusé d'arrêter les manifestants considérant que faire intervenir l'armée équivaldrait à provoquer un affrontement sanglant.

Lula condamne « l'occupation » russe de l'Ukraine

Le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a condamné « l'occupation » de l'Ukraine par la Russie. Il est le premier dirigeant des BRICS à s'aligner sur la narration occidentale selon laquelle Moscou n'applique pas la résolution 2202 du Conseil de sécurité des Nations unies, mais occupe l'Ukraine pour l'annexer. Ce revirement est d'autant plus inattendu que le prédécesseur de Lula, Jair Bolsonaro, avait posé le principe d'un Brésil neutre dans le conflit ukrainien.

Fernández et Lula pour une monnaie commune argentino-brésilienne

Dans un article commun, publié à l'occasion du sommet de la Communauté d'États latino-

américains et caraïbes (CELAC) à Buenos-Aires, les présidents argentin et brésilien Alberto Fernández et Luiz Inácio Lula da Silva ont plaidé pour la création d'une monnaie commune, le Sur.

La CELAC a été créée par le président vénézuélien Hugo Chávez pour contrebalancer l'Organisation des États américains (OEA) alignée sur Washington. Le président vénézuélien actuel Nicolás Maduro n'a pas pu se rendre au sommet de Buenos-Aires en raison du mandat d'arrêt délivré contre lui par la justice argentine.

Une fois créé, le Sur devrait être adopté par l'Uruguay et le Paraguay de manière à devenir la monnaie commune (et non pas unique) du Marché commun du Sud du continent (Mercosur).

Ce projet paraît pour le moins ambitieux, les deux économies argentine et brésilienne étant très différentes.

EUROPE

Le Royaume-Uni spécialiste des coups d'État

Selon [*Declassify UK*](#), les archives britanniques attestent que le Royaume-Uni est impliqué dans au moins 42 coups d'État, dans 27 pays différents, depuis la seconde Guerre mondiale.

De grands journalistes français invités secrets du président Macron

Selon la journaliste d'*Europe1*, Eve Roger, le président français Emmanuel Macron a invité à déjeuner 10 éditorialistes de *BFM*, du *Monde*, du *Figaro*, de *RTL*, de *France TV*, de *France Inter* et des *Échos* pour leur dicter des éléments de langage en faveur de sa réforme des retraites.

Grandes manifestations contre la réforme française des retraites

Plus d'un million de citoyens ont participé à des manifestations, le 19 janvier, pour s'opposer au

projet de réforme des retraites.

Selon le Conseil d'orientation des retraites, il n'y a pas d'urgence à faire une réforme, même si il est certain qu'elle devra être faite. Le gouvernement ayant écarté les solutions de financement que sont à court terme l'appel à l'immigration et, à long terme, l'aide à la natalité, n'envisage que de repousser l'âge de la retraite. En arrière plan se pose la question du passage d'une retraite par répartition à une retraite par capitalisation selon le souhait exprimé par Larry Fink, Pdg de BlackRock, lors d'une réunion discrète à l'Élysée durant le premier mandat du président Emmanuel Macron.

Bruno Le Maire bloque les comptes de RT France

Le ministre français des Finances, Bruno Le Maire, a fait bloquer les comptes de la société de la chaîne russe d'information générale, déjà interdite, *RT France*. La direction du Trésor explique avoir pris cette décision en interprétant le 9^e paquet de sanctions de l'Union européenne.

Anniversaire du Traité de l'Élysée

La France et l'Allemagne ont célébré ensemble le 60^e anniversaire de la réconciliation entre les deux pays (Traité de l'Élysée). Le président Emmanuel Macron et le chancelier Olaf Scholtz ont participé à une cérémonie à la Sorbonne. Comme à son habitude, le chancelier est apparu sympathique, mais s'est cantonné dans des généralités. Si les institutions prévoient un solide système de coordination entre la France et l'Allemagne, la séparation du « couple » semble devenue inévitable. Après le sabotage des gazoducs *Nord Stream* par le grand allié états-unien, l'Allemagne compte moins sur ses partenaires occidentaux et se tourne vers la Chine.

La France haussera son budget militaire aux normes de l'Otan

Le président Emmanuel Macron a annoncé, lors de ses vœux aux armées, une augmentation d'un tiers de leur budget, soit 400 milliards sur sept ans. Il s'agit de mettre à jour les équipements de manière à porter le budget aux 2 % du PIB exigés par l'Otan.

Si les armées françaises font merveille dans des combats de basse intensité, elles sont sous-équipées et, selon la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale, ne tiendraient que deux jours en cas de guerre de haute intensité.

L'Espagne et la France signent un Traité d'amitié

L'Espagne et la France ont signé le Traité de Barcelone prévoyant un renforcement de la relation bilatérale sur les questions migratoires, de défense, d'énergie ou de jeunesse. Madrid n'a signé de traité comparable qu'avec Lisbonne, tandis que Paris l'a fait avec Berlin et Rome. Le différend entre les deux pays à propos du projet de gazoduc « Midcat » a été enterré au profit d'un hydrogénéoduc « vert » reliant Barcelone à Marseille, « H2Med ».

La droite espagnole unie contre Pedro Sánchez

Les partis de droite ont manifesté unis contre le gouvernement de gauche derrière la banderole « Pour l'Espagne, la démocratie et la Constitution ». Ils dénoncent la volonté du Premier ministre, Pedro Sánchez, d'abolir le délit de sédition pour amnistier les leaders indépendants catalans, dont le fugitif Carles Puigdemont. En outre, ils contestent une réforme de la répression des crimes sexuels qui réprime plus sévèrement le viol et moins les autres.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

L'Allemagne envoie des chars lourds en Ukraine

Le gouvernement allemand a finalement autorisé l'envoi de chars Leopard 2 en Ukraine, et la transmission de Léopard 2 par des pays tiers qui en ont acheté. La coalition d'Olaf Scholz était divisée. Certains ministres craignant que cet armement ne soit vécu comme une entrée en guerre par la Russie.

La Pologne avait décidé quant à elle de violer sa signature et de transférer des Leopard 2 avec ou sans autorisation du pays producteur si elle trouvait d'autres États capables de faire comme elle, ce qui a été le cas de la Finlande.

L'Espagne, les Pays-Bas et la Norvège devraient suivre. Les États-Unis, pour leur part, ont annoncé envoyer des chars Abrams.

Le maniement des Leopard 2 (13 millions d'euros pièce) s'enseigne en 6 mois, mais l'armée ukrainienne devrait se contenter d'une formation simplifiée en 2 mois.

L'appétit venant en mangeant, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a demandé à la France de lui céder des avions Rafale (78 millions d'euros pièce).

Le Danemark ne sait comment financer l'augmentation de son budget militaire

La Première ministre du Danemark, Mette Frederiksen, a retiré sa proposition de ne plus considérer le 4^e vendredi après Pâques comme

férié (le « grand jour de la prière » institué par le roi Charles V au XVII^e siècle). Elle entendait que cette journée travaillée en plus finance l'augmentation du budget des armées pour l'amener aux 2 % du PIB demandé par l'Otan. Tous les syndicats et tous les partis d'opposition se sont unanimement élevés contre cette mesure.

La Suède n'adhérera pas à l'Otan tant que la Turquie s'y opposera

Le 21 janvier, l'avocat libertarien Rasmus Paludan a organisé une manifestation devant l'ambassade de Turquie au cours de laquelle il a brûlé un *Coran*, comme il l'avait annoncé. Le ministre des Affaires étrangères suédois, Tobias Billstrom, avait déclaré auparavant qu'il serait « extrêmement inapproprié » d'empêcher une manifestation même si l'on y brûle un *Coran* alors que l'ambassadeur de Suède avait été convoqué par le ministère turc des Affaires étrangères.

« Il est clair que ceux qui ont causé une telle disgrâce devant l'ambassade de notre pays ne doivent plus s'attendre à aucune bienveillance de notre part concernant leur demande d'adhésion à l'Otan », a répondu le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, lors d'un discours télévisé.

Par ailleurs, l'université Al-Azhar du Caire, autorité des musulmans sunnites, a appelé « au boycott des produits suédois et néerlandais ».

La Finlande n'adhérera pas à l'Otan tant que la Suède ne le pourra pas

Réagissant à la déclaration du président Recep Tayyip Erdoğan sur le refus turc d'adhésion de la Suède à l'Otan, le ministre des Affaires étrangères finlandais, Pekka Haavisto, a envisagé de découpler la demande finlandaise de la démarche suédoise.

Cependant après intervention du ministre suédois des Affaires étrangères et du secrétaire général de l'Otan, M. Haavisto a fait marche

arrière. L'élection présidentielle turque, le 14 mai, pourrait, selon lui, rebattre les cartes.

La Hongrie étend son combat idéologique

Le Mathias Corvinus Collegium (MCC) organise une conférence internationale sur « L'Avenir de l'édition ». À cette occasion, le gouvernement hongrois de Viktor Orbán entend étendre ses réseaux. Parmi les orateurs figurent aussi bien Rod Dreher (*American Conservative*) que Jean Sébastien Ferjou (*Atlantico.fr*) ou Yair Netanyahu (le fils de Benjamin).

Les entreprises du G7 et de l'UE restent massivement en Russie

Une étude des professeurs Simon Evenett de l'Université de Saint-Gall et Niccolò Pisani de l'IMD Lausanne intitulée : « [Less than Nine Percent of Western Firms Have Divested from Russia](#) » atteste que seuls 8,5 % des entreprises de l'UE et du G7 ont quitté la Russie depuis le début de l'opération militaire en Ukraine.

L'Union européenne embarrassée par le vote du Parlement contre les Gardiens de la Révolution

Le Conseil de l'Union européenne hésite à déclarer les Gardiens de la Révolution iraniens « organisation terroriste » comme le lui demande le Parlement européen. Personne n'a réfléchi aux conséquences d'une telle mesure : les Gardiens de la Révolution étant une armée de la République islamique, cela signifie-t-il que l'État iranien est une organisation terroriste ? Surtout le commandant en chef des Gardiens de la Révolution, le général Hossein Salami, a déclaré devant le Majlis que si une telle décision était prise, il considérerait en retour les armées de l'Union européenne présentes au Moyen-Orient comme « terroristes ». Conscient du risque qui pèserait alors sur les soldats membres des missions de l'Onu ou affectés à des ambassades, Josep Borell, le Haut représentant

de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, s'est retranché sur la nécessité de s'appuyer sur une décision de justice.

Téhéran a pris des sanctions contre plusieurs parlementaires européens et responsables militaires européens, contre le lobbyiste français Bernard-Henri Lévy et contre des collaborateurs du magazine satirique français *Charlie Hebdo*, qui a récemment publié des caricatures ridiculisant les dirigeants cléricaux iraniens.

Deux États de l'Union européenne vers la rupture des relations diplomatiques avec la Russie

Franchissant un pas de plus dans les relations avec la Russie, le ministère des Affaires étrangères estonien a confirmé le renvoi de l'ambassadeur russe dans son pays, ce à quoi le ministère russe a répondu en ordonnant à l'ambassadeur estonien de quitter la Russie, au plus tard le 7 février. La rupture des relations diplomatiques, incluant le renvoi des ambassadeurs et la fermeture des ambassades, est la dernière étape avant l'entrée en guerre. Il s'agit de la dernière manche d'un conflit qui a débuté avec l'expulsion de diplomates russes pour mettre les personnels des ambassades russe et estonienne « à parité » (8 diplomates et 15 travailleurs détachés seulement), en réalité une mesure de rétorsion après l'intervention militaire russe en Ukraine. Puis la Russie a expulsé les diplomates estoniens des consulats de Saint-Petersbourg et de Pskov par « réciprocité » avec les expulsions dont elle avait fait l'objet. En décembre 2022, la Banque centrale d'Estonie a commencé à diffuser au public, avec l'accord de la Banque centrale européenne, une pièce commémorative de 2 euros qu'elle avait frappée en juillet. Sur son verso, celle-ci, en hommage à l'Ukraine indépendante, comporte un slogan nazi. En effet, le 30 juin 1941, le « nationaliste intégral » Stepan Bandera proclama l'indépendance de l'Ukraine avec

l'appui des nazis.

Le 23 janvier, Tallinn a annoncé le transfert de 113 millions d'euros d'aide militaire estonienne aux forces armées ukrainiennes, comprenant « tous les obusiers FH-70 de 155 mm », ainsi que des obusiers D-30 de 122 mm, des obus d'artillerie et des Carl Gustaf M2 lance-grenades antichars.

Depuis le 9 janvier, l'Estonie réfléchit à étendre sa « zone maritime exclusive » en créant une « zone maritime contiguë » dans laquelle ses gardes-côtes pourront arraisonner tout navire. Compte tenu de l'étroitesse de la mer Baltique, Tallinn bloquerait ainsi, en violation du droit international, les entrées et sorties du port de Saint-Petersbourg, la seconde ville de Russie. En 1939, l'Union soviétique tenta de négocier avec la Finlande un moyen de protéger Leningrad (actuel Saint-Petersbourg), à partir des îles du Golfe de Finlande, d'une invasion nazie, mais les Finlandais ne comprirent pas la préoccupation soviétique. Prise à la gorge, l'URSS envahit une partie de la côte finlandaise (« guerre d'hiver »), ce qui fut utilisé par les Occidentaux pour l'exclure de la Société des Nations (ancêtre de l'actuelle Onu). Prenant exemple sur l'Estonie, la Lituanie a annoncé qu'elle expulsait l'ambassadeur de Russie.

La Serbie ne souhaite plus adhérer à l'UE

Après la tension avec le Kosovo et le refus d'interposition de l'Union européenne, la Serbie est moins enthousiaste que par le passé pour adhérer à l'UE a déclaré le président serbe Aleksandar Vučić au Forum de Davos.

Pour le président Zelensky, Vladimir Poutine est déjà mort

Le président Zelensky, intervenant au forum de Davos, a évoqué l'hypothèse selon laquelle son homologue russe, Vladimir Poutine, serait déjà mort.

Emese Fajk, escroc de haut vol et porte-parole de la Légion étrangère ukrainienne

Selon le [Daily Mail](#), l'Australienne d'origine hongroise, Emese Fajk, porte-parole de la Légion étrangère ukrainienne, ferait chanter le général Andriy Ordynovych (dit « Zeus »), chargé de mission ukrainien à l'Otan.

Emese Fajk a fui l'Australie après avoir tenté d'escroquer une émission de télé-réalité pour plus de 4 millions de dollars. Elle s'est réfugiée au Portugal où elle a à nouveau été accusée d'escroquerie, puis s'est portée volontaire en Ukraine, en mars 2022. Elle est aujourd'hui accusée d'avoir détourné pour plusieurs millions de dollars de médicaments.

L'Ukraine stocke des armes dans ses centrales nucléaires

Selon [Sergey Naryshkin](#), chef des services de Renseignement extérieur russe (SVR), l'Ukraine stocke des armes lourdes occidentales dans le périmètre de centrales nucléaires. Dans le cas où elles exploseraient, elles provoqueraient un accident nucléaire dont les forces russes seraient rendues responsables.

Le chef du Renseignement militaire ukrainien accuse le SBU d'avoir assassiné un héros

Dans une interview à [Radio Free Europe](#), le général Kyrylo Budanov, directeur de l'Agence de renseignement militaire ukrainienne, a confirmé que le banquier [Denys Kiryeyev](#) était un agent de son service. Le 6 mars 2022, il a été abattu en plein centre ville par le Service de sécurité d'Ukraine (SBU), de retour de Biélorussie où il participait à la délégation de son pays aux négociations de paix. Il avait été alors accusé de collaboration avec la Russie car il avait évoqué le passé commun des deux pays. Le général Kyrylo Budanov a dénoncé « l'assassinat d'un héros par une faction du gouvernement ».

Analyse du Réseau Voltaire

- « [La guerre en Ukraine pour maintenir l'Union européenne sous tutelle](#) » par Thierry Meyssan

C'est difficile à admettre, mais les Anglo-Saxons ne s'en cachent pas. Pour paraphraser une citation célèbre du premier secrétaire général de l'Alliance, l'Otan a été conçue pour « garder la Russie à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et l'Union européenne sous tutelle ».

Il n'y a aucune autre interprétation possible de la poursuite des inutiles « sanctions » contre Moscou et des vains combats meurtriers en Ukraine.

- « [L'Europe entière est un champ de bataille](#) » par Manlio Dinucci

L'ensemble du continent européen abrite désormais des stocks d'armes conçus pour un affrontement global, pour une Guerre Mondiale.

Vaste remaniement du gouvernement ukrainien

Les révélations du journaliste Iouri Nikolov ([Nashi Groshi](#)), le 21 janvier, selon lesquelles la défense ukrainienne aurait artificiellement gonflé les prix de certaines denrées alimentaires destinées aux soldats, ont d'abord été démenties, le 22 janvier, avant que ne s'ouvre une vaste opération anti-corruption.

Le 23 janvier, le [président Zelensky](#) annonçait que les officiels n'auraient plus le droit de voyager à l'étranger, sauf pour des affaires gouvernementales.

Il faisait allusion au cas du procureur général adjoint, Oleksiy Symonenko, parti en vacances en Espagne, au mépris de la loi interdisant à tout homme en âge de servir dans les armées de sortir du pays. Ce dernier a immédiatement démissionné.

Depuis quatorze autres démissions se sont succédées. Cinq gouverneurs régionaux (Valentin

Reznitchenko (Dnipropetrovsk), Oleksandre Staroukh (Zaporijjia) Dmytro Jivyt'sky Soumy), Iaroslav Ianouchévitch (Kherson) et Oleksiï Kouleba (Kiev)), quatre vice-ministres (dont Viacheslav Shapovalov (Défense) et Vasyl Lozynsky (Infrastructures)) et deux responsables d'une agence gouvernementale ont quitté leurs postes, en plus du chef adjoint de l'administration présidentielle (Kyrylo Tymochenko) et du procureur général adjoint (Oleksiy Symonenko).

La corruption était déjà le fléau de l'Ukraine en temps de paix. Elle avait été notamment dénoncée dans un rapport de la [Cour des comptes de l'Union européenne](#), le 20 juillet 2021.

En 2019, Volodymyr Zelensky avait été élu président face à Petro Porochenko sur son programme anti-corruption. Mais il avait lui-même été épinglé lors de la publication des [Pandora Papers](#).

Les démissions actuelles sont toutes officiellement présentées dans le contexte d'affaires de corruption, mais certaines d'entre elles avaient été annoncées avant l'article de Iouri Nikolov. Elles seraient imputables aux rivalités internes qui ont provoqué la semaine dernière la démission du conseiller en communication du président Zelensky, le très populaire Oleksiy Arestovitch.

La Russie arme les principaux bâtiments officiels à Moscou

Réagissant au possible transfert en Ukraine d'armes états-uniennes capables d'attaquer la Crimée, la Russie a décidé d'installer des [systèmes de défense](#) à Moscou. Il n'y a en effet que 840 kilomètres entre la capitale russe et la frontière ukrainienne. Ces armes peuvent non seulement servir pour attaquer la Crimée, mais aussi Moscou. Des missiles Pantsir ont été installés sur les toits de différents bâtiments officiels, dont le Kremlin et le ministère de la Défense.

La Cour européenne des Droits de l'homme se déclare compétente face à la Russie

Alors que la Fédération de Russie s'est retirée du Conseil de l'Europe et de son tribunal, la Cour européenne des Droits de l'homme, celle-ci s'est déclarée compétente pour juger d'éventuels abus de droits russe ([Affaire Svetova et autres c. Russie](#)).

Cette décision ouvre la voie à des condamnations *in absentia* de la Russie à la demande de parties ukrainiennes.

AFRIQUE

Les intérêts US en Libye

Après les visites du directeur de la CIA, William Burns, et du commandant de l'AfriCom, le général John D. Lamontagne, il apparaît que les pressions US visent à stabiliser les champs pétroliers et à créer les conditions d'un retrait de la société militaire privée russe Wagner.

Réunion partielle de la Ligue arabe à Tripoli

Une réunion des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe s'est tenue à Tripoli. Seuls la Tunisie, l'Algérie, le Soudan, les Comores, Oman et le Qatar y ont participé. L'Arabie saoudite, l'Égypte et les Émirats arabes unis ne reconnaissant pas le gouvernement de Tripoli ont boycotté la démarche. Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Tripoli, Najla Mangoush, a regretté que le quorum de la Ligue n'ait pas été atteint.

Arrestation d'un leader islamiste tunisien

Seifeddine Makhlouf, chef du parti islamiste Al-Karama, a été arrêté lors d'une manifestation à l'aéroport de Tunis. Il est accusé d'insulte envers les fonctionnaires de police.

Le jour de la fête de la République, le 25 juillet

2021, le président laïque Kais Saïeda a dissous le parlement dominé par les islamistes. Simultanément, il a révoqué son gouvernement. Depuis lors, le président tente à la fois de lutter contre les islamistes et contre la corruption omniprésente ce qui le contraint à un certain autoritarisme.

L'aide inadaptée des Frères libyens à la Tunisie

Le gouvernement libyen de Tripoli a envoyé une aide humanitaire à la Tunisie. L'apport des Frères musulmans est exclusivement composé de nourriture. Il ne répond pas du tout aux besoins de la Tunisie qui avait demandé de pouvoir envoyer des travailleurs. La stratégie des Frères est simple. Elle correspond à la manière dont ils ont fait tomber le président Zine El Abidine Ben Ali avec l'aide de la CIA : donner à manger au peuple sans résoudre ses problèmes.

Le Parlement marocain contre le Parlement européen et la France

Le Parlement marocain a vivement réagi à l'adoption par le Parlement européen d'une résolution intitulée « [La situation des journalistes au Maroc, en particulier le cas d'Omar Radi](#) » (P9_TA(2023)0014), ainsi qu'aux allégations selon lesquelles les autorités marocaines auraient corrompu des députés européens. Lors des débats, les législateurs marocains ont dénoncé le rôle de la France, « un pays que l'on croyait être un ami et un partenaire sûr, mais à qui l'odeur du gaz a fait perdre la tête ».

Le Maroc dément vouloir héberger une base militaire US

Le gouvernement marocain a démenti négocier l'installation d'une base militaire états-unienne. Pourtant tout laisse croire que des contacts en ce sens ont eu lieu et que la question aurait été repoussée dans l'attente d'évaluer la position du Congrès US.

Les États-Unis disposent déjà d'une base importante à La Rota, en Espagne, non loin du Maroc. Mais ils doivent prendre position au Maroc avant le déclenchement de la guerre qu'ils ont planifiée au Sahel. Actuellement le Maroc laisse libre accès à ses bases de communication aux forces US, mais n'héberge pas de manière permanente de troupes états-uniennes.

Le Burkina Faso met fin à la coopération militaire avec la France

Prenant exemple sur le Mali, le gouvernement de transition burkinabé du capitaine Ibrahim Traoré a demandé à la France de retirer de son pays ses troupes sous un mois.

Des séparatistes au Cameroun

Des bergers nigériens se sont heurtés à des séparatistes camerounais qui exigeaient qu'ils s'acquittent d'un impôt révolutionnaire. Six personnes sont mortes et des milliers ont fui. Le gouvernement de Yaoundé a envoyé des troupes sur place.

Le Gabon inquiet d'une prochaine base militaire espagnole en Guinée équatoriale

Le Gabon a été privé de son droit de vote aux Nations unies pour ne pas avoir payé sa cotisation annuelle.

Le président gabonais, Ali Bongo, s'est rendu en Guinée équatoriale accompagné d'une délégation. Il a protesté auprès de son homologue, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, de la création prochaine d'une base militaire espagnole à la frontière entre les deux pays.

Le ministre des Affaires étrangères gabonais, Michaël Moussa-Adamo, est décédé brutalement, d'une « crise cardiaque », juste après son retour de Guinée équatoriale, alors qu'il allait participer au Conseil des ministres.

L'Érythrée se retire d'Éthiopie

Suite à l'accord de cessez-le-feu de novembre, les troupes érythréennes, qui soutenaient les forces éthiopiennes contre les rebelles tigréens, se retirent du pays.

Les rebelles tigréens étaient soutenus par les États-unis. Ceux-ci ont admis le cessez-le-feu, mais exigeaient un retrait des Érythréens.

Le procès de l'investissement britannique au Nigéra

L'administration du président Muhammadu Buhari accuse la société Process and Industrial Developments Ltd (P&ID) d'avoir corrompu des hauts fonctionnaires et des avocats pour obtenir une sentence arbitrale à son profit. Elle refuse donc de payer les 6,6 milliards de dollars auxquels elle a été condamnée en 2017 et les 2, 5 milliards d'intérêts qui courent depuis. L'affaire sera plaidée à Londres durant un mois. L'administration Buhari entend faire la preuve que la décision de construire une usine de traitement du gaz que le Nigeria devrait approvisionner gratuitement en gaz naturel pendant 20 ans n'était qu'un leurre. P&ID avait corrompu à hauteur de 100 000 dollars la directrice juridique du ministère des Ressources pétrolières pour qu'elle soutienne l'escroquerie. Puis P&ID s'était retourné contre l'État nigérian accusé de ne pas respecter ses engagements et avait obtenu un arbitrage en sa faveur en corrompant les avocats représentant le pays. Depuis cette affaire, le Pdg de P&ID est mort et les créances de sa société ont été rachetées par Lismore Capital et VR Capital qui réclament le pactole.

Massacres en République démocratique du Congo

42 victimes, dont six enfants, ont été exhumées d'une fosse commune du village de Nyamamba (Ituri) par les Forces des Nations unies, tandis que les corps de sept autres hommes ont été retrouvés dans un autre village, Mbogi. Ces

récents massacres seraient imputables à un groupe de l'ethnie Hema.

Une mort de plus d'un opposant au président Kagame

Le journaliste John Williams Ntwali, rédacteur-en-chef de *The Chronicles*, est mort dans un étrange accident de voiture. Il était particulièrement critique du gouvernement de Paul Kagame. Le président Kagame est réputé éliminer ses opposants en maquillant leurs assassinats.

Manœuvres navales Chine-Russie-Afrique du Sud

L'Afrique du Sud participera aux [manœuvres navales sino-russes](#) de février. La Russie enverra sa frégate *Amiral Gorshkov*, armée de missiles Zircon hypersoniques.

Pretoria a reçu le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov. L'Afrique du Sud se dit neutre dans le conflit ukrainien. Elle mène des manœuvres militaires avec un pays, non pas allié, mais « ami ».

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'est rendu à Pretoria pour rencontrer son homologue, Naledi Pandor. Rien n'est sorti de ces entretiens, mais l'Afrique du Sud prend la présidence des BRICS au moment où le Brésil s'éloigne de la Russie et de la Chine et où de nouveaux partenaires (Algérie, Iran, Argentine, Turquie, Arabie saoudite et Émirats arabes unis) souhaitent adhérer à l'organisation.

ASIE

Benjamin Netanyahu plie devant la Cour suprême et prépare sa réforme

Le Premier ministre adjoint, ministre de la Santé et de l'Intérieur israélien, Aryeh Deri, a été démis de ses fonctions par Benjamin Netanyahu sur recommandation de la Cour suprême après diverses affaires de corruption. Puis, le Premier ministre Benjamin Netanyahu,

plusieurs de ses ministres et le président de la Knesset, Amir Ohana, se sont rendus dans une salle du Shaas, le parti d'Aryeh Deri, pour dénoncer l'« arrogance » et le « sentiment de suprématie » de la Cour suprême.

Le procureur général d'Israël contre le maintien du Premier ministre

Le procureur général d'Israël, Gali Baharav-Miara, mène des consultations pour savoir si l'accord judiciaire signé par l'actuel Premier ministre, Benjamin Netanyahu, il y a trois ans, lui permet ou non d'exercer ses fonctions. Cet accord, qui avait permis à M. Netanyahu de rester Premier ministre, à l'époque, malgré les procès intentés contre lui, prévoit qu'il ne pourra pas procéder à des nominations de magistrats, ni s'impliquer dans des questions législatives susceptibles d'avoir un impact sur ses procès en cours. Mais alors que M. Netanyahu est jugé pour fraude, corruption et abus de confiance devant le tribunal de district de Jérusalem, son gouvernement fait adopter une législation de révision judiciaire radicale incluant des lois qui pourraient avoir un impact sur sa situation juridique.

Réforme du droit des médias israéliens

Le ministre des Communications, Shlomo Karhi, envisage de réformer les instances de régulation de l'audiovisuel. En outre, une loi devrait être adoptée qui interdira la diffusion de documents écrits, audios ou vidéos, portant atteinte à la vie privée. Or, presque tous les documents révélant des affaires d'État comprennent des passages relatifs à la vie privée de leurs auteurs. Par le passé, Benjamin Netanyahu avait tenté de faire taire la presse en modifiant la loi sur la diffamation. Il n'y était pas parvenu. Selon les professionnels, les journalistes israéliens vivent sous la menace, ce qui les pousse de plus en plus souvent à de l'auto-censure.

Manifestation en Israël contre les projets de réforme du Premier ministre

Le plan de réforme de la Justice de M. Netanyahu est en quatre phases dont la première a été présentée au public.

- La phase I comprend (1) légiférer sur une disposition de dérogation qui permettrait à la Knesset d'adopter une deuxième fois à la majorité simple une législation qui avait été invalidée par la Cour suprême ; (2) éliminer la norme de raisonnable des décisions judiciaires ; (3) renforcer le pouvoir de la coalition gouvernementale au sein du Comité des nominations judiciaires ; et (4) affaiblir le statut des conseillers juridiques au sein des ministères.

- La phase II ferait de la *Loi fondamentale sur la Dignité humaine et la Liberté* un simple texte sans plus de valeur que n'importe quelle autre loi. Elle pourrait donc être aisément remplacée.

- La phase III limiterait le droit de recours devant la Cour suprême.

- La phase IV diviserait les pouvoirs actuels du procureur général. Une seconde instance, un « procureur en chef », serait la seule autorité capable de traduire des politiciens devant la Justice.

130 000 personnes, dont les anciens ministres de la Défense Benny Gantz et Moshe Yaalon, ont manifesté le 21 janvier à Jérusalem, Be'er Sheva, Haïfa et Tel Aviv, pour protester contre la première phase du plan du gouvernement visant à réformer le système judiciaire.

Établissant un parallèle entre l'actuel gouvernement Netanyahu et le régime nazi, le général Yaalon a déclaré : « Le peuple juif a payé un lourd tribut pour le fait que, lors d'élections démocratiques en Allemagne, un gouvernement est arrivé au pouvoir qui a éliminé la démocratie, et la première chose qu'il a éliminée a été le principe démocratique fondamental de l'indépendance du pouvoir judiciaire ».

Le Pentagone soutien Tsahal, mais pas le projet de bombardement de l'Iran

Le fait que les États-Unis piochent allégrement dans leur arsenal en Israël pour armer l'Ukraine est interprété à Tel-Aviv en fonction des priorités de Washington : l'Ukraine d'abord, Israël plus tard. Le gouvernement Netanyahu n'a pas de carte blanche US pour attaquer l'Iran. Une telle initiative serait très dangereuse en l'état des stocks d'armes US.

Le conseiller de Sécurité du président Biden, Jake Sullivan, s'est rendu en Israël et en Palestine. Il a rencontré le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le président Mahmoud Abbas. En Israël, les pourparlers ont traité d'une possible attaque de l'Iran et des projets du gouvernement pour la Palestine.

Toutefois, le 21 janvier, 6 400 militaires états-uniens ont lancé avec 1 100 militaires israéliens de très importantes manœuvres militaires, *Juniper Oak 23*, en Méditerranée.

Mike Pompeo dénonce Benjamin Netanyahu

Dans son nouveau livre *Never Give an Inch : Fighting for the America I Love*, l'ancien secrétaire d'État US Mike Pompeo écrit que les relations entre Washington et Jérusalem (la capitale israélienne reconnue par les États-Unis) sont de première importance, mais plus fragiles que celles de Londres avec Tel-Aviv (la capitale reconnue par le Royaume-Uni).

Il rapporte également que Benjamin Netanyahu a délibérément divulgué, pour des raisons politiques, une promesse inexistante de faire avancer un traité de défense formel entre les États-Unis et Israël.

Collecte de fonds aux USA pour les extrémistes israéliens

Une organisation extrémiste israélienne, [Shlom Asiraich](#), organise de vastes collectes de fonds aux États-Unis. Elle a été créée par Me Chanamel Dorfman, une des principales

assistantes du ministre de la sécurité nationale Itamar Ben-Gvir. Officiellement ces fonds servent à soutenir les Israéliens emprisonnés pour des meurtres racistes et l'assassin du Premier ministre travailliste Yitzhak Rabin.

La Jordanie inquiète de l'attitude israélienne face aux « Nobles sanctuaires »

L'ambassadeur de Jordanie en Israël s'est vu refuser l'accès à la mosquée Al-Aqsa par la police israélienne. Juridiquement, la Jordanie a la responsabilité des « Nobles sanctuaires » (c'est-à-dire de la partie musulmane du Mont du Temple).

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, s'est rendu précipitamment en Jordanie, le 23 janvier. Il a assuré le roi Abdallah II que son pays ne mettrait pas en cause le statut des « Nobles sanctuaires ».

Cependant le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, a déclaré après cet entretien que nonobstant le respect qu'il doit au roi Abdallah, il n'a pas l'intention de changer de politique et il poursuivra ses visites du Mont du Temple/Nobles sanctuaires.

Sommets autour de l'Égypte et de la Jordanie

Un sommet à trois s'est tenu au Caire avec les présidents égyptien et palestinien et le monarque jordanien. Il a été immédiatement suivi d'[un autre](#) à Abou Dhabi, toujours avec le président égyptien et le roi de Jordanie, mais aussi avec les chefs d'État des Émirats arabes unis, du Bahreïn, du Qatar et d'Oman.

Ces sommets semblent avoir pour objet les craintes de l'Égypte et de la Jordanie face aux projets du gouvernement israélien. Les observateurs se perdent en conjectures pour expliquer les raisons de l'absence de l'Arabie saoudite et du Koweït à la seconde réunion. Concernant les besoins de liquidité égyptiens, il

semble que Koweït et Ryad exigent désormais des contreparties à toute aide économique.

La France prépare un sommet pour son candidat au Liban

Pour débloquent la situation politique libanaise et faire élire à la présidence un candidat qui lui soit acceptable, la France envisage d'organiser à Paris un sommet avec les principaux partis libanais et des pays tiers. Paris tient à impliquer l'Arabie saoudite et tente de faire participer son allié égyptien pour influencer sa position. Le Liban n'a plus de président depuis la fin du mandat de Michel Aoun, le 31 octobre, et son gouvernement ne peut plus qu'expédier les affaires courantes.

Aide de l'Iran à la Syrie

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Amir-Abdollahian, s'est rendu à Damas pour préparer la visite du président Ebrahim Raïssi. À cette occasion, des accords économiques ont été reconduits entre les deux pays.

La Russie tente de résoudre le problème kurde en Syrie

La Russie recrute parmi les tribus arabes du nord de la Syrie pour stabiliser la région face aux États-Unis. Simultanément, le Centre de Réconciliation russe a organisé une réunion avec les autorités kurdes de Kobani/Ain Arab, en vue d'assurer leur protection une fois l'accord avec la Turquie signé.

Dangereuse rivalité entre les Kurdes irakiens

La rivalité entre les clans Barzani (Parti démocratique du Kurdistan, pro-Israélien) et Talabani (Union patriotique du Kurdistan, pro-Chinois) tourne à la dénonciation réciproque. L'amertume accumulée depuis l'intervention états-unienne est sur le point d'éclater. Tous les observateurs mettent en garde face à un affrontement armé.

Le Premier ministre irakien vire côté états-unien

Le Premier ministre irakien, Mohammed Chia al-Soudani, a surpris ses partisans en prenant soudain position pour la présence de forces états-uniennes dans le pays et en désignant le Golfe comme « arabe » et non plus « persique ». Les États-Unis s'appuient sur son gouvernement pour exercer de très fortes pressions sur les banques irakiennes, principalement chiïtes, afin qu'elles cessent tout transfert de dollars vers l'Iran, la Syrie et le Liban. Du coup, un mouvement se dessine parmi les partis chiïtes contre le Premier ministre, Mohammed Chia al-Soudani. Ce dernier, qui vient de révoquer le gouverneur de la Banque d'Iraq, se rendra prochainement à Washington.

L'Arabie saoudite attend des gestes israéliens envers les Palestiniens

Le ministre des Affaires étrangères saoudien, Fayçal ben Farhane, a déclaré sur Twitter qu'« Une vraie normalisation [avec Israël] et une vraie stabilité ne viendront qu'en donnant aux Palestiniens de l'espoir et de la dignité, ce qui nécessite de leur donner un État »

Une constellation satellitaire iranienne

L'Iran a débuté le lancement de sa constellation de satellites « Général Soleimani ».

Narendra Modi rattrapé par son passé

L'Inde a annoncé qu'elle interdisait la diffusion via Internet de la seconde partie du documentaire de la [BBC](#) sur l'attitude de Narendra Modi, alors gouverneur du Gujarat, lors des émeutes de 2002. Il avait alors ignoré les massacres de musulmans.

Les Philippines veulent s'entendre avec la Chine

Le président philippin Ferdinand Marcos Jr. a déclaré à la télévision préparer des négociations avec la Chine, au niveau des ministres des

Affaires étrangères, pour régler le contentieux territorial.

Difficile promotion de la Corée du Sud

Le président sud-coréen, Yoon Suk Yeol, a visité les Émirats arabes unis où il a signé pour 30 milliards de dollars de contrats, puis a participé au Forum de Davos pour faire la promotion de son pays.

Sa visite au Moyen-Orient a été marquée par une inutile polémique sur le rôle « menaçant » qu'il a imputé à l'Iran vis-à-vis des Émirats. En effet, Dubaï doit sa fortune au détournement de l'embargo occidental contre l'Iran et le conflit territorial entre Abu Dhabi et Téhéran est en cours de règlement par l'entremise de Beijing.

La Chine au pôle Sud

La Chine entend devenir une puissance polaire de premier plan. Si elle est naturellement présente au pôle Nord depuis longtemps, elle s'investit désormais au pôle Sud où elle dispose déjà de quatre stations scientifiques.

Le Pentagone craint que ces installations soient utilisées à des fins militaires, notamment pour augmenter la puissance de l'armée chinoise de détruire des satellites.

Le président de la Chambre des Représentants US à Taïwan

Le président de la Chambre des représentants US, Kevin Mc-Carthy, a annoncé qu'il se rendrait plus tard dans l'année à Taïwan. La visite de son prédécesseur, Nancy Pelosi, avait provoqué de fortes tensions entre Washington et Beijing qui n'ont pas été dissipées.

OCÉANIE

Jacinda Ardern renonce à poursuivre

La Première ministre néo-zélandaise, Jacinda Ardern, a annoncé qu'elle ne se représenterait pas et achèverait donc son mandat le 7 février.

Le Parti travailliste a désigné le ministre de l'Éducation, de la Police et des Services publics, Chris Hipkins, pour lui succéder.

Jacinda Ardern avait délivré, le 23 septembre 2022, un discours à l'Assemblée générale des Nations unies contre la désinformation sur les réseaux sociaux. Elle considérait que la liberté d'expression pouvait être manipulée comme une arme de guerre et appelait à ce qu'elle soit encadrée. Depuis, les sondages donnent son parti perdant aux élections générales.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand, serge.marchand@voltairenet.org

46 numéros par an.

[Abonnement annuel : 150 euros](#)

[Abonnement mensuel : 15 euros](#)

Prix de vente au numéro : 5 euros

Supplément documentation

4- Livres

DEUTSCH

Ausnahmezustand : Geopolitische Einsichten und Analysen unter Berücksichtigung des Ukraine-Konflikts, Wolfgang Bittner, Print & Online 19,90 € (288 s.)

Die Krake von Davos : Angriff des WEF auf die Demokratie, Miryam Muhm, Europa Verlag 22 € (288 s.)

Revanche. Wie Putin das bedrohlichste Regime der Welt geschaffen hat, Michael Thumann, C.H.Beck 25 € (288 s.)

Feinde Fremde Freunde : Polen und die Deutschen, Rolf Nickel, Langen-Müller 24 € (312 s.)

Die große Energiekrise : ... und wie wir sie bewältigen können, Fritz Vahrenholt, Langen-Müller 22€ (140 s.)

ENGLISH

The Big Con : How the Consulting Industry Weakens Our Business, Infantilizes Our Governments, and Warps

Our Economies, Mariana Mazzucato & Rosie Collington, Penguin \$28 (352 p.).

The Undertow : Scenes from a Slow Civil War, Jeff Sharlet. Norton, \$28.95 (302 p.)

Crash Landing : The Inside Story of How the World's Biggest Companies Survived an Economy on the Brink, Liz Hoffman, Crown, \$30 (304 p.)

Crack-Up Capitalism : Market Radicals and the Dream of a World Without Democracy, Quinn Slobodian, Metropolitan, \$29.99 (352 p.)

Impossible Takes Longer : 75 Years After Its Creation, Has Israel Fulfilled Its Founders' Dreams ?, Daniel Gordis, Ecco, \$32.99 (368 p.)

Playing God : American Catholic Bishops and the Far Right, Mary Jo McConahay, Melville House, \$27.99 (336 p.)`

The New Crusades : Islamophobia and the Global War on Muslims, Khaled Beydoun. Univ. of California, \$26.95 (378 p.)

The Point of No Return : American Democracy at the Crossroads, Thomas Byrne Edsall, Princeton University Press \$32 (448 p.)

Bottoms Up and the Devil Laughs. A Journey Through the Deep State, Kerry Howley, Penguin \$28 (256 p.)

Warren Buffett : Investor and Entrepreneur, Todd A. Finkle, Columbia Business School Publishing \$27.95 (296 p.)

Traffic : Genius, Rivalry, and Delusion in the Billion-Dollar Race to Go Viral, Ben Smith. Penguin Press, \$28 (352 p.)

Cold Peace : Avoiding the New Cold War, Michael Doyle. Liveright, \$30 (288 p.)

On Nixon's Madness : An Emotional History, Zachary Jonathan Jacobson, Johns Hopkins Univ., \$29.95 (448 p.)

Pegasus : The Story of the World's Most Dangerous Spyware, Laurent Richard & Sandrine Rigaud, Macmillan (336 p.)

Sanctions : A Wrecking Ball in a Global Economy, Sara Flounders for the Sanctions Kill campaign, World View Forum

Never Give an Inch : Fighting for the America I Love, Mike Pompeo, \$20.99 Broadside Books (464 p.)

Stealing Your Vote : The Inside Story of the 2020 Election and What It Means for 2024, Christina Bobb, Skyhorse \$26.99 (288 p.)

ESPAÑOL

Toda una vida, Miguel Ángel Revilla, Espasa 18,90 € (344 p.)

Democracia de trincheras : Por qué votamos a quienes votamos, Lluís Orriols, Ediciones Península 17,95 € (216 p.)

La guerra de Ucrania II : De la conquista de Lugansk a la contraofensiva ucraniana, Guillem Colom Piella & Beatriz Cózar Murillo, Los libros de la Catarata 16,15 € (208 p.)

Los dueños del planeta, Cristina Martín Jiménez, Ediciones Martínez Roca 18,90 € (256 p.)

Eta, ni olvido ni perdón, Jesús Longueira, SND editores 21,75 € (340 p.)

De votantes a hooligans : La polarización política en España, Mariano Torcal, Los libros de la Catarata 17,57 € (256 p.)

Terror global, Lucas Martin Serrano, Kindle 22,36 € (236 p.)

Salvemos la democracia : Para entender la política hoy, Marcelo López Cambronero, Ediciones Encuentro 15,67 € (115 p.)

Revista Naves en Llamas N° 20 : Crónicas y análisis desde el fin de Occidente, Raúl González Zorrilla, 4,26 € (145 p.)

FRANÇAIS

682 jours, Roselyne Bachelot, Plon 20,90 € (288 p.)

Ces guerres qui nous attendent, volume 2, La red team, Des Equateurs 22 € (204 p.)

Les ambitions inavouées : Ce que préparent les grandes puissances, Thomas Gomart, Taillandier 22,50 € (336 p.)

L'Emprise, Macron pris au piège d'une nouvelle guerre froide économique, Marc Endeweld, Points 22,50 € (504 p.)

Le conflit sino-américain pour la domination mondiale, Christian Saint-Étienne, Alpha 10,50 € (419 p.)

Le Frérisme et ses réseaux, Florence Bergeaud-Blackler, Odile Jacob ed 24,90 € (416 p.)

Une brûlante inquiétude, Bruno Colmant, La Renaissance du livre 18 € (178 p.)

Crimes sans châtiment : Aux sources du poutinisme, Dina Khapaeva, Editions de l'Aube 24 € (245 p.)

Le mirage sahélien, Rémi Carayol, La Découverte 22 € (380 p.)

Macky Sall face à l'histoire : Passage sous scanner d'un pouvoir africain, Cheikh Yérim Seck, L'Harmattan 25 € (262 p.)

Les grands fauves, Christophe Labarde, Plon 22 € (496 p.)

Démocraties d'en haut, démocraties d'en bas : Dans le labyrinthe du politique, Olivier Mongin, Seuil 25 € (480 p.)

On a les Politiques qu'on mérite, Chloé Morin, Fayard 19 € (336 p.)

ITALIANO

C'era un volta la politica. Parla l'ultimo democristiano, Pier Ferdinando Casini, Piemme 17,95 € (255 p.)

La saggezza e l'audacia. Discorsi per l'Italia e per l'Europa, David Sassoli, Feltrinelli 18,05 € (336 p.)

Ucraina : La vera storia, Nicolai Lilin, Piemme 17 € (107 p.)

La strage di Bologna. Bellini, i Nar, i mandanti e un perdono tradito, Paolo Morando, Feltrinelli 19 € (336 p.)

Il gioco sporco. L'uso dei migranti come arma impropria, Valerio Nicolosi, Rizzoli 18,05 € (288 p.)

I nuovi barbari. In Occidente è vietato pensare (e parlare) ?, Giulio Meotti, Lindau 13,30 € (128 p.)

La fine del cristianesimo : La morte di Dio al tempo del mercato globale e di Papa Francesco, Diego Fusaro, Piemme 18,90 € (453 p.)

Una storia italiana, Gianni Barbacetto, Kindle 18,05 € (291 p.)

L'inquilino : Da Monti a Meloni : indagine sulla crisi del sistema politico, Lucia Annunziata, Feltrinelli 23,75 € (575 p.)

La rivolta ideale 1993-1995. Nascita e tramonto del Movimento Sociale Italiano. Le radici, l'identità e l'opposizione al sistema (Vol. 1), Pietro Cappellari & Italo Linzalone, Passaggio al Bosco 19 € (420 p.)

ACADEMIC STUDIES

AFGHANISTAN

American and Canadian Counterinsurgency Strategies in Afghanistan, Federmán Rodríguez, Palgrave Macmillan 97 € (238 p.)

AFRICA

Democracy and Political Governance in South Africa. The African Peer Review Mechanism, Isioma Ile, Omololu Fagbadebo, Springer 97 € (192 p.)

Africa in a Multilateral World. Afropolitan Dilemmas, Edited by Albert Kasanda & Marek Hrubec, Routledge 36,99 £ (270 p.)

An Emerging Africa in the Age of Globalisation, Robert Mudida, Routledge 36,99 £ (156 p.)

Decolonising Political Communication in Africa. Reframing Ontologies, Edited by Beschara Karam & Bruce Mutsvairo, Routledge 36,99 £ (254 p.)

The Routledge Handbook of EU-Africa Relations, Edited by Toni Haastrup, Luís Mah & Niall Duggan, Routledge 39,99 £ (396 p.)

ASIA

Exchanges and Mutual Learning Among Asian Civilizations, Linggui Wang, Jianglin Zhao, Springer 137 € (299 p.)

Asian Geopolitics and the US-China Rivalry, Edited by Felix Heiduk, Routledge 36,99 £ (254 p.)

Explaining Contemporary Asian Military Modernization. The Myth of Asia's Arms Race, Sheryn Lee, Routledge 36,99 £ (198 p.)

AUSTRALIA

Australia in the Anthropocene. War Against China, Erik Paul, Palgrave Macmillan 86 € (166 p.)

BENELUX

The Success and Failure of Right-Wing Populist Parties in the Benelux Countries, Léonie de Jonge, Routledge 36,99 £ (224 p.)

BOLIVIA

Internal Colonialism and International Relations. Tracks of Decolonization in Bolivia, Ana Carolina Teixeira Delgado, Routledge 36,99 £ (206 p.)

CAMBODIA

Cambodia-China Comprehensive Strategic Partnership Towards a Community with a Shared Future, Sok Touch, Linggui Wang, Kin Phea, Jianglin Zhao & Jiayun Gu, Springer 93 € (179 p.)

Cambodia's China Strategy. Security Dilemmas of Embracing the Dragon, Chanborey Cheunboran, Routledge 36,99 £ (250 p.)

CHINA

The Palgrave Handbook of Globalization with Chinese Characteristics. The Case of the Belt and Road Initiative, Paulo Afonso B. Duarte, Francisco José B. S. Leandro & Enrique Martínez Galán, Palgrave Macmillan 160 € (791 p.)

China-US Competition. Impact on Small and Middle Powers' Strategic Choices, Simona A. Grano & David Wei Feng Huang, Palgrave Macmillan 43 € (351 p.)

Great Power Competition as the New Normal of China-US Relations, Jinghao Zhou, Palgrave Macmillan 86 € (283 p.)

China's Belt and Road Initiative. The Impact on Sub-regional Southeast Asia, Edited by Christian Ploberger, Soavapa Ngampamuan & Tao Song, Routledge 36,99 £ (192 p.)

China's Energy Security and Relations With Petrostates. Oil as an Idea, Anna Kuteleva, Routledge 36,99 £ (164 p.)

EGYPT

The Suez Canal : Past Lessons and Future Challenges, Carmela Lutmar & Ziv Rubinovitz, Palgrave Macmillan, 53 € (264 p.)

EUROPEAN UNION

Governments' Responses to the Covid-19 Pandemic in Europe. Navigating the Perfect Storm, Kennet Lynggaard, Mads Dagnis Jensen, Michael Kluth, Palgrave Macmillan, 107 € (475 p.)

The EU between Federal Union and Flexible Integration. Interdisciplinary European Studies, Antonina Bakardjieva Engelbrekt, Per Ekman, Anna Michalski & Lars Oxelheim, Springer 97 € (283 p.)

The EU Political System After the 2019 European Elections, Olivier Costa & Steven Van Hecke, Palgrave Macmillan 106 € (519 p.)

The Politics of the European Neighbourhood Policy, Agnieszka K. Cianciara, Routledge 36,99 £ (198 p.)

The Routledge Handbook of Critical European Studies, Edited by Didier Bigo, Thomas Diez, Evangelos Fanoulis, Ben Rosamond & Yannis A. Stivachtis, Routledge 39,99 £ (578 p.)

Poland and Germany in the European Union. The Multidimensional Dynamics of Bilateral Relations, Edited by Elżbieta Opiłowska & Monika Sus, Routledge 36,99 £ (334 p.)

Dynamics of EU Renewable Energy Policy Integration, Mariam Dekanozishvili, Palgrave Macmillan, 97 € (238 p.)

The Making of European Security Policy. Between Institutional Dynamics and Global Challenges, Edited by Roberta Haar, Thomas Christiansen, Sabina Lange & Sophie Vanhoonacker, Routledge 36,99 £ (254 p.)

Asian Foreign Direct Investment in Europe, Edited by Prana Krishna Biswas & Robert Dygas, Routledge 36,99 £ (146 p.)

China-EU Relations in a New Era of Global Transformation, Edited by Li Xing, Routledge 36,99 £ (310 p.)

Brexit and the Future of the European Union. Firm-Level Perspectives, Edited by Marian Gorynia, Barbara Jankowska & Katarzyna Mroczek-Dąbrowska, Routledge 36,99 £ (168 p.)

English and Translation in the European Union. Unity and Multiplicity in the Wake of Brexit, Alice Leal, Routledge 36,99 £ (228 p.)

European Economic Legal Order After Brexit. Legacy, Regulation, and Policy, Enzo Cardì, Routledge 36,99 £ (224 p.)

European Sovereignty, Legitimacy, and Power, Bart M.J. Szweczyk, Routledge 36,99 £ (240 p.)

EAST TIMOR

Political Continuity and Conflict in East Timor. A History of the 2006 Crisis, Ruth Nuttall, Routledge 36,99 £ (258 p.)

FINANCE

A History of International Monetary Diplomacy, 1867 to the Present. The Rise of the Guardian State and Economic Sovereignty in a Globalizing World, Giulio M. Gallarotti, Routledge 36,99 £ (120 p.)

China in the Asian Financial Crisis, Peter Nolan, Routledge 36,99 £ (352 p.)

Pricing Carbon Emissions. Economic Reality and Utopia, Aviel Verbruggen, Routledge 36,99 £ (262 p.)

GERMANY

How Memory Divides. The Search for Identity in Eastern Germany, Jeremy Brooke Straughn, Routledge 36,99 £ (228 p.)

GREECE

Parliamentary Elites in Transition. Political Representation in Greece, Manina Kakepaki & Fani Kountouri, Palgrave Macmillan 97 € (263 p.)

HUNGARY

Politics and Society in Hungary. (De-)Democratization, Orbán and the EU, Ellen Bos & Astrid Lorenz, 68 € (244 p.)

Changing Legal and Civic Culture in an Illiberal Democracy. A Social Psychological Survey of the Hungarian Legal System, István H. Szilágyi, László Kelemen & Sam Gilchrist Hall, Routledge 16,99 £ (140 p.)

INDIA

India and the Arab Unrest. Challenges, Dilemmas and Engagements, Prasanta Kumar Pradhan, Routledge 36,99 (200 p.)

India's Grand Strategy and Foreign Policy. Strategic Pluralism and Subcultures, Bernhard Beitelmaier-Berini, Routledge 36,99 £ (212 p.)

Global India. The Pursuit of Influence and Status, Edited by Chris Ogden, Routledge 34,99 £ (278 p.)

INDO-PACIFIC

Routledge Handbook of the South China Sea, Edited by Zou Keyuan, Routledge 39,99 £ (540 p.)

IRAN

Ayatollah Khomeini Through the Lens of the Iran-Iraq War, Meysam Tayebipour, Palgrave Macmillan 97 € (233p.)

Power of Bonding and Non-Western Soft Power Strategy in Iran. Comparing China and India's Engagement, Nazmul Islam, Palgrave Macmillan 97 € (356 p.)

The Geopolitics of Iran, Francisco José B. S. Leandro, Carlos Branco & Flavius Caba-Maria, Palgrave Macmillan 72 € (612 p.)

Iran's Green Movement. Everyday Resistance, Political Contestation and Social Mobilization, Navid Pourmokhtari, Routledge 36,99 £ (238 p.)

IRAQ

Nationalism and Islamism in the Kurdistan Region of Iraq. The Emergence of the Kurdistan Islamic Union, Mohammad Salih Mustafa, Routledge 36,99 £ (234 p.)

IRLAND

The EU, Irish Defence Forces and Contemporary Security, Jonathan Carroll, Matthew G. O'Neill & Mark Williams, Palgrave Macmillan 96 € (443 p.)

Nationalism in Internationalism. Ireland's Relationship with the European Union, Michael Holmes & Kathryn Simpson, Palgrave Macmillan 33 € (138 p.)

Constitutional Change and Popular Sovereignty. Populism, Politics and the Law in Ireland, Edited By Maria Cahill, Colm Ó Cinnéide, Seán Ó Conaill & Conor O'Mahony, Routledge 36,99 £ (334 p.)

Secularization of Islam in Post-Revolutionary Iran, Mahmoud Pargoo, Routledge 36,99 £ (182 p.)

ISRAEL

Birth-Throes of the Israeli Homeland. The Concept of Moledet, David Ohana, Routledge 36,99 £ (240 p.)

JAPAN

Japan Decides 2021. The Japanese General Election, Robert J. Pekkanen, Steven R. Reed & Daniel M. Smith, Springer 27 € (400 p.)

Japan's Security Policy, Edited by Keiji Nakatsuji, Routledge 34,99 £ (240 p.)

KARABAKH

The Karabakh Conflict Between Armenia and Azerbaijan. Causes & Consequences, M. Hakan Yavuz & Michael M. Gunter, Palgrave Macmillan 97 € (257 p.)

LEBANON

Lebanese Political Parties. Dream of a Republic, Christian Thuselt, Routledge 36,99 £ (256 p.)

MIDDLE-EAST

Elites and Arab Politics. New Perspectives on Popular Protest, Ian Kelly, Routledge 36,99 £ (230 p.)

Middle Eastern Monarchies. Ingroup Identity and Foreign Policy Making, Anna Sunik, Routledge 36,99 £ (258 p.)

Human Rights in Islamic Societies. Muslims and the Western Conception of Rights, Ahmed E. Souaiaia, Routledge 36,99 £ (204 p.)

Islam as Power. Shi'i Revivalism in the Oeuvre of Muhammad Husayn Fadlallah, Bianka Speidl, Routledge 36,99 £ (202 p.)

Routledge Handbook of Citizenship in the Middle East and North Africa, Edited By Roel Meijer, James N. Sater & Sahra R. Babar, Routledge 39,99 £ (514 p.)

NATO

Beyond 2%—NATO Partners, Institutions & Burden Management. Concepts, Risks & Models, Anessa L. Kimball, Palgrave Macmillan 94 € (247 p.)

NATO and Transatlantic Relations in the 21st Century. Foreign and Security Policy Perspectives, Edited by Michele Testoni, Routledge 36,99 £ (244 p.)

NORTH KOREA

Routledge Handbook of Contemporary North Korea, Edited by Adrian Buzo, Routledge 39,99 £ (308 p.)

OSCE

Securitization and Democracy in Eurasia. Transformation and Development in the OSCE Region, Anja Mihr, Paolo Sorbello & Brigitte Weiffen, Springer 42 € (411 p.)

QATAR

Sustainable Qatar. Social, Political and Environmental Perspectives, Logan Cochrane & Reem Al-Hababi, Springer 42 € (380 p.)

RUSSIA

Complaints to the Authorities in Russia. A Trap Between Tradition and Legal Modernization, Elena Bogdanova, Routledge 36,99 £ (250 p.)

Russia and the 2018 FIFA World Cup, Edited by Richard Arnold, Routledge 36,99 £ (222 p.)

Russian Public Diplomacy. From USSR to the Russian Federation, Marina M. Lebedeva, Routledge 16,99 £ (78 p.)

SAUDI ARABIA

Saudi Interventions in Yemen. A Historical Comparison of Ontological Insecurity, Caroline F. Tynan, Routledge 36,99 £ (164 p.)

TÜRKIYE

Apparatchiks and Ideologues in Islamist Turkey. The Intellectual Order of Islamism and Populism, Doğan Gürpınar, Palgrave Macmillan, 33€ (175 p.)

Constituting the Political Economy of the Kurds. Social Embeddedness, Hegemony, and Identity, Omer Tekdemir, Routledge 36,99 £ (216 p.)

LGBTI Politics and Value Change in Ukraine and Turkey. Exporting Europe ?, Maryna Shevtsova, Routledge 36,99 £ (196 p.)

UNITED NATIONS

Model United Nations. A Practical Guide, Anna-Theresia Krein, Springer 51 € (216 p.)

Cultural Internationalism. The Logic of a New International Governance, Edited by Guo Shuyong, Routledge 36,99 £ (198 p.)

Non-Governmental Organisations and the United Nations Human Rights System, Fiona McGaughey, Routledge 16,99 £ (104 p.)

UNITED KINGDOM

Protecting National Security. A History of British Communications Investigation Regulation, Phil Glover, Routledge 36,99 £ (334 p.)

UNITED STATES

SCOTUS 2022. Major Decisions and Developments of the US Supreme Court, Morgan Marietta, Palgrave Macmillan 22 € (213 p.)

Trump and the Bureaucrats. The Fate of Neutral Competence, Stuart Shapiro, Springer 105 € (133 p.)

Trump and the Politics of Neo-Nationalism. The Christian Right and Secular Nationalism in America, Jeffrey Haynes, Routledge 16,99 £ (122 p.)

The Basics of American Politics, Gary Wasserman & Elliott Fullmer, Routledge 29,99 £ (350 p.)

VENEZUELA

Venezuela – Dimensions of the Crisis. A Perspective on Democratic Backsliding, Miguel Angel Latouche, Wolfgang Muno & Alexandra Gericke, Springer 97 € (214 p.)

CLIMATE

Climate Governance across the Globe. Pioneers, Leaders and Followers, Edited by Rudiger K.W. Wurzel, Mikael Skou Andersen & Paul Tobin, Routledge 36,99 £ (300 p.)

COMMUNICATION

Understanding Political Public Relations Techniques. An Exploration of Their Value and Function for Political Communication, Albina Gayoso, Palgrave Macmillan 107 € (333 p.)

A Gossip Politic, Andrea McDonnell & Adam Silver, Palgrave Macmillan 94 € (179 p.)

Secrecy in Public Relations, Mediation and News Cultures. The Shadow World of the Media Sphere, Anne M. Cronin, Routledge 44,99 € (138 p.)

Extreme Crisis Leadership. A Handbook for Leading Through the Unpredictable, Charles Casto, Routledge 29,99 £ (104 p.)

Apocalyptic Narratives. Science, Risk and Prophecy, Hauke Riesch, Routledge 36,99 £ (198 p.)

Cultures of Transparency. Between Promise and Peril, Edited by Stefan Berger, Susanne Fengler, Dimitrij Owetschkin & Julia Sittmann, Routledge 36,99 £ (242 p.)

Islamic State's Online Propaganda. A Comparative Analysis, Miron Lakomy, Routledge 36,99 £ (264 p.)

Russia Today and Conspiracy Theories. People, Power and Politics on RT, Ilya Yablokov & Precious N Chatterje-Dood, Routledge 16,99 £ (116 p.)

State Secrecy and Security. Refiguring the Covert Imaginary, William Walters, Routledge 36,99 £ (190 p.)

DEMOCRACY

Electoral Participation in Newly Consolidated Democracies. Turnout in Africa, Latin America, East Asia, and Post-Communist Europe, Elvis Bisong Tambe, Routledge 36,99 £ (252 p.)

Parliamentary Candidates Between Voters and Parties. A Comparative Perspective, Edited by Lieven De Winter, Rune Karlsen & Hermann Schmitt, Routledge 36,99 £ (258 p.)

Political Incivility in the Parliamentary, Electoral and Media Arena. Crossing Boundaries, Edited by Annemarie S. Walter, Routledge 36,99 £ (264 p.)

The Condition of Democracy. Volume 1 : Neoliberal Politics and Sociological Perspectives, Volume 2 : Contesting Citizenship, Volume 3 : Postcolonial and Settler Colonial Contexts, Edited By Juergen Mackert, Hannah Wolf, Bryan S. Turner, Routledge 36,99 £ each volume.

DIPLOMACY

Network Diplomacy. Contributing to Peace in the 21st Century, Vladimir M. Morozov, Palgrave Macmillan, 86 € (254 p.)

Why International Organizations Hate Politics. Depoliticizing the World, Marieke Louis & Lucile Maertens, Routledge 36,99 £ (222 p.)

The Spectrum of International Institutions. An Interdisciplinary Collaboration on Global Governance, Edited by Kenneth W Abbott & Duncan J Snidal, Routledge 36,99 £ (302 p.)

GLOBALIZATION

Global Governance in the New Era. Concepts and Approaches, Springer 106 € (261 p.)

INTERNATIONAL LAW

Freedom of Navigation and the Law of the Sea. Warships, States and the Use of Force, Cameron Moore, Routledge 16,99 £ (128 p.)

Territorial Disputes and State Sovereignty. International Law and Politics, Jorge E. Núñez, Routledge 36,99 £ (230 p.)

The Routledge Handbook on Responsibility in International Relations, Edited by Hannes Hansen-Magnusson & Antje Vetterlein, Routledge 39,99 £ (504 p.)

The Treaty Prohibiting Nuclear Weapons. How it was Achieved and Why it Matters, Alexander Kmentt, Routledge 36,99 £ (272 p.)

POPULISM

Religions and the Global Rise of Civilizational Populism, Ihsan Yilmaz & Nicholas Morieson, Palgrave Macmillan 94 € (308 p.)

Populist Challenges to Constitutional Interpretation in Europe and Beyond, Edited by Fruzsina Gárdos-Orosz & Zoltán Szente, Routledge 36,99 £ (346 p.)

The Inter- and Transnational Politics of Populism. Foreign Policy, Identity and Popular Sovereignty,

Thorsten Wojczewski, Palgrave Macmillan 94 € (352 p.)

Memory Politics and Populism in Southeastern Europe, Edited by Jody Jensen, Routledge 36,99 £ (218 p.)

Europe in the Age of Post-Truth Politics. Populism, Disinformation and the Public Sphere, Maximilian Conrad, Guðmundur Hálfðanarson, Asimina Michailidou, Charlotte Galpin, Niko Pyrhönen, Palgrave Macmillan 43 € (259 p.)

SECURITY

Critical Security Studies in the Digital Age. Social Media and Security, Joseph Downing, Palgrave Macmillan 94 € (265 p.)

Mobilization Constraints and Military Privatization. The Political Cost-Effectiveness of Outsourcing Security, Eugenio Cusumano, Palgrave Macmillan 97 € (240 p.)

Lawfare. Waging War through Law, Cristiano Martins, Valeska Martins & Rafael Valim, Routledge 16,99 £ (110 p.)

The Conduct of War in the 21st Century. Kinetic, Connected and Synthetic, Edited By Rob Johnson, Martijn Kitzen & Tim Sweijs, Routledge 36,99 £ (324 p.)

War and International Relations. A Critical Analysis, Balazs Szanto, Routledge 36,99 £ (268 p.)

TERRORISM

The Nuclear Terrorism Threat. An Organisational Approach, Brecht Volders, Routledge 36,99 £ (204 p.)

REFERENCE WORK

The Statesman's Yearbook 2023, Springer, 406,59 € (1405 p.)

Voltaire

Actualité internationale

N°26 - 3 février 2023

Le grand déballage a commencé en Ukraine

Une délégation du Pentagone, du secrétariat d'État et de l'USAID s'est rendue la semaine dernière en Ukraine. C'est elle qui a organisé la prétendue opération anti-corruption en cours. Elle a désigné qui devait être inquiété et qui devait rester en place. Selon l'[inspecteur général de la Défense](#), sa mission était de veiller à ce que l'argent des contribuables états-uniens ne soit pas dilapidé.

C'est dans ce contexte que l'ancien sponsor du président Volodymyr Zelensky, l'ancien milliardaire Ihor Kolomoïsky (groupe Privat) s'est trouvé au centre d'une enquête des Services de sécurité ukrainiens (SBU). Selon les enquêteurs, il aurait volé à son profit 40 milliards de hryvnias (environ un milliard de dollars) lors de nationalisation de ses sociétés d'hydrocarbures, Ukrnafta et Ukrtatnafta, en novembre 2022. Des centaines de milliers de dollars en liquide, des montres et des voitures de luxe ont été trouvées lors de la perquisition de son domicile.

En 2010, Ihor Kolomoïsky avait tenté de prendre le contrôle du Conseil européen des communautés juives. Il avait dû s'en retirer devant la fronde des responsables juifs européens qui dénonçaient son parcours mafieux. Après le coup d'État de 2014, il finança les groupes armés « nationalistes intégraux », notamment les bataillons Aidar, Donbass, Dnipro 1, Dnepr 227. Dans les années 2020, il fut le principal sponsor du président Volodymyr Zelensky et de son parti, Serviteur du peuple. Il était le propriétaire de Burisma Holding, la société dont le fils du président Joe Biden, Hunter Biden, et celui de l'ancien secrétaire d'État John Kerry, Devon Archer, étaient devenus administrateurs.

Il s'est brouillé il y a quelques mois avec son poulain Volodymyr Zelensky qui lui aurait retiré la nationalité ukrainienne.

Un complice de Kolomoïsky, l'ancien ministre de l'Intérieur Arsen Avakov est accusé quant à lui d'avoir touché des pots-de-vin d'Airbus lors d'achat d'hélicoptères. Sur les conseils US, le SBU oriente donc les ramifications de cette affaire contre l'Allemagne et la France. Au passage, Avakov pourrait être poursuivi pour l'assassinat du ministre de l'Intérieur Denys Monastyrsky, il y a quelques jours, à bord d'un de ces fameux hélicoptères.

AMÉRIQUES

Les expériences de Pfizer sur la Covid avant l'épidémie

Une [vidéo de Project Veritas](#) montre Jordon Trishton Walker, directeur de la recherche et du développement, des opérations stratégiques et de la planification scientifique de l'ARNm du laboratoire pharmaceutique Pfizer, affirmer que son entreprise avait exploré à l'avance un moyen de faire « muter » le Covid pour anticiper le développement de futurs « vaccins ».

L'entretien laisse entendre que Pfizer aurait pris des risques sanitaires et violé les lois états-uniennes pour mener ses recherches.

En cinq jours, l'enregistrement avait déjà été vu 41 millions de fois sur Twitter, lorsque Pfizer a publié un communiqué. Sans remettre en cause l'authenticité de l'enregistrement, il a précisé ne pas avoir mené de recherche sur le gain de fonction. Il a ajouté : « Dans un nombre limité de cas lorsqu'un virus complet ne contient pas de mutations connues de type "gain de fonction", ce virus peut être modifié pour permettre l'évaluation de l'activité antivirale dans les cellules ».

À ce stade, il n'est pas clair de savoir si Pfizer a ou non rendu le virus plus dangereux avant de concevoir son « vaccin ».

Par ailleurs, le laboratoire pharmaceutique doit déjà faire face aux accusations selon lesquelles il savait depuis le début que son vaccin ne protégeait pas de la transmission, mais a laissé les gouvernements prétendre le contraire sans intervenir.

Les USA ne savent plus comment défendre la liberté religieuse en Ukraine

Le [sommet pour la liberté religieuse internationale](#), (30 janvier-1er février 2023) a rassemblé de nombreux responsables politiques états-uniens autour de l'ancien sénateur puis gouverneur du Texas, Sam Brownback, et des

leaders d'organisations religieuses.

La liberté religieuse internationale est traditionnellement un objectif politique des États-Unis d'Amérique, la « lumière sur la colline ». Cette année, ils devaient justifier l'interdiction de l'Église orthodoxe par le gouvernement ukrainien et n'y sont pas parvenus.

L'Administration Biden refuse de s'expliquer sur sa politique à la frontière mexicaine

Le secrétaire à la Sécurité de la patrie, Alejandro Mayorkas, a interdit aux quatre responsables de la frontière avec le Mexique de témoigner devant le Congrès.

Le représentant républicain du Kentucky et président du comité de surveillance de la Chambre, James Comer, envisage de les assigner à comparaître.

Un général US en exercice évoque une attaque de la Chine

Le général Mike Minihan, commandant de l'Air Mobility Command, qui supervise la flotte d'avions ravitailleurs et cargo de l'armée de l'air, a adressé une note à ses 110 000 hommes, révélée par CBS. Il y met en garde contre une possible attaque chinoise lors des élections de 2024.

Le Pentagone n'envisage pas officiellement de guerre contre la Chine.

Les Rockefeller contre les gazinières

Selon l'avocat Christopher C. Horner, qui dénonce depuis des années le discours libéral sur le réchauffement climatique, une réunion de deux jours s'est tenue au manoir de la famille Rockefeller à Pocantico, en juillet 2019. Elle rassemblait de nombreux responsables gouvernementaux et d'organisations écologistes, dont le Rocky Mountain Institute. L'ordre du jour comprenait les « stratégies de tarification du carbone ». C'est à cette occasion que le plan

visant à interdire le chauffage au gaz et les gazinières dans les cuisines a été élaboré.

La Federation of American Scientists n'est plus ce qu'elle était

Le Conseil d'administration de la Federation of American Scientists (FAS), la très distinguée association pacifiste états-unienne, a placé le curseur de son horloge à 90 secondes avant la Guerre nucléaire. Dans son bulletin, elle dénonce la Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord.

Dans notre n°22, nous notions que, selon [Politico](#), la prestigieuse FAS est passée sous le contrôle d'Eric Schmitt (Alphabet/Google) et a placé ses employés dans la haute administration US, y compris à la Maison-Blanche.

Le Congrès va-t-il augmenter le plafond de la dette publique US ?

Une loi, adoptée en 2021, fixe la dette publique du gouvernement fédéral à 31 400 milliards de dollars. Or le Trésor a déjà dépassé cette limite de 100 milliards de dollars. La question est de savoir si le Congrès va augmenter la limite qu'il avait fixée ou si l'Administration doit restreindre ses dépenses.

Les États-Unis ont la plus forte dette publique au monde. Leurs principaux créanciers sont le Japon, la Chine et le Royaume-Uni.

À titre de comparaison, le Trésor russe a remboursé l'essentiel de sa dette durant les années 2000. Elle ne serait aujourd'hui que d'environ 400 milliards de dollars.

La fin des voitures à essence aux USA suppose une dévastation de l'environnement mondial

La transition des États-Unis vers les véhicules électriques à batterie au lithium d'ici 2050 exige trois fois plus de lithium que l'ensemble de la production mondiale actuelle. Elle aggravera les inégalités environnementales et sociales

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

mondiales liées à l'exploitation minière, indique le [Guardian](#).

Hunter Biden exige des poursuites contre Rudolph Giuliani et Steve Bannon pour violation de sa vie privée

Le fils du président Joe Biden, Hunter Biden, exige des poursuites fédérales contre tous ceux qui ont publié et relayé les informations privées contenues dans son ordinateur qui avait été saisi par le FBI.

Le Congrès s'apprête à ouvrir une enquête parlementaire sur le contenu ahurissant de cet ordinateur dont une copie a été adressée à chaque parlementaire fédéral.

Le Pentagone teste avec succès un petit missile hypersonique

Le Pentagone espère rattraper son retard technologique face à l'armée russe. Il vient de tester avec succès un petit missile hypersonique, le HAWC, capable de s'élever à 60 000 pieds et de voler à 7 fois la vitesse du son.

La Russie et la Chine disposent déjà de missiles hypersoniques capables de sortir de l'atmosphère et d'y rentrer à nouveau après avoir volé sur de très longues distances sans être ralenti par le frottement de l'air.

Le Mexique n'enverra pas d'armes en Ukraine

Le président mexicain, Andrés Manuel López Obrador, a déclaré que son pays n'enverrait pas d'armes en Ukraine. Au cours de sa conférence de presse, il a critiqué la démocratie allemande, observant que son gouvernement avait cédé sur ce point à sa presse contre l'avis de son peuple.

Qui a commis un coup d'État au Pérou ?

Le Parlement péruvien refuse toujours de convoquer des élections générales bien que 57 personnes soient déjà mortes durant les manifestations.

Le président de la République démis, Pedro Castillo, est toujours détenu et la presse occidentale est persuadée qu'il préparait un coup d'État. Elle ne parvient donc ni à réaliser que c'est au contraire l'arrestation du président qui était un coup d'État, ni à expliquer les manifestations populaires.

La Colombie n'enverra pas d'armes en Ukraine

Le président [Gustavo Petro](#) a rejeté la demande US d'envoyer en Ukraine les armes d'origine russe que la Colombie possède. Il a déclaré : « Aucune arme russe achetée par la Colombie ne sera utilisée dans le conflit armé en Ukraine ».

Jair Bolsonaro reste aux USA

L'ancien président brésilien, Jair Bolsonaro, a déposé une demande pour rester six mois de plus aux États-Unis. Il fait l'objet d'une enquête dans son pays pour déterminer quel a été son rôle dans la prise du Congrès, de la Cour suprême et du palais présidentiel par ses partisans.

Le Brésil n'enverra pas d'armes en Ukraine

Le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, qui a dénoncé la semaine dernière l'« invasion russe » de l'Ukraine, a refusé

d'envoyer des armes sur le terrain. Il plaide pour une stricte neutralité ; une position qui avait déjà été exprimée par son prédécesseur.

L'Argentine n'enverra pas d'armes en Ukraine

« L'Argentine et l'Amérique latine ne pensent pas à envoyer des armes en Ukraine ou dans tout autre endroit en conflit », a déclaré le président argentin, Alberto Fernández.

EUROPE

Limogeage du président du Parti conservateur britannique

Le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, a limogé le 29 janvier le président du Parti conservateur et fondateur de la société de sondage YouGov, Nadhim Zahawi, pour « violation grave » du code ministériel. Il aurait discrètement régularisé pour près de 5 millions de livres d'impôts impayés alors qu'il était déjà en charge du Trésor du pays.

Rishi Sunak, dont la très riche femme ne payait pas d'impôts, est lui-même mis en cause par l'opposition dans une affaire de fête pendant l'épidémie de Covid et pour conduite sans ceinture de sécurité.

Si Rishi Sunak se présente comme un parangon de vertu, sa réaction vis-à-vis de Nadhim Zahawi pourrait être liée à un scandale à venir touchant son vice-Premier ministre, Dominic Raab. [24 hauts-fonctionnaires](#) avec qui ils travaillent ou ont travaillé accusent ce dernier d'« intimidation ».

Après Merkel et Hollande, Boris Johnson confirme que les accords de Minsk ne visaient pas la paix en Ukraine

Après l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel et l'ancien président français François Hollande, c'est l'ancien Premier ministre britannique Boris Johnson qui a confirmé que

les accords de Minsk n'étaient pour les Occidentaux qu'un moyen de gagner du temps. Ils n'ont jamais cherché à stopper la guerre civile en Ukraine.

Le même Boris Johnson a affirmé, dans un documentaire diffusé par la BBC le 29 janvier, que le président Poutine l'avait menacé, juste avant la guerre, en lui disant que Moscou pouvait le tuer à Londres avec un missile en simplement une minute. Ces dernières allégations ont été démenties par le Kremlin qui les a qualifiées de « mensonges délibérés ».

Le Royaume-Uni a mené 83 guerres depuis 1945

L'historien [Mark Curtis](#) a dénombré au moins 83 interventions armées britanniques depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, non compris les participations à des opérations de maintien de la paix. Ces guerres, officielles ou secrètes, visaient toutes à maintenir ce qui reste de l'emprise coloniale.

L'administration britannique gère mal le Brexit

[140 000 citoyens](#) de l'Union européenne résidents au Royaume-Uni ont reçu des aides sociales auxquels ils n'avaient plus droit depuis la sortie du Royaume de l'Union.

Le Premier ministre polonais évoque la partition de l'Ukraine

Une polémique a été soulevée avec le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, à la suite d'un entretien de l'ancien ministre et atlantiste [Radosław Sikorski](#) sur *Radio Zet*. Il a assuré que le gouvernement avait reçu, au tout début de la guerre, une proposition russe de diviser l'Ukraine et qu'il avait hésité une dizaine de jours avant de la rejeter.

Il y a plusieurs années, M. Sikorski avait déclaré dans une interview à *Politico* que le chef de son parti, Donald Tusk, avait reçu une proposition

de Vladimir Poutine lors d'une visite à Moscou pour diviser l'Ukraine.

Des personnalités polonaises évoquent l'indépendance de la Tchétchénie

Le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, du parti au pouvoir Droit et justice (PiS), a déclaré au [Figaro](#) : « Il y a des parties de la Russie qui sont des prisons pour d'autres nations. Ces parties de la Russie pourraient être libérées, comme la Tchétchénie par exemple. Ils pourraient prendre leur indépendance. Ils se sont battus pour leur liberté pendant des siècles et au cours des dernières décennies, ils se sont battus avec une grande motivation. Je crois que ce pays mérite son indépendance ».

L'ancien ministre de la Défense, l'atlantiste [Radosław Sikorski](#) du parti d'opposition Plateforme civique (PO) a déclaré à *Krytyka Polityczna* : « Je ne pense pas que [le conflit ukrainien] menace la Russie [de désintégration], peut-être quelque part à la frontière, comme au Daghestan ou en Tchétchénie - peut-être qu'une Russie très affaiblie sera forcée de se replier sur son territoire d'origine. Mais je ne vois aucune partie de la Russie proprement dite, aucune république ou oblast qui résisterait à l'axe stratégique Moscou-Petersbourg ».

Ces déclarations lancent le [plan de démantèlement de la Russie](#), élaboré lors du Forum des peuples libres de Russie (Free Nations of Russia) qui s'est tenu cet été à Prague.

La Pologne accuse la Russie de construire de nouveaux camps et ne l'invite pas aux célébrations d'Auschwitz

Contrairement aux années précédentes, la Pologne n'a pas invité la Russie à participer aux célébrations de la libération du camp d'Auschwitz par l'Armée rouge.

1 million de juifs, 80 000 Polonais non juifs, 25 000 Roms et 20 000 soldats soviétiques ont été assassinés par les nazis à Auschwitz, selon le

musée du camp.

Prononçant un discours à cette occasion, le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, s'appuyant sur un rapport du secrétaire général des Nations unies, a accusé la Russie de bâtir de « nouveaux camps » en Ukraine et d'y avoir fait disparaître 400 personnes.

Les Ukrainiens ont détruit eux-mêmes leur pays après l'indépendance

Dans le même entretien à *Krytyka Polityczna*, [Radosław Sikorski](#) critique les élites ukrainiennes. Il observe que l'Ukraine est sortie de l'URSS au moment où la Pologne accédait à la liberté et qu'alors Kiev était plus riche que Varsovie. Mais, les Ukrainiens ont dilapidé cet héritage. Juste avant la guerre, leur PIB était quatre fois inférieur à celui de la Pologne.

La Hongrie propose la candidature de Recep Tayyip Erdoğan au Prix Nobel de la Paix

Le ministre hongrois des Affaires étrangères, Peter Szijarto, a annoncé qu'il proposait Recep Tayyip Erdoğan pour le Prix Nobel de la Paix en reconnaissance de ses efforts de médiation en Ukraine.

Le général Petr Pavel nouveau président tchèque

Le général Petr Pavel a été élu président de la république tchèque. Il fut chef d'état-major général de l'armée tchèque (2012-15), puis président du comité militaire de l'Otan (2015-18). Ce centriste se présentait comme le candidat « de la vérité, de la dignité, du respect et de l'humilité ». Il avait présenté, il y a deux ans, un plan de lutte contre la Covid. Il a été félicité par la présidente slovaque, Zuzana Caputova, et par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky.

L'atlantiste Petr Pavel se prononce pour des négociations de paix en Ukraine

Dans un entretien à la [BBC](#), l'ancien président du comité militaire de l'Otan et nouveau président tchèque, Petr Pavel, a indiqué que si l'Otan ne soutient pas l'Ukraine, celle-ci perdra probablement la guerre et que celle-ci avait déjà mérité de rejoindre l'Alliance. Il s'est prononcé pour des pourparlers de paix avec la Russie.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Deux perceptions de la guerre en Ukraine](#) »

par Thierry Meyssan

L'intervention militaire en Ukraine n'est pas du tout interprétée de la même manière en Occident et en Russie. C'est un cas d'école. Cette différence de représentation ne provient pas d'intérêts matériels antagonistes, mais de conceptions différentes de ce qui fait l'Homme et de ce qu'est la Vie. Pour les uns, l'ennemi tenterait de restaurer la grandeur de l'Empire tsariste ou de l'Union soviétique, tandis que pour les autres, il s'imaginerait incarner le Bien.

La Croatie n'enverra pas d'armes en Ukraine

Le président croate, [Zoran Milanović](#), a vivement critiqué la guerre par procuration de l'Otan contre la Russie en Ukraine et le voyage du secrétaire général de l'Otan en Asie. Il a déclaré que l'Ukraine ne serait plus jamais comme avant et que la haine des Occidentaux envers les Russes était pire que celle des Croates envers les Serbes. Selon lui, les partenaires de la Croatie dans l'Otan sont résolus à la considérer comme des caniches de cirques qui doivent faire ce qu'on leur dit.

L'Union européenne ne comprend pas la différence entre « Droit international » et « ordre international fondé sur des règles »

Sur son blog, le haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la

Politique de sécurité, [Josep Borell](#) est revenu sur son voyage en Afrique australe. C'est l'occasion pour lui d'exposer sa vision du conflit en Ukraine. Il écrit : « Ce que nous demandons à l'Afrique du Sud et à tous les pays, c'est de se tenir du côté des principes et des valeurs de la Charte des Nations Unies et du Droit international. Rien de plus mais aussi rien de moins. L'UE considère l'Afrique du Sud comme un partenaire important pour maintenir et revigorer un ordre international fondé sur des règles ». Le haut-commissaire semble considérer équivalentes les expressions « Droit international » et « ordre international fondé sur des règles ». Or, contrairement à ce qu'il dit, la Charte des Nations unies, qui fixe le cadre du Droit international, n'interdit pas l'intervention russe en Ukraine. Au contraire, l'article 42 prévoit que le Conseil de Sécurité puisse rétablir l'ordre par des moyens militaires et la résolution 2202 a confié cette responsabilité en Ukraine à l'Allemagne, à la France et à la Russie.

L'Otan est prête pour la Guerre mondiale

Le président du Comité militaire de l'Otan, l'amiral néerlandais Robe Bauer, a déclaré à la télévision portugaise que désormais l'Otan était prête à une confrontation directe avec la Russie.

L'intérêt secret du Pentagone en Ukraine

Selon le magazine [Newsweek](#), l'unique raison qui a convaincu les généraux du Pentagone de soutenir l'Ukraine contre la Russie, ce sont ses colossales réserves de titane, un métal indispensable à l'armement et à l'aéronautique.

La Russie exclue des Jeux olympiques ?

Soutenu par la Grande-Bretagne et le Danemark, le président Volodymyr Zelensky a demandé que la Russie soit exclue des Jeux olympiques. De fait, de nombreux athlètes russes ont été interdit de participer à des compétitions internationales depuis l'intervention de l'armée russe en Ukraine.

Bien que le Comité olympique international ait affirmé qu'« Aucun athlète ne devrait être interdit de compétition sur la seule base de son passeport », il n'est pas parvenu à trancher la question.

Le Kremlin classe ses statistiques économiques

Face à la guerre économique occidentale, le président Vladimir Poutine a décidé de classer les statistiques économiques de la Russie.

Il s'agit pour la Russie d'empêcher les Occidentaux de détecter les moyens d'affaiblir l'économie du pays.

L'Union européenne en est à son neuvième train de mesures anti-Russe qu'elle persiste à qualifier de « sanctions », bien que celles-ci soient illégales au regard du Droit international.

Dissolution du Moscow Helsinki Group

Un tribunal moscovite a ordonné la dissolution de l'association [Moscow Helsinki Group](#) pour avoir outrepassé son statut. L'ONG qui était déclarée comme une association régionale menait une activité dans tout le pays.

Interdiction du média letton *Meduza* en Russie

Le bureau du procureur général de Russie a déclaré que les activités du site d'information letton en langue russe *Meduza* « constituaient une menace pour les fondements de l'ordre constitutionnel et de la sécurité de la Fédération de Russie ». [Meduza](#), qui était déjà considéré comme un « agent étranger », a été inscrit sur la liste des « organisations indésirables » ce qui interdit aux citoyens russes d'y participer ou de la citer.

Depuis juillet 2022, *Meduza* s'était fait une spécialité de mettre en cause la société militaire privée Wagner.

Blagodatnoye libérée au Donbass

Selon l'agence TASS, la colonie de Blagodatnoye près de Soledar, dans l'est de l'Ukraine, est passée sous le contrôle des forces russes, a déclaré le 29 janvier Yevgeny Prigozhin, fondateur de la société militaire privée Wagner.

Les sanctions occidentales profitent à Moscou

La Russie a doublé ses revenus provenant du gaz liquide grâce aux sanctions occidentales, indique le [South China Morning Post](#).

AFRIQUE

Rapprochement égypto-indien

Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, était l'invité d'honneur de la journée de la République indienne, le 26 janvier. Le Premier ministre indien, Narendra Modi, a qualifié sa visite d'« historique ». Les relations égypto-indiennes étaient au point mort lorsque, à la mi-2021, Le Caire a envoyé des vaccins anti-Covid à New Delhi et que celui-ci en retour lui a transmis du blé, en 2022.

En 1955, le Premier ministre indien Jawaharlal Nehru et le président égyptien Gamel Abdel Nasser participèrent à la conférence de Bandung, puis, en 1961, ils fondèrent le Mouvement des non-alignés.

Dissolution de la Ligue algérienne de défense des Droits de l'homme

La [Ligue algérienne de défense des Droits de l'homme](#) (LADDH) a été dissoute en raison de la vacance de ses dirigeants.

Elle s'était préalablement scindée en trois groupes distincts. Son financement était particulièrement obscur.

Réconciliation soudano-éthiopienne

Le Premier ministre éthiopien [Abiy Ahmed](#) s'est rendu au Soudan où il a été reçu par le président

du Conseil de souveraineté, Abdel Fattah al-Burhan. Les deux hommes ont résolu le conflit à propos du barrage de la Grande Renaissance.

Diffamation française contre le Kenya et la Tanzanie

La société Air-France-KLM a diffusé un avis à ses passagers selon lequel le trafic serait perturbé en Tanzanie et au Kenya en raison de « troubles civils ».

Le ministre kenyan des Transports, Kipchumba Murkomen, a déclaré le 28 janvier qu'il avait protesté auprès de la compagnie aérienne contre « cette information infondée, fausse et trompeuse qui dépeint le Kenya sous un mauvais jour ».

La ministre tanzanienne des Travaux publics et des Transports, Mbarawa a déclaré : « Cette déclaration est sans fondement, alarmiste, infondée, inconsiderée et a provoqué une peur et une panique inutiles ».

Air-France-KLM a présenté des excuses. Les commentateurs locaux voient dans cette affaire un début de guerre hybride de la France.

Le Pentagone élimine un chef de Daesh en Somalie

Le secrétaire US à la Défense, le [général Lloyd Austin](#), s'est félicité d'une opération ayant permis d'éliminer Bilal al-Sudani, un leader de Daesh, après que celui-ci a revendiqué deux attentats au véhicule piégé, faisant 15 morts.

Le M23 prend Kitchanga en RDC

Le [M23](#) a pris le contrôle de la ville de Kitchanga (60 000 habitants) en République démocratique du Congo, comme il tentait de le faire depuis des mois. Il assure être intervenu pour prévenir un « génocide » des tutsis.

La [Mission des Nations unies](#) a condamné l'attaque du M23. Le Rwanda a démenti toute implication.

Les États-Unis et l'Union européenne ont mis

en garde le mois dernier le Rwanda contre tout soutien au M23.

Le Rwanda abat un avion congolais

Le gouvernement rwandais a revendiqué avoir abattu un Sukhoi de la République démocratique du Congo qui aurait violé son espace aérien. La RDC affirme au contraire que son avion était toujours au Congo. Le Rwanda soutient les rebelles tutsis du M23.

ASIE

Escalade israélo-palestinienne

Les attaques israélo-palestiniennes se succèdent et s'amplifient.

Les troupes israéliennes ont tué neuf Palestiniens lors d'un raid à Jénine et une autre personne lors d'affrontements qui ont suivi à Ramallah.

Le Hamas a tiré cinq roquettes sur Israël dont une seule est tombée en Israël, qui plus est, dans une zone dégagée.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré qu'Israël ne cherchait pas à aggraver la situation, bien qu'il ait ordonné aux forces de Sécurité d'être en alerte.

Benjamin Netanyahu veut distribuer des armes aux civils juifs israéliens

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a déclaré le 29 janvier, lors d'une réunion de cabinet, que le gouvernement s'efforçait d'étendre et d'accélérer l'octroi de licences d'armes à des milliers de citoyens israéliens à la suite d'attaques consécutives à Jérusalem qui ont fait sept morts.

Le parti arabe Hadash-Ta'al a souligné qu'il s'agissait d'« une décision irresponsable qui entraînera des effusions de sang et une augmentation des cas de violence et de meurtre », ajoutant que si le parti condamne les meurtres de civils des deux côtés,

« L'occupation est la source de la violence à laquelle il faut mettre fin ».

Les économistes israéliens contre la politique de Benjamin Netanyahu

Une pétition, initialement signée par 370 économistes, a mis en garde contre les conséquences économiques probable d'une transformation du régime politique israélien. Selon eux, elle provoquerait une baisse de la cote de crédit d'Israël, une baisse des investissements étrangers, un transfert des activités des entreprises de haute technologie à l'étranger, une fuite des cerveaux et un coup dur à long terme pour la croissance économique et la qualité de vie des Israéliens.

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a convoqué des chefs d'entreprises pour les rassurer. Mais rien n'y a fait.

Le 29 janvier, ce pronostic provoquait une baisse de 4,3 % de la [Bourse de Tel-Aviv](#)

On observait aussi de nombreux retraits des dépôts bancaires. Cependant aucun chiffre n'est disponible, les banques refusant de les diffuser.

Les juges de la Cour suprême contre la politique de Benjamin Netanyahu

S'exprimant lors d'une conférence conjointe du quotidien *Ha'aretz* et de l'Association pour les droits civils à Tel-Aviv, l'ancien juge de la Cour suprême, Menachem Mazuz, a déclaré le 29 janvier que « le public [israélien] n'est pas stupide et n'achète pas ce qu'on lui dit. Le public comprend qu'il y a un coup d'État ici qui aura des conséquences dans tous les domaines de la vie ».

S'exprimant également lors de la conférence, l'ancienne procureure générale adjointe, Dina Zilber, a déclaré : « Ce n'est pas "crier au loup", c'est une alerte rouge - une véritable alarme. Toutes les comparaisons sont correctes et non exagérées ».

La Russie apprécie la neutralité israélienne en Ukraine

Le représentant adjoint de la Russie au Conseil de Sécurité des Nations unies, Dmitry Polyanskiy a déclaré à *Kann News* : « Nous saluons vraiment la ligne équilibrée d'Israël en termes de non livraison d'armes à l'Ukraine. Je pense qu'il est très important de ne pas s'impliquer dans ce conflit ».

Qui se cache derrière la politique de Benjamin Netanyahu ?

Selon *Ha'aretz*, les sionistes religieux s'appuient sur deux think thanks, le [Kohelet Policy Forum](#) et le [Law and Liberty Forum](#). Ce dernier a été conçu pour importer en Israël la même révolution qui a été accomplie aux États-Unis à l'occasion des attentats du 11-Septembre 2001. Ce second think tank est inspiré de la Federalist Society qui a rédigé à l'avance l'USA Patriot Act. Il est financé par le Tikvah Fund qui l'a fondé et qui est présidé par le néo-conservateur israélo-états-unien Elliott Abrams (connu pour son rôle dans l'affaire Iran-Contras et quantité de coups d'État en Amérique latine). Toujours selon *Ha'aretz*, les milliardaires libertariens Jeffrey Yass et Arthur Dantchik (fondateurs du Susquehanna International Group) seraient des donateurs du Kohelet Policy Forum et, simultanément du Shalom Hartman Institute qui dispose d'écoles juives ultra-conservatrices.

Vers une limitation drastique du droit de grève en Israël

Un projet de loi déposé par l'avocat Simcha Rothman (sioniste religieux), administrateur du Tikvah Fund et du Kohelet Policy Forum, vise à réduire le droit de grève aux seuls conflits avec l'employeur et uniquement lorsqu'il ne gêne pas le public.

L'OIAC accuse la Syrie d'avoir utilisé des armes chimiques en 2018

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a rendu son rapport sur l'attaque de 2018 à Douma (Syrie). Selon elle, « il existe des motifs raisonnables de croire » que les « forces du Tigre » ont largué deux cylindres jaunes contenant du chlore depuis un hélicoptère, faisant 43 morts. Elle note que les forces russes étaient présentes sur l'aérodrome d'où l'hélicoptère a décollé.

Wikileaks a publié des mails internes de l'OIAC attestant que les opinions contraires de Ian Henderson, un expert de l'agence, avaient été retirées des premiers rapports. Ces mails, d'abord niés par le directeur de l'Agence, ont été par la suite validés par son ancien directeur, l'ambassadeur brésilien, José Bustani. Cette falsification aurait été ordonnée par le directeur de cabinet du directeur général de l'Organisation, le Français Sébastien Braha. La Syrie et la Russie ont maintes fois répondu aux accusations dont elles font l'objet et ont même organisé l'audition de 17 témoins oculaires à La Haye.

La France avait alors organisé une modification des statuts de l'OIAC.

Changement de régime au Turkmenistan

Le Turkmenistan a modifié le rôle de sa chambre haute, le Conseil du peuple (Halk Maslahaty). L'ancien président de la République et « Protecteur du peuple », Saparmyrat Nyýazow, en est devenu président et a reçu le titre de « leader national ». Il pourra prendre toutes les décisions. Lui et sa famille disposeront d'une immunité judiciaire. ce n'est que lorsque sa santé ne lui permettra plus d'exercer ses fonctions que l'actuel président de la République le remplacera. Et ce président n'est autre que son fils, Serdar Berdimuhamedow.

Le Kirghizistan s'apprête à interdire *Radio Free Europe/Radio Liberty*

Les autorités du Kirghizistan s'apprêtent à interdire le service kirghize de *Radio Free Europe/Radio Liberty*, connu sous le nom de *Radio Azattyk*. Elles lui reprochent de diffuser une version mensongère des événements de septembre à la frontière tadjike.

Radio Free Europe/Radio Liberty prétend être un média « indépendant », tout en reconnaissant être « supervisé » et financé par l'U.S. Agency for Global Media.

Réconciliation pakistano-russe

Le ministre des Affaires étrangères pakistanais, Bilawal Bhutto Zardari, a effectué un voyage officiel à Moscou. Il a relancé les accords qui avaient été conclus, il y a un an, par le Premier ministre Imran Khan avant que celui-ci ne soit renversé par une manipulation parlementaire colorée, dirigée par le chef d'état-major, le général Qamar Javed Bajwa, sous le contrôle de la CIA.

Le Pakistan va bénéficier d'énergie russe à bas prix. Il semble que Washington ait autorisé le nouveau Premier ministre, Shehbaz Sharif, à conclure un accord qu'il avait interdit à son prédécesseur. Ce revirement peut être interprété soit comme un geste de Washington face à Moscou, soit comme une volonté de faciliter le maintien au pouvoir du pro-US Shehbaz Sharif.

Pourparlers bhoutano-chinois

Le Bhoutan et la Chine, qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques, ont débuté des pourparlers frontaliers. Selon le communiqué final, ils seraient proches d'un accord.

Immédiatement, le secrétaire indien aux Affaires étrangères, Vinay Mohan Kwatra, s'est rendu au Bhoutan. L'Inde est très inquiète d'un éventuel échange de territoires entre le Bhoutan et la Chine qui permettrait à la Chine de dominer le « corridor de Siliguri » et rendrait difficile à l'Inde d'accéder au plateau de Doklam

Développement des drogues au Myanmar

Selon l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime, la production de drogues au Myanmar a augmenté de 33 % depuis le renversement de Aung San Suu Kyi.

Le Myanmar est le second producteur mondial d'opium et d'héroïne, très loin derrière l'Afghanistan.

L'Otan embarque la Corée du Sud contre la Russie

Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, s'est rendu en visite officielle en Corée du Sud où il a rencontré le ministre des Affaires étrangères Park Jin, le ministre de la Défense Lee Jong-sup et le président Yoon Suk Yeol.

Lors d'un discours au Chey Institute for Advanced Studies de Séoul, il a remercié la Corée du Sud pour son approvisionnement continu en aide non létale (matériel médical, gilets pare-balles et rations alimentaires) à l'Ukraine, mais l'a exhortée à faire plus en raison d'un besoin « urgent » de munitions. Dans un accord surprise, annoncé en août, Séoul a accepté de fournir une cargaison massive d'armes aux normes Otan à Varsovie : 980 chars de combat principaux K2, 648 obusiers automoteurs K9 de 155 mm et 48 avions de combat FA-50. En octobre, il a ajouté à cet ensemble 288 systèmes de fusées à lancement multiple K239 Chunmoo (similaires aux HIMARS américains).

À titre de comparaison, les armées britannique, française et allemande ne disposent au total que de 715 chars.

La Corée du Sud entre dans le club des principaux pourvoyeurs d'armes au monde.

L'Armée de libération populaire chinoise hausse le niveau de son aviation

L'armée chinoise a annoncé qu'elle retirait du service ses anciens avions de chasse *Chengdu JF-17 Thunder*. Ils seront tous remplacés par

des J-18, J-19 et surtout par des *Chengdu J-20 Mighty Dragon*. Ces derniers sont des avions furtifs de cinquième génération équivalents des avions états-uniens. Leur système furtif a été copié sur les débris d'un *Lockheed Martin F-117 Nighthawk* détruit par l'armée yougoslave lors de la guerre du Kosovo.

« Nouvel an lunaire » ou « Nouvel an chinois » ?

Une polémique se développe avec les États occidentaux à propos des fêtes du nouvel an chinois. Les Anglo-Saxons l'appellent « Nouvel an lunaire » pour le distinguer de leur nouvel an et souligner qu'il est aussi fêté au Vietnam et en Corée. Cependant cette fête trouve son origine en Chine et il existe différents calendriers lunaires dans le monde.

OCÉANIE

Contestation de l'*Australian Day*

Les aborigènes australiens ont vivement contesté, cette année, l'*Australian Day*. Cette fête nationale est en effet célébrée le 26 janvier, jour anniversaire de la proclamation de la souveraineté britannique sur la côte est de ce qui était alors la Nouvelle-Hollande. De nombreuses organisations de gauche ont également dénoncé ce « Jour de l'invasion ». Les aborigènes australiens ont particulièrement souffert du colonialisme. Le Premier ministre, Anthony Albanese, a rendu hommage aux propriétaires traditionnels de la terre et a annoncé un référendum sur la création d'un conseil consultatif baptisé « Une voix », représentant les aborigènes et les insulaires du détroit de Torrès auprès du Parlement.

Le président chinois Xi Jinping s'adresse aux Australiens

À l'occasion de l'*Australian Day*, le président chinois, Xi Jinping, s'est adressé en vidéo au

peuple australien. Évoquant les derniers contacts bilatéraux, il a déclaré : « Les deux pays ont passé en revue le passé et se sont tournés vers l'avenir, faisant des efforts actifs dans la bonne direction pour améliorer et développer les relations sino-australiennes »

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan,
thierry.meyssan@voltairenet.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand,
serge.marchand@voltairenet.org

46 numéros par an.

[Abonnement annuel : 150 euros](#)

[Abonnement mensuel : 15 euros](#)

Prix de vente au numéro : 5 euros

Supplément documentation

1- Revues de sciences politiques

AUSTRALIA

[Climate change and Australia's national security](#), Tobias Ide, *Australian Journal of International Affairs*

Framing the Australian extreme right : proposing a threefold typology with consideration of legislation and listing regulations, Kristy Campion, Mark Nolan & Nick O'Brien, *Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism*
<https://doi.org/10.1080/18335330.2023.2165136>

BALKANS

The Western Balkans and Geopolitics : Leveraging the European Union and China, Danijela Jaćimović, Joel I. Deichmann & Kong Tianping, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*
<https://doi.org/10.1080/19448953.2023.2167164>

BRAZIL

Weak Participation and Ideological Exemption : The Latest Stage of EIA Simplification in

Brazil ?, Alberto Fonseca, *Impact Assessment and Project Appraisal*

<https://doi.org/10.1080/14615517.2023.2172644>

BRICS

BRICS countries' annual intergovernmental declaration : why does it matter for world politics ?, Adeelah Kodabux, *Contemporary Politics*

<https://doi.org/10.1080/13569775.2023.2167340>

CANADA

Environmental conflict and the expansion of renewable energy in Central America : exploring Canadian participation, Paulina Larreátegui Benavides, *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*

<https://doi.org/10.1080/08263663.2023.2166267>

CHINA

The strategic and instrumental use of verbal violence by protesters : political swearing in Hong Kong's Anti-Extradition Movement, Matthew Ming-tak Chew, *Social Movement*

Studies

<https://doi.org/10.1080/14742837.2023.2171384>

Rising Income and Wealth Inequality in China : Empirical Assessments and Theoretical Reflections, Zhao Simon Xiao Bin, Wong David Wai Ho, Shao Chen Han & Liu Kai Ming, *Journal of Contemporary China*
<https://doi.org/10.1080/10670564.2023.2172553>

[Defending the islands, defending the self : Taiwan, sovereignty and the origin of the Diaoyu/Senkaku Islands dispute as ontological security-seeking](#), Nina C. Krickel-Choi & Ching-Chang Chen, *The Pacific Review*

CYPRUS

Cyprus : Korea by Transposition ?, Panayiotis Papadopoulos, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*
<https://doi.org/10.1080/19448953.2023.2167178>

Understanding Cypriot youth views on peace : bottom-up experiences of everyday peace, Cihan Dizdaroğlu, *Southeast European and Black Sea Studies*
<https://doi.org/10.1080/14683857.2023.2170722>

Back to Basics : The Re-Securitization of Cyprus by Turkey After Crans Montana, Hüseyin Ergüven & Nur Köprülü, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*
<https://doi.org/10.1080/19448953.2023.2167341>

EGYPT

Polar Silk Road Challenge to Sino-Egyptian Economic Relations in the Belt and Road Era, Cem Yilmaz, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*
<https://doi.org/10.1080/19448953.2023.2167181>

ETHIOPIA

Policy and political implications of government responses to COVID-19 in Ethiopia, Tefera Assefa & Wadajo Wami, *Territory, Politics,*

Governance

<https://doi.org/10.1080/21622671.2022.2156917>

EUROPEAN UNION

[Decarbonisation and Critical Materials in the Context of Fraught Geopolitics : Europe's Distinctive Approach to a Net Zero Future](#), Sophia Kalantzakos, Indra Overland & Roman Vakulchuk, *The International Spectator - Italian Journal of International Affairs*

Sustainable Development : A Common Denominator for the EU's Policy Towards the Eastern Partnership ?, Maryna Rabinovych & Anne Pintsch, *The International Spectator - Italian Journal of International Affairs*
<https://doi.org/10.1080/03932729.2023.2165774>

Between processes and norms. Understanding EU development cooperation beyond EU institutions, Martina Chiara Tallarita, *Journal of European Integration*
<https://doi.org/10.1080/07036337.2023.2171343>

Differentiated cooperation as the mode of governance in EU foreign policy, Maria Giulia Amadio Viceré & Monika Sus, *Contemporary Security Policy*
<https://doi.org/10.1080/13523260.2023.2168854>

Candidate Countries' Engagement with European Union Agencies – Alternative Modes of EU Integration ?, Michael Kaeding & Marko Milenković, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*
<https://doi.org/10.1080/19448953.2023.2167349>

[Weaponisation of finance : the role of European central banks and financial sanctions against Russia](#), Lucia Quaglia & Amy Verdun, *West European Politics*

[The COVID-19 pandemic and the European Union : politics, policies and institutions](#), Lucia Quaglia & Amy Verdun, *Journal of European Public Policy*

[Maintaining the EU's compound polity during the long crisis decade](#), Maurizio Ferrera, Hanspeter Kriesi & Waltraud Schelkle, *Journal of European Public Policy*

[The end of negative market integration : 60 years of free movement of goods litigation in the EU \(1961–2020\)](#), Jan Zglinski, *Journal of European Public Policy*

[Drivers of Consensus : Responses to Brexit in Germany, France, Ireland and Poland](#), Paul Taggart, Kai Oppermann, Neil Dooley, Aleks Szczerbiak & Susan Collard, *German Politics*

FRANCE

“Health Dictatorship” and “Civil Disobedience” : Political Extremists and French Debates on Democracy during Covid-19, Ruth Amossy, *Journal of the European Institute for Communication and Culture*
<https://doi.org/10.1080/13183222.2023.2162287>

The French Council of State, adviser to the government, Catherine Bergeal, *Parliaments, Estates and Representation*
<https://doi.org/10.1080/02606755.2023.2169354>

GEORGIA

Bandwagoning by stealth ? Explaining Georgia's Appeasement Policy on Russia, Bidzina Lebanidz & Kornely Kakachia, *European Security*
<https://doi.org/10.1080/09662839.2023.2166404>

GERMANY

[The mobilisation potential of anti-containment protests in Germany](#), Sophia Hunger, Swen Hutter & Eylem Kanol, *West European Politics*

GREECE

[The 10-year anniversary of intense protest in Greece and the role of Facebook](#), Venetia Papa & Maria Ioannou, *Journal of Information Technology & Politics*

INDIA

Heights of madness : diagnosis, suspicion & military discipline on the Siachen glacier, Sanaullah Khan, *Critical Military Studies*
<https://doi.org/10.1080/23337486.2023.2170529>

Shock and Reconciliation ? The Case of India–Pakistan, 1962–63, Surinder Mohan, *Peace Review*
<https://doi.org/10.1080/10402659.2023.2166785>

[Adoption of digital technologies amidst COVID-19 and privacy breach in India and Bangladesh](#), Mansi Babbar, Shruti Agrawal, Dilshad Hossain & M. Mustahid Husain, *Policy Design and Practice*

The Nasr and India's nuclear command structure, strategy and doctrine, Sanjana Gogna, *Comparative Strategy*
<https://doi.org/10.1080/01495933.2022.2158029>

[India and order transition in the Indo-Pacific : resisting the Quad as a 'security community'](#), Kate Sullivan de Estrada, *The Pacific Review*

INDO-PACIFIC

AUKUS and Australia–UK Strategic Reconvergence : Return to Oz ?, Ian Hall, *The RUSI Journal*
<https://doi.org/10.1080/03071847.2022.2159514>

[Strategy, Tactics and Tilts : A Networked Approach to UK Influence in the Indo-Pacific](#), Jamie Gaskarth, *The RUSI Journal*

IRAN

Producing Territory, Resisting the State : Embodiment, Discourse, and Symbolism in Street Demonstrations in Iranian Kurdistan, Sanan Moradi, *Geopolitics*
<https://doi.org/10.1080/14650045.2022.2160711>

The Quranic concept of war and bounded instability : Understanding Iran's strategy and tactics in the Middle East, Bianca L. Adair,

Comparative Strategy

<https://doi.org/10.1080/01495933.2022.2158028>

IRELAND

[Public policy accumulation in Ireland : the changing profile of ministerial departments 1922–2022](#), Muiris MacCarthaigh, John Biggins & Niamh Hardiman, *Irish Political Studies*

The legislative agenda in Ireland, 1922–2021, Conor Little, *Irish Political Studies*
<https://doi.org/10.1080/07907184.2022.2160277>

ITALIA

Radical-Right Surge in a Deinstitutionalised Party System : The 2022 Italian General Election, Alessandro Chiaramonte, Vincenzo Emanuele, Nicola Maggini & Aldo Paparo, *South European Society and Politics*
<https://doi.org/10.1080/13608746.2022.2160088>

Yet Another Populist Party ? Understanding the Rise of Brothers of Italy, Gianfranco Baldini, Filippo Tronconi & Davide Angelucci, *South European Society and Politics*
<https://doi.org/10.1080/13608746.2022.2159625>

LEBANON

Salafism in Lebanon : the significance of Fathi Yakan and Al-Jama‘a Al-Islamiyya, Zach Battat, Ronen A. Cohen & Dan Naor, *Middle Eastern Studies*
<https://doi.org/10.1080/00263206.2023.2172405>

Rethinking the Beirut bombing, rethinking terrorism : theorising counterviolence, Nicole Nguyen & Yazan Zahzah, *Critical Studies on Terrorism*
<https://doi.org/10.1080/17539153.2023.2170737>

NETHERLANDS

The Relational Dimension of Radicalization : Context and Tie Formation in Dutch Salafi-Jihadi Networks, Casper S. van Nassau & Christianne J. de Poot, *Terrorism and Political*

Violence

<https://doi.org/10.1080/09546553.2022.2158083>

NIGERIA

[Forces of Terror : Armed Banditry and Insecurity in North-west Nigeria](#), John Sunday Ojo, Samuel Oyewole & Folahanmi Aina, *Democracy and Security*

NORTH MACEDONIA

Constitutions Octroyées And International State-Building : The Macedonian Case in Focus, Biljana Vankovska, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*
<https://doi.org/10.1080/19448953.2023.2167179>

NORWAY

[Paradoxes of Norway’s energy transition : controversies and justice](#), Marius Korsnes, Bradley Loewen, Ragnhild Freng Dale, Markus Steen & Tomas Moe Skjølsvold, *Climate Policy*

PAKISTAN

Deception and Manipulation in an Intelligence Liaison Relationship : U.S.–Pakistani Negotiations and the 1980s Afghan Program, Diana I. Bolsinger, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*
<https://doi.org/10.1080/08850607.2022.2157687>

QATAR

[The contingent home : how second-generation Arab migrants negotiate belonging in Qatar ?](#), Osaid Yousef & Nabil Khattab, *Journal of Ethnic and Migration Studies*

RUSSIA

The grassroots of Putin’s ideology : civil origins of an uncivil regime, Ivan Grek, *East European Politics*
<https://doi.org/10.1080/21599165.2023.2164849>
[The Night Wolves : Evidence of Russian Sharp Power and Propaganda from the Victory Roads’](#)

[Itinerary](#), Jan Kleiner, Miloš Gregor & Petra Mlejnková, *Problems of Post-Communism*

Rise and fall : social science in Russia before and after the war, Margarita Zavadskaya & Theodore Gerber, *Post-Soviet Affairs*
<https://doi.org/10.1080/1060586X.2022.2164450>

Russian Front Organizations and Western Academia, Olga Bertelsen, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*
<https://doi.org/10.1080/08850607.2022.2147807>

President Putin : A holy mad man or a brave but trapped chicken in Ukraine ?, Viljar Veebel & Illimar Ploom, *Comparative Strategy*
<https://doi.org/10.1080/01495933.2022.2158030>

[Risk acceptance and offensive war : The case of Russia under the Putin regime](#), Jonas J. Driedger, *Contemporary Security Policy*

RWANDA

[The rule of law and armed conflict reconstruction implementation practices : A human right-based analysis of the Rwandan experience](#), Harry Amankwaah, *Cogent Social Sciences*

SAUDI ARABIA

The Saudi Arabia of Mohammed Bin Salman : Adapting to the Changing World and Preserving the Monarchy, Samuel Willner, *Israel Journal of Foreign Affairs*
<https://doi.org/10.1080/23739770.2022.2162251>

SERBIA

Serbia in Light of the Global Recomposition, Mirjana Dokmanović & Neven Cvetićanin, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*
<https://doi.org/10.1080/19448953.2023.2167162>

SOUTH AFRICA

South Africa enters the second wave of xenophobic violence : the rise of anti-immigrant organisations in South Africa, Mondli

Hlatshwayo, *Politikon - South African Journal of Political Studies*
<https://doi.org/10.1080/02589346.2023.2171720>

[Religion and Political Parties in South Africa : A Framework and Systematic Review](#), David Jeffery-Schwikkard, *Journal of Southern African Studies*

SOUTH KOREA

Intercrisis learning in disaster response network : experience of Korea from MERS and COVID-19, Ran Kim, Hyunjae Shin & Phil Kim, *Asian Journal of Political Science*
<https://doi.org/10.1080/02185377.2022.2157295>

SPAIN

The Spanish Council of State : a panoramic view, Ángel J. Sanchez-Navarro, *Parliaments, Estates and Representation*
<https://doi.org/10.1080/02606755.2023.2169408>

[Two Steps Forward, One Step Back : The Evolution of Democratic Digital Innovations in Podemos](#), Marco Meloni & Fabio G. Lupato, *South European Society and Politics*

[The challenge of establishing the impact of terrorist organisations : development of a database on ETA's activities](#), Kathryn Loosemore & Matthew Johnson, *Critical Studies on Terrorism*

SYRIA

Promoting defections through non-violent resistance tactics - the case of the Syrian uprising, Adi Levy, *Critical Military Studies*
<https://doi.org/10.1080/23337486.2023.2170528>

[The Dimensions and Attributes of State Failure in Syria](#), Samer Bakkour & Rama Sahtout, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*

SWEDEN

[A new right : the Swedish parliamentary election of September 2022](#), Nicholas Aylott & Niklas Bolin, *West European Politics*

SWITZERLAND

The utility of the psycholexical approach for identifying military core values : Illustrated in a sample of Swiss career officers and NCOs, Nadine Eggimann Zanett, Willibald Ruch & Hubert Annen, *Military Psychology*

TÜRKİYE

The integrity of digital policies and political participation in Uganda : a tale of dissent and digital repression ?, Andrew Matsiko & Norbert Kersting, *Commonwealth & Comparative Politics*
<https://doi.org/10.1080/14662043.2022.2159140>

Turkey as a restrained middle power, H. Tarık Oğuzlu, *Turkish Studies*
<https://doi.org/10.1080/14683849.2023.2171870>

Historic missed opportunities and prospects for renewal : Turkey-EU relations in a post-Western order, Ziya Öniş, *Turkish Studies*
<https://doi.org/10.1080/14683849.2023.2168192>

Engaging minorities under emergency : Turkish modular emergency and the Kurdish case revisited, Alper Kaliber & Matthew Whiting, *Southeast European and Black Sea Studies*
<https://doi.org/10.1080/14683857.2023.2170725>

A hundred years of flux : Turkish political regimes from 1921 to 2023, Ersin Kalaycıoğlu, *Turkish Studies*
<https://doi.org/10.1080/14683849.2022.2161374>

Transnational securitization and violence : the discursive mechanism behind the pro-AKP diaspora's repression of the dissident diaspora groups in the West, Ihsan Yilmaz, Erdoan Shipoli & Ahmet Dogru, *Democratization*
<https://doi.org/10.1080/13510347.2022.2164272>

The Rise of the Right-Wing Good Party (İYİP) in Turkey : Authoritarian Turn, Anomie, and Regulatory Nostalgia, Fatih Çağatay Cengiz, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*
<https://doi.org/10.1080/19448953.2023.2167183>

Turkish-Israeli Relations in the 1960s : Trade, Trade Unions, and the Arab-Israeli War, Efrat Aviv, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*
<https://doi.org/10.1080/19448953.2023.2167343>

UGANDA

The integrity of digital policies and political participation in Uganda : a tale of dissent and digital repression ?, Andrew Matsiko & Norbert Kersting, *Commonwealth & Comparative Politics*
<https://doi.org/10.1080/14662043.2022.2159140>

UKRAINE

Devolution or Decapitation ? Decentralization During Conflict in Ukraine, Elliot Dolan-Evans, *Journal of Intervention and Statebuilding*
<https://doi.org/10.1080/17502977.2022.2147318>

Ukraine, World Power and Imperialism, Roger van Zwanenberg, *International Critical Thought*
<https://doi.org/10.1080/21598282.2023.2163364>

Ukraine Conflict as a Case of the Political Contradictions of Contemporary Imperialism, Jeff Noonan, *International Critical Thought*
<https://doi.org/10.1080/21598282.2022.2163416>

UNITED KINGDOM

UK-ASEAN Relations and the Balance of Power in Southeast Asia, Laura Southgate, *The RUSI Journal*

US Perspectives and Expectations Regarding the UK's Tilt to the Indo-Pacific, John F Bradford, *The RUSI Journal*
<https://doi.org/10.1080/03071847.2022.2158628>

UK-Japan Relations and the Indo-Pacific Tilt : The Cornerstone, Philip Shetler-Jones, *The RUSI Journal*

COVID-19 and 'the public' : U.K. government, discourse and the British Political Tradition,

Alan Finlayson, Lee Jarvis & Michael Lister,
Contemporary Politics

[International order transition and the UK's tilt to the 'Indo-Pacific'](#), Shaun Breslin & Peter Burnham, *The Pacific Review*

UNITED STATES

'Profile : the diffusion of global protests after George Floyd's murder', Jeremy Pressman & Elannah Devin, *Social Movement Studies*
<https://doi.org/10.1080/14742837.2023.2171980>

[What is a territory ? Comparative federalism and state formation in North America](#), Jerald Sabin,
Territory, Politics, Governance

The Trump vote and Covid-19 vaccination across US states, US counties, and Connecticut towns, James W. McGuire, *Regional & Federal Studies*
<https://doi.org/10.1080/13597566.2023.2168268>

Universality, Black Lives Matter, and the George Floyd Uprising, Jason C. Mueller, *Distinktion : Journal of Social Theory*
<https://doi.org/10.1080/1600910X.2023.2168717>

[The \(il\)legality of the Iraq War of 2003 : An Analytical Review of the Causes and Justifications for the US-led invasion](#), Nsama Jonathan Simuziya, *Cogent Social Sciences*

YEMEN

[Liquid or Solid Warfare ? Autocratic States, Non-State Armed Groups and the Socio-Spatial Dimension of Warfare in Yemen](#), Max Mutschler & Marius Bales, *Geopolitics*

ANTISEMITISM

[The social psychology of contemporary antisemitism](#), Rusi Jaspal, *Israel Affairs*

COMMUNICATION

[The link between social media exposure and students' moral reasoning and environmental concern : A generational analysis in Chile](#), Gustavo Barrera-Verdugo, *Cogent Social Sciences*

Does democracy fuel corruption in developing countries ? Understanding Ghanaians' perspectives, Joseph Yaw Asomah, *Democratization*
<https://doi.org/10.1080/13510347.2023.2173178>

Crooked Hillary and Sleepy Joe : name-calling's backfire effect on candidate evaluations, Aaron Dusso & Sydnee Perkins, *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*
<https://doi.org/10.1080/17457289.2023.2168677>

Polarisation vs consensus-building : how US and German news media portray climate change as a feature of political identities, Robin Tschötschel, *Environmental Politics*
<https://doi.org/10.1080/09644016.2022.2164410>

[Next slide please : the politics of visualization during COVID-19 press briefings](#), William L. Allen, Justyna Bandola-Gill & Sotiria Grek, *Journal of European Public Policy*

DEMOCRACY

The geography of autocracy. Regime preferences along the rural-urban divide in 32 countries, Alina Zumbrunn & Markus Freitag, *Democratization*
<https://doi.org/10.1080/13510347.2023.2171995>

Defending the watchdogs : How citizens and courts protect the press, Jonathan A. Solis & Kelebogile Zvobgo, *Journal of Human Rights*
<https://doi.org/10.1080/14754835.2022.2151834>

[Public administration in authoritarian regimes](#), B. Guy Peters, *Asia Pacific Journal of Public Administration*

Vision Documents, Nation Branding and the Legitimation of Non-democratic Regimes, Petra Alderman & Kristin Anabel Eggeling, *Geopolitics*
<https://doi.org/10.1080/14650045.2023.2165441>

Upgrading Authoritarianism During the Arab Uprisings : Armed Non-State Actors' Confessional Alliances and Aborted Democratization in Syria, Shaimaa Magued, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*
<https://doi.org/10.1080/19448953.2023.2167175>

ECONOMY

[The emergence of the 'rentocrat'](#), Samuel Rogers, *New Political Economy*

ENERGY

A saliency mapping approach to understanding the visual impact of wind and solar infrastructure in amenity landscapes, Mehrnoosh Mohammadi, Yan Chen, H. M. Tuihedur Rahman & Kate Sherren, *Impact Assessment and Project Appraisal*
<https://doi.org/10.1080/14615517.2023.2169460>

The failures of COP26 : using group psychology and dynamics to scale up the adoption of climate mitigation and adaptation measures, Myriam Gicquello, *Transnational Legal Theory*
<https://doi.org/10.1080/20414005.2023.2170957>

Eastern Mediterranean Energy Geopolitics Revisited : Green Economy Instead of Conflict, Andreas Stergiou, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*
<https://doi.org/10.1080/19448953.2023.2167163>

EXTREMISM

Public political tolerance of the far right in contemporary Western Europe, Lise Bjånesøy, Elisabeth Ivarsflaten & Lars Erik Berntzen, *West European Politics*
<https://doi.org/10.1080/01402382.2023.2167046>

[Beyond anger : the populist radical right on TikTok](#), Daniele Albertazzi & Donatella Bonansinga, *Journal of Contemporary European Studies*

[A Diachronic Cross-Platforms Analysis of Violent Extremist Language in the Incel Online Ecosystem](#), Stephane Baele, Lewys Brace & Debbie Ging, *Terrorism and Political Violence*

Who Becomes a Foreign Fighter ? Characteristics of the Islamic State's Soldiers, Andrea Michelle Morris, *Terrorism and Political Violence*
<https://doi.org/10.1080/09546553.2022.2144730>

Dark web jihad : exploring the militant Islamist information ecosystem on The Onion Router, Miron Lakomy, *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*
<https://doi.org/10.1080/19434472.2022.2164326>

FREEDOM OF RELIGION

A decade of revitalizing UN work concerning freedom of religion or belief (2010–2020), Hans Morten Haugen, *Journal of Human Rights*
<https://doi.org/10.1080/14754835.2022.2158724>

GENOCIDE

[Genocide and Genocide Prevention](#), Yehuda Bauer, *Israel Journal of Foreign Affairs*

INTELLIGENCE

A scoping analysis of the counter terrorism command policing structure and its impact on intelligence sharing between the police and the security services, Eric Halford, *Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism*
<https://doi.org/10.1080/18335330.2023.2171309>

The Optimal Analyst : Balancing the Width and Depth in Strategic Intelligence, Olli J. Teirilä, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*
<https://doi.org/10.1080/08850607.2022.2152765>

A Most Mysterious CIA Spy Scandal : The 1963 Georgiev Case in Bulgaria, Brian J. Boeck, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*
<https://doi.org/10.1080/08850607.2022.2154180>

Coercive disclosure : The weaponization of public intelligence revelation in international relations, Ofek Riemer & Daniel Sobelman, *Contemporary Security Policy*
<https://doi.org/10.1080/13523260.2022.2164122>

LIBERALISM

Hayek's theory of mind and the origins of the neoliberal critique of modern liberalism, Tom McDowell, *Critical Policy Studies*
<https://doi.org/10.1080/19460171.2023.2169838>

POLITICS

Assembly dissolution powers and incumbency advantages in coalition formation, Petra Schleiter & Cristina Bucur, *West European Politics*
<https://doi.org/10.1080/01402382.2023.2165356>

Introducing digitalisation to strengthen evaluation systems for democracy in African parliaments, M. Kgothatso Semela, Tefo Mosienyane, Aisha J. Ali & Caitlin A. Blaser Mapitsa, *South African Journal of Political Studies*
<https://doi.org/10.1080/02589346.2023.2172531>

Local government elections and the illusion of pragmatism, Mabutho Shangase, *South African Journal of Political Studies*
<https://doi.org/10.1080/02589346.2022.2161445>

Councils of State in Europe in their advisory and legislative functions : France, Belgium, Spain, Italy and Luxembourg, Nadim Farhat & Philippe Poirier, *Parliaments, Estates and Representation*

Coalition agreements and governments' policy-making productivity, Matthew E. Bergman, Mariyana Angelova, Hanna Bäck & Wolfgang

C. Müller, *West European Politics*
<https://www.tandfonline.com/doi/epdf/10.1080/01402382.2022.2161794?needAccess=true&role=button>

The ABC of resistance : towards a new analytical framework, Baaz Mikael, Mona Lilja, Michael Schulz & Stellan Vinthagen, *Journal of Political Power*

The formalisation of minority governments, Maria Thürk & Svenja Krauss, *West European Politics*

Did the Arab Spring generate affective polarization ? Experimental evidence from five Arab countries, Mazen Hassan, Engi Amin, Sarah Mansour & Andreas Nicklisch, *Democratization*
<https://doi.org/10.1080/13510347.2022.2163992>

STRATEGY

Comparative strategy – A new framework for analysis, Håkan Edström & Jacob Westberg, *Comparative Strategy*

TERRORISM

Institutional counterinsurgency frameworks in the Lake Chad Basin : the case of the Multinational Joint Task Force against Boko Haram, Gershon Adela, *Defense & Security Analysis*
<https://doi.org/10.1080/14751798.2023.2166520>

The position of the special operations forces soldiers on the so-called global war on terrorism. A survey report, Marcin Lasoń, *Defense & Security Analysis*
<https://doi.org/10.1080/14751798.2023.2157942>

Voltaire

Actualité internationale

N°27 - 10 février 2023

Les chiffres des pertes ukrainiennes et russes selon le Mossad

Selon le site turc [Hürseda Haber](#), citant des données du Mossad israélien, le rapport de force entre l'armée ukrainienne et l'armée russe est de 1 à 8.

L'armée russe dispose de 418 000 soldats professionnels auxquels s'ajoutent 3,5 millions de réservistes. Tandis que l'armée ukrainienne dispose de 734 000 soldats professionnels et de 100 000 réservistes.

Les pertes établies sont :

	Ukraine Russie	
Morts	157 000	18 480
Blessés	234 000	44 400
Prisonniers	17 230	323
Hélicoptères perdus	212	56
Véhicules blindés perdus	6 320	889
Systèmes d'artillerie perdus	7 360	427
Systèmes de défense anti-aériens perdus	497	12

AMÉRIQUES

L'affaire du ballon chinois

Washington a détecté un ballon météorologique chinois à la dérive, à très haute altitude au dessus des îles Aléoutiennes (Alaska), le 28 janvier. Après plus de 7 jours de délibération, il a conclu que ce ballon ne représentait pas de danger pour la population, mais qu'il était potentiellement un outil

d'espionnage menaçant la Sécurité nationale. Il a donc décidé de l'abattre. Pour cela, le Pentagone a déployé un avion de chasse furtif F-22 qui a tiré un missile AIM-9X Sidewinder au-dessus de l'océan. Le trafic aérien a été interrompu dans la région pendant l'opération. Les gardes côtes ont été dépêchés sur place pour récupérer les débris de l'engin.

Washington explique son invraisemblable délai de réflexion en assurant qu'il a attendu que le ballon ait traversé le continent et soit arrivé au-dessus de l'océan Atlantique pour pouvoir le détruire sans risque. Cependant cela n'explique pas pourquoi il ne l'a pas abattu en Alaska, mais en Caroline du Sud, le 4 février.

Selon un rapport de 2021 de la [Secure World Foundation](#) de Washington des cyberattaques pourraient être lancées à partir de ballons météorologiques contre des stations au sol utilisées pour communiquer et contrôler des satellites en orbite. Le rapport indique que plusieurs attaques contre les centres de commandement et de contrôle des satellites de la NASA de 2007 à 2009 ont été attribuées à la Chine.

Selon la télévision chinoise, en septembre 2018, l'Armée de libération populaire a utilisé des ballons pour tirer de petits missiles hypersoniques ; des armes de frappe à manœuvre ultra-rapide qui peuvent ainsi échapper aux systèmes actuels de défense aérienne et antimissile.

La Chine assure que ce ballon était civil, et non pas militaire, et que sa dérive est accidentelle. Elle a plusieurs fois informé la partie états-unienne de cet incident, mais a refusé de laisser son ministre de la Défense en discuter avec son homologue US car la mission de ce ballon était exclusivement civile. Elle s'étonne de la réaction disproportionnée des États-Unis et s'interroge sur le coût exorbitant de sa destruction (environ 400 000 dollars). Enfin, elle fait remarquer que détruire un aéronef en détresse est un acte hostile, elle se réserve donc le droit de riposter.

Les ballons météorologiques transportent un matériel qui peut être détourné de sa fonction et être utilisé pour espionner un territoire.

Cependant, ces ballons ne sont pas facilement télécommandables et ne sont donc pas utilisés pour cela. Le Pentagone lui-même n'en utilise pas et l'on ne voit pas pourquoi la Chine le ferait.

La Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA) mène des recherches sur le moyen de faire stationner un ballon et non pas de le télécommander.

Lors d'un briefing à huis-clos des parlementaires de la Commission des Forces armées de la Chambre des représentants, le Pentagone a assuré que la Chine se livre depuis des années à de l'espionnage avec des ballons sur les cinq continents. Concernant les États-Unis, des ballons espions chinois aurait déjà survolé le Texas, la Floride, Hawaï et Guam, indique le [Washington Post](#).

Le commandant en chef du NorthCom et du Norad, le général Glen VanHerck, a indiqué que plusieurs incursions de ce type avaient eu lieu durant le mandat de Donald Trump, mais que l'armée ne les avaient pas détectées. Elles n'ont été connues que par la suite. Les armées US ont conscience de leur retard en la matière et disposent désormais de moyens de contrôle adaptés. Le fait d'avoir laissé le ballon à la dérive a permis d'observer son mode de fonctionnement et de surveiller ses communications.

Les principaux responsables de Sécurité nationale de l'administration Trump ont chacun démenti avoir entendu parler d'incursion de ballons espions chinois lorsqu'ils étaient en fonction.

L'ancien président Donald Trump a indiqué sur son réseau social que jamais la Chine n'aurait commis de telles incursions durant son mandat parce qu'elle avait trop d'estime pour lui.

Suite à l'incident du ballon, le département d'État a annulé la visite d'Antony Blinken à

Beijing. Il considère en effet qu'un voyage du secrétaire d'État n'a pas pour but d'améliorer les relations diplomatiques avec un pays, mais de lui « faire un cadeau ».

La Justice US au service de l'Ukraine

Les États-Unis ont saisi pour 4,5 millions de dollars d'avoirs de l'oligarque russe Konstantin Malofeïev pour contournement de l'embargo. Le secrétariat à la Justice a indiqué qu'ils devraient être reversés à l'Ukraine.

Konstantin Malofeïev est un financier orthodoxe qui avait envoyé des mercenaires au Donbass, en 2014-15. Il avait été durement tancé par le Kremlin et contraint de les retirer. Il a le même conseiller spirituel que le président Vladimir Poutine, l'évêque Tikhon Chevkounov. En principe, les saisies en droit US ne sont pas destinées à un État étranger, mais aux contribuables états-uniens.

Rétorsion républicaine au Congrès

Usant de son privilège, le président de la Chambre des Représentants, Kevin McCarthy, a interdit aux démocrates Adam B. Schiff (Californie) et Eric Swalwell (Californie) de faire partie de la Commission du Renseignement. La majorité républicaine a, quant à elle, interdit à la démocrate Ilhan Omar (Minnesota) de siéger dans les sous-commissions de la Commission des Affaires étrangères. Elle lui reproche ses « déclarations anti-israéliennes et anti-sémites ».

Il s'agit de mesures de rétorsion après la radiation de représentants républicains durant la précédente session du Congrès.

Les Républicains s'opposent à l'interdiction des cuisinières à gaz

Le ministère de l'Énergie propose des normes d'efficacité pour les tables de cuisson à gaz et/ou électriques, mais pour le moment pas d'interdiction.

Le sénateur démocrate Joe Manchin III

(Virginie-Occidentale) a lancé sa première audience en tant que président de la commission sénatoriale de l'Énergie en plaçant le débat sur les cuisinières à gaz naturel sur le devant de la scène.

Le sénateur républicain Ted Cruz (Texas) a déposé un projet de loi pour protéger les gazinières.

Le gouverneur républicain de Floride, Ron DeSantis, a proposé d'interdire les taxes fédérales sur les gazinières.

Brian Deese quitte la Maison-Blanche

Brian Deese, le directeur du National Economic Council, a mis fin à ses fonctions.

Il avait joué un rôle central lors de la COP de 2015 et était considéré comme le véritable auteur de l'Accord de Paris sur le climat. Il avait par la suite porté le même combat au sein du fonds d'investissement BlackRock, conduisant celui-ci à ne plus investir dans les énergies fossiles.

Selon ses interlocuteurs, Brian Deese présente l'économie décarbonnée soit comme une nécessité écologique, soit comme une avancée en terme de compétitivité capitaliste.

Les États-Unis jugent négativement l'impact de l'Administration Biden

Selon le [Monmouth University Polling Institute](#), 59 % des États-Unis disent que le gouvernement actuel à Washington a un impact négatif sur la vie de la plupart des gens. Dans l'ensemble, seulement 16 % du public dit que Washington a un impact positif et 22 % disent qu'il a peu d'impact de toute façon. (Cf. Question n°19)

Les Démocrates ne soutiennent plus une nouvelle candidature Biden

Selon un sondage [NORC Center for Public Affairs Research/Associated Press](#), les électeurs démocrates ne soutiennent plus l'idée d'une réélection du président Biden. Ils étaient 57 % à la

souhaiter avant les élections générales de mi-mandat, ils ne sont plus que 37 %.

Étrange « discours sur l'état de l'Union »

Le président Joe Biden a prononcé le discours annuel sur l'état de l'Union. Il n'a à aucun moment fait allusion à Al-Qaïda, à l'Etat islamique, à l'Iran ou à la Corée du Nord, ennemis officiels des États-Unis. Au contraire, il a fait l'éloge de sa politique et s'en est pris à son opposition.

Pour la première fois, le président a été interrompu par des cris de « C'est ta faute ! » et autres « menteur ! ».

Des parlementaires US pro-Israël mettent en garde contre la politique de Benjamin Netanyahu

Trois parlementaires démocrates tirent la sonnette d'alarme face à l'évolution d'Israël. Le représentant Jerry Nadler (New York), ancien président du comité judiciaire de la Chambre, a écrit dans *Ha'aretz* que la refonte judiciaire de Benjamin Netanyahu porterait atteinte aux valeurs à la base des relations américano-israéliennes. Le représentant Brad Sherman (Californie), un fervent partisan d'Israël, a mis en garde contre les dommages causés à la position du pays parmi les démocrates. Enfin le sénateur Peter Welch (Vermont) a mis en garde contre le gouvernement Netanyahu qui conteste la démocratie.

La CIA pronostique un conflit israélo-palestinien

S'exprimant devant les étudiants de l'université de Georgetown à Washington, le directeur de la CIA [William Burns](#) a prédit un prochain conflit en Israël.

Les anciens dirigeants de Twitter nient avoir obéi au FBI

L'ancien directeur juridique de Twitter, Vijaya Gadde, l'ancien avocat général adjoint de la

société, James Baker, et l'ancien directeur de la Sécurité de la compagnie, Yoel Roth, ont été auditionnés par la commission de Surveillance et de Responsabilité de la Chambre des représentants. Ils ont nié en bloc avoir censuré les posts traitant de l'ordinateur de Hunter Biden sur injonction du FBI, malgré les documents attestant du contraire.

EUROPE

La rencontre du pape François avec les présidents Volodymyr Zelensky et Vladimir Poutine repoussée

Lors de son retour d'Afrique, le pape François a déclaré être prêt pour une rencontre avec les présidents ukrainien et russe, Volodymyr Zelensky et Vladimir Poutine.

De son côté, le Britannique Mgr Paul Richard Gallagher, secrétaire du Saint-Siège pour les Relations avec les États, a précisé que le pape ne rencontrerait le patriarche russe Cyril Ier que dans une situation pacifique, sans interférence de la guerre.

Russia Today cesse ses activités en Allemagne et en France

La chaîne de télévision *Russia Today*, qui a déjà été interdite en Allemagne comme en France, a annoncé qu'elle cessait définitivement ses activités dans les deux pays.

La censure des médias russes en Occident a débuté avant l'intervention militaire russe en Ukraine afin d'être certain que le public occidental n'entendrait pas le point de vue russe sur cette guerre.

Nord Stream a été détruit par les USA et la Norvège

Le journaliste états-unien [Seymour Hersh](#), déjà à l'origine des informations sur le massacre de Mỹ Lai au Viêt Nam ou sur les actes de torture à Abou Ghraïb ou encore sur la fausse attaque au gaz sarin en Syrie, vient de révéler comment

les gazoducs Nord Stream ont été sabotés. Des plongeurs de l'US Navy ont posé des explosifs sous les gazoducs *Nord Stream* l'été dernier (durant l'« opération Baltops 22 » de l'Otan, du 5 au 17 juin 2022), que les Norvégiens ont activés trois mois plus tard, le 26 septembre, en larguant depuis un avion une bouée qui les a fait exploser.

L'opération a été pilotée par Jacob Sullivan (conseiller national de Sécurité), Antony Blinken (secrétaire d'État) et Victoria Nuland (sous-secrétaire d'État pour les Affaires politiques). Ces trois personnalités font partie du cercle très restreint des disciples du philosophe Leo Strauss. Sa planification a débuté en décembre 2021, c'est-à-dire deux mois avant l'intervention militaire russe en Ukraine en application de la résolution 2202 du Conseil de sécurité (présentée comme une « invasion » par la propagande de l'Otan).

Le 7 février 2022, recevant le chancelier allemand Olaf Scholz, le président Joe Biden avait déclaré : « Si la Russie envahit... il n'y aura plus de *Nord Stream* 2. Nous y mettrons fin ».

En juin 2022, le Parlement norvégien a adopté un accord militaire avec les États-Unis leur concédant un droit d'accès et d'usage illimité dans quatre zones de son territoire.

L'opération a été exécutée par l'US Navy de manière à ne pas avoir à rendre compte au Congrès, alors que le Commandement des Forces spéciales (SoCom) y est contraint.

Ce sabotage est la plus grave action terroriste commise depuis la Seconde Guerre mondiale. Les victimes sont les propriétaires des gazoducs, soit la société russo-germano-néerlando-française domiciliée en Suisse, Nord Stream AG. L'impact de ce sabotage a ravagé l'économie de l'Union européenne, provoquant une hausse ahurissante des prix de l'énergie et des faillites en chaîne.

L'Union européenne interdit l'achat de pétrole russe

L'UE a interdit aux compagnies d'assurance, de transport maritime et autres occidentales de financer, d'assurer, de négocier ou de transporter des produits pétroliers russes, bruts ou raffinés, à moins qu'ils n'aient été achetés au prix plafond fixé (60 dollars le baril) ou en dessous.

Avant la guerre, l'UE importait de Russie 1 million de barils par jour. Elle continue à acheter du gaz liquéfié russe (LNG).

Trois exceptions temporaires sont cependant prévues. La première pour les contrats passés avant le 5 février, étant entendu que les importateurs ne disposeront que de 55 jours pour les livrer dans l'Union. La seconde pour les importations de pétrole brut par oléoduc dans les États membres qui, en raison de leur situation géographique, sont dépendants des approvisionnements russes et ne disposent pas de solution de rechange viable. La troisième pour l'achat par bateau par la Bulgarie.

L'UE espère priver ainsi la Russie de 160 millions d'euros de revenus par jour.

Cependant, jusqu'à présent, les « sanctions » occidentales, après avoir gravement perturbé l'économie russe durant les deux premiers mois, lui ont été largement profitables.

Au cours des derniers mois, l'Inde a importé le surplus de pétrole russe et l'a raffiné, ce qui rend la détermination de son origine impossible, puis l'a exporté vers l'Union européenne et vers les États-Unis pour que ces derniers reconstituent leurs stocks stratégiques. En outre, la Russie s'est dotée d'une centaine de cargos fantômes, c'est-à-dire immatriculés à l'étranger, qui peuvent être utilisés pour transborder du pétrole en mer dans des pétroliers autorisés à livrer dans l'Union européenne.

Il ne sera pas possible de savoir quelles seront les conséquences des dernières mesures européennes car le Kremlin a décidé de classer ses statistiques économiques.

Rappelons qu'en Droit international, les

mesures de l'UE ne sont pas des « sanctions », mais des « mesures coercitives unilatérales » (MCU) contraires à la Charte des Nations unies et aux deux Protocoles additionnels. Elles violent sans aucun doute la [résolution A/RES/77/214 de l'Assemblée générale](#), adoptée le 15 décembre 2022.

L'UE réserve 1 milliard d'euros pour la reconstruction de l'Ukraine

L'UE, qui a déjà donné pour environ 50 milliards d'euros à l'Ukraine, a annoncé lors du sommet de Kyiv en réserver 1 milliard de plus pour sa reconstruction rapide.

L'UE planifie l'interdiction de louer des immeubles mal isolés

La Commission européenne planche sur une interdiction de location, à l'horizon 2030, des immeubles ne remplissant pas ses normes d'isolation. Si cette disposition était adoptée, le tiers des biens actuellement mis en location ne serait plus utilisable.

Outre que cette mesure ruinerait nombre de bailleurs, elle provoquerait une très grave crise du logement.

Accusation de trafic d'organes en Moldavie et en Ukraine

Une source moldave accuse l'ancien oligarque Vladimir Plahotniuc d'organiser un trafic d'organes depuis les cliniques dont il serait toujours propriétaire. Divers témoins attestent que de nombreux blessés graves ukrainiens se rendent dans ces établissements.

Vladimir Plahotniuc (dit « le marionnettiste » selon le surnom que lui avait décerné le Premier ministre Vlad Filat) a fui la Moldavie en 2019 après que l'actuelle présidente Maia Sandu a dénoncé à la Justice son système de chantage sur un grand nombre de politiciens. Il est aujourd'hui réfugié dans la partie de Chypre occupée par la Turquie. Il fait actuellement l'objet à Chisinau d'un procès par contumace

pour avoir constitué une organisation criminelle et avoir volé plus d'1 milliard de dollars à l'État moldave.

Déjà 19 millions de livres radiés des bibliothèques ukrainiennes

À l'annonce d'une réunion avec les organes compétents, Yevheniya Kravtchouk, présidente de la sous-commission de la Politique de l'Information et de l'intégration européenne de la Verkhovna Rada ukrainienne, a déclaré que 19 millions de livres avaient déjà été radiés des bibliothèques ukrainiennes en novembre dernier.

Parmi ceux-ci 11 millions ont été passés au pilon parce que signés par des auteurs russes de toutes les époques.

Ce programme, qui a débuté en juin 2022, vise à détruire 100 millions de livres liés à la culture russe. Ce n'est donc qu'un début.

Il s'agit du plus vaste programme de censure depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les familles ukrainiennes inquiètes pour leurs hommes

Selon le diplomate russe Dmitry Polyansky, les familles des soldats ukrainiens faits prisonniers par la Russie lui demandent de ne pas les échanger. En effet, dès qu'ils sont libérés, ils sont renvoyés au front, où ils seraient considérés comme de la chair à canon.

Le plan de paix de la CIA en Ukraine

Selon le *Washington Post*, William Burns, directeur de la CIA, aurait effectué un voyage secret à Kyiv en janvier. Selon le quotidien suisse-allemand *Neue Zürcher Zeitung*, il se serait aussi rendu à Moscou. Citant des diplomates allemands, le *NZZ* assure que Burns a proposé un plan de paix prévoyant de reconnaître l'adhésion du Donbass à la Fédération de Russie, mais pas celle de la Novorossia. L'administration Biden a démenti les imputations suisses, que pourtant tout pousse à

croire. William Burns, ancien ambassadeur US à Moscou, est un adversaire des Straussians Sullivan/Blinken/Nuland.

L'Ukraine déclare Wagner « organisation criminelle »

Le 6 février, la Verkhovna Rada a désigné la société militaire privée Wagner comme une « organisation criminelle ».

Le département du Trésor US l'avait déjà fait le 26 janvier, suite au voyage du directeur de la CIA, William Burns, en Libye. Désormais travailler avec Wagner est passible de mesures coercitives unilatérales US (qualifiées de « sanctions » par la propagande atlantiste). Ce dispositif est progressivement étendu à tout l'Occident.

Utilisation d'armes chimiques par une unité ukrainienne

Des armes chimiques ont été larguées par des drones, les 5 et 6 février, sur la ligne de front de Soledar et d'Artyomovsk par une unité ukrainienne. Il n'est pas possible à ce stade de dire si l'utilisation de ces armes interdites est une décision de l'état-major de Kyiv ou une initiative de cette unité précisément.

Les autorités du Donbass n'ont pas encore identifié l'agent utilisé. Yan Gagin, conseiller du chef de la République populaire de Donetsk (RPD), a déclaré à l'agence TASS que les victimes souffraient de « graves étourdissements, de nausées et de vomissements »

Vladimir Poutine dénonce le soutien allemand aux ukro-nazis

S'exprimant à l'occasion du 80e anniversaire de la bataille de Stalingrad, le président Vladimir Poutine a déclaré : « Maintenant, malheureusement, nous voyons que l'idéologie du nazisme dans son apparence moderne, dans sa manifestation moderne, pose à nouveau des menaces directes à la sécurité de notre pays. Nous sommes obligés de repousser encore et

encore l'agression de l'Occident dans son ensemble. Incroyablement, mais en vérité, nous sommes à nouveau menacés par des chars Leopard allemands avec une croix sur leur blindage, toujours sur le territoire de l'Ukraine, de la Russie ».

Le patriarche Cyril Ier était un informateur de l'URSS

Selon le quotidien zurichois [*Tages-Anzeiger*](#) citant des archives soviétiques, l'actuel patriarche orthodoxe de Moscou, Cyril Ier, a renseigné le KGB soviétique sur les activités du Conseil œcuménique des Églises (COE) à Genève, dans les années 1970-80.

Ce Conseil avait été créé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par la secte dont faisait partie les principaux généraux du Pentagone, créée par Abraham Vereide (« La Famille »). Il s'agissait de mettre en évidence le caractère religieux des forces atlantiques face à celui, athée, de l'Union soviétique. Cependant l'Église orthodoxe russe participait à ce Conseil car Joseph Staline s'était réconcilié avec elle pour défendre la patrie lors de l'attaque nazie. Contrairement à une image anachronique, il n'y avait plus de persécution religieuse en URSS. Tous les popes relevant du patriarcat de Moscou, qu'ils résident ou non dans le pays, étaient devenus des salariés de l'État soviétique. Une partie des membres du COE l'ignorait.

Suite de l'enquête russe sur les laboratoires biologiques US en Ukraine

Le ministère russe de la Défense poursuit son enquête sur les laboratoires civilo-militaires US en Ukraine et dans le monde. Le général Igor Kirillov a déclaré avoir identifié plusieurs dirigeants de ce programme secret :

Karen Saylor, directrice générale de Labyrinth Global Health et ancienne responsable des programmes Metabiota en Afrique centrale. Depuis 2016, Saylor travaille comme consultant senior pour le projet U-P10 qui

étudie les voies de transmission de la peste porcine africaine en Ukraine.

Colleen Johnson est associée à l'Université du Tennessee et directrice de l'Institut de recherche sur le système hôte-pathogène. Elle a dirigé le projet UP8 pour étudier les zones de distribution de l'agent pathogène de la fièvre de Crimée-Congo et des hantavirus en Ukraine. Johnson a dirigé le processus de collecte d'échantillons biologiques auprès de soldats ukrainiens et a assuré la liaison entre les sous-traitants états-uniens et le centre de santé publique du ministère de la Santé en Ukraine.

Lewis von Thaler est président et directeur de Battelle, un des principaux sous-traitants du Pentagone et du ministère de l'Énergie. Depuis 2003, la société supervise des projets de recherche liés aux infections zoonotiques en Ukraine.

Selon le ministère russe de la Défense, les partenariats public-privé US permettent au donneur d'ordre, le Pentagone, de nier qu'il mène l'ensemble du programme.

Durant la Guerre froide, les recherches biologiques de l'armée US étaient pratiquées par la Navy. Celle-ci avait installé de nombreux laboratoires à l'étranger pour prélever, étudier et sélectionner divers virus. En 1977, le US Navy Biological Warfare Laboratory du Caire a laissé échapper le virus de la fièvre de la vallée du Rift, causant une grave épidémie. Le virus avait été modifié et la maladie était devenue sévère. Le laboratoire fut déménagé.

En 2010, le centre biomédical de l'US Navy à Jakarta a été suspendu en raison d'un « conflit d'intérêts » et de nombreuses irrégularités. Les États-uniens ont effectué des travaux dans cette installation en dehors du programme de recherche convenu, en prélevant des échantillons biologiques non autorisés et en refusant d'informer le gouvernement indonésien du but des travaux effectués et des résultats obtenus. Il s'est avéré que les images ont été utilisées au nom de la société pharmaceutique

affiliée au Pentagone, Gilead Science, l'ancienne société du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, qui a testé ses médicaments en Ukraine et en Géorgie, entre autres.

Les USA reprennent les négociations de désarmement New Strat avec la Russie

Le ministre adjoint russe des Affaires étrangères, Sergey Ryabkov, a repris les négociations sur la mise à jour du Traité New Start de réduction des armes stratégiques avec l'ambassadrice des États-Unis à Moscou, Lynne Tracy.

Si l'armement US n'a pas évolué depuis la signature du Traité, la Russie s'est dotée de toutes sortes de nouvelles armes nucléaires qui n'entrent pas dans le dispositif actuel.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

AFRIQUE

La Justice tunisienne veut faire la vérité sur les assassinats de 2013

Le ministère de la Justice tunisien a constitué une commission spéciale, sous les ordres directs de la ministre Leila Jaffal, pour faire toute la lumière sur les assassinats de Choukri Bilaid et de Boubaker El Hakim.

Ils auraient été tués par le jihadiste franco-tunisien Mohammed Brahmi pour le compte des Frères musulmans.

Le président Kais Saïed limoge son ministre des Affaires étrangères

Le ministre des Affaires étrangères tunisien, Othman Jerandi, a été limogé dans l'heure par

le président Kais Saïed pour avoir téléphoné à son homologue syrien, Faïçal Mekdad, et lui avoir exprimé sa sympathie après le tremblement de terre dans son pays ; une provocation vis-à-vis des États-Unis.

Le Mali fait le ménage

Le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, s'est rendu à Bamako rencontrer le président du gouvernement de transition, le colonel Assimi Goïta. Il est le premier officiel russe de ce rang à se déplacer au Mali.

Le gouvernement de transition a donné 48 heures au chef de la MINUSMA, pour quitter le pays. Il lui reproche d'avoir sélectionné de manière biaisée les représentants de la société civile qui ont été entendus par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Le gouvernement de transition a interdit aux soldats allemands de la MINUSMA de faire voler des drones sur son territoire. Depuis le mois d'octobre, il réclame d'avoir accès à l'intégralité des images de ces engins. Un accord semblait avoir été trouvé, mais [Berlin](#) refuse obstinément de transmettre ces enregistrements.

Sergueï Lavrov dame le pion de l'UE au Soudan

Les ambassadeurs de l'Union européenne qui se sont rendus au Soudan, ainsi que prévu longtemps à l'avance, ont été stupéfaits d'y croiser [Sergueï Lavrov](#), ministre russe des Affaires étrangères.

Trois hiérarques chrétiens au Soudan du Sud

Le pape François, l'archevêque de Canterbury et leader global de la Communion anglicane, Justin Welby, ainsi que le modérateur de l'Assemblée générale de l'Église d'Écosse, Iain Greenshields, se sont rendus au Congo et au Soudan du Sud.

C'est la première fois que des hiérarques chrétiens entreprennent un voyage commun.

Les trois hommes ont dénoncé le tribalisme et la corruption. Ils ont appelé à la paix.

Certes la violence tribale est un fléau, mais assimiler le tribalisme à une faute ou à un péché, c'est condamner un type d'organisation politique.

L'Ouganda pratique-t-il ou réprime-t-il la torture ?

L'Ouganda ne renouvellera pas le mandat du Bureau des Nations unies pour les Droits de l'homme dans le pays. Des plaintes sont régulièrement déposées à propos de cas de détention arbitraire et de torture. Cependant le gouvernement du président [Yoweri Museveni](#) fait valoir qu'il lutte contre ces pratiques. Ainsi il a poursuivi des centaines de personnes pour des actes de torture ce qui a été reconnu par les Nations unies.

La RDC expulse des militaires rwandais de l'EACRF

La République démocratique du Congo (RDC) a annoncé le départ des militaires rwandais de la force multinationale. « Considérant d'une part les manifestations anti-EACRF [East African Regional Force] et d'autre part, la perception négative qui se développe dans l'opinion populaire à l'égard du Rwanda, il en résulte que la sécurité des trois officiers [des Forces de défense rwandaise, RDF] n'est plus garantie », a indiqué le chef d'état-major congolais, le général Christian Tshiwewe Songesha. Par ailleurs, la médiation entre les différentes parties congolaises, prévue au Qatar le 23 janvier, a été annulée.

ASIE

L'Administration Netanyahu promeut les colonies illégales

Le général Avi Bluth, commandant des forces israéliennes en Cisjordanie occupée, a distribué un ouvrage à ses officiers : *Ours in Tabu : The*

Secrets of Land Redeemers From Our Father Abraham to the Young Settlements. Il présente comme une volonté divine l'achat des terres palestiniennes par des juifs depuis Abraham jusqu'aux colonies illégales.

56 économistes contre le programme de Benjamin Netanyahu

56 économistes de renommée mondiale, dont 11 Prix Nobel, ont publié une [lettre ouverte](#). Il y écrivent : « La coalition au pouvoir en Israël envisage une série d'actes législatifs qui affaiblirait l'indépendance du pouvoir judiciaire et son pouvoir de contraindre les actions gouvernementales. De nombreux économistes israéliens, dans une lettre ouverte à laquelle certains d'entre nous se sont joints, ont exprimé leur inquiétude quant au fait qu'une telle réforme nuirait à l'économie israélienne en affaiblissant l'État de droit et en déplaçant ainsi Israël vers la Hongrie et la Pologne ».

La France tente de réorganiser le Liban à son avantage

L'Arabie saoudite, l'Égypte, les États-Unis, la France, le Qatar se sont réunis à Paris pour discuter de l'avenir du Liban « hors de toute influence étrangère » (sic).

La France a présenté la candidature du général Joseph Aoun à la présidence de la République et celle de l'ambassadeur Nawaf Salam au poste de Premier ministre sans parvenir à obtenir que l'Arabie saoudite se prononce.

Le gouverneur Riad Salamé candidat à sa propre succession à la tête de la Banque centrale libanaise

Le Premier ministre sortant, Najib Mikati, et le président de l'Assemblée nationale, Nabih Berri, manœuvrent pour reconduire le gouverneur de la Banque centrale du Liban, Riad Salamé. Celui-ci, sous le coup d'enquêtes internationales pour détournement d'argent en bande organisée, tient les manettes de l'économie

libanaise depuis près de 30 ans avec les résultats catastrophiques que l'on connaît.

Analyse du Réseau Voltaire

« [L'affaire Hunter Biden / Ihor Kolomoïsky](#) »
par Thierry Meyssan

L'Administration Biden réagit enfin aux scandales surgis de l'ordinateur du fils du président, Hunter Biden. Ce raté, dont on ne connaît que les activités de junkie et de proxénète, a réussi à devenir administrateur d'une grande compagnie gazière ; un travail dont il ne connaît rien. Homme de paille, il a signé toutes sortes de gros contrats, dans des pays différents, où il se déplaçait — sans droit — en avions US officiels. Son père lance aujourd'hui une opération pour étouffer ses affaires qui l'a conduit à faire le ménage dans le gouvernement ukrainien.

La Syrie et la Russie réaffirment leur opposition aux armes chimiques

Les ministres des Affaires étrangères russe et syrien, Sergei Lavrov et Faisal Mekdad, ont publié une déclaration commune dans laquelle ils déclarent : « La Russie et la Syrie réaffirment l'inadmissibilité catégorique de l'utilisation d'armes chimiques par qui que ce soit, où que ce soit et sous quelque prétexte que ce soit ». Les deux pays entendaient répondre une fois de plus aux accusations d'usage de bombes au chlore à Douma, en 2018, après la publication d'un rapport de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), suivi d'une déclaration commune du Royaume-Uni, des États-Unis, de la France et de l'Allemagne. Rappelons que depuis la modification de ses statuts, à l'instigation de la France, l'OIAC n'est plus un organe neutre.

Les « sanctions » US interdisent de porter secours aux Syriens victimes du tremblement de terre

Le président Bachar el-Assad a téléphoné à son homologue russe, Vladimir Poutine, pour le remercier de l'aide apportée par la Russie à la population syrienne après le tremblement de terre qui l'a durement frappée. La Russie a apporté quantité de matériels et envoyé 300 soldats et 60 unités spécialistes du génie militaire pour extraire les survivants des décombres. Seule une quinzaine d'autres pays a porté secours aux Syriens (Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Chine, Égypte, Émirats arabes unis, Inde, Iran, Iraq, Liban, Libye, Nouvelle-Zélande, Oman). Quelques autres ont adressé leurs condoléances (Arménie, Venezuela...) sans avoir de possibilité d'envoyer une aide d'urgence. D'une manière générale, alors que l'on assiste à des surenchères pour aider les victimes du tremblement de terre en Turquie, rares sont ceux qui souhaitent aider les victimes syriennes au risque de défier les États-Unis. Les « mesures coercitives unilatérales » (MCU) des États-Unis (loi « Caesar »), mensongèrement présentées comme des « sanctions » légales, interdisent *de facto* d'envoyer des médicaments et de dépêcher une assistance en génie civil immédiatement indispensable pour lutter contre les conséquences des tremblements de terre. Ces mesures ne s'appliquent pas au gouvernorat d'Idleb, occupé par les jihadistes.

Le porte-parole du département d'État US, Ned Price a déclaré qu'utiliser un tremblement de terre comme une opportunité pour tendre la main au « régime syrien » serait « ironique ».

La Türkiye exporte du matériel US en Russie

Selon le [*Wall Street Journal*](#), 15 sociétés turques exportent pour 18,5 millions de dollars des matériels achetés aux États-Unis vers une dizaine de sociétés russes faisant l'objet de mesures coercitives unilatérales US (décrites

comme des « sanctions » par la propagande atlantiste).

L'Administration Biden échoue à contraindre la Türkiye d'appliquer ses « sanctions » contre la Russie

[Brian Nelson](#), sous-secrétaire US au Trésor chargé du Terrorisme et du Renseignement financier, s'est rendu à Ankara à la tête d'une délégation. Il a fait pression sur la Türkiye pour qu'elle cesse de commercer avec la Russie, au moins en ce qui concerne le matériel états-unien. Les mesures coercitives unilatérales US ne sont efficaces que si tous ses alliés les appliquent.

Cependant la publication des chiffres israéliens des pertes ukrainiennes par la presse turque a fait échouer la tentative US.

Sadat Peker remet ses révélations à plus tard

Le parrain mafieux turc Sedat Peker, aujourd'hui réfugié aux Émirats arabes unis, a déclaré qu'il ne ferait ses révélations qu'après les élections générales turques. Il avait préalablement déclaré qu'il les ferait deux mois avant ces élections.

Sadat Peker avait défrayé la chronique, en 2021, en accusant le fils de l'ancien ministre de l'Intérieur, Mehmet Ağar, et celui de l'ancien Premier ministre, Binali Yıldırım, d'avoir violé et assassiné un étudiant kazakh. Il avait également révélé que la société SADAT d'un conseiller du président Recep Tayyip Erdoğan, le général Adnan Tanrıverdi, avait servi au gouvernement pour envoyer des armes aux jihadistes en Syrie.

Téhéran rappelle à Paris qu'il a donné la bombe atomique à Israël

Le ministère iranien des Affaires étrangères a vilipendé les propos du président français, Emmanuel Macron, selon lesquels « la poursuite du projet nucléaire iranien (...) aura

inévitables des conséquences ». Il a rappelé que son pays a renoncé, il y a plus de quarante ans à se doter d'une bombe atomique et a interpellé le président français à propos du rôle historique de son pays. « La partie française devrait informer le monde de la manière dont l'État sioniste terroriste a obtenu des armes nucléaires, au lieu d'exprimer de manière superficielle ses inquiétudes concernant les activités nucléaires pacifiques de l'Iran ». Ce sont en effet [les hauts fonctionnaires français de la IVème République](#) qui ont exporté le savoir-faire de leurs scientifiques en Israël lors de la construction de la centrale de Dimona.

Mohammad Khatami reprend du service

L'ancien président iranien Mohammad Khatami a constaté le mécontentement généralisé de son peuple et a appelé à forcer l'État par des moyens non-violents à changer sa démarche et à engager des réformes. Mohamed Khatami avait rencontré George Soros aux États-Unis avant la révolution colorée de 2009 contre le président Mahmoud Ahmadinejad.

Attaques contre des bases militaires en Iran

Fin janvier 2023, des drones non-identifiés ont provoqué une succession d'explosions dans des bases militaires iraniennes, notamment à Ispahan. Les autorités ont minimisé les faits.

Imran Khan tente de discréditer la Justice pakistanaise

L'ancien Premier ministre Imran Khan a appelé ses soutiens à remplir les prisons. 500 membres de son parti se sont regroupés devant chaque prison et ont demandé à y être enfermés. Il s'agit de discréditer le système pénal et judiciaire qui a arrêté des collaborateurs de M. Khan. Imran Khan a été renversé par le Parlement lors de la première motion de censure effective de l'histoire du Pakistan. Cependant le nouveau

gouvernement n'a pas convoqué de nouvelles élections. Il ne semble pas capable de tenir ses promesses et de résoudre les problèmes des citoyens. Au lieu de cela, il se compose désormais de 78 ministres dont 30 sans portefeuille.

L'Inde dispose de deux porte-avions

L'Inde s'apprête à lancer son second porte-avions, l'*INS Vikramaditya*. À la différence du premier, l'*INS Vikrant*, de fabrication indienne, celui-ci est un ancien navire soviétique, le *Baku*, entièrement remis à neuf et modernisé.

Les Philippines acceptent quatre nouvelles bases militaires US

Le secrétaire à la Défense, le général Lloyd Austin, a conclu un accord avec le président philippin, Ferdinand Marcos Jr, pour quatre nouvelles bases militaires.

La stratégie chinoise des ballons

L'Armée de libération populaire chinoise a longuement étudié l'usage militaire qui peut être fait des ballons météorologiques. Elle s'est appuyée sur celui, traditionnel, des cerfs-volants. Selon la revue bimestrielle *Aerospace Electronic Warfare*, publié par l'Institut 8511 de China Aerospace Science and Industry Corp., les ballons peuvent être utilisés à des fins de surveillance de la couche de l'atmosphère située au dessous d'eux ; c'est-à-dire pour visualiser les drones que l'on ne voit pas nécessairement depuis le sol. Si l'on place des brouilleurs dans le ballon, on peut alors brouiller les signaux des satellites grâce auxquels on manœuvre les drones.

Selon un rapport de 2009 de l'Université de la Défense nationale chinoise les ballons peuvent être utilisés pour des « attaques psychologiques » de manière à créer une angoisse sur le long terme.

Selon un rapport militaire chinois de 2013, les ballons peuvent contrer les drones de

reconnaissance états-uniens, y compris le Global Hawk à longue portée de l'Air Force et le Sentinel furtif.

Selon un rapport de 2020 de quatre techniciens de l'Institut de recherche sur l'information aérospatiale de l'Académie chinoise des sciences, les ballons sont beaucoup plus économiques et durables que les satellites.

Procès des leaders des manifestations pro-occidentales à Hong Kong

47 leaders des manifestations de 2019-20 contre l'amendement de la loi d'extradition seront jugés durant les trois prochains mois à Hong Kong. Leur mouvement s'inspirait de la « Révolution des parapluies » de 2014 et la « Révolution des boulettes de poisson » de 2016 organisées par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. L'amendement en question visait à contrôler les Triades (mafia) et la centaine de milliardaires de la ville. Il a été interprété à tort comme une reprise en main de la population dans le contexte des accusations selon lesquelles Beijing aurait interné 1 million d'Ouïghours. Certains des prévenus encourent la prison à vie. La population de Hong Kong, quoi qu'ethniquement chinoise, est plutôt culturellement britannique.

La Chine soutient l'industrie de Défense russe

Selon le [Center for Advanced Defense Studies](#) (C4ADS), la Chine exporte en Russie les pièces d'électronique nécessaires à son industrie militaire. *De facto*, Moscou remplace immédiatement les armes détruites en Ukraine malgré les mesures coercitives unilatérales US (décrites comme des « sanctions » par la propagande atlantiste).

OCÉANIE

La stratégie US en Ukraine et à Taïwan

S'exprimant devant le Comité US pour la République, le diplomate australien [John Lander](#), ancien directeur du service chinois du ministère des Affaires étrangères, a détaillé la manière dont les États-Unis impliquent l'Australie dans la guerre par procuration qu'ils planifient contre la Chine. Selon lui, l'AUKUS s'est vite avéré ne pas être une alliance défensive, mais un piège. Washington affaiblit d'une part la Russie en Ukraine et tente de faire la même chose avec la Chine à Taïwan, dans le premier cas au détriment de l'Union européenne, dans le second à celui de l'Australie et du Japon.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand, serge.marchand@voltairenet.org

46 numéros par an.

[Abonnement annuel : 150 euros](#)

[Abonnement mensuel : 15 euros](#)

Prix de vente au numéro : 5 euros

Supplément documentation

2- Documents officiels

AFGHANISTAN

[Warriors and nation builders : development and the military in Afghanistan](#), Andy Tamas, Canadian Defence Academy

AZERBAÏDJAN

[Situation actuelle entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie](#), Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, Parlement du Canada ([EN](#))

BALKANS

[Western Balkan Foreign and Security Ties with External Actors](#), Marina Vulović, Stiftung Wissenschaft und Politik

[Außen- und sicherheitspolitische Beziehungen der Westbalkanländer mit externen Akteuren](#), Marina Vulović, Stiftung Wissenschaft und Politik

BALTIC

[Geopolitik im Ostseeraum](#), Göran Swistek & Michael Paul, Stiftung Wissenschaft und Politik

CANADA

[Rapport spécial sur les activités d'Affaires mondiales Canada en matière de sécurité nationale et de renseignement](#), Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement, Parlement du Canada
[Special report on the national security and intelligence activities of Global Affairs Canada](#), National Security and Intelligence Committee of Parliamentarians, Parliament of Canada

CHINA

[Cina e Indo-Pacifico](#), Filippo Fasulo, Osservatorio di Policia Internazionale (Italia)

[PLA Logistics and Sustainment : PLA Conference 2022](#), United States Army War College

[La région autonome ouïghoure du Xinjiang](#), Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, Parlement du Canada

[China's Green Development in the New Era](#), State Council (People's Republic of China)

COLLECTIVE SECURITY TREATY ORGANIZATION

[L'Organisation du traité de sécurité collective en état de mort cérébrale ?](#), Stéphan Samaran, Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) (France)

CYPRUS

[Exogenous factors underpinning the Cyprus problem : shifting political and societal ramifications](#), Isabelle Ioannides & Dilek Lati, Stiftung Wissenschaft und Politik

FRANCE

[La stratégie française pour l'Indopacifique : des ambitions à la réalité](#), Cédric Perrin, Rachid Temal, Hugues Saury, Jacques Le Nay, André Gattolin et Joël Guerriau, commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, Sénat (France)

[La réforme du corps diplomatique](#), Arnaud Le Gall & Vincent Ledoux, Assemblée nationale (France)

[Frankreichs Atomwaffen und Europa](#), Lydia Wachs & Liviu Horovitz, Stiftung Wissenschaft und Politik

GERMANY

[Szenarien für ein klimaneutrales Deutschland. Technologieumbau, Verbrauchsreduktion und Kohlenstoffmanagement](#), Elisabeth Dütschke, Berit Erlach, Manfred Fischedick, Sabine Fuss, Oliver Geden, Jörn Gierds, Ulrike Herrmann, Patrick Jochem, Christoph Kost, Gunnar Luderer, Karsten Neuhoff, Mirko Schäfer, Kurt Wagemann, Frauke Wiese, Jenny Winkler,

Bastian Zachmann & Lin Zheng, Deutsche Akademie der Technikwissenschaften

[Germany's Fragile Leadership Role in European Air Defence](#), Sven Arnold & Torben Arnold, Stiftung Wissenschaft und Politik

[Deutsche Cybersicherheit in Europa, 14490 Suchergebnisse wurden gefunden](#), Annegret Bendiek, Stiftung Wissenschaft und Politik

ISRAEL

[Israel's Anti-liberal Coalition](#), Peter Lintl, Stiftung Wissenschaft und Politik

SAHEL

[Den MINUSMA-Einsatz der Bundeswehr rasch aber geordnet in diesem Jahr beenden - Unser zukünftiges Engagement im Sahel mit einer Gesamtstrategie auf eine solide und tragfähige Grundlage stellen](#), CDU-CSU, Deutscher Bundestag

TURKIYE

[The Post-Erdoğan Vision of Turkish Opposition : Opportunities and Limitations](#), Edgar Şar, Stiftung Wissenschaft und Politik

UKRAINE

[Ukraine conflict : An overview](#), Carl Baker, UK House of Commons Library

[Military assistance to Ukraine since the Russian invasion](#), Calire Mills, UK House of Commons Library

[Ukraine : UK aid and humanitarian situation 2022-23](#), Philp Loft, UK House of Commons Library

[Ukraine : Russia's "red line"](#), Claire Mills, UK House of Commons Library

[Das Völkerrecht und der Ukraine-Krieg](#), Die Linke, Deutscher Bundestag

[Deutschlands Verantwortung für Frieden in Europa gerecht werden - Eine Friedensinitiative mit Sicherheitsgarantien für die Ukraine und Russland](#), AfD, Deutscher Bundestag

[Maßnahmen der Bundesregierung im Zusammenhang mit dem Ukraine-Krieg](#), Antwort der Bundesregierung, Deutscher Bundestag

[Russia's war on Ukraine : Western-made tanks for Ukraine](#), Sebastian Clapp, European Parliamentary Research Service

[Waffenlieferungen an die Ukraine](#), Christian Schaller, Stiftung Wissenschaft und Politik

[Ukraine : un an de guerre. Quels enseignements pour la France ?](#), Cédric Perrin & Jean-Marc Todeschini, commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, Sénat (France)

=====

ARTIFICIAL INTELLIGENCE

[Trusting AI : Integrating Artificial Intelligence into the Army's Professional Expert Knowledge](#), C. Anthony Pfaff, Christopher J. Lowrance, Bre M. Washburn & Brett A. Carey, United States Army War College

[Face à l'explosion des données : prévenir la submersion](#), Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (France)

CLIMATE

[International climate finance and COP27 : a quick guide](#), Angela Clare, Research Paper, Parliament of Australia

COMMUNICATION

[Defense Strategic Communications N°11](#), NATO Strategic Communications Centre of Excellence

[Protección del secreto profesional del periodismo](#), Departamento de Documentación, Congreso de los diputados (España)

[„Propaganda Awareness“ - Operation der Bundeswehr](#), Die Linke, Deutscher Bundestag

COVID

[The effect of communication and disinformation during the COVID-19 pandemic](#)

Cécile Jacob, Pierre Haussemer, Adam Zagoni-Bogsch & Audra Diers-Lawson, Policy Department for Economic, Scientific and Quality of Life Policies, European Parliament

[Parliamentary oversight of governments' response to the COVID-19 pandemic](#) :

Literature review, European Parliamentary Research Service

ENERGY

[Europas Energiekrise und der östliche Mittelmeerraum](#), Moritz Rau, Stiftung Wissenschaft und Politik

INTELLIGENCE

[Möglicher Einsatz von Produkten der Firmen Intellexa bzw. CYTROX durch deutsche Sicherheitsbehörden](#), Die Linke, Deutscher Bundestag

[Pegasus and the EU's external relations](#), Policy Department for Citizens' Rights and Constitutional Affairs, European Parliament

[Legal loopholes and the risk of foreign interference](#), Kate Jones, European Parliament, Directorate General for External Policies of the Union

STRATEGY

[The comprehensive approach to operations : international perspectives](#), Dave Woycheshin & Miriam de Graaff, Canadian Defence Academy

Overcoming leadership challenges : international perspectives, Douglas Lindsay & Dave Woycheshin, Canadian Defence Academy

"By, with, through" : a SOF global engagement strategy, Emily Spencer, Canadian Defence Academy

Professional ideology & development : international perspectives, Jeff Stouffer & Justin C. Wright, Canadian Defence Academy

The same yet different : continuity and change in the Canada-United States post-9/11 security relationship, Bernard James Brister, Canadian Defence Academy

- Les forces d'opérations spéciales : établir des partenariats mondiaux, Emily Spencer, Académie canadienne de la Défense

- Special operations forces : building global partnerships, Emily Spencer, Canadian Defence Academy

The Scylla and Charybdis of strategic leadership, J.R. McKay, Canadian Defence Academy

Voltaire

Actualité internationale

N°28 - 17 février 2023

Military Balance 2023

L'Institut international d'études stratégiques de Londres a publié l'édition 2023 de son rapport annuel, *Military Balance*. Il s'efforce de montrer que la Russie a été vaincue en Ukraine. Il se fonde sur deux arguments : d'abord les pertes de chars et ensuite les pertes humaines. Le problème est que ces chiffres ne font pas la distinction entre les anciens chars soviétiques qui lui ont permis de convoier ses troupes et ses nouveaux chars utilisés au combat. Identiquement, les chiffres des pertes humaines sont ceux de l'AFP (100 000 morts ukrainiens et 180 000 morts russes) qui paraissent très éloignés de la réalité et sont contredits par le Mossad (157 000 morts ukrainiens et 18 480 morts russes).

AMÉRIQUES

Comment le FBI a répandu le mythe de la « désinformation russe »

Lors de sa première séance, la sous-commission de la Chambre des Représentants sur la Militarisation du gouvernement fédéral a auditionné le sénateur républicain Charles E. Grassley (Iowa). Celui-ci a témoigné que, lorsqu'il présidait la commission sénatoriale des Finances, en 2019, il avait adressé au FBI une demande de documents sur une transaction suspecte impliquant la famille Biden. Le FBI était immédiatement venu le briefer sur la « désinformation russe ». Puis, une fuite avait été organisée pour faire accroire que sa demande était le fruit de cette désinformation.

Twitter et la censure des médecins

Lors de l'audition des anciens dirigeants de Twitter au Congrès, la représentante républicaine Nancy Mace (Caroline du Sud) s'est indignée qu'ils aient pu censurer des informations sur la Covid émanant de spécialistes réputés, diplômés des universités de Stanford et de Harvard. Aucun de ces responsables de Twitter n'a suivi d'études de médecine.

Début de l'enquête parlementaire sur la famille Biden

Le représentant James Comer (Kentucky) a écrit en sa qualité de président de la commission de Surveillance (Committee on Oversight and Reform) à Hunter Biden (le fils du président), à James Biden (le frère du président) et à Eric Schwerin (un associé de Hunter Biden). Il leur a demandé communication d'une longue liste de documents bancaires.

L'avocat de Hunter Biden, Me Abbe Lowell, a refusé de les transmettre et s'est proposé pour discuter avec les membres de la commission des pièces qui leur seraient vraiment utiles dans le cadre de leur travail parlementaire.

Les chiffres de l'économie US

Selon le Bureau du budget du Congrès, l'administration Biden et la majorité démocrate ont augmenté, en 2021-22, le déficit fédéral US de 3,1 mille milliards de dollars.

L'inflation sera de 3,8 % cette année, en baisse par rapport aux 6,3 % de l'année dernière, mais toujours près du double de l'objectif de 2 % de la Réserve fédérale.

Le taux de chômage passera de 3,6 % à 4,7 % cette année, puis atteindra 4,9 % en 2024.

Suite des « ballons espion chinois »

Les États-Unis et le Canada ont abattu trois nouveaux objets non-identifiés au-dessus de leur espace aérien. À ce jour, on ignore ce qu'étaient ces objets.

La NED contre les médias républicains

Le Global Disinformation Index, une ONG financée par la [National Endowment for Democracy](#) et par le réseau de George Soros, fait circuler une liste noire des médias grand public US sur lesquels il est déconseillé de placer des publicités. Cette liste comporte des médias républicains accusés d'être des « pourvoyeurs de désinformation ».

Pour la démocrate Ocasio-Cortez, aimer ses ennemis est fasciste

Deux publicités chrétiennes ont été diffusées durant le Super Bowl. la seconde, « Aimez vos ennemis », présentait des photos en noir et blanc de personnes s'affrontant lors de manifestations avec la légende « Jésus aimait les gens que nous détestons ». La représentante démocrate Alexandria Ocasio-Cortez y a vu une publicité « fasciste ».

Un nouveau sénateur démocrate contre la politique de Benjamin Netanyahu

Le sénateur démocrate Dick Durbin (Illinois), président de la commission judiciaire du Sénat US et partisan de longue date d'Israël, a déclaré que le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, « place dangereusement ses propres intérêts politiques et juridiques étroits – et ceux des extrémistes troublants de sa coalition – avant les intérêts et les besoins à long terme de la démocratie israélienne ».

Nikky Haley se présente à la présidentielle

L'ancienne ambassadrice aux Nations Unies du président Donald Trump et ancienne gouverneure de Caroline du Sud, Nikky Haley a annoncé qu'elle se présenterait aux élections présidentielle de 2024.

Sa première proposition est d'instituer un test de capacité pour tous les élus. Le président Biden (80 ans) multiplie chaque jour les gaffes et les erreurs grossières, au point qu'une chaîne de télévision y consacre une émission hebdomadaire.

Joe Biden en Pologne

Le président Biden se rendra en Pologne du 20 au 22 février. Il y rencontrera les chefs d'État et de gouvernement de Bulgarie, de République tchèque, d'Estonie, de Hongrie, de Lettonie, de Lituanie, de Pologne, de Roumanie, de Slovaquie... et d'Ukraine.

David Malpass quitte la Banque mondiale

Le directeur de la Banque mondiale, David Malpass, a annoncé qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat. Il s'est félicité d'avoir obtenu des résultats dans plusieurs pays en voie de développement, notamment en Afghanistan, ce que les Afghans n'ont pas remarqué. David Malpass est notoirement climato-sceptique. Il est accusé par les démocrates, notamment l'ancien vice-président US Al-Gore, d'avoir soutenu les producteurs d'énergie fossile.

Le Nicaragua expulse 200 « traîtres » vers les États-Unis

Le président nicaraguayen, Daniel Ortega, a libéré 200 « traîtres à la patrie » et les a expulsés vers les États-Unis. Selon le *New York Times*, ce geste de « bonne volonté » pourrait conduire Washington à atténuer certaines des mesures coercitives unilatérales que Washington a prises contre ce pays.

Un évêque catholique, Mgr Roland Alvarez, qui a refusé de prendre le vol pour les États-Unis, a été condamné à 26 ans de prison.

EUROPE

Démission de Nicola Sturgeon

La Première ministre écossaise et chef du Parti national écossais, Nicola Sturgeon, a choqué ses collègues et les observateurs en annonçant, le 15 février, qu'elle démissionnerait dès que son successeur aura été choisi.

La presse relie cette démission à la polémique entourant la loi sur le genre qui avait été censurée par le Parlement britannique.

Mme Sturgeon avait considéré qu'un violeur qui s'était identifié au genre féminin devait être transféré d'une prison pour les hommes à une autre pour les femmes.

Aussi choquante que soit cette affaire pour

certains Écossais, elle ne saurait expliquer cette démission.

Des parlementaires français anti-parlementaires

Lors du débat sur la réforme des retraites, trois femmes députées du Rassemblement national ont été averties par téléphone qu'un de leurs enfants était hospitalisé. Le but de ces faux appels était de provoquer leur absence de l'hémicycle alors que leur présence était requise pour examiner la motion référendaire qu'elles ont cosignée.

Par la suite, un député de La France insoumise, Thomas Porcher, s'est fait photographier le pied fièrement posé sur un ballon illustré avec une reproduction de la tête du ministre chargé de la réforme des retraites, Olivier Dussopt. Il a refusé de présenter ses excuses et a été exclu pour 15 jours de l'Assemblée nationale.

Le projet gouvernemental de réforme des retraites devient incohérent

Alors que les manifestations de plus d'un million de personnes se succèdent, le gouvernement d'Élisabeth Borne ne cesse d'amender son projet de réforme des retraites au point qu'il est devenu incohérent.

Les personnes ayant commencé à travailler à 16 ans ne disposeront pas des avantages concédés à ceux qui ont débuté à 17 et 18 ans. L'annonce d'une retraite minimale de 1 200 euros par mois, qui devait concerner plus d'1,2 million de retraités, ne profitera qu'à 40 000.

Hollywood et les militaires français

Le ministre de la Défense français, Sébastien Lecornu, a vivement critiqué un film de fiction grand public mettant en scène des exactions de militaires français en Afrique. Une ministre française (et non pas M. Lecornu) doit répondre de leurs actions devant les Nations unies.

Le ministère de la Défense est d'autant plus mal à l'aise qu'il ne s'agit pas d'un film russe, mais

états-unien ; une superproduction des studios Marvel, *Black Panther : Wakanda Forever*.

La France craint une invasion russe de l'Ukraine par la Biélorussie

Le ministre français des Affaires étrangères a publié le communiqué suivant : « Dans le contexte de l'offensive armée engagée par la Russie contre l'Ukraine et de la fermeture de l'espace aérien biélorusse, tout déplacement en Biélorussie est formellement déconseillé. Les Français se trouvant en Biélorussie sont invités à quitter sans délai le pays par la route, via les points de passage frontaliers avec la Lituanie, la Pologne ou la Lettonie »

Un nouveau député européen en détention préventive

L'eurodéputé socialiste belge, Marc Tarabella, qui avait été dénoncé par son collègue Pier Antonio Panzeri et dont l'immunité parlementaire avait été levée par son Assemblée, a été arrêté et incarcéré dans le cadre de l'enquête de corruption au Parlement européen.

L'Église d'Angleterre autorise les bénédiction de couples de même sexe

L'assemblée nationale de l'Église d'Angleterre a autorisé ses prêtres à bénir les mariages homosexuels et les partenariats civils, tout en continuant d'interdire les mariages religieux pour les mêmes couples. Les évêques ont proposé la mesure de compromis après cinq ans de discussions sur la position de l'Église sur la sexualité. Il a été approuvé par le Synode général de l'Église, composé d'évêques, de membres du clergé et de laïcs de tout le pays, après huit heures de débat qui se sont étalées sur deux jours lors d'une réunion à Londres. Les premiers chrétiens des Églises d'Orient bénissaient les couples homosexuels (*Adelphopoiesis*).

Publication du rapport 2023 de la Conférence sur la sécurité de Munich

La Conférence sur la Sécurité de Munich (MSC) a adressé à tous ses invités son [rapport annuel](#) en prévision de sa réunion du 17 au 19 février. Les États-Unis souhaitent transformer la MSC en une réunion interne du camp occidental, tandis que les Européens souhaitent qu'il reste un forum de réflexion où chaque orateur exprime son point de vue plutôt que relaie le discours de Washington.

La Roumanie dément Volodymyr Zelensky

Le ministère ukrainien de la Défense a affirmé que deux missiles russes étaient entrés dans l'espace aérien roumain, causant la première violation russe de l'espace aérien de l'Otan. Cependant le [ministère de la Défense roumain](#) a démenti ces allégations : « Le système de surveillance aérienne de l'Armée de l'Air roumaine a détecté, vendredi 10 février, une cible aérienne lancée depuis la mer Noire depuis un navire de la Fédération de Russie, près de la péninsule de Crimée, très probablement un missile de croisière, qui a évolué dans l'espace aérien de l'Ukraine, la République de Moldavie et est rentré dans l'espace aérien ukrainien sans croiser, à aucun moment, l'espace aérien de la Roumanie ».

Peu importe, le président ukrainien, [Volodymyr Zelensky](#), a maintenu sa version des faits.

L'Ukraine présente l'éventuelle libération de la Transnistrie comme une attaque contre la Moldavie

La semaine dernière, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a révélé que ses services de renseignement avaient intercepté les plans russes de destruction de la Moldavie. La Moldavie a confirmé ces allégations. La présidente moldave Maia Sandu a déclaré que la Russie prévoyait d'attaquer des bâtiments gouvernementaux, de prendre des otages et de mettre la nation « à sa

disposition » pour l'empêcher de rejoindre l'Union européenne.

La Moldavie a obtenu le statut de candidat à l'adhésion à l'UE en juin dernier, le même jour que l'Ukraine.

Depuis que la Russie a étendu son opération à la Novorossia, elle ne cache pas vouloir prendre Odessa et joindre la [Transnistrie](#) qui, selon le gouvernement moldave, est une province moldave rebelle.

Les armes saisies par l'Otan, partout dans le monde, sont récupérées en Ukraine

Les importantes cargaisons d'armes saisies par l'Otan dans diverses régions du monde ne sont plus détruites par les États-Unis, mais acheminées en Pologne pour être transférées en Ukraine.

C'est le cas des 3 000 fusils d'assaut chinois de type 56-1, des carabines VPO-158N-06, des mitrailleuses et plus d'un demi-million de cartouches pour eux, ainsi que de 23 systèmes antichars saisis par la Marine française dans le golfe d'Oman à destination des Houthis au Yémen. Ils ont été transportés à Rzeszow (Pologne) via la base d'Al Dhafra (Émirats arabes unis).

Elon Musk n'autorise plus l'armée ukrainienne à piloter des drones

Elon Musk a restreint l'usage de Starlink par l'armée ukrainienne afin qu'elle ne puisse pas piloter de drones.

La Russie laisse dire qu'elle a envahi l'Ukraine, à la condition...

Invité par la délégation russe à s'exprimer devant le Conseil de sécurité, le cofondateur des Pink Flyod, le chanteur et militant anti-guerre Roger Waters, a dénoncé à la fois l'invasion russe de l'Ukraine et la responsabilité de ceux qui l'ont provoquée.

L'Otan coordonne ses systèmes satellitaires

17 ministres de la Défense de l'Otan sur 30 (Belgique, Bulgarie, Hongrie, Allemagne, Grèce, Espagne, Italie, Canada, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Turquie, la France et le Royaume-Uni) et la Suède ont créé un réseau commun de Renseignement par satellite.

Les signataires « exploreront : le potentiel de partage des données des satellites de surveillance nationaux ; le traitement, l'exploitation et la diffusion des données au sein des capacités nationales ; et le financement pour acheter des données auprès de sociétés commerciales ». Il sera opérationnel dès 2025.

L'Otan devient une coalition de volontaires

Les ministres de la Défense de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord se sont réunis à Bruxelles pour signer une Convention modificative des statuts de l'Alliance.

Désormais l'Otan pourra entrer en guerre hors article 5, c'est-à-dire sans qu'un de ses membres soit attaqué, et non plus à l'unanimité, mais à la majorité. Il s'agit de faire de l'Organisation une « coalition de volontaires à la carte ». En ligne de mire : la Russie et la Chine.

Dans la pratique, c'était déjà le cas depuis l'attaque de la Libye. Mais à l'époque l'Otan a agi en violation de ses propres statuts.

Le centre de coordination de l'Otan a été tenu à l'écart du tremblement de terre en Turquie et en Syrie

Le Centre euro-atlantique de coordination (Otan) n'a été sollicité que par l'Islande et l'Azerbaïdjan pour acheminer des secours en Türkiye. Par contre, le Mécanisme européen de protection civile (rattaché à la Commission européenne par ECHO) a coordonné l'aide d'une vingtaine d'États vers la Türkiye, mais pas vers la Syrie.

Selon le SVR, le Pentagone recrute des jihadistes asiatiques et caucasiens

Dans un communiqué diffusé le 13 février, le service de Renseignement extérieur de la Fédération de Russie (SVR) a accusé le Pentagone de recruter des membres de groupes djihadistes affiliés à Daesh et à al-Qaïda, en vue de « commettre des attentats terroristes en Russie et dans les pays de la CEI [communauté des Etats indépendants] ».

60 jihadistes « originaires du Caucase du Nord et d'Asie centrale » suivraient « une formation accélérée à la base militaire US d'al-Tanf en Syrie ».

Les Russes épargnent désormais en monnaie des Émirats

La répartition de l'épargne des Russes se présente pour 45 % en roubles, 25 % en devises de réserve (dollar et euro), 25 % en yuans et 5 % en dirhams des Émirats arabes unis.

AFRIQUE

La Tunisie poursuit la judiciarisation des Frères musulmans

La police tunisienne a arrêté le magnat de la construction, Kamel Eltaief, ancien confident du président déchu Zine El Abidine Ben Ali qui s'est rapproché des islamistes. Il est accusé de « complot contre la Sûreté de l'État ». Eltaief a été impliqué dans le coup d'État de 1987 qui a évincé l'ancien président Habib Bourguiba du pouvoir pour des « raisons médicales ». Il aurait dirigé un gouvernement de l'ombre, jusqu'à sa chute, en 1992. Il avait déjà été arrêté en 2012, puis libéré sur intervention des Frères musulmans.

Dans le cadre de la même enquête, la police tunisienne a également arrêté Abdelhamid Jelassi, un cadre du parti islamique Ennahda ; et Khayam Turki, un ancien dirigeant du parti social-démocrate Ettakatol ; Noureddine Bhiri,

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

un chef du parti tunisien islamique Ennahdha ; et Noureddine Boutar, directeur de la principale radio privée, Mosaïque FM.

L'armée algérienne travaille avec son homologue russe

Selon [Algérie Part](#), l'armée algérienne a mené des exercices avec son homologue russe dans la région de Béchar. Alger avait annulé les exercices publiquement annoncés pour novembre 2023 et les a remplacés par ceux-ci, secrets, en janvier-février 2023.

Alger est le seul État africain à avoir participé aux exercices « Vostok 2022 », en septembre 2022 en Sibérie, puis a avoir laissé la Marine russe accoster dans le port d'Alger, en octobre 2022.

Ce que Sergueï Lavrov a négocié au Soudan

Le gouvernement de transition soudanais a précisé les conditions de l'accord envisagé avec la Russie, en novembre 2020. Celle-ci y disposera d'une petite base navale militaire sur la mer Rouge. Elle pourra recevoir uniquement quatre bâtiments et 300 soldats à titre permanent. Cet accord, négocié par le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, alors que les ambassadeurs de l'Union européenne étaient présents sur place, doit encore être ratifié par une assemblée élue une fois le gouvernement civil mis en place.

Le Malawi abandonne les poursuites contre Martha Chizuma

Le Malawi a abandonné les poursuites pénales contre la directrice générale du Bureau de lutte contre la corruption, Martha Chizuma. Elle avait mis en cause deux hauts fonctionnaires qui avaient alors porté plainte contre elle pour diffamation.

Washington était intervenu en sa faveur.

ASIE

La politique de la coalition de Benjamin Netanyahu

Le cabinet de sécurité a approuvé, le 12 février, la légalisation immédiate de neuf avant-postes de colonies en Cisjordanie et a entamé des processus pour légaliser des colonies supplémentaires. Le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, et le ministre de la Défense, Bezalel Smotrich, avaient demandé d'en légaliser 77.

Le cabinet a également décidé d'une série de mesures de sécurité, notamment le renforcement de la présence de la police des frontières à Jérusalem, et l'intensification des opérations policières contre l'incitation et le soutien au terrorisme.

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, s'est rallié à la position de l'establishment sécuritaire de ne pas imposer de bouclages et de ne pas recourir à des punitions collectives.

La coalition gouvernementale soumettra à l'approbation de la Knesset un projet de loi qui permettrait de dépouiller toute personne impliquée dans des attentats terroristes et d'approuver l'expulsion de terroristes, enfin, si ces personnes ont la citoyenneté israélienne, d'en priver leurs familles.

La contestation israélienne contre la coalition de Benjamin Netanyahu

La contestation en Israël dure depuis six semaines. Les arabes israéliens, qui jusque là ne prenaient pas partie, commencent à se joindre au mouvement des juifs israéliens. Selon les manifestants, la réforme du système judiciaire marquerait la fin de l'équilibre des pouvoirs dans un pays dont l'organisation n'est pas fixée par une Constitution, mais par 12 lois fondamentales.

Le président Isaac Herzog est intervenu en urgence à la télévision, le 12 février, pour proposer une médiation.

80 000 à 100 000 citoyens israéliens ont manifesté devant la Knesset, le 13 février 2023.

Il s'agirait de la sixième plus grande manifestation dans l'histoire d'Israël.

Le maire de Tel-Aviv, Ron Huldai, a souligné que lorsqu'un régime devient dictatorial, il ne peut prendre fin qu'à l'issue d'une effusion de sang.

Pendant ce temps, à l'intérieur de la Knesset, la commission des Lois adoptait deux projets de loi. Le premier empêche la Cour suprême de bloquer les amendements aux lois fondamentales du pays, le second modifie la composition du panel de sélection des juges. La séance, extrêmement houleuse, était présidée par Simcha Rothman (parti religieux sioniste).

La Ligue arabe condamne la politique de la coalition de Benjamin Netanyahu

Une réunion, organisée le 12 février au Caire par la Ligue arabe, a réuni le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, le roi Abdallah II de Jordanie et le président palestinien Mahmoud Abbas ainsi que de nombreux ministres des Affaires étrangères et des hauts fonctionnaires. Les orateurs ont condamné les mesures unilatérales d'Israël à Jérusalem et en Cisjordanie, notamment les démolitions de maisons et l'expansion des colonies. Ils ont également condamné les visites de responsables

israéliens sur le lieu saint contesté de la ville, sacré pour les juifs et les musulmans. Enfin, ils ont exprimé leur soutien au rôle de la Jordanie en tant que gardien de la mosquée Al-Aqsa, le troisième site le plus sacré de l'Islam.

Israël a interféré dans 33 élections présidentielles à l'étranger

Selon *Radio France*, *Ha'aretz* et *TheMarker*, la société Advanced Impact Media Solutions, AIMS en abrégé, fondée par un « ancien » employé des services secrets de l'armée israélienne, Tal Hanan (dit « Jorge » ou « Michael », « Joyce Gamble » ou encore « Coral Jaime »), s'est spécialisée dans la création de dizaines de milliers de faux comptes sur le Net. Elle propose à ses clients de pénétrer les mails de leurs adversaires et de diffuser sur le Net, puis de rendre viral, les vraies ou fausses imputations qu'ils souhaitent. Elle serait intervenue dans 33 campagnes présidentielles et 27 de ses candidats auraient été élus. Elle dispose de complices dans une trentaine de grands journaux dont *Le Monde*, *Der Spiegel* et *El País*. La révélation que le journaliste Rachid M'Barki travaillait pour elle au sein de BMFTV a immédiatement conduit la rédaction à le suspendre de ses fonctions.

Le Congrès juif mondial horrifié par les propos de la coalition de Benjamin Netanyahu

L'hebdomadaire de la droite religieuse, *Olam Katan*, a publié un article du rabbin Shmuel Eliyahu. Il y décrit le séisme régional comme une punition divine contre les arabes : « Dieu juge toutes les nations autour de nous qui ont voulu envahir notre terre et nous jeter à la mer ». Il poursuit : « Il ne fait aucun doute que ceux qui auraient vu les Égyptiens se noyer dans la mer et qui ne se souviendraient pas de tout l'événement du début à la fin auraient été remplis d'une grande pitié pour eux et auraient essayé de les sauver de la noyade, mais les

Israélites ont chanté des chansons parce qu'ils connaissaient les Égyptiens et ont compris que ces noyeurs voulaient tuer certains d'entre eux et continuer à asservir les autres. Ils ont chanté des chansons parce qu'ils ont compris qu'il y avait ici une justice divine destinée à punir les Égyptiens, qui avaient noyé les enfants du peuple d'Israël dans le Nil, afin que tous les méchants du monde voient et aient peur », Le Congrès juif mondial a condamné les propos du rabbin proche du ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir.

La Chine dénonce le comportement US vis-à-vis des victimes syriennes du séisme

De nombreux États ont exprimé leur souhait que les Occidentaux lèvent immédiatement leurs mesures coercitives unilatérales à l'encontre du peuple syrien et facilitent l'envoi d'aide aux victimes du tremblement de terre. Le secrétaire général des Nations unies, passant outre le caractère illégal en Droit international de ces prétendues « sanctions », a déclaré : « C'est un moment où tout le monde doit dire très clairement qu'aucune "sanction", quelle qu'elle soit, ne devrait interférer avec l'aide à la population de la Syrie ».

Dans un tweet, le secrétaire d'État US, Antony Blinken, s'est félicité que les États-Unis soient le « principal donateur humanitaire » et que son aide « ira au peuple syrien, pas au régime ». Il a précisé : « Nous demandons au régime d'Assad d'autoriser immédiatement l'entrée de l'aide par tous les postes-frontière, de permettre la distribution de l'aide dans toutes les zones touchées et de laisser les travailleurs humanitaires accéder à toutes les personnes en Syrie qui sont dans le besoin, sans exception ». Ce à quoi la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Hua Chunying, a répondu : « Alors pourquoi sont-ils en difficulté ? Vous les avez bombardés, sanctionnés et volés, et maintenant vous vous félicitez pour

vosre charité ? ».

Les organisations humanitaires qui apportent de l'aide aux Syriens en dehors de la petite zone occupée par les jihadistes sont immédiatement sanctionnées, leurs comptes bancaires sont clôturés. Les États-Unis réclament de pouvoir entrer en Syrie pour sauver les jihadistes et leurs familles, eux seuls.

Le nouveau sous-secrétaire adjoint des Nations unies pour les Affaires humanitaires est un agent du MI6

Le sous-secrétaire adjoint des Nations unies pour les Affaires humanitaires, Martin Griffiths, a rencontré le président syrien Bachar el-Assad. Les historiens de Declassified UK ont montré que Martin Griffiths était un agent des services secrets britanniques (MI6).

Il a demandé l'ouverture de points de passage à la frontière turque afin de pouvoir porter secours aux Syriens victimes du tremblement de terre. Le président Assad a immédiatement annoncé l'ouverture des postes de Bab Al-Salam et d'Al Raee pour trois mois reconductibles.

L'Iraq tente d'aider les Syriens avec son pétrole

L'Iraq a donné 60 000 tonnes d'hydrocarbures à la Syrie, charge à elle de venir les chercher dans la zone d'al-Mikhtaf dans les eaux territoriales irakiennes.

L'Arabie saoudite a envoyé un avion de secours en Syrie. Aucun avion saoudien ne s'était rendu à Damas depuis le début de la guerre, en 2011.

Selon la sénatrice Diana Ivanovici Șoșoacă, les USA ont provoqué le séisme en Turquie et en Syrie

La sénatrice roumaine, Diana Ivanovici Șoșoacă, s'exprimant le 8 février au Parlement roumain, a observé que :

1 minute avant que les sismographes détectent le tremblement de terre, les gazoducs et pipelines turcs ont interrompu leur trafic (NB. Nous

n'avons pas pu vérifier cette seule imputation).

24 heures avant le tremblement de terre, 10 pays occidentaux ont retiré leurs ambassadeurs à Ankara.

5 jours avant le tremblement de terre, plusieurs pays occidentaux, dont la Roumanie, ont émis une contre-indication de voyage en Türkiye sans la motiver.

Le tremblement de terre en Türkiye et en Syrie a donné lieu à plus de 150 répliques, la seconde (et non la première) étant de toutes la plus importante. Contrairement à l'habitude, elle n'a pas eu de foyer, mais s'est déroulée le long d'une faille sur plusieurs centaines de kilomètres. Il existe actuellement d'autres possibilités de répliques, y compris à Istanbul.

Par ailleurs :

- [15 sociétés turques](#) exportent pour 18,5 millions de dollars des matériels achetés aux États-Unis vers une dizaine de sociétés russes faisant l'objet de mesures coercitives unilatérales US.

- La Türkiye a renvoyé le sous-secrétaire US au Trésor chargé du Terrorisme et du Renseignement financier, [Brian Nelson](#), qui venait exiger la fin des exportations militaires turques à la Russie et de l'opposition à l'adhésion de la Suède à l'Otan.

- Durant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont testé avec succès le moyen de provoquer des tsunamis, ainsi que l'attestent des [documents déclassifiés néo-zélandais](#).

- À la fin de la guerre du Vietnam, les États-Unis et l'Union soviétique ont décidé de ne plus faire de guerre environnementale. Ils ont signé une « [Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles](#) » (1976). Selon ce Traité (non signé par la France) sont interdites « toutes les techniques ayant pour objet de modifier — grâce à une manipulation délibérée de processus naturels — la dynamique, la composition ou la structure de la Terre », ce qui inclut clairement les

Israël aide les Turcs victimes du séisme

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Eli Cohen, a rendu visite au président turc, Recep Tayyip Erdoğan, à Ankara.

Israël a été l'un des tous premiers États étrangers à apporter de l'aide aux victimes turques du séisme.

L'Iran inaugure une base aérienne souterraine

À l'occasion du 44^e anniversaire de la révolution islamique, l'Iran a inauguré sa base aérienne souterraine Aigle 44. Dans une vidéo rendue publique, on voit d'immenses tunnels où circulent des avions de chasse. Selon le commentateur de la télévision, cette base est protégée contre les bombardements, notamment contre les bombes états-uniennes anti-bunker.

Ibrahim Raisi à Beijing

Le président iranien, Ibrahim Raisi, s'est rendu à Beijing. Aux côtés du président chinois, Xi Jinping, il a assisté à la signature de 20 accords de coopération portant notamment sur le commerce et le tourisme.

La CIA récupère tous les opposants au régime iranien, y compris les nazis

La CIA vient de former une coalition d'Iraniens en exil autour du fils du shah Reza Pahlevi et des Moudjahiddines du peuple.

L'ancien numéro 2 de la Savak, Parviz Sabeti, a manifesté à Los Angeles pour le renversement du pouvoir en Iran.

La Savak fut créée sur le modèle de la Gestapo par le Premier ministre qui avait renversé Mohammad Mossadegh, le général nazi Fazlollah Zahedi. Lors de la chute du shah Reza Pahlevi, les journalistes occidentaux furent invités à visiter le musée secret de cette police politique où des morceaux des corps de nombreuses victimes étaient conservés dans du formol.

Analyses du Réseau Voltaire

- « [La défaite de l'Ukraine se précise](#) », par Thierry Meyssan

C'est un secret de polichinelle : le gouvernement de Kiyv est en train de perdre militairement face à l'armée russe. Celle-ci avance sans se presser et construit la défense des régions qui ont rejoint Moscou par référendum. Mais cette réalité inexorable en cache d'autres. Par exemple, le fait que la Türkiye, toujours membre de l'Otan, soutient la Russie et lui fournit des pièces détachées pour son armée. Non seulement l'Alliance atlantique perd, mais elle se fissure.

- « [Ukraine : la récitation et la réalité](#) », par Manlio Dinucci

Sans pudeur l'humoriste Volodymyr Zelensky, devenu président de l'Ukraine, joue le rôle de Che Guevara au service de l'Otan. Il participe en vidéo à toutes les conférences internationales occidentales et à toutes les grandes manifestations artistiques occidentales. Peu importe que la cause qu'il défend soit de ne pas appliquer la résolution 2202 du Conseil de sécurité et, qu'au passage, il s'emplisse les poches.

La Chine aveugle des gardes-frontières philippins.

Les gardes-frontières philippins se sont heurtés à l'armée de libération populaire chinoise au large des atolls du second Thomas Shoal (îles Spratleys). Les Chinois ont utilisé une arme laser pour aveugler les Philippines qui ont longtemps souffert de cécité.

Le département d'État US, faisant référence à une décision *in absentia* de la [Cour d'arbitrage de La Haye](#) de 2016, a réaffirmé que la Chine n'avait aucun droit sur ces atolls.

Or celle-ci n'est pas compétente en la matière.

Qui succédera à Kim Jong-un ?

Le « dirigeant suprême de la République populaire démocratique de Corée », Kim Jong-un, a présenté sa fille pré-adolescente, Kim Ju-ae, dans diverses manifestations officielles. Un timbre la représente entourée de cuivres militaires, avec son père à ses côtés et un missile balistique intercontinental en toile de fond. De nombreux commentateurs estiment donc qu'elle sera la prochaine dirigeante du pays. D'autres, faisant valoir la culture très masculine de la Corée du Nord, penchent au contraire pour le fils secret de Kim Jong-un, dont on ignore même le nom.

Le Japon contre les « ballons espions chinois »

Le Japon envisage d'assouplir les exigences d'utilisation d'armes contre des aéronefs violant l'espace aérien du pays, au milieu de questions sur la façon dont Tokyo peut répondre aux incursions de « ballons espions » chinois présumés et d'autres objets sans pilote. Selon Wang Wenbing, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, la Chine a d'autant plus de raison de réagir à l'hystérie occidentale sur les ballons espions que les Etats-Unis en ont fait voler au moins dix fois au-dessus du territoire chinois, y compris au dessus du Tibet et du Xinjiang.

Audition de la Chine par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies

Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies a entendu une délégation chinoise exposer son point de vue sur l'amélioration des Droits humains en Chine. L'ambassadeur Chen Xu et une quarantaine de diplomates ont répondu aux questions des experts. Lors de son intervention liminaire, l'ambassadeur Chen a déclaré : « Personne ne peut prétendre à un bilan parfait en matière de

protection des Droits de l'homme, car il y a toujours place à l'amélioration. La Chine est toujours confrontée à de multiples problèmes et défis dans la promotion et la protection des droits économiques, sociaux et culturels », y compris un développement « manifestement déséquilibré » et des « pierres d'achoppement » dans certains domaines de réforme, notamment l'éducation, l'emploi, les soins médicaux, le logement et la protection de l'environnement.

Erratum

Dans certaines éditions de notre numéro 27, nous avons affirmé que le Venezuela avait adressé ses condoléances à la Syrie, mais n'avait pas pu envoyer de secours sur place. C'est une erreur. Caracas a envoyé un avion cargo avec 15 tonnes d'aide humanitaire et une équipe de 25 secouristes. L'avion est arrivé à Damas le troisième jour de la catastrophe.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand, serge.marchand@voltairenet.org

46 numéros par an.

[Abonnement annuel : 150 euros](#)

[Abonnement mensuel : 15 euros](#)

Prix de vente au numéro : 5 euros

Supplément documentation

3- Think Tanks

AFGHANISTAN

[Les réfugiés afghans en Iran et au Pakistan : la disparition d'un espace de protection](#), Nassim Majidi et Cyrus Ettehadieh, Institut français des Relations internationales (IFRI)

AFRICA

[How the U.S. Can Better Support Africa's Energy Transition](#), Katie Auth, Carnegie Endowment for International Peace

[The African Union and security sector reform partnerships](#), Chido Mutangadura, Institute for Security Studies (ISS)

[Villes nouvelles, villes politiques. Diversification des acteurs et recentralisation du pouvoir étatique dans le cas de Diamniadio au Sénégal](#), Sina Schlimmer, Institut français des Relations internationales (IFRI)

[Tech in Pandemic Response, But Many Left Behind : Lessons from Africa](#), Ritu Srivastava, Observer Research Foundation

ANGOLA

[Angola : situación política, dilema económico y relaciones bilaterales con España](#), Ainhoa Marín Egoscozabal, Real Instituto Elcano

ARMENIA

[Averting a New War between Armenia and Azerbaijan](#), International Crisis Group

ARTIC

[The Disruption of Arctic Exceptionalism. Managing Environmental Change in Light of Russian Aggression](#), Kai Kornhuber, Kira Vinke, Evan T. Bloom, Loyle Campbell, Volker Rachold, Sara Olsvig & Dana Schirwon, German Council on Foreign Relations

ASIA

[2023 Asia Power Index - Key Findings Report](#), Susannah Patton, Jack Sato & Hervé Lemahieu, Lowy Institute

CHINA

[China Pathfinder : H2 2022 update](#),
GeoEconomics Center & Rhodium Group,
Atlantic Council

[China and the new globalization](#), Franklin D.
Kramer, Atlantic Council

[Atomic Strait : How China's Nuclear Buildup
Shapes Security Dynamics with Taiwan and the
United States](#), Jacob Stokes, Center for a New
American Century (CNAS)

[In the Grey Zone : Debating China's Peaceful
Development in Recent Years](#), Tiong Wei Jie, S.
Rajaratnam School of International Studies
(RSIS)

[CCP's 20th Congress : Xi's Return and
Implications for the People's Liberation Army](#),
Amrita Jash, Observer Research Foundation

[Implicaciones económicas y geopolíticas del
parón demográfico en China](#), Mario Esteban,
Real Instituto Elcano

EUROPEAN UNION

[European Democracy Support Annual Review
2022](#), Richard Youngs, Elena Ventura, Ken
Godfrey, Erin Jones, Zselyke Csaky, Kinga
Brudzińska, Evelyn Mantoiu, Ricardo Farinha,
Carolyn Johnson & Ellen Leafstedt, Carnegie
Endowment for International Peace

[Preparing for the next winter : Europe's gas
outlook for 2023](#), Ben McWilliams, Simone
Tagliapietra, Georg Zachmann & Thierry
Deschuyteneer, Bruegel

[Europe's Strategic Technology Autonomy From
China. Assessing Foundational and Emerging
Technologies](#), Tim Rühlig, German Council on
Foreign Relations

FRANCE

[Le marin français : un emploi stratégique](#),
Institut Supérieur d'Économie Maritime

GERMANY

[A new momentum : Recalibrating Germany's
foreign policy toward the Gulf monarchies](#),
Sebastian Sons, Middle East Institute

GREECE

[The Greek Defence Sector : Turning the Page ?](#),
Antonis Kamaras, Hellenic Foundation for
European and Foreign Policy (ELIAMEP)

INDIA

[India's G20 Presidency : Opportunity to
Resume Engagement in the Arctic](#), Anurag
Bisen, Manohar Parrikar Institute for Defence
Studies and Analyses
[Slow, Not Steady : Assessing the Status of India-
Eurasia Connectivity Projects](#), Ayjaz Wani,
Observer Research Foundation

[Defending the Digital Domain : The effort to
build a cyber resilient India](#), Adam Meszaros,
Kamalaeswari Raghu, Hana Masood,
Konstantijn Rondhuis, Siddhardha
Kollabathini, Praveen Naidu Vummadisetty,
Alessandra Barrow & Michel Rademaker, The
Hague Centre for Strategic Studies

INDO-PACIFIC

[How the West builds a coalition of the like-
minded in the Indo-Pacific](#), Andreas Bøje
Forsby, Danish Institute for International Studies
(DIIS)

[Expanding Army Cooperation Between the
United States and France in the Indo-Pacific](#),
Stephanie Pezard, Rand Corporation

[Quad in the Indo-Pacific : Role of Informality
in Countering China](#), Ash Rossiter & Brendon J.
Cannon, Institute for Security and Development
Policy

IRAN

[The Unfulfilled Promise of EU Foreign and
Security Policy towards Iran](#), Riccardo Alcaro

with Steven Blockmans, Akin Ünver & Sine Özkaraşahin

IRAQ

[The Future of the Iraqi Popular Mobilization Forces. Lessons from Historical Disarmament, Demobilization, and Reintegration Efforts,](#) Daniel Egel, Trevor Johnston & Ben Connable, Rand Corporation

ISRAEL

[Netanyahu's coalition isn't built to last : Expect high sparks within and fragile prospects for Israel's incoming government,](#) Shalom Lipner, Atlantic Council

[The "Chips Alliance" : How will the Global Technology War Affect Israel ?,](#) Ariel Sobelman, Institute for National Security Studies (INSS)

[The Palestinian Authority's Collapse Will Not Stop Terrorism,](#) Udi Dekel, Institute for National Security Studies (INSS)

[Israël et la Chine, un test de loyauté pour les États-Unis ?,](#) Jean-Loup Samaan, Institut français des Relations internationales (IFRI)

[Israelis' evolving pushback to democratic erosion under Netanyahu,](#) Nimrod Goren, Middle East Institute

JAPAN

[The People Powering Japan's Startup Ecosystem,](#) Kenji Kushida, Carnegie Endowment for International Peace

[Japan's Defence Industrial Policy Reform : Debates and Implications for International Cooperation,](#) Titli Basu, Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses

NORWAY

[Technology will save the climate ! Attitudes towards Norway's climate policy in four social groups,](#) Åsta Dyrnes Nordø, Gisle Andersen & Christine Merk, Kiel Institute for the World Economy

NIGERIA

[Mitigating Risks of Violence in Nigeria's 2023 Elections,](#) International Crisis Group

PALESTINE

[Managing Palestine's Looming Leadership Transition,](#) International Crisis Group

PHILIPPINES

[US-Philippines Base Deal aimed to Check China,](#) Rajaram Panda, Vivekananda International Foundation

RUSSIA

[La Russie en guerre et le monde musulman,](#) Marlène Laruelle, Institut français des Relations internationales (IFRI)

[Russia's Evolution Toward a Unified Strategic Operation. The Influence of Geography and Conventional Capacity,](#) Clint Reach, Alyssa Demus, Michelle Grisé, Khrystyna Holynska, Christopher Lynch, Dara Massicot & David Woodworth, Rand Corporation

[Avoiding a Long War. U.S. Policy and the Trajectory of the Russia-Ukraine Conflict,](#) Samuel Charap & Miranda Priebe, Rand Corporation

[Russia's War Economy. How Sanctions Reduce Military Capacity,](#) András Rácz, Ole Spillner & Guntram Wolff, German Council on Foreign Relations

SAUDI ARABIA

[After Oil-for-Security : A Blueprint for Resetting US-Saudi Security Relations,](#) Bilal Y. Saab, Middle East Institute

SINGAPORE

[Operation Inherent Resolve : Understanding Singapore's Participation in Multilateral Overseas Operations](#), Ian Li Huiyuan & Thomas Lim, S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS)

SOUTH ASIA

[The State of Opposition in South Asia](#), Paul Staniland & Milan Vaishnav, Carnegie Endowment for International Peace

SYRIA

[חימום היחסים ביטורקיה-לסוריה-תרגיל טורקי ?](#), Institute for National Security Studies (INSS)

SWITZERLAND

[Relations Between the EU and Switzerland : Too Much to Lose, Too Little to Negotiate ?](#), Wilfried Martens Centre for European Studies

TUNISIA

[Civil Society in Tunisia : Resetting Expectations](#), Sabina Henneberg, The Washington Institute for Near East Policy

TÜRKIYE

[Turkey's Kurds : Kingmakers in the upcoming elections ?](#), Evangelos Areteos & Ekrem Eddy Güzeldere

[Turkey's government is prioritizing politics over policy in its earthquake response](#), Howard Eissenstat, Middle East Institute

UKRAINE

[Nuclear deterrence in the Ukraine war : Diplomacy of violence](#), Jyri Lavikainen, Finnish Institute of International Affairs (FIIA)

[„Manifest für Frieden“. Frieden – ohne eine souveräne Ukraine ?](#), Klaus Olshausen, Institute for Strategic, Political, Security and Economic Consultancy (ISPSW)

[The Ukraine Conflict : Pathways to Peace](#), Ajay Bisaria & Ankita Dutta, Observer Research Foundation

[Lecciones de la guerra en Ucrania, piedra, papel o tijera](#), Mira Milosevich Juaristi, Real Instituto Elcano

[From Buffer to Frontier : Ukraine and the EU](#), Sven Biscop, Egmont

UNITED KINGDOM

[The UK's Leadership Transition in Context](#), Anandita Bhada, Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses

UNITED STATES

[What a failed response to the Chinese spy balloon should tell state leaders](#), Tommy Waller & Christopher Holton, Center for Security Policy

« [États-Unis : une renaissance ferroviaire ?](#) », Antoine Pecqueur, Institut français des Relations internationales (IFRI)

[The State of the Union and the Middle East](#), Eric Feely, The Washington Institute for Near East Policy

[US Critical and Emerging Technology Strategy](#), Saroj Bishoyi, Vivekananda International Foundation

=====

CLIMATE

[Annual Outlook 2023 : Warmer Climes Ahead](#), Alexis A. Crow, Observer Research Foundation

[Climate versus trade ? Reconciling international subsidy rules with industrial decarbonisation](#), David Kleimann, Bruegel

CORRUPTION

[Authoritarian kleptocrats are thriving on the West's failures. Can they be stopped ?](#), Francis Shin & Ben Judah, Atlantic Council

DEMOCRACY

[Artificial Intelligence and Democracy](#), Wilfried Martens Centre for European Studies

ECONOMY

[The State of Prosperity in the West](#), Johnny Patterson, Legatum Institute

FOOD

[Le bio en baisse : simple ralentissement ou véritable décrochage ?](#), Suzanne Gorge, Terra Nova

INTERNATIONAL RELATIONS

[Four Contending U.S. Approaches to Multilateralism](#), Stewart Patrick, Carnegie Endowment for International Peace

[The "Rules-Based Order" : Conflicting Understandings](#), Rena Uphoff, Center for Security Studies

HIGH TECHNOLOGY

[Avoiding the success trap : Toward policy for open-source software as infrastructure](#), Stewart Scott, Sara Ann Brackett, Trey Herr, Maia Hamlin with the Open Source Policy Network, Atlantic Council

[Souveraineté numérique : politiques européennes, dilemmes américains](#), Mathilde Velliet, Institut français des Relations internationales (IFRI)

[Software Supply Chain Attacks : An Illustrated Typological Review](#), Rena Uphoff, Center for Security Studies

[Finding a Broadly Practical Approach for Regulating the Use of Facial Recognition by Law Enforcement](#), Samuel Peterson, Brian A.

Jackson, Dulani Woods & Elina Treyger, Rand Corporation

[Domestic Politics and the US-China Chip War](#), Manoj Harjani & Stefanie Kam, S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS)

[A.I. Systems as Digital Public Goods : Exploring the Potential of Open-Source A.I.](#), Gaurav Sharma, Observer Research Foundation

[The hidden inequalities of digitalisation in the post-pandemic context](#), Cristiano Codagnone & Maria Savona, Bruegel

WEAPONS

[Integrated Rocket Force : A Timely Idea](#), Akshat Upadhyay, Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses

[Resilient and Robust : Climate-Proofing the Military for Increased Military Effectiveness](#), Irina Patrahau, Laura Birkman, Michel Rademaker, Tom Middendorp & Ella MacLaughlin, The Hague Centre for Strategic Studies

Voltaire

Actualité internationale

N°29 - 24 février 2023

La conception chinoise des Relations internationales

Le ministère chinois des Affaires étrangères a publié son [*Initiative pour la Sécurité Globale*](#). Il s'agit d'un document précisant les six préoccupations qui doivent être satisfaites pour des relations internationales pacifiques. Elles s'appliquent aux négociations de paix, dont celles concernant l'Ukraine.

- 1 - Rester attaché à la vision d'une sécurité commune, globale, coopérative et durable.
- 2 - Rester engagé à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de chaque pays.
- 3 - Rester engagé à respecter les buts et principes de la Charte des Nations Unies.
- 4 - Rester déterminé à prendre au sérieux les préoccupations légitimes de sécurité de chaque pays.
- 5 - Rester déterminé à résoudre pacifiquement les différends entre les pays par le dialogue et la consultation.

- 6 - Rester déterminé à maintenir la sécurité dans les domaines traditionnels et non traditionnels.

Écrits dans le plus pur style conciliant chinois, ces six principes sont suivis d'une vingtaine de points d'application qui fâchent. Le papier se conclut par un appel à accroître le rôle des forums internationaux.

Pour ce qui concerne l'Ukraine, la Chine reconnaît que le problème est survenu parce que les États-Unis ont organisé aussi bien la « Révolution orange » (2004) que le « coup d'État du Maïdan » (2014) en violation de la Charte de l'Onu (cf. &3). Elle considère en outre que l'exigence russe de l'absence de l'Otan dans son environnement proche est nécessaire à sa sécurité (cf & 4 et 6).

La publication de ce texte suit celle d'une étude sur l'« [Hégémonie US et ses dangers](#) ».

On peut observer un net changement de ton depuis la destruction des ballons chinois. Désormais la politique de Washington est présentée comme destructrice pour tous.

AMÉRIQUES

Selon Washington le nouvel émir d'Al-Qaïda vit en Iran

Selon les États-Unis, le nouveau chef d'Al-Qaïda est Seïf Al-Adl. Il n'a pas été proclamé émir afin de ne pas heurter les Talibans qui n'ont pas reconnu l'assassinat d'Ayman Al-Zawahiri, en Afghanistan en 2022. Seïf Al-Adl vivrait paisiblement... en Iran.

Suite de l'élection présidentielle US opaque de 2020

Le Grand Jury de Géorgie, chargé d'enquêter sur les allégations de fraude électorale de Donald Trump, a remis ses conclusions. Il n'a bien sûr pas trouvé d'élément donnant raison à l'ancien président Trump, et, plus étonnant, n'a pas trouvé de faux témoignages sur lesquels il aurait pu s'appuyer. Cette procédure devrait se conclure par une mise en examen de Donald Trump.

Rappelons que le problème n'est pas de savoir qui a menti, mais de constater que le dépouillement du scrutin ne s'est pas déroulé en public comme l'exige la démocratie.

Comment les États-Unis peuvent-ils condamner Wagner ?

Le sénateur républicain Lindsey Graham (Caroline du Sud) propose de considérer les organisations paramilitaires comme terroristes. Il s'agit de condamner la société militaire privée russe Wagner, sans pour autant condamner les nombreuses armées privées états-uniennes, comme Academi (ex-Blackwater).

Joe Biden est apte à être président

Le Dr. Kevin O'Connor, médecin de la Maison-Blanche, a rendu son rapport annuel. Il confirme que le président Joe Biden est apte à sa fonction. Cependant son prédécesseur, le Dr. Ronny Jackson, qui a servi sous les présidents Barack Obama et Donald Trump, a dénoncé

une dissimulation de la vérité. Selon lui, chacun assiste à une détérioration des capacités cognitives du président.

Renouveau chrétien aux USA

Depuis le 8 février, le service hebdomadaire d'une université chrétienne de Wilmore (Kentucky) s'est transformé en prière ininterrompue retransmise par Internet, totalisant des millions de vues. Des jeunes gens arrivent de partout des États-Unis pour s'y joindre. Il s'agit du plus important mouvement chrétien dans le pays depuis les années 70. Justement, c'est là qu'a débuté le mouvement charismatique de ces années là.

Les États-Unis, la « lumière sur la colline », ont une forte tradition de prière collective et d'évangélisation.

La bataille US des cuisinières à gaz

La secrétaire US à l'Énergie, Jennifer Granholm, propose de réduire d'un tiers la consommation d'énergie des cuisinières à gaz et de l'amener à égalité avec les cuisinières électriques. Les fabricants de matériels de cuisson assurent que cette réforme doublera le temps de cuisson.

Face à la levée de boucliers l'Administration Biden a assuré qu'il n'était pas question d'interdire les cuisinières à gaz.

Le cartel de Sinaloa s'installe en Arizona

Le président de la Chambre des Représentants, Kevin McCarthy (Californie), a déclaré que le cartel de Sinaloa est désormais le premier employeur dans le comté de Cochise (Arizona).

Enquêtes parlementaires sur le retrait d'Afghanistan

Les commissions de Surveillance et des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants ont débuté chacune son enquête sur le retrait d'Afghanistan. Cette affaire a déjà fait l'objet du rapport du sénateur républicain James E. Risch

(Idaho), [*Left Behind*](#), et celui du représentant Michael T. McCaul (Texas), [*A 'Strategic Failure'*](#).

Enquête parlementaire sur la famille Biden

James Comer, le président de la commission de Surveillance de la Chambre des représentants, a cité à comparaître l'ancien président de l'Assemblée générale des Nations unies, le Serbe Vuk Jeremić.

Le célèbre diplomate a en effet travaillé pour la compagnie chinoise qui a engagé Hunter Biden. Il était chargé par celle-ci de nouer des contacts avec des personnalités à l'échelle globale. La commission suspecte le Parti communiste chinois d'avoir utilisé cette compagnie pour approcher les Biden.

Manifestation à Washington contre la guerre en Ukraine

La première manifestation significative contre la guerre en Ukraine s'est tenue à Washington autour de l'ancienne représentante d'Hawaï, Tulsi Gabbard, de l'ancien représentant démocrate Dennis Kucinich (Ohio) et de l'ancien représentant républicain Ron Paul (Ohio). De nombreuses organisations y ont participé, de tout l'échiquier politique. En plus de s'opposer à un soutien financier supplémentaire à l'Ukraine, les orateurs ont plaidé pour la réduction du budget du Pentagone, la dissolution de l'Otan, l'abolition de la CIA et la libération de Julian Assange.

Rencontre Blinken-Wang

Le secrétaire d'État, Antony Blinken, a rencontré le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi. « Je lui ai dit très clairement que la Chine envoyant son ballon de surveillance au-dessus des États-Unis... ne devait plus jamais se reproduire », a déclaré M. Blinken à *Face the Nation* (CBS). M. Wang, quant à lui, après avoir insisté sur le fait que ce ballon était civil et non pas militaire, a déclaré à

la presse lors de la Conférence sur la Sécurité de Munich : « Les actions [du Pentagone] ne montrent pas que les États-Unis soient grands et forts, mais décrivent exactement le contraire (...) Il y a tellement de ballons partout dans le monde, alors les États-Unis vont-ils tous les abattre ? ».

Les USA doivent repenser leur usage militaire de l'espace

Le général B. Chance Saltzman, commandant des Opérations spatiales, a déclaré, en marge de la Conférence sur la Sécurité de Munich, que les États-Unis devaient repenser leur investissement dans le domaine spatial. En effet la Chine a développé des missiles anti-satellites, des armes à énergie dirigée basées au sol et des capacités d'interception de satellites robotisés en orbite. Elle pense la guerre en terme d'attaques contre les satellites de reconnaissance, de communication, de navigation et d'alerte précoce de manière à aveugler et assourdir ses ennemis.

Des parlementaires US contre la politique de Benjamin Netanyahu

Les uns après les autres, les parlementaires favorables à Israël prennent position contre la politique de la Coalition de Benjamin Netanyahu. Cette semaine :

- le représentant démocrate Jamie Raskin (Maryland) a déclaré : « La lutte pour défendre la séparation des pouvoirs, l'indépendance judiciaire et l'État de droit en Israël est désormais une partie importante de cette défense mondiale de la liberté démocratique contre les ploutocrates et les autocrates corrompus qui veulent le pouvoir à tout prix ».
- le sénateur démocrate Ben Cardin (Maryland) a déclaré : « Je ne doute pas que la démocratie israélienne montrera sa résilience. Si M. Netanyahu veut faire preuve d'une force et d'un courage réels, je l'implore de ne pas détourner son pays de la démocratie mais de

revenir aux racines et aux valeurs qui ont fait prospérer et grandir son pays. Il est encore temps de changer de cap et de faire passer la santé à long terme de la démocratie israélienne avant le pouvoir personnel à court terme ».

L'Administration Biden à la Conférence sur la Sécurité de Munich

L'administration Biden était très largement représentée par ses principaux responsables à la Conférence sur la Sécurité de Munich. Tous ont prononcé des mots très durs envers le président Vladimir Poutine. Lors de son intervention, la vice-présidente US Kamala Harris a déclaré : « Depuis les premiers jours de cette guerre non provoquée, nous avons vu les forces russes se livrer à d'horribles atrocités et crimes de guerre. Leurs actions sont une attaque contre nos valeurs communes, une attaque contre notre humanité commune. Et soyons clairs : les forces russes ont mené une attaque généralisée et systémique contre une population civile – elles ont commis des actes horribles de meurtre, de torture, de viol et de déportation. Des meurtres qui relèvent de l'exécution, des passages à tabac, et des électrocutions (...) Dans le cas des actions de la Russie en Ukraine, nous avons examiné les preuves. Nous connaissons les normes juridiques. Et il ne fait aucun doute que ce sont des crimes contre l'humanité ».

Le Droit international condamne les « crimes contre l'Humanité », mais considère comme plus grave encore les « crimes contre la Paix », c'est-à-dire la préparation d'une guerre. En l'occurrence, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a reconnu à Munich que la guerre d'Ukraine a débuté... en 2014, ce qui réduit à néant l'accusation de Mme Harris selon laquelle cette guerre était « non provoquée ».

Le président équatorien accusé d'être lié aux cartels

Banquier, membre de l'Opus Dei, le président équatorien Guillermo Lasso vient d'essayer une

défaite cinglante au référendum du 5 février. Ses 8 questions ont toutes recueilli un « Non ». Il n'a donc plus les moyens de sa politique.

C'est à ce moment là que [*La Posta*](#) a révélé que les services de Renseignement ont rédigé un rapport de 145 pages sur les relations entre Rubén Chérrez et son ami Danilo Carrera, le beau frère du président Guillermo Lasso, et d'autre part, la mafia albanaise. Des copies de ce rapport viennent d'être distribuées par La Posta aux parlementaires.

Ceux-ci enquêtent déjà sur l'Affaire Encuentro, un réseau de corruption dans l'administration. Le président Lasso, qui se remet d'une opération au genou, n'a pas pu se rendre à la convocation du Parlement.

Par ailleurs, la procureure générale, Diana Salazar Méndez, a porté plainte contre l'ancien président Lenín Moreno et 36 autres personnes. Ils sont soupçonnés d'avoir organisé un vaste système de corruption autour du projet hydroélectrique de Coca Codo. Lenín Moreno réside aujourd'hui au Paraguay.

Reprise de la guerre civile en Colombie

Le commandant en chef de l'Armée de libération nationale colombienne (ELN), Eliécer Chamorro (alias « Antonio García »), a twitté que « L'assassinat de 9 combattants aux mains des forces militaires gouvernementales, alors qu'ils étaient sans défense, constitue un crime de guerre en violation du droit international ».

Par ailleurs, « Le sergent Libey Danilo Bravo, capturé par l'ELN à Arauca, est un prisonnier de guerre, son statut de prisonnier et ses droits de victime sont respectés, tels qu'établis par le DIH (Droit International Humanitaire). Il sera libéré vivant et avec respect de son intégrité et de sa dignité ».

Les négociations entre le mouvement de libération catholique et l'Administration du nouveau président Gustavo Petro, ancien membre de la guérilla du Mouvement du 19 avril (M-19), avaient repris en novembre 2022 à

Caracas. Elles ont été interrompues le 30 janvier.

Suite du coup d'État contre le président péruvien Pedro Castillo

Les avocats de l'ancien président péruvien, Pedro Castillo, font valoir que l'arrestation de leur client en « flagrant délit » ne correspond pas à la définition légale du « flagrant délit ». Elle est donc nulle et non avenue. Ils observent aussi que la procureure générale du Pérou, Patricia Benavides, a limogé le procureur Bersabeth Revilla qui enquêtait sur les liens de sa sœur, Emma Benavides Vargas, avec les cartels de la drogue ; une affaire dans laquelle le président Pedro Castillo était intervenu. Les manifestations se succèdent en soutien à l'ancien président Pedro Castillo et contre l'« usurpatrice », la présidente Dina Boluarte. Elles sont surtout le fait des amérindiens. La police a instruit de les réprimer brutalement. On ne compte plus les morts. Selon un récent sondage, 73 % de la population souhaite que les élections législatives et présidentielles aient lieu en 2023 et non pas en 2026. Mais les débats sur le sujet ont été bloqués au Congrès.

EUROPE

Le pape François reprend en main la question des intégristes

Le pape François a abrogé la libéralité édictée par son prédécesseur Benoît XVI, autorisant les évêques locaux à laisser célébrer la messe en latin et à constituer des paroisses selon ce rite. Cette restriction vise à prévenir la constitution d'une « Église parallèle ». Le Saint-Siège entend reprendre en main un rite souvent lié à des politiques d'extrême-droite. Cependant de nombreux pratiquants de la messe en latin ne partagent pas ce point de vue

et ne comprennent pas l'acharnement dont ce rite spécifique fait l'objet.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Stay-behind : l'ancien ministre de la Défense danois mis en examen

L'ancien ministre de la Défense, Claus Hjort Frederiksen, qui avait révélé, en 2020, avoir [autorisé les services de Renseignement danois à espionner des dirigeants allemands, français, norvégiens et suédois pour le compte de la NSA](#) états-unienne, en 1992, a été mis en examen, le 14 janvier 2023, pour divulgation de secrets d'État.

Il s'agissait du dernier avatar des réseaux *stay-behind* des États-Unis et du Royaume-Uni. Ceux-ci n'ont jamais cessé d'espionner leurs alliés de l'Otan, faisant passer la responsabilité des opérations de l'un à l'autre au fur et à mesure des scandales.

Cependant, Claus Hjort Frederiksen étant aujourd'hui député, le Parlement a refusé la levée de son immunité parlementaire.

La Tchéquie fournit l'armée ukrainienne

La République tchèque commence à monter une centaine de véhicules tout-terrain Toyota équipés de deux mitrailleuses à tir rapide pouvant intervenir contre les drones. Ces armes, destinées à l'Ukraine, seront payées par les Pays-Bas.

La Hongrie réorganise ses armées

Le ministre hongrois de la Défense, Kristóf Szalay-Bobrovniczky, a commencé une refonte

complète des armées. Depuis le 17 janvier, de nombreux officiers supérieurs ont été placés en retraite. Tous les officiers de plus de 45 ans ont été priés de faire valoir leurs compétences ou éventuellement de démissionner.

Cette réforme soudaine surprend en pleine guerre en Ukraine dans la mesure où elle désorganise à court terme les armées.

Hausse drastique des demandes d'asile dans l'Union européenne

Le nombre de demandeurs d'asile dans l'Union européenne, la Norvège et la Suisse, a doublé dans la seule année 2022 pour s'élever à 966 000.

La Norvège s'enfonce dans la guerre

Le rapport annuel des services de Renseignement extérieurs norvégiens (Etterretningstjenesten) met en garde face au déploiement de navires russes en mer Baltique, équipés d'armes nucléaires tactiques.

La Norvège, qui selon Seymour Hersh a activement participé au sabotage des gazoducs Nord Stream, a pour le moment grandement bénéficié de la guerre en Ukraine. En 2 ans, elle a quadruplé la valeur de ses exportations de gaz et de pétrole (à près de 166 milliards d'euros en 2022, contre 37 milliards en 2020).

L'Occident à court de munitions

Selon le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg, l'Ukraine utilise aujourd'hui plusieurs fois la quantité de munitions que l'ensemble des industries de Défense de l'Otan produit.

Ukroboronprom a annoncé commencer à produire des obus de 120 mm.

Dans son discours à la Nation, le président russe Vladimir Poutine a relevé que les fournitures de munitions étaient aussi un problème pour l'armée russe. Il a annoncé un plan pour augmenter rapidement leur production.

Analyses du Réseau Voltaire

- « [La défaite de l'Ukraine ne signifie pas la fin de la guerre](#) », par Thierry Meyssan

On raisonne à tort en pensant que la défaite du président Zelensky à Donetsk et à Lougansk, à Kherson et Zaporijia, puisse marquer la fin des combats. Face à la résistance que Moscou a rencontrée pour faire appliquer la résolution 2202 du Conseil de Sécurité, le président Poutine a déclaré qu'il lui restait à libérer Odessa et à joindre la Transnistrie. C'est précisément ce que cherche le Pentagone depuis 2019. D'ores et déjà, il prépare une seconde manche en Moldavie. Non pas qu'il veuille défendre les Ukrainiens, puis les Moldaves, mais parce qu'il entend dépouiller ses propres alliés.

- Vidéo (en français uniquement) : « [Le discours du président Vladimir Poutine](#) ». Émission de Claude Janvier et Eric Montana pour ADP-TV, avec Jean-Michel Vernochet et Thierry Meyssan

Le président Zelensky évoque sa possible défaite au Donbass

Dans une interview au [Corriere della Sera](#), le président Volodymyr Zelensky, a déclaré que si les pertes ukrainienne continuaient à augmenter, il faudrait peut-être abandonner Bakhmut. C'est un revirement complet de son discours qui, jusqu'ici, assurait que l'Ukraine reconquerrait le Donbass.

Intervention chinoise à la Conférence sur la Sécurité de Munich

Intervenant à la Conférence sur la Sécurité de Munich, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a révélé qu'il allait publier un document exposant la position chinoise et proposant une initiative de paix pour l'Ukraine. « Je suggère que tout le monde commence à réfléchir calmement, en particulier nos amis en Europe, au type d'efforts que nous pouvons faire pour arrêter cette guerre [d'autant plus que]

certaines forces ne veulent apparemment pas que les négociations aboutissent, ou que la guerre se termine bientôt (...) elles ne se soucient pas de la vie et de la mort des Ukrainiens, [ni] des dommages causés à l'Europe », a-t-il déclaré.

Mesure conservatoire dans le conflit Azerbaïdjan-Arménie

La [Cour internationale de Justice](#) a jugé à titre conservatoire, dans l'attente de la décision finale, que l'Azerbaïdjan avait l'obligation de « prendre toutes les mesures dont elle dispose afin d'assurer la circulation sans entrave des personnes, des véhicules et des marchandises le long du corridor de Latchine dans les deux sens ».

Des nouvelles d'Evgueni Prigojine

Evgueni Prigojine, le propriétaire de la société militaire privée Wagner, a reconnu pour la première fois être aussi celui de l'Internet Research Agency (dite « la ferme aux trolls ») de Saint-Petersbourg. Cette agence est accusée par les Occidentaux de diffuser de la désinformation sur les réseaux sociaux.

Il a par ailleurs vivement critiqué la « bureaucratie » qui, selon lui, a empêché la prise de Bakhmut et mis directement en cause l'inaction du chef d'état-major des armées, Valeri Guerassimov, et du ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, allant jusqu'à parler de « trahison ».

Les révélations de Vladislav Surkov

Vladislav Surkov, l'ancienne éminence grise du Kremlin, a déclaré qu'il n'avait pas l'intention d'appliquer les accords de Minsk lorsqu'il en a été chargé. Pour les adversaires de la Russie, cela annule les propos identiques de l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel et de l'ancien président français François Hollande. Au contraire, pour ceux qui ont lu précisément ses propos, cela prouve que le Kremlin n'a pas

été long à réaliser la duplicité occidentale.

Les e-mails de Vladislav Surkov, qui ont été révélés par les services secrets ukrainiens, attestent que dès 2015, le conseiller spécial du président Poutine préparait la réponse actuelle de la Russie face à l'Otan.

Quelle que soit l'interprétation que l'on ait des e-mails de Vladislav Surkov, l'élément déclencheur du conflit est le renversement par les Occidentaux du président démocratiquement élu Viktor Yanukovych ; un coup d'État publiquement revendiqué par Victoria Nuland au nom des États-Unis.

La Russie repense sa participation au Traité de désarmement New Start

Le président Vladimir Poutine a indiqué que la Russie suspendait sa participation à l'accord de désarmement nucléaire New Start, mais ne s'en retirait pas. C'est-à-dire que la Russie suspend sa participation aux négociations sur la modernisation du Traité. Washington souhaitait y ajouter Beijing, mais la Chine s'y est refusée. Moscou souhaite que Paris, Londres et l'Otan y participent.

Le Traité New Start est le seul dispositif de limitation de l'armement nucléaire encore en vigueur.

AFRIQUE

Solution possible en Libye

Le président de la Chambre des représentants, Aguila Salah Issa, a proposé de dissoudre les deux gouvernements rivaux de Tripolitaine et de Cyrénaïque et d'en former un troisième d'unité nationale. Il serait composé de 15 personnalités représentatives de chaque groupe et de 15 personnalités indépendantes.

Cette proposition de gouvernement d'unité nationale est un préalable à l'organisation d'élections nationales, mais la proposition de sa

composition en trois groupes ne fait pas l'unanimité.

La Justice tunisienne prête à inculper Rached Ghannouchi

Le parquet anti-terroriste tunisien aurait acquis un enregistrement vidéo d'une réunion des dirigeants d'Ansar ash-Sharia avec Rached Ghannouchi, leader d'Ennahda. Pour des raisons de santé M. Ghannouchi n'a pas pu se rendre à la convocation du juge où une unité de la Garde nationale était prête à l'arrêter. Une seconde convocation a été émise.

Ansar ash-Sharia est la branche tunisienne d'Al-Qaïda. En tant que Frère musulman, Rached Ghannouchi exerce une autorité sur l'ensemble des jihadistes tunisiens.

La médiation de paix en Ukraine de la Fondation Brazzaville

La Fondation Brazzaville, proche du président sénégalais Macky Sall, a organisé deux missions, l'une à Moscou, l'autre à Kiev. En marge du sommet de l'Union africaine, elle a préparé une mission de conciliation de six chefs d'États africains (le Sénégalais Macky Sall, le Congolais Denis Sassou Nguesso, l'Ougandais Yoweri Museveni, l'Égyptien Abdel Fatah al-Sissi, l'Africain du Sud Cyril Ramaphosa et le Comorien Azali Assoumani).

La Fondation Brazzaville est présidée par le Français Jean-Yves Ollivier. Cet homme d'affaires, proche de l'ancien président Jacques Chirac, a joué un rôle diplomatique discret durant de nombreuses années pour la France. Il n'a plus de liens politiques avec elle.

Le Mali réagit aux accusations de Charles Michel

Le gouvernement de transition malien a convoqué l'ambassadeur de l'Union européenne après les propos de Charles Michel, président du Conseil européen, sur France 5. Il avait déclaré : « Les autorités de la transition au Mali, qui sont

issues de coups d'État, ont décidé de rompre dans une large mesure avec les partenaires traditionnels, et singulièrement avec les partenaires européens, et la conséquence est un État qui est en train de s'effondrer, avec des terroristes qui occupent de plus en plus les espaces dans la région ».

Le Burkina Faso contre le terrorisme

La guerre ne cesse de se développer au Burkina Faso où, le 17 février, les jihadistes ont assassiné 51 soldats et, le 20 février, 19 autres.

Le président de transition, Ibrahim Traoré, qui a déjà recruté 90 000 Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), vient de décider d'engager 4 000 agents des Eaux et Forêts pour participer à la lutte contre le terrorisme. Il faudra un an et demi au minimum pour les former.

L'Union africaine expulse l'ambassadeur d'Israël

La délégation sud-africaine a fait expulser l'ambassadeur Sharon Bar-Li, directeur adjoint du département Afrique du ministère israélien des Affaires étrangères, du siège de l'Organisation de l'Union africaine durant la cérémonie d'ouverture de la session.

Israël a accusé l'Afrique du Sud d'antisémitisme. Cependant, l'accréditation de l'observateur israélien avait été accordée à l'ambassadeur à Addis Abeba et non pas à Sharon Bar-Li. Surtout le statut d'observateur d'Israël n'avait pas encore été validé par l'Assemblée générale de l'Union africaine.

ASIE

Les anciens alliés de Benjamin Netanyahu manifestent contre sa nouvelle politique

- L'ancien ministre de la Justice du Likud et vice-Premier ministre sous Netanyahu, Dan Meridor, a pris la parole lors de la principale

manifestation devant la Knesset, le 20 février. Il a déclaré : « Qui aurait cru que nous aurions besoin de défendre la démocratie en Israël, mais elle est attaquée ! ».

- L'ancien directeur du Mossad, choisi par Benjamin Netanyahu, Tamir Pardo, est aujourd'hui l'un des coordinateurs des manifestations. Dans une interview à la radio publique Kan, il a accusé le Premier ministre de réformer la justice uniquement pour pouvoir la fuir personnellement. En outre, il a accusé des éléments de la Coalition gouvernementale de vouloir édifier « un État raciste et terrible qui ne peut pas survivre ».

- L'ancien directeur du Shin Bet, Yoram Cohen, également choisi par Benjamin Netanyahu, a déclaré dans une manifestation de droite : « La réforme proposée changera la structure gouvernementale en Israël, puisque le pouvoir exécutif —et à sa tête le Premier ministre— aura un pouvoir illimité. Les freins et contrepoids nécessaires à une société démocratique disparaîtront. Tout citoyen doit être concerné par une telle situation, sans lien avec son appartenance politique. La réforme dans son état actuel, [imposée] dans la brutalité et [élaborée] sans dialogue avec toutes les composantes de la nation, pourrait conduire au désastre. »

Des documents de Pfizer sur les engagements du gouvernement israélien

Au cours de l'affaire Pfizer, un avocat de la firme pharmaceutique a incidemment cité l'existence d'un avenant au contrat signé par le ministère israélien de la Santé l'obligeant à une stricte confidentialité. Une partie civile a alors exigé que ce document lui soit remis. Ce qui a finalement été fait.

Ce document, encore à l'étude, semble prouver que le laboratoire a utilisé la population israélienne comme cobaye.

Israël attaque Naplouse

Les troupes israéliennes sont entrées de jour à Naplouse (Cisjordanie) pour procéder à 3 arrestations à la suite du meurtre d'un soldat israélien. Elles ont fait 102 blessés graves, dont 6 dont le pronostic vital est engagé, et 10 morts.

Israël a rendues publiques les images filmées depuis un véhicule blindé et montrant une foule qui caillasse ses troupes. Les Palestiniens ont publié, quant à eux, des images d'un caméra de surveillance horodatée qui montrent l'assassinat par les Israéliens de deux jeunes gens.

Depuis la prise de fonction du gouvernement de coalition de Benjamin Netanyahu et l'annonce de nouvelles colonies israéliennes illégales dans les Territoires palestiniens, les affrontements se multiplient.

Benjamin Netanyahu prêt à bombarder l'Iran

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu, répondant à une question sur l'Iran, a déclaré : « La seule chose qui a empêché de manière fiable les États voyous de développer des armes nucléaires est une menace ou une action militaire crédible. Cela peut être combiné avec des sanctions économiques, mais ce n'est pas une condition suffisante. Une condition nécessaire, et souvent suffisante, est une action militaire crédible" (...) Plus vous attendez, plus une telle action devient difficile à exécuter. Nous avons plus qu'assez attendu ».

Washington prêt à condamner Netanyahu pour sauver la « solution à deux États »

Les États-Unis avaient soumis un projet de résolution sur la Palestine au Conseil de Sécurité. Ils y condamnaient la colonisation israéliennes et exigeaient son arrêt immédiat. Cependant ce projet a été retiré par les mêmes États-Unis qui négocient une solution diplomatique avec Israël et la Palestine. Le département d'État US fait tout son possible

pour contraindre Tel-Aviv à ne pas abandonner « la solution à 2 États ».

Des parlementaires libanais à Damas

Une délégation du parlement libanais est allée à Damas rencontrer le président syrien Bachar el-Assad. Elle a déclaré que son Assemblée souhaitait établir des relations suivies avec celle du Peuple syrien.

Polémique Nasrallah-Netanyahu

Le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah a déclaré lors d'un discours radiodiffusé : « Pour la première fois dans l'histoire de l'entité sioniste [Israël] depuis sa malheureuse création, nous entendons le chef d'état-major [de l'armée israélienne], d'anciens Premiers ministres, Yaïr Lapid, Naftali Bennet, Ehud Olmert, Ehud Barack, d'anciens ministres de la Défense et d'anciens généraux, parler de l'approche d'une guerre civile. Ils évoquent la possibilité que du sang soit versé et qu'il n'y ait pas de solution aux nouveaux défis du gouvernement de Benjamin Netanyahu ». Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, lui a répondu : « Je dis à Nasrallah : ne comptez pas sur une guerre fratricide. Cela n'arrivera pas, car nous sommes vraiment des frères »

Bombardement israélien à Damas

L'aviation israélienne a détruit plusieurs bâtiments des services de Sécurité à Damas. Comme à leur habitude, les autorités israéliennes n'ont pas directement revendiqué l'agression, mais l'ont justifiée. Selon eux, elle visait des intérêts liés à l'Iran, ce qui est fort peu probable. Depuis une trentaine d'années, Israël se donne le droit de frapper quand il le veut la Syrie. Tel-Aviv assure toujours que ces bombardements visent le Hezbollah libanais ou l'Iran ; des explications invérifiables dont se satisfait la communauté internationale.

La principale cible était un bâtiment dans le quartier résidentiel de Kafar Sousse (Damas). Il s'agit du même immeuble qu'habitait le chef militaire du Hezbollah, Imad Moughniyah, lorsqu'il a été assassiné par Israël, le 12 février 2008. Selon toute vraisemblance l'action israélienne visait à assassiner des chefs de la Résistance qui tenaient une réunion à cet endroit dans les minutes précédentes. L'aviation israélienne n'a tué aucun d'entre eux, mais exclusivement des civils.

Bachar el-Assad à Oman

Le président syrien Bachar el-Assad s'est rendu à Oman où il a été accueilli par le sultan d'Oman Haitham Bin Tarik. Au delà des déclarations d'entente, Oman dispose d'une longue tradition d'intermédiaire diplomatique et héberge de nombreuses négociations secrètes.

Question sur le tremblement de terre en Turquie et en Syrie

Selon l'Institut de Sismologie de Damas, l'éclair bleu qui a été vu en Turquie et au nord de la Syrie juste avant le tremblement de terre ne correspond à aucune observation précédente. Cette observation renforce l'hypothèse selon laquelle ce séisme n'était pas naturel, mais provoqué.

Rappelons qu'après les expériences soviétiques visant à créer de petits tremblements de terre pour en prévenir de grands et les expériences états-uniennes visant à provoquer des tempêtes, un traité de désarmement, la *Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles*, fut signé entre les deux pays, en 1976. Il a depuis été signé et ratifié par 48 autres. Lors de la dissolution de l'Union soviétique, les scientifiques russes du projet Pamir ont été récupérés par le projet HAARP (High frequency active auroral research program) états-unien.

Mise au point de l'Agence spatiale turque sur le tremblement de terre

Lors d'une ancienne conférence, le directeur de l'Agence spatiale turque, Serdar Hüseyin Yıldırım, a décrit une arme que les États-Unis mettaient au point :

« Il existe des satellites militaires qui peuvent envoyer des bâtons en alliage de titane de 10 mètres depuis l'espace vers n'importe quelle cible dans le monde. Ils pénètrent à 5 kilomètres de profondeur dans le sol, créant un tremblement de terre de 7- 8 magnitude ».

Cet extrait de son discours a ressurgi dans le contexte du tremblement de terre. Serdar Hüseyin Yıldırım a alors déclaré :

« Cette courte vidéo est un extrait d'une conférence que j'ai donnée il y a longtemps dans un institut de stratégie [le Stratejik Düşünce Enstitüsü]. J'ai expliqué le système d'arme qui peut effacer une petite ville de la carte lorsqu'il est déployé et utilisé en orbite terrestre. Il n'a aucune fonction telle que déclencher des lignes de faille ou créer des tremblements de terre tectoniques. Par conséquent, cela n'a rien à voir avec la catastrophe de Maraş, qui est un tremblement de terre tectonique qui s'est produit sur une ligne de faille connue. Je ne veux pas que ce soit mal compris. L'effet de cette arme est comparable à un impact de météorite ».

Il va de soi que s'il avait déclaré autre chose, la Türkiye aurait dû se déclarer en guerre.

L'Arabie saoudite évoque une prochaine normalisation avec la Syrie

Après la rencontre entre le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Faisal Bin Farhan, et l'envoyé spécial de l'Onu pour la Syrie, le Norvégien Geir Pedersen, la voie vers une normalisation des relations entre Al-Riyad et Damas semble éclaircie.

Le prince a déclaré, lors du sommet sur la Sécurité de Munich, qu'il ne servait à rien de continuer à isoler la Syrie et que tous les arabes

avaient le devoir d'aider les victimes du tremblement de terre.

Vers la suppression du Kurdistan iraquien ?

Le quotidien *As-Sabah* a publié un sondage du Centre académique pour le référendum et l'analyse attestant que la majorité des Iraquiens considère la dissolution du Kurdistan iraquien et le retour au pouvoir centralisé de Bagdad comme la seule solution à la crise en cours opposant les deux clans kurdes, les Barzani (pro-Israéliens) et les Talabani (pro-Chinois). Cette publication a fait l'effet d'une bombe dans la mesure où elle constate la faillite de la Constitution et du plan de 2007 du sénateur Joe Biden de partition du pays en trois entités distinctes.

La rencontre entre le président du gouvernement régional du Kurdistan iraquien, Nechirvan Barzani, et le Premier ministre national iraquien, Mohammad Shia' as-Sudani, au sommet sur la Sécurité de Munich n'a rien donné.

Le gouvernement du Kurdistan iraquien (clan Barzani) a réagi en critiquant le mode de réalisation du sondage et en rappelant que les habitants de sa province se sont prononcés pour l'indépendance par référendum, le 25 septembre 2017. Celle-ci n'a pas eu lieu en raison des menaces proférées par Bagdad, Ankara et Téhéran.

La Cour suprême fédérale a rendu un verdict en février 2022 indiquant que la loi de 2007 sur les ressources naturelles du territoire du Kurdistan est anticonstitutionnelle et que ses exportations et contrats pétroliers sont illégaux. En outre, en janvier 2023, elle a posé qu'aucun des transferts du budget central vers le régional n'est légal. Le Kurdistan iraquien ne peut donc plus disposer de ressources.

Le Cambodge récupère les bijoux volés par Douglas Latchford

77 bijoux cambodgiens de la collection du célèbre collectionneur et marchand d'antiquités Douglas Latchford sont rentrés dans leur pays d'origine. La collection comprenait des objets « tels que des objets en or et d'autres pièces en métaux précieux de la période préangkorienne et angkorienne, notamment des couronnes, des colliers, des bracelets, des ceintures, des boucles d'oreilles et des amulettes ».

Douglas Latchford, décédé en août 2020, est accusé d'avoir pillé les antiquités cambodgiennes. Le transfert a été négocié par le député Hun Many, fils du Premier ministre Hun Sen.

Risque de famine en Corée du Nord

Le Parti des travailleurs de Corée (WPK) devrait tenir une deuxième réunion plénière en deux mois pour décider comment résoudre la crise alimentaire qui se profile.

La Corée du Nord a connu une terrible famine durant la « Marche ardue » des années 1990. Les pays occidentaux, qui géraient alors le marché mondial des céréales, avaient délibérément amplifié cette catastrophe.

Actuellement une pénurie alimentaire sévit dans le Nord du pays.

Reprise des pourparlers directs sino-japonais

La Chine et le Japon ont repris leur pourparlers de Défense, interrompus en 2019, à propos des îles Senkaku/Diaoyu. Ces îlots inhabités sont revendiqués par le Japon, la Chine et Taïwan. La question de trois « ballons espions », peut-être chinois, qui auraient survolé le Japon a également été abordée.

La Chine maîtrise des moteurs aérobies

Selon un rapport de l'Université nationale de technologie de la défense de Changsha (Hunan), les chercheurs militaires chinois seraient

parvenus à faire fonctionner un prototype de moteur aérobie fonctionnant avec un carburant solide. Il aurait « un rendement énergétique de 79 % tout en se déplaçant à six fois la vitesse du son ». Il devrait étendre la portée opérationnelle des missiles hypersoniques en doublant leur létalité.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand, serge.marchand@voltairenet.org

46 numéros par an.

[Abonnement annuel : 150 euros](#)

[Abonnement mensuel : 15 euros](#)

Prix de vente au numéro : 5 euros

Supplément documentation

4- Livres

AFGHANISTAN

La guerra nascosta. L'Afghanistan nel racconto dei militari italiani, Massimo De Angelis & Giampaolo Cadalanu, Laterza (18,05 €)

BRAZIL

Foundations, US Foreign Policy and Anti-Racism in Brazil. Pushing Racial Democracy, Elizabeth Cancelli, Gustavo Mesquita & Wanderson Chaves (120 £)

CHINA

China's New Imperialism. Nature, Causes, and Rationalization, Yu-Ping Chang, Routledge (36 99 £)

China : El retorno del Imperio del Centro, Jiang Shigong (12,99 €)

CONGO

Cobalt Red : How the Blood of the Congo Powers Our Lives, Siddharth Kara, St Martin Press (\$26,99)

EUROPEAN UNION

European Lobbying. An Occupational Field between Professionalism and Activism, Christian Lahusen, Routledge (120 £)

L'Europa in guerra, Fabio Mini, PaperFIRST (15,20€)

Europa sovrana. La rivincita dei nazionalismi, Angela Mauro, Feltrinelli (16,15 €)

FRANCE

Le clan des seigneurs : Immersion dans la caste d'État, Paul Antoine Martin, Max Milo (12,99 €)

GERMANY

Der Osten : eine westdeutsche Erfindung : Wie die Konstruktion des Ostens unsere Gesellschaft spaltet, Dirk Oschmann, Ullstein (19, 99 €)

Führung und Verantwortung : Angela Merkels Außenpolitik und Deutschlands künftige Rolle in der Welt, Christoph Heusgen, Siedler Verlag (24 €)

GREECE

Public Discourses and Attitudes in Greece during the Crisis. Framing the Role of the European Union, Germany and National Governments, Edited by Dimitris Katsikas, Routledge (36,99 £)

INDIA

Politics, Ethics and Emotions in 'New India', Ajay Gudavarthy, Routledge (120 £)

India's Southeast Asia Policy during the Cold War. Identity, Inclination and Pragmatism 1947-1989, Tridib Chakraborti & Mohor Chakraborty, Routledge (34,99 £)

Historicizing Myths in Contemporary India. Cinematic Representations and Nationalist Agendas in Hindi Cinema, Edited by Swapna Gopinath & Rutuja Deshmukh, Routledge (34,99 £)

IRAQ

Confronting Saddam Hussein : George W. Bush and the Invasion of Iraq, Melvyn P. Leffler, Oxford University Press (\$27,95)

ITALY

Anticostituzione. Come abbiamo riscritto (in peggio) i principi della nostra società, Gherardo Colombo, Garzanti (15,20 €)

Guerra alla guerra. Guida alle idee e alle pratiche del pacifismo italiano, Matteo Pucciarelli, Laterza (17,10 €)

Fratelli di Giorgia. Il partito della destra nazionale-conservatrice, Salvatore Vassallo & inaldo Vignati, Il Mulino (17,10 €)

L'inquilino : Da Monti a Meloni : indagine sulla crisi del sistema politico, Lucia Annunziata, Feltrinelli (25,75 €)

JAPAN

Japan's Threat Perception during the Cold War. A Psychological Account, Eitan Oren, Routledge (120 £)

MYANMAR

Reflections on Myanmar. Identity, Heritage, Aspirations, Reshmi Banerjee, Routledge (34,99 £)

POLAND

The Politicization of Social Divisions in Post-War Poland, Piotr Borowiec, Palgrave Macmillan (93 €)

RUSSIA

Revanche. Wie Putin das bedrohlichste Regime der Welt geschaffen hat, Michael Thumann, C.H.Beck (25 €)

Jenseits von Putin : Russlands toxische Gesellschaft, Gesine Dornblüth, Verlag Herder (20 €)

SOUTH KOREA

Two-Track Democracy in South Korea. The Interplay Between Institutional Politics and Contentious Politics, Seongyi Yun, Routledge (\$120)

SPAIN

La realidad geopolítica de España. Hacia el estatus de actor estratégico, Josep Baqués Quesada & José Enrique Fojón Lagoa, Uned (10 €)

Soldados : La condición militar en España, Juan Carlos Domingo Guerra, Almuzara (21,85 €)

Vox, el retorno de los ultras que nunca se fueron, Xavier Rius Sant, Ediciones Akal (17,10 €)

De votantes a hooligans : La polarización política en España, Mariano Torca, Los libros de la catarata (17,57 €)

Las cloacas del 11M : 49, Ignacio López Brú, Última Línea (23,95 €)

TÜRKIYE

Military Innovation in Türkiye. An Overview of the Post-Cold War Era, Edited By Barış Ateş, Routledge (120 £)

UKRAINE

Digital Blood on Their Hands. The Ukraine Cyberwar Attacks, Andrew Jenkinson, Routledge (26, 99 £)

Come l'Occidente ha provocato la guerra in Ucraina, Benjamin Abelow, Fazi (9,50 €)

Scemi di guerra. La tragedia dell'Ucraina, la farsa dell'Italia. Un paese pacifista preso in ostaggio dai nopax, Marco Travaglio, PaperFIRST (16,15 €)

La guerra dell'Est : l'attacco di Putin all'Ucraina europea, Stefano Poma, Gianluca Aime, Mirko Campochiari, Alex Onica, Arianne Gherzi, Gianluca Notari, Danilo Morisco, Marco Cencio & Marco Mensi, L'Universale editore (7,99 €)

La guerra de Ucraina II : De la conquista de Lugansk a la contraofensiva ucraniana, Guillem Colom Piella & Beatriz Cózar Murillo, Los libros de la catarata (16,15 €)

UNITED STATES

New Directions in the American Presidency, Edited By Lori Cox Han, Routledge (34,99 £)

Justice After Stonewall. LGBT Life Between Challenge and Change, Edited by Paul Behrens & Sean Becker, Routledge (120 £)

US Environmental Policy in Action, Sara R. Rinfret & Michelle C. Pautz, Palgrave Macmillan (105 €)

Trust the Plan : The Rise of QAnon and the Conspiracy That Unhinged America, Will Sommer, Harper (\$28,99)

Soldier Secretary : Warnings from the Battlefield & the Pentagon about America's Most Dangerous Enemies, Christopher C. Miller, Center Street (\$21,99)

People vs. Donald Trump : An Inside Account, Mark Pomerantz, Simon & Schuster (\$26,99)

Overrun : How Joe Biden Unleashed the Greatest Border Crisis in U.S. History, Todd Bensman, Bombardier Books (\$18,90)

Woke Army : The Red-Green Alliance That Is Destroying America's Freedom, Asra Q. Nomani, Bombardier Boks (\$16)

Grand Delusion : The Rise and Fall of American Ambition in the Middle East, Steven Simon. Penguin Press, \$32

The Shadow Docket : How the Supreme Court Uses Stealth Rulings to Amass Power and Undermine the Republic, Stephen Vladeck. Basic (\$30)

UNESCO

UNESCO, Cultural Heritage and Conflict in Yemen, Syria and Iraq, Joanne Dingwall McCafferty, Springer (147 €)

COMMUNICATION

Zwischen Gut und Böse : Wie ich mich endlich der Kreml-Propaganda entgegenstellte, Marina Owsjannikowa, Langen-Müller (20 €)

Message Control : Was Sie schon immer über Politik und Medien wissen wollten, Gerald Fleischmann, Edition A (26 €)

Die Wokeness-Illusion : Wenn Political Correctness die Freiheit gefährdet, Alexander Marguier, Verlag Herder (16 €)

Leadership. Teorie, tecniche, buone pratiche e falsi miti, Gianluca Giansante, Carocci (14,25 €)

Infocrazia : Le nostre vite manipolate dalla rete, Byung-chul Han, Einaudi (11,87 €)

ECOLOGY

Non dobbiamo salvare il mondo : Dall'auto elettrica al bio, tutti i falsi miti della religione green, Francesco Vecchi, Piemme (17,57 €)

ECONOMY

The Brandt Commission and the Multinationals. Planetary Perspectives, Bo Stråth, Routledge (120 £)

It's OK to Be Angry About Capitalism, Senator Bernie Sanders, Crown (\$30)

Le regole del caos : Riflessioni sul disordine economico mondiale, Giorgio Arfaras, Paesi edizioni (13,30 €)

The Chile Project : The Story of the Chicago Boys and the Downfall of Neoliberalism, Sebastian Edwards, Princetown University press (\$32)

ENERGY

Brexit and Energy Law. Implications and Opportunities, Edited by Ana Stanič & Silke Goldberg, Routledge (125 £)

Die große Energiekrise : ... und wie wir sie bewältigen können, Fritz Vahrenholt, Langen-Müller (22 €)

HEALTH

Covid 19, ce que révèlent les chiffres officiels : Mortalité, tests, vaccins, hôpitaux, la vérité émerge, Pierre Chaillot, L'artilleur (22 €)

INTERNATIONAL RELATIONS

Diaspora Organizations in International Affairs, Edited by Dennis Dijkzeul & Margit Fauser, Routledge (36,99 £)

Regional Approaches to the Responsibility to Protect. Lessons from Europe and West Africa, Jochem Rietveld, Routledge (120 £)

Advocacy Networks and the Responsibility to Protect. The Politics of Norm Circulation, Sarka Kolmasova, Routledge (120 £)

Deep State. L'ombra del quarto Reich, Germana Leoni, Manlio Dinucci (Prefazione), Nexus Edizioni (23,75 €)

La diplomazia del terrore. 1967-1989, Valentine Lomellini, Laterza (20,90 €)

MILITARY AFFAIRS

The Military Balance 2023, The International Institute for Strategic Studies (IISS) 625 £

Conduire la guerre, Benoist Bihan & Jean Lopez, Perrin (14,99 €)

La guerra in casa : Come e perché la corsa al riarmo riguarda tutti noi, Roberto Arditti, Rai Libri (17,58 €)

POLITICAL IDEAS

Can War Be Justified ? A Debate, Andrew Fiala & Jennifer Kling, Routledge (26,99 £)

Evidence Contestation. Dealing with Dissent in Knowledge Societies, Karin Zachmann, Mariacarla Gadebusch Bondio, Saana Jukola & Olga Sparschuh, Routledge (120 £)

Conservatism and Grace. The Conservative Case for Religion by Establishment, Sebastian Morello, Routledge (120 £)

The Nature and Practice of Trust, Marc A. Cohen, Routledge (120 £)

The Crisis of Democratic Capitalism, Martin Wolf, Penguin (\$25,15)

Die Psychologie des Totalitarismus, Mattias Desmet, Europa Verlage (24 €)

Il fantasma della nazione. Per una critica del sovranismo, Alessandro Campi, Marsilio (14,25 €)

POLITICS

Populist Parties and Democratic Resilience. A Cross-National Analysis of Populist Parties' Impact on Democratic Pluralism in Europe, Edited by Ben Crum & Alvaro Oleart, Routledge (34,99 £)

Political Parties Abroad. A New Arena for Party Politics, Edited by Tudi Kernalegenn & Emilie van Haute, Routledge (36,99 £)

Sinistra ! Un manifesto, Aldo Schiavone, Einaudi (11,40 €)

Libertax : El origen de una sociedad libertaria, Sharan Lalwani Shahdadpuri & Alejandro Gutiérrez Gil, (10,36 €)

Voltaire

Actualité internationale

N°30 - 3 mars 2023

400 colons israéliens détruisent un village palestinien

Plus de 400 colons israéliens de Har Bracha ont lancé une expédition punitive sur le village palestinien de Huwara (Cisjordanie) après l'assassinat de deux d'entre eux. Ils ont incendié des centaines de voitures et 36 maisons. Ils se sont acharnés sur les habitants, faisant 400 blessés et ont tué un homme sous les yeux de l'armée israélienne qui encerclait le village sans intervenir face à leurs exactions.

Les émeutiers scandaient « Vengeance ! » et « Terre d'Israël ! » (*Eretz Yisrael*). Ils chantaient « J'ai une foi parfaite en la venue du Messie ». Ils ont tenté de faire fuir les journalistes israéliens en leur tirant dessus, afin que nul ne puisse témoigner de leurs exactions.

Le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, et le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, sont partisans de la suprématie juive et de l'annexion des territoires palestiniens.

M. Smotrich avait déclaré aux arabes : « C'est une erreur que Ben Gourion n'ait pas terminé le travail [la Nakbah] et ne vous ait pas expulsé en 1948 ». Après l'opération punitive, il a déclaré : « Le village de Hawara doit être anéanti. Je pense que l'État d'Israël doit le faire pas — Dieu nous en préserve — des particuliers ». M. Ben-Gvir, quant à lui, avait soutenu en décembre dernier un soldat qui avait été sanctionné pour avoir menacé des militants juifs pacifistes.

Six émeutiers ont été interpellés par l'armée. Cinq ont été libérés et le dernier a été condamné à quatre jours d'assignation à résidence.

Le Comité supérieur de surveillance arabe de la communauté arabe israélienne a organisé une marche de protestation à Sakhnin contre le terrorisme juif.

AMÉRIQUES

Les États-Unis rappellent leurs ressortissants en Russie

L'ambassade des États-Unis à Moscou a adressé un courriel à tous ses ressortissants résidant en Russie. Elle leur écrit : « Les citoyens américains résidant ou voyageant en Russie doivent partir immédiatement. Ils doivent redoubler de prudence en raison du risque de détention injustifiée ».

Les armées US n'ont plus de recrues

Les Forces armées US ne parviennent plus à embaucher de personnel. Sur les 60 000 offres d'emploi, seules 15 000 ont été pourvues en 2022. C'est le pire résultat depuis qu'il a été mis fin à la conscription, en 1973. Seul le corps des Marines a atteint son objectif.

Selon le chef d'état-major de l'armée de Terre, le général James McConville, seuls 23% des États-Uniens âgés de 17 à 24 ans sont éligibles, tandis que 57 % craignent de subir des problèmes psychologiques à cause de leur engagement éventuel. 20 % des candidats sont obèses.

Seuls 21 % des militaires actuels sont des enfants de civils.

Ajay Banga prochain directeur de la Banque mondiale

Le président états-unien Joe Biden a désigné Ajay Banga comme prochain directeur de la Banque mondiale. M. Banga est un ressortissant états-unien, de religion sikh, qui fut directeur de Mastercard et est actuellement vice-président du fonds de placement General Atlantic.

Avant-primaires républicaines

Le CPAC (Conservative Political Action Coalition) organise un débat, « Protéger l'Amérique maintenant », avec les candidats à l'investiture républicaine, au Gaylord National Resort & Convention Center dans la banlieue du Maryland. L'ancien président Donald Trump devrait y participer. L'ancienne ambassadrice Nikki Haley l'y affrontera, le magnat anti-woke de la biotechnologie Vivek Ramaswamy aussi. Ni l'ancien vice-président Mike Pence, ni le gouverneur de Floride Ron DeSantis ne s'y rendront.

Ce dernier participera à un événement rival au Club for Growth à Palm Beach en Floride, un groupe hostile aux impôts fédéraux.

Le Trésor US bloque les documents incriminant Hunter et James Biden

James Comer, président de la commission de Surveillance et de Responsabilité de la Chambre des représentants, a convoqué Isabella More, sous-secrétaire adjointe au Trésor chargée de la Surveillance, afin qu'elle s'explique sur les délais de communication des pièces demandées par les parlementaires.

150 rapports d'activités suspectes liées à Hunter Biden sont bloqués par le Trésor depuis un mois. Selon James Comer, les parlementaires ont découvert « un schéma de trafic d'influence, de risques pour la sécurité nationale et de dissimulation politique » commis par la famille Biden avec la participation de l'actuel président des États-Unis.

La Chambre exige des preuves de la sincérité de hauts fonctionnaires de la Sécurité nationale

Les présidents des commissions des Lois et du Renseignement de la Chambre des représentants, Jim Jordan et Michael R. Turner, ont écrit à 29 anciens hauts responsables de la Sécurité nationale. Ils leur demandent de produire sans délai les éléments sur lesquels ils s'appuyaient pour déclarer, en pleine campagne électorale présidentielle, que l'article du *New York Post* sur l'ordinateur de Hunter Biden était de la « désinformation russe ».

Les USA exportent leur savoir-faire en Chine

Le département US du Commerce a approuvé des ventes de technologies sensibles à la Chine pour 23 milliards de dollars au cours du dernier semestre 2022, malgré une politique annoncée par l'administration Biden visant à empêcher que le savoir-faire états-unien ne soit utilisé pour renforcer l'armée chinoise.

Un expert US démontre au Congrès que la Chine populaire veut détruire le capitalisme

L'ancien conseiller adjoint de Sécurité nationale de Donald Trump, Matthew Pottinger, a présenté un film de trois minutes lors de son audition par la commission spéciale de la Chambre sur le Parti communiste chinois. S'appuyant sur des sources du Renseignement US, il a démontré que, selon lui, le PCC est bien marxiste et tente donc de détruire le capitalisme.

La Chine populaire manipule Hollywood

Selon les majors [Morgan A. Martin and Clinton J. Williamson](#), la Chine populaire est parvenue à corriger de nombreux films de Hollywood depuis 2023. Les deux militaires de la Navy ont été étudiés 147 films tournés en coproduction avec des sociétés chinoises. Selon eux, petite touche par petite touche, la Chine est parvenue à améliorer son image auprès du public occidental.

Mark Zuckerberg a influencé le système électoral

Le Honest Elections Project a établi que Mark Zuckerberg (Meta/Facebook) avait versé 2 millions de dollars au comté de DeKalb pour qu'il se dote du personnel et de l'équipement dont il avait besoin pour organiser des élections durant la pandémie de COVID-19.

Or, la Géorgie interdit de financer les élections de l'extérieur. Une plainte a donc été déposée. Honest Elections Project est lié à Me Leonard Leo, un avocat conservateur proche de Donald Trump.

L'arroseur arrosé du Russiagate

L'ancien diplomate russe Sergey Shestakov et l'ancien chef du contre-espionnage du FBI à New York, Charles McGonigal, sont accusés d'avoir accepté des paiements secrets de l'oligarque russe Oleg Deripaska en échange d'une enquête sur un de ses rivaux.

Ils sont jugés pour complot en vue de violer les sanctions US et pour blanchiment d'argent. Charles McGonigal avait joué un rôle important dans l'enquête du FBI sur les liens supposés de Donald Trump avec la Russie (opération « *Crossfire Hurricane* »). C'est aujourd'hui lui-même qui doit répondre de la même accusation.

Origine de la Covid-19

Selon le [Wall Street Journal](#), un rapport confidentiel a été distribué aux membres du Congrès par la directrice nationale du Renseignement, Avril Haines. Il met à jour les positions des différentes agences sur l'origine du Covid-19. Le département de l'Énergie, qui jusqu'ici était indécis, affirme aux côtés du FBI que le virus est issu d'une fuite du laboratoire de Wuhan. Toutes les agences de Renseignement parviennent à la même conclusion, sauf quatre. Réagissant à l'article du *WSJ*, la Maison-Blanche a, quant à elle, souligné qu'il n'y avait pas d'unanimité parmi les agences.

Les limites de la générosité US

À l'initiative du représentant républicain Joe Wilson (Texas), la Chambre a adopté une résolution ([H. Res 132](#)) affirmant le soutien des États-Unis aux victimes turques et syriennes du tremblement de terre. Ce texte pose l'interdiction de commerce avec la Syrie (loi Caesar) comme une mesure de soutien au peuple syrien.

Le maire de New York contre la séparation des Églises et de l'État

Le maire démocrate végétarien de New York, Eric Adams, a déclaré « Ne me parlez pas de séparation de l'Église et de l'État. L'État est le corps. L'Église est le cœur. Vous retirez le cœur du corps, le corps meurt (...) Lorsque nous avons retiré les prières des écoles, des armes à feu sont entrées dans les écoles (...) Je ne peux pas séparer ma croyance parce que je suis un élu [du peuple]. Quand je mets en place des

politiques, je les mets en place avec une approche divine. C'est ce que je suis ».

La Chambre US contre l'obligation des investissements éthiques

La Chambre des représentants a adopté une loi invalidant une disposition de l'administration Biden selon laquelle les caisses de retraite ne peuvent investir les dépôts de leurs sociétaires que de manière éthique (critères environnementaux, sociaux et de gouvernance - ESG). Cette loi a peu de chances d'être adoptée au Sénat qui soutient les politiques woke.

EUROPE

L'UE accepte finalement le Brexit

Le Premier ministre, Rishi Sunak, a signé un accord à Windsor avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Il vise à clore le Brexit en assouplissant les règles qui en découlaient. Les produits européens pourront toujours entrer en Grande-Bretagne par l'Irlande du Nord, mais les produits britanniques pourront désormais entrer dans l'UE par la même Irlande du Nord alors que jusqu'à présent une frontière douanière se dressait en mer d'Irlande.

En pratique, le Royaume-Uni a réintégré le marché commun européen, mais pas ses instances politiques. C'était le sens du Brexit alors que Bruxelles avait lié le marché commun à l'Union européenne. Le seul problème restant étant la persistance de l'autorité de la Cour européenne de Justice sur l'Irlande du Nord. La Commission européenne a perdu son pari de faire payer le Royaume-Uni pour son départ de l'UE.

La France réorganise ses bases militaires en Afrique

Le président français, Emmanuel Macron, a annoncé un redéploiement des armées françaises en Afrique. Celui-ci devrait

s'accompagner d'une réduction des troupes. Il n'est cependant pas question de retrait militaire, mais de transformation des bases permanentes en académies où les instructeurs français formeront les armées locales.

La base de Djibouti n'est pas concernée par ce redéploiement dans la mesure où, bien que située sur le territoire africain, elle est tournée vers l'océan Indien.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les bases militaires françaises représentent une garantie de maintien au pouvoir de ceux qui gèrent les pays qui les hébergent.

Selon un sondage IFOP pour le *JDD*, 55 % des Français souhaitent la fermeture des bases militaires françaises en Afrique et le rapatriement de tous les soldats français.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Déflation en Allemagne

La déflation a débuté en Allemagne avec une contraction de 0,4 % du PIB au dernier trimestre 2023. Un premier chiffre, erroné, de - 0,2 % avait été préalablement annoncé avant d'être révisé.

Pétition et manifestation en Allemagne contre la guerre en Ukraine

À l'initiative de la journaliste féministe Alice Schwarzer et de la parlementaire de La Gauche (*Die Linke*) Sahra Wagenknecht, une [pétition pour la paix](#) a recueilli 700 000 signatures dont celles de nombreux intellectuels. Elle a débouché sur une manifestation à Berlin, le 25

février, rassemblant 13 000 personnes selon la police, 50 000 selon les observateurs. La présence de la revue *Compact* du journaliste souverainiste Jürgen Elsässer, accusé par La Gauche d'appartenir à l'extrême-droite, a été vivement critiquée et son groupe a été exclu de la manifestation par le service d'ordre.

L'Allemagne contre la politique de la coalition israélienne

La ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, recevant son homologue israélien, Elie Cohen, a exprimé sa préoccupation concernant le plan du gouvernement israélien visant à paralyser le système judiciaire. Elle s'est également dite « particulièrement préoccupée » par les efforts de la coalition au pouvoir pour introduire la peine de mort pour les Palestiniens reconnus coupables d'attaques mortelles contre des Israéliens, et par la dernière escalade du conflit israélo-palestinien.

Il y a trois semaines, l'ambassadeur d'Allemagne en Israël, Steffen Seibert, avait déclaré que l'affirmation du ministre de la Diplomatie publique, Galit Distal Atbaryan, selon laquelle les manifestations contre la refonte judiciaire du gouvernement sont financées par l'Iran ou l'Allemagne, était une « tromperie ».

Les libéraux allemands contre l'interdiction des véhicules à essence

Les libéraux allemands (FDP) ont fait savoir que leur ministre des Transports, Volker Wissing, s'opposerait au vote par le Conseil européen de la proposition du Parlement européen interdisant la vente de véhicules à essence à partir de 2035.

Manifestation à Zurich contre la guerre en Ukraine

Une manifestation s'est tenue à Zurich pour le maintien de la neutralité de la Suisse dans le conflit ukrainien. Les participants protestaient

contre l'alignement de la Suisse sur les mesures coercitives unilatérales (dites sanctions) de l'Union européenne.

Plus de 10 000 personnes se sont rassemblées au centre de la ville.

Le Danemark abolit un jour férié pour financer sa Défense

Le Folketing a approuvé l'abolition du jour férié du Store Bededag. Les économies réalisées seront affectées au budget de la Défense. Toutes les Églises s'étaient élevées contre le projet de la Première ministre sociale-démocrate, Mette Frederiksen, de suppression du Store Bededag (Grand jour de prière) institué par l'Église évangélique-luthérienne du Danemark au XVII^e siècle durant le règne de Christian V.

La Pologne ferme progressivement sa frontière biélorusse

La Pologne a fermé ses frontières au fret biélorusse. Depuis le 10 février, à l'initiative de la Pologne, Varsovie et Minsk imposent des restrictions progressives au passage des camions aux frontières.

Les opinions publiques ne jugent pas de la même manière la guerre en Ukraine selon qu'elles sont occidentales ou non

Selon une étude de l'European Council on Foreign Relations (ECFR), « [*United West, divided from the rest : Global public opinion one year into Russia's war on Ukraine*](#) », si les populations occidentales font bloc derrière leurs gouvernements dans la guerre en Ukraine, le reste du monde espère une victoire russe afin de mettre fin à l'hégémonie occidentale et de réorganiser de manière multipolaire les Relations internationales.

Les Occidentaux contre TikTok

Après les gouvernements états-unien et canadien, l'administration de l'Union

européenne a interdit à tous ses employés de placer l'application chinoise TikTok sur leurs téléphones portables.

Washington, Ottawa et Bruxelles craignent que le Parti communiste chinois utilise cette application pour pénétrer des secrets d'État, à moins qu'il ne s'agisse de protéger les réseaux sociaux occidentaux.

Un [rapport de 2021](#) du Citizen Lab de l'Université de Toronto a montré que TikTok et Facebook collectent des quantités similaires de données utilisateur, notamment les identifiants des appareils qui peuvent être utilisés pour suivre un utilisateur.

TikTok est déjà interdit en Afghanistan, en Arménie, en Azerbaïdjan, au Bangladesh, en Inde, en Iran, au Pakistan et en Syrie.

La Finlande prépare son adhésion à l'Otan

Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, s'est rendu en Finlande rencontrer les chefs des différents partis politiques avant que le Parlement ne débattenne de l'adhésion du pays à l'Alliance atlantique.

Jusqu'ici l'adhésion de la Finlande était liée à celle de la Suède. Il ne semble plus que ce soit le cas.

La CEDH pourrait confisquer les biens russes « saisis »

Rinat Akhmetov, l'homme le plus riche d'Ukraine, propriétaire de l'usine Azovstal de Marioupol, a porté plainte en juin contre la Russie pour les destructions de ses biens. Il réclame 18 milliards de dollars d'indemnités devant la Cour européenne des Droits de l'homme.

La Russie fait plus partie de cette juridiction, mais celle-ci considère pourtant la plainte recevable car les faits se sont déroulés alors que la Russie était encore membre du Conseil de l'Europe.

La procédure vise à récupérer les biens russes

saisis dans les États membres du Conseil de l'Europe et à les attribuer, à titre d'indemnités, à Rinat Akhmetov. En théorie, un tribunal n'a pas la capacité de confisquer des biens saisis et d'en disposer.

Le Trésor US pourrait confisquer les avoirs russes « saisis »

La secrétaire d'État américaine au Trésor, Janet Yellen, s'est rendue à Kiev. Les discussions ont porté sur les « sanctions » (mesures coercitives unilatérales) visant à affaiblir l'économie russe ainsi que de la possibilité de confisquer les avoirs russes gelés pour aider à la reprise économique de l'Ukraine.

L'Ukraine attaque Saint-Petersbourg

L'Ukraine a attaqué la Russie avec des drones, non plus dans la zone frontalière de Bryansk et de Belgorod, mais plus à l'intérieur. Les drones sont parvenus à 60 kilomètres de Saint-Petersbourg et ont saboté plusieurs infrastructures. Le président russe, Vladimir Poutine, a ordonné de renforcer la sécurité aérienne.

AFRIQUE

Deux partis politiques interdits en Algérie

Les autorités algériennes ont dissous le Groupe d'action jeunesse (RAJ) et le parti de gauche Mouvement pour la démocratie et le socialisme. Selon elles, les deux organisations « rassemblaient des forces pour déstabiliser le pays », ce qu'elles nient l'une et l'autre.

L'Iran et l'Algérie souhaitent utiliser la Mauritanie contre le Maroc

L'Algérie et son allié l'Iran soutiennent la République arabe sahraouie démocratique contre le Maroc. Dans cette perspective, Alger a organisé le voyage du ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian,

en Mauritanie. Il s'agit d'ouvrir la voie à une opération militaire depuis ce pays.

La Tunisie devient raciste

Les déclarations du président tunisien, Kaïs Saïed, sur l'immigration sub-saharienne ont ouvert les vannes d'un racisme traditionnel décomplexé.

Durant un millénaire les arabes ont enlevé et réduit en esclavage les bantous. Ce comportement n'a cessé qu'avec Mouamar el-Kadhafi en Libye voisine. Le Guide ambitionnait de réconcilier tous les Africains quelle que soit leur couleur de peau. Mais aujourd'hui, après la victoire de l'Otan en Libye, l'esclavage y est à nouveau pratiqué.

Risque de famine dans le bassin du lac Tchad

Les 3 millions de personnes déplacées dans la région du lac Tchad (Cameroun, Nigeria, Niger et Tchad) en raison des attaques de Boko Haram risquent une sévère famine.

Boko Haram dispose désormais d'armes initialement destinées à l'Ukraine.

Le pouvoir soudanais se divise

Les deux têtes du pouvoir soudanais entrent en concurrence. Désormais, le président du Conseil de transition, Abdel Fattah al-Burhan, et son adjoint, Mohamed Hamdan Dagalo (dit « Hemedti ») mènent des négociations séparées avec les pays voisins. Il semble qu'Hemedti soit plus proche de la Russie, tandis que la président al-Burhan serait plus proche des Frères musulmans et des États-Unis.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Eli Cohen, s'est rendu à Khartoum. Il a été reçu par le président al-Burhan, mais n'a pas rencontré Hemedti. Il a conclu un accord de normalisation avec le premier alors que la majorité de la classe politique y était opposée.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Le conflit ukrainien en regard de la responsabilité des gouvernants](#) », par Thierry Meyssan

L'Alliance atlantique magnifie l'Ukraine à l'occasion du premier anniversaire de l'intervention militaire russe sur son territoire. Sous nos yeux, nous la voyons recourir à la plus trompeuse des propagandes, maniant avec habileté l'omission et parfois le mensonge. Contrairement à ce qu'elle prétend, jamais cette guerre n'a été illégale, même si aujourd'hui elle ne semble plus nécessaire et devrait être interrompue. Cependant, les causes de la guerre demeurent et le Kremlin anticipe une seconde manche, non pas pour annexer l'Ukraine ou la Moldavie, mais pour sauver la Transnistrie.

• « [Le neuvième anniversaire de la guerre en Ukraine](#) », par Manlio Dinucci

Sous nos yeux, les nationalistes intégraux ukrainiens restaurent les symboles du nazisme. Ainsi le président Volodymyr Zelensky vient-il, le 14 février 2023, de décerner « le titre d'honneur Edelweiss » à la 10^e brigade d'assaut de montagne séparée. Edelweiss fait référence à la 1^{re} division de montagne nazie qui « libéra » (sic) Kiev, Stalino, les passages du Dniepr et Kharkov.

L'Ukraine actuelle célèbre toujours le III^e Reich comme son « libérateur ».

Élection opaque au Nigeria

La Commission électorale du Nigeria a annoncé la victoire à l'élection présidentielle du candidat du parti au pouvoir (All Progressives Congress - APC), Bola Ahmed Tinubu, avec plus de sept millions de voix. Les partis d'opposition ont immédiatement contesté ce résultat, notant que les chiffres remontant des bureaux de vote ne correspondent pas à ceux compilés par la Commission électorale.

L'élection a été marquée par des retards généralisés, des problèmes de fonctionnement

avec les machines à voter, la violence et la coercition dans certaines régions.

De nombreux observateurs, dont la mission de l'UE, ont déclaré que le vote manquait de transparence et était inférieur aux attentes.

Les deux principaux partis d'opposition ont appelé à l'annulation de ce qu'ils ont qualifié d'élection « simulée ».

Déclaré vainqueur avec seulement 37 % des voix, Bola Ahmed Tinubu a appelé à l'unité nationale.

ASIE

Washington impose au président Abbas la poursuite de la « solution à 2 États »

Lors de son voyage en Palestine, le secrétaire d'État US, Antony Blinken, a exigé que le président Mahmoud Abbas renonce à recourir aux institutions internationales, principalement à la Cour pénale internationale, pour porter plainte contre Israël. Il a réaffirmé que Washington croit en la « solution à deux États », mais... qu'il n'est pas possible pour le moment de la faire avancer.

Le président Abbas s'est dit prêt à travailler avec l'administration états-unienne et à relancer la coordination sécuritaire et les négociations avec l'État d'occupation pour réaliser la « solution à deux États », sachant que ces négociations ont duré trente ans et ont abouti à l'implantation de 800 000 colons israéliens.

Selon des témoins, Antony Blinken a conclu froidement en disant que si le président Abbas n'obéit pas, il sera remplacé.

Démission du ministre adjoint de l'identité juive

Avigdor "Avi" Maoz, ministre adjoint chargé de l'Identité juive, a donné sa démission après 7 semaines de mandat. Il était connu pour sa haine des homosexuels et son refus d'accorder la

citoyenneté israélienne aux petits enfants de juifs.

L'assassinat du cheikh Rifaï n'a aucun rapport avec le Hezbollah

Comme à l'habitude, l'assassinat du cheikh sunnite Ahmad Chouaib Rifaï a d'abord été dénoncé comme une opération d'élimination par le Hezbollah d'un de ses opposants.

Cependant, rapidement la police a arrêté le commanditaire, son cousin et rival, le cheikh Yehya Rifaï, maire de Karkaf.

Nouvelles révélations sur les détournements de fonds de Riad Salamé

Selon le *Sonntags Zeitung*, environ 500 millions de dollars, détournés par le gouverneur de la Banque centrale du Liban, Riad Salamé, ont trouvé refuge dans 12 banques suisses.

Riad Salamé a mis en place, pour le compte du défunt Rafic Hariri et avec l'accord des États-Unis, un vaste système de blanchiment de l'argent des cartels sud-américains autorisés par Washington. Il a détourné une partie de cet argent avec son frère Raja Salamé et son assistante Marianne Hoyek. Depuis deux ans, il fait l'objet d'enquêtes pour corruption et détournements de fonds publics aux quatre coins de la planète. Cependant il reste gouverneur de la Banque centrale du Liban et jouit à ce titre d'une immunité judiciaire. Le *Sonntags Zeitung* a révélé qu'il avait fait transmettre 250 millions de dollars par une société *off shore* domiciliée aux îles vierges britanniques, Forry Associates, sur le compte suisse de son frère à la banque HSBC de Genève.

L'Union interparlementaire arabe brise l'isolement de la Syrie

L'Union interparlementaire arabe, réunie le 25 février à Bagdad (Iraq) a proclamé sa solidarité avec la Syrie. Elle a formé une délégation de parlementaires de différents pays arabes (Égypte,

Émirats, Iraq, Jordanie, Liban, Libye, Oman et Palestine) qui a rencontré le président syrien Bachar el-Assad.

Négociations saoudo-syriennes

L'Arabie saoudite, qui doit recevoir le prochain sommet de la Ligue arabe, envisage d'y réintroduire la Syrie. Riyad a ainsi encouragé la visite du ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Shoukry, à Damas, après celle du ministre des Affaires étrangères des Émirats arabes unis, Abdullah Bin Zayed, et de la délégation de l'Union interparlementaire arabe.

Trois États restent à convaincre de cette réintroduction, le Koweït, le Maroc et le Qatar. La liste des exigences saoudienne comprendrait :

- le contrôle des frontières pour empêcher le trafic de drogues ;
- le retrait des forces iraniennes et du Hezbollah des frontières jordanienne et israélienne ;
- l'arrêt des investissements stratégiques iraniens.

À ces trois conditions, s'en ajouteraient quatre autres, imaginées par Washington et qui pourraient être oubliées :

- la libération des prisonniers de guerre ;
- la garantie d'un retour en sécurité des exilés ;
- l'inclusion dans les instances politiques de l'opposition réfugiée à l'étranger ;
- la tenue d'élections libres.

Riyad et Koweït exigent que les militaires arabes se retirent de l'économie

Des économistes saoudiens et koweïtiens ont publié des tweets et des articles plaidant pour que l'Égypte se conforme aux exigences du FMI et privatise les secteurs de son économie dirigés par les militaires. Il semble que désormais l'Arabie saoudite et le Koweït présenteront la séparation de l'armée et de l'économie comme une condition indispensable à leur aide, que ce soit en Égypte ou ailleurs.

Nouvelles divisions au Kurdistan iraquien

Alors que les deux clans kurdes irakiens, les Barzani et les Talabani, se querellent en permanence, le dernier traverse une crise d'autorité depuis la mort de Jalal Talabani. Les deux cousins Bafel Jalal Hussam Eddin et Lahur Sheikh Jangi ont demandé à un Tribunal de trancher entre eux. En définitive, il les a déclarés tous deux coprésidents de l'Union patriotique du Kurdistan (PUK).

Arabie saoudite aide les populations ukrainiennes et prochainement du Donbass

L'Arabie saoudite a indiqué collecter de l'aide humanitaire pour l'envoyer prochainement en Ukraine à la demande du gouvernement de Kiev. Elle a précisé qu'elle ferait la même chose pour les populations du Donbass si elle était sollicitée.

Plainte contre les activités de TotalEnergie au Yémen

L'association suisse MENA Rights Group a porté plainte contre TotalEnergie au nom de deux Yéménites qui auraient été incarcérés et torturés dans une prison secrète émiratie au sein de l'usine de Balhaf (Yémen). TotalEnergie fait savoir qu'il n'est propriétaire que du tiers de cette installation, gérée par Yemen LNG et non pas par lui.

L'opinion publique turque se retourne contre le président Erdoğan

Les dégâts du tremblement de terres sont estimés à 34 milliards de dollars.

Le Croissant rouge turc a vendu, prétendument « à prix coutant », 2 050 tentes destinées à des rescapés à l'ONG caritative Ahbap pour 46 millions de livres turques (2,4 millions de dollars).

Des manifestations contre les lenteurs de l'administration Erdoğan à venir au secours des

victimes se multiplient dans les stades de foot. Lors d'une première rencontre, les supporters de Fenerbahçe ont scandé : « Mensonges, tricheries, ça fait 20 ans, démission ! ». Puis lors d'une rencontre du Besiktas contre Antalyaspor, ce fut : « Gouvernement démission ! ». Le président Recep Tayyip Erdoğan a demandé « pardon » pour le retard de son administration dans les secours. Il a confirmé que les élections législatives et présidentielle se tiendront le 14 mai, alors que 14 millions de personnes ont été affectées par le tremblement de terre et que l'on ne voit pas comment organiser les bureaux de vote dans les régions dévastées.

L'UE s'immisce dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

L'Union européenne a déployé une mission d'observation à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Elle s'est imposée et n'a pas informé la force d'interposition russe de sa venue.

Nouvelle chute du rial iranien

La monnaie iranienne a plongé à 600 000 rials pour 1 dollar. L'inflation a atteint 53,4 %.

Attentats contre des écoles de filles en Iran

Des individus non-identifiés ont empoisonné des élèves à l'école, dans plusieurs régions d'Iran. Leur attaque concerne uniquement des écoles pour filles. La presse compare ces attentats à ceux perpétrés par les Talibans et Boko Haram contre des écoles de filles.

Médiation iraquienne entre l'Arabie saoudite et l'Iran

Dans le cadre de la médiation entre l'Iran et l'Arabie saoudite, l'ancien Premier ministre iraquien, Moustafa al-Kazimi et l'ancien président iraquien, Barham Saleh, se sont rendus à Téhéran. À leur retour, les deux hommes ont rendu compte des progrès

accomplis à l'actuel Premier ministre iraquien, Mohammed Shia' as-Sudani. L'Iraq a tout intérêt à voir le conflit s'apaiser et la paix revenir dans la région.

Opérations secrètes indiennes contre le Pakistan

L'ONG EU DisinfoLab (liée à la NED états-unienne) a publié un [rapport](#) accusant l'agence de presse Asian News International (ANI) de citer des sources inexistantes afin de donner corps à sa campagne de diffamation contre le Pakistan. La même ONG avait rédigé, en décembre 2020, un autre [rapport](#) accusant l'Inde d'entretenir de fausses ONG accréditées aux Nations unies, via le Srivastava Group, afin de discréditer le Pakistan et la Chine. Ces opérations se poursuivraient depuis plus de 15 ans.

Le Pakistan tente de régler le problème du Tehrik-e-Taliban Pakistan avec l'Afghanistan

Le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Bilawal Bhutto Zardari, a expliqué, la semaine dernière à la Conférence sur la Sécurité de Munich, que l'Afghanistan devait tenir ses promesses et ne plus héberger d'individus pratiquant le terrorisme au Pakistan.

Le ministre pakistanais de la Défense, Khawaja Muhammad Asif, et le directeur de l'Inter-Services Intelligence (ISI), le général Nadeem Anjum, se sont rendus depuis à Kaboul. Ils ont présenté au vice-Premier ministre Taliban, Abdul Ghani Baradar, au ministre de la Défense, Mullah Yaqoob, et à celui de l'Intérieur, Sirajuddin Haqqani, des preuves attestant que le groupe terroriste Tehrik-e-Taliban Pakistan dispose d'une base arrière dans son pays.

Le Tehrik-e-Taliban Pakistan a revendiqué la plupart des attentats commis au Pakistan depuis plus d'une décennie, notamment récemment l'attaque d'une mosquée de la police à Peshawar,

le 30 janvier et contre l'Inspection générale à Karachi, le 17 février.

Une nouvelle équipe pour le Vietnam

Après la démission du président vietnamien, Nguyen Xuan Phuc, et de deux de ses quatre vice-présidents, le Parti communiste devrait choisir Vo Van Thuong pour le remplacer. Il devrait s'appuyer sur Nguyen Phu Trong, le responsable de la lutte anti-corruption qui a fait chuter l'ancien président.

Un représentant US demande la fin de la guerre de Corée

Le représentant démocrate Brad Sherman (Californie) a déposé à la Chambre US un projet de loi pour déclarer la fin de la guerre de Corée ([H.R.3446](#)).

Si les hostilités militaires ont pris fin en 1953, la guerre se poursuit toujours.

Risque de famine en Corée du Nord

Le Parti Communiste nord-coréen a tenu sa seconde réunion de haut niveau pour faire face aux pénuries alimentaires. Il a été décidé de tout faire pour augmenter la productivité du système agricole. Un plan a été adopté pour renforcer l'irrigation et pour fournir aux pays des machines à haut rendement.

Le parti a inscrit la hausse de la production céréalière comme la priorité n°1 de sa politique.

Le Japon conditionne son aide à la Corée du Nord

Le gouvernement japonais enverra de l'aide humanitaire en Corée du Nord uniquement si celle-ci libère les citoyens japonais qu'elle a enlevés dans les années 70 et 80, ou restitue leurs dépouilles, a indiqué le Premier ministre Fumio Kishida.

Les 12 propositions chinoises pour la paix en Ukraine

Les « [12 propositions de la Chine](#) » pour résoudre la guerre en Ukraine ne satisfont

que la Russie. En effet, si Beijing demande la cessation des hostilités, il exige aussi le retrait de l'Otan et l'arrêt des mesures coercitives unilatérales (présentées comme des « sanctions » par la propagande atlantiste).

Washington a tout de suite exprimé sa réprobation en soulignant que Beijing n'avait pas condamné l'invasion russe de l'Ukraine. Mais Kiev, Minsk, Paris et Bruxelles (UE) se sont montrés intéressés.

Washington a mis en garde Beijing contre un soutien militaire à la Russie. Des contacts ont été pris, notamment avec les membres du G7, pour évaluer la possibilité d'édicter des « mesures coercitives unilatérales » (qui seraient abusivement présentées comme des « sanctions ») contre la Chine.

Erratum

Dans notre édition précédente, nous avons par erreur décrit Ron Paul comme représentant de l'Ohio. Il était élu de la 14^e circonscription du Texas.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand, serge.marchand@voltairenet.org

46 numéros par an.

[Abonnement annuel : 150 euros](#)

[Abonnement mensuel : 15 euros](#)

Prix de vente au numéro : 5 euros

Supplément documentation

1- Revues de sciences politiques

Note : Ces articles sont hors de prix. Très peu sont libres d'accès (Open Access). De nombreuses bibliothèques universitaires y donnent cependant un accès gratuit. Heureusement, le site [Sci-Hub](#) les mets à la disposition du public. Généralement cela demande plusieurs semaines après leur publication. Dans certains pays, ce site est interdit et n'est accessible qu'avec un VPN ou parfois en utilisant le logiciel [Tor](#).

AFGHANISTAN

China and the Taliban : Past as prologue ?, Luke Encarnation, & C. Christine Fair, *Journal of Strategic Studies*
<https://doi.org/10.1080/01402390.2023.2177988>

Bayesian Inferences for Counterterrorism Policy : A Retrospective Case Study of the U.S. War in Afghanistan, Kevin D. Dayaratna, Chandler Hubbard & Mary Catherine Legreid, *Terrorism and Political Violence*

<https://doi.org/10.1080/09546553.2022.2156044>

AFRICA

[Age and Political Participation in Africa's Electoral Regimes](#), Elvis Bisong Tambe & Elizaveta Kopacheva, *Representation - Journal of Representative Democracy*

ALGERIA

Profile : Crisis and transformation in post-Bouteflika Algeria, Fred H. Lawson, *Mediterranean Politics*

<https://doi.org/10.1080/13629395.2023.2176615>

ARMENIA

[Turkey and 'Turks' in Postwar Armenia : Anxieties, Meanings, and Politics After the 2020 Karabakh War](#), Hrag Papazian, *Ethnopolitics*

ASIA

[Potential Implications of the Russia–Ukraine War for Northeast Asia](#), Paul K. Davis, *Journal for Peace and Nuclear Disarmament*

BALTIC STATES

[Revisionist national narratives in the memoirs of Estonian and Latvian Waffen-SS Legionnaires](#), Karl Stukli, *Journal of Baltic Studies*

BOSNIA-HERZEGOVINA

[“Adding fuel to the fire” : Unconditional early release of perpetrators convicted by the ICTY, views from Bosnia and Herzegovina](#), Priyamvada Yarnell, *Journal of Human Rights*

BRAZIL

[Ripples and their returns : tracing the regulatory security state from the EU to Brazil, back and beyond](#), Anna Leander, with Cristiana Gonzales, Luisa Lobato & Pedro dos Santos Maia, *Journal of European Public Policy*

BURKINA-FASO

Hybrid Security Provision in African Post-colonial Settings : The Cases of Burkina Faso and Sierra Leone, Kwesi Aning & Ilana Zelmanovitz Axelrod, *The International Spectator - Italian Journal of International Affairs*
<https://doi.org/10.1080/03932729.2023.2176603>

CHINA

Promoting China out of self-interest : Chinese diaspora diplomacy in Chile, Jiangnan Zhu & Weijia Chen, *Journal of Ethnic and Migration Studies*
<https://doi.org/10.1080/1369183X.2023.2184294>

Territorial disputes, the role of leaders and the impact of Quad : a triangular explanation of China-India border escalations, Ghulam Ali, *The Pacific Review*

<https://doi.org/10.1080/09512748.2023.2185662>

Guerrilla Protest : Understanding Social Movements from a Civil War Framework with the Case of Hong Kong 2019, Frankie Ho Chun Wong, *Civil Wars*
<https://doi.org/10.1080/13698249.2023.2167043>

The economic and institutional dynamics of China’s growing financial influence : a “structural power” perspective, Efe Can Gürcan & Can Donduran, *The Japanese Political Economy*
<https://doi.org/10.1080/2329194X.2023.2184387>

China and the Logic of Illiberal Hegemony, Darren J. Lim & G. John Ikenberry, *Security Studies*
<https://doi.org/10.1080/09636412.2023.2178963>

[China’s defence semiconductor industrial base in an age of globalisation : Cross-strait dynamics and regional security implications](#), Ming-Chin Monique Chu, *Journal of Strategic Studies*

The Divisive Past and the Conflicted Other : How Chinese Netizens View Russia, Yi Wang, *Journal of Contemporary China*
<https://doi.org/10.1080/10670564.2023.2183768>

The Political Leadership of Xi Jinping : Narratives of Integrity Through Ordeal, Paul Nesbitt-Larking & Alfred L. Chan, *Journal of Contemporary China*
<https://doi.org/10.1080/10670564.2023.2184201>

Bridge or base ? Chinese perceptions of Central Asia under europeanisation, Pengfei Hou, *Central Asian Survey*
<https://doi.org/10.1080/02634937.2023.2178386>

[Redirecting the diaspora : China's united front work and the hyperlink networks of diasporic Chinese websites in cyberspace](#), Kendrick Chan & Chris Alden, Political Research Exchange

China's foreign policy rhetoric between orchestration and cacophony, Sabine Mokry, *The Pacific Review*
<https://doi.org/10.1080/09512748.2023.2175895>

Critical Nationalists : A Discourse Analysis of Quotidian Nationalist Expression Among Chinese Elite Urbanites, Binglian Guo, *Journal of Contemporary China*
<https://doi.org/10.1080/10670564.2023.2174800>

The Chinese path to modernisation : Its universality and uniqueness, Shouying Liu & Xuefeng Xiong, *Economic and Political Studies*
<https://doi.org/10.1080/20954816.2023.2173993>

[US-China Relations and Nuclear Weapons in Northeast Asia](#), Gregory Kulacki, *Journal for Peace and Nuclear Disarmament*

Coordinating and doxing data : Hong Kong protesters' and government supporters' data strategies in the age of datafication, Yao-Tai Li & Katherine Whitworth, *Social Movement Studies*
<https://doi.org/10.1080/14742837.2023.2178404>

China's Minimalist Global Military Posture : Great Power Lite ?, Andrew Scobell, *Asian Security*
<https://doi.org/10.1080/14799855.2023.2178084>

The limits of strategic partnerships : Implications for China's role in the Russia-Ukraine war, Nien-Chung Chang-Liao, *Contemporary Security Policy*
<https://doi.org/10.1080/13523260.2023.2174702>

DENMARK

New (types of) parties and government : the Danish general election 2022, Karina Kosiar-Pedersen, *West European Politics*
<https://doi.org/10.1080/01402382.2023.2174742>

EGYPT

[On the Sino-Egyptian Geo-Relations in the Perspective of the Belt and Road - Based on Event Data Analysis](#), Mo Bi, Zhenke Zhang, Guoen Wei & Binglin Liu, *Cogent Social Sciences*

EUROPEAN UNION

European Defence Policy : Prospects and Challenges, Keith Hartley, *Defence and Peace Economics*
<https://doi.org/10.1080/10242694.2023.2185425>

[EU Eastern Partnership, Ontological Security and EU- Ukraine/Russian warfare](#), Christian Kaunert & Joana de Deus Pereira, *Journal of Contemporary European Studies*

The Spectrum of Strategic Autonomy in EU Defence Supply Chains, Mitja Kleczka, Laurens Vandercruysse, Caroline Buts & Cind Du Bois, *Defence and Peace Economics*
<https://doi.org/10.1080/10242694.2023.2180588>

[Leadership in European crisis politics : France, Germany, and the difficult quest for regional stabilization and integration](#), Lucas Schramm & Ulrich Krotz, *Journal of European Public Policy*

[FortressEurope integrating through division : an actantial narrative analysis](#), Gian-Louis Hernandez, Jolanta A. Drzewiecka & Sara Greco, *Journal of Contemporary European Studies*

European Foreign Policy Towards Hybrid Actors in the Middle East and North Africa : An Exploration of Diplomatic Practices, Sharon Lecocq, *Geopolitics*

<https://doi.org/10.1080/14650045.2023.2174432>

Beyond the regulatory state ? The European Defence Fund and national military capacities, Catherine Hoeffler, *Journal of European Public Policy*

<https://doi.org/10.1080/13501763.2023.2174581>

The security state in Europe : regulatory or positive ?, Philipp Genschel & Markus Jachtenfuchs, *Journal of European Public Policy*
<https://doi.org/10.1080/13501763.2023.2174580>

Weaponising Europe ? Rule-makers and rule-takers in the EU regulatory security state, Kaija Schilde, *Journal of European Public Policy*
<https://doi.org/10.1080/13501763.2023.2174582>

FINLAND

Examining the geopolitical threat theory by comparing New Zealand's and Finland's soft power use, Judit Trunkos & Robert H. Cox, *Journal of Political Power*
<https://doi.org/10.1080/2158379X.2023.2185370>

External democracy promotion in times of internal rule-of-law crisis : the EU and its neighbourhood, Olga Burlyuk, Assem Dandashly & Gergana Noutcheva, *Journal of European Public Policy*
<https://doi.org/10.1080/13501763.2023.2181381>

FRANCE

[Riding the Eurosceptic tiger vs taming it by technocracy : the UK and France as two ideal types of how to manage hard Euroscepticism](#), Andrew Glencross, *Journal of European Integration*

The private and political heritage of the Algerian War among French youth, Paul Max Morin, *Modern & Contemporary France*

<https://doi.org/10.1080/09639489.2022.2158792>

GERMANY

Solidarity or self-reliance ? German mainstream party ideology and the European integration of core state powers, Christian Freudlsperger & Martin Weinrich, *Journal of European Public Policy*
<https://doi.org/10.1080/13501763.2023.2174584>

Geopolitics of Technological Futures : Warfare Technologies and Future Battlefields in German Security Debates, Linda Ruppert, *Geopolitics*
<https://doi.org/10.1080/14650045.2023.2174431>

Defending democracy against the 'Corona dictatorship' ? Far-right PEGIDA during the COVID-19 pandemic, Sabine Volk & Manès Weisskircher, *Social Movement Studies*
<https://doi.org/10.1080/14742837.2023.2171385>

INDIA

Territorial disputes, the role of leaders and the impact of Quad : a triangular explanation of China-India border escalations, Ghulam Ali, *The Pacific Review*
<https://doi.org/10.1080/09512748.2023.2185662>

[Researching political parties at the grassroots in India](#), Andrew Wyatt, *Commonwealth & Comparative Politics*

The local roots of communist support in Kerala, Balu Sunilraj, *Commonwealth & Comparative Politics*
<https://doi.org/10.1080/14662043.2023.2177038>

Bangladesh in India's maritime strategy towards the Bay of Bengal : Towards a comprehensive Indo-Pacific outlook, Sayantan Halder, *Maritime Affairs : Journal of the National Maritime Foundation of India*

<https://doi.org/10.1080/09733159.2023.2176545>

The Soft Homogenisation of Democracy in India : Studying the Role and Long-Term Impact of Right-Wing Demagoguery During the Covid-19 Pandemic, Siddharth Dubey, *Javnost - The Public - Journal of the European Institute for Communication and Culture*

<https://doi.org/10.1080/13183222.2022.2162292>

IRAN

Towards a non-Western model of security assistance : How Iran assist militaries, Abdolrasool Divsallar & Hamidreza Azizi, *Mediterranean Politics*

<https://doi.org/10.1080/13629395.2023.218361>

[#MahsaAmini : Iranian Twitter Activism in Times of Computational Propaganda](#), Hossein Kermani, *Social Movement Studies*

On Shaky Ground : Iran between Israel and Pan-Arabism, 1930s–1970s, Firoozeh Kashani-Sabet, *Middle Eastern Studies*

<https://doi.org/10.1080/00263206.2023.2165490>

IRAQ

Navigating the COVID-19 Pandemic in Consociational Systems : The Cases of Lebanon and Iraq, Rosita Di Peri & Irene Costantini, *The International Spectator - Italian Journal of International Affairs*

<https://doi.org/10.1080/03932729.2023.2173913>

ISRAEL

Legal competence in Shari'a courts in Israel, Oren Asman & Ido Zerkovitz, *Israel Affairs*

<https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2182091>

From Partition to Peace ? A Retrospective on Religion and Reconciliation in Palestine/Israel,

Michael J. Schumacher, *Peace Review - A Journal of Social Justice*

<https://doi.org/10.1080/10402659.2023.2178842>

ITALY

Political equality in unequal territories : the impact of territorial inequalities on voter turnout in Italy's regional elections, Linda Basile, *Regional & Federal Studies*

<https://doi.org/10.1080/13597566.2023.2179040>

[The Italian Party System before the crash : parties and the challenge of renewal in the 1980s](#), Lucia Bonfreschi & Pepijn Corduener, *Journal of Modern Italian Studies*

[Voting, fast and slow : ballot order and likeability effects in the five-star movement's 2012 online primary election](#), Francesco Marolla, Angelica Maineri, Jacopo Tagliabue & Giovanni Cassani, *Contemporary Italian Politics*

Neofascist “Thugs,” Pandemic Protests, Populisms : Giorgia Meloni's Cerchiobottismo and the Rise of Fratelli D'Italia During the Pandemic, Pamela Pietrucci, *Javnost - The Public - Journal of the European Institute for Communication and Culture*

<https://doi.org/10.1080/13183222.2023.2168444>

LEBANON

Navigating the COVID-19 Pandemic in Consociational Systems : The Cases of Lebanon and Iraq, Rosita Di Peri & Irene Costantini, *The International Spectator - Italian Journal of International Affairs*

<https://doi.org/10.1080/03932729.2023.2173913>

LIBERIA

[Hybrid security governance in Liberia in the aftermath of UN intervention](#), Mariam Bjarnesen, *Conflict, Security & Development*

MALI

Legislative Elections Amid Civil Wars : Micro-Case Studies from Mali, Alex Thurston, *Civil Wars*

<https://doi.org/10.1080/13698249.2023.2177053>

MIDDLE EAST

[Understanding Arab social TV viewers' perceptions of virtual reality acceptance](#), Mohammed Habes, Mokhtar Elareshi, Amjad Safori, Amer Khaled Ahmad, Waleed Al-Rahmi & Javier Cifuentes-Faura, *Cogent Social Sciences*

MALAWI

Hastings Kamuzu Banda of Malawi : Post-Presidency Experiences, 1994–1997, Paul Chiudza Banda, *Journal of Southern African Studies*
<https://doi.org/10.1080/03057070.2023.2176044>

NEPAL

The Trajectory Between Territorial Disputes, Nationalism, and Geopolitics : A Case Study of the Kalapani Border Dispute Between India and Nepal, Saroj Kumar Aryal & Manish Jung Pulami, *Geopolitics*
<https://doi.org/10.1080/14650045.2023.2182680>

NETHERLANDS

[Cyber-attacks and the right of self-defense : a case study of the Netherlands](#), Ferry Oorsprong, Paul Ducheine & Peter Pijpers, *Policy Design and Practice*

NEW ZEALAND

Examining the geopolitical threat theory by comparing New Zealand's and Finland's soft power use, Judit Trunkos & Robert H. Cox, *Journal of Political Power*
<https://doi.org/10.1080/2158379X.2023.2185370>

[New Zealand's alliance obligations in a China-Australia war](#), Robert Ayson, *Australian Journal of International Affairs*

NIGERIA

China–Nigeria relations in crude oil production and local initiatives for petroleum refining, Nathaniel Umukoro, *Journal of Contemporary African Studies*
<https://doi.org/10.1080/02589001.2023.2177626>

Biafra is made in heaven' : exploring the religious framing of the neo-Biafra secessionist movement in Nigeria, George C. Nche, *Politikon - South African Journal of Political Studies*
<https://doi.org/10.1080/02589346.2023.2171833>

PAKISTAN

[Assessing the security of Pakistan's nuclear weapon programme](#), Tahir Mahmood Azad & Karl Dewey, *Defense & Security Analysis*

China's Security Strategy in Pakistan : Lessons for Washington, Yelena Biberman, Jared Schwartz & Farhan Zahid, *Asian Security*
<https://doi.org/10.1080/14799855.2023.2176224>

PALESTINE

From Partition to Peace ? A Retrospective on Religion and Reconciliation in Palestine/Israel, Michael J. Schumacher, *Peace Review - A Journal of Social Justice*
<https://doi.org/10.1080/10402659.2023.2178842>

POLAND

Religious statistics in Poland. Legal status, problems, challenges, Sławomir Romański-Cebula, *Journal of Contemporary Central and Eastern Europe*
<https://doi.org/10.1080/25739638.2023.2182501>

RUSSIA

The making of rivals and strange bedfellows :
Patterns of Turkish and Russian security
assistance in the Syrian and Libyan civil wars,
Abdullah Al-Jabassini & Emadeddin Badi,
Mediterranean Politics

<https://doi.org/10.1080/13629395.2023.2183663>

Moscow and the Egyptian-Israeli Camp David
Accords, Anoop Kumar Gupta, *Israel Affairs*
<https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2182087>

The use of the OSCE Moscow mechanism and
international humanitarian law in the Russian
aggression against Ukraine, Agnieszka Szpak &
Julia Kolodziejska, *Journal of Contemporary
European Studies*
<https://doi.org/10.1080/14782804.2023.2177841>

“Conservative” voting in Russia : the religiosity
and the political choice of orthodox believers,
Yulia Karpich, *East European Politics*
<https://doi.org/10.1080/21599165.2023.2176304>

Countering Kaliningrad’s Threat to NATO,
William DiRubbio, *The RUSI Journal*
<https://doi.org/10.1080/03071847.2023.2176917>

The Bear in the Labyrinth : First Impressions of
Russia’s Performance in Ukraine, Guillem
Colom-Piella, *The RUSI Journal*
<https://doi.org/10.1080/03071847.2023.2177193>

[Russia’s Nuclear Deployment, Posture and Alert
Status in NEA in the Context of the Ukraine
Situation](#), Anastasia Barannikova, *Journal for
Peace and Nuclear Disarmament*

Building voting coalitions in electoral
authoritarian regimes : a case study of the 2020
constitutional reform in Russia, Paul Chaisty &

Stephen Whitefield, *Post-Soviet Affairs*
<https://doi.org/10.1080/1060586X.2023.2172945>

SRI LANKA

[“Life After Death” Remembering the “Tamil
Tigers” in North-East Sri Lanka](#), Georg Frerks,
Civil Wars

Can Small Island States Escape China’s
Influence ? The Cases of Sri Lanka and Fiji,
Dalbir Ahlawat & Mark Shawn Cogan,
Geopolitics
<https://doi.org/10.1080/14650045.2023.2174852>

TUNISIA

[The intensifying effects of polarised populisms :
opposed Islamist and Bourguibist discourses in
post-revolutionary Tunisia](#), Helen L. Murphey,
The Journal of North African Studies

TÜRKİYE

[Turkey’s security role in the Gulf region :
exploring the case of a newcomer](#), Ali Bakir,
Turkish Studies

Only game in town ? the persistence of
competitive authoritarian regimes in modern
Turkey, Onur Bakiner, *Turkish Studies*
<https://doi.org/10.1080/14683849.2023.2184261>

The making of rivals and strange bedfellows :
Patterns of Turkish and Russian security
assistance in the Syrian and Libyan civil wars,
Abdullah Al-Jabassini & Emadeddin Badi,
Mediterranean Politics
<https://doi.org/10.1080/13629395.2023.2183663>

Turkey’s asylum policies over the last century :
continuity, change and contradictions, Kemal
Kirişçi & Ayselin Yıldız, *Turkish Studies*
<https://doi.org/10.1080/14683849.2023.2178306>

Facing new security threats in an era of global transformations : Turkey's challenges of energy security, climate change and sustainability, Şuhnaz Yılmaz, *Turkish Studies*
<https://doi.org/10.1080/14683849.2023.2179918>

The historical roots of right-wing populism in Turkey : a spatial examination of the DP, ANAP, and AKP governments, Kursat Cinar, *Southeast European and Black Sea Studies*
<https://doi.org/10.1080/14683857.2023.2176195>

UKRAINE

Development for whom ? The case of USAID in Ukraine's Donbas, Oleksandr Svitych, *Review of International Political Economy*
<https://doi.org/10.1080/09692290.2023.2170444>

[The Geopolitical Chess Game : Ukraine's Interactions with the EU and Russia at the Onset of the War in Donbas](#), Alina Nychyk, *Problems of Post-Communism*

[Causes of the Crisis in Ukraine](#), Michael Dunford, *International Critical Thought*

UNITED ARAB EMIRATES

[Security assistance to surrogates – how the UAE secures its regional objectives](#), Andreas Krieg, *Mediterranean Politics*

UNITED KINGDOM

[Riding the Eurosceptic tiger vs taming it by technocracy : the UK and France as two ideal types of how to manage hard Euroscepticism](#), Andrew Glencross, *Journal of European Integration*

[The UK's new free trade agreements in the Asia-Pacific : how closely is it adopting US trade regulation ?](#), Christopher M. Dent, *The Pacific Review*

UNITED STATES

Presidential Partisanship and Legislative Cooperation in the U.S. Senate, 1993–2021, Lukas K. Alexander & Nicholas F. Jacobs, *Congress & the Presidency*
<https://doi.org/10.1080/07343469.2023.2167136>

Nothing to See Here : Republican Congressional Members' Twitter Reactions to Donald Trump, C. Danielle Vinson & Jacob M. Lollis, *Congress & the Presidency*
<https://doi.org/10.1080/07343469.2023.2174613>

Twenty years on : Intelligence and Security Committee and investigating torture in the 'war on terror', Peter Gill, *Intelligence and National Security*
<https://doi.org/10.1080/02684527.2023.2178606>

Counterinsurgency as fad : America's rushed engagement with irregular warfare, Thomas A. Marks & David H. Ucko, *Journal of Strategic Studies*
<https://doi.org/10.1080/01402390.2023.2179616>

The Trump era and counter migrant smuggling : a new geopolitical order on the US–Mexico borders ?, Nikolas Kouloglou, *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*
<https://doi.org/10.1080/08263663.2023.2174305>

[US-China Relations and Nuclear Weapons in Northeast Asia](#), Gregory Kulacki, *Journal for Peace and Nuclear Disarmament*

COMMUNICATION

An Agenda for Studying Credibility Perceptions of Visual Misinformation, Yilang Peng, Yingdan Lu & Cuihua Shen, *Political Communication*

<https://doi.org/10.1080/10584609.2023.2175398>

[Aligning populist worldviews of citizens to media preferences : peculiarities of an illiberal political context](#), Mojca Pajnik, Nejc Berzelak & Ajda Šulc, *East European Politics*

[How Rally-Round-the-Flag Effects Shape Trust in the News Media : Evidence from Panel Waves before and during the COVID-19 Pandemic Crisis](#), Erik Knudsen, Åsta Dyrnes Nordø & Magnus Hoem Iversen, *Political Communication*

Fairy Tales in War and Conflict : The Role of Early Narratives in Mass Psychology of Political Violence, Sophia Moskalenko, *Peace Review - A Journal of Social Justice*
<https://doi.org/10.1080/10402659.2023.2181662>

Exploring emotional discourses : The case of COVID-19 protests in the US media, Jill Yordy, Anna Durnová & Christopher M. Weible, *Administrative Theory & Praxis*
<https://doi.org/10.1080/10841806.2023.2176074>

‘Entangled in War Stories’ – Affect and Representations of War Narratives in Fanvids, Aleksandra Jaworowicz-Zimny, *Journal of War & Culture Studies*
<https://doi.org/10.1080/17526272.2023.2176405>

Positioning a Personal Political Brand on YouTube with Points of Different Visual Storytelling, Vagia Mochla, George Tsourvakas & Maro Vlachopoulou, *Journal of Political Marketing*
<https://doi.org/10.1080/15377857.2023.2165214>

DEMOCRACY

Can't buy me love : billionaire entrepreneurs' legitimization strategies in transnational climate governance, Marielle Papin & Philippe

Beauregard, *Environmental Politics*

<https://doi.org/10.1080/09644016.2023.2180909>

Alternative science, alternative experts, alternative politics. The roots of pseudoscientific beliefs in Western Europe, Fabio Bordignon, *Journal of Contemporary European Studies*
<https://doi.org/10.1080/14782804.2023.2177838>

ECONOMY

[Market making for the planet : the Paris Agreement Article 6 decisions and transnational carbon markets](#), Stephen Minas, *Transnational Legal Theory*

INTELLIGENCE

There Is No Such Thing as Open Source Intelligence, Joseph M. Hatfield, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*
<https://doi.org/10.1080/08850607.2023.2172367>

Advancing intelligence analysis : using natural language processing on East Pakistani intelligence documents, Ryan Shaffer & Benjamin Shearn, *Intelligence and National Security*
<https://doi.org/10.1080/02684527.2023.2170744>

[Critical Intelligence Studies : A new framework for analysis](#), Samantha Newbery & Christian Kaunert, *Intelligence and National Security*

The Zerkani Network and the 2015 Paris and 2016 Brussels Attacks : An Illustration of Counter-Terrorism Dysfunction in Europe, Christine Andreeva, *Studies in Conflict & Terrorism*
<https://doi.org/10.1080/1057610X.2023.2178078>

MILITARY AFFAIRS

[Conceptualizing Civil War Complexity](#), Johan Brosché, Desirée Nilsson & Ralph Sundberg, *Security Studies*

Strategic studies and cyber warfare, Samuel Zilincik & Isabelle Duyvesteyn, *Journal of Strategic Studies*
<https://doi.org/10.1080/01402390.2023.2174106>

Grand strategy or grant strategy ? Philanthropic foundations, strategic studies and the American academy, Jeffrey H. Michaels & Matthew C. Ford, *Journal of Strategic Studies*
<https://doi.org/10.1080/01402390.2023.2174107>

'Hybrid warfare' as an academic fashion, Chiara Libiseller, *Journal of Strategic Studies*

The Impact of Diasporas on the Tactics of Rebel Groups : The Case of the IRA and Noraid, Ronit Berger Hobson & Ioana Emy Matesan, *Studies in Conflict & Terrorism*

The Need for a Commander, Henrik Syse, *Journal of Military Ethics*

Notes from the Underground : Profiles and Mobilization Dynamics of Pro-Russia Western Fighters in the Donbas—Insights from Italy, Francesco Marone, *Terrorism and Political Violence*
<https://doi.org/10.1080/09546553.2023.2171868>

How Peacekeepers Fight : Assessing Combat Effectiveness in United Nations Peace Operations, Paul D. Williams, *Security Studies*
<https://doi.org/10.1080/09636412.2023.2178965>

Proportionality in cyberwar and just war theory, Fredrik D. Hjorthen & James Pattison, *Ethics & Global Politics*

Just Coups : A Reconsideration of Domestic Military Action, E. Stefan Kehlenbach, *Journal of Military Ethics*
<https://doi.org/10.1080/15027570.2023.2176983>

NATIONAL SECURITY

The impact of security issues on government evaluation : evidence from the Arab World, Alon P. Kraitzman & Jessica Genauer, *Democratization*

POLITICS

Do Voting Advice Applications Affect Party Preferences ? Evidence from Field Experiments in Five European Countries, Micha Germann, Fernando Mendez & Kostas Gemenis, *Political Communication*

An empirical perspective on improving trust in a polarized age, Diana C. Mutz, *Critical Review of International Social and Political Philosophy*
<https://doi.org/10.1080/13698230.2023.2183598>

Segmenting Voters by Motivation to Use Social Media and Their Lifestyle for Political Engagement, Vagia Mochla, Georgios Tsourvakas & Iakovos Stoubos, *Journal of Political Marketing*
<https://doi.org/10.1080/15377857.2023.2168831>

Populism and crisis : Evidence from the periphery of Europe, Şenol Arslantaş & Düzgün Arslantaş, *Mediterranean Politics*
<https://doi.org/10.1080/13629395.2023.2180604>

Hostile terrain : on the spatial and affective conditions for revolution, Gastón Gordillo, *Territory, Politics, Governance*
<https://doi.org/10.1080/21622671.2023.2172450>

Learning from precedent : how the British Brexit experience shapes nationalist rhetoric outside the UK, Marco Martini & Stefanie Walter, *Journal of European Public Policy*

Did the pandemic spread populism ? comparative study on the transformations of citizen movements in Chile and Hong Kong,

Juan Enrique Serrano-Moreno & Susana
Alejandra Osorio Solano, *Social Movement Studies*
<https://doi.org/10.1080/14742837.2023.2178405>

We don't need no education ? Education policies
of Western European populist radical right
parties, Anne Espeland Berg, Jens Jungblut &
Anders Ravik Jupskås, *West European Politics*
<https://doi.org/10.1080/01402382.2023.2177010>

TERRORISM

Insurgent and terrorist groups' participation in
politics reduces violence, Michelle Black & Rula
Jabbour, *Dynamics of Asymmetric Conflict*
<https://doi.org/10.1080/17467586.2023.2182445>

The uninvited guest : understanding Islamic
State's alliances and rivalries in the Afghanistan-
Pakistan region, Amira Jadoon, Nakissa
Jahanbani & Emma Fruchtmann, *Asian Security*
<https://doi.org/10.1080/14799855.2023.2173581>

Why do some terrorist campaigns escalate to
civil wars but others do not ?, Ibrahim
Kocaman, Isa Haskologlu & Mustafa Kirisci,
Dynamics of Asymmetric Conflict
<https://doi.org/10.1080/17467586.2023.2182446>

Successful for whom ? : an examination of the
general deterrent impact of the targeted killing
of terrorist leaders on global terrorist fatalities,
Daren Fisher & Michael H. Becker, *Behavioral
Sciences of Terrorism and Political Aggression*
<https://doi.org/10.1080/19434472.2023.2172444>

Voltaire

Actualité internationale

N°31 - 10 mars 2023

Qui définit l'agenda géopolitique secret des Occidentaux ?

Le président chinois, Xi Jinping, a expliqué, lors des deux réunions du Parlement, que les États-Unis ont lancé la plus formidable attaque de l'Histoire contre la Chine, celle de son « endiguement ». Il a rappelé l'accusation de génocide contre les Ouïghours et de destruction de l'islam, alors que 150 millions de touristes ont pu vérifier par eux-mêmes que l'islam était une culture comme les autres en Chine et qu'il n'existe pas d'infrastructures permettant d'emprisonner 1,5 million de personnes.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, [Qin Gang](#), a publiquement évoqué « une main invisible » qui pousse à la prolongation et à l'escalade du conflit Ouest-Est en utilisant la crise ukrainienne pour servir certains agendas géopolitiques.

Beijing s'accorde ainsi avec l'analyse de Moscou qui, depuis février 2022, dénonce l'action d'une « [bande de drogués et de néo-nazis](#) ».

Contrairement à l'interprétation commune de cette expression, le président russe Vladimir Poutine ne désignait pas seulement les « nationalistes intégraux » ukrainiens, mais aussi et surtout les « Straussiens » états-unis. Ce sont eux, et eux seuls, qui définissent l'agenda géopolitique secret des Occidentaux.

Dans ces conditions, le coup d'État en Israël doit être interprété en fonction de cet agenda géopolitique car il est conduit par les Straussiens états-unis. Jusqu'à présent les révolutions colorées et autres coups d'État étaient des opérations secrètes de très grandes puissances pour s'assurer les bénéfices de guerres sans les livrer. Pourtant, il semble que le [changement de régime en Israël](#) soit uniquement le fait d'un groupe états-unien non-étatique.

AMÉRIQUES

Les Démocrates sont bien plus impérialistes que les Républicains

Selon un sondage Gallup :

- 20 % des adultes états-unis pensent que les États-Unis devraient « assumer le rôle principal »

dans les affaires mondiales.

- 45 % pensent globalement que les États-Unis devraient « jouer un rôle majeur » dans les affaires mondiales ; 39% des républicains, 42% des indépendants et 56% des démocrates sont d'accord.
- 27 % pensent globalement que les États-Unis devraient « jouer un rôle mineur » dans les affaires mondiales.
- 7 % dans l'ensemble pensent que les États-Unis ne devraient « jouer aucun rôle » dans les affaires mondiales.

Des Indiens contournent le Bureau des affaires indiennes

Une tribu indienne d'environ 600 personnes, les Muwekma Ohlone de Californie, tente d'obtenir la reconnaissance fédérale alors qu'elle avait été déclarée « éteinte » en 1927. Cependant, au lieu de passer par le Bureau des affaires indiennes, cette tribu s'est adressée au Congrès provoquant la fureur des autres Indiens.

La reconnaissance fédérale ouvre toutes sortes de droits, notamment celui de créer des casinos sans payer d'impôts. Seules 574 tribus sont reconnues. Des groupes indiens font donc sécession de leur tribu pour essayer d'obtenir en leur nom les précieux avantages.

C'est pourquoi, les candidats doivent déposer au Bureau des affaires indiennes un dossier prouvant que leur groupe existe en tant que communauté distincte et continue depuis 1900, qu'elle a maintenu une influence ou une autorité politique et que ses membres descendent d'une tribu indienne historique et n'appartiennent pas à d'autres tribus.

Usant de son privilège constitutionnel, le Congrès peut passer outre cette procédure.

Biden propose une réforme du droit de vote

Le président Joe Biden a proposé de modifier les lois électorales de chaque État afin de les harmoniser. Le projet de loi les obligerait à

proposer l'inscription des électeurs le jour de leur demande, à faire du jour du scrutin un jour férié et à imposer 15 jours de vote anticipé. Cela nécessiterait également un vote par correspondance universel, créerait un système de financement public soutenu par les contribuables pour les élections à la Chambre et imposerait de nouvelles restrictions à la capacité des États à dessiner les circonscriptions électorales.

Simultanément, une affaire oppose devant la Cour suprême, le Congrès de Caroline du Nord à l'Administration fédérale. Il dispose que l'organisation des élections n'est pas du ressort de l'administration fédérale, mais exclusivement des législateurs des États fédérés.

10 minutes de discussion Blinken-Lavrov

Le secrétaire d'État Antony Blinken a discuté dix minutes avec son homologue russe, Sergueï Lavrov, en marge du sommet des ministres des Affaires étrangères du G20 à New Delhi. Selon la presse états-unienne, il l'a admonesté à propos de l'invasion de l'Ukraine. Selon la porte-parole de M. Lavrov, Maria Zakharova, cette mise en scène annonce juste les élections aux USA.

Un candidat à la présidentielle demande 1 dollar à chacun de ses électeurs

Le candidat vegan à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle Vivek Ramaswamy a lancé une campagne de fonds dans laquelle il ne demande qu'un dollar à chaque électeur croyant en son programme anti-woke.

Steve Bannon dénonce Rupert Murdoch

Steve Bannon a été le plus applaudi des orateurs, lors de la réunion du CPAC républicain, le week-end dernier. Il a centré son discours sur une dénonciation de la « trahison » de l'Australo-Britannique Rupert Murdoch, le propriétaire de *Fox News*. Il l'a accusé de vouloir faire dérailler la candidature de l'ancien

président Donald Trump au profit de celle du gouverneur de Floride, Ron DeSantis.

De faux envois d'armes US en Ukraine

Selon le président de la Douma d'État russe, Vyacheslav Volodine, malgré les apparences, Washington fait financer la guerre en Ukraine par ses alliés. Ils ne sont que le douzième État à payer la facture avec 0,37 % de leur PIB, le premier étant la Pologne avec 2,1 % du sien. En outre les États européens, et eux seuls, doivent payer les conséquences de leurs mesures coercitives unilatérales

Les États-Unis n'envoieront pas les chars Abrams qu'ils avaient promis à l'Ukraine. Ceux-ci sont inadaptés à ce terrain, a précisé le conseiller national de Sécurité, Jacob Sullivan. Selon lui, Washington n'avait annoncé leur livraison que pour convaincre ses alliés de faire de même. Une fois que ceux-ci ont accepté, la promesse a pu être annulée.

La loi sur les Pouvoirs de guerre remise en question

Le représentant républicain Matt Gaetz (Floride) a déposé deux propositions de loi ([H.Con.Res.20](#) et [H.Con.Res.21](#)) faisant obligation au président Biden de retirer sous 15 jours, ou sous 3 mois, les troupes états-uniennes stationnées en Syrie.

Cette présence militaire est légale en droit US (*War Powers Resolution*, adoptée lors de la guerre du Vietnam) tout en étant illégale en droit international. Elle sera débattue la semaine prochaine à la Chambre.

La version officielle de l'attaque du Capitole remise en question

De nouveaux enregistrements vidéo de la prise du Capitole, le 6 janvier 2021, ont été découverts par le nouveau président de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy. Certains extraits ont été diffusés par le journaliste Tucker Carlson sur *Fox New*. Ils montrent que

certaines personnes arrêtées depuis n'ont pas pris d'assaut le Congrès, mais y ont librement circulé escortées par la police. Ces vidéos mettent à mal la version de la Commission d'enquête du précédent Congrès, sans pour autant blanchir tous les participants à cette journée.

La seule version existante du sabotage de Nord Stream remise en question

Le [New York Times](#), rejetant les révélations de Seymour Hersh, a affirmé que les services de Renseignements US avaient identifié le groupe pro-ukrainien qui aurait saboté les gazoducs Nord Stream.

Die Zeit et les chaînes publiques de télévision allemande, ARD et SWR, ont cru identifier le bateau qui aurait apporté les explosifs. Le parquet allemand l'a fait fouiller, en vain. La présidence ukrainienne a démenti être impliquée dans ce sabotage.

Les États-Unis n'ont pas confiance dans la politique ukrainienne de Joe Biden

Selon un sondage de l'Associated Press-NORC Center for Public Affairs Research, 19 % des États-Unis ont confiance dans la capacité de Biden à gérer la situation en Ukraine, 37 % disent n'avoir qu'une certaine confiance et 43 % n'en ont pratiquement aucune.

Le Congrès menace d'attaquer militairement le Mexique

Les sénateurs Lindsey Graham (Caroline du Sud) et John Kennedy (Louisiane) ont déposé une proposition de loi visant à déclarer neuf cartels mexicains comme « organisations terroristes étrangères » et à autoriser le recours US à la force militaire.

Depuis le XIX^e siècle, les États-Unis ont de nombreuses fois entrepris des guerres contre le Mexique.

La bataille des cuisinières à gaz se poursuit

La Commission de la sécurité des produits de consommation étudie la manière d'interdire les cuisinières à gaz. L'argument ne porte plus sur l'émission de méthane censée provoquer le réchauffement climatique de l'hémisphère Nord, mais sur les dangers du gaz pour les usagers. Il s'agirait donc d'une question de Santé. Les industriels lui ont répondu en publiant une étude montrant que, dans une cuisine, les particules altérant la santé ne proviennent pas du gaz de cuisson, mais des aliments cuits.

L'Argentine remet en question les accords léonins de la guerre des Malouines

Le ministre argentin des Affaires étrangères, Santiago Cafiero, a informé son homologue britannique, James Cleverly, de la suspension de l'accord de 2016, en marge du sommet des ministres des Affaires étrangères du G20 à New Delhi.

À l'issue de la guerre des « Falklands » (Malouines), le Royaume-Uni a imposé une paix léonine à l'Argentine. Celle-ci comprend un accord, jamais rendu public, interdisant à l'Armée de l'Air argentine de survoler le Sud du pays et confiant la sécurité aérienne de cette vaste région à la Royal Air Force. Ce faisant, Londres contrôle une grande partie de l'Antarctique et des océans.

Dans un communiqué, Santiago Cafiero précise que « l'Argentine a cherché à collaborer sur des questions concrètes telles que l'aérien, l'activité scientifique en Antarctique ou la conservation et la préservation des ressources halieutiques, sans que la volonté manifestée par l'Argentine ait eu de réciproque ».

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

EUROPE

Rapport sur l'attentat de Manchester Arena

Le [troisième volume](#) de l'enquête sur l'attentat de Manchester Arena (22 mai 2017) a été publié.

Il met en évidence les carences du MI5 qui, semble-t-il, aurait pu éviter le millier de blessés. Le terroriste Salman Abedi était le fils d'un agent du MI6, [Ramadan Abedi](#), qui joua un rôle important dans les printemps arabes et le renversement de la Jamahiriya arabe libyenne. Ni le Premier ministre de l'époque, David Cameron, ni le directeur du MI6, sir Alex Younger, n'ont été auditionnés par la commission d'enquête. Celle-ci ne répond à aucune des questions importantes qui ont été posées.

Le Royaume-Uni étudie une loi contre l'immigration illégale

Le Premier ministre, Rishi Sunak, a déposé un projet de loi visant à interdire à quiconque entrant illégalement au Royaume-Uni d'y rester. Les personnes arrivant illégalement par bateau pourront être renvoyées dans leur pays ou dans un pays tiers.

Le présentateur de la BBC, Gary Lineker, a été rappelé à l'ordre après avoir déclaré : « Il s'agit simplement d'une politique d'une cruauté incommensurable dirigée contre les personnes les plus vulnérables avec un vocabulaire qui n'est

pas très éloigné de celui utilisé par l'Allemagne dans les années 30 ».

La ministre britannique de l'Intérieur, Suella Braverman, a assuré sur *Sky News* que « Nous sommes convaincus que les mesures annoncées hier sont conformes à nos obligations en matière de droit international, s'agissant notamment de la Convention relative au statut des réfugiés et de la Convention européenne des droits de l'homme ».

Les Français contre la réforme Macron

Entre 1,5 et 3 millions de Français ont manifesté cette semaine contre le projet de loi du président Macron sur les retraites. C'est considérable, mais cela n'ébranle pas l'Élysée qui entend poursuivre sa réforme comme si de rien n'était. 82 % des Français sont opposés à cette réforme et se disent « très en colère ».

L'Allemagne désormais indépendante des hydrocarbures russes

L'Allemagne est parvenue à son indépendance vis-à-vis de la Russie en matière de gaz, de charbon et de pétrole. Le chancelier Olaf Scholz a déclaré : « Personne ne s'attendait, il y a un an, à ce que nous puissions aisément nous sortir économiquement d'une situation dans laquelle il n'y aurait plus d'approvisionnement en gaz de la Russie vers l'Allemagne et vers de nombreuses régions d'Europe ».

L'Allemagne accuse à tort l'Iran

En visite en Iraq, la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a accusé l'Iran d'avoir mené des frappes de missiles à l'extérieur de ses frontières. « Ces attaques mettent en péril aussi bien les civils que la stabilité de la région », a-t-elle déclaré. Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanaani lui a répondu : « Au lieu de formuler des accusations sans fondement à l'encontre de l'Iran pour cacher les crimes de l'ancien gouvernement allemand, qui a soutenu

le régime de Saddam [Husseïn] et lui a fourni des armes chimiques pour les utiliser contre les militaires et les civils sans défense iraniens et irakiens, l'on s'attendait à ce que la ministre allemande des Affaires étrangères s'excuse, avant tout, de l'approche honteuse passée du gouvernement allemand envers les peuples iranien et irakien ».

Depuis l'ayatollah Khomeiny, c'est une doctrine militaire constante des armées iraniennes de ne jamais utiliser d'armes de destruction massive qui puissent atteindre des civils.

Olaf Scholz en tête à tête avec Joe Biden

Le chancelier allemand Olaf Scholz a rencontré le président états-unien Joe Biden à la Maison-Blanche. L'entretien sans témoin a duré une heure. Le chancelier tenait absolument à s'entretenir en privé avec le président Biden. Aucun commentaire n'a été fait à l'issue de cette rencontre.

Les deux hommes pourraient avoir abordé la question du sabotage par les États-Unis et la Norvège des gazoducs *Nord Stream* et des conséquences désastreuses qu'il a eues sur l'économie allemande.

La Norvège tire les bénéfices du sabotage de Nord Stream

La Norvège a multiplié par trois ses recettes pétrolières depuis le sabotage des pipe-lines russo-germano-franco-néerlandais Nord Stream. En 2022, elle a engrangé 1 457 milliards de couronnes, soit 131 milliards d'euros.

Seymour Hersh a révélé que la Maison-Blanche avait eu recours à la Norvège pour ce sabotage.

Jean-Paul II n'a pas dénoncé des prêtres pédophiles

La télévision polonaise *TVN24* a désigné trois prêtres, convaincus de pédophilie, que, le futur pape Jean-Paul II, alors connu sous le nom de Mgr. Karol Wojtyła, avait déplacés entre les

paroisses ou envoyés dans un cloître dans les années 1970, dont un qui a été envoyé en Autriche.

Karol Wojtyła a été archevêque de Cracovie de 1964 à 1978, date à laquelle il est devenu le pape Jean-Paul II. Il est décédé en 2005 et a été déclaré saint en 2014.

La Hongrie pour un cessez-le-feu en Ukraine

Le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a déclaré que la réalisation la plus importante de la guerre est que « L'Europe s'est retirée du débat ».

Le ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce, Peter Szijjarto, a déclaré que les 10 trains de sanctions pris par l'UE contre la Russie n'ont servi à rien. Selon lui, l'objectif prioritaire doit être d'arrêter le massacre. Cela ne peut être obtenu que par un cessez-le-feu.

Les États européens et l'évolution d'Israël

Dans une déclaration commune, les ministres des Affaires étrangères de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Pologne, de l'Espagne et du Royaume-Uni ont condamné fermement « les violences aveugles des colons israéliens contre les civils palestiniens, y compris la destruction de leurs maisons et de leurs biens ». Ils ont appelé Israël à juger les auteurs de ces actes. Ils ont rappelé que les colonies israéliennes en territoire palestinien sont illégales en Droit international. Elles concernent aujourd'hui 750 000 colons.

Par contre, la Hongrie, qui avait invité à un colloque le fils de Benjamin Netanyahu, se prépare à transférer son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem. Ce serait le cinquième pays à le faire après les États-Unis, le Guatemala, le Honduras et le Kosovo.

L'UE et la production d'obus de 155 mm

Le commissaire européen au marché intérieur, le Français Thierry Breton, envisage un plan de soutien aux industriels fabriquant des munitions de 155 mm. Il s'agit à la fois d'approvisionner l'Ukraine et de reconstituer les stocks des armées de l'UE. En raison de problèmes de sous-traitance, cet effort ne pourra pas aboutir avant un an.

La Suisse lève ses « sanctions » anti-syriennes

La Suisse, siège de la Croix-Rouge internationale, a décidé d'abroger ses mesures coercitives unilatérales contre la Syrie afin de faciliter le travail des organisations humanitaires auprès des rescapés du tremblement de terre.

Glencore condamné

La juge new-yorkaise Loma G. Schofield a condamné à une amende de 428,5 millions de dollars et à une confiscation pénale de 272,2 millions de dollars, la transnationale Glencore pour corruption à l'étranger. L'amende sera divisée entre trois bénéficiaires : 262,6 millions de dollars pour les États-Unis, 136,2 millions de dollars pour le Royaume-Uni et 29,7 millions de dollars pour la Suisse, où siège Glencore. Glencore est le premier courtier de matières premières au monde avec 256 milliards de dollars de chiffre d'affaire en 2022. Considérée comme « la multinationale la plus irresponsable au monde », elle a défrayé la chronique. Son fondateur, Marc Rich, avait été amnistié par le président Bill Clinton, quelques heures avant la fin de son mandat. Son actionnaire de référence est le Qatar.

La Serbie ne reconnaîtra pas le Kosovo

Le président serbe, Aleksandar Vučić, après avoir rencontré à Bruxelles le Premier ministre du Kosovo, Albin Kurti, a tenu à rassurer ses concitoyens. Il a déclaré à la Radio-télévision serbe : « Tant que je serai président, je ne

signerai ni n'accepterai une reconnaissance officielle ou officieuse du Kosovo ou que le Kosovo rejoigne l'ONU ».

La partie kosovare l'a alors accusé de négocier de mauvaise foi.

Le grand nettoyage se poursuit en Ukraine

Le président Volodymyr Zelensky a limogé Vasil Luzhynsky, ministre adjoint du Développement municipal, soupçonné d'avoir reçu des pots-de-vin, en plus de conclure des contrats à des prix gonflés pour des produits alimentaires destinés aux militaires.

Par décret n° 130/2023, Oleksandr Yakushev a été démis de ses fonctions de chef adjoint du Service de sécurité de l'Ukraine (SBU).

Par décret n° 131/2023, Oleksandr Provorotov a été démis de ses fonctions de chef du département des activités économiques de l'agence du SBU.

Par décret n° 132/2023, Ihor Nosko a été démis de ses fonctions à la tête du département du SBU pour la protection des secrets d'État. Par décret n° 135/2023, il a été remplacé par Oleh Khramov

Par décrets nos 133/2023 et 134/2023, Borys Bezrukyi et Eduard Fedorov ont été révoqués de leurs fonctions à la tête des bureaux du SBU de Zaporizhzhia et de Soumy. Par décret n° 136/2023, Oleh Krasnoshapka a remplacé le second.

Une candidate à l'élection présidentielle biélorusse condamnée par contumace

L'ancienne candidate à l'élection présidentielle, [Sviatlana Tsikhanouskaya](#), a été condamnée à 15 ans de prison après un procès par contumace pour complot en vue de renverser le gouvernement.

Elle avait obtenu 10 % des voix et s'était enfuie en Lituanie en criant au complot.

Les attaques du « Corps des volontaires russes en Ukraine » sur le sol russe

Le 2 mars, deux civils ont été tués et un enfant blessé à Briansk. Les autorités ont dénoncé une incursion de terroristes ukrainiens ce que Kyiv a vigoureusement démenti, accusant les Russes de vouloir effrayer leur propre population. Le ministère russe des Affaires étrangères avait alors accusé les assaillants d'avoir utilisé « des armes de l'Otan », posant ainsi la question du rôle de l'Alliance atlantique dans cette opération terroriste.

Cependant, le 3 mars, le *Financial Times* a donné la parole à un militant néo-nazi allemand, Denis Kapoustine (né en Russie), du Corps des volontaires russes (RDK) en Ukraine, qui a revendiqué l'attaque et précisé l'avoir mené en coordination avec Kyiv. Il s'agit du groupe qui avait revendiqué l'assassinat de Daria Douguina (la fille d'Alexandre Douguine), en août 2022 à Moscou.

Le FSB a également indiqué avoir ouvert une procédure pénale à l'encontre du Corps des volontaires pour une tentative d'assassinat, en août 2022, du milliardaire Konstantin Malofeev. Juste après le coup d'Etat de Kiev de 2014, Konstantin Malofeev avait financé une formation cosaque au Donbass. Cependant, il avait arrêté toute implication dans les affaires ukrainiennes après la signature des Accords de Minsk.

Les relations entre l'armée russe et le Groupe Wagner

Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a discuté à Marioupol avec les chefs des unités participant à l'opération militaire spéciale, de la situation sur le théâtre des opérations et des plans à mettre en place pour la prochaine étape. Il a souligné la nécessité de « créer toutes les conditions nécessaires afin de permettre le déploiement des effectifs dans les zones des opérations militaires, ainsi que d'organiser l'ensemble du soutien à ces troupes,

s'agissant notamment du travail des unités médicales et des unités de soutien en retrait des lignes de front ».

Evgueni Prigojine ne participait pas à cette réunion. Le lendemain, il a diffusé une vidéo évoquant un possible retrait de sa société militaire privée, le Groupe Wagner, du front de Bakhmut.

Manifestement les tensions entre l'armée russe et le Groupe Wagner portent sur la participation ou non de celui-ci aux réunions stratégiques de l'état-major.

Les relations entre Volodymyr Zelensky et le chef de ses armées

Selon le magazine allemand [*Bild*](#), le commandant en chef des armées ukrainiennes, le général Valeri Zaloujny, souhaitait retirer ses troupes de Bakhmut, il y a trois semaines lors de la chute de Krasna Hora. C'est le président Zelensky qui lui a ordonné de les maintenir quelles que soient les pertes humaines ukrainiennes.

Transparency International interdit en Russie

Le procureur général de Russie a déclaré les activités de l'ONG Transparency International (TI) indésirables sur le territoire de la Fédération de Russie.

Bien que le siège de TI soit à Berlin, l'ONG est notoirement une émanation du gouvernement des États-Unis.

La Russie met en place des visas simplifiés

La Russie a mis en place un système de visas simplifiés avec le Bahreïn, Oman, l'Arabie saoudite, les Bahamas, La Barbade, Haïti, la Zambie, le Koweït, la Malaisie, le Mexique et Trinité-et-Tobago. Elle est en train de l'étendre à l'Angola, à l'Inde, à l'Indonésie, aux Philippines, à la Syrie et au Vietnam.

« Nous pouvons, avec d'autres pays, enfoncer le dernier clou dans le cercueil des aspirations néocoloniales du monde occidental »

L'ancien président et actuel Vice-président du Conseil de sécurité de Russie, [Dmytri Medvedev](#), a déclaré : « La lame tranchante des turbulences dans les relations internationales a ouvert l'abcès des vieux problèmes de notre monde. Pendant de nombreuses décennies, ils ont été traités avec des "emplâtres politiques" au lieu d'éliminer les causes de la maladie.

Cependant, un abcès ne peut pas durer éternellement. Le temps est venu pour la chirurgie internationale d'enlever la tumeur maligne du passé colonial ».

« Le Royaume-Uni ne donnera jamais l'archipel des Chagos à Maurice, et la France ne donnera jamais Mayotte à l'Union des Comores ni les îles Éparses à Madagascar. Par conséquent, ce n'est que récemment qu'ils ont compris la justesse de la résistance aux vestiges des pratiques néocoloniales et à l'imposition d'attitudes culturelles perverses provenant des anciennes métropoles occidentales ».

AFRIQUE

Le Maroc se positionne sur le marché des extraits du cannabis

La Coopérative Bio Cannat au Maroc a annoncé l'inauguration de la première usine de transformation de cannabis et d'extraction de matériaux destinés aux industries alimentaires et médicales (cannabidiol, cannabigérol, cannabinoles et autres).

Le cannabis est une production traditionnelle au Maghreb. Profitant de la prohibition en Occident, le Maroc est devenu le principal exportateur vers l'Europe. Cependant, ce marché est remis en cause par la dépénalisation en cours dans de nombreux pays européens.

Les imams maliens contre le projet de constitution

La Ligue Malienne des Imams et Érudits pour la Solidarité islamique au Mali (Limama) a appelé à voter, le 19 mars, contre le projet de Constitution du gouvernement de transition du colonel Assimi Goïta. Selon elle : « Il faut que ce mot laïcité sous toutes ses formes soit nettoyé du texte fondamental et remplacé par l'État multiconfessionnel. Nous faisons confiance aux autorités de la transition, nous faisons confiance à leur esprit patriotique, à leur intelligence, pour percevoir le vœu de 95% des Maliens en acceptant la demande que nous avons formulée ».

La République centrafricaine dénonce le pillage occidental

Intervenant lors d'un sommet de l'Onu au Qatar, le président de la République centrafricaine, Faustin-Archange Touadéra, a déclaré : « La République centrafricaine est soumise depuis son indépendance à un pillage systématique facilité par l'instabilité politique entretenue par certains pays occidentaux [et par] des groupes armés terroristes dont les leaders sont des mercenaires étrangers (...) Les attaques récurrentes [des groupes armés] visent à rendre le pays ingouvernable, à empêcher l'État d'exercer son droit de souveraineté sur les réserves naturelles et son droit légitime à l'autodétermination ».

Il a en outre fustigé « l'embargo injuste et illégitime sur les armes à destination des forces armées centrafricaines et sur le diamant centrafricain » ainsi que « les campagnes de désinformation et de diabolisation de certains médias étrangers en vue de décourager les investisseurs ».

François Bozizé couvert par Washington

Le départ de l'ancien président de République centrafricaine, François Bozizé, a été organisé par le département d'État US. À N'Djamena, il

a pris un vol spécial affrété par le président de transition tchadien, Mahamat Idriss Déby Itno, pour se rendre en Guinée Bissau où le président Umaro Sissoco Embaló lui a accordé l'asile.

Le difficile voyage d'Emmanuel Macron au Congo

Une vingtaine de formations politiques et 150 ONG ont publié des déclarations selon lesquelles le président français Emmanuel Macron n'est pas le bienvenu à Kinshasa. En effet, la France qui a maintes fois condamné verbalement le soutien militaire du Rwanda au groupe séparatiste M23, n'a jamais pris la moindre mesure contre Kigali.

Depuis 40 ans, les guerres n'ont jamais cessé dans la région des Grands lacs (Congo, Burundi, Ouganda, Rwanda) faisant au total au moins six millions de morts. Elles sont entretenues délibérément par des puissances occidentales (France, États-Unis, Israël, Royaume-Uni) afin de pouvoir piller les extraordinaires richesses naturelles de cette région.

Une fois à Kinshasa, le président Macron a déclaré : « Depuis 1994, ce n'est pas la faute de la France, vous n'avez jamais été capable de restaurer la souveraineté ni militaire, ni sécuritaire, ni administrative de votre pays. C'est une réalité. Il ne faut pas chercher des coupables à l'extérieur ».

Désescalade entre la RDC et le Rwanda

L'Angola, qui avait été désignée par l'Union africaine (UA) pour conduire les efforts de désescalade entre la RDC et le Rwanda, a annoncé avoir convenu avec le M23 un arrêt des hostilités le 7 mars à midi.

La Russie offre des engrais au Malawi

Depuis le début des mesures coercitives unilatérales (présentées comme des « sanctions » par la propagande atlantiste) contre la Russie, celle-ci a exporté, souvent gratuitement,

260 000 tonnes d'engrais en Afrique. Moscou vient d'en donner 20 000 tonnes au Malawi.

L'Afrique du Sud réduit son ambassade à Tel-Aviv

Le Parlement sud-africain a voté une résolution demandant au gouvernement de réduire sa représentation en Israël compte tenu de son évolution politique. C'est le premier État à tirer des conclusions du projet de réforme des institutions par la coalition de Benjamin Netanyahu.

Israël a longtemps été le seul allié du régime d'apartheid sud-africain. Cette alliance avait été négociée par [Yitzhak Rabin et Shimon Peres](#).

ASIE

L'armée israélienne bouscule l'ancien président de la Knesset

L'armée israélienne a empêché une manifestation de juifs d'entrer dans le village de Huwara pour exprimer sa solidarité avec la population palestinienne après que le village a été détruit par 400 colons juifs. L'ancien président de la Knesset, Avraham Burg, a été bousculé par les soldats qui l'ont fait chuter.

Le Conseil des Droits de l'homme de l'Onu dévie l'enquête sur l'explosion du port de Beyrouth

Un groupe d'États occidentaux, conduits par l'Australie, a appelé, lors de la 52^e session du Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, à une enquête impartiale sans interférences politiques sur l'explosion survenue au port de Beyrouth, le 4 août 2020.

Les différents magistrats, qui ont enquêté à ce jour, étaient préoccupés de montrer qu'une des communautés qui leur sont étrangères était responsable de ce chaos. Ils se sont donc chamaillés entre eux comme lors de l'enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri. Dans les deux

cas, ils ont négligé les pistes les plus évidentes. L'explosion du port a provoqué un nuage en forme de champignon qui, en aucun cas, peut provenir d'engrais. C'est une constatation simple que tous les artificiers et pompiers ont vainement expliquée. La déclaration australienne ne pourra donc que rajouter de la confusion puisqu'elle précise que l'enquête ne doit pas envisager de piste politique.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Le coup d'État des Strauss en Israël](#) », par Thierry Meyssan

Alors que les observateurs pronostiquaient une guerre d'Israël contre un de ses voisins, l'État hébreu n'est attaqué de nulle part. Il a des adversaires, mais pas d'ennemi, sinon lui-même. Son organisation politique n'étant définie par aucune Constitution est d'autant plus facile à renverser. Les Strauss, qui sont au pouvoir au département d'État et à la Maison-Blanche, pilotent aujourd'hui le changement de son régime. Les manifestations se succèdent dans tout le pays pour empêcher ce pays de devenir, selon les mots d'un ancien directeur du Mossad : « un État raciste et violent qui ne pourra pas survivre ». Mais il est probablement déjà trop tard.

- « [Guerres : l'Histoire effacée](#) », par Manlio Dinucci

La communication atlantique à propos de la guerre en Ukraine fait l'impasse sur l'histoire de l'Otan, les guerres illégales de Yougoslavie, d'Afghanistan, d'Iraq, de Libye et de Syrie, et plus encore sur l'extension de l'Alliance à l'Est.

L'autocritique du Hamas

Le Hamas a opéré une profonde autocritique. Il a admis que les Frères musulmans l'ont détourné de son objectif de libération du peuple palestinien. Ainsi, la Turquie qui protège la Confrérie entretient de bonnes relations avec Israël, tandis que la Syrie qui combat les Frères

est toujours en guerre avec Tel-Aviv. De nombreux États arabes ont décidé de rouvrir leur ambassade à Damas, c'est pourquoi le Hamas s'est lui aussi rendu auprès du président syrien, Bachar el-Assad. Les chefs du Bureau politique du Hamas, Khaled Mesh'al, puis Ismail Haniyeh, se sont opposés à cette réorientation. Ils sont aujourd'hui remplacés par Yahya Sinwar qui avait annoncé, dès 2017, la nécessité de renouer avec la Syrie.

Le président des chefs d'état-major US visite illégalement la Syrie

La Syrie a violemment condamné la visite illégale du président du Comité US des chefs d'état-major, le général Mark Milley, sur son territoire souverain.

Les États-Unis occupent le quart Nord-Est du pays où ils maintiennent 900 hommes. Ils encadrent des mercenaires kurdes qui y ont proclamé un État autonome, le Rojava. Ensemble, ils exploitent les champs de pétrole. La moitié des revenus sont attribués aux mercenaires, l'autre à la CIA. Celle-ci constitue ainsi une caisse noire avec laquelle elle finance des opérations partout dans le monde sans en rendre compte au Congrès. La valeur totale du pétrole volé à la Syrie par les États-Unis atteint aujourd'hui de 107 milliards de dollars. La Turquie a également réagi à ce soutien appuyé aux terroristes kurdes. Le ministère des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur des États-Unis à Ankara, Jeff Flake, pour lui demander des explications.

Israël bombarde l'approvisionnement des victimes syriennes du tremblement de terre

Israël a bombardé l'aéroport d'Alep, interrompant les opérations de secours aux réfugiés. L'approvisionnement des secours se poursuit par la route.

L'Arabie saoudite se rapproche de la Syrie

Selon *Intelligence Online*, une visite du ministre saoudien des Affaires étrangères à Damas est en cours de négociation. Elle marquerait la fin de l'isolement de la Syrie dans le monde arabe et sa prochaine réinsertion dans la Ligue arabe. Cependant, d'un point de vue syrien, la Ligue sera de peu de secours dans la mesure où elle ne peut pas s'opposer à la politique d'endiguement (*containment*) des États-Unis.

Par contre, la normalisation turco-syrienne ne devrait pas avoir lieu avant l'élection présidentielle turque du 14 mai.

L'alcool interdit en Iraq

Signe de l'islamisation du pays, le gouvernement iraquien a décidé la mise en application d'une loi de 2016 interdisant l'importation, la production et la vente d'alcool sous peine d'une lourde amende.

Selon certains juristes, cette loi serait anticonstitutionnelle car portant atteinte aux libertés individuelles. Selon d'autres, c'est la liberté de boire de l'alcool qui serait anticonstitutionnelle car la Constitution prohibe toute loi contraire à l'islam. Sauf que le Coran n'interdit pas l'alcool.

La région autonome du Kurdistan iraquien a déjà signifié qu'elle n'appliquera pas cette disposition.

La Royal Navy saisit des armes destinées au Yémen

La Royal Navy a intercepté un petit bateau reliant l'Iran au Yémen. Il transportait des missiles guidés antichars 9M133 Kornet et des Dehlavieh, fabriqués en Iran et destinés aux Houthis. Le matériel a été saisi.

L'opposition turque s'unit

Les maires d'Istanbul et d'Ankara ont refusé de se présenter à l'élection présidentielle du 14 mai. Après moult rebondissements, les six principaux

partis turcs d'opposition ont désigné un candidat commun en la personne du président du Parti républicain du peuple (CHP), le social-démocrate laïque Kemal Kılıçdaroğlu. La Türkiye est désormais divisée en deux. M. Kılıçdaroğlu n'est pas sunnite, mais alévi, la version turque des alaouites syriens.

L'UE s'apprête à déclarer les gardiens de la révolution iraniens terroristes

Selon le ministre lituanien des Affaires étrangères, Gabrielius Landsbergis, cité par *Axios*, l'Union européenne s'apprête à qualifier les Gardiens de la Révolution iranienne d'« organisation terroriste » en raison de « leur soutien à la Russie dans sa guerre en Ukraine ».

L'AIEA signe un accord avec l'Iran

Le directeur de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, a rencontré le président iranien, Ebrahim Raïssi, à Téhéran. Les deux hommes sont convenus d'un accord sur les conditions de surveillance de l'Iran par l'Agence.

Enquête sur les empoisonnements de jeunes Iraniennes

Après que le Guide, l'ayatollah Ali Khamenei, eut qualifié l'empoisonnement de jeunes filles scolarisées de « grand crime impardonnable », la police a arrêté cinq personnes. Selon un parlementaire, plus de 5 000 élèves d'écoles de filles ont été empoisonnés dans tout le pays, dont 900 ont été hospitalisés, aucun n'est décédé.

Incendie d'un camp de réfugiés au Bangladesh

Un incendie a ravagé un camp de réfugiés Rohingyas au Bangladesh. Plus de 2 000 tentes ont été détruites et 12 000 personnes sont sans abri.

Kem Sokha emprisonné

À l'issue de trois ans de procès, le leader de l'opposition cambodgienne, Kem Sokha, a été

condamné à 27 ans de prison pour « trahison ». Il avait reconnu, en 2017, avoir touché de l'argent de la National Endowment for Democracy (NED) pour organiser une révolution colorée.

Le Premier ministre, Hun Sen, est au pouvoir depuis 24 ans au cours desquels il a obtenu une dizaine de doctorats en sciences politiques, en droit, en économie et en éducation.

Le Cambodge développe sa politique d'indépendance. Le vice-Premier ministre Prak Sokhonn s'est rendu au Japon, tandis que le Premier ministre, Hun Sen, s'est rendu en Chine.

Le ministère des Affaires étrangères a publié un communiqué selon lequel « La meilleure façon d'assurer l'indépendance d'un petit pays comme le Cambodge est d'empêcher une puissance étrangère de s'ingérer dans ses affaires intérieures ou de soutenir une partie contre l'autre ».

La Corée du Sud exporte des armes

Les exportations d'armes de la Corée du Sud ont augmenté de 140 %, en 2022, pour atteindre un record de 17,3 milliards de dollars. Séoul ne donne pas d'armes à l'Ukraine, mais comble le déficit occidental d'armement, notamment en matière de munitions.

La Corée du Nord met en garde contre l'interception de ses missiles

Toute interception de missiles durant leurs phases de test au dessus-de l'océan Pacifique « sera considérée clairement comme une déclaration de guerre contre la RPDC [République populaire démocratique de Corée] », a déclaré Kim Yo Jong, sœur du leader suprême.

Question sur la succession en Corée du Nord

Les services secrets sud-coréens ont affirmé que la fille du leader suprême, Kim Ju-ae, est son

deuxième enfant. Le premier serait un garçon et l'on ignore le sexe du troisième. Si le premier était en bonne santé, ce serait à lui de succéder à Kim Jong-un.

L'ancien maire d'Hiroshima pour l'engagement universel de ne pas faire d'usage en premier de la bombe atomique

L'ancien maire d'Hiroshima, Tadatoshi Akiba, a appelé les membres du G7 à honorer l'engagement qu'ils avaient pris en mai dernier de déclarer qu'ils n'utiliseraient jamais en premier l'arme nucléaire. Cet exemple ouvrirait la voie à la Russie et permettrait l'établissement d'une déclaration universelle en ce sens.

Les animaux sauvage investissent à nouveau Fukushima

Au moins un tiers de la faune a réinvesti la zone irradiée de Fukushima, douze ans après l'accident nucléaire. Selon les scientifiques qui ont autopsié de nombreux spécimens, il n'y a aucune trace que ces animaux sauvages soient irradiés même si la zone l'est toujours.

Le Japon négocie le dédommagement des « femmes de réconfort » et des travailleurs forcés coréens

En 1965, un accord entre le Japon et la Corée du Sud a instauré le versement de quelque 800 millions de dollars de subventions et de prêts bonifiés à la Corée du Sud après des années de négociations sur le montant dû aux prostituées et aux travailleurs forcés. Le gouvernement de Séoul a pris l'argent japonais, mais ne l'a pas versé. Au lieu de cela, il a utilisé les fonds comme capital pour construire l'économie sud-coréenne.

Dans un accord de 2015, Shinzo Abe a accordé une indemnisation aux « femmes de réconfort » coréennes qui ont servi dans des bordels militaires japonais. La plupart des femmes survivantes ont accepté l'accord, mais

l'administration Moon a gelé le fonds en raison de l'opposition d'un petit groupe de victimes. En 2018, ces disputes interminables sont passées d'un différend historique à un combat encore plus désordonné dans les domaines juridique, économique et de la sécurité. Les tribunaux sud-coréens ont ordonné à deux sociétés japonaises, Mitsubishi Heavy Industries et Nippon Steel, d'indemniser les Coréens qui ont été forcés de travailler pour elles pendant la Seconde Guerre mondiale. Lorsque les entreprises ne se sont pas conformées, les tribunaux ont saisi leurs actifs basés en Corée à titre de compensation. Washington tente de réconcilier au plus vite la Corée du Sud et le Japon pour mener sa guerre contre la Chine. Mais les victimes sud-coréennes n'attendent pas de compensation financière, elles exigent des excuses publiques du Japon, ce dont Tokyo ne veut pas entendre parler.

Comment le gouvernement japonais contrôle les médias audiovisuels

Hiroyuki Konishi du Parti constitutionnel démocrate a rendu public un document de 78 pages rédigé à l'époque du Premier ministre Shinzo Abe. Il atteste comment celui-ci a exercé des pressions pour réinterpréter la loi sur l'audiovisuel de manière à contrôler les journalistes. Abe aurait décidé de juger de l'impartialité d'un média, non plus sur l'ensemble de sa production, mais uniquement à partir d'un seul cas, admettant de pouvoir assimiler une simple erreur au choix d'une politique éditoriale.

La ministre de la Sécurité économique, Sanae Takaichi, a assuré devant la Diète que ce document avait été falsifié, avant de se rétracter devant les parlementaires et admettre avoir menti.

L'opposition a exigé sa démission. Les élections locales se tiendront le 23 mars.

Taïwan joue à se faire peur

Le ministre taïwanais de la Défense, Chiu Kuo-cheng, a averti que l'île devait être en état d'alerte cette année pour faire éventuellement face à une « entrée soudaine » de l'Armée de libération populaire dans des zones proches de son territoire.

Cependant la secrétaire US à l'Armée de terre, Christine Wormuth, et le général Charles Flynn, commandant en chef de l'Armée de Terre US du Pacifique, s'exprimant devant l'American Enterprise Institute, ont affirmé que la Chine n'avait pas les moyens d'organiser la traversée du détroit de Taïwan et le débarquement de ses troupes.

Le général Charles Flynn est le frère de l'ancien conseiller national de sécurité Michael T. Flynn.

Taïwan commence à percevoir l'enjeu de la délocalisation de TSMC

Le Parlement taïwanais débat moins du péril chinois que de la construction de l'usine géante de la Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC) aux États-Unis. La compagnie a-t-elle été victime de pression ou ses dirigeants ont-ils été corrompus ? Quelle que soit la réponse, cette délocalisation rend à moyen terme Taïwan inutile aux yeux de son protecteur US qui deviendra autonome en matière de puces électroniques

L'Allemagne ne défendra pas Taïwan

La présidente de la commission de la Défense du Bundestag, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, a déclaré lors de sa visite à Taipei que l'Allemagne ne fournirait pas d'armes à Taïwan. La situation de l'île est différente de celle de l'Ukraine.

L'Allemagne est le principal pourvoyeur européen d'armes à Kiev.

Augmentation du budget de l'armée de libération populaire chinoise

La Chine augmentera ses dépenses de Défense de 7,2%, en 2023, pour une croissance économique prévue de 5 %. Beijing dispose du second budget militaire mondial, juste après celui des États-Unis, dont il ne représente qu'un tiers environ.

La Chine durcit le ton face aux États-Unis

Le président chinois, Xi Jinping, a déclaré lors de la session du Parlement : « Les pays occidentaux, menés par les États-Unis, ont mis en place un confinement, un encerclement et une répression tous azimuts contre nous, ce qui pose des défis d'une gravité sans précédent au développement de notre pays ».

Le ministre des Affaires étrangères chinois et ancien ambassadeur à Washington, Qin Gang, a déclaré : « Si les États-Unis continuent de s'engager sur la mauvaise voie et ne freinent pas, aucun garde-fou ne pourra empêcher le déraillement [des relations] (...) Qui en supportera les conséquences catastrophiques ? ».

Répondant aux journalistes, il a ajouté : « Je pense juste que ce qui détermine les relations sino-américaines, ce devrait être les intérêts communs, les responsabilités communes et l'amitié entre les deux peuples [et non pas] la politique intérieure américaine et cette espèce de néo-maccarthysme hystérique ».

Et encore : « Les États-Unis affirment qu'ils cherchent à 'supprimer' la Chine mais ne cherchent pas le conflit (...) Pourtant, en réalité, leur soi-disant "concurrence" signifie contenir et réprimer la Chine à tous égards et enfermer les deux pays dans un jeu à somme nulle ».

La Chine participe aux exercices militaires US Cobra Gold 2023

L'[armée populaire de libération chinoise](#) participe symboliquement aux exercices Cobra

Gold 2023 de l'armée des États-Unis et de 30 de leurs alliés. La nouvelle n'est annoncée ni sur le site internet du Pentagone, ni sur celui de l'IndoPaCom.

OCÉANIE

L'Australie va se doter de sous-marins à propulsion nucléaire

Le Premier ministre australien, Anthony Albanese, devrait se rendre dans deux semaines aux États-Unis. Le président Joe Biden devrait annoncer que son pays lui livrera des sous-marins à propulsion nucléaire dans le cadre de l'alliance AUKUS.

Cette décision renverse la politique de non-prolifération états-unienne. Washington n'a fourni de tels sous-marins qu'à son allié privilégié, le Royaume-Uni. Elle renverse également la position anti-nucléaire de l'Australie.

L'Indonésie a répliqué en proposant à l'Onu la création d'une zone pacifique dénucléarisée.

Les États de la région considèrent que l'Australie n'a plus de politique souveraine et est devenue un auxiliaire du Pentagone.

ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE

La veuve de John McCain à la tête du Programme alimentaire mondial

Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a nommé la veuve du sénateur US John McCain, Mme Cindy McCain, à la tête du Programme alimentaire mondial, la plus importante organisation humanitaire au monde. Elle était jusqu'à présent ambassadrice des États-Unis auprès du Programme alimentaire mondial et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Erratum

Dans une brève du n°30, nous décrivions l'économie allemande, cependant le titre du paragraphe était erroné : il parlait de déflation au lieu de croissance négative.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan,
thierry.meyssan@voltaire.net.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand,
serge.marchand@voltaire.net.org

46 numéros par an.

[Abonnement annuel : 150 euros](#)

[Abonnement mensuel : 15 euros](#)

Prix de vente au numéro : 5 euros

Supplément documentation

2- Documents officiels

AUSTRALIA

[Prayers in Parliament : a chronology](#), Lisa Richards, Australia House of Commons

BALTIC STATES

[Geopolitics in the Baltic Sea Region : The “Zeitenwende” in the context of critical maritime infrastructure, escalation threats and the German willingness to lead](#), Göran Swistek & Michael Paul, Stiftung Wissenschaft und Politik

CANADA

[UP TO THE TASK : STRENGTHENING CANADA'S SECURITY POSTURE IN RELATION TO RUSSIA](#), Report of the Standing Committee on Public Safety and National Security, Canada House of Commons

CHINA

[USA und China auf Kollisionskurs](#), Hanns W. Maull, Angela Stanzel & Johannes Thimm, Stiftung Wissenschaft und Politik

[China's Belt and Road Initiative in the East African Community. Shaping a China-Centric Regional Order](#), Cliff Mboya, Stiftung Wissenschaft und Politik

EUROPEAN UNION

[From Competition to a Sustainable Raw Materials Diplomacy : Pointers for European Policymakers](#), Melanie Müller, Christina Saulich, Svenja Schöneich & Meike Schulze, Stiftung Wissenschaft und Politik

[France's Nuclear Weapons and Europe. Options for a better coordinated deterrence policy](#), Liviu Horovitz & Lydia Wachs, Stiftung Wissenschaft und Politik

[European defence partnerships : Stronger Together](#), Jan Joel Andersson, European Union Institute for Security Studies (EUISS)

GERMANY

[Zensur und Reichweiteinschränkung der Social-Media-Kanäle von Politikern und Parteien](#), Antwort der Bundesregierung

IRAN

[Aktivitäten und Straftaten der sogenannten islamischen Revolutionsgarde in Deutschland](#), Antwort der Bundesregierung

[Zeit für eine andere Iranpolitik. Wie Deutschland Weichen für einen feministischen Ansatz stellen kann](#), Azadeh Zamirirad, Stiftung Wissenschaft und Politik

JAPAN

[A New Course for Japan's Security Policy : The Historic Decision on Military Armament](#), Alexandra Sakaki, Stiftung Wissenschaft und Politik

LATIN AMERICA

[Latin America Outlook 2023 : EU-LAC relations at a time of geopolitical upheaval](#), Angelos Delivorias & Marc Jütten, European Parliamentary Research Service

NATO

[Special Relationships ? US, UK and NATO](#) (6° Report), UK House of Commons Defence Committee

[Fortsetzung der Beteiligung bewaffneter deutscher Streitkräfte an der NATO-geführten Maritimen Sicherheitsoperation SEA GUARDIAN im Mittelmeer](#), Antwort der Bundesregierung

RUSSIA

[Sanctions against Russia](#) (updated), Claire Mills, UK House of Commons Library

[Russia's war on Ukraine : US sanctions](#), Marcin Szczepański, European Parliamentary Research Service

[Ukraine : Russia's "red line"](#) (updated), Claire Mills, UK House of Commons Library

SYRIA

[Visa und humanitäre Hilfe für Erdbebenopfer aus der Türkei und Syrien](#), Die Linke, Deutscher Bundestag

[Aufnahme von Erdbebenopfern aus der Türkei und Syrien in Deutschland](#), AfD Deutscher Bundestag

UKRAINE

[Ukrainian Holodomor and the war in Ukraine](#), Claire Mills & Nigel Walker, UK House of Commons Library

[Military assistance to Ukraine since the Russian invasion](#) (updated), Claire Mills, UK House of Commons Library

[Conflict in Ukraine : A timeline \(2014 – present\)](#) (updated), Nigel Walker, UK House of Commons Library

[Conflict in Ukraine : A parliamentary reading list \(2014 – present\)](#) (updates), Nigel Walker & Timothy Robinson, UK House of Commons Library

[Friedensbemühungen des ehemaligen israelischen Premierministers Naftali Bennett in der Ukraine und der Haltung der Bundesregierung](#), AfD, Deutscher Bundestag

[Kenntnisse und Position der Bundesregierung zum Vorgehen gegen Oppositionspolitiker und Oppositionsparteien sowie die Ukrainische Orthodoxe Kirche in der Ukraine](#), Antwort der Bundesregierung

[Position der Bundesregierung zu einem möglichen Waffenstillstand und den Vermittlungsbemühungen in der Ukraine](#), Antwort der Bundesregierung

[Seeking justice in Ukraine : A year's worth of efforts to ensure that core international crimes do not go unpunished](#), Micaela Del Monte & Katrien Luyten, European Parliamentary Research Service

[Multilateral financial assistance to Ukraine](#), Drazen Rakic & Vasileios Psarras, European Parliamentary Research Service

[Russia's war against Ukraine : US support](#), Gisela Grieger, European Parliamentary Research Service

[Russia's War in Ukraine : Military and Intelligence Aspects](#), Andrew S. Bowen, US Congressional Research Service

[Ukraine : un an de guerre. Quels enseignements pour la France ?](#), Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, France

UNITED KINGDOM

[The Windsor Framework : a new way forward](#), Rishi Sunak, UK Prime minister

CLIMATE

[Aggiornamento sulle sfide climatiche a seguito della COP27](#), Osservatorio di Politica Internazionale, Parlamento italiano

[The power shift : The impact of the low carbon transition on the oil and gas economy](#), Yana Popkostova, European Union Institute for Security Studies (EUISS)

COMMUNICATION

[Social Media Manipulation 2022/2023 : Assessing the Ability of Social Media Companies to Combat Platform Manipulation](#), Rolf Fredheim, Sebastian Bay ; Anton Dek, Martha Stolze & Tetiana Haiduchyk, StratCom, NATO

[Strategic Communications and COVID-19 : Exploring and Exploiting a Global Crisis](#), Neville Bolt, James P. Farwell, Vera Michlin Shapir, Karen Allen, Vinicius Mariano De Carvalho, Paul Bell, Aurelio Insisa & Martin Innes, StratCom, NATO

[„Propaganda Awareness“ – Operation der Bundeswehr](#), Antwort der Bundesregierung

[Safeguarding media freedom and pluralism in the internal market \(Media Freedom Act\)](#), Aušra Rakštelytė, European Parliamentary Research Service

[Enhancing the capabilities of CSDP missions and operations to identify and respond to disinformation attacks](#), Ofer Fridman, Virginie Baudais & Givi Gigitashvili, European Parliamentary Research Service

ENERGY

[Sicurezza energetica](#), Istituto per gli Studi di Politica Internazionale (ISPI), Parlamento italiano

[Reforming the EU electricity market](#), Agnieszka Widuto, European Parliamentary Research Service

[EU energy security and the war in Ukraine : From sprint to marathon](#), Lasse Boehm & Alex Wilson, European Parliamentary Research Service

INTELLIGENCE

[Treffen von Regierungsmitgliedern mit Alexander Soros](#), Antwort der Bundesregierung

MILITARY AFFAIRS

[The unwilling and the reluctant : theoretical perspectives on disobedience in the military](#), edited by Craig Leslie Mantle, Canadian Defence Academy Press

[Military strategy : a primer](#), Bill Bentley, Canadian Defence Academy Press

WEAPONS

[Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques le détournement d'armes : acteurs, contrôle, objets](#), Édouard Jolly, Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM)

Voltaire

Actualité internationale

N°32 - 17 mars 2023

ÉDITORIAL

Évolution mondiale du marché de l'énergie

S&P Global organisé la CERAAweek, du 6 au 10 mars à Houston. 7 000 participants, dont 1 100 orateurs, venant de 80 pays s'y sont retrouvés. Elle était intitulée cette année : « Naviguer dans un monde turbulent : énergie, climat et sécurité ».

S&P Global est la maison-mère de l'agence de cotation financière Standard & Poor's (S&P). Elle organise chaque année le plus important rassemblement d'industriels des hydrocarbures.

La guerre en Ukraine pousse les transnationales à abandonner les énergies fossiles, non pas pour lutter contre le réchauffement climatique, mais pour répondre à une exigence de Sécurité nationale. Du coup, les investissements pour l'exploitation pétrolière se font rares, hormis dans les pays occidentaux. Il en résultera une pénurie dans quelques années, à moins que le marché ne se tourne vers une autre source d'énergie.

Les débats ont été dominés par le nouveau marché de l'hydrogène. Il existe trois types d'hydrogène : le gris, il est principalement produit en utilisant des combustibles fossiles tels que le gaz naturel sans appliquer d'autres technologies de réduction des émissions ; le bleu est produit à partir de combustibles fossiles, avec des émissions de carbone réduites grâce à la technologie CCUS (captage, stockage et séquestration du carbone) ; et enfin le vert est produit par électrolyse, qui utilise l'électricité pour décomposer l'eau en hydrogène et oxygène.

La production mondiale actuelle est de 59 millions de tonnes alors que la demande est déjà de 94 millions de tonnes. La production devrait atteindre entre 115 et 130 millions de tonnes en 2030.

L'Inflation Reduction Act (IRA) des Démocrates a introduit des incitations fiscales pour que les compagnies énergétiques s'engagent le plus rapidement possible sur cette voie. (...)

(...) La Chambre US va prochainement débiter l'étude du projet phare des Républicains, le projet de loi H.R. 1. Il vise à réduire les obstacles érigés face aux activités minières et pétrolières aux États-Unis, de manière à réduire les délais de délivrance des autorisations d'exploitation de 5 à 1 an. Ce texte ne devrait pas passer au Sénat où la majorité démocrate le qualifie de « proposition de loi des pollueurs pour l'énergie sale ».

En totale contradiction avec son discours contre les énergies fossiles, la ministre de l'Intérieur US, Deb Haaland, a autorisé le projet de ConocoPhillips de forage en Alaska. 8 milliards de dollars seront investis pour exploiter le pétrole de cette région. L'administration Biden espère ainsi couper l'herbe sous le pied des Républicains.

Les investissements gaziers traditionnels, qui se font rares en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient, sont par contre très importants en mer de Chine. La China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) a débuté l'exploitation de deux champs gaziers dans le bassin du Yinggehai. L'Indonésie commence celui de Tuna qui sera destiné au Vietnam avec l'aide du russe Zarubezhneft. Le Japon a discrètement débuté l'exploitation par Idemitsu Kosan du bassin Nam Con Son. Harbour Energy et ExxonMobil sont impliqués dans ces opérations. Le Malaisien Petronas et TotalEnergie ont découvert un nouveau gisement malais. Les Philippines tentent de réactiver le champ de Cadlao, mais sans grand succès.

AMÉRIQUES

Le but de guerre du Canada en Ukraine est de renverser Vladimir Poutine à Moscou

Selon la ministre des Affaires étrangères canadienne, Mélanie Joly, le but de la guerre en

Ukraine n'est pas simplement de chasser l'armée russe, mais d'aboutir à un changement de régime à Moscou.

Les États-Uniens mécontents de la présidence Biden

Selon un sondage Associated Press/NORC,

- 71 % des adultes états-uniens déclarent que le pays « va dans la mauvaise direction ».
- 61 % désapprouvent la façon dont le président Biden gère l'économie US.
- 59 % désapprouvent la façon dont il gère la sécurité des frontières.
- 58 % désapprouvent la façon dont il gère l'immigration.
- 58 % désapprouvent la façon dont il gère les relations entre les États-Unis et la Chine.
- 54% désapprouvent la façon dont il gère son travail global en tant que président.
- 51% désapprouvent la manière dont il gère la politique étrangère.

Enquête parlementaire sur une enquête parlementaire

Les représentants républicains du Congrès ont décidé de lancer une enquête parlementaire sur l'enquête parlementaire à propos de la prise du Capitole, le 6 janvier 2021.

Après la publication de nouvelles vidéos, des milliers d'heures d'enregistrement, ils estiment que le travail précédent, fait par les Démocrates, était biaisé.

Par ailleurs, lors d'un procès contre des personnes accusées d'avoir participé à la prise du Capitole, l'un des avocats des Proud Boys, Me Nick Smith, a révélé des e-mails classifiés du FBI qui étaient cachés dans un onglet d'une feuille de calcul Excel. Ils comprenaient une directive de l'agent spécial Nicole Miller ordonnant de « détruire » 338 éléments de preuve.

La destruction de preuves est un crime fédéral.

Nouvelles révélations sur les activités de la famille Biden

Le secrétariat au Trésor a commencé à transmettre, à la commission de Surveillance et de Responsabilité de la Chambre des représentants, les premiers documents qu'elle a demandés. Ils font apparaître un virement de 3 millions de dollars de la société chinoise CEFC à Hunter Biden (le fils de Joe Biden) et de nombreux virements d'origine inconnue à des membres de la famille Biden dans les mois suivant la fin de la vice-présidence de Joe Biden. La commission tente de déterminer si le vice-président Joe Biden a été corrompu par un État étranger.

Le privilège présidentiel de la guerre à nouveau en question

Le président de la majorité démocrate au Sénat, Charles E. Schumer, a proposé d'abroger les deux lois de 1991 et 2002 accordant au président des États-Unis le privilège d'entrer en guerre sans avoir à demander l'autorisation du Congrès (*Authorization for Use of Military Force - AUMF*). Le président Barack Obama les a utilisées pour envahir la Syrie et le président Donald Trump pour assassiner le général iranien Qassem Soleimani en Iraq.

L'abrogation de ces lois est un serpent de mer au Congrès. De multiple fois annoncée à la Chambre, elle n'a jamais été votée par le Sénat.

Le Congrès veut en savoir plus sur l'origine de la Covid-19

Le Sénat a adopté une proposition de loi de la Chambre visant à déclassifier tous les documents relatifs à l'origine de la Covid-19. Le texte est soutenu à la fois par les Républicains et les Démocrates. Il fait obligation à la directrice du Renseignement national, Avril Haines, de présenter sous 90 jours tous les documents des différentes agences de Renseignement sur ce thème.

Deux mois avant que ne débute l'épidémie de

Covid en Chine, Avril Haines participait à une simulation du Forum de Davos, le 18 octobre 2019 à New York, visant à « planifier la réaction de sociétés transnationales et de gouvernements à une épidémie de coronavirus ».

Situation à la frontière mexicaine

Le commandant de la patrouille frontalière, Raul Ortiz, a été auditionné par la commission de Sécurité de la patrie de la Chambre des représentants. Il est à la tête d'une agence qui aurait besoin de 22 000 hommes. Elle en employait 21 370 en 2012, mais seulement 19 016 aujourd'hui.

L'Agence des Douanes et de la protection des frontières (*U.S. Customs and Border Protection*) a indiqué que 155 000 étrangers avaient été interpellés le mois dernier alors qu'ils franchissaient illégalement la frontière mexicaine. Les arrivées sont en nette augmentation depuis que l'administration Biden autorise les ressortissants de Cuba, du Venezuela, d'Haïti et du Nicaragua à entrer sur le territoire s'ils ont déposé une simple demande préalable.

Cette audition contredit les propos du secrétaire à la Sécurité de la patrie, Alejandro Mayorkas. Elle a été boycottée par les parlementaires démocrates.

Le système bancaire US est « négatif », selon Moody

À la suite des faillites de banques Silicon Valley Bank (SVB), Silvergate Bank et Signature Bank (SNY), la société de notation Moody a rétrogradé le système bancaire états-unien de « stable » à « négatif ». La société a précisé que les banques First Republic, Intrust Financial, UMB, Zions Bancorp, Western Alliance et Comerica étaient particulièrement fragiles. De nombreux analystes assurent que la faillite de la Silicon Valley Bank (SVB) serait imputable à sa politique d'investissement qui substituait les critères *woke* aux normes financières.

Le gouvernement US subventionne un organisme britannique pour assécher les publicités qui financent la presse républicaine

Le représentant républicain Ken Buck (Colorado) a écrit au secrétaire d'État, Antony Blinken, pour lui demander de cesser tout financement public, actuel et futur, du Global Desinformation Index (GDI). « Le GDI a utilisé ce financement pour créer une liste d'organisations de presse avec lesquelles les annonceurs et les intérêts commerciaux doivent s'abstenir de faire affaire, dans le but de limiter la participation de ces organisations au marché des idées (...) Cette organisation a reçu des centaines de milliers de dollars de la National Endowment for Democracy financée par les contribuables états-unis et du Global Engagement Center du Département d'État ». Le financement public des USA s'élève à environ 545 000 dollars de la National Endowment for Democracy (NED) et 100 000 dollars du GEC, a rapporté Fox News Digital.

Le « complexe industriel de censure » US

Le sous-comité spécial de la Chambre sur la militarisation du gouvernement fédéral a auditionné les deux journalistes, Matt Taibbi et Michael Shellenberger, qui ont eu accès aux *Twitter Files* et les ont publiés. Ils ont témoigné sur l'existence d'un « complexe industriel de censure », mis en place par le gouvernement fédéral.

La guerre en Ukraine est-elle un intérêt stratégique US ?

Le journaliste de Fox News, Tucker Carlson, a envoyé un questionnaire à chaque candidat à l'élection présidentielle. 8 ont répondu. Les questions étaient :

1) S'opposer à la Russie en Ukraine est-il un intérêt stratégique national vital pour les États-Unis ?

2) Quel est précisément notre objectif en Ukraine, et comment saurons-nous que nous l'avons atteint ?

3) Quelle est la limite du financement et du matériel que vous seriez prêt à envoyer au gouvernement ukrainien ?

4) Les États-Unis devraient-ils soutenir un changement de régime en Russie ?

5) Étant donné que l'économie et la monnaie de la Russie sont plus fortes qu'avant la guerre, pensez-vous que les sanctions US ont été efficaces ?

6) Croyez-vous que les États-Unis courent le risque d'une guerre nucléaire avec la Russie ?

Le gouverneur républicain de Floride, Ron DeSantis, et l'entrepreneur anti-woke Vivek Ramaswamy ont surpris par leurs réponses. Pour eux, comme pour Donald Trump : la guerre en Ukraine ne représente pas d'intérêt stratégique national US. Le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a déclaré que « jeter de l'argent sur l'Ukraine » était un échec, et la gouverneure du Dakota du Sud, Kristi Noem, a déclaré que l'opposition à la Russie n'avait fait qu'accroître la menace posée par la Chine.

90 parlementaires démocrates contre Benjamin Netanyahu

90 parlementaires démocrates, conduits par Rosa DeLauro, Jan Schakowsky et Jim McGovern, ont écrit au président Joe Biden. Ils déclarent : « Nous vous exhortons à utiliser tous les outils diplomatiques disponibles pour empêcher le gouvernement d'extrême droite d'Israël de nuire davantage aux institutions démocratiques de la nation et de saper la solution potentielle de deux États pour deux peuples ».

Un cartel mexicain fabrique-t-il du fentanyl ?

Liz Sherwood-Randall, conseillère pour la Sécurité de la patrie à la Maison-Blanche, s'est rendue à Mexico pour lutter contre le trafic de

fentanyl (analgésique opioïde). Le président mexicain, Manuel Lopez Obrador, lui a répondu : « Ici, nous ne produisons pas de fentanyl, et nous n'avons pas de consommation de fentanyl (...) Pourquoi [les États-Unis] ne s'occupent-ils pas de leur problème de décadence sociale ? ».

En 2021, l'armée mexicaine a fait une descente à Culiacan, la capitale de l'État de Sinaloa, dans un laboratoire qui, selon elle, fabriquait probablement environ 70 millions de pilules de fentanyl bleu chaque mois pour le cartel de Sinaloa. En février 2023, elle a saisi plus d'un demi-million de comprimés de fentanyl dans ce qu'elle a appelé le plus grand laboratoire de drogue synthétique découvert à ce jour.

Le président Manuel Lopez Obrador tente de libérer son pays de l'économie des drogues. Pour être efficace, cette transformation ne doit privilégier personne. Toute intervention extérieure contre une production particulière profiterait aux cartels concurrents.

Le Honduras reconnaît la Chine populaire

Le Honduras a rompu ses relations diplomatiques avec Taïwan et a reconnu la République populaire de Chine.

Taïwan n'est plus reconnu que par 13 États membres de l'Onu sur 193.

Migration à travers l'Amérique latine vers les USA

La Daily Caller News Foundation a révélé une pochette distribuée par la Croix-Rouge américaine aux migrants, partout en Amérique latine. Elle comprend une liste de ressources, y compris des hôtels, des cliniques et des refuges où les migrants peuvent obtenir de l'aide en Amérique centrale et au Mexique. Les cartes incluent des lignes clairement définies menant aux villes voisines de la frontière états-unienne. L'organisation dispose également d'un guide sur les « soins personnels » tout au long du voyage,

qui comprend des conseils sur la façon de survivre au désert, de se protéger des maladies, de sauter dans les trains en toute sécurité, ou pour obtenir des contraceptifs.

Ce programme est financé par le gouvernement US.

Rien ne va plus entre le Nicaragua et le Vatican

Le président nicaraguayen Daniel Ortega a déclaré fin février : « Le peuple devrait élire les cardinaux et il devrait y avoir un vote au sein du peuple catholique [...] afin que le pape soit également élu, par un vote direct du peuple, pour que ce soit le peuple qui décide et non la mafia qui est organisée là-bas au Vatican », Lors d'un entretien avec le site argentin *Infobae*, le pape François lui a répondu : « Avec tout mon respect, je n'ai pas d'autre choix que de penser que ce dirigeant souffre d'un déséquilibre (...) C'est comme si on voulait instaurer la dictature communiste de 1917 ou l'hitlérienne de 1935 (...) C'est [le Nicaragua] une dictature grossière ».

Le Nicaragua envisage de suspendre ses relations diplomatiques avec le Vatican.

L'Équateur expulse l'ambassadeur d'Argentine

Le gouvernement de gauche de Rafael Correa (2007-17) a été accusé d'avoir reçu des « contributions volontaires » de transnationales, dont la Brésilienne Odebrecht, pour financer ses campagnes électorales. De très nombreux ministres et le président Correa lui-même ont fait l'objet de poursuites pénales pour corruption.

La ministre Maria de los Angeles Duarte a été condamnée à 8 ans de prison, mais s'est réfugiée avec ses enfants à l'ambassade d'Argentine, à Quito, en mars 2020. L'Argentine, dont le parti au pouvoir a également bénéficié des largesses d'Odebrecht, fait valoir qu'il ne s'agit pas d'argent versé à des personnalités, mais de

« dons » alimentant un parti politique sans contreparties.

Sans que l'on sache comment, Maria de los Angeles Duarte a quitté l'ambassade en Équateur et s'est présentée deux jours plus tard à celle d'Argentine au Venezuela. En rétorsion, le gouvernement équatorien du banquier Guillermo Lasso a expulsé l'ambassadeur d'Argentine à Quito.

De son côté, l'Argentine souligne qu'il n'existe aucune norme internationale qui obligeait les autorités diplomatiques argentines à exercer une garde sur Mme Duarte.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

EUROPE

François et le célibat des prêtres

Lors d'un entretien avec le site argentin [Infobae](#), le pape François a déclaré que le célibat des prêtres, n'étant qu'une discipline, est provisoire contrairement à leur ordination qui, étant un sacrement, est par définition éternel. Cette question est régulièrement débattue au sein de l'Église catholique. Récemment, l'ordination d'hommes mariés a été évoquée comme une solution au recrutement de prêtres en Amazonie, ou la Conférence épiscopale allemande l'a envisagée.

Historiquement, la fonction sacerdotale n'existait pas chez les premiers chrétiens, ou plutôt elle était temporaire comme chez les imams en islam. Il s'agissait d'un homme conduisant la prière, désigné à l'occasion par

son groupe.

Le célibat des prêtres n'est devenu une discipline dans l'Église romaine (mais pas dans celle d'Orient qui acceptent des hommes mariés comme prêtres) qu'au IV^e siècle pour éviter que cette fonction ne devienne héréditaire.

La Troisième Guerre Mondiale a commencé

Lors d'une interview à la [Radio Télévision suisse](#), le pape François a déclaré : Il y a en Ukraine « des intérêts impériaux, pas seulement de l'empire russe, mais des empires des autres parties. C'est le propre d'un empire de mettre les nations au second plan (...) En un peu plus de cent ans, il y a eu trois guerres mondiales : 1914-18, 1939-45, et celle-ci, qui est une Guerre Mondiale. Elle a commencé par bribes et maintenant personne ne peut dire que ce n'est pas une Guerre Mondiale ».

Alain Berset réaffirme la neutralité suisse

Dans un interview à [NZZ am Sonntag](#), le président de la Confédération suisse, Alain Berset, déclare : « Je ressens une frénésie guerrière dans certains milieux. Et je suis très inquiet à ce sujet, car ce sentiment repose sur une vision à court terme (...) Les armes suisses ne doivent pas être utilisées dans des guerres (...) Dire simplement, maintenant, que la situation est différente, que la Suisse doit tout changer sans tenir compte de la base légale, ce n'est pas possible ».

La Suisse envisage de se débarrasser de [60 systèmes de défense sol-air Rapier](#) (des batteries antiaériennes développées par British Aircraft Corporation). Berne ayant rappelé sa position neutre, elles ne seront pas envoyées en Ukraine, mais détruites.

Manifestation pour la neutralité en Bulgarie

Des milliers de Bulgares ont participé, à Sofia le 12 mars, à une manifestation intitulée « Bulgarie

- Zone de paix ». Ils réclament une stricte neutralité face à la guerre en Ukraine.

Fissure de l'alliance USA-Ukraine

- Selon [*Politico*](#), le Pentagone est inquiet que l'Ukraine, qui gaspille tant d'armes à Bakhmut, n'en dispose plus pour mener de contre-offensive au printemps. Les fissures au sein de l'alliance USA-Ukraine s'approfondissent.
- L'administration Biden refuse de transmettre à la Cour pénale internationale les preuves dont elle disposerait de crimes de guerre russes. Officiellement, ce serait parce que Washington ne reconnaît pas cette cour, mais chacun se demande si ces preuves existent bien.
- Les États-Unis ne pourront pas continuer à financer l'Ukraine à ce niveau. La nouvelle majorité républicaine à la Chambre s'y oppose.
- De nombreux experts de l'administration Biden expriment leur inquiétude face à la prétention du président Volodymyr Zelensky de récupérer la Crimée avant de débiter des négociations de paix.

Rosatom fournisseur pour les bombes atomiques chinoises

Rosatom fournit de l'uranium hautement enrichi pour des réacteurs surgénérateurs rapides en Chine. Le Pentagone fait remarquer avec inquiétude que les surgénérateurs servent à faire du plutonium qui ne s'utilise qu'à des fins militaires.

Grave incident entre la Russie et les États-Unis en mer Noire

Deux SU-27 de l'armée de l'Air russe ont tenté d'intercepter, le 14 mars 2023 dans l'espace aérien international de la mer Noire, un drone MQ-9 Reaper états-unien.

Ils ont versé du carburant sur le drone dont le commandement des Forces US pour l'Europe (EuCom) a perdu le contrôle. Selon la partie états-unienne, ils auraient aussi heurté l'hélice du MQ-9, ce que la partie russe dément.

Le commandement de l'EuCom en Allemagne a donné ordre aux opérateurs US en Roumanie de détruire le drone en vol, ce qui a été fait.

Les armées états-unienne et russe cherchent actuellement activement, l'une et l'autre, les débris du drone-espion. Il ne s'agit pas pour Moscou de récupérer les plans de l'aéronef, il en dispose de meilleurs, mais l'enregistrement de ses données.

Le département d'État US a convoqué l'ambassadeur russe à Washington, Anatoly Antonov, pour dénoncer « un comportement non-professionnel », tandis que l'ambassadrice états-unienne à Moscou, Lynne M. Tracy, a protesté auprès du ministère russe des Affaires étrangères.

Selon la partie russe, le drone états-unien volait à la frontière russe pour collecter des informations sur des cibles en Russie et les transmettre à l'armée ukrainienne. Dans les semaines précédentes, un groupe ukrainien particulièrement bien renseigné a opéré de graves sabotages en Russie.

Selon la partie états-unienne, le drone n'accomplissait qu'une « mission de routine ». En définitive, le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a joint par téléphone son homologue US, Lloyd Austin. Il a rappelé que le drone-espion US avait violé la zone de vol réglementée, établie pour tous les appareils volants depuis le début de l'opération militaire spéciale. Lloyd Austin en a pris note et s'est engagé à poursuivre ses vols dans le respect du Droit international.

Le gouvernement géorgien renonce à sa loi sur les associations financées de l'étranger

À la suite de manifestations, le Premier ministre géorgien, Irakli Garibachvili, a annoncé le retrait de son projet de loi visant à contraindre les ONG recevant de l'argent de l'étranger d'en informer le public.

Irakli Garibachvili, qui doit toute sa carrière à

l'ancien Premier ministre, le Français Bidzina Ivanichvili, passe pour être son homme de paille. La vie politique géorgienne est clivée autour des pro-US de l'ancien président Mikheil Saakachvili, aujourd'hui emprisonné, et les anti-US d'Irakli Garibachvili. Elle est arbitrée par la présidente Salomé Zourabichvili, ancienne ambassadeur de France dans ce pays. En 2003, le président Edouard Chevardnadze avait été renversé à la faveur d'une révolution colorée, la « révolution des roses », orchestrée par des associations financées par National Endowment for Democracy.

AFRIQUE

Combien de sub-sahariens prêts à émigrer depuis la Libye ?

Le député Tommaso Foti, chef du groupe parlementaire des Frères d'Italie, a déclaré sur Tgcom24 que les services secrets italiens évaluent à 680 000 le nombre de migrants actuellement retenus en Libye alors qu'ils tentent de rejoindre l'Europe.

Le porte-parole de l'Organisation internationale pour les migrations a indiqué que, selon lui, ce chiffre correspond certes aux migrants présents en Libye, mais la plupart sont des travailleurs immigrés et très peu d'entre eux cherchent à passer en Italie.

Avant la conquête de la Libye par l'Otan, le pays hébergeait un million de travailleurs immigrés, provenant massivement de l'Afrique sub-saharienne. Cependant, aujourd'hui, leur présence est très dangereuse pour eux dans la mesure où l'Otan a laissé la Confrérie des Sanoussis rétablir l'esclavage des noirs.

Deux journalistes français condamnés pour chantage sur le roi du Maroc

Deux journalistes Français, Éric Laurent et Catherine Graciet, ont été condamnés à un an de prison avec sursis et 10 000 euros d'amende,

par le tribunal correctionnel de Paris, pour des faits de chantage visant le Roi du Maroc, Mohammed VI. Ils avaient tenté d'obtenir 2 millions d'euros en échange de la non-publication de leur livre *Le Roi prédateur. Main basse sur le Maroc*, finalement publié par les éditions Eyrolles.

Éric Laurent est par ailleurs l'auteur d'un livre à succès sur les attentats du 11-Septembre. Il y reprend le travail de Thierry Meyssan, sans le nommer, et sans assumer son message politique.

Réactivation du conflit du Khatumo

Le Somali (région administrative de l'Éthiopie) a démenti avoir envoyé des soldats pour combattre le Somaliland (État non reconnu par les Nations unies). Des combats ont éclaté au Somaliland après que la ville de Las Anod a déclaré faire sécession et vouloir rejoindre la Somalie (État reconnu par l'Onu).

Il s'agit de la réactivation du conflit autour du clan Dhulbahante, résidant à cheval sur les trois États du Somaliland, du Puntland et de la Somalie. L'accord de 2017 est contesté. Il avait conduit à la création de l'État autonome du Khatumo, rattaché à la Somalie.

L'AfriCom au Ghana

Le Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AfriCom) entraîne 1 300 militaires de 29 pays au Ghana et en Côte d'Ivoire à lutter contre les jihadistes.

Le référendum constitutionnel repoussé au Mali

Le gouvernement malien de transition a annoncé qu'il retardait légèrement le référendum constitutionnel initialement prévu le 19 mars. Il a toutefois tenu à rassurer la population sur sa volonté de rétablir les processus démocratiques.

La CEDEAO n'avait levé ses sanctions contre le Mali qu'à la condition que la junte militaire s'engageât à restaurer la démocratie.

« Ras Bath » incarcéré au Mali

Youssouf Bathily, dit « Ras Bath » a déclaré lors d'un meeting : « [L'ancien Premier ministre] Soumeylou Boubeye Maïga [...] a été assassiné, c'est le terme qu'il faut [employer]. Il a été tué [en prison] ! Assassiné ! ». Il a aussitôt été arrêté pour « atteinte au crédit de l'État » et placé sous mandat de dépôt.

Le Bénin dénonce la partialité de RFI

Lors d'une conférence de presse commune des présidents béninois, Patrice Talon, et nigérien, Mohamed Bazoum, les deux hommes se sont moqués de la manière dont Radio France International traitait leur efforts anti-terroristes sans recours à l'armée française.

« Nous avons tous entendu ce matin, sur vos antennes, que le parc national W fait l'objet d'attaques régulières. Je ne sais pas si le mot "régulière" veut dire la même chose que "sporadique" ou plutôt "rare", mais de ce que nous constatons, c'est plutôt rare maintenant (...) C'est dommage que ce qui vous intéresse et dont vous faites l'apologie ne sont que des choses très mauvaises ou qui n'existent que dans votre imagination. La presse a l'obligation d'apprécier les choses telles qu'elles sont et d'utiliser les mots appropriés », a déclaré le président Talon.

En mars 2022, le Mali avait contesté les allégations de RFI sur des massacres prétendument attribués au gouvernement de transition et au Groupe Wagner. En décembre 2022, le Burkina-Faso avait interrompu les émissions de RFI après que la chaîne du ministère français des Affaires étrangères ait donné la parole à un « leader terroriste ».

L'Ouganda ne parvient pas à s'affranchir de ses préjugés discriminatoires anti-gays

Le parlement ougandais, dominé par des Églises évangéliques, débat des peines encourues par les hommes ayant des relations sexuelles avec

d'autres hommes. Dans le même temps, on observe une augmentation considérable des violences faites aux hommes dénoncés comme homosexuels.

Washington n'en a pas fini avec les troubles en Éthiopie

Les États-Unis ne normaliseront complètement leurs relations avec l'Éthiopie que lorsque celle-ci aura définitivement réglé le problème du Tigray, a annoncé le secrétaire d'État US, Antony Blinken, au début de son voyage dans ce pays.

La guerre du Tigray a été organisée par le Straussien [Jeffrey Feltman](#). Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, est le lauréat du Prix Nobel de la Paix 2019.

Le Conseil de sécurité accuse le Rwanda de soutenir le M23

Une mission du Conseil de Sécurité des Nations unies s'est rendue au Congo, sous la présidence du représentant permanent de la France, Nicolas de Rivière. Lors de sa conférence de presse finale, à Goma, l'ambassadeur de Rivière a déclaré : « Il n'est plus à démontrer que le Rwanda soutient le M23. Il est d'autre part clairement établi qu'il y a des incursions régulières de l'armée rwandaise dans le Nord-Kivu. Cela aussi est inacceptable (...) Il y a une pression, des mesures coercitives qui sont prises parmi d'autres contre les leaders du M23. C'est une stratégie qui va se poursuivre et s'amplifier et à laquelle nous tenons ».

ASIE

Difficile déplacement de Benjamin Netanyahu à Rome

Pour la visite du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, à Rome, les pilotes d'El-Al ont annoncé faire grève. En définitive la compagnie a trouvé un équipage, mais uniquement pour un Boeing 737 et non pas

pour le Boeing 777 prévu.

À son arrivé en Italie, le Premier ministre a été accueilli par le président de la communauté juive, Noemi Di Segni. Mais à la synagogue, celui-ci a vertement critiqué sa nouvelle politique.

Difficile déplacement de Bezalel Smotrich à Washington

Si Washington a abandonné l'idée d'interdire la visite du ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, celle-ci s'annonce difficile. Aucun responsable états-unien d'envergure nationale ne participera à la réception en son honneur à l'hôtel Grand Hyatt. Devant le bâtiment, le Progressive Israel Network (12 organisations juives US dédiées à la poursuite de la démocratie en Israël) organisera une manifestation « Non à Smotrich, Non à la haine », de même qu'UnXeptable, un groupe plus extrémiste, ou encore Jewish Voice for Peace et IfNotNow.

Loin de condamner l'opération punitive des colons de Har Bracha contre la localité palestinienne de Huwara, Bezalel Smotrich a regretté que des particuliers se soient substitués à l'État pour « anéantir » ce village.

Itamar Ben-Gvir tente de révoquer le chef de la police de Tel-Aviv

L'inspecteur général de la police israélienne, Kobi Shabtai, a informé la procureure générale, Gali Baharav-Miara, que le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, l'avait contraint à licencier le chef de la police de Tel-Aviv, Ami Eshed, qu'il trouvait trop indulgent lors des manifestations de l'opposition.

Itamar Ben-Gvir a déclaré sur la 12^e chaine de télévision : « Je sais que l'inspecteur général de la police subit plusieurs types de pressions (...) La gauche radicale fait pression sur lui. J'espère qu'il ne se rendra pas. Il y a une politique du gouvernement israélien, et l'inspecteur général de la police doit mettre en œuvre la politique du

ministre ».

Il a en outre déclaré à la procureure générale qui l'avait convoqué : « Je ne vous fais pas confiance, ni à vos considérations, ni à vos décisions ».

Selon la loi fondamentale en vigueur, la procureure générale peut intervenir devant la Cour suprême pour que celle-ci révoque le ministre, mais ce pouvoir lui sera retiré sous peu.

Manifestation monstre contre la coalition de Benjamin Netanyahu

Des centaines de milliers d'Israéliens ont manifesté dans le pays contre le coup d'État mis en œuvre par le gouvernement de coalition de Benjamin Netanyahu.

Yair Lapid, le chef de l'opposition, a déclaré à la foule qu'Israël « fait face à la plus grande crise de son histoire (...) Une vague de terrorisme nous frappe, notre économie s'effondre, l'argent fuit le pays. L'Iran vient de signer hier un nouvel accord avec l'Arabie saoudite. Mais la seule chose dont ce gouvernement se soucie, c'est d'écraser la démocratie israélienne ».

Moshe Karadi, ancien chef de la police, a déclaré : « Israël est confronté à un danger auquel il n'a pas été confronté depuis la guerre d'indépendance de 1948 (...) Ben-Gvir, un criminel condamné, procède à une prise de contrôle hostile de la police et tente de la transformer en une milice privée pour servir ses desseins politiques ».

Kobi Shabtai, inspecteur général de la police, s'est aussi exprimé tandis que le chef suspendu de la police de Tel-Aviv, Ami Eshed, était acclamé par la foule qui scandait son prénom.

L'opposition israélienne annonce son retrait du Parlement

Les dirigeants de l'opposition israélienne, Yair Lapid, Benny Gantz, Merav Michaeli et Avigdor Lieberman, ont signé une déclaration commune annonçant qu'ils boycotteraient le vote de la Knesset en cas de présentation, en troisième

lecture, du projet de loi renversant les institutions.

Israël n'a pas de constitution. Son régime est organisé par 12 lois fondamentales que la coalition de Benjamin Netanyahu s'apprête à abroger.

La commission spéciale de la Knesset chargée d'amender la loi fondamentale sur le gouvernement, présidée par Ofir Katz, membre du parti du Premier ministre, a adopté un amendement visant à interdire au procureur général de déclarer le Premier ministre inapte à gouverner. Il stipule qu'un Premier ministre ne peut être déclaré inapte à ses fonctions, sauf pour cause d'incapacité physique ou mentale. La dernière fois qu'il était Premier ministre, Benjamin Netanyahu a signé un accord avec la Justice afin de pouvoir conserver ses fonctions. Il ne le respecte plus aujourd'hui. La Cour suprême pourrait donc le déclarer inapte. Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu a commenté : « Nous assistons à une attaque sans précédent par des chaînes médiatiques qui sont mobilisées contre le gouvernement, totalement mobilisées en faveur des opposants à la réforme. Des émissions en direct, des analyses partiales, des sondages biaisés, des fake news 24h/24 ».

Benjamin Netanyahu ira jusqu'au bout

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a rejeté sèchement la proposition de médiation avec son opposition présentée par le président Isaac Hertzog.

Réactions israéliennes à l'accord saoudo-iranien

- Le chef de l'opposition israélienne, Yair Lapid, a déclaré que l'accord saoudo-iranien représente « un échec majeur et sérieux de la politique étrangère du gouvernement ». Il a précisé sur sa page Twitter : « Cette évolution constitue l'effondrement du mur de protection régional que nous avons commencé à construire contre l'Iran ».

- L'ancien Premier ministre israélien, Naftali Bennett, a décrit l'accord comme « un échec retentissant résultant de la négligence diplomatique, de la faiblesse générale et de la lutte interne au sein d'Israël ».

- Renvoyant la responsabilité sur ses prédécesseurs, l'actuel Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a blâmé leur gouvernement ainsi que celui du président américain, Joe Biden, pour avoir laissé l'Iran et l'Arabie saoudite négocier durant plus d'un an et finalement s'entendre avec l'aide de la Chine. Selon lui, ils ont donné l'impression qu'Israël et les États-Unis étaient faibles.

Pour Hassan Nasrallah, la Syrie revient sans se perdre

Lors d'un discours télévisé, sayyed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, a expliqué que lorsque la Syrie rejoindrait prochainement la Ligue arabe, ainsi que tous les commentateurs s'accordent à l'annoncer, elle ne changerait pas pour autant. « La Syrie est le cœur de l'axe de la Résistance. Pendant la deuxième année de la Guerre Mondiale menée contre elle, on lui a proposé de renoncer à son statut historique dans le conflit avec l'ennemi, mais le commandement syrien a refusé. Cette proposition lui a été faite plusieurs fois aussi avec des avantages alléchants mais elle a toujours refusé », a-t-il déclaré.

La Jordanie intercède pour la Syrie

La Jordanie a demandé aux États-Unis d'aider la Syrie à combattre le trafic de drogue plutôt que de continuer à l'isoler.

Au cours des derniers mois, Washington a organisé une campagne médiatique assurant que la Syrie était devenue un narco-État et que le président Bachar el-Assad dirigeait ce trafic. Au contraire, la Jordanie prétend qu'il est le seul capable de le combattre.

Bachar el-Assad à Moscou

Le président syrien, Bachar el-Assad, s'est rendu à Moscou à la tête d'une importante délégation. Il a rencontré les ministres des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov et Mikhaïl Bogdanov, ainsi que le président Vladimir Poutine. Les entretiens ont notamment porté sur la réconciliation avec la Turquie et avec la Ligue arabe.

Le général Ali Abbas, ministre syrien de la Défense, a rencontré son homologue russe, Sergueï Choïgou. Fayçal Al-Miqdad, ministre syrien des Affaires étrangères et des Expatriés, a rencontré son homologue russe, Sergueï Lavrov. D'autres ministres ont participé à des rencontres sur la reconstruction.

Dmitri Peskov, porte-parole de la présidence russe, a souligné que « la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie sont une priorité absolue pour la Fédération de Russie ». Konstantin Kosachev, président de la commission des Affaires étrangères, a déclaré : « La Russie n'a aucun doute quant à la justesse de son choix de coopérer avec la Syrie et de défendre sa souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale ».

Jusqu'où ira la collaboration saoudo-iranienne ?

Le célèbre éditorialiste Abdul Bari Atwan évoque dans le quotidien électronique *Rai al-Yaum* la possibilité d'une coopération militaire et nucléaire saoudo-iranienne.

L'Arabie saoudite s'interroge sur la manière de réintégrer la Syrie

Le prince Faysal ben Farhan, ministre saoudien des Affaires étrangères, a révélé l'existence d'efforts arabes afin d'instaurer un dialogue qui aura « inévitablement » lieu avec Damas, en coordination « avec la communauté internationale ». Il a poursuivi : « Nous devons trouver un moyen pour surmonter les défis posés par ce statu quo en ce qui concerne les réfugiés

et la situation humanitaire à l'intérieur de la Syrie ».

L'Arabie saoudite achète pour 37 milliards de dollars d'avions civils US

L'Arabie saoudite a annoncé la création d'une seconde compagnie aérienne nationale. Riyad espère rivaliser avec les Émirats. Les compagnies saoudiennes seront équipées de longs porteurs états-unis. Un contrat de 37 milliards de dollars a été signé avec Boeing.

Rapprochement irano-bahreïni

Le président du Parlement bahreïni, Ahmed Al-Musallam, a reçu une délégation iranienne du Conseil de la Choura conduite par Mojtaba Rezakhawa. Ils ont discuté des moyens de coopération et de coordination conjointe dans les forums parlementaires internationaux. C'est la première conséquence de l'accord survenu entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

Recep Tayyip Erdoğan donné perdant à l'élection présidentielle

Un sondage d'Aksoy Research sur l'élection présidentielle turque, prévue le 14 mai, évalue les voix du candidat de l'alliance de l'opposition, Kemal Kılıçdaroğlu, à 55,6 %, et celles du président sortant, Recep Tayyip Erdoğan, à seulement 44,4 %.

De son côté, Piar Research trouve 57,1%, pour Kilicdaroglu et 42,9% pour Erdoğan.

L'UE ferme son système d'échange avec l'Iran

L'Union européenne a annoncé la dissolution du système Instrument in Support of Trade Exchanges (INSTEX) visant à contourner les sanctions US pour faire des affaires avec l'Iran. Ce système, mis en place par 10 Etats (Belgique, Grande-Bretagne, Allemagne, Finlande, Danemark, France, Pays-Bas, Norvège, Espagne et Suède) n'a jamais fonctionné.

Ali Khamenei gracie 22 000 prisonniers

Le guide suprême de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, a gracié 22 000 personnes qui avaient été arrêtées et emprisonnées durant les manifestations contre l'obligation du port du voile.

Le département d'État nie avoir signé un accord d'échange de prisonniers avec l'Iran

Ned Price, porte-parole du Département d'État US, a démenti les propos de Hossein Amir-Abdollahian, ministre iranien des Affaires étrangères, selon qui un accord d'échange de prisonniers aurait été conclu entre les deux pays. Le jour même, son homologue iranien, Naser Kanaani, a déclaré que le représentant des États-Unis avait signé l'accord, qui n'était pas appliqué pour le moment. Téhéran s'était préparé à la libération de trois espions US, Siamek Namazi, Emad Sharghi et Mourad Tahbazi.

Réaction iranienne à l'accord avec l'Arabie saoudite

Le général Yahya Rahim Safavi, conseiller du guide suprême iranien pour les affaires militaires, a qualifié l'accord irano-saoudien de « séisme politique pour les États-Unis (...) Cet accord politique marque le début de la fin de l'hégémonie états-unienne dans la région (...) Avec l'accord entre Téhéran et Riyad, la phase post-USA a commencé dans la région du Golfe ».

Le général a évoqué une prochaine adhésion de l'Arabie saoudite à l'Organisation de coopération de Shanghai.

Le gouvernement pakistanais prêt à liquider Imran Khan

Des membres armés et de la police ont ouvert le feu sur la résidence Zaman Park de l'ancien Premier ministre, Imran Khan, à Lahore. Imran Khan est un disciple du philosophe

Analyses du Réseau Voltaire

- Naissance du monde multipolaire (1) : « [Le Moyen-Orient s'affranchit de l'Occident](#) », par Thierry Meyssan

La réconciliation entre l'Arabie saoudite, leader du monde musulman sunnite, et l'Iran, leader du monde musulman chiite, rend enfin possible une ère de paix au Moyen-Orient. Elle a été rendue possible par la Russie, alliée des deux frères ennemis, et négocié d'abord en Iraq et à Oman avant d'être conclue par la Chine, allié millénaire de l'Iran, agissant pourtant en toute impartialité. Cet accord clôt plus d'un siècle d'influence occidentale, imposée dans un but de prédation et ayant amené de nombreuses guerres, aussi cruelles que destructrices. Il fait partie des actes promouvant le rétablissement de la multipolarité.

- « [L'UE vide les arsenaux... pour remplir les arsenaux](#) », par Manlio Dinucci

L'Union européenne s'engouffre dans le plan de soutien des États-Unis à l'Ukraine. Elle développe sa production d'armement uniquement dans ce but. De fait, elle s'engage dans la guerre contre la Fédération de Russie. Pourtant, jamais elle n'a débattu de cet objectif.

iranien Ali Shariati, ami de Jean-Paul Sartre et de Franz Fanon. Pour son programme politique, il s'est inspiré des principes sur lesquels l'État de Médine a été créé par Mahomet : la justice, l'égalité, la compassion et le bien-être de tous les citoyens, quelles que soient leurs origines religieuses, ethniques ou sociales. Il a mené son action dans deux secteurs prioritaires : l'accès à l'éducation et la lutte contre la corruption. Il a été renversé par le Parlement au profit de Shehbaz Sharif, poursuivi dans de nombreuses affaires de corruption, soutenu par les Occidentaux.

L'Inde et le mariage gay

La Cour suprême indienne examinera le 18 avril la question du mariage homosexuel. Toutes les anciennes colonies britanniques ont hérité de la pénalisation victorienne de l'homosexualité masculine. Une à une, elles se posent la question de son abrogation, puis de l'égalité en droit quelle que soit l'orientation sexuelle. Dans le système anglo-saxon, celle-ci ne peut passer que par le mariage gay.

La Corée du Nord tire deux missiles balistiques

La Corée du Nord a lancé au moins deux missiles balistiques à courte portée, à partir d'un sous-marin, vers la mer du Japon. Ces lancements attestent que Pyongyang pourrait frapper n'importe quelle cible au Japon. Ils interviennent alors que la Corée du Sud et les États-Unis ont débuté les plus grands exercices militaires des cinq dernières années, *Freedom Shield*.

Yoon Suk-yeol à Tokyo

Le président sud-coréen, Yoon Suk-yeol, s'est rendu à Tokyo rencontrer le Premier ministre japonais, Fumio Kishida. C'est la première visite à ce niveau entre les deux pays depuis 12 ans. Avant de partir, le président a donné une interview, déclarant : « Il est de plus en plus nécessaire que la Corée et le Japon coopèrent en cette période de polycrise, avec l'escalade des menaces nucléaires et de missiles nord-coréens et la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales (...) Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre du temps en laissant sans surveillance les relations tendues entre la Corée et le Japon ». Revenant sur la colonisation japonaise, il a poursuivi : Il est temps pour les peuples des deux pays d'aller de l'avant « plutôt que de se confronter au passé ». Selon lui, le Japon a exprimé « de profonds remords et des excuses sincères concernant son régime colonial passé à

travers la position de ses gouvernements précédents ».

Selon un sondage Gallup Korea, 59 % des Coréens du Sud ne sont pas satisfaits par le projet de règlement du conflit présenté par leur propre gouvernement, tandis que selon un sondage de *Kyodo News*, 57 % des Japonais le trouvent excellent.

Reprise de l'économie chinoise

L'économie chinoise a débuté sa reprise après la fermeture de nombreuses villes durant l'épidémie de Covid-19. La production industrielle au cours de la période janvier-février était de 2,4 % supérieure à celle d'un an plus tôt. Le gouvernement espère atteindre les 5 % cette année. La reprise est très nette dans le secteur de la restauration (+9,2 %), mais la construction immobilière tarde à se relever. « L'économie se redresse progressivement cette année, mais il faut noter que la pandémie a endommagé les bilans des entreprises et des particuliers sur plusieurs années, et ils ont encore besoin de temps pour se réparer », a déclaré Fu Linghui, porte-parole du Bureau national des statistiques (NBS).

OCÉANIE

L'Australie sera dotée de sous-marins à propulsion nucléaire

Le Premier ministre australien Anthony Albanese et son homologue britannique Rishi Sunak ont rencontré le président états-unien Joe Biden sur la base militaire de San Diego (Californie). Ils ont convenu, dans le cadre de l'alliance AUKUS, que l'Australie recevrait des sous-marins à propulsion nucléaire (mais pas d'armes nucléaires) et en achèterait au moins cinq.

Dans leur communiqué final, ils ont écrit : Notre plan élève la capacité industrielle des trois pays à produire et à entretenir des sous-marins

nucléaires interopérables pour les décennies à venir, étend notre présence sous-marine individuelle et collective dans l'Indo-Pacifique et contribue à la sécurité et à la stabilité mondiales (...) Nous croyons en un monde qui protège la liberté et respecte les droits de l'homme, l'État de droit, l'indépendance des États souverains et l'ordre international fondé sur des règles. La *Submarine Rotational Force West* devrait être opérationnelle dès 2027 même si certains sous-marins seront livrés ultérieurement. Pour la Chine, l'AUKUS est un instrument typique de la mentalité de la Guerre froide. Il pose un risque sérieux de prolifération nucléaire et viole le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires à la fois dans son objet et dans son but.

Paul Keating dénonce la logique de l'AUKUS

L'ancien Premier ministre travailliste, Paul Keating (1991-96) a violemment dénoncé l'accord AUKUS, accusant son successeur également travailliste, Anthony Albanese, de s'appuyer sur « deux ministres gravement imprudents, Penny Wong [Affaires étrangères] et Richard Marles [Défense] ». Selon lui, « La Chine ne menace pas l'Australie et les Chinois n'ont jamais laissé entendre ou dit qu'ils menaceraient l'Australie ; menacer l'Australie signifierait une invasion. Taiwan n'était pas un intérêt vital pour l'Australie – et cela reste le cas ». Il a critiqué l'idéologie hégémoniste des États-Unis et défié « le Premier ministre de suggérer explicitement ou de laisser ouverte la question selon laquelle l'Australie pourrait entrer en guerre contre Taïwan – à la demande des États-Unis ou de n'importe qui d'autre ».

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan,
thierry.meyssan@voltairenet.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand,
serge.marchand@voltairenet.org

46 numéros par an.

[Abonnement annuel : 150 euros](#)

[Abonnement mensuel : 15 euros](#)

Prix de vente au numéro : 5 euros

Supplément documentation

3- Think Tanks

CHINA

[The Sino-Russian Partnership : Assumptions, Myths and Realities](#), Bobo Lo, Institut français des relations internationales (IFRI)

[China, climate change and the energy transition](#), Xu Yi-Chong, The Australian Strategic Policy Institute (ASPI)

[China, climate and conflict in the Indo-Pacific](#), Anastasia Kapetas, The Australian Strategic Policy Institute (ASPI)

[Countering China's coercive diplomacy](#), Fergus Hunter, Daria Impiombato, Yvonne Lau, Adam Triggs, Albert Zhang & Urmika Deb, The Australian Strategic Policy Institute (ASPI)

[Gaining Victory in Systems Warfare. China's Perspective on the U.S.-China Military Balance](#), Mark Cozad, Jeffrey Engstrom, Scott W. Harold, Timothy R. Heath, Sale Lilly, Edmund J. Burke, Julia Brackup & Derek Grossman, Rand Corporation

COLOMBIA

[Protecting Colombia's Most Vulnerable on the Road to "Total Peace"](#), International Crisis Group

ETHIOPIA

[African Media Cultures and Chinese Public Relations Strategies in Kenya and Ethiopia](#), Hangwei Li & Yuan Wang, Carnegie Endowment for International Peace

EUROPEAN UNION

[Opening the Global Gateway : Why the EU should invest more in the southern neighbourhood](#), Alberto Rizzi & Arturo Varvelli, European Council on Foreign Relations

[US Inflation Reduction Act demands quick strategic action from the EU](#), Kerstin Bernoth & Josefin Meyer, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW)

[Phased European Union electricity market reform](#), Georg Zachmann & Conall Heussaff, Brueghel

[How Europe should answer the US Inflation Reduction Act](#), David Kleimann, Niclas Poitiers, André Sapir, Simone Tagliapietra, Nicolas Véron, Reinhilde Veugelers & Jeromin Zettelmeyer, Brueghel

[L'Europe garde les faveurs de l'opinion face à la guerre en Ukraine](#), Daniel Debomy, Institut Jacques Delors

[The management of the COVID Crisis in 2020 : a case study on EU governance](#), Jim Cloos, Egmont

FINLAND

[Ideational trends in American grand strategy : Future implications for Europe and Finland](#), Ville Sinkkonen, Finnish Institute of International Affair

[Multilateral cooperation in an era of strategic competition. Options for influence for Finland and the European Union](#), Juha Jokela, Katja Creutz, Alana Saul, Niklas Helwig, Ville Sinkkonen, Anna Kronlund, Jyrki Kallio, Ryhor Nizhnikau & Johanna Ketol, Finnish Institute of International Affair

GERMANY

[Centre-right parties in Germany and Sweden : Challenges and strategies in a changing political landscape](#), Sanna Salo & Tuomas Iso-Markku, Finnish Institute of International Affair

GULF

[Improving Gulf security : A framework to enhance air, missile, and maritime defenses](#), Scowcroft Middle East Security Initiative's Gulf Security Task Force, Atlantic Council

INDIA

[Role of Semiconductors in India's National Security](#), Akshat Upadhyay, Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses (MP-IDSA)

[Strategies for an Uncertain World : Indian Perceptions and Responses](#), Sinderpal Singh, S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS)

[The I2U2 \(India, Israel, United States and UAE\) : Where Geography and Economics Meet](#), Navdeep Suri & Hargun Sethi, Observer Research Foundation

[Building on the Pillars of the India-US Defence Relationship in the 21st Century](#), Vivek Mishra, Observer Research Foundation

INDONESIA

[Indonesia's Triumphs and Limitations as It Stakes Claim to Leadership in Southeast Asia](#), Don McLain Gill, Observer Research Foundation

INDO-PACIFIC

[Systèmes alimentaires dans le Pacifique : Relever les défis en coopération avec l'Europe](#), Céline Pajon, Institut français des relations internationales (IFRI)

[Understanding America's Enduring Interest in the Indo-Pacific](#), Harsh V. Pant & Anant Singh Mann, Observer Research Foundation

[The EU's Naval Presence in the Indo-Pacific : What Is It Worth ?](#), Eva Pejsova, The Hague Centre for Strategic Studies

[Towards a Sustainable and Meaningful European Naval Presence in the Indo-Pacific Region : A Southeast Asian Perspective](#), Collin Koh, The Hague Centre for Strategic Studies

IRAN

[Protests in Iran in comparative perspective. A revolutionary state in trouble](#), Hamidreza Azizi & Erwin van Veen, Netherlands Institute of International Relations 'Clingendael'

ISRAEL

[Events in Israel Reinforce Nasrallah's "Spider Web" Theory](#), Orna Mizrahi & Yoram Schweitzer, Institute for National Security Studies (INSS)

[Israel's Judicial Revolution, Social Resilience, and National Security](#), Meir Elran & Mora Deitch, Institute for National Security Studies (INSS)

[Israel's Arab Society Following the Establishment of the 37th Israelian Government](#), Ephraim Lavie, Mohammed Wattad, Orit Perlov, Mora Deitch & Meir Elran, Institute for National Security Studies (INSS)

[China, Israel, and the Palestinians : Navigating Politics and Economics](#), Galia Lavi & Oded Eran, Institute for National Security Studies (INSS)

[One Year into the War in Ukraine : Israel's Preparedness for the Changing Aerial Threat](#), Liran Antebi & Amikam Norkin, Institute for National Security Studies (INSS)

[Israel im Schatten der Justizreform – aktuelle Herausforderungen für die Demokratie](#), Beatrice Gorawantschy, Political, Security and Economic Consultancy (ISPSW)

[After Huwara : Public Palestinian Opinion Pool](#), Palestinian Center for Policy and Survey Research (PSR)

[Confronting the New Israeli Government](#), Ashraf Ajrami, Palestinian Center for Policy and Survey Research (PSR)

KOSOVO

[The politics of dialogue : How the EU can change the conversation in Kosovo and Serbia](#), Engjellushe Morina, European Council on Foreign Relations

MYANMAR

[India's Connectivity Projects with Myanmar, Post-Coup : A Stocktaking](#), Sreeparna Banerjee, Observer Research Foundation

[A Silent Sangha ? Buddhist Monks in Post-coup Myanmar](#), International Crisis Group

NATO

[The future of NATO C4ISR : Assessment and recommendations after Madrid](#), Gordon B. "Skip" Davis Jr., Atlantic Council

RUSSIA

[Russia's regime transformation and the invasion of Ukraine : From a failed blitzkrieg to war as the new normal](#), Jussi Lassila, Finnish Institute of International Affairs

[The Sino-Russian Partnership : Assumptions, Myths and Realities](#), Bobo Lo, Institut français des relations internationales (IFRI)

[Russia's Asymmetric Response to 21st Century Strategic Competition. Robotization of the Armed Forces](#), Krystyna Marcinek & Eugeniu Han, Rand Corporation

[Captivated by war : The Russian People in the face of the Ukraine War, Mobilization, and Tactical Defeat](#), Joris Van Bladel, Egmont

SAUDI ARABIA

[Iran and Saudi Arabia Renew Relations](#), Sima Shine, Yoel Guzansky & Eldad Shavit, Institute for National Security Studies (INSS)

[L'Arabie saoudite face à la compétition sino-américaine. La tentation du pivot de Mohammed bin Salman](#), Jean-Loup Samaan, Institut français des relations internationales (IFRI)

SOUTH AFRICA

[Scaling violence prevention in South Africa](#), Matodzi M Amisi, Gwen Dereymaeker, Jody

van der Heyde & Nicolette Roman, Institute for Security Studies (ISS)

SOUTH ASIA

[End of the Afghanistan Era in Washington's South Asia Strategy](#), Monish Tourangbam, Institute of South Asian Studie

SOUTH KOREA

[Peninsula Plus : Enhancing U.S.–South Korea Alliance Cooperation on China. Multilateralism, and Military and Security Technologies](#), Jacob Stokes & Joshua Fitt, Center for a New American Security (CNAS)

[Securing its Interests : Explaining South Korea's Slow Pivot to China](#), Amlan Dutta, Observer Research Foundation

[Structure and Contingency : War Onset in the East China Sea](#), Korea Institute for maritime Strategy (KIMS)

SYRIA

[The Campaign between the Wars in Syria : What Was, What Is, and What Lies Ahead](#), Eden Kaduri, Institute for National Security Studies (INSS)

[In the Wreckage of ISIS. An Examination of Challenges Confronting Detained and Displaced Populations in Northeastern Syria](#), Karen M. Sudkamp, Nathan Vest, Erik E. Mueller & Todd C. Helmus, Rand Corporation

[Containing Transnational Jihadists in Syria's North West](#), International Crisis Group

UKRAINE

[A Year Of Foreign Fighting For Ukraine](#), Kacper Rekawek, Counter Extremism Project

[Fragile unity : Why Europeans are coming together on Ukraine \(and what might drive them apart\)](#), Ivan Krastev, Mark Leonard, European Council on Foreign Relations

[Weltkrieg in anderer Form : Papst Franziskus zum Krieg in der Ukraine](#), Hans-Ulrich Seidt, Political, Security and Economic Consultancy (ISPSW)

[Ein Jahr nach Kriegsbeginn – Worum geht es in der Ukraine ?](#), Andrew B. Denison, Political, Security and Economic Consultancy (ISPSW)

[The Ukraine Support Tracker : Which countries help Ukraine](#), Christoph Trebesch, Arianna Antezza, Katelyn Bushnell, André Frank, Pascal Frank, Lukas Franz, Ivan Kharitonov, Bharath Kumar, Ekaterina Rebinskaya & Stefan Schramm, Kiel Institute Economic

UNITED STATES

[Report : What a failed response to the Chinese spy balloon should tell state leaders](#), Tommy Waller & Christopher Holton, Center for Security Policy, (CSP)

[A Matter of Life and Death : The Importance of the Death in Custody Reporting Act](#), Project On Government Oversight (POGO)

[Model Code of Conduct for U.S. Supreme Court Justices](#), Project On Government Oversight (POGO)

[Proxy Warfare in Strategic Competition. State Motivations and Future Trends](#), Rand Corporation

[Strategic advantage in a competitive age. Definitions, dynamics and implications](#), Rand Corporation

[Vanishing Trade Space. Assessing the Prospects for Great Power Cooperation in an Era of Competition — A Project Overview](#), Rand Corporation

[Assessing the Prospects for Great Power Cooperation in the Indo-Pacific](#), Rand Corporation

[Assessing the Prospects for Great Power Cooperation in Europe and the Middle East](#), Rand Corporation

[Assessing the Prospects for Great Power Cooperation in the Global Commons](#), Rand Corporation

[Understanding, Managing, and Reporting U.S. Space Force Readiness](#), Brian Dolan, Bonnie L. Triezenberg, Emmi Yonekura, Sandra Kay Evans, Moon Kim, Dwayne M. Butler, Sarah W. Denton & Shreyas Bharadwaj, Rand Corporation

[Uncle Sucker. Why U.S. Efforts at Defense Burdensharing Fail](#), Justin Logan, Cato Institute

WEST

[United West, divided from the rest : Global public opinion one year into Russia's war on Ukraine](#), Timothy Garton Ash, Ivan Krastev & Mark Leonard, European Council on Foreign Relations

[Bruchstellen im westlichen Bündnis](#), Josef Braml, Political, Security and Economic Consultancy (ISPSW)

ZAMBIA

[Zambia's developing international relations. 'Positive neutrality' and global partnerships](#), Christopher Vandome, Chatam House

DEMOCRACY

[Democracy under Threat. How the Personalization of Political Parties Undermines Democracy](#), Erica Frantz, Andrea Kendall-Taylor, Joseph Wright, Jia Li, Carisa Nietzsche, Nicholas Lokker & Nicolas Rice, Center for a New American Security (CNAS)

ECONOMY

[Most green funds do not have a sustainability impact](#), Jan Fichtner, Robin Jaspert & Johannes

Petry, Danish Institute for International Studies (DIIS)

[World economy in spring 2023 : Stubborn inflation, moderate growth](#), Klaus-Jürgen Gern, Stefan Kooths & Ulrich Stolzenburg, Kiel Institute Economic

[Euro Area Economy Spring 2023 : Energy crisis subsides, prospects brighten up](#), Jens Boysen-Hogrefe, Dominik Groll & Stefan Kooths, Kiel Institute Economic

INTELLIGENCE

[Why Does the Global Spyware Industry Continue to Thrive ? Trends, Explanations, and Responses](#), Steven Feldstein & Brian (Chun Hey) Kot, Carnegie Endowment for International Peace

[The Promise and Peril of Wargaming](#), Taylor Grossman, Center for Security Studies (CSS) at ETH Zürich

[Absorption of Emerging Technologies in Armed Forces](#), Akshat Upadhyay, Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses (MP-IDSA)

POLICY

[Is Realism Policy Relevant ? Evidence from Ukraine and Taiwan](#), Nikolaos Lampas, Hellenic Foundation for European and Foreign Policy (ELIAMEP)

TERRORISM

[Gulf of Guinea Countries and Terrorism Threat](#), Sindhu Dinesh, Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses (MP-IDSA)

[Counter Terrorist Trends and Analyses \(CTTA\) – Volume 15 Issue 02](#), James M. Dorsey, Jacob Zenn, Atta Barkindo & Raffaello Pantucci, S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS)

Voltaire

Actualité internationale

N°33 - 24 mars 2023

Ce bulletin a été réalisé en France dans une ambiance de trouble. Nous n'avons pas été capables de réaliser notre supplément documentaire. Vous le retrouverez la semaine prochaine.

ÉDITORIAL

La Cour pénale internationale au service de l'Otan, pas de la Justice

La Cour pénale internationale a lancé deux mandats d'arrêt, contre Maria Lvova-Belova, présidente de la commission fédérale russe des Droits de l'enfant et contre le président russe Vladimir Poutine. Elle les soupçonne d'avoir organisé l'enlèvement d'enfants ukrainiens et de les avoir déportés en Russie.

Dès les premières semaines de l'opération militaire spéciale russe, les enfants des habitants du Donbass ont été envoyés avec l'accord de leurs parents en Russie pour les protéger des combats. En mars 2022, l'ambassade des États-Unis à Kyiv, relayant des imputations du gouvernement ukrainien, dénonçait l'enlèvement de 2 389 enfants.

Fin avril, le président Vladimir Poutine signait un décret facilitant le processus d'attribution de la nationalité russe aux orphelins ukrainiens et à ceux qui n'ont pas de protection parentale.

Fin mai, l'ambassadeur d'Ukraine à l'OSCE, citait le cas d'un enfant, ayant perdu ses parents, mais ayant toujours ses grands-parents, que les autorités russes ont déclaré orphelin et ont déporté. Le ministère ukrainien des Affaires étrangères accusait alors la Russie de se comporter avec les enfants du Donbass comme s'ils étaient Russes.

En septembre, quatre oblasts ukrainiens, dont les deux du Donbass, votaient par référendum leur adhésion à la Fédération de Russie.

De par sa définition, le crime poursuivi par la Cour pénale internationale n'existera plus lorsque les Nations unies reconnaîtront ces référendums.

123 États (sur les 193 membres de l'Onu) ont adhéré à cette Cour. À titre d'exemple, ni les États-Unis et la Russie, ni la Chine et l'Inde n'en sont membres. Au demeurant, la plupart des États membres de la Cour, dont tous ceux qui adhèrent à l'Otan, ont signé un document par lequel ils

s'engagent à respecter l'*American Service-Members' Protection Act* (également dit *Hague Invasion Act*). C'est-à-dire qu'ils violeront les statuts de cette Cour et n'appliqueront pas de mandat d'arrêt émis par elle s'ils sont relatifs à des citoyens états-uniens. La loi US, quant à elle, va plus loin encore puisqu'elle menace explicitement les Pays-Bas d'invasion militaire en cas d'extradition et de détention de suspects états-uniens.

Pourtant, le président états-unien, Joe Biden, dont le pays n'est pas membre de cette Cour, s'est réjoui des mandats d'arrêts internationaux contre Maria Lvova-Belova et Vladimir Poutine. Au demeurant cette Cour est rapidement apparue comme inféodée à la fois à l'Union européenne et à l'Otan.

- Constatant que, des années durant, elle ne poursuivait que des leaders africains et n'intervenait pas dans les guerres des États-Unis, le Burundi, l'Afrique du Sud et la Gambie s'en sont retirés.
- Lors de la destruction de la Jamahiriya arabe libyenne par l'Otan, pour faire cesser la résistance populaire, le procureur de la Cour prétendit avoir fait arrêter Saïf el-Islam Kadhafi et le transférer vers La Haye. Les combats cessèrent donc quelques heures, mais le soir-même Saïf el-Islam rejoignait ses partisans en direct à la télévision.
- Lors du coup d'État français en Côte d'Ivoire, la Cour a inculpé le président Laurent Gbagbo pour génocide, ce qui justifiait la thèse française d'une intervention militaire pour mettre fin au massacre. Mais à l'issue de trois ans de procès, la Cour, incapable de prouver sa culpabilité, fut contrainte de l'acquitter. Comme si cette mise en scène n'était pas suffisante, la Cour l'assigna à résidence pour l'empêcher de se présenter à l'élection présidentielle de 2020.
- Enfin, la Cour instruisit des crimes états-uniens en Afghanistan avant de clore sa procédure dans l'« intérêt de la justice » (sic).

Selon le Commissaire européen Didier

Reynders, l'Union européenne a versé 10 millions d'euros à la CPI en 2022 pour son « travail sur l'Ukraine » et fournira au moins 3 millions d'euros par an jusqu'en 2025. Répondant à la CPI, le parquet russe a annoncé l'ouverture de procédures pénales à l'encontre de son procureur, Karim Ahmad Khan, et de ses magistrats Tomoko Akane, Rosario Salvatore Aitala et Sergio Gerardo Ugalde Godinez.

AMÉRIQUES

Washington contre un cessez-le-feu en Ukraine

Commentant sur *Fox News* le sommet entre les présidents russe et chinois, le porte-parole du conseil national de Sécurité, le contre-amiral John Kirby, a déclaré : « Nous avons déjà dit, et nous le répétons aujourd'hui, que si cette rencontre débouche sur un appel au cessez-le-feu, ce sera inacceptable, car cela ne fera que ratifier la conquête russe à ce jour ». La Russie et la Chine « sont deux pays qui s'opposent à l'ordre international fondé sur des règles que les États-Unis et tant de nos alliés et partenaires ont construit depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale », a-t-il poursuivi.

La chambre des Représentants établit la corruption de la famille Biden

Le représentant démocrate Jamie Raskin (Maryland) a révélé l'assignation à comparaître que les Républicains ont délivré à Rob Walker, un ancien associé de Hunter Biden (le fils du président Joe Biden).

En réponse, le président de la commission de Surveillance et de Responsabilité de la chambre, le Républicain James Comer, a rendu public les éléments d'enquête vérifiés à partir des premiers documents transmis par le Trésor. Il apparaît que lorsque Rob Walker a constitué une société avec des membres de la famille Biden et l'entreprise semi-publique chinoise CEFC

China, il a encaissé 3 millions de dollars. Un tiers de cette somme a été reversé à ses associés, à savoir 35 000 dollars à Hallie Biden (une belle-fille du président avec qui Hunter a eu une liaison), 70 000 dollars sur un compte Biden (sans autre précision), 360 000 dollars à James Biden (le frère du président) et 610 692 dollars à Hunter Biden (un des enfants du président). Le Trésor refuse toujours de révéler plus de 150 dossiers qui lui ont été réclamés par les parlementaires.

Le président Joe Biden refuse de promulguer une loi

Le président Joe Biden a, pour la première fois de son mandat, refusé de promulguer une loi adoptée par le Congrès. Il s'agit de celle interdisant aux fonds de retraite d'utiliser des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance d'entreprise (ESG) pour influencer leurs décisions d'investissement.

Bilan des chaînes de propagande du gouvernement US

L'agence des États-Unis pour les médias globaux (US Agency for Global Media - USAGM) assure qu'elle disposait en 2022 de 410 millions d'auditeurs réguliers. Elle se félicite surtout du développement de son média, principalement en langue russe, *Current Time*, consacré à la guerre en Ukraine. Elle assure que ses vidéos en ligne ont atteint les 4 milliards de vues.

Manifestations anti-guerre aux États-Unis

La ANSWER Coalition, qui avait été créée quelques jours après les attentats du 11 septembre 2001, a organisé des manifestations dans une douzaine de villes des États-Unis autour des slogans : « Paix en Ukraine », « Dites non aux guerres américaines sans fin » et « De l'argent pour nos besoins, pas pour la machine de guerre ».

Violations des lois US sur le financement politique

Selon *The Epoch Times* citant l'association Election Watch, en quatre ans, plus de 10 000 citoyens US ont versé des micro-donations à des personnalités ou à des partis politiques. Le quotidien a interrogé plusieurs d'entre eux qui, selon les fichiers de la commission fédérale électorale (FEC) auraient contribué plus de 50 000 fois. Ils ont démenti avoir versé quoi que ce soit et ont dénoncé une usurpation de leur identité. La FEC est censée vérifier le respect des plafonds des donations.

Auto-censure dans les universités états-uniennes

Selon un sondage Ipsos sur les campus universitaires, 54 % des sondés déclarent que publier des opinions religieuses ou politiques non-conformes sur les réseaux sociaux pourrait avoir des « conséquences négatives » sur le lieu de travail.

Encore des armes US pour l'Ukraine

Le Pentagone a offert 350 millions de dollars d'aide à la sécurité à l'Ukraine – « le trente-quatrième prélèvement d'équipements sur les stocks du DoD depuis août 2021 ». Les éléments de la liste comprennent des munitions pour les systèmes de fusées d'artillerie à haute mobilité (HIMARS) ; des missiles anti-radiations à grande vitesse (HARM) ; des mortiers de 81 mm et 60 mm avec leurs obus ; des systèmes d'armes antiblindés AT-4 ; des lance-grenades, des armes légères et les munitions associées. Sont également inclus : des munitions de démolition et des équipements de franchissement d'obstacles ; du matériel de déminage ; des pétroliers lourds ; des systèmes d'imagerie thermique, des télémètres optiques et laser ; des patrouilleurs fluviaux ; des équipements d'essai et de diagnostic pour l'entretien et la réparation de véhicules ; ainsi que des pièces de rechange et d'autres équipements de terrain.

Organisation de la censure par le Pentagone

Lors d'une audience de la sous-commission de la Chambre sur la militarisation du gouvernement, des témoins ont affirmé que le Pentagone avait donné 750 000 dollars à la société NewsGuard. Celle-ci constitue un annuaire des sites internet d'information en notant leur qualité. Cet annuaire est consultable par des administrations et des gouvernements (dont l'East StratCom Task Force de l'Union européenne).

Le conseil d'administration de NewsGuard est secret, mais son conseil consultatif comprend aussi bien l'un des cofondateurs de Wikipedia (Jimmy Wales) que l'ancien directeur de la CIA et de la NSA (le général Michael Hayden), l'ancien secrétaire général de l'Otan (Anders Fogh Rasmussen), l'ancien secrétaire à la Sécurité de la Patrie (Tom Ridge) ou encore l'ancien sous-secrétaire d'État à la diplomatie publique — c'est-à-dire à la Propagande — (Richard Stengel).

NewsGuard a contacté une dizaine de fois le Réseau Voltaire pour lui demander quelles étaient ses relations avec des gouvernements étrangers et qui le finançait. Il l'a invité à « corriger » ses articles sur les attentats du 11 Septembre 2001, les guerres de Libye et de Syrie, etc.

L'enquête de la sous-commission de la Chambre sur la militarisation du gouvernement met en lumière un système de censure utilisant des ONG et des sociétés pour couper tous les moyens financiers des médias non-conformes en Occident.

Washington applique toujours la doctrine Monroe

Le Honduras, qui vient de rompre ses relations diplomatiques avec Taïwan subit de très fortes pressions de Washington pour ne pas établir de relations avec la République populaire de Chine.

Le porte-parole du ministère des Affaires

étrangères chinois, Wang Wenbi, a dénoncé l'attitude des États-Uniens et leur a demandé d'abandonner la doctrine Monroe et de respecter la souveraineté du Honduras.

Au début du XIX^e siècle, le président états-unien, James Monroe, avait partagé le monde en deux. Il avait demandé aux Européens de ne pas intervenir en Amérique latine et s'était engagé à ce que les États-Unis ne s'engagent pas en Europe. Cependant Washington ne tarda pas à vouloir contrôler d'abord les Caraïbes, puis toutes les Amériques. Au début du XX^e siècle, le président Theodore Roosevelt énonça le « corollaire » qui porte son nom. Désormais la doctrine Roosevelt doit être entendue comme posant que les Amériques sont le domaine réservé des États-Unis. C'est contre cette doctrine que le commandante cubain Fidel Castro (1965-2011) et le président vénézuélien Hugo Chávez (1999-2013) se sont dressés.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Découverte d'un réseau de corruption au Venezuela

Tareck El Aissami, ministre du pétrole et directeur de Petróleos de Venezuela (PdVSA) a présenté sa démission alors que plusieurs hauts-fonctionnaires de ses administrations font l'objet d'une enquête de la Police nationale anticorruption et du Service bolivarien national de Renseignement (SEBIN) pour détournement de fonds. Ils auraient volé pour 3 milliards de dollars. 19 personnes ont été placées en détention, dont un député chaviste après que

son immunité parlementaire a été levée. Parmi les suspects figure Joselit Ramirez Camacho, directeur de la Surintendance nationale aux cryptomonnaies.

Tareck El Aissami avait été accusé par Washington, en 2017, de trafic de drogue, mais le président Nicolás Maduro lui conserve toute sa confiance. Il participe activement à l'enquête aux côtés de la police et du SEBIN.

EUROPE

Le Parlement britannique valide l'accord post-Brexit avec l'UE

La chambre des Communes britannique a validé l'accord post-Brexit négocié par le Premier ministre Rishi Sunak avec l'Union européenne. Cependant les deux prédécesseurs de M. Sunak, Boris Johnson et Liz Truss, ont voté contre. En effet, certaines règles de l'UE continuent à s'appliquer en Irlande du Nord, cependant dans son ensemble le texte de l'accord permet au Royaume-Uni de faire partie du marché commun européen sans être membre de sa structure politico-militaire.

Le Royaume-Uni fournira des obus à uranium appauvri pour les combats en Ukraine

La ministre britannique de la Défense, Annabel Goldie, a déclaré que le Royaume-Uni fournira à l'Ukraine des obus perforants à l'uranium appauvri pour les 14 chars de combat Challenger 2 qu'il s'est engagé à lui livrer. Lorsqu'ils sont tirés, les obus à l'uranium appauvri dégagent des particules radioactives qui provoquent une réaction chimique et rendent la zone inhabitable pour de très très longues années. On constate des augmentations spectaculaires des taux de cancers infantiles et de malformations congénitales dans la zone. À l'évidence, les Ukrainiens qui utiliseront ces obus contre la Russie ne pensent pas pouvoir

recupérer de territoire, mais juste les rendre inhabitables.

Les troubles se généralisent en France, outre-mer compris

Les troubles s'étendent en France après l'intervention du président Emmanuel Macron à la télévision. Les syndicats organisent des manifestations de masse dans toutes les villes, tandis que de petits groupes, souvent violents, se forment partout. Le pays n'avait jamais traversé de crise généralisée sur tout son territoire de ce type depuis au moins un demi siècle. Seuls 8 % des Français se disent convaincus par les arguments d'Emmanuel Macron.

Analyses du Réseau Voltaire

- « [La France bloquée pour 4 ans](#) », par Thierry Meyssan

La crise que la France traverse aujourd'hui n'est pas un épisode de plus dans un pays éternellement agité. Il s'agit d'une profonde crise de régime qui ne se résoudra qu'avec l'amorce d'une nouvelle société. Le pays va traverser plusieurs années de blocage, avant de se lancer dans une transformation complète, une révolution qui durera au moins une génération.

- « [L'escalade US vers l'Orient](#) », par Manlio Dinucci

Les États-Unis qui pensaient dominer le monde global après la dissolution de l'Urss ne sont plus aujourd'hui capables d'imposer de guerres au Moyen-Orient où la Chine signe des accords de paix. Aussi se tournent-ils, avec leur partenaire privilégié le Royaume-Uni, vers l'Océanie où le gouvernement Albanese accepte ce que ses prédécesseurs avaient refusé lors de la guerre du Vietnam. Tout n'est donc pas fini pour Washington et Londres qui peuvent encore compter sur quelques naïfs.

Le Danemark n'autorise pas la Russie à enquêter sur le sabotage des gazoducs *Nord Stream*

Le ministre des Affaires étrangères danois, Lars Løkke Rasmussen, a confirmé que son pays, pas plus que la Suède et l'Allemagne, n'autorisera pas la Russie à participer aux enquêtes sur les explosions des gazoducs *Nord Stream 1* et 2. En réponse, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a illustré l'attachement du Danois au Droit en publiant une photographie de lui, déjà connue, prise lors de la guerre contre le gouvernement communiste soutenu par l'armée russe en Afghanistan. On l'y voit portant un fusil AK-47 aux côtés de jihadistes.

La Suède prête à adhérer à l'Otan

Le Parlement suédois a voté à une très large majorité le principe de l'adhésion à l'Otan. Cependant la Turquie refuse toujours qu'elle entre au club.

La Slovaquie livrera des Mig-29 à l'Ukraine

La Slovaquie, suivant l'exemple de la Pologne, a annoncé se préparer à livrer 13 Mig-29 à l'Ukraine.

Les Mig-29 sont des avions de chasse soviétiques disposant d'une faible autonomie. Il leur sera donc difficile d'attaquer des cibles à l'intérieur de la Russie.

La Pologne entrera en guerre si l'Ukraine perd

L'ambassadeur de Pologne en France, le banquier Jan Emeryk Rościszewski, a annoncé lors d'un entretien avec LCI que, si Kiyv perd face à Moscou, la Pologne entrera en guerre contre la Russie.

La Pologne est le premier État membre de l'Otan à avoir annoncé qu'il livrerait des avions à l'Ukraine. Il devrait s'agir de 4 Mig-29. Face au scandale qu'ont suscité les propos de

l'ambassadeur Rościszewski, son service de presse et son gouvernement ont vainement tenté de les infirmer.

La Finlande bientôt membre de l'Otan

Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a transmis pour ratification à la Grande Assemblée nationale de Türkiye le texte de loi autorisant la Finlande à adhérer à l'Otan.

L'Union européenne paie encore des armes pour l'Ukraine

L'Union européenne a décidé, le 20 mars, de débloquer 2 milliards d'euros supplémentaires pour fournir des armes à l'Ukraine.

L'Union européenne se transforme en une organisation militaire

Le haut-représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell, vient d'organiser, le 21 mars, le premier Forum Robert Schumann sur la Sécurité et la Défense. De très nombreux ministres de la Défense et des Affaires étrangères des États-membres de l'Union y participaient. Outre les États européens non-membres de l'Union, mais pro-US, de nombreux autres y étaient représentés à un niveau ministériel comme l'Angola, le Ghana, le Mozambique, le Niger, le Nigeria, le Rwanda, le Sénégal, la Somalie, l'Égypte, le Chili, le Pérou, la Géorgie, l'Indonésie et le Japon. Outre l'Otan, l'ASEAN, le Conseil de coopération du Golfe et l'Union africaine s'y sont fait représenter. Surtout, la Ligue arabe a envoyé son secrétaire général. Ce Forum avait pour but explicite de défendre le « multilatéralisme et un ordre international fondé sur des règles » ; une manière élégante de dénoncer le projet russo-chinois de « monde multipolaire fondé sur le Droit international ». L'Union européenne s'est déjà investie de pouvoirs en matière de Santé qui n'étaient pas prévus par les Traités. Elle interprète désormais les textes pour devenir une puissance militaire,

ce qui est contraire à leur esprit. L'Union a coordonné les dons d'armes à l'Ukraine et a versé des sommes astronomiques de soutien à ce pays bien qu'il soit le seul au monde à avoir une Constitution explicitement raciste (cf. Art. 16, rédigé par la veuve de l'ancien Premier ministre nazi, Iaroslav Stetsko).

Au cours du forum, Josep Borrell a présenté son [premier rapport](#) sur la mise en œuvre de la « Boussole stratégique » de l'Union européenne. Il s'agit de coordonner la mise en commun des armées nationales, y compris des services de Renseignement. L'« Europe de la Défense » apparaît désormais comme un slogan visant à placer non plus seulement les forces opérationnelles des États-membres de l'UE sous l'autorité du Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), aujourd'hui le général états-unien Christopher G. Cavoli, mais aussi de prendre le contrôle de toutes les décisions de financement qui relevaient jusqu'ici des Parlements nationaux, et même des décisions d'armement et d'organisation qui relevaient des Exécutifs des États-membres.

Le nouvel Axe des Japonais et des « Nationalistes intégraux » ukrainiens

Le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, a effectué une visite surprise en Ukraine. Il doit recevoir en mai le sommet du G7. Il est le premier chef de gouvernement asiatique à se rendre dans ce pays depuis le début de la guerre. M. Kishida a visité un charnier à Bucha et fait part de ses condoléances aux familles des victimes des « exactions russes ».

Dans leur communiqué final, MM. Kishida et Zelensky soulignent « l'inséparabilité de la sécurité euro-atlantique et indo-pacifique » et « l'importance de la paix et de la stabilité à travers le détroit de Taiwan ».

La Constitution japonaise rend impossible le transfert d'équipements de défense meurtriers, aussi a-t-il déjà offert environ 7,1 milliards de dollars d'aide humanitaire et financière à Kyiv.

Quant au matériel militaire non létal, M. Kishida n'a pu annoncer que leur envoi pour une valeur de 30 millions de dollars.

L'alliance entre le Japon et les « nationalistes intégraux » ukrainiens rappelle celle du Japon avec les nazis.

De son côté la Russie a envoyé deux bombardiers stratégiques au-dessus de la mer du Japon pendant environ sept heures.

Le problème transcarpathe entre la Hongrie et l'Ukraine

Il y a quelques mois, Andriy Baloha, maire d'un des cinq cantons de Transcarpathie, Mukachevo, a fait retirer la statue de l'oiseau mythique « turul » ornant l'entrée du château médiéval et l'a fait remplacer par une autre du trident ukrainien.

La Transcarpathie est une région ukrainienne historiquement hongroise. Le turul est l'emblème national de la Hongrie. Depuis le début de la guerre, la majorité des hommes de la minorité hongroise a fui. Le maire Andriy Baloha est le fils du trafiquant de cigarettes Vikto Bahola, aujourd'hui réfugié en Pologne. Cette affaire est en train de devenir un point de conflit entre l'Ukraine et la Hongrie.

Visite de Vladimir Poutine en Crimée et à Marioupol

Le président Vladimir Poutine s'est rendu en Crimée. Il y a visité le centre pour enfants « Korsoun », une filiale du camp de vacances d'Artek, et le centre d'art et d'esthétique pour enfants. Il célébrait le 9^e anniversaire de l'adhésion de la Crimée à la Fédération de Russie et répondait au passage à la Cour pénale internationale qui l'a mis en examen pour enlèvement et déportation d'enfants.

Puis, il s'est rendu à Marioupol qu'il a visitée. La ville, dont plusieurs quartiers avaient été détruits durant les combats de l'usine Azovstal, a déjà été en grande partie reconstruite.

Il a terminé son voyage au commandement de

l'opération militaire spéciale à Rostov-sur-le-Don.

Extension de la loi protégeant l'armée russe

Une nouvelle loi étend aux personnes participant à l'opération militaire spéciale en Ukraine les dispositions qui protègent le rôle de l'armée dans cette opération. Sont punies de peines pouvant aller jusqu'à 15 ans d'emprisonnement toutes personnes qui diffuseraient de fausses nouvelles visant à les discréditer.

Vladimir Poutine au *Quotidien du peuple*

À la veille de sa rencontre avec le président chinois Xi Jinping, le président russe Vladimir Poutine a donné un entretien au *Quotidien du peuple*. Après avoir rappelé qu'il a rencontré son homologue une quarantaine de fois et célébré le rapprochement des relations entre leurs deux pays, il a noté que « la Chine et la Russie construisent des ponts », au sens réel et figuré. Il a rappelé que la Russie a été qualifiée de « menace immédiate » et la Chine de « concurrent stratégique » par le département d'État. Puis il a dénoncé la politique des États-Unis qui « devient de plus en plus féroce et agressive ».

Le double jeu de Eltsine est à l'origine du conflit sur l'expansion de l'Otan

Les [archives](#) britanniques attestent, qu'en 1993, le président russe Boris Eltsine a plusieurs fois indiqué à ses interlocuteurs occidentaux qu'à titre personnel, il n'était pas opposé à l'adhésion de la Pologne, de la Tchéquie et de la Hongrie à l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (Otan) ; des déclarations qui choquèrent à l'évidence ses propres équipes.

Boris Eltsine a hésité à participer au sommet de l'Otan à Madrid. Il a obtenu l'adoption par celui-ci de l'Acte fondateur censé fixer les modalités de la coopération entre l'Alliance et la

Fédération de Russie. Mais ce texte n'a pas de valeur contraignante, c'était juste un outil de communication visant à justifier un rapprochement des positions publique et privée du président russe.

Durant cette période, le Premier ministre russe Viktor Chernomyrdin n'a cessé de mettre en garde ses interlocuteurs contre la position privée du président Boris Eltsine et de souligner que l'expansion de l'Otan ferait « exploser » le continent européen.

L'Union européenne tente de séparer l'Arménie et la Russie

Lors d'une conférence de presse commune, les ministres des Affaires étrangères arménien et russe, Ararat Mirzoyan et Sergueï Lavrov, ont dénoncé les tentatives de l'Union européenne pour brouiller leurs deux pays. Selon ce dernier, les pays occidentaux tentent d'« ébranler l'architecture de sécurité régionale » avec pour but de satisfaire leurs propres « intérêts géopolitiques » au mépris des intérêts des pays de la région.

AFRIQUE

Sommet Afrique-Russie

Lors du sommet Afrique-Russie de Moscou, le président russe Vladimir Poutine a déclaré : « Les États africains augmentent constamment leurs poids et leurs rôles dans l'arène internationale. Ils se manifestent avec plus d'assurance dans la politique et l'économie. Nous sommes certains que l'Afrique deviendra l'un des leaders créateurs du monde multipolaire en formation (...) La Russie et les pays d'Afrique défendent les normes morales et les valeurs sociales traditionnelles pour nous, faisant face à l'idéologie néocoloniale imposée. De nombreux pays d'Asie, d'Amérique latine et du Proche-Orient partagent des positions similaires. Nous tous, nous formons une majorité mondiale. J'ai

déjà dit plusieurs fois que notre pays est fermement déterminé à continuer à bâtir un partenariat stratégique avec nos amis africains au sens plein du terme ; nous sommes prêts à créer ensemble un ordre mondial ».

Vol d'uranium en Libye

Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique, 2,5 tonnes d'uranium naturel ont été volées en Libye.

Le maréchal Khalifa Haftar a déclaré les avoir récupérées non loin de l'installation où elles avaient été dérobées.

L'Union européenne dénonce la « dérive autoritaire » de la Tunisie

Le Parlement européen s'est déclaré « profondément préoccupé par la dérive autoritaire du président tunisien Kaïs Saïed et son instrumentalisation de la situation socio-économique désastreuse de la Tunisie pour renverser la transition démocratique historique du pays ».

Le haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell, a déclaré : « Si la Tunisie s'effondre, cela risque de provoquer des flux migratoires vers l'UE et d'entraîner une instabilité dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Nous voulons éviter cette situation ».

Le ministère tunisien des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger a affirmé que les « propos prononcés sont disproportionnés tant au vu de la résilience bien établie du peuple tunisien tout au long de son histoire, que par rapport à une menace migratoire vers l'Europe en provenance du Sud ».

Le Mali armé par la Russie et la Türkiye

Le général Alou Boï Diarra, chef d'état-major de l'Armée de l'air malienne, a dit avoir reçu un lot d'une vingtaine d'avions russes et d'une

douzaine de drones turcs lors d'une cérémonie en présence du chef du gouvernement de transition, le colonel Assimi Goïta, et des ambassadeurs russe et turc.

La Guinée pense les relations Afrique-Russie

Dansa Kourouma, président du conseil national de la transition de la République de Guinée, a déclaré en marge du sommet Afrique-Russie de Moscou : « L'Afrique doit coopérer avec tous les pays du monde en étant un bloc soudé ». Les relations Russie-Afrique doivent être « basées sur une relation économique qui permet à tous les États de gagner tout en investissant dans les domaines prioritaires pour le continent africain, et non voulue par ceux qui sont en position de domination technologique », a-t-il poursuivi.

L'Ouganda réprime les homosexuels

Le parlement ougandais a adopté à une écrasante majorité un texte de loi condamnant les pratiques homosexuelles à des peines allant jusqu'à 10 ans de prison. Le président Yoweri Museveni soutenait ce texte en sous-main. Il s'agit d'une reprise d'une loi victorienne antérieure qui avait été abrogée.

Londres et le Rwanda

La ministre britannique de l'Intérieur, Swella Braverman, a participé à la pose de la première pierre de la construction d'au moins 500 logements, d'installations de loisirs et d'un centre de développement de la petite enfance, au Rwanda.

Le gouvernement de Sa Majesté entend y déporter toute personne s'étant introduite illégalement au Royaume-Uni.

Les victimes de la sécheresse en Somalie

Les Nations unies évaluent à 43 000 les personnes décédées des conséquences de la sécheresse l'an dernier en Somalie. Elles

prévoient qu'elles seront au moins 18 000 cette année.

ASIE

Les Emirats financent la reconstruction d'Hawura

Les Émirats arabes unis ont fait don de 3 millions de dollars pour reconstruire le village palestinien de Hawura détruit par des colons israéliens.

Israël relance la colonisation

L'amendement à la loi sur le désengagement, adopté par la Knesset, autorise les Israéliens à retourner dans quatre colonies de Cisjordanie précédemment démantelées. Cependant Kadim, Ganim, Sa-Nur et Homesh n'ont jamais été retirés de la liste des colonies à peupler établie par le Yesha Council of Settlements. Tout se passe, selon l'opposition, comme si des organismes privés s'apprêtent à implanter de nouveaux colons en violation des engagements internationaux.

Washington condamne le projet de colonisation israélien

La sous-secrétaire d'État US Wendy Sherman a convoqué l'ambassadeur d'Israël aux États-Unis, Mike Herzog. Elle lui a fait part de la préoccupation de Washington concernant la législation adoptée par la Knesset israélienne annulant des aspects importants de la loi de désengagement de 2005, y compris l'interdiction d'établir des colonies dans le nord de la Cisjordanie.

Le Porte-parole du département d'État, Vedant Patel, a déclaré : « Les États-Unis demandent instamment à Israël de s'abstenir d'autoriser le retour des colons dans la zone couverte par la législation, conformément à la fois à l'engagement de l'ancien Premier ministre Sharon et à celui du gouvernement israélien actuel envers les États-Unis (...) Les

commentaires, qui ont été prononcés [par le ministre des Finances Bezalel Smotrich] sur une tribune ornée d'une carte inexacte et provocatrice, sont offensants, ils sont profondément préoccupants et, franchement, ils sont dangereux. Les Palestiniens ont une histoire et une culture riches, et les États-Unis apprécient grandement notre partenariat avec le peuple palestinien ».

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré en réponse que si l'adoption de la nouvelle loi par la Knesset met fin à une « loi discriminatoire et humiliante qui interdisait aux Juifs de vivre dans le nord de la Samarie », le gouvernement n'a pas l'intention pour autant de construire de nouvelles implantations dans ces zones.

La communication secrète de Tsahal

Selon [*Ha'aretz*](#), lors de l'« Opération gardien des murailles », en mai 2021, les Forces israéliennes de Défense ont diffusé des messages sous couvert de faux comptes Twitter, Facebook, Instagram et TikTok. Il s'agissait de faire circuler des photographies des bombardements avec des messages du type : « Pourquoi ne montrent-ils qu'Israël attaqué au lieu de nos propres frappes à Gaza ? Nous devons montrer à tout le monde à quel point nous sommes forts ! ». Tsahal a également engagé des journalistes et blogueurs comme Abu Ali Express Telegram (qui compte plus de 100 000 abonnés). Cette importante opération de propagande a pourtant reçu peu d'écho dans le public palestinien.

Une fois la guerre de Gaza de 2021 terminée, l'unité de Tsahal chargé de cette communication a reçu le prix de la « meilleure campagne opérationnelle » des mains du lieutenant-colonel Merav Stollar-Granot, chef du département des Médias de Tsahal.

La Syrie et l'unité arabe

Le président syrien, Bachar el-Assad, a été reçu par son homologue émirati, sheikh Mohammed

ben Zayed Al Nahyan, à Abou Dhabi.

Le conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis, Anwar ben Mohammed Gargash, a souligné l'importance pour les Émirats du rétablissement du leadership de l'unité arabe de la Syrie.

Bachar el-Assad est président du parti Baas international dont l'objectif est de faire l'unité de tous les États arabes.

En 1958, l'Égypte de Gamal Abdel Nasser et la Syrie de Choukri al-Kouatli forment la République arabe unie. Les deux États n'ont plus qu'une seule représentation à l'Onu. 300 000 Libanais se rendent à Damas pour fêter la création de ce nouvel État. Ils tentent d'y faire adhérer le Liban, mais le président libanais Camille Chamoun (membre de la Ligue anti-communiste mondiale) s'y oppose. L'Iraq d'Abdel Karim Kassem hésite à rejoindre le nouvel État. Pour éviter la contagion, Washington envoie 5 400 Marines débarquer à Beyrouth, tandis que Londres envoie des forces en Jordanie. En 1961, le Royaume mutawakkilite du Yémen rejoint la République arabe unie, mais face aux hésitations égyptiennes à s'engager dans la guerre d'indépendance contre les occupants britanniques, il se retire. La République arabe unie est dissoute.

En 1971, la Syrie d'Hafez el-Assad tente une nouvelle fois de faire l'unité arabe. Avec la Libye de Mouamar el-Kadhafi et l'Égypte d'Anouar el-Sadate, il proclame l'Union des Républiques arabes. Le Soudan de Gaafar Nimeiry et l'Iraq d'Ahmad Hassan al-Bakr sont pressentis pour rejoindre les rejoindre. Mais cette seconde tentative ne résiste pas au président égyptien, Anouar el-Sadate qui se rapproche des Frères musulmans et donc des Occidentaux.

Aujourd'hui, le parti Baas international envisage l'unité arabe sous la forme d'une fédération souple et non plus sous celle d'un État centralisé unique.

L'Iraq contaminé

L'association néerlandaise PAX s'est procurée les données secrètes de l'US Air Force sur l'usage des munitions à uranium appauvri lors de la guerre contre l'Iraq, en 2003. Ces documents font apparaître qu'en violation de la doctrine officielle qui n'autorise ces tirs que contre des cibles difficiles comme des chars et des véhicules blindés, le Pentagone en a utilisé contre des soldats et dans des zones habitées, notamment à As-Samawah, Nassiriyah et Bassorah.

PAX estime que plus de 300 sites en Irak ont été contaminés par l'uranium appauvri, dont le nettoyage coûtera au moins 30 millions de dollars. L'uranium appauvri est un métal lourd chimiquement toxique et radioactif, mais il est extrêmement dur et peut percer des blindages. On estime à 782 414 le nombre d'obus à l'UA qui ont été tirés lors du conflit de 1991 et à environ 300 000 ceux qui ont été tirés en 2003. La guerre de 2003 a été initiée par les straussiens Paul Wolfowitz, Richard Perle, Scooter Libby, Robert Kagan et Bill Kristol.

Les Émirats et l'accord saoudo-iranien

Le président des Émirats arabes unis, cheikh Mohamed ben Zayed, a reçu l'amiral Ali Chamkhani, envoyé spécial du gouvernement iranien. C'est lui qui a négocié et signé à Beijing l'accord saoudo-iranien.

Les grands travaux de la Türkiye

La Türkiye et l'Iraq construiront un corridor de transport terrestre et ferroviaire s'étendant de la province iraquienne de Bassorah à la frontière turque, a indiqué le président turc, Recep Tayyip Erdoğan. De plus, la Türkiye augmentera la quantité d'eau libérée du Tigre pour aider l'Iraq à faire face à sa pénurie d'eau. Le président turc a déclaré : « Nous attendons de nos frères irakiens qu'ils désignent le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) comme une organisation terroriste et qu'ils débarrassent

leurs terres de cette organisation terroriste sanglante ».

De son côté, Moscou a confirmé travailler avec Ankara pour créer un hub gazier en Türkiye. Le projet avait été évoqué en octobre 2022.

L'Inde initie une rencontre des services secrets de 25 pays

L'Inde a réuni, au début du mois, à huis clos les responsables des services secrets de 25 États. Le directeur du MI6 britannique, Richard Moore, était présent. Les débats ont porté sur l'évolution des relations géopolitiques. Ce forum devrait devenir annuel.

L'Indonésie abandonne les cartes bancaires US

Le président indonésien, Joko Widodo, a appelé ses concitoyens à abandonner les cartes bancaires étrangères comme Visa et MasterCard. « Tout le monde [en Indonésie] devrait pouvoir utiliser des cartes de crédit fabriquées chez nous afin que nous puissions être indépendants (...) Soyez très prudents. Nous devons nous souvenir des sanctions imposées par les États-Unis à la Russie. Visa et Mastercard pourraient être un problème. », a-t-il averti. La Banque d'Indonésie a déjà encouragé les Indonésiens à ne plus utiliser de dollars.

Washington prépare une révolution en Thaïlande

Washington subventionne massivement les groupes anti-chinois en Thaïlande. Il espère manipuler les élections pour faire élire un gouvernement anti-chinois.

Le Cambodge dément abriter une base navale chinoise

Le Premier ministre cambodgien, Hun Sen, a dénoncé les imputations US selon lesquelles la base navale de Ream serait transformée en base chinoise. Le Cambodge modernise sa base navale avec une subvention de la Chine. Le

projet a débuté en juin 2022.

« Nous avons annoncé la construction, puis organisé une grande cérémonie pour l'inauguration des travaux. Il est clair que la construction est en cours, et il est tout aussi clair qu'elle ne se déroule pas en secret. Personne ne devrait être indûment concerné. Les détails du travail que nous faisons sont disponibles gratuitement, les gens n'ont qu'à demander », a déclaré Hun Sen. « Le Cambodge a le droit d'étendre les capacités de ses forces navales. La base ne faisait auparavant que 2,7 m de profondeur et devait être draguée. Ce n'est guère une menace pour aucune autre nation, encore moins pour une superpuissance », a-t-il poursuivi.

Le Cambodge inquiet du risque nucléaire de l'ASEAN

Le Premier ministre cambodgien, Hun Sen, a rappelé que l'ASEAN est une zone exempte d'armes nucléaires et a appelé les grands pays à ne pas utiliser leur pouvoir pour abuser des petits, affirmant que le respect mutuel et la non-ingérence sont essentiels dans les relations interétatiques. Faisant allusion aux sous-marins nucléaires de l'AUKUS, il a déclaré : « Ils prétendent qu'il n'y a pas d'arme nucléaire, mais s'il y a du nucléaire, comment cela se passera-t-il ? Sont-ils d'accord pour nous permettre de contrôler leurs sous-marins ? »

Les Nord-Coréens rejoignent les armées

Les Nord-Coréens se livrent à une vague de conscription. Alors que la législation oblige tous les hommes à se tenir prêts pendant 10 ans et les femmes pendant 3 ans, de très nombreux volontaires rejoignent les armées. Selon les observateurs, ce phénomène s'observe à la fois dans les villes et dans les campagnes. Le 17 mars, ils ont été 800 000 à se présenter aux postes de conscriptions.

Les 25 millions de Nord-Coréens constatent que les États-Unis continuent à les menacer, 53 ans

après le début de leur agression.

Aucune paix n'a été signée à la suite des hostilités de la guerre de Corée (1950-53). Les États-Unis entreprennent en ce moment d'importantes manœuvres militaires avec la Corée du Sud, tandis que celle-ci scelle une alliance avec son ennemi héréditaire, le Japon. Selon le Parti coréen du Travail, Washington tente également de stopper les importations de céréales. Un vaste plan de production alimentaire a été mis en place le mois dernier de manière à éviter une nouvelle famine, comparable à celle que les Occidentaux avaient aggravée dans les années 1990.

La Corée du Sud rétablit les échanges de Renseignements avec le Japon

Le président sud-coréen, Yoon Suk-yeol, a informé le Japon de sa décision de rétablir pleinement le pacte de partage de Renseignement militaire entre Tokyo et Séoul, connu sous le nom d'Accord de sécurité générale des informations militaires (GSOMIA). Par ailleurs, la Corée du Sud a retiré sa plainte à l'OMC contre les restrictions douanières du Japon.

Le gouvernement coréen tente de se débarrasser de son opposition

Les procureurs sud-coréens ont inculpé le chef de l'opposition progressiste, Lee Jae-myung, pour corruption dans un scandale immobilier d'un milliard de dollars lorsqu'il était maire de Seongnam. Ils l'ont également accusé d'avoir reçu ou exigé plus de 18 milliards de wons de quatre entreprises en pots-de-vin pour financer un club de football professionnel à court d'argent basé dans la ville en échange de faveurs administratives.

Lee Jae-myung, qui nie en bloc, a déclaré que le gouvernement avait monté ces affaires de toutes pièces et déjà incarcéré un de ses plus proches collaborateurs. Il s'est engagé à découvrir et à révéler toutes les pièces de ce complot.

Le Japon crée le « bloc démocratique occidental »

Le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, déploie des efforts diplomatiques intenses. Il a rencontré des dirigeants sud-coréens, allemands, indiens et ukrainiens en moins d'une semaine. Il entend consolider la position du Japon en tant que pilier du « bloc démocratique occidental ».

Le Japon allié de l'Ukraine

« Le Premier ministre Kishida effectue une visite historique en Ukraine pour protéger le peuple ukrainien et promouvoir les valeurs universelles inscrites dans la Charte des Nations Unies (...) À environ 900 kilomètres de là, un partenariat différent et plus néfaste prend forme à Moscou », a tweeté l'ambassadeur des États-Unis à Tokyo, Rahm Emmanuel.

M. Emmanuel avait été le rédacteur du rapport de la Commission présidentielle sur les attentats du 11-Septembre, puis le secrétaire général de la Maison-Blanche sous la présidence de Barack Obama.

De son côté, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Weibin, a au contraire déclaré à propos du voyage du Premier ministre qu'il « espère que le Japon fera pression pour un apaisement de la situation, et non l'inverse ».

Fukushima à nouveau partiellement habitable

12 ans après la catastrophe de Fukushima, le gouvernement japonais lèvera les ordres d'évacuation dans certaines parties de Namie à 10 heures le 31 mars et dans la ville voisine de Tomioka à 9 heures le 1er avril, tout en visant la levée d'un ordre similaire dans le village restant, Iitate, ce printemps.

La Chine et la Russie ont constitué un nouveau modèle

Le président chinois, Xi Jinping, a publié une tribune libre dans [*Rossiyskaya Gazeta*](#) à la veille de

sa rencontre avec son homologue russe. Il y souligne que les relations entre les deux pays contribuent à tracer une nouvelle architecture des relations internationales. Il y écrit : « Il y a de profonds changements dans le monde moderne. La paix, le développement, la coopération et le profit mutuel sont une tendance historique irrésistible. La multipolarité, la mondialisation économique et la démocratisation des relations internationales sont une tendance irréversible ».

L'ancien président de Taïwan en visite en Chine communiste

L'ancien président de Taïwan, Ma Ying-jeou (2006-16), se rendra en visite en Chine communiste. Ancien président du Kuomintang (2009-14), il est connu pour sa volonté de trouver un accord avec Beijing. Durant son mandat, il avait autorisé des vols entre Taipei et le continent, il avait aussi encouragé le tourisme chinois.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan,
thierry.meyssan@voltairenet.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand,
serge.marchand@voltairenet.org

Tél : 07 81 90 06 71

46 numéros par an.

[Abonnement annuel : 150 euros](#)

[Abonnement mensuel : 15 euros](#)

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°34 - 31 mars 2023

ÉDITORIAL

Attaque des installations militaires US illégales en Syrie

Des drones ont attaqué un dortoir des installations annexes de la base militaire US de Kharb el-Jir, près de Hassaké. Cette attaque, probablement due à une milice soutenue par l'Iran, a tué un sous-traitant US et blessé cinq soldats et un autre sous-traitant. Le [Pentagone](#) a considéré que ces drones étaient de fabrication iranienne. Le président états-unien, Joe Biden, a ordonné des frappes aériennes de précision dans l'Est de la Syrie contre des installations utilisées par des groupes qu'il estime « affiliés » au corps des Gardiens de la Révolution.

La présence de soldats US en Syrie est illégale et viole le droit international. Les troupes US sont censées lutter contre Daesh. En réalité, ces troupes soutiennent les mercenaires, principalement kurdes, des Forces démocratiques syriennes (FDS). Celles-ci ont constitué un État autonome sous le nom de Rojava. Il paralyse la culture des céréales, mais exploite le pétrole. Les revenus sont partagés en deux parts égales. La première va aux Kurdes du PKK/YPG, la seconde à la CIA. Cette dernière les utilise comme une caisse noire pour financer ses opérations secrètes, un peu partout dans le monde, sans avoir à en rendre compte au Congrès.

Depuis plusieurs mois, la Russie tente de réconcilier la Syrie et la Türkiye afin de chasser le PKK tout en garantissant la sécurité de la population kurde. En outre, depuis trois semaines, la Chine œuvre dans le même sens avec l'espoir de sécuriser la région et de pouvoir y faire passer sa « route de la soie ».

La présence des troupes US prive la Syrie de ses principaux revenus agricoles et pétroliers. Le chef de la minorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, a immédiatement remis en cause le projet d'abrogation des deux *Authorization for Use of Military Force* (de 1991 et 2001). Elles ont cependant été abrogées par la haute assemblée. (...)

(...) L'attaque de Kharb el-Jir atteste que la Résistance populaire a réussi à infiltrer le système de surveillance de haute technologie qui comprend des radars, des caméras thermiques et un système de défense aérienne que les États-Unis ont mis en place dans toutes leurs bases en Syrie et au Moyen-Orient. Désormais, les Forces US dans la région sont toutes en danger.

AMÉRIQUES

Le but de guerre US en Ukraine

Le général Mark A. Milley, président du comité des chefs d'état-major, a été auditionné par le Congrès. Les parlementaires lui ont demandé de préciser quel est le but de guerre en Ukraine. Il a répondu que les États-Unis œuvrent pour vaincre l'invasion russe et maintenir l'ordre international construit à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Échec du test d'arme hypersonique états-unienne

Le secrétaire à l'Air Force, Frank Kendall III, a déclaré lors d'une audition au Congrès que : « Le test d'une arme hypersonique par l'US Air Force le 13 mars n'a pas été un succès [...]. Nous n'avons pas obtenu les données dont nous avons besoin ».

L'ARRW, acronyme d'arme à réponse rapide lancée par air de Lockheed Martin, doit effectuer 4 vols successifs avec succès avant d'être produit en chaîne. C'était son second test. L'année dernière quatre tests avaient échoué avant qu'un ne donne satisfaction.

Le colonel Frank Kendall III est un ingénieur aéronautique. Les États-Unis ont un très gros retard sur la Chine et la Russie en matière d'armes hypersoniques. L'armée russe maîtrise ces armes depuis plusieurs années et travaille à accroître leur précision, tandis que le Pentagone échoue encore à assurer leur stabilité.

Ce mois-ci, Paul Freisthler, scientifique en chef

de la division d'analyse de la Défense Intelligence Agency (DIA), a déclaré au Congrès que la Chine était en avance sur la Russie dans le développement d'armes hypersoniques et qu'elle avait peut-être déjà déployé une arme capable de frapper les bases US du Pacifique. Il a également assuré que la Chine poursuit la fabrication d'un missile balistique intercontinental équipé d'une ogive hypersonique qui est testée depuis 2011 et a déjà été capable de faire le tour du monde.

Selon le général Général Glen VanHerck, les États-Unis seront bientôt assiégés

Selon le général Glen VanHerck, commandant du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, la Russie sera en mesure d'ici un an ou deux de déployer en permanence des sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire (SSN) au large des États-Unis, dans le Pacifique et dans l'Atlantique. Les sous-marins russes de classe Yasen sont capables de mener une gamme de missions, y compris la guerre anti-navire et anti-sous-marine, la collecte de renseignements et le soutien aux opérations spéciales.

Selon Trump, quelle est la plus grande menace pour les USA ?

Lors d'un meeting à Waco, l'ancien président Donald Trump a déclaré sous les applaudissements : « On m'a demandé l'autre jour [...] "Quel est notre plus grande menace ? C'est la Chine, sûr ? C'est la Russie ?". J'ai dit "Non, notre plus grande menace sont les politiques de haut niveau qui gouvernent les États-Unis : Mitch McConnell, Nancy Pelosi, [Chuck] Schumer, [Joe] Biden, le département de la Justice ».

Joe Biden interdit certains logiciels d'espionnage

Le président Joe Biden a signé un « [Décret exécutif sur l'interdiction d'utilisation par le](#)

[gouvernement des États-Unis de logiciels espions commerciaux qui présentent des risques pour la sécurité nationale](#) ». Celui-ci n'interdit l'usage de logiciels espions aux agences gouvernementales que s'ils posent des problèmes de Sécurité nationale. C'est-à-dire si des États étrangers sont susceptibles de récupérer les données qu'ils espionnent.

Suite de l'enquête parlementaire sur la corruption des Biden

La sous-commission de la Chambre des représentants sur la militarisation du gouvernement enquête sur l'éventuelle implication du président Joe Biden dans les affaires financières illégales de son fils Joe Biden. Elle se tourne actuellement vers les nombreux associés de ce dernier, notamment John Robinson « Rob » Walker, Tony Bobulinski, Devon Archer et James Gillier. L'un d'entre eux, Eric Schwerin, a accepté de coopérer. Dans un e-mail de 2017, Tony Bobulinski suggérerait : « 10 détenus par H pour le grand gars ? ». Il a reconnu que le « H » représentait Hunter Biden et « le grand gars » représentait l'ancien vice-président Joe Biden, qui venait de quitter la Maison-Blanche de Barack Obama et était considéré comme un candidat probable à la présidentielle démocrate de 2020. Interrogé par des journalistes sur les imputations de certains médias relatives au versement d'1 million de dollars par une société chinoise sur les comptes de son fils et de son frère, le président Joe Biden a nié, répondant « Ce n'est pas vrai ! ». La sous-commission de la Chambre des représentants a alors envoyé les preuves correspondantes à la Maison-Blanche.

Deux conceptions de la liberté d'expression aux USA

Des étudiants de l'université Stanford (Silicon Valley) ont violemment chahuté le juge Kyle Duncan venu donner une conférence sur la liberté d'expression à la demande de la section

locale de la Federalist Society. Ils l'ont couvert d'insultes et l'ont empêché de parler. Un débat s'est par la suite développé sur le fait de savoir si ces insultes étaient une manifestation de la liberté d'expression des étudiants ou, au contraire, une attitude de nervosité visant à empêcher le juge lui-même de jouir de sa liberté d'expression. En définitive, le juge Duncan a considéré qu'il s'agissait d'une pression des étudiants chahuteurs contre ceux de leurs camarades qui souhaitaient assister à la conférence. La doyenne de l'université, Jenny Martinez, a publié une note dans laquelle elle condamne ce chahut établissant une distinction entre la liberté d'expression et le « veto du chahuteur ». Elle n'a pas pris de mesures contre les chahuteurs, mais a rendu obligatoire pour tous les étudiants d'assister à une session d'une demi-journée sur la liberté d'expression et les normes de la profession juridique.

Un audit de l'aide US à l'Ukraine en question

La représentante républicaine Marjorie Taylor Greene (Georgie) a fait adopter par la commission des Affaires étrangères de la Chambre une résolution demandant un audit complet des 113 milliards de dollars d'aide militaire et civile à l'Ukraine.

Les inspecteurs généraux du Pentagone, du département d'État et de l'Agence pour le développement international (USAID) ont déclaré qu'un tel audit était inutile.

Perception de l'importance de l'Ukraine pour les États-Uniens

Selon un [sondage Associated Press-NORC Center for Public Affairs Research](#) réalisé en janvier,

26 % des États-Uniens pensent que leur pays doit jouer un rôle majeur en Ukraine ;

37 % pensent que les États-Unis doivent fournir directement de l'argent à l'Ukraine

59 % pensent plus important de rétablir l'économie US que de sanctionner la Russie.

Fox News à nouveau trumpiste

Les imprécations de Steve Bannon contre Rupert Murdoch semblent avoir porté leurs fruits. La chaîne de télévision, Fox News, a interrogé l'ancien président Donald Trump et semble à nouveau le soutenir. À moins que ce ne soit la loi de l'audience : seuls les déboires et les ripostes de Trump passionnent les téléspectateurs.

Alexandria Ocasio-Cortez et TikTok

La représentante démocrate Alexandria Ocasio-Cortez (New York) a ouvert un compte TikTok pour protester contre la censure qui frappe ce réseau social aux États-Unis.

Ses détracteurs font remarquer qu'en décembre 2020 la maison-mère de TikTok, le Chinois ByteDance, a versé 150 000 dollars au Congressional Hispanic Caucus Institute dont le conseil consultatif comprend Mme Ocasio-Cortez.

Kevin McCarthy recevra-t-il la présidente de Taïwan ?

La Chine a menacé les États-Unis de représailles si le président de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, recevait officiellement la présidente de Taïwan, Tsai Ing-wen, lors de son passage dans le pays.

Le voyage de la prédécesseure de M. McCarthy, Nancy Pelosi, à Taïwan avait provoqué de lourdes conséquences.

Déboires de la campagne de recrutement de l'US Army

L'acteur Jonathan Majors (*The Last Black Man in San Francisco*, *Creed III*, *Ant-Man and the Wasp : Quantumania*) a été arrêté pour viol. Il tournait des films publicitaires pour l'US Army qui ne parvient plus à embaucher. Le Pentagone, tout

en le considérant comme innocent, les a retirés de la distribution.

Réalisation et projet du président salvadorien

Le président conservateur du Salvador, Nayib Bukele, est très largement soutenu par son peuple. Cette popularité ne lui vient pas de sa politique conservatrice, mais de sa lutte contre les gangs. Des organisations criminelles se sont formées dans les années 70 et 80 parmi les émigrés aux États-Unis. Lorsque ceux-ci ont été expulsés, ils sont revenus au Salvador où ils ont pris le pouvoir au niveau local. Le président Bukele a placé le pays sous un régime d'exception qui a permis à sa police d'arrêter 63 000 personnes, diminuant de moitié le nombre d'homicides. De nombreux cas d'erreurs policières ont été documentés, mais ces personnes sont néanmoins représentatives des gangs. Il a construit une gigantesque prison high tech de 40 000 places, le Centre de confinement du terrorisme, la plus grande du monde. Le nombre de détenus dans le pays se situerait à près de 100 000, en faisant l'État le plus répressif au monde.

Le président Nayib Bukele se définit comme « le dictateur le plus cool au monde ». Il n'a pas de religion, mais prie aussi bien dans des églises que dans des mosquées. Bien que d'origine palestinienne, il a refusé l'ouverture d'une ambassade palestinienne. Il s'est prononcé contre les gouvernements de Cuba et du Venezuela.

Cette semaine, fier de sa popularité, le président Bukele a annoncé débiter son programme politique : abolir les taxes et les impôts sur la high tech.

Les échanges sino-brésiliens passent au yuan et au real

Le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, a été contraint de reporter son voyage en Chine pour cause de maladie, à moins que ce ne soit à

cause du retour de l'ancien président Jair Bolsonaro. Quoi qu'il en soit, la délégation brésilienne a déjà annoncé à Beijing que les échanges entre le Brésil et la Chine n'auront plus lieu en dollars, mais en yuans ou en réals brésiliens.

EUROPE

Endettement des sociétés non-financières

Selon les données de l'Institute of International Finance (IIF) et de S&P Global, la dette des sociétés non financières est passée de 75 % du produit intérieur brut (PIB) mondial total en 2007 à 98 % l'année dernière (ce qui, avec la dette des gouvernements, des ménages et des sociétés financières porte la dette mondiale totale à un record de 300 000 milliards de dollars, soit un effet de levier de 349 % sur le produit intérieur brut mondial).

Les principales sociétés concernées sont :

- Toyota Motor Corporation (Japon, dette de 217 milliards de dollars US)
- Evergrande Group (Chine, dette de 174 milliards de dollars US)
- Volkswagen AG (Allemagne, dette de 166 milliards de dollars US)
- Verizon Communications (États-Unis, dette de 151 milliards de dollars)
- Deutsche Bank (Allemagne, dette de 150 milliards de dollars US)
- Ford Motor Company (États-Unis, dette de 139 milliards de dollars)
- Softbank (Japon, dette de 138 milliards de dollars US)
- AT&T (États-Unis, dette de 136 milliards de dollars)
- Deutsche Telekom AG (Allemagne, dette de 115 milliards de dollars US)
- Électricité de France (France, dette de 108 milliards de dollars)

Le prince Harry contre le Daily Mail

Un procès a débuté à la Haute Cour de Londres contre *The Daily Mail* et *The Mail On Sunday*, qui ont espionné des personnalités avant 2018. Le prince Harry et sir Elton John faisaient partie des victimes et étaient présents à la Haute Cour. Les tabloïds auraient engagé des détectives privés, volé des documents et placé des micros dans les voitures et aux domiciles de leurs cibles. Le prince a déclaré que la Cour royale qui était au courant de cet espionnage contre lui ne l'en avait pas informé.

En 2011, *News of the World* avait été condamné pour des faits similaires. Son propriétaire, Rupert Murdoch, l'avait fermé et avait dû payer 388 millions de dollars de dommages et intérêts et de frais de procédure. L'ancien éditeur du tabloïd, qui était devenu le chargé de communication du Premier ministre David Cameron, avait été arrêté et emprisonné.

Un nouveau Premier ministre écossais

Le Scottish National Party (SNP) a désigné Humza Yousaf comme leader, puis le Parlement écossais l'a élu comme Premier ministre. Originaire du Punjab pakistanais, il est le premier Premier ministre de religion musulmane en Europe occidentale. Il ne dispose pas de majorité au sein de la population, mais est devenu le leader du SNP en s'engageant à faire adopter le droit pour les adolescents de changer de sexe.

Le Saint-Siège étend la responsabilité de dénonciation des délinquants sexuels

Le pape François qui a déjà fait obligation aux religieux de signaler tout soupçon d'agression sexuelle à leur hiérarchie et d'alerter sur toute tentative par cette hiérarchie de couvrir des abus sexuels perpétrés par un ecclésiastique, a étendu cette obligation aux présidents des associations reconnues par le Saint-Siège.

Le Conseil de l'Europe s'inquiète de la répression des manifestations en France

La Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, la Bosniaque Dunja Mijatović, a exprimé son inquiétude sur le maintien de l'ordre en France. Elle a déclaré : « Il appartient aux autorités de permettre l'exercice effectif de ces libertés, en protégeant les manifestants pacifiques et les journalistes couvrant ces manifestations contre les violences policières et contre les individus violents agissant dans ou en marge des cortèges ».

Il y a trois ans, elle avait publié un [Mémoire](#) dans le contexte de la répression du mouvement des gilets jaunes.

La contestation de la police remplace celle de la réforme des retraites dans la presse française

Des très violents heurts ont opposé quelques milliers de personnes dont des Black Bloc aux forces de l'ordre autour d'un lac artificiel à Sainte-Soline. Les vidéos des gendarmes montrent une pluie de projectiles lancée avec l'intention de blesser, voire de tuer. 47 gendarmes ont été hospitalisés. 200 manifestants ont été blessés, dont 40 gravement et 2 sont dans le coma.

La manifestation avait été interdite par le préfet. En droit français, seuls les organisateurs de ce rassemblement peuvent être poursuivis pénalement. Les manifestants, quant à eux, ne le sont pas en vertu du principe constitutionnel de liberté d'expression. Tout au plus peuvent-ils être passibles d'une amende de 11€ pour non-respect de l'arrêté d'interdiction préfectoral. Par contre, une fois que la manifestation a dégénéré et que les gendarmes ont procédé aux sommations d'usage, le fait de rester sur place est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende. Ces peines peuvent être augmentées jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende en cas de port d'arme.

La très grande majorité de la presse française

prend aujourd'hui le parti des manifestants contre les gendarmes. En deux semaines, les manifestations contre l'usage abusif du 49-3 par le gouvernement en violation des principes démocratiques a cédé sa place dans les journaux à une mise en cause des forces de l'ordre.

Report de la visite de Charles III en France

La visite en France du roi Charles III d'Angleterre a été reportée *sine die*, à la demande du président Emmanuel Macron. Les forces de l'ordre ne sont pas en mesure d'assurer sa sécurité en cette période de troubles généralisés. Le roi prononcera un discours au Bundestag allemand à la place du Sénat français.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

La France prend en charge le « Global Gateway » de l'Union européenne

Le ministre délégué au Commerce extérieur, Olivier Becht, a présidé à Paris une réunion européenne sur le projet « Global Gateway ». Celui-ci avait été annoncé en grande pompe par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, en décembre 2021. Il s'agissait de développer les transports et communications dans le tiers-monde pour rivaliser avec le projet chinois des « routes de la soie ». Il était doté de 150 milliards d'euros. Plus d'un an plus tard, rien n'a avancé. Aucune réalisation n'est en vue. Le gouvernement français se propose d'organiser un partenariat public-privé, non pas en lançant quelques

applications concrètes, mais en labellisant « Global Gateway » des chantiers déjà en cours.

La Banque mondiale soutient la réforme des retraites du président Macron

À propos de l'opposition des Français à l'allongement de leur temps de travail, le chef économiste de la Banque mondiale, Indermit Gill, a regretté que « des gens refusent de travailler même deux années de plus malgré la hausse de leur espérance de vie de deux décennies ».

Contrairement à ce qu'il affirme, l'allongement de la durée de la vie n'a qu'un lointain rapport avec le financement de la retraite par répartition. Si les actifs doivent payer les retraites, le problème réside principalement dans la pyramide des âges de chaque population, fort différente selon les pays, et dans le montant des retraites, proportionnel ou égalitaire.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Naissance du monde multipolaire \(2\). Préparation d'une nouvelle Guerre Mondiale](#) » ;

par Thierry Meyssan

Les États-Unis poussent leurs alliés de l'Union européenne à se préparer à une Troisième Guerre mondiale. Ils n'ont d'autre choix que de la livrer s'ils veulent sortir vainqueurs du « piège de Thucydide ». À moins que tout ce remue-ménage ne soit qu'une mise en scène pour « tenir » les alliés dans leur camp tandis que de très nombreux États, en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, se déclarent « neutres ».

Dans le même temps, les bruits de bottes rameutent les militaristes japonais qui, comme les « nationalistes radicaux » en Ukraine, sont de retour.

Perquisition de cinq banques françaises

Dans le cadre d'une opération germano-française, le parquet national financier a perquisitionné les sièges de cinq banques, BNP Paribas, Exane (gestionnaire de fonds, filiale de

la BNP), Société générale, Natixis et HSBC.

Elles sont soupçonnées d'avoir monté une fraude (« CumCum ») visant à aider les détenteurs étrangers d'actions d'entreprises françaises cotées à échapper à l'imposition sur les dividendes dont ils doivent s'acquitter.

Mentionné dans les « CumEx Files », en 2018, parmi les banques qui auraient pu avoir recours à ce schéma, le Crédit agricole, via sa filiale Cacib, n'a pas fait partie des établissements visés par les perquisitions.

La France reconnaît l'Holodomor

L'Assemblée nationale a adopté la [résolution n°97](#) portant sur « la reconnaissance et la

condamnation de la grande famine [ukrainienne] de 1932-1933, connue sous le nom d'Holodomor, comme génocide ».

Elle se fonde sur la résolution du Parlement européen du 15 décembre 2022 (2022/3001 [RSP]). Elle écrit : « Considérant la mise en place par les autorités soviétiques d'une famine forcée en Ukraine, à l'origine de la mort de près de plusieurs millions d'Ukrainiens, pour imposer par la force et par la terreur leur politique de collectivisation ; Constatant le caractère intentionnel de détruire en tout ou partie l'identité nationale et le peuple ukrainien, et plus particulièrement la paysannerie ukrainienne, en confisquant les récoltes et les semences, en intensifiant la répression, en fermant les frontières et en instaurant un blocus des villages ».

Or, l'interprétation de cette famine comme un plan soviétique visant à détruire l'identité ukrainienne est un mythe créé par le professeur Lev Dobriansky (membre de la Ligue anti-communiste mondiale) et aujourd'hui soutenu par sa fille Paula Dobriansky (membre fondatrice du Project for the New American Century). Selon les historiens, cette famine fut due à de mauvaises conditions climatiques autant qu'aux déboires de la collectivisation forcée. Elle toucha d'autres régions d'URSS et

ne peut être interprétée, ni comme une volonté de tuer, ni comme une politique visant les seuls Ukrainiens.

TotalEnergie achète du gaz émirati en yuans

Le Français TotalEnergie vient d'acheter du gaz liquéfié émirati à la China National Offshore Oil Corporation. La transaction a eu lieu, non pas en dollars, mais en yuans.

La monnaie chinoise est désormais la cinquième la plus utilisée au monde après le dollar, la livre sterling, l'euro et le yen.

Mesures en faveur des consommateurs au Portugal

Le gouvernement portugais d'António Costa a abrogé la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur tous les produits alimentaires de première nécessité. Il a en outre augmenté les allocations familiales. L'inflation est montée à plus 10 % et commence juste à ralentir.

Méga-grève en Allemagne

Fin 2022, près de quatre millions de salariés allemands de l'industrie ont décroché une hausse de salaires de 8,5 % sur deux ans, après plusieurs semaines ponctuées par des arrêts de travail. Les 160 000 salariés de la Deutsche Post ont obtenu début mars une hausse de salaire moyenne de 11,5%. Les salariés des aéroports, du rail, du fret maritime, des sociétés d'autoroutes, des transports locaux, soit environ 2,8 millions de travailleurs ont respecté une journée de grève, le 28 mars 2023. Ils réclament 10 % de revalorisation salariale.

Le consensus entre les syndicats d'employés et d'employeurs semble terminé.

La Russie met en garde la Suède

« S'il semble encore à quelqu'un que cela améliorera d'une manière ou d'une autre la sécurité de l'Europe, soyez certains que les nouveaux membres [la Suède et la Finlande] du

bloc hostile [l'Otan] deviendront une cible légitime pour les mesures de représailles russes, y compris celles de nature militaire », a mis en garde l'ambassadeur russe à Stockholm, Viktor Tatarintsev.

La Hongrie n'arrêtera pas Vladimir Poutine

La Hongrie n'arrêtera pas le président Vladimir Poutine s'il visite le pays, a indiqué Gergely Gulyas, chef de cabinet du Premier ministre Viktor Orbán. Les lois hongroises ne le permettent pas et le mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale est regrettable car il va « dans le sens de l'escalade plutôt que dans celui de la paix ».

La Hongrie hostile à l'adhésion de la Suède à l'Otan

Budapest a réitéré son opposition à l'adhésion de la Suède à l'Otan. Il lui reproche son engagement prétendument pour le « rétablissement de l'état de droit en Hongrie ». Il a par contre apporté son soutien à la Finlande. La Turquie ne sera donc pas la seule à faire barrage à Stockholm au sein de l'Alliance atlantique.

La Serbie n'oublie pas les bombardements illégaux de l'Otan

Le président serbe, Aleksandar Vučić, a célébré le 24e anniversaire de la campagne de bombardement de l'ancienne Yougoslavie par l'Alliance atlantique. Il a déclaré : « 24 ans ont passé. Vous avez arraché des parties de notre territoire. Vous avez tué 79 enfants, 2 500 personnes et pas seulement des civils, mais aussi des soldats et des policiers (...) Qui êtes-vous pour tuer nos soldats et nos policiers qui se trouvent sur leur territoire et dans leur pays ? Où avez-vous obtenu le droit de tuer nos soldats et nos policiers ? Qui vous a donné ce droit ? ». L'Otan avait attaqué la Yougoslavie sans mandat du Conseil de sécurité, prétendument pour

mettre fin à un génocide. À l'issue de la guerre, un tribunal spécial avait été chargé de condamner le président Slobodan Milošević, mais n'y était pas parvenu. Finalement, il était mort en détention et l'Otan avait refusé qu'il soit autopsié alors que ses partisans parlaient d'assassinat et que la Russie les soutenait.

Le président Volodymyr Zelensky au bord de la crise de nerfs

Le président Volodymyr Zelensky s'est exprimé par vidéo lors du conseil européen du 23 mars 2023. Entouré de militaires, il a supplié encore une fois qu'on lui envoie des armes. La voix tremblante, au bord des larmes, il a souligné l'urgence de la situation et déclaré que si les armes n'arrivaient pas immédiatement son pays ne pourrait plus tenir.

L'Union européenne a décidé de ne pas diffuser cette intervention, qui montre à l'évidence un grave problème, même si elle peut être interprétée de plusieurs manières.

L'Ukraine expulse les clercs fidèles au patriarcat de Moscou

Le gouvernement ukrainien a décidé de ne pas renouveler le bail de l'Église orthodoxe aux Laures de Kiev. En conséquence, 500 personnes, dont 200 moines, devront soit rejoindre l'Église orthodoxe d'Ukraine, soit quitter le pays. D'ici là, il lui interdit l'accès aux principaux bâtiments de peur qu'ils ne fuient avec des reliques, dont le crâne du pape saint Clément.

Les papes et moines de l'Église orthodoxe relevant du patriarcat de Moscou (y compris en Europe occidentale) sont tous salariés par la Russie. L'Église orthodoxe d'Ukraine n'est pas simplement une Église locale organisée par les États-Unis, elle a pris la succession d'une autre qui soutint les pires crimes des « nationalistes intégraux » avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, notamment les massacres de juifs.

Une unité secrète ukrainienne pour blesser les soldats russes

Selon *The Times* et le *Daily Express*, la CIA états-unienne et le GRU ukrainien ont constitué une unité secrète, la *Thor*, avec 27 hommes. Ils ont pour mission non pas de tuer, mais de blesser gravement le plus de Russes possible.

Il semble que ses membres soient tous des « nationalistes intégraux » ayant combattu au Donbass.

La Russie teste son arsenal

La Russie a testé des missiles hypersoniques de croisière anti-navires, Moskit, en mer du Japon. Ces missiles de l'époque soviétique ont été modernisés, ils ont la particularité de se déplacer beaucoup plus vite que les Harpoons US. Ils sont tirés de manière coordonnée par plusieurs navires ou avions, atteignant leur cible au même moment ce qui rend leur interception presque impossible.

La Russie a également procédé à des exercices militaires avec des missiles balistiques intercontinentaux thermonucléaires de type Iars.

Des missiles nucléaires russes en Biélorussie

La Russie a déployé des missiles balistiques à courte portée Iskander équipés de charges nucléaires tactiques en Biélorussie à la demande du président Alexandre Loukachenko. Moscou entend armer ses alliés comme Washington le fait avec les siens : depuis des années, le Pentagone a déployé des bombes B-61, c'est-à-dire des bombes nucléaires à hydrogène, en Allemagne, en Belgique, en Italie, aux Pays-Bas et en Turquie.

Jusqu'ici, la Russie considérait que le déploiement de B-61 par les États-Unis chez leurs alliés violait le Traité de non-prolifération nucléaire. Il a cependant décidé de les imiter, suscitant leur inquiétude.

« L'accueil d'armes nucléaires russes par la

Biélorussie signifierait une escalade irresponsable et une menace pour la sécurité européenne (...) La Biélorussie peut encore l'arrêter, c'est son choix (...) L'Union européenne est prête à riposter par de nouvelles sanctions », a écrit le haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell.

AFRIQUE

Négociations de pêche UE-Maroc

L'accord de pêche UE-Maroc prévoit que 128 navires de onze pays membres de l'UE (Espagne, Portugal, France, Allemagne, Lituanie, Lettonie, Pologne, Pays-Bas, Irlande, Italie et Royaume-Uni — entretemps sorti de l'UE à l'issue du Brexit) peuvent pêcher dans les eaux territoriales marocaines contre environ 50 millions d'euros de dédommagement par an. Or, la principale zone de pêche est située, sur la côte Atlantique, dans les eaux territoriales de la République arabe sahraouie démocratique (non reconnue par les Nations-Unies). Cet accord a été invalidé par la Cour de Justice de l'Union européenne et ne peut être reconduit en l'état. Selon Me Gilles Devers, avocat des Saharais, si un nouvel accord venait à être adopté sans tenir compte du principe du jugement, il serait immédiatement attaqué par le Front Polisario, qui serait en droit de réclamer des compensations pour « les préjudices subis par le peuple sahraoui ». Anticipant un échec des négociations, le Maroc se tourne vers la Russie et le Japon pour prendre la suite tandis que l'Espagne s'apprête à venir au secours de ses pêcheurs.

Le Maroc et les investisseurs indiens et chinois

Le Maroc devrait bénéficier d'investissements indiens pour produire de l'hydrogène vert et construit une zone industrielle, la Cité

Mohammed VI Tanger Tech, pour 200 entreprises chinoises. 100 000 emplois devraient y être créés.

Réforme de l'armée soudanaise

Le président du Conseil de souveraineté de transition du Soudan, le général Abdel Fattah al-Burhan, a annoncé qu'il entendait réformer l'ensemble de l'État et constituer, sous le contrôle d'une autorité civile élue, une armée professionnelle.

Selon l'accord-cadre du 5 décembre 2022, le Conseil de souveraineté et de transition doit unifier les militaires en intégrant le corps paramilitaire des Forces d'appui rapide du général Mohamed Hamdan Dogolo (dit « Hemeti ») aux forces armées régulières. La distinction entre les secteurs militaires et civils est devenue une condition de l'aide financière saoudienne et koweïtienne.

Réunion des armées des deux Libye

Le Comité militaire mixte (cinq membres de l'institution militaire de l'ouest de la Libye et cinq autres membres des forces de l'est) organise depuis deux ans sous les auspices de l'Onu, des réunions de dialogue à l'intérieur et à l'extérieur de la Libye pour unifier l'armée, en application de l'accord de cessez-le-feu signé à Genève en octobre 2020. Une réunion entre le chef d'état-major de l'armée libyenne, Mohamed Al-Haddad et le chef d'état-major des forces du maréchal Khalifa Haftar, Abderrazak Nadhoury, s'est tenue en présence de l'envoyé des Nations unies, Abdoulaye Bathily.

Le Burkina Faso choqué par l'interview d'un chef terroriste par France 24

Le 6 mars, France 24 a diffusé des réponses écrites d'Abou Obeida Youssef al-Annabi, le chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), à une quinzaine de questions posées par le journaliste Wassim Nasr.

Dans un communiqué daté du 27 mars, le

porte-parole du gouvernement burkinabè, Jean-Emmanuel Ouedraogo, a commenté : « En ouvrant ses antennes au premier responsable d'AQMI, France 24 ne fait pas seulement office d'agence de communication pour ces terroristes, pire il offre un espace de légitimation des actions terroristes et des discours de haine véhiculés pour assouvir les visées maléfiques de cette organisation sur le Burkina Faso (...) Le gouvernement a donc décidé en toute responsabilité, et au nom de l'intérêt supérieur de la Nation, de la suspension *sine die* de la diffusion des programmes de France 24 sur l'ensemble du territoire national ».

En décembre 2022, le Burkina Faso avait identiquement annoncé la censure de Radio France International pour des motifs similaires. L'Union européenne avait protesté. France 24 a écrit dans un communiqué déplorer « cette décision et contester les accusations sans fondement qui mettent en cause le professionnalisme de la chaîne ». La chaîne affirme que « jamais [elle] ne lui a [Abou Obeida Youssef al-Annabi] donné la parole directement, prenant soin de relater ses propos sous la forme d'une chronique permettant la distanciation et la contextualisation nécessaires ». Et de noter que « cette chronique permettait pour la première fois de confirmer que l'otage français Olivier Dubois, libéré depuis, était retenu par AQMI ».

Selon le [Global Terrorism Index \(GTI\) 2023](#) de l'Institute for Economics and Peace, Sydney (Australie), le Sahel est devenu le centre du terrorisme international et le Burkina Faso et le Mali sont les pays les plus touchés.

Les États-Unis ont annoncé une aide de 100 millions de dollars pour « lutter contre l'extrémisme et l'instabilité au Sahel ». Seuls le Bénin, le Ghana, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Togo en seront bénéficiaires.

Le retour de Jean-Pierre Bemba

Jean-Pierre Bemba, qui a été incarcéré par la Cour pénale internationale pendant près de dix ans pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité avant d'être acquitté en 2018, vient d'être nommé vice-Premier ministre et ministre de la Défense de république démocratique du Congo. Il devra trouver le moyen de rétablir la paix dans l'Est, et particulièrement dans le Nord-Kivu, province dont une grande partie est occupée par les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda.

Le président Félix Tshisekedi a remanié son gouvernement en y introduisant de nombreux poids lourds de la politique.

L'Afrique du Sud et la CPI

L'Afrique du Sud, membre de la Cour pénale internationale, a adressé une invitation au président russe Vladimir Poutine à l'occasion du sommet des Brics (22 au 24 août). Cependant, ce dernier fait l'objet d'un mandat d'arrêt international de la CPI que Prétoria est tenu d'exécuter.

En 2015, l'Afrique du Sud avait accueilli le président soudanais Omar el-Béchir à l'occasion d'un sommet de l'Union africaine.

En 2016, le président Jacob Zuma avait envisagé une sortie de la CPI.

En 2017, la CPI avait sermonné l'Afrique du Sud sans lui infliger de sanction.

ASIE

Des ONG israéliennes accusent leur pays de tortures

L'Addameer Prisoner Support, qui défend les droits des détenus palestiniens, ainsi que le groupe d'aide juridique al-Haq, ont émis une déclaration conjointe lors de la 52e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Ils y ont affirmé que les autorités israéliennes soumettent systématiquement les

détenus palestiniens à la torture. En outre, les tribunaux refusent d'observer les traces de maltraitance sur les corps des prisonniers palestiniens.

La Knesset protège Benjamin Netanyahu

La Knesset a adopté une loi sur l'incapacité, qui empêche le procureur général de déclarer un Premier ministre en exercice inapte à exercer ses fonctions.

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, était susceptible d'être déclaré inapte.

Benjamin Netanyahu révoque son ministre de la Défense

Le général Yoav Gallant, ministre israélien de la Défense, a exprimé des réserves quant à la réforme de la justice promue par son Premier ministre, Benjamin Netanyahu. Dans un contexte de division des Israéliens, il a remarqué qu'une telle réforme ne pouvait avoir lieu que dans le dialogue. Il a été immédiatement révoqué.

Prochain rétablissement des relations diplomatiques saoudo-syriennes

Selon *Reuters*, l'Arabie saoudite et la Syrie sont sur le point de rétablir leurs relations diplomatiques après l'Aïd el-Fitr, à la fin du Ramadan (22 avril). Une délégation syrienne comprenant des responsables de la sécurité s'est rendue plusieurs jours à Riyad. Ce rétablissement ouvrira la voie au retour de la Syrie dans la Ligue arabe.

Barbara Leaf évoque l'effondrement complet du Liban

La sous-secrétaire d'État pour le Moyen-Orient, Barbara Leaf, a signifié aux dirigeants libanais que Washington ne les aidera pas tant qu'ils n'auront pas trouvé un accord avec le Fonds monétaire international. Lors de ses entrevues, elle a mis ses interlocuteurs en garde, leur disant que s'ils n'acceptaient pas maintenant les

conditions occidentales, leur pays s'effondrerait définitivement avant la fin de l'année. « Le pire est à venir », a-t-elle conclu.

L'Iran change de stratégie économique en Syrie

L'Iran, qui envisageait de créer une banque commune avec la Syrie et d'exploiter un réseau de téléphonie mobile dans ce pays, restreint ses ambitions économiques. Téhéran envisageait une forme de domination économique dans tous les secteurs. Il se concentre désormais sur certains et se retire d'autres.

Négociations irano-jordanien

Téhéran a débuté des négociations, via des intermédiaires irakiens, avec Amman. Pour le moment, la partie jordanienne semble sceptique sur la durabilité de l'accord irano-saoudien. Pourtant, alors que les relations entre le Qatar et l'Arabie saoudite étaient encore difficiles, ces pourparlers ont débuté par une réception du chargé d'affaires iranien et de l'ambassadeur saoudien par l'ambassadeur qatari à Amman.

La Türkiye sommée de ne plus exporter de pétrole volé en Iraq par le gouvernement régional kurde

Une Cour internationale d'arbitrage a interdit à la Türkiye de faire transiter du pétrole provenant de la région autonome du Kurdistan irakien. Depuis des années, les gouvernements irakiens successifs qualifient l'exploitation du pétrole par la région autonome de « vol » dans la mesure où la Constitution en fait un bien national alors que le Kurdistan ne reverse aucun revenu au budget national. La Cour a considéré que le transit par la Türkiye était une forme de « contrebande ».

Le président de la SNB démissionne

Le président de la Saudi National Bank, Ammar al-Khudairy, a démissionné. La SNB était le premier actionnaire de Crédit Suisse, 9,8 % des

parts. La banque helvétique a été rachetée début mars pour une bouchée de pain par UBS.

L'Arabie saoudite s'associe à l'OCS

Le gouvernement saoudien a décidé de rejoindre l'Organisation de coopération de Shanghai. Une réunion avec le roi Salmane devrait officialiser la demande du statut d'association à l'OCS. Cette annonce intervient trois semaines après la signature à Beijing d'un accord saoudo-iranien.

La Türkiye choquée par la réception de terroristes au Sénat français

Le ministère turc des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de France à Ankara, Hervé Magro, pour lui demander des explications sur la réception au Sénat français de leaders de l'organisation « terroriste » PKK/YPG.

Le 24 mars 2023, une délégation avait été reçue par le vice-président du Sénat, le communiste Pierre Laurent. Le lendemain, une réception était organisée dans les locaux de la haute assemblée par l'Union des Entrepreneurs franco kurdes (UEFK) à l'occasion de la fête de Norouz (nouvel an perse). Parmi les invités figuraient en uniforme de combat les commandants des Unités de défense du peuple (YPG) et des femmes (YPJ). Les porte-paroles des YPJ, Rûksan Mihemed, et des YPG, Nouri Mahmoud, ont reçu des médailles d'honneur. La Diplomatie turque a invité la France à ne pas accorder de crédit aux efforts du PKK en quête de légitimité internationale pour ses branches en Syrie, à soutenir la protection des frontières de la Türkiye, la sécurité du peuple turc, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie, et à faire preuve de solidarité conformément à l'esprit de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan).

Plainte à la CPI sur le tremblement de terre en Türkiye et en Syrie

Dans une lettre ouverte à la Cour pénale internationale, publiée par l'[*Advances in Social Sciences Research Journal*](#), trois personnalités dénoncent le tremblement de terre survenu en Türkiye et en Syrie comme un acte de géo-ingénierie.

L'article s'appuie sur de nombreux articles de presse (dont ceux du Réseau Voltaire).

Le Myanmar dissout le parti d'Aung San Suu Kyi

Considérant que 40 partis politiques n'ont pas renouvelé leur inscription dans les deux mois réglementaires, les autorités du Myanmar les ont dissous. Parmi eux figure la Ligue nationale pour la démocratie (LND), qui avait remporté les dernières élections générales du pays sous la direction de la prix Nobel de la paix 1991 et ancienne conseillère d'État Aung San Suu Kyi, emprisonnée depuis avril 2021.

63 partis politiques ont été enregistrés, dont 50 déjà existants.

La Corée du Sud choquée par les manuels scolaires japonais

La république de Corée (dite Corée du Sud) a émis une protestation officielle auprès du Japon à propos de la manière dont les manuels scolaires nippons abordent les questions du conflit territorial entre les deux pays et du travail forcé des Coréens pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les manuels scolaires, approuvés par le gouvernement Kishida, décrivent la revendication sud-coréenne sur les îles Takeshima (Dokdo en coréen) comme « déraisonnable ». Ils banalisent également le travail forcé.

L'arsenal de la Corée du Nord

La République populaire démocratique de Corée (dite « Corée du Nord ») a testé deux

drones sous-marins, Tsunami (« Haeil », en coréen). Ils seraient capables de provoquer un tsunami radioactif. Lors du test, les drones ont manœuvré 41 heures sous l'eau avant de détruire leurs cibles au large de la province du Hamgyong. Selon les experts, la Corée du Nord aurait pu profiter de la mise au point par la Russie de ses drones Poseïdon, mais n'en maîtriserait pas encore tous les aspects. La « Corée du Nord » a en outre publié des photographies de 10 bombes nucléaires tactiques, Hwasan-31, suscitant un vif émoi à Washington. Pyongyang a testé 6 bombes nucléaires stratégiques depuis 2016, mais on ignorait qu'elle en avait aussi des tactiques.

Les Philippines adhèrent au Partenariat économique régional global

Le Sénat philippin a validé la signature du Partenariat économique régional global (RCEP). Cet accord commercial, le plus important au monde (un tiers du PIB mondial), a déjà été signé par les 15 États de l'ASEAN, plus l'Australie, la Chine, le Japon, la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande. L'Inde et le Myanmar ne l'ont pas rejoint.

Discret voyage d'un responsable du département d'État en Chine

Après l'annulation du voyage du secrétaire d'État Antony Blinken à Beijing, un de ses adjoints, Rick Waters, responsable de la « Maison Chine », a effectué un discret voyage à Hong Kong, Shanghai et à Beijing. Les autorités chinoises n'ont pas vu ce déplacement comme susceptible d'améliorer les relations entre les deux pays, mais ils ont tenu à maintenir la porte ouverte.

L'armée chinoise invisible sous l'eau ?

Après avoir montré ses drones sous-marins lors de l'exposition NAVDEX 2023 aux Émirats arabes unis en février, la Chine prétend avoir mis au point un revêtement particulier qui

trompe les sonars. Il permettrait d'approcher sans être remarqué n'importe quel sous-marin et de le couler.

BYD en avance sur Tesla

Selon Charlie Munger (associé de Warren Buffet), le constructeur automobile chinois BYD est considérablement en avance sur l'États-unien Tesla. « C'en est presque ridicule », a-t-il déclaré. BYD est le premier constructeur de voitures électriques mondial. Cette société se caractérise par son « intégration verticale » allant des mines d'extraction du lithium au produit fini.

Affluence de leaders européens en Chine

Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a été reçu par le président chinois, Xi Jinping. La semaine prochaine, le président français Emmanuel Macron et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, suivront. Le haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell, se rendra à Beijing probablement lors de son déplacement au sommet des ministres des Affaires étrangères du G7 au Japon, le 16 avril.

Chacun tentera à la fois de convaincre la Chine de ne pas fournir d'armes à la Russie et de tester sa volonté de négocier la paix en Ukraine.

L'ancien président de Taïwan soutient l'unification des deux Chines

Ma Ying-jeou, ancien président de Taïwan et du Kuomintang, est en visite privée en Chine communiste. Il s'est rendu au mausolée de Sun Yat-sen et a souligné que l'unification était ce que tout le peuple chinois souhaitait, et que le Consensus de 1992 par lequel les deux parties ont reconnu qu'elles faisaient partie de la même Chine mais avec des interprétations différentes de ce que cela signifie, devrait être la base de la paix.

Forum de Boao pour l'Asie 2023

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, et les Premiers ministres de Singapour Lee Hsien Loong, d'Espagne Pedro Sanchez, de Côte d'Ivoire Patrick Achi, du Kazakhstan Alikhan Smaïlov, de Malaisie Anwar Ibrahim et bien sûr de Chine Li Qiang participent au Forum de Boao pour l'Asie (BFA 2023), le « Davos chinois ».

Convocation du premier sommet Chine-Asie centrale

Un sommet Chine-Asie centrale réunira les chefs d'État et de gouvernement de la Chine, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, en mai. En 30 ans, les échanges entre ces pays ont été multipliés par 100. Une déclaration commune, actuellement en pourparlers, devrait être rédigée autour des cinq points suivants :

- magnifier le rôle exemplaire de l'amitié (bon voisinage) ;
- construire une ceinture de coopération pour un développement de haute qualité ;
- renforcer le bouclier de défense pacifique ;
- construire une famille avec des interactions diverses ;
- protéger le village mondial pour qu'il jouisse de la paix et du développement.

La Chine aide les pays pauvres

Selon une [étude](#) de chercheurs de la Banque mondiale et de chercheurs affiliés à l'Université de Harvard, en partenariat avec Aid Data et le Kiel Institute for the World Economy, la Chine a dépensé 240 milliards de dollars pour renflouer 22 pays en voie de développement, entre 2008 et 2021.

Beijing ne pose aucune condition politique à ses accords de prêt. En outre, il a appelé la Banque mondiale et le Fonds monétaire international à suivre son exemple et à alléger la dette des pays les plus pauvres.

La propagande atlantiste assure pourtant que les contrats chinois des routes de la soie sont des pièges appauvrissant les pays qui s'y engagent.

Réactions des Japonais à la politique de leur Premier ministre

Selon un sondage Nikkei, 63 % des Japonais approuvent le rapprochement du Japon et de la Corée du Sud contre la Chine, tandis que 71 % se reconnaissent dans l'alliance du Japon avec l'Ukraine.

Les États-Unis mettent en garde les Japonais

Lors d'une conférence à l'université de Tokyo, l'ambassadeur US Rahm Emmanuel a appelé à la création d'une « coalition globale » capable de répondre à la « coercition économique chinoise » (sic). Il a accusé Beijing de se livrer à une « coercition douce », qu'il a décrite comme utilisant l'influence économique et la taille de son marché pour arracher des concessions aux entreprises et aux pays qui craignent de perdre l'accès au marché chinois.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan,
thierry.meyssan@voltairenet.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand,
serge.marchand@voltairenet.org
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel : 150 euros](#)

[Abonnement mensuel : 15 euros](#)

Prix de vente au numéro : 5 euros

Supplément documentation

4- Livres

AFRICA

United Nations Peace Operations in Africa Civil-Military Coordination and State-Building, By Saleem Ahmad Khan, Routledge (120 £)

Resource Conflict and Environmental Relations in Africa, Kelechi Johnmary Ani, Palgrave Macmillan (96 €)

AUSTRALIA

Australia's Security in China's Shadow, By Euan Graham, Routledge (27 £)

AUSTRIA

Der Professor und der Wolf : Das 1 x 1 der österreichischen Politik, von Peter Filzmaier & Armin Wolf, Christian Brandstätter Verlag (25 €)

CANADA

Canadian Conservative Political Thought, Edited By Lee Trepanier, Richard Avramenko, Routledge (120 £)

CHINA

China, Media, and International Conflicts, Edited By Shixin Ivy Zhang, Altman Yuzhu Peng, Routledge (120 £)

Deliberation with Chinese Characteristics A Tale of Two Chinese Cities' Participatory Budgeting Experiences, By Su Yun Woo, Routledge (120 £)

The Palgrave Handbook of Globalization with Chinese Characteristics. The Case of the Belt and Road Initiative, Paulo Afonso B. Duarte, Francisco José B. S. Leandro, Enrique Martínez Galán, Palgrave Macmillan (160 €)

The New China Playbook : Beyond Socialism and Capitalism, Keyu Jin, Viking (\$29)

EUROPEAN UNION

The Nordic, Baltic and Visegrád Small Powers in Europe A Dance with Giants for Survival and Prosperity, By Hilmar Hilmarsson, Routledge (120 £)

Frontex and the Rising of a New Border Control Culture in Europe, By Antonia-Maria Sarantaki, Routledge (120 £)

The EU Political System After the 2019 European Elections, Olivier Costa, Steven Van Hecke, Palgrave Macmillan (107 €)

Politics and Security of Central and Eastern Europe. Contemporary Challenges, Ryszard Zięba, Palgrave Macmillan (107 €)

FINLAND

Cultural Diplomacy in Cold War Finland. Identity, Geopolitics and the Welfare State, Louis Clerc, Palgrave Macmillan (42 €)

FRANCE

Je n'ai pas dit mon dernier mot, de Éric Zemmour , Rubempre (22 €)

En bande organisée : Mitterrand, le pacte secret, de Sébastien Le Fol , Albin Michel (22 €)

GERMANY

Die Moskau-Connection : Das Schröder-Netzwerk und Deutschlands Weg in die Abhängigkeit, von Reinhard Bingener & Markus Wehner, C.H.Beck (18 €)

HOLY SEE

L'atlante, di Francesco. Vaticano e politica internazionale, di Antonio Spadaro, Marsilio (13,30 €)

INDIA

How Realist Is India's National Security Policy ?, Edited By Kanti Bajpai, Routledge (35 £)

INDO-PACIFIC

Handbook of Indo-Pacific Studies, Edited By Barbara Kratiuk, Jeroen Van den Bosch, Aleksandra Jaskólska, Yoichiro Sato, Routledge (120 £)

IRAN

Power of Bonding and Non-Western Soft Power Strategy in Iran. Comparing China and India's

Engagement, Md. Nazmul Islam, Palgrave Macmillan (97 €)

IRAQ

Iraq Power, Institutions, and Identities, By Andrew J. Flibbert, Routledge (120 £)

Power and Paranoia in Syria-Iraq Relations The Impact of Hafez Assad and Saddam Hussain, By Amjed Rasheed, Routledge (120 £)

ITALY

La via italiana alle relazioni internazionali. La lezione di Enrico Mattei, di Luca Pinasco, Meltemi (17 €)

JAPAN

Fighting Japan's Cold War Prime Minister Yasuhiro Nakasone and His Times, By Ryuji Hattori, Routledge (120 £)

Japan Decides 2021. The Japanese General Election, Robert J. Pekkanen, Steven R. Reed, Daniel M. Smith, Palgrave Macmillan (27 €)

NIGERIA

Nigerian Foreign Policy 60 Years After Independence, Usman A. Tar, Sharkdam Wapmuk, Palgrave Macmillan (107 €)

NATO

Evaluating NATO Enlargement. From Cold War Victory to the Russia-Ukraine War, James Goldgeier, Joshua R. Itzkowitz Shiffrin, Palgrave Macmillan (93 €)

NORTH KOREA

Pyongyang, de Guy Delisle, Astiberri (17,€)

SHANGHAI COOPERATION ORGANIZATION

The Shanghai Cooperation Organization and Conflict De-escalation Trust Building and Interstate Rivalries, By James MacHaffie, Routledge (120 £)

SINGAPORE

Reassessing Lee Kuan Yew's Strategic Thought, By Ang Cheng Guan, Routledge (120 £)

SOUTH KOREA

Two-Track Democracy in South Korea The Interplay Between Institutional Politics and Contentious Politics, By Seongyi Yun, Routledge (120 £)

SPAIN

El alzamiento, de Pilar Urbano, Editorial Planeta (22,70 €)

La España en la que creo : En defensa de la Constitución, de Alfonso Guerra, La esfera de los libros (17 €)

Patria digna : La España que intentaron robarnos, de Alán Barroso, 001 edición (17,95 €)

UNITED STATES

Trump Was a Joke How Satire Made Sense of a President Who Didn't, By Sophia A McClennen, Routledge (120 £)

Plunder : Private Equity's Plan to Pillage America, Brendan Ballou, PublicAffairs (\$30)

Christian Supremacy : Reckoning with the Roots of Antisemitism and Racism, by Magda Teter, Princeton University Press (\$35)

Age of Danger : Keeping America Safe in an Era of New Superpowers, New Weapons, and New Threats, Andrew Hoehn, Thom Shanker, Hachette (\$30)

Poverty, by America, by Matthew Desmond, Crown (\$27)

Unscripted : The Epic Battle for a Media Empire and the Redstone Family Legacy, by James B Stewart & Rachel Abrams, Penguin (\$25)

ZAMBIA

Postcolonial Legality : Law, Power and Politics in Zambia, Jeremy Gould, Routledge (140 £)

COMMUNICATION

Politics, Propaganda and the Press International Reactions to the Falklands/Malvinas Conflict, By Louise A. Clare, Routledge (120 £)

Minorities, Free Speech and the Internet, Edited By Oscar Pérez de la Fuente, Alexander Tsesis, Jędrzej Skrzypczak, Routledge (120 £)

The Palgrave Handbook of Media Misinformation, Karen Fowler-Watt, Julian McDougall, Palgrave Macmillan (160 €)

Infocracia : La digitalización y la crisis de la democracia, de Byung-Chul Han, Taurus (13,20 €)

COVID

Les apprentis sorciers, de Alexandra Henrion Caude , Albin Michel (17 €)

Covid 19, ce que révèlent les chiffres officiels : Mortalité, tests, vaccins, hôpitaux, la vérité émerge, de Pierre Chaillot, L'artilleur (22 €)

The South African Response to COVID-19 The Early Years, Edited By Pieter Fourie, Guy Lamb, Routledge (120 £)

ECONOMY

Economic Policy and the History of Economic Thought, Edited By Stavros Drakopoulos, Ioannis Katselidis, Routledge (120 £)

ENERGY

Die große Energiekrise : ... und wie wir sie bewältigen können, von Fritz Vahrenholt, Langen-Müller (22 €)

INTERNATIONAL RELATIONS

Examining US-China-Russia Foreign Relations Power Relations in a Post-Obama Era, By Gregory O. Hall, Routledge (120 £)

The Palgrave Encyclopedia of Global Security Studies, Scott N. Romaniuk, Péter N. Marton, Palgrave Macmillan (481 €)

The Palgrave Handbook of Diplomatic Reform and Innovation, Paul Webster Hare, Juan Luis Manfredi-Sánchez, Kenneth Weisbrode, Palgrave Macmillan (160 €)

The Palgrave Handbook of Global Politics in the 22nd Century, Laura Horn, Ayşem Mert, Franziska Müller, Palgrave Macmillan (150 €)

Polycentric World Order in the Making, Andrey Baykov, Tatiana Shackleina, Palgrave Macmillan (93 €)

Securitization and Democracy in Eurasia.

Transformation and Development in the OSCE Region, Anja Mihr, Paolo Sorbello, Brigitte Weiffen (42 €)

Cina, Europa, Stati Uniti. Dalla Guerra fredda a un mondo multipolare, di Agostino Giovagnoli, Elisa Giunipero, Guerini e Associati (19,50 €)

2100 : Una historia del futuro. Claves geopolíticas y tecnológicas para entender el mundo que vivirán tus nietos, de Borja Fernández Zurrón, HarperCollins (18,90 €)

El mundo está en venta : La cara oculta del negocio de las materias primas, de Javier Blas & Jack Farchy, Ediciones Península (21,75 €)

POLITICS

Routledge Handbook of Asian Parliaments, Edited By Po Jen Yap, Rehan Abeyratne, Routledge (190 £)

Populism, Punishment and the Threat to Democratic Order The Return of the Strong Men, By John Pratt, Routledge (49 £)

The Inter- and Transnational Politics of Populism. Foreign Policy, Identity and Popular Sovereignty, Thorsten Wojciewski, Palgrave Macmillan (93 €)

End Times : Elites, Counter-Elites, and the Path of Political Disintegration, Peter Turchin, Penguin, (\$28)

Los dueños del planeta, de Cristina Martín Jiménez, Ediciones Martínez Roca (18,90 €)

La democrazia militarizzata. Quando la politica cede il passo alle armi, di Sergio Romano, Longanesi (18,90 €)

True Believers and the Great Replacement Understanding Anomie and Alienation, By Alf H. Walle, Routledge (120 £)

Le Frérisme et ses réseaux, de Florence Bergeaud-Blackler, Odile Jacob (25 €)

SPACE

The Commercialisation of Space Politics, Economics and Ethics, Edited By Sarah Lieberman, Harald Köpping Athanasopoulos, Thomas Hoerber, Routledge (120 £)

When the Heavens Went on Sale : The Misfits and Geniuses Racing to Put Space Within Reach, Ashlee Vance, Ecco (\$31,50)

Australian Perspectives on Global Air and Space Power Past, Present, Future, Edited By Nicole Townsend, Kus Pandey, Jarrod Pendlebury, Routledge (120 £)

TRADE

International Trade Regulation Evolving Dynamics and Shifting Foundations, By Zhiqiong June Wang, Jianfu Chen, Routledge (45 £)

WARFARE

Blood Revenge in Irregular Warfare Causes and Consequences of a Lingering Custom, Roberto Colombo, Emil Souleimanov, Routledge (49 £)

Voltaire

Actualité internationale

N°35 - 7 avril 2023

ÉDITORIAL

Vers une loi de censure martiale aux USA ?

Une proposition de loi a été déposée au Sénat visant à contrôler toute interférence d'adversaires des États-Unis sur le Net aux USA. ([Restrict Act](#), S. 686)-

Les premiers débats portent sur l'application éventuelle de cette loi à la société chinoise ByteDance, propriétaire du réseau social TikTok. Son interdiction viserait à protéger les enfants du vol de leurs données de connexion par le parti communiste chinois.

L'[Electronic Frontier Foundation](#) (EFF) a mis en garde contre un dispositif qui manquerait sa prétendue cible pour atteindre des libertés fondamentales.

Sont pour le moment concernées toutes les entreprises chinoises, cubaines, iraniennes, nord-coréennes, russes et vénézuéliennes qui seraient engagées « dans un modèle à long terme significativement préjudiciable à la sécurité nationale des États-Unis ou à la sécurité et à la sûreté des citoyens états-uniens ». Il s'agirait de censurer non pas des informations précises, mais des sources d'information. Bien que le pouvoir de censure serait détenu par le secrétaire au Commerce, c'est une loi martiale.

L'actuelle secrétaire au Commerce, Gina Raimondo, s'est rendue célèbre en restreignant l'entrée dans l'État de Rhode Island, dont elle était gouverneure, durant l'épidémie de Covid-19. Lors du dernier discours sur l'état de l'Union, elle a été désignée par le président Joe Biden comme son remplaçant ([designated survivor](#)) en cas d'attentat mortel contre lui et ses successeurs constitutionnels (vice-présidente et présidents des assemblées).

En cas d'adoption et d'application de cette loi, la secrétaire au Commerce pourrait l'appliquer non seulement à une entreprise, mais à toutes celles d'un même pays. Celui-ci se verrait privé de la possibilité de faire connaître son point de vue au peuple états-unien. Par contre, les élus US pourraient l'accuser de tous les maux et la presse US pourrait le diffamer sans limite. Rapidement, une [guerre](#) contre lui paraîtrait légitime.

AMÉRIQUES

Inculpation de Donald Trump par l'État de New York

Le procureur de New York, Alvin Bragg, a inculpé l'ancien président Donald Trump. Il lui est notamment reproché d'avoir déclaré comme « frais juridiques » la somme qu'il aurait fait verser par son avocat à une actrice pornographique, « Stormy Daniels », qui aurait pu dévoiler une relation qu'ils auraient eu après son mariage avec Melania Knauss. Or cette erreur comptable, s'il y a, est un délit mineur à New York, prescrit au bout de deux ans. Selon le procureur, le fait que M. Trump ne vivait plus à New York, mais à Washington, suspend la prescription. Surtout, il soutient que cette erreur comptable vise à camoufler une violation de la loi sur les financements de campagne électorale, ce qui constitue un délit fédéral passible de 4 ans d'emprisonnement. Cependant, il ne précise pas quelle est cette violation de la loi fédérale. En outre, s'il y a crime fédéral, il n'a pas qualité pour le poursuivre en tant que procureur de New York.

Ce montage juridique inepte repose sur les seules allégations de l'ancien avocat de Donald Trump, Michael Cohen. Il est le seul témoin du paiement à « Stormy Daniels » qui, selon lui, aurait été effectué en argent liquide par le Pdg du *National Enquirer*. Or Michael Cohen considère Donald Trump comme responsable de sa radiation du barreau et lui voue une haine exacerbée.

En 2012, le candidat à la présidentielle John Edwards avait été poursuivi pour des faits similaires. L'accusation avait fait long feu. On ne voit pas pourquoi elle tiendrait contre Donald Trump.

Entre 1997 et 2017, les parlementaires US ont dépensé 17 millions de dollars pour régler des affaires d'inconduites sexuelles. Aucun n'a été poursuivi.

Donald Trump a déclaré par communiqué que

l'acte d'accusation est la continuation d'une longue série d'enquêtes sans fondement contre lui. Il a cité l'espionnage du FBI sur sa campagne de 2016, l'enquête de l'avocat spécial Robert Mueller qui n'a trouvé aucune collusion entre sa campagne et la Russie, les deux tentatives parlementaires de destitution et l'enquête en cours sur sa mauvaise gestion de documents classifiés après son départ de ses fonctions.

Le procureur Alvin Bragg se targue d'avoir poursuivi Donald Trump plus d'une centaine de fois.

Plusieurs membres de la famille de George Soros ont soutenu la campagne électorale d'Alvin Bragg, notamment le fils de M. Soros, Jonathan Soros, et sa belle-fille Jennifer Allan Soros, qui lui ont donné un total d'environ 20 000 \$, mais George Soros lui-même assure ne pas le connaître. Cependant une de ses associations a soutenu la campagne d'Alvin Bragg par un don d'1 million de dollars.

Selon un [sondage](#) de CNN, six électeurs sur dix jugent cette affaire politique, alors que seulement trois électeurs sur dix ont une bonne opinion de M. Trump.

Accompagné d'un cortège de 17 voitures et d'une foule impressionnante de supporters durant leur parcours, l'ancien président des États-Unis a mué son inculpation en grand spectacle nécessitant 50 000 policiers pour maintenir l'ordre.

En quatre jours, la campagne de Donald Trump a enregistré 8 millions de dollars de dons, dont un quart provenant de nouveaux donateurs.

Dans un mail à ses supporters, le bureau de campagne écrit : « Cette incroyable vague de contributions de la base confirme que le peuple états-unien considère l'inculpation du président Trump comme une militarisation honteuse de notre système judiciaire par un procureur financé par Soros ».

Avant de débiter sa campagne pour l'élection présidentielle, le bureau de Donald Trump avait

Proposition de ne plus délivrer de visas US aux Chinois

Le représentant républicain Thomas Tiffany (Wisconsin) demande que les États-Unis refusent la délivrance de tout visa à des citoyens chinois tant que Beijing ne reprendra pas ses migrants illégaux.

Depuis la visite à Taïwan de l'ancienne présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, la Chine refuse de les reprendre à titre de rétorsion.

Libération du principal accusé de la « prise du Capitole »

Jacob Chansley, 35 ans, alias « QAnon Shaman », qui portait une coiffe à cornes lors de l'émeute du 6 janvier 2021 au Capitole, a été libéré de prison 14 mois plus tôt que prévu et transféré dans un centre de transition. Le président de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, a révélé une grande quantité de vidéos qui avaient été masquées par la commission d'enquête parlementaire de la précédente assemblée, dont une où l'on voit le prévenu escorté pacifiquement par la police à l'intérieur du Capitole. Son avocat demande des sanctions contre les procureurs du ministère de la Justice pour une vidéo dissimulée qui aurait pu contribuer à sa défense.

Faut-il condamner les fonctionnaires qui ont censuré des informations ?

Le procureur général de Louisiane, Jeff Landry, a proposé, lors de son audition au Congrès par la sous-commission des Lois de la Chambre chargée d'enquêter sur la « militarisation » du gouvernement fédéral, de sanctionner les fonctionnaires qui ont participé au système de censure. Les investigations de la sous-commission ont déjà montré que le FBI, les Centers for Disease Control and Prevention, le Census Bureau, le Dr Anthony Fauci et plusieurs personnes à la Maison-Blanche ont exercé des pressions sur les entreprises des

réseaux sociaux pour censurer les opinions dissidentes sur la Covid-19 et les informations sur les Biden.

Le 1^{er} amendement de la Constitution des États-Unis dispose : « Le Congrès n'adoptera aucune loi relative à l'établissement d'une religion, ou à l'interdiction de son libre exercice ; ou pour limiter la liberté d'expression, de la presse ou le droit des citoyens de se réunir pacifiquement ou d'adresser au Gouvernement des pétitions pour obtenir réparations des torts subis ». Ce texte est généralement interprété comme prohibant toute forme de censure, y compris de la part de l'Exécutif.

Nouvelle révélation sur la commission d'enquête sur les événements du 6 janvier 2021

Le représentant républicain Barry Loudermilk (Georgie) a ouvert la séance de la commission d'enquête parlementaire sur la commission d'enquête parlementaire sur la « prise du Capitole ». Il a souligné que le rapport de la commission initiale l'accusait d'avoir conduit une visite de repérage du bâtiment en vue d'un coup d'État alors qu'elle disposait de documents de la police attestant du contraire. Cette affaire s'ajoute à celle des vidéos écartées, révélées par le nouveau président de la Chambre, Kevin McCarthy.

Bill Clinton regrette avoir dénucléarisé l'Ukraine

L'ancien président Bill Clinton a déclaré à la [Radio télévision irlandaise](#) (RTÉ) qu'il regrettait d'avoir poussé les Ukrainiens à abandonner leur arsenal nucléaire hérité de l'URSS.

Le général Milley ne croit ni à une victoire de l'Ukraine, ni à une attaque de Beijing à Taïwan en 2023

Le général Mark Milley, président du comité des chefs d'état-major, a délivré un important discours au [forum](#) du magazine *Defense One*.

Après avoir récusé l'idée que l'Ukraine pourrait vaincre la Russie cette année, il a insisté sur le fait que la Chine n'envahirait probablement pas non plus Taïwan cette année. Cette guerre n'est « ni inévitable, ni imminente », a-t-il déclaré.

Suite de l'enquête anti-corruption au Venezuela

L'enquête anti-corruption de la Police nationale et du Service bolivarien national de Renseignement (SEBIN) a déjà permis l'arrestation de 42 suspects, dont le président de l'entreprise publique Corporacion Venezolana de Guayana (CVG), Pedro Maldonado, des responsables du géant vénézuélien de la sidérurgie Sidor, et surtout l'ancien ministre chaviste Hugbel Roa.

En 2017, plus de 200 personnes avaient été arrêtées dans le cadre d'une enquête similaire.

EUROPE

La primauté financière du Royaume-Uni menacée

La City de Londres n'est plus la première place financière au monde. Elle partage ce rôle avec Wall Street, devant Singapour. Les services financiers et professionnels du Royaume-Uni ont cependant généré 64 milliards de livres sterling d'excédent commercial en 2022. Selon la City of London Corporation, « L'avantage concurrentiel de Londres est menacé" (...) Un plan à long terme pour stimuler la croissance dans le secteur des services financiers et professionnels est nécessaire »

Le gouvernement français communique dans la presse masculine

Les services de communication de l'Élysée sont parvenus à placer Marlène Schiappa, secrétaire d'État en charge de l'Économie sociale et solidaire et de la Vie associative, en couverture du magazine érotique *Playboy* et Olivier Dussopt,

ministre du Travail, en couverture du magazine gay *Têtu*.

L'ancien PDG de Lafarge conteste avoir soutenu Daesh en Syrie

L'ex-PDG de Lafarge, Bruno Lafont, a donné une interview à [Libération](#). Il y déclare : « Il est clair qu'entre l'histoire qu'on a racontée au début, celle qui dit que Lafarge, pour des raisons purement lucratives, aurait financé des groupes terroristes en Syrie entre 2013 et 2014, et ce qu'on découvre aujourd'hui, la situation est totalement différente (...) On apprend qu'il y a eu une relation particulière entre l'État français et ses services, et Lafarge, et c'est pour cela que je voulais rapporter au juge tout ce que j'ai appris ces dernières années (...) j'ignorais tout des paiements à des groupes terroristes et des activités de l'État dans notre usine ».

Il est mis en examen pour « financement d'entreprise terroriste » et « mise en danger » de ses salariés, dans le cadre de l'information judiciaire ouverte depuis 2017 à Paris.

Le [Réseau Voltaire](#) avait publié depuis la Syrie les tenants et les aboutissants de cette affaire, mais n'a jamais été entendu par la Justice.

La France jugera *in absentia* trois personnalités syriennes

La France jugera pour « crimes contre l'Humanité » le général Ali Mamlouk, chef de la Sécurité nationale, considéré comme le n°2 syrien, Jamil Hassan, directeur du service de Renseignement de l'armée de l'Air, et Abdel Salah Mahmoud, un de ses subordonné chargé des investigations.

Les trois hommes sont en poste à Damas et seront jugés en leur absence.

Si les méthodes des services de Renseignement syriens sont violentes, parler de « tortures » et de « crimes contre l'humanité » ressort de la propagande, pas des faits.

L'Allemagne a condamné, en janvier 2022 à Coblenz, Anouar Rasland, un officier des

services de Renseignement syrien pour 27 meurtres. Il avait précisément fui son pays où il était recherché pour les mêmes faits.

Déplacement d'Emmanuel Macron en Chine

Le président français, Emmanuel Macron, se déplace en Chine. Il est accompagné, à sa demande, par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Il s'est toujours abstenu de déclarations anti-chinoises, malgré les pressions US. Il est donc bien vu à Beijing.

La Finlande adhère à l'Otan

La Finlande est devenue le 31^e État-membre de l'Organisation de l'Atlantique-Nord. L'opération a été menée à la hâte, juste avant que la Première ministre, Sanna Marin, ne perde les élections législatives et, par conséquent, ne puisse plus faire avancer ce dossier. L'anniversaire de l'Alliance, le 4 avril, permet de cacher ce tour de passe-passe. Lors de sa création, l'Alliance atlantique ne comprenait que 12 membres. Elle augmenta à 16 jusqu'à la dissolution de l'Union soviétique. En 1999 débuta le processus d'élargissement aux anciens États du pacte de Varsovie et de l'Urss qui aboutit aujourd'hui à 31 membres. Le fonctionnement de l'Alliance, qui avait été imaginé pour 12, ne peut fonctionner au-delà de 16, selon les principes de la dynamique des groupes. Le Conseil atlantique, c'est-à-dire l'autorité suprême de l'Alliance, ne peut plus être un lieu de discussion et de décision, il n'a d'ailleurs pas été consulté lors de l'attaque de la Libye. Dans la pratique, les États-Unis ne sont plus simplement le suzerain des autres, ils décident seuls, conseillés par le Royaume-Uni. Or, deux membres de l'Alliance ne sont plus sur la même longueur d'ondes que Washington : Budapest et Ankara. Cette situation devra nécessairement être clarifiée.

La Pologne discrimine les escrimeurs russes

La Fédération polonaise d'escrime a exigé que les athlètes russes, concourant pour les épreuves de sélection des Jeux olympiques, signent un document attestant qu'ils condamnent l'offensive russe en Ukraine et qu'ils ne sont pas employés par l'armée ou un organe de sécurité russe.

Les athlètes russes ont été interdits de toute compétition internationale dans la foulée de l'opération militaire spéciale russe en Ukraine. Cependant la Fédération internationale d'escrime (FIE) avait annoncé début mars la réintégration des escrimeurs russes, une première dans le sport international en plus d'un an. La Fédération polonaise revient donc sur cette décision.

Le 28 mars 2023, le Comité international olympique (CIO) a recommandé le retour des athlètes russes et biélorusses sous bannière neutre et à titre individuel, sans toutefois se prononcer à ce stade sur une éventuelle participation de ces sportifs aux Jeux olympiques de Paris de 2024.

La Hongrie observe l'évolution de l'UE à propos de l'Ukraine

Le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a déclaré sur la radio Kossuth que les chefs d'État et de gouvernement européens ne discutaient plus de l'envoi d'armes en Ukraine, mais du possible déploiement de troupes d'interposition. Le ministre hongrois des Affaires étrangères, Peter Szijjarto, a expliqué que son pays ne voulait pas envoyer d'armes en Ukraine car il considérerait que cela mettrait en danger la minorité magyare de Transcarpathie.

Ursula von der Leyen dénonce le péril jaune

Avant de partir en Chine avec le président français Emmanuel Macron, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen,

a prononcé un important discours sur les relations entre l'UE et la Chine devant le European Policy Center. En tenant des propos très agressifs, elle entendait se distinguer du président français.

Elle a déclaré : « La démonstration de force militaire [de la Chine] en mer de Chine méridionale et en mer de Chine orientale, ainsi qu'à la frontière avec l'Inde, affecte directement nos partenaires et leurs intérêts légitimes. Nous soulignons également l'importance de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan. Tout affaiblissement de la stabilité régionale en Asie, la région du monde qui connaît la croissance la plus rapide, affecte la sécurité mondiale, la libre circulation des échanges et nos propres intérêts dans la région.

Les graves violations des droits de l'homme qui se produisent au Xinjiang sont également une source de grande préoccupation.

Tout comme la Chine a renforcé sa posture militaire, elle a également intensifié ses politiques de désinformation et de coercition économique et commerciale. Ces actions d'escalade indiquent une Chine qui devient plus répressive chez elle et plus affirmée à l'étranger. La Chine a désormais tourné la page de l'ère de la « réforme et de l'ouverture » et entre dans une nouvelle ère de sécurité et de contrôle.

Toutes les entreprises en Chine, par exemple, sont déjà tenues par la loi d'aider les opérations de collecte de renseignements de l'État et de les garder secrètes.

L'impératif de sécurité et de contrôle l'emporte désormais sur la logique des marchés libres et du commerce ouvert.

L'objectif clair du Parti communiste chinois est un changement systémique de l'ordre international avec la Chine en son centre ».

Mme von der Leyen sera donc accueillie fraîchement à Beijing.

L'Ukraine assigne à résidence le métropolite orthodoxe des Grottes de Kiev

La Justice ukrainienne a placé en résidence surveillée le métropolite Pavel qui dirige le monastère les Laure des Grottes de Kiev. Il est accusé d'avoir « justifié l'agression armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et glorifié ses participants » et « violé l'égalité des citoyens sur la base de leur appartenance raciale, nationale, régionale [et] de leurs croyances religieuses ».

Aucune preuve n'a été avancée quant à ces accusations.

Le métropolite, comme tous les clercs de l'Église orthodoxe dépendants du patriarcat de Moscou, est un fonctionnaire de la Fédération de Russie.

Dans une vidéo diffusée par Telegram, le métropolite Pavel a déclaré : « Il n'y a aucun motif... Je n'ai rien fait. Je sais qu'il s'agit d'un ordre politique parce que j'ai été menacé. Le Service de sécurité de l'Ukraine m'a appelé chez le directeur du musée. Il m'a dit qu'il fallait ouvrir un procès... Je sais de qui il s'agit, mais je ne vais pas m'en occuper, ce n'est pas mon style (...) Ils disent que je soutiens l'agression de la Russie contre l'Ukraine. J'ai dit, je dis et je dirai : je condamne toutes les tentatives contre notre Etat et ce que la Russie [et Vladimir] Poutine ont fait est injustifiable ».

De son côté le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé les persécutions religieuses en Ukraine.

Oleksiy Danilov présente le plan ukrainien pour « le Jour d'après »

Oleksiy Danilov, secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense ukrainien, a publié l'ébauche d'un plan des réformes à opérer après la victoire sur la Fédération de Russie.

- Poursuites pénales contre les collaborateurs et les traîtres.

- La Russie, ou l'État qui lui succédera, devra extradier tous ses criminels de guerre.

- En ce qui concerne les magistrats et les forces de l'ordre, s'ils sont déclarés coupables, ils perdront leurs retraites et seront interdits d'emploi par l'État et les collectivités locales.
 - En ce qui concerne les journalistes, s'ils sont déclarés coupables, ils seront privés de liberté, de titres, de pensions, de propriété, d'honneur et de respect.
 - Les ressortissants russes qui sont venus occuper la Crimée depuis 2014 seront expulsés. Tous les biens qu'ils ont acquis seront saisis et restitués à leurs propriétaires ukrainiens.
 - Le pont de Kertch sera détruit afin de garantir une totale liberté de navigation dans la mer d'Azov.
 - Un vaste programme de dé-russification sera entrepris. Il comprendra le travail forcé à la reconstruction du pays par ceux qui l'ont détruit.
 - Création d'une base documentaire des crimes russes en Ukraine.
 - Libération immédiate de tous les citoyens ukrainiens et Tatars de Crimée qui ont été emprisonnés par les Russes.
- Un document officiel est en cours de rédaction. Il précisera chacun de ces points.

Un centre de commandement de l'Otan aurait été détruit en Ukraine

Selon le site grec [ProNews](#), repris par la presse russe, les missiles hypersoniques Kinzhal qui ont été tirés par la Russie sur l'Ukraine le 9 mars ont détruit un bunker souterrain à 130 mètres de profondeur. Les systèmes de défense anti-aérienne Iris-R et NASAMS du bunker ont été également détruits. Le bunker était un très important centre de commandement. Il hébergeait environ 300 personnes, dont des techniciens de télécommunication et des conseillers de l'Otan, principalement Britanniques et Polonais.

Le président Volodymyr Zelensky a parlé de « frappe sévère », sans donner de détails. L'information a été censurée en Occident où

l'on nie l'implication directe de l'Otan dans le conflit.

L'Ukraine renoue en secret des contacts avec le Kremlin

Alors que la loi ukrainienne interdit tout contact avec le Kremlin jusqu'au renversement du président Vladimir Poutine, Kiev a repris contact avec lui via un intermédiaire. Il ne s'agit pas encore de négociations, mais on s'en rapproche.

La Biélorussie se prépare à la guerre

La Biélorussie a débuté l'inspection générale de ses armées. Il s'agit de vérifier leur préparation et de les mobiliser en cas de guerre imminente. Cette inspection comprendra aussi bien l'appel des conscrits que la délivrance des armes de combat.

La Russie prend la présidence tournante du Conseil de sécurité de l'Onu

La Fédération de Russie a pris la présidence tournante du Conseil de sécurité de l'Onu pour le mois d'avril. Elle a annoncé qu'elle se comporterait de la manière la plus neutre possible. Il y a quelques jours, la délégation russe au Conseil avait adressé une lettre aux autres membres critiquant la manière dont l'Albanie avait assuré la présidence au mois de février. Tirana avait en effet plusieurs fois violé le règlement intérieur du Conseil.

Le 7 février, il avait donné la parole à S. Oñate Laborde pour l'Équipe d'enquête et d'identification de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, bien que plusieurs membres du Conseil contestent la légitimité de cette structure, créée en violation de la Convention sur les armes chimiques.

Le 24 février, il avait reçu le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmitry Kuleba, lui accordant un statut privilégié dont ne bénéficient pas d'autres ministres des Affaires étrangères, notamment ceux de pays d'Afrique

et d'Amérique latine.

À la même séance du 24 février, la présidence albanaise a également invité un nombre excessif de délégations des États membres de l'Union européenne à s'exprimer en vertu de l'article 37, en plus du Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Durant sa présidence, la Russie organisera un débat au niveau ministériel, présidé par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, sur le multilatéralisme au regard de la Charte des Nations unies.

Un journaliste US arrêté en flagrant délit d'espionnage en Russie

Le journaliste Evan Gershkovich, qui travaillait pour le *Wall Street Journal* après avoir collaboré au *Moscow Times* et à l'AFP, a été arrêté en flagrant délit d'espionnage.

C'est le premier journaliste états-unien arrêté pour ce motif en Russie (depuis la création de l'État en 1991).

Après avoir crié à l'arrestation illégale, le secrétaire d'État US a joint son homologue russe par téléphone. À l'issue de cet entretien avec Sergueï Lavrov, Antony Blinken a déclaré vérifier les informations russes avant de prendre position.

Un membre de l'organisation de Navalny commet un attentat à Saint-Petersbourg

Le journaliste Maksim Fomin, alias « Vladlen Tatarsky », spécialiste des questions militaires, a été assassiné lors d'un attentat à la bombe dans un café de Saint-Petersbourg. 32 personnes ont été blessées. Selon le Comité anti-terroriste russe, l'attaque « a été planifiée par les services spéciaux de l'Ukraine avec la participation d'agents collaborant avec le Fonds de lutte contre la corruption de [Alexeï] Navalny ». Selon les vidéos du café, Daria Trepova avait apporté la boîte contenant l'explosif et l'avait remise à la victime. C'est une sympathisante de

Analyses du Réseau Voltaire

- « [Naissance du monde multipolaire \(3\) : Comment la Russie envisage son rôle dans la construction du monde multipolaire](#) », par

Thierry Meyssan

La Russie vient de rendre publique son « Concept de politique étrangère ». Après avoir rappelé sa position dans le monde, ce document décrit la fin de la domination occidentale et les efforts des États-Unis et de leurs alliés pour maintenir l'hégémonie de Washington. Il énumère les intérêts et les buts de Moscou. Il souligne la primauté du Droit international contemporain (une création du tsar Nicolas II) et se conclut par une description du monde en mutation.

- « [La ligne rouge nucléaire de Poutine](#) », par Manlio Dinucci

La Russie a annoncé transférer des armes nucléaires en Biélorussie. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, il ne s'agit pas d'une attitude particulièrement agressive de la Russie, mais d'une réplique défensive au déploiement d'armes nucléaires des États-Unis dans les pays limitrophes de la Russie. Si Moscou avait voulu répondre à parité à Washington, il aurait dû installer ses têtes nucléaires à Cuba.

cette organisation. Elle a été arrêtée.

La bombe avait une puissance explosive supérieure à 200 grammes d'équivalent TNT.

« Vladlen Tatarsky » était un commentateur très respecté, le Réseau Voltaire lui doit plusieurs informations importantes.

Il n'est pas impossible qu'il n'ait pas été la cible de cette opération. Il devait donner une conférence dans ce café à laquelle Evgueni Prigojine, fondateur du Groupe Wagner, devait assister.

Erratum

Le missile russe Moskit est supersonique et non pas hypersonique.

L'Otan dépense plus en Ukraine que la Russie n'a de budget militaire

Selon l'Otan, l'Alliance a donné 65 milliards de dollars à l'Ukraine en 2022. De son côté la Russie prévoit de consacrer, en 2023, 5 000 milliards de roubles, soit 63,7 milliards de dollars, à son budget de Défense.

AFRIQUE

L'Algérie s'oppose à toute intervention militaire étrangère au Sahel

Le chef d'état-major algérien, le général Saïd Chengriha, a souligné, lors d'une intervention devant les officiers de l'armée de Terre, que son pays rejette toute intervention militaire dans la région sous le prétexte de la lutte contre le terrorisme.

En 2013, il s'était opposé à l'intervention militaire française au Mali.

Le Burkina Faso expulse deux journalistes français

Le Burkina Faso a dénoncé la publication, le 27 mars, d'un article à charge dans *Libération*, intitulé « Au Burkina Faso, une vidéo d'enfants exécutés tournée dans un camp militaire ». Le gouvernement de transition fait remarquer que, souvent, les terroristes utilisent des uniformes officiels pour maquiller leurs crimes et que la journaliste n'a pas envisagé cette hypothèse, mais s'est livrée à une interprétation ethnique des faits.

Agnès Faivre (*Libération* et Radio France) et Sophie Douce (*Le Monde* et *Ouest-France*) ont été expulsées. Dans les mois précédents, le Burkina Faso a expulsé les militaires français de l'opération Sabre, demandé le remplacement de l'ambassadeur Luc Hallade (aujourd'hui « en consultation » à Paris), et interrompu les émissions de Radio France International et de France24, une radio et une télévision du ministère français des Affaires étrangères.

Le gouvernement de transition burkinabé se réclame de l'exemple du révolutionnaire anti-impérialiste Thomas Sankara, assassiné le 15 octobre 1987, probablement par Blaise Compaoré sur ordre du président français François Mitterrand.

L'Ouganda soutient la Russie

Muhoozi Kainerugaba, fils du président ougandais Yoweri Museveni, a déclaré : « Appelez-moi "poutiniste" si vous voulez, nous l'Ouganda, devrions envoyer des soldats pour défendre Moscou si jamais elle était menacée par les impérialistes (...) L'Occident perd son temps avec la propagande pro-ukrainienne inutile »,

L'Ouganda s'est abstenu lors des différents votes contre la Russie à l'Assemblée générale des Nations unies.

Le M23 tarde à se retirer de RDC

Alors que la feuille de route de sortie de crise convenue entre les chefs des armées des pays d'Afrique de l'Est et des présidents des pays de la région prévoyait fin mars le retrait des forces du M23 et leur remplacement par des forces d'interposition ougandaises, elles occupaient toujours la République démocratique du Congo (RDC).

Le M23 est une milice soutenue par le Rwanda. La zone qu'elle occupe est partiellement peuplée de Tutsi. Cette occupation permet au Rwanda de s'approprier ses mines de coltan ; le coltan est notamment indispensable pour la fabrication de condensateurs électroniques et de téléphones portables.

ASIE

Les principaux producteurs de pétrole réduisent leur production

Plusieurs pays producteurs de pétrole, l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et la Russie ont annoncé réduire

leur production jusqu'à la fin de l'année. Cette baisse, d'environ 1 million de barils par jour, s'ajoute à celle de 2 millions de barils par jour annoncée en octobre. Au total, cette baisse représente 3 % de la production mondiale.

Multiplication des attaques israéliennes contre la Syrie

Israël a attaqué la Syrie le 18 février (Damas), le 7 mars (aéroport d'Alep), le 12 mars (Hama et Tartous), le 30 mars (Damas), le 31 mars (Damas) et le 2 avril.

Israël relance les hostilités à la mosquée Al-Aqsa

Des colons juifs ont annoncé qu'ils allaient sacrifier un animal sur l'esplanade des mosquées, site interdit au culte juif. De nombreux fidèles musulmans se sont rassemblés pour prier à la mosquée Al-Aqsa (Jérusalem) pour célébrer le Ramadan. La police israélienne a évacué l'esplanade des mosquées en fin de journée à coup de gaz lacrymogène. Les fidèles qui refusaient de sortir ont été roués de coups. Pour pouvoir se recueillir (Itikāf), certains se sont barricadés dans la mosquée. La police israélienne, qui ne reconnaît pas ce rite, les a accusés de détenir des armes et a donné l'assaut. Au moins 350 personnes ont été arrêtées. Les appels se multiplient à défendre la mosquée Al-Aqsa, notamment depuis que le ministre de la Sécurité nationale israélienne, Itamar Ben-Gvir, s'est rendu sur l'esplanade des mosquées et y a déclaré : « Les juifs monteront ici et ceux qui les menacent seront traités avec une main de fer ».

Tous les États arabes ont condamné l'intervention israélienne dans la mosquée Al-Aqsa. Washington a exprimé sa préoccupation.

Liban

Les États-Unis ont annoncé des « sanctions » contre deux milliardaires libanais, les frères Teddy et Raymond Rahmé. Le trésor US ne

leur reproche pas leurs activités dans l'armement et aux côtés du clan Barzani en Iraq, mais les accuse sans preuve d'avoir fourni du « fuel défectueux » à Électricité du Liban. Ils porteraient ainsi une part de responsabilité dans la crise énergétique du pays. Ces étranges sanctions sont interprétées au Liban comme un désaveu de la candidature à la présidence de la République de Sleiman Frangié, ami de Raymond Rahmé.

Sleiman Frangié est soutenu non seulement par son parti politique, les Maradas, et par la France, mais aussi par l'ensemble des chiïtes y compris par le Hezbollah. C'est un ami d'enfance du président syrien, Bachar el-Assad. Washington a déjà utilisé des sanctions pour faire capoter l'influence française, notamment fin 2020 lorsque le président français, Emmanuel Macron, était intervenu après l'explosion du port de Beyrouth.

L'Arabie saoudite, quant à elle, assure avoir changé de conception politique et ne plus soutenir un candidat en fonction de sa communauté d'origine —le président de la République libanaise est nécessairement un chrétien qui peut être plus ou moins proche des sunnites—, mais uniquement de son programme.

Le ministre syrien des Affaires étrangères en Égypte

Le ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal al-Meqdad, s'est rendu au Caire, le 1er avril.

« Les discussions ont porté sur les moyens d'aider le peuple syrien à restaurer son unité et sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire ».

Le 27 février, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Choukri, s'était rendu à Damas, une première depuis une décennie même si les relations n'ont jamais été totalement rompues entre les deux pays.

L'Égypte est le siège de la Ligue arabe.

L'Arabie saoudite invitera la Syrie au prochain sommet de la Ligue arabe

Selon Reuters, Le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Faysal ben Farhane, se rendra à Damas dans les prochaines semaines. Il remettra au président Bachar el-Assad une invitation officielle pour assister au sommet de la Ligue arabe prévu à Riyad le 19 mai.

La Syrie est un des fondateurs de la Ligue arabe. Elle en a été exclue, en violation de ses statuts, lors de l'opération alliée visant à renverser la République arabe syrienne et à la remplacer par un régime dirigé par la Confrérie des Frères musulmans.

Revenant plus ou moins au respect de ses statuts, la Ligue arabe avait accepté que l'opposition syrienne (pro-US) siège en son sein. Mais elle s'était rapidement rendu compte de son inconsistance et avait laissé le siège vacant.

La Syrie ne réintègre pas la Ligue arabe, c'est la Ligue qui la réintègre. La Syrie n'a jamais changé de position, ce sont ses partenaires arabes qui reviennent à la raison.

Les Émirats viennent en aide aux Syriens victimes du tremblement de terre

Les Émirats arabes unis (EAU) ont envoyé, via le port de Lattaquié, plus de 2 200 tonnes d'aide humanitaire aux Syriens, touchés par le tremblement de terre dévastateur du 6 février. L'aide humanitaire occidentale, quant à elle, est limitée à la zone occupée par les jihadistes.

TotalEnergies à nouveau en Iraq

Alors que l'Iraq, pays pétrolier, n'a pas d'électricité plus de 12 heures par jour, le projet imaginé par le président français, Emmanuel Macron, lors du sommet de Bagdad piétine depuis un an. En définitive, un accord a vu le jour pour les 25 prochaines années. Un consortium réunissant TotalEnergies (45 %), Basrah Oil Company (30 %) et QatarEnergy (25 %) exploitera des champs d'hydrocarbures et

créera une centrale solaire géante pour approvisionner le pays en électricité.

Recep Tayyip Erdoğan profite d'une maladresse de Kemal Kılıçdaroğlu

L'ambassadeur des États-Unis à Ankara a rencontré le leader du Parti républicain du peuple (CHP) et candidat de l'Alliance de la nation à l'élection présidentielle, Kemal Kılıçdaroğlu. La presse de l'AKP s'est déchaînée contre cette ingérence. Elle souligne la dépendance, à ses yeux, de Kemal Kılıçdaroğlu et, par contraste, le nationalisme souverain de Recep Tayyip Erdoğan.

La population turque est désormais très anti-états-unienne vu le rôle de la CIA dans la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 ; le soutien apporté par Washington au PKK ; et la possible implication du système HAARP dans le séisme qui vient de frapper le pays.

Erdoğan invite Poutine

Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a invité son homologue russe, Vladimir Poutine, à assister à la cérémonie de chargement du combustible nucléaire de la centrale nucléaire d'Akkuyu. L'événement aura lieu le 27 avril, soit deux semaines avant l'élection présidentielle. La Türkiye n'est pas membre de la Cour pénale internationale (CPI) qui a lancé un mandat d'arrêt international contre Vladimir Poutine. À l'évidence, Ankara ne fait plus partie du bloc occidental bien qu'il soit toujours membre de l'Alliance atlantique.

La Cour internationale de Justice donne tort aux USA face à l'Iran

La Cour internationale de Justice, organe interne des Nations unies, a jugé l'affaire introduite en 2016 par l'Iran contre les États-Unis. Elle a statué que le blocage des avoirs iraniens détenus par des banques US est contraire au droit international. Elle n'a pas ordonné leur restitution mais a donné deux ans

aux deux parties pour trouver un accord d'indemnisation, faute de quoi, c'est elle qui fixera le montant des dommages et intérêts.

La condamnation de Rahul Gandhi suspendue

Un tribunal a condamné Rahul Gandhi (fils du Premier ministre Rajiv Gandhi, petit-fils du Premier ministre Indira Gandhi et arrière petit-fils d'un autre Premier ministre, le pandit Jawaharlal Nehru) à deux ans de prison pour s'être moqué de trois personnalités répondant au patronyme Modi (deux escrocs et l'actuel Premier ministre). Sur la base de cette condamnation, le président du parlement l'a exclu de l'assemblée.

Cependant cette sentence a été suspendue en appel ce qui rend le retour de Rahul Gandhi au Parlement et sa participation aux prochaines élections générales possibles.

Voyage d'Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen en Chine

Beijing reçoit le président français, Emmanuel Macron, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Vu de Chine, le premier est conciliant, tandis que la seconde est violemment alignée sur les États-Unis. Il y a quelques mois, Emmanuel Macron avait identiquement proposé au chancelier allemand, Olaf Scholz, de venir ensemble à Beijing, mais ce dernier avait refusé et préféré s'y rendre seul.

De nombreux experts de l'UE prônent un recadrage de la politique européenne chinoise, jusqu'ici fondée sur une alliance privilégiée avec l'Allemagne. Ils considèrent que la France est moins dépendante des USA que l'Allemagne. Lors de son arrivée en Chine, les premières déclarations du président Macron auront été pour mettre en garde contre les conséquences d'une éventuelle implication militaire de Beijing dans le conflit ukrainien, tout en louant les capacités de faiseur de paix que la Chine

pourrait y jouer.

Ursula von der Leyen, quant à elle, a vivement critiqué le *National Defense Times* qui s'est permis d'inviter le président Macron à reprendre l'action d'indépendance nationale de son prédécesseur, Charles De Gaulle.

Beijing interprète son accord avec le Saint-Siège

Beijing a annoncé que l'évêque catholique de Heimen serait désormais en charge du diocèse de Shanghai. L'accord de la Chine avec le Vatican prévoit que les évêques seront choisis d'un commun accord, mais ne précise pas cette situation où un évêque choisi d'un commun accord est déplacé vers un autre diocèse.

Le Japon prend une mesure anti-chinoise

Le gouvernement de Fumio Kishida a pris des mesures visant à restreindre l'exportation de matériels utilisés pour la fabrication de puces informatiques. Cette décision complète le plan états-unien visant à tarir l'industrie chinoises de semi-conducteurs.

OCÉANIE

Australie

Peter Dean, professeur de Politique étrangère et de Défense à l'université de Sydney, a été chargé d'élaborer l'examen de la Stratégie de Défense australienne.

C'est un membre de l'Atlantic Council qui dirige plusieurs programmes de « diplomatie publique » du département d'État US et du Pentagone. Il a joué un rôle central dans l'achat des sous-marins US de l'alliance AUKUS et promeut aujourd'hui celui de bombardiers à long rayon d'action.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand, serge.marchand@voltairenet.org

Tél : 07 81 90 06 71

46 numéros par an.

Prix de vente au numéro : 5 euros

Editions française et étrangères :

- Deutsch

Jahresabonnement : 150 Euro

Monatsabonnement : 15 Euro

- English

Yearly subscription : 150 euros

Monthly subscription : 15 euros

- Español

Abono anual : 150€

Abono mensual : 15€

- Français

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

- Italiano

Sottoscrizione annuale : 150 euro

Sottoscrizione mensile : 15 euro

- Nederlands

Jaarabonnement : 150 euro

Maandelijks abonnement : 15 euro

Voltaire

Actualité internationale

N°36 - 14 avril 2023

ÉDITORIAL

Les ahurissantes fuites du Pentagone

Alors que des journalistes pro-US, comme ceux de Bellingcat, tentaient de minorer la fuite de documents du Pentagone en assurant qu'ils avaient été trafiqués, le ministère de la Défense US a sonné le branle-bas de combat pour identifier et arrêter les lanceurs d'alerte. La fuite ne semble pas provenir de hackers étrangers, mais de sources internes. Cette affaire est plus grave pour les États-Unis que les révélations de Wikileaks car il s'agit de documents d'un niveau de secret bien plus élevé.

Charles E. Schumer (New York), le leader de la majorité démocrate du Sénat, a demandé la tenue d'une séance de la chambre haute à huis clos pour entendre les responsables de l'administration. Les documents semblent avoir été photographiés. Outre des informations sur les mouvements de troupes et les pertes en Ukraine, ils contiennent également des briefings quotidiens de Renseignement. Il s'agit d'une collection de courts éléments d'information provenant de diverses sources à travers le monde. Ces brèves ont été collectées par la NSA (programme PRISM) dans le cadre de l'alliance des « Cinq yeux » et sont donc accessibles non seulement aux personnalités et fonctionnaires US habilités, mais aussi à leurs homologues australiens, britanniques, canadiens et néo-zélandais. Cependant certains documents sont estampillés d'un code spécial interdisant de les communiquer aux Cinq yeux.

Ces documents sont apparus sur le réseau social Discord. Puis ils ont fait l'objet d'un article du *New York Times* et se répandent très largement depuis. Les autorités US sont parvenues à retirer ces fuites des réseaux sociaux qu'ils contrôlent.

Outre que cette fuite atteste des failles ahurissantes de sécurité du Pentagone, son contenu laisse entrevoir le peu de professionnalisme des services US qui croient tout ce qu'ils entendent, sans vérifier quoi que ce soit. Ainsi, ils répètent dans leurs briefings quotidiens que Nikolay Patrushev, secrétaire du Conseil de sécurité nationale russe, et Valeriy Gerasimov, chef d'état-major des (...)

(...) armées, ont un plan pour attaquer Kiev lorsque le président Vladimir Poutine sera en chimiothérapie pour son cancer.

Sur le fond, ces documents démentent les chiffres de l'Otan des pertes ukrainiennes et russes et confirment ceux du Mossad israélien révélés par *Hürseda Haber* en Turquie (cf. VAI 27).

En février, Israël estimait les pertes russes à 18 480, tandis que l'Otan les évaluaient, en externe, à plus de 200 000. Aujourd'hui, on sait que selon le Pentagone, en interne, elles étaient d'environ 16 000. Concernant les pertes ukrainiennes, le Mossad les estimaient à 157 000 quand le Pentagone en reconnaît en interne 71 500. Les défenses ukrainiennes devraient s'effondrer avant la fin du mois de mai. En d'autres termes, il est clair que l'Alliance atlantique raconte des sornettes sur ce qui se passe sur le champ de bataille, tandis que la Russie est proche de la vérité et probablement de la victoire.

Au passage, ces révélations attestent de l'omniprésence de troupes états-uniennes sans uniforme sur le champ de bataille, bien loin du non-engagement dont se targue le secrétaire à la Défense US.

Par cette avalanche de documents, on constate qu'aujourd'hui encore les États-Unis espionnent sans vergogne leurs alliés (programme PRISM de la NSA). On apprend qu'en Corée du Sud, les débats internes des dirigeants ont été espionnés. Washington suivant de très près les inquiétudes coréennes de voir leurs armes et munitions vendues aux États-Unis servir à faire la guerre à la Russie en Ukraine. On apprend aussi qu'en Israël, le Mossad a encouragé les manifestations contre le gouvernement Netanyahu, ce qui a bien sûr été démenti en haut lieu. De même, ces documents dévoilent des contacts du groupe Wagner avec des industriels de l'armement turc pour faire acheter des armes de l'Otan via le Mali. Ou encore que le président serbe, Aleksandar Vučić, est prêt à

exporter des armes vers la Russie (la Serbie a été bombardée par l'Otan, en 1999). Toutes sortes de sujets sont évoqués comme une possible vente de 40 000 roquettes égyptiennes à l'armée russe et un possible piratage d'un pipeline canadien par des agents de cyber-espionnage russe. Et surtout l'éventuel basculement de la Hongrie, de l'Union européenne vers la Russie et la Chine.

AMÉRIQUES

Un magistrat de la Cour suprême corrompu

ProPublica a révélé que le juge de la Cour suprême, Clarence Thomas, et sa femme ont bénéficié de voyages dans le jet privé et de vacances sur le yacht du milliardaire Harlan Crown. Ils ont en outre reçu des cadeaux somptueux. Le tout sans déclarer ces avantages en violation du code éthique le plus élémentaire. Le juge Thomas a plaidé l'amitié, mais des parlementaires démocrates devraient se saisir de l'affaire.

Clarence Thomas est un magistrats les plus conservateurs. Il interprète la Constitution exclusivement dans son sens originel (Originalisme).

Enquête parlementaire sur le procureur Alvin Bragg

La Commission des Lois de la Chambre des représentants entend auditionner Matthew Colangelo, un ancien fonctionnaire du ministère de la Justice ayant participé à des enquêtes sur Donald Trump, qui a été embauché par le procureur du district de Manhattan (New York), Alvin Bragg, à la veille de l'inculpation de l'ancien président.

Elle a également délivré une assignation à comparaître, le 20 avril, à Mark Pomerantz, un ancien procureur du bureau du procureur Bragg. M. Pomerantz a publié le mois dernier un livre, *People vs. Donald Trump : An Inside Account*,

dans lequel il décrit les méthodes de travail du procureur Bragg.

Le procureur Bragg a déposé une plainte contre le Congrès devant un tribunal de New York pour ingérence dans l'enquête judiciaire contre Donald Trump. Il conteste que les parlementaires aient le pouvoir d'assigner à comparaître des personnes mêlées à cette enquête.

Par ailleurs, Donald Trump a porté plainte contre son ancien avocat, Michael Cohen, qui prétend être témoin d'un versement en liquide de M. Trump à « Stormy Daniels » via le *National Enquirer*, à l'origine de l'affaire. Il lui réclame 500 000 dollars de dommages et intérêts.

Une banque coopère à l'enquête parlementaire sur la famille Biden

Cathay Bank, une banque basée à Los Angeles mais qui possède des bureaux en Chine, a volontairement remis les documents demandés par les sénateurs républicains Ron Johnson (Wisconsin) et Charles E. Grassley (Iowa) dans le cadre de l'enquête sur la famille Biden. Toutes les autres banques états-uniennes ont rejeté les demandes de documents financiers des deux parlementaires.

Ces relevés bancaires ont été transmis par les sénateurs à David Weiss, procureur du Delaware, État de résidence des Biden. Ils attestent que CEFC China Energy a transféré 1 million de dollars à Hudson West III, une entreprise de Hunter Biden et de Gongwen Dong, un associé commercial du fondateur et président de CEFC, Ye Jianming.

Une deuxième société énergétique chinoise, Northern International Capital Holdings, qui est associée au CEFC, a viré 5 millions de dollars à Hudson West III. Cet argent envoyé par les deux sociétés a financé un virement bancaire de 4,8 millions de dollars de Hudson West III aux sociétés de Hunter Biden, Owasco PC, Owasco LLC, et à Lion Hall

Group, propriété de James Biden, frère du président. Owasco PC a envoyé 20 virements électroniques totalisant près de 1,4 million de dollars au groupe Lion Hall. Hudson West III a versé à Hunter Biden une provision de 500 000 dollars plus 100 000 dollars par mois. James Biden a été payé 65 000 dollars par mois. Les transactions ont été effectuées d'août 2017 à octobre 2018, après le départ de Joe Biden de la Maison-Blanche d'Obama. En outre, Hunter Biden et Gongwen Dong ont ouvert une ligne de crédit de 99 000 dollars pour Hunter Biden, James Biden et sa femme, Sara Biden.

La propagande de la CIA

Le directeur de la CIA, William Burns, a donné une [conférence](#) au James A. Baker III Institute for Public Policy. Il y assure que la Russie est devenue une « colonie économique » de la Chine. L'évènement était modéré par le directeur de l'Institut, le straussien David M. Satterfield,

Le directeur de la CIA n'a pas à dire la vérité. Ce n'est pas son travail, c'est même plutôt le contraire. William Burns avait par exemple prétendu l'année dernière que la Russie envisageait de recourir à la bombe atomique en Ukraine, obligeant le Kremlin à de très nombreux démentis. Sa déclaration sur le « colonialisme chinois » est censée effrayer certains alliés de la Russie qui craignent Beijing, tel que l'Inde.

Erratum

La secrétaire au Commerce, Gina Raimondo, a été promue *designated survivor* du président Joe Biden à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union et non pas dans son discours.

Les excuses de Rupert Murdoch

Fox News admet avoir relayé de fausses informations sur la société produisant les machines à voter Dominion qui lui intente un

procès en diffamation. Cependant le propriétaire de Fox News, Rupert Murdoch, a plaidé qu'il n'est pas responsable de ce que ses journalistes prétendent. Ce n'est pas sa faute s'ils sont convaincus que Donald Trump a gagné l'élection présidentielle de 2021. Fox News fait de l'argent et recrute pour cela des gens qui ont juste un baccalauréat. Ainsi le tribunal pourrait relaxer Rupert Murdoch qui a juste respecté la liberté d'expression de ses employés et est désolé qu'ils aient menti.

Lutter contre les informations russes et chinoises dans les Balkans

James Rubin, ancien responsable de la Propagande (*Public diplomacy*) de l'administration Clinton et actuel envoyé spécial du département d'État pour les Communications stratégiques, a été chargé de « mettre de l'ordre » dans les Balkans où les informations de la Russie et de la Chine circulent librement.

Second sommet pour la Démocratie

Le second sommet pour la Démocratie est passé inaperçu. De nombreux États qui n'avaient pas été invités se sont indignés que Washington puisse diviser le monde en deux camps, les démocraties et les autres, afin de les opposer. La participation des peuples aux gouvernements est un idéal à peu près universellement partagé. Le fait de choisir ce seul critère pour classer les différents pays n'a pas de sens. En outre, contrairement à ce qu'ils prétendent, les États-Unis ne sont pas un modèle en la matière. Richard Haas, président du Council on Foreign Relations, a déclaré que le « Sommet de la démocratie » était une « mauvaise idée » et que « la démocratie US ne peut guère être un modèle pour d'autres pays ».

Le plan de paix pour l'Ukraine de Lula da Silva

Le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, publiera son plan de paix pour l'Ukraine durant

son voyage en Chine. Son principal conseiller pour les Affaires étrangères, Celso Amorim, a rencontré fin mars le président russe, Vladimir Poutine, et son ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Il semble que le président Lula da Silva propose la reconnaissance de l'adhésion de la Crimée à la Russie en échange du retrait de la Russie du Donbass et de la Novorossia.

Création de l'Alliance des pays d'Amérique latine et des Caraïbes contre l'inflation

11 États (le Brésil, le Mexique, l'Argentine, le Belize, la Bolivie, le Chili, la Colombie, Cuba, le Honduras, le Venezuela et Saint-Vincent-et-les-Grenadines) ont fondé l'« Alliance des pays d'Amérique latine et des Caraïbes contre l'inflation », a annoncé le président mexicain, Andres Manuel Lopez Obrador. Ils se réuniront les 6 et 7 mai à Cancún. Son but est de faciliter les échanges des aliments, des produits de base et de biens intermédiaires en supprimant « des obstacles, des droits de douane, des mesures sanitaires ». Sa priorité sera la réduction « du coût de ces produits pour la population la plus pauvre et la plus vulnérable ».

EUROPE

Sanctions anglo-saxonnes contre Alicher Ousmanov et Roman Abramovitch

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont annoncé des sanctions contre les oligarques russes Alicher Ousmanov et Roman Abramovitch. Il leur est exclusivement reproché d'être russes. Le magnat de Metalloinvest, Alicher Ousmanov, est ancien président de la Fédération internationale d'escrime (FIE) qui avait réintégré les athlètes russes (RAI 35). Il a investi dans les clubs de football d'Arsenal et d'Everton. Il est réputé propriétaire du yacht Dilbar qui a été saisi par les autorités allemandes à la suite de

l'opération militaire spéciale russe en Ukraine. Il est aussi propriétaire en Russie de Kommersant, de 7 chaînes de télévision nationales et de 33 chaînes régionales.

Ancien confident du président Boris Eltsine et de sa famille, Roman Abramovitch est un magnat des hydrocarbures russo-israélo-portugais. Il est l'ancien propriétaire du club de football Chelsea FC. Au début du conflit ukrainien, il s'est proposé comme intermédiaire entre les président Zelensky et Poutine, mais a dû se retirer après avoir été empoisonné.

« Génocide ukrainien » et « génocide vendéen »

Après la reconnaissance par l'Assemblée nationale française du « génocide ukrainien » des années 1930 par Joseph Staline (VAI 34), le Français Xavier Moreau vivant à Moscou a proposé à la Douma russe de reconnaître le « génocide vendéen » des années 1790 par le Comité de Salut public.

En 1932, la famine était due à la fois à une catastrophe climatique et à une réorganisation forcée de la production agricole. Elle n'a touché que les paysans, pas seulement en Ukraine, mais aussi au Kazakhstan. Il n'existe aucune trace d'une volonté de tuer leur propre peuple émanant des autorités soviétiques. Par contre, le « génocide vendéen » a été dénoncé par Gracchus Babeuf durant la Révolution française sous le nom de « populicide ». Cette thèse s'appuie sur de nombreux discours et écrits de personnalités politiques. Elle se heurte cependant à l'absence de peuple vendéen antérieur aux massacres.

Emmanuel Macron gaulliste en Chine

Lors de son voyage à Beijing avec la présidente de la Commission européenne, le président français Emmanuel Macron a tenu un discours indépendant, très apprécié de ses hôtes chinois. Selon Xinhua, « Il a souligné que la France a une diplomatie indépendante et œuvre pour

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

l'autonomie stratégique européenne et contre les actes d'antagonisme, la division et la confrontation entre blocs. Il a affirmé que la France, au lieu de poursuivre une stratégie d'alignement, préconisait la solidarité et la coopération et le maintien de la stabilité dans les relations entre grands pays. Il a déclaré que la véritable amitié signifiait compréhension et respect mutuels. La France apprécie le soutien constant de la Chine à l'indépendance et à l'unité de la France et de l'Europe, et est prête à travailler avec la Chine pour respecter les intérêts fondamentaux de chacun tels que la souveraineté et l'intégrité territoriale, ouvrir leurs marchés l'un à l'autre et renforcer la coopération technologique et industrielle, ainsi que la coopération dans le domaine de l'intelligence artificielle, afin de s'aider mutuellement à parvenir au développement et à la prospérité ».

La France est la seule puissance européenne présente en Indo-Pacifique avec des forces prépositionnées.

Les propos d'Emmanuel Macron ne font pas référence à la puissance du dollar, mais aux lois extraterritoriales états-uniennes qui portent tort à la France.

Le *Wall Street Journal* a dénoncé dans son éditorial les « bévues » d'Emmanuel Macron. Il l'a accusé d'« affaiblir la dissuasion contre l'agression chinoise et de saper le soutien des États-Unis à l'Europe ». Le *New York Times*,

quant à lui, l'a accusé de jouer la « carte gaulliste ».

Les déclarations d'Emmanuel Macron sont à prendre avec précaution : il a souvent dit et fait des choses contradictoires.

François Hollande piégé par Vovan & Lexus

L'ancien président français, François Hollande, a été piégé par les imitateurs russes Vladimir Kouznetsov (alias « Vovan ») et Alexeï Stoliarov (alias « Lexus »). Ils ont mis en scène une discussion en se faisant passer pour l'ancien président ukrainien, Petro Poroschenko.

M. Hollande a raconté une anecdote : « Je me souviens encore quand tu es venu à l'Élysée avec Bernard Henri-Lévy, tu étais accompagné par Vitali Klitschko [actuel maire de Kiev], c'était au tout début du processus : si vous n'aviez pas été là, il n'y aurait pas eu de Maïdan ».

L'Italie débordée par un afflux de migrants

Le gouvernement de Giorgia Meloni a décrété l'état d'urgence pour six mois afin de faire face à l'afflux de migrants. 31 000 personnes ont été secourues en mer et sont entrées en Italie depuis le début de l'année, soit le triple des années précédentes. Alors que le camp de transit de Lampedusa est prévu pour 400 personnes, il a été jusqu'à recevoir parfois près de 3 000 migrants.

L'Allemagne n'équipera pas son armée dans les délais voulus

Le général Alfons Mais, commandant de l'armée de Terre allemande, a adressé un rapport de 14 pages à l'état-major général, révèle *Bild*. Il y affirme qu'en l'absence du matériel nécessaire et compte tenu du manque de personnel, l'armée de Terre allemande ne pourra pas équiper une division complète, prête au combat, cette année contrairement à ce qui a été promis à l'Otan.

Simultanément, on apprend que l'inspecteur général des armées, le général Eberhard Zorn, sera remplacé. Il s'agit du militaire le plus important de la Bundeswehr, équivalent d'un chef d'état-major des armées. Le général Carsten Breuer lui succède. C'est lui qui avait été chargé de superviser la politique fédérale de lutte contre la Covid-19, puis, après le sabotage des gazoducs North Stream, de la sécurité des infrastructures. Il est réputé plus atlantiste que son prédécesseur.

La Hongrie signe avec Gazprom

Peter Szijjarto, ministre des Affaires étrangères hongrois, a signé avec Gazprom à Moscou un accord d'achat de gaz. Il est un des seuls ministres de l'Union européenne à s'être rendu en Russie depuis le début de l'opération militaire spéciale en Ukraine.

Le contrat signé modifie le précédent en prévoyant des livraisons supplémentaires et en plafonnant leur achat à 150 euros le mètre cube.

L'Union européenne envahie de grains et de poulets ukrainiens

Les marchés de l'Union européenne sont envahis de poulets et de grains ukrainiens ne répondant absolument pas aux normes européennes. Le ministre polonais de l'agriculture, Henryk Kowalczyk, a démissionné en dénonçant le laxisme de Bruxelles.

Ursula von der Leyen éconduite à Beijing

Les autorités chinoises ont accueilli fraîchement la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui accompagnait le président français. Elles tenaient à montrer leur réprobation du discours de rivalité qu'elle avait tenu à Bruxelles (RAI 35). Après la réception par le président Xi Jinping, Mme von der Leyen n'a rencontré que le ministre de l'Environnement et a été contrainte de quitter le pays par un vol régulier.

Le G7 somme la Suisse de confisquer les avoirs de citoyens russes

Les ambassadeurs du G7 ont envoyé une lettre confidentielle au Conseil helvétique. Ils observent que certes la Suisse a gelé 8,3 milliards de dollars de fonds publics russes, mais pourrait geler encore 50 à 100 milliards d'avoirs russes. Helene Budliger Artieda, ministre de l'Économie, leur a répondu : « La confiscation de biens privés n'est pas autorisée en Suisse s'ils sont d'origine licite et n'ont pas d'antécédents criminels prouvés ».

La Serbie dément livrer des armes à l'Ukraine ou à la Russie

Le président serbe, Aleksandar Vučić, a démenti les spéculations issues des documents qui ont fuité du Pentagone selon lesquelles la Serbie aurait vendu des armes à la Russie. « Nous avons démenti ces mensonges plus d'une dizaine de fois et nous y voilà, nous le faisons de nouveau. La Serbie n'a pas vendu et ne vendra pas d'armes à l'Ukraine ou à la Russie, ni aux pays entourant ce conflit », a-t-il déclaré. Les documents de référence ne parlent pas de ventes effectuées, mais de l'accord de principe de la Serbie pour y procéder.

Emmanuel Macron abandonne le discours pro-ukrainien en Chine

La rencontre entre les présidents français et chinois à propos de la crise ukrainienne ne s'est pas du tout passée comme l'espérait l'Otan : les deux parties n'ont pas désigné la Russie comme l'envahisseur, mais ont évoqué ses préoccupations légitimes.

Le président chinois, Xi Jinping, a indiqué à son homologue français que la cause du conflit ukrainien était complexe et qu'une crise prolongée ne servait les intérêts de personne. Il a déclaré qu'un cessez-le-feu dès que possible servirait les intérêts de toutes les parties concernées, et qu'un règlement politique était la seule solution correcte.

Le président français, Emmanuel Macron, lui a répondu que la France estimait également qu'un règlement politique de la crise ukrainienne devrait prendre en compte les préoccupations légitimes de toutes les parties. La France attache une grande importance à l'influence internationale de la Chine et est prête à travailler étroitement avec la Chine pour faciliter un règlement politique rapide de la crise.

Échange de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine

La Russie et l'Ukraine ont procédé à un échange de prisonniers. 100 personnes de chaque côté ont pu rejoindre leurs foyers.

Défection d'un ingénieur du service de protection présidentiel russe

Gleb Karakulov, un ingénieur du service de protection présidentiel, a fait défection, il y a trois mois, lors d'un voyage à Astana. Il a donné en décembre une interview d'une heure au Dossier Center du milliardaire Mikhail Khodorkovsky. Il vit désormais sous protection en un lieu inconnu.

Selon son témoignage, le président Vladimir Poutine et le Premier ministre Mikhaïl Michoustine, n'échangent que sur des réseaux cryptés. Le président voyage en train blindé banalisé. L'interview ne donne que des détails déjà connus.

Il se peut que le transfuge Gleb Karakulov ait pu aider les États-Unis à intercepter les communications cryptées du Kremlin.

La Russie déclare indésirable l'EU-Russia Civil Society Forum

Le procureur général de Russie a déclaré l'organisation [EU-Russia Civil Society Forum](#), basée à Berlin, « indésirable ».

Le Service d'action extérieure de l'Union européenne a émis une [protestation](#) que le haut représentant Josep Borrell n'a pas signée. Ce Forum était l'occasion pour l'UE de diffuser

en Russie la [propagande](#) de l'Alliance atlantique sur l'opération militaire spéciale russe en Ukraine.

Création d'un registre informatisé des conscrits russes

La Douma d'État a adopté une loi créant un registre unifié des conscrits. Désormais, les insoumis ne pourront plus voyager, conclure d'emprunt ou conduire un véhicule.

La Russie revient sur les laboratoires US d'armes biologiques en Ukraine

Le commandant des troupes de défense contre les radiations, les produits chimiques et biologiques, Igor Kirillov, lors d'une session plénière de la Douma d'État a déclaré que les installations biologiques US en Ukraine ont montré que « les États-Unis fabriquent des composants d'armes biologiques près de la frontière russe ».

Le lendemain, Moscou a reçu le soutien de Beijing. Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, [Wang Wenbin](#), a déclaré que son administration a examiné l'ensemble des documents fournis par le ministère russe de la Défense. Pour elle, il est clair que les États-Unis sont le seul État au monde qui refuse avec obstination tout processus international de vérification de ses activités en la matière. D'où la question : « Qu'essaient-ils de cacher ? »

AFRIQUE

L'Égypte hésite à officialiser ses liens avec la Syrie

L'Égypte hésite à officialiser ses relations avec la Syrie. Elle craint que les États-Unis et l'Union européenne ne se vengent en lui coupant des approvisionnements alimentaires. En outre, trois États membres de la Ligue arabe restent encore opposés à la République arabe syrienne. Au demeurant, l'Égypte est sous pression de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et du

Koweït. Ces trois monarchies ont beaucoup investi dans le pays du Nil. Si elles se retirent, celui-ci s'effondrera très rapidement, emportant le président Abdel Fattah al-Sissi.

La réorganisation de l'armée soudanaise demandera du temps

Le processus de fusion de l'armée régulière soudanaise et de la milice des Forces d'action rapide traîne en longueur. On parle maintenant de 5 ans pour y parvenir.

L'Algérie diminue sa production de pétrole, mais augmente sa production de gaz

La Sonatrach a découvert six nouveaux gisements de gaz en Algérie. Alger a volontairement procédé à la réduction de sa production pétrolière de 48 000 barils par jour, de mai à la fin de 2023, afin de stabiliser le marché. Son ambition est de renforcer sa production gazière et de doubler ses exportations jusqu'à 100 milliards de m³/an vers l'Union européenne qui refuse désormais d'importer du gaz russe.

Brouille du Tchad et de l'Allemagne

Le Tchad a expulsé l'ambassadeur d'Allemagne, Jean Christian Gordon Kricke, pour « attitude discourtoise » et « non-respect des usages diplomatiques selon la Convention de Vienne ». De son côté, Berlin par réciprocité a expulsé l'ambassadrice tchadienne, Mariam Ali Moussa.

Des pirates dans le Golfe de Guinée

Le 25 mars, des pirates ont attaqué un pétrolier danois au large du Congo. Les forces navales françaises ont localisé et escorté le navire à la capitale togolaise Lomé.

Le 11 avril, des pirates ont attaqué un pétrolier chinois au large de la Côte d'Ivoire.

Les Comores dénoncent les projets français à Mayotte

Le gouvernement français s'apprête à détruire les bidonvilles de Mayotte et à expulser les migrants illégaux vers l'île autonome d'Anjouan. Les Comores parlent de massacre à venir. Elles ont sommé la France de ne pas passer à l'acte. Mayotte comme Anjouan sont des îles de l'archipel des Comores. Selon la résolution 3385 de l'Assemblée générale des Nations unies (12 novembre 1975), Mayotte est un territoire de l'Union des Comores colonisé par la France. En violation du droit international, Paris y a organisé, en 2009, un référendum pour en faire un département français ; statut qui a été approuvé à une très large majorité. Compte-tenu de la différence de niveau de vie, de nombreux ressortissants d'Anjouan ont migré illégalement à Mayotte, créant de graves problèmes de sécurité.

Mayotte est nécessaire à l'armée française. Elle y stationne une unité de la Légion étrangère qui contrôle les îles Glorieuses (elles-mêmes territoire de Madagascar illégalement occupé par la France). Surtout, elle y dispose d'un centre d'interception électromagnétique connecté au réseau US Échelon.

Déploiement de la Force régionale de la Communauté Est-africaine en RDC

Les troupes d'interposition ougandaises, kényanes et sud-soudanaises se sont déployées en République démocratique du Congo (RDC) dans le cadre de la Force régionale de la Communauté Est-africaine (EACRF). Les Ougandais ont précisé qu'ils ne se battraient pas contre le M23, mais qu'ils occuperaient les positions que ceux-ci leur remettraient lors de leur retrait.

En décembre, le groupe d'experts des Nations unies pour la RDC a affirmé que l'Ouganda servait de base arrières au M23.

ASIE

Répression par Israël d'une manifestation dans les Territoires palestiniens

Des milliers d'Israéliens, conduits par 7 ministres du gouvernement de coalition (dont le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, et le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir), ont marché en territoire palestinien jusqu'à une colonie qui avait été évacuée à la fin de l'occupation militaire, Eviatar. Ils ont réclamé la réouverture de la colonie. Des habitants du coin, décidés à défendre leur terre, ont organisé une contre-manifestation. Ils ont été dispersés par l'armée israélienne à coup de gaz lacrymogènes. La Croix-Rouge a dû soigner plus d'une centaine d'entre eux. Plus d'une vingtaine de Palestiniens a été blessée par des tirs de balles en caoutchouc. Itamar Ben-Gvir a déclaré : « Nous sommes ici pour dire que la nation israélienne est forte (...) Nous sommes ici et nous resterons ici ».

Benjamin Nertanyahu se ravise

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, qui avait annoncé le renvoi du ministre de la Défense, Yoav Gallant, s'est ravisé. Le général Gallant avait appelé à un moratoire de la réforme judiciaire en cours.

Étrange accord israélo-polonais

L'accord signé par les ministres des Affaires étrangères israélien et polonais, Eli Cohen et Zbigniew Rau, a été rendu public pour approbation par la Knesset. Il organise les voyages des étudiants israéliens sur les ruines de l'Holocauste. Cependant il sème le trouble car les autorités polonaises ont introduit une liste de sites à visiter où les nazis ont massacré des Polonais non-juifs. Certains des musées de ces sites « glorifient les Polonais qui étaient impliqués jusqu'au cou dans le meurtre de juifs ».

Un logiciel espion israélien pour les iPhones

Selon [Citizen Lab](#) (université de Toronto), la firme israélienne QuaDream (concurrente de NSO, réputée pour son logiciel-espion Pegasus) s'est spécialisée dans l'infection des iPhones. Le logiciel a été vendu en Israël, en Arabie saoudite, à Singapour, en Bulgarie, aux Émirats arabes unis, au Ghana, en Hongrie, au Mexique, en Ouzbékistan, en Roumanie, et en Tchéquie. Il permet d'espionner les utilisateurs d'iPhones sans que ceux-ci aient la moindre action à faire (« *zero clic* »).

Les réfugiés palestiniens du Liban se coordonnent avec le Hamas

Un des chefs du Hamas, Ismaël Haniyeh, s'est rendu au Liban pour rencontrer le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah. Cet entretien intervient après que des réfugiés palestiniens ont tiré des roquettes sur Israël. Il semble que le Hezbollah ait autorisé ces tirs à la double condition qu'ils ne ciblent pas Israël, mais les colonies illégales dans les territoires palestiniens et que les Palestiniens confirment à la Finul que le Hezbollah n'est nullement impliqué.

Il s'agissait de la première attaque d'ampleur des réfugiés palestiniens au Liban depuis 2006. Elle était coordonnée avec les forces de la Résistance dans les Territoires palestiniens et en Israël. Elle s'inscrit dans le cadre d'un marchandage en cours entre l'Arabie saoudite et l'Iran qui concerne non seulement la Palestine, le Liban, mais aussi la Syrie, l'Iraq et le Yémen.

La Syrie répond aux USA

Les États-Unis ont prétendu devant le Conseil de Sécurité des Nations unies avoir frappé la Syrie, le 23 mars, en « légitime défense », après une attaque de drones contre leur personnel et leurs installations dans ce pays (S/2023/227). La Syrie a réfuté ces allégations en soulignant que les Forces US sont illégalement présentes en

Analyse du Réseau Voltaire

« [La guerre, la séparation du monde, ou la fin d'un Empire ?](#) », par Thierry Meyssan

Nombreux sont ceux qui pronostiquent une Guerre Mondiale. Effectivement quelques groupes s'y préparent. Mais les États sont raisonnables et, dans les faits, envisagent plutôt une séparation à l'amiable, une division du monde en deux mondes différents, l'un unipolaire et l'autre multipolaire. Peut-être assistons-nous en réalité à un troisième scénario : l'« Empire américain » ne se débat pas dans le « piège de Thucydide », il s'effondre comme son ex-rival soviétique est mort.

Syrie et ne peuvent donc pas invoquer de légitime défense (S/2023/240).

L'administration US utilise sans vergogne l'argument selon lequel ses troupes sont présentes sur place, certes illégalement, mais pour combattre le terrorisme que la Syrie ne parvient pas à éradiquer. Or de nombreux témoins attestent qu'au contraire les Forces US protègent certains terroristes alors que la Syrie est parvenue à tous les éliminer des territoires qu'elle a libérés.

La Jordanie tétanisée par le gouvernement Netanyahu

Amman a vu avec effroi les images de l'armée et de la police israélienne donnant l'assaut de la mosquée Al-Aqsa. Il est persuadé que les exactions de la droite israélienne ne font que commencer et comprendront la destruction de la Jordanie. Cependant aucune réaction du gouvernement n'est pour le moment visible, tandis que la rue commence à s'impatisser.

Les Iraquiens contre les Forces démocratiques syriennes

Une explosion s'est produite près de l'aéroport de Souleimaniyeh dans la province autonome du Kurdistan. Elle visait à assassiner le

commandant des Forces démocratiques syriennes, Mazloum Abdi, un mercenaire kurde membre du PKK turc. Le président de la République iraquienne, Abdel Latif Rachid, a accusé la Türkiye et demandé des excuses à Ankara. Pourtant il semble que l'opération soit imputable à l'Union patriotique du Kurdistan (PUK) du clan Talabani, dont le président est membre. Les Forces démocratiques syriennes de Mazloum Abdi sont des ennemies non seulement de la Syrie, mais aussi de la Türkiye et de la province autonome du Kurdistan iraquien.

Retournement de situation en Iraq

Retour à la case départ à Bagdad. Le cadre de coordination, alliance chiite favorable à l'Iran autour de l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki, est revenu sur son engagement de procéder à des élections législatives anticipées. Celle-ci sont réclamées depuis un an par le mouvement nationaliste de l'hodjatoleislam Moqtada el-Sadr.

Le Koweït installe une plate-forme pétrolière dans la zone économique exclusive iraquienne

Le Koweït a installé illégalement une plate-forme de forage, Oriental Phoenix, dans la zone économique exclusive reconnue à l'Iraq par la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (1982). Bagdad a émis une protestation devant le Conseil de Sécurité de l'Onu (S/2023/241).

Sergueï Lavrov en Türkiye

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, s'est rendu en Türkiye. Il a plaidé pour la construction d'un monde multipolaire et non plus soumis à l'unique hégémon, les États-Unis d'Amérique.

Le Myanmar place-t-il sa station d'écoute des îles Coco au service de la Chine ?

L'Inde accuse le Myanmar de développer un centre d'interception chinoise sur l'île de Coco, dans le Golfe du Bengale. Des images satellitaires ont été présentées par les Indiens aux Birmans. On y voit l'aménagement de la station d'écoute et d'une piste d'aéroport. Sans se prononcer sur la station d'écoute, Naypyidaw nie la présence de Chinois sur place. Les Occidentaux sont persuadés que la Chine installe depuis les années 90 un réseau d'interception dans la région, le « collier de perles ».

L'Afghanistan et la Chine renouent

Beijing a publié [sa position](#) sur l'Afghanistan : les « trois respects » et les « trois jamais » : « La Chine respecte l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan, respecte les choix indépendants du peuple afghan et respecte les croyances religieuses et les coutumes nationales de l'Afghanistan. La Chine ne s'immisce jamais dans les affaires intérieures de l'Afghanistan, ne cherche jamais d'intérêts égoïstes en Afghanistan et ne poursuit jamais ce qu'on appelle une sphère d'influence ». Beijing considère que les interventions militaires étrangères ont ravagé ce pays et que nul ne doit désormais y installer de troupes dans quelque but que ce soit. Elle renvoie donc dos-à-dos les soutiens de l'intervention soviétique (à la demande du gouvernement communiste de Kaboul) et les États-Unis (qui ont envahi le pays sans autorisation des Afghans, ni des Nations unies). En outre, elle est parfaitement consciente du « deux poids, deux mesures » en matière de lutte contre le terrorisme, Washington choisissant ses bons et ses mauvais moudjahidines.

Les Talibans et l'Onu

Les Talibans ont interdit aux femmes en général de travailler pour des agences de l'Onu. En rétorsion, celles-ci envisagent de se retirer du pays.

Exercice militaire conjoint USA-Philippines-Australie

Les États-Unis et les Philippines organisent les plus importantes manœuvres militaires de leur histoire sous le nom de code « Balikatan 2023 » (« Balikatan » signifie « épauler contre épauler » en tagalog). 12 200 militaires US, 5 400 forces philippines et 111 soldats australiens y participent. Un vieux bateau a été coulé et un débarquement amphibie a été simulé sur une île, en mer de Chine du Sud. De nombreuses États étrangers, notamment membres de l'ASEAN, ont été admis comme observateurs. Parmi eux, l'Australie, le Canada, la France, l'Inde, le Japon et le Royaume-Uni.

En février, Manille avait accusé l'armée populaire de libération chinoise d'avoir aveuglé ses gardes côtes avec une arme laser (VAI 28).

La Corée du Nord maîtriserait les ICBM

La Corée du Nord a tiré ce que l'on pense être un missile balistique à combustible solide qui a atterri entre la péninsule coréenne et le Japon, suscitant la crainte d'éventuels progrès techniques dans son programme d'armement. Un missile balistique intercontinental à propergol solide (ICBM) est l'une des armes clés de la liste de souhaits du dirigeant suprême Kim Jong-un

La Corée du Sud repense ses relations avec le Nord et les USA

Le bureau du président sud-coréen, Yoon Suk Yeol, a communiqué : « Les membres permanents du Conseil national de Sécurité (CNS) ont souligné que les récentes provocations successives de la Corée du Nord et son langage menaçant une fois de plus montrent

l'importance d'une alliance forte entre la Corée du Sud et les États-Unis et le maintien inébranlable de la confiance », faisant référence à la fois aux expériences nord-coréennes et à l'espionnage états-unien.

Xi Jinping relance la formation patriotique

Le président Xi Jinping a inspecté les forces navales du commandement Sud. Il a prononcé un discours insistant sur la nécessité de la formation politique des troupes. Il a annoncé un programme d'enseignement des valeurs patriotiques et héroïques dans les écoles, à tous les niveaux. La Chine ne conçoit pas ses soldats comme des ouvriers de la guerre, mais comme des patriotes dévoués.

L'Armée de libération populaire réforme son recrutement

Les règles de conscription ont été modifiées. Jusqu'ici, tous les Chinois de plus de 18 ans pouvaient être soldats, mais très peu étaient choisis pour cette fonction. Être soldat ouvre à des privilèges durant toute la vie. Le niveau intellectuel des armées est donc beaucoup plus élevé que celui de la moyenne des Chinois et que ceux de ses homologues étrangers. Les nouvelles règles ajoutent des critères physiques plus exigeants. Par exemple, les soldats devront désormais être plus grands. En outre sont écartés du service national les malades et les délinquants. L'armée doit rassembler l'élite de l'élite.

Irrédentisme japonais sur les Rochers Liancourt

Le ministre japonais des Affaires étrangères a présenté le Livre bleu diplomatique. Il y affirme les prétentions du Japon sur les îles Takeshima occupées par la Corée du Sud. Elles sont désignées par les Coréens comme îles Dokdo et par les Occidentaux comme Rochers Liancourt. Si par le passé ces îles n'avaient qu'un intérêt

symbolique, elles déterminent aujourd'hui, selon son propriétaire, les eaux territoriales de la Corée et du Japon. Les deux Corée les considèrent comme coréennes jusqu'à l'invasion japonaise de 1905, tandis que le Japon considère qu'elles étaient japonaises depuis le XVII^e siècle, même si le shogun avait interdit leur accès dans le cadre isolationniste de la politique de fermeture du Japon.

La Corée du Sud a convoqué l'ambassadeur du Japon pour lui faire des remontrances.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Débat au Conseil de Sécurité sur le multilatéralisme

Le 24 avril, la Russie, en tant que présidente tournante du Conseil de sécurité, organisera un débat public présidé par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, sur le thème : « Maintien de la paix et de la sécurité internationales : un multilatéralisme efficace reposant sur la défense des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies ».

Trois questions seront abordées :

1. Comment l'Onu peut-elle contribuer à une transition en douceur vers un ordre mondial juste et équitable ?

2. La Charte et le droit international fournissent des orientations aux États Membres pendant la période de transition. Que pourrait-on faire pour rétablir la culture du dialogue et du consensus au sein de l'Organisation, y compris au sein du Conseil de sécurité ? Quel est le meilleur moyen de démontrer que la situation actuelle, marquée par une approche sélective des normes et principes du droit international, y compris de la Charte, est inacceptable et ne peut plus durer ?

3. Comment des initiatives telles que Notre Programme commun et le Nouvel Agenda pour la paix peuvent-elles contribuer à une

transformation sans heurts et jeter les bases d'un multilatéralisme plus efficace ?

Le port du masque inutile contre le Covid

Selon une [analyse](#) de 2168 études sur les conséquences du port du masque durant la pandémie de Covid-19 (DOI 10.3389/fpubh.2023.1125150), cette pratique suscite de nombreux troubles de santé. Le masque N95 (dit FFP2 en Europe) est même plus dangereux que les simples masques chirurgicaux. Le port des masques provoque des démangeaisons, des maux de tête et une restriction de l'oxygène.

À ce jour, il n'existe aucune preuve que le port du masque ait une efficacité pour lutter contre la propagation d'un virus respiratoire.

Le FMI revoit ses prévisions à la baisse

Selon le Français Pierre-Olivier Gourinchas, chef économiste du Fonds monétaire international, l'économie se ralentit. Le FMI envisage désormais une croissance mondiale pour 2023 de 2,8 %, contre 3,4 % en 2022. La hausse des taux d'intérêts pourrait provoquer une récession.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltaire.net

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand, serge.marchand@voltaire.net

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°37 - 21 avril 2023

ÉDITORIAL

Le G7 toujours fidèle à lui-même et sourd au monde

Les ministres des Affaires étrangères du G7 se sont réunis à Karuizawa, au centre du Japon. Les discussions ont porté sur le détroit de Taïwan et sur l'Ukraine. Les 7 sont tombés d'accord pour valider le discours US, mais n'ont pris aucune décision.

Concernant la Chine, le G7 l'a accusée de « pratiques déloyales, anticoncurrentielles et non marchandes, y compris par le biais d'un transfert de technologie illégitime ou d'une divulgation de données en échange d'un accès aux marchés ». Sur ses prétentions territoriales, il écrit : « Il n'y a pas de base juridique pour les vastes revendications maritimes de la Chine en mer de Chine méridionale » et réaffirme que « la sentence rendue par le tribunal arbitral le 12 juillet 2016 est une étape importante, qui est juridiquement contraignante pour les parties à ces procédures, et une base utile pour régler pacifiquement les différends entre les parties ». Ce faisant, il fait référence au Tribunal d'arbitrage de La Haye qui n'a aucune compétence en matière de frontières à la différence de la Cour internationale de Justice, organe des Nations unies, qui seul en a une. Dans leur communication publique, les membres du G7 se sont efforcés de paraître plus unis que jamais alors que le président français, Emmanuel Macron, vient de déclarer qu'il convenait de se tenir à équidistance de la Chine et des États-Unis. La plupart des journalistes n'étaient cependant pas dupes et soulignaient les fractures visibles au sein du G7.

Les ministres de l'Environnement du G7 ont également tenu une réunion à Sapporo. L'envoyé spécial du président Biden pour le climat, John Kerry, n'est pas parvenu à faire adopter une date pour la fin de l'usage du charbon, mais a obtenu des déclarations de bonnes intentions pour l'énergie éolienne. (...)

(...) Le ministère chinois des Affaires étrangères a commenté : « Nous exhortons une fois de plus le G7 à cesser de calomnier d'autres pays et à cesser d'inciter à l'antagonisme et à l'affrontement. Il doit réfléchir à sa propre politique de sécurité stratégique, s'acquitter sérieusement des obligations internationales pertinentes en matière de maîtrise des armements et assumer les responsabilités qui lui incombent en matière de paix et de sécurité mondiales. »

AMÉRIQUES

La Stratégie US pour l'orbite terrestre basse

La Maison-Blanche a publié le mois dernier sa [Stratégie pour l'orbite terrestre basse \(LEO\)](#). Elle affirme la prééminence des États-Unis dans ce domaine et plaide pour qu'ils la conservent.

Donald Trump champion des armes à feu

Intervenant au rassemblement de la National Rifle Association à Indianapolis, Donald Trump a déclaré : « Si vous me remettez à la Maison-Blanche, leur règne est terminé et l'Amérique redeviendra une nation libre, et je vous le promets : avec moi au 1600 Pennsylvania Avenue, personne ne touchera à vos armes à feu (...) Le premier jour de mon nouveau mandat, j'arrêterai la guerre de Joe Biden contre les propriétaires légitimes d'armes à feu »

Le deuxième amendement de la Constitution des États-Unis établit le devoir des citoyens de constituer des milices armées capables de renverser le gouvernement s'il redevenait une dictature. Il laisse aux États, voire aux comtés, le soin de réglementer le port des armes à feu.

Tom Perriello quitte la direction de la Fondation Soros

Tom Perriello, qui dirige la Fondation de George Soros depuis cinq ans, quittera son poste

à la mi-juillet. Sous sa direction, la Fondation Soros a réorienté l'ensemble de ses financements. Elle a abandonné 47 causes subalternes et s'est concentrée sur les changements fondamentaux de la société états-unienne. Elle a été particulièrement active en ce qui concerne l'agenda climatique, la santé mondiale, et les élections US. Tom Perriello est notamment parvenu à recruter 700 000 agents électoraux pour la campagne présidentielle de Joe Biden.

Tom Perriello a été Représentant démocrate de Virginie (2009-11), directeur du Fonds du Center for American Progress Action (le think-tank des Obamas) (2011-17), responsable de la planification du département d'État et de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), envoyé spécial des États-Unis dans la région des Grands lacs. À ce poste, il a supervisé l'opposition au recensement électoral en République démocratique du Congo, l'éviction du président pro-Iranien Joseph Kabila, et la victoire du président pro-Occidental Félix Tshisekedi.

Washington considère la Chine comme responsable des ravages du fentanyl

Washington amplifie sa lutte contre le fentanyl, la drogue la plus utilisée aujourd'hui aux États-Unis. Il semble que le principal importateur soit le cartel de Sinaloa (également producteur d'opium et de marijuana). Les officiels US font remarquer que ce cartel utilise des précurseurs exportés par la Chine qu'ils accusent donc de complicité avec les trafiquants.

Le fentanyl est un opioïde analgésique. Il a été prescrit abusivement en toute légalité, par des médecins, durant des années aux USA provoquant une accoutumance et une dépendance de millions de malades. Il est aujourd'hui fabriqué par des organisations criminelles qui exploitent cette dépendance. Répondant à ces accusations, la Chine fait remarquer que c'est tout à fait possible, mais

que ce n'est pas de sa responsabilité. En matière de commerce international, c'est au seul importateur (ici le Mexique) qu'il incombe de vérifier qui seront les utilisateurs finaux (les cartels). La Chine dénonce comme perverse la stratégie de Washington qui rejette sa responsabilité sur des États étrangers. Aux yeux de Beijing, les États-Unis devraient prioritairement éduquer leur population aux dangers des drogues et beaucoup mieux gérer la circulation de leurs médicaments.

Les États-Unis pourraient être touchés par des missiles hypersoniques

Le vice-amiral Jon A. Hill, directeur de l'Agence de défense antimissile du Pentagone, a déclaré, lors d'une audition par la sous-commission des Forces armées de la Chambre, que : « Les missiles balistiques et hypersoniques capables de manœuvres à grande vitesse, leur utilisation en grand nombre avec des attaques combinées, qui peuvent également impliquer des missiles de croisière et des drones, pourraient saper l'efficacité de nos défenses antimissiles sans développement continu ». En d'autres termes, face aux missiles russes, chinois et nord-coréens, la Défense états-unienne est aujourd'hui une passoire, il y a urgence à la colmater.

La Chine maîtrise des missiles balistiques hypersoniques

Lors d'une audition de l'amiral John Aquilino, commandant des Forces US de l'Indo-Pacifique, par la Commission sénatoriale des Forces armées, le représentant Matt Gaetz (Floride) a présenté un des documents secrets du Pentagone qui vient de fuiter. Il atteste que l'Armée populaire de libération chinoise a testé avec succès un nouveau missile balistique hypersonique DF-27, connu sous le nom de CSS-X-24 par l'Otan. L'amiral a confirmé que les États-Unis n'avaient pas à ce jour de moyen d'y faire face.

Ilan Goldenberg nommé conseiller de Kamala Harris

Ilan Goldenberg a été nommé conseiller de la vice-présidente Kamala Harris pour le Moyen-Orient, la Défense et la Technologie. En 2013, Ilan Goldenberg avait rédigé pour le compte du sénateur John Kerry, le *Syria Transition Support Act*, qui a permis à la Maison-Blanche de financer légalement l'armement des jihadistes contre la République arabe syrienne.

Le sénateur Roger Marshall et les origines de la Covid

Le sénateur républicain Roger Marshall a publié [*Les eaux boueuses, rapport sur les origines de la Covid*](#). Selon lui, au vu de l'ensemble de la documentation disponible, la Covid est apparue en Chine à Wuhan après une ou deux fuites d'un laboratoire. Le Dr Robert Redfield, ancien directeur des Centers for Disease Control and Prevention (CDC), et d'autres ont déclaré que le virus avait des propriétés non trouvées chez d'autres coronavirus, ajoutant à la probabilité qu'il ait été conçu par l'homme.

L'administration Biden fait obstacle aux enquêtes sur le départ US d'Afghanistan

L'inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan, John Sopko, a témoigné devant la Commission de surveillance et de responsabilité de la Chambre. Il a déclaré que le département d'État pratiquait une obstruction systématique, sans équivalent depuis au moins trois décennies.

Selon quatre parlementaires, les Biden seraient à la tête de réseaux de prostitution

Selon quatre membres républicains de la Chambre des représentants, James Comer (Kentucky), Marjorie Taylor Greene (Géorgie), Nancy Mace (Caroline du Sud) et Byron Donalds (Floride), l'étude des dossiers fiscaux de

Hunter Biden attesterait que neuf membres de la famille Biden exploitent un vaste réseau de prostitution aux États-Unis avec des filles importées d'Ukraine et de Russie.

Les parlementaires ont également accusé les Biden d'avoir utilisé les fonctions de Joe Biden pour faire des affaires avec des dirigeants d'au moins quatre pays.

Les parlementaires démocrates ont immédiatement réfuté les allégations des républicains et les ont accusés de déformer les informations des relevés bancaires.

Depuis la campagne électorale présidentielle de 2020, le Parti démocrate a tenté toutes sortes de manœuvres pour masquer les activités de Hunter Biden, le fils de son candidat. Quantité de documents ont été finalement trouvés dans un ordinateur du jeune homme et publiés. Ils attestent de ses relations avec des prostituées, de sa consommation massive de drogues et de ses contrats juteux avec des entreprises étrangères, particulièrement en Ukraine. La prostitution a été évoquée dès décembre 2022, mais sans preuve. Les accusations se sont rapidement étendues au frère du président, James Biden, et désormais à sept autres membres de la famille. La Chambre des représentants a désigné une commission d'enquête qui utilise ses pouvoirs constitutionnels pour faire toute la lumière. Dans son discours annonçant l'opération militaire spéciale russe en Ukraine, le président Vladimir Poutine a cité les activités criminelles des Biden comme exemple de l'illégitimité du pouvoir à Kiev.

Accord à l'amiable entre Dominion et Fox News

On ne saura jamais si la plaidoirie de Rupert Murdoch —selon laquelle il s'est contenté, à Fox News, de respecter la liberté d'opinion de ses journalistes et est désolé qu'ils aient menti— a convaincu ou pas la justice US. Il a négocié un accord à l'amiable avec le fabricant de machines à voter, Dominion, pour qu'il retire sa plainte. Il

lui en coûtera 787 millions de dollars, soit la moitié de ce que le plaignant demandait. Il n'y aura aucune excuse à l'antenne.

Un autre fabricant de machines à voter, Smartmatic USA, attend son tour. Il réclame, quant à lui, 2,7 milliards de dollars de dommages et intérêts. Des actionnaires de Fox News pourraient également tenter un procès contre Rupert Murdoch pour avoir laissé la firme sombrer dans ces affaires.

L'affaire des fuites de l'administration Biden révèle un niveau déconcertant d'incompétence

Le FBI a arrêté Jack Teixeira, considéré comme le responsable de la fuite de documents classifiés la plus importante des dernières années aux États-Unis.

Le jeune homme aurait photographié des centaines de documents parmi les plus secrets des États-Unis et les aurait exhibés durant six mois sur Discord, un forum de joueurs en ligne. En définitive, certains de ces documents ont migré début avril sur des réseaux sociaux, provoquant des répercussions militaires et diplomatiques dans le monde entier. En un clin d'œil, l'administration Biden a obtenu de tous ces réseaux qu'ils les suppriment. Selon les autorités US, Jack Teixeira est un informaticien de 21 ans, affecté au Renseignement de la Garde nationale. Il avait le grade d'aviateur de 1^o classe.

Cette affaire défie l'entendement : comment un jeune engagé de la Garde nationale a-t-il pu photographier des documents hautement classifiés dont certains n'étaient destinés qu'au président Joe Biden et à une poignée de ses collaborateurs ?

Contrairement aux premières informations, ce ne sont pas une centaine, mais des centaines de documents qui ont fuité. Tous ceux qui ont été identifiés ont des niveaux de classification extrêmement élevés, bien plus secrets que les *Pentagon Papers* ou les fuites de Wikileaks.

Outre l'in vraisemblable faiblesse des procédures de sécurité états-uniennes, les informations qu'ils contiennent (VAI 36) font apparaître l'incroyable naïveté des analystes du renseignement et des dirigeants US : pour eux, toute communication interceptée est une vérité d'Évangile.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Le FBI démantèle un « bureau de la police chinoise » à New York

Le FBI a déclaré avoir démantelé un « bureau secret de la police chinoise » à New York. Il a en effet arrêté deux citoyens états-uniens qui avaient organisé un bureau d'aide aux immigrés chinois. Il leur est reproché d'avoir identifié deux opposants politiques au régime chinois et d'avoir transmis leur adresse à la police chinoise. Pendant ce temps, les « Cinq yeux » (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Nouvelle-Zélande, Australie) écoutent la totalité des communications téléphoniques mobiles de tous les citoyens du monde.

La Cour suprême mexicaine invalide le rattachement de la Garde nationale aux armées

La Cour suprême mexicaine a jugé inconstitutionnelle le rattachement de la Garde civile du ministère de l'Intérieur à celui des Armées. Le président Andres Manuel Lopez Obrador avait opéré ce transfert pour lutter contre la corruption de la police.

Relations sino-brésiliennes

L'ancienne présidente brésilienne, Dilma Rousseff, a pris la direction de la Nouvelle banque de développement (NBD), la banque des Brics.

L'actuel président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, a présenté à son homologue chinois son projet de « Club pour la paix ». Le président chinois, Xi Jinping, a ignoré sa proposition et s'est concentré sur son projet d'échanges commerciaux en monnaies locales.

Relations russo-brésiliennes

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'est rendu à Brasilia pour rencontrer le président Luiz Inácio Lula da Silva de retour de Chine. Les deux hommes ont constaté que les relations entre leurs deux pays n'avaient cessé de s'approfondir durant le mandant de Jair Bolsonaro. La partie russe a remercié la brésilienne pour sa compréhension de la genèse du problème ukrainien et pour son engagement pour la paix, même si elle ne partage pas ses conclusions.

Selon le président Lula, le Brésil essaie de « construire un groupe de pays sans aucune implication dans la guerre, qui ne veulent pas la guerre, défendent la paix mondiale et peuvent discuter à la fois avec la Russie et l'Ukraine ».

EUROPE

Tony Blair savait l'invasion de l'Iraq illégale dès 1998

[Declassified UK](#) a étudié des documents du cabinet du Premier ministre, Tony Blair (1997-2007). Ils attestent que, dès 1998, plusieurs conseillers l'ont mis en garde contre l'illégalité d'un bombardement de l'Iraq.

La Commission Chilcot, qui a examiné la guerre contre l'Iraq en 2003, n'a pas eu connaissance des dossiers de 1998. Elle n'a donc

pas tranché pour dire si Tony Blair savait ou ne savait pas qu'il violait le Droit international.

Les Forces spéciales occidentales en Ukraine

Selon les documents qui ont fuité du Pentagone, le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, avait secrètement déployé, en février, 50 membres de ses Forces spéciales en Ukraine. La Lettonie en avait envoyé 17, la France 15, les États-Unis 14 et les Néerlandais seulement 1.

Trois parlementaires français s'introduisent illégalement en Syrie

Après avoir organisé une réception au Sénat de mercenaires kurdes en uniforme de combat, le 24 mars (VAI 34), Pierre Laurent et Laurence Cohen (sénateurs communistes) sont partis en Syrie avec Marie Pochon (députée Europe Écologie-Les Verts), le 31 mars.

Les trois parlementaires n'ont pas sollicité de visa syrien, mais se sont introduits dans le pays avec l'aide des États-Unis et de l'Alliance atlantique. Ils ont été reçus par les autorités du Rojava, l'État autonome créé par les États-Unis en Syrie.

Ce soutien aux Forces démocratique syriennes, c'est-à-dire aux mercenaires du PKK/YPG qui volent le pétrole du Nord-Est de la Syrie pour eux et pour la CIA, constitue une violation des principes de la Charte des Nations unies et des résolutions du Conseil de sécurité soulignant la nécessité de respecter la souveraineté, l'indépendance, l'unité et intégrité territoriale de la Syrie.

Si l'engagement des Écologistes français aux côtés des États-Unis et de l'Otan ne surprend plus, celui du Parti communiste français (PCF) manifeste un renversement idéologique.

La Turquie avait convoqué l'ambassadeur de France après la réception des séparatistes au Sénat. [La Syrie vient de saisir le Conseil de sécurité](#) après l'intrusion des parlementaires français.

Par ailleurs, le Tribunal correctionnel de Paris a

jugé onze immigrés kurdes pour extorsion et financement du terrorisme. Ils ont été condamnés à des peines allant jusqu'à cinq ans de prison avec sursis, mais, contrairement à l'usage, pas à des interdictions du territoire.

Les avocats de la défense ont dénoncé la « parfaite ambiguïté » de l'État français dans ses rapports avec le PKK/YPG, notant qu'il est qualifié d'« allié » pour qu'il combatte la Syrie, mais de « terroriste » quand il attaque la Türkiye. Le sénateur communiste Pierre Laurent est venu témoigner en faveur des prévenus.

Depuis l'arrestation d'Abdullah Öcalan (alias « Apo ») en 1999, le PKK est passé du camp soviétique au camp occidental. Il est aujourd'hui une armée de mercenaires, soutenue par les [mouvements anarchistes](#), travaillant pour son compte et celui des États-Unis.

La France toujours plus instable

Le Conseil constitutionnel français a jugé que la loi de réforme des retraites était conforme à la Constitution. Il a écarté la question de la constitutionnalité de la procédure choisie pour cette adoption et s'est contenté d'invalider six articles.

Dans l'heure qui a suivi, le pays s'est enflammé. Alors que les syndicats appelaient à des rassemblements, des éléments incontrôlés ont incendié des symboles de l'État, notamment un commissariat de police.

Le président de la République, Emmanuel Macron, a promulgué la loi dans la nuit. Alors que ses sorties dans les rues sont aujourd'hui très difficiles, il a choisi de s'adresser aux électeurs à la télévision trois jours plus tard. Seuls 7 % des électeurs ont été convaincus par sa prestation. Le pays s'enfonce dans une crise profonde qui n'a plus aucun rapport avec les débats qui l'ont provoquée.

Le Danemark protège une manifestation islamophobe et anti-turque

Les membres d'un groupe extrémiste, Payrioterne Gar Live, ont déchiré un exemplaire du *Coran* et le drapeau turc au cours d'une mise en scène devant l'ambassade de Türkiye à Copenhague avant de diffuser le tout en direct sur leur compte Facebook.

La manifestation a été protégée par la police danoise. [Le ministère turc des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur danois à Ankara](#) et lui a fait part de sa vive condamnation.

La Finlande rejoint les manœuvres de l'Otan

Dans le Golfe de Finlande, la Finlande a participé à des manœuvres navales de l'Otan, les premières depuis son adhésion à l'Alliance atlantique.

La Finlande et le nucléaire civil

La Finlande a mis en service, avec 13 ans de retard, sa centrale nucléaire EPR (Réacteur pressurisé européen) construite par le groupe français Areva au moment où l'Allemagne ferme tous ses réacteurs.

Yuriy Kosiuk inonde l'UE de poulets élevés en batterie

Après la démission de son ministre de l'Agriculture, Henryk Kowalczyk, la Pologne, puis la Hongrie, ont interdit l'importation de volaille et de blé ukrainiens. Depuis le coup d'État du Maïdan (2014), le secteur agro-industriel ukrainien est passé à 93 % sous le contrôle du premier chef adjoint de l'administration présidentielle du milliardaire Petro Porochenko, Yuriy Kosiuk. Celui-ci est devenu également milliardaire, à la tête du groupe MHP (Mironivsky HliboProduct). Identiquement, les terres agricoles ont été acquises majoritairement par trois sociétés états-uniennes (Cargill, Dupont et Monsanto), à la

faveur d'un changement de législation (VAI 6).

Les grains et les poulets ukrainiens qui, selon Moscou, n'arrivent pas dans les pays du tiers-monde contrairement aux accords d'Istanbul, parviennent en réalité dans l'Union européenne. Si la Hongrie, pro-Russe, l'a dit en premier, la Pologne, pro-US, vient de le confirmer. Actuellement, les poulets ukrainiens, élevés dans des conditions sanitaires déplorables et jadis destinés au tiers-monde, affluent désormais dans l'UE où ils représentent plus de la moitié de la consommation.

Yuriy Kosiuk s'est vu décerner, en 2008, le titre de « [Héros de l'Ukraine](#) » par le président pro-Occidental Viktor Yushchenko, pour avoir introduit de nombreuses machines dans le secteur agricole. MHP est coté à la Bourse de Londres où il dispose du soutien de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

La Slovaquie livre des avions de chasse à l'Ukraine

La Slovaquie a livré 13 MI-29 à l'Ukraine. Les MI29 datent de l'époque soviétique. Ils peuvent aisément être descendus par la défense antiaérienne russe. Ils ne pourront donc être utilisés que sur le champ de bataille ukrainien et pas dans une attaque contre la Russie.

Ursula von der Leyen candidate au secrétariat général de l'Otan ?

La présidente de la Commission européenne, l'Allemande Ursula von der Leyen, briguerait la succession de Jens Stoltenberg, au secrétariat de l'Alliance atlantique. Elle couperait ainsi l'herbe sous le pied d'une « nationaliste intégrale », la Canado-Ukrainienne Chrystia Freeland.

Vladimir Poutine célèbre la Pâque orthodoxe avec ses soldats

À l'occasion de la Pâque orthodoxe, le président russe, Vladimir Poutine, s'est rendu aux quartiers généraux de Kherson et de Lougansk

rencontrer ses soldats auxquels il a offert une icône. Il entendait écouter directement le témoignage de ses officiers sur la situation des combats. Il n'était pas accompagné de son ministre de la Défense, ni du chef d'état-major des armées. Cependant, tous deux ont participé à un briefing vidéo avec lui et les soldats de terrain.

Depuis la guerre de Tchétchénie, Vladimir Poutine a pris l'habitude de visiter ses soldats pour les fêtes de Noël et de Pâques.

Li Shangfu à Moscou

Le ministre chinois de la Défense, Li Shangfu, s'est rendu en Russie. Il a été reçu par son homologue, Sergueï Choïgou, et a rencontré le président Vladimir Poutine. Li a déclaré : « La Chine est prête à travailler avec la Russie pour mettre pleinement en œuvre le consensus atteint par les deux chefs d'État, renforcer encore la communication stratégique entre les deux armées et renforcer la coordination et la coopération multilatérales afin d'apporter de nouvelles contributions à la sauvegarde de la sécurité et de la stabilité mondiales et régionales ». Cependant aucune annonce concrète n'a été faite.

AFRIQUE

Le Maroc et la Tunisie s'approprient l'Union du Maghreb Arabe

L'Union du Maghreb Arabe (UMA) a désigné la Marocaine Amina Selmane pour la représenter auprès de l'Union africaine (UA). celle-ci a accepté ses lettres de créances suscitant l'indignation de l'Algérie.

Alger, qui n'a jamais été consulté quant à cette nomination, fait remarquer qu'elle viole les statuts de l'UMA qui prévoient qu'elle soit désignée à l'unanimité par le Conseil des ministres des Affaires étrangères.

Pour procéder à cette nomination, le secrétaire

général de l'UMA sortant, le Tunisien Taïeb Baccouche dont le mandat est arrivé à expiration en août 2022, s'est déclaré « intérimaire », ce que les statuts de l'UMA ne prévoient pas.

La Tunisie arrête les leaders des Frères musulmans

La justice tunisienne a arrêté à son domicile le fondateur du parti des Frères musulmans, Ennahda, Rached Ghannouchi, puis deux autres leaders du parti à son siège national. La presse occidentale dénonce le président tunisien Kaïs Saïed comme un dictateur. Il tente en réalité d'éradiquer à la fois la corruption omniprésente dans le pays et l'influence des Frères musulmans. Pour cela, il n'a pas hésité à suspendre le Parlement.

Les Frères musulmans tunisiens sont encadrés par le MI6 britannique qui a transformé le cheikh Rached Ghannouchi, un compagnon d'Oussama Ben Laden, en parfait démocrate. Rached Ghanoucci contrôlait non seulement le parti Ennahada, mais aussi [la « Ligue de protection de la révolution » qui a multiplié les assassinats politiques.](#)

La Tunisie rétablit ses relations avec la Syrie

Le président tunisien, Kaïs Saïed, a annoncé la réouverture des relations diplomatiques avec la Syrie. Les deux ambassades ont été rouvertes à Tunis et à Damas. Après l'Algérie, le ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal al-Meqdad, effectue une visite officielle en Tunisie, la première à ce niveau depuis une décennie. Cette visite intervient alors que la justice tunisienne vient d'arrêter les leaders des Frères musulmans ; l'organisation soutenue par les Occidentaux contre laquelle la Syrie s'est battue durant dix ans et a gagné.

Le 4 février 2012, le président Mohamed Moncef Marzouki (trotskiste, allié des Frères musulmans) avait rompu toutes relations avec

son homologue syrien qu'il appelait le « Boucher de Damas ».

Guerre des chefs au Soudan

Les hommes des Forces d'appui rapides (RSF) du « général » Mohamed Hamdan Dagalo (alias « Hemedti ») se seraient déployés autour d'une base aérienne provinciale des Forces armées soudanaises (FIAS) du général Abdel Fattah al-Burhan. Celles-ci auraient accompagné leur demande de retrait d'un ultimatum. Les RSF auraient alors pris plusieurs points stratégiques, dont l'aéroport de Khartoum.

L'unification des forces armées soudanaises, prévue par l'accord gouvernemental, n'aura donc pas lieu. Les FIAS et les RSF se livrent une guerre sans pitié au milieu de la population civile. On déplore au moins une centaine de morts et quatre cents blessés.

Ce conflit exprime la rivalité séculaire entre l'establishment de la vallée du Nil représenté par Abdel Fattah al-Burhan et les oubliés du Darfour, dont Mohamed Hamdan Dagalo est le héros.

Le Pentagone envisage de découper le Soudan en cinq États distincts (stratégie Rumsfeld/Cebrowski). Il souhaiterait relancer les hostilités dans le pays d'autant que les deux têtes du pouvoir sont liées à la Russie qui attend, depuis 2015, de pouvoir ouvrir une base militaire sur la mer Rouge, à Port Soudan. L'envoyé spécial des Nations unies pour le Soudan, l'Allemand Volker Perthes, s'est déclaré consterné par le pillage d'une installation de l'Onu après son bombardement. En raison de ses bons et loyaux services contre la République arabe syrienne, il avait été nommé à ce poste sur pression des États-Unis [pour favoriser le conflit](#). Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a mis en garde contre l'ingérence extérieure dans la crise et a exigé des parties belligérantes « d'adopter rapidement une solution pacifique et un dialogue inclusif ». L'Autorité intergouvernementale pour le

développement (IGAD) a désigné les présidents Salva Kiir (Soudan du Sud), William Ruto (Kenya) et Ismail Omar Guelleh (Djibouti) pour réconcilier les protagonistes.

Le ministre saoudien des Affaires étrangères, Faisal bin Farhan bin Al-Saud, a joint séparément par téléphone les généraux Burhan et Hemedti. Il a appelé à la fin de l'escalade militaire. L'Arabie saoudite avait soutenu le nouveau régime bicéphale après le renversement du Frère musulman Omar el-Béchir.

Le « général » Mohamed Hamdan Dagalo (alias « Hemedti ») était devenu une sorte de fils adoptif d'Omar el-Béchir. Ses troupes, les FIAS sont très liées à l'Égypte, tandis que les RSF le sont aux Émirats arabes unis. Cette milice, issue des Janjawids de la guerre du Darfour, a fourni au nom du Soudan des mercenaires aux Émirats au Yémen et en Libye. Au Yémen ses hommes se battaient sous le commandement de son rival, le général Abdel Fattah al-Burhan. Ses hommes ont été récemment formés par la société militaire privée russe, Wagner.

Paul Kagame explique le combat du M23 contre la RDC

En visite au Bénin, le président rwandais, Paul Kagame, a déclaré : « En ce qui concerne le M23 et toutes les personnes liées au M23, les Congolais qui ont bénéficié de l'héritage rwandais, les frontières qui ont été construites durant la période coloniale ont affecté et divisé nos peuples. Une partie du Rwanda qui a été donnée au Congo, le sud à l'Ouganda ...etc ». Le Congo et les Occidentaux accusent le Rwanda de soutenir le M23, ce que le président Kagame nie.

La Somalie au bord de la famine

Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a annoncé depuis Mogadiscio que la moitié de la population somalienne, soit au moins 8,3 millions de personnes, aurait besoin cette année d'aide alimentaire pour survivre.

Une partie de la Somalie, du Kenya et de l'Éthiopie vient de traverser quatre années de sécheresse, tuant le bétail et provoquant l'exil d'1,7 million de personnes.

Les Comoriens manifestent contre la colonisation française

Une manifestation historique a réuni, le 15 avril, des dizaines de milliers de personnes à Moroni aux cris de « Non à la France », « Non à la présence française à Mayotte ».

Le ministère français de l'Intérieur a planifié l'opération « Wuambushu ». Elle prévoit d'expulser plus de 250 étrangers par jour en majorité des Comoriens pour les envoyer vers l'île d'Anjouan. D'autre part, de mener une vaste opération de décasage, c'est-à-dire de destruction massive d'environ 10 % de l'habitat illégal de Mayotte.

En Droit international ([résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 19 janvier 1994](#)), Mayotte est un territoire comorien illégalement occupé par la France (VAI 36).

ASIE

Jabotinsky n'a jamais anticipé la Shoah

Selon l'historien Amir Goldstein professeur au collège Tel-Hai et Efi Hoory, la citation de Jeev Jabotinsky « Éliminez la diaspora, ou la diaspora vous éliminera certainement » est fausse. Elle a été [inventée par Bension Natanyahu](#) (le père du Premier ministre) pour faire accroire que Jabotinsky avait anticipé la Shoah.

La Chine appelle la Palestine et Israël à la « solution à deux États »

Qin Gang, ministre chinois des Affaires étrangères, a reçu son homologue palestinien, Riyad Al-Maliki, à Beijing. Il a également téléphoné à son homologue israélien, Elie Cohen. Il a invité ses deux interlocuteurs à reprendre le dialogue, leur disant qu'il n'est

jamais trop tard pour bien faire. La Chine, qui est très préoccupée par l'escalade de la violence, soutient toujours la « solution à deux États ».

L'Arabie saoudite rétablit ses relations avec la Syrie

Alors que Faisal Mekdad, ministre syrien des Affaires étrangères, s'était rendu en Arabie saoudite la semaine dernière, le prince Fayçal ben Farhane ben Abdallah, ministre saoudien des Affaires étrangères, s'est rendu en visite officielle à Damas. Il a été reçu par le président Bachar el-Assad mettant fin à 11 années d'isolement de la République arabe syrienne. Le Saoudien a évoqué un éventuel accueil au sein de la Ligue arabe. Le Syrien a souligné la nécessité de rétablir l'unité arabe dans cette période de changement rapide des relations internationales.

L'Arabie saoudite envisage d'inviter le président Bachar el-Assad au sommet de la Ligue arabe à Riyad, le 19 mai, malgré l'opposition du Qatar, en échange d'un geste en direction de l'opposition pro-Occidentale soutenue par le Qatar. Ce geste serait à destination des mercenaires kurdes du PKK ce qui ne manquerait pas de faire échouer le rapprochement de la Syrie avec la Turquie.

Dissolution de l'Assemblée au Koweït

Le prince héritier du Koweït, cheikh Mashal al-Ahmed, a annoncé la dissolution du Parlement. Depuis trois ans, la monarchie ne parvient plus à garantir la stabilité.

Istanbul prochain centre financier entre l'Orient et l'Occident ?

À un mois des élections générales, le président Recep Tayyip Erdoğan a inauguré la première phase du Centre financier d'Istanbul. La Türkiye espère bénéficier de sa position géographique à cheval sur deux continents, l'Europe et l'Asie, pour tirer les bénéfices du basculement de l'équilibre du monde, de l'Ouest

à l'Est. Les installations en cours de construction devraient coûter 3,3 milliards de dollars.

Le Myanmar libère des prisonniers

Le Myanmar a libéré 3113 prisonniers, dont 98 étrangers, à l'occasion de la fête du Nouvel An birman. Selon l'opposition, il y aurait toujours 17 460 personnes détenues pour avoir participé aux manifestations en soutien à la conseillère de l'État et prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, en 2021.

La Chine exaspérée par le blocage occidental face à la Corée du Nord

Liu Xiaoming, ambassadeur de la Chine pour la péninsule coréenne, a déclaré à Paris : « Nous sommes préoccupés par l'intention des États-Unis d'utiliser les questions de la péninsule coréenne comme outil pour contenir la Chine (...) C'est dans le cadre de leur stratégie indo-pacifique... de former des alliés, de renforcer leur alliance avec (la Corée du Sud) et le Japon (...) Les gens se concentrent sur les lancements et les essais nucléaires de la République populaire démocratique de Corée, mais ils ignorent que la raison pour laquelle les Coréens les font est l'absence d'un mécanisme, d'une structure de sécurité ».

Beijing fait pression pour une approche « à double voie » pour mettre fin à la campagne nucléaire de Pyongyang, affirmant que les puissances mondiales devraient réduire les sanctions de l'Onu en échange de mesures concrètes de désarmement. Les États-Unis sont toujours en guerre contre la Corée du Nord. Ils observent un cessez-le-feu, mais refusent de négocier une paix.

La Corée du Sud minimise les révélations des documents secrets du Pentagone

Le président sud-coréen, Yoon Suk Yeol, a tenté de minimiser les conséquences de la circulation des documents secrets du Pentagone attestant

Analyse du Réseau Voltaire

« [Tous les empires sont mortels, l'"empire américain" aussi](#) », par Thierry Meyssan

La semaine dernière, l'auteur s'interrogeait sur la réalité de la rivalité entre les États-Unis et la Chine. Peut-être le « piège de Thucydide » n'est-il qu'un paravent qui masque la désintégration imminente de l'« empire américain ». Aujourd'hui il résume le parcours des USA, que les Occidentaux n'ont pas compris, et invite à penser ce qui pourra advenir lorsqu'ils auront disparu.

que son gouvernement était espionné par la NSA états-unienne. Son porte-parole a déclaré à propos de l'alliance Corée du Sud-États-Unis : « Il s'agit d'une alliance fondée sur les valeurs universelles de la démocratie libérale et de l'économie de marché, et c'est une alliance résiliente fondée sur des valeurs, qui peut résoudre les problèmes dans leurs relations ».

La Corée du Nord lauréate du cybervol de l'année 2022

Selon l'Agence nationale de la police (NPA), le groupe de hackers nord-coréens Lazarus s'est infiltré, en 2021, dans ININISAFE, un développeur de logiciels d'authentification personnels sud-coréens utilisé sur 10 millions d'ordinateurs en Corée du Sud. Lazarus a étudié les faiblesses du logiciel et a développé son propre logiciel malveillant. En 2022, il a pénétré 207 ordinateurs dans huit organes d'information et dans 53 autres organismes. Lazarus a été accusé par le gouvernement US d'avoir volé une quantité astronomique de cybermonnaie par le biais d'un jeu en ligne vietnamien, Axie Infinity. Le département du Trésor US a déclaré, le 6 avril, que les pirates auraient indument gagné 620 millions de dollars. Il s'agirait de l'un des plus grands cas de cybervol de l'année.

Les Chinois hésitants à propos des actions occidentales en Ukraine

Beijing s'interroge :

pourquoi le président français Emmanuel Macron, à la tête d'un État souverain, a demandé à une fonctionnaire, Ursula von der Leyen, de l'accompagner ? Son discours non-aligné est-il sincère ?

pourquoi les Occidentaux, qui perdent sur le champ de bataille ukrainien, persistent dans ce conflit inutile ?

Le PCC dénonce les sabotages US des Droits de l'homme

Le *Quotidien du Peuple* a publié une série de dix articles consacrée à l'influence des États-Unis sur les relations internationales. Ils sont signé Zhong Sheng, un pseudonyme désignant des officiels du Parti communiste. On peut y lire que les États-Unis sont « le plus grand saboteur de la cause internationale des droits de l'homme et devraient être assis en tant qu'accusé dans la salle d'audience des droits de l'homme mondiaux ».

Ce que cache l'attentat contre Fumio Kishida

Lors d'un meeting électoral à Wakayama, le Premier ministre Fumio Kishida a été victime d'un attentat. Un jeune homme de 24 ans, Ryuji Kimura, a lancé un engin explosif. Il a été ceinturé avant de pouvoir en lancer un second. Il s'agirait de deux feux d'artifice.

Selon le quotidien conservateur *Yomiuri Shimbun*, la candidature de Ryuji Kimura aux élections législatives de juillet dernier aurait été invalidée en raison de son âge et de son impossibilité de verser une caution de 3 millions de dollars. Il aurait porté plainte devant un tribunal de Kobe qui a rejeté sa demande. L'affaire est en appel devant la Haute Cour d'Osaka. Il a plaidé des dommages psychologiques et réclame 100 000 dollars de dommages et intérêts.

La loi nipponne prévoit un âge minimum de 30

ans pour siéger à la Chambre, mais la Constitution proclame l'égalité de tous les citoyens.

Le prédécesseur de Fumio Kishida, Shinzo Abe, a été assassiné le 8 juillet 2022 par une personne lui reprochant ses liens secrets avec l'Église de l'Unification (dite « secte Moon »). Les deux hommes appartenaient au courant de Yoshio Kodama, un criminel de guerre recyclé par les États-Unis. Ils se sont prononcés pour la remilitarisation du Japon.

Lors de son interrogatoire par la police, Ryuji Kimura serait revenu sur l'appartenance des Premiers ministres à l'Église de l'Unification.

OCÉANIE

Paul Keating critique la politique étrangère australienne

L'ancien Premier ministre australien Paul Keating a vivement critiqué les déclarations de la ministre des Affaires étrangères Penny Wong en faveur d'un « équilibre des puissances ». Il lui a fait remarquer qu'elle ne plaçait pas l'Australie à mi-chemin entre les USA et la Chine, mais l'alignait derrière Washington.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Le Conseil des Droits de l'homme dénonce les mesures coercitives unilatérales

Le Conseil des Droits de l'homme de Genève a adopté par 33 voix pour, 13 voix contre et 1 abstention, une résolution (A/HRC/52/L.18) condamnant l'usage de « mesures coercitives unilatérales » comme « non conformes au Droit international, au Droit international humanitaire, à la Charte des Nations unies et aux normes et principes régissant les relations pacifiques entre les États ». Ce texte avait été présenté par la Russie et l'Azerbaïdjan.

Les mesures coercitives unilatérales sont désignées comme des « sanctions » par la propagande occidentale. Ont voté contre la résolution, et donc contre le Droit international : la Belgique, l'Allemagne, la Finlande, la France, la Géorgie, la Lituanie, le Luxembourg, le Monténégro, la Roumanie, la République tchèque, l'Ukraine, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Selon le Fonds monétaire international, les BRICS dépasseront le G7 en 2023

Selon le FMI, en 2023 la part de la Chine dans l'expansion du produit intérieur brut mondial sera de 22,6 %, celle de l'Inde de 12,9 % et celle des États-Unis de seulement 11,3 %.

Le FMI s'attend à ce que les contributions à la croissance mondiale du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine dépassent celles des pays du Groupe des Sept.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltaire.net

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand, serge.marchand@voltaire.net

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°38 - 28 avril 2023

ÉDITORIAL

La France s'entête à coloniser l'île de Mayotte

Un afflux considérable de Mahorais illégaux, sans ressources, s'est traduit par une augmentation vertigineuse de la violence et de la criminalité à Mayotte. Le ministère de l'Intérieur français a débuté l'« Opération Wuambushu » visant à détruire les bidonvilles de Mayotte et à expulser les immigrants illégaux vers l'île d'Anjouan. Cependant, les forces de l'ordre ont été interrompues par une décision de Justice interdisant de détruire les bidonvilles car, compte tenu de la forme de leur construction, cela pourrait endommager des bâtiments construits légalement. En outre, les Comores ont fermé leurs ports aux navires français. Durant le début de l'opération, 1 800 policiers ont tiré 650 grenades lacrymogènes, 85 grenades de désencerclement, 60 tirs de LBD. Elles ont été contraintes de tirer au sol 12 balles réelles à titre de sommation, malgré le risque de les voir rebondir et tuer. L'archipel des Comores a été divisé en deux par la France, en 1974. D'un côté l'actuelle Union des Comores, de l'autre l'actuel département français de Mayotte. Cette division viole d'une part l'engagement pris par la France lors des accords du 15 juin 1973 signés par le ministre de l'Outre-mer Bernard Stasi et le président du Gouvernement du territoire, Ahmed Abdallah Abderamane, d'autre part le principe d'indivisibilité de l'archipel établi par le Droit international. La question de la nature des régimes qui se sont succédé aux Comores n'a pas à entrer en ligne de compte, pas plus que celle de l'absence d'unité des Comores durant des siècles et encore moins les opérations des troupes irrégulières de Bob Denard. La France ne sait plus comment satisfaire ses citoyens mahorais et son engagement à décoloniser l'archipel uni. Elle tente de conserver l'île de Mayotte qu'elle utilise pour contrôler les îles Éparses (également occupées illégalement) et y entretient une base d'interception électromagnétique. Plutôt que de négocier avec l'Union des Comores, la France ne tient pas compte des rappels au Droit international émis sur cette question par l'Assemblée générale des Nations unies et s'entête à se maintenir sur l'île, risquant de provoquer à terme une situation comparable à celle qui s'est présentée en Algérie.

AMÉRIQUES

La dédollarisation du monde

La part du dollar dans les réserves mondiales était de 47 % en 2022 contre 71 % en 2001. On constate une accélération progressive du phénomène avec un paroxysme l'année dernière. Le rythme de la dédollarisation est aujourd'hui 10 fois plus rapide qu'il y a vingt ans. La phase de 2022 s'explique parce qu'un certain nombre de pays cherchait des alternatives après que les Occidentaux ont tenté de généraliser des mesures coercitives unilatérales contre la Russie. La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a déclaré : « Il existe un risque, lorsque nous utilisons des sanctions financières liées au rôle du dollar, qu'avec le temps, elle puissent saper l'hégémonie du dollar ». Selon *Bloomberg Intelligence*, la part du dollar est devenue inférieure à celle du yuan dans les échanges internationaux de la Chine. Elle n'était plus que de 47 % fin mars, contre 83 % en 2010.

Comment voter aux élections US sans être citoyen

L'association Public Interest Legal Foundation a démontré qu'il est possible de s'inscrire sur les listes électorales US avec son permis de conduire, alors que celui-ci n'est pas une preuve de nationalité. Aux États-Unis, les élections sont du ressort des États fédérés et non pas de l'État fédéral. Cependant, certains États fédérés ont créé une agence commune pour traquer les personnes inscrites dans deux États différents, l'Electronic Registration Information Center (ERIC). Il est à l'évidence facile de s'inscrire pour des élections locales, et tout à fait possible de voter aux élections fédérales sans faire preuve de sa citoyenneté.

James au centre de l'enquête sur la famille Biden

La sous-commission de la Chambre qui enquête sur la famille Biden a réuni divers témoignages relatifs au jeune frère du président Joe Biden (80 ans), James Biden (73 ans). Ils apparaissent

comme très proches au point que c'est James qui a meublé le Bureau ovale de la Maison-Blanche pour Joe. La sous-commission a constaté qu'un grand nombre de fois, James a mis en avant sa parenté avec Joe pour conduire ses affaires. Si de nombreux versements ont pu être identifiés, les parlementaires ignorent toujours contre quel travail James les a perçus. C'est désormais lui, et non plus son neveu Hunter Biden, qui est au centre des investigations.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Riposte juridique de Hunter Biden

L'avocat de Hunter Biden, Me Abbe Lowell, a écrit au secrétariat au Trésor afin qu'il diligente une enquête pour savoir comment Garrett Ziegler a pu se procurer cinq rapports confidentiels de l'administration sur les activités de son client et les [publier sur Internet](#). Ces documents ont été transmis à la Sous-commission de la Chambre qui enquête sur les activités de la famille Biden. Celle-ci les auraient montrés à un témoin pour qu'il les commente. Or les lois sur le secret bancaire interdisent aux parlementaires de discuter avec autrui des données examinées jusqu'à présent. Par ailleurs, Hunter Biden a été convoqué par un juge de l'Arkansas pour présenter des documents fiscaux sur ses revenus afin de juger de la pension alimentaire qu'il doit verser à la mère de sa fille.

Un dénonciateur accuse le procureur général d'avoir menti pour protéger Hunter Biden

Un lanceur d'alerte du service des impôts (IRS) a mis en cause le témoignage du procureur général Merrick Garland. Il l'accuse d'avoir

menti pour minimiser les crimes de Hunter Biden. Selon son témoignage, cet agent spécial de surveillance criminelle des impôts assure avoir reçu des consignes politiques pour ne pas enquêter plus avant sur le cas Hunter Biden. Merrick Garland fait l'objet de sanctions de la Russie depuis avril 2021. Moscou l'accuse d'avoir validé de fausses accusations pour expulser 10 diplomates russes.

Candidature de Robert Francis Kennedy Jr.

Robert Francis Kennedy Jr., fils de l'ancien ministre de la Justice Bob Kennedy et neveu du président John Fitzgerald Kennedy, s'est porté candidat à l'investiture du Parti démocrate US contre le président sortant Joe Biden. Les sondages donnent aujourd'hui Joe Biden perdant face à Donald Trump. Robert Kennedy Jr. est un avocat environnementaliste. Il a notamment gagné un procès retentissant contre Monsanto. Au nom de la science, il a mené le combat contre le Dr. Anthony Fauci et des entreprises pharmaceutiques lors de l'épidémie de Covid [1]. Comme Bernie Sanders en 2020, cet homme de gauche, qui n'a cessé de lutter contre les dirigeants du Parti démocrate woke, tente de s'emparer de ce parti à la manière dont le jacksonien Donald Trump s'est emparé du Parti républicain. Kennedy a fait de la lutte contre la corruption des institutions et contre le pouvoir des transnationales son cheval de bataille. Il incarne une gauche non-sectaire, tournée vers le Bien commun. En juillet 2021, Robert Kennedy Jr. avait participé au ReAwaken America Tour, qualifié par la presse de mouvement chrétien d'extrême-droite. Il s'y était fait photographier aux côtés du général Michael Flynn et du stratège électoral Roger Stone. Le républicain Roger Stone, qui a participé aux campagnes de Richard Nixon, de Ronald Reagan, de George W. Bush, et a dirigé celle de Donald Trump, assure que, quelles que soient les divergences entre Trump et Kennedy (notamment sur les armes et l'avortement), une candidature d'union nationale des deux hommes offrirait une solution pour répondre à la division du pays et préserver l'existence des

États-Unis. De son côté, Steve Bannon a encouragé Robert Kennedy à se présenter.

Une loi pour protéger les femmes dans le sport

La Chambre des représentants a adopté une loi sur la protection des femmes et des filles dans le sport (H.R.734 - *Protection of Women and Girls in Sports Act of 2023*). Elle fait obligation aux sportifs de concourir en fonction de leur « biologie reproductive et génétique à la naissance », et non de leur identité de genre.

Les atteintes à la liberté d'expression sur les campus US

Selon la Foundation for Individual Rights and Expression (FIRE), qui lutte contre la « culture d'annulation », les actions visant à faire taire des professeurs d'université étaient de 83 en 2017, 82 en 2018 et 87 en 2019. Elles sont passées à 151 en 2020, 213 en 2021 et seulement 145 en 2022. L'augmentation de ces opérations de censure serait liée aux réactions *woke* au meurtre de George Floyd en 2020 ainsi qu'à la campagne sur l'identité transgenre, à la présidence de Donald Trump et au mouvement #MeToo. Les universités les plus touchées sont Harvard (23 actions), suivies de Stanford (22), de celle de Californie à Los Angeles (19) et de Georgetown (16).

Les six menaces contre la sécurité intérieure des États-Unis

Le secrétaire à la Sécurité de la patrie, Alejandro Mayorkas, a annoncé un examen de 90 jours de la vulnérabilité des États-Unis. Il comprend six thèmes : Les migrations. Il a déclaré que l'objectif de son administration est de « construire des voies légales pour donner aux individus la possibilité d'atteindre les États-Unis en toute sécurité, de manière ordonnée pour se prévaloir des secours humanitaires que nos lois fournissent, puis d'obtenir une conséquence [le droit de séjour, voire la nationalité] pour ceux qui suivent ces voies légales ». L'intelligence artificielle. Un groupe de travail a été créé au sein du département pour étudier les

applications de l'IA en matière de sécurité intérieure. La Chine. Il l'a accusée de parrainer des attaques « conçues pour perturber ou dégrader la fourniture de fonctions critiques nationales, de semer la discorde, de paniquer et de prévenir la mobilisation des capacités militaires américaines ». L'extrémisme intérieur. « Les délinquants isolés et les petites cellules d'individus motivés par un large éventail de griefs et d'idéologies extrémistes violentes, de la suprématie blanche à l'antisémitisme en passant par les attitudes antigouvernementales, constituent la menace la plus persistante et la plus meurtrière liée au terrorisme aux États-Unis ». Le trafic de fentanyl. Les effets des changements climatiques.

Fox News licencie Tucker Carlson

Fox News a mis fin, sans préavis, ni motif, à sa collaboration avec Tucker Carlson, le journaliste audiovisuel le plus célèbre des États-Unis. Justin Wells, le producteur exécutif principal de son émission, aurait également quitté la chaîne. Ce licenciement fait suite au procès de Fox News avec Dominion Voting Systems (qui a coûté à l'amiable 787 millions de dollars à Fox News) et anticipe celui intenté à la chaîne par Smartmatic. Contrairement aux apparences, Fox News a cédé sans raison à Dominion : Tucker Carlson n'avait pas diffamé le fabricant de machines à voter, mais avait donné la parole à des experts expliquant que ces machines étaient branchées sur Internet et pouvaient donc être manipulées à distance pendant le vote ; ce que personne ne conteste. Tucker Carlson Tonight était la seconde émission politique la plus regardée aux États-Unis. La presse fait état d'un procès intenté pour harcèlement sexuel, il y a un mois, par une secrétaire de l'émission de Tucker Carlson, Abby Grossberg. Mais, cette action ne le concerne pas directement, elle est dirigée contre certains de ses autres collaborateurs. Le départ de son journaliste vedette a été salué par des applaudissements chez les Démocrates et avec une forte déception chez les Républicains. Steve Bannon a déclaré que Tucker Carlson était « la » raison de regarder Fox News. Les actions de Fox Corp,

propriétaire de la chaîne, ont chuté de 5 % après l'annonce de la nouvelle.

Le département d'État contredit la Maison-Blanche à propos du retrait d'Afghanistan

Michael T. McCaul, président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre, a révélé l'existence d'un rapport interne du secrétariat d'État sur la chute de Kaboul. Il renverrait la responsabilité aux deux administrations Trump et Biden. Selon lui, le rapport complet saperait le [document](#) de 12 pages que la Maison-Blanche vient de publier et qui cherche à faire de la décision de M. Biden, la seule option disponible une fois que M. Trump avait déclenché le retrait. Michael T. McCaul, a demandé la publication des conclusions de ce rapport qui ne seraient plus classifiées.

Alejandro Toledo détenu au Pérou

L'ancien président péruvien Alejandro Toledo a été extradé par les États-Unis vers son pays. Il est accusé d'avoir touché un pot de vin de 20 millions de dollars de la société brésilienne Odebrecht lors de la construction de l'autoroute inter-océanique. Alejandro Toledo était pro-USA et membre de l'Initiative des Amis d'Israël de l'ancien premier ministre espagnol José María Aznar.

Le Guatemala soutient Taïwan

Le président guatémaltèque Alejandro Giammattei a promis un soutien inconditionnel à Taïwan lors d'une visite officielle sur l'île. Seuls 13 États sur 193 entretiennent des relations diplomatiques avec l'État non reconnu de la « République de Chine ». Les 180 autres considèrent Taïwan comme une province insurgée de la « République populaire de Chine ». Parmi ceux-ci, 59 entretiennent des relations non-diplomatiques avec la République de Chine.

La Colombie organise une conférence sur le Venezuela

Le président colombien, Gustavo Petro, a organisé une réunion internationale pour discuter du maintien ou de la levée des mesures coercitives unilatérales (abusivement qualifiées de « sanctions ») contre le Venezuela. Avant la réunion, Juan Guaido, qui était arrivé illégalement en Colombie la veille, a été expulsé. Son gouvernement n'est plus reconnu par l'opposition vénézuélienne depuis la fin 2022. Gustavo Petro a demandé au président états-unien Joe Biden de lever progressivement les sanctions contre le Venezuela en échange de garanties pour l'élection présidentielle prévue en 2024. La réunion s'est tenue en présence du conseiller adjoint à la Sécurité nationale US, Jonathan Finer, et du chef de la diplomatie européenne Josep Borrell. Le sommet a permis de rapprocher les points de vue. Il a été conclu en constatant que seule la publication d'un calendrier précis de l'élection présidentielle vénézuélienne était capable de changer les choses.

Attaque contre l'économie argentine

Selon l'un des 24 directeurs du FMI, l'Argentin Sergio Chodos, trois personnalités argentines auraient demandé au FMI de ne pas aider le pays tant qu'il serait gouverné par des péronistes et n'adopterait pas les principes libéraux. Ces trois personnalités seraient l'ancien ministre des Finances Hernonza, l'ancien gouverneur de la Banque centrale et ancien ministre des Finances, Alfonso Prat Gay, et l'ancien gouverneur de la Banque centrale Guido Sandleris, tous membres des gouvernements de Mauricio Macri (libéral PRO). Le président de la Nation argentine, Alberto Fernández (péroniste), a confirmé les faits. Ces révélations interviennent alors que des opérateurs non-identifiés attaquent le pesos argentin dont ils ont provoqué en début de semaine une baisse de 11 %. C'est l'actuel ministre de l'Économie Sergio Massa qui devrait porter les couleurs du péronisme à la prochaine élection présidentielle et non pas le président Fernández, ni la vice-présidente Cristina Fernández de Kirchner. Il devrait affronter

l'ancienne ministre de la Sécurité Patricia Bullrich, favorable à la généralisation des ports d'armes. Selon Human Rights Watch, celle-ci serait impliquée dans les chantages aux vidéos indiscretes de Marcelo D'Alessio.

EUROPE

Le synode catholique s'ouvre aux femmes

Le pape François nommera 70 membres « non-évêques » – dont 35 seront des femmes et « plusieurs » seront des « jeunes » – comme délégués au Synode avec les mêmes droits de délibération et de vote dont les 300 évêques bénéficieront. 10 membres d'ordres religieux des deux sexes seront également désignés pour assister et voter lors de l'événement.

La Hongrie dément les documents secrets du Pentagone

Le gouvernement hongrois a démenti les allégations des documents secrets du Pentagone divulgués par Jack Teixeira, selon lesquels le Premier ministre, Viktor Orbán, aurait classé les États-Unis parmi les principaux adversaires de son parti, le Fidesz.

L'UE contre la désinformation et la haine en ligne

L'Union européenne placera sous surveillance, à partir du mois d'août, 19 réseaux sociaux ayant chacun plus de 45 millions d'utilisateurs. Il s'agit de s'assurer qu'ils luttent efficacement contre la désinformation et la haine en ligne. Les contrevenants s'exposeront à une amende pouvant atteindre 6 % de leur chiffre d'affaire.

L'UE et le Japon contre un projet de sanctions US

Selon le *Financial Times*, lors du sommet des ministres des Affaires étrangères du G7 au Japon, l'UE et le Japon ont fait échec à un projet des États-Unis visant à interdire toute exportation vers la Russie.

À l'invitation de Washington, l'UE et le Japon appliquent des interdictions d'importation d'hydrocarbures russes bien plus restrictives que celles que pratiquent les États-Unis.

Josep Borrell contre la Chine

Le haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, l'Espagnol Josep Borrell, a publié une tribune libre, en France, dans le *Journal du Dimanche*. Il s'agit d'une réponse aux déclarations du président français, Emmanuel Macron, lors de son voyage à Beijing. Josep Borrell pose « Un regard froid sur la Chine ». Il la présente à la fois comme un partenaire, un concurrent et un rival. Il écrit : « Il n'y a à nos yeux qu'une seule Chine. Mais pas à n'importe quelles conditions. Et certainement pas au travers du recours à la force. L'Europe doit en réalité être très présente sur ce dossier qui nous concerne sur le plan économique, commercial et technologique. C'est pourquoi j'appelle les marines européennes à patrouiller dans le détroit de Taïwan pour signifier l'attachement de l'Europe à la liberté de navigation dans cette zone absolument cruciale ». En outre, devant le Parlement européen, Josep Borrell a déclaré : « Taïwan fait clairement partie de notre périmètre géostratégique pour garantir la paix (...) Ce n'est pas seulement pour une raison morale qu'une action [de la Chine] contre Taïwan doit nécessairement être rejetée. C'est aussi parce que ce serait, en termes économiques, extrêmement grave pour nous, car Taïwan a un rôle stratégique dans la production des semi-conducteurs les plus avancés ». L'Union européenne tente d'imposer sa politique aux États membres. La France plaide pour une neutralité face à la rivalité sino-US, tandis que Bruxelles ne se pense pas autrement qu'alignée sur Washington.

Hausse mondiale des budgets d'armement

Selon le [Stockholm International Peace Institute](#) (Sipri), les dépenses mondiales en matière d'armement se sont accrues de 3,7 % en 2023 pour atteindre 2 240 milliards de dollars. Cette

hausse s'explique par le conflit armé en Ukraine. Elle concerne principalement les États européens : la Finlande avec 36 %, la Lituanie avec 27 %, la Suède avec 12 % et la Pologne avec 11 % ; ce qui ramène ces pays aux dépenses de la Guerre froide. Il s'agit de la hausse la plus importante depuis la dissolution de l'Union soviétique.

Jens Stoltenberg à Kiev

Le secrétaire général de l'Alliance atlantique, le Norvégien Jens Stoltenberg, a été reçu à Kiev par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Lors de la conférence de presse qui a suivi, il a déclaré : « Soyons clairs : la place qui revient à l'Ukraine est dans la famille euro-atlantique (...) L'Otan est à vos côtés aujourd'hui, demain et aussi longtemps qu'il le faudra (...) Tout comme l'agression russe a causé des conséquences mondiales négatives et très douloureuses, la victoire ukrainienne devrait apporter au monde de nouvelles normes de sécurité, une nouvelle expérience d'action conjointe et de potentiel économique, de nouvelles opportunités pour construire et défendre ensemble ».

Conversation Xi-Zelensky

Le président chinois, Xi Jinping, a téléphoné à son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, durant plus d'une heure. Il lui a confirmé les termes du plan de paix en 12 points de Beijing et l'a invité à négocier. Il a annoncé qu'il enverrait un émissaire spécial pour discuter avec toutes les parties. Il aura pour mission non pas de profiter de la guerre pour faire des affaires, mais de travailler à la paix. M. Zelensky s'est montré courtois, il l'a assuré que l'Ukraine partageait la conception de Beijing selon laquelle il n'y a qu'une seule Chine dont Taïwan est une province. Pour autant, il s'oppose à tout cessez-le-feu avec la Russie. Kiev considère que non seulement la Novorossia, mais aussi le Donbass et la Crimée sont des territoires ukrainiens. Un cessez-le-feu serait une reconnaissance partielle d'une victoire de la Russie. M. Zelensky a nommé le ministre des Industries stratégiques, Pavlo Ryabikin, ambassadeur à Beijing. Les États-Unis ont

exprimé leur scepticisme, déclarant que la Chine n'était pas en mesure de jouer les faiseurs de paix car elle n'avait pas condamné l'« invasion » de l'Ukraine. La France et l'Allemagne se sont au contraire montrées attentives et intéressées par la démarche chinoise. Avant l'appel téléphonique, M. Xi s'était entretenu avec de nombreux dirigeants des parties concernées, dont la Russie, l'Allemagne, la France et l'UE, ainsi qu'avec des tiers neutres comme le Brésil.

Crimes des mercenaires français en Ukraine

La Commission d'enquête russe sur les crimes commis en Ukraine a déclaré avoir identifié des mercenaires français parmi les responsables de l'assassinat de 25 prisonniers de guerre russes. Ils auraient agi dans le cadre du Bataillon Azov et de la 92^e brigade des forces armées ukrainiennes. La Commission d'enquête établira toutes les circonstances des incidents pour traduire en justice les personnes impliquées dans la commission des crimes. Il y aurait 8 000 mercenaires étrangers sur le front ukrainien, principalement Polonais, États-Uniens, Canadiens, Roumains et Britanniques. Selon le Haut Commissaire des Nations unies pour les Droits de l'homme (OHCH), l'Autrichien Volker Turk, l'Ukraine n'engage aucune poursuite contre ses soldats ayant commis des crimes de guerre documentés. Le Code pénal français punit de 5 ans d'emprisonnement et de l'interdiction des droits civiques, civils et de famille, les activités de mercenariat (art. 436). Les mercenaires comme les soldats réguliers doivent, en outre, répondre des actes de torture et des assassinats de prisonniers. Ils encourent alors la réclusion à perpétuité.

AFRIQUE

Libération des comploteurs tchadiens

Le président tchadien, Mahamat Idriss Déby Itno, a annoncé qu'il allait libérer les douze personnes impliquées dans la tentative de coup d'État contre lui, en décembre 2022.

Disparition du prisonnier soudanais le plus recherché

La prison où était détenu l'ancien président Omar al-Bashir a été attaquée. Il aurait disparu avec Abdel-Rahim Muhammad Hussein et Ahmed Haroun. Les trois hommes auraient été transférés dans un hôpital militaire selon les uns, libérés par les hommes du « général » Mohammed Hamdan Dagalo (alias « Hemedti »), selon les autres. Omar al-Bashir est toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI)

L'Éthiopie négocie avec la rébellion de l'Oromo

Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, a annoncé l'ouverture de négociations avec le Front de libération de l'Oromo, en Tanzanie. L'Oromo est au Sud du pays, tandis que le Tigré est au Nord. Abiy Ahmed est lui-même issu de l'Oromo.

Arrestation de l'ancien Premier ministre burundais

L'ancien Premier ministre Alain-Guillaume Bunyoni (2020-22) a été arrêté. On ignore les charges qui pèsent contre lui. Les États-Unis l'ont accusé d'être responsable de la guerre civile en 2015. Ils l'ont placé sous sanctions de 2015 à 2021.

Yoweri Museveni s'oppose à la peine de mort pour les homosexuels

Le président ougandais Yoweri Museveni a refusé de promulguer la loi punissant l'homosexualité de peines allant jusqu'à la mort. Cette loi, prise sous l'influence des églises chrétiennes évangéliques, reprend et aggrave l'ancienne loi victorienne, imposée par les colons britanniques.

L'Afrique du Sud et la CPI

Alors que la Cour pénale internationale exige de tous ses membres, dont l'Afrique du Sud, qu'elle arrête Vladimir Poutine et qu'il soit incarcéré et

jugé à La Haye, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé le retrait de son pays de la Cour. Le président Poutine est attendu à Pretoria pour le sommet des BRICS. Cependant, face aux pressions extérieures et intérieures, l'Afrique du Sud a fait machine arrière et se maintient au sein de la CPI.

ASIE

Arrestation pour contrebande d'un des leaders de la tribu Adwan

Le député jordanien, Imad Adwan, a été arrêté en Israël. Il aurait transporté quinze pistolets, douze mitrailleuses et environ 100 kilos d'or. Les conditions de son arrestation ne sont pas claires et les déclarations officielles sont contradictoires entre elles. Une révolte est prévisible si Israël l'inculpe, tandis que le relâcher apparaîtra comme un signe de faiblesse. Imad Adwan est un leader de la tribu Adwan qui compte plus de 100 000 personnes. Présente en Jordanie et en Israël, celle-ci possède la plupart des terres de la vallée du Jourdain et est l'une des tribus les plus patriotiques et les plus féroces.

Suite de l'instruction française contre Riad Salamé

Les magistrats français qui se trouvent à Beyrouth pour enquêter sur les activités du gouverneur de la Banque centrale du Liban, Riad Salamé, ont débuté leurs auditions. Le frère du suspect, Raja Salamé, ne s'est pas présenté devant les magistrats pour raison de santé, mais s'est fait représenter par son avocat.

Rencontre des ministres syriens et turcs de la Défense

Alors que l'on était sans nouvelle de l'état de santé du président turc Recep Tayyip Erdoğan, les ministres de la Défense et les responsables des services de sécurité russe, iranien, turc et syrien se sont réunis à Moscou pour rapprocher Damas et Ankara. La Syrie réclame toujours le retrait des forces turques avant un sommet de la paix entre les présidents Bachar el-Assad et

Recep Tayyip Erdoğan. C'est la première fois que l'Iran est convié à ces négociations.

Analyses du Réseau Voltaire

- « [La Türkiye face à l'Empire américain](#) », par Thierry Meyssan

À trois semaines de l'élection présidentielle turque, le débat se transforme. De pour ou contre l'islamisme de Recep Tayyip Erdoğan, il devient pour ou contre l'alliance avec les États-Unis. Le président sortant est en train de regagner des points dans les sondages qui le pronostiquaient perdant. D'islamiste, il est devenu nationaliste. On ignore pour le moment si cela sera suffisant pour lui permettre de l'emporter, mais on doit s'attendre, s'il gagne, à ce qu'il retire la Türkiye de l'Otan.

- « [La rébellion contre l'empire du dollar s'élargit](#) », par Manlio Dinucci

En quelques mois, la rébellion contre l'empire américain s'est traduite dans les faits : la part du dollar dans les réserves mondiales est tombée à 47 % en 2022. La secrétaire US au Trésor, Janet Yellen, a été contrainte de déclarer : « Il existe un risque lorsque nous utilisons des sanctions financières liées au rôle du dollar qu'avec le temps, elle puissent saper l'hégémonie du dollar ».

Assassinat du représentant du Guide suprême iranien

L'ayatollah Abbas Ali Soleimani, qui représentait le Guide suprême lors des prières du vendredi, a été froidement assassiné par le gardien d'une banque. Il l'avait aussi représenté dans les provinces de Sistan et au Baluchestan. Ce meurtre prémédité n'est pas encore expliqué.

Possible accord sur la décolonisation des îles Chagos

L'île Maurice aurait accepté de reconduire le bail illégal de la base états-unienne de Diego Garcia en cas de rétrocession des îles Chagos colonisées par les Britanniques. On ignore la réaction des États-Unis, sachant que l'île Maurice entretient des relations privilégiées avec

la Chine. En mai 2019, l'Assemblée générale des Nations unies avait donné 6 mois au Royaume-Uni pour quitter les îles Chagos, dont la base de Diego Garcia, et les restituer à l'île Maurice.

Les Talibans tiennent leur promesse

Un élément clé de l'accord de retrait d'Afghanistan des États-Unis avec les Talibans reposait sur la promesse qu'ils ne permettraient plus jamais que le pays soit utilisé comme une base à partir de laquelle les djihadistes pourraient lancer des attaques terroristes contre l'Occident. Washington vient de confirmer que les Talibans ont tué, il y a deux semaines, un chef de Daesh-Khorasan qui serait directement responsable de l'attentat suicide d'août 2021 qui a tué 13 Marines US et 170 Afghans à l'aéroport de Kaboul.

Arrestation du leader indépendantiste sikh

Amritpal Singh, le leader du mouvement indépendantiste sikh du Penjab a été arrêté. La police est parvenue à le faire sortir d'un sanctuaire où il priait sans avoir à donner l'assaut. Amritpal Singh était devenu le leader du mouvement pour la création du « Khalistan » depuis la mort accidentelle de l'acteur Deep Sidhu. L'empire sikh a été vaincu par les Britanniques en 1849. Cependant face à l'Empire anglais, puis à l'Inde, un mouvement s'est formé pour le restaurer au Penjab. En 1984, le Premier ministre Indira Gandhi ordonne l'« Operation Blue Star ». Il s'agit d'arrêter une centaine de terroristes indépendantistes retranchés dans le Temple d'Or d'Amritsar. L'opération, à laquelle participent des soldats sikhs, tourne au carnage, faisant plus de 500 morts, principalement des pèlerins présents sur place. Deux mois plus tard, Indira Gandhi est assassinée par ses gardes du corps sikhs.

La Russie demande à l'Inde de se joindre au Quartet pour l'Afghanistan

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a proposé à l'Inde de se joindre

au Quartet pour l'Afghanistan. Ce quartet comprend, outre la Russie, la Chine, l'Iran et le Pakistan. Cette proposition est présentée alors que la Chine tente secrètement de résoudre le différend entre l'Inde et le Pakistan.

Assassinat au Myanmar avec l'aide de la CIA

À Yangon, les Forces de défense du peuple ont assassiné Sai Kyaw Thu, directeur général adjoint de la Commission électorale birmane. On sait peu de choses sur ces Forces de défense du peuple sinon qu'elles se présentent comme le bras armé d'un mystérieux « Gouvernement d'unité nationale », soutenu par la CIA. Ces Forces tentent de saboter la tenue de nouvelles élections tout en se déclarant pro-démocratie.

Vidéo

Nous avons participé à l'[émission](#) *À la recherche de la vérité* (en français uniquement).

Possible retour des Shinawatra en Thaïlande

Paetongtarn Shinawatra, fille de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra (2001-06) et nièce de l'ancienne Premier ministre Yingluck Shinawatra (2011-14), pourrait emporter les élections thaïlandaises. Lorsqu'il était Premier ministre, Thaksin avait créé une sécurité sociale proposant des soins à 1 dollar. Il avait aussi pris des mesures en faveur des paysans et des déshérités en général. Cependant son mandat s'était terminé dans des accusations de corruption. Le retour de sa famille est vécu comme une hantise par le personnel politique de Bangkok. Son parti propose de relever le salaire minimum de 10 à 18 dollars par jour.

L'Otan dans l'Indo-Pacifique

Les partenaires de l'Otan dans l'Indo-Pacifique (dont la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) se sont réunis en Lituanie. Le secrétaire général adjoint de l'Alliance, le Roumain Mircea Geoană, a ouvert la réunion en déclarant : « La guerre d'agression que la

Russie mène contre l'Ukraine se prolonge. Les régimes autoritaires de Moscou, de Pékin et d'ailleurs remettent ouvertement en cause l'ordre international fondé sur des règles ». Il a souligné que la Chine n'était pas l'adversaire de l'Otan, mais qu'en cherchant à s'affirmer et en appliquant des politiques coercitives, ce pays menace « nos intérêts, notre sécurité et nos valeurs ». Il a précisé que l'alignement croissant de la Russie et de la Chine était préoccupant, la Chine refusant de condamner la Russie pour la guerre que cette dernière « a engagé contre l'Ukraine sans que rien ne le justifie et en l'absence de toute provocation ». « La Chine cherche ainsi à continuer de se poser en modèle de neutralité alors qu'elle se fait pourtant le relais des thèses mensongères et des campagnes de désinformation de la Russie ». Les participants se sont mis d'accord pour élaborer une position commune face à la menace nucléaire nord-coréenne.

La Corée du Nord prépare le lancement d'un satellite espion

Le dirigeant suprême nord-coréen, Kim Jong-un, a ordonné le lancement d'un satellite espion militaire. Il a expliqué que le développement spatial est « indispensable » à l'indépendance et à la sécurité du pays.

La Corée du Nord vue par la Corée du Sud

Le ministère sud-coréen de l'Unification a publié un [rapport](#) de 553 pages en anglais sur les Droits de l'homme en Corée du Nord. Il se fonde sur les témoignages de plus de 500 transfuges nord-coréens et met en lumière les violations généralisées des Droits de l'homme commises par les autorités de l'État, y compris les meurtres, la torture et les exécutions publiques.

La Corée du Sud restera sous la parapluie nucléaire US

Alors que [71 % des Sud-Coréens](#) pensent que leur pays devrait se doter de l'arme nucléaire, le président Yoon Suk-yeol, en visite à

Washington, a pris l'engagement de rester sous le parapluie nucléaire états-unien.

En septembre 2022, la Corée du Nord avait adopté une loi proclamant le caractère « irréversible » de son statut de puissance nucléaire. Même s'ils ont condamné l'« invasion » de l'Ukraine par la Russie, les présidents Joe Biden et Yoon Suk-yeol n'ont officiellement pas discuté de l'aide à l'Ukraine. Les documents classifiés du Pentagone que Jack Teixeira a fait fuiter attestent que la NSA écoutait à ce propos le gouvernement sud-coréen. La Corée du Sud s'est alignée sur les États-Unis en ce qui concerne l'Indo-Pacifique et Taïwan.

Erratum

La caution demandée aux élections législatives japonaises est de 3 millions de Yen (et non pas de dollars).

La Chine préparerait un blocus maritime de Taïwan

Selon l'IndoPaCom, c'est-à-dire le commandement des États-Unis pour la région Indo-Pacifique, la Chine préparerait un blocus naval complet de Taïwan. Une activité suspecte d'hélicoptères spécialisés dans la guerre sous-marine a été détectée, ainsi que le brouillage de signaux GPS.

La Chine teste son 3^e porte-avions

La Marine de l'Armée de libération populaire chinoise fête son 74^e anniversaire. À cette occasion, elle a ouvert au public une partie de ses bâtiments flambant neuf (la quasi totalité de la flotte a été lancée au cours des 20 dernières années). Elle a également annoncé qu'elle terminait les tests de navigation de son 3^e porte-avion, le Fujian, de sorte qu'il pourrait être opérationnel dans les prochains mois. Les porte-avions sont des armes destinées à la projection des forces et non pas à la défense du territoire. Les États-Unis en possèdent le plus grand nombre : 21. Ces armes sont aujourd'hui vulnérables aux missiles hypersoniques et ne peuvent donc pas être utilisées contre des

armées modernes comme celles de la Russie et de la Chine.

Les 10 ans de « la Ceinture et la Route »

La Chine fête le 10^e anniversaire de son projet de « Ceinture et Route » (BRI). Durant cette période, elle a signé plus de 200 documents de coopération avec 151 États et 32 organisations intergouvernementales.

Procès en Chine

Dong Yuyu (61 ans), journaliste libéral du *Guangming Daily*, sera jugé pour espionnage au profit du Japon. Il avait été arrêté la semaine dernière alors qu'il déjeunait avec un diplomate japonais. Yang Chih-yuan (33 ans), homme politique indépendantiste de Taïwan, a été arrêté en août. Il sera également jugé en tant que fondateur du Parti national taïwanais, interdit en Chine populaire.

La Chine renforce sa législation contre l'espionnage cybernétique

Le comité permanent de l'Assemblée populaire nationale a adopté une proposition du président Xi Jinping visant à réformer la loi sur le contre-espionnage. Les cyberattaques ciblant les organes de l'État et l'infrastructure d'information critique y seront incluses. Les fournisseurs d'accès à l'internet seront tenus d'aider les autorités chargées des efforts de contre-espionnage et de présenter des rapports sur les problèmes potentiels. La National Security Agency (NSA) des États-Unis a pris le contrôle de certaines parties du réseau de télécommunications chinois après avoir piraté une université financée par le gouvernement, a indiqué le *Global Times*. On ignore si la Chine est parvenue à nettoyer ses réseaux.

La Chine légifère sur l'IA

La Chine a rédigé sa première législation sur l'Intelligence artificielle (IA). Il s'agit de prévenir toute réalisation qui porterait atteinte aux valeurs socialistes et à l'histoire du pays. Seront également prohibés les messages sapant

l'autorité de l'État ou encourageant le séparatisme. En outre, les entreprises d'IA seront tenues de respecter la propriété intellectuelle et devront enregistrer leurs algorithmes auprès des régulateurs. Cette réaction contraste avec le laissez-faire occidental.

Les propos polémiques de l'ambassadeur de Chine à Paris

Interrogé sur LCI par Darius Rochebin, l'ambassadeur de Chine en France, [Lu Shaye](#), a déclaré : « Ça dépend de comment on perçoit ce problème [criméen]. Il y a l'Histoire. La Crimée était tout au début à la Russie. C'est Khrouchtchev qui a offert la Crimée à l'Ukraine à l'époque de l'Union soviétique (...) [les pays issus de l'URSS] n'ont pas le statut effectif en droit international parce qu'il n'y a pas d'accord international pour concrétiser leur statut de pays souverain ».

Les uns après les autres, les États européens ont qualifié ces déclarations d'« inacceptables ».

L'Union soviétique a considéré les pays qu'elle a annexés comme des provinces dont elle a souvent changé les frontières administratives.

Les frontières des nouveaux États indépendants ont été proclamées dans leur frontières administratives soviétiques et non pas dans leurs frontières historiques originelles. Ainsi la Crimée a été rattachée par le Premier secrétaire du PCUS, Nikita Khrouchtchev, lui-même ukrainien, à l'Ukraine.

ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE

L'Organisation mondiale de la Santé inquiète du virus de Marbourg

L'Organisation mondiale de la Santé est en alerte. Une épidémie de la maladie du virus de Marbourg est signalée à la fois en Guinée et en Tanzanie. On ne sait pas la guérir et son taux de mortalité par hémorragie peut-être comparable à celui de l'Ebola, dont elle est voisine. Le virus de Marbourg est apparu, en 1967, dans un laboratoire de Marbourg (Allemagne). On considère, qu'à l'état naturel, ce virus est transmis par les chauves-souris, puis entre humains, par diverses muqueuses et autres fluides corporels.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan,
thierry.meyssan@voltaire.net.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand,
serge.marchand@voltaire.net.org

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°39 - 5 mai 2023

ÉDITORIAL

L'enquête sur Hunter Biden menace désormais Antony Blinken et Joe Biden lui-même

L'affaire Hunter Biden est un puits sans fond. L'enquête menace désormais le secrétaire d'État Antony Blinken et le président Joe Biden lui-même :

- L'ancien numéro 2 de la CIA, Michael Morell, a témoigné qu'Antony Blinken est l'initiateur de la lettre de 51 responsables de la Sécurité nationale affirmant, en pleine campagne électorale présidentielle, que le portable de Hunter Biden était une opération de « désinformation russe ». Les sénateurs républicains Ron Johnson (Wisconsin) et Charles E. Grassley (Iowa) ont par ailleurs établi sur la foi des e-mails du portable d'Hunter Biden que le secrétaire d'État Antony Blinken a menti par deux fois au Congrès. Il avait prétendu tout ignorer des fonctions d'Hunter Biden au conseil d'administration de la société d'hydrocarbures ukrainienne Burisma. La tradition politique états-unienne voudrait que M. Blinken démissionne. En attendant, les deux sénateurs l'ont sommé de produire toutes les correspondances qu'il a entretenues avec Hunter Biden.
- Le sénateur républicain Charles E. Grassley (Iowa) et le représentant républicain James Comer (Kentucky) ont déclaré : « Sur la base de révélations [d'un lanceur d'alerte], il a été porté à notre attention que le ministère de la Justice (DOJ) et le Federal Bureau of Investigation (FBI) possèdent un formulaire FD-1023 [de dénonciation] non classifié qui décrit un stratagème criminel présumé impliquant le vice-président d'alors, Joe Biden, et un ressortissant étranger concernant l'échange d'argent contre des décisions politiques. Il a été allégué que le document comprend une description précise de la manière dont le stratagème criminel présumé a été utilisé ainsi que de son objectif ». M. Comer, agissant en tant que président de la Commission de surveillance et de responsabilité de la Chambre, a délivré une assignation à comparaître ordonnant au directeur du FBI, Christopher A. Wray, de remettre le dit formulaire avant le 10 mai.

AMÉRIQUES

Les Archives nationales ont refusé d'aider le président Trump à déménager de la Maison-Blanche à la fin de son mandat

Dans une lettre au président de la Commission du renseignement de la Chambre, l'avocat de l'ancien président Donald Trump assure que les Archives nationales ont refusé d'aider son client à la fin de son mandat à préparer son déménagement, en décembre 2021. En conséquence de quoi, il a emporté sans le savoir des documents classifiés. L'avocat demande l'arrêt des poursuites pénales.

Les associations accusées d'inciter à la haine le sont pour des raisons politiques

Le Southern Poverty Law Center, une célèbre association qui publie une liste de groupes incitant à la haine, est poursuivie en justice pour avoir fait figurer sur cette liste la Dustin Inman Society ; une association anti-immigration. Cette dernière souligne qu'elle n'a jamais développé de discours contre les immigrés, mais uniquement contre les lois sur l'immigration. Un immigré légal siège au sein de son conseil d'administration et son président est marié avec une immigrée. En droit US, il est très rare de gagner un procès en diffamation. Le plaignant doit apporter la preuve que le diffamateur avait conscience de mentir et la volonté de nuire. Le Southern Poverty Law Center a déjà plaidé qu'éventuellement sa classification est fausse, mais qu'il ne s'agit pas d'une vérité scientifique. Sa liste n'est qu'une opinion protégée par le 1^o amendement.

Qui est responsable des fuites de la Cour suprême ?

Dans une interview au *Wall Street Journal*, le juge Samuel Alito a déclaré penser savoir qui avait divulgué l'année dernière le projet d'arrêt posant que la question de l'avortement n'était pas de compétence fédérale. Il a rejeté l'idée que ce puisse être l'un des cinq juges conservateurs : « Écoutez, cela a fait de nous des cibles d'assassinats. Est-ce que je ferais ça à moi-même ? Cinq d'entre nous l'auraient-ils fait à nous-mêmes ? C'est tout à fait invraisemblable ».

Politico avait publié le texte plusieurs semaines avant qu'il ne soit rendu public. Le sénateur Ted Cruz a demandé au FBI d'identifier l'auteur de la fuite. Une note adressée par le procureur général, Merrick Garland, aux *Marshals* chargés de protéger les juges de la Cour suprême leur avait donné ordre de ne pas interpeller de personnes manifestant contre eux.

Proposition de résolution au Congrès pour la victoire de l'Ukraine

Un projet de résolution sur la signification de la victoire de l'Ukraine (H.Res.322) a été présenté à la fois à la Chambre et au Sénat. Il « affirme que c'est la politique des États-Unis de voir l'Ukraine victorieuse contre l'invasion et de restaurer les frontières internationalement

reconnues de 1991 ; Il soutient que la paix apportée par la victoire ukrainienne doit être garantie par l'intégration de l'Ukraine dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord et dans d'autres institutions euro-atlantiques, conformément à la politique états-unienne énoncée dans la déclaration du sommet de Bucarest de 2008 ; Il déclare que les États-Unis doivent travailler avec leurs alliés et partenaires pour garantir que :

(A) la Fédération de Russie verse des réparations à l'Ukraine ;

(B) la communauté mondiale aide à reconstruire l'Ukraine ;

(C) les dirigeants de la Fédération de Russie soient tenus responsables de cette guerre d'agression ; et que

(D) la justice soit rendue aux victimes des crimes commis par la Fédération de Russie lors de son invasion. »

Les Armées US contre une alliance militaire russo-chinoise

Le général Mark A. Milley, président du Comité des chefs d'état-major, a déclaré à *Foreign Affairs*, la revue du Council on Foreign Relations, que sa préoccupation principale était de prévenir une alliance militaire entre la Russie et la Chine qui ferait du « monde tripolaire » actuel à nouveau un « monde bipolaire ». Cependant, Moscou et Beijing ont déjà conclu, en février 2022, un « Pacte sans limite ». En outre, ils ont appelé à renverser l'ordre mondial occidental, en mars 2023.

Le leadership US n'a plus la cote dans le monde

Selon un sondage Gallup effectué dans 140 pays, la confiance dans le leadership des États-Unis est passé de 49 % avant le retrait d'Afghanistan, à seulement 41 % aujourd'hui.

Erratum

L'ancien ministre des Finances argentin qui est intervenu auprès du FMI pour le décourager d'aider son pays est Hernán Lacunza (et non pas Hernonza).

La police brésilienne perquisitionne le domicile de Jair Bolsonaro

La police brésilienne a perquisitionné le domicile de l'ancien président Jair Bolsonaro à la recherche de son carnet de vaccination. Elle le soupçonne de l'avoir falsifié pour pouvoir se rendre aux États-Unis durant l'épidémie de Covid-19. Aux États-Unis, les déplacements des chefs d'Etat sont soumis à un protocole spécial qui les dispense de fournir leur carnet de vaccination.

Le parti Colorado reste au pouvoir au Paraguay

L'économiste Santiago Peña (44 ans) est arrivé très largement en tête de l'élection présidentielle du Paraguay, avec près de 43 % des voix, contre 27,5 % à son rival de centre gauche Efraín Alegre, et près de 23 % au candidat antisystème Payo Cubas. Selon les sondages, Santiago Peña et Efraín Alegre étaient au coude-à-coude durant toute la campagne, mais l'apparition au dernier moment de Payo Cubas a divisé la gauche au profit du candidat unique de la droite. L'ancien fonctionnaire du Fonds monétaire international, Santiago Peña est le poulain de l'ancien président Horacio Cartes de l'indémodable parti Colorado. M. Cartes vient d'être sanctionné par les États-Unis, officiellement pour corruption, en réalité pour ses liens avec le Hezbollah libanais. Outre l'élection présidentielle, le parti Colorado a remporté quinze des dix-sept postes de gouverneur du pays et la majorité dans les deux chambres du Congrès national aussi bien que des conseils départementaux. Dès son élection, le président Santiago Peña a annoncé qu'il transférerait l'ambassade paraguayenne de Tel-Aviv à Jérusalem et maintiendrait les relations diplomatiques avec Taïwan. Cependant, de nombreux observateurs pensent que, malgré ses déclarations, Santiago Peña n'est pas lié à Taïwan comme l'était le père du président Mario Abdo Benítez (ancien membre de la Ligue anticommuniste mondiale de Tchang Kaï-chek et Stepan Bandera). Pragmatique, il pourrait donc à terme se tourner vers la Chine et sortir le Paraguay de sa situation de seul membre du Mercosur à ne pas reconnaître la Chine populaire. La China Oilseeds and Foodstuffs Corporation (COFCO) lorgne sur les

terres exploitées par les transnationales US ADM, Bunge, Dreyfuss et Cargill. Les sociétés chinoises de logistiques sont prêtes à prendre en charge la construction du couloir biocéanique et de ses ports. Huawei, Xiaomi et Oppo espèrent prendre le contrôle du secteur des télécoms

EUROPE

Londres a aidé la tentative de vol de Juan Guaidó

Le ministère britannique des Affaires étrangères a dépensé 80 697 livres pour aider les avocats de Juan Guaidó dans sa tentative de s'emparer de 2 milliards d'avoir vénézuélien déposés à la Banque d'Angleterre, révèle *Declassified UK*.

Prière du pape François pour l'Ukraine et la Russie

Lors de son voyage en Hongrie, le pape François a déclaré : « Je voudrais remettre en son cœur [celui de Marie] la foi et l'avenir de tout le continent européen, auquel j'ai pensé ces jours-ci, et de façon particulière la cause de la paix ». Il a rappelé qu'il avait consacré à Marie « le tout proche peuple ukrainien meurtri, et le peuple russe », François a invoqué l'intercession de la « Reine de la paix », afin qu'elle répande « dans le cœur des hommes et des responsables des nations le désir de construire la paix, de donner aux jeunes générations un avenir d'espérance, non de guerre ; un avenir plein de berceaux, non de tombes ; un monde de frères, non de murs ».

Fitch Ratings dégrade la France à « AA- »

L'agence de notation Fitch Ratings a dégradé la note souveraine de la dette française de « AA » à « AA- » avec une perspective stable. Elle n'évalue l'impact de la réforme des retraites qu'à « 17,7 milliards d'euros d'économies d'ici à 2030 », alors que cette loi s'est accompagnée d'une décrédibilisation complète du président Emmanuel Macron. Désormais, des manifestations nationales se succèdent chaque semaine. Fitch table sur une hausse annuelle moyenne du PIB de 1,1 % d'ici à 2027, là où le ministère de l'Economie et des Finances en attend 1,7 % à 1,8 %. Quant au déficit, de 4,7 % en 2022, l'agence le prévoit à 5 % en 2023.

Désormais, les Catalans rejettent l'indépendance

Selon une [enquête](#) du Centre d'études d'Opinion (CEO) de la Généralité de Catalogne, 50 % des Catalans rejettent l'indépendance, 43 % le souhaitent et 7 % ne savent pas ou ne répondent pas. La voie unilatérale, défendue par Carles Puigdemont et une section de Junts et de la CUP, ne reçoit que 9 % du soutien.

L'Allemagne achète des F-35 presque quatre fois leur prix

Le gouvernement d'Olaf Scholz a acheté 35 F-35 à 237 millions l'unité. Outre que ces avions ne remplissent pas leur cahier des charges et que le Pentagone a décidé de les remplacer pour ses armées par d'anciens F-16, leur vente en série a fait baisser leur prix depuis juillet 2022 à 62 millions de dollars l'unité. Cette surfacturation vise à faire payer à l'Allemagne des dépenses des États-Unis.

Le chef d'état-major polonais anticipe une défaite de l'Ukraine

Selon *Do Rzeczy*, le chef d'état-major polonais, le général Rajmund Andrzejczak, a indiqué lors au Bureau de la sécurité nationale que la guerre est d'abord une question économique avant d'être une affaire militaire. De ce point de vue, les possibilités de la Russie sont bien supérieures à celles de l'Ukraine. La défaite de Kiev est donc probable. Il a mis en garde ses interlocuteurs sur la situation de la Pologne dont les stocks d'armes fondent comme neige au soleil.

Le Premier ministre adjoint polonais rappelle que la moitié des Européens sont pro-Russes

Dans un entretien au *Kurier Lubelski*, le Premier ministre adjoint polonais, Piotr Gliński, a souligné qu'une moitié des Européens est financièrement arrimée à la Russie. Cette réalité, qui a permis la construction des gazoducs North Stream, paralyse l'action contre l'invasion russe de l'Ukraine. Même si Piotr Gliński explique le soutien européen à la Russie par une préoccupation financière, il en atteste l'existence, niée par la propagande atlantiste.

Varsovie expulse une école régie par l'ambassade de Russie en Pologne

La mairie de Varsovie a expulsé l'école qui dépend de l'ambassade de la Fédération de

Russie. Depuis le 1er mars, l'État polonais saisit tous les biens immobiliers russes. L'ambassade avait fait valoir qu'elle utilisait deux propriétés à des fins non-diplomatiques, dont les bâtiments de cette école. Le gouvernement polonais n'a pas tenu compte de sa réclamation.

Le pape François défend les migrants devant Viktor Orbán

Lors de son voyage en Hongrie, le pape François a déclaré devant des responsables politiques et religieux dont le Premier ministre Viktor Orbán : « Il est triste et douloureux de voir des portes fermées : les portes fermées de notre égoïsme envers ceux qui marchent chaque jour à nos côtés (...) les portes fermées de notre indifférence à ceux qui sont dans la souffrance et la pauvreté (...) S'il vous plaît, ouvrons les portes ! ». Viktor Orbán est un chrétien-démocrate opposé à l'immigration massive.

La Suède adopte une sévère loi antiterroriste

La Suède a adopté une loi antiterroriste bien plus sévère que la précédente. Elle condamne le fait de financer, de recruter ou d'encourager publiquement une organisation terroriste, ainsi que de voyager à l'étranger avec l'intention de rejoindre un tel groupe. Elle prévoit une peine de 4 ans de prison pour les personnes reconnues coupables d'avoir participé ou soutenu une organisation extrémiste. La peine peut être portée à huit ans lorsqu'un crime est jugé grave. La législation permet à une personne identifiée comme dirigeant d'une organisation terroriste d'être condamnée à perpétuité, ce qui en Suède signifie généralement un minimum de 20 à 25 ans. De la sorte, Stockholm espère satisfaire la Turquie qui lutte contre le PKK et les gühlenistes et, ainsi, obtenir la levée du veto d'Ankara à son adhésion à l'Otan.

Andrij Melnyk intéressé par la proposition de paix chinoise

Dans une interview au *Berliner Morgenpost*, le ministre adjoint ukrainien des Affaires étrangères et ancien ambassadeur en Allemagne, Andrij Melnyk, a déclaré : « Les Chinois poursuivent bien sûr leurs propres intérêts. Mais je crois qu'une solution juste et pacifique et la fin des hostilités sont plus conformes aux intérêts de Beijing que ce terrible tremblement de terre sans fin pour l'ordre mondial tout entier (...) Bien

sûr, le point de vue chinois à ce sujet pourrait être différent du nôtre. Pour Kiev, le retrait de toutes les troupes russes des territoires occupés est une condition sine qua non. Le diable est dans les détails, nous sommes donc ravis de voir ce que l'envoyé spécial de la Chine, qui nous rejoindra bientôt, apportera ».

Andrij Melnyk est un « nationaliste intégral ». Lorsqu'il était ambassadeur à Berlin, ses éloges du nazi Stepan Bandera et ses déclarations négationnistes de massacres de juifs ont soulevé l'indignation (VAI 20) Il vient de déclarer à la télévision ukrainienne que l'aide occidentale devait être multipliée par 10, jusqu'à représenter 1 % du PIB occidental, pour obtenir un résultat significatif contre la Russie.

500 000 dollars pour assassiner le président Poutine

Volodymyr Yatsenko, producteur de films ukrainien, a proposé 500 000 dollars à toute personne capable d'envoyer un drone pour assassiner le président Vladimir Poutine. Deux drones ont effectivement attaqué la résidence du président au Kremlin. Ils ont été détruits par les services de sécurité. Vladimir Poutine n'était pas à Moscou au moment de l'incident. Les plans du défilé de la Victoire, le 8 mai sur la place Rouge ont été maintenus, mais annulés dans une vingtaine de viles proches de la frontière ukrainienne. Cependant, le défilé des immortels, qui commémore chaque année les morts de la « Grande guerre patriotique » (dite « Seconde Guerre mondiale » en Occident), a été annulé. La Russie a annoncé qu'elle choisirait la date et l'occasion de sa riposte à cet attentat. Le secrétaire d'État US a laissé entendre que cet attentat manqué aurait pu être commis par les services secrets russes pour permettre au président Poutine de jouer les victimes.

Attaque de drones contre un dépôt d'hydrocarbures en Russie

Des drones ont attaqué une réserve d'hydrocarbures en Russie, dans le port de Sébastopol (Crimée), provoquant un gigantesque incendie. Les autorités ukrainiennes, issues du coup d'État (qualifié par l'Otan de « Révolution de la dignité »), considèrent la Crimée comme un territoire ukrainien occupé par la Russie. Les historiens ont un autre point de vue : cinq jours après le coup

Analyses du Réseau Voltaire

• « [À quoi la Russie et la Chine utilisent-elles leur domination militaire ?](#) », par Thierry Meyssan

Contrairement à ce que pensent les Occidentaux, ils n'ont pas à craindre de domination militaire de la Russie et de la Chine, mais l'usage par elles de leur puissance militaire pour les contraindre à respecter leur signature.

• « [Arme de guerre : l'effacement de l'Histoire](#) », par Manlio Dinucci

Nous avons tous en tête la manière dont les Soviétiques ont fait disparaître des personnalités historiques, allant jusqu'à les gommer des photographies officielles. Nous pensions que cela n'existait que sous des dictatures et dans des temps troublés. Or, pour notre plus grande honte, c'est très exactement ce que sont en train de faire les gouvernements ukrainiens et occidentaux en général.

d'État contre Mikhaïl Gorbatchev, la Crimée proclamait son indépendance, de sorte que lors de la dissolution de l'Union soviétique, elle était déjà un État libre et souverain. Cependant, elle aspirait à être rattachée à la Russie, mais après avoir payé les salaires des fonctionnaires criméens durant plus d'un an, le président de la Nouvelle Russie, Boris Eltsine décida, seul, de l'abandonner aux Ukrainiens. Lors du coup d'État de 2014 contre le président ukrainien Viktor Ianoukovytch, la Crimée décida de reprendre son indépendance et de se rattacher à la Russie, ce que celle-ci accepta enfin.

Evgueni Prigojine pessimiste sur le conflit ukrainien

Le fondateur de la société militaire privée Wagner, Evgueni Prigojine, a donné une longue interview à *War Gonzo*. Il y dénonce le manque de munitions sur le front ukrainien et le rôle de certains généraux. Il s'y montre extrêmement pessimiste sur le fonctionnement des armées russes.

Le plus grand champ de mines du monde

Le conflit en Ukraine a transformé un territoire comparable à la moitié de celui de la France en le plus grand champ de mines du monde. Les régions les plus dangereuses sont celles du

Donbass, car la guerre s'y déroule depuis 9 ans, et Kharkov, car la ligne de front s'y est souvent déplacée. Les autorités de Kiev minimisent ce fait lorsqu'elles s'adressent à leur population et le soulignent lorsqu'elles parlent à leurs alliés. Au contraire, les autorités de Moscou en parlent à leur population et sont silencieuses à ce sujet avec leurs interlocuteurs étrangers.

AFRIQUE

Le président algérien abandonne ses représentants spéciaux

Le président algérien Abdelmadjid Tebboune a démis de ses fonctions 5 de ses 7 envoyés spéciaux. Il s'agit d'Ahmed Benyamina (Sécurité internationale), Abdelkrim Harchaoui (Diplomatie économique), Noureddine Aouam (Cause palestinienne, Moyen-Orient et question libyenne), Leïla Zerrougui (grands partenariats) et Taos Haddadi-Djellouli (Communauté nationale établie à l'étranger). Amar Belani, nommé secrétaire général du ministère des Affaires étrangères (envoyé spécial pour le Sahara occidental et des pays du Maghreb), et Boudjemaa Delmi, (questions africaines) et président du comité de suivi de l'application de l'accord d'Alger sur la paix et la réconciliation au Mali, sont maintenus.

Le maréchal Haftar intervient au Soudan depuis la Libye

Le maréchal Khalifa Haftar, qui contrôle l'Est de la Libye, aide la société militaire privée russe Wagner à transporter de la logistique à travers le désert pour alimenter les troupes du « général » Mohamed Hamdan Dogolo (alias « Hemedti ») au Soudan

Le conflit au Soudan profite à Al-Qaïda

Le conflit organisé au Soudan par les Straussiens US entre les armées de Khartoum du général Abdel Fattah Abdelrahmane al-Burhan et celle du Darfour du « général » Mohamed Hamdan Dogolo (alias « Hemedti »), profite à Al-Qaïda, toujours présent dans le pays. Cette situation pousse l'Égypte à intervenir immédiatement pour prévenir la reconstitution du réseau terroriste chez elle.

Le Parlement ougandais délibère à nouveau sur la criminalisation de l'homosexualité

Le projet de loi criminalisant l'homosexualité est revenu au Parlement ougandais après que le président Yoweri Museveni ait refusé de signer sa première mouture. Les champs d'application des crimes ont été révisés et les peines ont été maintenues. La seconde mouture ne criminalise que les actes homosexuels et plus les personnes homosexuelles. Elle condamne les contrevenants à la prison à vie, et, en cas de relations multiples, à la peine de mort. Elle ne condamne à 5 ans de réclusion le fait de ne pas dénoncer les actes homosexuels dont on serait témoin que s'ils impliquent des mineurs, et non plus en général comme précédemment. La condamnation des propriétaires dont les logements sont utilisés pour commettre le crime d'homosexualité a été abandonnée. Les parlementaires ont évoqué la défense de la culture ougandaise face à la permissivité occidentale. En réalité, l'homosexualité n'a été interdite dans le pays qu'à partir de la colonisation britannique.

L'amitié Chine-Comores

L'ambassadeur de Chine aux Comores a souligné le caractère visible de la coopération entre les deux pays. Des entreprises chinoises construisent un stade, le siège du parlement, le centre national de radio et de télévision et l'hôpital de l'amitié Chine-Comores. En outre, la Chine a envoyé 15 groupes d'équipes médicales pour traiter des dizaines de milliers de patients. Ces déclarations sont à mettre en perspective avec la détérioration des relations des Comores et de la France à propos de l'île comorienne de Mayotte, occupée par la France en violation du Droit international.

ASIE

Manifestations pro et anti-Netanyahu en Israël

Les manifestations monstres se poursuivent pour la 17^e semaine consécutive en Israël. L'opposition dénonce la réforme de la justice entreprise par le gouvernement de coalition de Benjamin Netanyahu. « À la Knesset, seulement une voix sépare l'État hébreu d'une dangereuse dictature messianique » ont déclaré les

organismes. Au contraire la coalition soutient la réforme et exige qu'elle soit menée à son terme. Elle dénonce les juges de la Haute Cour.

Les États-Uniens ne savent plus si Israël est ou non une démocratie

Selon un [sondage Ipsos](#), 56 % des États-Uniens ne savent plus si Israël est ou non une démocratie.

Le ministre israélien de la Justice pense que l'administration Biden soutient l'opposition

Selon un enregistrement obtenu par le site *Walla*, le ministre israélien de la Justice, Yariv Levin, a confirmé les propos de Na'ir Netanyahu, fils du Premier ministre, selon lesquels l'administration Biden soutient l'opposition en sous-main. Cependant, il a indiqué croire en la bonne foi de l'administration Biden, écartant la théorie de Thierry Meyssan selon laquelle il s'agit d'un conflit entre les démocrates et les Straussiens.

Voyages officiels de personnalités US en Israël

Une délégation bipartisane de la Chambre des représentants US, conduite par son président Kevin McCarthy, s'est rendue en Israël. M. McCarthy a déclaré qu'il avait avec le président Joe Biden d'aussi mauvaises relations que Benjamin Netanyahu. Il a assuré que si Joe Biden n'invitait pas le Premier ministre à la Maison-Blanche, il l'inviterait au Congrès. De son côté, le gouverneur républicain de Floride, Ron DeSantis, s'est également rendu en Israël. Benjamin Netanyahu s'est déjà rendu au Congrès, en 2015, contre l'avis du président Barack Obama, pour y dénoncer l'accord 5+1 sur le nucléaire iranien.

La Knesset débat du budget israélien

La Knesset a suspendu la délibération sur la réforme de la Justice, toujours négociée sous l'autorité du président israélien Isaac Herzog, afin de donner la priorité au vote du Budget. En effet, selon la loi, s'il n'est pas adopté avant le 29 mai, l'Assemblée sera automatiquement dissoute. Le débat budgétaire devrait inclure une discussion sur les conditions d'exemption du service militaire dont bénéficient les étudiants des yeshivas ultra-orthodoxes et sur la peine de mort. En effet, les partis ultra-orthodoxes ont conditionné leur soutien de la réforme

judiciaire. Ils exigent que l'étude de la Torah soit reconnue aussi importante à l'État d'Israël que le service militaire. Identiquement le parti Force juive (Otzma Yehudit), du ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir, a conditionné son soutien à la réforme à l'adoption de la peine de mort pour les personnes reconnues coupables de terrorisme.

Le gouvernement Netanyahu ne veut pas de femmes dans la haute administration

Le gouvernement de coalition a révoqué les 9 femmes directeurs centraux de ministères. Elle n'ont pas toutes été remplacées, mais les premiers successeurs désignés sont tous des hommes.

Les druzes israéliens au bord de la révolte

La communauté druze israélienne, qui jusqu'ici était parfaitement intégrée y compris au sein des forces de sécurité et de Tsahal, est sur le point d'exploser. Elle réagit avec colère au projet de loi de Force juive visant à proclamer le sionisme « valeur directrice » de la politique israélienne, ce qui impliquerait une préférence de l'administration pour les communautés juives par rapport aux druzes, aux musulmanes et aux chrétiennes. Plusieurs leaders druzes, dont le Général de brigade Amal Asad, ont affirmé que « Si cette législation est adoptée comme proposé, il s'agirait d'une affirmation publique selon laquelle il s'agit d'un État raciste qui établit officiellement des discriminations entre les Juifs et les non-Juifs ».

Révélation : Shimon Peres a soutenu les dictatures au Liberia

Selon *Ha'aretz*, des documents récemment déclassifiés montrent que Shimon Peres a organisé non seulement le soutien à l'apartheid en Afrique du Sud, mais aussi celui au régime autoritaire de William Tubman et à la dictature de Samuel Doe au Liberia. Les documents disponibles montrent également que Tel-Aviv était au courant des persécutions infligées avec son aide à l'ancienne présidente du Liberia, la Prix Nobel de la paix 2011 Ellen Johnson Sirleaf. Ces opérations, allant des faveurs aux diplomates libériens jusqu'au soutien militaire direct, ont été organisées pour obtenir l'aide du Liberia aux Nations unies. Elles ont été menées en lien permanent avec la CIA.

Prolongation de la détention d'Imad al-Adwan

Un tribunal israélien a prolongé la détention du député jordanien Imad al-Adwan, arrêté pour contrebande d'armes et d'or (VAI 38). Il a également promulgué un ordre de censure de cette affaire qui s'applique à tous les médias du pays. La tribu al-Adwan, qui possède la plupart des terres de la vallée du Jourdain, en a appelé au roi de Jordanie.

Mort par négligence volontaire d'un prisonnier palestinien

Un prisonnier palestinien, Khodr Adnan, est décédé dans une prison israélienne alors qu'il observait une grève de la faim depuis le 5 février. Sa mort semble imputable aux mauvaises conditions de détention. Depuis qu'Itamar Ben-Gvir est ministre de la Sécurité nationale, des instructions ont été données aux gardiens pour qu'ils brisent la volonté des détenus. Les durées des promenades et des douches ont été réduites. Les sanitaires sont mal nettoyés etc. Khodr Adnan avait été placé à l'isolement, dans une cellule de taille réduite, sans fenêtre. Les gardiens mangeaient devant lui durant sa grève de la faim. Il n'avait pas accès à un médecin, etc.

Le Hamas pressure Gaza de taxes

En juillet 2020, le Hamas avait institué des taxes sur 24 produits à l'import et à l'export de Gaza, provoquant une très forte inflation : le prix du lait maternisé avait été multiplié par 4 et celui de l'eau en bouteille par 15. Les commerçants avaient fait appel de cette décision devant le tribunal du Hamas, qui l'a suspendue. La taxe sur les vêtements a été annulée pour 600 000 jeans et 150 000 longues tuniques pour femmes. En mars 2023, le Hamas a annoncé de nouvelles taxes sur l'exportation de poisson et l'importation de fruits. Après deux semaines de grèves, le Hamas a annulé la taxe sur les fruits, mais a maintenu celle sur les poissons. De crainte que le Hamas ne rétablisse les taxes de juillet de manière rétroactive, la plupart des commerçants refusent de vendre les produits litigieux. Le nombre de bouteilles d'eau disponible a diminué par deux.

Le Hamas s'installe au Liban

Le Hamas, après avoir été reçu par le président Bachar el-Assad à Damas, a déplacé ses avoirs et ses hommes de Turquie et du Qatar vers le

Liban. Le Qatar, qui avec le Maroc et le Koweït s'oppose toujours au retour de la Syrie dans la Ligue arabe, mène désormais une campagne de presse contre la nouvelle stratégie de la Résistance palestinienne qu'il qualifie d'« erreur historique ».

Le rapatriement des réfugiés syriens

Il existe trois catégories de réfugiés syriens : Les terroristes. Ils sont très peu nombreux et seront jugés en Syrie s'ils y retournent. Les politiques. Ils ne sont guère plus nombreux. Le président Bachar el-Assad s'est engagé à les associer à la vie politique du pays. Les déplacés. Ils ont des millions en Turquie, au Liban et en Jordanie. Ils sont aujourd'hui nourris par les Nations unies et ne pourront réintégrer leur patrie qu'avec une aide économique extérieure.

Le Liban et la Syrie espèrent pouvoir rapatrier les réfugiés syriens

Le directeur de la sécurité générale du Liban, le général Elias Baïssari, s'est rendu à Damas pour évoquer la question du retour des 2 millions de réfugiés. Environ 500 000 sont déjà revenus au pays, mais les Nations Unies, qui leur apportent une aide alimentaire, continuent à s'y opposer.

La Jordanie pourrait commencer à rapatrier des réfugiés syriens

Lors du sommet d'Amman sur la réconciliation de la Ligue arabe et de la Syrie, la Jordanie a proposé de procéder par étapes. Elle pourrait débiter le rapatriement des réfugiés syriens au compte-goutte, avec peut-être un millier pour débiter.

La Syrie diminue la présence du Hezbollah et des troupes iraniennes

La Syrie a levé de nombreux barrages à Damas avant le 18 avril, c'est-à-dire avant la visite du ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Fayçal ben Farhane. Ils étaient tenus soit par le Hezbollah, soit par la quatrième division du frère du président, le général Maher el-Assad. Le Hezbollah a réduit sa présence autour du sanctuaire chiite de sayeda Zeinab, à Damas, tandis que l'Iran a réorganisé son déploiement militaire autour de la capitale. On se dirige vers un retrait simultané de toutes les troupes étrangères du pays, qu'elles soient états-uniennes ou russes, iraniennes ou turques. Les seules oppositions restantes sont celles des États-Unis

et des Frères musulmans représentés par le Qatar.

Bachar el-Assad reçoit Ebraïm Raïssi

Le président syrien, Bachar el-Assad, a reçu son homologue iranien, Ebrahim Raïssi, à Damas. C'était la première visite d'un président iranien en Syrie depuis 2011. M. Raïssi a reconnu que le pays avait emporté la victoire après une décennie de guerre, tandis que M. el-Assad s'est félicité de l'aide iranienne durant ce conflit. Les deux pays ont signé un accord stratégique portant notamment sur l'agriculture, les chemins de fer, l'aviation civile, le pétrole et les zones franches.

Les Émirats arabes unis basculent du côté russo-chinois

Les États-Unis sont très inquiets du virage pris par les Émirats arabes unis. Ceux-ci ont repris la construction d'une installation militaire chinoise chez eux et exportent du matériel stratégique, comme des semi-conducteurs fabriqués aux USA, vers la Russie. Les Émirats ont toujours été lucides sur la réalité de l'« impérialisme américain ». Cependant, ils se soumettaient tant que Washington dominait militairement le monde. Ainsi, ils ont baissé la tête, lorsque Washington les a forcés à fermer le think-tank de la Ligue arabe, parce qu'ils avaient reçu avec tous les honneurs Thierry Meyssan à propos des attentats du 11-Septembre. Ils se sont tus lorsque la CIA a assassiné le prince cheikh Ahmed Ben Zayed al-Nahyane au Maroc, en 2010, parce qu'il avait secrètement financé la Résistance palestinienne. Ils ont pris leur distance avec Washington lorsque les États-Unis, censés les protéger, ont laissé des drones yéménites traverser le golfe et venir les attaquer, fin janvier 2022.

Le Yémen sera-t-il divisé ?

Une réunion a été organisée le 4 mai avec toutes les composantes politiques du Yémen du Sud. Il s'agissait de présenter une formule de paix qui passe par la division du Yémen en deux États souverains distincts. Cette formule, au premier abord séduisante, rendrait les Yémen extrêmement dépendants de leurs parrains extérieurs.

La Turquie élimine le calife de Daesh

Le président Recep Tayyip Erdoğan a annoncé, le 30 avril, que ses forces spéciales ont éliminé le

calife de Daesh, Abu al-Hussein al-Hussein al-Husseini al-Qurashi, près d'Afrine dans la nuit précédente. Il était le cinquième calife de l'organisation. Étrangement, les dirigeants occidentaux n'ont pas réagi à cette annonce. Daesh est présenté comme une organisation anti-occidentale. Cependant ses victoires en Iraq et en Syrie étaient organisées, financées et armées par le Pentagone depuis la base de l'Otan d'Izmir. Sa feuille de route était de créer un État sunnite à cheval entre l'Iraq et la Syrie conformément au plan révélé par Robin Wright.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

L'Iran arraisonne un pétrolier

La marine iranienne a saisi le pétrolier *Advantage Sweet*, en mer d'Oman. Immatriculé aux îles Marshall, il se rendait aux USA, lorsqu'il est entré en collision avec un navire iranien, faisant deux morts. Les États-Unis ont qualifié cette saisie de « contraire au Droit international » (sic) sans précision. L'Union européenne a lancé une septième vague de sanctions contre l'Iran, qui a répondu en sanctionnant des personnalités européennes.

L'Iran consolide son occupation de trois îles du Golfe

Le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, a ordonné aux Gardiens de la Révolution de consolider la présence iranienne dans les îles d'Abou Moussa, de la Grande Tombe et de la Petite Tombe. Elles ont été occupées par le shah Reza Pahlévi, en 1971, au détriment de l'empire britannique. Elles sont revendiquées par les Émirats arabes unis. Lors du sommet de Riyad, la Chine a apporté son soutien à Abou Dhabi sur cette question et pressé les Émirats de négocier leur restitution avec l'Iran.

L'Iran dénonce la présence militaire US au Moyen-Orient

Recevant son homologue iraquien, Abdul Latif Rashid, à Téhéran, le président iranien, Ebrahim Raïssi, a mis en cause la présence militaire des États-Unis au Moyen-Orient. Il a souligné que les relations irano-iraquiennes sont basées sur des intérêts communs, tandis que « Les Américains pensent à leurs intérêts et pas à ceux des pays de la région » ; leurs forces « perturbent la sécurité de la région ». De son côté, le Guide suprême Ali Khamenei a déclaré : « Les Américains ne sont amis avec personne et même pas fidèles à leurs alliés européens (...) Même la présence d'un seul Américain en Iraq, c'est trop ».

Le ministre pakistanais des Affaires étrangères en Inde

Le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Bilawal Bhutto Zardari, participe au sommet des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à Goa. C'est la première fois depuis 2011 qu'un ministre pakistanais de rang visite l'Inde. Nous avons signalé que la Chine négocie en sous-main un accord de paix durable entre l'Inde et le Pakistan.

La Chine rénove le port de Colombo

La Chine construit le plus important centre logistique d'Asie du Sud dans le port de Colombo au Sri Lanka. La China Merchants Group y investit 400 millions de dollars. Elle gère déjà le port d'Hambantota, au sud de l'île, offrant ainsi une escale aux pétroliers chinois sur la route du Golfe persique.

Approbation référendaire de la nouvelle constitution ouzbèke

Le référendum constitutionnel en Ouzbékistan a été approuvé à 90,21 % avec 84,54 % de participation. 27 nouveaux articles et 159 nouvelles dispositions ont été introduites telles que l'interdiction de la peine de mort, la protection des personnes contre la démolition de leur habitations, l'interdiction des discriminations à l'égard des femmes sur leur lieu de travail lors de leur grossesse, le droit de garder le silence pour les personnes accusées de crimes, etc. En outre, le mandat présidentiel passera de 5 à 7 ans et sera deux fois renouvelable. Les observateurs de l'Organisation

pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont déploré un « manque de véritable pluralisme et de compétition ». Ils ont constaté qu'il n'y avait pas eu « d'opposition organisée contre les amendements » et souligné qu'il restait « du chemin à parcourir pour que les droits fondamentaux (...) soient respectés ». Les Occidentaux dénoncent une réforme qui pourrait maintenir au pouvoir le président Chavkat Mirziyoyev, jusqu'en 2040.

La Corée du Sud critique la position chinoise sur le nucléaire nord-coréen

De retour de Washington, le président sud-coréen, Yoon Suk-yeol, a dénoncé la position chinoise vis-à-vis de la Corée du Nord car Beijing n'applique pas les sanctions édictées par l'Onu. Il l'a rendue responsable de la montée des tensions dans la région. Il a déclaré : « S'ils veulent nous opposer et nous critiquer pour l'adoption de la Déclaration de Washington et l'amélioration de notre coopération en matière de sécurité à une coopération fondée sur le nucléaire, ils devraient réduire la menace nucléaire ou, à tout le moins, respecter le droit international et s'en tenir aux sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU contre la menace nucléaire ». Cependant, la montée des tensions n'a pas été provoquée par la non-application par la Chine des sanctions de l'Onu, mais par les manœuvres militaires conjointes de la Corée du Sud et des États-Unis, tous deux en guerre contre la Corée du Nord depuis 1950.

La Corée du Nord étend sa base nucléaire de Yongbyon

Se fondant sur l'étude d'images satellitaires, [Peter Makowsky](#), [Jack Liu](#) et [Olli Heinonen](#) assurent que la Corée du Nord poursuit ses travaux d'agrandissement et de modernisation de sa base nucléaire militaire de Yongbyon.

Kim Yo-jong critique le sommet Corée du Sud-États-Unis

La sœur du dirigeant suprême nord-coréen, Kim Yo-jong, a critiqué l'accord conclu entre les présidents états-unien et sud-coréen. Selon elle, ces dispositions agressives ne peuvent que menacer la paix dans la région.

La Chine multiplierait les interdictions de sortie du territoire

Selon le rapport de l'association Safeguard Defenders, *Trapped : China's expanding use of Exit*

Bans, la Chine multiplierait les interdictions de sortie du territoire. Elles seraient édictées par diverses administrations et ne seraient pas susceptibles d'appel.

Qin Gang confirme le soutien chinois au Myanmar

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Qin Gang, s'est rendu au Myanmar où il a rencontré le Premier ministre, Min Aung Hlaing. Il a assuré son interlocuteur que la Chine poursuivrait son soutien au développement et à la réconciliation nationale dans le respect de sa souveraineté.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

L'Albanie, la France et les États-Unis contre la Russie à l'Onu

L'Albanie, la France et les États-Unis ont organisé le 28 avril un débat, en marge du Conseil de sécurité de l'Onu selon la formule Arria, intitulé : « Agir contre l'enlèvement et la déportation d'enfants en temps de conflit armé : mesures concrètes en faveur de la responsabilité effective et de la prévention ». Il s'agit évidemment de mettre en valeur l'accusation de la Cour pénale internationale selon laquelle le président Vladimir Poutine et la Commissaire aux Droits de l'enfant Maria Lvova-Belova auraient fait enlever des enfants en Ukraine. Nous avons déjà expliqué ici (VAI 33) que cette accusation ne tient que si l'on considère le Donbass et la Novorossia comme territoires ukrainiens. Elle est absurde d'un point de vue russe.

45 ministres africains demandent une réforme du Fonds monétaire international

45 ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement économique ont réclamé une réforme du Fonds monétaire international lors des réunions du printemps. Ils ont réclamé que le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance (RPC) soit considérablement augmenté. Ils ont aussi demandé la fin du remboursement des coûts administratifs (coûts du personnel et coûts opérationnels) de ce dispositif, la vente d'une partie des réserves d'or du FMI, et un triplement

temporaire des limites d'accès annuelles aux prêts d'urgence.

Le FMI pronostique qu'une division du monde serait désastreuse pour l'Afrique

Le Fonds monétaire international pronostique qu'une division du monde en deux blocs (USA-UE/Russie-Chine) provoquerait une baisse d'au moins 4 % du PIB africain durant les 10 prochaines années.

Le FMI pronostique une croissance record en Asie-Pacifique

Le Fonds monétaire international pronostique une croissance de 4,6 % en Asie-Pacifique et de 5,2 % en Chine pour l'année 2023, tandis qu'il n'en prévoit qu'une de 2,8 % à l'échelle mondiale.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltaire.net

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand, serge.marchand@voltaire.net

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°40 - 12 mai 2023

ÉDITORIAL

La corruption de la famille Biden

La sous-commission de la Chambre des représentants US chargée d'enquêter sur les affaires de la famille Biden a examiné des milliers de documents bancaires et entendu plusieurs témoins. Elle a rendu ses premières conclusions.

Entre 2015 et 2017, la famille Biden a organisé un réseau complexe d'une vingtaine de sociétés qui ont versé plus de 10 millions de dollars à 9 de ses membres. Ces revenus ont été perçus principalement en Chine et en Roumanie.

Il n'a pas été possible de déterminer avec certitude quels services précis ils ont rémunérés.

Le président de la sous-commission, James Comer, a déclaré : « Je pense que le peuple américain comprend que ça pue. Et je pense qu'il apprécie ce que nous faisons ici ».

Le chef de file démocrate au sein de la sous-commission, Jamie Raskin (Maryland) a déclaré : « [Les Républicains] continuent de bombarder le public d'insinuations, de fausses déclarations et de mensonges éhontés, recyclant des affirmations sans fondement d'histoires démystifiées il y a des années. Incapables d'impliquer directement le président, les républicains du comité ont eu recours à des dossiers bancaires triés sur le volet, à de fausses déclarations sur des rapports bancaires confidentiels et non vérifiés connus sous le nom de SAR et à des théories du complot sans fondement pour attaquer la famille du président, y compris ses petits-enfants ».

Le FBI disposerait d'un rapport relatif au « stratagème criminel », mis en place par Joe Biden, pour recevoir de l'argent en échange de faveurs politiques.

Iouri Lutsenko, alors procureur général d'Ukraine (2016-19), avait tenté de prendre contact avec le ministère US de la Justice, en octobre 2018. Il se disait prêt à fournir des preuves que le vice-président Joe Biden et le secrétaire d'État John Kerry avaient exercé leur influence pour protéger la société Burisma Holdings en échange de paiements à Hunter Biden, Devon Archer et Joe Biden. Les deux avocats, Bud Cummins et Geoffroy Berman, qui représentaient M. Lutsenko, (...)

(...) ont témoigné de la véracité de ces contacts. Les parlementaires cherchent à se procurer le rapport du FBI et à comprendre pourquoi les policiers fédéraux n'ont pas vérifié l'information, mais enquêté sur les avocats qui se présentaient à eux. Le directeur du FBI, Christopher A. Wray, vient officiellement de refuser de leur remettre ce rapport.

Le 14 octobre 2020, le *New York Post* avait révélé que l'ordinateur de Hunter Biden avait été saisi par le FBI. Dans un premier temps, le Bureau Fédéral d'Investigation l'avait nié.

AMÉRIQUES

Détérioration des relations canado-chinoises

Le 15 mars, le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, a désigné un rapporteur spécial pour enquêter sur les allégations d'ingérences chinoises dans les élections. Il s'agit de l'ancien gouverneur général (représentant à l'époque la reine Elizabeth II), David Lloyd Johnston.

Selon le *Globe and Mail* du 5 mai, un diplomate chinois basé à Toronto, Zhao Wei, aurait exercé des pressions sur le député canadien et ancien ministre conservateur, Michael Chong. Il l'aurait menacé de sanctions contre les membres de sa famille résidant à Hong Kong.

Michael Chong est le sponsor d'une loi reconnaissant la répression du Parti communiste chinois contre les Ouïghours musulmans.

Le Parti conservateur a accusé le Premier ministre de ne pas prendre soin de son député. En définitive, le gouvernement a expulsé Zhao Wei. En retour la Chine a accusé le Canada d'initiative « injustifiée » et a expulsé la consule générale canadienne de Shanghai, Jennifer Lynn Lalonde.

Justin Trudeau a affirmé que le rapport des services de Renseignement sur cette affaire ne lui avait pas été communiqué et qu'il l'avait apprise par la presse.

Le Parlement a adopté une résolution par 170 voix contre 150 demandant la création d'un registre des agents étrangers et la fermeture des « postes de police exploités au Canada par la République populaire de Chine »

Il apparaît qu'un des collaborateurs du Premier ministre, Morris Rosenberg, avait reçu le rapport des services de Renseignement sur les pressions qui auraient été exercées contre le député et sa famille. Or, quand il était directeur de la Pierre Elliott Trudeau Foundation, Morris Rosenberg avait accepté des dons d'un homme d'affaire chinois lié au Parti communiste, Zhang Bin.

À ce jour, on ne sait toujours pas si les menaces imputées au diplomate chinois ont été suivies d'effet et même si elles ont été prononcées. Il est par contre certain que les relations canado-chinoises ont commencé à se dégrader, en décembre 2018, avec l'arrestation de la fille du fondateur de Huawei et directrice financière de la firme, Meng Wanzhou, accusée par les États-Unis de contourner leurs « sanctions » contre l'Iran. Ces actions constituent des fraudes financières en droit US. Mme Meng n'a pas été extradée, mais libérée après trois ans de résidence surveillée.

Avril Haines ne pense pas que la Russie utilisera de bombe atomique

La directrice nationale du Renseignement US, Avril Haines, a été auditionnée par la Commission sénatoriale des Forces armées. Elle a déclaré que le recours de la Russie à l'arme nucléaire était « très peu probable, selon son évaluation actuelle ».

Les Gardes-frontières ont masqué le chaos à la frontière mexicaine

Selon l'inspection générale, les visiteurs de marque (notamment les membres du Congrès) n'ont pas pu voir le chaos à la frontière mexicaine parce que les Gardes-frontières leur

présentait une mise scène très éloignée de la réalité.

Partialité des juges à la Cour suprême

Après les révélations de la corruption du juge à la Cour suprême Clarence Thomas (VAI 36), la Commission sénatoriale de la Justice, présidée par le démocrate Richard J. Durbin (Illinois), a ouvert une enquête. Elle a demandé une liste de tous les cadeaux accordés à des juges de la Cour suprême dont la valeur dépasse 415 dollars.

Un autre juge de cette même Cour a été mis en cause par le *Daily Wire*. Sonia Sotomayor ne s'est pas récusée lors d'un procès mettant en cause son éditeur, Penguin Random House. Or, elle a touché 2 millions de dollars de celui-ci, ce qui la mettait en position d'être à la fois juge et partie. Par ailleurs, dans les trois prochains mois, la Cour suprême devra statuer dans des affaires très attendues portant sur la « race », la liberté religieuse, le droit de vote, les médias sociaux et les droits des homosexuels.

Les textes réglementant la corruption ne concernent que les magistrats des cours inférieures. Ceux-ci doivent notamment déclarer tout don ou avantage de plus de 415 dollars. Mais cette règle ne s'applique pas aux juges de la Cour suprême.

Donald Trump condamné pour diffamation et agression sexuelle

Un tribunal de New York a innocenté l'ancien président de l'accusation de viol portée contre lui par l'écrivaine et journaliste E. Jean Carroll. Il l'a par contre condamné à 2 millions de dollars d'amende pour « agression sexuelle » après qu'elle ait sérieusement modifié son témoignage et à 3 millions de dollars supplémentaires pour diffamation.

Le jury, issu d'une population très anti-Trump, avait écouté une cassette déjà connue dans laquelle il se vantait de pouvoir saisir les parties génitales des femmes sans demander leur consentement parce qu'il était une star de la

télévision. Il avait par ailleurs qualifié la plainte de Mme Carroll de tentative d'extorsion de fonds.

Considérant que l'accusation de harcèlement sexuel n'a pas plus de véracité que celle de viol et que l'accusation de diffamation ne repose que sur cette condamnation, Donald Trump a fait appel.

Robert Kennedy Jr accuse la CIA d'avoir assassiné son oncle

Le candidat démocrate à la présidence des États-Unis, Robert Kennedy Jr, a donné une interview, le 6 mai 2023, à John Catsimatidis. À propos de l'assassinat de son oncle, le président John F. Kennedy, en 1963, il a déclaré : « Il existe des preuves accablantes que la CIA était impliquée dans son meurtre. Je pense qu'à ce stade, c'est au-delà de tout doute raisonnable ».

Il a renvoyé ses auditeurs au livre de James W. Douglass, *JFK et l'indicible*, publié en français aux éditions Demi-Lune, [en vente sur notre site](#).

Confusion au Chili

Les Chiliens ont élu une Assemblée constituante après avoir rejeté la réforme constitutionnelle précédente, jugée trop favorable aux minorités. Il s'agit pour eux d'en finir avec les règles de la période Pinochet. L'Assemblée constituante ne devra pas écrire elle-même le projet de Constitution, mais amender un texte rédigé par 24 experts désignés par les parlementaires. Les amendements devront être adoptés à la majorité des deux tiers.

84 % des électeurs se sont prononcés.

Cependant, beaucoup de Chiliens ont voté blanc (21 % des suffrages exprimés) ou contre le gouvernement de gauche de Gabriel Boric. En conséquence, sur 51 sièges, 23 vont au Parti républicain (nostalgique du régime militaire du général Augusto Pinochet), 16 à Unité pour le Chili (partisan du gouvernement de Gabriel Boric) et 11 à Chili sans danger (de l'ancien

président libéral Sebastián Piñera).
Par conséquent seuls les partisans du régime Pinochet disposeront d'un droit de veto et pourront bloquer tout amendement. Le Parti républicain est dirigé par José Antonio Kast, fils d'un officier nazi.

EUROPE

Le déclin de l'autorité de l'État français se manifeste dans le recrutement de ses armées

Le taux de résiliation des contrats dans l'armée de Terre française avant la fin de leur période de 5 ans a atteint 32 %. Les armées rencontrent une désaffection croissante et ne parviennent plus à recruter de personnel suffisant. Le même phénomène s'observe dans la police et dans l'administration pénitentiaire.

Il ne s'agit donc pas tant d'un problème, quoique réel, lié aux conditions de travail mais lié aux missions d'autorité de l'État.

Les seules réponses apportées par le ministère des Armées concernent la grille des salaires et les conditions d'admission. Nul n'entend débattre de l'autorité de l'État.

Les députés français qualifient le groupe russe Wagner de « terroriste »

L'Assemblée nationale française a adopté à l'unanimité des votants une proposition de résolution (R. 111) demandant au gouvernement d'intervenir au plan européen afin que la société militaire privée russe Wagner soit qualifiée de « terroriste ».

Dans ses considérants, la résolution accuse la société militaire privée russe

- d'avoir tenté d'assassiner le président de la République d'Ukraine, Volodymyr Zelensky, ainsi que vingt-trois autres responsables politiques, dans le but de déstabiliser l'État ukrainien ;
- d'avoir, selon les Renseignements allemands,

pris part aux exécutions sommaires, aux mutilations et aux actes de tortures commis envers les civils de la localité ukrainienne de Boutcha [information ne correspondant pas aux relevés médico-légaux internationaux sur place] ;

- d'avoir en juin 2017, en Syrie, torturé et décapité le citoyen syrien Mohammed Taha Ismail Al-Abdollah avant de mettre en ligne les vidéos de cette exécution [information non vérifiée] ;

- d'avoir, selon les Renseignements italiens, mis à prix la tête du ministre de la Défense italien, M. Guido Crosetto, pour avoir pointé la responsabilité de cette entité dans l'exode des populations au sein des pays africains où elle est implantée ;

- d'avoir, selon les Renseignements français, régulièrement ciblé des campagnes et des opérations de désinformation contre l'armée française, à l'instar du charnier artificiel près de la base militaire de Gossi en avril 2022, dans le but d'accuser faussement les troupes françaises ;

- d'avoir, selon les Renseignements états-uniens, au travers de sociétés écrans, mené de vastes campagnes de désinformation afin d'influer sur le processus électoral des élections présidentielles de 2016 aux États-Unis et de 2017 en France [allusion à la diffusion des e-mails de la campagne d'Emmanuel Macron] ;

- de mener, selon le ministère français des Affaires étrangères, des actions dans le but de mettre en œuvre une stratégie de terreur contre les populations civiles et ceux qui s'opposent à lui, de contraindre des pouvoirs publics ou encore de déstabiliser les structures fondamentales d'un pays.

Au delà du conflit ukrainien, la démarche des députés vise surtout à répondre aux activités de Wagner en Afrique francophone et au rôle supposé d'Evgueni Prigojine dans le hackage des e-mails de la campagne électorale d'Emmanuel Macron.

Silvio Berlusconi dénonce l'incapacité de l'UE de se défendre militairement face à la Chine

Silvio Berlusconi, ancien Premier ministre italien, a déclaré à la chaîne Sky-TG24 que l'UE ne pourrait pas se défendre si elle était attaquée par la Chine. Les Européens pourraient juste apprendre le chinois.

La situation évoquée n'a jamais été envisagée et ne se pose pas. M. Berlusconi entendait probablement souligner que l'UE n'est pas seulement capable de se défendre face à la Russie, mais est complètement dépassée militairement, y compris par la Chine. Ces déclarations interviennent alors que M. Berlusconi a été hospitalisé durant un mois pour des problèmes cardiaques et une leucémie chronique. D'autre part, l'actuelle Première ministre, Giorgia Meloni, a indiqué le mois dernier qu'elle envisageait de retirer l'Italie du programme chinois des routes de la soie.

Les souvenirs de l'Armée rouge interdits à Berlin qu'elle a libérée

Pour raison d'ordre public, les drapeaux russes et soviétiques, ainsi que les rubans de Saint George ont été interdits à Berlin les 8 et 9 mai, dates de la libération de la ville par l'Armée rouge. Les drapeaux ukrainiens ont par contre été autorisés.

Qin Gang en Allemagne

Le ministre des Affaires étrangères chinois, Qin Gang, s'est rendu à Berlin. Il a déclaré : « La réalisation d'une sécurité commune et d'une paix durable était le rêve du penseur allemand Emmanuel Kant, et une paix durable est l'objectif important de la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité. La Chine et l'Europe devraient construire ensemble un avenir radieux d'une paix durable et d'une sécurité universelle. Le retour de Taïwan en Chine fait partie intégrante de l'ordre international de l'après-guerre. Toute

partie qui espère sincèrement la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan et s'engage sincèrement à maintenir l'ordre international doit respecter sérieusement le principe d'une seule Chine et s'opposer résolument à tous les actes d'indépendance de Taïwan. »

Qin Gang a également visité le site où s'est tenu la conférence alliée de Postdam, en 1945. Il a rappelé que le communiqué final de l'époque appelait au retour des territoires chinois à la Chine, y compris la province de Taïwan, volés par les Japonais en Chine. Il a regretté qu'aujourd'hui les États-Unis aient oublié leur signature.

Qin Gang a également déclaré : Il y a quelque chose de commun entre le jugement stratégique du président chinois Xi Jinping du "monde subissant de profonds changements invisibles en un siècle" et le "zeitenwende" du chancelier Olaf Scholz. Confrontée à un monde plein de troubles, la communauté internationale devrait renforcer la coopération et s'associer pour relever les défis.

Frank-Walter Steinmeier considère que l'ordre de sécurité européen est mort

Le président allemand, Frank-Walter Steinmeier, a déclaré à la radio bavaroise :

« Malheureusement, l'ordre de sécurité européen n'existe plus (...) Tout le monde ne veut pas entendre mon pronostic pour l'avenir proche (...) [À la fin du conflit en Ukraine] Une nouvelle situation verra le jour, dans laquelle l'Europe, d'une part, et la Russie, d'autre part, se défendront avant tout l'une contre l'autre ».

L'UE « sanctionne » 7 entreprises chinoises

L'Union européenne a pris son 11^e train de mesures coercitives unilatérales (qualifiées abusivement de « sanctions ») contre la Russie. Elle a aussi décidé de punir les sociétés étrangères qui permettent à la Russie de contourner ses mesures coercitives unilatérales

(une société arménienne, deux ouzbèkes, deux émiraties, une iranienne et une syrienne, et surtout sept sociétés chinoises).

Beijing a réagi immédiatement et menacé l'UE de mesures de réciprocité.

Bruxelles envisage désormais de prendre des mesures contre des États tiers qui permettent à la Russie de contourner ses « sanctions », au premier desquels, la Chine.

Beijing a donc dénoncé sans attendre un prétexte pour restreindre le commerce international au seul bénéfice des Occidentaux.

L'UE souhaite encadrer l'Intelligence artificielle, mais avec d'autres critères que la Chine

Après la Chine, c'est l'UE qui élabore une législation afin d'encadrer l'intelligence artificielle (VAI 38). Il ne s'agit pas pour Bruxelles de protéger les Droits de la collectivité (manipulations de l'Histoire ou de l'identité nationale), mais de protéger les Droits des individus.

Israël livre des armes aux « massacreurs de juifs » ukrainiens

Rompant avec la politique de son prédécesseur Naftali Bennett, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a décidé de soutenir les « nationalistes intégraux » ukrainiens.

Benjamin Netanyahu est un « sioniste révisionniste ». Son père, Benzion Netanyahu, fut le secrétaire particulier de Vladimir Jabotinsky, allié historique des « massacreurs de juifs ». Il a toujours fait l'éloge de l'[alliance signée avec Simon Petlioura](#), en 1921 contre les Russes.

Israël devrait livrer sous peu des radars fabriqués par la société RADA Electronic Industries. Il s'agit des premiers éléments d'un système plus vaste de défense antiaérienne. En réponse, le Kremlin étudie la possible livraison de systèmes de défense antiaérienne à l'État de Palestine.

À ce stade, on ignore si Tel-Aviv a autorisé cette vente d'armes ou s'il a offert ces armes à l'Ukraine.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Kyrlo Budanov tuera des Russes partout dans le monde

Le général Kyrlo Budanov, chef de la Direction principale du Renseignement militaire ukrainien (HUR), a donné une interview à [Yahoo.News](#). Il a refusé de répondre à des questions sur des opérations particulières comme l'assassinat de Daria Douguina ou l'explosion du pont de Crimée, mais a déclaré : « Tout ce que je vais commenter, c'est que nous avons tué des Russes et nous continuerons à tuer les Russes partout dans le monde jusqu'à la victoire complète de l'Ukraine ». Il a ridiculisé les accusations du Kremlin contre son action et donné l'exemple, absurde à ses yeux, d'un éventuel attentat manqué au drone au Kremlin que les Russes ne manqueraient pas de dénoncer. Cet entretien a été réalisé le 24 avril... soit avant l'attentat manqué au drone au Kremlin.

L'Ukraine prétend avoir abattu un missile hypersonique Kinzhal

L'Ukraine affirme avoir abattu un missile hypersonique russe Kinzhal avec un missile états-unien Patriot. Le Pentagone a confirmé cette version. Le maire de Kiev, Vitali Klitschko, a présenté à la presse les débris du Kinzhal. Les missiles Kinzhal volent à Mach 10, tandis qu'au mieux les missiles Patriot ne volent qu'à

Mach 4,1. Il est donc impossible pour un Patriot de rattraper un Kinzhal.

Les Kinzhal sont environ 30 fois plus grands que les débris présentés par M. Klitschko.

L'Ukraine refuse d'informer l'Otan sur sa contre-offensive

Le commandant-en-chef des armées ukrainiennes, le général Valeri Zaloujny, a informé par courrier le président du Comité militaire de l'Otan, l'amiral néerlandais Rob Bauer, qu'il ne pourrait pas participer à la réunion prévue à Bruxelles.

Le général ukrainien a précisé que cette impossibilité était due aux « difficultés liées à la défense contre l'agression russe ». Cependant il a également refusé de se joindre à la réunion par liaison vidéo.

Le général Zaloujny devait informer les membres de l'Otan à propos de la contre-offensive qu'il a annoncée. Son refus peut être interprété de deux manières : soit il craint des fuites au sein du Comité militaire de l'Otan, soit il bluffe quant à sa grande contre-offensive. L'amiral Rob Bauer s'est peu être avancé en pronostiquant la victoire du « David ukrainien contre le Goliath russe ».

Des hôtes de marques pour la cérémonie du 9 mai à Moscou

Le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan, le président du Belarus Alexander Loukachenko, le président du Kazakhstan Kassym-Jomart Tokayev, le président du Kirghizstan Sadyr Japarov, le président du Tadjikistan Emomali Rahmon, le président du Turkménistan Serdar Berdimuhamedov et le président de l'Ouzbékistan Shavkat Mirziyoyev étaient présents à Moscou lors des cérémonies marquant l'anniversaire de la Victoire du 9 mai 1945. Cependant, pour des raisons de sécurité, aucun n'était présent sur la tribune officielle à côté du président russe Vladimir Poutine.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Deux mondes, mis en scène les 6 et 9 mai](#) », par Thierry Meyssan

Londres et Moscou sont le théâtre de grands événements collectifs. Chacun exprime des valeurs qui lui sont propres. En Angleterre, les fastes masquent l'origine de riches ornements, souvent volés sans scrupule. En Russie, célébrer les martyrs de la Seconde Guerre mondiale est un engagement au même sacrifice pour la patrie. À Londres, la réussite se mesure à ce que l'on a accaparé. À Moscou, elle s'évalue à ce que l'on a fait pour les siens.

AFRIQUE

Arrestation du général malien Souleymane Doucouré

Le général Souleymane Doucouré, ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air malienne, a été arrêté par la Sécurité d'État. Il a été relâché après plusieurs jours d'interrogatoire.

Rencontre des présidents comorien et français

Le président des Comores, Azali Assoumani, s'est rendu à Paris où il a été reçu par son homologue français, Emmanuel Macron. Il a réaffirmé que l'île de Mayotte est comorienne, occupée par la France. À ce titre, il a déclaré au *Figaro* que l'expulsion de Comoriens de Mayotte est inacceptable.

Il a fait remarquer qu'il n'y avait pas de problème de violence dans le reste des Comores et a appelé le gouvernement français à trouver avec lui une solution à la violence sur l'île comorienne de Mayotte. Il n'a obtenu qu'une fin de non-recevoir.

Le président Assoumani a rappelé qu'il était l'allié de la France et avait condamné l'« invasion » de l'Ukraine, mais que la Russie soutenait le rattachement de Mayotte aux Comores.

ASIE

Israël attaque la Palestine

Alors que le Jihad islamique avait accepté une trêve, proposée par l'Égypte, puis l'avait rompue après la mort dans une prison israélienne d'un de ses chefs, Khodr Adnan (VAI 39), l'armée israélienne a lancé l'opération « Bouclier et Flèche » avec 40 aéronefs pour liquider ses principaux dirigeants et détruire ses stocks d'armes.

En août dernier, Tsahal avait assassiné les principaux dirigeants du Jihad islamique. Ils ont été remplacés. Ceux qui seront tués durant l'opération actuelle le seront certainement aussi. le problème perdurera tant qu'Israël bafouera les droits des Palestiniens.

L'opération « Bouclier et Flèche » est parvenue à assassiner Jihad Ghannam, le chef des Brigades al-Qods pour la bande de Gaza, Khalil Al-Bahtini, commandant des Brigades pour le nord de la bande de Gaza, et Tareq Ezzedine, « un chef de l'action militaire » du mouvement en Cisjordanie occupée, qu'il coordonnait à partir de Gaza. En outre, elle aurait détruit au moins les quatre cinquièmes des stocks de missiles du Jihad islamique et assassiné Ali Hassan Muhammad Ghali, le chef du programme des missiles.

L'opération a fait de nombreuses victimes collatérales : 25 morts et 76 blessés graves.

Israël porte « la responsabilité des conséquences de cette escalade », a déclaré Hazem Qassem, porte-parole du Hamas. « L'ennemi paiera le prix de son crime », affirme un communiqué d'Ismail Haniyeh, « assassiner des dirigeants [de groupes palestiniens] n'apportera pas la sécurité à l'occupant, mais renforcera la Résistance ».

Compte tenu du nombre de victimes civiles palestiniennes et non pas pour secourir le Jihad islamique, le Hamas, est sorti de sa réserve et a tiré plus de 500 roquettes.

L'opération israélienne a été ordonnée par le Premier ministre Benjamin Netanyahu et

supervisée par le ministre de la Défense démissionnaire, le général Yoav Gallant, avec l'approbation de la Procureure générale, Gali Baharav-Miara, mais sans en informer le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir.

Elle se prolonge bien au delà de son objectif initial et prend désormais les allures d'une nouvelle guerre.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré à la télévision : « Nous disons aux terroristes et à ceux qui les envoient : on vous voit partout. Vous ne pouvez pas vous cacher, et nous choisissons le lieu et l'heure pour vous frapper ».

Le conseiller à la sécurité nationale israélien Tzachi Hanegbi s'est entretenu avec son homologue US, Jacob "Jake" Sullivan. Selon une déclaration de la Maison-Blanche, ce dernier « a réaffirmé le soutien de l'administration Biden en faveur de la sécurité israélienne, ainsi que son droit de défendre son peuple contre les attaques aveugles à la roquette ».

14 parlementaires démocrates états-uniens ont écrit au président Joe Biden pour lui demander de revoir sa politique israélienne. Conduits par Bernie Sanders (Vermont) et Jamaal Bowman (New York), ils réclament une prise en compte de la violence, de la confiscation des terres et du déni des droits des Palestiniens. Ils demandent, qu'en application des lois US, les armes états-uniennes livrées à Israël ne puissent plus être utilisées qu'à des fins légitimes et non plus pour violer les droits des Palestiniens. 145 dirigeants juifs progressistes US ont apporté leur soutien à la démarche des parlementaires.

Israël expulse Imad el-Adwane

Israël a remis le député Imad el-Adwane (VAI 38) aux autorités jordaniennes. Son immunité parlementaire a été levée.

Il avait été arrêté en flagrant délit de contrebande d'armes. La tribu Adwane est puissante en Israël et en Jordanie.

Le FMI met en garde contre un déclin de l'économie israélienne

Le FMI a mis en garde contre les conséquences économiques de l'incertitude politique en Israël. L'agence de notation Moody's a rétrogradé le mois dernier Israël à la note « A1 »

Échec des négociations secrètes USA-Syrie

Selon *L'Orient-Le Jour*, les États-Unis ont négocié avec la Syrie en février-mars à Oman.

Le président Bachar el-Assad s'était rendu à Oman, le 23 février.

Les négociations ont échoué, Washington refusant de retirer ses troupes qui occupent le Nord-Est du pays.

Les États-Unis justifient de leur présence en Syrie par le fait qu'ils combattent Daesh, ce dont les Syriens seraient incapables. Or, les armées syriennes et russes sont les seules à avoir repoussé victorieusement Daesh, tandis que les armées US se contentaient de le contenir dans le « sunnistan » qui lui avait été alloué par le Pentagone (plan Robin Wright). Quant au cinquième calife de Daesh, Abu al-Hussein al-Qurashi, il a été éliminé le 30 avril par la Turquie et non pas par les forces US.

Levée des obstacles à la réintégration de la Syrie dans la Ligue arabe

Réunis à Amman, les principaux pays arabes sont convenus de faire rentrer la Syrie dans la Ligue arabe. Le compromis se heurte aux États-Unis qui refusent toujours de quitter le territoire qu'ils occupent illégalement et de lever leurs « sanctions » (« loi César »).

Le Qatar, le Koweït et le Maroc ont fait savoir qu'ils ne s'opposeraient pas à un compromis qu'ils déplorent pourtant.

Le compromis se base sur la résolution 2254 du Conseil de sécurité du 18 décembre 2015 dite « plan de paix pour la Syrie » ; une résolution qui avait été imposée par la Russie et que les États-Unis n'étaient parvenus à bloquer. La

plupart de ses décisions concernant la manière de mettre fin à la guerre. Cependant ses dispositions concernant le régime après la guerre prévoient :

- que l'avenir de la Syrie ne sera décidé que par les Syriens (une clause revendiquée par Damas) ;
- qu'une nouvelle constitution sera approuvée par référendum (les seules questions qui se posent sont le critère religieux pour se présenter à la présidence et l'organisation régionale de l'État) ;
- que le gouvernement ne sera pas choisi selon des critères religieux (une clause revendiquée par le parti Ba'as)
- que les autorités seront élues sous le contrôle des Nations unies (une clause voulue par la Russie).

Rappelons par ailleurs que l'expulsion de la Syrie de la Ligue arabe a été prononcée en violation de ses propres statuts.

La Turquie révolutionne les papiers d'identité

Le ministre de l'Intérieur turc, Süleyman Soyly, a révolutionné les papiers d'identité. Désormais la Turquie est capable de délivrer des permis de conduire, des cartes d'identité et des passeports comprenant la photographie de leur titulaire et une puce électronique en moins d'une journée. Le tout est envoyé directement au domicile de la personne en ayant fait la demande.

La Turquie délivre déjà les papiers d'identité pour la République turque de Chypre du Nord (non-reconnue), et s'apprête à le faire pour la Libye (ou tout au moins pour la Tripolitaine) et pour l'Azerbaïdjan.

En outre, le ministre a présenté une application qui permet d'identifier n'importe qui à partir d'une simple photographie.

Bachar el-Assad invité au sommet de la Ligue arabe

Le roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud d'Arabie saoudite a invité le président syrien

Bachar el-Assad au sommet de la Ligue arabe à Ryad. On ne sait pas encore si celui-ci s'y rendra.

Le ministère états-unien des Affaires étrangères a communiqué : « La Syrie ne mérite pas de se réinsérer dans la Ligue arabe, et nous continuons de croire que nous ne normaliserons pas nos relations avec le régime d'Assad et que nous ne soutenons pas non plus nos alliés et partenaires dans cette démarche ».

Le ministère chinois des Affaires étrangères a commenté : « Le Moyen-Orient appartient aux peuples du Moyen-Orient, et ses affaires devraient être décidées indépendamment par les peuples du Moyen-Orient ».

Süleyman Soyly accuse les USA et l'UE de soutenir le terrorisme contre la Turquie

Lors d'un meeting de campagne électorale, le ministre de l'Intérieur turc, Süleyman Soyly, a déclaré : « Lorsque je suis devenu ministre de l'Intérieur [en 2016], notre président m'a convoqué. Il m'a dit : "Süleyman, je ne supporte pas les municipalités du HDP [Parti démocrate du peuple] et du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan] dans le Sud-Est. Parce qu'ils ont des enfants et les emmènent dans les montagnes. Ils donnent les impôts de l'État au PKK. Et ceux-ci reviennent sur nos soldats sous forme de balles. Vous devez les relever immédiatement de leur fonction". Ce que je voulais, c'était un œil, Erdoğan m'a donné deux yeux. Deux jours se sont écoulés et à 8 heures, nous les avons tous révoqués ».

Puis il a poursuivi : « Combattre le terrorisme en Turquie n'est pas un tâche facile. Parce que quand vous combattez le terrorisme en Turquie, vous ne le faites pas contre une organisation terroriste. Vous le faites contre ceux qui causent des troubles [en la soutenant]. Ce sont les États-Unis et les Européens qui troublent la Turquie. Et certains pays de la région essaient d'en tirer profit. Nous leur livrons un grand combat ». Se faisant plus précis, il a ajouté : « Le 15 juillet

[2016] fut leur tentative de coup d'État militaire. Le 14 mai [2023] est leur tentative de coup d'État politique. C'est clair et sans équivoque. [Les élections sont] une tentative de coup d'État politique de l'Occident ».

Vidéo

Thierry Meyssan a répondu aux questions de [Studio One](#). Cet entretien mêle des questions politiques et personnelles (en français uniquement).

Qin Gang précise la vision chinoise devant les diplomates pakistanais

Lors de son voyage au Pakistan, le ministre chinois des Affaires étrangères, Qin Gang, a déclaré : « Le monde d'aujourd'hui a connu de profonds changements invisibles en un siècle. L'essor collectif de la Chine, du Pakistan et d'autres pays en développement a eu un impact profond sur le paysage international et l'ordre mondial. La Chine préconise que tous les pays soient indépendants et suivent une voie de développement adaptée à leurs réalités nationales. La Chine prône le respect mutuel, l'égalité et la coopération gagnant-gagnant entre les pays [« gagnant-gagnant » est une expression renvoyant à l'Histoire chinoise selon laquelle l'Empereur devait intéresser à ses décisions tous ses gouverneurs et non pas ignorer les petits] ; la Chine ne poursuit pas ses propres intérêts égoïstes, ne se met pas en premier, n'impose pas son propre système et sa propre culture à d'autres, et n'intimide pas les pays faibles. La Chine est favorable au règlement pacifique des différends entre États par le dialogue et la consultation, sans recourir à la menace ou à l'emploi de la force. La Chine appelle tous les pays à travailler ensemble pour relever les défis mondiaux, construire un monde ouvert, inclusif, propre et beau, avec une paix durable, la sécurité universelle et la prospérité, et à construire une communauté avec un avenir

commun pour l'humanité. La modernisation de la Chine signifie la croissance des forces de la paix et de la justice mondiales. Les jeunes diplomates chinois et pakistanais doivent apprendre à discerner clairement la tendance, distinguer le Bien du Mal, agir en fonction de l'évolution de l'époque et des aspirations des peuples de tous les pays, et s'opposer à l'érection de barrières, à l'incitation à la confrontation et à la formation d'une nouvelle Guerre froide ».

Engagement du Pakistan aux côtés de la Chine

Le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Bilawal Bhutto Zardari, a déclaré : « La partie pakistanaise fera tout son possible pour traquer les suspects impliqués dans les attaques terroristes visant la Chine, pour réprimer résolument les organisations terroristes telles que l'Armée de libération du Balouchistan et pour assurer la sécurité du personnel, des projets et des institutions chinois au Pakistan ».

Évolution de la position pakistanaise sur la crise du Cachemire

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Qin Gang, a obtenu de son homologue pakistanais une évolution notable de sa position sur le Cachemire.

La partie chinoise a réaffirmé que le différend du Cachemire trouvait son origine dans l'histoire [et non pas dans l'attitude de l'Inde] et qu'il devait être réglé correctement et pacifiquement conformément à la Charte des Nations Unies, aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et aux accords bilatéraux. Les deux parties se sont opposées à toute action unilatérale qui complique encore une situation déjà instable.

Cette évolution rappelle la déclaration sino-arabe de Ryad sur le conflit territorial opposant l'Iran et les Émirats arabes unis ; une déclaration qui avait précédé l'annonce, quatre mois plus tard, de la réconciliation irano-

saoudienne. Identiquement, la Chine organise actuellement en secret des négociations de paix entre le Pakistan et l'Inde.

Alliance pakistano-chinoise

Dans leur communiqué final, les ministres pakistanais et chinois des Affaires étrangères ont noté :

« Réaffirmant la place particulière du Pakistan dans la diplomatie de voisinage de la Chine, la partie chinoise a réaffirmé son ferme soutien à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Pakistan, ainsi qu'à son unité, à sa stabilité et à sa prospérité économique. La partie pakistanaise a réaffirmé son attachement à la politique d'une seule Chine ainsi que son ferme soutien à la Chine sur toutes les questions qui l'intéressent, notamment à Taïwan, au Xinjiang, au Tibet, à Hong Kong et en mer de Chine méridionale ».

Arrestation d'Imran Khan

Dans le cadre d'une affaire de corruption, l'ancien Premier ministre et chef de l'opposition, Imran Khan (VAI 32), a été arrêté au tribunal par les forces paramilitaires. Ses gardes ayant refusé d'ouvrir les portes de la salle d'audience, l'armée les a enfoncées. Il ne fait aucun doute que le gouvernement pro-US de Shehbaz Sharif, qui cherche à l'écarter par tous les moyens, a monté cette affaire de toutes pièces après avoir vainement tenté de l'assassiner.

Immédiatement des manifestations ont éclaté dans tout le pays. On dénombre des dizaines de blessés graves et au moins un mort.

Imran Khan dispose d'un soutien populaire bien plus important que Shehbaz Sharif, cependant il a été renversé par les parlementaires et l'armée.

L'armée a été déployée dans les grandes villes.

La porte parole de la Maison-Blanche, Karine Jean-Pierre, a déclaré : « Comme nous l'avons déjà dit, les États-Unis n'ont pas de position sur un candidat ou un parti politique par rapport à un autre ».

L'UE a déclaré : « La retenue et le sang-froid sont nécessaires (...) Les défis du Pakistan ne peuvent être relevés et sa voie ne peut être déterminée que par les Pakistanais eux-mêmes, par le biais d'un dialogue sincère et dans le respect de l'État de droit ».

Réunion afghano-pakistano-chinoise

Les ministres des Affaires étrangères de l'Afghanistan, du Pakistan et de la Chine ont tenu un sommet trilatéral. 3 engagements ont été pris :

Respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de chacun et aborder correctement les différends par une consultation où chaque partie sera entendue à égalité (ce qui inclut le dégel des avoirs financiers de l'Afghanistan).

Renforcer la coopération antiterroriste (notamment lutter contre le Mouvement islamique du Turkestan oriental qui menace l'intégrité chinoise).

Faire progresser la coopération dans le cadre de l'Initiative « la Ceinture et la Route », appuyer l'extension du couloir économique Chine-Pakistan à l'Afghanistan, promouvoir la connectivité entre les trois voisins en améliorant le système commercial transfrontalier.

La « secte Moon » et la CIA contre la Chine

L'Église de l'Unification (dite « secte Moon ») a organisé par l'intermédiaire de son association aux Nations unies, l'Universal Peace Federation, un meeting à Séoul, intitulé « Vers la paix dans l'Indo-Pacifique ».

Parmi les orateurs, on remarquait l'Autrichien Werner Fasslabend (ancien ministre de la Défense et ancien président de la Chambre basse), Albin Kurti (ancien Premier ministre du Kosovo), l'États-unien Newt Gingrich (ancien président de la Chambre des représentants) et surtout Mike Pompeo (ancien directeur de la CIA et ancien secrétaire d'État).

Le meeting était destiné à accuser la Chine

d'être responsable des crises de Taïwan, en mer de Chine et de la Corée du Nord.

La Corée du Nord utiliserait des usines abandonnées par la Corée du Sud

La Corée du Nord utiliserait sans autorisation les usines abandonnées par la Corée du Sud dans la zone frontière du complexe industriel de Gaesong. C'est tout au moins ce que semblent indiquer des images satellitaires états-uniennes. Ce complexe a été abandonné par la Corée du Sud en 2016, en réponse aux essais nucléaires et de missiles à longue portée de la Corée du Nord.

Fumio Kishida présente ses « excuses » à la Corée du Sud

Lors de son voyage à Séoul, le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, a déclaré : « Mon cœur souffre du fait que beaucoup de gens ont eu une expérience extrêmement douloureuse et triste dans des conditions difficiles à l'époque ». 75 ans après les faits, le Japon ne parvient toujours pas à s'excuser clairement pour les crimes de ses « militaristes » lors de l'occupation de la Corée.

Le parti conservateur coréen Pouvoir au peuple ne s'est pas gêné pour dénoncer l'immobilisme japonais sur cette question.

La Fédération des industries coréennes (FKI) et la Fédération japonaise des entreprises (Keidanren) ont annoncé à Tokyo le lancement d'un comité pour le « fonds de partenariat futur ». Il s'agit de trouver un arrangement pour l'indemnisation des travailleurs forcés coréens durant l'occupation japonaise.

Coordination militaire USA-Japon-Corée du Sud

Les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud cherchent à relier leurs systèmes radar pour mieux suivre les missiles en provenance de Corée du Nord. Une réunion se tiendra en juin à Singapour, en marge du Dialogue Shangri-La organisé par le Royaume-Uni. Les trois armées

devraient être coordonnées par le Commandement des États-Unis pour l'Indo-Pacifique (IndPaCom).

En 2017, la Chine avait réagi au projet de déploiement d'armes anti-missiles US, Thaad, en coupant certains échanges avec la Corée du Sud. Celle-ci avait fait machine arrière.

Waren Buffet prévoit un problème de sécurité nationale à Taïwan

Le milliardaire Waren Buffet a renoncé à son investissement dans Taiwan Semiconductor Manufacturing Co (TSMC) parce que, selon lui, la sécurité n'est pas assurée à Taïwan dans le contexte des tensions sino-états-uniennes. Il a déclaré que bien que ce soit une « une entreprise merveilleuse », il considérerait plus prudent d'investir au Japon.

Conseil nippo-français

Les ministres japonais des Affaires étrangères, Yoshimasa Hayashi, et de la Défense, Yasukazu Hamada, et leurs homologues français, Catherine Colonna et Sébastien Lecornu ont tenu une visioconférence. Les deux États se sont engagés à maintenir la paix en mer de Chine, notamment à Taïwan.

Ni le Japon, ni la France ne reconnaissent Taïwan. Tous deux entretiennent des relations diplomatiques avec la Chine populaire et considèrent officiellement Taïwan comme une province rebelle chinoise. Mais ils se positionnent aujourd'hui dans la perspective anti-chinoise des États-Unis.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

La question des enfants ukrainiens à l'Onu

La réunion organisée par l'Albanie, la France et les États-Unis contre la Russie à l'Onu, « Agir contre l'enlèvement et la déportation d'enfants en temps de conflit armé : mesures concrètes en

faveur de la responsabilité effective et de la prévention » (VAI 39), était une réponse à celle organisée le 5 avril par la Russie, « Les enfants et les conflits armés : la crise ukrainienne – évacuation des enfants de la zone de conflit ».

Mais celle-ci avait été censurée par l'administration des Nations unies qui ne l'ont ni enregistrée, ni diffusée. Il semble que deux membres du Conseil de sécurité soient intervenus pour empêcher les fonctionnaires onusiens d'accomplir leur travail.

Rappelons que de 2014 à 2022, de très nombreux enfants ukrainiens ont été tués dans les combats au Donbass dans l'indifférence de la « communauté internationale ».

Maria Lvova-Belova (VAI 33), Commissaire de la présidence chargée des droits de l'enfant de la Fédération de Russie, est intervenue en vidéoconférence. Elle a expliqué que les enfants du Donbass et de Novorossia n'avaient pas été enlevés par la Russie, mais protégés en les déplaçant en dehors des zones de conflit. Aucun n'a été adopté, mais tous ont été confiés par l'État à des familles d'accueil. L'ambassadeur russe, Vassily Nebenizia, a confirmé qu'identiquement des enfants avaient été recueillis par les autorités ukrainiennes et placés dans des familles d'accueil, sans que nul n'y voit rien à redire.

L'Otan à l'intention de continuer à violer les engagements de ses membres

Dans un entretien au *Washington Post*, le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg, a déclaré : « Tous les alliés de l'Otan s'accordent à dire que l'Ukraine deviendra membre de l'alliance. Tous les alliés s'accordent à dire que l'Ukraine a le droit de choisir sa propre voie, que ce n'est pas à Moscou, mais à Kiev, de décider ».

Contrairement à ce que laisse entendre M. Stoltenberg, la Russie a reconnu le droit de l'Ukraine à choisir ses alliés en signant, en 1999, la déclaration d'Istanbul de l'OSCE. Ce n'est

pas du tout l'objet du litige. Les membres de l'Otan, en signant la même déclaration d'Istanbul, se sont également engagés à ne pas assurer leur sécurité aux dépens des autres, ce qui implique qu'ils doivent s'abstenir de stocker sur leur territoire des armes de leurs alliés. Or, depuis 2014, l'Ukraine stocke des armes occidentales en vue de la guerre actuelle. Pour qu'il n'y ait pas de doute, Jens Stoltenberg affirme dans le même entretien : « La guerre n'a pas commencé en 2022. La guerre a commencé en 2014. Et depuis lors, l'Otan a mis en œuvre le plus grand renforcement de notre défense collective depuis la fin de la Guerre froide. »

L'Otan devrait ouvrir un bureau à Tokyo

Selon Koji Tomita, ambassadeur du Japon aux États-Unis, l'Otan devrait ouvrir prochainement un bureau à Tokyo.

Depuis 2019, l'Otan espère s'élargir à l'Australie et au Japon, puis à la Nouvelle-Zélande et à la Corée du Sud [afin de devenir une alliance mondiale](#).

Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de coopération de Shanghai

Les ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de coopération de Shanghai se sont réunis à Goa (Inde).

Le ministre chinois, Qin Gang, a souligné que « le monde est confronté à de multiples crises et défis, y compris la résurgence de la Guerre froide, la montée à contre-courant de l'unilatéralisme et du protectionnisme, et l'émergence du culte du pouvoir ».

Il a énoncé cinq points pour y répondre :

- 1 - Renforcer l'autonomie stratégique ;
- 2 - Lutter contre les trois forces du terrorisme, de l'extrémisme et du séparatisme ;
- 3 - Protéger l'ordre économique et commercial international, ainsi que les règles du marché, et défendre des chaînes industrielles et d'approvisionnement stables et harmonieuses ;

- 4 - Rechercher l'équité et la justice et améliorer la gouvernance mondiale, dans l'esprit de l'« Initiative pour le développement mondial », de l'« Initiative pour la sécurité mondiale » et de l'« Initiative mondiale pour la civilisation » ;
- 5 - Renforcer la mise en place de mécanismes dans une perspective à long terme. Par exemple : achever l'adhésion de l'Iran et du Bélarus à l'OCS et ajouter le Koweït, les Maldives, le Myanmar et les Émirats arabes unis en tant que partenaires du dialogue de l'OCS.

Washington remet en question la présence chinoise à l'OMS

Les États-Unis ont appelé à ce que Taïwan participe à l'Organisation mondiale de la santé en tant qu'État souverain. La Chine a répondu qu'en vertu du principe de l'unité chinoise, Taïwan ne pouvait participer qu'en tant que province de la Chine populaire. C'est le sens de la résolution 2758 de l'Assemblée générale des Nations Unies (25 octobre 1971) et l'OMS est une institution de l'Onu.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltaire.net

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand, serge.marchand@voltaire.net

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°41 - 19 mai 2023

ÉDITORIAL

La participation d'Israël à l'Onu pourrait être suspendue pour non-respect de ses engagements

Le Comité des Nations unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a commémoré, le 15 mai 2023, le soixante-quinzième anniversaire de la « Nakba » (catastrophe), survenue en 1948, lorsque plusieurs centaines de milliers de Palestiniens furent chassés de leurs terres. C'était le premier événement jamais organisé à l'Onu pour commémorer cette tragédie. Il avait été planifié sur instruction de l'Assemblée générale (résolution 77 du 5 décembre 2022). La présidence était assurée par Cheikh Niang, représentant permanent du Sénégal. « La position de l'Onu est claire, l'occupation israélienne doit cesser et la solution des deux États doit se concrétiser », a déclaré la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques, l'États-unienne Rosemary DiCarlo. Le Commissaire général de l'UNWRA (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient), Philippe Lazzarini, a rappelé que la Nakba a engendré la plus longue crise de réfugiés de l'histoire, avant d'insister sur la difficile situation de son agence.

Dans son intervention, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a souligné que la résolution 77 était une reconnaissance formelle par l'Onu de la Nakba. Il a rappelé qu'au fil des ans, l'Onu a adopté des centaines de résolutions reconnaissant les droits des Palestiniens à retrouver leur terre, certaines de l'Assemblée générale, d'autres du Conseil de sécurité ou du Conseil des droits de l'homme. Aucune de ces centaines de résolutions n'a été mise en œuvre, ni la résolution 181 (1947) appelant à la création d'un État arabe palestinien, ni même la résolution 194 (1948) appelant à un retour des réfugiés. Le respect des décisions de l'Onu était pourtant une condition préalable pour qu'Israël en devienne membre. En conséquence de quoi il a exigé, « officiellement et conformément au droit international », qu'Israël respecte ces résolutions, sous peine de voir sa participation à l'Onu suspendue (...)

(...) Le Conseil de coopération du Golfe, le Groupe des 77, la Ligue des États arabes, l'Organisation de la coopération islamique et la Chine ont apporté leur soutien à la demande de suspension d'Israël.

☞ Israël dispose aujourd'hui d'une protection aveugle des États-Unis et du soutien de la Russie. Il est le seul État à pouvoir violer des résolutions de l'Onu sans jamais à avoir en assumer les conséquences. Cela pourrait changer avec la livraison d'armes israéliennes aux « nationalistes intégraux » ukrainiens.

AMÉRIQUES

Influences étrangères dans les élections US

Auditionnée le 14 mai, la directrice nationale du Renseignement, Avril Haines, a annoncé que la Chine se préparait à exploiter les divisions aux États-Unis pour perturber les prochaines élections. Elle rendra bientôt public un troisième rapport sur les influences et ingérences étrangères dans les élections US.

☞ Depuis sa création à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la CIA a mis en place son propre système d'ingérence dans les élections de ses alliés. En outre, depuis 1988, elle a développé un savoir-faire en matière de pseudo révolutions organisées chez ses adversaires.

Restreindre le droit de vote aux USA

Le candidat républicain à la présidence, Vivek Ramaswamy, a proposé de relever le droit de vote de 18 à 25 ans pour les citoyens états-uniens qui n'ont pas fait leur service militaire ou civique et qui ne sont pas capables de passer le test exigé des migrants.

Les États-Unis révisent leur système de classification des secrets d'État

Les Démocrates et les Républicains du Sénat envisagent de réformer le système de classification des documents officiels. L'affaire

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Jack Teixeira a montré que des documents hautement classifiés n'étaient pas protégés, tandis que quantité d'autres affaires ont montré que des documents sans valeur étaient classifiés.

Fin de l'enquête sur le rôle du FBI dans le « Russiagate »

L'avocat spécial John Durham a publié un [rapport de 320 pages](#) avant de mettre fin à son enquête de quatre ans sur la conduite du FBI dans la prétendue ingérence russe dans la campagne du candidat Donald Trump.

Il y montre que le FBI a gravement failli à ses obligations, mais ne désigne aucune violation de la loi. Son rapport se termine par une série de recommandations au FBI et au ministère de la Justice afin que cela ne se reproduise pas.

Les allégations du FBI dans le « Russiagate » avaient suscité une procédure parlementaire de destitution (*impeachment*) du président.

De nombreuses personnalités et associations ont réagi avec surprise à ce rapport. Elles soulignent qu'il établit des fautes, mais ne les considère pas comme devant faire l'objet de poursuites. Ainsi, il est possible de monter un immense canular sans avoir à en assumer les conséquences. Au contraire, de nombreuses personnalités et associations démocrates dénoncent le même rapport en soulignant que ce n'est pas parce que des règlements n'ont pas été respectés par le FBI que son enquête était absurde. Pour elles, il convient donc de la poursuivre.

La Chambre pourrait poursuivre Antony Blinken pour « outrage », le 24 mai

Le président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre, Michael T. McCaul (Texas), a indiqué que si le secrétaire d'État Antony Blinken ne livrait pas le 24 mai les documents qui lui ont été demandés sur la chute de Kaboul, la Commission voterait sa poursuite judiciaire pour « outrage ».

Ces documents ont été requis il y a plus de trois mois. Le département d'État a indiqué en avril qu'il ne les remettrait pas. Le secrétaire d'État a refusé une assignation à comparaître le 11 mai.

Le *Washington Post* accuse Evgueni Prigojine d'avoir trahi sa patrie

Le *Washington Post* a prétendu que le fondateur de la société militaire privée Wagner, Evgueni Prigojine, avait été approché par les services secrets ukrainiens. Il aurait demandé que l'armée ukrainienne se retire d'Artiomovsk en échange de renseignements sur les systèmes de défense russe. Il leur aurait aussi recommandé d'attaquer la Crimée.

En Russie ces révélations sont prises comme un effort de la CIA pour diviser le pays en s'immisçant dans le conflit qui oppose Wagner au ministère de la Défense

La CIA recrute des espions en Russie

La CIA a lancé une [campagne via Telegram](#) à destination des Russes. Il s'agit de les convaincre de travailler pour améliorer leur pays en donnant des informations aux USA pour qu'ils renversent le président Vladimir Poutine. La CIA indique comment utiliser le logiciel Tor, arriver sur le Darknet et communiquer de manière cryptée.

Bien entendu, l'Agence s'engage à protéger ses agents.

Le président Gabriel Boric ne parvient pas à résoudre le problème des disparus de la dictature Pinochet

Le président chilien, Gabriel Boric, avait annoncé lors du 49^e anniversaire de la chute de Salvadore Allende qu'il entendait découvrir les restes des 1112 disparus de la dictature du général Augusto Pinochet. Après l'échec du référendum constitutionnel (VAI 40), la question des disparus a refait surface. Mais rien n'a avancé.

EUROPE

Le Conseil de l'Europe met en place un Registre des dommages causés par la Russie en Ukraine

Le Conseil de l'Europe a mis en place un « Registre des dommages causés par l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine ». Cet organisme sera basé à La Haye et à Kiev. 40 États membres du Conseil y ont adhéré auxquels il faut ajouter les 4 États observateurs au Conseil (Canada, États-Unis, Japon et Mexique). L'Union européenne y a également adhéré.

Le 14 novembre 2022, l'Assemblée générale des Nations unies avait adopté une résolution (A/ES-11/L.6) recommandant la création d'un tel registre, mais elle n'avait pas été suivie d'effet. L'Assemblée générale avait en définitive considéré qu'elle était un organe législatif et ne devait pas se transformer en organe judiciaire.

Le Conseil de l'Europe proclame les « Principes de Reykjavik pour la démocratie »

Le Conseil de l'Europe a affirmé « protéger et promouvoir les trois principes fondamentaux, interdépendants et inaliénables de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme ».

1- Participation démocratique

- 2- Organisation d'élections et de référendums
- 3- Parlements
- 4- Séparation des pouvoirs
- 5- Indépendance, impartialité et efficacité de la Justice
- 6- Lutte implacable contre la corruption
- 7- Liberté d'expression
- 8- Investir dans un avenir démocratique
- 9- Société civile indispensable
- 10- Participation pleine, égale et significative à la vie politique et publique

☞ On ne peut qu'être surpris par le caractère hétéroclite de ce catalogue. Le Conseil de l'Europe, une fois que la Russie en a été de fait expulsée, s'aligne sur l'Union européenne derrière un verbiage démocratique.

Le Royaume-Uni et les Pays-Bas se mobilisent pour fournir des F-16 à l'Ukraine

Les Premiers ministres britannique, Rishi Sunak, et néerlandais, Mark Rutte, réunis à Reykjavik à l'occasion d'un sommet du Conseil de l'Europe, ont annoncé la création d'une coalition internationale pour fournir des F-16 à l'Ukraine.

La France, qui refuse de fournir des avions pouvant atteindre des objectifs en Russie, a annoncé qu'elle allait former des pilotes de F-16. L'Ukraine ne dispose à ce jour que de Mig-29 fournis par la Pologne et la Slovaquie.

☞ En droit international, les États qui fourniront des avions à qui que ce soit pour attaquer un autre État seront complice et donc co-belligérants. Ce principe ne s'applique pas à la formation des pilotes.

Les espions français en Iran

L'Iran a relâché deux Français, Benjamin Brière et Bernard Phelan, accusés d'espionnage. Trois Français restent prisonniers en Iran pour espionnage. France Télévision a consacré une longue émission pour assurer que ces accusations n'étaient que des absurdités des

autorités paranoïaques de Téhéran.

Pourtant Cécile Kohler, une jeune enseignante, et son compagnon, Jacques Paris, ont avoué être des agents de la DGSE à la télévision iranienne, en octobre 2022. Déléguée syndicale, Cécile Kohler, avait rencontré à titre privé des leaders des manifestations contre la République islamique, eux aussi syndicalistes.

☞ Contrairement à un allant-de-soi occidental, l'Iran n'a pas l'habitude d'arrêter des innocents. En 1979, les prétendus « otages » de l'ambassade US avaient été arrêtés en flagrant délit. L'étage blindé de l'ambassade et les installations de la CIA ont été transformés en musée. Jamais les États-Unis n'ont réclamé de compensation parce que c'était eux qui étaient en tort. Deux gardes de l'ambassade, une fois libérés, ont attesté aux États-Unis que les Iraniens avaient raison.

L'Assemblée nationale veut rendre le drapeau européen obligatoire sur le fronton des mairies

L'Assemblée nationale française a adopté en première lecture un projet de loi rendant obligatoire le [pavoisement des drapeaux français et européen sur le fronton des mairies](#) (N° 114).

Cette loi ne s'appliquera pas aux villes et villages de moins de 1 500 habitants.

Le drapeau français représente la nation française, tandis que le drapeau européen n'est pas celui d'une nation, mais d'une institution internationale.

☞ En 2005, le peuple français avait rejeté par voie référendaire le projet de Constitution européenne. Mais, en 2008, les parlementaires français ratifiaient le Traité de Lisbonne correspondant à peu de choses près au texte rejeté par les électeurs trois ans plus tôt.

La loi sur le pavoisement des frontons des mairies ressortit à la même logique. À ce jour, aucun État membre de l'Union européenne n'a rendu obligatoire le drapeau européen dans ses mairies.

Jugement loufoque contre Nicolas Sarkozy

La Cour d'appel de Paris a condamné l'ancien président français, Nicolas Sarkozy, son avocat, Me Thierry Herzog, et le juge Gilbert Azibert à trois ans de prison, dont un ferme, pour corruption et trafic d'influence. Me Herzog écope d'une interdiction d'exercer, tandis que ses deux « complices » sont privés de leurs droits civiques.

Le jugement se fonde sur des écoutes téléphoniques entre Me Herzog et son client, M. Sarkozy. Il concerne un projet de corruption qui n'a jamais rencontré le moindre début d'exécution. Le juge Azibert n'a bénéficié d'aucun avantage, mais était cité dans une conversation à laquelle il ne participait pas. La légalité des écoutes téléphoniques de Me Herzog contrevient à la jurisprudence. Elle a pourtant été validée par la Cour de cassation qui est revenue trois mois plus tard à sa doctrine initiale.

Le jugement fait fi des arguments juridiques et développe des considérations morales : il déplore « une grave atteinte à la confiance » du public dans la justice, en laissant penser que des « arrangements occultes pour satisfaire des intérêts privés » sont possibles.

Nicolas Sarkozy s'est pourvu en cassation.

Pour Emmanuel Macron, la Russie est vassalisée à l'égard de la Chine

Dans un [entretien à l'Opinion](#), le président français, Emmanuel Macron a déclaré : « La Russie a déjà perdu géopolitiquement. Soyons clairs, il ne s'agit pas d'une "opération spéciale" puisque Vladimir Poutine a décidé la mobilisation. Par ailleurs, la Russie a fait douter ses alliés historiques, son corset de premier rang. Elle a de facto commencé une forme de vassalisation à l'égard de la Chine, et elle a perdu l'accès à la Baltique qui était critique pour elle, puisqu'elle a précipité le choix suédois et finlandais de rejoindre l'Otan ».

Notez bien que l'expression « opération spéciale » ne désigne pas dans le discours russe une opération de petite ampleur sans mobilisation, mais fait référence au statut juridique d'une opération de protection des populations du Donbass et non pas d'une guerre d'invasion de l'Ukraine.

Moscou a réagi en qualifiant sa compréhension des choses d'« erronée », tandis que Beijing a rappelé qu'il n'y a pas de coalition militaire dans un monde multipolaire.

Volodymyr Zelensky lauréat du Prix Charlemagne 2023

Le Prix Charlemagne 2023 a été décerné au président ukrainien Volodymyr Zelensky. Il récompense une personnalité pour services exceptionnels à l'unification européenne.

Le jury est une association d'Aix-La-Chapelle, comprenant le maire, l'évêque catholique et le recteur de l'université. Il est généralement remis à un chef d'État ou de gouvernement européen, mais parfois aussi à des personnalités étrangères comme Henry Kissinger (1987) ou le président Bill Clinton (2000).

Outre le président Zelensky, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le chancelier allemand, Olaf Scholz, étaient présents à la Cérémonie de remise du prix.

Les promesses de Droit et justice

Lors du congrès du parti Droit et justice, son président, Jaroslaw Kaczynski, a affirmé que si le gouvernement était reconduit, il augmenterait les allocations familiales de 500 à 800 zlotys par enfant. Il offrirait aussi la gratuité des médicaments pour les mineurs et les personnes âgées.

Échec du sommet UE-Indo-Pacifique

L'Union européenne a organisé un Forum UE-Indo-Pacifique à Stockholm. Malgré les documents d'invitation, il s'agissait de bâtir une coalition contre la Russie... et la Chine. 13 États

européens sur 27 se sont abstenus d'envoyer leurs ministres des Affaires étrangères.

Les ministres présents sont apparus divisés : Gabrielius Landsbergis (Lituanie) s'est exprimé pour un découplage d'avec la Chine, tandis qu'Annalena Baerbock (Allemagne) prenait position pour des sanctions de petite ampleur et qu'au contraire Constantinos Kombos (Chypre) qualifiait la Chine de « grand partenaire ». Les efforts de Joep Borrell, assurant que l'UE n'appelait pas à une croisade, sont restés sans effet. Chacun avait remarqué que, si ni la Russie, ni la Chine n'avaient été invités, Dmytro Kuleba (Ukraine) était présent.

À l'exception du Japon, les invités se sont tous montrés prudents, sinon en complète opposition avec la manière de voir de l'Union européenne. Hina Rabbani Khar (Pakistan) a posé que l'escalade n'était pas une manière d'aborder un conflit. Elle a demandé au contraire la cessation des hostilités et la négociation de la paix. Retno Marsudi (Indonésie) a rappelé que son pays était opposé à une logique de blocs et que l'ASEAN venait de refuser de transformer l'Asie en « scène de rivalité ». Azali Assoumani (Comores) a rappelé que son pays s'était déjà prononcé pour la Chine contre l'indépendance de Taïwan, ce qui lui avait valu d'être élu à la présidence de l'Union africaine. Vivian Balakrishnan (Singapour) a rappelé que le principe de l'Asie du Sud était de se maintenir comme région ouverte à tous, que ce soit aux États-Unis, à l'UE ou à la Chine et à la Russie.

Subrahmanyam Jaishankar (Inde) a déclaré que ce n'est pas parce que l'Inde et la Chine ont un conflit frontalier que son pays va refuser tout contact avec elle, quant à la Russie, c'est une puissance amie de longue date.

L'Eurovision écarte une demande d'intervention de Volodymyr Zelensky

L'association Union européenne de radio-télévision (European Broadcasting Union), responsable de l'Eurovision a décliné la

proposition du président ukrainien Volodymyr Zelensky de s'adresser au public lors de l'annonce des résultats. Furieux, celui-ci a dénoncé le choix de Liverpool pour accueillir le concours, assurant que c'était une destination trop lointaine pour les Ukrainiens.

L'Eurovision se présente comme un concours apolitique. Pourtant, l'Ukraine a gagné opportunément les éditions 2004 (révolution orange), 2016 (rattachement de la Crimée à la Russie) et 2022 (intervention russe qualifiée d'« invasion »).

Des documents déclassifiés, datés du [30 novembre 1955](#) et du [17 février 1956](#), attestent que l'Eurovision n'est pas simplement un spectacle, mais aussi une opération de propagande. Le concours n'a pas été créé par des télévisions, mais par l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord.

La Russie détruit le plus important stock de munitions occidentales en Ukraine

Le 13 mai, des drones russes ont fait exploser le dépôt de munitions de Khmelnytskyï (Ouest de l'Ukraine). Il semble que l'armée ukrainienne n'ait plus de munitions pour utiliser les armes occidentales qu'elle a reçues.

À la veille de la contre-offensive ukrainienne, Moscou détruit un à un tous les stocks de munitions de Kiev.

L'Ukraine pourrait attaquer la Russie et des intérêts hongrois

Selon le *Washington Post* du 14 mai se fondant sur des documents classifiés datant de la mi-février, l'Ukraine a proposé aux États-Unis d'utiliser des armes occidentales offertes pour reprendre des villages occupés par la Russie, voire en territoire russe d'avant 2014, pour saboter le pipe-line reliant la Russie à la Hongrie (membre de l'UE comme les propriétaires de *Nord Stream*) et de pointer des missiles longue portée sur la Russie. Le président Volodymyr Zelensky a démenti ces informations. L'Ukraine avait promis à ses

donateurs européens qu'elle n'utiliserait les armes qu'ils lui donnent que pour se défendre et jamais pour attaquer la Russie.

5 États de l'UE demandent à Zelensky de négocier la paix

Selon le journaliste états-unien [Seymour Hersh](#) s'appuyant sur des sources du Renseignement US, un groupe d'États, conduit par la Pologne, a demandé au président Zelensky de négocier la paix sans attendre.

La démarche polonaise date d'il y a quelques jours déjà. Elle est soutenue par la Tchéquie et la Hongrie, et les trois États Baltes.

Seymour Hersh précise qu'il ne considère pas l'armée russe comme dangereuse et efficace, mais que ces États réagissent aux pertes humaines considérables, particulièrement à Bakmout qu'il compare à la bataille de Verdun. Pour le moment, la loi ukrainienne interdit au président Zelensky de négocier avec l'« ennemi » russe tant qu'il « occupe » une parcelle de « territoire ukrainien » (au sens des frontières de 1991). Cependant, M. Zelensky a déjà pris contact avec Moscou via une partie tierce.

Les Occidentaux livrent encore des armes à l'Ukraine

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est rendu successivement en Italie, en Allemagne, en France et au Royaume-Uni. À chaque étape, il a annoncé préparer une contre-offensive et avoir besoin d'armes supplémentaires. Tous ses interlocuteurs lui en ont offertes. Pour la première fois, il a été question de formation de pilotes d'avions, même si la livraison des avions n'est pas encore à l'ordre du jour.

Le président de la Cour suprême ukrainienne incarcéré pour « corruption »

Le président de la Cour suprême ukrainienne, Vsevolod Kniazev, a été arrêté pour « corruption » et incarcéré. Il aurait été acheté pour rendre un jugement favorable à l'oligarque Kostiantin Jevago, réfugié en France. Celui-ci aurait déboursé 2,7 millions de dollars, dont un tiers aurait été prélevé par ses avocats.

Sans nouvelle des généraux Oleksandr Syrsky et Valerii Zaluzhnyi

On est sans nouvelles du commandant de l'armée de Terre ukrainienne, le général Oleksandr Syrsky, ni du commandant en chef des armées, le général Valerii Zaluzhnyi. Le ministère de la Défense ukrainien a démenti les rumeurs de leur mort.

La Chine débute sa mission de bons offices sur le conflit ukrainien

La Chine a désigné son représentant spécial pour l'Eurasie, Li Hui, afin de rapprocher les points de vue ukrainien et russe. Il se rendra à Kiev, Moscou, Paris, Berlin et Varsovie.

Quatre aéronefs russes détruits par l'Ukraine en Russie

Le 12 mai, quatre aéronefs militaires russes (un Su34, un Su35 et deux hélicoptères Mi-8) ont été détruits par les Ukrainiens dans la région de Briansk (Russie).

L'hypothèse la plus probable est qu'ils ont été abattus par des missiles franco-britanniques SCALP-EG, offerts par le Royaume-Uni et officiellement livrés le 10 mai. L'espace aérien russe à la frontière ukrainienne n'est plus sûr.

Ramzan Kadyrov déclare avoir payé des espions ukrainiens

Le président de la République de Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, a déclaré avoir payé 18 000 dollars à des espions ukrainiens pour

recupérer son cheval de course, bloqué en Tchèque depuis 2014.

La Russie se retire du Traité FCE

La Chambre basse russe a voté le retrait du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE). Ce texte fixait la quantité d'armes autorisée dans certains États du Pacte de Varsovie et de l'Otan.

Face au refus de l'Otan de ratifier une version mise à jour en 1999, les Occidentaux exigeant au préalable le retrait des forces russes de Transnistrie, d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, la Russie a suspendu sa participation au Traité en 2007.

La Russie et l'Iran signent un accord pour un tronçon du corridor Nord-Sud

Alors que les axes de communication sont le point faible de la Russie depuis plusieurs siècles, le président Vladimir Poutine avait planifié en 2018 un vaste [programme russe complémentaire des routes de la soie chinoises](#).

Le projet le plus importante est le corridor Nord-Sud de plus de 8 000 kilomètres reliant Saint-Petersbourg à Damas, en passant par la Novorossia. Il s'agit de la reprise d'un projet de la tsarine Catherine II. Il avait été jugé « irréaliste » par les Occidentaux lors de sa présentation à l'Assemblée générale de l'Onu. Les présidents russe, Vladimir Poutine, et iranien, Ebrahim Raïssi, ont parrainé en liaison vidéo la signature d'un accord sur le tronçon Astara-Rasht.

AFRIQUE

Mission de bons offices de l'Union africaine en Ukraine et en Russie

Le Sénégal, la Zambie, le Congo, l'Ouganda, l'Égypte et l'Afrique du Sud ont constitué la délégation qui, au nom de l'Union africaine, se rendra à Kiev et à Moscou en mission de bons offices.

Les États africains se sont abstenus de condamner l'intervention russe en Ukraine et ont proclamé leur neutralité. Cependant, faisant exception, le Kenya et le Rwanda ont pris le parti des Occidentaux, tandis que l'Érythrée a pris celui de la Russie.

L'Égypte se rapproche de l'Iran

L'Égypte et l'Iran se rapprochent après l'accord saoudo-iranien. Les deux pays discutent via l'Iraq.

L'Égypte est restée longtemps une alliée du shah Rez Pahlevi après sa fuite et l'instauration de la République islamique. Le Caire a toujours observé avec inquiétude les liens de Téhéran avec la Confrérie des Frères musulmans et n'a jamais désigné d'ambassadeur auprès de la République islamique, mais uniquement des « chargés d'affaires ». À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'ayatollah Rouhollah Khomeiny s'était rendu en Égypte. Il avait conclu un accord avec Hassan Al-Banna pour ne pas le concurrencer, mais se partager le monde musulman entre chiïtes et sunnites. L'actuel guide, l'ayatollah Ali Khamenei, a poursuivi cet accord, invitant une délégation des Frères à toutes ses conférences internationales.

Le Frère Rached Ghannouchi condamné à 1 an de prison

La justice tunisienne a condamné Rached Ghannouchi à 1000 dinars d'amende et un an de prison ferme pour avoir appelé à la guerre civile lors des obsèques d'un dirigeant de son parti début 2022.

Les Occidentaux interprètent cette décision comme la preuve que la justice tunisienne est inféodée au président Kaïs Saïeb et participe à l'instauration d'une dictature.

👉 La Tunisie tente désespérément de clore la période des « printemps arabes », c'est-à-dire des « révolutions de couleur » organisées par les Britanniques au profit des Frères musulmans. Financé et structuré par le MI6, le parti

Ennahda de Rached Ghannouchi n'est que la version locale de la Confrérie des Frères musulmans. Durant plusieurs années, les Frères ont impunément assassiné des leaders politiques via leur section d'assaut, la « Ligue de protection de la révolution ».

Engagement des deux parties soudanaises à protéger les civils

Les deux camps soudanais, les armées de Khartoum du général Abdel Fattah Abdelrahmane al-Burhan et celle du Darfour du « général » Mohamed Hamdan Dogolo (alias « Hemedti ») ont signé à Riyad une Déclaration d'engagement pour protéger les civils soudanais.

L'ambassadeur d'Allemagne au Tchad préparait une révolution colorée pour le compte des USA

Les raisons de l'expulsion du Tchad de l'ambassadeur d'Allemagne, Jan-Christian Gordon Kricke, en avril, sont désormais claires. Il devait participer avec l'US National Endowment for Democracy (NED) à un renversement du gouvernement préparé par un faux coup d'État qui aurait été imputé à la société militaire privée russe Wagner.

Le secrétaire général de l'Onu accuse Wagner et l'armée malienne de meurtres, de viols et de tortures

Selon le [Rapport sur les événements de Moura du 27 au 31 mars 2022](#) du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Droits de l'homme, plus de 500 personnes ont été tuées par des militaires maliens et des étrangers blancs au cours d'une opération militaire de cinq jours dans le village de Moura, au centre du Mali. Au moins 58 femmes et filles ont été violées ou soumises à d'autres formes de violence sexuelle. Certaines personnes ont été soumises à la torture et à d'autres mauvais traitements pendant leur interrogatoire et pendant leur détention à Moura, Sévaré, ainsi qu'à l'Agence nationale

pour la sécurité de l'État (ANSE) dans la capitale Bamako.

Bien que le rapport ne le précise pas, les étrangers blancs seraient des militaires du Groupe Wagner.

Cette opération est décrite par les autorités comme une opération militaire antiterroriste contre un groupe affilié à Al-Qaida connu sous le nom de Katiba Macina.

Isaias Afwerki à Beijing

Le président érythréen, Isaias Afwerki, s'est rendu en voyage officiel à Beijing. Issu d'un mouvement maoïste, il est à l'aise en Chine. Avec son homologue chinois, Xi Jinping, il s'est félicité de l'exemple chinois pour les pays en voie de développement.

Avec le Premier ministre, Li Qiang, il a examiné les secteurs où la Chine pouvait aider l'Érythrée, dans la mesure de ses compétences, notamment les infrastructures, les industries maritimes et de la pêche, les ressources en eau, le développement de l'énergie, l'exploitation des mines, et à favoriser la coopération dans les économies numérique, verte et bleue.

L'Afrique du Sud assure ne pas avoir livré d'armes à la Russie

L'ambassadeur des États-Unis à Pretoria, Reuben Brigety II, a accusé l'Afrique du Sud d'avoir secrètement envoyé des armes à la Russie. Un cargo russe, le *Lady R*, avait fait escale à Simon's Town.

Le gouvernement a rappelé sa neutralité dans l'affaire ukrainienne et a nié le double jeu qui lui était imputé. Il a ouvert une enquête et demandé aux États-Unis de fournir les preuves en leur possession afin de donner les suites nécessaires à cette affaire.

Les armées sud-africaines coopèrent avec leurs homologues russes sans s'aligner derrière Moscou

Le général Oleg Salyukov, commandant des forces terrestres russes, a rencontré le chef de l'armée sud-africaine, le général Lawrence Mbatha, au quartier général du commandement général russe à Moscou. Cet entretien a débouché sur un accord de coopération entre les forces terrestres des deux nations souveraines. Lors de son allocution hebdomadaire, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a réaffirmé la position non-alignée de son pays face au conflit ukrainien. L'Afrique du Sud ne se laissera pas entraîner derrière un bloc ou un autre, a-t-il précisé.

ASIE

Mandat d'arrêt international contre Riad Salamé

Une juge d'instruction française, Aude Buresi, a émis un mandat d'arrêt international à l'encontre de Riad Salamé, gouverneur de la Banque centrale du Liban depuis trente ans, pour « association de malfaiteurs ». Celui-ci conteste la manière dont la procédure est menée.

En mars 2022, l'Allemagne, la France et le Luxembourg ont bloqué 120 millions d'euros qui auraient été détournés au Liban par Riad Salamé.

Début 2023, des juges allemands, français (dont Aude Buresi) et luxembourgeois se sont rendus au Liban pour interroger M. Salamé et plusieurs de ses proches.

Le mandat d'arrêt international français ne pourra pas être appliqué au Liban tant qu'Interpol n'aura pas émis de notice rouge et que la justice libanaise n'aura pas autorisé l'extradition. Celle-ci devra être confirmée par un décret du gouvernement libanais d'autant

plus improbable que le Liban n'a jamais extradé de nationaux.

La Syrie officiellement réintégrée dans la Ligue arabe

Une réunion préparatoire du sommet de la Ligue arabe s'est tenue à Djeddah, retransmise en direct par la chaîne de télévision El-Ekbariya. Le ministre des Finances saoudien, Mohamed Al-Jaddan, a chaleureusement accueilli la délégation syrienne. Celle-ci comprenait le ministre des Affaires étrangères et des Expatriés, Fayçal Miqdad, le ministre de l'Information, Boutros Al-Hallaq, le ministre adjoint des Affaires étrangères et des Expatriés, Ayman Soussan, ainsi que le directeur du bureau du ministre des Affaires étrangères, Jamal Najib. Le président syrien, Bachar el-Assad, a été invité au sommet auquel plusieurs dirigeants occidentaux devraient participer.

👉 La reconnaissance de la victoire de la République arabe syrienne sur les jihadistes soutenus par l'Occident et sa réintégration dans la Ligue des États arabes marque la fin de la domination étrangère sur la région.

Des parlementaires US s'opposent à la normalisation des relations avec la Syrie

Réagissant à la réintégration de la République arabe syrienne dans la Ligue des États arabes, la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants US a adopté, le 16 mai, l'*Assad Regime Anti-Normalization Act of 2023* (Loi 2023 contre la normalisation du régime Assad) (H.R.3202). Il sera soumis au vote des deux assemblées du Congrès.

À la fin de la guerre contre la Syrie, en 2016, les États-Unis n'ont pas reconnu leur défaite. Ils ont empêché la reconstruction du pays et ont tenté d'affamer sa population en brûlant les récoltes. Ils ont installé un dispositif juridique qui commence à être battu en brèche :

- En 2017, ils ont [interdit aux agences des Nations unies](#) de participer de quelque manière

que ce soit à la reconstruction de la Syrie.

- En 2019, ils ont adopté le [*Caesar Syria Civilian Protection Act*](#) qui institue des sanctions drastiques contre l'ensemble de l'économie syrienne.

La présidence qatariote du sommet 2023 de l'Organisation internationale du Travail contestée

La Confédération syndicale internationale (CSI) conteste que le ministre qatari du Travail, Ali ben Saïd ben Samikh al-Marri, puisse devenir, en l'absence d'autre candidat, le président du sommet 2023 de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Le Qatar a été accusé d'exploiter sans vergogne ses travailleurs immigrés pour construire notamment les installations de la Coupe du monde de football 2022. Environ 6 500 d'entre eux seraient morts sur les chantiers. Puis, le Qatar a amendé sa législation sur la kafala, un système qui privait les travailleurs immigrés de tous leurs droits. Mais, selon de nombreux observateurs, ce changement ne s'est jamais traduit dans les faits.

Ces informations avaient été démenties par Sharan Burrow, ancienne secrétaire générale de la CSI. Cependant Ali ben Saïd ben Samikh al-Marri a été vu à Bruxelles avec l'Italien Pier-Antonio Panzeri, ancien parlementaire européen au cœur du scandale de corruption, aujourd'hui incarcéré. La vice-présidente du parlement européen, la Grecque Eva Kaili, avait alors assuré à la surprise générale que le « Qatar est en tête de peloton sur les droits des travailleurs ». Elle est aujourd'hui assignée à résidence pour corruption.

Recep Tayyip Erdoğan devrait être réélu

Au premier tour de l'élection présidentielle turque, Recep Tayyip Erdoğan (Alliance populaire) a obtenu 49,5 % des voix, Kemal Kılıçdaroğlu (Alliance de la nation) 44,8 % et Sinan Oğan (Alliance ancestrale) 5,1 %.

Recep Tayyip Erdoğan a fait campagne sur le nationalisme turc face à l'Occident. Kemal Kılıçdaroğlu sur l'égalité entre tous et la pleine réintégration des Kurdes et des alévis. Sinan Oğan sur la xénophobie contre les immigrés syriens et le nationaliste contre les indépendantistes kurdes. Il a conquis une part de l'électorat déçu par le président Erdoğan, mais résolument opposée à la candidature de Kemal Kılıçdaroğlu parce qu'il est soutenu par le parti kurde HDP. Ses électeurs devraient soit s'abstenir, soit voter Erdoğan au second tour. La réélection du président Recep Tayyip Erdoğan, le 28 mai, ne fait pas de doute. Il pourra donc tenir son pari et célébrer le centenaire du Traité de Lausanne et de la fondation de la République de Turquie si sa santé le lui permet.

L'Iran à nouveau menacé par les États-Unis et Israël

L'Iran a adressé une protestation officielle au Conseil de sécurité de l'Onu après les déclarations du conseiller national de Sécurité US, Jacob « Jake » Sullivan (S/2023/339). Il avait déclaré au [*Washington Institute for Near East Policy*](#) : « Nous avons clairement fait savoir à l'Iran qu'il ne sera jamais autorisé à obtenir l'arme nucléaire. Comme le Président Biden l'a réaffirmé à plusieurs reprises, il prendra les mesures nécessaires pour honorer cette déclaration, notamment en reconnaissant la liberté d'action d'Israël ».

L'Iran a clos son programme nucléaire militaire, en 1988, à la demande de l'ayatollah Rouhollah Khomeiny et ne l'a jamais repris. Israël a tenté un grand nombre de fois de prétendre le contraire. Il a diffusé des documents qui prouvaient selon lui que l'Iran mentait, mais une fois examiné, c'est le contraire qui apparaissait. Benjamin Netanyahu a de nombreuses fois préparé un bombardement des installations nucléaires civiles de l'Iran, la dernière en date était celle organisée avec le président George W.

Bush Jr. Durant de longues années, des négociations 5+1 ont été conduites pour aboutir à la conclusion d'un accord entre les USA et l'Iran, que le président Donald Trump a déchiré. À l'issue de ces négociations, les parties russe et chinoise ont confirmé qu'il n'y avait pas de programme nucléaire militaire iranien, sinon dans l'imagination des Occidentaux.

Une nouvelle carte électorale en Inde

Les électeurs du Karnataka (Sud-Ouest de l'Inde), seule région gouvernée par le BJP au pouvoir à New Dehli, ont voté massivement pour le parti laïque du Congrès lors des élections partielles. Il obtient 135 sièges sur 224 et la majorité absolue. Le BJP, favorable à la domination hindoue, n'en a que 65. Il avait fait adopter dans l'État une loi limitant les possibilités de conversion au christianisme. Une nouvelle carte électorale se dessine. Le BJP et l'idéologie Hindutva s'épanouissent dans les régions de langue hindi, le Congrès s'impose dans toutes les autres.

Imran Khan toujours menacé par le gouvernement pakistanais

L'arrestation de l'ancien Premier ministre Imran Khan par des centaines de policiers en pleine salle d'audience durant un procès a été jugé illégale par la Cour suprême. Deux jours après sa libération, le ministère de l'Intérieur l'a accusé d'héberger dans son palais familial des individus ayant attaqué la police. Celle-ci a encerclé la propriété et a donné 24h à M. Khan pour lui livrer une quarantaine de ses militants.

Les Thaïlandais votent contre la junte

Aux élections législatives thaïlandaises du 14 mai, le parti Aller de l'avant (conduit par Pita Limjaroenrat) obtient 36 % des suffrages exprimés, Pheu Thai (Paethongtarn Shinawatra) 27 % et le Parti de la Nation thaïe unie (Prayut Chan-o-cha) 11 %. Les partis favorables à la junte militaire n'ont obtenu que 6 % des voix.

La large victoire d'Aller de l'avant est une surprise pour tous les observateurs. Le Pheu Thai s'est déclaré impatient de travailler avec lui et a annoncé qu'il soutenait la candidature de Pita Limjaroenrat au poste de Premier ministre.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Imran Khan et l'indépendance du Pakistan](#) », par Thierry Meyssan

Le Pakistan n'a jamais été indépendant. Il est toujours resté un jouet dans les mains du Royaume-Uni et des États-Unis. Durant la guerre occidentale contre le régime communiste afghan, il est devenu une base arrière des moujahidines et des combattants arabes de Ben Laden. Cependant, depuis une décennie, un champion de cricket pas comme les autres tente de le libérer, de faire la paix avec l'Inde et de créer des services sociaux : Imran Khan.

La Corée du Sud reçoit Madame Zelensky

Olena Zelenska, Première dame ukrainienne (citoyenne non-élue), s'est rendue en Corée du Sud pour négocier le soutien du président Yoon Suk Yeol. Elle a signé un accord préliminaire pour une grande aide financière à l'Ukraine. Sa délégation comprenait la vice-Première ministre et ministre de l'Économie, Yulia Svyrydenko, qui a rencontré le ministre de l'Aviation, de l'Infrastructure et des Transports, Won Hee-ryong, pour étudier les moyens que la Corée du Sud pourrait fournir pour la reconstruction de l'Ukraine. Aucun chiffre n'a été publié.

La Corée du Nord prépare le lancement de son 1^{er} satellite espion

La Corée du Nord pourrait lancer son satellite espion le 27 juillet, date du 70^e anniversaire du cessez-le-feu, qualifié de « Victoire » par Pyongyang. Selon le site US 38 North, une tour de lancement d'une hauteur d'environ 90 mètres a été érigée à côté de la tour existante dans la

base de Sohae.

Le dirigeant suprême, Kim Jong-un, accompagné de sa fille Ju-ae, a inspecté l'ensemble des installations et signé l'ordre de lancement.

Rencontre USA/Chine

Wang Yi, directeur des Affaires étrangères du Parti communiste chinois, a rencontré Jake Jullivan, conseiller national de sécurité US, à Vienne durant plus de 10 heures. Les entretiens ont porté sur les relations bilatérales, la question de Taïwan, la situation en Asie-Pacifique et la crise ukrainienne.

La partie états-unienne a déclaré que sa politique sur une seule Chine n'avait pas changé et qu'elle ne soutenait pas l'indépendance de Taïwan.

La politique démographique chinoise

Le *Quotidien du peuple* du 16 mai présente la politique démographique chinoise.
« La Chine possède le plus grand système d'enseignement professionnel au monde, avec la formation de quelque 10 millions de personnels techniques chaque année (...) Elle compte aujourd'hui plus de 200 millions de travailleurs qualifiés et plus de 60 millions de personnels hautement qualifiés. L'espérance de vie moyenne est aujourd'hui de plus de 78 ans, et le pays se classe parmi les pays à revenu intermédiaire et élevé en ce qui concerne les principaux indicateurs de santé (...) Environ 240 millions de Chinois ont suivi des études supérieures. La période moyenne d'éducation pour la nouvelle main-d'œuvre est d'environ 14 ans (...) La Chine occupe la première place au niveau mondial en termes de nombre total de personnels de recherche et de développement (...) Il est nécessaire de faire de l'éducation le moyen de construire un pays fort et d'améliorer globalement la qualité scientifique, culturelle, sanitaire, idéologique et morale de la population. Il est nécessaire de mettre en place

et d'améliorer le système de politique d'appui à la fécondité, de développer vigoureusement le système de services de garde d'enfants, de promouvoir la construction d'une société propice à l'accouchement. Il est nécessaire de développer un système d'assurance vieillesse, et de s'efforcer d'atteindre un sentiment de sécurité, de valeur et de bonheur pour les personnes âgées. »

Pour le Japon, la Chine et la Russie forment un bloc militaire

Le ministre des Affaires étrangères japonais, Yoshimasa Hayashi, a déclaré lors d'un discours au Forum ministériel indo-pacifique de l'UE (Stockholm) que la Russie et la Chine étaient des alliés militaires. La presse officielle chinoise a vivement démenti cette interprétation des choses et réaffirmé que la Russie et la Chine sont deux pays politiquement amis, mais militairement indépendants l'un de l'autre.

Installation d'un téléphone rouge entre les ministères de la Défense japonais et chinois

Le ministre de la Défense japonais, Yasukazu Hamada, et son homologue chinois, Li Shangfu, ont inauguré une ligne téléphonique directe entre leurs administrations. Les deux États sont conscients des dangers de méprise occasionnés par la montée des tensions politiques.

OCÉANIE

Un gouvernement régional australien craint d'être condamné pour ses mesures de confinement anti-Covid

Le gouvernement de l'État du Victoria a proposé 5 millions de dollars à 3 000 habitants de Melbourne en échange du retrait de leur plainte.

Durant l'épidémie de Covid-19, l'État de Victoria avait assigné à résidence ses

administrés. En juillet 2020, à la suite de la découverte de 23 cas dans des logements sociaux, il avait fait encercler neuf immeubles par la police et avait empêché leurs habitants de sortir durant cinq jours, et même deux semaines pour l'une des tours.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Une conseillère de Joe Biden élue directrice de l'Organisation internationale des migrations

L'États-unienne Amy Pope a été élue directrice générale de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Elle était jusqu'ici la directrice-adjointe de l'Organisation. Elle a battu son directeur, Antonio Vitorino, qui se représentait. Dans ses fonctions, elle avait mis en œuvre une série de réformes budgétaires pour optimiser l'exécution et la gestion des risques sur le terrain, améliorer les résultats opérationnels et renforcer la coordination avec le système des Nations Unies.

En 2021, Amy Pope a été conseillère du président Joe Biden pour les migrations. Celui-ci a publiquement soutenu sa candidature. Elle a également travaillé à Chatham House, le think tank du Royaume-Uni.

C'est la première fois que l'on assiste à un duel entre un directeur général et son adjointe à la tête d'une organisation intergouvernementales. Antonio Vitorino avait déjà quitté le siège de l'OIM avant le vote.

Sommet de l'ASEAN

Le 42^e sommet de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) s'est tenu en Indonésie. Une attention particulière a été portée à la protection des travailleurs migrants et aux victimes de la traite des êtres humains. Les dirigeants présents ont également fait une déclaration sur l'avancement de la connectivité

des paiements régionaux et la promotion des transactions en monnaie locale.

Annulation du sommet du Quad

Le sommet du Quad, qui devait réunir à Sydney les dirigeants australiens, états-uniens, indiens et japonais, a été annulé. Le président Joe Biden ne pourra pas venir en raison des difficultés rencontrées par le Congrès autour du plafond légal de l'endettement.

Cet évènement, qui était décrit comme le plus important en Australie depuis le G20 de 2014, n'a pas résisté au retrait US.

C'est un coup dur pour la stratégie occidentale en Indo-Pacifique.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan,
thierry.meyssan@voltairenet.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand,
serge.marchand@voltairenet.org

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°42 - 26 mai 2023

ÉDITORIAL

69° réunion du Groupe de Bilderberg

Le [Groupe de Bilderberg](#) a tenu sa 69° réunion annuelle à Lisbonne (Portugal) du 18 au 21 mai. La sécurité de l'évènement était assurée par la police portugaise aux alentours et par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pour la réunion elle-même. Les discussions se sont déroulées selon le protocole de Chatham House. Les sujets inscrits à l'ordre du jour étaient :

- L'intelligence artificielle
- Le système bancaire
- La Chine
- La transition énergétique
- L'Europe
- Les défis fiscaux
- L'Inde
- La politique industrielle et le commerce
- L'Otan
- La Russie
- Les menaces transnationales
- L'Ukraine
- Le leadership des États-Unis

Ce club a été constitué par les services secrets états-unien et britannique. Il était initialement présidé par le prince Bernhard des Pays-Bas, aujourd'hui par l'économiste néerlandais Victor Halberstadt et Marie-Josée Kravis (épouse du financier Henry Kravis). Les participants sont sélectionnés par un conseil d'administration pour tester leur engagement atlantique. Les carrières de ceux qui passent l'épreuve seront soutenues par l'Otan.

Présent à toutes les réunions, l'inévitable Henry Kissinger (qui sera centenaire samedi) a donné une longue [interview à The Economist](#), qui assure le secrétariat du Bilderberg.

Comme en janvier devant le Forum de Davos, il s'y exprime pour une adhésion de l'Ukraine à l'Otan. Parmi les 130 invités de cette année, figurait le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba.

AMÉRIQUES

La Communauté US du Renseignement n'évalue pas le réchauffement climatique comme une menace existentielle

La directrice nationale du Renseignement US, Avril Haines, ne considère pas le réchauffement climatique comme une menace pour la Sécurité du pays. Tout au plus, « Le changement climatique exacerbera de plus en plus les risques pour les intérêts de sécurité nationale des États-Unis à mesure que les impacts physiques augmenteront et que les tensions géopolitiques monteront à propos de la réponse mondiale au défi ». Son dernier rapport ne fait pas non plus mention de l'élévation du niveau de la mer, qui serait particulièrement préoccupante dans la région indo-pacifique.

Les USA face aux armes non-cinétiques

Selon [Robert McCreight](#), plusieurs États développent des armes non-cinétiques. Il s'agit de technologies silencieuses, largement indétectables, capables d'infliger des effets physiques et neuronaux dommageables, débilissants et dégradants à ses cibles. Elles peuvent produire trois types d'effets stratégiques : une frappe éclair de décapitation contre des dirigeants ; une attaque surprise secrète et non détectée pour désactiver le leadership ; et des attaques continues insidieuses qui dégradent l'analyse du leadership, les systèmes défensifs et l'alerte stratégique. Elles seraient particulièrement efficaces sur les « soldats améliorés », réduisant à néant les recherches sur les exosquelettes, les régimes alimentaires modifiés, les add-ons cyborg, les interventions biophysiques spéciales, l'augmentation d'IA et d'autres technologies.

Interprétation du rapport Durham

Le rapport de John Durham sur l'enquête du FBI à propos de la collusion entre Donald Trump et la Russie laisse entendre que l'équipe de campagne d'Hillary Clinton est à l'origine de la diffamation. Les Républicains de la Chambre

souhaitent revenir sur cet aspect. D'autant que le directeur de la campagne Clinton n'était autre que Jacob "Jake" Sullivan, l'actuel conseiller national de Sécurité du président Biden.

La NAACP dénonce les « attaques » de Ron DeSantis contre les noirs américains

La [National Association for the Advancement of Colored People](#) (NAACP) a publié un avis de voyage. Son président y déclare : « Une fois de plus, les dirigeants de l'État, inspirés par la haine, ont choisi de placer la politique avant les gens. Le gouverneur Ron DeSantis et l'État de Floride se sont engagés dans une guerre flagrante contre les principes de diversité et d'inclusion et ont rejeté nos identités communes pour faire appel à une minorité extrémiste dangereuse (...) Nous ne permettrons pas que nos droits et notre histoire soient pris en otage par la politique de nos grands-parents. La NAACP se bat fièrement contre les attaques malveillantes en Floride contre les noirs américains. J'encourage mes collègues Floridiens à se joindre à ce combat pour nous protéger et protéger notre démocratie. » Face à l'interprétation wokiste, le gouverneur DeSantis a interdit l'enseignement de l'esclavage dans les écoles de Floride.

Jeffrey Epstein faisait chanter Bill Gates

Selon le *Wall Street Journal* du 22 mai, Jeffrey Epstein a tenté de faire chanter Bill Gates à propos de sa relation extra-conjugale avec une joueuse de bridge russe, la très jeune Mila Antonova.

La Navy formera les alliés dans le Golfe arabo-persique

La V^e flotte, basée à Bahreïn, a créé une Task Force CTF 154. Contrairement aux autres forces spéciales de la région, elle ne luttera pas contre la piraterie, mais assistera les forces terrestres internationales des 38 États de la Combined Maritime Force (CMF). Elle les formera en matière de droit maritime et de leadership.

Les anciens combattants US ne sont pas sensibles aux groupes extrémistes

Une étude la [Rand Corporation](#) auprès de 1000 anciens combattants attestent qu'ils sont plutôt moins sensibles que le reste de la population aux idées extrémistes. Cependant, parmi eux, les Marines sont les plus susceptibles de rejoindre des groupes suprémacistes.

Face à la Chine, les États-Unis prisonniers de leur politique

L'entretien annoncé entre les ministres états-unien et chinois de la Défense, les généraux Lloyd Austin et Li Shangfu, en marge du Dialogue IISS Shangri-La, butent sur les sanctions US contre Li Shangfu. Le département d'État US a confirmé qu'elles ne seraient pas levées. Beijing souligne que l'on ne peut pas négocier sous des mesures coercitives unilatérales (qualifiées de « sanctions » par Washington). Il faut donc choisir entre les maintenir ou se rencontrer.

Volodymyr Zelensky pose un lapin à Luiz Inácio Lula da Silva

Le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, qui était convenu d'un rendez-vous avec son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, en marge du G7 d'Hiroshima, l'a vainement attendu. L'entretien a été annulé, sans explication, ni excuse. Dans un [tweet](#) du 22 mai, il a affirmé que le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie condamnaient l'occupation du territoire ukrainien par la Russie. Soit le président Lula n'a pas compris ses partenaires, soit il ment.

EUROPE

Charles III a fait disparaître toutes les archives sur la famille royale britannique

La [famille royale britannique](#) a fait disparaître plus de 500 dossiers des Archives nationales. Jusqu'à présent, ces dossiers étaient classés et ne pouvaient être consultés. Aujourd'hui, ils ont

disparu. La famille royale est même intervenue pour faire détruire des documents conservés par le FBI aux États-Unis. À ce jour, les historiens ne disposent d'aucun document sur la vie privée des monarques depuis la reine Victoria. Les biographies des membres de la famille royale se fondent uniquement sur des coupures de presse et des communiqués du palais. On croit savoir que la reine Victoria s'était mariée en secret à un de ses domestiques, John Brown ; qu'Edward VIII a démissionné parce qu'il était nazi ; que le vice-roi Lord Mountbatten était pédophile, etc. Rien n'est vérifiable. Le roi Charles III est le maître du secret.

La liberté d'expression en cause à Oxford

La polémique ouverte par un groupe d'étudiants anti-TERF (Trans-exclusionary radical feminist) contre une conférence de la philosophe féministe Kathleen Stock à l'université d'Oxford se développe. Les uns après les autres, de très nombreux universitaires se positionnent quant à la liberté d'expression face à des théories qui auraient un impact négatif sur la société. La conférence n'a pas été annulée.

La France créera un service militaire facultatif

L'Armée de Terre française souhaite élargir son offre d'engagement. Elle voudrait instituer un service militaire volontaire de six mois afin de créer, au plus tard en 2035, un régiment de réservistes.

La France réduira son cheptel bovin

La [Cour des Comptes](#) appelle la France à réduire son cheptel bovin pour satisfaire ses engagements en matière de baisse d'émission de gaz à effet de serre. L'élevage de bovins est une activité très soutenue par l'État et ne profite guère financièrement aux agriculteurs. Elle engendre par ailleurs une grande quantité de méthane. Sa disparition serait donc une bonne chose pour les finances publiques.

Gérald Darmanin dénonce le danger du terrorisme islamiste en France

Le ministre français de l'Intérieur, Gérald Darmanin, s'est rendu aux États-Unis pour rappeler « que pour les Européens et pour la France, le risque premier est le terrorisme islamiste sunnite et que la collaboration antiterroriste entre services de renseignement est absolument indispensable ». Il a déploré le « départ des Américains d'Afghanistan » et celui de la France de « la bande sahélo-saharienne », « la reconstitution de cellules de Daech au Levant, qui font que ces menaces exogènes, dans la perspective des grands événements que va organiser la France, sont des causes de risques importants d'attentats terroristes ».

Victoire insuffisante de Kyriákos Mitsotákis aux élections législatives grecques

Aux élections législatives grecques, Nouvelle Démocratie (du Premier ministre Kyriákos Mitsotákis) a obtenu 40,7 % des suffrages exprimés, contre seulement 20,0 % à SYRIZA (Aléxis Tsípras), 11,4 % au PASOK/Mouvement pour le changement (Níkos Androulákis), 7,2 % au Parti communiste (Dimitris Koutsoúmbas) et 4,4 % à Solution grecque (Kyriákos Velópoulos). Le mode de scrutin était cette fois un peu plus complexe qu'à l'habitude. Il s'agissait d'un scrutin par liste où les électeurs pouvaient favoriser des personnalités sans tenir compte de leur place sur la liste qu'ils choisissaient. De nouvelles élections auront lieu en juillet, mais avec une prime majoritaire accordant 50 sièges au parti arrivé en tête. Kyriákos Mitsotákis devrait alors devenir majoritaire en nombre de sièges et redevenir Premier ministre. D'ici là, la présidente grecque, Katerina Sakellaropoulou, a désigné le juge Ioannis Sarvas comme Premier ministre.

La Pologne inquiète des conséquences du conflit ukrainien sur son agriculture

« Nous voulons continuer notre soutien à l'Ukraine. Mais si cela conduit à la faillite de millions d'agriculteurs, ce ne sera pas possible.

Pas seulement en Pologne, mais aussi dans beaucoup d'autres pays », a déclaré Andrzej Sados, ambassadeur de la Pologne auprès de l'UE (*Le Figaro* du 24 mai).

L'Arménie s'apprête à abandonner le Haut-Karabagh

Le Premier ministre d'Arménie, Nikol Pashinyan, a déclaré qu'il était prêt à reconnaître le Haut-Karabagh comme territoire azerbaïdjanais à la condition que Bakou cesse le nettoyage ethnique de la région. Depuis 1994, le Haut-Karabagh était considéré par Erevan comme le territoire de la République d'Artsakh (non-reconnue par les Nations unies). En 2018, une révolution de couleur, financée par George Soros, a renversé le président Serge Sarkissian et ses principaux généraux pro-Russes. Elle a porté au pouvoir le journaliste libéral Nikol Pashinyan. Celui-ci a été vaincu, en 2020, lors de la guerre intentée par l'Azerbaïdjan pour récupérer le Haut-Karabagh. Nikol Pashinyan rencontrera le président azéri Ilham Aliyev, le 25 mai, à Moscou. Selon l'agence Gallup, Nikol Pashinyan n'est plus soutenu que par 13,9 % des Arméniens. Des manifestations éclatent partout contre lui en Arménie et en Artsakh.

Erratum

Les quatre aéronefs qui ont été détruits en Russie n'ont pas été détruits au sol par des missiles franco-britanniques Scalp/Storm Shadow, mais en vol, probablement par des missiles sol-air norvégiens NASAMS. D'autre part, les Occidentaux ont démonté de nombreux systèmes d'armes sur les avions qu'ils viennent de livrer à l'Ukraine. En principe, ceux-ci ne pourront pas tirer de missiles depuis l'Ukraine sur des cibles significatives en Russie.

Valerii Zaluzhnyi resurgit

Après 12 jours sans nouvelle de lui, le commandant-en-chef des armées ukrainiennes, le général Valerii Zaluzhnyi a participé à une vidéo-conférence. Cette apparition met fin aux rumeurs selon lesquelles il aurait été grièvement blessé. Le général Valerii Zaluzhnyi a disparu au

moment où le président Volodymyr Zelensky entreprenait un long voyage à l'étranger. Durant plusieurs jours, personne ne semblait diriger le pays, pourtant en guerre.

Dmitri Rogozine ne croit pas que « les Américains ont marché sur la Lune »

Dmitri Rogozine, ancien ambassadeur russe à l'Otan, puis directeur de l'agence spatiale Roscosmos, a déclaré qu'il ne croyait pas que les États-Unis aient jamais aluni. Il n'existe aucune preuve que les missions Apollo se soient posées sur la face cachée de la Lune. Aucune puissance étrangère n'a été autorisée à examiner les échantillons du sol lunaire qu'elles auraient rapportées (sauf le Japon pour moins d'1 gramme).

Des combattants russes contre la Russie

La Russie a bombardé en territoire ukrainien la Légion « Liberté pour la Russie » (*Svobo- da Rossi*), un groupe de dissidents russes proche des nationalistes intégraux ukrainiens. Celle-ci s'était introduite en Russie et avait saboté plusieurs installations à Belgorod. *Le Figaro* du 24 mai assure qu'il s'agit d'une légion hétéroclite, sans véritable idéologie, sinon le renversement du président Vladimir Poutine.

La Russie prend des sanctions contre 500 personnalités US

À titre de rétorsion, la Russie a interdit l'accès de son territoire à 500 personnalités états-uniennes, principalement des responsables politiques et médiatiques.

La Russie renvoie les associations écologiques occidentales

Le procureur général de Russie a déclaré l'association Greenpeace « indésirable ». En mars dernier, l'association World Wildlife Foundation (WWF) avait été classée « agent étranger ».

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Le moment de vérité en Ukraine](#) », par Thierry Meyssan

Depuis le 24 février 2022, le monde a les yeux tournés vers le conflit ukrainien. Les Occidentaux soutiennent financièrement Kiev, lui livrent des quantités invraisemblables d'armes et de munitions, mais veillent à ne pas s'impliquer directement sur le théâtre des opérations. Moscou reste patient et fait mine de ne pas voir les conseillers militaires étrangers présents sur le terrain. Nous arrivons à un point de basculement où les Occidentaux pourraient être précipités dans la guerre par un usage délibéré de leurs armes contre la Russie sur son territoire d'avant 2014. C'est pourquoi six États de l'UE recommandent soudainement de négocier la paix et deux missions de bons offices sont mises en place par la Chine et l'Union africaine.

• « [Le coût croissant de la guerre sur nos épaules](#) », par Manlio Dinucci

Pour le moment, la guerre ukrainienne ne s'est pas transformée en Troisième Guerre Mondiale. Les Occidentaux se contentent de payer le conflit, mais ne l'endurent pas chez eux. Cependant le coût de cette guerre ne cesse d'augmenter.

La Russie augmente ses exportations vers la Chine

Les approvisionnements énergétiques russes vers la Chine vont augmenter de 40% en 2023 par rapport à 2022, a annoncé Alexandre Novak, vice-Premier ministre chargé de l'Énergie.

AFRIQUE

Cessez-le-feu au Soudan

Le 20 mai, à Djedda, l'armée du général Abdel Fattah al-Burhane et les Forces de soutien rapide (FSR) du « général » Mohamed Hamdane Daglo sont convenues d'un nouveau cessez-le-feu humanitaire de 7 jours. Son respect sera surveillé par les États-Unis. Plus d'un million de

personnes se seraient déjà déplacées pour fuir les combats. L'ambassade du Qatar à Khartoum a été vandalisée par les FSR, selon les troupes du général al-Burhane.

La RDC compte sur la Chine

Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Felix Tshisekedi, s'est rendu en Chine pour convaincre ses interlocuteurs d'investir 6 milliards de dollars supplémentaires dans son pays par rapport aux 17 milliards négociés, en 2008, par son prédécesseur Joseph Kabila. La RDC est le premier producteur mondial de matières premières pour la fabrication de batteries. Elle dispose également d'importants gisements de diamants, d'or, de lithium et de tantale.

ASIE

L'Israélien QuaDream produisait des logiciels espions « sans clic »

La société de logiciels espion israélienne QuaDream a annoncé qu'elle fermait parce qu'elle n'a pas obtenu d'autorisation de vente de ses produits à l'étranger, notamment au Maroc. Elle dispose de technologies sans équivalent dans le monde et a représenté le concurrent le plus sérieux de NSO (Pegasus). Selon *Ha'aretz*, de nombreuses entreprises s'arrachent ses techniciens. Une fuite, probablement accidentelle, a révélé l'existence de deux de ses logiciels : Reign et Blue Spear. Il s'agit de technologies sans clic, c'est-à-dire infectant un téléphone à l'insu complet de son propriétaire.

Benjamin Netanyahu réintroduit le parti homophobe Noam dans sa coalition

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a conclu un accord avec le parti Noam afin de faire passer son budget à la Knesset. Il y a trois mois, Noam avait quitté la coalition gouvernementale parce que M. Netanyahu hésitait à mettre en œuvre son engagement en faveur de « l'identité juive ». Cependant le budget inclut 285 millions de shekels (76 millions de dollars) pour la création

d'une Haute-Autorité de l'identité juive. Noam est un parti violemment homophobe. Il se propose d'astreindre les programmes scolaires à une censure stricte.

Le GAFI désigne le Liban

Le Groupe d'action financière (GAFI) chargé de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme vient de placer le Liban sur sa liste grise. Cette décision intervient après la délivrance d'un mandat d'amener par la justice française et d'un autre par la justice allemande à l'encontre du gouverneur de la Banque centrale libanaise, Riad Salamé.

Démonstration de force du Hezbollah

À l'occasion du 23^e anniversaire de la libération du Liban-Sud, le Hezbollah a organisé un vaste spectacle de manœuvres à balles réelles à Amarata, à dix kilomètres de la frontière israélienne devant des centaines de journalistes. Des panneaux proclamaient « Nous jurons que nous allons venir », « Nous jurons que nous franchirons » « Nous jurons que nous prierons à al-Qods ». L'état-major israélien a réagi à cette démonstration de force en déclarant que si le Parti de Dieu devait lancer une attaque, ce serait « 70 fois » plus difficile pour lui que lors de la dernière guerre, en 2006. Le secrétaire général adjoint du Hezbollah, Cheikh Naïm Qassem, a commenté sur AlManarTV en disant que la prochaine guerre aurait lieu en Palestine occupée.

Le conflit intra-kurde dégénère au Parlement

Une grave altercation a opposé les députés du PDK (clan Barzani, majoritaire) à ceux de l'UPK (clan Jalabani, minoritaire) au Parlement régional du Kurdistan iraquien. La présidente de la séance avait refusé de revoir l'ordre du jour.

Rétablissement des relations diplomatiques irano-saoudiennes

Après 7 ans d'interruption de ses relations diplomatiques, l'Iran a désigné Alireza Enayati comme ambassadeur en Arabie saoudite. Il était ministre adjoint des Affaires étrangères.

L'Arabie saoudite négocie l'achat d'armes chinoises

Selon *Tactical Report*, l'Arabie saoudite négocie avec China North Industries Group Corporation (Norinco) pour l'achat de drones Sky Saker FX80 (UAV), de drones à décollage et atterrissage verticaux CR500 (VTOL), de Cruise Dragon suicides 5 et 10 et de systèmes de défense aérienne à courte portée (SHORAD) QG-17AE. L'interdiction d'achat d'armes russes et chinoises aux alliés des États-Unis ne fonctionne plus.

Sinan Oğan soutient Recep Tayyip Erdoğan

Bien que Kemal Kiliçdaroglu ait soudainement adopté un discours anti-immigrés, Sinan Oğan a officiellement appelé à voter pour Recep Tayyip Erdoğan. Le discours alternatif de la coalition des six partis d'opposition s'est noyé dans un consensus nationaliste auquel il a adhéré. La réélection de Recep Tayyip Erdoğan ne fait plus de doute.

La Türkiye prépare sa normalisation avec la Syrie

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, a indiqué qu'il avait formé une commission chargée de préparer la normalisation avec la Syrie. Cette normalisation a été retardée par l'élection présidentielle turque. Elle suppose le retrait de l'armée turque du territoire syrien et implique la chute des émirats islamiques créés dans la région d'Idleb.

Ali Shamkhani démis de ses fonctions

Ali Akbar Ahmadian, ancien commandant des forces paramilitaires des Gardiens de la

Révolution, a été nommé secrétaire du Conseil suprême de Sécurité nationale iranien. C'est une personnalité très anti-occidentale. Il remplace Ali Shamkhani, mis en cause pour ses liens avec Alireza Akbari, ancien ministre adjoint de la Défense convaincu d'espionnage au profit des Britanniques et exécuté en janvier 2023. Il a surtout été mis en cause à propos de la corruption supposée de son fils. Ali Shamkhani était le plus haut fonctionnaire arabe iranien.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

L'Iran reprend la construction d'une centrale nucléaire civile

Selon l'agence Reuters, l'Iran construit un centre nucléaire civil souterrain dans les monts Zagros. Commentant cette nouvelle, Mohamad Eslami, directeur de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), a déclaré : « Les sionistes véhiculent de telles allégations chaque fois que leur position dans la région ou leur situation interne se trouve dans un état critique ». Selon lui, l'Iran se contente de relancer le chantier de la centrale nucléaire civile de Darkhovayn, abandonné dans les années 90. « Nous espérons que dans la première étape de la construction de petites centrales électriques, nous pourrions construire la centrale électrique de 300 MW de Darkhovayn afin de créer un nouveau chapitre dans la capacité industrielle et technologique du pays et également d'étendre cette technologie au niveau général », a-t-il conclu.

La Chine et la Türkiye refusent de participer à une réunion du G20 à Srinagar

La réunion du Groupe de travail du G20 sur le tourisme a été convoquée du 22 au 24 mai à Srinagar. La Chine et la Türkiye ont déclaré qu'elle ne participerait pas à un sommet international dans une zone contestée. Srinagar, capitale du Cachemire à population musulmane, est revendiquée par le Pakistan.

Faillite des joailliers du Gujarat

Alors que le Gujarat taillait 90 % des diamants bruts découverts au monde, les sanctions bancaires contre la Russie ont asséché son marché de 39 %. La raréfaction de la matière première est évaluée à 800 millions de dollars annuels. Moscou, qui produit un tiers des diamants mondiaux, ne peut plus les exporter faute de compatibilité des banques indiennes et russes. Les joailliers occidentaux refusent de toute manière d'acheter désormais des diamants russes. Le Royaume-Uni pourrait prochainement les interdire chez lui.

Le Kazakhstan récuse l'ambassadeur d'Ukraine

En août 2022, l'ambassadeur d'Ukraine au Kazakhstan, Piotr Vrublevskiy, avait provoqué un scandale en déclarant que son pays essayait de « tuer le plus de Russes possible ». Il avait été relevé de ses fonctions en octobre par le président Zelensky, mais avait passé ses vacances au Kazakhstan, provoquant une intervention indignée du ministère russe des Affaires étrangères. Le nouvel ambassadeur désigné, Sergey Gaidai, vient d'être récusé par Astana. Ce n'est pas un diplomate professionnel, mais l'ancien gouverneur de la partie de l'oblast de Lougansk contrôlée par Kiev.

La Corée du Sud exporte des munitions vers l'Ukraine

Selon le *Wall Street Journal* du 24 mai, la Corée du Sud exporte des centaines de milliers de cartouches vers les États-Unis qui sont ensuite

transférées en Ukraine. Bien que le ministre de la Défense ait démenti l'information, on observe une certaine gêne à Séoul. Le Parlement sud-coréen discute actuellement d'une aide militaire éventuelle à l'Ukraine.

Les États-Unis condamnent des informaticiens nord-coréens

Les États-Unis ont pris des mesures coercitives unilatérales (qualifiées de « sanctions » par Washington) contre des informaticiens nord-coréens. Selon le département d'État : « La République populaire démocratique de Corée mène des activités cybernétiques malveillantes et déploie des informaticiens qui obtiennent frauduleusement des emplois pour générer des revenus, y compris en monnaie virtuelle, afin de soutenir le régime de Kim et ses priorités, telles que ses programmes d'armes de destruction massive illégales et de missiles balistiques ». Ces mesures concernent notamment le Bureau de reconnaissance technique contrôlé par le GB et son unité cybernétique subordonnée, le 110e Centre de recherche, et la Jinryong IT Cooperation Company.

La Chine surveille les « vérifications raisonnables » des entreprises étrangères

Chen Yixin, devenu ministre de la sécurité d'État en octobre dernier, conduit une vaste opération de surveillance des entreprises étrangères dans son pays, particulièrement des entreprises anglo-saxonnes. La Chine considère que les enquêtes sociologiques conduites pour des investisseurs étrangers au nom de la « vérification raisonnable » (*due diligence*) des données des entreprises chinoises violent ses exigences de Sécurité nationale.

La Chine et les États-Unis ne sont plus des partenaires commerciaux aussi importants

La part des échanges entre la Chine et les États-Unis dans leurs exports-imports ne cesse de baisser depuis 2017 par rapport aux statistiques de 2022. À l'époque, ils représentaient 14,21 %

du commerce chinois, ils n'en sont plus que 12,04 %. Identiquement, ils représentaient 16,34 % du commerce états-unien, ils n'en sont plus que 13,08 %. Cependant, les échanges entre les deux pays atteignent encore 690 milliards de dollars.

Gao Zugui explicite la vision chinoise du monde multipolaire

Le Parti communiste chinois a entrepris une vaste campagne pour sensibiliser les Chinois de Chine et ceux de la diaspora à la politique étrangère actuelle. Dans le *Quotidien du peuple* du 22 mai, le professeur Gao Zugui, doyen de l'Institut international d'études stratégiques de l'École centrale du Parti communiste, décrit le concept de « communauté partagée » au sein d'un mode multipolaire. Il doit être fondé sur

- 1 - Le dialogue et la consultation pour édifier une paix durable ;

- 2 - Des avantages partagés ;

- 3 - Des accords « gagnant-gagnant » (rappel : cette expression ne signifie pas que chaque partie doit trouver un intérêt à l'accord, mais qu'aucun accord international n'est valide si un seul acteur n'y trouve pas son intérêt) ;

- 4 - Des échanges et des apprentissages mutuels ;

- 5 - Un souci écologique.

Pour ce faire, la Chine met en œuvre quatre outils :

- Les nouvelles routes de la soie (interconnectivité et commerce sans entrave) ;
- L'initiative globale pour le Développement (GDI), en soulignant que chaque État doit trouver sa propre voie de développement en dehors du modèle occidental de colonisation ;
- L'initiative globale de Sécurité (GSI), qui doit prendre en compte les exigences de sécurité propres à chaque État ;
- L'initiative globale de Civilisation (GCI), en soulignant que l'unité ne peut exister que dans la diversité. Cette initiative a été présentée lors du congrès mondial des partis politiques, organisé par Beijing en réplique au deuxième sommet pour la Démocratie organisé par Washington.

D'un point de vue chinois, chaque peuple sans exception est à la recherche de la paix, du développement, de l'équité, de la justice, de la

démocratie et de la liberté. Diviser le monde en « pays démocratiques » et « non-démocratiques » va donc contre les intérêts de l'Humanité.

Pour Mikhaïl Michoustine, la NBD protège la Russie des « sanctions » occidentales

Lors de sa visite en Chine, le Premier ministre russe, Mikhaïl Michoustine, s'est rendu à la Nouvelle banque de Développement (NBD) ; une organisation des BRICS dirigée par l'ancienne présidente brésilienne, Dilma Rousseff. Il a déclaré que cet organisme avait pour vocation « de protéger les liens économiques et commerciaux des pays des BRICS de l'influence et des sanctions illégitimes de l'Occident ».

Mikhaïl Michoustine et Xi Jinping réaffirment la nature de l'alliance politique russo-chinoise

Lors de leurs entretiens, le Premier ministre russe, Mikhaïl Michoustine, et le président chinois, Mikhaïl Michoustine, ont réaffirmé l'importance de l'alliance politique russo-chinoise. Mikhaïl Michoustine a déclaré : « La Russie est prête à travailler avec la Chine pour promouvoir la multipolarisation du monde et consolider l'ordre international sur la base du droit international (...) Nos deux pays ont cherché à contrer les tentatives de l'Occident collectif de préserver sa domination mondiale en tirant parti des sanctions illégales pour imposer sa volonté aux États indépendants ». Xi Jinping, quant à lui, a poursuivi : « La Chine et la Russie doivent continuer à se soutenir mutuellement sur les questions concernant leurs intérêts fondamentaux respectifs et renforcer la coordination dans les arènes multilatérales telles que l'Organisation des Nations unies, l'Organisation de coopération de Shanghai, les BRICS et le G20. Elles doivent exploiter davantage le potentiel d'élévation du niveau de coopération économique, commerciale et d'investissement, améliorer les institutions et les mécanismes de coopération bilatérale, consolider et élargir la coopération en matière

d'énergie et de connectivité ». Les négociations entre les deux hommes et leurs équipes ont porté sur 79 projets communs d'une valeur totale de plus de 165 milliards de dollars.

Xie Feng nouvel ambassadeur de Chine aux USA

Le ministre adjoint des Affaires étrangères chinois, Xie Feng, a été nommé ambassadeur aux États-Unis. La nomination de ce diplomate très professionnel a été décidée avant le sommet du G7 alors que Beijing croyait encore possible d'apaiser les relations avec Washington. Simultanément, l'ancien ambassadeur à Washington, Cui Tiankai (2013-21), a entrepris une tournée des responsables de la Sécurité nationale. Il leur a expliqué que son pays était indépendant et qu'il est contre-productif d'exercer des pressions sur lui pour qu'il condamne un de ses alliés. Enfin, il a redit que la Chine agit activement pour négocier la paix en Ukraine.

Le Japon se rapproche de son adhésion à l'Otan

Le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, pourrait assister au sommet de l'Otan, en Lituanie en juillet, comme il l'a fait l'année dernière en Espagne. Le bureau de liaison que l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord doit ouvrir à Tokyo y serait annoncé.

ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE

Sommet du G7 contre la Russie et la Chine

Le sommet du G7 s'est tenu à Hiroshima. Outre les 7 chefs d'Etat et de gouvernement qui composent ce groupe, ceux de l'Inde, de l'Australie, du Brésil, de la Corée du Sud, du Viêt Nam, de l'Indonésie, des Iles Cook et de l'Union des Comores avaient été invités. Le président ukrainien s'est joint à eux. Réagissant, le 20 mai, au communiqué final du G7, le ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré : « Le temps a disparu où une poignée de

pays occidentaux pouvaient s'immiscer délibérément dans les affaires intérieures d'autres pays et manipuler les affaires mondiales. Nous exhortons les membres du G7 à rattraper leur retard, à s'attaquer aux diverses questions qu'ils ont chez eux, à cesser de former des blocs exclusifs, à arrêter de contenir et à maltraiter d'autres pays, à cesser de créer et d'attiser les affrontements de blocs et à s'engager sur la bonne voie du dialogue et de la coopération ». La Chine souligne que le G7, en s'alignant sur la position des États-Unis à propos de Taïwan, remet en cause l'ordre mondial d'après-guerre (Conférence de Postdam en 1945 et résolution 2758 de l'Assemblée générale de l'Onu en 1971). Elle déclare qu'il n'est pas question d'accepter un ordre mondial fondé sur les règles changeantes de l'Occident. De son côté, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a commenté : « [Les puissances du G7] ne cachent pas que l'existence de la Russie en tant que centre indépendant n'est pas compatible avec l'objectif de l'Occident de parvenir à la domination mondiale ».

☞ Le sommet du G7 s'est transformé en soutien à l'Ukraine face à la Russie et en condamnation de la Chine. Ce faisant, le G7 a achevé sa mue, débutée en 2014 avec l'exclusion de la Russie. Ce Groupe n'est plus une réunion de concertation économique entre chefs d'États égaux, mais est devenu un sommet au cours duquel les Occidentaux reçoivent des ordres politiques de leur suzerain, les États-Unis. Malgré l'invitation de chefs d'État et de gouvernement étrangers, le G7 ne semble plus exercer de fascination sur la centaine d'États du « Sud Global ».

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltaire.net

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°43 - 2 juin 2023

ÉDITORIAL

Narendra Modi détourne à son profit l'inauguration du nouveau Parlement indien

Le Premier ministre, Narendra Modi, entouré de nombreux prêtres hindous, a inauguré les nouveaux locaux du Parlement indien, le 28 mai 2023, jour du 140^e anniversaire de la naissance de Vinayak Damodar Savarkar, le penseur de *Hindutva*, l'idéologie de référence du Bharatiya Janata Party (BJP) au pouvoir.

Contrairement à son nom, l'Hindutva (indouïté) n'est pas une apologie de l'ouverture d'esprit de l'hindouisme, mais une vision suprémaciste de ses apparences. La pensée de VD Savarkar est une invitation au massacre des musulmans et des chrétiens dans le plus pur style des années trente. La présidente Droupadi Murmu, pourtant issue du BJP, a été écartée de la cérémonie de sorte que le Premier ministre puisse occuper la première place. Tous les parlementaires d'une douzaine de partis politiques d'opposition ont rappelé que la constitution indienne est laïque et ont boycotté cette cérémonie.

Durant celle-ci, Narendra Modi a solennellement découvert un sceptre en or de l'État du Tamil Nadu, qui aurait été reçu par le premier Premier ministre de l'Inde, Jawaharlal Nehru, symbolisant le transfert des pouvoirs lors de l'indépendance en 1947. Il a axé son discours sur la démocratie.

Le leader de l'opposition, Rahul Gandhi, a fait remarquer que ce sceptre ne symbolisait aucunement l'indépendance, mais la fin des maharajahs. Il n'a été exhibé que pour marquer l'ambition monarchique du Premier ministre. Il s'est étonné que l'on puisse se féliciter du caractère indien du nouveau Parlement alors que son style architectural est occidental et que l'on puisse célébrer la démocratie en l'absence de l'opposition.

L'ancien Parlement avait été construit pour 500 parlementaires. Les deux chambres comprennent aujourd'hui 788 parlementaires. Le nouveau Parlement est prévu pour pouvoir en recevoir 1 172. Son coût est estimé à 120 millions de dollars. Les plans de la Lok Sabha (chambre basse) sont conçus sur le modèle d'un paon, l'oiseau symbole national de l'Inde. Ceux de la Rajya Sabha (chambre haute) sont conçus sur le modèle du lotus, la fleur symbole nationale de l'Inde.

AMÉRIQUES

Le Canada rétablit ses relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite

Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, et le prince héritier saoudien, Mohamed Ben Salmane, ont rétabli les relations diplomatiques entre leurs deux pays, en marge du forum de

l'APEC. Ottawa s'était brouillé avec Riyad à la suite de l'affaire Samar Badawi, dont la belle-sœur et les enfants ont la nationalité canadienne.

☞ Cette réconciliation marque la fin de la diplomatie des Droits de l'homme selon laquelle les Occidentaux rompent leurs relations diplomatiques avec des États dont ils désapprouvent les décisions judiciaires. Personne n'a jamais cru en la sincérité des Occidentaux qui ont massacré des millions de civils durant les trente dernières années et masquaient leurs crimes derrière le respect des Droits de l'homme de ceux qui les soutenaient.

Nomination du prochain président du comité des chefs d'état-major US

Le président Joe Biden a désigné le prochain président du Comité des chefs d'état-major. Il s'agira du général Charles Q. Brown (dit « CQ »), sous réserve d'approbation par le Sénat. Il prendra ses fonctions en septembre à la fin du mandat de son prédécesseur, le général Mark Milley. Le général Brown est l'actuel chef d'état-major des forces aériennes. Il a notamment servi dans l'Indo-Pacifique. Il passe pour être un fin stratège.

Le général Mark Milley souligne que les F-16 ne peuvent pas grand-chose face à l'aviation russe

Le général Mark Milley, actuel président du Comité des chefs d'état-major US, a déclaré : « Les Russes disposent de 1 000 chasseurs de quatrième génération (...) Si vous voulez affronter la Russie dans les airs, vous aurez besoin d'un nombre substantiel de chasseurs de quatrième et de cinquième génération. Donc si vous regardez la courbe des coûts et faites l'analyse, la chose la plus intelligente à faire est exactement ce que nous avons fait, à savoir fournir une quantité importante de défenses aériennes intégrées pour couvrir l'espace de combat et priver les Russes de l'espace aérien (...) À la guerre, il n'y a pas d'armes magiques, les F-16 n'en sont pas et aucune autre non plus ».

La Force de dissuasion US ne dissuade plus ni la Russie, ni la Chine

À la demande de l'amiral Charles Richard, ancien commandant du Commandement stratégique US (StratCom), les experts du Lawrence Livermore National Laboratory ont étudié l'impact de la force de dissuasion US sur la Défense chinoise. [Selon eux](#), elle est dépassée. En plus d'avoir multiplié par 6,5 son nombre d'ogives stratégiques, l'armée chinoise investit de nombreux théâtres d'opération ce qui lui donne un éventail d'option qu'elle n'avait pas jusqu'à présent. En outre, les experts estiment que, face à la Russie, la force de dissuasion US n'est guère plus efficace car on ne sait pas si Moscou persiste dans sa doctrine de la « main morte » (une réponse automatique et non pas humaine à une attaque nucléaire) et que l'on ignore ses critères. Selon les experts, il est urgent d'augmenter les options US en ajoutant des ogives nucléaires aux missiles balistiques lancés par sous-marin, en construisant un nouveau missile balistique lancé par sous-marin nucléaire et en préparant de nouveaux missiles balistiques intercontinentaux Sentinel à longue portée sur des lanceurs mobiles routiers.

Des patients de la Covid-19 ont été tués par la prise en charge médicale de cette maladie

Selon une [étude](#) publiée par le *Journal of Clinical Investigation*, réalisée à partir des autopsies des patients morts de la Covid-19 à Chicago, une pneumonie secondaire est présente dans au moins 40 % des cas, et des pneumonies ou atteintes alvéolaires diffuses sont présents dans plus de 90 %. Cette observation suggère qu'une grande partie des patients de la Covid décédés alors qu'ils étaient placés sous respirateur artificiel ne sont pas morts de la Covid, mais d'une pneumonie induite.

Trois subventions US vers le laboratoire de Wuhan non-déclarées

L'association Open the Books avait révélé, en 2021, que les Instituts nationaux de Santé (National Institutes of Health - NIH) avaient

versé une subvention de 600 000 \$ à EcoHealth Alliance pour qu'ils la transmette au laboratoire de Wuhan. Cet argent a été utilisé pour des recherches risquées sur les « gains de fonction » sur les coronavirus de chauve-souris. Open the Books vient d'identifier trois autres mouvements de fonds vers le laboratoire de Wuhan :

- Une sous-subvention de 216 000 \$ du NIH, cette fois par l'intermédiaire de l'Université de Californie, pour la recherche sur les souris transgéniques.
- 1,1 million de dollars de l'Agence états-unienne pour le développement international (USAID), dans le cadre d'un « sous-accord » avec EcoHealth Alliance, pour étudier des virus.
- Une sous-subvention au montant non précisé du NIH via Cold Spring Harbor Laboratory pour faire des expériences d'électrochocs sur des souris.

Les États-Unis et l'Union européenne ne respectent plus le droit de propriété

Les États-Unis ont envoyé en Ukraine 5,4 milliards de dollars saisis en vertu des mesures coercitives unilatérales (qualifiées abusivement de « sanctions ») contre la Russie. Cet argent a été saisi sur les comptes du milliardaire Konstantin Malofeïev (propriétaire du groupe de médias *Tsargrad*).

☞ Jusqu'ici la Justice occidentale distinguait des biens « saisis » des biens « confisqués », au nom du droit de propriété. Elle ne pouvait réattribuer à qui que ce soit ce qui était saisi, mais uniquement ce qui était confisqué. L'union européenne a bloqué 200 milliards d'euros d'avoir publics russes placés dans la chambre de compensation Euroclear. La Belgique, qui abrite Euroclear, a saisi 650 millions d'euros d'intérêts de la somme bloquée et en a versé la moitié à l'Ukraine. Déjà en 2012-13, l'Union européenne avait violé le droit de propriété en validant la confiscation, sans motif judiciaire, de tous les dépôts bancaires chypriotes de plus de 100 000 euros. Cet argent volé avait été attribué au renflouement des finances du pays, membre de la zone euro.

La conception US des négociations commerciales avec la Chine

Le G7 de Hiroshima s'est engagé à résister à la « coercition économique » de la Chine. Simultanément, les États-Unis ont demandé à la Corée du Sud de ralentir ses exportations de puces électroniques vers la Chine (elle fournit 40 % de ses besoins). Ce à quoi Beijing a répliqué en qualifiant le fabricant US de puce à mémoire Micron Technology de « risque pour sa Sécurité nationale ». Elle a interdit ses ventes à des industries nationales clés. Pourtant, la rencontre à Washington, le 25 mai, entre le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, et son homologue états-unienne, Gina Raimondo, a donné lieu à « des discussions franches et de fond sur les questions relatives aux relations commerciales entre les États-Unis et la Chine, y compris l'environnement général dans les deux pays pour le commerce et l'investissement et sur les domaines de coopération potentielle », selon le communiqué US. Mais trois jours plus tard, la secrétaire au Commerce, Gina Raimondo, lors de la réunion du Cadre économique indo-pacifique pour la prospérité (IPEF), a conduit ses partenaires à adopter des mesures anti-chinoises sur les chaînes d'approvisionnement, provoquant la fureur de Beijing. Le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, a accusé Washington de double langage. Il a invité tous les membres du forum de Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) à ne pas s'aligner sur qui que ce soit et à faire preuve d'indépendance.

La Russie poursuit ses recherches sur les programmes d'armes biologiques US

Le ministère russe de la Défense poursuit ses investigations sur les programmes biologiques militaires états-uniens. Après avoir affirmé en août 2022 que la Covid-19 était une « arme biologique états-unienne », il explore les raisons pour lesquelles l'armée des États-Unis a opéré des prélèvements massifs d'ADN, notamment sur les soldats ukrainiens. Son hypothèse de travail est que l'armée US poursuivait des recherches sur les maladies capables d'invalider ou de tuer des groupes ethniques particuliers. ☞

Alors que la grande majorité des biologistes considère que ce type de maladie n'existe pas et ne peut pas exister, des recherches en ce sens ont été menées dans le passé par l'Afrique du Sud de l'apartheid et par Israël sous le nom de « projet Coast ». Elles ont été conduites par le cardiologue personnel du président Pieter Botha, Wouter Basson (dit « Docteur la Mort »). C'est à l'entour de son laboratoire principal, en Guinée, que le sida et l'ébola sont apparus pour la première fois chez l'homme. Il serait par contre possible, selon l'Aspen Security Forum, de cibler des maladies particulières sur des individus à partir de l'analyse de leur ADN.

Kamala Harris expose sa vision du monde à West Point

La vice-présidente Kamala Harris a été la première femme à prononcer le discours de remise des diplômes à l'Académie militaire de West Point. Devant les 950 impétrants, elle a dressé un tableau des menaces actuelles : « Un monde de plus en plus instable où des principes de longue date sont en danger ». Elle a déclaré : « L'agression de la Russie est une attaque contre la vie et la liberté du peuple ukrainien et une attaque contre les règles et normes internationales qui ont servi de fondement à la sécurité et à la prospérité internationales pendant des générations (...) La Chine modernise rapidement son armée et menace à la fois la liberté des mers et les règles du commerce international (...) Les autocrates sont devenus plus audacieux, la menace du terrorisme persiste et l'accélération de la crise climatique continue de perturber les vies et les moyens de subsistance ».

Liberté d'expression : bras de fer entre Twitter et la Commission européenne

Elon Musk, propriétaire du réseau social Twitter, a annoncé qu'il se retirait du *Code de pratique* de l'Union européenne, provoquant la fureur de Bruxelles. À partir du 25 juin, le Digital Services Act (DSA) de l'UE s'appliquera à 19 grandes sociétés Internet (AliExpress, App Store, Bing, Booking.com, Facebook, Google Maps, Google Play, Google Search, Google

Shopping, Instagram, LinkedIn, Marketplace, Pinterest, Snapchat, TikTok, Twitter, YouTube, Wikipedia et Zalando). Elles devront respecter les lois des États membres de l'Union européenne sous peine d'une amende pouvant atteindre 6 % de leur chiffre d'affaires global. Le DSA inclut principalement des règles concurrentielles, mais aussi un dispositif de lutte contre la « désinformation ». Le *Code de pratique* ne fait pas partie du DSA. C'est un engagement volontaire. Les États membres de l'Union européenne appliquent des lois différentes. Ainsi le blasphème est illégal en Autriche et en Finlande, tandis que comparer un homme politique à Hitler l'est en France. Twitter refuse, par principe, de censurer ses utilisateurs et renvoie les autorités judiciaires à leurs responsabilités. En outre, Elon Musk a licencié la moitié des salariés de cette firme, rendant impossible tout suivi des messages échangés sur le réseau. Le commissaire européen à la concurrence, [Thierry Breton](#), a répondu : « Twitter laisse le code de bonnes pratiques volontaire de l'UE contre la désinformation. Mais des obligations demeurent. Vous pouvez courir, mais vous ne pouvez pas vous cacher ».

Destitution du procureur général du Texas

La Chambre de l'État du Texas a voté à une écrasante majorité la suspension du procureur général local, Ken Paxton. Cet avocat est accusé d'avoir abusé de sa position pour couvrir les agissements du promoteur immobilier d'Austin, Nate Paul. Le Sénat du Texas doit maintenant le juger et se prononcer éventuellement sur sa destitution définitive.

Deux milices condamnées pour conspiration séditeuse dans l'affaire de la prise du Capitole

Le 4 mai un tribunal a reconnu la milice armée des Proud Boys coupable de « conspiration séditeuse » dans l'affaire de la « prise du Capitole ». Le 25 mai, ce sont les Oath Keepers qui l'ont été. Leur leader, Stewart Rhodes, a été condamné à 18 ans de prison. Ces miliciens ont dénoncé ces sentences et mis en garde sur la

manière dont se déroulerait le procès, à venir selon eux, de Donald Trump. Selon des écoutes téléphoniques, les deux groupes avaient envisagé d'attaquer le Capitole, mais aucun des deux n'a mis son plan à exécution.

Les Républicains demandent des informations supplémentaires sur le rapport Durham

Les sénateurs républicains Ron Johnson et Charles E. Grassley souhaitent que le conseiller spécial John Durham explique pourquoi son rapport ne mentionne pas d'interrogatoire de personnalités impliquées dans l'enquête « Crossfire Hurricane » contre Donald Trump. Il est en effet très étrange que les directeurs successifs du FBI par exemple n'aient pas participé à ses investigations. Il répondra à huis clos aux questions de la commission du Renseignement de la Chambre, puis en public devant une autre commission.

L'impartialité de l'IRS, du FBI et de la Justice mis en cause dans l'affaire de la famille Biden

L'agent de supervision du fisc états-unien (IRS), Gary Shapley, a déposé à huis clos durant six heures devant une commission de la Chambre. Il a réitéré sous serment son témoignage selon lequel toutes les enquêtes fiscales débutées après des alertes notifiées par des banques sur les activités de la famille Biden ont été interrompues sans explication. En outre, deux procureurs, nommés par Joe Biden, ont refusé d'entreprendre des poursuites judiciaires malgré les preuves accumulées. Les Républicains de la Chambre continuent de chercher des centaines de documents bancaires liés aux accords commerciaux de la famille Biden, impliquant la Russie, l'Ukraine, la Chine et d'autres États.

La diplomatie spatiale US

Le département d'État a publié son Cadre stratégique pour la diplomatie spatiale (*A Strategic Framework for Space Diplomacy*). Il vise non seulement à promouvoir le leadership US dans l'espace, mais aussi à mettre en

pratique les politiques de l'administration Biden en matière d'égalité des sexes, de diversité, d'équité et d'inclusion.

L'armée mexicaine espionne un proche du président López Obrador

Le sous-secrétaire aux Droits de l'homme, Alejandro Encinas Rodríguez, a été espionné avec le logiciel israélien Pegasus. Au Mexique ce logiciel n'est autorisé que pour la police et l'armée. Le président Andrés Manuel López Obrador (dit « Amlo ») a décidé de minimiser l'affaire.

Les États-Unis tentent de surveiller le Darién

L'Administration Biden négocie la surveillance de la zone frontalière entre le Panama et la Colombie, le Darién. Ces marais et cette forêt sont le passage obligé du Sud au Nord du continent, mais ne comportent aucune route. Les migrants doivent obligatoirement y passer à leurs risques et périls. La zone est contrôlée par l'Armée de libération nationale (rebelles chrétiens de gauche du père Camilo Torres Restrepo) et le Clan du Golfe (narco-trafiquants, issus des paramilitaires d'extrême-droite d'Autodéfenses unies de Colombie). L'ELN a été classée organisation terroriste par les États-Unis, le Canada et l'Union européenne. Le clan du Golfe travaille avec la Mafiosa en Europe. Le général Laura J. Richardson, commandante du Commandement des États-Unis pour le Sud du continent (SouthCom), et le secrétaire à la sécurité de la Patrie, Alejandro Mayorkas, sont venus visiter la région en avril. Une mission militaire US a été déployée pour 2 mois afin d'étudier la manière d'imposer la Pax Americana sur la région.

L'Oncle Sam dirigera la police péruvienne

Alors qu'au Pérou les populations autochtones et l'opposition de gauche annoncent des manifestations en juillet, le Congrès a préventivement voté la coopération de la police

avec l'armée des États-Unis. Il s'agit à la fois pour Washington

- de s'introduire dans ce pays frontalier de la Colombie et de la Bolivie,
- de soutenir la présidence illégitime de Dina Boluarte et
- de contrôler les ressources naturelles du pays, notamment le lithium.

☞ Depuis le coup d'État ayant renversé le président Pedro Castillo, en décembre 2022, le Pérou traverse des troubles meurtriers. S'ingérant dans les conflits sociaux, notamment entre les populations autochtones et celles issues de l'immigration européenne, les États-Unis étendent leur contrôle sur le pays. Pour justifier ce recours à la force, la propagande états-unienne modifie la réalité en accusant le président Pedro Castillo d'avoir tenté de fomenter un « auto-coup d'État » (sic) ; un concept stupide masquant un authentique problème constitutionnel, celui des rapports entre l'Exécutif et le Législatif.

Les États-Unis ne pilleront pas le Fonds social vénézuélien

Selon *Reuters*, le secrétariat d'État US a informé les Nations unies qu'il veillerait à ce que, lorsqu'il sera débloqué, le Fonds social vénézuélien ne soit pas vidé par des requérants contre l'État vénézuélien. La République bolivarienne du Venezuela est dans l'incapacité de rembourser ses dettes car ses avoirs internationaux sont gelés. En outre, les leaders de l'opposition pro-US vénézuélienne, Juan Guaidó puis Dinorah Figuera (en exil en Espagne), sont déjà parvenus à récupérer une partie des avoirs vénézuéliens en s'appuyant sur le fait qu'ils étaient reconnus par les Occidentaux comme représentants du Venezuela et non pas le président élu, Nicolás Maduro.

Rétablissement de la ligne aérienne régulière Caracas-Damas

La compagnie nationale vénézuélienne, Conviasa, a rétabli sa ligne Caracas-Damas après 12 ans d'interruption.

EUROPE

Emmanuel Macron envisage l'échec de la contre-offensive ukrainienne

Intervenant au Forum de Sécurité Globale ([GlobSec](#)) de Bratislava, le président français Emmanuel Macron s'est dit favorable à une négociation entre tous les membres de l'Otan pour fournir des « garanties de sécurité tangibles et crédibles à l'Ukraine », en cas d'échec de sa contre-offensive. Il s'est dit favorable à un système comparable à celui qui lie l'Otan à la sécurité d'Israël bien que l'État hébreu n'en soit pas membre. GlobSec est le forum de l'Otan en Slovaquie.

Échange de prisonniers entre la Belgique et l'Iran

La Belgique et l'Iran ont échangé deux prisonniers. L'humanitaire belge Olivier Vandecasteele, accusé de terrorisme en Iran, contre le diplomate iranien en Autriche, Assadollah Assadi, accusé de tentative de meurtre en France et détenu en Belgique.

La perquisition de la résidence d'Alisher Usmanov en Allemagne était illégale

La cour de Francfort a déclaré illégale la perquisition des biens du milliardaire russe Alisher Usmanov (propriétaire de *Komerssant*). La police allemande cherchait à vérifier les allégations portées contre lui par l'opposant russe Alexei Navalny. M. Usmanov fait, par ailleurs, l'objet de sanctions de l'Union européenne.

Olaf Scholz souhaite téléphoner bientôt à Vladimir Poutine

Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a donné une interview au *Koelner Stadt-Anzeiger*. Il y déclare son intention de renouer avec le président russe, Vladimir Poutine, avec lequel il n'a plus de contact depuis six mois. Avec 17,4 milliards d'euros, l'Allemagne est devenue le second soutien de l'Ukraine après les États-Unis. Suite au sabotage des gazoducs North Stream,

probablement imputable aux États-Unis et à la Norvège, l'Allemagne est entrée en récession. L'inflation atteint désormais 7,6 % en rythme annuel.

Selon le BND, ni la Russie, ni le « régime » de Poutine ne faiblissent

Bruno Kal, directeur des services de Renseignement allemand (BND), a déclaré à l'Académie fédérale de politique de sécurité (BAKS) de Berlin que la Russie ne donne aucun signe d'affaiblissement : « Nous ne voyons aucune faille dans le système de Poutine. La critique de la guerre contre l'Ukraine est un désaccord ordinaire, sans danger pour le régime. La Russie est encore capable de faire la guerre pendant longtemps. Elle a encore beaucoup d'armes et de munitions ». Selon lui, la volonté de la Russie d'attaquer l'Ukraine était visible deux semaines avant qu'elle ne l'agresse. Il a également évoqué le sabotage des gazoducs North Stream pour constater que les enquêtes se poursuivaient et a refusé de discuter de l'hypothèse d'une culpabilité ukrainienne. 🤝 Les États-Unis ont lancé l'hypothèse selon laquelle le sabotage de North Stream aurait été une action de l'Ukraine. Cette version a l'avantage d'exonérer Washington et Oslo. Mais elle pose un nouveau problème : si Kiev est responsable, ce n'est pas seulement un acte de guerre de l'Ukraine contre la Russie, mais aussi contre l'Allemagne, la France et les Pays-Bas.

Étranges décès en Italie

Un bateau de plaisance où 23 personnes faisaient la fête a coulé sur la lac Majeur. Un agent du Mossad, Erez Shimoni, deux agents de Renseignement italiens et l'épouse russe d'un capitaine italien se sont noyés. Tous les autres passagers ont récupéré leurs affaires à l'hôtel et ont disparu. Selon les autorités italiennes, ils auraient été interrogés avant de partir.

Troubles au Kosovo

De violents troubles ont éclaté dans la région de Zvečan à population serbe. L'État non-reconnu du Kosovo a tenté d'imposer les maires issus des

élections locales. Mais celles-ci ont été boycottées par la population, les nouveaux maires ne recueillant les voix que de 3,5 % des électeurs inscrits. Au moins 52 Serbes ont été blessés dans ces incidents. Selon le ministère hongrois de la Défense, plus de 20 soldats hongrois de la KFOR l'ont été aussi, dont sept grièvement atteints. Selon le ministre italien des Affaires étrangères, Antonio Tajani, 11 autres soldats italiens ont été blessés. Le président serbe, Aleksandar Vučić, a rencontré les ambassadeurs du « Quint », les parrains de Pristina (Allemagne, États-Unis, France, Italie et Royaume-Uni). La veille au soir, il les avait appelés à « raisonner leur enfant » (c'est-à-dire les Kosovars).

Épuration en Pologne

Le Parlement polonais a adopté une loi portant création d'une commission d'enquête sur « l'influence russe en Pologne » dans les années 2007-2020. Les personnes jugées coupables pourront être interdites d'occuper des postes publics liés à l'accès aux finances publiques et aux informations classifiées, et ce pendant dix ans, afin « de les empêcher d'agir à nouveau sous influence russe au détriment des intérêts de la République de Pologne ». Le président Andrzej Duda a indiqué qu'il enverrait le texte instituant cette commission au Tribunal constitutionnel pour en vérifier la conformité. Cette commission devrait disposer en effet à la fois de capacités exécutives et judiciaires, en violation du principe de séparation des pouvoirs.

La Pologne envisage de se doter de sous-marins à propulsion nucléaire

Le ministre polonais de la Défense, Mariusz Błaszczak, a annoncé son intention de doter son armée de sous-marins, sa flotte étant réduite à un seul sous-marin et à quatre petites unités. Le lieutenant-colonel [Krzysztof Płatek](#), porte-parole de l'agence polonaise d'armement, a déclaré quant à lui : « Nous parlons également d'une frappe furtive n'importe où dans le monde à tout moment, à l'aide de missiles de croisière tirés à partir de la surface de l'eau (...) » Cependant, les solutions de propulsion nucléaire

ne peuvent jamais être exclues, car cette technologie fournit des capacités océaniques complètes. Cette affaire sera une question ouverte et sera liée aux capacités financières et, en fin de compte, aux exigences spécifiques de la marine polonaise ».

Le général Karel Řehka prépare le Tchèque à la guerre

Le général [Karel Řehka](#), chef d'état major des armées tchèques, a déclaré qu'il fallait se préparer à une guerre de haute intensité entre la Russie et l'Otan. En application de l'article 5 du Traité de l'Atlantique-Nord, les troupes tchèques devraient y participer.

54 conflits d'intérêts à la Cour européenne des droits de l'homme en deux ans

Le Centre européen pour le droit et la justice (ECLJ), qui avait publié en 2020 un rapport sur les conflits d'intérêts des juges de la Cour européenne et des organisations de George Soros, vient de publier un rapport de suivi : *L'impartialité de la CEDH – Problèmes et Recommandations*.

Il montre que rien n'a vraiment changé malgré les scandales dénoncés par son premier rapport. Alors que les règles déontologiques ont été modifiées, l'ECLJ a identifié 54 conflits d'intérêts au cours des deux dernières années.

Ukraine : la « révolution » dévore ses enfants

Geo Leros, un parlementaire ukrainien ancien membre de « Serviteur du peuple » (parti de Volodymyr Zelensky), a porté plainte contre Volodymyr Zelensky (président), Andriy Yermak (chef de l'administration présidentielle) et son adjoint Roman Mashovets, Ivan Bakanov (ancien chef du Service de sécurité de l'Ukraine - SBU), Ruslan Demchenko (ancien secrétaire-adjoint du Conseil de Sécurité et de Défense). Il leur reproche d'avoir nommé au sein des services de Sécurité plusieurs agents de la Russie qui ont travaillé contre l'Ukraine provoquant des milliers de morts. Un magistrat du Raïon de

Petchersk (Kiev) a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire pour « haute trahison ».

Mikhail Galuzin met en garde contre une extension du conflit ukrainien à la Transnistrie

Mikhail Galuzin, ministre adjoint des Affaires étrangères de Russie, a donné une interview à l'agence [Tass](#).

Il met en garde contre une extension du conflit à la Transnistrie. Il semble que, suite à la décision de la Cour internationale de Justice du 16 mars 2022, Moscou ait renoncé à libérer Odessa et à faire la jonction entre la Crimée et la Transnistrie. Les dernières cartes imprimées en Russie établissent le Dniepr comme frontière entre la Fédération et l'Ukraine.

Attaque contre un navire russe en mer Noire

L'*Ivan Khours*, navire russe de Renseignement, qui effectuait des tâches de maintenance des gazoducs Turkish Stream et Blue Stream, a été attaqué durant 2 heures et demie par des drones en mer Noire, le 25 mai. Il est parvenu à détruire tous les engins assaillants et à rentrer au port de Sébastopol malgré une coque abîmée.

Attaque aérienne de Moscou

Le 30 mai, huit drones ont attaqué Moscou. Cinq ont été abattus par la défense anti-aérienne et les trois autres ont été déviés de leur trajectoire par la défense électronique. Précédemment, Washington n'avait pas condamné l'attaque du Kremlin car elle avait été perpétrée avec des moyens non-occidentaux. Il avait par contre condamné l'attaque survenue à Belgorod parce que perpétrée par la Légion des combattants russes en Ukraine avec des moyens occidentaux. Au contraire, Londres a ouvertement félicité l'Ukraine de se défendre en attaquant Moscou. Le Droit international considère les fabricants d'armes comme responsable de leur usage. Les Occidentaux ne veulent pas être tenus pour responsables d'attaques dans les frontières de la Russie de 2014.

Mandat d'arrêt russe contre le sénateur US Lindsey Graham

Le ministère russe de l'Intérieur a émis un mandat d'arrêt contre le sénateur états-unien Lindsey Graham (Caroline du Nord). Dans une vidéo diffusée par la présidence ukrainienne, il discute avec le président Volodymyr Zelensky et déclare que « Les Russes sont en train de mourir » et que l'aide US à l'Ukraine c'est « le meilleur de l'argent que nous ayons jamais dépensé ». Dans un tweet, le sénateur Graham a commenté : « Je continuerai à me tenir aux côtés et pour la liberté de l'Ukraine jusqu'à ce que chaque soldat russe soit expulsé du territoire ukrainien (...) Je porterai le mandat d'arrêt délivré par le gouvernement corrompu et immoral de Poutine comme un insigne d'honneur ».

👉 Lindsey Graham et John McCain ont participé à la réunion qui s'est tenue au Caire, le 4 février 2011, où le coup d'envoi du renversement de la Jamahiriya arabe libyenne a été donné. Ils étaient également présents, le 22 février 2011 au Liban, où ils se sont rendus à Ersal y établir ce qui allait devenir la base arrière des jihadistes lorsque la guerre contre la Syrie commencerait. Ils étaient à nouveau ensemble, en 2016, avec le président ukrainien Petro Poroshenko, lorsqu'ils se sont adressés aux « nationalistes intégraux » de la division Azov pour leur dire que les États-Unis leur enverraient des armes pour vaincre la Russie.

Les enquêtes allemande, danoise et suédoise sur le sabotage des gazoduc North Stream toujours au point mort

Huit mois après le sabotage des gazoducs russo-germano-franco-néerlandais North Stream, « Les ambassadeurs d'Allemagne, du Danemark et de Suède ont été convoqués au ministère russe des Affaires étrangères où leur a été formulée une vive protestation contre l'absence totale de résultats des enquêtes nationales prétendument menées par les autorités de ces pays ». Alors que ces États refusent toute participation russe à leurs enquêtes nationales, ils n'ont toujours pas fourni leurs résultats.

Selon Sergueï Lavrov, Washington menace les États africains et latino-américains

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré : « Certains de mes amis en Afrique et en Amérique latine se plaignent d'en avoir ras le bol des exigences occidentales de se joindre à leurs "sanctions". Je leur ai demandé ce qui leur a été proposé en échange d'un point de vue économique et financier. Ils avouent en baissant les yeux qu'en échange, on leur promet de ne pas les punir ».

AFRIQUE

Mevlüt Çavuşoğlu au Caire

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, s'est rendu au Caire juste après la réélection du président Recep Tayyip Erdoğan. Les relations entre l'Égypte et la Türkiye sont exécrables depuis le renversement du président Mohamed Morsi, en 2013. Ankara et les Occidentaux considèrent qu'il avait été démocratiquement élu et que son successeur, le président Abdel Fattah al-Sissi, est illégitime. Au contraire, ce dernier a publié des documents prouvant que les Frères musulmans avaient truqué le scrutin et [menacé les membres de la commission électorale](#). C'est donc Morsi qui était illégitime et l'armée n'a que fait de rétablir la légalité à la demande du peuple. Le problème égypto-turc est aujourd'hui particulièrement visible en Libye où Le Caire soutient Benghazi, tandis qu'Ankara soutient Tripoli.

Affrontements à Tripoli

Des combats ont éclaté le 28 mai au soir à Tripoli. Les affrontements se sont poursuivis jusque tard dans la nuit entre deux groupes armés affiliés au gouvernement d'unité nationale, la Force al-Radaa (dissuasion) et la Brigade 444. Depuis le renversement de la Jamahiriya arabe libyenne, en 2011, le pays est revenu dans l'état où il se trouvait avant la Révolution de 1969, à l'époque des affrontements tribaux.

La République centrafricaine souhaite héberger une base militaire russe

L'ambassadeur de République centrafricaine à Moscou, Léon Dodonou, a accordé un entretien aux *Izvestia*. Il y révèle que lors de sa visite en octobre 2022, le président de l'Assemblée nationale centrafricaine, Simplicie Mathieu Sarandj, avait demandé à Moscou d'installer une base militaire dans son pays. Ce projet, indispensable à la Centrafrique pour se libérer du colonialisme français et états-unien, pourrait voir prochainement le jour.

Thabo Mbeki souhaite hâter la création d'une Cour pénale africaine

L'ancien président sud-africain Thabo Mbeki a déclaré : « Les documents établissant une Cour pénale africaine doivent être ratifiés dès que possible par les pays du continent afin de pouvoir prendre leurs propres décisions sur l'émission de mandats, et non suivre la Cour pénale internationale » Le principe d'une Cour pénale africaine a été acté par l'Union africaine, en 2014. Il ne lui a pas été donné de suite jusqu'à présent. L'Afrique du Sud doit recevoir le prochain sommet des BRICS et a reçu l'ordre de la Cour pénale internationale d'y arrêter le président russe, Vladimir Poutine.

ASIE

Riad Salamé ne sera pas extradé

Le gouverneur de la Banque centrale du Liban, Riad Salamé, partage avec l'ancien Pdg de Renault-Nissan Carlos Ghosn le privilège de faire partie des six Libanais recherchés par Interpol. Il fait même l'objet de deux « notices rouges ». Il vient d'être convoqué par un juge libanais qui, dans l'attente des vérifications sur la validité de la demande d'extradition dont il fait l'objet, lui a confisqué ses passeports libanais et français. Riad Salamé a protesté de sa bonne foi et clamé avoir gagné les 120 millions d'euros, qui ont été bloqués en Europe, lorsqu'il travaillait de 1973 à 1993 à la banque Merrill Lynch. Désormais, il peut vivre paisiblement au Liban comme M. Ghosn, les juges européens ne

pouvant pas les faire comparaître. Le porte-parole du département d'État a souhaité que les autorités libanaises respectent la procédure de nomination de son successeur. Le mandat de Riad Salamé prendra fin le 30 juin.

Sommet Bachar El-Assad/Hassan Nasrallah

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah libanais, a été reçu à Damas par le président Bachar el-Assad.

Le sultan d'Oman en Iran

Le sultan d'Oman, Haïtham ben Tariq, s'est rendu en visite officielle en Iran. Oman offre ses bons offices à toute sortes de négociations internationales.

Les Moudjahiddines du peuple iranien obtiennent le soutien d'une centaine d'anciens chefs d'État et de gouvernement contre Ebrahim Raïssi

L'association Justice for Victims of 1988 Massacre In Iran, émanation des Moudjahiddines du peuple iranien, est parvenue à réunir une pétition de 50 anciens présidents, 47 anciens Premiers ministres, l'ancien chancelier et 9 autres anciens chefs d'État du monde entier pour « demander des comptes au régime iranien ».

En 1988, l'ayatollah Rouhollah Khomeiny a ordonné l'exécution des traîtres qui, aux côtés de l'armée irakienne, venaient de participer à une opération militaire contre l'Iran. Cet ordre a été interprété par des tribunaux comme s'appliquant à tous les membres des Moudjahiddines du peuple iranien déjà emprisonnés, et encore plus exhaustivement aux membres des partis de gauche emprisonnés. Ces exécutions ont fait 2 500 à 5 000 victimes selon les sources de l'époque. Aujourd'hui, les Moudjahiddines du peuple iranien prétendent, sans apporter la moindre preuve, qu'ils furent 30 000. L'affaire est d'autant sensible que, parmi les juges de l'époque, se trouvait l'actuel président Ebrahim Raïssi qui aurait eu la main très « ferme ».

Éditions étrangères

Voltaire, *actualité internationale* est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Recep Tayyip Erdoğan emporte les législatives et la présidentielle

Recep Tayyip Erdoğan (Alliance populaire) a obtenu 52,1 % des suffrages exprimés au second tour de l'élection présidentielle turque. Son concurrent Kemal Kılıçdaroğlu (Alliance de la nation) n'a recueilli que 47,8 %. Aux élections législatives qui correspondaient au premier tour de l'élection présidentielle, l'Alliance populaire (Recep Tayyip Erdoğan) a obtenu 323 sièges, l'Alliance de la nation (Kemal Kılıçdaroğlu) 212, tandis que l'Alliance du travail et de la liberté (Pervin Buldan et Mithat Sancar) en obtenait 65. L'Alliance de la nation conserve donc la présidence de la République et la majorité de la Grande assemblée nationale. Donné perdant par tous les sondages, il y a un mois encore, Recep Tayyip Erdoğan a convaincu ses concitoyens avec un programme basé sur l'indépendance de son pays face à l'Occident. C'est ce que [Thierry Meyssan](#) avait annoncé à contre-courant le mois dernier.

La réélection de Recep Tayyip Erdoğan n'a pas été célébrée que par les Turcs, dans leur pays et par leur diaspora, mais aussi par tous les partisans de la Confrérie des Frères musulmans dans le monde arabe et en Occident.

Commentant le résultat du scrutin devant une foule de ses supporters, Recep Tayyip Erdoğan s'est livré à un discours contre les minorités sexuelles. Il lui a demandé : « Est-ce que le CHP [parti de Kılıçdaroğlu] est pro-LGBT ? ». À quoi la foule a répondu : « *Evet !!!* » (Oui !!!). « Est-ce que le HDP [autonomiste kurde] est pro-LGBT ? ». La foule répondant : « *Evet !!!* »

(Oui !!!). « Est-ce que l'AKP est pro-LGBT ? ». Ses supporters hurlant : « *Hayir !!!* » (Non !!!).

Démantèlement d'une cellule du Mossad en Turquie

Les services de Renseignement turcs (MIT) ont arrêté 15 personnes accusées d'appartenir à une cellule du Mossad israélien. Elles avaient été recrutées parmi les disciples de Fethullah Gülen afin d'espionner des sociétés iraniennes.

La Corée du Nord construit un mur à sa frontière chinoise

Selon [Reuters](#), la Corée du Nord construit un mur le long de sa frontière avec la Chine. Les experts interrogés, l'interprètent comme une protection contre les pandémies.

La Corée du Nord échoue à lancer un satellite espion

Le satellite espion nord-coréen s'est échoué au large de la côte ouest de la péninsule coréenne. Le Japon avait ordonné à tous les habitants d'Okinawa de rejoindre les abris anti-aériens durant le lancement. Il faudrait disposer de trois à cinq satellites espions pour surveiller toute la péninsule coréenne. Kim Yo-jong, la sœur du dirigeant suprême a assuré que ce n'était que partie remise. Elle s'est moquée des États-Unis pour qui ce lancement serait contraire au Droit international alors qu'ils ont lancé des milliers de satellites espions.

Pourquoi les Chinois préfèrent leur démocratie au système occidental

Lors du « Second Forum international pour la Démocratie : des valeurs humaines partagées », en présence de Li Shulei, membre du politburo et actuel chef du département de la Propagande, les orateurs ont expliqué pourquoi ils préfèrent la démocratie chinoise à la démocratie occidentale :

- La démocratie chinoise est conçue pour tous ses citoyens, tandis que la démocratie occidentale ne donne le pouvoir qu'aux 1 % les plus riches.

- La démocratie chinoise sélectionne ses dirigeants à partir de leurs résultats, tandis que la démocratie occidentale les choisit à partir de leurs talents à travers des élections.

Xi Jinping ambitionne que la Chine soit au centre de la révolution informatique

Le Parti communiste chinois vient de publier un recueil de discours du président Xi Jinping sur la recherche scientifique. Il y a expliqué que la puissance d'une nation ne dépend ni de ses capacités économiques, ni de la taille de sa population, mais de ses capacités scientifiques. Après avoir déploré que la Chine ait été absente de la révolution industrielle du XIX^e siècle, il appelle ses compatriotes à être les moteurs de la révolution informatique actuelle, y compris en matière de mégadonnées et d'Intelligence artificielle. Aujourd'hui, Huawei n'a pas interrompu sa production avec la crise des puces. La Chine se trouve toujours en tête des producteurs de super-ordinateurs au monde. Xi Jinping met également en garde sur la manière dont les Occidentaux ont utilisés leur avance scientifique et technologique pour dominer le monde. Il invite les Chinois à, au contraire, agir dans l'intérêt de l'humanité.

La Chine intercepte un avion espion US en mer de Chine

L'aviation militaire chinoise a intercepté un avion espion états-unien en mer de Chine. L'amiral John C. Aquilino, commandant du Commandement des Etats-Unis pour l'Indo-Pacifique, a qualifié cette action d'« inutilement agressive ». Tandis que la porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Mao Ning, a déclaré : « Les États-Unis devraient immédiatement mettre fin à ces provocations dangereuses ».

Selon George Gao, on ne peut exclure une fuite du virus de la Covid du laboratoire de Wuhan

Dans un documentaire de la [BBC](#) diffusé le 30 mai, le professeur George Gao, ancien directeur du Centre chinois de contrôle et de prévention

Analyse du Réseau Voltaire

Le moment de vérité en Ukraine (2) : « [Les Occidentaux refusent la paix en Ukraine](#) », par Thierry Meyssan

Au nom de la Chine, Li Hui est venu proposer aux Occidentaux de faire la paix en Ukraine en reconnaissant leurs erreurs. Son analyse est précise et étayée. Mais les Occidentaux ne l'ont pas écouté. Ils poursuivent sans relâche le discours qu'ils ont mis au point durant la Guerre froide : ils sont démocrates, tandis que les autres, tous les autres, ne le sont pas. Ils poursuivront leur soutien à l'Ukraine, même si celle-ci n'a guère plus de soldats et a déjà perdu sur le terrain.

des maladies, a révélé que Beijing avait conduit sa propre enquête sur une éventuelle fuite du laboratoire de Wuhan, sans rien découvrir. Cependant, a-t-il ajouté, « Vous pouvez soupçonner toujours quelque chose. C'est scientifique. N'excluez rien ». George Gao avait participé, le 18 octobre 2019 à New York, à un [exercice](#) du Forum de Davos avec l'aide du Johns Hopkins Center for Health Security et de la Bill & Melinda Gates Foundation, de simulation d'une pandémie mondiale.

Annulation de la rencontre Lloyd Austin/Li Shangfu

Le ministre de la Défense chinois, le général Li Shangfu, a officiellement décliné l'invitation de son homologue états-unien, le général Lloyd Austin, à une rencontre à Singapour en marge du Dialogue Shangri-La. La Chine réagit aux déclarations anti-chinoise des États-Unis et n'a pas l'intention de les laisser tenir un double discours, menaçant en public, et conciliant en privé. Les États-Unis ont placé l'année dernière le général Li Shangfu sous sanctions. Ils refusent de les lever.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Les Démocrates US contestent la présidence de la COP28

Des parlementaires états-uniens et de l'Union européenne ont écrit au secrétaire général des Nations unies pour lui demander de ne pas confier la présidence de la COP28 de Dubaï à Sultan al-Jaber. Celui-ci est le ministre émirati de l'Industrie et le président de l'Abu Dhabi National Oil Company (Adnoc). Les signataires s'élèvent contre l'attribution de la présidence à un lobbyiste des sources d'énergie fossiles. Ils considèrent, au contraire, qu'il faudrait la confier à un lobbyiste des sources d'énergie alternatives.

Les assureurs se plient aux pressions des Républicains US

Le 15 mai 2023, 23 procureurs généraux républicains US ont écrit aux assureurs et réassureurs membres de la Net-Zero Insurance Alliance (NZIA) pour leur indiquer que la poursuite collective de la décarbonation viole les lois anti-trust des États-Unis. En conséquence, Munich Re, Zurich Re, Hannover Re, Swiss Re, puis Scor, Axa et Alliance ont quitté l'organisation. À l'inverse, en 2017, le Sierra Club et Amazon Watch, deux ONG démocrates, avaient mené une campagne contre le fonds de placement BlackRock parce qu'il investissait dans les énergies fossiles. BlackRock avait alors engagé le principal rédacteur de l'Accord de Paris de 2015, Brian Deese, et avait retiré ses investissements des énergies fossiles en 2020.

L'Arabie saoudite négocie son entrée dans la Nouvelle Banque de développement

La Nouvelle Banque de développement (NDB), dite « banque des BRICS », a ouvert des négociations avec l'Arabie saoudite pour qu'elle en devienne membre. La NDB est une alternative aux outils de Breton Woods (Banque mondiale et Fonds monétaire international). Elle

dispose d'un capital de 100 milliards de dollars. Outre les cinq puissances des BRICS, le Bangladesh, l'Égypte, les Émirats arabes unis et l'Uruguay en sont déjà membres. Elle est installée à Shanghai et présidée par l'ancienne présidente brésilienne, Dilma Rousseff. La valeur du riyal saoudien est indexée sur celle du dollar.

Sommet de l'Union économique eurasiatique

Les présidents de la Russie, de la Biélorussie, du Kazakhstan et du Kirghizistan ainsi que le Premier ministre arménien se sont retrouvés au Kremlin afin de définir les grandes orientations de leur union douanière (Union économique eurasiatique - UEEA) à moyen et long termes. Le président russe, Vladimir Poutine, a réaffirmé que « l'Union des cinq demeurerait fondée sur des principes de bénéfices mutuels ». Il a appelé de ses vœux une coopération avec des organismes similaires dans d'autres régions du monde.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan,
thierry.meyssan@voltaire.net

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°44 - 9 juin 2023

ÉDITORIAL

Affrontement USA-Chine au 20^e Dialogue de l'hôtel Shangri-La

Le 20^e Dialogue de l'hôtel Shangri-La à Singapour a réuni, à l'initiative de l'Institut international d'études stratégiques (IISS) de Londres, tout ce qui compte de responsables militaires de l'Asie-Pacifique.

Le secrétaire états-unien à la Défense, le général Lloyd Austin, et son homologue chinois, le général Li Shangfu, se sont courtoisement serrés la main à l'entrée, malgré les mesures coercitives (qualifiées abusivement de « sanctions ») que les États-Unis font peser le Chinois. Un intervenant a remarqué que, dans le duel qui s'annonçait, savoir si les États-Unis ou la Chine allait gagner n'avait pas d'importance, tandis que voir lequel des deux convaincrait le public en avait une. L'IISS a distribué son rapport 2023 attribuant à la Chine la complète responsabilité de la tension en remettant en question l'ordre régional. Les officiels chinois ont fait remarquer que ce sont les États-Unis qui ont remis en cause l'ordre international de l'après-guerre en contestant la politique d'une seule Chine issue des accords de Potsdam (1945) et de la Résolution 2758 de l'Assemblée générale des Nations unies (1971). Pour la première fois de son histoire, le Dialogue Shangri-La a été le théâtre d'un affrontement diplomatique.

- Le Premier ministre australien, Anthony Albanese, a prononcé le discours d'ouverture. Il a souligné qu'une rupture du dialogue entre Washington et Beijing pourrait avoir des conséquences dévastatrices pour le monde.
- Le ministre états-unien de la Défense, le général Lloyd Austin, a prononcé une intervention intitulée : « Le leadership des États-Unis dans la région Indo-Pacifique ». Il a souligné les nombreuses coopérations régionales et la volonté de tous de façonner un monde pacifique.
- Le ministre indonésien de la Défense, Prabowo Subianto, a présenté le plan de paix de son pays pour mettre fin au conflit ukrainien. Il appelle à un cessez-le-feu, à un retrait militaire mutuel à 15 kilomètres de la ligne de contact, au déploiement de casques bleus de l'Onu dans la zone démilitarisée entre eux, et à des référendums supervisés par l'Onu dans des territoires contestés. Le plan indonésien a été condamné par Kiev alors que la Russie n'a pas réagi.
- Le conseiller adjoint indien à la sécurité nationale, Vikram Misri, a placé les points sur les i. Il a déclaré que même si l'Inde achète de l'armement à la Russie et ne condamne pas son action en Ukraine, elle n'en est pas pour autant un allié militaire. L'Inde condamne les alliances militaires car elle tient à rester indépendante. C'est le sens du non-alignement exposé par le Premier ministre Jawaharlal Nehru, en 1955 à Bandung.
- Le ministre japonais de la Défense, Yasukazu Hamada, a souligné que le réarmement de son pays était conforme au Droit international. Puis il a dénoncé les tentatives de changement unilatérales du *statu quo* par la force. (...)

(...) Il faisait allusion au déploiement de forces chinoises autour des îles inhabitées Senkaku-Diaoyu, remises en 1972 par les États-Unis au Japon, mais revendiquées à la fois par le Japon, la Chine et Taïwan.

- Le ministre chinois de la Défense, le général Li Shangfu a posé la question de savoir qui perturbait la paix dans la région. Puis il a fait quatre remarques : (1) le respect mutuel doit l'emporter sur l'hégémonie ; (2) le Droit international (et non pas les règles occidentales) devrait supplanter la loi de la jungle (3) la confiance mutuelle et les consultations permettent de régler les problèmes (4) nous avons besoin de souplesse, d'ouverture et d'inclusion ; toutes choses qui deviennent impossibles si l'on institue des alliances militaires. Il a conclu en appelant chacun à participer à ce travail collectif dans les instances intergouvernementales.

- Le général Li Shangfu a également précisé la position chinoise vis-à-vis de Taïwan. Beijing se tiendra à sa doctrine de réunifier la Chine pacifiquement, mais si un tiers tente de séparer l'île de sa mère patrie, l'armée chinoise interviendra immédiatement. « Nous ne craignons aucun opposant et sauvegarderons résolument la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale, quel qu'en soit le prix », a-t-il déclaré.

AMÉRIQUES

Le Congrès relève le plafond de la dette US

À la suite d'une très longue bataille parlementaire, le Congrès a relevé le plafond de la dette états-unienne à 31 400 milliards de dollars représentant plus de 120 % de son PIB. Cette somme équivaut à une dette publique de 94 000 dollars par citoyen états-unien, enfants compris. Le président de la Chambre, Kevin McCarthy, s'est prononcé contre une augmentation supplémentaire du budget de la Défense pour soutenir l'Ukraine. Mais les partisans de ce soutien font valoir qu'avec la hausse des prix, l'augmentation du budget de la Défense est en fait une baisse en pouvoir d'achat.

Réunion de la Coalition anti-Daesh

Le secrétaire d'État, Antony Blinken, et le ministre saoudien des Affaires étrangères, Fayçal ben Farhane ben Abdallah al-Saoud, ont coorganisé une réunion de la Coalition mondiale contre l'État islamique (EI) afin d'« aborder la menace persistante de l'EI et de réaffirmer notre engagement à assurer sa défaite durable ».

La communauté de Sécurité nationale US en émoi

Des individus usurpent l'identité d'experts de la Sécurité nationale US pour envoyer des e-mails en leur nom à d'autres personnalités. Selon la CIA, cette campagne serait le fait du groupe Kimsuky, relié au Bureau Général de Reconnaissance (BGR), un service secret nord-coréen.

Les États-Unis violent massivement les droits de leurs citoyens à une vie privée

Le [rapport](#) statistique de la directrice nationale du Renseignement US, Avril Haines, sur les enquêtes nominatives sur Internet effectuées en 2021 atteste d'une très vaste violation du droit des citoyens états-unien à la vie privée. Chaque agence de Renseignement a la possibilité de demander aux entreprises de l'Internet de lui donner accès aux informations nominatives dont elles disposent concernant des internautes étrangers ou des internautes états-unien soupçonnés de crimes. Edward Snowden a montré que ces données comprennent des courriels, des conversations vidéo et vocales, des photos, des transferts de fichiers, des connexions, des détails sur les comptes de réseaux sociaux, etc. En vertu du *Foreign Intelligence Surveillance Act* (FISA), non seulement le procureur général des États-Unis peut autoriser ces recherches, mais aussi un fonctionnaire, le directeur national du Renseignement. En 2021, la CIA a effectué environ 4 000 recherches... tandis que le FBI en a entreprises 3 394 053. Il peut utiliser les données récoltées à d'autres fins que celles qui avaient motivé ses requêtes.

Les États-Uniens pensent que les choses sont hors de contrôle

Selon un sondage *The Economist/YouGov*, 71 % des adultes états-uniens pensent que, dans leur pays, les choses sont hors de contrôle. Seuls 14 % pensent que les choses sont sous contrôle. Les 15 % restant sont sans opinion.

Joe Biden a menti sur les affaires de son fils Hunter

Le *Daily Mail* a publié des extraits de conversations par SMS et par échange vocal enregistrés sur l'ordinateur de Hunter Biden. Ils mêlent des affaires familiales et financières. Ils attestent que, contrairement à ses déclarations, Joe Biden savait que son fils faisait des affaires avec une société chinoise proche du Parti communiste.

Le FBI refuse de révéler ses informations sur la famille Biden

Une délégation du FBI est venue montrer un document classifié à une délégation de la sous-commission parlementaire qui enquête sur la famille Biden. Il s'agit d'un dossier sur les révélations non vérifiées d'une source anonyme. Le FBI a refusé de laisser une copie du document aux parlementaires. Le président de la sous-commission, James Comer, a appelé à un vote le 8 juin afin de porter plainte pour outrage contre le directeur du FBI, Christopher A. Wray, qui supervise cette rétention d'information.

Erratum

Nous avons par erreur indiqué que Jacob "Jake" Sullivan avait été le directeur de campagne d'Hillary Clinton. Il était en fait son principal conseiller. Son directeur de campagne était John Podesta.

Washington surveille les positions de six États susceptibles de faire basculer le monde

Selon *Foreign Policy*, la mise en cause du leadership des États-Unis par la Russie et la

Chine ne sera possible que si six États moyens basculent de leur côté. Il s'agit du Brésil, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Arabie saoudite, de l'Afrique du Sud et de la Turquie.

Eric Adams et l'immigration illégale

Le maire démocrate de New York, Eric Adams, a proposé aux New-Yorkais des allocations pour héberger chez eux des immigrants illégaux.

Amlo emporte la région clé du PRI

Delfina Gomez de Morena (Movimiento Regeneración Nacional), le parti du président Andrés Manuel López Obrador, a emporté l'élection du gouvernorat de Mexico avec 52,7% des voix. Son adversaire, Alejandra del Moral, n'a obtenu que 44,3 %.

Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) perd ainsi la région la plus peuplée du Mexique qu'il contrôlait depuis 94 ans. Andrés Manuel López Obrador (dit « Amlo ») est un des chefs d'État les plus populaires au monde.

Amlo ne tolère pas les exécutions extrajudiciaires

Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador (dit « Amlo ») a vivement réagi à une vidéo montrant des soldats exécutant 5 personnes. Il a déclaré qu'ils seront identifiés et jugés. Amlo a confié des responsabilités considérables à l'armée et exige en contrepartie la fin des exécutions extrajudiciaires.

EUROPE

Le MI5 arrête Kit Klarenberg, le journaliste qui a dévoilé la déposition infirmant la version officielle du 11-Septembre

Le MI5, service de contre-espionnage britannique, a arrêté le journaliste Kit Klarenberg à son arrivée en Grande-Bretagne. Il a été soumis à un interrogatoire de cinq heures. Tous ses papiers et notes, ainsi que ses ordinateurs, disques durs et cartes mémoires ont été confisqués. Kit Klarenberg est un journaliste

britannique, résidant en Serbie. Il a notamment travaillé pour l'agence russe *Sputnik* et aujourd'hui pour le média d'investigation *The Grayzone*. Il a notamment révélé la [déclaration de Donald Canestraro](#), un agent de l'organe du ministère US de la Justice chargé de superviser les affaires des accusés du 11 septembre, en date du 20 juillet 2021.

Ce document incontestable atteste qu'au moins deux des prétendus pirates de l'air des attentats du 11 septembre 2001, Nawaf al-Hazmi et Khalid al-Mihdhar, étaient des agents de la CIA. Selon la version officielle, ils auraient piraté le vol American Airlines 77 et se seraient écrasés sur le Pentagone ; une version incompatible avec la scène de crime. Kit Klarenberg a également révélé les plans britanniques visant à bombarder le pont de Kertch et les liens de Paul Mason avec les services secrets de Sa Majesté. Paul Masson est un journaliste star de Channel 4 qui écrit dans *The Spectator* et *Le Monde diplomatique*.

Le Royaume-Uni demande la fermeture des supposés « postes de police chinois »

Le ministre de la Sécurité, Tom Tugendhat, a écrit au gouvernement chinois pour lui demander de fermer ses quatre « postes de police » au Royaume-Uni. Les États-Unis ont déjà arrêté des binationaux qui, sous prétexte d'aide à la diaspora, fournissaient à Beijing des informations sur ses opposants politiques. De telles unités existeraient aussi en France. Beijing a toujours démenti ces supputations.

Vidéo

Thierry Meyssan a participé à l'émission « [Libre parole](#) » de TV-ADP (uniquement en français). Il s'agit d'un libre commentaire de l'actualité du mois.

La Belgique s'oppose à ce que ses fusils d'assaut servent à attaquer la Russie

Des fusils d'assaut belges SCAR ont été utilisés par les légionnaires de « Liberté de la Russie » et du « Corps des volontaires russes » pour perpétrer des attentats en territoire russe, dans la

région de Belgorod. Certains de ces légionnaires au service du ministère de la Défense ukrainien sont des nationalistes intégraux ou des néo-nazis. Les ministres de la Défense, Ludivine Dedonder, et des Affaires étrangères, Hadja Lahbib, ont annoncé qu'elles demandaient des clarifications au gouvernement ukrainien.

« Ces livraisons sont destinées aux forces armées ukrainiennes pour protéger leur territoire et leur population contre l'invasion russe. C'est expressément indiqué dans les documents accompagnant chaque livraison (...) Ces armes ne sont donc pas autorisées pour des groupes isolés qui ont un agenda interne russe. »

L'Italie lève ses sanctions contre l'Arabie saoudite

Le gouvernement de Giorgia Meloni a levé son interdiction de vente d'armes à l'Arabie saoudite. Celle-ci répondait à l'action saoudienne au Yémen.

L'Italie avait déjà levé ses sanctions vis-à-vis des Émirats arabes unis, qui se sont retirés les premiers du conflit. Ces décisions font suite à la restauration des relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

La Suède renforce sa législation contre le PKK

Désormais « promouvoir, renforcer ou soutenir une organisation terroriste » est une infraction pénale en Suède. La nouvelle loi entend sanctionner le PKK de sorte d'obtenir l'agrément de la Türkiye à l'adhésion du pays dans l'Otan. Le Premier ministre, Ulf Kristersson, a publié une tribune libre dans le *Financial Times* pour redire l'engagement de son pays dans la lutte anti-terroriste.

Le ministre de la Justice, Gunnar Strömmer, a promis à la télévision turque de bannir le drapeau du PKK lors des manifestations du parti ; manifestations qui ne peuvent néanmoins être interdites en vertu des dispositions constitutionnelles. Le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg, s'est rendu à Ankara à l'occasion de l'investiture du président Erdoğan pour recevoir l'agrément turc.

Donald Tusk menace le pouvoir en Pologne

L'ancien Premier ministre, puis président de la Commission européenne et aujourd'hui président du parti Plate-forme civique, Donald Tusk, est parvenu à rassembler 500 000 manifestants à Varsovie. Ils se sont prononcés pour une Pologne européenne et démocratique contre l'actuel Premier ministre, accusé d'être nationaliste et illibéral. Le blocage de la réforme constitutionnelle, adoptée en février par les deux chambres, empêche la Pologne de recevoir les 23,9 milliards d'euros que Bruxelles doit lui verser. Il est imputable à une crise opposant la présidente de cette même Cour, Julia Przyłębska, à cinq de ses juges selon qui son mandat s'est terminé le 20 décembre 2022. Ils refusent de siéger et donc de valider les textes en attente, dont cette réforme. Mme Przyłębska, qui refuse de céder, est une proche du leader du parti au pouvoir, Droit et Justice, Jarosław Kaczyński, en qui les Polonais voient le « marionnettiste » de leur vie politique.

Péter Szijjártó pense que le gaz russe envahira bientôt le Sud-Est de l'Europe

Selon le ministre hongrois des Affaires étrangères, Péter Szijjártó, la Türkiye deviendra, dans les prochaines années, le pourvoyeur de gaz du Sud-Est de l'Union européenne.

La Hongrie ne déclare pas spontanément la Crimée, « ukrainienne »

La Hongrie a publié, le 3 juin, une vidéo sur le conflit ukrainien avec une carte sans la Crimée. Face aux protestations, il l'a corrigée et republiée le 4 juin avec cette fois la Crimée ukrainienne.

Le Parlement européen demande la suppression du droit de la Hongrie à présider le Conseil européen en 2024

Dans une [résolution](#) (P9_TA(2023)0216), le Parlement européen constate que le gouvernement de Viktor Orbán « sape les valeurs fondatrices de l'Union » et dégrade « la

situation des droits fondamentaux en Hongrie » Surtout, il « s'interroge sur la manière dont la Hongrie sera en mesure d'assurer la présidence [du Conseil européen] de manière crédible en 2024 [second semestre] » et demande à la Commission de continuer à bloquer les fonds qu'elle doit lui verser jusqu'à ce que son pays se mette en conformité.

Le Parlement européen préconise un système de lutte contre les interférences russes et chinoises sur le modèle de la Ligue anti-communiste mondiale

Le Parlement européen [propose](#) la mise en place d'un système de lutte contre les interférences étrangères lors des élections de 2024. La rapporteuse, la Lettone Sandra Kalniete, a fait référence aux exemples de lutte des Ukrainiens et de Taïwan, se référant sans la nommer à la Ligue anticomuniste mondiale (co-présidée par l'Ukrainien Iaroslav Stetsko et le Chinois Tchang Kaï-chek).

Sandra Kalniete est une des personnalités fondatrices de l'indépendance lettone. Elle est aussi présidente du Groupe de réconciliation des histoires européennes qui, depuis 2008, met en œuvre le processus de Prague [assimilant le communisme au nazisme](#).

Le Parlement européen préconise la création

- 1) d'une structure de l'UE servant de centre de liaison et de centre de connaissances spécialisé,
- 2) d'un centre de partage et d'analyse (CITI) pour le développement commun de méthodologies et
- 3) d'un système d'alerte rapide pour les parlementaires (nationaux et européens).

Sandra Kalniete se targue d'avoir déjà fait adopter plusieurs résolutions contre la Russie et d'avoir œuvré avec succès pour la censure de *Sputnik* et de *Russia Today*.

L'Union européenne se dote d'un tribunal des brevets

L'Union européenne, qui a créé un droit européen des brevets se substituant aux droits nationaux antérieurs, vient de créer une juridiction unique pour juger des contentieux. Les juges de première instance seront délégués

dans chaque État membre, mais coordonnés par le siège central de Paris. La procédure d'appel se déroulera, elle, au Luxembourg.

Bruxelles interdit les céréales ukrainiennes dans 5 États de l'UE

La Commission européenne a interdit l'importation de céréales ukrainiennes en Pologne, en Slovaquie, en Hongrie, en Roumanie et en Bulgarie. Vendues à bas prix, elles menaçaient la survie des agriculteurs.

Manifestations en Serbie

Les manifestations se succèdent en Serbie après deux fusillades. Les protestataires demandent la révocation des licences des chaînes de télévision qui diffusent des émissions violentes, comme les télérealités mettant en scène d'anciens criminels devenus des stars ; l'interdiction des médias qui attisent la haine envers les voix dissonantes ; la démission du ministre de l'Intérieur et du directeur des services de Renseignement. Face à l'inertie du pouvoir, certains commencent à demander la démission du président Aleksandar Vučić.

Les forces turques de l'Otan se déploient au Kosovo

Pour rétablir l'ordre dans l'État non-reconnu du Kosovo, l'Otan a annoncé déployer 700 autres soldats, parmi lesquels 500 Turcs.

Les troubles sont le fait des Serbes du Kosovo. La Turquie est l'héritière de l'Empire ottoman qui conquiert le « champ des merles », le Kosovo. Le gouvernement kosovar a annoncé qu'il était prêt à convoquer de nouvelles élections locales pour sa population serbe. Cependant les organiser n'aura pas de sens tant que les leaders de cette population appelleront à les boycotter.

Li Hui précise sa méthode

Li Hui, le négociateur chinois de la crise ukrainienne, a réagi vivement à l'article du *Wall Street Journal* assurant qu'il avait demandé à ses interlocuteurs occidentaux de préconiser un cessez-le-feu immédiat et de reconnaître russes

les territoires occupés. Le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba, a confirmé que ce n'était pas du tout vrai.

Li Hui axe ses pourparlers sur la reconnaissance de principes dont découleront des frontières et non pas sur des actions militaires. En opérant un raccourci, le *Wall Street Journal* reconnaît que ces sages principes donnent implicitement raison à la Russie.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

La CIA aurait eu vent, en juin 2022, du projet ukrainien de saboter Nord Stream

Selon un document des Discord Leaks, que le *Washington Post* s'est procuré auprès d'un ami de Jack Teixeira, la CIA aurait eu vent d'un projet ukrainien de sabotage de Nord Stream, en juin 2022. La CIA aurait partagé cette information avec les services secrets allemands (BND) avant que le sabotage ne soit effectué, le 26 septembre 2022, ce que des officiers de Renseignement auraient confirmé. Simultanément, une expédition privée à laquelle participait un journaliste de Grayzone, a trouvé sur le lieu de l'attentat une botte de plongée qui correspond à celles des nageurs de combat ukrainiens. Plusieurs hauts responsables européens et états-unis ont déclaré en décembre qu'il n'y avait aucun élément permettant d'incriminer la Russie. Les saboteurs seraient sous les ordres directs du général Valerii Zaluzhnyi, commandant en chef des armées ukrainiennes, et de son adjoint, le nationaliste intégral Dmytro Yarosh. Contrairement à ce que l'on pourrait croire à première vue, cette nouvelle n'absout pas les États-Unis car Dmytro Yarosh est un membre historique des services secrets de l'Otan. Il a mené quantité d'opérations secrètes

pour l'Alliance atlantique contre la Russie depuis les années 2000. Les gazoducs Nord Stream sont la propriété d'un consortium international russo-germano-franco-néerlandais. Le sabotage de ces gazoducs est un acte de guerre contre la Russie, l'Allemagne, la France et les Pays-Bas.

Les nationalistes intégraux ukrainiens sabotent le barrage de Kakhovka

Les autorités ukrainiennes semblent avoir renoncé à mener une contre-offensive contre la Russie et l'avoir remplacée par des actions de sabotage de grande envergure dans la tradition des « nationalistes intégraux » (dits « bandéristes » ou « ukro-nazis »). Ils ont ainsi fait sauter partiellement le barrage de Kakhovka (à une centaine de kilomètres de Kherson), conformément à leur plan que le général Andrey Kovalchuk avait révélé au *Washington Post* du 30 décembre 2022.

L'Académie des Sciences russe propose une nouvelle interprétation du réchauffement climatique

Selon l'Académie des Sciences de la Fédération de Russie, « La principale cause des catastrophes climatiques locales est l'émission croissante d'hydrogène naturel due aux forces gravitationnelles alternées de la lune et du soleil, qui provoquent des trous dans la couche d'ozone. L'élévation de température qui en résulte et le mélange d'ozone et d'hydrogène sont les principales causes des feux de forêts et de steppes (...) Ce constat réfute le concept du Protocole de Montréal, dont la mise en œuvre a anéanti des sous-industries entières de l'industrie chimique sans affecter la taille des trous d'ozone, qui n'ont fait qu'augmenter. Nous publions la décision du Conseil et les présentations des rapports ». Cette nouvelle théorie contredit les conclusions du GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat créé au sein des Nations unies à l'initiative de Margaret Thatcher afin d'appuyer son conflit contre les syndicats de mineurs britanniques. Ce rapport sera présenté en septembre à la COP-28 de Dubaï.

Analyses du Réseau Voltaire

- « [Le réchauffement climatique et l'affrontement de l'Occident contre le reste du monde](#) », par Thierry Meyssan

La théorie de la cause anthropique du réchauffement climatique sera bientôt au centre de l'affrontement entre l'Occident et la Russie. Si personne ne conteste que certaines parties du monde se réchauffent, il n'y a pas pour le moment d'explication alternative à ce phénomène. Mais des scientifiques de renom en présenteront une autre à la COP-28 de Dubaï. Il se trouve que ce sont des membres de l'Académie des Sciences de Russie.

- « [La réorganisation des armées russes](#) », par Thierry Meyssan

En plein conflit ukrainien, la Fédération de Russie a décidé d'achever la réorganisation de ses armées. C'est un travail de titan qui a été accompli depuis la dissolution de l'Union soviétique et la complète anarchie qui a suivi. Cependant, malgré les très graves problèmes survenus, l'année dernière, successivement avec l'envoi au front de jeunes gens sans formation militaire, puis avec les retards d'approvisionnement de certaines unités, une professionnalisation du système est déjà bien visible. La réforme annoncée entend non seulement homogénéiser les Forces armées vers le haut, mais transformer en profondeur les méthodes du commandement.

Moscou est prêt à négocier avec Kiev

« Le président Poutine a été, est et sera ouvert à tout contact afin d'atteindre nos objectifs par d'autres moyens que l'opération militaire spéciale. Si c'est possible, ce serait préférable », a déclaré son porte-parole, Dmitri Peskov sur la

chaîne de télévision *Rossija-1*. Autant que l'on sache, la Russie rejette *a priori* toute discussion sur les territoires qui ont validé leur rattachement par référendum, la Crimée, le Donbass et une partie de la Novorossia.

Les iPhones de dirigeants russes compromis par la NSA US

Le FSB a accusé la National Security Agency (NSA) des États-Unis d'avoir pénétré les téléphone Apple de hauts dirigeants. Le PDG de la société de sécurité sur Internet Kaspersky, Eugene Kaspersky, a déclaré que les iPhones des cadres de sa société ont été piégés. Un logiciel espion y a été découvert. Il collecte des enregistrements audio, des photos, la localisation et d'autres données. C'est la première fois qu'Apple est mis en cause pour ses relations avec les services secrets états-uniens.

AFRIQUE

Israël participe à *African Lion 2023*

Pour la première fois, 12 soldats israéliens participent aux exercices *African Lion 2023* qui se déroulent actuellement sur le territoire marocain. 18 pays et 8 000 soldats sont impliqués dans cet exercice du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AfriCom) basé en Allemagne.

Giorgia Meloni en Tunisie

Lors de sa visite à Tunis, la Première ministre italienne, Giorgia Meloni, a tracé l'esquisse d'un axe Alger-Tunis-Rome. L'Italie entend s'approvisionner en gaz en Afrique du Nord et obtenir que les pays de la région contrôlent leur émigration. En échange, elle plaide en vain une aide du FMI pour eux sans contrepartie politique.

Le général al-Burhan et les islamistes demandent la révocation de Volker Perthes

Le général Abdel Fattah al-Burhan a écrit au secrétaire général des Nations unies, António Guterres, pour lui demander de révoquer son représentant spécial au Soudan, [Volker Perthes](#). Depuis plusieurs semaines, les islamistes organisent des manifestations contre lui. Ancien directeur du think tank du Bundestag, le Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), Volker

Perthes est devenu le conseiller du straussien Jeffrey Feltman lors de la guerre contre la Syrie. Il est devenu représentant du secrétaire général de l'Onu au Soudan lorsque Feltman, ayant quitté le poste de secrétaire général adjoint chargé des Affaires politiques, est redevenu diplomate US dans la Corne de l'Afrique. Par ailleurs, les États-Unis ont suspendu leur participation aux pourparlers afin de protester contre les nombreuses violations des Droits de l'homme commises par les deux parties soudanaises. Ils ont édicté des sanctions unilatérales contre quatre sociétés, deux liées à l'armée et deux autres aux FAS. Cependant, il semble que les sanctions soient beaucoup plus gênantes pour l'armée du général Abdel Fattah al-Burhan que pour les Forces d'action rapide. Washington fait pression sur l'armée qui a été la première à se retirer des négociations saoudiennes.

Émeutes au Sénégal

La condamnation d'Ousmane Sonko à deux ans de prison ferme pour « corruption de la jeunesse » a suscité des émeutes en Casamance et à Dakar beaucoup plus violentes que lors de son inculpation, en 2021. À l'étranger les consulats de Paris, Bordeaux, Milan et New York ont été attaqués. Le gouvernement a provisoirement fermé tous ses consulats dans l'attente du renforcement de leur sécurité. Les accusations de viol contre Ousmane Sonko ont été abandonnées. Son avocat franco-espagnol, Juan Branco, a été refoulé à la frontière et n'a pas pu l'assister durant son procès. Ousmane Sonko est l'auteur de *Pétrole et gaz au Sénégal : Chronique d'une spoliation* ; un ouvrage dans lequel il accuse le président Macky Sall et son entourage de malversations dans la gestion des hydrocarbures. Il est le fondateur et président du parti Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (PASTEF). Il est député et maire de Ziguinchor et fut candidat à l'élection présidentielle de 2019. Haut-fonctionnaire des douanes, il se place sur une ligne nationaliste. Il dénonce à la fois la corruption et les homosexuels.

Élections manifestement fictives en Guinée équatoriale

Teodoro Obiang Nguema Mbasogo (80 ans) a été réélu président de Guinée équatoriale pour un 6^e mandat avec 94,9%, selon la Commission électorale. Le taux de participation était officiellement de 98 %. Andrés Esono Ondo de Convergence pour la Démocratie Sociale (CPDS) aurait obtenu 9 684 voix, tandis que Bonaventura Monsuy Asumu, du Parti de la coalition sociale démocrate (PCSD), en aurait eu 2 855. Le général Teodoro Obiang Nguema Mbasogo est arrivé au pouvoir, en 1979, à la suite d'un coup d'État militaire. La Guinée équatoriale héberge 1,4 millions d'habitants.

Vladimir Poutine ne sera pas arrêté en Afrique du Sud

L'Afrique du Sud a annoncé la publication d'arrêtés offrant l'immunité aux participants du sommet des BRICS, fin août. La Cour pénale internationale (CPI) exigeait l'arrestation du président Vladimir Poutine.

ASIE

En Israël, il n'y a pas eu de décès de la Covid de patients entre 18 et 49 ans sans morbidités sous-jacentes

Le ministère israélien de la Santé a enregistré à ce jour plus de 12 500 décès dus à la Covid-19. Chaque cas a fait l'objet d'un rapport médical. Tous ces rapports ont été centralisés au ministère. Le ministère a confirmé que 356 patients âgés entre 18 et 49 ans sont décédés de la Covid-19. Toutes, sans exception, avaient des morbidités sous-jacentes.

Antony Blinken à l'AIPAC

Le 5 juin, à Washington, le secrétaire d'État [Antony Blinken](#) s'est exprimé devant l'American Israel Public Affairs Committee Policy (AIPAC), le lobby pro-Israël aux États-Unis. Au cours de son discours, il a précisé que Washington considérerait son alliance avec l'Arabie saoudite comme un sujet de Sécurité

nationale et qu'il ferait tout pour faire avancer la normalisation saoudo-israélienne. Il a également redit l'attachement des États-Unis à la « solution à deux États » bien qu'elle soit rejetée par certains membres du gouvernement israélien. Si Washington prend l'initiative du rapprochement saoudo-israélien, il laisse Tel-Aviv piloter celui palestinien-israélien.

Incident entre l'Égypte et Israël

À la demande du directeur des services de Renseignement égyptiens, Abbas Kamel, une délégation du Hamas conduite par Khaled Meshad et une autre du Jihad islamique conduite par Al-Nakhalah, se sont rendues d'urgence au Caire.

L'Égypte souhaite discuter de l'aggravation de la situation sécuritaire et entreprendre une démarche de paix avant qu'il ne soit trop tard. Un incident meurtrier a opposé un policier égyptien à des soldats israéliens à la frontière égypto-palestinienne, faisant trois morts côté israélien et un côté égyptien. Les deux parties donnent des versions très différentes entre elles du même incident. Le président égyptien Abdel Fatta al-Sissi s'est entretenu par téléphone avec le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Il lui a présenté ses condoléances.

Mariage du prince Hussein de Jordanie

Le prince héritier jordanien, Hussein, s'est marié en grande pompe avec une architecte jordanienne, Rajwa Al Saif. Les époux s'étaient rencontrés lors de leurs études aux États-Unis. En avril 2021, des personnalités jordaniennes liées à l'Arabie saoudite avaient tenté de [renverser le roi Abdallah II](#) de Jordanie.

Comment faire partir les forces d'occupation US de Syrie ?

Selon le *Washington Post*, se fondant sur des documents classifiés du Pentagone révélés par les *Discords Leaks*, au moment où la Syrie et la Russie préparent une révolte des populations locales contre la présence US, l'Iran forme des miliciens à piéger les GI's. Des engins explosifs,

placés sur les routes, sont capables de percer les blindés US.

Le Pentagone livre des HIMARS à ses mercenaires kurdes pour menacer la Türkiye

Des lances-roquettes multiples HIMARS auraient été livrés par le Pentagone aux Forces démocratiques syriennes (FDS). Il s'agirait de modèles basiques d'une portée de 80 kilomètres et non pas de modèles améliorés d'une portée de 300 kilomètres.

Le Pentagone en utilise pour sa base d'Al-Tanf, à la frontière jordanienne, depuis 2017. Il vient d'en livrer à l'Ukraine. On ne sait pas si les HIMARS du Nord de la Syrie sont utilisés directement par les mercenaires kurdes ou sous encadrement états-unien. Quoi qu'il en soit, la présence d'HIMARS remet en cause le principe d'un droit de poursuite de l'armée turque sur le territoire syrien dans une bande de 40 kilomètres. Ce droit avait été reconnu en 1998 par les Accords d'Adana, il sert de base aux négociations actuelles entre la Syrie et la Türkiye.

La Syrie et l'Iraq contre le trafic de drogues

Les ministres des Affaires étrangères syrien et iraquien se sont rencontrés à Bagdad. Ils sont convenus d'une Coordination transfrontalière pour lutter contre le trafic de drogues.

Après avoir accusé la Syrie de tortures, les États-Unis l'accusent d'organiser le trafic de drogues tout en empêchant le président Bachar el-Assad de lutter contre ce fléau.

Durant l'antiquité, le centre religieux le plus important de l'Empire romain était situé à Baalbek (actuel Liban). Le temple de Bacchus y est orné de bas reliefs et de fresques de pavots. Les drogues produites dans la vallée de la Bekaa (Liban) étaient considérées comme les meilleures au monde et exportées jusqu'en Inde. Durant la guerre civile libanaise, le vice-président syrien Rifaat el-Assad devint le chef des trafiquants de drogues libanais jusqu'à son renvoi, lorsqu'il tenta de renverser son frère, le président Hafez el-Assad. Il se réfugia alors à Paris sous la

protection de son ami, le président François Mitterrand. Aujourd'hui, les principaux producteurs de cannabis et d'opium de la Bekaa sont des chiïtes qui payent leur *zakat* (impôt religieux) au Hezbollah. Celui-ci, lorsqu'il occupait le ministère de l'Agriculture, a tenté plusieurs fois de leur proposer des cultures alternatives, mais n'y est parvenu que partiellement. Les États-Unis accusent le Hezbollah d'être un cartel international, ce que celui-ci récusé. Aucune des personnalités du Hezbollah qui ont été accusées par la DEA US n'a été condamnée pour trafic de stupéfiant dans quelque pays que ce soit. Au début de la guerre contre la Syrie (2012), les États-Unis fournirent aux jihadistes une drogue de synthèse, le captagon. Il était fabriqué en Bulgarie par la SIC, le réseau du Premier ministre [Boïko Borissov](#). Aujourd'hui, le captagon est produit localement par d'anciens jihadistes et alliés des États-Unis. Il inonde le marché du Moyen-Orient, notamment l'Arabie saoudite.

L'Iraq débute sa reconstruction de l'ère post-occidentale

L'Iraq va juste débiter sa reconstruction après sa destruction par les Occidentaux, en 2003. Bagdad vient de signer un accord d'un milliard de dollars avec l'Arabie saoudite pour construire un quartier neuf de 4 000 appartements et 250 villas. Il abritera de nombreux commerces et devrait contribuer à redonner vie au pays.

Washington tente de renouer avec Riyad

- En novembre 2022, le président Joe Biden s'est rendu à Riyad afin de convaincre l'Arabie saoudite d'augmenter sa production de pétrole dans le contexte des mesures coercitives unilatérales occidentales contre la Russie.
- En octobre, les États-Unis ont réagi très négativement à la décision de l'Arabie saoudite de baisser sa production de pétrole. Le président Biden a immédiatement déclassifié un rapport sur l'assassinat du Frère musulman Jamal Khashoggi à Istanbul par les hommes du prince héritier.
- En avril 2023, Amos Hochstein, émissaire de la Maison-Blanche pour la sécurité énergétique,

et Brett McGurk, coordinateur pour le Moyen-Orient, se sont rendus en Arabie saoudite et en Israël. Puis le directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères, Ronen Levy, s'est rendu à Washington rencontrer le secrétaire d'État. Les discussions ont porté sur le projet saoudien de nucléaire civil que Tel-Aviv considère comme le premier pas vers le nucléaire militaire.

- Début mai, le conseiller de la Maison-Blanche à la sécurité nationale, Jacob "Jake" Sullivan, a rencontré à Djeddah le prince héritier saoudien, Mohammad ben Salmane (MBS). Le Saoudien a présenté son plan de paix au Yémen tandis que l'États-unien a vanté la possible normalisation avec Israël.

- Début juin, le secrétaire d'État US, Antony Blinken, a participé à une réunion des ministres des Affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe.

☞ Les États-Unis sont venus resserrer leurs liens avec les pays du Golfe qui se tournent, les uns après les autres, vers la Chine. Désormais Washington est favorable à la paix en général. Il la prêche désormais au Yémen et assure que son seul objectif vis-à-vis de l'Iran est de prévenir qu'il construise la bombe atomique (ce qu'il ne fait pas, selon la Chine et la Russie).

Nouveau Parlement au Koweït

Les élections législatives au Koweït ont vu l'arrivée de 12 députés réformateurs et d'une femme au Parlement. Le Parlement koweïtien est le lieu de véritables discussions au contraire des autres monarchies du Golfe. Il est aussi à l'origine de plusieurs crises politique et reste dominé par les islamistes.

Le nouveau gouvernement Erdoğan

Le président Recep Tayyip Erdoğan a constitué son nouveau gouvernement. Mehmet Simsek revient au ministère de l'Économie qu'il avait quitté en 2018. Hakan Fidan devient ministre des Affaires étrangères et laisse son poste de chef des services secrets (MIT) à son adjoint, Ibrahim Kalin. Le général Yasar Güler, chef d'état-major des armées, devient ministre de la Défense.

Échange d'espions avec l'Iran

La Belgique et Oman ont organisé de nouveaux échanges de prisonniers avec l'Iran, dans le cadre de l'opération Blackstone. Un Danois, Thomas Kjems, et deux Irano-Autrichiens, Karam Ghaderi et Massud Mossaheb, ont été libérés par Téhéran. On ignore qui a été libéré côté européen.

Une coalition navale dans le Golfe et en mer d'Oman

l'amiral Shahram Irani, un sunnite kurde qui commande la marine iranienne, a annoncé que L'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, le Bahrein et le Qatar (en plus d'Oman qui a déjà signé un traité avec l'Iran) constitueront une alliance navale afin de se substituer à la présence des États-unis dans le Golfe. Cette alliance pourrait s'étendre à l'Inde et au Pakistan pour bouter les États-Unis hors de la mer d'Oman. L'Iran redevient un pôle régional.

Ebrahim Raïssi en Amérique latine

Ebrahim Raïssi, le président de l'Iran, ira la semaine prochaine en Amérique latine visiter le Venezuela, le Nicaragua et Cuba à l'invitation des présidents Nicolás Maduro, Daniel Ortega et Miguel Díaz-Canel. L'Iran renoue avec les partenaires de Mahmoud Ahmadinejad.

Nouvelles mesures coercitives unilatérales US contre l'Iran et la Chine

Les États-Unis ont annoncé des mesures coercitives unilatérales (abusivement qualifiées de « sanctions ») contre un groupe de personnes et d'entreprises d'Iran, de Chine et de Hong Kong associé au développement présumé du programme de missiles balistiques iraniens. Par ailleurs, Téhéran a annoncé avoir testé des missiles hypersoniques.

L'Afghanistan ne produit presque plus d'opium

En application de la décision d'avril 2022 du Guide suprême des Talibans, Haibatullah

Akhundzada, les champs de pavot ont été largement éradiqués. Une telle interdiction avait été déjà prononcée par les Talibans en 2000, mais n'avait pas pu être appliquée en raison de l'invasion anglo-saxonne.

Depuis l'invasion anglo-saxonne, en 2001, l'Afghanistan était devenu un des principaux producteurs de drogues au monde avec plus de 80 % de l'opium global et 95 % de l'héroïne européenne. Rapidement la consommation des drogues avait fait des ravages massifs parmi les Afghans eux-mêmes. On estime aujourd'hui à 4 millions le nombre d'Afghans dépendants de consommation de drogues.

Alors que les États-Unis prétendaient combattre cette culture, elle a toujours été florissante durant leur occupation. En réalité, le département de la Défense US acheminait par avion l'opium vers l'Europe via le Kosovo, sous le contrôle du département d'État US. Les Talibans ont mis fin à ce trafic.

Tentative avortée de révolution colorée au Kirghizistan

Les services secrets kirghizes, c'est-à-dire le Comité d'État pour la Sécurité nationale (GKNB), ont annoncé avoir arrêté 30 personnes qui préparaient une révolution colorée dans le pays avec de l'argent étranger. Le Kirghizistan du président Sadyr Japarov se rapproche de la Chine.

Le Bangladesh importera des engrais russes

Le Bangladesh a signé un accord avec la Russie. Il importera 180 000 tonnes d'engrais russes au cours de l'exercice budgétaire en cours, en violation des mesures coercitives unilatérales occidentales (abusivement qualifiées de « sanctions »).

Xi Jinping et l'identité chinoise

Le président Xi Jinping a inauguré diverses manifestations culturelles et souligné son implication personnelle dans l'édification des archives nationales et d'un programme archéologique ambitieux.

Thierry Meyssan, premier géopoliticien sur l'Internet global

L'équipe du statisticien Juan C Diaz-Herrera de l'université mexicaine de Guadalajara (Centro Universitario De Ciencias Sociales) a établi, pour la seconde année consécutive, que Thierry Meyssan était l'analyste géopolitique le plus lu sur Internet durant l'année 2022.

Ce classement est purement quantitatif. Il mesure une influence à l'échelle mondiale.

Il a prononcé un discours important sur son interprétation de la culture chinoise à travers les millénaires. Selon lui, elle se caractérise par « un développement cohérent, innovant, fort, inclusif et pacifique ». Au plan politique, elle est républicaine et multiplie les formes de consultation. Il ne voit pas de contradiction entre l'immémoriale culture chinoise et le « communisme à la chinoise ».

La France s'oppose à l'ouverture d'un bureau de l'Otan au Japon

Selon le *Financial Times* du 5 juin, la France s'opposerait à l'ouverture d'un bureau de l'Otan à Tokyo. Elle estimerait périlleux pour l'Union européenne et pour elle-même de s'engager dans un conflit contre la Chine, d'autant plus que celle-ci se rapproche de la Russie.

Selon le *Quotidien du peuple*, Emmanuel Bonne, conseiller diplomatique du président Emmanuel Macron, s'est entretenu avec Wang Li. Il l'a assuré que la France veillait à maintenir l'Union européenne unie et coopérante avec la Chine.

Les deux parties auraient aussi convenu de s'aider mutuellement à résoudre la crise ukrainienne. C'est-à-dire de soutenir la démarche de Li Hui, qui part des principes pour en arriver à leur mise en œuvre concrète.

Patrouille sino-russe en mer de Chine et du Japon

Deux bombardiers stratégiques H-6 chinois ont rejoint deux autres bombardiers stratégiques Tu-95 russes pour patrouiller en mer de Chine et du Japon. Bien que ni l'espace aérien de la Corée du

Sud, ni celui du Japon n'ait été violé, Séoul et Tokyo ont considéré cette manifestation de force comme une menace et ont placé leur armée de l'Air en alerte.

Le Japon participe indirectement à l'armement de l'Ukraine

Le Japon a autorisé la vente de TNT aux États-Unis. Cependant tout le monde sait qu'il ne sera pas utilisé à des fins civiles, mais pour armer des obus d'artillerie destinés à l'armée ukrainienne.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2° sommet de la Communauté politique européenne

La Communauté politique européenne (CPE) a tenu sa seconde rencontre en Moldavie, à la frontière de l'Ukraine et de l'État non reconnu de Transnistrie (dite « République moldave du Dniestr »). Tous les États européens y ont participé à l'exception de la Russie et de la Biélorussie, qui n'étaient pas invitées, et de la Türkiye, dont le président nouvellement réélu ne s'est pas déplacé. Au cours du sommet la France a annoncé sa nouvelle position sur l'élargissement de l'Union européenne. Désormais Paris est favorable à une adhésion rapide de l'Ukraine et de la Moldavie, et à une adhésion accélérée de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine du Nord, du Monténégro, de la Serbie et même de la Géorgie et de l'État non-reconnu du Kosovo. Il s'agit de transformer l'Union européenne en une alliance économique et politique anti-Russe.

L'Otan se dote de plans d'action en cas de guerre contre la Russie

Lors de sa réunion à huis clos, le 10 mai à Bruxelles, le Comité militaire de l'Otan a adopté une série de plans. Pour la première fois depuis la dissolution de l'URSS, ils prévoient tout ce qui doit être entrepris en cas de conflit avec la Russie. Ces plans ont été élaborés sous la supervision US. Il ne sont pas soumis à un contrôle parlementaire et ne seront

officiellement portés à la connaissance des gouvernements que lors du sommet de l'Organisation de l'Atlantique Nord, à Vilnius les 11 et 12 juillet.

La Corée du Nord remet à sa place l'Organisation maritime mondiale

L'Organisation maritime mondiale a vivement condamné la Corée du Nord pour avoir lancé, le 31 mai, un satellite espion sans l'en informer, mettant en danger la navigation. Le satellite a explosé en vol. La Corée du Nord a répondu que l'OMI se mêlait de ce qui ne la regardait pas puisque les navires avaient été directement prévenus par le biais du système mondial d'alerte de navigation. L'OMI est une agence des Nations unies dont le secrétaire général est le Sud-Coréen Kitack Lim.

Réunion à huis-clos de l'OPEP+

Les médias n'ont pas été autorisés à assister à la réunion de l'Opep+ à Vienne. Les 13 membres de l'Organisation des producteurs de pétrole et leurs 10 partenaires ont donc délibéré à huis clos. L'Arabie saoudite a plaidé pour une nouvelle baisse de la production, tandis que les Émirats arabes unis, qui ont beaucoup investi dans les infrastructures pétrolières, s'y sont opposés.

Contrairement à ce que prétendent les médias de l'Otan, la Russie est indifférente aux quotas de production : elle parvient en effet à contourner le prix de vente (60 \$ le baril) qui lui est imposé par les Occidentaux. En définitive, les règles de calcul de la production de chaque membre seront révisées à la baisse. Seule l'Arabie saoudite baissera sa production de 1 million de barils par jour.

Voltaire, actualité internationale. Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.
Directeur de la publication : Thierry Meyssan, 46 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71
Abonnement annuel : 150 euros. Mensuel : 15 euros. Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°45 - 16 juin 2023

ÉDITORIAL

Mahmoud Abbas en Chine

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas entreprend un voyage officiel en Chine. Beijing constate que les efforts de paix US avec Israël n'ont rien donné et se propose de faire mieux, comme il l'a fait pour l'Arabie saoudite et l'Iran et comme il tente de le faire pour l'Inde et le Pakistan.

La Chine a été l'un des premiers pays à reconnaître l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), en mai 1965, puis l'État de Palestine, en novembre 1988.

Au cours des dernières années la Chine a proposé trois itinéraires pour mettre en œuvre la « solution à deux États », et a organisé un séminaire à l'intention des militants de la paix de Palestine et d'Israël. Cinq envoyés spéciaux chinois se sont rendus en Palestine, en Israël, en Égypte, en Jordanie et dans d'autres pays de la région pour servir de médiateurs dans le conflit israélo-palestinien.

La Chine soutient la Palestine pour devenir membre à part entière de l'Onu et pour reprendre les pourparlers de paix avec l'État hébreu sur la base du principe « terre contre paix », des résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité et de la « solution à deux États ».

Pour elle, premièrement, la solution fondamentale réside dans l'établissement d'un État indépendant de Palestine qui jouit de la pleine souveraineté sur la base des frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale.

Deuxièmement, les besoins économiques et de subsistance de la Palestine doivent être satisfaits, et la communauté internationale doit renforcer l'aide au développement et l'aide humanitaire à la Palestine.

Troisièmement le *statu quo* historique des lieux saints de Jérusalem doit être respecté et des paroles et des actes excessifs et provocateurs doivent être évités. Une conférence internationale de paix (...)

(...) à grande échelle devrait être convoquée afin de créer les conditions nécessaires à la reprise des pourparlers de paix.

Mahmoud Abbas a remercié la Chine pour son ferme soutien à long terme et son aide désintéressée à la juste cause du peuple palestinien, qui est de restaurer ses droits nationaux légitimes. Il a affirmé soutenir le principe d'une seule Chine et toutes les initiatives chinoises actuelles (Initiative pour la sécurité mondiale, Initiative mondiale pour le développement et Initiative mondiale pour la civilisation).

AMÉRIQUES

Le Canada saisit un Antonov-24

Le gouvernement du Canada a saisi un avion-cargo immatriculé en Russie, immobilisé à l'aéroport Pearson de Toronto. Cet Antonov 124 serait la propriété d'une filiale de Volga-Dnepr Airlines LLC et du Groupe Volga-Dnepr, deux sociétés contre lesquelles le Canada a pris des mesures coercitives unilatérales (qualifiées abusivement de « sanctions »). Il livrait des médicaments pour la lutte contre la Covid-19. En décembre 2022, le Canada a bloqué 26 millions de dollars US de Granite Capital Holdings Ltd., une société qu'il pense appartenir à Roman Abramovich, un milliardaire russo-israélo-portugais également placé sous mesures coercitives unilatérales.

Ottawa entend donner l'Antonov 124 à l'Ukraine en violation du droit de propriété. La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a commenté : « Poursuivant la tradition de ses prédécesseurs, qui ont donné refuge au Canada aux complices nazis parmi les Banderistes chevronnés, le régime de Justin Trudeau sous la houlette des États-Unis, incite les autorités ukrainiennes à la guerre contre la Russie jusqu'au "dernier Ukrainien". Et ce, en utilisant des promesses

d'aide militaire et financière, qui s'avèrent en réalité peu généreuses, et des promesses de récompenser le zèle avec des biens russes volés ».

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Le Canada et les Pays-Bas poursuivent la Syrie pour torture

La ministre des Affaires étrangères canadienne, Mélanie Joly, et son homologue des Pays-Bas, Wopke Hoekstra, ont déclaré : « Le 8 juin, le Canada et les Pays-Bas ont entamé des procédures en justice auprès de la Cour internationale de Justice afin de tenir la Syrie responsable des actes de torture et des peines et traitements cruels, inhumains et dégradants infligés à son propre peuple. Depuis 2011, les Syriens ont été torturés, assassinés, agressés sexuellement, enlevés de force et victimes d'attaques à l'arme chimique à grande échelle. Douze ans plus tard, le régime syrien commet toujours des violations des droits de la personne ».

La Cour internationale de Justice est le tribunal interne des Nations unies. Il n'a aucune compétence en matière pénale, mais exclusivement pour les litiges entre les États.

Antony Blinken se rendra à Beijing, sous conditions chinoises

Le secrétaire d'État, Antony Blinken, se rendra en Chine. Exceptionnellement, dès l'annonce de cette visite, le ministre chinois des Affaires étrangères, Qin Gang, a téléphoné à son homologue pour lui fixer les conditions de ce

déplacement : ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures chinoises. Le secrétaire d'État devra s'abstenir de toute déclaration sur l'indépendance de Taïwan, la situation du Tibet et de Hong Kong, de toute remarque déplacée sur les prétendus ballons espions et autres bases cubaines, et enfin de toute accusation contre les sociétés chinoises.

Audition de Janet Yellen

La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a été auditionnée par la Commission des Finances de la Chambre des représentants. Elle a déclaré que le FMI et la Banque mondiale reflètent les « valeurs américaines » et servent de contrepoids aux prêts non durables de la Chine, par exemple. Elle a plaidé pour que les institutions mondiales ne prêtent pas d'argent à la Chine, tout en soulignant qu'un découplage USA/Chine serait catastrophique pour tous. Commentant cette audition, le *Quotidien du Peuple* écrit : « Depuis l'année dernière, les États-Unis ont lancé des hausses de taux d'intérêt massives sans précédent, rendant les problèmes d'endettement de certains pays encore plus graves et en envoyant plus d'ondes de choc par le biais du marché financier mondial. Les États-Unis doivent prendre des mesures concrètes pour aider les pays en développement et faire participer les institutions financières multilatérales à la solution du traitement de la dette, plutôt que d'introduire une confrontation géopolitique dans les institutions financières multilatérales ».

La course aux armes hypersoniques

Les États-Unis assurent ne pas être en retard sur la Russie et mener un programme de fabrication d'armes hypersoniques. De nombreux think tanks US persistent à dire que les Ukrainiens sont parvenus à détruire six missiles hypersoniques russes Kinzhal, ce que la Russie dément. Selon elle, ces missiles volent à Mach 10, rendant leur interception impossible.

Les photographies publiées par Kiev n'attestent aucunement de Kinzhal abattus.

La littérature de l'Otan distingue les véhicules à glissement hypersonique (HGV) et les missiles de croisière hypersoniques (HCM). Cependant le Kinzhal n'est ni l'un ni l'autre, c'est juste un missile balistique à lancement aérien très vélocé. Malgré toutes les provocations réalisées en Ukraine, l'armée russe n'a toujours pas montré l'arsenal dont elle dispose.

Selon le [Congressional Research Service](#) (CRS), la Marine, l'armée de Terre, l'armée de l'Air et la DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency) poursuivent des programmes de missiles hypersoniques distincts.

À l'été 2021, la Chine a lancé dans l'espace un missile hypersonique capable d'emporter une charge utile nucléaire. Elle a annoncé le mois dernier que ses armes hypersoniques pourraient détruire un groupe de portes-avions états-uniens « avec certitude ».

La semaine dernière, l'Iran a présenté ce qu'il a qualifié de premier missile balistique hypersonique produit dans le pays, le « Fattah », avec une portée de plus de 1 400 km.

Les États-uniens pensent que Joe Biden ne devrait pas se représenter

Selon un sondage CBS, 67% des adultes états-uniens disent que le président Biden « ne devrait pas se présenter » à la présidence en 2024.

58 % de ce groupe disent qu'il ne devrait pas se présenter en raison de sa « performance au cours de son premier mandat ».

21% s'inquiètent de savoir s'il pourrait terminer un nouveau mandat.

12 % s'inquiètent de « ce qu'il pourrait faire lors de son second mandat, s'il est réélu ».

9 % s'inquiètent de « ses chances de gagner en 2024 ».

L'existence du schéma de corruption de Joe Biden désormais établi

Le FBI a présenté le 8 juin un document à des parlementaires de la sous-commission chargée d'enquêter sur la famille Biden. Il atteste qu'un informateur « de confiance » et « hautement crédible » a déclaré que la société gazière ukrainienne Burisma avait versé un pot-de-vin de 10 millions de dollars, entre 2015 et 2016, pour acheter l'aide du vice-président des États-Unis de l'époque, Joe Biden, afin qu'il contrecarre le procureur général ukrainien, Viktor Shokin, qui enquêtait sur l'entreprise. 5 millions auraient profité à Hunter Biden, administrateur de Burisma, tandis que 5 autres auraient été destinés à Joe Biden en personne. Les versements auraient été effectués via une kyrielle de sociétés écrans.

Ces informations précisent et surtout confirment un schéma de corruption dont le principe était déjà connu depuis 2017.

À la tribune du Sénat, le Républicain Chuck Grassley (Iowa) a déclaré que le propriétaire de Burisma Holdings, Mykola Zlochevsky, disposait de preuves : 15 enregistrements de ses conversations avec Hunter Biden et 2 autres avec Joe Biden.

Mise en examen de Donald Trump

Donald Trump et son valet, Walt Nauta, ont été inculpés. La plupart des 37 chefs d'accusation portent sur une conspiration visant à détenir des documents relatifs à la Défense nationale, en violation de l'*Espionage Act* de 1917.

Jamais l'*Espionage Act* n'avait été interprété de cette manière, sauf contre le premier conseiller national de Sécurité du président Trump, le général Michael T. Flynn.

Le Honduras ouvre une ambassade en Chine

Le Honduras a ouvert une ambassade à Beijing en présence du ministre chinois des Affaires étrangères, Qin Gang. La présidente Iris

Xiomara Castro Sarmiento a été reçue par son homologue chinois, Xi Jinping.

Washington évoque une base chinoise à Cuba

Selon le *Wall Street Journal*, la Chine aurait installé une base d'espionnage des États-Unis à Cuba. Les autorités US ont déclaré que les informations de cet article n'étaient pas « exactes », ce qui a semblé valider une partie des imputations du journal. Par la suite, un haut responsable a indiqué que cette base n'était pas un projet, mais fonctionne depuis 2019. Elle intercepte toutes les communications électroniques dans le Sud des États-Unis. Cette accusation fait suite à celle des « ballons espions chinois ». Elle intervient alors qu'une visite du secrétaire d'État, Antony Blinken, à Beijing était annoncée.

Le gouvernement cubain a publié des affiches de la prison de la Navy à Guantánamo avec la légende : « Il n'y a pas de base chinoise à Cuba. Il y a une occupation illégale de Guantánamo par les États-Unis ».

Le ministre adjoint cubain des Affaires étrangères, Carlos Fernández de Cossío, a déclaré : « Cuba est signataire de la Déclaration de l'Amérique latine et des Caraïbes comme Zone de Paix, signée à La Havane, en janvier 2014. En vertu de cette Déclaration, nous rejetons toute présence militaire étrangère dans la région, ce qui inclut les effectifs militaires des États-Unis, notamment dans la base militaire qui occupe illégalement une partie de notre territoire national dans la province de Guantanamo ».

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, a déclaré : « Il est bien connu que les États-Unis sont des experts pour chasser des ombres et en matière d'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. Les États-Unis sont le champion mondial du piratage et de la superpuissance de la surveillance. Les États-Unis occupent depuis

longtemps la baie de Guantánamo à Cuba pour des activités secrètes et imposent un blocus à Cuba depuis plus de 60 ans. Les États-Unis doivent se regarder d'eux-mêmes, cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures de Cuba sous prétexte de liberté, de démocratie et de Droits de l'homme, lever immédiatement leur blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba, et agir de manière à améliorer les relations avec Cuba et la paix et la stabilité régionales, pas autrement ».

EUROPE

Boris Johnson démissionne de son mandat de député

L'ancien Premier ministre britannique, Boris Johnson, le député conservateur Nigel Adams et l'ancienne ministre de la Culture, Nadine Dorries, ont démissionné de la Chambre des Communes. Cette annonce est intervenue juste avant que la commission parlementaire enquêtant sur le Partygate ne sanctionne Boris Johnson en le suspendant pour 10 jours de son mandat.

Nicola Sturgeon interrogée par la police

L'ancienne Première ministre d'Écosse, Nicola Sturgeon, a été arrêtée durant six heures pour interrogatoire sur le financement de son parti.

Réunion du Triangle de Weimar

Le président français, Emmanuel Macron, a reçu à dîner le chancelier allemand, Olaf Scholz, et le président polonais, Andrzej Duda, selon le format dit de Weimar.

Le SGDN accuse Piotr Tolstoï d'avoir organisé de faux sites internet d'information

Selon l'unité Viginius du Secrétariat général de la Défense nationale française (SGDN), deux sociétés russes, Struktura et ASP, ont mis en place quatre sites internet en français visant à

diffuser de fausses informations sur la guerre en Ukraine. Elles sont dirigées par Ilya Andreevitch Gambachidze, un spécialiste de la communication qui a travaillé avec Piotr Tolstoï, actuel président de la Douma. Elles auraient publié deux faux articles du *Monde* et du *Figaro*.

Emmanuel Macron souhaite assister au sommet des BRICS

Le président français, Emmanuel Macron a écrit à l'Afrique du Sud pour assister au sommet des BRICS qui se tiendra en août à Pretoria. Celle-ci a réservé sa réponse.

Le président Macron a invité le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud au sommet financier qui se tiendra la semaine prochaine à Paris. La France accepte de discuter avec la Russie, mais refuse de commercer avec elle.

La proposition française aurait été précédée d'une réunion secrète avec la délégation chinoise, lors du 20^e Dialogue de l'hôtel Shangri-La.

Le parti d'Olaf Scholz dépassé par l'AfD

Selon un sondage YouGov du 9 juin, 20 % des électeurs allemands donneraient leur voix à l'AfD, ce qui en fait le deuxième parti derrière la CDU (28 %) et devant le SPD du chancelier Olaf Scholz (19 %).

L'Union européenne entre en récession

Sous l'effet de la récession allemande, l'Union européenne dans son ensemble est elle aussi entrée en récession. Son PIB vient de se contracter de 0,1 % au premier trimestre.

La Biélorussie précise les conditions d'usage de l'arme nucléaire

Le président biélorusse, Alexander Loukachenko, a donné une interview à la première chaîne de télévision russe. Il a précisé qu'il considérerait comme une ligne rouge toute invasion de son pays par ses voisins. La violer autoriserait à faire usage de l'arme nucléaire.

Les sociétés US de l'énergie tirent profit de la guerre en Ukraine

Selon la société nucléaire ukrainienne Energoatom, des accords ont été signés avec l'états-unienne Westinghouse Electric Company, en juin 2022, pour augmenter le nombre de nouveaux réacteurs AP1000 pour l'Ukraine, de cinq à neuf, et pour « l'approvisionnement en combustible de toutes ses centrales atomiques ». Il s'agit pour l'Ukraine d'abandonner complètement le combustible russe. La société publique de gaz ukrainien, Naftogaz, a tenu des discussions en avril avec de grands groupes pétroliers US, dont ExxonMobil, Halliburton, et Chevron dans le but d'augmenter la production de gaz naturel à 13,5 milliards de mètres cubes cette année.

La responsabilité ukrainienne dans le sabotage de Nord Stream se précise

Selon une enquête conjointe de l'ARD, *Die Zeit* et l'émission néerlandaise Nieuwsuur, les services secrets néerlandais (*Militaire Inlichtingen- en Veiligheidsdienst* - MIVD) auraient informé la CIA, en juin 2022, soit trois mois avant le sabotage, que l'armée ukrainienne préparait la destruction des gazoducs Nord Stream. L'opération était planifiée par le général Valerii Zaluzhnyi, commandant-en-chef des armées ukrainiennes.

Selon le *Wall Street Journal*, la CIA aurait signifié à l'armée ukrainienne de renoncer à son projet. La ministre néerlandaise de la Défense, Kajsa Ollongren, a refusé de commenter. « Je ne peux pas commenter le travail de nos services de Renseignement ».

Les révélations du [*Washington Post*](#) du 7 juin (VAI n°44) sont cohérentes avec des informations d'enquêteurs allemands selon lesquelles une équipe de six personnes équipées de faux passeports aurait loué un voilier depuis le port de Rostock, en Allemagne, pour conduire l'opération. La société polonaise ayant loué le voilier serait détenue par des Ukrainiens.

Rappelons que le sabotage de Nord Stream est un acte de guerre contre ses propriétaires : la Russie, l'Allemagne, la France et les Pays-Bas. Commentant ces nouvelles, le porte parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin a déclaré : « Comparé à leur réponse agressive sur la Syrie, l'inaction des États-Unis sur les explosions du gazoduc Nord Stream semble tout à fait intrigante. Pourquoi les États-Unis se sont-ils tus ? Que ne peuvent-ils pas dire à ce sujet ? Quand les États-Unis réagiront-ils exactement aux doutes et aux préoccupations de la communauté internationale ? Les États-Unis doivent une explication à la communauté internationale ».

Qui est Denis Kapustin ?

Denis Kapustin (dit le « Roi blanc »), qui commande le Corps des volontaires russes, est responsable des attaques et des opérations de sabotage à Belgorod (frontière ukraino-russe). C'est un néo-nazi quoi qu'éthniquement juif. Il dispose de 45 000 abonnés sur les réseaux sociaux.

Il a enseigné au camp culturel de Sigurd (Pays de Galles) en août 2014. Il se proposait de recréer la SS. Il y a formé une trentaine de participants aux combats au couteau. Deux de ses élèves, Christopher Lythgoe et Matthew Hankinson, ont ensuite été emprisonnés pendant un total de 14 ans pour leur implication dans le groupe. Ce camp était une initiative de National Action, un groupe néo-nazi plus tard interdit au Royaume-Uni en vertu de la loi sur le terrorisme pour avoir fait l'apologie du meurtre de la députée Joanne Cox.

L'Allemagne a interdit à Kapustin d'entrer en Europe en 2019.

Selon ses publications sur Internet et les témoignages de correspondants de guerre. C'est lui qui avait la garde de l'île aux serpents lorsqu'elle a été reprise par la marine russe. Il était aussi à la centrale nucléaire de Zaporijia lorsqu'elle a été occupée par l'armée russe.

Pour ses actions à Belgorod, son groupe disposait de lance-roquettes US – connus sous le nom de High Mobility Artillery Rocket Systems (HIMARS) – qui coûtent environ 5 millions de dollars chacun. Ses hommes étaient armés de fusils d’assaut belge FN-SCAR et lance-roquettes suédois Pansarskott.

La méthode chinoise pour la paix en Ukraine

L’envoyé spécial chinois en Ukraine, Li Hui, a dressé le bilan de ses contacts. Il s’est appliqué à ne pas aborder les applications pratiques, mais à obtenir un consensus sur les [12 principes chinois](#), notamment le respect de la souveraineté de tous les États, l’abandon de la mentalité de la Guerre froide, la cessation des hostilités et le lancement de pourparlers de paix. « La Chine n’a aucun intérêt égoïste sur la question ukrainienne ; elle ne s’engage pas dans la création de cliques, n’ajoute pas de combustible à l’incendie, et ne profite pas de la situation », a-t-il déclaré.

Puis il a expliqué que les pourparlers ne pourront se tenir que lorsque tous les acteurs auront une vision globale du problème : « Il est nécessaire non seulement de promouvoir les pourparlers de paix en vue d’une trêve rapide, mais aussi de promouvoir l’établissement d’une architecture européenne de sécurité équilibrée, efficace et durable et de s’engager en faveur de la stabilité à long terme. À cette fin, la communauté internationale devrait adhérer au concept de sécurité commune, globale, coopérative et durable et mieux préserver la paix et la stabilité mondiales ».

Cyber Anarchy Squad attaque les banques russes

Le groupe pro-Ukrainien Cyber Anarchy Squad a attaqué le système de communication Infotel JSC utilisé par les banques russes. Une centaine de banques aurait été touchée.

Analyse du Réseau Voltaire

« [L’effondrement de Kiev](#) », par Thierry Meyssan

Le sort des armes a tranché. Le moment de vérité a parlé. La contre-offensive ukrainienne a lamentablement échoué. L’armement considérable de l’Otan n’a servi à rien. Le champ de bataille est jonché de cadavres. Pour rien. Les territoires qui ont adhéré par référendum à la Fédération de Russie resteront russes.

Cet « échec et mat » ne marque pas simplement la fin de l’Ukraine telle que nous l’avons connue, mais de la domination occidentale qui avait misé sur ses mensonges.

Le monde multipolaire pourra naître cet été à l’occasion de plusieurs sommets internationaux. Une nouvelle manière de penser dans laquelle la force ne fait plus le droit.

Sergueï Lavrov à propos du sabotage de la centrale hydroélectrique de Kakhovka

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a rappelé dans un entretien à *Mejdunarodnaïa Jizn*, que le régime de Kiev a bombardé à plusieurs reprises des centrales hydroélectriques utilisant, entre autres, des lance-roquettes multiples états-uniens Himars. En outre après les révélations du Washington Post, la Russie avait attiré l’attention de l’Onu sur les plans déclarés du régime de Kiev de détruire la centrale hydroélectrique de Kakhovka.

Remarquant que ni le secrétariat général de l’Onu, ni l’Agence internationale de l’Énergie atomique ne répondent aux notes hebdomadaires russes sur les bombardements et les tentatives de sabotage contre la centrale nucléaire de Zaporojié, il a conclu que les Occidentaux « font semblant d’ignorer les faits et événements qui les gênent, eux et leurs protégés de Kiev ».

Moscou tire les conclusions du sabotage du pipe-line Togliatti-Odessa

Moscou n'entend pas reconduire l'accord d'Istanbul (22 juillet 2022) sur les céréales après le sabotage du pipeline d'ammoniac Togliatti-Odessa, le 7 juin 2023.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a déclaré : « Ce site avait une importance clé pour assurer la sécurité alimentaire mondiale. En un an, 2 millions de tonnes de matières premières pour la production d'engrais y ont été fournies, assez pour nourrir 45 millions de personnes. Ainsi, le régime de Kiev n'a pas seulement éliminé la possibilité physique de fournir de l'ammoniac [indispensable à la fabrication des engrais minéraux] aux marchés mondiaux. Un coup a été porté aux efforts communs de lutte contre la menace de famine et d'assistance aux pays dans le besoin d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, ainsi qu'aux efforts personnels du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres ».

Le 26e Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF)

Le 26e Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF) se tient du 14 au 17 juin. sur le thème : « Développement souverain, la base d'un monde juste. Unissons nos efforts pour les générations futures ».

AFRIQUE

La philanthropie européenne vis-à-vis de la Tunisie

L'Union européenne a proposé 1 milliard de dollars à la Tunisie, en pleine crise économique, en échange d'une surveillance des flux de migrants depuis ses côtes.

ASIE

Le gouvernement Netanyahu s'en prend à J Street

Le ministre israélien des Affaires de la Diaspora, Amichai Chikli, a qualifié l'ONG états-unienne J Street d'« organisation hostile », financée par George Soros.

J Street a diffusé une [photographie](#) du ministre faisant un doigt d'honneur aux Israéliens qui manifestent contre la réforme de la Justice.

J Street soutien le rapport Goldstone du Conseil des droits de l'homme des Nations unies concluant qu'Israël a commis des crimes de guerre lors de l'opération Plomb Durci (2008-09). C'est le principal rival de l'AIPAC (pro-Netanyahu) dans la communauté juive états-unienne.

Des archéologues réécrivent l'histoire de Jérusalem

Une nouvelle étude archéologique, conduite par le professeur Nadav Na'aman et publiée dans le [*Tel Aviv Journal of the Institute of Archaeology of Tel Aviv University*](#), assure que la ville de Jérusalem/Al Qods n'a probablement pas été fondée dans la « Ville de David », mais sur le « Mont du Temple/Esplanade des Mosquées ». Or, aucune fouille n'est possible sur le Mont du Temple/Esplanade des Mosquées. Cette nouvelle théorie contredit la *Bible*, si l'on lit celle-ci de manière littérale, pas si l'on admet qu'elle a été rédigée un demi-millénaire après la fondation de la ville est n'est donc pas un journal, mais une construction intellectuelle.

Lobbying aux USA pour les logiciels espions israéliens

Le fabricant israélien de logiciels espions NSO (Pegasus) a payé les entreprises Paul Hastings LLP, Chartwell Strategy Group, Pillsbury Winthrop Shaw Pittman et Bluelight Strategies plus de 1 million de dollars pour entreprendre du lobbying à Washington. Elles ont noyé les

dirigeants US de documents affirmant que « toutes les ventes des technologies du groupe NSO sont soumises à l'approbation du gouvernement israélien et tous ses clients sont des gouvernements de la coalition des pays occidentaux » et que NSO a mis au point un « programme de mise en conformité avec la gouvernance des Droits de l'homme ».

Les dessous du naufrage du Goduria

Le 28 mai, le *Goduria*, un bateau de plaisance où 23 personnes, dont au moins 20 espions de différents pays, faisaient la fête a coulé dans le lac Majeur. Un agent du Mossad, Erez Shimoni, deux agents de Renseignement italiens de l'Agenzia Informazioni e Sicurezza Esterna (Aise), Tiziana Barnobi et Claudio Alonzi, et l'épouse russe du capitaine italien, Anna Bozhkova, se sont noyés (VAI 43).

Le [*Corriere della Sera*](#) a révélé qu'Il Verbano, le restaurant qui accueillait le déjeuner de fin de mission des agents du Mossad avec leurs collègues italiens d'Aise, quelques heures avant le drame, avait également accueilli auparavant de nombreuses fois en secret le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Lorsqu'il s'y rend, il arrive en hélicoptère et ne reste pas pour dormir.

Selon la presse italienne, le but de cette mystérieuse réunion était d'établir des contacts avec des oligarques russes sur fond de transfert d'armement. La province de Varèse héberge de nombreuses entreprises dans divers secteurs stratégiques militaires.

Mais, selon *La Cruna dell'Ago*, la rencontre aurait eu pour but de planifier une provocation dans la région du Kosovo, un territoire arraché à la Serbie par l'Otan en 2008, et ainsi de déclencher une nouvelle escalade dans les Balkans.

Juste avant son élection, la Première ministre italienne, Giorgia Meloni, a donné une interview à *Israel Hayom*, le quotidien créé par le casinotier Sheldon Adelson pour soutenir

Benjamin Netanyahu. Elle y avait manifesté son soutien inconditionnel à Israël.

Le Hezbollah se prépare à une guerre contre Israël en Palestine

À titre exceptionnel, Hashem Safieddine, le chef militaire du Hezbollah libanais, a accordé un entretien à l'agence de presse iranienne Tasnim. Il y déclare que toute « bavure » mal calculée de la part d'Israël suscitera une réponse immédiate. Cela inclut, non seulement des actions sur le territoire palestinien, mais aussi l'entrée des forces spéciales d'élite al-Radwan dans la région palestinienne de Galilée.

La semaine dernière, le Hezbollah a mené un exercice impliquant environ un millier de drones près des frontières nord de la Palestine. Ce dernier n'a pas été télévisé.

Conférence des entreprises arabo-chinoises

La 10e Conférence des entreprises arabo-chinoises, qui serait la plus grande réunion d'affaires entre la Chine et les pays arabes, a débuté à Riyad, en Arabie saoudite. Simultanément, à Beijing, les diplomates de 15 États arabes ont été invités à suivre un cours sur la diplomatie chinoise, son histoire, ses objectifs et ses méthodes.

Rien ne va plus entre Abou Dhabi et Washington

- En novembre 2021, les Émirats arabes unis signent un accord économique avec l'Iran.
- En 2022, les Yéménites d'Ansar Allah (pro-Iraniens) envoient des drones parcourir le Golfe et attaquer les Émirats sans que les États-Unis n'interviennent.
- En février 2022, les Émirats négocient l'achat d'avions de combat avec la Chine.
- En mars 2022, les Émirats accueillent le président syrien, Bachar el-Assad, en violation des mesures coercitives unilatérales US.
- Dans la même période, les Émirats

commencent à aider la Russie à contourner les mesures coercitives unilatérales US.

- Les Émirats poursuivent le déploiement de leur réseau G5 avec le Chinois Huawei.
- Fin mai 2023, les Émirats se retirent de la coordination maritime conduite par les États-Unis, ce que la V^e Flotte dément.
- Début juin 2023, les Émirats se joignent à la coalition maritime iranienne.
- L'Iran vient de saisir deux pétroliers qui reliaient l'émirat de Dubaï (sur le Golfe persique) à celui de Fujairah (sur la mer d'Oman), sans que les États-Unis n'interviennent.

Les relations Washington-Riyad ne sont pas celles que l'on croit

Le [*Washington Post*](#) a consulté un document classifié du Pentagone, révélé lors des Discord Leaks. Lorsque le président Joe Biden a menacé l'Arabie saoudite, parce qu'elle réduisait sa production de pétrole au lieu de se substituer à la Russie, le prince héritier Mohamed Ben Salmane a répondu en annonçant qu'il imposerait des coûts économiques importants aux États-Unis.

Le quotidien précise que ce document est un instantané des relations entre Washington et Ryad et qu'il n'y a pas été donné suite.

La condition de l'Iran pour un accord sur le nucléaire

Le Guide suprême de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré qu'un accord sur le programme nucléaire iranien avec l'Occident était toujours possible. Il n'a émis qu'une condition : ne pas toucher aux infrastructures iraniennes. Il a rappelé que son pays avait cessé son programme nucléaire militaire en 1988.

Négociations secrètes indo-pakistanaïses en Chine

La Chine poursuit ses efforts pour réconcilier l'Inde et le Pakistan. Des pourparlers sur la lutte

contre le terrorisme se déroulent en secret à Beijing, sachant que le principal litige entre les deux pays est le terrorisme cachemiri (soutenu par le Pakistan contre l'Inde) et balouchte (soutenu par l'Inde contre le Pakistan). Simultanément, d'autres pourparlers sur la lutte contre le terrorisme se déroulent également à Beijing entre le Pakistan et l'Iran. La Chine tente de sécuriser son corridor sino-pakistanaïse.

Le Pakistan importe du pétrole russe, ... enfin un peu

Le Premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif, a célébré l'importation de pétrole russe. Il ne devrait cependant pas s'agir d'une grande quantité.

Ce commerce, qui viole les mesures coercitives unilatérales des États-Unis, est une manière pour le gouvernement Sharif de démentir les accusations selon lesquelles il a renversé Imran Khan afin de l'empêcher de faire alliance avec la Russie.

Pita Limjaroenrat toujours pas nommé Premier ministre de Thaïlande

Le parti Move Forward de Pita Limjaroenrat a été le grand vainqueur surprise des élections générales du 14 mai en Thaïlande (VAI 41), mais la Commission électorale a accusé M. Limjaroenrat de fraude électorale. Au lieu de devenir Premier ministre, il encourt 10 ans de prison et 20 ans d'inéligibilité. Il lui est reproché de détenir des actions dans la télévision de son défunt père, ITV.

La Corée du Nord recueille des informations personnelles des Sud-Coréens

Selon le National Intelligence Service (NEI) sud-coréen, les services secrets de Corée du Nord ont contrefait la plate-forme en ligne sud-coréenne Naver. De cette manière, ils ont recueilli toutes sortes de données personnelles des Internautes sud-coréens.

Manœuvres USA-Japon-France en mer de Chine méridionale

Les États-Unis, le Japon et la France ont entrepris des manœuvres navales en mer de Chine méridionale avec les porte-avions *USS Nimitz* et *USS Ronald Reagan* ainsi que le porte-hélicoptère japonais *JS Izumo*.

La Chine les a observés notamment avec un nouvel avion de reconnaissance, le PLA Y-9.

Sommet de Sécurité États-Unis/Philippines/Japon

Le Japon, les États-Unis et les Philippines tiendront, le 16 juin, les premiers pourparlers trilatéraux de leurs conseillers de Sécurité (Takeo Akiba, Jake Sullivan et Eduardo Ano) à Tokyo pour s'attaquer aux activités militaires croissantes de la Chine dans la région indo-pacifique.

1 200 entreprises chinoises sous « sanctions »

Les États-Unis ont ajouté 31 sociétés chinoises à leur liste d'entreprises « sous sanctions ». Cela monte à 1 200 le nombre de sociétés et personnalités chinoises faisant l'objet de mesures coercitives unilatérales. Pour Beijing, ces mesures illégales en Droit international visent exclusivement à organiser un système économique favorable aux seuls USA.

La Chine célèbre les Droits de l'homme

À l'occasion du 30^e anniversaire de la Conférence des Nations unies à Vienne, Beijing organise un Forum sur la gouvernance mondiale des droits de l'homme. Il s'agit de s'appuyer sur la Déclaration et le processus de Vienne (1993) selon lesquels les Droits de l'homme sont indivisibles. Bien sûr une large partie des orateurs ont insisté sur les droits économiques et sociaux, affirmant que le premier Droit de l'homme est celui de se nourrir.

Dans une lettre qui a été lue aux participants, le président chinois, Xi Jinping, écrit : « La Chine

plaide en faveur de la promotion des Droits de l'homme avec le développement, de la mise en œuvre de l'Initiative mondiale pour le développement et de la garantie d'un droit équitable aux Droits de l'homme par les peuples de tous les pays grâce à des voies de modernisation présentant leurs propres caractéristiques ».

Beijing entend se substituer aux États-Unis en tant que promoteur des Droits de l'homme, mais sans chercher à les instrumentaliser, à les hiérarchiser et à les noter.

Tsai Ing-wen sabote le 15e Forum du détroit

Le 15e Forum du détroit s'est ouvert dans la province du Fujian, dans la Chine orientale. Il s'agit du plus grand événement de communication entre les deux rives du détroit, la Chine populaire et la République de Chine. Cependant, pour la première fois, il a été entravé par les autorités du Parti progressiste-démocrate (DPP) ; le parti politique de la présidente de Taïwan, Tsai Ing-wen.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Élection des prochains membres tournants du Conseil de Sécurité

L'Assemblée générale des Nations unies a élu cinq nouveaux membres non permanents du Conseil de sécurité qui entameront leur mandat à partir du 1er janvier 2024 pour une durée de deux ans.

Élu avec 191 voix, le Guyana occupera le siège réservé aux États d'Amérique latine et des Caraïbes. Les trois sièges destinés aux États d'Afrique et d'Asie-Pacifique reviennent à l'Algérie, à la Sierra Leone et à la République de Corée, élues avec 184, 188 et 180 voix respectivement.

Quant au siège réservé aux États d'Europe

orientale, il reviendra à la Slovénie qui a obtenu 153 voix. Trente-huit délégations ont voté en faveur du Bélarus qui était également candidat, mais n'entrera pas au Conseil, la majorité des deux tiers requise étant de 128 voix.

Les USA reviennent à l'Unesco

Les États-Unis ont remis une lettre à l'Unesco annonçant qu'ils la rejoindraient après 5 ans d'absence. Il faut encore que l'Assemblée générale de l'Organisation approuve leur retour.

Session 2023 du Comité spécial de la décolonisation

Le Comité spécial de la décolonisation a ouvert sa session 2023.

- Il a notamment entendu la France relater les référendums qu'elle a organisés en Nouvelle Calédonie et qui ont abouti à son maintien dans le pays. Le représentant du FLNKS a contesté le référendum de décembre 2021 en pleine épidémie de Covid.
- Le Premier ministre de Gibraltar a plaidé pour son maintien dans le Royaume-Uni, ce que l'Espagne a contesté.
- Le Premier Ministre des Îles Vierges britanniques a dénoncé la domination du Royaume-Uni et a demandé qu'une mission du Comité soit dépêchée dans le territoire.
- La question des Îles Turques et Caïques, des Îles Vierges américaines, de la Polynésie française et des Tokélaou a également été examinée au cours de cette séance.

Le Comité a adopté une résolution demandant aux puissances administrantes concernées de communiquer régulièrement des renseignements relatifs à la situation économique et sociale et à l'éducation, de même que sur l'évolution politique et constitutionnelle des territoires dont elles sont respectivement responsables.

Difficile préparation de la COP-28

La séance préparatoire de la COP-28, qui se tient à Berlin, piétine. Les participants ne

parviennent ni à se mettre d'accord sur l'ordre du jour, ni sur le président de séance. Les Occidentaux font un forcing pour appliquer l'Accord de Paris, tandis que le Sud global entend parler du financement de la transition énergétique et que la Russie souhaite présenter [ses travaux scientifiques](#) sur le réchauffement climatique.

Au Conseil de sécurité, le représentant chinois a déclaré : « Les pays développés sont en retard dans le financement du climat. Le déficit annuel de 100 milliards de dollars des États-Unis doit être comblé dès que possible, et le nouvel objectif collectif quantifié pour la période post-2025 doit être fixé. L'année dernière, la COP27 de Charm el-Cheikh a établi le fonds de perte et de dommages, et les pays en développement attendent avec impatience la mise en œuvre du Fonds ».

De nombreux États développés ont subventionné la transition énergétique de leurs industries sans remplir leurs engagements internationaux créant ainsi une distorsion grave des échanges.

L'Alliance atlantique multiplie les grands exercices

La semaine dernière s'est déroulé Arctic Challenge, un exercice de l'Otan 23 en Finlande, Norvège et Suède. 150 appareils et 3 000 soldats de quatorze pays, C'était le plus grand exercice organisé depuis des années par les armées de l'Air du Nord de l'Europe. Cette semaine, 250 aéronefs militaires et 10 000 personnes de vingt-cinq pays membres et partenaires de l'Otan, dont le Japon et la Suède, participent aux exercices Air Defender 23, sous commandement allemand.

L'Alliance atlantique poursuivra son extension vers la Chine

Selon Nikkei Asia, l'Otan approfondira sa coopération avec les quatre principaux partenaires de la région indo-pacifique, à savoir

l'Australie, le Japon, la Corée du Sud, et la Nouvelle-Zélande élaborera avec eux un programme de partenariat personnalisé (PIPP). Bruxelles entend poursuivre son expansion vers l'Est, malgré l'opposition de la France. Des membres de l'Otan ont proposé de nommer le futur bureau de Tokyo « Centre d'action pour la mise en œuvre sans heurt du programme de partenariat personnalisé », dans l'espoir d'obtenir le soutien de la France.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°46 - 23 juin 2023

ÉDITORIAL

L'accord céréalier international remis en question

L'accord signé le 17 juillet 2022 sur le transit des céréales ukrainiennes visait à stopper la flambée des prix et à continuer à fournir les populations du tiers-monde. Au cours des 10 derniers mois, il a permis d'exporter 31,7 millions de tonnes de céréales.

Cependant, selon le Centre conjoint de coordination, 97 % d'entre elles ont approvisionné les pays riches et seulement 3 % les pays pauvres.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov a déclaré : « Le monde a besoin des engrais et du blé russes tout autant que des céréales fourragères ukrainiennes, produites par des compagnies américaines et rachetées au rabais par les Européens, en se cachant hypocritement derrière des prétextes humanitaires (...) J'affirme que tout prolongement de l'accord est inenvisageable si au 17 juillet l'ensemble des clauses de l'accord céréalier d'Istanbul n'est pas appliqué tel que défini par le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres ».

Moscou réclame la levée des sanctions occidentales sur ses exportations d'engrais et de produits alimentaires, la reconnexion au système Swift de Rosselkhozbank – une banque publique d'investissement dans le secteur agricole –, la reprise des livraisons de matériel agricole et de pièces détachées ainsi que celle du fonctionnement du pipeline d'ammoniac Togliatti-Odessa (saboté par les nationalistes intégraux ukrainiens), ce gaz étant le composant chimique essentiel de l'engrais minéral.

Le président russe, Vladimir Poutine a commenté : « Ces autorités néocoloniales européennes, mais au fait, états-uniennes, ont pour la énième fois trompé la communauté internationale et les pays d'Afrique dans le besoin : 31,7 millions de tonnes ont été évacuées mais seulement 3 % ont atteint les pays dans le besoin de l'Afrique. N'est-ce pas une arnaque ? Ils ont l'habitude de mentir à tout le monde depuis des siècles et ils continuent de le faire aujourd'hui ».

AMÉRIQUES

Le Canada considère la République dominicaine comme son arrière-cour

La ministre canadienne des Affaires étrangères, Mélanie Joly, a publiquement remercié son homologue en République dominicaine, Roberto Alvarez, pour l'appui qu'il lui a fourni afin d'ouvrir un bureau de coordination des forces canadiennes en Haïti.

Furieux, celui-ci a nié avoir donné son accord. Il a déclaré : « Le gouvernement dominicain confirme qu'il n'a pas discuté, convenu ou accordé une quelconque autorisation pour l'installation sur notre territoire d'un bureau [canadien] de coordination en appui à la Police nationale d'Haïti ».

Les États-Unis ont chargé le Canada de régler la situation en Haïti, toujours explosive depuis l'enlèvement par la France, en 2004, du président Jean-Bertrand Aristide. Des gangs s'y multiplient issus de l'exode rural. Le niveau d'insécurité alimentaire est devenu l'un des plus élevés au monde alors que le potentiel agricole est « immense », dans un État insulaire où normalement « tout pousse ».

Mais les Canadiens n'y parviennent pas. Ils ne connaissent pas l'histoire de la région et ignorent, par exemple, que la République dominicaine a massacré 20 000 Haïtiens en 1937 et ne s'en est jamais excusée.

Antony Blinken en Chine

Le secrétaire d'État Antony Blinken a effectué une visite officielle en Chine. Il était accompagné de Kurt Campbell, conseiller du président Joe Biden et spécialiste de l'Indo-Pacifique.

Campbell a déclaré : « Nous venons à Beijing avec une approche réaliste et confiante et un désir sincère de gérer notre rivalité de la manière la plus responsable possible (...) Nous sommes en compétition avec la Chine, mais nous ne cherchons pas la confrontation ou une nouvelle Guerre froide ».

Le gouvernement chinois avait déployé un protocole minimum contrastant avec le luxe de

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

la réception qu'il avait réservé au président français, Emmanuel Macron.

Parmi ses entretiens, Antony Blinken a rencontré Wang Yi, le responsable de la politique internationale au parti communiste.

Selon CCTV, celui-ci l'a mis en demeure de « choisir entre le dialogue et la confrontation, la coopération et le conflit ».

En définitive, les deux parties se sont contentées de réaffirmer leurs communiqués communs antérieurs. Cependant, la Chine accorde la plus haute importance dans le temps aux engagements pris, tandis que les États-Unis les considèrent comme traduisant les intérêts d'un moment. Un groupe de travail a été créé pour rapprocher les points de vue sur les principes. Antony Blinken a invité son homologue, Qin Gang, à se rendre à Washington.

Cependant, violant sans attendre les engagements de son secrétaire d'État, le président Joe Biden, s'exprimant lors d'une collecte de fonds pour sa campagne électorale, a déclaré le lendemain : « La raison pour laquelle Xi Jinping a été très contrarié à propos du ballon contenant deux wagons pleins d'équipement d'espionnage, c'est qu'il ne savait pas qu'il était là. Non, je suis sérieux. C'est un grand embarras pour les dictateurs quand ils ne savent pas ce qui s'est passé ».

Les États-Unis dépensent presque la moitié des budgets de Défense du monde

Les États-Unis ont le plus gros budget de la défense au monde avec 1 200 milliards de dollars (dont 886 milliards pour le Pentagone auxquels il faut ajouter le Nucléaire, le

Renseignement et les Anciens combattants) contre 1 300 milliards pour le reste du monde. Leur budget est 5 fois plus important que celui de la Chine et 15 fois plus que celui de la Russie. Cependant, s'ils sont la première puissance en matière de dépenses, ils ont de mauvais résultats comme on l'a vu en Corée, au Vietnam, en Iraq, en Syrie et en Afghanistan.

La Cour suprême donne raison aux tribus indiennes

Des tribus indiennes ont gagné, par 7 juges contre 2, trois affaires devant la Cour suprême. Elles posaient qu'en vertu de l'*Indian Child Welfare Act of 1978*, les enfants indiens ne peuvent pas être placés hors de leur tribu. Au contraire, les deux juges en désaccord ont considéré que la loi fédérale ne pouvait pas être supérieure à l'intérêt de l'enfant interprété par un magistrat et que les juridictions locales pouvaient les placer hors de leur tribu. La vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris, a déclaré que la loi fédérale de 1978 et la Cour suprême s'attaquaient à « l'injustice systémique » dont souffrent les Indiens. Dans un communiqué conjoint Chuck Hoskin Jr., chef de la Nation Cherokee, Charles Martin, président de la bande Morongo des Indiens Mission, Tehassi Hill, président de la Nation Oneida, et Guy Capoeman, président de la Nation Quinault, ont déclaré : « Nous espérons que cette décision mettra fin aux attaques politiques visant à diminuer la souveraineté tribale et à créer de l'instabilité dans la législation indienne, lesquelles persistent depuis trop longtemps ».

Une élue démocrate appelle à fusiller Donald Trump

Stacey Plaskett, déléguée démocrate des îles Vierges états-uniennes, a déclaré : « Le fait que Trump ait non seulement eu les codes, mais qu'il ait maintenant les informations classifiées pour les Américains et qu'il soit capable de les publier et de les partager dans son complexe avec tous ceux qui passent, devrait être terrifiant pour tous les Américains. Il faut le fusiller ».

Donald Trump n'a pas le droit d'exposer publiquement sa défense

Le juge fédéral Bruce E. Reinhart a délivré une ordonnance interdisant à Donald Trump et à son coaccusé, son majordome Waltine Nauta, de diffuser par quelque moyen que ce soit des preuves relatives à l'affaire qui les concerne.

Hunter Biden trouve un arrangement avec le procureur

Hunter Biden, fils du président Joe Biden, a plaidé coupable dans deux affaires de fraude fiscale et de port d'arme illégal. Un arrangement exceptionnel permet au procureur de clore le procès sans que le prévenu ait à justifier son niveau de revenus. Les parlementaires enquêtant sur la corruption de la famille Biden espéraient assister au déballage de ses comptes bancaires que les grandes banques et le FBI ont refusé de leur transmettre.

La Chambre des Représentants vote une résolution condamnant Adam B. Schiff

La Chambre des Représentants a adopté une résolution condamnant l'un de ses membres, Adam B. Schiff, pour avoir utilisé sa qualité de membre de la Commission spéciale du Renseignement pour diffamer Donald Trump. Adam B. Schiff avait porté « de fausses accusations selon lesquelles la campagne Trump était de connivence avec la Russie ». Il a été aujourd'hui établi que ces imputations étaient mensongères et sans aucun fondement réel.

YouTube censure Robert Kennedy Jr.

YouTube a censuré une vidéo du candidat démocrate à la présidentielle Robert Kennedy Jr. Celui-ci est l'avocat de patients victimes d'effets secondaires de certains vaccins. Il faisait référence dans un entretien de la chaîne Jordan Peterson à des effets secondaires chroniques non reconnus par les autorités de Santé états-uniennes.

EUROPE

Conférence internationale sur le relèvement de l'Ukraine

La Conférence internationale sur le relèvement de l'Ukraine s'est tenue à Londres, les 21 et 22 juin, en présence du Premier ministre ukrainien, Denys Shmyhal.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, cette conférence ne fait pas suite à l'opération spéciale russe de 2022, mais au coup d'État du Maïdan de 2014. La première édition de cette conférence s'est tenue à Londres, en juillet 2017, sous la coprésidence du Premier ministre ukrainien, Volodymyr Groysman, et du ministre des Affaires étrangères britannique, Boris Johnson. Elle avait alors pour titre Conférence pour la réforme de l'Ukraine.

Elle s'est tenue successivement à Copenhague (2018), Vilnius (2019 et 2021) et n'a changé de nom qu'en 2022 lors de la session de Lugano.

Boris Johnson rejoint le *Daily Mail*

L'ancien Premier ministre Boris Johnson est devenu chroniqueur au *Daily Mail*. Il renoue avec son métier de journaliste qu'il a poursuivi au *Times*, puis en tant que correspondant à Bruxelles du *Daily Telegraph* et à *The Spectator*. Il devrait toucher 1 million de livres annuels pour une chronique chaque samedi.

Les accusations du SGDN contre la Russie font partie d'une campagne de calomnies de l'Otan

L'ambassade de Russie en France a démenti les accusations du Secrétariat général de la Défense nationale, relayées par la ministre des Affaires étrangères, selon lesquelles la Russie aurait mis en place de faux sites d'information français, sous la supervision de Piotr Tolstoï (VAI 45). « Qu'il suffise de dire que la base de ces allégations est le rapport de l'Agence nationale de lutte contre les influences numériques étrangères (Viginum), qui revendique la participation à une campagne de désinformation de nos missions diplomatiques et centres culturels à l'étranger, dont l'ambassade de

Russie à Paris », a communiqué l'ambassade sur son réseau Telegram.

Le magistrat qui enquête sur le Qatargate s'est dessaisi

Le juge belge Michel Claise qui enquête sur les multiples affaires de corruption au parlement européen s'est dessaisi de ces dossiers. Un avocat des mis en cause, Me Maxim Töller, avait révélé que le fils du magistrat avait créé une société avec le fils de l'eurodéputée Marie Arena dont le bureau avait été perquisitionné.

Stratégie nationale de Sécurité allemande

Le gouvernement d'Olaf Scholz a publié la *Stratégie nationale de Sécurité* allemande.

Ce texte reprend la rhétorique de l'Otan. Il accuse la Russie d'avoir débuté une guerre et la Chine d'être un rival stratégique.

Li Qiang en Allemagne

Recevant le Premier ministre chinois, Li Qiang, le président allemand, Frank-Walter Steinmeier, a déclaré que l'Allemagne s'oppose au découplage et à toute forme d'affrontement de blocs, et qu'elle était disposée à renforcer la communication avec la Chine afin de promouvoir avec elle la paix et le développement dans le monde.

Le chancelier Olaf Scholz a déclaré que la partie allemande est disposée à maintenir une communication étroite avec la Chine sur toutes les questions entre les deux pays et à relever conjointement les défis mondiaux tels que le changement climatique, la sécurité alimentaire et les problèmes de dette. L'Allemagne n'a pas l'intention de se découpler de la Chine et est prête à renforcer la coopération bilatérale et multilatérale avec elle pour promouvoir le développement et la prospérité dans le monde. Li Qiang a indiqué qu'il espérait que la partie allemande continuerait de garder l'esprit ouvert, de défendre une politique indépendante et d'agir sur la base du Droit international et dans le respect des Traités.

La Suède extradite un sympathisant du PKK

La Suède a extradité un ressortissant turc qui avait été condamné dans son pays à 4 ans de prison pour avoir transporté 1,8 kg de cannabis. Il n'en avait purgé que 6 mois avant d'être libéré. Mais, compte tenu de ses liens avec le PKK, le procureur général turc a demandé son extradition pour qu'il purge le reste de sa peine. La Suède avait autorisé, le 4 juin, une manifestation de soutien au PKK. La Türkiye reproche toujours à la Suède son soutien au PKK et bloque toujours son adhésion à l'Otan.

Conférence secrète en Norvège

La Norvège a organisé une réunion à huis clos, dans une résidence isolée, de personnalités internationales ayant œuvré à la libération d'otages ou à la solution de conflits. Parmi celles-ci, on relevait la présence de Robert Malley (ancien négociateur de l'accord nucléaire avec l'Iran et proche de George Soros), du colonel Douglas MacGregor (ancien conseiller de l'administration Trump) et d'Abbas Ibrahim (ancien directeur de la Sécurité générale libanaise).

L'Union européenne devient le fabricant de munition pour l'Ukraine

Thierry Breton, commissaire européen à l'Industrie, a confirmé au *Parisien* que l'Union européenne livrerait 1 million de munitions de haute qualité à l'Ukraine dans les 12 prochains mois. Cependant tout détail sur ces munitions est couvert par le « secret-défense ». Le Parlement européen a voté 500 millions d'euros pour moderniser l'industrie des fabriques d'armes. Les objectifs annoncés supposent la construction de nombreuses usines.

Le Parlement européen souhaite une réglementation des logiciels espions

S'appuyant sur une [enquête](#) au sujet de l'utilisation de Pegasus et des logiciels espions équivalents qui a duré un an, les députés

européens affirment que l'utilisation illégale de logiciels espions a mis la démocratie en danger. Ils demandent des enquêtes crédibles, des modifications législatives et une meilleure application des règles existantes pour lutter contre les abus. Ils ont adopté une résolution par 411 voix pour, 97 contre et 37 abstentions.

L'Albanie perquisitionne les Moudjahiddines du peuple

La police albanaise a perquisitionné le camp des Moudjahiddines du peuple, Achraf-3, près de Manze (à l'ouest de Tirana), afin de vérifier s'ils se livrent ou non à des activités terroristes. Les membres de la secte ont opposé une résistance et une personne aurait été tuée. 150 ordinateurs ont été saisis.

Les Moudjahiddines du peuple sont installés en Albanie depuis 2013 sous la protection de Washington. Mais des négociations secrètes entre les États-Unis et l'Iran se déroulent en ce moment. Les Moudjahiddines du peuple ont commis quantité de crimes et de meurtres en Iran. Un rapport du Pentagone a montré que, contrairement à leurs affirmations, ils n'ont jamais été d'un grand secours pour les armées US. Téhéran réclamait jusqu'ici vainement leur arrestation.

L'Ukraine devient le principal centre de trafic d'organes

Le commerce d'organes humains a été légalisé en Ukraine par la loi du 5 janvier 2022. Le pays est rapidement devenu le premier exportateur d'organes humains. Il est désormais possible de prélever des organes sur des enfants et sur des personnes décédées qui n'ont pas donné leur consentement de leur vivant. Les prélèvements et transplantations d'organes ont été exonérées de TVA en avril (loi 5610). Le même phénomène s'était produit au Kosovo durant la guerre intentée par l'Otan contre la Yougoslavie.

Le bilan humain des opérations selon le ministère ukrainien de la Défense

La ministre adjointe de la Défense, Ganna Maliar, a déclaré lors du téléthon national : « Au cours de la semaine et demie écoulée, nous avons constaté une intensification des efforts de la propagande russe sur deux axes. Ils essaient de faire circuler des informations sur des pertes apparemment énormes du côté ukrainien et de discréditer l'aide occidentale. En fait, selon des calculs militaires, les Russes ont subi, dans certaines zones de la ligne de front, des pertes six à neuf fois supérieures à celles de l'Ukraine. C'est pourquoi ces fausses nouvelles sont faciles à réfuter ».

L'oblast d'Ivano-Frankivsk (à l'Ouest du pays) a décrété la mobilisation générale. Elle s'applique à tous les hommes de 18 à 60 ans qui ont dix jours pour rejoindre leur lieu d'enrôlement. Les autorités se réservent le droit de réquisitionner tous les véhicules.

Le commandement ukrainien prétend avoir détruit en vol des Kinjal

Selon un [rapport](#) provisoire du commandement de l'armée de l'Air, au total, les forces de défense aérienne ont abattu « six missiles balistiques aériens Kinjal, six missiles de croisière Kalibre et deux drones de reconnaissance ».

Gregory J. Hayes, le PDG de Raytheon a assuré que les Ukrainiens ont réussi à modifier « le logiciel du système Patriot pour qu'il puisse s'adapter aux variations de déplacement et détruire les missiles hypersoniques » russes. Il est impossible, même avec des missiles Patriot, de détruire en vol des missiles hypersoniques Kinjal. Ceux-ci se déplacent à mach 10 contre mach 4,1 pour les missiles classiques les plus performants. Ils peuvent varier de direction durant leur vol.

L'alliance des « sionistes révisionnistes » et des « nationalistes intégraux » se confirme

Natan Sharansky, l'ancien dissident soviétique qui fut décoré par Ronald Reagan avant de devenir ministre d'Ariel Sharon et de Benjamin

Netanyahu, a organisé une conférence vidéo entre de nombreuses personnalités juives et Andriy Yermak, directeur de cabinet du président ukrainien Volodymyr Zelensky. Natan Sharansky est né à Donetsk (URSS). C'est un disciple de Jeev Jabotinsky qui, lui, était né à Kherson. En 1921, Jabotinsky fit alliance avec le « nationaliste intégral » Simon Petlioura contre les bolchéviques. Lorsque l'affaire fut connue, l'Organisation sioniste mondiale lui retira son mandat d'administrateur et l'exclut de ses rangs car Petlioura était un antisémite virulent et avait organisé de vastes massacres de juifs. Lors de la mort de Jabotinsky à New York, en 1940, David Ben Gourion s'opposa au secrétaire de Jabotinsky, Bension Netanyahou (le père de Benjamin Netanyahu), et refusa qu'il soit inhumé en Israël.

Andriy Yermak est de père juif, mais proche de l'Église de Scientologie. Il a servi d'intermédiaire avec Rudy Giuliani lors des tentatives de Donald Trump d'enquêter sur la corruption de Joe Biden par Burisma. Il a rappelé qu'avec l'appui du président Zelensky, la Verkhovna Rada avait adopté une loi pour lutter contre l'antisémitisme.

Les participants à cette réunion sont convenus de poursuivre l'assimilation de l'Holodomor à l'Holocauste et de mener des actions contre les livraisons par l'Iran de drones à la Russie. Les « nationalistes intégraux » ukrainiens prétendent contre toute évidence que la famine des années 30 qui toucha le Sud de l'Union soviétique était une volonté de Staline pour tuer le peuple ukrainien, tandis que les « sionistes révisionnistes » masquent que Dmytro Dontsov, le théoricien du nationalisme intégral et administrateur de l'institut Reinhard Heydrich, était un des maîtres d'œuvre de la « solution finale » des « questions juives et tsiganes ». Parmi les participants à cette réunion, on remarquait :

- Le rabbin David Niederman, président des organisations juives unies de Williamsburg et rabbin de North Brooklyn ;
- L'oligarque Boris Lozhkin, président de la Confédération juive d'Ukraine ;
- La professeur Hannah Lessing, secrétaire général du Fonds général d'indemnisation des victimes du national-socialisme ;

- Le rabbin loubavitch Raphael Rutman, président exécutif de la Fédération des communautés juives d'Ukraine.

Mort du général Sergei Goryachev

Les nationalistes intégraux ukrainiens sont parvenus à assassiner le général Sergei Goryachev, commandant de la 35^e armée russe, lors d'un tir de missiles dans la région de Donetsk sur son quartier général. C'est le cinquième général de division russe à mourir en service depuis le début de l'opération militaire spéciale.

Le Forum économique de Saint-Petersbourg

Le Forum économique de Saint-Petersbourg (SPIEF) n'a pas réussi cette année à réunir les stars qui se pressaient dans les éditions précédentes. Non seulement les Occidentaux étaient absents, mais aussi les Chinois et les Indiens. La plupart des participants provenaient des pays de la Communauté des États indépendants, de pays africains, de Cuba et des Émirats arabes unis.

Les connexions internet ont été interrompues durant le discours du président Vladimir Poutine afin de permettre à la sécurité de contrôler tout drone qui se présenterait. Celui-ci a déclaré en ouverture : « Le système international néocolonial, d'une laideur inhérente, a cessé d'exister et le monde multipolaire, au contraire, se renforce ».

Amabilités échangées entre adversaires

Le président russe, Vladimir Poutine, a déclaré au Forum économique de Saint-Petersbourg (SPIEF) à propos de son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky : « J'ai beaucoup d'amis juifs. Ils disent qu'il n'est pas juif, qu'il est une honte pour le peuple juif ».

Dans la presse, l'ancien ministre israélien né en Ukraine, Natan Sharansky, lui a répondu : « Zélensky unit le peuple ukrainien contre l'agression barbare, et nous, Juifs, pouvons être fiers qu'un représentant de notre peuple joue un rôle historique et important dans l'union du

Analyses du Réseau Voltaire

- « [Ukraine : La fausse contre-offensive et le refus de bons offices](#) », par Thierry Meyssan
C'est un jeu de dupes. La communication de Kiev affirme que son armée a lancé une contre-offensive depuis deux semaines. Mais cela ne correspond pas à ce que l'on peut constater sur le champ de bataille. Elle affirme aussi accueillir avec espoir les deux missions de bons offices de la Chine et de l'Union africaine. Mais Volodymyr Zelensky a interrompu les négociations qu'il menait avec Moscou et a promulgué une loi interdisant de les reprendre.

- « [L'Otan attaque l'Union européenne](#) », par Manlio Dinucci

Selon le *Wall Street Journal*, la récession qui vient de débiter dans l'Union européenne a été provoquée par le sabotage des gazoducs Nord Stream. Celui-ci étant imputable à l'Alliance atlantique, il faut en conclure que l'Otan a déclaré la guerre à l'Union européenne ainsi que le préconisait le straussien Paul Wolfowitz, en 1991.

monde entier pour protéger notre avenir ». Sharansky avait déclaré dans une [tribune](#) du *Washington Post*, le mois dernier, que Poutine était pire que les soviets.

Lors d'un entretien à la BBC, Volodymyr Zelenskyy lui a répondu : « C'est comme s'il ne comprenait pas complètement ce qu'il dit. Excusez-moi, mais c'est comme s'il était le deuxième roi de l'antisémitisme après Hitler ».

Suicide d'un opposant russe durant sa détention

Anatoly Berezikov, 40 ans, a été arrêté le mois dernier parce qu'il était soupçonné d'avoir accroché des tracts pro-ukrainiens dans la ville de Rostov-sur-le-Don, à environ 60 kilomètres au Sud-Est de l'Ukraine, dans la région de Donetsk. Selon la police, il s'est suicidé durant sa détention.

AFRIQUE

L'Algérie se détourne de la France pour la Russie

Par décret du président algérien, Abdelmajdid Tebboune, le 3^e couplet de l'hymne national a été rétabli. Il s'agit d'un chant écrit durant la guerre d'indépendance et désignant l'ennemi : l'occupant français. En voici le texte :
« Ô France ! le temps des palabres est révolu ;
Nous l'avons clos comme on ferme un livre
Ô France ! voici venu le jour où il te faut rendre des comptes
Prépare-toi ! voici notre réponse,
Le verdict, notre révolution le rendra
Car nous avons décidé que l'Algérie vivra
Soyez-en témoin ! Soyez-en témoin ! Soyez-en témoin ! ».

Ce couplet n'était plus chanté depuis l'indépendance dans les manifestations officielles sauf lors de l'investiture du président de la République.

Cette initiative intervient alors que la France a demandé la renégociation des privilèges accordés aux immigrés algériens et que la visite à Paris du président Tebboune a été annulée au profit d'un déplacement à Moscou.

Il y a signé plusieurs accords et a présenté la candidature de l'Algérie aux BRICS.

La Russie est actuellement le second partenaire commercial de l'Algérie après la Chine et avant la France.

Le Mali exige le retrait des « Casques bleus »

Le ministre malien des Affaires étrangères, [Abdoulaye Diop](#), a exigé « le retrait sans délai » de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) devant le Conseil de sécurité, le 16 juin.

Le représentant de la France a dénoncé la présence de l'armée privée russe Wagner et le manque de coopération du gouvernement malien.

Le représentant du secrétaire général et chef de la MINUSMA, le Sénégalais El-Ghassim Wane, a plaidé pour le maintien de la mission. Le mois

dernier, il avait rédigé un rapport (VAI 41) assurant que l'armée malienne et Wagner avaient massacré plus de 500 Maliens à Moura.

Le représentant de la Russie a dénoncé la réaction négative au renforcement de la coopération russo-malienne, manifestant une approche néocoloniale selon une lecture de « deux poids, deux mesures ».

Abdoulaye Diop a dénoncé la volonté de certains États d'instrumentaliser l'Onu pour « nuire et punir le Mali pour ses choix souverains ».

Attaque jihadiste en Ouganda

Les Forces démocratiques alliées (ADF), une milice islamiste qui a fait allégeance à Daesh depuis 2019, ont attaqué un lycée à Kasese (Ouganda), avant de se replier dans un parc naturel en République démocratique du Congo. Ils ont pillé les réserves de nourriture et assassiné 41 personnes, majoritairement des élèves.

En juin 1998, les ADV avaient brûlé vifs 80 étudiants dans leurs dortoirs et en avaient enlevé une centaine d'autres.

La Somalie demande la levée des sanctions contre elle

Le 15 juin, le Conseil de Sécurité a pris connaissance du rapport du Comité des sanctions créé en vertu de la résolution 751 (1992) concernant les Chababs. Il a également reçu le rapport d'un Groupe d'experts portant sur le conflit à Laascaanood, dans le nord du pays, où des affrontements opposent la milice du SCC (du nom des régions de Sool, Sanaag et Cayn) aux forces du Somaliland.

Le représentant de la Somalie a plaidé pour la levée des sanctions (sur l'importation d'armes et l'exportation de charbon de bois) qui touchent son gouvernement. « Il faut cibler ceux qui menacent la paix et la sécurité de la Somalie, tout en aidant le Gouvernement fédéral avec des mesures sécuritaires fortes », a-t-il déclaré.

ASIE

Israël arme des pays arabes

En 2022, les [exportations israéliennes d'armes](#) ont atteint 12,556 milliards de dollars, dont 24 % au profit d'États arabes, 30 % pour l'Asie-Pacifique, 29 % pour l'Europe et 11 % pour les Amériques.

Les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Maroc et le Soudan ont signé les accords d'Abraham avec Israël.

Israël met au point un système d'interception de missiles hypersoniques

La société israélienne Rafael Advanced Defence Systems Ltd a indiqué développer un système Sky Sonic capable d'intercepter des missiles hypersoniques iraniens Fattah. Il doit à la fois surveiller leurs changements de trajectoire et répondre à leur vitesse.

À vrai dire, personne ne connaît exactement les capacités des Fattah et le système Sky Sonic n'a jamais été utilisé en situation de combat.

Négociations secrètes états-uno-iraniennes

Israël tente par tous les moyens de savoir ce que Washington négocie en secret avec l'Iran.

L'Europe craint qu'une confrontation militaire d'Israël avec l'Iran force Washington à réduire son aide dédiée à l'Ukraine.

Qui bénéficiera des recettes de Gaza Marine 1 ?

Les recettes à venir du champ gazier de Gaza Marine 1 seront répartis entre trois parties : le Fonds d'investissement palestinien obtiendra 20 % (l'Autorité palestinienne y est partenaire), la compagnie de gaz égyptienne qui mènera les travaux d'exploration en obtiendra 40 %, tandis que les 40 % restant iront à la transnationale chypriote Consolidated Contractors Company CCC, dirigée par le milliardaire palestinien, Said Khoury.

Cet arrangement aurait été conclu il y a plusieurs mois déjà. Il devrait être annoncé par

le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.

Les États-Unis s'opposent toujours à la reconstruction de la Syrie

Selon le porte-parole de la Croix-Rouge internationale, Suhair Zaqout, « Près de 90% des Syriens vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté (...) Il y a plus de 15 millions de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire, une tendance qui est restée constante ces dernières années ».

Le Programme alimentaire mondial communique : « Une crise du financement sans précédent en Syrie contraint le Programme alimentaire mondial (PAM) à réduire son assistance alimentaire de base à 2,5 millions de personnes, contre 5,5 millions » secourus jusqu'ici.

La 7^e conférence de Bruxelles sur le thème « Soutenir l'avenir de la Syrie et de la région » a promis 4,6 milliards d'euros pour 2023 et 1 milliard d'euros pour 2024. Ils seront distribués aux réfugiés à l'étranger et aux jihadistes d'Idleb, mais pas à la population syrienne fidèle à Damas. Depuis 2017, les Nations unies refusent d'entreprendre quoi que ce soit qui permette de reconstruire la Syrie, en vertu d'une [note](#) signée par l'États-unien Jeffrey Feltman, alors n°2 de l'Organisation.

Les [États-Unis](#) ont accordé plus d'1,1 milliard de dollars aux Syriens en exil et aux jihadistes en 2023.

Le 30 mai, le porte-parole régional du département d'État, Samuel Warburg, avait précisé : « Notre position ne changera pas tant que nous ne verrons pas de mesures concrètes vers une solution politique conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité. En conséquence, les sanctions contre le régime d'Assad se poursuivront en l'absence de tout progrès réel ».

☞ Cette situation laisse songeur : en 2016, la Syrie a gagné la guerre que lui livraient les jihadistes soutenus par l'Otan. Mais elle en est toujours au même point 7 ans plus tard. Désormais, gagner une guerre ne suffit plus. Les Syriens ne s'en sortiront que lorsque le système

unipolaire de domination occidentale lui-même sera vaincu.

L'Union européenne s'oppose toujours à la reconstruction de la Syrie

Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a déclaré : « Au cours de sa tournée, la délégation de l'opposition syrienne a souligné la nécessité de rejeter la normalisation avec le régime après que les composantes de la Commission de négociation se sont réunies à Genève au début du mois de juin et a annoncé à l'unanimité leur refus de normaliser le régime syrien ». Il a confirmé que la reprise des relations avec « le régime » n'était pas pour le moment à l'ordre du jour.

Le Pentagone déploie des F-22A Raptor en Syrie

La position des forces d'occupation états-unienne en Syrie serait menacée à la fois par les milices formées par l'Iran, l'armée arabe syrienne et les avions de la force russe. Aussi le Pentagone a-t-il annoncé le déploiement d'avions F-22A Raptor. Ils devraient arriver sur la base US de Muwaffaq Salti (Jordanie) avant d'être basés en Syrie occupée.

Le Commandement US pour le Moyen-Orient élargi (CentCom) considère que les accords de déconfliction russo-US d'avant la guerre en Ukraine s'appliquent toujours. La Syrie et la Russie affirment au contraire que les États-Unis sont une force d'occupation et doivent quitter le territoire.

Les communicants occidentaux assurent que la présence US vise à combattre Daesh alors que les médias locaux relatent le soutien qu'elle apporte aux jihadistes.

Rétablissement des relations diplomatiques entre le Qatar et les Émirats

Le Qatar et les Émirats arabes unis ont rouvert leurs ambassades respectives. Il s'agit d'une tardive application de l'accord d'Al-Ula, signé lors de l'ouverture du 41e sommet du Conseil de

Coopération des Pays du Golfe (CCG) entre le Qatar, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn, Oman et le Koweït, en janvier 2021, sous la pression de Jared Kushner, conseiller du président états-unien Donald Trump.

Rétablissement des vols Yémen/Arabie saoudite

Pour la première fois depuis 2016, un vol commercial a relié le Yémen à l'Arabie saoudite. Il a transporté 277 pèlerins accomplissant leur hajj à La Mecque.

Les banques iraniennes se connectent à l'étranger

Les banques indiennes, pakistanaises, birmanes, maldiviennes, népalaises, sri-lankaises et bhoutanaises seront reliées aux banques iraniennes via le système SEPAM, équivalent du SWIFT occidental, a indiqué l'Asian Clearing Union.

Problème protocolaire saoudo-iranien

La conférence de presse du ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Fayal Bin Farhan, et de son homologue iranien, Hossein Amir Abdollahyan, ne s'est pas tenue dans la salle des conférences de presse du ministère à Téhéran. Elle a été déplacée au dernier moment dans une autre lorsque le Saoudien s'est rendu compte que la salle était dédiée au général Qassem Soleimani, symbole de la résistance iranienne à l'impérialisme américain, alors soutenu par l'Arabie saoudite.

Accord entre Beijing et le Kuomintang

Le secrétaire général du Parti communiste chinois et président de la Chine populaire, Xi Jinping, a adressé une lettre au « Forum du détroit » réunissant des dirigeants chinois et taïwanais. Il y écrit : « L'Association populaire chinoise pour l'amitié avec les pays étrangers continuera d'accroître la vitalité de l'expansion des échanges non gouvernementaux entre les deux rives et de l'approfondissement de

l'intégration et du développement du détroit croisé ».

Le vice-président du Kuomintang (le parti de Tchang Kaï-chek), Andrew Hsia, qui participait au Forum, s'est engagé à soutenir le consensus de 1992 et à s'opposer à « l'indépendance de Taïwan ».

Il est clair que la présidente taïwanaise, Tsai Ing-wen, en s'alignant sur la position des États-Unis, s'est éloignée de l'opinion majoritaire de sa population.

En 1992, Beijing et Taïwan sont convenus de laisser faire le temps et de procéder pacifiquement à terme à la réunification. Depuis deux ans l'administration Biden soutient au contraire les politiciens favorables à l'indépendance de Taïwan, violant ainsi les engagements antérieurs des États-Unis et menaçant la paix dans la région. Beijing a répliqué en soulignant que si ce projet était poursuivi, il préserverait l'unité chinoise en envahissant l'île.

Comment la Chine conçoit l'égalité entre les civilisations

L'Association populaire chinoise pour l'amitié avec les peuples étrangers a tenu un congrès au cours duquel elle a explicité l'Initiative mondiale sur la civilisation.

- respect de la diversité des civilisations du monde :

Aucune civilisation ne devrait utiliser ses propres critères pour mesurer d'autres civilisations, et toute tentative de résoudre les différences entre les civilisations par des moyens coercitifs n'apportera que des conséquences désastreuses à la civilisation mondiale.

- promotion des valeurs communes de toute l'humanité :

Chaque pays doit promouvoir les valeurs communes de l'humanité et s'abstenir d'imposer ses propres valeurs et modèles aux autres. Il doit pratiquer un véritable multilatéralisme, s'opposer à l'hégémonisme, à l'unilatéralisme et à la politique de pouvoir, abandonner la théorie de la « supériorité d'une civilisation » et du « choc des civilisations ».

- l'héritage de la civilisation est compatible avec l'innovation :

Il est nécessaire d'être habile à abandonner l'ancien et à absorber le nouveau tout en maintenant la continuité du patrimoine culturel national, être efficace pour s'inspirer des forces d'autres civilisations.

Double-jeu japonais en Ukraine

Le Japon a promis environ 100 véhicules à usage militaire à l'Ukraine. Il lui a déjà donné des équipements de protection tels que des casques et des gilets pare-balles.

Cependant, Moscou a appris que Tokyo envoyait en fait des véhicules blindés, en violation de sa neutralité constitutionnelle. Le ministère russe des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur nippon. Il l'a informé que cette mesure conduirait à une escalade des hostilités et à une nouvelle augmentation du nombre de victimes de Kiev.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

La Turquie remet en cause certains des plans d'action rapide de l'Otan

Les nouveaux plans de réponse rapide de l'Otan devraient être adoptés lors du sommet de Vilnius, les 11 et 12 juillet, si tous les États membres les approuvent. Pour le moment la britanniques de Chypre, Akrotiri et Dhekelia.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°47 - 30 juin 2023

ÉDITORIAL

Le gouvernement ukrainien solde les collections d'œuvres d'art russe de son pays

Selon Sergueï Narychkine, chef des services des Renseignements extérieurs russes (SVR), les autorités ukrainiennes ont décidé d'exporter des trésors culturels en violation de la Convention internationale pour la protection de la propriété culturelle en cas de conflit armé. Son Protocole interdit de faire sortir les trésors culturels d'un pays à l'occasion d'une guerre.

- 70 toiles ont été transférées du musée national d'art de Kiev vers le musée Thyssen-Bornemisza de Madrid, en novembre 2022.
- 11 œuvres, dont cinq icônes, et 11 tableaux venus du musée national des arts ukrainiens de Kiev ont été transférés au musée du Louvre à Paris.
- D'autres transferts seraient négociés vers le Vatican et l'Allemagne.

« Les élites mondialistes, connues pour leur manie de s'approprier le bien d'autrui, redoublent d'efforts pour piller l'Ukraine. Si auparavant elles se satisfaisaient des ressources financières et matérielles, dont les céréales et les terres arables, désormais elles s'en prennent aux sanctuaires orthodoxes situés sur le territoire ukrainien » a déclaré Sergueï Narychkine. Selon lui, cette opération aurait été organisée par l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit (ALIPH), dirigée par le collectionneur états-unien Thomas Kaplan. Le chef de l'Église orthodoxe ukrainienne, le métropolite Onuphre de Kiev, aurait été avisé que les icônes, objets de culte et reliques seraient transférés temporairement, « jusqu'à une normalisation (?) de la situation en Ukraine ».

AMÉRIQUES

Rapport des services de Renseignement US sur le laboratoire de Wuhan

La directrice du Renseignement US, Avril Haines, a publié un rapport sur « Les liens potentiels entre l'Institut de virologie de Wuhan et l'origine de la pandémie de Covid-19 » (*The Potential Links Between the Wuhan Institute of Virology and the Origin of the COVID-19 Pandemic*).

Ce document assure que le Covid-19 est probablement d'origine naturelle, tandis que le bureau du Renseignement du département de l'Énergie et le FBI pensent qu'il s'agit d'une fuite du laboratoire de Wuhan.

Rappelons que le laboratoire P4 de Wuhan dépendait de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et non pas du gouvernement chinois. Des recherches y étaient conduites sur plusieurs virus, dont le SARS-CoV que la Chine considère comme une arme biologique US.

Le Quotidien du peuple commente : « Les États-Unis doivent immédiatement cesser de politiser et de militariser le débat sur les origines du Covid, arrêter de chercher des boucs émissaires et répondre aux questions sur leur rôle dans sa propagation. Ils doivent répondre aux préoccupations légitimes de la communauté internationale, partager des données avec l'OMS sur les premiers cas présumés aux États-Unis, révéler ce qui se passe à Fort Detrick et dans les laboratoires biologiques états-uniens dans le monde entier ».

Les USA transfèrent des chars Abrams à l'Ukraine

Les États-Unis ont livré une douzaine de chars M1 Abrams à l'Ukraine sur les 31 annoncés. Ils sont arrivés à Szczecin (port polonais de mer Baltique). Ces chars de seconde génération sont très performants, mais difficiles à entretenir.

Les responsables de la Sécurité nationale ont menti dans l'affaire Biden

Les [auditions](#) des agents du fisc témoignant sous serment devant la commission parlementaire enquêtant sur la famille Biden font apparaître que le FBI détenait l'ordinateur de Hunter Biden depuis 2019, mais a mis du temps à pouvoir le décrypter.

Quoi qu'il en soit, l'Agence fédérale l'avait authentifié dès le début, alors que la [déclaration](#) des responsables de la Sécurité nationale affirmant que c'était une désinformation russe est bien postérieure. Elle date du 19 octobre 2020.

Le procureur général a menti dans l'affaire Biden

Le procureur général Merrick Garland a menti lorsqu'il a affirmé ne pas avoir entravé les enquêtes sur les crimes de Hunter Biden, le fils du président Joe Biden. Le sénateur républicain Ted Cruz (Texas) a lancé une campagne pour qu'il soit poursuivi pour « entrave à la justice et parjure ».

Des sénateurs US contestent l'urgence climatique

Le sénateur républicain Kevin Cramer (Dakota du Nord) et neuf de ses collègues ont réintroduit au Sénat le projet de *Real Emergencies Act*. Il s'agit d'interdire au président des États-Unis d'invoquer l'urgence climatique pour justifier de mesures d'exception.

Selon l'Académie des Sciences de Russie, le réchauffement climatique ne s'explique pas par l'émission de gaz à l'effet de serre, ainsi que l'affirment les fonctionnaires du GIEC, mais par l'émission croissante d'hydrogène naturel due aux forces gravitationnelles alternées de la Lune et du Soleil, émission qui provoque des trous dans la couche d'ozone.

Les États-Unis violent toujours les Droits de l'homme à Guantánamo

L'Irlandaise Fionnuala Ní Aoláin, rapporteuse spéciale sur le Contre-terrorisme et les Droits de l'homme a visité la base de la Navy à Guantánamo (Cuba occupé). Elle a rendu son rapport au Haut-Commissariat des Nations unies pour les Droits de l'homme.

Elle a constaté que même si l'on qualifie les attentats du 11-Septembre de crimes contre l'humanité, on se doit de respecter les Droits des suspects. Or, malgré de nettes améliorations, « l'infrastructure de détention implique une surveillance quasi constante, des extractions cellulaires forcées, une utilisation indue de moyens de contrainte et d'autres procédures opérationnelles arbitraires et non conformes aux Droits de l'homme découlant d'une formation inadéquate du personnel ; des déficiences structurelles en matière de soins de santé ; un accès insuffisant à la famille, y compris l'absence de communication significative ; et une détention arbitraire qui viole le principe des procès équitables ».

La Cour suprême précise les limites de la liberté d'expression

Dans l'affaire [Counterman v. Colorado](#), la Cour suprême des États-Unis a précisé que le premier amendement qui protège la liberté d'expression

ne s'applique pas aux « discours menaçants ». Doit être considéré comme « menaçant », non pas un message interprété comme tel par son récepteur, mais uniquement un message visant dans l'esprit de son émetteur à menacer une personne ou un groupe.
La Constitution US protège la diversité des argumentaires et des opinions en matière religieuse et politique.

Les USA peuvent-ils priver la Chine de pétrole ?

La Chambre des représentants pourrait amender la loi de finance de la Défense pour contraindre le secrétaire à la Défense à présenter, sous six mois, un rapport sur les options permettant d'instaurer un blocus naval de la Chine. Il s'agirait de la priver de pétrole en cas de guerre.

La censure gouvernementale aux USA

La sous-commission de la Chambre des représentants enquêtant sur la famille Biden a rendu un rapport intitulé : « La militarisation de la CISA : comment une agence de "cybersécurité" s'est associée à des partenaires de la grande technologie et de la "désinformation" pour censurer les Américains » (*The Weaponization of CISA : How a 'Cybersecurity' Agency Colluded with Big Tech and 'Disinformation' Partners to Censor Americans*).
Il récapitule la manière dont la Cybersecurity and Infrastructure Security Agency (CISA), une agence du secrétariat à la Justice, s'est transformée en un organe de censure.

Procès contre Jair Bolsonaro

La Cour suprême du Brésil instruit plusieurs affaires contre l'ancien président Jair Bolsonaro. Il est accusé d'avoir utilisé les moyens de communication du gouvernement pour promouvoir sa campagne et jeter des doutes infondés sur le système de vote électronique du pays.

EUROPE

La Banque d'Angleterre augmente son taux directeur

La Banque d'Angleterre a augmenté son taux directeur de 0,5 point d'un coup, à 5 %. Son conseil d'administration entend juguler l'inflation qui persiste au Royaume-Uni alors qu'elle décroît dans le reste du continent européen. Les Britanniques qui achètent des biens immobiliers verront leurs emprunts augmenter d'autant car ils sont indexés sur le taux directeur.

L'Église d'Angleterre se retire de Shell

Les Commissaires de l'Église d'Angleterre (CCE), le fonds d'investissement de 10 milliards de livres sterling de l'Église anglicane britannique, a décidé de se retirer des compagnies pétrolières. L'archevêque de Canterbury, Justin Welby, exhorte ses fidèles à « prendre au sérieux le réchauffement climatique et à s'aligner sur les objectifs de l'Accord de Paris ». Les CCE détenaient d'importantes participations dans Shell.

Le Congrès des Moudjahiddines du peuple interdit à Paris

Le gouvernement français a interdit la grande réunion que les Moudjahiddines du peuple iranien voulaient organiser en plein Paris, le 1^{er} juillet. La préfecture de police a invoqué un grave danger à l'ordre public.
Le 20 juin, les autorités albanaises ont perquisitionné le camp d'Achraf-3, siège mondial des Moudjahiddines du peuple, non loin de Tirana.

La Hongrie s'oppose à l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne

La Hongrie s'oppose à l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne tant qu'elle ne se conformera pas aux exigences du Conseil de l'Europe en matière de droit des minorités. Dans son rapport du 12 juin 2023 sur l'Ukraine, la Commission de Venise a émis plusieurs

« recommandations ». Parmi celles-ci, l'élargissement du « droit de toute personne à organiser des événements dans une langue minoritaire » ou encore la suppression de « l'obligation de fournir une traduction en ukrainien lors de manifestations publiques à la demande de visiteurs ». L'administration Zelensky a annoncé la fermeture d'une centaine d'écoles hongroises en Transcarpatie. Face à l'opposition hongroise, elle assure que l'application de cette mesure a été reportée.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

L'extrême-droite entre au gouvernement finlandais

- Le député des Vrais Finlandais, Vilhelm Junnila, a été nommé ministre de l'Économie. La presse relève ses liens avec le Mouvement de la résistance nordique (parti néo-nazi interdit par la Cour suprême) et ses « blagues » sur le chiffre 88 (renvoyant aux initiales de Heil Hitler).
- Jussi Halla-aho, ancien membre du groupe nationaliste Suomen Sisä, a été élu président du Parlement. Il y a 20 ans, il a été condamné par la Cour suprême pour « incitation à la haine raciale » et « atteinte à la liberté religieuse ».

Kyriákos Mitsotákis gagne les élections législatives grecques

Après les élections législatives de mai qui n'avaient pas permis de dégager de majorité, les Grecs ont été appelés une nouvelle fois aux urnes, mais avec un nouveau système électoral accordant une prime au parti arrivé en premier.

- Nouvelle Démocratie (Kyriákos Mitsotákis) obtient 40,55 % des voix et 158 sièges

- SYRIZA (Aléxis Tsípras) obtient 17,84 % et 48 sièges.
- Le PASOK - Mouvement pour le changement (Níkos Androulákis) obtient 11,85 % et 32 sièges
- Les Spartiates (Vasilis Stíggas) obtiennent 4,64 % et 12 sièges
- La Solution grecque (Kyriákos Velópoulos) obtient 4,44 % et également 12 sièges.

Consultations bilatérales de l'Ukraine d'une part et des États-unis d'autre part avec l'UE, le Japon, l'Inde et l'Afrique du Sud

Le chef de l'administration présidentielle ukrainienne, Andriy Yermak, a rencontré bilatéralement à Copenhague Simon Mordue, conseiller en chef de la politique étrangère auprès du président du Conseil européen ; Takeo Akiba, secrétaire général de la Sécurité nationale du Japon ; Sanjay Verma, directeur au ministère indien des Affaires étrangères ; et Sydney Mufamadi, conseiller à la sécurité nationale du président de l'Afrique du Sud. Il leur a présenté les grandes lignes du « plan de paix » du président Zelensky. Toujours à Copenhague, le conseiller états-unien de Sécurité, Jacob « Jake » Sullivan, et la sous-secrétaire d'État pour les Affaires politiques, Victoria Nuland, ont rencontré séparément les délégations européenne, japonaise, indienne et sud-africaine.

L'Union européenne adopte l'extra-territorialité de ses mesures coercitives unilatérales

L'Union qui pratique déjà des mesures coercitives unilatérales (abusivement qualifiées de « sanctions ») a décidé d'adopter également le principe d'extra-territorialité, lui aussi contraire au Droit international. Bruxelles entend placer sur liste noire les entreprises de pays tiers soupçonnées de réexporter vers la Russie des marchandises interdites, ou d'être impliquées dans des activités telles que le transport maritime de pétrole russe. 87 sociétés accusées de « soutenir directement » le complexe militaro-industriel russe, basées en Arménie, en Chine, aux Émirats arabes unis, en

Ouzbékistan ou encore en Syrie, ont ainsi été ajoutées à cette liste noire.

« On ne peut guère s'attendre à ce que Bruxelles encourage les pays tiers à se joindre aux sanctions par des efforts diplomatiques. L'UE préfère toujours recourir au chantage et à la coercition », a déclaré l'ambassadeur russe auprès de l'UE, Kirill Logvinov.

Où en sont les adhésions de l'Ukraine et de la Moldavie à l'UE ?

Le commissaire européen à l'Élargissement, le Hongrois Olivér Várhelyi, a présenté aux ministres des Affaires étrangères de l'Union son rapport à propos de la possible adhésion de l'Ukraine. Sur 7 critères, elle n'en cocherait pas plus de 2. L'une des conditions, non écrite, de l'UE est que l'Ukraine désigne comme juges à la Cour suprême, des magistrats « recommandés par la communauté internationale » (sic). Cette disposition n'a été adoptée qu'en première lecture. Contrairement aux habitudes, il n'a pas été présenté de rapport écrit, mais uniquement oral.

Les pays baltes et la Pologne souhaitent accélérer l'adhésion. La Suède, l'Autriche et la Roumanie sont d'accord pour son adhésion à condition d'accélérer aussi les dossiers des pays des Balkans qui patientent depuis deux décennies. L'Allemagne, l'Italie et la France souhaitent que l'on respecte la procédure.

Les eurodéputés se divisent sur la restauration de la nature

Le Parlement européen s'est divisé à propos du projet de « restauration de la nature » présenté par le commissaire européen à l'Environnement, le Lituanien Virginijus Sinkevičius. Il s'agit de rendre à la nature 20 % de la surface de l'Union. Selon le groupe des fonctionnaires de l'Onu sur le réchauffement climatique, le GIEC, ce serait le meilleur moyen de lutter contre ce phénomène.

Victoria Nuland à Bruxelles pour indiquer à l'UE comment se comporter face à la Chine

Le secrétaire général du service d'action extérieure de l'Union européenne, Stefano Sannino, a reçu la sous-secrétaire d'État US, la straussienne Victoria Nuland. Il semble que le but de la visite de Madame Nuland ait été d'indiquer à l'UE ce que les États-Unis attendent d'eux face à la Chine.

Le président états-unien, Joe Biden, a défini la « réduction des risques » avec la Chine comme une forme de protectionnisme sur les technologies de pointe qui pourraient faire basculer l'équilibre militaire.

La Chine interprète ce mot d'ordre comme une tentative d'entraver son développement économique. Elle préconise au contraire de veiller à maintenir la stabilité des chaînes d'approvisionnement mondiale sur tous les produits.

Des policiers kosovars libérés en Serbie

Trois policiers kosovars qui avaient été arrêtés par la Serbie ont été relâchés par un tribunal serbe qui les a néanmoins inculpés. Le Kosovo assure qu'ils n'avaient commis aucun délit, mais avaient été enlevés par la Serbie. L'interprétation des événements diffère selon que l'on reconnaît ou pas l'État du Kosovo et ses frontières.

Aleksandar Vučić accuse les Occidentaux dans le rébellion de Wagner

Le président serbe, Aleksandar Vučić, a accusé les Occidentaux d'avoir joué un rôle dans la rébellion du Groupe Wagner, la société militaire privée russe d'Evgueni Prigojine.

Forcing ukrainien pour rejoindre l'Otan

Le Danois Anders Fogh Rasmussen, ancien secrétaire général de l'Otan et ancien conseiller du président ukrainien Petro Porochenko, et l'Ukrainien Andriy Yermak, directeur de l'administration présidentielle ukrainienne, ont signé une tribune libre commune dans de grands quotidiens. Elle a pour titre : « L'Ukraine doit

entrer dans l'Otan, il n'y a pas d'autre solution ».

Le président états-unien, Joe Biden, s'est prononcé contre une telle adhésion.

Ursula von der Leyen promet de lever les restrictions sur les céréales ukrainiennes

Selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a promis que l'interdiction d'importation des céréales ukrainiennes dans certains pays de l'Union serait levée au plus tard le 15 septembre.

L'anglais bientôt langue de l'administration en Ukraine

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a présenté en urgence, pour approbation par la Verkhovna Rada, un projet de loi visant à élever la langue anglaise au statut de « langue de communication internationale ». Il serait obligatoire de maîtriser l'anglais pour les chefs des administrations locales et leurs adjoints, les officiers de l'armée, les procureurs, les fonctionnaires des impôts et des douanes, les officiers de police intermédiaires et supérieurs, les hauts fonctionnaires d'autres organes chargés de l'application des lois et des services de protection civile.

Cette réforme intervient alors que les administrations ne pratiquent plus les langues minoritaires.

Pour Volodymyr Zelensky, la première constitution ukrainienne daterait du XVIII^e siècle

À l'occasion du 27^e anniversaire de la Constitution ukrainienne, le président Volodymyr Zelensky a prononcé un vibrant discours à la Verkhovna Rada. Il a tenté de relier l'actuelle constitution avec celle de l'hetman des cosaques, Pylyp Orlyk, au XVIII^e siècle.

Cette référence a l'avantage de gommer l'origine du texte actuel qui doit son article explicitement raciste à Slava Stetsko, épouse du Premier ministre nazi et co-présidente de la

Analyses du Réseau Voltaire

- « [La rébellion d'Evgueni Prigojine](#) », par Thierry Meyssan

Contrairement aux commentaires de la presse occidentale, Evgueni Prigojine n'a jamais tenté de coup d'État contre Vladimir Poutine. Il a voulu le faire chanter afin de conserver les privilèges exorbitants qu'il a accumulés depuis la création de sa société militaire privée. Puis il s'est rendu à la raison et a réintégré son poste.

- « [La "solution coréenne" pour l'Europe](#) », par Manlio Dinucci

Les Occidentaux ont pris acte des leurs défaites successives en Allemagne, en Chine, en Corée, au Vietnam, en Syrie, et maintenant en Ukraine. De même qu'ils ont divisé l'Allemagne, la Chine et la Corée, ils viennent de faire passer la division de l'Ukraine par pertes et profits, espérant survivre en prolongeant un peu plus la Guerre froide.

Ligue anticomuniste mondiale. Cet article stipule que « préserver le patrimoine génétique du peuple ukrainien relève de la responsabilité de l'État ».

En outre cette référence permet de réécrire l'histoire : le document de Pylyp Orlyk n'est pas à proprement parler une constitution et n'a jamais été appliqué. Il s'intitule « Pactes et lois des droits et libertés de l'armée de Zaporijzhya »

(*Contenta Pattern inter Ducem et Exercitum*

Conventorum). Il limite les prérogatives de l'hetman, maintient le statut spécial des cosaques et affirme la séparation politique et ecclésiastique de Moscou. Ce texte fixe aussi comme objectif l'éradication des juifs.

Les soldats qui s'étaient mis au service de Pylyp Orlyk étaient des Khazars qui refusaient à la fois le judaïsme et la Rus de Kiev. Le territoire qu'il revendiquait comprenait l'Est de l'Ukraine, l'Ouest du Kazakhstan, le Nord-Ouest de l'Ouzbékistan, l'Est de la Turquie, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

En 2021, une version abrégée des « Pactes et lois » avait été prêtée par la Suède pour être exposée à la cathédrale Saint-Sophie de Kiev

dans le cadre des fêtes du 30^e anniversaire de l'indépendance.

Pourquoi la Russie vient-elle de déclarer le WWF « indésirable » ?

Selon une enquête du procureur général de Russie, le World Wide Fund for Nature (WWF) n'utilise ses activités en matière de protection de l'environnement et d'éco-éducation que comme couverture pour des projets qui menacent la sécurité économique de la Russie. L'un des objectifs des activités du WWF serait de perturber la politique du gouvernement russe vers le développement industriel de l'Arctique. La fondation légitime des restrictions qui visent à déplacer le passage du Nord-Est vers la zone économique exclusive des États-Unis. Les initiatives du WWF sont dirigées contre les grandes compagnies pétrolières, gazières et énergétiques ainsi que contre les producteurs de métaux précieux et d'autres ressources minérales.

Deux personnalités russes plaident pour un usage de la force de frappe

Sergueï Karaganov, président d'honneur du Conseil pour la Politique étrangère et la Défense (Svop), et Dmitri Trenine, ex-directeur du bureau russe de l'Institut Carnegie, ont publié des articles où ils plaident pour une frappe nucléaire.

« Un signal sans ambiguïté — et non plus verbal — doit être envoyé à l'adversaire principal que Moscou ne jouera pas au hasard et selon les règles établies par la partie adverse (...) Il faut ramener la peur dans la politique et dans la conscience publique : à l'ère nucléaire, c'est la seule garantie de préservation de l'humanité ».

Margarita Simonyan accuse les USA, le Royaume-Uni et Israël d'avoir manipulé Wagner

Margarita Simonyan, directrice des chaînes publiques Russia Today, a accusé les États-Unis, le Royaume-Uni et le Mossad d'avoir joué un rôle dans la rébellion du Groupe Wagner, la société militaire privée d'Evgueni Prigojine.

AFRIQUE

Emmanuel Macron accuse la Russie de déstabiliser l'Afrique

Le président français, Emmanuel Macron, a déclaré lors d'un entretien avec FranceInfo/RFI/France 24 : « [La Russie] est une puissance de déstabilisation de l'Afrique à travers des milices privées qui viennent faire de la prédation, des exactions sur les populations civiles (...) Cela a été documenté par les Nations Unies en République centrafricaine à travers la milice Wagner ».

L'Égypte débute l'assemblage du satellite MisrSat-2

L'Agence spatiale égyptienne (EgSA) a reçu de Chine les éléments de son satellite MisrSat-2. Elle les montera elle-même afin d'expérimenter ces matériaux et d'acquérir son autonomie en la matière. L'Égypte est le premier État africain à développer une industrie spatiale.

ASIE

Nouvelle expansion d'Israël

Le ministère israélien de la Défense a annoncé avoir approuvé quelque 5 700 nouvelles maisons implantées dans les colonies de Cisjordanie. Depuis trois quarts de siècle, Israël poursuit la colonisation des Territoires palestiniens en violation des résolutions des Nations unies.

Vers une force d'interposition multinationale en Cisjordanie ?

Après les pogroms anti-arabes de Hawara, de Turmus Ayya et d'Umm Safa, des diplomates occidentaux ont évoqué la possible création d'une force d'interposition multinationale en Cisjordanie afin de protéger la population palestinienne des exactions des colons juifs. Elle serait composée par les États signataires ou associés aux Accords d'Abraham, soit les Émirats arabes unis, le Bahreïn et le Maroc, plus l'Égypte, la Jordanie et la Turquie, et peut-être même l'Arabie saoudite. Cette éventualité vise

aussi à prévenir la constitution d'une force d'interposition des Nations unies.

Le gouvernement Netanyahu s'en prend à la presse anglo-saxonne

La ministre israélienne de la diplomatie publique, Galit Distal Atbaryan, a demandé aux services de l'État hébreu de diffuser autant que possible une vidéo mettant en cause plusieurs grands médias : la BBC, le *New York Times*, CNN, le *Guardian*, Reuters et AP. Ils diffuseraient de fausses nouvelles contre Israël.

L'Ukraine fait à nouveau pression sur Israël

L'ambassadeur d'Ukraine à Tel-Aviv, Ievguen Korniytchouk, a déclaré : « Les dirigeants israéliens, en s'abritant derrière un discours démagogique sur leur neutralité (et bien qu'ils ne s'en cachent plus), construisent activement des relations avec la Fédération de Russie (...) En réalité, sur le terrain, la prétendue "neutralité" du gouvernement israélien est une claire position prorusse (...) Nous appelons le gouvernement israélien à changer de position et à soutenir l'Ukraine avec des moyens défensifs ». L'ambassadeur faisait référence aux déclarations du Premier ministre, Benjamin Netanyahu, au *Jerusalem Post*. Il affirmait qu'Israël avait besoin de la Russie pour pouvoir frapper sans encombre des cibles iraniennes en Syrie. Le ministère israélien des Affaires étrangères a immédiatement convoqué l'ambassadeur. « Le gouvernement israélien poursuit sa coopération avec l'Ukraine, comme convenu entre les deux pays (...) Le comportement de l'ambassadeur n'aide pas », a-t-il communiqué. L'ancien Premier ministre, Naftali Bennett, et l'ancien ministre de la Défense, Benny Gantz, avaient été informés du rôle des « nationalistes intégraux » dans le gouvernement ukrainien. Ils avaient déclaré que « Jamais des armes israéliennes ne seront envoyées aux assassins de juifs ! ».

Israël s'accommode des « assassins de juifs »

L'ambassadeur israélien en Ukraine, Michael Brodsky, a accordé une interview à la chaîne israélienne internet en russe Iton TV. Il a déclaré : « Bien sûr, nous n'aimons pas ces héros [les hommes de Bandera], mais pour la majorité des Ukrainiens, ce sont des héros qui se sont battus pour l'indépendance (...) Dès lors il serait incorrect de conditionner notre soutien à l'Ukraine (...) en exigeant qu'elle cesse de renommer les rues ou cesse de désigner Bandera ou Melnik comme héros ».

Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a commenté : « Personne n'a droit à de tels héros. Parce que ce ne sont pas des héros, ce sont des créatures de l'enfer, et ce n'est pas une identité mais une honte pour le peuple ukrainien. C'est la glorification du nazisme ».

Le Hezbollah abat un drone israélien

Le Hezbollah a annoncé avoir « abattu un drone israélien ayant pénétré dans l'espace aérien libanais, dans le village frontalier de Zebqine ».

Le Hezbollah n'avait pas abattu de drone israélien depuis le 30 septembre 2021 dans le contexte du conflit gazier aujourd'hui résolu.

Le Hezbollah contre les homosexuels lorsqu'ils sont liés aux États-Unis

Les homosexuels libanais, qui avaient organisé une Gay Pride en 2017, font l'objet d'une réprobation générale. La loi libanaise, héritée du mandat français, réprime les « rapports sexuels contraires à la nature ». Après les Sunnites et les Chrétiens, ce sont les Chiites qui les réprouvent, tandis que les ambassades des États-Unis et d'Allemagne les soutiennent.

Mohammad Hussein Fadlallah, le chef spirituel du Hezbollah, n'avait pas de mots assez durs contre cette « déviation morale ». Cependant, peu de temps avant sa mort, des militants du Parti de Dieu lui révélèrent leur homosexualité. Il fit alors tout son possible pour qu'ils soient intégrés en tant que tels dans le Hezbollah.

Aujourd'hui, par réaction devant le soutien occidental aux LGTBQI+, le groupe parlementaire du Hezbollah s'est prononcé contre eux. Il a communiqué : « C'est un problème grave qui menace la société libanaise et la rend vulnérable à l'imitation aveugle d'un modèle occidental dont la structure morale s'effondre et dont les crimes contre les peuples et les États touchent tous les niveaux économiques, éducatifs et comportementaux ».

Mohamed Ben Salmane à Paris

Accompagné d'une nombreuse délégation, le prince héritier et Premier ministre saoudien, Mohamed Ben Salmane, a passé une semaine à Paris. Il a ouvert un bureau du Public Investment Fund (PIF), le fonds souverain de la monarchie. Au salon aéronautique du Bourget, il a acheté 30 Airbus A320 pour la compagnie low cost Fly Nas, pour un montant de 3 milliards d'euros, et une centaine d'hélicoptères Airbus pour la société Ajlan. Il a donné un gala sur le Champ-de-Mars, destinée à promouvoir la candidature de Riyad à l'organisation de l'Exposition universelle de 2030. Enfin, il a rencontré deux fois le président français, Emmanuel Macron, et participé au sommet du Pacte financier mondial.

La nouvelle politique économique et monétaire d'Erdoğan

- Le Kurde Mehmet Simsek a été nommé ministre turc du Trésor et des Finances. Il a fait sa carrière au département d'État US et à Merrill Lynch. Il dispose de la confiance des milieux d'affaires.
- Hafize Gaye Erkan a été nommée directrice de la Banque centrale de Türkiye. Âgée de 44 ans, elle a fait toute sa carrière à la tête de banques états-uniennes. Dès son entrée en fonction elle a relevé le taux directeur de 8,5 % à 15 %.

Narendra Modi en visite d'État à Washington

Le Premier ministre indien, Narendra Modi, a effectué une visite d'État aux USA. C'est la troisième visite de ce type à Washington après

celle du président français, Emmanuel Macron, et de son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky. Ce voyage n'a pas élucidé grand-chose, mais il a permis de constater que pour beaucoup dirigeants US, l'Inde a déjà remplacé l'Union européenne. L'Inde est la quatrième puissance mondiale en termes de parité de pouvoir d'achat (après la Chine, l'UE et les USA).

Les deux pays ont signé plusieurs accords d'armement et des firmes US ont annoncé des investissements dans la haute technologie en Inde. Washington est prêt à faire beaucoup pour éloigner l'Inde de la Chine.

À l'issue de cette visite d'État, le ministre indien des Affaires étrangères, Subramanyam Jaishankar, a confirmé que l'Inde n'était alignée sur personne, mais entretenait d'excellentes relations avec la Russie, de bonnes relations avec les États-Unis et l'Union européenne, des relations difficiles avec la Chine et le Pakistan et de mauvaises relations avec le Canada.

Barack Obama envisage une possible partition de l'Inde

Lors d'une [interview](#) avec Christiane Amanpour sur CNN, l'ancien président des États-Unis, Barack Obama, a déclaré : « Je pense qu'il est vrai que si le président [Biden] rencontre le Premier ministre Modi, alors la protection de la minorité musulmane dans une Inde majoritairement hindoue mérite qu'il la mentionne.

Et, soit dit en passant, si j'avais une conversation avec le Premier ministre Modi, que je connais bien, une partie de mon argument serait que si vous ne protégez pas les droits des minorités ethniques en Inde, alors il y a une forte possibilité que l'Inde commence à se partitionner.

Et nous avons vu ce qui se passe quand vous commencez à avoir ce genre de conflits internes importants. Cela serait donc contraire aux intérêts non seulement de l'Inde musulmane, mais aussi de l'Inde hindoue ».

Le Pakistan commence à importer du pétrole russe

Après le pétrolier *Pure Point* et ses 45 142 tonnes de pétrole brut russe mi-juin, c'est le *Clyde Noble* et ses 56 000 tonnes de pétrole brut russe qui est arrivé à Karachi. Les États-Unis ont autorisé ces transferts pour sauver le gouvernement de Shehbaz Sharif contre son challenger Imran Khan.

La rébellion de Wagner encourage la défiance du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan face aux Occidentaux

La plupart des observateurs asiatiques est persuadée que les services secrets occidentaux ont manipulé Evgueni Prigojine contre Vladimir Poutine.

Ce dernier a téléphoné, dès le début de la rébellion, aux présidents kazakhs et ouzbeks, Kassym-Jomart Tokaïev et Shavkat Mirziyoyev. Tous deux ont également affronté des tentatives de coup d'État manipulés par les Anglo-Saxons. Il leur a assuré qu'il maîtrisait la situation et les a invités à se méfier plus encore des Occidentaux. Le FSB craignait des rébellions identiques dans plusieurs États de la région. Les autorités ukrainiennes avaient ainsi appelé à renverser le président Biélorusse, Alexandre Loukachenko.

Les Nord-Coréens n'espionnent pas ce que l'on croit

Selon la société de cyber-renseignement Recorded, les cyber-espions nord-coréens accordent la priorité au cyber-espionnage plutôt qu'aux attaques numériques destructrices. Sur 273 opérations réalisées durant les 14 dernières années, leurs cibles prioritaires étaient dans l'ordre décroissant : le gouvernement US, la crypto-monnaie, les médias, la finance traditionnelle et, seulement en dernier, le secteur de la Défense.

Le Forum d'été de Davos en Chine

Le Premier ministre chinois, Li Qiang, a rencontré le directeur du Forum économique mondial, Klaus Schwab. Les deux hommes se

sont félicités de leur coopération, le Forum ayant été, durant les 40 dernières années, un espace de discussion entre les Occidentaux et la Chine.

Le Forum de Davos est une institution contrôlée par la National Endowment for Democracy (NED) via le Centre pour l'entreprise privée internationale (CIPE) qui dépend lui-même de la Chambre de Commerce des États-Unis.

La 14^e réunion annuelle des nouveaux champions, dite « Forum d'été de Davos », s'est tenue à Tianjin (Nord de la Chine). Li Qiang y a annoncé la reprise économique chinoise avec une croissance prévisionnelle de 5 %.

Le fentanyl toujours pomme de discorde entre Washington et Beijing

La Chine a vivement protesté après l'arrestation de plusieurs de ses citoyens par les États-Unis. Ils sont accusés d'avoir fourni à des cartels des précurseurs permettant de fabriquer du fentanyl ; une drogue qui fait des ravages dans leur pays.

Beijing fait valoir que « La cause profonde du problème de la drogue aux États-Unis se situe à l'intérieur de ses propres frontières. Les États-Unis tentent de résoudre leurs problèmes de drogue par la pression, la coercition et des moyens illégaux, en utilisant des mesures externes pour traiter ses maladies internes. Cela se révélera tout simplement inefficace ».

Le commerce de ces précurseurs est parfaitement légal. La Chine souligne que ses entreprises ne sont pas responsables de leurs clients. « Au lieu de superviser les entreprises et les particuliers nationaux, les États-Unis ont imposé des sanctions déraisonnables aux institutions chinoises, ont sanctionné illégalement des entreprises chinoises et ouvertement piégé et poursuivi des citoyens chinois. Cet acte arbitraire foule la législation internationale et sape gravement le fondement de la coopération sino-états-unienne en matière de contrôle des drogues ».

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

L'Assemblée générale de l'Onu se divise à nouveau sur la « responsabilité de protéger »

L'Assemblée générale des Nations unies s'est divisée à l'occasion de la présentation du rapport 2023 sur la « responsabilité de protéger ». Le secrétaire général, António Guterres, entendait inscrire dans le Droit international une obligation des États à prévenir les atrocités de masse (Ref. : Nations Unies [A/77/910-S/2023/409](#)).

Ses services ont proposé : « Les États Membres sont encouragés à reconnaître l'existence d'une corrélation entre le développement et la responsabilité de protéger et à tirer parti des programmes de développement dans l'ensemble des domaines de l'évaluation des risques d'atrocités, de l'alerte précoce, de la préparation et de la riposte afin d'éviter, de réduire ou d'atténuer ces risques et leurs effets ».

Le débat a opposé le Groupe des Amis de la responsabilité de protéger, conduit par la Croatie, au Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies, conduit par le Venezuela.

Le Costa Rica a fait remarquer qu'il était étrange d'envisager l'impact de l'absence de développement sur la commission d'atrocités et de ne pas étudier celui des atrocités sur l'impossibilité de se développer.

La Russie a vivement critiqué l'initiative du Secrétaire général, considérant qu'il s'agissait d'utiliser un thème à la mode pour tenter de « redéfinir la fameuse intervention humanitaire » chère aux anciennes puissances coloniales.

☞ Cette critique explique pourquoi la Russie n'évoque que les Accords de Minsk et pas la responsabilité de protéger pour justifier de son intervention en Ukraine, alors que ce principe s'y applique parfaitement.

Constitution du « Registre des dommages causés par l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine »

La Conférence des participants au Registre des dommages causés par l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine » a tenu sa réunion constitutive au sein du Conseil de l'Europe. Elle a réuni les représentants de plus de 40 pays.

« Les auteurs de crimes de guerre - y compris le crime d'agression - doivent être tenus responsables de leurs actes, et la justice doit être rendue aux victimes, aux survivants, aux familles de ceux qui n'ont pas survécu, ainsi qu'à l'État ukrainien. Notre Assemblée a souligné que la justice et la responsabilité globale de l'agression et de ses conséquences ne peuvent être réalisées sans une réparation complète des dommages causés à l'Ukraine et à ses citoyens », a déclaré le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le Néerlandais Tiny Kox. La Conférence a élu

- son président : Sandy Moss (représentant permanent du Royaume-Uni)

- ses vice-présidents : Tanja Gonggrijp (représentant permanent des Pays-Bas) et Emil Ruffer (directeur du département du Droit international au ministère des Affaires étrangères de la République tchèque)

- et son directeur exécutif : Markiyan Kliuchkovskiy (conseiller du président Volodymyr Zelensky).

Pacte financier mondial

La France a organisé un sommet en vue de créer un Pacte financier mondial. Si la cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement présents à Paris était d'accord sur le fait que les institutions de Bretton Woods ne fonctionnent plus, elle n'a pas réussi à rapprocher les points de vue sur ce qu'il convient de leur substituer.

Tout au plus la réunion a permis de sceller un accord entre les créanciers occidentaux et chinois de la Zambie afin d'annuler la dette de ce pays.

Que doivent devenir les BRICS ?

L'Afrique du Sud a présenté les 19 demandes d'adhésion aux BRICS aux ministres des Affaires étrangères de l'Organisation. Selon Pretoria, les mesures coercitives unilatérales des États-Unis et de l'Union européenne ont effrayé nombres d'États et les ont découragés de travailler avec eux.

Ces économies sont disparates. Leur adhésion transformerait profondément les BRICS d'une coordination d'États émergents en un simple bloc non-occidental.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°48 - 7 juillet 2023

ÉDITORIAL

La Mission de bons offices du Saint-Siège

- Le 25 février 2022, lendemain de l'intervention russe en Ukraine, le pape François s'était rendu à l'ambassade russe près le Saint-Siège pour tenter une médiation.
- Cependant, peu après, il avait repris à son compte la version occidentale des faits qu'il avait qualifiés d'« inacceptable agression armée ». Sur suggestion du Britannique Mgr Paul Gallagher, secrétaire pour les relations avec les États, il avait annoncé qu'il consacrerait l'Ukraine et la Russie [au cœur de la Vierge Marie selon les vœux de Fatima](#). La cérémonie aurait eu lieu le lendemain de la participation du président Biden au sommet de l'Otan.

Mais d'autres collaborateurs du Saint Père lui firent valoir que ce serait interprété comme un appel à une croisade contre la Russie. Il avait alors fait machine arrière et consacré le monde entier au cœur de Marie.

- Le 24 août 2022, il avait au contraire dénoncé l'assassinat de Daria Douguina, fille du philosophe Alexandre Douguine. L'ambassadeur d'Ukraine près le Saint-Siège, Andriï Yourach, l'avait alors accusé d'assimiler « agresseurs et victimes ».
- En novembre 2023, le pape François avait déclaré lors d'une interview à *America* que lorsqu'il parlait de l'Ukraine, « Je parle de la cruauté parce que j'ai beaucoup d'informations sur la cruauté des troupes (...) Les plus cruels sont peut-être ceux qui viennent de Russie, mais qui ne sont pas de tradition russe, comme les Tchétchènes, les Bouriates, etc. ». Face aux réactions du ministère russe des Affaires étrangères, il avait présenté ses excuses.

Le pape argentin s'est alors abstenu de toute initiative publique. Il a cependant multiplié les contacts indirects des deux côtés.

- Le 13 mai 2023, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est rendu au Vatican où il a été reçu par le pape François.
- Le 16 mai 2023, Vladimir Poutine a désigné, Ivan Soltanovsky, comme nouvel ambassadeur russe auprès le Saint-Siège. Ce dernier fut ambassadeur auprès du Conseil de l'Europe et est très proche du patriarche orthodoxe de Moscou, Cyril Ier.
- Le cardinal Matteo Zuppi, président de la conférence épiscopale d'Italie et assistant ecclésiastique général de la communauté Sant'Egidio, s'est rendu les 5 et 6 juin à Kiev et les 28 et 29 juin à Moscou pour présenter la mission de bons offices du Saint-Siège.

En définitive, le Saint-Siège refuse de prendre parti et développe sa propre approche. Selon son service de presse : « L'objectif principal de l'initiative est d'encourager les gestes d'humanité qui peuvent contribuer à favoriser une solution à la situation tragique actuelle et trouver des voies vers une paix juste ». Le cardinal Matteo Zuppi a brièvement rencontré le président ukrainien et longuement le patriarche de Moscou.

AMÉRIQUES

L'armée US est nettement dépassée au plan spatial par l'armée chinoise

Le Mitchell Institute for Aerospace Studies a publié un rapport intitulé *Building U.S. Space Force Counterspace Capabilities : An Imperative for America's Defense*. Il y pose que les moyens aérospaciaux de défense US sont nettement insuffisants.

« La Chine a construit un arsenal spatial offensif qui comprend des missiles lancés du sol capables de frapper des satellites sur toutes les orbites, des satellites avec des bras robotiques qui peuvent manœuvrer et en écraser d'autres, des lasers et des brouilleurs qui peuvent perturber ou endommager des satellites, et des cyber-armes capables de couper les liaisons au sol des satellites.

En attaquant des systèmes spatiaux américains, la Chine pourrait réduire la capacité globale des armées US à voir, communiquer, naviguer, projeter sa puissance, commander et contrôler ses forces ».

L'audit des dépenses d'armement US en Ukraine réalisé par *The Grayzone* présenté au Conseil de Sécurité

Max Blumenthal, rédacteur en chef de *The Grayzone* et fils d'un conseiller des Clinton, a déposé devant le Conseil de Sécurité des Nations unies. Il a présenté l'[audit](#) qu'il a réalisé des dépenses d'armement US pour l'Ukraine. Il a noté que seuls 30 % de l'aide militaire US destinée à l'Ukraine arrive dans le pays. « Où sont les autres ? Nul ne le sait », at-il déclaré (source : S/PV.9364).

La Cour suprême US démonte les politiques progressistes

La Cour suprême des États-Unis a déclaré inconstitutionnelle la pratique de la discrimination positive dans les programmes d'admissions de certaines universités. Elle a estimé qu'une artiste graphique chrétienne avait le droit de refuser de créer des sites internet de mariage pour des couples de même sexe, malgré les lois réprimant les discriminations. Enfin la

Cour a bloqué le plan de l'Administration Biden visant à annuler une partie des dettes des étudiants aux revenus modestes.

Le juge Terry Doughty interdit au gouvernement fédéral de demander aux réseaux sociaux de censurer des argumentaires ou des opinions

Le juge Terry Doughty a délivré à une trentaine de personnalités une injonction en réponse à la plainte de 2022 des procureurs généraux de Louisiane et du Missouri. Il a interdit au gouvernement fédéral de travailler avec les réseaux sociaux pour établir un « discours protégé ».

Les exemples de censure cités dans l'ordonnance incluent des opinions sur les mesures anti-Covid et le port de masques, les théories sur l'origine du virus, les obligations vaccinales, l'intégrité des élections de 2020, les politiques du président Joe Biden et l'ordinateur portable de son fils, Hunter Biden.

Karine Jean-Pierre, porte-parole de la Maison-Blanche, a commenté : « Nous allons continuer à promouvoir des actions responsables (...) pour nous assurer que nous protégeons la santé publique, pour garantir la sûreté et la sécurité ». Le *New York Times* a déploré une injonction qui « pourrait réduire les efforts de lutte contre la désinformation ».

Joe Biden et le limogeage du procureur général d'Ukraine

Un détective a obtenu des Archives nationales, un e-mail de planification de la Maison-Blanche envoyé le 26 mai 2016 par l'assistant du vice-président Joe Biden. Il atteste que M. Biden devait avoir un rendez-vous téléphonique avec le président ukrainien, Petro Poroshenko. Pour une raison indéterminée, cet e-mail a été envoyé au fils du vice-président, Hunter Biden.

Deux mois plus tard, le procureur général d'Ukraine, Viktor Shokin, était limogé. Lors d'un débat au Council of Foreign Relations, Joe Biden s'est vanté d'avoir obtenu ce renvoi en menaçant le président Poroshenko de ne pas verser le milliard de dollars promis à son pays s'il n'obtempérait pas à son ordre de classer

l'enquête sur les activités de Burisma Holdings dont Hunter Biden était administrateur. Joe Biden a toujours nié avoir eu connaissance des activités de son fils.

« Faire payer Poutine »

L'ancien champion d'échec Garry Kasparov, président de Renew Democracy Initiative, a lancé en avril la campagne *Making Putin Pay* (Faire payer Poutine). Il a demandé au cabinet d'avocats Kaplan Hecker & Fink LLP de mettre à jour son plan pour confisquer les avoirs russes en Occident.

Ce [travail](#) a été présenté à la conférence pour la reconstruction de l'Ukraine qui s'est tenue à Londres.

Renew Democracy Initiative et Kaplan Hecker & Fink LLP étaient déjà impliqués dans la tentative de destitution du président Donald Trump parce qu'il avait demandé à l'Ukraine d'enquêter sur les activités illégales de Burisma Holding et de Hunter Biden.

La Russie prête à libérer l'espion US qui infiltrait Wagner

Les États-Unis et la Russie ont débuté des négociations pour la libération simultanée de Vladimir Dunaev et de Evan Gershkovich. Le premier est un ressortissant russe qui a été arrêté en Corée du Sud et extradé aux USA. Il est accusé d'avoir créé le logiciel Trickbot et de l'avoir utilisé pour rançonner des entreprises. Le second est un journaliste du *Wall Street Journal*. Il a été arrêté pour espionnage alors qu'il prenait contact avec des membres du Groupe Wagner d'Evgeny Prigojine.

Robert Malley mis en disponibilité au département d'État

Robert Malley, envoyé spécial du département d'État pour l'Iran, a été relevé de ses fonctions. Il semble qu'il soit accusé d'avoir fait fuiter dans la presse israélienne des informations sur les négociations secrètes états-uno-iraniennes. Robert Malley est un ancien employé de George Soros. Il n'est pas favorable au gouvernement Netanyahu.

Simultanément on apprend que Daniel Shapiro, actuel ambassadeur US en Israël et ami personnel de Benjamin Netanyahu, sera nommé pour suivre l'application des Accords d'Abraham.

La Bolivie rattrape son retard dans l'exploitation du lithium

La société chinoise Citic Guoan et la russe Uranium One (à hauteur de 532 millions d'euros), deux entreprises semi-publiques, vont s'allier à la compagnie publique Yacimientos de Litio Bolivianos (pour 857 millions d'euros) pour construire deux usines permettant de produire 100 000 tonnes de carbonate de lithium par an, à partir de 2025.

C'est pour s'approprier le lithium bolivien que les services secrets britanniques ont organisé le [renversement d'Evo Morales](#). Mais le gouvernement issu de ce coup d'État n'a pas duré longtemps.

La Justice britannique continue à bloquer l'or du Venezuela

La Cour d'appel de Londres a rejeté un recours en appel déposé par la Banque centrale du Venezuela. Celle-ci n'a toujours pas accès aux réserves d'or vénézuéliennes déposées à la vénérable Banque d'Angleterre et bloquées depuis 2018.

Un jugement de la Haute Cour du 29 juillet 2022 avait que cet argent n'appartenait plus à la Banque centrale du Venezuela, mais à des banquiers désignés par Juan Guaidó.

À l'époque, le gouvernement britannique ne reconnaissait pas Nicolás Maduro comme président du Venezuela, mais le leader de son opposition Juan Guaidó. Cependant il ne le reconnaît plus aujourd'hui. La Cour d'appel a considéré que les nominations effectuées par le « président » Guaidó n'étaient pas remises en question.

Cet or a été déposé en Angleterre pour garantir le pétrole vénézuélien durant ses transports. Son blocage empêche Caracas de poursuivre le commerce de son pétrole.

EUROPE

La Justice britannique s'oppose à la loi de transfert des immigrants illégaux

La Cour d'appel de Londres a estimé qu'« il existe de sérieuses raisons de croire que les personnes envoyées au Rwanda pourraient être renvoyées dans leur pays d'origine, qu'elles fuient, même si elles ont de bonnes raisons de réclamer l'asile ». Par conséquent, la loi britannique sur le transfert des immigrants illégaux au Rwanda est illégale.

Un rapport assure que le coût d'un transfert s'élèvera à 169 000 livres par immigré illégal. La loi prévoit qu'il ne sera pas possible de déposer de demande d'asile sur le territoire du Royaume-Uni, mais uniquement dans les consulats avant d'accéder au Royaume. Justin Welby, archevêque de Canterbury et primat de l'Église anglicane, a dénoncé cette loi : une politique, selon lui, « immorale qui fait honte à notre pays ».

L'archipel des Orcades envisage de demander son rattachement à la Norvège

Les îles Orcades considèrent qu'elles sont abandonnées à la fois par l'Écosse et par Londres. Elles envisagent de demander leur rattachement à la Norvège. Celle-ci refuse de prendre position et assure qu'il s'agit d'un problème intérieur britannique.

Le prince héritier norvégien Haakon et la princesse héritière Mette-Marit ont effectué une visite officielle dans les îles Orcades en 2017.

Émeutes en France

La France a vécu une semaine d'émeutes suite à la mort d'un jeune homme tué par un policier. Une enquête est en cours pour déterminer les circonstances du drame. Quoi qu'il en soit, celui-ci a servi de déclencheur à des émeutes urbaines dans plus de 300 communes. Le 6 juillet, on comptabilisait 5 892 véhicules incendiés, 12 202 feux de poubelles, 1 105 bâtiments brûlés, dégradés ou pillés, 269 attaques de commissariats ou de

gendarmeries, 5 800 commerces pillés, 808 blessés parmi les forces de l'ordre. 3 486 gardes à vue ont été prononcées. Les dégâts s'élèveraient à plus d'1,6 milliard d'euros. Un homme de 54 ans est mort, en Guyane, touché par une balle perdue tirée par un émeutier, selon la police. Fait inédit, des émeutiers s'en sont pris à des élus et ont brûlé 210 écoles.

Au moins un tiers des émeutiers étaient des mineurs. Ils ont fait preuve d'une grande détermination et ont attaqué tous les symboles de l'État et des commerces. Les garçons ont attaqué les bâtiments et ont été rejoints par les filles pour les piller.

Le policier qui a tué le jeune homme a été placé en détention provisoire. Une cagnotte a été ouverte pour venir en aide à sa famille. En quelques jours, elle a récolté plus d'1 million d'euros.

Le président Emmanuel Macron a déclaré que son gouvernement envisageait de couper les réseaux sociaux si d'autres émeutes se déclenchaient.

La presse anglo-saxonne interprète ces émeutes en les comparant à celles qui ont suivi la mort de George Floyd aux USA. Elle projette sur la France le racisme états-unien et croit reconnaître dans la police hexagonale la même violence que dans la sienne.

En réalité ces émeutes semblent être la conséquence de l'effondrement de l'Éducation nationale. Les jeunes constatant l'absence d'intérêt de cette institution l'ont attaquée. Tout s'est passé comme si une génération tentait de prendre le pouvoir par la force.

Emmanuel Macron reporte son voyage en Allemagne

Les émeutes qui ont secoué plus de 300 villes françaises ont contraint le président Emmanuel Macron à reporter sa visite de trois jours prévue en Allemagne.

En mars, l'Élysée avait déjà dû annuler la visite en France du souverain britannique, Charles III, en raison des grèves et manifestations qui secouaient le pays dans le contexte de la réforme des retraites.

La levée de l'immunité parlementaire des indépendantistes catalans confirmée

La Cour de Justice du Luxembourg a rejeté la demande des trois députés européens espagnols, Carles Puigdemont, Antoni Comin et Clara Ponsati, qui réclamaient l'annulation de la levée de leur immunité parlementaire. Cependant, loin de s'avouer vaincus, les trois indépendantistes catalans ont annoncé jouer la montre et faire appel de cette décision.

Giorgia Meloni pense que la France exploite l'Afrique

Lors d'une émission de La 7, le 19 janvier 2019, Giorgia Meloni, la future Première ministre italienne, déclarait : « 50% de tout ce que le Burkina Faso exporte finit dans... le Trésor français », puis elle brandissait des Francs CFA en les qualifiant de « monnaie coloniale ». Elle concluait : « La solution n'est pas d'emmener les Africains en Europe, la solution est de libérer l'Afrique de certains Européens qui l'exploitent ».

La vision allemande de l'Europe de la Défense

La Conférence sur la Sécurité de Munich a publié un [rapport](#) sur l'Europe de la Défense. Il préconise de créer un marché commun de l'armement dans l'Union européenne. Il s'agit de travailler sous le « parapluie américain » et aucunement d'organiser une défense indépendante.

Ce projet ressemble étrangement à la première phase de la Communauté européenne de Défense des années 1950.

Ouverture d'un bureau d'enquête sur les crimes russes en Ukraine

Le Centre international pour la poursuite du crime d'agression contre l'Ukraine (ICPA) a ouvert ses portes à La Haye. Il regroupe des procureurs de Kiev, de l'Union européenne, des États-Unis et de la Cour pénale internationale (CPI).

Il ne s'agit que d'un bureau d'enquête, pas d'une juridiction. On ignore quel droit pourrait être appliqué lorsque l'on formera un tribunal.

Autodafé du *Coran* en Suède

À Stockholm, le jour de l'Aïd el-Kébir, un réfugié iraquien, Salwan Momika, a jonglé avec le *Coran*, avant de le brûler tout en posant son pied dessus, derrière un cordon de sécurité. L'Iraq a demandé son extradition, tandis qu'une foule a attaqué l'ambassade de Suède à Bagdad. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a déclaré à la télévision : « Nous allons finir par apprendre aux Occidentaux arrogants qu'insulter les musulmans n'est pas la liberté d'expression ». Compte-tenu de cette autodafé, Ankara continue de s'opposer à l'adhésion de la Suède à l'Otan.

Le Maroc a rappelé son ambassadeur à Stockholm, condamnant un acte « offensant et irresponsable ».

Déjà le 21 janvier, un extrémiste suédo-danois avait mis le feu à un exemplaire du *Coran*, provoquant une première crise diplomatique avec Ankara.

La Suède a lutté contre la dissémination d'information sur les nationalistes intégraux ukrainiens

The Swedish Psychological Defence Agency, une agence du ministère de la Défense, a délivré des analyses et des conseils au gouvernement ukrainien dès le début de l'opération militaire spéciale russe.

Cette agence déclare avoir aidé à combattre la désinformation russe. Cependant elle se garde bien de donner des exemples concrets de cette désinformation. Il semble qu'elle ait aidé à étouffer les informations sur les « nationalistes intégraux ».

Viktor Orban constate l'échec du projet d'Union européenne

Le 29 juin, le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, a déclaré depuis Bruxelles que l'Union européenne demandait aux États-membres des milliards d'euros supplémentaires, dont 50 pour

l'Ukraine, mais refusait de révéler ce qu'elle avait fait de son budget précédent. Il a accusé la Commission d'avoir mis l'Union européenne en faillite.

« L'Union européenne a été créée pour deux raisons. La première, c'est la paix, or maintenant une guerre y fait rage. La deuxième, c'est la prospérité, or aujourd'hui l'économie donne de plus en plus de raisons de s'inquiéter » a-t-il conclu.

L'Espagne préside le Conseil européen pour six mois

L'Espagne a pris la présidence tournante du Conseil européen, le 1er juillet. Le Premier ministre Pedro Sanchez se prépare à quitter la Moncloa aux prochaines élections législatives. Ce n'est pas la première fois que des élections nationales viendront bousculer les institutions européennes.

Pour l'heure, l'Espagne a annoncé placer le soutien à l'Ukraine en tête de ses priorités. Puis le développement du commerce avec l'Amérique latine en général et le Mercosur en particulier. La probable victoire de la coalition de droite ne devrait pas modifier cet agenda.

Le PPE demande une pause dans le Pacte vert de l'UE

Plusieurs chefs d'État et de gouvernement membres du parti Populaire européen (PPE) ont demandé par écrit à leurs homologues du Conseil européen de faire une pause dans le programme écologique de l'Union européenne. Ils font valoir que la guerre en Ukraine a suscité d'énormes dépenses et qu'il n'est pas possible de réaliser tout ce qui avait été prévu dans le Pacte vert qui a été adopté.

Les signataires sont : Nikos Christodoulides (Chypre), Krisjanis Karins (Lettonie), Ulf Kristersson (Suède), Kyriakos Mitsotakis (Grèce), Karl Nehammer (Autriche), Petteri Orpo (Finlande), Andrej Plenkovic (Croatie) et Leo Varadkar (Irlande).

Au Parlement, le PPE combat la restauration de la nature et la réduction de l'usage des pesticides ; deux volets du Pacte vert de la présidente Ursula von der Leyen.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Les services secrets russes et occidentaux face à rébellion d'Evgueni Prigojine](#) », par Thierry Meyssan

En se rebellant en pleine guerre pour conserver en nom propre les biens qui lui avaient été confiés, Evgueni Prigojine a menacé la cohésion de son pays. Cette affaire, qui aurait pu être dramatique, s'est pourtant bien terminée.

Indépendamment de cette initiative, les services secrets occidentaux et russes avaient à l'avance prévu, les uns et les autres, les avantages qu'ils pourraient en tirer.

La Commission européenne subventionnera à hauteur de 20 % tous les appels d'offres de Défense en Europe

Le Parlement européen et le Conseil sont convenus de créer une entité chargée de gérer les appels d'offres des États membres en matière de Défense.

Seuls les industriels établis dans l'UE ou dans l'AELE (c'est-à-dire l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège) pourront concourir pour emporter ces marchés publics.

La Commission subventionnera à hauteur de 20 % l'ensemble de ces marchés.

L'UE veut confisquer les avoirs russes saisis

L'Union européenne imagine une loi permettant de confisquer les revenus des avoirs russes gelés. Pour le moment, seule l'Allemagne s'y oppose.

L'Ukraine tente de protéger Mikheïl Saakachvili

Mikheïl Saakachvili, ancien président géorgien (2004-13), a été extrait de sa prison et s'est présenté devant un tribunal de Tbilissi. Il a été condamné à 8 ans de prison pour « abus de pouvoir ». En 2008, il avait lancé une guerre contre l'Ossétie du Sud.

Soulevant son T-shirt à l'audience, il a dévoilé un torse aux côtes apparentes et un ventre creusé. En 2015, il avait acquis la nationalité

ukrainienne et avait été nommé, par le président Petro Poroshenko, gouverneur d'Odessa. Cependant, il s'était bientôt fâché avec lui et avait démissionné. L'administration Zelensky a demandé à l'ambassadeur géorgien à Kiev de quitter l'Ukraine sous 48 heures.

Tentative d'assassinat du gouverneur de Crimée

L'Ukraine a organisé une tentative d'assassinat du gouverneur de Crimée, Sergueï Aksionov. Pour cela, elle s'est appuyée sur un citoyen russe qu'elle avait formé aux explosifs. La Crimée était ukrainienne de 1991 à 2014. Ses citoyens sont devenus russes lorsque la Crimée a demandé par référendum et obtenu son rattachement à la Fédération de Russie.

Michel McFaul montre comment priver la Russie de ses missiles

Les sanctions occidentales contre la Russie sont coordonnées, depuis avril 2022, par l'ancien ambassadeur US à Moscou, Michael McFaul, depuis le Freeman-Spogli Institute for International Studies à l'Université de Stanford. Il est venu à Kiev rendre son dernier [rapport](#) à Andriy Yermak, directeur de l'administration présidentielle.

Le rapport a étudié 1 057 composants étrangers de matériel militaire russe. Il a déterminé qu'ils sont fabriqués par 155 sociétés. L'Ukraine a transmis cette liste aux membres de l'Otan, dans l'attente de nouvelles sanctions contre elles. Selon Michael McFaul, couper l'approvisionnement de la Russie reviendrait à la priver de ses missiles.

Tabassage d'une journaliste suivant le procès d'opposants à Ramzan Kadyrov

La journaliste Elena Milachina (Novaïa Gazeta) et l'avocat Alexandre Nemov ont été passés à tabac alors qu'ils venaient couvrir le procès de la mère de deux opposants au président tchétchène, Ramzan Kadyrov. Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, a dénoncé une « attaque très grave qui nécessite des mesures vigoureuses ».

AFRIQUE

Rétablissement des relations diplomatiques égypto-turques

L'Égypte et la Türkiye ont rétabli leurs relations diplomatiques. Elles avaient été rompues lors du renversement du président Mohamed Morsi, en 2013.

Selon les Frères musulmans, la Türkiye et l'Occident, Mohamed Morsi avait été démocratiquement élu, mais des manifestations monstres avaient demandé à l'armée de le renverser. Cependant un [document](#) a été publié attestant que l'élection de Morsi était frauduleuse : les Frères musulmans avaient menacé de mort les membres de la Commission électorale et leurs familles s'ils ne le proclamaient pas président.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Confusion au Sénégal

Alors qu'Ousmane Sonko a été condamné à 2 ans de prison (*VAI* 44), mais n'est toujours pas incarcéré, le président sénégalais, Macky Sall, a annoncé renoncer à briguer un troisième mandat.

L'Onu ne pourra pas se retirer du Mali en six mois

La Cinquième Commission de l'ONU chargée des questions administratives et budgétaires a déclaré qu'il était impossible de retirer en six mois l'ensemble du personnel de la MINUSMA, ainsi que vient de le décider le Conseil de sécurité. Celle-ci compte 12 420 hommes en uniforme, 4 313 civils et 12 000 tonnes de

matériels lourds. Or, la MINUSMA ne dispose que de 590 millions de dollars pour organiser son retrait.

Le Mali vient de parvenir à chasser les forces françaises, mais devra subir encore longtemps celles de l'Onu.

ASIE

Benjamin Netanyahu modifie son projet de réforme de la Justice

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a annoncé au *Wall Street Journal* qu'il abandonnait son projet de permettre à la Knesset de passer outre les décisions de la Cour suprême. Il n'y aurait donc plus de raison de l'accuser de « coup d'État judiciaire ».

Cependant, c'est reculer pour mieux sauter. Le PM prévoit en effet de priver la Cour suprême de son argument de « raisonnabilité » qu'il invoquait chaque fois qu'il censurait une politique gouvernementale.

Rappelons que la réforme des institutions israéliennes est pilotée dans l'ombre par le Straussien États-Unis, [Elliott Abrams](#).

Dans le même entretien, Benjamin Netanyahu a déclaré : « Si ce système [le Dôme de fer] tombait entre les mains de l'Iran, alors des millions d'Israéliens seraient laissés sans défense et en péril ». En conséquence de quoi, Israël ne le livrera pas à l'Ukraine, malgré les demandes de l'administration Biden.

L'ancien premier ministre, Naftali Bennett, et l'ancien ministre de la Défense, Benny Gantz, avaient déclaré que jamais des armes israéliennes ne devaient être livrées aux « assassins de juifs » (c'est-à-dire aux « nationalistes intégraux » ukrainiens).

Démission du commandant de la police de Tel-Aviv

Le commandant de la police du district de Tel-Aviv, Ami Eshed, a préféré donner sa démission que de réprimer dans le sang les manifestations de l'opposition.

Une nouvelle manifestation s'est rassemblée pour le soutenir. Elle a été durement réprimée par la police, faisant 14 blessés graves.

La Knesset autorise l'incarcération de mineurs de 12 à 14 ans

La Knesset a approuvé par 44 voix contre 28 une loi autorisant des peines de prison pour les mineurs de 12 à 14 ans (sic) impliqués dans des actes « terroristes » ayant causé au moins un homicide.

Israël lance une expédition punitive en Cisjordanie

Israël a lancé une vaste opération contre les Résistants à Jenine (Cisjordanie). Environ 1 millier de soldats y ont participé. 1 Israélien et 12 Palestiniens sont morts. 3 000 autres ont fui la ville. On observe de nombreuses destructions de routes et d'habitations.

Tel-Aviv tente de prévenir une transformation de la Cisjordanie sur le modèle de Gaza.

Cependant les attaques contre la Résistance, si elles détruisent provisoirement des réseaux, ne font que les grossir à terme.

L'Australie, le Canada et le Royaume-Uni condamnent la politique d'Israël

Les ministres des Affaires étrangères de l'Australie, du Canada et du Royaume-Uni ont publié une déclaration commune affirmant que leurs États sont préoccupés par la construction de plus de 5 700 nouvelles unités de peuplement en Cisjordanie. Les trois États ont réaffirmé leur condamnation de la violence répréhensible et continue des colons israéliens visant les Palestiniens

L'Onu s'inquiète des « disparus » de Syrie

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, par 82 voix pour, 11 contre et 62 abstentions, une motion créant une institution indépendante chargée d'enquêter sur le sort des personnes disparues en République arabe syrienne durant les années 80.

Tous les États arabes ont voté contre à l'exception du Qatar et du Koweït.

Baisse de la production et des exportations de pétrole

L'Arabie saoudite a annoncé qu'elle prolongeait la réduction de sa production de pétrole d'un million de barils par jour.

La Russie a annoncé qu'elle réduirait ses exportations (et non pas sa production) de 500 000 barils par jour en août.

Le Qatar torture un lobbyiste franco-algérien

Une perquisition a été effectuée au bureau de Rachida Dati, ancienne ministre française de la Justice et maire du VII^e arrondissement parisien, et aux cabinets des avocats Francis Szpiner, Renaud Semerdjian et Olivier Pardo. Les policiers recherchaient des documents sur l'enlèvement du lobbyiste Tayeb Benabderrahmane au Qatar, les tortures qu'il a subies et l'engagement qu'il a été contraint de signer.

Tayeb Benabderrahmane aurait eu en sa possession des preuves de la corruption par le Qatar d'officiels de la Fédération de football pour l'organisation de la Coupe du monde de 2022.

La Türkiye soutient discrètement la Russie

Selon le *Wall Street Journal*, une centaine de cargos russes ont fait escale en Türkiye depuis le début de l'opération spéciale en Ukraine. La Türkiye est le seul membre de l'Otan à ne pas avoir pris de mesures contre la Russie. Washington menace d'étendre ses mesures coercitives unilatérales (qualifiées abusivement de « sanctions » par la propagande états-unienne) contre les entreprises turques qui commercent avec la Russie en violation de son embargo.

Disney célèbre le centenaire de la République turque

Disney a réalisé une série à la gloire de Mustafa Kemal Atatürk. Elle sera diffusée à partir du

centenaire de la République turque, le 29 octobre 2023.

Si l'événement est salué par de nombreuses organisations turques, il est dénoncé par des groupes arméniens et kurdes comme l'apologie d'un criminel.

Erratum

- Dans certaines éditions de *VAI* 45, Nous avons indiqué que l'Otan approfondira sa coopération avec les quatre principaux partenaires de la région Indo-Pacifique. Il s'agit de l'Australie, du Japon, de la Corée du Sud, et de la Nouvelle-Zélande.
- Une phrase a sauté dans certaines éditions de *VAI* 46, nous voulions indiquer que la Türkiye s'oppose aux plans de l'Otan qui prévoient une force d'action rapide sur les bases britanniques de Chypre. En effet, Ankara occupe le Nord de l'île.

Les Moujahhides du Peuple sont toujours soutenus par des personnalités politiques mondiales

La manifestation de masse des Moudjahhides du Peuple qui a été interdite à Paris s'est transformée en une vidéo-conférence au siège de la secte, à Auvers-sur-Oise, et une manifestation autorisée place Vauban.

Parmi les orateurs de la vidéo-conférence figuraient Mike Pence (ancien vice-président US), Stephen Harper (ancien Premier ministre du Canada), Guy Verhofstadt (ancien Premier ministre de Belgique), Rita Süßmuth (ancienne présidente du Bundestag allemand), John Bercow (ancien président de la Chambre des Communes britannique), l'ambassadeur John Bolton et le général James Jones (anciens conseillers du président américain), Michèle Alliot-Marie, Bernard Kouchner et Hubert Védrine (anciens ministres français des Affaires étrangères), le sénateur Giulio Terzi (ancien ministre italien des Affaires étrangères), John Baird (ancien ministre canadien des Affaires étrangères), le Dr. Liam Fox (ancien ministre britannique de la Défense), le général US Wesley Clark (ancien commandant de l'Organisation du

traité de l'Atlantique Nord) et le sénateur US Joseph Lieberman.

L'AIEA s'engage sur Fukushima

L'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA) a approuvé le rejet des eaux de la centrale nucléaire civile de Fukushima malgré l'opposition d'associations japonaises, sud-coréennes et chinoises. Elle a garanti que la contamination des eaux était inférieure aux normes internationales.

Cependant, l'AIEA s'est fondée sur les documents fournis par le gouvernement japonais et n'a pas procédé à des investigations. « L'AIEA n'est pas une agence qui analyse la santé et l'environnement des personnes. C'est une agence qui attache de l'importance à la production d'énergie nucléaire (...) Les résultats de son enquête ne peuvent qu'être peu crédibles » a commenté Park Kwang-on, chef du groupe DPK à l'assemblée coréenne. La Corée du Sud a annoncé qu'elle maintiendrait l'interdiction d'importer des fruits de mer de Fukushima tant que la sécurité sanitaire ne sera pas scientifiquement confirmée.

Sommet nippon-sud-coréen

Le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, et le président sud-coréen, Yoon Suk-yeol, devraient se rencontrer en marge du sommet de l'Otan à Vilnius (Lituanie).

Commentant cette annonce, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a déclaré lors d'un forum trilatéral : « Peu importe à quel point nos cheveux sont teints ou à quel point nous changeons rapidement, nous ne pourrions jamais devenir européens ou américains, nous ne pourrions jamais devenir occidentaux ».

Escalade états-uno-chinoise

Les États-Unis, le Japon et les Pays-Bas ont interdit certaines exportations pour freiner la fourniture de semi-conducteurs avancés à la Chine.

En rétorsion, celle-ci a décrété des restrictions à l'exportation de gallium et de germanium, deux minéraux de terres rares.

Selon le *Wall Street Journal*, l'administration Biden envisagerait l'escalade. Il aurait l'intention de restreindre l'accès des entreprises chinoises aux services de cloud computing US utilisant des puces d'intelligence artificielle avancée.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Vanessa Kerry nommée « commissaire spéciale pour le Changement climatique et la Santé » de l'OMS

Le [Dr. Vanessa Kerry](#) a été nommée

« commissaire spéciale pour le Changement climatique et la Santé » de l'Organisation mondiale de la Santé.

Elle est la fille de John Kerry, ancien secrétaire d'État et actuel envoyé spécial du président Joe Biden pour le changement climatique. Durant ses études à Harvard et à Londres, elle a été interne à la Global Alliance for Vaccines and Immunization de la Bill and Melinda Gates Foundation. En partenariat avec l'US Peace Corps, elle a cofondé un programme d'aide médicale internationale déjà actif au Malawi, en Ouganda, au Sierra-Leone et en Zambie, intitulé Seed Global Health.

Jens Stoltenberg reconduit au secrétariat général de l'Otan

Les rivalités entre les candidats au secrétariat général de l'Otan paraissent insurmontables. De nombreux États membres se sont opposés à la candidature de la vice-Premier ministre canadienne, la « nationaliste intégrale ukrainienne » Chrystia Freeland. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Layen a refusé le poste. En définitive, Jens Stoltenberg a été reconduit pour un an supplémentaire.

L'Iran, membre à part entière de l'OCS

Le sommet en ligne de l'Organisation de coopération de Shanghai, qui s'est tenu à New Delhi, a admis officiellement l'Iran comme membre à part entière.

La Türkiye présidera la BSEC pour six mois

La Türkiye a pris la présidence en exercice de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire (BSEC) le 1er juillet 2023 pour un mandat de six mois.

La BSEC comprend 12 membres, dont la Russie et l'Ukraine, et dispose d'un siège à Istanbul.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°49 - 14 juillet 2023

ÉDITORIAL

La cacophonie du sommet de l'Otan

L'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (Otan) a tenu le sommet annuel de ses chefs d'État et de gouvernement, le 11 et 12 juillet, à Vilnius (Lituanie). Outre les États-membres, l'Ukraine et 4 associés de la région Indo-Pacifique (l'Australie, la Corée du Sud, le Japon et la Nouvelle-Zélande) y participaient.

Les Alliés ont approuvé les plans de Défense en temps de paix, se sont engagés à investir davantage dans la Défense, ont adopté des mesures visant à rapprocher l'Ukraine de l'Alliance et ont renforcé leurs partenariats avec des pays de l'Indo-Pacifique.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a poursuivi le lobbying pour l'adhésion de son pays à l'Otan dès son arrivée à Vilnius. Il a notamment offert un drapeau ukrainien de Bakhmout à la Lituanie. Il s'agissait surtout pour lui de détourner l'attention de l'échec de sa « contre-offensive ».

Au demeurant, comme annoncé précédemment par le président états-unien, Joe Biden, l'Ukraine n'a pas été incluse dans l'Alliance, mais s'est vu promettre des garanties de sécurité à l'issue de la guerre en cours. Par le passé, ce type de promesse était une manière élégante des États coloniaux d'exprimer une fin de non-recevoir. Au demeurant, les Alliés n'ont pas défini si cette garantie de sécurité serait comparable à celle accordée à Israël (un soutien militaire) ou à celle accordée à la Corée du Sud (une présence physique des GI's). La première solution ferait de l'Ukraine une épine dans le dos de la Russie, tandis que la seconde entérinerait une division du monde comparable à celle de la Guerre froide.

Une algarade a opposé le président Zelensky au ministre britannique de la Défense, Ben Wallace. Celui-ci avait fait remarquer que l'Ukraine ne manifeste jamais la moindre gratitude pour l'aide qu'elle reçoit.

La surprise est venue de ce que l'annonce de la politique vis-vis de l'Ukraine n'a pas été faite au sein de l'Otan, mais par un sommet impromptu du G7 (le Japon étant présent) ; une intervention qui pourrait traduire une extension de fait de l'Otan à l'Indo-Pacifique. À moins qu'elle n'illustre la division des États-membres sur ce sujet et l'impossibilité des États-Unis de faire régner l'ordre parmi leurs alliés. (...)

(...) Lot de consolation, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a levé son veto à l'adhésion de la Suède, ce qui est présenté comme un lâchage de la Russie par Ankara. Pourtant cela ne change pas grand-chose puisque Moscou n'a aucune intention d'attaquer Stockholm et qu'Ankara poursuit son soutien industriel à Moscou. La Türkiye a monnayé son changement de position par le déblocage de sa commande pour 20 milliards de dollars de F-16, tandis que pour sauver la bonne figure de ses partenaires, Recep Tayyip Erdoğan faisait mine d'être déçu que son pays ne puisse pas adhérer à l'Union européenne.

L'adoption des plans de Défense vise à transformer profondément l'Otan. Il s'agit de passer d'une dissuasion nucléaire à une dissuasion par l'empêchement. Jusqu'à présent, les armées alliées n'étaient que des supplétives de celles des États-Unis. En définitive, seule la Bombe US comptait. Aujourd'hui, la Russie est bien supérieure en la matière puisque ses lanceurs hypersoniques peuvent toucher leurs cibles avant que les États-Unis ne ripostent. Certes, Washington peut aussi atteindre les siennes et provoquer de très vastes dégâts, mais il ne peut plus obtenir la victoire. L'Alliance passe donc à une stratégie visant à infliger de lourdes pertes à la Russie en sacrifiant des soldats non-US de l'Alliance.

La déclaration finale des chefs d'État et de gouvernement comprend une diatribe contre les intentions économiques de la Chine, son alliance avec la Russie et le renforcement de son armée. À Beijing, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, a répondu en comparant la nature des relations sino-russes et celle, toute différente, des États-membres de l'Otan. Concernant le développement de l'arme atomique, il a rappelé que la Chine était la seule puissance nucléaire à s'être engagée à ne jamais menacer d'utiliser cette arme des pays non-nucléaires ni des zones franches nucléaires. Il n'a pas manqué de brocarder les inquiétudes de l'Otan sur le développement économique de la Chine et sa prétention à substituer les règles occidentales au Droit international.

En marge du sommet, l'Otan a mis en valeur son ONG, Nafo (Organisation des Fellas de l'Atlantique Nord NB. Les « fellas » sont de petits amis). Elle est chargée de ridiculiser la « propagande russe » sur les réseaux sociaux. La base de son travail est de mettre en scène les contradictions entre ce que dit la Russie et la perception que les Occidentaux ont du conflit. Il ne s'agit donc pas de stigmatiser des « mensonges » russes, mais de valider par l'humour les imputations des dirigeants occidentaux.

AMÉRIQUES

Voyage de Janet Yellen à Beijing

La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a effectué une visite de 4 jours en Chine. Elle s'est efforcée de clarifier les points de frictions entre les deux pays.

Elle a d'abord confirmé que le président Joe Biden n'envisage pas les rapports entre les USA et la Chine comme un conflit de puissance (le fameux « piège de Thucydide »). « Nous pensons que le monde est assez grand pour que nos deux pays puissent prospérer. Les deux nations ont l'obligation de gérer de manière responsable cette relation », a-t-elle déclaré.

Puis elle a indiqué que son pays préférerait une « saine concurrence » à une « relation gagnant-gagnant ». Ce point de vue capitaliste indique que les deux États devraient chacun s'efforcer de faire mieux que l'autre, tandis que la formule chinoise signifie qu'il ne doit pas y avoir de laissé pour compte.

Enfin, elle a assuré que les restrictions d'exportation de semi-conducteurs étaient des mesures de « sécurité nationale » et non pas un « protectionnisme » déguisé. Elles seront donc « hautement ciblées ».

Les deux parties semblaient satisfaites de ces entretiens. La Chine perçoit Janet Yellen comme la porte-parole des milieux d'affaires US.

« La culture chinoise apprécie la paix au-dessus de tout, par opposition à l'hégémonie et à l'intimidation », a déclaré Li Qiang, Premier ministre.

« La partie US ne cherche pas à découpler ou à couper les chaînes d'approvisionnement et n'a pas l'intention d'entraver le processus de modernisation de la Chine », a déclaré Janet Yellen.

Schisme au sein de l'Église méthodiste unie

Un cinquième des congrégations de l'Église méthodiste unie a décidé de quitter la seconde Église protestante états-unienne et de former l'Église méthodiste mondiale.

Les méthodistes interdisent le mariage ou l'ordination des « homosexuels pratiquants déclarés », mais nombre d'entre eux considèrent que cette règle n'est pas appliquée. Ils ont donc choisi de faire schisme pour ce motif.

L'armée chinoise disposerait d'armes capables d'attaquer le fonctionnement du cerveau humain

Le CCP BioThreats Initiative (CCP BTI), un think-tank états-unien anti-chinois, a publié un rapport intitulé « Énumération, ciblage et effondrement du programme NeuroStrike du Parti communiste chinois » (*Enumerating, Targeting and Collapsing the Chinese Communist Party's NeuroStrike Program*). Il a été rédigée par Ryan Clarke, chercheur principal à l'Institut d'Asie de l'Est de l'Université nationale de Singapour ; Xiaoxu Sean Lin, ancien microbiologiste de l'armée, maintenant au Feitan College ; et LJ Eads, ancien officier du renseignement de l'Air Force et actuel spécialiste de l'intelligence artificielle pour la communauté du renseignement US.

Il assure que l'Armée populaire de libération dispose d'armes permettant d'attaquer directement les cerveaux à l'aide de micro-ondes ou d'autres armes à énergie dirigée dans des pistolets portatifs ou encore des armes plus

grandes tirant des faisceaux électromagnétiques. Cependant la Chine ne serait pas en mesure, pour le moment, de produire ces armes à grande échelle.

Joe Biden et le changement climatique

En présence de sultan Ahmed al-Jaber (président de la COP28), d'Alastair Borthwick (directeur de Bank of America), d'Anil Wadhvani (directeur de Prudential plc), de Larry Fink (directeur de BlackRock), d'Oliver Bäte (directeur d'Allianz), de John Neal (directeur de Lloyds of London), d'Alison Rose (directrice de NatWest Group) et Tony O. Elumelu (directeur de l'United Bank of Africa), le président Joe Biden, son envoyé spécial pour le climat John Kerry et le roi Charles III ont redit leur engagement pour « lutter » contre le changement climatique.

L'idée que l'on puisse « lutter » (et non pas s'adapter) contre le réchauffement climatique suppose que celui-ci soit d'origine humaine (comme le prétend le GIEC) et non pas naturelle (comme l'a démontré l'Académie russe des Sciences).

Nouvelle piste dans l'affaire de la famille Biden

Gal Luft, 57 ans, est un double national israélo-états-unien. Il a été conseiller d'une société paravent du gouvernement chinois, CEFC China Energy, lorsque cette compagnie faisait des affaires avec Hunter Biden, le fils du président Joe Biden. Il a été inculpé pour conspiration en vue de vente illégale d'armes à des particuliers et à des sociétés chinoises, de vente de bombes et de roquettes aux Émirats arabes unis, de vente d'armes chinoises au Kenya et de vente de pétrole iranien en violation des « sanctions ». Il est passible de 100 ans de prison.

Il devait recruter, pour le compte de Beijing, l'ancien directeur de la CIA, R. James Woolsey, et l'ancien conseiller national de sécurité, Robert C. McFarlane, avec qui il anime l'Institute for the Analysis of Global Security (IAGS). Ce

think tank a reçu 350 000 dollars d'une personnalité proche du président Xi Jinping.

Selon le *New York Post*, il a déclaré, en 2019, aux procureurs du FBI à Bruxelles que le CEFC avait payé Hunter Biden et son oncle James Biden 100 000 dollars par mois en échange de l'utilisation de leurs noms pour promouvoir des intérêts commerciaux chinois.

Qui a censuré les médias sociaux aux États-Unis ?

La plainte des procureurs généraux de Louisiane et du Missouri (VAI 48) a permis d'identifier la composition de l'équipe de la Maison-Blanche qui a censuré, sur les réseaux sociaux, les arguments et les opinions sur la Covid, les affaires de la famille Biden et les élections de 2020.

Il s'agit de :

- Clarke Humphrey
- Rob Flaherty
- Andy Slavitt.

Ont travaillé avec eux :

- Vivek Murthy (chirurgien général)
- Center for Countering Digital Hate (association britannique)
- Carol Crawford (directrice des médias numériques des Centers for Disease Control and Prevention).

Christopher A. Wray refuse de répondre aux parlementaires

Auditionné par la Commission de la Justice de la Chambre, Christopher A. Wray, directeur du FBI, a refusé de répondre aux questions sur les enquêtes du bureau sur l'ancien président Donald Trump et celles sur Hunter Biden. Il n'a pas répondu non plus à celles sur la présence supposée d'agents-provocateurs lors de l'assaut du Capitole, le 6 janvier 2021, ni à celles sur la note du FBI décrivant les catholiques comme des terroristes de l'intérieur.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

EUROPE

Tobias Ellwood plaide pour que Londres déclenche une guerre contre la Russie

Selon l'YPA (Agence de presse yéménite), le colonel Tobias Ellwood, président de la commission de la Défense et chef du groupe parlementaire conservateur de la Chambre des communes du Parlement britannique, a déclaré sur Sky News : « La Grande-Bretagne doit déclencher une guerre directe contre la Russie, nous combattons en Europe, nous devons appliquer la loi martiale ».

Contacté pour confirmer ou infirmer son propos, le parlementaire n'a pas souhaité nous répondre.

La France rapatrie des familles de Daesh

La France a rapatrié 10 femmes et 25 enfants de Daesh, incarcérés en Syrie occupée. Il reste environ 80 femmes, fidèles à Daesh, qui ne veulent pas rentrer en France, et une centaine d'enfants.

Michael Kretschmer demande la réparation de Nord Stream

Le ministre-président de Saxe, Michael Kretschmer (CDU), a déclaré sur WeltTV : « Il n'y a aucune raison pour laquelle nous ne devrions pas commencer à sécuriser et à réparer ce pipeline [Nord Stream] maintenant ».

L'Allemagne est entrée en récession suite au sabotage de Nord Stream.

Michael Kretschmer s'appuie sur le fait que les services de Renseignement allemands ont été prévenus par la CIA, avant l'attentat, que l'Ukraine envisageait de commettre un tel sabotage. Il demande donc au gouvernement fédéral de faire publiquement le point sur son enquête.

Le ministre-président conteste la politique ukrainienne du chancelier Olaf Scholz.

Trois options se présentent :

- Si son gouvernement suspecte une éventuelle implication ukrainienne, il ne pourra plus soutenir militairement Kiev.
- S'il dispose de preuves de son implication, il devra lui déclarer la guerre.
- S'il refuse de réparer Nord Stream, il avouera implicitement la responsabilité des États-Unis.

Rheinmetall produira des munitions en Ukraine

Rheinmetall ouvrira en août une usine de munitions en Ukraine. En outre les véhicules blindés Fuchs y seront réparés et des ouvriers ukrainiens y seront formés.

L'Allemagne est le deuxième fournisseur d'armement de l'Ukraine après les États-Unis.

Arrestation de membres de Daesh en Allemagne et aux Pays-Bas

Un ressortissant turkmène, un Kirghiz et cinq Tadjiks ont été appréhendés en Allemagne. Un Tadjik et une femme kirghize aux Pays-Bas. Ils étaient membres de l'Émirat Islamique au Khorasan et récoltaient des fonds en Europe.

Mark Rutte démissionne et quitte la vie politique

Le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, a présenté sa démission au roi Willem-Alexander. Il s'agissait pour lui de provoquer des élections législatives anticipées en espérant les gagner avant que le Mouvement paysan citoyen (BBB)

ne se structure et n'emporte la mise. Cependant l'union des partis de gauche et de l'opposition de droite (qualifiée extrême-droite par la presse dominante) l'a privé de majorité et lui a barré toute possibilité de gouverner à nouveau.

Escalade occidental-chinoise

Les Pays-Bas ont annoncé qu'à partir de septembre, ils limiteront leurs exportations de machines servant à fabriquer des semi-conducteurs.

En rétorsion, la Chine a annoncé qu'elle limiterait l'exportation de germanium et de gallium, deux matières premières nécessaires à la fabrication de semi-conducteurs.

La Pologne est sur le point de devenir la plus importante puissance militaire conventionnelle en Europe

Dans un [discours](#) prononcé le 20 mars 2023 à l'université allemande de Heidelberg, le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, avait déclaré : « L'Europe est à un tournant historique. Nous devons bouleverser le statu quo de Bruxelles et arrêter ceux qui veulent un super-État dirigé par une élite étroite. Seuls les États-nations peuvent protéger les nations - leur culture, leur société, leur économie, leur politique, leur sécurité militaire. Les alternatives sont illusoires et utopiques ».

L'ampleur du réarmement actuel de la Pologne est sans précédent. Son armée de Terre est sur le point de devenir la plus puissante d'Europe occidentale et centrale, devant les armées allemandes, britanniques et françaises. Son matériel est entièrement neuf et pléthorique.

D'ici 2025, la Pologne devrait consacrer 4 % de son PIB à la Défense, soit le pourcentage le plus élevé d'Europe (qui peine à en atteindre la moitié). 11 000 soldats US sont aujourd'hui stationnés en Pologne.

La Bulgarie divisée face à l'Ukraine

Le président bulgare, Rumen Radev, a reçu son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky. L'Ukraine a bien sûr sollicité la Bulgarie pour qu'elle lui envoie des armes et des munitions. Cependant Sofia, quoi que membre de l'Union européenne, a résisté.

« Ce conflit n'a pas de solution militaire », a déclaré Rumen Radev. « Je n'accepte pas d'approvisionnement en munitions, surtout depuis les réserves de l'armée bulgare » (...) En ce moment, nous entendons le mot "victoire, victoire, victoire". Je comprends que pour un pays en guerre, c'est le mot le plus important. Mais nous aimerions aussi entendre davantage le mot "paix" », a-t-il ajouté.

Le Premier ministre bulgare, Nikolay Denkov, est quant à lui sur une position inverse. Depuis le début de l'opération militaire russe en Ukraine, il fait fonctionner à plein régime les usines d'armement au bénéfice de Kyiv.

Par ailleurs, Sofia et Kyiv sont convenus de coopérer dans le secteur de l'énergie, la Bulgarie proposant de vendre à l'Ukraine deux réacteurs nucléaires qu'elle avait commandés à la Russie pour un projet désormais abandonné.

L'Union européenne engage une lobbyiste US d'Apple et d'Amazon prétendument pour lutter contre leurs pratiques monopolistiques

La Danoise, Margrethe Vestager, commissaire européenne à la Concurrence, a nommé l'États-unienne Fiona Scott Morton à la Direction générale de la concurrence de l'Union.

Margrethe Vestager est dans l'attente de sa nomination comme directrice de la Banque européenne d'investissement. Elle ne sera donc pas confrontée aux conséquences de cette nomination.

Fiona Scott Morton est une spécialiste mondialement reconnue du droit anglo-saxon de la concurrence. Elle dirige notamment le

[Projet Thurman Arnold](#) de l'université de Yale qui fait autorité en la matière. Elle a notamment travaillé pour le secrétariat US à Justice, pour le Congrès et pour la Maison-Blanche.

Elle supervisera les enquêtes de l'UE sur l'application du droit de la concurrence à Alphabet/Google, Apple, Meta Platforms et Microsoft, ainsi qu'aux fusions très médiatisées telles que l'acquisition par Amazon d'iRobot et d'Adobe Figma.

En réalité, selon *American Prospect*, Fiona Scott Morton est à la fois la spécialiste US du droit de la concurrence et, secrètement, la conseillère rémunérée d'Apple et d'Amazon pour étendre leurs monopoles. Loin d'être neutres, ses publications scientifiques visaient toujours les rivaux de ses employeurs secrets, particulièrement Google.

Diverses associations (Balanced Economy Project, Corporate Europe Observatory, European Digital SME Alliance, Irish Council for Civil Liberties, LobbyControl et Open Markets Institute Europe), ont exprimé leur préoccupation devant un évident conflit d'intérêt.

Christine Anderson porte plainte contre YouTube

L'eurodéputée allemande (AfD), Christine Anderson, a déposé une plainte contre YouTube après que la plate-forme ait censuré deux de ses vidéos pour « désinformation médicale » et ait refusé d'expliquer ce qu'elle entendait par cette formule.

Les deux vidéos étaient des séances publiques de la Commission spéciale du Parlement européen sur la Covid-19.

YouTube les a finalement rétablies, mais la députée a maintenu sa plainte.

L'Ukraine et la Türkiye

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, est revenu de son déplacement officiel en Türkiye

avec des soldats ukrainiens qui avaient été faits prisonniers par la Russie à Marioupol.

Contrairement à ce qui avait été dit au moment de la chute de Marioupol, les États-Unis étaient intervenus pour que les militaires ukrainiens se rendent et que la Russie les épargne. Suite à cet accord, certains avaient été confiés à la Türkiye sous la condition qu'ils restent aux arrêts jusqu'à la fin de la guerre.

Le président Recep Tayyip Erdoğan a consciemment violé sa parole tout en pensant que son homologue Vladimir Poutine le tolérerait. Cela semble être le cas puisque Moscou a condamné cette libération anticipée, mais n'a pas pris de mesures de rétorsion, estimant qu'Ankara faisait ce qu'il pouvait pour ne pas prendre parti, ni d'un côté, ni de l'autre.

Parmi les soldats libérés figure le colonel Denys Prokopenko. C'est le petit-fils d'un Carélien finlandais ayant participé à la Guerre d'hiver (1939-40). Il a fait de son engagement actuel une affaire personnelle, assurant poursuivre le combat de sa famille.

En 1939, l'Union soviétique tenta de négocier avec la Finlande un moyen de protéger Leningrad (actuel Saint-Petersbourg), à partir des îles du Golfe de Finlande, d'une invasion nazie, mais les Finlandais ne comprirent pas la préoccupation soviétique. Prise à la gorge, l'URSS envahit une partie de la côte finlandaise (« Guerre d'hiver »), ce qui fut utilisé par les Occidentaux pour l'exclure de la Société des Nations (ancêtre de l'actuelle Onu). Après la Guerre mondiale, la Finlande reconnut qu'elle avait négligé les analyses soviétiques et que l'URSS n'avait pas eu d'autre choix que de l'attaquer. La question des territoires perdus de Carélie est toujours d'actualité.

Au demeurant, le colonel Denys Prokopenko était un officiel du régiment Azov. Le règlement intérieur de cette unité stipule la lecture obligatoire des œuvres de Dmytro Dontsov, le fondateur du « nationalisme intégral » et co-organisateur de la solution finale des questions tsiganes et juives en Europe. C'est donc un néo-

nazi au sens strict du terme. Il a d'ailleurs participé à la guerre du Donbass dès 2014.

Les États-Unis vont donner des armes à sous-munitions à l'Ukraine

Les États-Unis ont décidé de donner des armes à sous-munitions à l'Ukraine. Les armes à sous-munitions ne doivent pas être confondues avec celles à fragmentation. Elles sont conçues pour disperser des mines sur des pistes d'aviation ou pour paralyser des armées en mouvement.

Utilisées dans des zones civiles habitées, elles sont très dangereuses dans le temps. Il faut généralement une ou deux générations pour les neutraliser. D'où la Convention sur les armes à sous-munitions qui en interdit l'usage. Cependant seul 103 États l'ont ratifiée, mais ni les États-Unis, ni la Fédération de Russie, ni l'Ukraine ne l'ont fait.

Vladimir Poutine reçoit le Groupe Wagner

Le président russe, Vladimir Poutine, a reçu l'ex-commandant du Groupe Wagner, Evgueny Prigojine, et une trentaine de ses lieutenants, durant trois heures, le 29 juin. Ils ont présenté le bilan de leurs actions dans le monde et leurs griefs contre le ministère de la Défense.

AFRIQUE

Soutien à Mohamed Hamdan Dogolo

Les chefs des tribus arabes du Darfour ont enregistré une vidéo appelant à soutenir les Forces d'action rapide du « général » Mohamed Hamdan Dogolo contre l'armée du général Abdel Fattah Abdelrahmane al-Burhan.

ASIE

Une étude des opinions publiques moyen-orientales

Le think-tank social-démocrate allemand, Friedrich Ebert Stiftung, a étudié les opinions

publiques moyen-orientales face à la guerre en Ukraine.

Son [rapport](#) atteste que la politique d'équilibre entre l'Occident et la Russie est largement soutenue par les populations.

Cependant deux pays non-arabes font exception : Israël et l'Iran. Dans ces deux cas, et uniquement pour eux, les populations sont très majoritairement pro-états-uniennes et donc anti-russes. Ces deux populations pensent aussi que les sanctions économiques sont moralement acceptables, quoi que peu efficaces, et qu'il faut les poursuivre.

Toutes les populations moyen-orientales pensent que les États-Unis sont le principal bénéficiaire de la guerre, loin devant la Russie.

Cette étude laisse voir que les pays arabes sont plus démocratiques que les États juif et iranien.

Le secrétaire général de l'Onu critique Israël

António Guterres, secrétaire général de l'Onu, a souligné que toutes les opérations militaires doivent être menées dans le plein respect du droit international humanitaire.

Il critiquait l'opération militaire israélienne de Jenine qui a blessé plus de 100 civils, contraint 3 000 personnes à fuir, endommagé des écoles et des hôpitaux et perturbé les réseaux d'eau et d'électricité.

Les Nations unies opèrent depuis plusieurs mois un lent virage qui devrait les conduire à suspendre Israël de l'Organisation.

Les affabulations de la CIJA

La Commission for International Justice and Accountability (CIJA), une association prétendument non-gouvernementale, a été créé en 2011. Elle était soutenue par les États-membres des « Amis de la Syrie ». Cependant, en 2014, les États-Unis ont cessé de la subventionner et en 2020, l'Union européenne.

En 2017, son budget était de 10,5 millions de dollars. Elle employait 150 enquêteurs soit plus que la Cour pénale internationale. Son unique objectif était de documenter la répression du « boucher de Damas » contre son propre peuple.

Cherchant de nouveaux financements, elle prétend aujourd'hui détenir des documents de la République arabe syrienne ordonnant des exactions et des tortures.

Cependant vu ce que cette ONG prétend au sujet de l'État islamique de Baba Amr, où Thierry Meyssan fut tiers de confiance entre la RAS et la France, tout cela n'est que du baratin de mauvaise foi.

Turbulences états-uno-russes en Syrie

Selon l'armée russe en Syrie, les drones de la Coalition internationale ont violé les Protocoles d'évitement des conflits à 9 reprises cette semaine en survolant une zone fermée.

Les Émirats commandent une enquête sur les Frères musulmans en Europe

Selon le quotidien électronique français, *Mediapart*, une société genevoise, Alp Services, a réalisé, pour le compte des Émirats arabes unis, une étude des associations et personnalités liées aux Frères musulmans et au Qatar.

Les Frères musulmans sont une organisation politique secrète contrôlée par les services de Renseignement britannique et financée par le Qatar. La quasi-totalité des leaders des organisations terroristes islamiques, d'Oussama ben Laden au calife Abu Bakr al-Baghdadi en étaient membres (voir *Sous nos yeux*). De nombreuses personnalités politiques européennes les soutiennent sans les connaître vraiment.

Après la Chine, la Russie soutient les revendications émiraties dans le Golfe

Dans un communiqué commun, le Conseil de coopération du Golfe et la Russie ont déclaré

soutenir les revendications émiraties sur les îles de la Grande Tomb, de la Petite Tomb et d'Abou Moussa, occupée par l'Iran.

La Chine avait préalablement pris la même position lors du voyage du président Xi Jinping en Arabie saoudite.

L'Iran a convoqué l'ambassadeur russe à Téhéran pour explications.

Arrestation d'un journaliste turc

La Justice turque a arrêté le journaliste Merdan Yanardag et l'a inculpé pour apologie du terrorisme.

Simultanément le Conseil supérieur de l'audiovisuel (RTÜK) a ouvert une enquête sur sa chaîne, Télél, et l'a condamnée à une amende équivalente à 5 % de ses recettes publicitaires mensuelles.

Merdan Yanardag avait dénoncé le traitement par le Pouvoir de la question kurde.

Production turco-ukrainienne d'armement

Le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, a effectué une visite officielle en Türkiye.

Un mémorandum a été signé sur

- le développement des capacités et des possibilités de fabrication de véhicules autonomes, en particulier de véhicules aériens sans pilote ;
- l'augmentation de la production de divers types de drones ;
- la recherche et le développement dans le domaine des systèmes autonomes, de l'espace et d'autres secteurs technologiques des industries stratégiques des deux pays ;
- d'autres formes de coopération technique nécessaires au développement des industries stratégiques.

L'Iran rouvre un vieux conflit frontalier

L'Iran a annoncé qu'il investissait des sommes considérables pour exploiter le champ pétrolier

off-shore d'Arash/Al-Dura. Or il est revendiqué aussi bien par l'Arabie saoudite que par le Koweït.

La propriété de ce champ, découvert en 1960, n'a jamais été établie. Les frontières maritimes des trois pays sont incertaines.

Cette annonce vise probablement à rouvrir les négociations dans le contexte de l'accord irano-saoudien de Beijing.

Réélection de Shavkat Mirziyoyev

Le président ouzbek, Shavkat Mirziyoyev, a été reconduit pour un nouveau mandat de 7 ans avec 87,05 % des suffrages exprimés.

Une élection présidentielle anticipée avait été convoquée après la réforme de la Constitution (VAI 39).

Le Pakistan reçoit 5 milliards de dollars

Le Pakistan a reçu 2 milliards de dollars de l'Arabie saoudite et une promesse de 3 autres milliards du FMI. Le pays ne parvient pas à se relever.

La Corée du Nord et l'avion-espion US

Kim Yo-jong, sœur du dirigeant suprême nord-coréen, a déclaré que des avions de chasse avaient repoussé un avion-espion états-unien. Elle a mis en garde Washington face aux « conséquences graves » qu'il subirait si de telles actions se renouvelaient.

La Chine redit son ouverture aux entreprises étrangères

Le ministère des Affaires étrangères chinois a vivement réagi aux allégations du département d'État US. Celui-ci avait mis en garde ses ressortissants contre des arrestations abusives en Chine.

Le ministère chinois a rappelé que son pays est attaché à l'état de Droit. Les examens de sécurité des sociétés étrangères sont faite dans le

cadre de la loi et le respect des intérêts légitimes des citoyens.

Des services secrets occidentaux ont utilisé des sociétés commerciales pour procéder à des études sociologiques de la population chinoise, à des fins non pas commerciales, mais militaires.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Veto russe au Conseil de sécurité

Le Conseil de Sécurité n'est pas parvenu à s'accorder pour faire reconduire l'aide humanitaire accordée aux jihadistes du Nord de la Syrie.

La Russie, qui avait exigé en contrepartie la levée des mesures coercitives unilatérales (qualifiées abusivement de « sanctions » par les Occidentaux) contre la République arabe syrienne, n'est pas parvenue à rééquilibrer le texte et a finalement opposé son veto, pour la 11^e fois depuis le début de l'agression contre la Syrie.

Sultan Al-Jaber prend position pour les énergies décarbonées

Sultan Al-Jaber, le président émirati de la COP28, a donné des gages à ses opposants. Il a enregistré une vidéo appelant les compagnies pétrolières à utiliser des énergies décarbonées. Il est président de la compagnie pétrolière émiratie.

L'avenir de l'OCS, des BRICS et de l'UEE

Au sommet virtuel de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) de New Delhi, le président Alexandre Loukachenko, auréolé de son succès dans la médiation avec Evgueny Prigojine, a proposé la fusion de l'OCS, des BRICS et de l'Union économique eurasiatique (UEE).

Son slogan n'était rien de moins que d'oublier l'Occident et d'unir le Sud Global.

La nouvelle organisation disposera dans les années à venir d'une monnaie commune, celle en cours d'élaboration par la Russie pour l'UEE.

31 États ont déjà officiellement demandé leur adhésion aux BRICS. À terme, la nouvelle organisation pourrait regrouper tous les États favorables au Droit international (et non aux règles occidentales) et éclipser les Nations unies.

Suspension de nos parutions

Voltaire, actualité internationale, ne paraîtra pas les quatre prochaines semaines. Nous reprendrons nos envois, le vendredi 18 août.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°50 - 1^{er} septembre 2023

ÉDITORIAL

Sommet des BRICS

Le sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) à Johannesburg (Afrique du Sud) a été l'occasion de faire entrer six nouveaux États à partir du 1^{er} janvier 2024. Il s'agit de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, de l'Iran, de l'Argentine, de l'Égypte et de l'Éthiopie. À partir de ce moment l'organisation représentera plus de 35 % du PIB mondial et près de la moitié de la population de la planète. Dix-sept autres candidatures ont été repoussées à plus tard.

Le président chinois, Xi Jinping, a souligné que l'élargissement des BRICS marquait une étape historique. Cette organisation a déjà fait ses preuves et obtenu d'importants résultats en matière de développement. Elle s'étend désormais à d'autres pays émergents qui joueront un plus grand rôle dans les relations internationales. Selon lui, nous entrons dans une ère de coopération. Les médias occidentaux ont prétendu que l'élargissement avait été imposé par la Chine et la Russie à leurs partenaires, ce que celles-ci n'ont cessé de démentir.

Le président russe, Vladimir Poutine, ne participait pas physiquement au sommet car il ne souhaitait pas embarrasser l'Afrique du Sud sommée par la Cour pénale internationale de l'arrêter, mais uniquement par visioconférence. Il a détaillé le programme de l'année à venir, sachant que la Russie prend la présidence tournante des BRICS. L'accent était mis sur la coopération en matière financière, avec notamment « l'expansion de l'utilisation des monnaies nationales », ainsi que sur le développement des infrastructures de transports. À ce titre, il a proposé la création d'une commission permanente des BRICS sur les transports, visant au « développement des corridors logistiques et de transport, interrégionaux et mondiaux ».

En marge du sommet, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a tenu des réunions avec le président Chinois, Xi Jinping, à propos du problème non-résolu des zones frontalières entre les deux pays. Ils sont convenus d'un désengagement et d'une désescalade rapide. Des consultations ont suivi entre militaires. Les deux dirigeants se rencontreront à nouveau le 9 septembre, en marge du sommet du G20 à Delhi. Ce processus de négociation n'est pas sans rappeler celui qui avait permis de régler le conflit du plateau de Doklam en 2017. Les deux dirigeants l'avaient négocié en marge des sommets du G20 et des BRICS.

AMÉRIQUES

Le Canada se prépare au retour de Donald Trump

Le Canada étudie ce qu'une éventuelle élection de Donald Trump aux USA aurait comme conséquence pour lui. Que se passerait-il si Washington dédaignait l'Otan et la Norad ou s'il remettait en question les accords commerciaux de l'Aléna ? Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères, a indiqué sur une radio de Montréal que le gouvernement Trudeau avait déjà élaboré un vaste plan pour y faire face.

Les troubles mentaux de Joe Biden se multiplient

Dans un discours prononcé ce mois-ci à Milwaukee, M. Biden a diverté le public avec des histoires précédemment démystifiées sur la mort de son grand-père, une conversation avec un chef d'orchestre d'Amtrak, l'éducation de son père et un témoignage oculaire de l'effondrement d'un pont à Pittsburgh. Une semaine plus tard, M. Biden a assisté à une collecte de fonds de campagne au cours de laquelle il a répété l'histoire démystifiée d'Amtrak, puis a raconté sa rencontre avec un couple de même sexe dans le Delaware des années 1960. Bien que cette histoire soit impossible à prouver ou à réfuter, plusieurs vérificateurs de faits, dont le *Washington Post*, ont répondu avec scepticisme. À Hawaï la semaine dernière, M. Biden a parlé aux survivants d'un incendie dans sa maison qui menaçait sa femme, sa Corvette et son chat. Les médias de l'époque décrivaient un petit incendie de cuisine maîtrisé en 20 minutes environ. Selon les experts, les preuves de confabulation sont accablantes. La confabulation est souvent associée à la perte de mémoire liée à la démence. Vous essayez de raconter une histoire, mais votre cerveau ne peut pas remplir l'espace, alors votre cerveau vous protège en inventant des choses.

Avancée des enquêtes sur la corruption de Joe Biden

Les enquêteurs de la Chambre des représentants ont établi que lorsque Joe Biden était vice-président de Barack Obama, il a utilisé des pseudonymes pour intervenir dans les affaires financières de son fils, Hunter Biden. Ses pseudonymes étaient « Robert L. Peters », « Robin Ware » et « JRB Ware ». Des témoins ont affirmé que le vice-président Biden était venu participer à au moins 20 réunions financières de son fils. Il ne disait jamais rien sur le sujet de la réunion et parlait uniquement de choses sans intérêt, mais sa présence validait les exigences de son fils.

Les Archives nationales ont identifié 5 138 e-mails et 25 fichiers joints envoyés ou reçus avec ces pseudonymes. Elles les ont envoyés au président Joe Biden afin qu'il autorise leur transmission au Congrès.

Les enquêteurs ont, par ailleurs, établi que neuf membres de la famille Biden, dont une de ses petites-filles, ont empoché 20 millions de dollars injustifiables.

Enfin l'ancien procureur général d'Ukraine, Viktor Shokin, dont le vice-président Biden avait exigé le renvoi contre une aide de 1 milliard de dollars à l'Ukraine, a déclaré dans l'émission « One Nation With Brian Kilmeade » (Fox News) qu'il était prêt à témoigner devant le Congrès de son enquête sur la société Burisma Holding dont Hunter Biden était administrateur. Selon lui, Hunter Biden a accepté des pots-de-vin et jeté les bases de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Comment les États-Uniens évaluent leur système politique

Selon un sondage de CBS News, demandant à un échantillon d'adultes états-uniens de cocher le ou les qualificatifs qui s'appliquent à leur système politique :

- 64 % ont répondu « dysfonctionnel »
- 58 % « corrompu »
- 37 % « injuste »
- 14 % « efficace »
- 12 % « équitable »
- 7 % « honnête ».

Augmentation spectaculaire des suicides chez les anciens combattants US

Une étude menée sur les anciens combattants US entre 2006 et 2020 atteste que le taux de suicide des États-Uniens est de 18, 42 pour 100 000, tandis qu'il est de 42,13 pour 100 000 chez les anciens combattants.

Les autorités militaires expliquent cette différence en soulignant que de nombreux anciens combattants suicidaires avaient été blessés au combat. Une autre explication est qu'ils ont compris sur le terrain que leur gouvernement leur mentait et les envoyait tuer des gens pour des motifs inavouables.

Les USA accueillent 200 000 Ukrainiens pour 18 mois

Alejandro Mayorkas, secrétaire à la Sécurité de la Patrie, a accordé 18 mois supplémentaires de statut juridique provisoire et d'autorisation de travail à 200 000 immigrés ukrainiens. Au total ce sont 600 000 immigrés illégaux qui sont protégés par ce statut.

L'administration Biden contre les Proud Boys

Le secrétariat à la Justice demande 33 ans de prison contre Enrique Tarrio, ancien leader des Proud Boys, pour « complot séditieux ». M. Tarrio était pourtant absent de Washington lors de la prise du Capitole, mais l'administration Biden affirme qu'il a planifié et organisé l'attaque.

Les Proud Boys sont considérés comme néo-fascistes parce qu'ils font l'apologie de la violence pour restaurer les idéaux des USA.

Y aura-t-il ou non un procès pour les attentats du 11- Septembre ?

Le secrétariat à la Justice a proposé un accord aux détenus accusés d'avoir conçu ou participé aux attentats du 11 septembre 2001, selon une lettre présentée à la presse par l'avocat de Khalid Sheikh Mohammed.

Cependant l'administration refuse de confirmer ou d'infirmer la nouvelle. Elle fait valoir que,

pour le moment, aucune date de procès n'a été fixée.

L'opinion publique US contre la guerre en Ukraine

Un [sondage](#) de SSRS pour CNN, réalisé début août, atteste que les États-Uniens désapprouvent la politique étrangère de l'administration Biden que ce soit à propos de la Chine, de la Russie ou de l'Ukraine.

Ils approuvent le soutien à l'Ukraine en renseignement et en formation, mais pas l'envoi d'armes et surtout pas de soldats.

Les États-Uniens craignent que prolonger cette guerre

- dure indéfiniment (77 %),
- menace la démocratie partout dans le monde (65 %),
- pousse la Russie à d'autres attaques (64 %), s'étende en Europe (59 %),
- menace la Sécurité des États-Unis (56 %).

La Heritage Foundation assure que la guerre en Ukraine a déjà coûté 900 dollars par foyer états-unien.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Élection présidentielle au Guatemala

Le président guatémaltèque sortant, Alejandro Giammattei, est empêtré dans une grave affaire de corruption.

Au deuxième tour de l'élection présidentielle, les électeurs ont choisi le candidat surprise, Bernardo Arévalo (Semilla), avec 60,9 % des suffrages exprimés.

La classe politique guatémaltèque est fortement opposée à ce candidat. La Cour suprême avait hésité à annuler le premier tour de l'élection,

puis à suspendre le parti politique Semilla. Bernardo Arévalo devrait prendre ses fonctions dans six mois, si son parti n'est pas interdit d'ici là.

La fille de l'ancien dictateur Efraín Ríos Montt, Zury Ríos (Valor-PU), n'a recueilli que 8,7 % des voix et a donc été éliminée au premier tour.

Premier tour de l'élection présidentielle en Équateur

Le président sortant, Guillermo Lasso, a échappé à une possible destitution en dissolvant l'assemblée nationale et en démissionnant (procédure de « mort croisées »). Pour lui succéder, huit candidats étaient en lice. Aucun n'a obtenu ni la majorité des 50 % des suffrages exprimés, ni les 40% avec 10% d'avance sur le suivant, requis par la constitution.

Le candidat Fernando Villavicencio a été assassiné, le 9 août, en pleine campagne électorale. C'était un journaliste d'investigation étant parvenu à mettre en évidence la responsabilité de l'ancien président Rafael Correa dans une affaire de corruption.

Luisa González (Mouvement de la Révolution citoyenne - RC) et son colistier, Andrés Arauz, tous deux héritiers affirmés de Rafael Correa, recueillent 33,6 % des suffrages exprimés.

Daniel Noboa, fils de l'homme le plus riche du pays (Álvaro Noboa, le « roi de la banane »), se qualifie avec 23,4 % des suffrages. Plus jeune des huit candidats en lice, il aurait bénéficié de sa bonne performance au débat télévisé organisé six jours plus tôt.

EUROPE

François et la Russie

Le pape François, intervenant en visioconférence le 25 août devant un groupe de jeunes croyants rassemblés dans une église de Saint-Petersbourg, a déclaré : « Vous êtes les enfants de la grande Russie, de grands saints, de rois, de Pierre le Grand, de Catherine II, d'un peuple russe de grande culture et de grande humanité (...) N'oubliez jamais ce grand héritage. Vous êtes les héritiers de la grande mère Russie, allez de l'avant avec cela ».

Oleg Nikolenko, porte-parole du ministère ukrainien des Affaires étrangères, a qualifié le langage du pape de « très malheureux », estimant que c'est avec « ce genre de propagande impérialiste, à l'appui de "piliers spirituels" et au nom de la "nécessité" de sauver la "grande mère Russie", que le Kremlin justifie le meurtre de milliers d'Ukrainiens et la destruction de centaines de villes et de villages ukrainiens ». Or la mission du pape serait « précisément d'ouvrir les yeux de la jeunesse russe sur la trajectoire destructrice des dirigeants russes au pouvoir ».

Au contraire, Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, a déclaré : « Le pontife connaît l'Histoire russe. C'est très bien. Elle est profonde, et l'héritage ne se limite pas à Pierre et Catherine. Il est réjouissant que le pontife soit à l'unisson ».

Nicolas Sarkozy pour une réconciliation avec la Russie

Dans un livre, *Le temps des combats*, publié par les éditions Fayard, l'ancien président français Nicolas Sarkozy assure que la France et la Russie doivent trouver un terrain d'entente.

« Nous avons besoin d'eux et ils ont besoin de nous », plaide-t-il, tout en jugeant qu'un retour de la Crimée dans le giron ukrainien est « illusoire ». La « majorité de la population s'est toujours sentie russe ».

L'ambassadeur d'Ukraine en France, Vadym Omelchenko, a réagi dans *Ouest-France* : « Je ne serais pas surpris que le Procureur général d'Ukraine s'intéresse aux propos tenus pour voir s'il y a des éléments constitutifs d'un crime [au regard de la loi ukrainienne] ».

La Martinique vote la reconnaissance du créole

L'île de la Martinique, qui dispose d'une collectivité territoriale unique comme Mayotte, la Guyane et la Corse, a reconnu le créole comme langue officielle aux côtés du français. Le préfet a immédiatement demandé l'abrogation de ce texte contraire à l'article 2 de la Constitution. Le président du Conseil exécutif

de Martinique, Serge Letchimy (Parti progressiste martiniquais), s'y est refusé.

Pas de gouvernement de sitôt en Espagne

Le roi Felipe VI a désigné Alberto Nuñez Feijoo (Parti populaire - PP) pour constituer un nouveau gouvernement. Il préside le parti arrivé en tête des élections. Cependant avec 172 députés, sa coalition ne paraît pas capable d'obtenir de majorité (l'assemblée est constituée de 350 sièges). Dans l'ombre, le Premier ministre sortant, Pedro Sanchez (Parti socialiste), tente aussi de constituer une majorité et semble y être déjà parvenu. Il disposerait déjà du soutien des 178 autres députés.

Incident à Chypre

La police chypriote turque a agressé des soldats de l'Onu dans le village de Pyla. Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni à huis-clos. Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a accusé les casques bleus de tenter d'empêcher des Chypriotes turcs de passer sur leur terre. La République turque de Chypre du Nord est un État fantoche masquant l'occupation d'une partie de Chypre par la Turquie. Chypre est membre de l'Union européenne prétendument fondée pour assurer la paix en Europe, mais Bruxelles se garde bien d'intervenir.

La Suisse prend parti contre la Russie

Le Conseil fédéral suisse a adopté les mesures coercitives unilatérales du 11^e paquet de « sanctions » de l'Union européenne contre la Russie.

Moscou a immédiatement déploré que la Suisse ait abandonné sa neutralité.

Les Pays-Bas et le Danemark arment l'armée de l'Air ukrainienne

Washington a autorisé les Pays-Bas et le Danemark à fournir à l'Ukraine des avions de fabrication US. Ils donneront donc 42 F-16. Le président Volodymyr Zelenskyy a été reçu par la Première ministre danoise, Mette Frederiksen, en compagnie du ministre des

Affaires étrangères, du ministre de la Défense et de la princesse héritière Mary, à la base aérienne de Skrydstrup, dans le sud du Danemark.

Les F-16 sont des avions de combat multirôles des années 70. Il sont sans aucun doute de qualité supérieure à ceux dont disposent aujourd'hui l'armée de l'air ukrainienne, mais sans comparaison avec ceux de la flotte russe.

Le Spiegel et la ZDF sur les pas des saboteurs

Le *Spiegel* (#35 du 25 août) et la ZDF ont réalisé une enquête très complète sur le sabotage des pipe-lines Nord Stream. Les journalistes montrent que le voilier Andromeda a transporté de l'octogène (HMX) lorsqu'il se trouvait sur zone au moment de l'opération. Il fallait 40 kg de cet explosif sous-marin pour la réaliser. La location a été effectuée à Varsovie au nom d'une société ukrainienne fictive par un militaire de carrière de la 93^e brigade mécanisée ukrainienne. Il aurait suivi des cours de plongée probablement dispensés par les SAS britanniques. L'équipage comprenait 6 personnes.

Les journalistes se perdent en conjecture pour déterminer si l'opération a bien été pilotée par le commandant en chef des armées ukrainiennes, le général Valeri Zaloujny, sans en informer le président Volodymyr Zelensky.

Ces conclusions sont contestées par le physicien suisse Hans-Benjamin Braun. Selon lui, après étude des données sismiques selon deux méthodes, l'analyse du développement des nuages d'aérosols après la détonation, l'examen des courants sous-marins dans la mer Baltique, en particulier dans un canyon sous-marin entre Bornholm et Kaliningrad au cours des jours suivants, les changements de température sur le sol marin, et la propagation d'une possible explosion radioactive, l'explosion suggère une force explosive équivalente à 1-4 kilotonnes de TNT. Soit au moins quatre fois plus qu'évalué jusqu'ici.

Olaf Scholz déconcerté par l'indifférence de Vladimir Poutine aux sanctions occidentales

Selon *Bild*, le chancelier allemand, Olaf Scholz, aurait déclaré en mars au président français, Emmanuel Macron, à propos de son homologue russe, Vladimir Poutine : « Quelque chose me dérange plus que les négociations : il ne se plaint pas du tout des sanctions ».

Annalena Baerbock constate l'échec des « sanctions » économiques contre la Russie

Dans le livre *Ernstfall. Regieren in Zeiten des Krieges* (Situation d'urgence. Gouverner en temps de guerre) publié par les éditions C.H. Beck, la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, déclare : « En principe, des sanctions économiques devraient avoir des conséquences économiques, mais [en ce qui concerne la Russie,] ce n'est pas le cas ». Rappelons que les « mesures coercitives unilatérales » des Occidentaux violent le droit international et ne constituent donc pas des « sanctions » à proprement parler.

Élections générales aux Pays-Bas

Les élections générales aux Pays-Bas opposeront la ministre de la Justice et dauphine du Premier ministre sortant, Dilan Yeşilgöz-Zegerius, à l'ancien commissaire européen à l'Action pour le climat, Frans Timmermans.

Dilan Yeşilgöz-Zegerius (Parti populaire pour la liberté et la démocratie - VVD) est partisane de l'intégration (elle est d'origine kurde) et du nucléaire. Elle a déjà fait alliance avec le Parti pour la liberté de Geert Wilders (extrême-droite pro-israélienne).

Frans Timmermans se présente au nom du Parti travailliste (PvdA) et de la Gauche verte (GL).

Le jeu sera troublé par deux personnalités :

- Pieter Omtzigt (Nouveau contrat social) qui a fait chuter Mark Rutte (2021) lorsque son gouvernement a indûment exigé des remboursements d'allocations familiales.
- Caroline van der Plas (Mouvement agriculteur-citoyen - BBB) qui a mené la fronde

des agriculteurs jugés « inutiles » par l'Union européenne.

Référendum biaisé en Pologne

Le gouvernement polonais a convoqué un référendum le même jour que les élections générales. Les électeurs devront répondre à quatre questions biaisées avant de désigner leurs députés et sénateurs :

- Souhaitez-vous brader les actifs de l'État en les cédant à des entités étrangères ?
- Désirez-vous une hausse de l'âge de départ à la retraite ?
- Acceptez-vous de supprimer la barrière à la frontière avec la Biélorussie ?
- Êtes-vous favorables à l'admission de milliers d'immigrants illégaux du Moyen-Orient et d'Afrique, conformément au mécanisme de relocalisation forcée imposé par la bureaucratie européenne ?

Le Parti au pouvoir, Droit et Justice (PiS), est favorable à l'Initiative des trois mers (Intermarium), c'est-à-dire à une Europe centrale délivrée des influences de la Russie et de l'Allemagne. Au contraire, le principal parti d'opposition, Plateforme civique, est favorable à l'Union européenne, c'est-à-dire à une Europe centrale et orientale dominée par l'Allemagne contre la Russie.

La Pologne somme la Biélorussie d'expulser le Groupe Wagner

La Pologne a sommé la Biélorussie d'expulser le Groupe Wagner. Son ministre de l'Intérieur, Mariusz Kaminski, a menacé de fermer ses frontières si Minsk n'obtempérait pas.

Sommet illibéral à Budapest

Les championnats du monde d'athlétisme ont été l'occasion pour le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, d'inviter à Budapest de nombreux chefs d'État européens et asiatiques. La presse a pu parler d'un « sommet illibéral ».

La Hongrie exige d'être protégée de la concurrence agricole ukrainienne

István Nagy, ministre hongrois de l'Agriculture, a déclaré au site *Agrarszektor.hu*, que si l'Union européenne ne reconduisait pas au-delà du 15 septembre ses restrictions de blé, de maïs, de colza et de tournesol ukrainiens, il prendrait des mesures au nom de son gouvernement.

À la suite d'un bras de fer, la Commission européenne a interdit la circulation de ces céréales en Hongrie, en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie et en Slovaquie, sauf en cas de transit vers d'autres pays. Elle avait en outre débloqué 100 millions d'euros d'aide aux agriculteurs de ces pays.

Le gouvernement hongrois pourrait prononcer des interdictions sur 24 autres produits agricoles ukrainiens.

Viktor Orbán prévient que l'on ne pourra pas saboter Turkish Stream sans provoquer de réactions

Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a accordé une interview à Tucker Carlson sur X (anciennement Twitter). Il y déclare que si l'on tente de saboter le gazoduc Sud comme on l'a fait avec le Nord, la Turquie, la Bulgarie, la Serbie et la Hongrie, à la différence de l'Allemagne, riposteront.

Lorsque Tucker Carlson lui a demandé si le message était parvenu en Russie, Viktor Orbán a répondu que cela ne lui était pas destiné. Le journaliste a alors expliqué à ses auditeurs qu'il était évident que le sabotage de Nord Stream avait été effectué par les États-Unis avec ou sans l'Ukraine.

Kaja Kallas fragilisée par des révélations sur les activités de son mari

La Première ministre estonienne, Kaja Kallas, est fragilisée par une révélation de la radio publique EER. Son mari, Arvo Hallik, partiellement propriétaire des transports Stark Logistics, a poursuivi ses convois en Russie malgré l'embargo de l'Union européenne.

Démission du n°2 de la Commission européenne

Le premier vice-président de la Commission européenne et commissaire européen à l'Action pour le climat, Frans Timmermans, a démissionné de ses fonctions. Il entend se présenter aux élections néerlandaises afin de succéder au Premier ministre, Mark Rutte.

Formation de diplomates de l'Union européenne

L'Union européenne commence à former son personnel diplomatique. La première année vient de se conclure. Une cinquantaine de hauts fonctionnaires suivront la seconde.

La Russie conteste la version de la mort du général Jean-Louis Georgelin

Selon le représentant adjoint de la Russie au Conseil de Sécurité, Dmitri Poljanski, le général français Jean-Louis Georgelin n'est pas mort en randonnée dans les Alpes comme le prétend la version officielle, mais en mission en Ukraine. Ancien chef d'état-major des Armées, le général Jean-Louis Georgelin était chargé du chantier de reconstruction de la cathédrale Notre-Dame. Officiellement, l'Otan n'envoie pas de militaires en Ukraine.

Sanctions Russes contre les ennemis de l'État

La Russie a édicté des sanctions contre :

- Karim Khan, le procureur général de la Cour pénale internationale (CPI) qui avait inculpé le président Vladimir Poutine pour « enlèvement d'enfants »,
- Lucy Fraser, secrétaire d'État britannique à la Culture, aux Médias et aux Sports qui œuvre pour interdire aux sportifs russes de concourir aux Jeux olympiques de Paris,
- Annabel Goldie, ministre d'État à la Défense britannique, qui travaille à armer l'Ukraine.

Assassinat des dirigeants du Groupe Wagner

L'avion privé des dirigeants du Groupe Wagner s'est brisé en vol. Les enquêteurs russes privilégient la thèse de l'assassinat. Parmi les victimes se trouvaient à la fois le propriétaire de Wagner, Evgueni Prigojine, et le commandant de la société militaire privée, le néo-nazi Dmitri Outkine.

Une source russe nous affirme qu'Outkine avait convaincu Prigojine d'entrer en conflit avec l'état-major des armées et, en définitive, d'entrer en rébellion contre le Kremlin.

Le président Vladimir Poutine avait assuré les hommes de Wagner qu'il ne les poursuivrait pas pour leur rébellion. Cette amnistie ne s'appliquait pas à un engagement nazi.

AFRIQUE

Démission de Najla Mangoush qui avait rencontré son homologue israélien

Conformément aux exigences du directeur de la CIA, William Burns, la ministre libyenne des Affaires étrangères (gouvernement de Tripoli), Najla Mangoush (pro-US), a rencontré discrètement à Rome son homologue israélien, Eli Cohen. Cependant, dès qu'Israël a rendu publique cette entrevue, les esprits se sont échauffés en Tripolitaine. Des bâtiments publics et la résidence du Premier ministre ont été incendiés. Najla Mangoush a été contrainte de démissionner et a quitté le pays pour la Turquie. L'opinion publique tripolitaine considère ce contact comme une violation des positions arabes et islamiques face à l'ennemi sioniste. Contrairement à une idée reçue, si Mouammar Kadhafi a expulsé quelques centaines de juifs et confisqué leurs biens, il a toujours maintenu des contacts diplomatiques secrets avec Israël.

Opération conjointe de la Libye et du Tchad contre les rebelles tchadiens

La Libye (gouvernement de Cyrénaïque) et le Tchad ont mené une opération conjointe contre les rebelles tchadiens. L'armée du maréchal Haftar a bombardé les campements des rebelles

tchadiens sur le sol libyen, tandis que celle du président Mahamat Idriss Déby empêchait leur repli au Tchad.

L'Éthiopie adhère aux BRICS

Au cours des dernières années, Addis Abeba a dû faire face à la guerre du Tigray suscitée par l'ambassadeur US Jeffrey Feltman. L'Éthiopie a donc adhéré aux BRICS. Le Nigeria par contre n'a pas été retenu en raison de ses liens de subordination avec Washington.

Coup d'État au Niger

Le Niger est traversé par une crise sécuritaire et économique. La force multinationale (France, USA, Belgique, Italie, Allemagne) n'est pas parvenue à résoudre la crise sahélienne. Le développement économique est bloqué par une corruption généralisée.

Le général Abdourahamane Tchiani a renversé, le 26 juillet, le président constitutionnel Mohamed Bazoum et a mis fin à l'influence de son prédécesseur, Mahamadou Issoufou, qui gouvernait en réalité.

Après le Mali, la Guinée et le Burkina-Faso, c'est la quatrième junta militaire à constater que la présence militaire française ne donne pas les résultats espérés.

Des manifestants ont provoqué des dégâts à l'ambassade de France.

La France et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) entendent soutenir l'ordre constitutionnel. Sur les 14 autres membres de la CEDEAO, les trois sus-nommés sont interdits de siéger. Cependant les 11 autres (Bénin, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Liberia, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo) ont exigé, le 31 juillet, la libération immédiate du président Bazoum et le retour à l'ordre constitutionnel dans un délai d'une semaine. Tandis que non seulement le Mali, la Guinée et le Burkina-Faso, mais aussi l'Algérie ont mis en garde contre une intervention militaire.

Le 10 août la CEDEAO retient l'option d'une intervention militaire au Niger. Elle mobilise les troupes de ses États membres.

20 000 personnes se sont rassemblées au stade de Niamey pour apporter leur soutien aux putschistes, le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP). Au cours du meeting, le colonel Ibro Amadou a déclaré : « Le combat ne s'arrêtera que le jour où il n'y aura plus aucun militaire français au Niger ». Les États-Unis disposent d'un canal de communication avec la junte grâce au général Moussa Salaou Barmou. Le commandant des forces spéciales nigériennes a fait ses classes à l'université Nationale de Défense près de Washington. Il a reçu la sous-secrétaire d'État, la straussienne Victoria Nuland. Cependant les négociations ne semblent pas avoir abouti. La junte annonce une période de transition de trois ans avant le retour à un fonctionnement démocratique. La CEDEAO exige quant à elle, le rétablissement immédiat des institutions. La junte a déclaré Sylvain Itté, ambassadeur de France, *persona non grata* après qu'il ait refusé de venir participer à une entrevue. Mais celui-ci, se posant en garant de la constitutionnalité, refuse de quitter le pays.

Lors de sa conférence devant les ambassadeurs français, le président Emmanuel Macron fait valoir ce que la France a apporté au Niger. Il souligne que son ambassadeur a présenté ses lettres de créance au président constitutionnel et qu'il ne cédera pas aux putschistes.

La junte a aussi exigé le retrait partiel des militaires français avant le 4 novembre.

Quels que soient les arguments du président français, ils ne justifient pas son refus d'obéir aux autorités nigériennes dont il ne reconnaît pas la légitimité.

Les États-Unis se gardent pour le moment de qualifier le coup d'État. En effet, s'ils le faisaient, le chapitre 7008 de leur code de la coopération les contraindrait à cesser toutes leurs activités au Niger, base militaire d'Agadez comprise.

Coup d'État au Gabon

Selon la Commission électorale, les élections générales (présidentielle et législatives) gabonaises se sont soldées par 64,2 % des suffrages exprimés à Ali Bongo Ondimba et 30,7 % à Albert Ondo Ossa. 12 autres candidats se sont partagés les 5 % restants.

Quelques heures plus tard, un Comité de transition et de restauration des institutions renversait le président sortant Ali Bongo Ondimba, annulait les élections et dissolvait toutes les institutions de la République.

Dans un communiqué diffusé sur Gabon 24 depuis le palais présidentiel, la junte déclarait : après avoir constaté « une gouvernance irresponsable, imprévisible qui se traduit par une dégradation continue de la cohésion sociale risquant de conduire le pays au chaos (...) nous avons décidé de défendre la paix en mettant fin au régime en place ».

Immédiatement, la population sortait dans les rues pour acclamer la junte qui l'a délivrée d'Ali Bongo. Celui-ci avait déjà truqué à l'évidence les élections de 2016.

Le Gabon est le 5° domino français à s'abattre, après le Mali, la Guinée, le Burkina-Faso et le Niger.

Les combats continuent au Soudan

Le général Abdel Fattah el-Burhane, président du Conseil de Souveraineté du Soudan, s'est rendu en visite officielle au Caire. Il est soutenu par l'Égypte et par la Turquie.

Pendant ce temps, les combats se poursuivent au Soudan, particulièrement au Darfour. Les troupes des FSR du « général » Mohamed Hamdan Dogolo (alias Hemeti) gagnent du terrain au prix d'une guerre désormais ethnique. Elles sont soutenues par les Émirats arabes unis et la Russie.

Élection présidentielle controversée au Zimbabwe

La commission électorale a déclaré réélu le président sortant Emmerson Mnangagwa (alias « le crocodile ») avec 52,5 % des voix, contre 44 % pour son principal rival, Nelson Chamisa, candidat de la Coalition des citoyens pour le changement.

Selon celui-ci, les résultats ont été « rassemblés à la hâte, sans vérification appropriée ». Il a tweeté à ses électeurs : « Ils ont volé votre voix et votre vote, mais jamais votre espoir (...) C'est une fraude flagrante et gigantesque ».

ASIE

Division au sein du gouvernement Netanyahu

Le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a demandé des explications à l'administration Biden au sujet des négociations USA-Arabie saoudite. La Défense souhaitait connaître la position de Washington à propos des projets nucléaires civils de Riyad. Cependant, une autre branche du gouvernement israélien, celle de Ron Dermer, conseiller spécial du Premier ministre, avait déjà demandé à Washington de répondre aux attentes de l'Arabie saoudite.

La France s'embourbe au Liban

Après une réunion du Groupe des cinq (Arabie saoudite, Égypte, États-Unis-Unis, France, Qatar) à Doha, l'envoyé spécial du président Emmanuel Macron, Jean-Yves Le Drian, est retourné au Liban. N'ayant pas réussi à imposer la nomination d'un Premier ministre (sunnite) de son choix en échange de l'élection de Sleiman Frangieh (maronite), M. Le Drian a adressé un questionnaire aux différents partis politiques afin de les aider à déterminer qui sera le prochain président de la République ; une démarche très mal accueillie par tous.

Lors de la réception des ambassadeurs de France, le président français a déclaré que la situation au Liban ne pourrait s'éclaircir que lorsque l'Iran aura précisé sa position.

Des nouvelles de l'opposition syrienne

- La France a organisé en Syrie une réunion d'anciens officiers de l'armée arabe syrienne autour du général Manaf Tlass.
- Trois représentants US se sont rendus illégalement en Syrie. Joe Wilson (Caroline du Sud), Victoria Spartz (Indiana) et Dean Philipps sont entrés illégalement par le poste frontière de Bab al-Salama et se sont rendus à l'hôpital d'Azaz. Ils ont été accueillis par le groupe jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (ex-al-Qaïda).

- Depuis deux semaines, quatre cents druzes ont organisé des manifestations contre le président Bachar el-Assad à Soueïda (Sud du pays).

Washington ménage Riyad

Les gardes frontières saoudiens auraient massacré des centaines de migrants tentant d'entrer dans le Royaume par le Yémen. Selon le *New York Times*, l'administration Biden en aurait immédiatement été informée, mais n'aurait rien fait.

L'Arabie saoudite adhère aux BRICS

En adhérant aux BRICS, l'Arabie saoudite s'est démarqué des États-Unis, leur allié indéfectible depuis la Seconde Guerre mondiale.

- Riyad est déjà partenaire pétrolier de Moscou ;
- Riyad ne cesse de se rapprocher de Beijing ;
- Enfin Riyad refuse de stimuler sa production de pétrole, au grand dam de Washington.

Les Émirats arabes unis et l'Inde

Les Émirats arabes unis, jadis une colonie britannique rattachée par Londres à l'Empire des Indes, ont signé un accord avec New Delhi pour effectuer tous leurs échanges en monnaies locales.

Du pétrole iranien bloqué aux USA

Les États-Unis ont saisi en avril, au large des côtes du Texas, un pétrolier grec contenant du pétrole iranien, en vertu de leurs mesures coercitives unilatérales (abusivement qualifiées de « sanctions » par les pays membres de l'Otan). Le Corps des Gardiens de la Révolution a menacé toute personne ou société participant à ce vol de rétorsion. En outre, il a saisi dans le Golfe d'Oman un pétrolier US immatriculé aux Îles Marshall.

À ce jour, aucune société pétrolière US n'a accepté de décharger les 800 000 barils que le pétrolier grec contient bien qu'ils représentent une valeur de 60 millions de dollars.

L'Iran condamne les États-Unis à 330 millions de dollars de dommages et intérêts pour le coup d'État manqué de 1980

La Cour internationale de Téhéran a condamné les États-Unis à payer 330 millions de dollars aux victimes du coup d'État avorté de 1980. La CIA avait engagé un groupe d'officiers de l'armée de l'Air pour bombarder la résidence de l'ayatollah Rouhollah Khomeini et des centres militaires, et pour prendre le contrôle de la télévision d'État. L'opération avait échoué, 120 personnes ayant été arrêtées la veille. Un accrochage avait fait trois morts, dont les familles avaient introduit l'affaire en 2020.

L'Iran adhère aux BRICS

L'Iran est culturellement proche de la Chine depuis des millénaires. Beijing a récemment négocié le rapprochement de l'Iran avec l'Arabie saoudite. L'Iran est aussi indispensable à la Russie. Les routes reliant Saint-Petersbourg à l'Inde passent au travers de l'Iran.

La justice iranienne poursuit le chanteur Mehdi Yarrahi

Le chanteur pop Mehdi Yarrahi a publié un clip de 3 minutes. Sa chanson *Rousarito* (« Ton foulard ») plaide pour le port facultatif du foulard. Il avait déjà composé en octobre *Sorood-e Zhan* (« Hymne à la femme ») devenu le refrain des contestataires. Le tribunal religieux a décidé de le poursuivre.

L'Iran menace de riposter aux attaques israéliennes

Hossein Amir Abdollahian, ministre iranien des Affaires étrangères, a déclaré lors d'une conférence de presse à Damas, que les bombardements israéliens en Syrie ne resteraient pas toujours impunis. Il intervenait après qu'Israël eut bombardé l'aéroport d'Alep, le rendant provisoirement inutilisable.

Imran Khan enfin libre !

La Haute Cour d'Islamabad a suspendu la condamnation pour corruption du leader de l'opposition Imran Khan. Elle a autorisé la mise en liberté provisoire sous caution. Elle statuera ultérieurement sur le fond. Selon la loi, Imran Khan ne pourra pas se présenter aux élections législatives de novembre si sa condamnation n'est pas annulée.

L'Inde envoie un engin sur la Lune

L'Inde est la quatrième puissance (après les États-Unis, la Russie et la Chine) à être parvenue à envoyer un engin sur la Lune.

Le Bangladesh menacé par la Jamaat-e-Islami

L'Inde a prévenu les États-Unis que l'accord secret Washington-Kaboul favoriserait une montée de l'islamisme dans la région. Ce devrait prochainement être le cas au Bangladesh, au détriment de l'Inde et au profit de la Chine. Les États-Unis ont investi dans la Jamaat-e-Islami, la version indienne de la Confrérie des Frères musulmans. Cependant, New Delhi estime que l'influence de Washington sur la confrérie est bien moindre que celle d'Islamabad.

Renversement politique en Thaïlande

Après trois mois de blocage, Pita Limjaroenrat (Aller de l'avant) n'a pas pu former de gouvernement, l'armée (« chemises rouges ») ayant parsemé son chemin d'embûches. Finalement, c'est son ancien allié, le magnat de l'immobilier, Srettha Thavisin (Pheu Thai), qui a été désigné. Il a immédiatement fait arrêter l'ancien Premier ministre, Thaksin Shinawa (« chemise jaune »), qui vient de rentrer dans son pays. Ce dernier a été condamné à 8 ans de réclusion et devrait rapidement bénéficier d'une grâce royale. Les « chemises jaunes » (Alliance populaire pour la démocratie) et les « chemises rouges » (Front national uni pour la démocratie et contre la dictature) qui se sont affrontées durant une

décennie se réconcilient donc sur le dos de Pita Limjaroenrat.

Transmission dynastique du pouvoir au Cambodge

Après avoir remporté les élections législatives, Hun Sen, Premier ministre du Cambodge, a présenté sa démission. Sans surprise, son fils Hun Manet lui succède. Alors que Hun Sen s'était formé dans la résistance aux Khmers rouges, Hun Manet a été élevé à l'étranger et dans le luxe.

Le jeune homme est diplômé de l'académie militaire US de West Point.

Négociation Chine-USA

Le ministre chinois du commerce, Wang Wentao, a reçu à Beijing la secrétaire états-unienne au commerce, Gina Raimondo.

Les deux parties ont annoncé

- la mise en place de nouveaux canaux de communication ;
- la création d'un groupe de travail bi-annuel pour rechercher des solutions à des questions commerciales spécifiques ;
- la mise en place d'un mécanisme d'échange d'informations sur le contrôle des exportations ;
- des experts des deux pays engageront des consultations techniques sur la protection des secrets d'affaires et des informations commerciales confidentielles au cours du processus d'amélioration des licences administratives.

C'est évidemment cette dernière décision qui est la plus importante. Beijing a placé les entreprises états-uniennes en Chine sous surveillance. Il semble que la société WestExec Advisors du secrétaire d'État Anthony Blinken a utilisé ses liens avec des entreprises US pour espionner la Chine au cours des 7 dernières années.

Beijing espionne Taïwan

Selon Microsoft Threat Intelligence, un groupe de cyberpirates chinois dénommé Flax Typhoon est parvenu à espionner de manière durable les systèmes informatiques de Taïwan.

Son mode d'attaque utilise des logiciels espions pour les pénétrer, mais il est conçu pour s'éterniser en utilisant les fonctionnalités des systèmes d'exploitation eux-mêmes pour maintenir l'accès ouvert.

La Chine est capable de détecter les sous-marins nucléaires

Selon le *Chinese Journal of Ship Research*, la Chine aurait mis au point un système de détection des sous-marins nucléaires. Il ne serait pas basé sur des sonars, mais sur l'observation des bulles provoquées par le déplacement de ces engins.

Le Japon commence le déversement des eaux de Fukushima

Le Japon a commencé à déverser dans la mer les eaux ayant servi au refroidissement de la centrale nucléaire de Fukushima. Il s'appuie sur le rapport de l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA) qui a jugé ce déversement sans danger.

La Corée du Sud, la Corée du Nord et la Chine critiquent vivement ce déversement. Ils font valoir que l'AIEA s'est uniquement fondée sur les documents transmis par le Japon et n'a pas inspecté les lieux. Outre cela, le Japon a refusé toute inspection étrangère. En conséquence de quoi, les pays riverains ont tous interdit l'exportation des produits de la pêche alentour de la zone possiblement contaminée.

OCÉANIE

L'Australie explique l'AUKUS

Le gouvernement fédéral australien défend l'alliance AUKUS devant ses électeurs. Il fait valoir que les États-Unis ont une puissance 9 fois supérieure en matière de missiles et bien supérieure au plan cyber. Il s'appuie sur un [rapport](#) du Service de recherche Congrès US de mai dernier.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Vers une Otan de l'Extrême-Orient

Le président Joe Biden a reçu le président sud-coréen, Yoon Suk Yeol, et le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, à Camp David. Il entend précipiter la formation d'une alliance militaire de type Otan.

Les gouvernements sud-coréen et japonais ont d'excellentes relations bien que l'opinion publique sud-coréenne soit toujours heurtée par l'absence d'excuses du Japon pour ses crimes durant la Seconde Guerre mondiale.

Yoon Suk Yeol est un ancien procureur qui a fait tomber l'ancien président. Cependant il est soupçonné d'avoir mené ses investigations avec des présupposés politiques. Il serait aussi un partisan de l'ancien dictateur Chun Doo-hwan (membre de la Ligue anti-communiste mondiale).

Fumio Kishida doit son élection à la secte Moon (membre de la Ligue anti-communiste mondiale). Il a envoyé deux de ses ministres se recueillir sur les tombes des criminels de masse japonais au sanctuaire de Yasukuni, provoquant la colère de la Chine et de la population coréenne. Il a effectué un voyage surprise à Kiev pour renouer avec le président Zelensky l'alliance des fondateurs de son parti, les criminels de masse Ryōichi Sasakawa et Yoshio Kodama, avec Iaroslav Stetsko (le Premier ministre nazi d'Ukraine), lors de la fondation de la Ligue anti-communiste mondiale.

Les trois hommes ont débattu du soutien à l'Ukraine et à Taïwan.

La Chine a accusé les États-Unis d'instrumentaliser la Corée du Sud et le Japon pour « plonger l'Asie-Pacifique dans une nouvelle Guerre froide ».

1 600 scientifiques contre les objectifs de la COP

Les deux Prix Nobel de Physique John Clauser et Ivar Giaever ont rassemblé les signatures de 1 600 personnalités scientifiques pour signer une [déclaration mondiale sur le climat](#) : « Il n'y a pas d'urgence climatique ».

Ces scientifiques font valoir que :

- Les causes naturelles du réchauffement climatique suffisent à l'expliquer ;
- Le réchauffement climatique est plus lent que prévu ;
- Les politiques climatiques s'appuient sur des modèles très critiquables ;
- Le CO2 est un gaz indispensable à la vie ;
- Il n'existe aucune preuve que les catastrophes naturelles aient augmenté ;

Selon eux, il convient de s'adapter aux changements climatiques et aucunement de viser zéro émanation de carbone en 2050.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

Abonnement annuel : 150 euros

Abonnement mensuel : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°51 - 8 septembre 2023

ÉDITORIAL

Les sanctions de la CEDEAO et les agissements de la France contre le Niger sont des actes de guerre

Dans une lettre, datée du 28 août et distribuée le 6 septembre, le ministre nigérien des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens à l'extérieur, Yaou Sangaré Bakar, attire l'attention du Conseil de sécurité sur les violations du droit international dont le Niger fait l'objet par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le gouvernement français.

Il observe que :

- l'Acte Additionnel du 17 février 2012 relatif aux sanctions contre les États membres qui ne respectent pas leurs obligations envers la CEDEAO ne prévoit pas les sanctions prises par la CEDEAO contre le Niger. Telles que « le gel de toutes les transactions de service, y compris les services publics » ou encore « la suspension de toutes les transactions commerciales et financières entre [le Niger et] les États membres de la CEDEAO ». Identiquement, « la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre [le Niger et] les pays de la CEDEAO » ou encore « l'établissement d'une zone d'exclusion de la CEDEAO pour tous les vols commerciaux à destination ou en provenance » du Niger, constituent des excès de pouvoir.
- la menace d'une intervention militaire, par la CEDEAO qui a mobilisé des troupes, viole l'interdiction du recours à la force sans l'aval préalable du Conseil de sécurité.
- les réunions que tiennent les chefs d'État et les chefs d'État-major des armées de la CEDEAO sont constitutives d'actes de planification et de préparation en vue de la mise en action ou du lancement des forces en attente de la CEDEAO. Il s'agit d'un crime d'agression, au sens de l'article 8 bis § 1 du Statut de Rome révisé.
- la France a libéré des terroristes qui étaient prisonniers. Ils ont été regroupés dans une vallée du village de Fitali (28 km nord-ouest de Yatakala) où une réunion de planification s'est tenue dans l'objectif d'attaquer des positions militaires dans la zone des trois frontières. Des chefs terroristes, au nombre de seize, ont été appréhendés dans trois opérations dont deux en territoire nigérien et un en territoire malien. Il s'agit d'actes graves de la République Française qui sont de nature à porter atteinte à la paix et à la sécurité internationales.

AMÉRIQUES

Les autorités sanitaires US ont censuré des informations authentiques sur la COVID

Le sénateur Ron Johnson a accusé les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) d'abuser de leur autorité en se coordonnant avec les plateformes de médias sociaux pour censurer des informations sur les médicaments ARNmessenger (qualifiés par la loi fiscale US de « vaccins ») contre la COVID-19.

Twitter avait censuré les propos du sénateur sur les effets indésirables comparés des différents médicaments contre la COVID. Par la suite, sur intervention d'Elon Musk, Twitter avait révélé avoir agi sur réquisition du DCD.

Lente avancée de l'enquête sur la corruption de Joe Biden

La commission parlementaire qui enquête sur les agissements de la famille Biden bute sur la protection des informations confidentielles gouvernementales. Elle ne parvient pas à prouver que le vice-président de Barack Obama, Joe Biden, était impliqué dans les affaires financières de son fils, Hunter Biden.

Au contraire, l'association America First Legal tente la démarche inverse. La loi n'autorise pas en effet à conserver secret les documents concernant une personne qui ne participe pas au gouvernement. Or, Hunter Biden n'a jamais fait partie de l'équipe officielle.

Plus de 5000 e-mails ont été échangés entre Joe Biden et son fils durant sa vice-présidence. Ceux qui sont déjà connus attestent qu'ils étaient écrits de manière allégorique. Par exemple, Hunter Biden demande à voir les décorations de Noël de la Maison-Blanche pour justifier de sa venue dans les locaux. Reste à trouver ce que ces codes visaient à masquer.

Simultanément, les parlementaires tentent une nouvelle stratégie. Ils étudient le patrimoine du

président Joe Biden. Celui-ci ne s'élèverait qu'à 10 millions de dollars.

Deux manifestations néo-nazies auraient été mises en scène par le Parti démocrate

Une manifestation devant Disney World a réuni une douzaine de suprémacistes blancs liés à l'Ordre du Soleil noir, au Réseau de la liberté aryenne et au Mouvement national-social. Plus de 50 suprémacistes blancs de la Tribu du sang et de la Ligue de défense des goyim ont par la suite manifesté à Orlando, brandissant des drapeaux à croix gammées tout en criant « Heil Hitler » et en scandant « les Juifs ne nous remplaceront pas ».

Le sénateur républicain Cory Mills (Floride) a relayé l'information selon laquelle ces manifestations seraient des mises en scènes avec des acteurs payés par le Parti démocrate. Il a demandé au Congrès de faire procéder à une enquête.

Jack Lew nouvel ambassadeur US à Tel-Aviv

Le président Joe Biden a désigné Jacob "Jack" Lew comme prochain ambassadeur à Tel-Aviv. Sa confirmation par le Sénat ne devrait pas poser de problème.

Jack Lew, un juif orthodoxe, fut directeur de cabinet du président Barack Obama, puis secrétaire au Trésor. Il a siégé au Conseil national de Sécurité.

Annulation de la condamnation et de l'emprisonnement de Luiz Inacio Lula da Silva

La Cour fédérale du Brésil (STF) a statué que les preuves recueillies dans l'affaire Lava Jato contre Luiz Inacio Lula da Silva doivent être annulées parce qu'elles ont été obtenues illégalement par le juge Sergio Moro. La Cour a également déclaré que l'emprisonnement de l'actuel président dans cette affaire était une « erreur historique ». Enfin, la Cour a dénoncé une

justice politique et comparé les pressions psychologiques exercées sur les témoins aux tortures de la dictature militaire.

EUROPE

Le Gouvernement britannique a manipulé la BBC et les réseaux sociaux à propos de la Covid

Le gouvernement britannique avait créé une Unité de lutte contre la désinformation (Counter disinformation unit - CDU) au début de la pandémie de Covid. Une enquête parlementaire a montré que cet organisme public avait censuré des opinions dissidentes.

La CDU est dirigée par Sarah Connolly, spécialiste des Droits de l'homme à l'université de Cambridge. Son budget est inconnu, mais on parle maintenant d'au moins cinquante employés auxquels il faut ajouter ceux d'une entreprise d'Intelligence artificielle sous traitante.

Selon le *Daily Telegraph* du 1er septembre 2023, la CDU comprend des représentants des services secrets (MI5, MI6, GCHQ) et de la BBC.

En violation du principe de liberté d'expression, cette agence a fait retirer de la toile et des émissions radio et télé de la BBC des opinions dissidentes sur la Covid, telles que celles des professeurs Carl Heneghan et Alexandre de Figueiredo à propos des mesures concernant les mineurs.

Cette agence a secrètement exercé des pressions sur les réseaux sociaux en général. Cependant, elle aurait rencontré des difficultés avec Twitter.

La ville de Birmingham en faillite

La deuxième ville du Royaume-Uni, Birmingham, a prononcé sa faillite. Elle a été placée sous la protection de la « section 114 ». Cela signifie que seules ses dépenses essentielles sont maintenues.

Qui a descendu le DC9 d'Itavia en 1980 ?

Dans une interview à *La Repubblica*, l'ancien Premier ministre italien et actuel président de la Cour constitutionnelle, Giuliano Amato (centre gauche), a accusé la France de persister à cacher les conditions de la chute du DC9 Bologne-Palermo d'Itavia près d'Ustica, le 27 juin 1980.

Deux mois avant les faits, la Libye et le Tchad avaient annoncé leur fusion suscitant une forte réprobation de la France.

Selon la partie italienne, l'Otan, croyant que Mouamar Kadhafi serait à son bord, avait prévu de descendre cet avion. Un vaste exercice aérien avait été planifié pour masquer le tir d'un missile. La destruction de l'avion civil fit 81 morts.

Une société liée aux services secrets français avait rassemblé les débris de l'avion. Sa reconstitution avait permis d'établir que l'avion avait été descendu par un missile français ou états-unien. Cependant à l'époque, la France ne participait pas aux exercices de l'Otan.

La Suisse pourrait juger le général Khaled Nezzar

La Suisse a ouvert une procédure pour crime contre l'humanité à l'encontre du général algérien Khaled Nezzar.

Celui-ci, aujourd'hui âgé de 85 ans, a été ministre de la Défense et membre du Haut Comité d'État de 1992 à 1994. Il a joué un rôle central dans la lutte contre le terrorisme islamiste et s'est toujours opposé à la torture.

Les plaignants, quant à eux, revendiquent être des islamistes. Ils ont soutenu toutes les actions de la guerre contre l'Algérie.

La Pologne extradite ses délinquants et criminels ukrainiens

La Pologne a commencé à extraditer vers l'Ukraine des réfugiés convaincus de trafic d'êtres humains et d'escroqueries. Varsovie fait

pression sur Kiev pour qu'il récupère ses délinquants dont le nombre pourrait atteindre 40 000.

L'Union européenne investit dans le Renseignement spatial

Les ministres de la Défense et des Affaires étrangères de l'Union européenne se sont [réunis de manière informelle](#) les 29 et 30 août à Tolède (Espagne). Les Traités n'accordent pas de compétence de Défense à l'Union européenne.

Les ministres ont décidé de renforcer les moyens du [centre satellitaire de l'Union](#).

Le service [Copernicus](#) de surveillance de la Terre a été coordonné avec le centre satellitaire.

895 000 SDF dans l'UE et au Royaume-Uni

Selon une estimation publiée par la Fédération européenne des associations travaillant avec des personnes sans-abri (Feantsa), au moins 895 000 personnes sont sans domicile fixe dans l'Union européenne et au Royaume-Uni.

Des députés européens reçoivent Jens Stoltenberg

Les députés européens de la Commission de Affaires étrangères ont reçu le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, le 7 septembre.

Le Parlement européen propose une règle de censure des médias sur Internet

La commission de la Culture et de l'Éducation du Parlement européen a introduit dans le projet de loi sur les médias « une procédure d'auto-déclaration et de vérification, en vue d'aider à distinguer les médias indépendants des médias malhonnêtes. La commission propose également une fenêtre de négociation de 24 heures, avec la participation des régulateurs nationaux, avant qu'une grande plateforme en ligne ne puisse procéder à la suspension ou à la restriction du contenu ».

Nikol Pashinyan se détourne de la Russie et de l'OTSC

Le Premier ministre arménien, Nikol Pashinyan (arrivé au pouvoir grâce à une révolution financée par l'oligarque George Soros), a donné une interview à *La Repubblica*.

Il y accuse la Russie et l'Organisation du Traité de Sécurité collective (OTSC) de ne pas avoir rempli les obligations qui leur ont été fixées par la [déclaration tripartite](#) ayant mis fin à la guerre avec l'Azerbaïdjan.

Moscou a réagi avec gêne dans la mesure où ce ne sont pas les Russes qui n'ont pas tenu leurs engagements, mais bien à la fois les Azéris et les Arméniens. Les Premiers ont menacé de poursuivre leur avancée, tandis que les seconds n'ont pas cessé de prétendre avoir un droit sur le territoire du Haut-Karabagh en violation du droit international et de leur propre signature. La Russie fait valoir qu'elle a protégé l'Arménie de la colère azérie, mais elle refuse d'intervenir militairement en sa faveur à la fois en raison du rôle de médiateur qui lui a été assigné et du droit international.

L'Arménie a annoncé le rappel de son représentant à l'OTSC. Elle a donné instruction pour arrêter le président russe Vladimir Poutine en application du mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale. Elle n'a pas encore annoncé sa candidature à l'Otan, mais procédera à des exercices militaires avec les États-Unis.

La Biélorussie ne répond pas à une intrusion polonaise

Un hélicoptère polonais est entré un kilomètre en territoire biélorusse. Le ministre biélorusse de la Défense, Viktor Khrenin, a décidé d'attribuer cette intrusion à un défaut de formation du pilote polonais et n'a pas renforcé sa frontière.

Le terroriste tatar Roustem Oumerov nouveau ministre ukrainien de la Défense

Le président Volodymyr Zelensky a nommé Roustem Oumerov ministre de la Défense, en remplacement d'Oleksiy Reznikov.

Le nouveau ministre est connu pour avoir été désigné en septembre 2022 à la tête du Fonds des biens d'État. À ce titre il a supervisé la vente et la restructuration de plus de 3 600 entreprises, depuis des mines de fer jusqu'à des ports maritimes et des usines, procédant à la plus vaste opération de privatisation de l'histoire de l'Ukraine.

Roustem Oumerov est un Tatar militant jusqu'en 2014 pour l'indépendance de la Crimée et, depuis l'adhésion de cette région à la Fédération de Russie, pour la libération de la Crimée au sein de l'Ukraine. C'est un proche de Moustafa Djemilev. Ce dernier, sous son nom turc de Moustafa Abdülcemil Cemiloğlu, a collaboré avec la CIA durant toute la Guerre froide.

En 2007, leur organisation, le Congrès mondial des Tatars, a participé à la création du Front anti-impérialiste (anti-Russe) avec diverses organisations néo-nazies et islamistes. En 2015, ils ont fondé une [Brigade internationale islamique](#) pour lutter contre la Russie.

Volodimir Zelensky s'affiche aux côtés du « führer blanc »

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a publié sur son compte Telegram une courte [vidéo](#) où il apparaît avec son directeur de cabinet aux côtés du chef des opérations spéciales à Bakhmut.

Or celui-ci n'est autre que le « führer blanc », Andriy Biletsky, fondateur du régiment nationaliste intégral Azov. Biletsky a rendu obligatoire à ses hommes une formation aux écrits antisémites et anti-Russes de Dmytro Dontsov (co-responsable de la solution finale) et célèbre un véritable culte à Stepan Bandera

(massacreur de juifs). Volodymyr Zelensky, quant à lui, est juif.

Arrestation d'Ihor Kolomoïsky

L'oligarque ukrainien, Ihor Kolomoïsky, a été arrêté par le [SBU](#). Il est accusé d'avoir blanchi 13 millions d'euros à l'étranger.

Un tribunal a décidé une mesure préventive en ordonnant son incarcération pendant deux mois et en fixant sa caution à plus de 509 millions de hryvnias (environ 12,7 millions d'euros).

Ihor Kolomoïsky est le principal [partenaire de Hunter Biden](#), fils du président Joe Biden.

C'est lui qui a financé la transformation de l'humoriste Volodymyr Zelenski en président de l'Ukraine sans passer par la moindre case politique.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

L'Ukraine abandonne la plupart des cas d'exemption du service militaire

Des infections légères comme l'hépatite virale, les maladies du sang qui progressent lentement, les maladies de la glande thyroïde, le VIH et les maladies mentales légères ne seront plus des cas d'exemption pour le service sous les drapeaux.

La semaine dernière de nombreux officiers des services de conscription des armées ont été révoqués afin de lutter contre la corruption. Les exemptions de service faisaient l'objet d'un vaste trafic.

Le service de santé des armées ukrainiennes délabré

Selon le *Globe & Mail*, le service de santé des armées ukrainiennes est très déficient. Il ne dispose pas du matériel nécessaire à la chirurgie de guerre. Un grand nombre de vies de soldat aurait pu être sauvées avec des moyens aussi simples que de bons garrots.

Selon le Royaume-Uni, les pertes ukrainiennes sont « insoutenables »

Selon un rapport du Royal United Services Institute (RUSI) intitulé *Combattre à travers les défenses russes lors de l'offensive ukrainienne de 2023* ([Stormbreak : Fighting Through Russian Defences in Ukraine's 2023 Offensive](#)), « L'Ukraine subit d'importantes pertes d'équipement (...) Les tentatives de percée rapide ont abouti à un taux insoutenable de pertes ».

Les conditions de la Russie

Lors de sa rencontre avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdoğan, le président russe, Vladimir Poutine, a annoncé qu'il ne renouvellerait pas l'accord sur le transport des céréales ukrainiennes à travers la mer Noire tant que les Européens maintiendront leurs sanctions contre la Russie.

Les Occidentaux accusent la Russie de menacer d'affamer le monde. Pourtant seule une très petite partie des céréales ukrainiennes sont destinées aux pays en voie de développement. Selon les Nations unies, sur 35 millions de tonnes de produits alimentaires ukrainiens, 12 millions de tonnes ont été expédiées via la mer Noire à l'Union européenne et 8 millions de tonnes à la Chine.

En définitive, un accord a été conclu par l'entremise du Qatar.

Analyse du Réseau Voltaire

« [La CIA fait renaître le nazisme ukrainien](#) », par Thierry Meyssan

Il n'est pas étonnant que la CIA structure des organisations anti-Russes. Il est par contre surprenant qu'elle n'hésite pas encore aujourd'hui à choisir des nazis et des nationalistes intégraux prétendument pour défendre la liberté et la démocratie.

Vladimir Poutine stigmatise le rôle du président Zelensky dans la glorification du nazisme

Le président russe, Vladimir Poutine, a présidé la réunion annuelle du Comité « Pobiéda », dédié à la construction et à l'entretien des monuments en mémoire des victimes soviétiques du nazisme.

« En plaçant à la tête de l'Ukraine un homme d'origine juive, issu d'un milieu juif, les dirigeants occidentaux ont voulu dissimuler l'essence inhumaine qui se trouve au fondement de l'État ukrainien d'aujourd'hui (...) Cela rend toute cette situation ignoble au plus haut point. Car nous avons ici un Juif qui cautionne la glorification du nazisme et ceux qui ont orchestré le génocide juif en Ukraine, ayant causé la mort d'un million et demi de personnes », a-t-il déclaré.

La Constitution ukrainienne est la seule explicitement raciste au monde (Art. 16). Les [monuments glorifiant le nazisme](#) sont aujourd'hui partout présents en Ukraine.

Vision russe de la « contre-offensive » ukrainienne

Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a dressé un bilan de l'opération militaire spéciale en Ukraine devant ses principaux officiers. Selon lui, les pertes ukrainiennes depuis le début de la contre-offensive s'élèvent à 66 000 hommes. Nulle part,

les troupes ukrainiennes ne sont parvenues à pénétrer les lignes de défense russes.

Création d'une Armée de libération des Bachkirs

Une Armée de libération des Bachkirs a été créée avec l'aide de la CIA. Au sein de la Fédération de Russie, la République du Bachkortostan (dite Bachkirie) est principalement peuplée de Russes (36,32 %), de Bachkirs (29,76 %) et de Tatars (24,14 %).

AFRIQUE

Assignment à résidence d'un dirigeant d'Ennahda

Abdelkarim Harouni, président du conseil de la choura du parti islamiste Ennahda, a été assigné à résidence par les autorités tunisiennes.

L'Irena organise le premier Sommet africain sur le climat

L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena) a organisé au Kenya le premier Sommet africain sur le climat (ACS) avec l'aide de l'Allemagne, du Danemark et des Émirats arabes unis.

L'Irena a longtemps été et est peut-être toujours un outil de la présence israélienne.

ASIE

Tamir Pardo qualifie d'« apartheid » le régime instauré par Ben Gvir en Cisjordanie

Tamir Pardo, ancien directeur du Mossad (2011-16) et aujourd'hui opposant à la réforme constitutionnelle, a déclaré à Associated Press à propos de la Cisjordanie : « Il y a un État d'apartheid ici, dans un territoire où deux personnes sont jugées sous deux systèmes juridiques, c'est un État d'apartheid ». Il a noté que les citoyens israéliens pouvaient monter dans une voiture et conduire où ils voulaient, à

l'exclusion de la bande de Gaza, mais que les Palestiniens ne pouvaient pas le faire. Il a poursuivi que sa vision du système en Cisjordanie n'était « pas extrême. C'est un fait ».

Le Statut de Rome instaurant la Cour pénale internationale définit l'apartheid comme « un régime institutionnalisé d'oppression et de domination systématiques d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ».

Tamir Pardo est partisan d'une séparation claire d'Israël et de la Palestine en deux États distincts avec des frontières précises.

La normalisation saoudo-israélienne et les Palestiniens

Les pourparlers de normalisation se poursuivent entre l'Arabie saoudite et Israël par l'intermédiaire des États-Unis. Tsahal a présenté un plan au gouvernement de coalition demandant d'améliorer la situation des Palestiniens en échange du renoncement saoudien à l'enrichissement d'uranium.

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a refusé de lier les négociations au sort des Palestiniens.

Le Jihad islamique (pro-Iranien) a dénoncé un accord au détriment des Palestiniens.

Heurts entre immigrés à Tel-Aviv

Des immigrants se sont affrontés à Tel-Aviv à l'occasion d'un événement marquant le 30e anniversaire de l'indépendance de l'Érythrée organisé par l'ambassade, faisant 160 blessés, dont 15 dans un état critique.

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a annoncé qu'il allait expulser un millier d'Erythréens favorables au président Isaias Afwerki. « Ils ne peuvent évidemment pas prétendre être des réfugiés. Ils soutiennent ce régime. S'ils le soutiennent à ce point, ils peuvent retourner dans leur pays », a-t-il déclaré.

Selon des statistiques de juin, 17 850 demandeurs d'asile érythréens se trouvent en Israël. La plupart d'entre eux est arrivée illégalement par la péninsule égyptienne du Sinaï il y a plusieurs années, et s'est installée dans des quartiers pauvres de Tel Aviv pour fuir le régime du président Afwerki.

La réalité est peut-être différente de cette narration : un peu partout dans le monde, les festivités de l'anniversaire de l'indépendance érythréenne ont été perturbées non pas par des opposants érythréens, mais par des sympathisants du Front de libération du Tigray. Au cours des deux dernières années, la CIA a suscité la [révolte du Tigray](#) contre l'État fédéral éthiopien et l'Érythrée est intervenue aux côtés de l'Éthiopie.

Le roi Hussein avait prévenu Israël des plan syriens de la guerre du Kippour

Un [document des archives israéliennes](#) révélé à l'occasion du 50^e anniversaire de la guerre d'Octobre 1973 (dite « Guerre du Kippour ») atteste qu'Israël avait été prévenu de l'attaque syrienne par le roi Hussein de Jordanie.

Des chrétiens libanais pris à partie parce qu'ils réclament la dépénalisation de l'homosexualité

La chaîne libanaise chrétienne MTV a diffusé un clip pour la dépénalisation de l'homosexualité. Il déclame : « L'amour n'est pas un crime. Le vol est un crime. Le viol est un crime. Mais l'amour n'est pas un crime. Campagne pour l'annulation de l'article 534 du Code pénal ». Face aux réactions outragées provenant de toutes les communautés religieuses, la chaîne a modifié son texte en « Selon les propos de sa sainteté le pape François... l'homosexualité n'est pas un crime... Pour l'annulation de l'article 534 du code pénal qui incrimine l'homosexualité ». Rien n'y fait. Depuis trois mois une campagne médiatique agite tout le Liban contre les homosexuels et une milice chrétienne a attaqué un bar gay.

Bachar el-Assad abroge les tribunaux militaires de campagne

Le président Bachar el-Assad a abrogé par décret les tribunaux militaires de campagne. Ces instances, créées après la tentative de coup d'État des Frères musulmans à Hama (1980) avaient été développées durant la guerre de 2011-16. Les accusés n'y disposaient pas d'avocat et ne pouvaient pas faire appel. Leur compétence avait été étendue aux civils de manière à pouvoir juger les jihadistes.

Affrontements internes au sein des FDS

Le sous-secrétaire d'État adjoint US aux affaires du Proche-Orient, Ethan A. Goldrich, et le commandant de la coalition internationale contre Daech, le général Joel Vowell, se sont rendus illégalement au Nord-Est de la Syrie pour calmer les tensions internes des Forces démocratiques syriennes (FDS). Le 27 août les mercenaires kurdes avaient arrêté le chef tribal du conseil militaire de Deir ez-Zor. Sa tribu s'était alors soulevée. Les affrontements avaient fait au moins 90 morts.

Les Kurdes ont battu le rappel de leurs troupes, tandis que plusieurs tribus se sont déclarées neutres.

Washington tente par tous les moyens de pacifier les rangs de ses alliés afin de pouvoir se maintenir dans cette région et d'empêcher Damas d'y exploiter ses ressources pétrolières. Le Pentagone craint que ce soulèvement soit orchestré en sous-main par le président Bachar al-Assad.

Affrontements à Kirkouk

Des affrontements ont opposé les populations arabes et turkmènes à la population kurde à Kirkouk. Cette région, riche en pétrole, est disputée entre le gouvernement fédéral de Bagdad et le gouvernement local kurde d'Erbil. 15 personnes ont été blessées et 4 tuées après que la nouvelle a circulé d'une remise de la ville par Bagdad à Erbil.

Situation critique de la population yéménite

Selon le Programme alimentaire mondial, 21,6 millions de Yéménites auront besoin d'une aide humanitaire à la fin de l'année, alors que 17 millions de personnes souffrent déjà d'insécurité alimentaire.

Selon l'agence des Nations unies pour l'enfance, UNICEF, plus de 540 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition sévère au Yémen.

La réduction des programmes humanitaires de l'Onu au Yémen fait suite à des pressions des États-Unis visant à augmenter les problèmes et les souffrances des Yéménites afin de soumettre leurs dirigeants.

Les Émirats arabes unis se préparent à légaliser les casinos

Les Émirats arabes unis se sont dotés d'une instance chargée de réguler les jeux d'argent. Elle est présidée par l'États-unien Kevin Mullally (ancien assistant du sénateur démocrate Harry Wiggins du Missouri) et devrait légaliser les casinos. D'ores et déjà l'un des 7 émirats, Ras el-Khaïmah, construit sur l'île artificielle d'Al-Marjan un mégacasino avec le groupe Wynn Resorts.

Les négociations d'adhésion de la Türkiye à l'UE bloquées

« Les négociations d'adhésion [de la Türkiye à l'Union européenne] sont actuellement au point mort. Pour qu'elles reprennent, il y a des critères très clairs à définir [qui incluent] la démocratie et l'État de droit », a déclaré le commissaire européen à l'élargissement, le Hongrois, Oliver Varhelyi, en visite à Ankara.

Un diplomate suédois de l'UE emprisonné en Iran

Selon le *New York Times*, un diplomate suédois, Johan Floredus, serait détenu depuis un an en Iran. Stockholm a confirmé qu'un de ses ressortissants était emprisonné, mais pas son

identité, ni ses fonctions. Il s'agirait d'un employé de la Commission européenne parti en Iran en voyage d'agrément. Il aurait été arrêté pour espionnage, à l'aéroport, à la fin de son voyage.

L'Iran ne coopère plus avec l'AIEA

Selon l'AFP, l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA) constate le peu d'empressement de l'Iran à rétablir les caméras de surveillance de ses centres atomiques. Elles avaient été débranchées en juin 2022 et ne sont toujours pas toutes rétablies.

En outre, l'Agence se plaint de ne toujours pas avoir obtenu de réponses à ses questions sur la présence de particules d'uranium sur deux sites nucléaires non déclarés, Turqezabad et Varamin.

L'Iran ne respecte plus les engagements qu'il avait pris avec JCPOA depuis que les États-Unis s'en sont affranchis.

Israël a tenté de saboter la production de missiles iraniens

Selon la télévision iranienne, un réseau d'espionnage israélien a été démantelé alors qu'il tentait de saboter la production de missiles. Les espions avaient commencé à introduire dans les chaînes de montage de petites pièces de 7 centimètres sur 3 programmées pour exploser à des dates et heures précises. Il s'agit de la plus grave affaire de sabotage en Iran depuis un siècle.

« Bharat » remplace « Inde »

Les invitations au G20 de New Delhi ont été envoyées par Droupadi Murmu en tant que présidente de Bharat et non pas présidente de l'Inde.

Son parti, le Bharatiya Janata Party (BJP), entend revenir au nom sanscrit de son pays.

Réconciliation en Thaïlande sur le dos du vainqueur des élections

Comme prévu l'ancien Premier ministre, Thaksin Shinawatra (« chemise rouge »), de retour de 15 ans d'exil, a été condamné à 8 ans de prison avec la possibilité de demander une grâce au bout de 3 mois. À peine incarcéré, il a été transféré à l'hôpital pour soigner ses problèmes de santé. Il a alors reçu les principaux dirigeants politiques du royaume. Sa santé devrait se rétablir... dans 3 mois. D'ici là, il gouverne le pays depuis sa chambre d'hôpital pénitentiaire. Il partage le pouvoir avec le nouveau Premier ministre, le magnat de l'immobilier Srettha Thavisin.

L'ex-ministre de la Santé Anutin Charnvirakul est promu au rang de vice-Premier ministre, pendant que le nouveau chef de la police n'est autre que le frère du général Prawit Wongsuwan (« chemise jaune »), artisan du putsch de 2022.

Cette mise en scène vise à écarter Pita Limjaroenrat (Move Forward) au franc-parler farouche, qui a gagné les dernières élections, mais n'a pas pu obtenir le soutien des sénateurs nommés par les militaires.

Vers un rapprochement militaire Corée du Nord - Russie

Le ministre russe de la Défense, Sergeï Choïgu, a proposé d'organiser des exercices militaires communs de la Corée du Nord, de la Chine et de la Russie, lorsqu'il a tenu une réunion en tête-à-tête avec le directeur du Service national de renseignement (NEI) nord coréen, Kim Kyou-hyun, à la fin juillet.

Pyongyang a annoncé que le leader suprême, Kim Jong Un, se rendrait en Russie rencontrer le président Vladimir Poutine.

Il est probable que Pyongyang devrait fournir des munitions, tandis que Moscou les échangera contre des technologies clés impliquant des satellites et des sous-marins à propulsion nucléaire.

Le président sud-coréen, Yoon Suk Yeol, et le coordinateur du Conseil de sécurité nationale US, l'amiral John Kirby, ont mis en garde contre un renforcement de l'alliance militaire entre le Nord et la Russie. Ils ont assuré que cela ne resterait pas sans réponse.

La Chine revendique des territoires indiens et russes

Le ministère chinois des ressources naturelles a publié la carte 2023 de la Chine provoquant des réactions indiennes et russes. Elle inclut notamment dans son territoire l'État indien d'Arunachal Pradesh (nord-est de l'Union indienne), ainsi que le plateau montagneux d'Aksai Chin. La Chine revendique des territoires que l'Inde et la Russie revendiquent eux aussi. Cependant New Delhi et Moscou ont décidé de ne pas hausser le ton.

Face à la polémique en Inde, le président Xi Jinping a décidé de ne pas se rendre au sommet du G20 les 9 et 10 septembre.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

La Russie présente son programme de renforcement du multilatéralisme aux Nations unies

Avant le défilé des chefs d'État et de gouvernement (19 au 26 septembre), l'Assemblée générale des Nations unies a débuté ses débats. La délégation russe a officiellement présenté son [programme de renforcement du multilatéralisme](#) en 81 points.

Elle a aussi souligné la nécessité de ne pas censurer les informations indispensables au débat public, faisant allusion à l'interdiction de sa chaîne de télévision internationale, *Russia Today*, et de son agence de presse, *Sputnik*.

Les procédures du Conseil de sécurité de l'Onu en question

Le Conseil de Sécurité des Nations unies a tenu, le 5 septembre, un débat sur ses procédures. Le

recours, désormais fréquent, au veto est présenté par les Occidentaux comme un blocage des procédures normales, tandis que la Russie et la Chine le conçoivent comme en faisant partie intégrante. A l'évidence, les deux camps n'ont pas la même conception du rôle du Conseil.

On retrouve là le clivage qui était apparu lors de la création des Nations unies. Durant les travaux préparatoires, le président états-unien, Franklin D. Roosevelt, et le Premier ministre britannique, Winston Churchill, souhaitaient créer une gouvernance anglo-saxonne mondiale. Tandis que le premier secrétaire du PCUS, Joseph Staline, entendait créer un organe permettant de prévenir de nouvelles guerres. Manifestement ce débat n'est pas clos.

L'Anase produit de la Guerre froide ou organisation indépendante ?

Créé en pleine guerre froide par cinq dictatures anti-communistes, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE/ASEAN) s'est progressivement transformée en une organisation régionale. Elle a tenu un sommet en présence des chefs d'État des 10 pays membres, et de leurs invités à des réunions successives, la Chine, le Japon, la Corée du Sud et les États-Unis.

Les réunions de l'Anase se tiennent cependant toujours avec un ordre du jour à l'occidentale. Cette année : les droits de l'homme au Myanmar et la carte controversée des zones maritimes de la Chine, puis l'invasion russe de l'Ukraine et la possible invasion chinoise de Taïwan.

L'Indonésie, pays hôte, a déclaré que les États membres ne devaient pas servir d'intermédiaire aux grandes puissances.

La présidence tournante de l'Anase ne reviendra pas au Myanmar en 2026 compte tenu de sa politique intérieure, mais aux Philippines.

Lors de son intervention, le Premier ministre chinois, Li Qiang, a invité les États membres à

coopérer au plan économique plutôt qu'à s'ingérer dans leurs politiques respectives. Il a déclaré : « Des désaccords et des disputes peuvent surgir entre les pays à cause de malentendus, d'intérêts divergents ou d'interférences externes (...) Pour maintenir ces différends sous contrôle, ce qui est essentiel à présent est de ne pas choisir un camp, de s'opposer à la confrontation entre blocs, et d'empêcher une nouvelle guerre froide ».

Un mini-sommet UE-UA en marge du G20

L'Union européenne profitera de l'absence des présidents chinois et russe, Xi Jinping et de Vladimir Poutine, lors du G20 en Inde pour organiser une réunion de haut niveau avec les dirigeants africains en marge du sommet.

L'Opep+ poursuit la baisse de sa production

L'Arabie saoudite et la Russie ont annoncé poursuivre la baisse de leur production pétrolière pour trois mois supplémentaires, soit jusqu'à la fin 2023. La décision a été prise lors de la visite du Premier ministre saoudien, le prince Mohamed Ben Salman, à Sotchi.

Immédiatement les marchés ont connu une hausse de 1,43 %. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) se vendait à 86,77 dollars.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),
Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°52 - 15 septembre 2023

ÉDITORIAL

Procédure de destitution du président Joe Biden

Le président de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, a annoncé l'ouverture d'une procédure de destitution du président Joe Biden. Depuis le début de l'année, les parlementaires républicains enquêtent sur la manière dont Hunter Biden a utilisé son père, alors vice-président de Barack Obama, pour conclure de lucratives affaires. Ils sont parvenus à démontrer que, contrairement à ses affirmations, Joe Biden avait joué un rôle central dans les affaires de son fils, mais n'ont pas pu établir s'il avait été lui-même corrompu ou non.

Le point central de l'enquête de la Chambre sera de déterminer s'il existe un lien entre la nomination de Hunter Biden au conseil d'administration de la société d'hydrocarbures ukrainienne, Burisma, alors qu'il n'avait aucune compétence en ce domaine, et les interventions de Joe Biden pour contraindre le président ukrainien Petro Porochenko de limoger le procureur Viktor Shokin qui enquêtait sur Burisma.

Viktor Shokin avait annoncé la semaine précédente qu'il accepterait de témoigner devant le Congrès US.

Un ancien associé de Hunter Biden, Devon Archer, avait déjà témoigné devant le Congrès d'un complot de Burisma visant à écarter, voire à éliminer, le procureur Viktor Shokin.

Le procureur général Merrick Garland qui avait accepté de comparaître devant le Congrès avant l'annonce de l'ouverture de la procédure d'*impeachment*, sera auditionné mercredi, sachant que son administration est désormais elle-même mise en cause.

Cette procédure de destitution est la troisième en quatre ans. Elle n'a pas de chance de parvenir à son terme, les démocrates disposant de la majorité au sénat, mais pourrait exposer publiquement la corruption des Biden. L'une de ces procédures avait été intentée contre le président Donald Trump parce qu'il avait fait pression sur l'Ukraine pour connaître le fin mot de cette histoire des Biden et de Burisma.

La Maison-Blanche a immédiatement adressé une note aux grands médias afin de « coordonner » le discours qu'ils utiliseront pour rendre compte de l'enquête du Congrès.

AMÉRIQUES

L'armée de l'Air US dépassée par la Chine

Dans une note secrète citée par *Inside the Ring*, Frank Kendall, secrétaire US à l'armée de l'Air, a déclaré : « Alors que la Chine s'est concentrée sur la création des forces conventionnelles régionales dont elle estime avoir besoin, elle développe également considérablement sa force nucléaire et ses capacités militaires spatiales. Nous ne pouvons pas maintenir la dissuasion en restant immobiles ». Il plaide donc pour un accroissement immédiat de l'arsenal US.

Selon le Pentagone, l'Armée de libération populaire chinoise a créé une force de fusées conçue « pour attaquer les actifs [états-Unis] de grande valeur, les porte-avions, les aérodromes avancés et les nœuds clés [de commandement et de contrôle] et logistiques ». En outre, elle cherche à atteindre la « domination de l'information » dans l'espace et la cyberguerre.

Condamnation de Peter Navarro

Peter Navarro, ancien assistant du président Donald Trump, a été condamné pour outrage au Congrès. Il risque un an de prison ferme.

Le magistrat qui a statué n'a pas reconnu que le président Donald Trump avait activé son privilège exécutif et que, donc, Peter Navarro ne pouvait pas s'en réclamer pour refuser de témoigner devant le Congrès.

C'est le second collaborateur de Donald Trump, après Steve Bannon, à être ainsi condamné.

Peter Navarro est un spécialiste du Commerce international et particulièrement des relations commerciales avec la Chine et l'Allemagne. Il s'est fait connaître du grand public durant la pandémie de Covid. Il s'était heurté au Dr Anthony Fauci. Il avait pris position contre le confinement à domicile et pour l'usage d'hydroxychloroquine.

Le président Biden s'épargne les commémorations du 11-Septembre à New York

En voyage en Asie, le président Joe Biden a fait escale en Alaska pour commémorer les attentats du 11 septembre 2001.

La vice-présidente Kamala Harris, qui le représentait aux cérémonies de New York, est partie au bout d'une heure alors que l'on égrenait la liste des victimes.

Ron DeSantis conteste les condamnations de l'assaut du Capitole

Ron DeSantis, gouverneur de Floride et candidat à l'élection présidentielle de 2024, a déclaré que s'il était élu, il commuerait les peines, voire pardonnerait, les citoyens condamnés pour l'attaque du Capitole le 6 janvier 2021. Selon lui toutes les peines prononcées sont excessives, certains condamnés à 17 années de prison étant absents des lieux et n'ayant commis aucune violence.

Ouverture du plus important procès anti-trust de l'histoire

Un gigantesque procès anti-trust s'ouvre aux États-Unis contre la société Alphabet. Elle est accusée d'avoir organisé ses produits, son moteur de recherche Google, son navigateur Chrome, son logiciel de mail Gmail, ses vidéos de YouTube et ses cartes en ligne pour devenir indispensable au détriment de ses concurrents.

D'ores et déjà le tribunal a retoqué la plainte déposée par 38 États fédérés, à la fois démocrates et républicains. Il a écarté les accusations concernant les recettes publicitaires pour ne retenir que celles sur le moteur de recherche.

La directrice de la Commission fédérale du Commerce, Lina Khan, a beaucoup misé sur ce procès. Cependant des journalistes, qui se sont étonnés de ses quatre précédents échecs en matière de lutte contre les trusts, assurent qu'elle

a été experte en la matière... pour certaines GAFA.

La gouverneure du Nouveau-Mexique viole la Constitution US

Michelle Lujan Grisham, gouverneure démocrate du Nouveau-Mexique, a suspendu pour 30 jours le droit de porter des armes à feu dans les lieux publics, en réponse à une fusillade survenue à Albuquerque.

Immédiatement des plaintes ont été déposées pour violation de l'article 2 de la Constitution des États-Unis. Une procédure de révocation a été enclenchée contre elle au sénat local.

Publication du rapport du grand jury spécial de Géorgie

Le grand jury spécial de Géorgie qui a enquêté sur l'ingérence électorale de 2020 a recommandé d'inculper 39 personnes, dont le président Donald Trump et son avocat l'ancien maire de New York Rudy Giuliani, le sénateur Lindsey Graham, les anciens sénateurs Kelly Loeffler et David Perdue, et l'ancien conseiller national de Sécurité Michael T. Flynn.

Les recommandations du grand jury spécial ont été révélées à l'occasion de la publication du [rapport complet](#) de ses activités. Il atteste également que les jurés étaient très divisés et qu'un d'entre eux a voté contre toutes les inculpations.

Les guerres US à l'étranger sont façonnées par des stratégies électorales intérieures

Selon le dernier livre de l'historien britannique Andrew Payne, les présidents états-uniens conduisent leurs guerres à l'étranger les yeux rivés sur les sondages dans leurs pays. Dans *Guerre contre le scrutin : comment le cycle électoral façonne la prise de décision présidentielle en temps de guerre* (*War on the Ballot : How the Election Cycle Shapes Presidential Decision-Making in War*, Columbia University Press), il démontre en s'appuyant sur des documents déclassifiés sur les

guerres de Corée, du Vietnam et d'Iraq, que les décisions présidentielles ne sont pas guidées par les faits sur le terrain, ni par le souci d'épargner des vies, mais par des considérations de stratégie électorale.

Jusqu'ici, les historiens se divisaient entre ceux qui interprétaient les décisions présidentielles selon des facteurs idéologiques ou selon les pressions des fabricants d'armement.

Le rapport de la CIA sur l'origine de la Covid aurait été falsifié

Un agent de la CIA a dénoncé au Congrès une falsification au sein de l'Agence. Selon lui, six de ses collègues ont bénéficié d'une importante prime pour modifier leurs analyses sur l'origine de la Covid. À l'invitation du directeur général William Burns, ils ont finalement déclaré que le virus n'avait pas été fabriqué au laboratoire de Wuhan, mais était probablement d'origine animale.

La porte parole de la CIA, Tammy Kupperman, a nié ces allégations. Elle a déclaré que l'Agence ne paie pas ses analystes pour qu'ils parviennent à des conclusions spécifiques.

Rappelons que le laboratoire P4 de Wuhan était une installation internationale de l'Organisation mondiale de la Santé construite avec la France. Des équipes du monde entier y travaillaient, dont bien sûr des Chinois. Deux recherches y étaient conduites sur la Covid, l'une par des Chinois, l'autre par des États-Uniens financés illégalement par le docteur Anthony Fauci.

Le Brésil invite Vladimir Poutine

Le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, nouveau président du G20, a confirmé l'invitation de son homologue russe, Vladimir Poutine, en 2024 au sommet de Brasília.

La présidence brésilienne publiera un décret d'immunité diplomatique garantissant que le président Poutine ne sera pas arrêté contrairement à ce que réclame la Cour pénale internationale.

Contrairement à ce qu'a rapporté la presse occidentale, le président Poutine bénéficiait de la même assurance lors du sommet des BRICS en Afrique du Sud et du G20 à New Delhi. Ce n'est donc pas pour cela qu'il ne s'y est pas déplacé.

Le Venezuela recherche sa voie de développement en prenant exemple sur la Chine

Le président vénézuélien, Nicolás Maduro, a entrepris son cinquième voyage officiel en Chine. Son homologue chinois, Xi Jinping, a souligné la lutte commune de leurs deux peuples pour l'indépendance. Les deux pays coopèrent déjà à l'Onu au sein du Groupe des 77. Le Venezuela, qui a échoué au plan économique à mener le « socialisme du XXI^e siècle », s'est montré impatient de comprendre le modèle de « développement à la chinoise ».

EUROPE

Incarcération de Daniel Khalife

Le soldat de Sa Majesté Daniel Khalife a été placé en détention provisoire après avoir été accusé d'avoir transmis des informations secrètes à l'Iran. Son évasion, le 6 septembre, a provoqué une panique et une vaste chasse à l'homme au Royaume-Uni. Le prévenu a été à nouveau arrêté sans résistance.

On ignore toujours quelles informations il aurait livré à l'Iran et pourquoi.

Interpellation d'un assistant parlementaire britannique pour espionnage

Selon le *Sunday Times*, un assistant parlementaire, qui travaillait pour le président de la commission des Affaires étrangères de la chambre des communes, a été arrêté pour espionnage au profit de la Chine. Il n'a pas été inculpé et a été laissé en liberté provisoire.

Une seconde personne aurait été arrêtée dans la même affaire.

Le Premier ministre, Rishi Sunak, a exprimé ses « très vives inquiétudes concernant toute ingérence dans notre démocratie parlementaire, ce qui est évidemment inacceptable », au Premier ministre chinois, Li Qiang.

L'assistant parlementaire a nié ce dont on l'accuse. Le fait que nul n'a été inculpé laisse entendre que rien n'a été fait de contraire aux lois britanniques.

L'Élysée exclut les journalistes étrangers de la conférence de presse d'Emmanuel Macron

Le service de presse de l'Élysée a refusé l'entrée de la conférence de presse du président Emmanuel Macron au G20 de New Delhi aux journalistes non-français.

Cette attitude porte gravement atteinte à l'image de marque de la France à l'étranger.

Vidéo : entretien avec Studio One, deuxième partie

Studio One a publié la [seconde partie](#) de l'entretien qu'il a réalisé, il y a six mois, avec Thierry Meyssan.

La [première partie](#) a été visionnée 460 000 fois.

Cet entretien n'est disponible qu'en langue française.

La Pologne poursuivra l'interdiction des céréales ukrainiennes

Le gouvernement polonais a annoncé que si la Commission européenne ne prolongeait pas l'interdiction de la commercialisation du blé, du maïs, du colza et du tournesol ukrainiens en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie, au delà du 15 septembre, il prendrait des mesures nationales pour le faire.

Le gouvernement ukrainien a menacé de poursuivre la Pologne devant le tribunal de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

L'Open Society Fondation abandonne l'Europe occidentale

L'Open Society Fondation de George Soros a annoncé le redéploiement de ses aides. Elle quittera l'année prochaine l'Europe occidentale et se concentrera sur les États-Unis et l'Europe orientale, essentiellement en Pologne, en Tchéquie et en Ukraine.

En déplaçant 186 millions d'euros annuels de dons, l'Open Society Fondation devrait provoquer la faillite d'un grand nombre d'associations (ONG) de gauche. Elle devrait simultanément faire la fortune d'autres ONG dans d'autres pays.

L'UE se dote d'un premier outil en matière de Défense

Le Parlement européen a approuvé la création d'une agence permettant à au moins trois États membres d'acheter en commun des produits de Défense.

Les Traités européens placent la Défense européenne sous le parapluie de l'Otan.

L'Ukraine se brouille avec le Saint-Siège

Le porte-parole du gouvernement ukrainien, Mykhailo Podolyak, a déclaré que le pape François adoptait « une position pro-russe qui est tout à fait évidente pour tout le monde (...) Une démarche totalement inconsciente (...) qui met à zéro la réputation du Saint-Siège ».

Il commentait les propos tenus par le pape lors d'une intervention vidéo pour des jeunes réunis à Saint-Petersbourg.

Le porte parole du Vatican, Matteo Bruni, avait précisé par écrit : « Le pape souhaite encourager les jeunes à préserver et à promouvoir tout ce qui est positif dans le patrimoine culturel et spirituel russe, certainement pas à exalter la logique impérialiste et les personnalités gouvernementales, [qu'il a] mentionnées pour indiquer certaines périodes historiques ».

Les nationalistes intégraux ukrainiens, dont le journaliste Mykhailo Podolyak fait partie, considèrent conformément aux écrits de Dmytro Dontsov que la culture russe est une incarnation du Mal et que le devoir des Ukrainiens est d'exterminer la population russe dans son ensemble. Durant la Seconde Guerre mondiale, ils ont procédé à des massacres de masse, principalement en Ukraine et en Pologne. L'Église catholique uniate avait soutenu ces exactions. Le pape Jean-Paul II était finalement parvenu à dissocier les uniates de ces crimes et à les réintégrer pleinement dans l'Église catholique.

Élections régionales en Russie

Les élections régionales russes ont mobilisé seulement 43 % des électeurs. C'est cependant un quart de plus qu'à l'habitude.

Le taux de participation a été beaucoup plus élevé dans les Républiques ayant adhéré récemment à la Fédération de Russie, notamment au Donbass (72,5 % à Lougansk et 75 % à Donetsk).

Le scrutin a désigné 21 gouverneurs d'oblasts (régions) et les députés de 20 parlements régionaux et locaux.

Le parti du président Vladimir Poutine, Russie unie, est arrivé nettement en tête (75 %), faisant beaucoup mieux qu'en 2019 après la loi repoussant l'âge de la retraite.

La question ukrainienne n'a pas fait l'objet de débats.

Le Conseil de sécurité observe que le résultat des élections organisées par la Russie dans les territoires contestés d'Ukraine est sans fondement juridique

Le Conseil de sécurité de l'Onu a débattu des élections régionales organisées par Moscou dans les territoires disputés d'Ukraine.

L'Assemblée générale avait adopté, le 12 octobre 2022, une résolution A/RES/ES-11/ 4

condamnant l'organisation par la Fédération de Russie de référendums illégaux dans les régions situées à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine et la tentative d'annexion illégale des régions ukrainiennes de Donetsk, Kherson, Louhansk et Zaporizhzhia. Se basant sur ce texte, le sous-secrétaire général pour l'Europe, l'Asie centrale et les Amériques, le Slovaque Miroslav Jenča, a souligné que ces élections étaient dépourvues de fondement juridique.

De son côté, la délégation russe a observé que beaucoup de choses s'étaient passées en 2022. Il n'est pas certain que cette résolution serait identiquement votée aujourd'hui.

Il n'en reste pas moins, qu'en l'état actuel du droit international, qui est par nature évolutif, il n'est pas possible de reconnaître le résultat de ces élections dans les territoires contestés.

La Russie protégera TurkStream et Blue Stream

Prononçant un discours au Bangladesh, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a indiqué disposer d'informations sur des tentatives de sabotage des gazoducs TurkStream et Blue Stream.

La Hongrie avait déjà évoqué ces opérations et indiqué, qu'à la différence de l'Allemagne, elle n'hésiterait pas à répondre à ceux qui s'y risqueraient.

Les gazoducs Nord Stream ont été, quant à eux, sabotés en 2022, probablement par les États-Unis et/ou l'Ukraine.

La production d'armement russe plus importante que celle des États-Unis et de l'UE réunies

Selon le *New York Times*, les capacités de production d'armement de la Russie sont supérieures à celles des États-Unis et de l'Union européenne malgré les mesures coercitives unilatérales (qualifiées abusivement de « sanctions ») qui lui ont été imposées.

Ce résultat ahurissant s'explique par la technologie russe qui permet de fabriquer les mêmes armes pour des coûts souvent dix fois inférieurs à ceux de leurs homologues occidentales. À moins que ce ne soit en raison du degré de corruption des Occidentaux, bien plus important que l'on ne croit.

En outre, les pièces manquantes en Russie sont faciles à acquérir auprès de petits États comme la Corée du Nord.

AFRIQUE

L'Égypte interdit le port du niqab à l'école

Le gouvernement égyptien a interdit le port du niqab dans les écoles.

Le niqab ou voile intégral couvre la totalité du visage, à l'exception des yeux. C'est une tradition des femmes libres d'Arabie à l'époque pré-islamique. Il était alors interdit aux esclaves.

Alors que le voile n'est pas un vêtement musulman, il a été imposé en Égypte, puis dans les pays arabes, par la Confrérie des Frères musulmans comme symbole de l'islamisation des sociétés.

En Iran, au contraire, l'interdiction du voile renvoie au régime pro-britannique du Shah.

10 000 morts en Libye

L'ouragan Daniel a détruit deux barrages en Libye, provoquant des vagues gigantesques qui ont emporté au moins 10 000 personnes dans la mer Méditerranée.

Démission du Straussien allemand Volker Perthes

L'Allemand Volker Perthes, représentant spécial du secrétaire général de l'Onu pour le Soudan et chef de la Mission d'assistance intégrée des Nations unies pour la période d'assistance à la période de transition au Soudan (UNITAMS), a

donné sa démission. Il avait déjà quitté Khartoum et s'était réfugié à Port-Soudan.

Le président Abdel Fattah al-Burhan l'avait accusé d'avoir organisé des livraisons d'armes à son rival, le « général » Mohamed Hamdan Dogolo dit « Hemeti ». Le Soudan l'avait alors déclaré *persona non grata*.

Volker Perthes avait travaillé comme employé du Straussien Jeffrey Feltman, numéro 2 des Nations unies, afin de rédiger un [plan de capitulation de la République arabe syrienne](#).

Puis, lorsque Jeffrey Feltman avait quitté l'Onu et était devenu envoyé spécial du président Joe Biden dans la corne de l'Afrique, Volker Perthes avait été nommé envoyé spécial de l'Onu au Soudan. Les deux hommes avaient alors organisé la [déstabilisation de la région](#), notamment la guerre du Tigray et le conflit soudanais.

Débat de l'Assemblée générale de l'ONU sur la position des grandes puissances face à la crise malienne

L'assemblée générale des Nations unies a débattu du veto opposé à la proposition de résolution visant à étendre les sanctions internationales à l'encontre des personnes qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité du Mali.

Désormais en effet, l'Assemblée générale surveille les désaccords entre grandes puissances et débat à chaque veto. Celui du 30 août dernier a été posé par la Russie.

Au cours du débat, la délégation malienne s'est étonnée que le Groupe d'experts mandaté par le secrétaire général au nom du Conseil de sécurité ait outrepassé ses fonctions. Ce Groupe, chargé de définir les personnes sous sanctions a tenté illégalement d'obtenir des informations détaillées sur la coopération militaire et sécuritaire entre la Fédération de Russie et la République du Mali. Elle s'est indignée que le Conseil de sécurité ait envisagé, prétendument

dans l'intérêt du Mali, de poursuivre des sanctions dont le Mali ne veut pas.

Le gouvernement du Gabon propose de rétablir le processus électoral en 24 mois

Le Premier ministre gabonais, Raymond Ndong Sima, a déclaré : « C'est une bonne idée de commencer par un objectif raisonnable et de dire : nous espérons voir le processus achevé dans 24 mois, afin que nous puissions revenir aux élections », sachant que cette période pourrait être « légèrement plus longue ou plus courte ».

Sous le contrôle de la junte, il a procédé à la nomination du gouvernement en mêlant des personnalités issues de l'ancien régime et de son opposition.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Le rejet de la France en Afrique francophone sanctionne 12 ans de trahisons](#) », par Thierry Meyssan

Rien ne survient par hasard en politique. Les Français ne comprennent pas pourquoi les Africains francophones les rejettent soudainement. Ils se consolent en accusant la Russie de sombres machinations. En réalité, ils récoltent uniquement les fruits de ce qu'ils ont semé depuis 12 ans. Cela n'a rien à voir avec ce que furent le colonialisme et la Françafrique. C'est exclusivement la conséquence de la mise à disposition de l'armée française à la stratégie états-unienne.

La Russie et le Mali à propos du Niger

À l'issue d'une conversation téléphonique, le président russe, Vladimir Poutine, et le président de transition malien, Assimi Goïta, ont appelé à un règlement politique au Niger.

L'uranium du Niger

Le gouvernement français ne communique pas sur l'origine de ses matières radioactives. Cependant, selon un rapport du haut comité

pour la Transparence et l'Information sur la sécurité nucléaire, en 2021, le Niger fournissait 34 % des importations françaises d'uranium concentré.

Selon les autorités nigériennes, la France prépare une intervention militaire au Niger

Selon le colonel Amadou Abdramane, « deux avions de transport militaire type A400M et un Dornier 328 ont été déployés [par la France] en renfort en Côte d'Ivoire », « deux hélicoptères multirôles type Super Puma » et « une quarantaine de véhicules blindés » l'ont été « à Kandi et Malanville au Bénin ». En outre, « un navire militaire français a accosté à Cotonou [Bénin] avec à son bord, du personnel et des moyens militaires ». La « France continue de déployer ses forces dans plusieurs pays de la Cédéao [Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest] dans le cadre de préparatifs d'une agression contre le Niger, qu'elle envisage en collaboration avec cette organisation communautaire ».

« Le partenariat militaire est suspendu donc les troupes françaises sont en attente de leur possible départ du Niger. Le bateau au large de Cotonou, c'est le porte-hélicoptère amphibie Mistral engagé dans l'opération Corymbe prévue de longue date et qui fait de la sécurité maritime. C'est de la coopération avec les pays riverains du golfe de Guinée contre les trafics (pêche illicite, trafic de stupéfiants...) », a commenté une source militaire française à *Russia Today*.

Le Niger a annulé son pacte militaire avec le Bénin compte tenu de l'implication de celui-ci dans les préparatifs d'invasion.

Olam accusé d'une fraude de 50 milliards de dollars

Le *Daily Nigerian* et *Prime Business Africa* ont rapporté que la police secrète du Nigeria enquêtait sur les activités de la multinationale singapourienne de l'agroalimentaire, Olam

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

International, pour une fraude de plus de 50 milliards de dollars.

Olam nie catégoriquement. Cette multinationale semble avoir fait de gros efforts pour lutter contre le travail forcé des enfants et pour réguler les marchés spéculatifs du riz et du cacao.

Le Nigeria et le Cameroun tentent de préciser les frontières héritées de la colonisation

Après que la Cour internationale de Justice, c'est-à-dire le tribunal arbitral interne des Nations unies, eut demandé en 2002 au Nigeria et au Cameroun de retirer l'un et l'autre leurs troupes à proximité du lac Tchad et de préciser leurs frontières, rien n'est encore tranché.

La commission parlementaire nigériane vient de suspendre ses travaux après avoir découvert le dispositif militaire camerounais.

Les frontières sont fixées par deux accords coloniaux : la déclaration anglo-française Thomson-Marchand de 1929-1930 et par les accords anglo-allemands des 11 mars et 12 avril 1913. Or ces textes tracent des lignes droites sans rapport avec ce que vivent les populations.

Élection présidentielle à Madagascar

Le président malgache Andry Rajoelina a donné sa démission pour pouvoir se présenter à sa réélection.

Andry Rajoelina, surnommé « DJ » par référence à sa carrière dans l'évènementiel, est parvenu à développer partiellement Madagascar, mais n'a pas su prévoir la crise alimentaire de 2021.

Il affrontera son adversaire historique, l'ancien président Marc Ravalomanana (2002-09), et son ancien dauphin, Hery Rajaonarimampianina (2014-18).

Selon la Constitution, le pouvoir devrait être exercé durant la vacance par le président du Sénat. Or celui-ci s'y est refusé pour raison personnelle, laissant le gouvernement assurer l'intérim. L'opposition a dénoncé une mise en scène permettant à Andry Rajoelina de manipuler le résultat de l'élection à venir.

ASIE

La coalition gouvernementale israélienne n'hésitera pas à créer un tribunal constitutionnel

Le président de la Knesset, Amir Ohana, a déclaré au *Yedioth Ahronoth* que la coalition gouvernementale n'hésiterait pas à créer un tribunal constitutionnel si l'actuelle Cour suprême persistait à s'opposer à elle.

L'actuelle Cour suprême, lorsqu'elle siège en tant que Haute Cour, a le pouvoir de juger des dispositions législatives et des décisions gouvernementales « déraisonnables ». La réforme judiciaire en cours vise à l'en priver. Or, la Cour vient de sommer le ministre de la Justice, Yariv Levin, de ne pas nommer de magistrats sans convoquer la Commission des nominations judiciaires.

Benjamin Netanyahu qualifie de *Fake News* un débat de son propre cabinet

Une vive polémique a éclaté au sein du groupe de discussion du gouvernement israélien, sur Whatsapp, à propos de possibles livraisons d'armes au gouvernement palestinien de Mahmoud Abbas. Pour les uns, ce serait une

opportunité de vaincre le Hamas, tandis que pour les autres ce serait une stratégie suicidaire.

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a clos le débat en assurant que cette éventualité était une *Fake News*.

Bombardements israéliens en Syrie

Pour la seconde fois en 24 heures, l'aviation israélienne a attaqué des cibles en Syrie.

Les Saoudiens investissent en Israël

La société Affinity Partners de Jared Kushner (gendre de l'ancien président états-unien Donald Trump) a rassemblé 3 milliards de dollars, principalement d'origine saoudienne, qui seront investis en Israël. Il vient de prendre une participation minoritaire dans le constructeur automobile, Shlomo Group.

Affrontements intra-palestiniens au Liban

Des affrontements armés ont opposé le Fatah du président Mahmoud Abbas aux jihadistes de Jund el-Cham et de al-Chabab al-Moslem — deux groupes qui s'étaient engagés aux côtés de l'Otan contre la République arabe syrienne — dans le camp palestinien d'Aïn el-Héloué (Sidon, Sud Liban). Ils ont fait une dizaine de morts et d'importants dégâts matériels.

70 000 réfugiés palestiniens habitent ce camp sur les 400 000 présents au Liban.

Apparemment, les combats ont repris après un mois d'accalmie, les islamistes ayant refusé d'honorer leur engagement de livrer l'assassin du chef du Fateh Abou Achraf el-Armouchi. Cependant deux indices laissent à penser que cette affaire n'en est qu'à ses débuts et pourrait ouvrir un conflit beaucoup plus grave : premièrement les réfugiés déplacés du camp sont parvenus à monter des tentes presque immédiatement, non loin de là. Elles se trouvent devant l'autoroute reliant Beyrouth au Sud-Liban qui pourrait être facilement coupée par eux. Deuxièmement, des missiles ont été tirés

sur un barrage de l'armée libanaise. Tout cela rappelle l'occupation du camp palestinien de Nahr el-Bared (Nord Liban), en 2007. Une terrible bataille avait opposé l'armée libanaise à un groupe islamiste, faisant une centaine de morts parmi les soldats et détruisant tout le camp.

Le département US du Trésor sanctionne le Hezbollah en Amérique latine

Le département US du Trésor a pris des [sanctions coercitives unilatérales](#) à l'encontre de plusieurs membres du Hezbollah libanais en Amérique latine. À cette occasion, il a désigné Amer Mohamed Akil Rada comme responsable de l'attentat à la bombe contre l'AMIA à Buenos-Aires, en 1994.

Notre enquête en Argentine auprès de familles juives victimes et au Liban auprès du Hezbollah a montré que la Résistance libanaise n'est aucunement impliquée dans les attentats de Buenos Aires de 1992 et 1994. La justice argentine a rendu des arrêts contradictoires, cependant les États-Unis et une partie des magistrats argentins attribuent sans preuve ces attentats au Hezbollah.

Une délégation israélienne en Arabie saoudite

Une délégation israélienne de 4 personnes participe à une réunion du Comité du patrimoine mondial de l'Unesco à Riyad.

Déjà, le 23 novembre 2020, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, s'était rendu à Neom afin d'y rencontrer le prince héritier, Mohamed ben Salmane.

L'Iran libère cinq espions US

Le président Joe Biden a accepté de débloquer 6 milliards d'avoirs iraniens, saisis en Corée du Sud, en échange de la libération de cinq espions états-uniens incarcérés en Iran.

L'accord prévoit que les fonds ne pourront être décaissés que pour l'achat de biens de consommation, pas pour celui d'armes.

Les noms des cinq espions n'ont pas été révélés. Trois d'entre eux ont cependant été identifiés : Siamak Namazi, Emad Sharghi et Morad Tahbaz.

Le blocage des avoirs iraniens en Corée du Sud est une mesure coercitive unilatérale des États-Unis mensongèrement présentée comme une sanction internationale.

Opérations secrètes de l'Otan en Iran

Selon le ministre iranien de la Sécurité, Ismail Khatib, « 200 terroristes ont été arrêtés cette année dans le pays ».

Il a précisé que leur groupe avait été nouvellement créé sur le modèle de Daesh. « Ils sont entraînés et approvisionnés en armes aux Pays-Bas, au Danemark, en Suède, et en Allemagne », a-t-il précisé.

Les Talibans resserrent leurs liens avec la Chine

Les Talibans ont signé le mois dernier un contrat de 700 millions de dollars avec la Xinjiang Central Asia Petroleum and Gas Company (CAPEIC), une filiale de la CNPC. Puis, ils ont demandé à Huawei de finaliser un accord pour installer des caméras de surveillance à travers tout le pays. Enfin, ils ont accueilli avec pompe le nouvel ambassadeur chinois, Zhao Sheng.

Il semble que les relations sino-afghanes changent de nature, même s'il n'y a toujours pas de reconnaissance diplomatique officielle.

Washington planifie le renversement de Joko Widodo

Selon Kit Klarenberg (MintPress), la CIA et la National Endowment for Democracy préparent une [révolution colorée](#) en Indonésie contre le président Joko Widodo.

Dans la tradition du premier président indonésien, Ahmad Sukarno, Joko Widodo a affirmé la souveraineté de son pays face aux États-Unis. Il a reçu le président Vladimir Poutine lors du G20 de Jakarta et soutient les droits des Palestiniens. Adversaire résolu des islamistes, il interdit le Hib ut-Tahrir, version locale de la Confrérie des Frères musulmans.

La Russie envoie un message avec la Corée du Nord à la Corée du Sud

Le dirigeant suprême nord-coréen, Kim Jong-un, s'est rendu en visite officielle en Russie. On ne connaît pas l'objet exact de sa rencontre avec le président russe, Vladimir Poutine. Les deux hommes ont célébré l'amitié entre leurs pays.

Les observateurs internationaux craignaient que la Corée du Nord ne fournisse des munitions à la Russie pour poursuivre son intervention militaire en Ukraine et, qu'en échange, Moscou ne partage des technologies nucléaires avec Pyongyang. Tout au plus ont-ils évoqué une coopération spatiale.

On ignore toujours le détail de ce qui a été décidé, mais les Coréens du Sud ont bien compris qu'ils ne pourraient pas s'engager aux côtés de l'Ukraine sans conséquence.

Symboliquement le sommet s'est conclu par une invitation du président Poutine en Corée du Nord, ce qu'il a accepté... sans fixer de date.

La Chine autorise un troisième enfant par famille

Le gouvernement chinois a modifié sa politique démographique. Désormais les couples sont autorisés sous condition à avoir trois enfants.

Pour la première fois cette année, la population chinoise a commencé à baisser. La politique de l'enfant unique, instaurée par Deng Xiaoping, n'avait plus de raison depuis 2002. Le gouvernement autorisa alors sous condition un deuxième enfant par famille.

La Chine populaire poursuit le processus de réunification pacifique avec Taïwan

Le Conseil chinois pour la promotion de la réunification nationale pacifique a élu comme président Wang Huning. Sa session a souligné que la réunification pacifique demanderait du temps et que, d'ici là, il convenait de rapprocher les deux rives du détroit notamment en multipliant le commerce. Ce processus a besoin de l'aide des pays étrangers.

Une vaste « zone de démonstration » est actuellement construite dans la province de Fujian. Elle accueillera les entreprises de Taïwan désirant coopérer avec la Chine populaire. Il s'agit de rapprocher les deux populations dans leurs efforts communs.

Proposition chinoise de réforme de la gouvernance mondiale

La Chine a publié sa proposition de réforme et de développement de la gouvernance mondiale (*Proposal of the People's Republic of China on the Reform and Development of Global Governance*).

Nous n'avons pas encore eu le temps de l'étudier. Nous y reviendrons donc.

Océanie

Rapprochement australo-chinois

Le Premier ministre australien, Anthony Albanese, a rencontré son homologue chinois, Li Qiang. Les deux hommes sont convenus que de grands progrès avaient été accomplis depuis la rencontre de Bali et que désormais les relations entre les deux pays étaient fondées sur la confiance.

Lors du Dialogue de haut niveau Chine-Australie, à Beijing, les deux parties sont convenues de ne pas réitérer les erreurs du passé.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

54° session du Conseil des Droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme de l'Onu a débuté sa 54° session, à Genève, sous la présidence du Tchèque Václav Bálek.

Le Conseil examinera les rapports périodiques sur la situation des Droits de l'homme dans plusieurs États : la France (A/HRC/54/5), les Tonga (A/HRC/54/6), la Roumanie (A/HRC/54/7), le Mali (A/HRC/54/8), le Botswana (A/HRC/54/9), les Bahamas, (A/HRC/54/10), le Burundi (A/HRC/54/11), le Luxembourg (A/HRC/54/12), la Barbade (A/HRC/54/13), le Monténégro (A/HRC/54/14), les Émirats arabes unis (A/HRC/54/15), Israël (A/HRC/54/16), le Liechtenstein (A/HRC/54/17) et la Serbie (A/HRC/54/18).

L'Union africaine rejoint le G20

Le Premier ministre de Bharat, Narendra Modi, a accueilli l'Union africaine au sein du G20, désormais G21.

L'Union africaine réunit les 55 États du continent. Jusqu'à présent seule l'Afrique du Sud le représentait dans cette organisation.

La Chine réclame une réforme du FMI et de la Banque mondiale

La Chine a souligné au G20/21 qu'il est important d'intensifier la réforme du système de gouvernance économique mondiale et d'accroître efficacement la représentation et la voix des pays en développement dans les institutions financières internationales

Au G20/21, Washington promeut un corridor reliant Bahrat à l'Europe via le Moyen-Orient

Au cours du G20/21, les États-Unis ont poussé un ambitieux projet de corridor logistique

reliant Bahrat à l'Europe via le Moyen-Orient. Un accord de principe a été signé à New Delhi, entre les États-Unis, Bahrat, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Union européenne, la France, l'Allemagne et l'Italie, selon un [communiqué](#) diffusé par la Maison Blanche.

Ce projet pharaonique renverserait la table. Il marginaliserait le canal de Suez et créerait une nouvelle voie de transit concurrente des nouvelles routes de la soie chinoises. Il reprend partiellement un ancien projet israélien excluant délibérément l'Iraq, la Syrie, l'Égypte, la Turquie et l'Iran. D'où les cris de joie du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.

Le G20/21 reprend l'argumentaire russe à propos de l'Ukraine

À l'issue de 200 heures de négociation, la déclaration du G20/21 sur le conflit ukrainien souligne la « nécessité de régler tous les conflits, dans le respect des dispositions de la charte de l'ONU » et insiste sur « le droit des peuples à l'autodétermination ».

Elle n'accuse pas la Russie d'avoir envahi l'Ukraine.

Il s'agit très précisément de la position de Moscou qui affirme ne pas être entré militairement en Ukraine pour conquérir ce territoire, mais pour appliquer la résolution 2202 du Conseil de sécurité (ayant placé en annexe les accords de Minsk) en vertu de son « obligation de protéger ». Le Kremlin indique aussi que les régions de Crimée, du Donbass et celles de la Novorussia rassemblent des populations historiquement distinctes de celle du reste de l'Ukraine et disposent de ce fait du droit à l'autodétermination. Elles ont donc légalement procédé à des referenda d'indépendance, puis voté leur adhésion à la Fédération de Russie.

Les Occidentaux ont accepté de signer ce document parce qu'ils interprètent la Charte de l'Onu comme interdisant la guerre (ce qui n'est explicitement pas le cas) et le droit à

l'autodétermination comme celui des populations ukrainiennes à ne pas être russes.

Hommage du G20/21 au Mahatma Gandhi

Bharat a organisé une cérémonie d'hommage au Mahatma Mohandas Karamchand Gandhi à laquelle se sont joints tous les dirigeants du G20/21. Le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, et le président indonésien, Joko Widodo, y ont participé pieds nus.

Pourtant à Bharat, le gouvernement de Narendra Modi minore désormais le rôle de M.K. Gandhi dans l'indépendance de Bahrat et souligne celui de son prédécesseur, Aurobindo Gosh.

L'assassin du Mahatma, Nathuram Godse, était un membre du Rashtriya Swayamsevak Sangh, la milice du Bharatiya Janata Party, parti aujourd'hui au pouvoir.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°53 - 22 septembre 2023

ÉDITORIAL

Évolution de la position occidentale à propos de la guerre en Ukraine

Les Occidentaux ont constaté que :

- les munitions manquent et l'industrie d'armement occidentale ne peut pas rivaliser, ni à court, ni à moyen terme, avec celle de la Russie ;
- la rébellion du propriétaire du Groupe Wagner, Evgueni Prigojine, et du chef de cette unité, Dmitry Outkine, contre le Kremlin a échoué ;
- la contre-offensive ukrainienne est extrêmement meurtrière sans remporter de succès significatif.

Des voix commencent à s'élever pour demander une négociation avec la Russie. Or, celle-ci est impossible en raison de la loi ukrainienne l'interdisant définitivement. Un débat se développe aux USA pour déterminer dès à présent une subvention régulière à l'Ukraine, plutôt qu'une succession de versements distincts négociés avec le Congrès.

Une réunion du G7, en marge de la 78^e assemblée générale des Nations unies, a admis que la guerre continuera au moins durant les 6 ou 7 années à venir.

AMÉRIQUES

Le Canada accuse Bharat d'avoir assassiné des opposants sur son territoire

Justin Trudeau, Premier ministre du Canada, a accusé les services secrets indiens (R&AW) d'avoir assassiné Hardeep Singh Nijjar, le 18 juin dernier, en Colombie britannique.

Le défunt était le leader du Khalistan Tiger Force ; un groupe armé luttant pour la création d'un État indépendant sikh sur le territoire indien.

Le Canada abrite la plus importante communauté sikh hors de Bharat.

Le président du New Democratic Party, Jagmeet Singh, a déclaré à la Chambre des Communes canadienne : « Nous savions lorsque nous étions enfants que le gouvernement indien commettait de nombreuses atrocités. Mais nous n'aurions jamais pensé que nous aurions à faire face à ce danger après être venus ici, au Canada. Je veux dire à tout le monde que je suis ici (...) Je ne bougerai pas tant que la Justice ne sera pas rendue dans cette affaire ».

Un autre séparatiste sikh, le multimillionnaire Ripudaman Singh Malik, avait également été assassiné l'an dernier. Il avait été accusé d'avoir commandité un premier attentat contre un avion d'Air India, le 23 juin 1985, tuant 329 personnes, et un second contre un autre avion d'Air India. Cette bombe avait explosé à l'aéroport de Tokyo tuant deux manutentionnaires de bagages. La police canadienne avait arrêté deux suspects, accusés de l'avoir abattu. Il s'agirait de tueurs à gages.

Justin Trudeau aurait abordé la question de ces deux assassinats avec son homologue indien, Narendra Modi, lors du sommet du G20. Celui-ci l'aurait alors réprimandé pour abriter un groupe sécessionniste et terroriste.

Le Canada vient d'expulser un diplomate indien, Pavan Kumar Rai, qui serait officier du R&AW. Bharat a répondu : « Les allégations de l'implication du gouvernement indien dans tout acte de violence au Canada sont absurdes et sans motif ». Le Canada chercherait à détourner l'attention pour masquer son soutien aux séparatistes sikhs. En rétorsion, New Dehli a expulsé un diplomate canadien.

La stratégie de défense du président Joe Biden condamne inévitablement son fils Hunter

Pour s'exonérer des accusations de corruption, le président Joe Biden assure ne rien savoir des affaires financières de son fils. Simultanément, il a tout fait pour lui éviter des poursuites pénales.

Cependant les parlementaires républicains du Congrès ont ouvert une procédure de destitution du président (*impeachment*), le 12 septembre. Les données qu'ils ont déjà accumulées placent le président Biden dans la position de choisir de démissionner ou de lâcher son fils. La première audition aura lieu le 28 septembre.

Une procédure judiciaire a été enclenchée contre Hunter Biden pour détention d'armes à feu avec consommation de stupéfiants devant le tribunal fédéral du Delaware. Il risque 25 ans de prison. En outre, un second procès pourrait être

ouvert contre lui pour non paiement de 200 000 dollars d'impôts en 2017 et 2018. Les fraudes précédentes sont prescrites. Enfin, un troisième procès pourrait être intenté pour lobbying non déclaré pour des États étrangers (l'Ukraine, la Chine et la Birmanie). Il s'agit là d'une forme d'incrimination qui existe depuis longtemps, mais qui n'était pas appliquée jusqu'à l'inculpation du conseiller national de Sécurité du président Trump, le général Michael T. Flynn, accusé de lobbying au profit de la Türkiye.

La procédure contre Hunter Biden aurait dû être annulée après un accord passé entre le fils du président et les procureurs. Or, ce dernier n'a pas été signé. Il est donc nul et non avenue.

En lâchant son fils, le président Joe Biden pourrait s'épargner d'être destitué. Toutefois, il perdrait alors toute chance d'être réélu.

Hunter Biden porte plainte contre deux lanceurs d'alerte

Hunter Biden a déposé une plainte contre le fisc et deux lanceurs d'alerte, Gary Shapley et Joseph Ziegler pour divulgation de documents fiscaux.

Les avocats du plaignant ont déclaré que les deux fonctionnaires « avaient ciblé et cherché à embarrasser » le « premier fils » en « divulguant aux médias des informations confidentielles sur ses questions fiscales privées »

Les avocats des prévenus ont déclaré qu'ils n'ont jamais divulgué d'informations confidentielles sur des contribuables, sauf par le biais de divulgations de dénonciateurs autorisées par la loi. Une fois que le Congrès a rendu public leur témoignage, comme tout citoyen, ils ont exercé leur droit de discuter, dans des émissions de télévision, ces informations devenues publiques.

Simultanément, l'attorney du Delaware, David Weiss, qui enquêtait prudemment sur Hunter Biden, a été promu avocat spécial par le procureur général des États-Unis, Merrick Garland. Il a alors contraint le fisc à retirer Gary

Shapley et Joseph Ziegler de l'enquête sur Hunter Biden.

Audition du procureur général

Lors de son audition par la commission de la Justice de la Chambre des représentants, le procureur général Merrick Garland a affirmé ne rien savoir sur les enquêtes en cours de son administration.

Il n'a pas eu connaissance de l'enquête sur la présence d'agents du FBI parmi les manifestants qui ont pris d'assaut le Congrès, le 6 janvier 2021. Il ignore tout des enquêtes diligentées contre l'ancien président Donald Trump. Il n'a pas été informé des enquêtes contre Hunter Biden.

Sa mémoire lui fait défaut quant à ses conversations avec ses subalternes.

Selon le chef de la police du Capitole, Nancy Pelosi est la première responsable des évènements du 6 janvier 2021

Steven A. Sund, ancien chef de la police du Capitole, a témoigné devant le Congrès. Selon lui, les évènements survenus le 6 janvier 2021 n'auraient jamais dû se produire. La responsabilité en revient en tout premier lieu à la présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, qui a refusé de faire intervenir la Garde nationale.

L'exploration pétrolière de l'Alaska est à nouveau un argument électoral

La production états-unienne de pétrole a atteint son pic en décembre 1970, avec 9,9 millions de barils par jour. Elle n'a cessé de baisser, jusqu'en novembre 2008, avec 5,0 millions de barils par jour. Puis, avec le pétrole schiste, elle s'est à nouveau développée, atteignant 12,6 millions de barils, en avril 2023.

Toutefois, la politique écologiste de l'administration Biden a interdit les explorations en Alaska autorisées par l'administration Trump. La production états-unienne devrait donc à nouveau baisser au fur et à mesure de

l'épuisement des gisements actuellement exploités.

D'ores et déjà les consommateurs états-unien ressentent une augmentation des prix. La relance des explorations redevient un sujet de campagne électorale fédérale. Tous les candidats républicains ont assuré vouloir relancer les explorations et donc la production. Au contraire, les candidats démocrates mettent en avant des exigences écologiques et soutiennent la politique actuelle.

La flotte militaire US et sa rivale chinoise

L'audition pour la confirmation de la prochaine cheffe d'état-major de la Marine, l'amirale Lisa M. Franchetti, a donné lieu à des attaques inattendues du sénateur républicain Roger Wicker (Mississippi). Selon lui, la capacité de construction navale de la Chine est plus de 230 fois supérieure à celle des États-Unis. « Nous devrions produire entre 2,3 et 2,5 sous-marins d'attaque par an pour répondre à nos propres besoins. Au lieu de cela, nous en sommes réduits à construire 1,2 sous-marins d'attaque par an. Le retour à 2 par an ne repose que sur des espoirs et des souhaits », a-t-il dit. En outre, les problèmes de maintenance sont très importants, immobilisant un tiers de la flotte militaire états-unienne.

L'amirale Lisa M. Franchetti a reconnu les faits au plan quantitatif, tout en soulignant que, selon elle, au plan qualitatif, les capacités de la flotte US sont bien supérieures à celles de la flotte chinoise.

Déclaration sur la coopération atlantique

En marge de l'Assemblée générale des Nations unies, les États-Unis ont ouvert à signature une *Déclaration sur la coopération atlantique* que 32 États ont signé (Angola, Argentine, Brésil, Cap Vert, Canada, Costa Rica, États-Unis, Côte d'Ivoire, Dominique, Gabon, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyana, Islande, Irlande, Liberia, Maroc, Mauritanie, Nigeria, Pays-Bas,

Norvège, Portugal, République dominicaine, Royaume-Uni, Sénégal).

Dans un premier temps, il s'agira pour les pays signataires de mener des recherches océanographiques communes et de former de jeunes scientifiques.

Le Pentagone ne confirme, ni n'infirme, sa position face à Taïwan

Ely Ratner, secrétaire adjoint à la Défense pour les Affaires de sécurité de l'Indo-Pacifique, a été auditionné par la Chambre des représentants.

Taipei attend les pièces de rechange nécessaires pour les anciens avions F-16 utilisés pour intercepter les incursions aériennes croissantes des avions chinois. La livraison de 66 nouveaux F-16 et de missiles anti-navires Harpoon a été retardée de plusieurs années en raison de la priorité donnée à la guerre contre la Russie en Ukraine.

Le Pentagone est revenu sur les propos malheureux du président Joe Biden assurant que les États-Unis voleraient immédiatement au secours de l'île en cas d'invasion chinoise de Taïwan. Il a décidé de maintenir son ambiguïté stratégique sur sa possible intervention.

De son côté, le département d'État a confirmé qu'il reconnaissait Taïwan comme une région de la République populaire de Chine.

Analyse psychologique US de Vladimir Poutine

Lors du symposium 2023 du Commandement stratégique (StratCom) qui s'est tenu en août, la psychologue Nirit G. Pisano a présenté les résultats d'une analyse comportementale des discours de Vladimir Poutine.

Son laboratoire a évalué 10 émotions du « patient » durant ses discours annonçant son opération militaire spéciale en Ukraine, les 22 et 24 février 2022 : la joie, la colère, le dégoût, la peur, la tristesse, la surprise, l'amusement, le mépris, l'espoir et la confiance. Il a établi que le

président Poutine était habité d'une forte colère, d'un grand dégoût et d'un grand mépris, mais jamais de peur. L'étude de conférences de presse ultérieures a confirmé ces résultats.

Le StratCom s'en trouve désespéré : la dissuasion nucléaire, dont il est responsable, repose sur la peur qu'elle inspire.

Erratum

Dans certaines éditions du n°52 de *Voltaire, actualité internationale*, nous avons mal orthographié le nom de Peter Navarro.

Création d'un Groupe consultatif d'experts en Renseignement auprès du département de Sécurité de la Patrie

Le département de la Sécurité de la Patrie s'est doté d'un groupe consultatif d'experts en Renseignement.

Il est piloté par la société à but non lucratif MITRE.

MITRE est une création des industriels de l'armement à partir d'un laboratoire informatique du MIT. Cette société a notamment organisé le système informatique d'échange de Renseignement de l'Otan. Elle a aussi organisé les normes de plus de 300 organismes d'observation de la Santé durant la pandémie de Covid-19 de sorte d'harmoniser leurs statistiques.

L'Argentine commémore les victimes de la dictature

Le secrétariat aux Droits de l'homme argentin entend placer des plaques commémoratives à l'intérieur des casernes ayant servi de centres illégaux de détention et de torture durant la dernière dictature militaire.

Il existe déjà des panneaux commémoratifs à l'extérieur de ces casernes. En installer à l'intérieur rappellerait ces exactions aux militaires eux-mêmes et faciliterait des

cérémonies sur les lieux mêmes où elles ont été commises.

Luiz Inacio Lula da Silva déclare que « Le Brésil est de retour »

Ouvrant le débat des chefs d'État et de gouvernement à la 78^e Assemblée générale des Nations unies, le président Luiz Inacio Lula da Silva a déclaré que « Le Brésil est de retour ». Il a plaidé pour une contribution financière plus importantes des citoyens les plus riches ; pour la lutte contre la déforestation ; et pour un accroissement de la coopération multilatérale telle qu'elle est pratiquée par les BRICS.

EUROPE

Le Royaume-Uni présente un rapport mensonger au Conseil de Sécurité

Le Royaume-Uni a présenté le compte-rendu de sa présidence du Conseil de Sécurité des Nations unies tout au long du mois de juillet 2023 (Référence : S/2023/622). On peut y lire que : « la plupart des membres du Conseil s'est dite préoccupée par le fait que la République islamique d'Iran ne respecte toujours pas le Plan d'action global commun ». Cette relation est factuellement inexacte.

Le Royaume-Uni reporte la fin des voitures à essence et à diesel

Le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, a reporté de cinq ans l'interdiction de vente de voitures à essence et à diesel qui devait entrer en vigueur en 2030. Selon lui ces mesures imposent des « coûts inacceptables » aux citoyens ordinaires. Pour atteindre les objectifs de zéro émission nette, le gouvernement encouragera davantage la construction de parcs éoliens et de réacteurs nucléaires, investira dans de nouvelles technologies vertes et introduira de nouvelles mesures pour protéger la nature.

La France soutient les minorités sexuelles dans le monde

Catherine Colonna, ministre française des Affaires étrangères, a participé à la réunion du Groupe LGBT+ des Nations unies, en marge de la 78^e Assemblée générale.

Elle a annoncé la création par la France d'un fonds de 2 millions d'euros destiné « à soutenir celles et ceux qui défendent les droits des personnes LGBT+, les minorités sexuelles, à travers le monde ».

En 2022, la France s'était dotée d'un ambassadeur spécial pour les droits des LGBT+, Jean-Marc Berthon.

Recep Tayyip Erdoğan plaide pour la reconnaissance de la République turque de Chypre du Nord

Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a plaidé à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies pour la fin du système chypriote actuel et la reconnaissance de la République turque de Chypre du Nord.

Aujourd'hui la Türkiye est le seul État au monde à la reconnaître.

La Pologne, la Hongrie et la Slovaquie défient la Commission européenne

La Commission européenne a levé, le 15 septembre, les interdictions de commercialisation du blé, du maïs, du colza et du tournesol ukrainiens en Pologne, en Hongrie, en Slovaquie, en Bulgarie et en Roumanie.

Cependant, trois de ces États, la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie, ont immédiatement rétabli ces interdictions, violant les Traités européens. En outre, ils les ont étendues à 20 autres produits agricoles.

La Commission a débuté des négociations avec l'Ukraine au sujet de ces exportations agricoles, mais Kiev menace de saisir l'Organisation

mondiale du Commerce (OMC), y compris contre son allié polonais.

L'armée de Terre polonaise acquiert un équipement haut de gamme

La Pologne, qui dispose déjà de la plus grande armée de Terre d'Europe, prévoit des achats massifs d'équipements pour en faire la plus puissante d'Europe.

Elle devrait commander pour plusieurs milliards de dollars d'hélicoptères Apache, de chars Abrams et de HIMARS.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

La Pologne cesse de livrer des armes à l'Ukraine

La Pologne a annoncé cesser de livrer des armes à l'Ukraine afin de pouvoir financer son propre réarmement.

Le président polonais, Andrzej Duda, a évoqué un possible arrêt de l'aide aux réfugiés ukrainiens, compte tenu de l'opposition qu'ils rencontrent désormais dans l'opinion publique. Il a comparé l'Ukraine à un pays qui se noie et qui représente un danger pour son sauveteur : il arrive qu'un noyé se débâte de manière désordonnée et entraîne avec lui son sauveteur.

Le président Andrzej Duda, qui était jusqu'ici un partenaire essentiel de l'administration Zelensky, prend ses distances avec elle. Il est possible que ce revirement soit passager et s'explique par le contexte des élections parlementaires polonaises du 15 octobre,

comme il peut s'agir d'une stratégie de long terme.

Historiquement, les nationalistes intégraux ukrainiens ont massacré avec les nazis au moins un million de Polonais durant l'entre-deux-guerres et la Seconde Guerre mondiale.

Les agriculteurs bulgares protestent contre les importations de céréales ukrainiennes

La Bulgarie a finalement renoncé à édicter des règles interdisant l'importation de céréales ukrainiennes au-delà du 15 septembre.

Des agriculteurs ont immédiatement manifesté contre le gouvernement. Ils font valoir qu'ils ne peuvent pas lutter contre leurs concurrents ukrainiens qui reçoivent gratuitement leurs semences.

Le Parlement européen conteste les hausses des prix de l'électricité

Le Parlement européen a débuté des négociations avec la Commission pour réformer le marché de l'électricité dans l'Union.

Actuellement, les prix de l'énergie sont obligatoirement fixés sur ceux de la source d'énergie la plus chère. Or, les mesures coercitives unilatérales de l'UE contre les hydrocarbures russes ont mécaniquement provoqué une hausse drastique des prix de l'électricité.

L'Ukraine débute sa désoligarquisation

Le gouvernement ukrainien a débuté une désoligarquisation du pays en la présentant comme une action de « renforcement de la durabilité de la démocratie ».

Les partis fascistes ont historiquement à la fois favorisé les conglomérats et lutté contre les systèmes oligarchiques.

Le gouvernement ukrainien met en scène le mythe de la victoire de Kiev

Le gouvernement ukrainien a réuni les ambassadeurs présents à Kiev à l'aéroport Antonov de Hostomel. Il leur a montré les destructions opérées par l'armée russe et a développé le mythe selon lequel Moscou voulait prendre Kiev, mais a été repoussée.

En réalité, la Russie a débuté son opération militaire spéciale en détruisant l'aéroport de fret de Kiev. Il était le seul du pays capable de recevoir du fret militaire, donc un soutien aérien occidental.

La Russie n'a jamais souhaité prendre Kiev, donc son opération militaire spéciale n'a jamais pu y être mise en échec.

La Macédoine du Nord expulse des diplomates russes

La Macédoine du Nord a expulsé trois nouveaux diplomates russes. Ils s'ajoutent aux onze autres déjà expulsés depuis le début de l'opération militaire spéciale en Ukraine.

La Macédoine du Nord est candidate à l'adhésion à l'Union européenne. Elle a adopté les mesures coercitives unilatérales des Occidentaux contre la Russie.

La Russie débloque la situation au Haut-Karabagh

L'armée azérie a lancé une opération militaire éclair contre les séparatistes. Elle a fait plus de 200 morts en une seule journée et s'est traduite par une victoire incontestable.

Les forces de paix russes ont négocié le passage d'un convoi de la Croix-Rouge internationale (CICR) à travers le corridor de Latchine. 23 tonnes de blé et de médicaments ont été acheminées au Haut-Karabach azéri. Un deuxième convoi devrait suivre.

La population arménienne du Haut Karabagh commençait à souffrir de faim. Elle refusait de se

ravitainer par une route à travers l'Azerbaïdjan, considérant qu'elle n'est pas azérie, mais toujours arménienne. Or, l'Arménie a signé un accord de paix reconnaissant que la République d'Artsakh n'existe plus et que le Haut-Karabagh est bien un territoire azéri.

La diaspora arménienne pour une guerre de l'Occident contre l'Azerbaïdjan

La diaspora arménienne aux États-Unis exerce une très forte pression sur la Maison-Blanche pour que Washington intervienne militairement au Haut-Karabagh. Sa propagande dénonce un « génocide » commis par les Azéris contre les Arméniens de l'ancienne République d'Artsakh.

L'ensemble des puissances occidentales qui se sont unies contre la Russie reprend cette propagande.

Aucun État au monde, pas même l'Arménie, ne soutient que le Haut-Karabagh ne serait pas un territoire azéri, mais arménien.

Les autorités arméniennes du Haut-Karabagh ont conclu un cessez-le-feu avec l'armée azérie. L'Arménie n'a pas participé à la négociation.

L'Ukraine et les États-Unis accusés de préparer un coup d'État en Géorgie

Le service géorgien de Sécurité nationale a accusé Guéorgui Lortkipanidzé, chef-adjoint du contre-espionnage militaire ukrainien et ancien vice-ministre géorgien de l'Intérieur, de « comploter » pour « renverser le gouvernement de façon violente ».

Le complot prévoyait des manifestations anti-gouvernementales à Tbilissi « en octobre et en décembre », dates auxquelles devaient être publiées les prochaines évaluations sur l'avancée de la Géorgie vers l'adhésion à l'Union européenne.

Penny Pritzker dirigera la reconstruction de l'Ukraine

Le président des États-Unis, Joe Biden, a désigné Penny Pritzker pour diriger la reconstruction de l'Ukraine.

Mme Pritzker est issue d'une grande famille juive de Chicago. Après avoir dirigé l'entreprise familiale, Superior Bank of Chicago, elle était devenue la secrétaire au Commerce du président Barack Obama. Depuis cinq ans, elle présidait la Carnegie Endowment for International Peace. Son frère, J. B. Pritzker, est gouverneur de l'Illinois.

Penny Pritzker s'est présentée au président Volodymyr Zelensky en marge de la 78^e assemblée générale des Nations unies.

L'Ukraine contre la Russie devant la Cour internationale de Justice

Le 26 février 2022, l'Ukraine a déposé une plainte devant la Cour internationale de Justice (CIJ), l'organe judiciaire interne de l'Onu. Elle a contesté les « Allégations de génocide au titre de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide » utilisées par la Russie pour justifier son intervention militaire spéciale.

En l'absence de la Russie à la séance, la CIJ a rendu une ordonnance conservatoire avant le début du procès. Celle-ci dispose :

- « 1) La Fédération de Russie doit suspendre immédiatement les opérations militaires qu'elle a commencées le 24 février 2022 sur le territoire de l'Ukraine ;
- 2) La Fédération de Russie doit veiller à ce qu'aucune des unités militaires ou unités armées irrégulières qui pourraient agir sous sa direction ou bénéficier de son appui, ni aucune organisation ou personne qui pourrait se trouver sous son contrôle ou sa direction, ne commette d'actes tendant à la poursuite des opérations militaires visées au point 1 ci-dessus ;
- 3) Les deux parties doivent s'abstenir de tout acte qui risquerait d'aggraver ou d'étendre le

différend dont la Cour est saisie ou d'en rendre le règlement plus difficile. »

Le procès s'est ouvert le 20 septembre 2023. La Russie devrait présenter des preuves du génocide de la population du Donbass. Selon la Commission d'enquête russe au moins 20 000 personnes ont été torturées ou assassinées. La Russie affirme agir pour appliquer les accords de Minsk validés par la résolution 2202 du Conseil de Sécurité. Elle évite de citer l'« obligation de protéger » qu'elle considère être un concept ambigu conçu par les puissances impérialistes. Il a effectivement été utilisé la première fois par l'Empire britannique contre les Ottomans en Grèce.

Purge au ministère ukrainien de la Défense

Oleh Nemchinov, secrétaire général du Conseil des ministres ukrainiens, a annoncé une purge au sein du ministère de la Défense. Les six ministres adjoints ont été limogés : Hanna Maliar, Volodymyr Havrylov, Rostyslav Zamlynski, Denys Sharapov, Andriy Shevchenko et Vitaliy Deynega.

Aucune explication de ce mouvement de personnel n'a été rendue publique. Il intervient juste avant le voyage du président Volodymyr Zelensky aux États-Unis, alors qu'une critique de la corruption du ministère de la Défense se développe.

Deux semaines plus tôt, le président Zelensky avait nommé Roustem Oumerov ministre de la Défense.

Le tir sur le marché de Konstantinovka était imputable à une erreur ukrainienne

Selon une enquête du *New York Times*, le tir de missile sur le marché de Konstantinovka, le 6 septembre, n'est pas imputable à l'armée russe comme l'a prétendu le président Volodymyr Zelensky, mais à une erreur de l'armée ukrainienne.

Ce tir accidentel avait fait 16 morts.

Deux diplomates US expulsés de Russie

Moscou a déclaré *persona non grata* le premier secrétaire de l'ambassade des États-Unis Jeffrey Sillin, et le deuxième secrétaire, David Bernstein. Ils avaient repris contact avec un ancien employé du consulat US à Vladivostok qui a été arrêté plus tôt cette année pour espionnage militaire.

AFRIQUE

La Tunisie arrête les personnes migrant vers l'Union européenne

Le gouvernement tunisien a commencé une vaste opération anti-immigration après que plus 10 000 migrants sont parvenus à l'île de Lampedusa (Italie). Au moins 2 000 personnes ont été arrêtées et expulsées en plein désert.

Les migrants fuient des combats au Burkina Faso, au Mali, au Soudan et au Cameroun, ou des conditions économiques en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Érythrée, en Tunisie et en Égypte.

La vague actuelle préfigure ce que seront les migrations de la région lorsque débutera la guerre du Sahel et du bassin du lac Tchad planifiée par les Occidentaux.

L'Union européenne fournira cette année 840 millions d'euros à Tunis pour soutenir son économie et ses projets de câbles à fibres optiques et électriques entre l'UE et l'Afrique du Nord.

L'accord UE-Tunisie contre les migrations devrait servir de modèle à des accords identiques avec d'autres États d'Afrique du Nord.

La politique de l'UE en Afrique francophone

L'Union européenne tente de redéfinir sa politique en Afrique. Elle a pris des mesures coercitives unilatérales contre les juntas qui ont renversé les présidents prétendument élus au Mali, en Guinée Bissau et en Guinée, au

Burkina Faso, au Niger et au Gabon, reprenant l'attitude française.

Cependant elle a conscience que ses efforts militaires ont tous échoués. Les soldats qu'elle a formés soutiennent partout les coups d'État. Elle devrait pourtant lancer une nouvelle mission de formation civilo-militaire avec des policiers et des soldats au Ghana, au Togo, au Bénin et en Côte d'Ivoire.

ASIE

Rencontre de Benjamin Netanyahu et de Volodymyr Zelensky

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et le directeur du Mossad, David Barnea, ont rencontré le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, en marge de l'Assemblée générale de l'Onu.

Israël s'est engagé à poursuivre son soutien humanitaire aux Ukrainiens, mais pas à fournir un Dôme de fer capable d'intercepter des missiles à moyenne portée.

La familiarité entre les deux hommes trahissait un accord antérieur. Benjamin Netanyahu est un sioniste révisionniste, c'est-à-dire un disciple de Vladimir Jabotinsky qui fit alliance avec les nationalistes intégraux ukrainiens et fut exclu pour cela de l'Organisation sioniste mondiale. L'armée israélienne est violemment opposée à toute aide militaire aux successeurs des « massacreurs de juifs ». Le gouvernement de coalition agit donc avec prudence.

Le Quintette impatient de faire élire un président au Liban

Le Quintette (Arabie saoudite, États-Unis, Égypte, France et Qatar) s'est réuni en marge de la 78^e assemblée générale des Nations unies. Aucun communiqué n'a été publié à l'issue de ce sommet.

Le Quintette cherche une solution pour faire élire un président de la République libanaise. Il semble que l'Arabie saoudite et les États-Unis

soient insatisfaits de l'initiative française (la mission confiée à l'ancien ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian) et aient exigé un calendrier.

Bachar el-Assad en Chine

Le président syrien, Bachar el-Assad, devrait participer à la conférence internationale des routes de la soie (*Belt and Road Initiative* - BRI) en Chine. Il devrait y proposer de joindre le port de Lattaquié aux projets chinois.

Il participera déjà avec d'autres chefs d'État à la cérémonie d'ouverture des Jeux asiatiques à Hangzhou.

En le recevant, la Chine brise l'isolement, décrété par les Occidentaux, dont la Syrie est la victime.

Bachar el-Assad s'était rendu en Chine en 2004. La Syrie s'est engagée il y a plusieurs années à participer aux routes de la soie. Durant des siècles et jusqu'à l'ouverture du canal de Suez, elle était le passage obligé entre l'Océan indien et la mer Méditerranée. Un des objectifs de la guerre occidentale contre la Syrie était de couper cette route afin d'isoler l'Iran.

La Türkiye attaque le PKK en Iraq

L'armée turque a de nouveau attaqué des positions du PKK en Iraq. Des hélicoptères ont bombardé une trentaine de cibles.

Négociations saoudo-yéménites

Une délégation représentant les rebelles yéménites d'Ansar Allah (dits « houthis ») s'est rendue à Riyad pour discuter durant cinq jours d'une sortie de crise. Les pourparlers ont été rendus possibles par l'intermédiaire du sultanat d'Oman.

Les Nations unies estiment que les trois quart (21,6 millions) de la population ont besoin d'une aide humanitaire.

L'Arabie saoudite a déclaré, sans donner de détails, que des avancées significatives ont été convenues.

L'Iraq ne respecte pas le Pacte de Sécurité qu'il a signé avec l'Iran

En mars 2023, l'Iran et l'Iraq ont signé un Pacte de Sécurité prévoyant qu'aucun groupe armé n'utiliserait le territoire d'un des signataires pour attaquer l'autre. Cet accord a mis fin aux expéditions punitives des Gardiens de la Révolution, débutées en septembre 2022.

Le gouvernement iraquien de Bagdad a demandé au gouvernement régional kurde d'Erbil de faire évacuer les casernes des groupes armés kurdes à la frontière iranienne et de les relocaliser plus à l'intérieur de la région. Cependant, selon l'Iran une partie de ces engagements n'est toujours pas concrétisée.

Le ministre iranien de la Défense, le général Mohammad Reza Ashtiani, a déclaré que Téhéran ne prolongerait pas le pacte au-delà du 19 septembre et qu'une « décision de dernière minute » serait prise sur cette question.

L'Iran accuse l'AIEA de politisation et en tire les conséquences

L'Iran a retiré l'agrément des observateurs allemands et français de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA). Selon Téhéran, ces deux pays et le Royaume-Uni politisent l'agence.

Le directeur de l'AIEA, Rafaël Grossi, a considéré la décision comme « disproportionnée et sans précédent ». Cependant, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanaani, a fait valoir que son pays se référerait à l'article 9 de l'accord entre la République islamique d'Iran et l'AIEA sur l'application des garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Instrumentation de la mort de Mahsa Amini

Quatre membres des « Cinq yeux », les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie, ont arrêté des mesures coercitives unilatérales (qualifiées de « sanctions » par la propagande occidentale) à l'encontre de *Press TV*, *Tasnim News Agency* et *Fars News Agency*.

Les Anglo-Saxons souhaitent marquer l'anniversaire de la mort de la jeune kurde iranienne Mahsa Amini, décédée des suites d'un malaise lors de son arrestation.

La Nouvelle-Zélande ne s'est pas associée à cette décision. Son nouveau Premier ministre, Chris Hipkins, s'est déjà écarté de la politique commune des Cinq yeux sur la question chinoise.

De nombreux groupes chiïtes du Moyen-Orient ont dénoncé cette censure et celle de divers médias dans le reste du monde. Ainsi, le Hezbollah libanais a communiqué « Le véritable sens des sanctions contre les intellectuels, les auteurs, les professionnels des médias et les institutions médiatiques du monde entier est un aveu d'échec de la confrontation intellectuelle ».

Par ailleurs, la police iranienne a arrêté une cellule terroriste qui planifiait d'assassiner le père de Mahsa Amini.

Enfin, le Parlement européen devrait désigner Mahsa Amini, ou les femmes iraniennes ou encore le mouvement Femmes, vie, liberté comme lauréat du Prix Sakharov 2023.

L'administration Biden « sanctionne » l'ancien président Ahmadinejad

Le secrétariat au Trésor états-unien a édicté des mesures coercitives unilatérales à l'encontre de l'ancien président iranien, Mahmoud Ahmadinejad (2005-13) pour avoir pris de « mauvaises décisions » sans plus d'explication.

Le président Ahmadinejad n'a pas pris la parole en public depuis plus d'un an. Il lui avait été

interdit de se présenter à la dernière élection présidentielle et ses principaux collaborateurs ont été emprisonnés à la suite de procès à huis-clos. On ignore quel danger il représente aujourd'hui pour l'impérialisme états-unien.

La décision de l'administration Biden a été prise au titre de la loi Levinson sur les détentions d'otages, au moment où Washington et Téhéran ont conclu un échange d'espion.

Échange d'espions USA-Iran

L'échange d'espions négocié entre les États-Unis et l'Iran est effectif. 6 États-Uniens prisonniers en Iran ont été relâchés contre 5 Iraniens détenus aux États-Unis et le déblocage de 6 milliards de dollars de dépôt iranien en Corée du Sud.

Seules les identités de trois États-Uniens et de deux Iraniens ont été rendues publiques.

La Chine produit industriellement des puces électroniques plus avancées que celles des États-Unis

L'entreprise chinoise Huawei a lancé un nouveau modèle de téléphone portable, le Mate 60, disposant d'une puce disposant de capacités bien supérieures à celles de ses homologues US. On ignore comment ces puces ont été produites et par qui.

Les États-Unis avaient pris des mesures coercitives unilatérales pour empêcher la Chine populaire de disposer des puces fabriquées à Taïwan et aux États-Unis. Il s'agissait pour Washington de maintenir la Chine populaire dans un stade technique inférieur comme Londres avait maintenu l'Empire des Indes dans le sous-développement en interdisant d'y filer le coton. La production indienne devait être exportée à Manchester où les usines la filaient, puis les Britanniques revendaient les tissus en Inde.

Depuis juillet, les États-Unis tentent de priver la Chine de certains matériaux rares dont celle-ci dispose pourtant de réserves sur son propre territoire.

En 1999, les États-Unis avaient empêché la Chine d'avoir accès à leur système GPS. Mais Beijing s'est doté de son propre système de navigation, BeiDou (GNSS). Il est aujourd'hui le plus précis au monde avec 45 satellites et une trentaine de bases au sol.

Ces avancées technologiques renversent les choix possibles pour les autres États. Jusqu'ici, ils étaient tous dépendants des États-Unis, désormais ils ont le choix. Ou plutôt, s'ils souhaitent disposer du meilleur, ils doivent se tourner vers la Chine et rompre avec la politique coloniale d'isolement de Washington.

La guerre technologique voulue par Washington se retournera probablement contre les industries états-uniennes qui sont désormais dépassées.

La coopération stratégique sino-russe

Le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, a reçu le secrétaire du conseil de Sécurité russe, Nikolai Patrouchev. Les deux hommes ont dressé le bilan des relations sino-russes. Ils se sont félicités du soutien apporté par chaque partie aux questions fondamentales de sécurité de l'autre. C'est ainsi que, selon eux, doit fonctionner une coopération stratégique.

Pour Nikolai Patrouchev, « Au milieu de la campagne déclenchée par l'Occident collectif qui vise au double confinement de la Russie et de la Chine, il est particulièrement important d'approfondir encore la coordination et l'interaction russo-chinoises sur la scène internationale ».

Wang Yi a également rencontré son homologue russe, Sergueï Lavrov. Concernant le conflit ukrainien, la Chine affiche une stricte neutralité. La proposition en 12 points de Beijing ne se contente pas d'offrir un cessez-le-feu, elle entend résoudre les causes profondes de la crise.

Enfin Wang Yi a rencontré le président russe, Vladimir Poutine. Ce dernier a félicité la Chine pour avoir compris la première l'ampleur des changements dans le monde et avoir conduit les BRICS à leur élargissement. Wang Yi s'est dit

prêt à poursuivre la coopération entre les deux pays dans le cadre du consensus défini par les présidents Poutine et Xi.

La Chine n'a pas oublié l'Unité 731

La Chine a publié de nouveaux documents sur les activités de l'Unité 731 japonaise durant la Seconde Guerre mondiale. Elle a invité le Japon à regarder l'histoire et à réfléchir à ses crimes.

L'Unité 731 était un institut de recherche médicale. Les Japonais y pratiquèrent de nombreuses dissections d'êtres humains vivant et en bonne santé. À la fin de la guerre, les États-Unis ne jugèrent pas les officiers de l'Unité 731 au Tribunal de Tokyo, mais s'appuyèrent sur eux pour édifier le nouveau régime. Ils récupérèrent leurs expériences pour conduire leur programme d'armes biologiques qui, selon les autorités russes et chinoises, se poursuivait encore il y a peu en Ukraine.

Le criminel de masse Ryōichi Sasakawa devint l'homme le plus riche d'Asie. Il prit le contrôle de l'Organisation mondiale de la Santé. Sa statue orne toujours le hall d'entrée de l'OMS à Genève.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Expulsion de l'ambassadeur israélien de l'hémicycle des Nations unies

Par ailleurs, lors du discours du président iranien, Ebrahim Raïssi, à la 78^e assemblée générale des Nations unies, l'ambassadeur israélien, Gilad Erdan, s'est levé et a brandi une pancarte. Il s'agissait d'une photographie de Mahsa Amini avec un slogan surimprimé : « Les femmes iraniennes méritent la liberté MAINTENANT ». Il a été expulsé de l'hémicycle conformément au règlement intérieur.

Avant l'arrivée du président Ebrahim Raïssi aux Nations unies, l'ambassadeur d'Israël avait loué des panneaux publicitaires devant divers monuments pour mettre en cause le « boucher

de Téhéran » (allusion à son rôle dans les exécutions durant la révolution). Ces publicités rappelaient aux promeneurs qu'il était toujours sous sanctions et n'aurait pas le droit de visiter ces lieux.

L'incident de l'Assemblée générale montre que l'Onu est perçue par les Occidentaux comme une autorité morale, dont tous les membres devraient se conformer à leur vision du monde. Portant, les Nations unies sont statutairement un forum destiné à résoudre les conflits sans avoir à recourir à la guerre. Par définition, elles acceptent en leur sein des États différents qui, culturellement, s'opposent aux autres conceptions du monde.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Au G20, les pays en voie de développement se retournent contre les Occidentaux](#) », par Thierry Meyssan

Le G20, qui avait été créé par le G7 pour lui obéir, s'en est émancipé. Il n'a certes pas remis en cause le système capitaliste anglo-saxon, fondé sur l'anonymat des capitaux, mais il a cessé de signer les textes de Washington. Il participe encore aux projets occidentaux, mais ne se fait guère d'illusion sur leur mise en œuvre.

L'Iran, le Qatar et la Turquie dénoncent l'islamophobie européenne

Au cours du débat général de la 78^e assemblée générale des Nations unies, les présidents iranien et turc et l'émir du Qatar ont dénoncé les autodafés du Coran en Suède et les interdictions vestimentaires en France. Le secrétaire général António Guterres leur a donné raison sur ce dernier point, observant que ces interdictions ne concernent que les femmes et sont donc des discriminations sexistes.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°54 - 29 septembre 2023

ÉDITORIAL

Le discours de Sergueï Lavrov à l'Onu

Intervenant à la tribune de la 78^e Assemblée générale de l'Onu, Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères a d'abord rappelé la manière dont l'Occident collectif a conçu ses relations avec la Russie depuis la Victoire de 1945. Avant même la fin de la guerre, Londres et Berlin ont envisagé de la poursuivre contre Moscou, puis ce fut, en 1949, l'opération Dropshot et la perspective d'un bombardement nucléaire massif. En 1962, ce fut la crise des missiles de Cuba. Après 1989, ce furent les engagements écrits devant l'OSCE de ne pas étendre l'Otan. On sait qu'ils furent pris sans intention de les respecter. Et c'est ce qui a été fait. En 2021, une proposition russe visant à construire une nouvelle architecture de sécurité a été grossièrement rejetée.

Lors de vastes exercices militaires, les dirigeants de l'Otan ont déclaré avoir pour objectif d'infliger une « défaite stratégique » à la Russie. Cette obsession a enfin brouillé la vision de politiciens irresponsables qui se sont habitués à l'impunité et à l'abandon du sentiment fondamental d'auto-préservation.

Ils tentent aujourd'hui d'étendre leur zone d'influence en Asie sous le prétexte d'une « sécurité indivisible des zones Euro-Atlantique et Indo-Pacifique ». Dans la Déclaration de Vilnius de l'Alliance atlantique, le « partenariat croissant entre la Russie et la Chine » est décrit comme « une menace pour l'Otan ».

Alors que les BRICS et l'OCS grandissent, les Occidentaux continuent à prétendre être supérieurs aux autres, alors que la Charte de l'Onu pose des États souverains égaux, qu'ils soient grands ou petits. Josep Borrell, le chef de la diplomatie de l'UE, a pu parler de l'Occident comme d'un jardin en fleurs, tandis que le reste du monde ne serait qu'une jungle.

Les Occidentaux décrètent des mesures coercitives unilatérales, qu'ils assimilent abusivement à des sanctions internationales, au détriment des plus faibles.

L'égocentrisme occidental pousse à « ukrainiser » tous les sommets internationaux. Le Moyen-Orient aspire à la paix, ce qui suppose le règlement du conflit israélo-palestinien vieux de 70 ans. En éliminant Kadhafi dès qu'il eût renoncé à son programme nucléaire, les Occidentaux ont poussé à la nucléarisation générale. En assistant aux réactions indignées de l'Occident devant les coups d'État au Niger et au Gabon, comment ne pas penser à ses acclamations après le coup d'État sanglant en Ukraine (...)

(...) En 2009, les Occidentaux s'étaient engagés à consacrer 100 milliards de dollars chaque année pour financer la transition énergétique. Bien entendu, ils ne l'ont pas fait, au lieu de des 1 300 milliards de dollars annoncés pour le climat, ils ont dépensé 170 milliards pour soutenir le régime raciste de Kiev.

Nous devons réformer l'Onu en nous inspirant des expériences de l'ASEAN, de l'OTSC, de l'UEEA, de la CEI et du projet chinois de la Ceinture et de la Route. L'Onu a été créée en 1945, mais nous assistons aujourd'hui à un renouveau du nazisme. L'année dernière, l'Allemagne, l'Italie et le Japon ont voté pour la première fois contre la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant la glorification du nazisme.

Nous devons raviver l'Onu face à ceux qui divisent le monde en « démocraties » et « autocraties » et dictent leurs « règles » néocoloniales aux autres.

AMÉRIQUES

Le Parlement canadien honore un ancien SS

Lors de la réception du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, au Parlement fédéral canadien, le président de l'assemblée, Anthony Rota, a présenté un vétéran siégeant dans les bancs du public.

« Je suis très fier de dire qu'il est originaire de North Bay et de ma circonscription de Nipissing-Timiskaming. C'est un héros ukrainien, un héros canadien, et nous le remercions pour tout son service ». Il a précisé qu'il avait combattu pour la première division ukrainienne. Le président Zelensky a alors brandi le poing, sourire aux lèvres.

Ce vétéran est Yaroslav Hunk (98 ans). Il a combattu pour la première division ukrainienne, plus connue sous le nom de division SS Galicia. Il a participé à quantité de massacres de civils, principalement ukrainiens et polonais, souvent juifs.

À la suite de cette cérémonie, plusieurs organisations juives, dont le Centre des Amis de Simon Wiesenthal, ont émis de véhémentes protestations.

Un monument, qui honore les héros de la division SS Galicia, a été élevé à Edmonton (Canada) par Halyna Chomiak, mère de l'actuelle vice-Première ministre canadienne, Chrystia Freeland. Il vient d'être vandalisé.

Le Premier ministre canadien, William Lyon Mackenzie King, ami personnel d'Adolf Hitler, hébergea de nombreux criminels de guerre à la fin de la Seconde Guerre mondiale, dont Dmitry Dontsov, le fondateur du nationalisme intégral ukrainien. Dontsov, qui n'a pas été jugé à Nuremberg, était l'un des principaux organisateurs de la solution finale des questions tsiganes et juives en tant qu'administrateur de l'Institut Reinhard Heydrich. Son bras « exécutif », Stepan Bandera, est venu le visiter en toute légalité au Canada. Puis, le Premier ministre nazi Iaroslav Stetsko a été reçu triomphalement à Winnipeg.

L'actuelle vice-Premier ministre, Chrystia Freeland, petite-fille de Michael Chomiak, éditeur du principal journal nazi d'Europe centrale, a travaillé pour un groupe de criminel de guerre à réécrire l'histoire de l'Ukraine (Encyclopedia of Ukraine) en faisant accroire que les nationalistes intégraux ukrainiens n'ont jamais collaboré avec les nazis.

Le président de la Chambre des communes, Anthony Rota, a présenté ses excuses à la seule communauté juive, trois jours après avoir fait acclamer Yaroslav Hunk. Devant les protestations de l'ambassadeur de Pologne, il a finalement démissionné.

La crise canado-indienne suscitée par les « Cinq yeux »

Selon le *New York Times*, la National Security Agency (NSA) états-unienne a transmis au Canada des conversations interceptées de diplomates indiens. C'est sur cette base que le Premier ministre, Justin Trudeau, a accusé

L'Inde d'avoir commandité l'assassinat de militants sikhs sur le sol canadien.

Ottawa est membre des « Cinq yeux », l'alliance anglo-saxonne d'interception des communications.

Bharat dément tout assassinat par ses services secrets au Canada.

Les États-Unis ont identiquement organisé les accusations d'assassinat à l'étranger perpétrés par les services secrets russes.

Les États-Uniens favorables au Parti républicain

Selon un sondage YouGov, 43 % des adultes états-uniens voteraient pour le candidat du Parti républicain si les élections au Congrès avaient lieu aujourd'hui, contre 41 % pour ceux du parti démocrate.

Le président Volodymyr Zelensky n'est plus le bienvenu au Congrès

Le président Volodymyr Zelensky, qui s'était rendu à Washington après son discours à la 78^e assemblée générale des Nations unies, n'a pas été accueilli comme il le pensait. Le président républicain de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, s'est opposé à ce qu'il s'adresse au Congrès, contrairement à ce qu'il avait fait en décembre 2022, avec la présidente d'alors, Nancy Pelosi.

Par défaut, une réunion avec quelques sénateurs a été improvisée. Le président Joe Biden l'a reçu à la Maison-Blanche pour nettoyer cet affront, et le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, au Pentagone. Enfin l'Atlantic Council lui a rapidement décerné un prix.

Des parlementaires s'enquièrent de ce que devient l'aide envoyée à l'Ukraine

28 parlementaires républicains ont écrit à l'administration Biden pour connaître ce qu'il advient de l'aide financière à l'Ukraine.

L'administration ne semble pas capable de fournir des informations précises.

Cette démarche vise à bloquer le prochain projet d'aide à l'Ukraine d'une valeur de 24 milliards de dollars.

Le Pentagone planifie la continuité de l'aide à l'Ukraine

Le Pentagone a pris des dispositions pour maintenir la continuité de son soutien à l'Ukraine en cas d'interruption du financement de l'administration états-unienne.

Le président Joe Biden a annoncé à son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, une aide supplémentaire de 325 millions de dollars.

Le Pentagone hésite à cibler les populations civiles chinoises

En mai, l'Atlantic Council avait publié un [rapport](#) demandant de repenser la dissuasion nucléaire face à la Chine et à la Russie. Il préconisait de revenir à la doctrine de la Guerre froide de cibler les populations civiles des grandes villes.

Le Pentagone examine actuellement cette option. Une stratégie de dissuasion contre les villes implique des coûts plus modestes, comme le prétendent ses partisans, mais l'objectif prioritaire est de dissuader la guerre nucléaire dans la mesure du possible, sans s'appuyer sur des considérations budgétaires, a-t-il conclu.

Le fait de cibler des populations civiles, comme ce fut le cas à Hiroshima et à Nagasaki, constitue un crime de guerre.

Le Pentagone réactive son système de surveillance sous-marine

Le Pentagone a réactivé le commandement de la surveillance sous-marine. Il est basé près de Seattle sur l'île Whidbey. Le Système intégré de surveillance sous-marine (*Integrated Undersea Surveillance System* - IUSS) prévoit de moderniser le réseau existant de câbles espions acoustiques

sous-marins et d'équiper une flotte de navires de surveillance avec des capteurs de pointe et des microphones sous-marins.

La guerre en mer Noire a profondément renouvelé la guerre sous-marine. Désormais les drones sous-marins jouent un rôle central.

Washington prend des mesures coercitives unilatérales contre l'économie du Xinjiang

Les États-Unis ont pris des sanctions coercitives unilatérales (abusivement qualifiées de « sanctions internationales ») contre Xinjiang Tians Foundation Textile Co Ltd, Xinjiang Tianshan Wool Textile Co. Ltd, et Xinjiang zhongtai Group Co. Ltd.

Selon Washington, il s'agit de sanctionner le travail forcé des Ouïghours. Selon, Beijing, il s'agit d'empêcher le développement du Xinjiang.

Les États-Unis et le Haut-Commissariat aux Droits de l'homme des Nations unies accusent la Chine d'avoir interné en camp de rééducation 1 million d'Ouïghours. La Chine, quant à elle, reconnaît avoir interné quelques jihadistes.

Personne n'a rendu public d'information sur les capacités pénitentiaires de la Chine au Xinjiang. Au contraire, le Conseil d'Etat chinois a publié un livre blanc sur le respect et la protection de tous les groupes ethniques au Xinjiang (*Respecting and Protecting the Rights of All Ethnic Groups in Xinjiang*).

Le département d'État, les Israéliens et la Chine

Le département d'État a dispensé les citoyens israéliens de visa pour visiter les États-Unis.

Simultanément, le département d'État a mis en garde les citoyens US qui souhaiteraient se rendre en Chine face aux risques de détention arbitraire.

La Cour suprême sollicitée à propos des condamnations pour participation à la manifestation du 6 janvier 2021

Plusieurs des prévenus condamnés pour avoir participé à la prise du Capitole, le 6 janvier 2021, se sont tournés vers la Cour suprême. Ils souhaitent l'entendre dire si les procureurs fédéraux pouvaient ou non utiliser contre eux la loi Sarbanes-Oxley.

Celle-ci, adoptée en 2002 à la suite du scandale Enron, impose aux sociétés et aux conseils d'administration de conserver divers documents financiers.

Jamais les autorités n'avaient qualifié une manifestation politique au siège du gouvernement de « délit d'entrave à la justice ». En droit états-unien, le gouvernement est composé non seulement du pouvoir Exécutif, mais aussi du Législatif et du Judiciaire.

2° sommet des États-Unis et du Forum des îles du Pacifique

Les îles Salomon n'ont pas envoyé de délégation au 2° sommet des États-Unis et du Forum des îles du Pacifique.

Le F-35 est-il maudit ?

Le Bureau de la responsabilité gouvernementale (Government Accountability Office) a rendu public un rapport au Congrès intitulé *F-35 : Le département de la Défense et l'armée doivent réévaluer leur stratégie de maintien en puissance*.

Depuis le début de la réalisation de ce programme, les plaintes s'accumulent contre ses dépassements de budget et son incapacité à réaliser les performances concernant cet avion. Selon l'organisme de contrôle,

« Le programme est confronté à une capacité de réparation limitée, à un nombre croissant de composants en attente de réparation, à un taux croissant de personnes incapables de missions en raison des retards d'approvisionnement, à un manque d'accès aux données techniques pour

effectuer des réparations, à des quantités insuffisantes d'équipement de soutien et à un taux d'immobilisation record ».

Pour Dana Nessel, les électeurs qui croient qu'une victoire a été volée à Trump ont subi un lavage de cerveau

Dana Nessel, procureur général du Michigan, a participé à une visioconférence de *Protectors of Equality in Government*. Elle y a prétendu que les électeurs de Donald Trump ayant déclaré que l'ancien président avait remporté les élections ont subi un « lavage de cerveau ».

La santé de Joe Biden inquiète ses proches

Le président Joe Biden est aux prises avec plusieurs problèmes de santé. Il porte un masque à air la nuit pour traiter l'apnée du sommeil, a récemment été traité pour une forme de cancer de la peau et a des problèmes de mobilité attribués à de l'arthrite dans le dos et à la neuropathie des pieds. Le président est également traité pour un taux de cholestérol élevé et une fibrillation auriculaire, qui provoquent un rythme cardiaque irrégulier. Cependant son entourage est surtout préoccupé par sa baisse d'acuité mentale : Il trébuche souvent sur des mots ou confond des faits ; surtout il ne semble plus distinguer entre le vrai et le faux.

À titre d'exemple, le président Biden a déclaré que lui et le Premier ministre des Îles Cook, Mark Brown, étaient originaires de Baltimore, même si aucun des deux ne semble avoir de racines dans la ville du Maryland.

Son adversaire, l'ancien président Donald Trump, a évoqué le 25^e amendement. Celui-ci dispose que le président peut se déclarer incapable de poursuivre sa charge. Dans ce cas, la vice-présidente lui succède.

L'étau se resserre autour de Joe et Hunter Biden

La Commission des voies et moyens de la Chambre des représentants a rendu publiques des centaines de pages de courriels et d'autres documents liés aux enquêtes du fisc (IRS) et du FBI sur Hunter Biden. Ils comprennent un message WhatsApp adressé à Hunter Biden par le frère du président, James Biden. Celui-ci lie Joe Biden à la corruption de sa famille. D'autres documents attestent que des notes internes de la présidence des États-Unis ont été adressées par le cabinet de Joe Biden à des partenaires de son fils.

Les électeurs états-uniens insatisfaits de la politique économique de Joe Biden

44 % des États-Uniens déclarent dans la dernière enquête *ABC News/Washington Post* que leur situation financière s'est dégradée sous la présidence de Joe Biden, tandis que 15 % déclarent qu'ils s'en sortent mieux.

72 % se disent insatisfaits au plan économique.

Les casernes US sont insalubres

Dans un [rapport](#) de 118 pages, le Gouvernement Accountability Office (GAO) a dressé un état des casernes aux États-Unis.

Il atteste des conditions déplorables d'hébergement, sans chauffage, ni climatiseur, avec la présence de rongeurs et de punaises de lit. Il déplore que le Pentagone ne prenne pas en compte les multiples plaintes des jeunes engagés. Il dénonce des conditions de vie qui affectent la disponibilité du personnel.

L'affaire Travis King

Un soldat de l'armée de Terre états-unienne, Travis King, avait été condamné par un tribunal sud-coréen à verser 5 millions de dollars pour dommages et intérêt à la suite d'une agression. Profitant d'un moment d'inattention de sa hiérarchie, il s'est enfui en Corée du Nord. À la suite de médiations chinoise et suédoise, il a été

expulsé par les autorités de Pyongyang et rapatrié aux USA où il a été placé en détention.

« Le pouvoir et le but de la diplomatie américaine dans une nouvelle ère »

Résumé du discours prononcé, le 13 septembre, par le secrétaire d'État, Antony Blinken, à l'Ecole des études internationales avancées (SAIS) de l'université Johns Hopkins :

Pékin et Moscou travaillent ensemble pour rendre le monde sûr pour l'autocratie, grâce à leur « partenariat sans limite ».

Une poignée de gouvernements a utilisé des subventions, volé des droits de propriété intellectuelle et ont eu recours à d'autres pratiques qui faussent le marché pour obtenir un avantage déloyal dans des secteurs clés.

Les inégalités ont grimpé en flèche. Entre 1980 et 2020, les 1 % les plus riches ont accumulé autant que les 50 % les plus pauvres.

Davantage de démocraties sont menacées. Défiées de l'intérieur par des dirigeants élus qui exploitent les ressentiments et attisent les craintes, érodent les systèmes judiciaires indépendants et les médias, enrichissent des acolytes, durcissent la société civile et l'opposition politique ; et par des autocrates qui propagent la désinformation, qui arment la corruption, qui s'immiscent dans les élections.

Les États-Unis sont en position de force.

Nos concurrents prétendent que l'ordre actuel est une imposition occidentale, alors qu'en fait, les normes et les valeurs qui l'ancrent sont universelles et inscrites dans le droit international qu'ils ont signé. Ils prétendent que ce que les gouvernements font à l'intérieur de leurs frontières, c'est leur seule affaire, et que les droits de l'homme sont des valeurs subjectives qui varient d'une société à l'autre.

Notre renouveau national renforce le leadership américain dans le monde. Et c'est là qu'intervient le pouvoir et le but de la

diplomatie américaine : les alliances et les partenariats de l'Amérique. Nous avons élargi l'Otan à la Finlande et à la Suède. Nous transformons le G7 en comité de pilotage pour les démocraties les plus avancées du monde. Nous renforçons nos alliances et partenariats avec l'UE, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, les Philippines, l'Inde, le Vietnam, l'Arabie saoudite... Le Président Biden a accueilli des sommets avec des dirigeants des Amériques, de l'Asie du Sud-Est, de l'Afrique, des pays insulaires du Pacifique. Nous avons rassemblé nos alliés et partenaires pour soutenir l'Ukraine face à l'agression à grande échelle de la Russie. Nous avons créé un nouveau partenariat de sécurité – AUKUS – avec l'Australie et le Royaume-Uni.

Avec nos alliés et partenaires, nous nous sommes engagés à fournir 600 milliards de dollars de nouveaux investissements d'ici 2027 par le biais du Partenariat mondial pour l'infrastructure et l'investissement, ou IGP.

Les États-Unis sont le plus grand donateur au monde pour le Programme alimentaire mondial des Nations unies : nous fournissons environ 50 % de son budget annuel. La Russie et la Chine ? Moins de 1 % chacune.

Nous commençons avec nos partenaires les plus proches, comme le G7, avec qui nous concevons un code de conduite international pour les acteurs privés et les gouvernements qui développent une intelligence artificielle avancée.

Nous avons créé, avec plus d'une centaine d'États, une nouvelle coalition mondiale pour prévenir la fabrication et le trafic illicites de drogues synthétiques.

Dès son entrée en fonctions, le président Biden a rapidement rejoint les Accords de Paris sur le climat, l'Organisation mondiale de la santé, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies et l'UNESCO.

Le président Biden travaille avec le Congrès pour libérer de nouvelles capacités de prêt pour la Banque mondiale et le Fonds monétaire

international afin de fournir plus de financement pour des investissements dans l'atténuation du changement climatique, dans la Santé publique, etc.

Ainsi, lorsque Beijing et Moscou essaient de déchirer le système multilatéral ; lorsqu'ils prétendent à tort que l'ordre existe simplement pour promouvoir les intérêts de l'Occident au détriment des autres, un chœur mondial croissant de nations et de personnes se lèvera pour dire : non, le système que vous essayez de changer est notre système ; il sert nos intérêts.

EUROPE

La France se retire du Niger

Le président français, Emmanuel Macron, a annoncé le retrait de ses troupes et de son ambassadeur au Niger, Sylvain Itté. Les autorités de Niamey avaient déclaré celui-ci *persona non grata* et demandé le départ des troupes françaises.

Le président Macron a déclaré que le Niger ne souhaitait plus lutter contre les terroristes. C'est exactement le contraire : pour lutter contre les terroristes, la junte nigérienne entend expulser les services secrets qui les encadrent et qu'elle ne peut pas les distinguer de l'armée française.

Fuites de la Défense nationale française

La journaliste Ariane Lavrilleux a été brièvement arrêtée et interrogée pour « compromission du secret de la défense nationale » et « révélation d'information pouvant conduire à identifier un agent protégé ». Elle avait réalisé pour la chaîne publique *France2* un reportage sur « l'opération Sirli ». Elle y montrait que des informations données par la Direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE) à l'Égypte avaient été utilisées par Le Caire pour commettre des crimes et des délits.

Un haut fonctionnaire de la Défense a également été arrêté. Ce dernier a été inculpé et placé sous contrôle judiciaire.

L'Allemagne interdit deux organisations néo-nazies

Le ministère de l'Intérieur allemand a interdit le mois dernier l'organisation néo-nazie Hammerskins Deutschland et, cette semaine, l'Artgemeinschaft, avatar de la communauté nordique. 39 perquisitions ont été réalisées simultanément dans 12 länder.

Berlin contre Huawei

Le gouvernement allemand envisage d'interdire, pour des raisons de sécurité nationale, toutes les pièces fournies par le Chinois Huawei. Cela suppose des travaux d'environ 5 milliards d'euros dans 60 % des 82 000 stations de communication mobile du pays.

À ce jour, les menaces sur la sécurité nationale, qui ont été dénoncées par les États-Unis, ne sont pas prouvées.

Berlin s'ingère dans la campagne électorale polonaise

Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a mis en cause l'incurie du gouvernement polonais à faire cesser le trafic de visas.

Piotr Wawryk, ministre adjoint des Affaires étrangères, a déjà démissionné après que l'on a révélé la possibilité d'acheter pour 5 000 euros des visas polonais. Berlin insinue, sans preuve, que le scandale persiste et que les visas achetés sont très nombreux.

Zbigniew Rau, ministre polonais des Affaires étrangères, a perçu les propos du chancelier comme une ingérence dans la campagne des élections législatives polonaises. Il a répondu : « La dernière déclaration du chancelier allemand, Olaf Scholz, viole le principe de l'égalité souveraine des États, qui est le fondement des bonnes relations de voisinage et d'une coopération amicale, reconnu par le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne dans le traité de 1991 avec la Pologne. Il est clair que les compétences du

Chancelier allemand ne s'étendent pas aux procédures en cours en Pologne.

Les déclarations à ce sujet indiquent une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de l'État polonais et dans la campagne électorale en cours en Pologne. Au nom de bonnes relations bilatérales, je lance un appel au chancelier allemand pour qu'il respecte la souveraineté de la Pologne et s'abstienne de faire des déclarations qui nuisent à nos relations mutuelles. »

Rien ne va plus entre la Pologne et l'Ukraine

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky a déclaré à la tribune de la 78^e assemblée générale des Nations unies : « Certains de nos amis européens [la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie], jouent la solidarité sur la scène politique et font tout un drame avec les céréales (...) Ils feignent de jouer leur rôle, mais en fait ils préparent le terrain à l'acteur moscovite ».

Le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, lui a répondu : « Je veux dire au président ukrainien Volodymyr Zelensky de ne plus jamais insulter les Polonais, comme il l'a fait récemment lors de son discours à l'ONU, les Polonais ne le permettront jamais ».

La Pologne était jusqu'ici le principal allié de l'Ukraine. Elle a recueilli plus 1,5 million de réfugiés ukrainiens depuis le début de la guerre, acceptant de fermer la blessure du massacre de 120 000 Polonais par les nationalistes intégraux ukrainiens durant la Seconde Guerre mondiale.

La Pologne annonce demander l'extradition de Yaroslav Hunk

Przemyslaw Czarnek, ministre polonais de l'Éducation, a annoncé que son pays demanderait au Canada d'extrader le SS Yaroslav Hunk qui a été applaudi par la Chambre des communes.

En applaudissant Yaroslav Hunk, le président Volodymyr Zelensky a rouvert la blessure du

massacre de 120 000 Polonais par les nationalistes intégraux durant la Seconde Guerre mondiale.

Beata Szydło, ancienne Première ministre a twitté : « Les applaudissements de l'ancien SS Galicia au Parlement canadien s'inscrivent dans le cadre d'un problème plus vaste.

Les politiciens canadiens - bien que cela ne reflète pas très bien - n'ont peut-être pas su qui ils applaudissaient. Mais le président ukrainien n'a-t-il pas deviné ce que faisait le « héros ukrainien » vieux de 98 ans pendant la Seconde Guerre mondiale ? Peut-être le président Zelensky n'a-t-il pas remarqué le problème, tout comme il n'a pas accordé beaucoup d'attention au culte rendu aux formations ukrainiennes de la Seconde Guerre mondiale, qui collaboraient avec l'Allemagne nazie, qui devient de plus en plus courant en Ukraine.

Ces derniers mois, les Ukrainiens se sont battus courageusement contre la Russie et il semble qu'ils aient de nouveaux héros. J'espère que l'identité ukrainienne ne s'appuiera pas sur la base de la tradition rouge et noire ».

Les nationalistes intégraux ukrainiens ont surtout massacré des juifs, ukrainiens et polonais. À la différence des autorités russes, les autorités polonaises évitent de mentionner la judéité du président Zelensky.

La Pologne rouvre le dossier de Przewodów

La commission d'enquête polonaise sur les explosions survenues à Przewodów, le 15 novembre 2022, est arrivée à la conclusion que les missiles, qui ont tué deux personnes et détruit des installations agricoles, ont été tirés par l'Ukraine.

À l'époque, le président états-unien, Joe Biden, avait considéré que c'était une hypothèse probable. Il était intervenu pour calmer les Polonais.

La publication de cette information officielle est intervenue après que l'Ukraine a annoncé poursuivre la Pologne devant l'OMC et surtout après la glorification du SS Yaroslav Hunk par le Parlement canadien et le président ukrainien.

La Bulgarie expulse des prêtres russes

La Bulgarie a expulsé les trois prêtres de l'Église russe de Sofia pour espionnage.

Moscou a dénoncé l'application de la politique occidentale contre la culture russe « sous un prétexte inventé, de manière vexatoire et à l'encontre de tout respect dû au sacré ».

Nikol Pachinian menacé

Des SMS ont été envoyés à la population arménienne du Haut-Karabagh pour lui faire croire que des avions les attendaient à l'aéroport Khojaly pour les amener en Arménie. Lorsqu'une foule d'environ 10 000 personnes s'est amassée sur place, des photos et des vidéos ont été prises et distribuées aux médias occidentaux afin d'accuser le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, de trahison. Cette opération s'est déroulée le 21 septembre, fête nationale de l'Arménie.

Des forces pro-Occidentales tentent de préparer le renversement de Nikol Pachinian. Lui-même est arrivé au pouvoir, avec l'aide de George Soros, en renversant l'équipe pro-Russe de Serzh Sargsyan.

Espionnage des communications de responsables arméniens

Treize responsables gouvernementaux, militants des droits de l'homme, journalistes et universitaires arméniens ont été victimes d'espionnage par un pays étranger utilisant le logiciel espion israélien Pegasus, selon Amnesty International et le Citizen Lab.

Par le passé, l'Azerbaïdjan avait eu recours à ce logiciel, mais contre leurs propres citoyens.

Exode des Arméniens du Haut-Karabagh

2 906 Arméniens de l'ex-République d'Artsakh, qui ont perdu leurs maisons durant la journée de combats, sont arrivés en République d'Arménie escortés par les forces de paix russes. Au moins 50 000 autres réfugiés sont arrivés peu après.

Les autorités de l'ex-République d'Artsakh semblent partagées entre pro-Russes et pro-USA. Il semble que la seconde faction a demandé à toute la population de quitter le Haut-Karabagh.

Dans une allocution télévisée, le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a déclaré que si les Arméniens devaient « quitter leur patrie comme seul moyen de sauver leur vie et leur identité », la « responsabilité d'une telle évolution des événements incombera entièrement à l'Azerbaïdjan, qui a adopté une politique de nettoyage ethnique, et au contingent de maintien de la paix de la Fédération de Russie au Haut-Karabagh ».

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a déploré qu'« on tente de se dégager de la responsabilité des échecs de la politique intérieure et étrangère, en rejetant la faute sur Moscou ».

L'ancien président de la République d'Artsakh, le milliardaire Ruben Vardanyan, a en définitive été arrêté par les forces azéries.

Nouveaux affrontements au Kosovo

Le conflit qui oppose la population serbe du Kosovo aux autorités kosovares a repris. Un groupe armé de Serbes du Kosovo a été encerclé par la police kosovare. Il s'est réfugié dans un monastère orthodoxe. Des tireurs d'élite sont parvenus à en tuer trois, tandis que les insurgés tuaient un policier. La police kosovare a arrêté deux insurgés, ou peut-être six.

Les autorités kosovares accusent la Serbie d'avoir armé le bras de ces « terroristes ». La Türkiye a appelé les deux parties au dialogue.

L'Union européenne a pris le parti des autorités du Kosovo, mais s'est abstenue de qualifier les insurgés de « terroristes ».

La police chinoise a mis sur pied des patrouilles conjointes avec la police serbe à la frontière non-reconnue du Kosovo.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Le mensonge Zelensky touche à sa fin](#) », par Thierry Meyssan

Le voyage du président Volodymyr Zelensky aux États-Unis a levé les dernières ambiguïtés à son sujet. Chacun s'interrogeait sur sa stratégie. Il ne semble pas chercher à défendre les siens, car il mobilise tous ses hommes et les envoie mourir sur le front sans espoir de victoire. Désormais il apparaît comme n'hésitant pas à mentir, à tricher, et tentant par tous les moyens d'expulser certains États des organisations intergouvernementales.

Comment ne pas faire le parallèle avec Stepan Bandera qui massacra par milliers ses propres compatriotes dans les derniers jours de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire quand la défaite du Reich ne faisait aucun doute ?

• « [Le grand business de la guerre](#) », par Manlio Dinucci

Les historiens sont habitués à décrire certaines guerres comme des opérations d'investissement. Cependant la guerre en Ukraine bat tous les records. Sa poursuite n'a d'autre sens que les affaires qu'elle permet.

Selon la BBC, le commandant-en-chef des armées ukrainiennes est accusé de haute-trahison

Selon la BBC, le Service de sécurité de l'Ukraine (SBU) et le Bureau d'enquête de l'État enquêtent sur le général Valeri Zaloujny, commandant-en-chef des armées ukrainiennes.

Il lui est reproché de ne pas avoir poursuivi la « libération » du Sud du pays.

Il s'agit d'une accusation de haute-trahison.

Plusieurs hauts gradés ont déjà été interrogés, dont le commandant des forces de Défense Sergei Naev, l'ancien commandant de la zone Sud et le chef de l'administration de la région de Kherson, Andrei Kovalchuk.

Le général Valeri Zaloujny n'a plus assez d'hommes pour poursuivre la contre-offensive sur tous les fronts. Depuis deux semaines, son armée perdrait plus d'un millier d'hommes par jour. Des mesures ont été prises pour réquisitionner tous les hommes valides présents en Ukraine. La plupart des exemptions ont été abrogées.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

L'Ukraine renonce à poursuivre certains crimes et délits

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky a ratifié une loi adoucissant les sanctions pénales.

Les personnes reconnues coupables de 29 crimes ou délit seront placés sous contrôle judiciaire et non plus incarcérées. Elles devront signaler leurs changements d'adresse et ne seront pas autorisées à quitter le territoire.

Ces crimes et délits comprennent :

- Les coups et blessures intentionnels,
- Les violences domestiques,
- L'exploitation des enfants,
- Les viols.

L'amiral Viktor Sokolov se porte bien

L'amiral Viktor Sokolov, commandant de la flotte de la mer Noire, que l'Ukraine avait déclaré avoir tué, est apparu, le 26 septembre, lors d'une visioconférence avec le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou.

Les forces armées ukrainiennes avaient frappé le siège de la flotte de la mer Noire, à Sébastopol, le 22 septembre. Elles avaient déclaré avoir tué l'amiral Viktor Sokolov au cours d'une réunion de son état-major.

AFRIQUE

Les USA et l'UE font pression sur les EAU pour couper l'approvisionnement en armes des rebelles du Soudan

Les Forces d'action rapide du « général » Mohamed Hamdan Dagalo (dit « Hemeti ») sont soutenues par le Groupe Wagner au Soudan.

Un réseau de sociétés est dirigé par le frère cadet d'Hemeti, Algoney Hamdan Dagalo, depuis Dubaï. Il permet d'approvisionner en armes les Forces d'action rapide, principalement via l'aéroport d'Amdjarass dans l'est du Tchad.

Les États-Unis et l'Union européenne font pression sur les Émirats arabes unis pour qu'ils mettent fin à cette filière.

Le Mali dénonce le soutien de la France aux terroristes

À la tribune de la 78^e assemblée générale des Nations unies, le Premier ministre par intérim du Mali, Abdoulaye Maïga, a accusé « les autorités françaises, profondément anti-françaises pour avoir renié les valeurs morales universelles et trahi le lourd héritage humaniste des philosophes des lumières » de s'être « transformées en une junte au service de l'obscurantisme ». Il a accusé la « junte française nostalgique de pratique néocoloniale, condescendante, paternaliste et revancharde, qui a commandité et prémédité des sanctions inédites, illégales, illégitimes et inhumaines de la CEDEAO et de l'UEMOA » contre son pays. Il

a accusé la France d'avoir violé l'espace aérien malien plus d'une cinquantaine de fois en apportant des « renseignements, des armes et munitions aux groupes terroristes », il a rappelé que, le 15 août dernier, le Mali avait officiellement demandé une réunion urgente du Conseil de sécurité sur cette question et a reproché à la France de faire obstacle à un tel débat destiné à « la manifestation de la vérité » ; réunion qui ne s'est jamais tenue.

Le SSC-Khatumo revendique son indépendance du Somaliland

Les régions du Sool, de Sanaag et de Cayn se soulèvent contre l'État non-reconnu du Somaliland, principalement gouverné par l'ethnie Isaaq. Les régions SSC, quant à elles, sont majoritairement de l'ethnie Dhulbahante et soutenues par l'État non reconnu du Puntland.

Au cours des derniers mois, l'hôpital de Las Anod (SSC-Khatumo) a été frappé cinq fois par les troupes du Somaliland. Médecins sans frontières s'en est retiré en juillet dernier. Il vient à nouveau d'être bombardé.

Le président du Somaliland, Muse Bihi, accuse le SSC-Khatumo de s'appuyer sur des jihadistes, bien qu'aucun élément ne le confirme.

Au début de la guerre au Yémen, un état-major commun israélo-britanno-saoudien avait été installé au Somaliland.

L'ancien ministre britannique de la Défense (2017-19), Sir Gavin Williamson est devenu un invité régulier du Somaliland et en a obtenu la citoyenneté d'honneur. Il fait désormais campagne pour que le Royaume-Uni reconnaisse ce pays.

Sir Gavin Williamson avait été limogé de son poste de secrétaire à la Défense parce qu'il était accusé d'avoir fait fuiter des informations confidentielles, ce qu'il a toujours nié. Puis il a été contraint à démissionner de ses fonctions de ministre sans portefeuille pour avoir fait chanter des parlementaires.

Le Niger ferme son espace aérien à la France

La junte nigérienne a annoncé qu'elle fermait son espace aérien aux avions affrétés par la France. Cette interdiction s'applique également aux vols militaires tels qu'ils avaient été autorisés par le régime du président Mohamed Bazoum.

Violences après les élections générales au Zimbabwe

La députée zimbabwéenne Maureen Kademaunga, a été arrêtée sous un faux prétexte, puis relâchée. Le nouveau député Gift Ostallos Siziba, soutenu par la Fondation Obama, a aussi été arrêté. Il est accusé d'avoir provoqué une émeute de football à Bulawayo. Ces deux députés sont membres de la Coalition citoyenne pour le changement (CCC), issue du Mouvement pour le changement démocratique (MDC).

La mairesse-adjointe d'Harare, Kudzai Kadzombe, a été arrêtée pour agression envers un officiel de l'ANU-PF. Un élu, Womberaiishe Nhende, et une activiste, Sonele Mukhuhlan, ont été enlevés et torturés. Leurs avocats, Douglas Coltart et Tapiwa Muchineripi, ont été arrêtés et accusés d'avoir fait obstruction à la justice au cours de leur visite à leurs patients à l'hôpital.

Des jeunes de l'ANU-PF et les militants de Forever Associates (FA) ont attaqué et battu des candidats ou des membres de leur famille. Ils ont également incendié les fermes de candidats et de responsables de leurs partis.

ASIE

Israël vend des armes à l'Allemagne

Israël va vendre son système de défense antimissile Arrow-3 à l'Allemagne pour près de près de 4 milliards d'euros. Berlin entend pouvoir se protéger lui-même en cas de guerre avec la Russie.

La succession de Mahmoud Abbas

Alors que la santé du président Mahmoud Abbas est au plus mal, le Fatah est divisé en trois tendances :

La première est reliée au commandement traditionnel sous le leadership de Fathi Abou al-Ardate, chef de la sécurité nationale.

La seconde est sous la direction de Mohammad Abdel Hamid Issa (alias « Lino »), commandant du Kifah al-Moussallah (la lutte armée). Il s'inscrit dans la mouvance de l'ancien chef du Renseignement palestinien, Mohammad Dahlan, désormais appuyé par les Émirats arabes unis.

La troisième est menée par l'ancien chef militaire du Fateh, Mounir Maqdash, qui s'est rapproché ces dernières années de la mouvance islamiste.

Ce serait dans ce contexte qu'il faudrait interpréter les affrontements survenus au camp palestinien d'Ain el-Héloué, au Liban, et non pas dans la perspective de la formation d'un nouveau groupe islamiste.

Coopération sino-syrienne

Le président syrien Bachar el-Assad s'est rendu en Chine à la tête d'une importante délégation. Elle comprend le ministre des Affaires étrangères et des expatriés, Fayssal Mikdad, le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Mohammad Samer al-Khalil, le ministre des Affaires présidentielles, Mansour Azzam et la Conseillère spéciale à la présidence de la République, Buthaina Shaaban.

Le Premier ministre chinois, Li Qiang, recevant le président syrien, Bachar el-Assad, a déclaré que Beijing continuera de soutenir la Syrie dans la sauvegarde de son indépendance nationale, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, et qu'elle s'opposera à l'ingérence extérieure dans ses affaires intérieures.

La Chine se félicite de la participation de la Syrie à l'initiative « la Ceinture et la Route ».

Elle continuera de soutenir la reconstruction, le relèvement et le développement de la Syrie, et est disposée à étendre les échanges économiques et commerciaux bilatéraux.

Il a noté que la Chine est disposée à renforcer la coordination avec la Syrie pour lutter efficacement contre le terrorisme.

Lors de la rencontre avec Zhao Lijian, les deux hommes ont discuté de la manière de construire une communauté avec un avenir commun pour l'humanité. L'Assemblée nationale populaire chinoise est disposée à travailler avec l'Assemblée du Peuple de Syrie pour renforcer les échanges et la coopération entre les organes législatifs à tous les niveaux et contribuer à consolider l'amitié traditionnelle et à promouvoir la coopération pratique entre les deux pays.

Le président Bachar el-Assad a déclaré que le développement de la Chine est la croissance de la force pour la justice dans le monde, et qu'il espère que la Chine jouera un rôle plus important dans la promotion de la paix, de la justice et du progrès.

La Syrie dénonce le principe des mesures coercitives unilatérales à l'Onu

Bassam Sabbagh, représentant permanent de la Syrie à l'Onu, a déclaré lors de son intervention devant la 78^e Assemblée générale des Nations unies : « La Syrie réclame la levée des mesures coercitives qui la vise et qui prennent pour cible un certain nombre de pays, les considérant comme un terrorisme économique qui n'est pas moins brutal et dangereux que le terrorisme armé (...) Les politiques de chaos constructif adoptées par les États-Unis ont conduit à la déstabilisation et à l'insécurité dans notre région et ont provoqué l'émergence du terrorisme ».

Réouverture des négociations irano-US

Alors que les sanctions des Nations unies contre l'Iran expireront le 18 octobre, le Guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khameney, a autorisé de nouvelles négociations avec les États-Unis.

Elles devraient débiter dans quelques semaines à Oman.

Bharat saisit les biens d'un terroriste sikh en exil au Canada

L'Agence nationale d'enquête indienne (NIA) a saisi les biens de Gurpatwant Singh Pannun à Chandigarh et à Amritsar.

Gurpatwant Singh Pannun est un avocat, partisan de l'indépendance du Khalistan. Il est réfugié au Canada. Il est co-fondateur de Sikhs For Justice (SFJ), dont la section canadienne était présidée par Hardeep Singh Nijjar avant son assassinat.

Gurpatwant Singh Pannun vient de publier une vidéo appelant au renvoi des immigrés hindous canadiens à Bharat.

L'armée sud-coréenne est mal préparée

La Corée du Sud a procédé à un grand défilé militaire à l'occasion de la 75^e journée des Forces armées. Cependant cette démonstration de force a plus inquiété que rassuré : les soldats ne marchaient pas vraiment au pas ; le survol d'hélicoptères et d'avions de combat a été annulé en raison de la pluie ; les drones ont été exclus du spectacle.

Xi Jinping invite à respecter scrupuleusement les règles de l'OMC

Lors d'une réunion du Comité central du PCC, le président Xi Jinping a déclaré que l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) avait joué un rôle très favorable dans le développement du pays. Il a insisté pour que la Chine respecte à la lettre les statuts de l'organisation. Il a aussi souhaité qu'elle participe activement à sa réforme.

La vision chinoise d'un avenir commun

Selon le *Quotidien du peuple*, le concept d'un « avenir commun pour l'humanité » est fondé sur une longue pratique, une compréhension

approfondie des lois de l'histoire et une réflexion globale sur les questions mondiales.

Les six valeurs communes sont la paix, le développement, l'équité, la justice, la démocratie et la liberté.

La Chine précise sa critique du rôle international des États-Unis

Le Conseil d'État chinois a publié un livre blanc intitulé : *Une communauté mondiale de destin partagé : propositions et actions de la Chine*.

Il s'agit, sans la nommer, d'une prise de position officielle contre la politique extérieure des États-Unis. Jamais Beijing n'avait été aussi systématique et explicite.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Le Conseil de Sécurité à nouveau paralysé face au sabotage des gazoducs Nord Stream

Le Conseil de Sécurité de l'Onu a tenu sa 4^e réunion sur le sabotage des gazoducs Nord Stream. Impossible d'ignorer, a souligné le commentateur états-unien Jimmy Dore, que le président des États-Unis, Joe Biden, a clairement laissé entendre, le 9 février 2022, qu'il attaquerait le gazoduc Nord Stream 2 si la Russie envahissait l'Ukraine. Le journaliste allemand, Dirk Pohlmann, a critiqué l'enquête de ses confrères de la ZDF et montré l'impossibilité d'une opération menée depuis un voilier de plaisance. La station sismologique norvégienne NORSAR a indiqué qu'une magnitude de 2,1 à 2,3 avait été enregistrée lors de l'explosion, correspondant à une détonation de 650 à 900 kilogrammes de TNT. Cette opération a donc nécessité des moyens militaires.

La Fédération de Russie, après avoir pris connaissance de l'enquête du journaliste états-unien Seymour Hersh, a annoncé rédiger une proposition de résolution.

Le 27 mars dernier, la Fédération de Russie avait demandé la création d'une commission internationale indépendante pour faire la lumière sur le sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2 et en identifier les « auteurs, commanditaires, organisateurs et complices ». Texte qui avait été rejeté, après n'avoir recueilli que 3 voix pour et 12 abstentions.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),
Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°55 - 6 octobre 2023

ÉDITORIAL

Sabordage des Républicains à la Chambre des représentants

C'est une première historique au Congrès US. Huit parlementaires de la majorité ont ajouté leurs voix à la minorité pour destituer le président de la Chambre. Dans la situation actuelle, l'élection d'un nouveau président est impossible.

Officiellement, le désaccord porte sur la manière dont le président de la Chambre a permis à la Maison-Blanche de ne pas fermer l'administration en convenant d'ajouter une rallonge budgétaire.

Officieusement, la destitution du président de la Chambre fait espérer au parti de la guerre que des crédits pourront à nouveau être votés pour l'Ukraine. Elle permet aussi au Parti démocrate d'espérer l'échec de la procédure de destitution de Joe Biden.

Le représentant Patrick McHenry (républicain de Caroline du Nord) a été élu comme président temporaire. Trois parlementaires sont susceptibles de lui succéder : Steve Scalise (Louisiane), Jim Jordan (Ohio), et Kevin Hern (Oklahoma).

Dès son élection, le président temporaire, Patrick McHenry, a annoncé l'expulsion de leurs bureaux de l'ancienne présidente de la Chambre, la démocrate Nancy Pelosi, et de son âme damnée, l'ancien élu du Maryland, Steny H. Hoyer.

La scission du Parti républicain est un véritable suicide. Il fait suite au suicide des Démocrates qui persistent à prétendre que l'élection présidentielle de 2020 était démocratique alors son dépouillement s'est parfois tenu à huis-clos.

On ignore quelle nouvelle magouille permettra de prolonger la vie des institutions, mais désormais les États-Uniens n'ont plus confiance en elles. Elles ne sont plus légitimes.

Le régime politique états-unien est mort.

AMÉRIQUES

Justin Trudeau présente des « excuses »

Justin Trudeau, Premier ministre du Canada, a présenté ses excuses après l'acclamation d'un ancien SS par la Chambre des communes.

« Je tiens à présenter mes plus sincères excuses pour ce qui s'est passé vendredi et pour la situation dans laquelle le président Zelensky et la délégation ukrainienne ont été placés. C'était une terrible erreur et une violation de la mémoire de ceux qui ont cruellement souffert aux mains du régime nazi ».

Contrairement à ce que laisse entendre M. Trudeau, ni le président ukrainien Volodymyr Zelensky, ni la vice-Première ministre canadienne, Chrystia Freeman, ignoraient que l'expression « première division ukrainienne » désigne la SS Galicia.

M. Zelensky est un soutien des nationalistes intégraux. Il s'est fait [filmer](#) le mois dernier aux côtés de leur « führer ».

[Mme Freeland](#) est la co-autrice de l'*Encyclopédie de l'Ukraine* ; un ouvrage révisionniste visant à faire accroire que les nationalistes intégraux ont combattu à la fois contre les Soviétiques et contre les nazis.

« Il y a eu un moment dans notre histoire où il était plus facile d'entrer au Canada en tant que nazi qu'en tant que juif. Je pense que c'est une histoire avec laquelle nous devons nous réconcilier », a déclaré au *National Post* Marc Miller, ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté. Le Canada pourrait déclassifier des documents sur la présence de criminels de guerre nazis dans le pays. Au moins 600 membres de la SS Galicia ont été autorisés à immigrer au Canada après la Seconde Guerre mondiale.

Le Canada ne respecte pas ses propres mesures coercitives unilatérales contre la Russie

Selon *Le Devoir*, les autorités canadiennes auraient délivré depuis mars 2022 « plus d'une dizaine de permis spéciaux » à des entreprises nationales afin de contourner leur propre régime de sanctions contre Moscou.

Seraient notamment concernées des « pièces d'aluminium », des « convertisseurs statiques électriques et des "appareils à rayons X et appareils utilisant les radiations alpha, bêta, gamma ou d'autres radiations ionisantes" ».

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

La candidature du philosophe noir Cornel West

Le philosophe de gauche, Cornel West, a annoncé qu'il se présenterait à l'élection présidentielle de 2024 pour le Parti populaire. Il pourrait également obtenir le soutien du Parti Vert.

Professeur d'université, il a beaucoup écrit sur la situation des afro-américains et la pauvreté. Il a animé une émission de radio, a chanté du rap et a été conseiller pour la série des films *Matrix*.

Il avait soutenu l'élection de Barack Obama avant de se retourner contre lui, déclarant qu'il n'était qu'une sorte de « Rockefeller républicain à masque noir ».

Il avait été la première personnalité à apporter son soutien à la grève des Travailleurs unis de

l'automobile. Donald Trump et Joe Biden l'ont suivi sur ce terrain.

Cette candidature s'ajoute à celle de Robert F. Kennedy Jr.

S'il n'est pas en mesure de faire un beau score, la candidature de Cornel West siphonnera les voix de Joe Biden qui ne pourra plus espérer réunir une majorité de voix.

Crise du recrutement de l'armée de Terre US

L'armée de Terre des États-Unis (US Army) ne parvient plus à recruter. La baisse des effectifs menace l'ensemble de son fonctionnement et de ses ambitions.

L'Army n'a pas le pouvoir de changer certains facteurs, comme l'épidémie d'obésité dans la classe d'âge des recrues.

La secrétaire à l'Army, Christine Wormuth et son chef d'état-major, le général Randy George, ont annoncé un nouveau programme. Désormais les recruteurs ne seront plus des fantassins, mais des personnes extérieures à l'Army, spécialisées dans la gestion du personnel.

Washington dénonce la « propagande » chinoise

Selon un rapport du département d'État US, *How the People's Republic of China Seeks to Reshape the Global Information Environment* (« Comment la République populaire de Chine cherche à remodeler l'environnement mondial de l'information »), la Chine fait la promotion de « l'autoritarisme numérique ». Elle finance de la propagande, en faisant disparaître des informations critiques ou encore en contrôlant des médias de langue chinoise.

Selon James Rubin, le coordinateur de la communication du département d'État, « une destruction lente et régulière des valeurs démocratiques » est à craindre.

La propagande chinoise serait le fait du département du Travail du Front uni (UFWD) du Parti communiste, de celui du Central de Propagande du PCC et du ministère de la Sécurité d'État.

Beijing a répondu : « Les États-Unis sont eux-mêmes les pionniers de la guerre de l'information à destination de l'opinion publique ». Il cite l'opération Mockingbird de la CIA durant la Guerre froide, destinée à influencer les médias US et étrangers, ou encore l'intervention mensongère de l'ex-secrétaire d'État Colin Powell devant le Conseil de sécurité de l'Onu pour dénoncer les prétendues armes de destruction massives irakiennes. Selon le ministère chinois des Affaires étrangères, « Les faits ont prouvé à maintes reprises que les États-Unis méritent largement leur titre d'empire du mensonge (...) De plus en plus de gens voient à travers les couches de mensonges tissées par les États-Unis pour couvrir leurs propres méfaits et leur façon peu glorieuse de maintenir leur hégémonie en salissant les autres ».

Le général Mark Milley cède sa place au général Charles Q. Brown Jr

Le président du Comité des chefs d'état-major, le général Mark Milley, est parti en retraite. À l'occasion de la passation de pouvoir avec son successeur, le général Charles Q. Brown Jr., il a prononcé un discours en présence du président Joe Biden.

Il a insisté sur le fait que les militaires US ne prêtent pas serment à un despote, mais à la Constitution. Ils se dévouent à leur conception des États-Unis et se préparent à mourir pour elle.

Le général Mark Milley s'est opposé aux plans du président Donald Trump de retirer les troupes US des pays qu'elles occupent en violation du droit international, l'Iraq et la Syrie, et d'utiliser ses troupes contre les manifestations raciales aux États-Unis. En pleine négociation commerciale avec Beijing, il avait appelé son homologue chinois pour l'assurer que

le président Trump n'était pas sérieux lorsqu'il menaçait son pays de guerre.

La semaine dernière l'ancien président Donald Trump l'a qualifié de « traître », précisant qu'en d'autres temps, il aurait été « condamné à la peine de mort ». Prenant ces remarques au sérieux, le général Mark Milley et sa famille ont demandé et obtenu une protection policière.

La surveillance de masse des États-Uniens en question

La Cour chargée de vérifier la manière dont le gouvernement US applique le *Foreign Intelligence Surveillance Act* de 1978 a rendu son rapport. Elle assure que cette loi est indispensable à la lutte contre le terrorisme.

Depuis les révélations d'Edward Snowden, on sait que les services de Renseignement utilisent la section 702 de cette loi pour se livrer à une surveillance de masse.

En principe, cette loi ne s'applique qu'aux étrangers, mais on a appris de diverses sources que le FBI a la possibilité de consulter les données et de requérir des surveillances.

Il est peu probable que le Congrès vote la reconduction de cette loi sans la modifier.

Le diocèse catholique du Maryland en faillite

Mgr. William E. Lori, archevêque de Baltimore, a placé le plus grand diocèse catholique des États-Unis en faillite. Cette procédure lui permettra de régler au mieux un grand nombre de poursuites judiciaires pour des cas historiques d'abus sexuels sur des enfants.

« Des frais juridiques faramineux et des dommages et intérêts pour quelques victimes auraient épuisé nos ressources financières, laissant la grande majorité des victimes sans compensation tout en mettant fin aux ministères sur lesquels les familles du Maryland comptent pour leur soutien matériel et spirituel », a déclaré le prélat.

Donald Trump interdit de commenter la partialité de ses juges

Le juge Arthur Engoron de New York a mis en garde l'ancien président Donald Trump pour insulte à la Cour. Le prévenu avait publié un photo de l'assistante du magistrat, Allison Greenfield, posant avec le chef de la majorité sénatoriale, le démocrate Charles E. Schumer, avec le commentaire « Sa petite amie mène cette affaire contre moi ! ».

M. Trump et son entreprise sont accusés d'avoir gonflé à plusieurs reprises la valeur de leurs propriétés pour obtenir de meilleures conditions financières sur des prêts et des polices d'assurance.

L'administration Biden reprend la construction du mur à la frontière mexicaine

Selon la Constitution, les États fédérés ont le droit de se défendre contre une invasion. Selon le Texas, c'est exactement ce qui est advenu avec les cartels de la drogue et crise des migrants, tandis que selon la Maison-Blanche ce texte ne s'applique qu'à une armée hostile qui tente de renverser les institutions.

Le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a commencé à installer, sur le fleuve qui sert de frontière, une barrière flottante sophistiquée, impossible à franchir. Plusieurs personnes se sont noyées en essayant portant de la traverser.

Cette barrière pose un problème diplomatique dans la mesure où elle se trouve partiellement dans les eaux mexicaines. Elle a permis de stopper complètement le transport de drogue et le franchissement illégal de la frontière par des migrants.

Contredisant l'engagement du président Joe Biden de ne jamais construire un pied de plus du mur de Donald Trump à la frontière mexicaine, le secrétaire à la sécurité de la Patrie, Alejandro Mayorkas, a déclaré qu'il y a un besoin urgent de le construire au Texas.

Il a publié une ordonnance dérogeant à 26 lois fédérales, dont la loi sur les espèces en voie de disparition, la loi sur la qualité de l'air, la loi sur l'eau propre, la loi sur la protection du pygargue à tête blanche et de l'aigle royal et la loi sur la protection et le rapatriement des tombes amérindiennes.

EUROPE

Synode sur l'avenir de l'Église catholique

Le dicastère pour la Doctrine de la Foi a publié les nouvelles instructions du Saint-Siège concernant les personnes homosexuelles.

Le pape François, qui avait déjà accepté le principe de mariages civils pour les couples de même sexe, indique désormais son soutien potentiel à une « bénédiction » de l'Église pour ces couples, à condition que le partenariat ne ressemble pas au sacrement du mariage.

L'Église catholique revient ainsi à la position des premiers chrétiens. Les disciples de Saint-Paul (Église de Damas) acceptaient les couples gays et les bénissaient lors d'une cérémonie particulière. Au contraire les disciples de Saint-Jacques (Église de Jérusalem) ne les considéraient pas comme chrétiens.

C'est dans ce contexte que le pape François a ouvert à tous une assemblée générale ordinaire des évêques sur « [Pour une Église synodale : communion, participation et mission](#) ».

« Nous ne sommes pas ici pour créer un parlement, mais pour marcher ensemble sous le regard de Jésus », a-t-il déclaré. Avant même qu'il ne commence, ce rassemblement était historique car François avait décidé de laisser les femmes et les laïcs voter aux côtés des évêques sur tout document final. À l'intérieur de l'auditorium synodal, des femmes et des laïcs étaient assis à des tables rondes aux côtés des cardinaux et des évêques, plutôt que dans la rangée supérieure et arrière de la salle d'audience du Vatican comme lors des synodes précédents.

Le Royaume-Uni au secours de l'Ukraine

Les forces armées britanniques coordonnent les programmes de formation des soldats ukrainiens dispensés par 10 États membres de l'Otan.

De l'avis des spécialistes, si ces formations sont de haute qualité, elle ne correspondent pas aux guerres modernes, mais reproduisent le meilleur de ce qu'elles ont fait durant la Seconde Guerre mondiale. Elles ignorent les moyens de surveillance et de combat aériens modernes, notamment l'usage des satellites et des drones dans lesquels les Russes excellent. Ce qui explique les résultats catastrophiques sur le terrain.

Grant Shapps, ministre britannique de la Défense, et l'amiral Sir Tony Radakin, chef d'État-major britannique, sont venus en visite en Ukraine.

Lors d'une interview par *War on the Rocks*, [Sir Radakin](#) a déclaré : « C'est une guerre viscérale où le temps et les mesures sont ajustées. Ce que vous voyez ici, c'est une Ukraine qui s'adapte à des défenses russes solides, mais qui garde l'initiative, en vient à bout et enregistre des progrès ». Néanmoins, « une fois effectuées les simulations et les estimations concernant la Russie, il s'est avéré que certaines lignes de défense russes étaient plus robustes que prévu ».

La lutte contre la pornocriminalité en France, infiltrée par l'ordre moral

Le Haut-Conseil français à l'égalité entre les femmes et les hommes a rendu un rapport intitulé *Pornocriminalité : Mettons fin à l'impunité de l'industrie pornographique*.

S'il dresse un bilan accablant des pratiques sur Internet et propose des mesures pour lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs et contre la diffusion d'atteintes volontaires à l'intégrité des personnes, il mélange cependant les genres. Ainsi, il véhicule aussi des points de vue moraux anti-prostitutionnels et des a-priori sexistes. Il interprète les rapports homosexuels selon des préjugés hétérosexuels. Sa 33°

recommandation est de « Bannir le terme "travail du sexe" de toute communication publique, État ou collectivité ».

Robert Fico, opposé au régime Zelensky, gagne les législatives slovaques

Contrairement aux sondages réalisés à la sortie des urnes, les élections législatives slovaques ont été gagnées par l'opposition. 13 partis concouraient.

Le SMER-SD (social-démocrate, eurosceptique) de Robert Fico comptabilise 22,95 % des voix et obtient 42 sièges sur 150 ;

Le PS (social-libéral, europhile) de Michal Šimečka comptabilise 17,96 % des voix et obtient 32 sièges ;

Le HLAS-SD (social-démocrate, europhile) de Peter Pellegrini comptabilise 14,70 % des voix et obtient 27 sièges.

4 autres partis entrent au Parlement, tandis que six autres ne dépassent pas la barre des 5 % requise.

L'ancien président du gouvernement, Robert Fico (2006-10 et 2012-18), sort donc vainqueur. Il a mené sa campagne en dénonçant le soutien de l'UE et de l'Otan à l'Ukraine, rappelant que depuis 2014, l'Ukraine est gouvernée par des putschistes nazis. L'incident à la Chambres des communes du Canada lui a donné raison. Il a également dénoncé le flux de migrants à travers le pays et l'aide que Bruxelles leur apporte. Enfin, il a dénoncé la théorie du genre et le mariage homosexuel.

Mateusz Morawiecki met en garde l'Ukraine contre un accord avec l'Allemagne

Intervenant au congrès de son parti, Droit et Justice (PiS), Mateusz Morawiecki, Premier ministre polonais, a déclaré : « Je comprends qu'il [le président ukrainien] pense maintenant qu'il y aura une alliance étroite [de son pays] avec l'Allemagne. Je vous préviens, les

Allemands voudront toujours traiter avec les Russes par-dessus les têtes des États d'Europe centrale (...) C'est la Pologne qui a pris quelques millions d'Ukrainiens sous son toit, ce sont les Polonais qui ont accueilli les Ukrainiens (...) cela vaut la peine que vous ne l'oubliez pas, président Zelensky ».

Mateusz Morawiecki a convaincu son auditoire. La Pologne a disparu quatre fois, sous les coups de l'Allemagne et de la Russie. Il n'a, par contre, pas convaincu les Ukrainiens : les nationalistes intégraux ne pensent plus rationnellement. Ils se sont constitués durant la Première Guerre mondiale comme des agents de l'Allemagne. Celle-ci ne les a jamais trahis, mais a perdu les deux Guerres mondiales.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Rien ne va plus entre la Pologne et l'Ukraine](#) » ; par Thierry Meyssan

La Pologne, qui était jusqu'ici un allié fidèle de l'Ukraine, réalise subitement qui sont vraiment les dirigeants de ce pays. L'affaire Yaroslav Hunk au Parlement canadien a mis le feu aux poudres. Toute la classe politique y va de sa condamnation des nationalistes intégraux ukrainiens. Une série de litiges s'accumule. Ce revirement intervient au moment où la majorité républicaine à la Chambre des représentants US souhaite prendre ses distances avec le conflit ukrainien.

La Hongrie et la Slovaquie s'opposent à l'ouverture des négociations d'adhésion de l'Ukraine à l'UE

Les Occidentaux ne peuvent plus envoyer de munitions en Ukraine car ils n'en ont plus. Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne ont décidé de hâter l'adhésion de l'Ukraine à l'UE pour lui venir en aide. Cependant, deux d'entre eux, Viktor Orbán (Hongrie) et Robert Fico (Slovaquie) exigent que l'on suive les procédures, ce qui est actuellement impossible.

Pour le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, « Est-il approprié de démarrer des négociations avec un pays en guerre ? Nous ne connaissons pas les dimensions du territoire [de l'Ukraine], du fait de la guerre en cours. Ni la taille de sa population, vu le flot de réfugiés ». Intégrer cet État « sans être au fait de ces paramètres serait une décision sans précédent » alors que « tout le système de décisions dans l'UE est basé » sur de tels éléments.

Le Conseil des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne a reconnu la candidature de l'Ukraine, en juin 2022. Cependant, les négociations d'adhésion n'ont pas encore commencé.

L'UE a précisé ainsi ses conditions d'adhésion :

- Critère politique : institutions stables garantissant la démocratie, l'état de droit, le respect des minorités et leur protection ;
- Critère économique : économie de marché viable et capable de faire face aux forces du marché et à la pression concurrentielle à l'intérieur de l'Union ;
- Acquis de l'Union européenne : aptitude à assumer les obligations découlant de l'adhésion, et notamment à souscrire aux objectifs de l'Union politique, économique et monétaire.
- Capacité d'intégration de l'Union.

L'Otan s'active pour empêcher la constitution d'un gouvernement en Slovaquie et contraindre le vainqueur des élections, Robert Fico, à démissionner.

Le Parlement européen favorable à l'adhésion de la Moldavie

Le Parlement européen a adopté une résolution demandant l'ouverture de négociations d'adhésion de la Moldavie.

En droit international, la Moldavie comprend le territoire de la Transnistrie. Cependant, historiquement elle a mené une [opération](#)

[militaire](#) avec la Roumanie, sous commandement Otan, pour écraser cet État lors de la dissolution de l'Union soviétique.

Le Kremlin envisage de poursuivre son opération militaire spéciale en Ukraine et de relier la Novorossia à la Transnistrie, en prenant Odessa.

La Transnistrie, ancien lieu de villégiature des scientifiques soviétiques, est un État non-reconnu, sous le nom de « République moldave du Dniestr ».

Nominations à Bruxelles

Le Parlement a approuvé le Hollandais Wopke Hoekstra comme commissaire chargé de l'Action climatique (en remplacement de Frans Timmermans qui brigue le poste de Premier ministre) et le Slovaque Maroš Šefčovič en tant que vice-président exécutif du Pacte vert.

Le Parlement européen souhaite renforcer et protéger l'indépendance de la presse

Le Parlement souhaite que le Comité européen pour les services de médias – un nouvel organisme de l'UE qui sera créé dans le cadre de la loi sur la liberté des médias – soit juridiquement et fonctionnellement indépendant de la Commission et qu'il puisse agir indépendamment de celle-ci. Les députés encouragent aussi la création d'un « groupe d'experts », représentant le secteur des médias et la société civile, pour conseiller le nouveau comité.

Tension en Serbie et au Kosovo

Le ministre serbe de la Défense, Miloš Vučević, a comparé les membres du commando paramilitaire tués au Kosovo aux Serbes tombés par le passé « pour la liberté du Kosovo et pour la liberté de la Serbie [...] ce sont les nouveaux morts dans cette lignée de héros ou de victimes [...] pour la liberté du peuple serbe au Kosovo ».

Le Premier ministre de l'État non reconnu du Kosovo, Albin Kurti, avait déjà déclaré que « Les auteurs n'ont pas agi seuls mais avec un soutien étatique ». Il a immédiatement ajouté que la Serbie « doit être tenue pleinement responsable du soutien à la violence terroriste sur le territoire » kosovar. « Ce ne sont pas des citoyens serbes ordinaires du Kosovo, mais des troupes soutenues par l'État serbe qui sont les auteurs de ces attaques terroristes ».

Le président serbe, Aleksandar Vučić, a proclamé une journée de deuil national. Il a commenté : « Du point de vue de la Constitution serbe, chacun est citoyen de notre pays. En Serbie, on célèbre le jour de deuil des trois Serbes et du policier [kosovar] assassiné ».

La République d'Artsakh n'est plus

Le général Samvel Chakhramanian, président de la République d'Artsakh, a publié un décret annonçant la dissolution de toutes les institutions de son État, au plus tard, le 31 décembre 2023.

Aucun État au monde, pas même l'Arménie, n'avait reconnu la République d'Artsakh (Haut-Karabagh).

Au moins 100 000 Arméniens du Haut-Karabagh, sur les 120 000 qui y habitaient, ont pris la route de l'exil après la victoire militaire éclair de l'Azerbaïdjan qui a fait 600 morts.

Le milliardaire Ruben Vardanian, ancien ministre d'État de la République d'Artsakh, et David Babaïan, ancien ministre des Affaires étrangères, ont été arrêtés en Azerbaïdjan et placés en détention provisoire pour « financement du terrorisme ».

L'Arménie a prié la [Cour internationale de Justice \(CIJ\)](#), c'est-à-dire le tribunal interne de l'Onu, de rappeler à l'Azerbaïdjan les obligations qui lui incombent au regard des ordonnances qu'elle a rendues, en particulier celles du 7 décembre 2021 et du 22 février 2023.

« Nous savons que les Arméniens et les médias internationaux disent que nous allons arrêter

tous les militaires. S'ils rendent les armes, ils sont libres et ont le choix de partir en République d'Arménie », a déclaré Hikmet Hajiye, conseiller diplomatique du président azéri Ilham Aliev. Il a souligné que chacun était libre de rester et d'être intégré à l'Azerbaïdjan ou de partir, sans contrainte. Il est donc absolument faux de parler de « nettoyage ethnique ».

L'Azerbaïdjan n'a pas encore fait savoir si elle conservera la mission militaire de paix russe, désormais sur son territoire exclusif.

Le Parlement européen considère que l'exode des Arméniens du Haut-Karabagh constitue en lui-même un « nettoyage ethnique ». Il en tient l'Azerbaïdjan pour responsable, bien qu'aucune action de ce type soit rapportée. Les fuyards craignent d'être massacrés comme leurs arrière-grands-parents.

L'Arménie rompt avec la Russie

Le Parlement arménien a voté l'adhésion à la Cour pénale internationale (CPI). Ce faisant il soutient le mandat d'amener émis contre le président russe Vladimir Poutine et rompt avec Moscou.

Durant le conflit, les États occidentaux n'ont pas soutenu les Arméniens car cela les aurait obligés à reconnaître le droit de la Crimée, du Donbass et de la Novorossia à l'autodétermination. Quant à la Russie, elle n'a pas soutenu l'Arménie parce que celle-ci avait renversé son gouvernement élu, au profit d'un homme de George Soros ; lequel n'est pas plus légitime à ses yeux que Petro Porochenko et Volodymyr Zelensky en Ukraine.

Antony Blinken sonne en Ukraine la fin de la guerre contre la Russie

Le secrétaire d'État, Antony Blinken, s'est rendu à Kiev avant l'assemblée générale des Nations unies pour informer le gouvernement de Volodymyr Zelensky de l'impossibilité matérielle de poursuivre la guerre contre la Russie. Les Alliés n'ont plus de munitions et commencent à manquer d'armes. Il a invité l'Ukraine à

reconnaître la perte de certains territoires et à négocier avec la Russie.

Si le président Zelensky a pu le comprendre, les nationalistes intégraux ne l'ont pas entendu de cette oreille.

Les États-Unis espèrent pouvoir geler le conflit en l'état, comme ils ont gelé la guerre de Corée. Cependant la Russie souhaite aller au bout de son action militaire spéciale, c'est-à-dire dénazifier toute l'Ukraine et pas seulement la Crimée, le Donbass et la Novorossia.

De son côté, le Parlement européen s'est prononcé pour la confiscation des avoirs russes saisis et leur versement à l'Ukraine.

Binance se retire de Russie

La plus grande plateforme d'échange de monnaies virtuelles, Binance, a annoncé qu'elle cesserait toutes ses activités en Russie pour se conformer aux exigences de la législation états-unienne. Elle transférera les avoirs de ses clients russes sur CommEX ; un processus qui pourra prendre jusqu'à un an.

La BERD projette une croissance de l'économie russe de +1,5 % en 2023

Après le FMI et la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) rehausse ses prévisions de croissance pour la Russie. Dans un rapport de prévisions publié le 27 septembre, cet organisme international basé à Londres projette que l'économie russe sera en croissance de +1,5 % en 2023 alors qu'une précédente prévision anticipait une contraction d'ampleur équivalente.

À titre comparatif, les experts allemands prévoient pour la même période une récession de l'économie allemande de -0,2 à -0,3 %.

Andreï Trochev prend le commandement d'anciens du Groupe Wagner

Le président Vladimir Poutine a confié à Andreï Trochev la responsabilité d'unités de volontaires issues du Groupe Wagner. Elles seront placées au sein du ministère de la Défense.

Andreï Trochev, membre du Groupe Wagner, a participé à la guerre en Syrie et aux opérations dans le Donbass avant l'opération militaire spéciale russe en Ukraine.

Le ministre adjoint de la Défense, Younous-Bek Evkourov, a été chargé de mettre en place le fonds « Défenseurs de la Patrie », de sorte que tous les combattants russes, qu'ils travaillent pour le ministère de la Défense ou pour une société militaire privée, disposent de la même couverture sociale.

Le fils de Ramzan Kadyrov passe un prisonnier à tabac

Le chef de la République de Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, a publié une [vidéo](#) de son fils Adam (15 ans) brutalisant un prisonnier, Nikita Zuhuravel. Ce dernier est en détention provisoire pour avoir brûlé un exemplaire du Coran à la demande des services secrets ukrainiens.

La Russie simule une guerre nucléaire

La Russie a organisé les plus grandes manœuvres de guerre nucléaire de l'Histoire. Considérant que les États-Unis, acculés en Ukraine, pourraient déclencher une guerre meurtrière de ce type, le ministère russe de la Défense a simulé la destruction de la moitié des installations de la Russie et de son territoire.

AFRIQUE

Élection présidentielle en Égypte

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a débuté sa campagne électorale présidentielle. Il brigue un troisième mandat. Il a souligné sa lutte contre la mouvance islamique dans le Sinaï

et les gigantesques travaux qu'il a lancés pour désengorger la ville du Caire.

Le mandat présidentiel n'est plus de quatre, mais de six ans. Les conditions d'éligibilité ont été durcies.

L'Égypte affronte une hausse des prix à la consommation de 72 %

Khalifa Haftar au Kremlin

Le maréchal Khalifa Haftar a été reçu par le vice-ministre russe de la Défense, Younus-Bek Ievkourov, puis par le président russe Vladimir Poutine.

Ancien général de Mouamar Kadhafi durant la guerre du Tchad, Khalifa Haftar s'était brouillé avec lui et était devenu un consultant de la CIA

L'Algérie substitue l'enseignement de l'anglais à celui du français

L'Algérie a mis fin au double enseignement, selon les programmes algériens et selon les programmes français. Les établissements ne sont plus autorisés à utiliser les manuels français. Les élèves qui souhaitent passer le baccalauréat français devront subir les épreuves à l'étranger.

Simultanément, l'Algérie a généralisé deux leçons hebdomadaires d'enseignement de la langue anglaise dans les écoles primaires.

ASIE

La Russie exerce moins de pression contre l'occupation US de la Syrie

Les forces russes en Syrie ont diminué la pression qu'elles exercent sur les forces d'occupation états-uniennes. Si elles continuent à abattre les drones US et à entrer dans l'espace aérien des bases militaires illégales US, elles ne les survolent plus.

Aucune conséquence pénale des tortures d'Abou Ghraïb

Selon l'ONG [Human Rights Watch](#), les victimes de tortures, il y a 20 ans, à Abou Ghraïb, n'ont toujours pas reçu d'indemnités, ni ne peuvent porter plainte.

Au moins 11 soldats états-uniens ont été reconnus coupables d'abus à Abou Ghraïb, mais les détracteurs des États-Unis affirment que les punitions du Pentagone ont été légères et qu'aucun supérieur hiérarchique n'a été poursuivi.

Bientôt l'Iran et l'Iraq seront reliés

Le chemin de fer reliant Shalamchah à Basra devrait être opérationnel dans deux ans. Il s'étendra sur 32 kilomètres, comprend trois gares, et un pont reliant l'Iran à l'autre côté du chah al-Arab, tous construits avec l'appui de l'Iran.

L'Iran, qui est situé sur le corridor Nord-Sud, entend devenir le hub des échanges commerciaux régionaux.

La Turquie a déjà signé un accord avec l'Iraq pour construire une route de 133 km reliant les deux pays.

L'Arabie saoudite étudie de son côté la possibilité de relier le royaume à l'Iraq via le Koweït et Basra.

Incident saoudo-iranien

L'équipe de football saoudienne de Karim Benzema, Al-Ittihad, a refusé d'entrer sur le terrain du club iranien de Sepahan, au stade Naghsh-e-Jahan, alors que 60 000 spectateurs les y attendaient. Un buste du général Qassem Soleimani orne le terrain de sport.

Les autorités des deux pays sont convenues de rejouer le match.

Sultan Al-Jaber préside l'ADIPEC 2023

Sultan Al-Jaber, en sa double qualité de PDG du groupe Abu Dhabi National Oil Company et de ministre émirati de l'Industrie et des Technologies avancées, a présidé l'ADIPEC 2023, une importante conférence de l'industrie pétrolière.

Il a présenté cette industrie comme indispensable au développement économique de l'humanité. Il a invité les participants à soutenir les efforts pour une transition écologique, non pas en cessant leur activité, mais en investissant dans des solutions propres.

Depuis une quinzaine d'années, la famille Al-Jaber construit une ville nouvelle, Masdar City, modèle de respect de la nature. Sultan Al-Jaber sera le président de la COP 28, malgré l'opposition de nombreuses ONG occidentales.

De faux signaux GPS pour les vols commerciaux et les drones militaires

12 avions commerciaux, volant dans les espaces aériens turc, azéri et iranien, ont reçu de faux signaux GPS. Ils ont perdu le contrôle de leur route, dont ils se sont largement écartés.

On ignore l'origine de ces faux signaux.

Ce type de guerre électronique ne peut pas gêner les avions militaires qui disposent d'un système GPS plus sophistiqué que celui des avions privés. Mais la plupart des drones pourraient être détournés.

L'Iran lance Noor-3 dans l'espace

L'Iran a mis sur orbite son satellite Noor-3 (« Lumière-3 »). Le nouveau type de lanceur utilisé permet aussi de lancer des missiles longue portée sur les États-Unis. Le satellite lui-même pourrait comporter un système d'observation plus précis que celui de Noor-2. L'Iran est désormais une puissance de surveillance satellitaire.

L'Iran proteste contre les menaces de Benjamin Netanyahu

L'Iran a adressé une protestation après que le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, eût menacé une fois de plus l'Iran de frappe nucléaire, qui plus est, à la tribune de la 78^e assemblée générale (S/2023/697).

Téhéran, qui soutient le projet de faire du Moyen-Orient une « zone exempte d'armes nucléaires », rappelle qu'Israël est le seul pays de la région à disposer de ce type d'armes.

L'article 2, paragraphe 4, de la Charte des Nations unies dispose : « Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies ».

Le Canada, la Suède, l'Ukraine et le Royaume-Uni considèrent que l'Iran est seul responsable de la destruction du vol PS752

Le vol Ukraine International Airlines 752 a été accidentellement détruit près de Téhéran, le 8 janvier 2020. Le général Amir Ali Hajizadeh, commandant de la Force aérospatiale des Gardiens de la révolution, avait endossé l'erreur humaine dans un contexte de guerre, celui de l'assassinat par les États-Unis du général Qassem Soleimani, cinq jours plus tôt.

Le Canada, la Suède, l'Ukraine et le Royaume-Uni, qui ont rencontré la partie iranienne cette semaine, ont considéré que les « positions respectives sont trop éloignées pour être réconciliées par des négociations ». Dans un communiqué, ils ont déclaré : « Tant que l'Iran refusera d'assumer sa pleine responsabilité juridique, le Groupe de coordination continuera à prendre des mesures pour résoudre ce différend conformément au droit international, y compris devant la Cour internationale de Justice. Les familles des victimes du vol PS752 ont droit à la transparence, à la justice et à

l'obligation de rendre des comptes pour la perte tragique de leurs proches et pour les souffrances qu'elles continuent d'endurer, et le Groupe de coordination reste engagé dans cette voie ».

La question principale est de savoir si cette erreur est intervenue en situation de guerre ou de paix.

Bharat expulse des diplomates canadiens

Bharat a déclaré *persona non grata* 41 des 62 diplomates canadiens en poste dans le pays.

New Delhi, qui a déjà qualifié les accusations d'assassinat de terroristes au Canada « d'absurdes et sans motif », entend sanctionner leur maintien par le gouvernement de Justin Trudeau.

Un pro-chinois élu à la présidence des Maldives

Les résultats du second tour de l'élection présidentielle des Maldives sont :

Mohamed Muizzu & Hussain Mohamed Latheef (Parti progressiste des Maldives) avec 54,04 % des voix

- Ibrahim Mohamed Solih & Mohamed Aslam (Parti démocrate maldivien) avec 45,96 % des voix.

Le nouveau président, Mohamed Muizzu, est favorable à la Chine. Il pourrait fermer les bases militaires indiennes.

Les deux candidats ont été soutenus par les fondamentalistes islamistes, opposés aux droits des femmes et des gays.

L'indépendance chinoise en matière de micro-processeurs

La Chine va construire un accélérateur de particules d'une circonférence comprise entre 100 et 150 mètres. Il s'agit d'utiliser de nouvelles

technologies pour produire des puces électroniques.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

La Russie met en cause la politique migratoire de l'UE au Conseil de sécurité

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies sur les migrants en Méditerranée, le représentant permanent de la Russie a mis en cause la politique de l'Union européenne. Selon, Vassily Nebenzia, « L'exode massif de personnes de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord vers l'Europe est une conséquence de l'ingérence irresponsable et irréfléchie des pays occidentaux, y compris des pays de l'UE, dans les affaires intérieures d'États souverains afin de les déstabiliser et de changer par la force les gouvernements non désirés. Ces pays sont les principaux responsables de ces conséquences (...) Il est temps que Bruxelles cesse de blâmer des contrebandiers pour la mort des gens et prenne ses responsabilités, plutôt que de se contenter d'exprimer des regrets pour la mort d'un énième groupe de migrants et de réfugiés ».

Une force de paix du Kenya à Haïti

Le Conseil de sécurité a voté l'envoi d'une mission des Forces armées du Kenya pour rétablir l'ordre à Haïti. Aucune des principales puissances ne souhaitant mettre un doigt dans cette impossible situation, le Kenya a été désigné.

La population de Haïti doit affronter les opérations violentes des gangs et des cartels de la drogue.

Critiques du budget des Nations unies

La Cinquième Commission de l'assemblée générale des Nations unies, chargée des questions administratives et budgétaires, a examiné les difficultés budgétaires de l'organisation. Le Groupe des 77 et la Chine ont

relevé que le rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget-programme pour 2022 ne donne aucune information sur l'établissement de critères pour les cas d'utilisation exceptionnelle de fonds spéciaux, ne présente pas d'examen de l'excédent cumulé du fonds de recouvrement des coûts, assorti de recommandations, et ne contient pas de tableau ou d'annexe présentant de façon détaillée toutes les sommes imputées au fonds de réserve. Ils se sont également étonnés de l'absence des fonctionnaires dans leurs bureaux, prétendument travaillant à distance.

La colonisation par la France de la Polynésie

La Quatrième Commission de l'assemblée générale des Nations unies, chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation, a examiné une pétition de la Polynésie française. Le représentant permanent de la France a déclaré que ce territoire était autonome et n'avait donc pas à figurer sur les listes des pays en voie de décolonisation. Il a fait valoir que la récente élection du parti indépendantiste Tavini illustrait l'évolution du territoire.

Le représentant des îles Salomon s'est alors exclamé : « La démocratie a parlé ! », soulignant que Tavini réclame l'indépendance.

La colonisation britannique des Malouines

La Quatrième Commission de l'assemblée générale des Nations unies, chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation, a examiné la question des îles Falklands/Malouines, « l'une des dernières questions coloniales du XXI^e siècle ». Dans ce cas particulier, il ne convient pas de faire référence au principe d'autodétermination, puisque la population britannique a été introduite illégalement sur ces îles et « ne constitue donc pas un peuple, au sens juridique du terme », a soutenu le MERCOSUR.

L'Argentine a réitéré que les îles Malouines, les Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et

les espaces maritimes environnants font partie intégrante de son territoire, et qu'elles sont illégalement occupées par le Royaume-Uni. Le référendum organisé par le Royaume-Uni équivaut, selon la délégation, « à demander aux habitants britanniques s'ils veulent rester britanniques », or il n'existe pas de « peuple colonisé » dans ce différend. Elle a donc regretté que Londres, en violation des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, persiste à justifier le statut des îles Malouines par la volonté de ses habitants actuels.

L'Ukraine a demandé au G7 des missiles pour frapper l'Iran et la Syrie

Un document de 47 pages remis par l'Ukraine aux membres du G7 en août, intitulé *Barrage deaths : report on Shahed-136/131 UAV* (« Morts dans les barrages : rapport sur le drone Shahed-136/131 »), préconise des destructions par missiles des usines de fabrication de drones en Iran, en Russie et en Syrie. Selon ce document, que le *Guardian* a pu consulter, les composants des drones russes seraient fabriqués aux États-Unis, en Suisse, aux Pays-Bas, en Allemagne, au Canada, au Japon et en Pologne.

Le G7 n'a pas donné suite à la demande de missiles capables de frapper l'Iran et la Syrie depuis l'Ukraine.

Au sein de la Commission européenne, l'ambassadeur David O'Sullivan a été chargé de suivre le dossier et de débusquer les entreprises qui violent les mesures coercitives unilatérales des Occidentaux.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de
1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000
Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°56 - 13 octobre 2023

ÉDITORIAL

Les crimes de guerre du Hamas et d'Israël

Le Hamas a attaqué pour la première fois la population dans le territoire israélien. Des drones ont aveuglé en quelques minutes tous les miradors du Mur de séparation. Environ 2000 commandos se sont alors infiltrés avec comme mission de massacrer sans distinction tous ceux qu'ils rencontraient. Les victimes sont généralement juives, mais parfois aussi des travailleurs immigrés bouddhistes. Cette attaque n'était donc pas antisémite, mais suprémaciste musulmane. Simultanément, une pluie de roquettes a saturé le « dôme de fer ». En outre, le Hamas a pris environ 150 otages, dont 81 militaires, afin de les échanger contre les 1256 détenus palestiniens dans les prisons de haute sécurité israéliennes.

L'attaque du Hamas a fait environ 1 200 morts.

Israël, qui avait été prévenu dix jours à l'avance par les services de Renseignement égyptiens ne s'est pas défendu. Il semble que le gouvernement de coalition était concentré sur la situation en Cisjordanie, mais il n'est pas impossible qu'il ait laissé faire en pensant que l'attaque serait de moindre ampleur. Une commission d'enquête devra faire la lumière sur ces événements lorsqu'ils seront terminés.

Le gouvernement de coalition a lancé une expédition punitive contre la population de la Bande de Gaza. Le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a annoncé son objectif dans une déclaration suprémaciste juive. Il a coupé l'approvisionnement en eau, en électricité et en médicaments et ne le rétablira qu'à la libération des otages. Il a bombardé des objectifs qu'il pense liés au Hamas. 200 000 personnes ont vu détruire leurs habitations et ont été contraintes de fuir vers le Sud de la Bande. L'armée israélienne a mobilisé 300 000 réservistes afin de pouvoir envahir Gaza. Elle devrait y mener une guerre contre-insurrectionnelle comparable à la bataille d'Alger et à l'opération Phoenix au Vietnam. Il s'agira d'identifier les sympathisants du Hamas et de les exécuter. Cette stratégie n'a jamais vaincu un peuple opprimé, mais parvient à maintenir un semblant d'ordre.

L'attaque d'Israël a fait environ 1 200 morts, au 12 octobre, soit autant que celle du Hamas.

Au plan international, seuls l'Iran et le Qatar ont apporté leur soutien au Hamas. Tous les États occidentaux ont apporté leur soutien à Israël contre les « terroristes ». La Russie et la Chine ont, au contraire, appelé au respect du Droit international (...)

(...) Un accord serait intervenu entre les États-Unis et la Russie pour ne pas s'opposer à la vengeance israélienne (voir ci-dessous).

De nombreuses personnalités israéliennes, états-uniennes et ukrainiennes ont accusé l'Iran d'avoir commandité cette attaque. Les mêmes avaient présenté des interprétations stupides de preuves accusant l'Iran de fournir des drones à la Russie. Elles cherchent à instrumenter ces drames pour justifier d'une attaque contre Téhéran. Une algarade a opposé les représentants israélien et iranien à la première Commission de l'assemblée générale des Nations unies. Israël a accusé l'Iran d'avoir organisé l'attaque du Hamas, tandis que l'Iran a vivement protesté. De nombreux sénateurs démocrates ont fait pression sur le président Joe Biden pour que les avoirs qui doivent être restitués par le Qatar à l'Iran soient bloqués jusqu'à ce que l'innocence de Téhéran soit établie.

Avant de joindre ses homologues israéliens et palestiniens, le 6 octobre, le secrétaire d'État US, Antony Blinken, a téléphoné à son homologue turc, Hakan Fidan. Il l'a à nouveau joint, les 7 et 8 octobre. La Türkiye abrite les principaux dirigeants du Hamas.

AMÉRIQUES

La Chambre des représentants n'a plus de président

L'ancien président Donald Trump a déclaré qu'il était prêt à assumer la présidence de la Chambre des représentants. Il se rendra cette semaine au Congrès.

Le règlement de la Chambre n'indique pas que son président doit en être membre.

Compte tenu de la division du Parti républicain, les députés ne sont pas parvenus à élire de président.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Changement de paradigme en Palestine](#) » par Thierry Meyssan

Le conflit sanglant qui a débuté en Palestine géographique survient après 75 ans d'injustices toutes aussi meurtrières. Du point de vue du Droit international, les Palestiniens ont le droit et le devoir de résister à l'occupation israélienne, comme les Israéliens ont le droit et le devoir de répondre à l'attaque qu'ils subissent. Il est de la responsabilité de chacun d'aider à résoudre les injustices dont les deux groupes sont victimes, ce qui ne signifie pas soutenir la vengeance cruelle de certains d'entre eux.

Par ailleurs, le soutien que l'on peut apporter aux peuples palestinien et israélien ne doit pas conduire à amnistier leurs dirigeants respectifs pour les crimes qu'ils ont commis, ni les grandes puissances qui les ont manipulés.

Washington expulse deux diplomates russes

Deux diplomates russes ont été déclarés *persona non grata* par Washington en représailles aux expulsions de deux diplomates US de Russie. Ceux-ci avaient été interpellés en flagrant délit. Ils servaient d'agents de liaison avec l'ancien employé du consulat des États-Unis à Vladivostok, Robert Shonov, convaincu d'espionnage.

Interrogatoire du président Joe Biden par le procureur spécial Robert K. Hur

Le procureur spécial Robert K. Hur a interrogé le président en exercice des États-Unis, Joe Biden, dans le cadre son enquête sur les documents classifiés qui ont été trouvés dans ses domiciles. La Maison-Blanche a souligné que le président coopérait volontairement.

Le proxénétisme n'est pas un crime s'il implique le fils du président Biden

Constatant que les enquêtes de la sous-commission sur la militarisation du

gouvernement n'ont toujours pas débouché au moins sur une inculpation de Hunter Biden pour proxénétisme, la commission des voies et moyens de la Chambre des représentants a mis en cause l'inaction du ministère de la Justice. Lors d'une séance publique, Marjorie Taylor Greene (Géorgie) a exhibé des photos des ébats de Hunter Biden. Les démocrates ont protesté, tandis que l'on entendait des halètements dans la salle. La représentante a établi que le département de la Justice n'avait pas répondu à ses lettres du 25 juillet et du 8 septembre à ce sujet. Elle a fait valoir que, pour les mêmes crimes, l'assistante de Jeffrey Epstein, Ghislaine Maxwell, avait été condamnée à 20 ans de prison. Un fonctionnaire du fisc (IRS), Joseph Ziegler, a tenté de retrouver les prostituées employées par Hunter Biden, mais il en a été découragé par sa hiérarchie.

Tucker Carlson brocarde les appels à la guerre

L'influent journaliste Tucker Carlson a brocardé les déclarations des politiciens US appelant à soutenir Israël contre le Hamas. Il a remarqué que, contrairement à ce que prétend Nikki Haley, ce n'est pas une attaque contre les États-Unis, mais contre Israël. Il a mis en garde contre les appels à la guerre contre l'Iran du sénateur Lindsey Graham et du représentant Dan Crenshaw. Il a relativisé les propos du gouverneur de Floride, Ron DeSantis, qui a considéré les victimes israéliennes comme si elles étaient plus nombreuses que les 100 000 morts annuels du fentanyl aux États-Unis.

Donald Trump appelle Israël à la modération et à destituer Benjamin Netanyahu

L'ancien président des États-Unis, Donald Trump, a demandé à ses fidèles et à ses donateurs d'œuvrer à la destitution du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.

Selon ses proches, il s'agit de sanctionner sa passivité face aux révélations des services de Renseignement égyptiens sur l'imminence de l'attaque du Hamas. Au contraire, selon ses

adversaires, il serait mû par un désir de vengeance après avoir été lâché par Netanyahu lors de l'élection US de 2020.

En outre, Donald Trump a encouragé ses proches à faire pression sur Israël pour l'inciter à la raison et à la modération.

Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense, le général Yoav Gallant, ont annoncé se préparer à « écraser » les « animaux » du Hamas. Ils ont demandé à 1,1 million de Palestiniens de fuir la ville de Gaza vers nulle part.

Donald Trump était considéré comme un ami personnel de Benjamin Netanyahu et le président états-unien le plus favorable à Israël. Avec les accords d'Abraham, il avait tenté de substituer le business au conflit israélo-palestinien, sur le modèle de la manière dont le président Andrew Jackson avait mit fin au génocide des Indiens.

Partenariat anglo-saxon pour la sécurité des minéraux

Les États-Unis sécurisent leur approvisionnement en terres rares. Ils ont co-présidé à Londres une réunion du Minerals Security Partnership (MSP). Il s'agissait de veiller à ce que des entreprises anglo-saxonnes puissent exploiter des terres rares partout dans le monde.

La réunion était présidée par Jose W. Fernandez, sous-secrétaire d'État pour la Croissance économique, l'Énergie et l'Environnement, et par Nusrat Ghani, ministre britannique des Entreprises et du Commerce.

Le Département d'État étend son contrôle des informations à l'Asie-Pacifique

Le Département d'État étend son Digital Communication Network (DCN) en Asie-Pacifique. Il a créé cette prétendue ONG en 2016 afin de former et de coordonner les acteurs de l'Internet. Dans la pratique, il s'agit de lutter

ensemble contre les informations contraires à la doxa des États-Unis.

Liz Allen, sous secrétaire d'État pour la Propagande et les Affaires publiques inaugurera une antenne du DCN en Australie.

On ne saura jamais qui a commandité l'assassinat de Fernando Villavicencio

Les six Colombiens interpellés lors de l'assassinat du candidat à l'élection présidentielle d'Équateur, le journaliste Fernando Villavicencio, ont eux-mêmes été assassinés dans la prison où ils étaient détenus. L'événement s'est déroulé pendant un soulèvement de la population pénitentiaire.

Le président en exercice, Guillermo Lasso, en déplacement privé à New York a annoncé qu'il annulait son déplacement en Corée et est rentré dans son pays.

Le second tour de l'élection se tiendra le 15 octobre. Le successeur de Fernando Villavicencio, le journaliste Christian Zurita, a été éliminé au premier tour.

Avec 6 800 détenus, le centre de réhabilitation pénitentiaire du littoral (Guayaquil) est la plus grande prison d'Équateur. En 2021, des affrontements y avaient opposé deux gangs, faisant 123 morts, plusieurs avaient été décapités et certains avaient été rôtis et mangés.

La Colombie négocie la paix civile

Le gouvernement du président colombien Gustavo Petro et l'« État-major central des Forces armées révolutionnaires de Colombie–Armée populaire » (EMC FARC-EP) ont annoncé la signature d'un cessez-le-feu bilatéral. Il entrera en vigueur à partir du 16 octobre.

Cette avancée ajoute à celle enregistrée dans les négociations avec l'Armée de libération nationale (ELN), qui a débouché en août sur un cessez-le-feu de six mois.

Le Salvador lance une opération de répression contre des gangs

Le Salvador a lancé une opération de répression contre les gangs des bidonvilles de Popotlan, de Valle Verde et de La Campanera. 4 000 policiers ont été déployés.

Le président Nayib Bukele a fait de la restauration de l'ordre l'alpha et l'oméga de son mandat.

EUROPE

Sommet franco-allemand

L'Allemagne et la France ont tenu un sommet interministériel à Hambourg sous la co-présidence du chancelier Olaf Scholz et du président Emmanuel Macron. Les débats ont été dominés par la question de l'immigration. L'Allemagne ne fait pas mystère de souhaiter remplacer par des immigrés, les 13 millions de baby-boomers qui arrivent à la retraite. La France souhaite une coordination européenne pour limiter l'immigration illégale.

Élections régionales en Allemagne

Les résultats des élections des 180 députés du parlement de Bavière (Munich) sont :

- CSU (chrétiens-démocrates) Markus Söder 37,00 % des voix, 85 sièges
- FW (électeurs libres) Hubert Aiwanger, 15,80 % des voix, 37 sièges
- AfD (Alternative pour l'Allemagne) Martin Böhmer et Katrin Ebner-Steiner, 14,60 % des voix, 32 sièges
- Grünen (écologistes) Katharina Schulze et Ludwig Hartmann, 14,40 %, 32 sièges
- SPD (sociaux-démocrates) Florian von Brunn, 8,40 % des voix, 17 sièges
- FDP (libéraux-démocrates) Martin Hagen , 5,1 %, 11 sièges
- Die Linke (gauche) Adelheid Rupp, 3,2 % des voix, 0 siège.

Les résultats des élections des 110 députés du parlement de Hesse (Francfort) sont :

- CDU (chrétiens-démocrates) Boris Rhein, 34,66 % des voix, 52 sièges
- AfD (Alternative pour l'Allemagne) Robert Lambrou, 18,49 % des voix, 28 sièges
- SPD (sociaux-démocrates) Nancy Faeser, 15,13 % des voix, 23 sièges
- Grünen (écologistes) Tarek Al-Wazir, 14,82 % des voix, 22 sièges
- FDP (libéraux-démocrates) Stefan Naas, 5,05 % des voix, 8 sièges
- Die Linke (gauche) Elisabeth Kula et Jan Schalauske, 6,3 % des voix, 6 sièges.

Incident sur le gazoduc Finlande-Estonie

Selon le gouvernement finlandais, la baisse de pression du gazoduc sous-marin et la coupure partielle du câble de télécommunications reliant la Finlande à l'Estonie semblent avoir été causés par une « activité extérieure ». Il n'est pas encore question de sabotage, mais juste d'accident.

Prix Daphne Caruana Galizia pour le journalisme

Le prix Daphne Caruana Galizia pour le journalisme 2023 sera attribué par le Parlement européen. Les candidats sont :

- OCCRP (Pays-Bas) pour les *Rotenberg Files*,
- *Der Spiegel* (Allemagne) pour sa couverture du scandale de corruption du Parlement européen
- *Sociedade Independente de Comunicação* (Portugal)
- *Le Monde* (France), pour son enquête sur la pollution chimique
- OCCRP (Estonie) pour sa dénonciation des relais du Kremlin favorables à l'annexion de la Crimée
- *Solomon* (Grèce) pour ses révélations de la pollution illégale de la Méditerranée
- *Le Soir/Knack* (Belgique), pour sa dénonciation du Qatar gate
- *Solomon* (Grèce), pour ses révélations sur la banque islamique et les migrations
- *The Shiftnews* (Malte), pour sa dénonciation des négociations avec le Qatar
- *Mediapart* (France) pour ses révélations sur les secrets d'Abu Dhabi

- *Forbidden Stories* (France) pour leurs révélations sur l'Amazonie
- *VSquare, Delfi Estonia* (Estonie), pour leur publication des Kremlin Papers

Le Parlement européen crée la norme « Obligation verte européenne »

Le Parlement européen a adopté le label « Obligation verte européenne » ou EuGB. Il sera utilisable par toutes les entreprises qui souscrivent volontairement aux [normes taxinomiques](#) de l'Union européenne pour les activités durables.

Selon Volodymyr Zelensky, les terroristes du Hamas sont des instruments de la Russie

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a déclaré : « Selon les informations disponibles - très claires - la Russie tente de déclencher une guerre au Moyen-Orient, de sorte qu'une nouvelle source de douleur et de souffrance pourrait saper l'unité mondiale, accroître la discorde et les contradictions, et ainsi aider la Russie à détruire la liberté en Europe. Nous voyons des propagandistes russes jubiler. Nous voyons les amis iraniens de Moscou soutenir ouvertement ceux qui ont attaqué l'État hébreu. Et tout cela est une menace beaucoup plus grande que ce que le monde perçoit actuellement. Les guerres mondiales du passé ont commencé par des agressions locales (...) Aujourd'hui, j'ai pris la parole devant l'Assemblée parlementaire de l'Otan, tout d'abord, sur la question de l'unité. Tous les États du monde doivent maintenant choisir comment ils défendront le droit international ».

Volodymyr Zelensky appelle au soutien d'Israël face aux terroristes

De passage à Bruxelles (Belgique) pour une réunion de l'Otan, puis à Ramstein (Allemagne), pour une réunion des alliés de l'Ukraine, le président Volodymyr Zelensky a appelé ses interlocuteurs à soutenir Israël face aux attaques du Hamas et de la Russie.

La Russie annulera prochainement sa ratification du TICEN

Lors de la réunion du cercle de Valdai, la question de la non ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN) par les États-Unis a été posée. Le président Vladimir Poutine a proposé de retirer la ratification russe, sans en retirer sa signature.

Le TICEN a été signé à l'occasion de la 50^e assemblée générale de l'Onu, le 24 septembre 1996. Il interdit de procéder à tout essai nucléaire dans quelque environnement que ce soit. La Russie l'a signé le 24 septembre 1996 et ratifié le 30 juin 2000.

À ce jour, ce traité international n'est pas encore entré en vigueur, car plusieurs des 44 États figurant à l'annexe II du texte ne l'ont pas ratifié. Il s'agit des États-Unis, de l'Égypte, de l'Iran et de la Chine. Quant à la Corée du Nord, à l'Inde et au Pakistan, ils ne l'ont pas même signé.

Le président de la Douma, Viatcheslav Volodine, a annoncé que l'assemblée discutera prochainement du retrait possible de sa ratification.

La Russie pourrait remettre en cause la déclaration d'indépendance de l'Ukraine

Sachant que la déclaration d'indépendance de l'Ukraine, le 4 août 1991, ne reposait pas sur un référendum d'autodétermination et violait la loi n° 1409 du 3 avril 1990 sur la procédure de résolution des questions liées au retrait d'une république fédérée de l'URSS, des historiens russes assurent que la Russie, en tant que successeur de l'URSS, pourrait révoquer l'indépendance de l'Ukraine pour violation de la loi (et une violation de la déclaration de 1991), ce qui en ferait, au moins, un territoire contesté et ne permettrait plus à l'Otan d'y fournir légalement des armes.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

AFRIQUE

Kamel Abbas avait prévenu Israël 10 jours à l'avance de l'opération du Hamas

Le ministre égyptien du Renseignement, Abbas Kamel, a personnellement informé le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, le 30 septembre de l'opération en préparation à Gaza. « Nous les avons avertis qu'une explosion de la situation allait arriver, et très bientôt, et ce serait grand. Mais ils ont sous-estimé ces avertissements ».

Des responsables égyptiens anonymes ont déclaré qu'ils étaient choqués par l'indifférence de Netanyahu à cette information et ont déclaré que le Premier ministre avait répondu à Kamel Abbas que l'armée était « submergée » par des troubles en Cisjordanie.

Le gouvernement de Benjamin Netanyahu est composé de colons de Cisjordanie qui ont exigé une répression là-bas face à une vague croissante de violence au cours des 18 derniers mois.

Benjamin Netanyahu a nié avoir reçu un tel avertissement, déclarant dans le cours d'une allocution à la nation le 9 octobre que l'histoire était une « fausse nouvelle ». « Aucun message précoce n'est venu de l'Égypte et le Premier ministre n'a pas parlé ni rencontré le chef du renseignement depuis la mise en place du gouvernement – pas indirectement ou directement », a déclaré son bureau, le même jour.

L'Algérie dénonce le double standard face au conflit israélo-palestinien

Le ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a appelé à dénoncer la politique du « double standard » appliquée par la communauté internationale au conflit israélo-palestinien.

Ali Bongo pourrait obtenir l'asile politique au Maroc

Les services secrets marocains avaient eu vent du coup d'État au Gabon, le 30 août. Ils en avaient informé leurs homologues français. Ceux-ci avaient choisi de ne pas prévenir le président Ali Bongo.

On sait maintenant qu'Ali Bongo n'avait pas récupéré ses facultés après son accident cérébral (2018), il ne pouvait travailler que le matin. Son entourage avait pris le dessus sur lui.

Un accord aurait été conclu pour lui accorder l'asile politique au Maroc. Cependant, son épouse Sylvia Bongo Ondimba et de leur fils Noureddin Bongo Valentin pourraient être retenus pour répondre de leurs détournements de fonds.

Le Niger fait face à la France, à la Cedeao, aux États-Unis et à l'Onu

Le Niger a annoncé une baisse de son budget de 40 %. Le pays est victime de la guerre économique décidée contre lui par la France et la Cedeao en rétorsion au renversement du président Mohamed Bazoum.

Officiellement ces mesures coercitives unilatérales sont des sanctions contre le coup d'État militaire et visent à rétablir la continuité constitutionnelle.

Par ailleurs, les États-Unis ont annoncé, deux mois après le renversement du président Mohamed Bazoum, qu'ils le [qualifiaient de « coup d'État »](#). La loi US interdit au département d'État de soutenir un régime issu d'un coup d'État. En conséquence, tous les

programmes d'aide de Washington au Niger sont interrompus. Cette décision clôt l'accord qui avait été négocié par la sous-secrétaire d'État, la straussienne Victoria Nuland, avec le général Moussa Salaou Barmou, commandant des forces spéciales nigériennes, sur le dos des Français.

Le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) a déclaré *persona non grata* la représentante spéciale du secrétaire général des Nations, la Canadienne Louis Aubin.

Dans un communiqué, il a dénoncé : « Les manœuvres sounoises que le secrétaire général des Nations unies continue d'orchestrer, sous l'instigation de la France, à travers toutes les entraves déjà posées en vue de contrarier la participation pleine et entière du Niger aux différentes séquences des réunions de la 78ème session de l'Assemblée générale de l'ONU (...) Ce sabotage commandité s'est poursuivi à l'occasion de la Conférence générale de l'AIEA du 25 au 29 septembre 2023 à Vienne et au 4ème Congrès extraordinaire de l'Union postale universelle (UPJ) du 01 au 05 octobre à Riyad (Royaume d'Arabie Saoudite) ».

Le Nigeria réforme sa banque centrale

Le Nigeria a choisi Olayemi Cardoso comme gouverneur de sa banque centrale. Après de brillantes études à Harvard, il a été directeur de Citybank-Nigeria. La banque centrale du Nigeria sort juste d'un scandale de corruption.

La mission de paix du Kenya en Haïti contestée

Le Dr. Ekuru Aukot, ancien candidat à l'élection présidentielle, a déposé une requête devant la Haute Cour de Justice du Kenya. Il conteste que son pays puisse envoyer une force de paix à Haïti alors qu'il est incapable de garantir la sécurité de ses citoyens face aux violences ethniques. La Haute Cour a donc suspendu leur déploiement et statuera sous deux semaines.

Les États-Unis préparent une opération contre Al-Shabaab

Mary Catherine "Molly" Phee , sous-secrétaire d'Etat US pour les Affaires africaine s'est rendue en Türkiye pour obtenir l'aide de l'armée turque contre le Mouvement des jeunes combattants (Harakat al-Chabab al-Moudjahidin), dit « Al-Shabaab », en Somalie.

ASIE

Pas d'état-major commun Fréristes-Khomeinistes

Au cours des derniers mois, les Gardiens de la Révolution iraniens ont organisé plusieurs réunions de coordination à Beyrouth. Le Hamas, le Hezbollah et le Jihad islamique y ont participé. Ismaïl Qaani, le commandant des brigades al-Qods les a présidées.

L'une d'entre elles, en mai 2023, a été rendue publique. Elle réunissait Hassan Nasrallah (secrétaire général du Hezbollah libanais), Saleh al-Arouri (numéro 2 du Hamas) et Ziad al-Nakala (commandant du Jihad islamique).

Ces réunions avaient pour but de partager des retours d'expérience sur les attaques conduites en territoire israélien. C'est probablement durant ces réunions que les participants palestiniens ont changé leur conception de la guerre.

Cependant, il est absurde de croire que les groupes se réclamant de l'imam Rouhollah Khomeiny et ceux se réclamant d'Hassan el-Banna (fondateur de la Confrérie des Frères musulmans) sont convenus de constituer un état-major militaire commun. Khomeiny et el-Banna ont développé des idéologies concurrentes qui utilisent toutes deux la religion en politique. Ils se sont rencontrés et se sont partagés le monde : les chiïtes sont la zone d'influence des Khomeinistes, les sunnites celle des Fréristes. Cet accord est respecté à la lettre par l'actuel Guide de la Révolution iranien, l'ayatollah Ali Khamenei.

Le Hezbollah a combattu le Hamas durant la guerre de Syrie, puis a fait la paix avec lui lorsqu'il a reconnu avoir commis une erreur et a envoyé une ambassade présenter ses excuses à Damas. Les deux groupes partagent le même objectif de libérer la Palestine, mais une différence éthique fondamentale les sépare. Le Hezbollah ne s'est pas joint à l'opération du Hamas contre Israël, mais devrait le faire lorsque Tel-Aviv appliquera les principes de la guerre contre-insurrectionnelle.

Le Hezbollah et Israël se ménagent mutuellement

Le Hezbollah a affirmé son soutien à la Résistance palestinienne en bombardant la zone disputée des fermes de Chebaa. Ce minuscule territoire non-habité est revendiqué à la fois par le Liban et par Israël. Le Hezbollah s'est bien gardé d'intervenir aux côtés d'individus qu'il considérerait il y a peu comme des terroristes.

Israël a répondu en bombardant la tente du Hezbollah dressée dans les fermes de Chebaa. Cette tente avait été installée pour exprimer la revendication libanaise. Israël s'est bien gardé de considérer l'action du Hezbollah comme une provocation.

Le Hezbollah a installé une nouvelle tente, non loin de la première, et a remplacé les gardes qui la défendent.

Les deux parties ont pris grand soin de ne pas ouvrir de nouvelles hostilités. Le Hezbollah et Israël peuvent prétendre n'avoir bombardé que leur propre territoire et ne pas avoir attaqué celui de leur voisin.

Bientôt l'armée libanaise sans commandant-en-chef, ni chef d'état-major

Alors que l'armée libanaise est sans chef d'état-major depuis décembre 2022, son commandant-en-chef, le général Joseph Aoun, prendra sa retraite le 10 janvier 2024. Aucun candidat à son remplacement ne s'est fait connaître.

Attentat contre de jeunes officiers de l'armée arabe syrienne

Un attentat non-revendiqué a tué 80 personnes et blessé 240 autres lors d'une cérémonie de remise de diplômes à des jeunes officiers de l'armée arabe syrienne à Homs. L'attentat n'a pas été revendiqué.

Au conseil de Sécurité de l'Onu, la France, les États-Unis et le Royaume-Uni se sont opposés à l'adoption d'une proposition de communiqué russe condamnant cette attaque. L'Albanie, Malte et le Japon les ont soutenus. L'envoyé spécial du secrétaire général, Geir Pedersen, n'a pas souhaité prononcer de mots à l'égard des familles de victimes.

La Syrie demande à la Russie de l'aider à faire le ménage à la frontière israélienne

La République arabe syrienne n'a pas l'intention de s'ingérer dans le conflit opposant les Frères musulmans à Israël. Elle a demandé à la Russie de veiller à ce que nul ne prenne d'initiative contraire. L'armée russe a supervisé le déplacement des groupes hostiles à Israël qui stationnaient à la frontière du Golan. Elle a veillé à ce qu'aucun d'entre eux ne soit à moins de 140 kilomètres de la ligne de démarcation.

La Syrie et la Russie auraient reçu l'approbation des USA pour éradiquer les jihadistes d'Idlib

Alors que le monde a les yeux rivés sur Gaza, les forces armées syriennes et russes ont lancé une gigantesque action militaire contre les jihadistes rassemblées dans le gouvernorat d'Idlib. Leurs armées de l'Air ont bombardé une cinquantaine de localités.

Depuis 7 ans, la Syrie et la Russie ont regroupé les jihadistes étrangers au Nord-Ouest de la Syrie, dans le gouvernorat d'Idlib. L'Union européenne les a approvisionnés en armes et en nourriture, tandis que la Türkiye les a protégés. La Syrie a appelé ses ressortissants à fuir et les a accueillis à Damas. Cependant les jihadistes

étrangers n'ont jamais désarmés. Il n'y plus d'autre solution que de les tuer.

Les États-Unis seraient convenus avec la Russie de laisser les Israéliens massacrer le Hamas à Gaza en échange de laisser les Syriens en finir avec les jihadistes étrangers à Idlib.

La Cour internationale de Justice saisie des prétendues tortures institutionnelles en Syrie

Le Canada et les Pays-Bas ont présenté devant la Cour internationale de Justice (CIJ), c'est-à-dire devant le tribunal interne des Nations unies, la plainte qu'ils ont déposée le 6 juin dernier contre la Syrie. Le Canada et les Pays-Bas assurent que la République arabe syrienne « continue de violer ». Le Canada et les Pays-Bas entendent « protéger la vie et l'intégrité physique et mentale des personnes qui, en Syrie, sont actuellement soumises à la torture et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou risquent de l'être ».

Il est probable que la Syrie, qui n'était pas représentée à l'audience, demandera que le Canada et les Pays-Bas avancent des éléments de preuves de ce qu'ils prétendent.

Le Qatar fournira la France en gaz liquéfié

QatarEnergy fournira 3,5 millions de tonnes par an de gaz liquéfié (GNL) à la France durant 27 ans. Les livraisons débuteront en 2026. Elles proviendront des champs gaziers NorthField East (NFE) et North field South (NFS), dans lesquels TotalEnergies détient respectivement des parts de 6,25 % et 9,375 %,

Un drone turc abattu par les États-Unis en Syrie

La Türkiye poursuit ses opérations punitives contre le PKK après l'attentat survenu à Ankara à l'ouverture de la session de la Grande assemblée nationale turque. Cependant, les États-Unis ont abattu un drone turc qui menaçait des installations des mercenaires

kurdes dans une base militaire illégale US en Syrie.

L'Ouzbékistan et le Kazakhstan important du gaz russe

Les présidents russe, Vladimir Poutine, ouzbek, Chavkat Mirziyoyev, et kazakh, Kassym-Jomart Tokayev, ont assisté à Moscou à la cérémonie d'ouverture des livraisons de gaz russe.

La Thaïlande cherche à faire libérer ses ressortissants otages du Hamas

La Thaïlande assure que 20 de ses citoyens ont été massacrés par le Hamas et que 14 autres ont été faits prisonniers.

Le Premier ministre thaïlandais, Srettha Thavisin, s'est rendu en Malaisie, pays musulman qui entretient des relations diplomatiques avec l'Autorité palestinienne, pour comprendre comment obtenir leur libération.

Possibles livraisons d'armes et de munitions nord-coréennes à la Russie

L'observation satellitaire des chemins de fer nord-coréens atteste une forte augmentation du trafic vers la Russie. Depuis le voyage du leader suprême à Moscou, l'Otan, craint que Pyongyang ne livre des armes et des munitions à la Russie.

Ouverture de la route maritime du Nord

Le porte-conteneur chinois New Polar Bear est arrivé de Shanghai à Kaliningrad par la route maritime du Nord.

La Russie entend développer cette route pour relier les océans Atlantique et Pacifique. Cette voie est plus courte que celle du canal de Suez. Cette option avait été évoquée par le président Vladimir Poutine lors du sommet des BRICS à Johannesburg.

La Chine réagit à la guerre en Palestine

Le ministère chinois des Affaires étrangères a communiqué : « La Chine est profondément préoccupée par l'escalade actuelle des tensions et de la violence entre la Palestine et l'État hébreu. Nous appelons les parties concernées à rester calmes, à faire preuve de retenue et à mettre fin immédiatement aux hostilités afin de protéger les civils et d'éviter une nouvelle détérioration de la situation. La reprise du conflit montre une fois de plus que le long blocage du processus de paix ne peut pas continuer. La modalité fondamentale pour sortir du conflit consiste à mettre en œuvre la solution à deux États et à créer un État indépendant de Palestine. La communauté internationale doit agir avec plus d'urgence, intensifier sa contribution à la question de la Palestine, faciliter la reprise rapide des pourparlers de paix entre la Palestine et Israël, et trouver un moyen d'instaurer une paix durable. La Chine continuera d'œuvrer sans relâche avec la communauté internationale à cette fin ».

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Affrontement maroco-algérien à l'Onu

La Quatrième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies (chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation) a été le théâtre de violents affrontements entre le Maroc et l'Algérie.

Le Maroc a rappelé qu'il avait fait inscrire la question du Sahara espagnol en 1963. Celle-ci a été résolue par la Marche verte et les accords de Madrid, en 1975. Cependant l'Algérie a alors créé, financé et hébergé le groupe séparatiste POLISARIO.

L'Algérie considère au contraire que le Maroc a dépecé et partagé ce territoire et sa population avec son voisin mauritanien pour faire du Sahara occidental la dernière colonie en Afrique.

Les bombes atomiques ne sont pas compatibles avec le droit international humanitaire

La Première Commission de l'Assemblée générale des Nations unies (désarmement et sécurité internationale) est convenue qu'« Il est douteux que les armes nucléaires puissent jamais être utilisées en conformité avec le droit international humanitaire ». Elle a rappelé leurs obligations aux signataires du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Les États-Unis stockent illégalement des armes nucléaires chez cinq de leurs alliés et, désormais, la Russie chez un d'entre eux.

La Russie n'est pas élue au Conseil des droits de l'homme (CDH)

L'Assemblée générale des Nations unies a procédé, le 10 octobre, à l'élection de 15 des 47 membres du Conseil des droits de l'homme (CDH) pour la période 2024-2026. Le vote se déroulait à bulletin secret, par régions du monde. Ont été élus l'Indonésie (186 voix), le Koweït (183), le Japon (175) et la Chine (154) dont c'est le deuxième mandat, le Malawi (182), la Côte d'Ivoire (181), le Ghana (179) et le Burundi (168), les Pays-Bas (169) et la France (153), Cuba (146), le Brésil (144) la République dominicaine (137).

La Russie n'a pas été élue.

Échec du 3^e sommet de la Communauté politique européenne

Le troisième sommet de la Communauté politique européenne s'est tenu à Grenade (Espagne), le 6 octobre. Alors que celui du château de Prague (6 octobre 2022) avait été salué comme le début de l'unification des États du continent européens à l'exception de la Russie, celui de Chisinau (1^{er} juin 2023) n'avait pas débouché sur grand-chose.

Le 3^e sommet a été dominé par le conflit du Haut-Karabagh. Une réunion spéciale avait été prévue entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour

négoier le sort des habitants de cette enclave. Cependant le président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev, a décommandé sa venue après l'annonce de livraison d'armes par la France à l'Arménie et le vote d'une résolution du Parlement européen lui imputant de pratiquer un nettoyage ethnique.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°57 - 20 octobre 2023

ÉDITORIAL

Veto occidental contre un cessez le feu humanitaire à Gaza

Le Conseil de sécurité des Nations-unies a tenu une réunion à huis-clos sur la situation en Palestine. Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni se sont opposés à un projet de résolution russe appelant à un cessez-le-feu humanitaire. Le Japon a également voté contre.

Le texte russe appelait à un « cessez-le-feu humanitaire immédiat, durable et pleinement respecté » et à un accès humanitaire « sans entrave » à la bande de Gaza.

La représentante permanente des États-Unis, Linda Thomas-Greenfield, a confirmé avoir utilisé son veto. Elle a déclaré que le projet de résolution russe avait été présenté sans aucune consultation et qu'il ne mentionnait pas le Hamas. Elle a accusé la Russie de donner une couverture à un groupe terroriste.

Depuis Henry Dunant, la bataille de Solferino et la création de la Croix-Rouge Internationale, le droit humanitaire est fondé sur une stricte neutralité : ne jamais condamner l'une ou l'autre partie, même lorsqu'on est témoin d'exactions. L'argument des États-Unis pour justifier leur vote et celui de leurs alliés n'a donc pas de sens.

Faire obstacle à un cessez-le-feu humanitaire, au moment où chacun constate l'hésitation de l'armée israélienne à commettre un nettoyage ethnique, est un blanc seing pour commettre des crimes de masse.

Moscou et Beijing ont développé leur position neutre inchangée depuis 2003. Ils refusent de condamner aussi bien le Hamas qu'Israël. Ils s'en tiennent au seul Droit international. Or si celui-ci devait être appliqué, il imposerait de gros sacrifices à Israël, mais pas aux Palestiniens. C'est pourquoi les Occidentaux parlent de « neutralité favorable à la Palestine ».

AMÉRIQUES

Le Canada prend des mesures coercitives unilatérales contre des médias moldaves

Le Canada a pris des mesures coercitives unilatérales (présentées abusivement comme des « sanctions internationales » par la propagande canadienne) contre 6 chaînes de télévision moldaves qualifiées de pro-Russes, contre les responsables d'un parti politique, le Parti Shor, également qualifié de pro-Russe, et contre des hommes d'affaires, notamment Vladimir Plahotniuc et Ilan Mironovich Shor, qualifiés de pro-Russes.

Pour la première fois, un membre de l'Otan a pris des mesures contre des médias et un parti politique sur la seule base d'une différence d'opinion politique.

Les objectifs de Washington dans le conflit israélo-palestinien

Le secrétaire d'État US, Antony Blinken, a énuméré les quatre objectifs pertinents de Washington :

- soutenir l'État hébreu,
- prévenir la propagation de la guerre,
- obtenir la libération des otages,
- et s'attaquer à la crise humanitaire qui existe à Gaza.

Voyage d'Antony Blinken chez ses alliés du Moyen-Orient

Le secrétaire d'État US, Antony Blinken, a effectué en voyage au Moyen-Orient.

- En Israël, il a été reçu par le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, puis a rencontré les membres du gouvernement et enfin le président, Isaac Herzog.
- En Jordanie, il a rencontré le roi Abdullah II et le président palestinien, Mahmoud Abbas.
- Au Qatar, il a été reçu par le cheikh Amir Tamim ben Hamad Al Thani, puis le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères,

Mohammed bin Abdulrahman ben Jassim Al Thani.

- À Bahreïn, il a été reçu par le prince héritier Salman ben Hamed Al Khalifa.
- Aux Émirats arabes unis, il a été reçu par le cheikh Mohammed ben Zayed Al Nahyan
- En Arabie saoudite, il a très longuement attendu le prince héritier et Premier ministre, Mohammed ben Salman, qu'il a finalement rencontré.
- En Égypte, il a rencontré le président Abdel Fattah El-Sisi.
- Enfin, il est retourné en Israël, où il a rencontré le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, et les membres du conseil de guerre, puis le président Isaac Herzog, et enfin le ministre de la Défense, Yoav Gallant.

Le message d'Antony Blinken aux vassaux des États-Unis au Moyen-Orient

Antony Blinken a tenté de nouer une alliance de ses vassaux contre le Hamas. Les États-Unis ont obtenu l'approbation des Émirats arabes unis, mais pas celle de l'Égypte, ni de l'Arabie saoudite. La Jordanie ainsi que le Président palestinien Mahmoud Abbas ont rejeté la proposition.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

David Satterfield « Envoyé par intérim pour les questions humanitaires au Moyen-Orient »

Le président Joe Biden a désigné l'ambassadeur David Satterfield « Envoyé par intérim pour les questions humanitaires au Moyen-Orient ».

David Stterfield a été ambassadeur des États-Unis au Liban (1998-2001) et en Türkiye (2019-22). Il avait été Sous-Secrétaire d'État par intérim chargé des affaires du Proche-Orient (2017-19). Il était le remplaçant du néo-conservateur Jeffrey Felman comme envoyé du président Biden pour la Corne de l'Afrique.

15 représentants US dénoncent la propagande de guerre israélienne

15 élus de la Chambre des représentants ont refusé de soutenir une résolution condamnant le Hamas pour l'opération « Déluge d'Al-Aqsa ».

Ils ont découvert que les accusations de viol et de décapitation de bébé sont de la propagande de guerre ainsi que l'affirmation selon laquelle l'opération n'aurait pas été organisée par la Résistance palestinienne unie, mais exclusivement par le Hamas.

Ces parlementaires sont :

- Jamaal Bowman (Démocrate, New York).
- Cori Bush (Démocrate, Missouri).
- André Carson (Démocrate, Indiana).
- Al Green (Démocrate, Texas).
- Summer Lee (Démocrate, Pennsylvanie).
- Thomas Massie (Républicain, Kentucky).
- Gwen Moore (Démocrate, Wisconsin).
- Alexandria Ocasio-Cortez (Démocrate, New York).
- Ilhan Omar (Démocrate, Minnesota).
- Stacey Plaskett (Démocrate, Îles Vierges).
- Ayanna Pressley (Démocrate, Massachusett).
- Delia Ramirez (Démocrate, Illinois).
- Bennie G. Thompson (Démocrate, Mississippi).
- Rashida Tlaib (Démocrate, Michigan).
- Gregorio Sablan (Démocrate, Îles Mariannes du Nord).

Ron DeSantis dénonce l'aide humanitaire à Gaza

Le président Joe Biden a annoncé son intention d'envoyer 100 millions de dollars à Gaza et en Cisjordanie pour aider les civils pris au milieu du conflit entre Israël et le Hamas.

Le gouverneur de Floride, Ron DeSantis, a immédiatement mis en ligne une vidéo dans laquelle il déclare : « Je dis qu'il n'y aura pas d'argent des contribuables états-uniens dans la bande de Gaza (...) Je mets au défi tous les candidats républicains : prenez le relais, rejoignez-moi pour vous opposer au cadeau de 100 millions de dollars de Biden au Hamas ».

Les Républicains tentent d'empêcher la nomination de Jacob J. Lew

Les sénateurs républicains ont vainement tenté d'empêcher la nomination de Jacob J. Lew comme nouvel ambassadeur en Israël. M. Lew avait été secrétaire au Trésor de l'administration Obama. Il avait validé, en 2016, un transfert de 400 millions de dollars vers l'Iran.

La Chambre pourrait sanctionner les universités pro-palestiniennes

Le représentant Jason Smith, président du comité des voies et moyens de la Chambre, a proposé de retirer les exonérations fiscales dont bénéficient les universités, lorsqu'elles autorisent des manifestations pro-palestiniennes.

Arrestation de pacifistes juifs

La police du Capitole a arrêté au moins 500 personnes, dont plus de 20 rabbins, lors d'une manifestation de pacifistes juifs organisée autour de la représentante démocrate Rashida Tlaib (Michigan). Ils scandaient « Palestine libre ! », « Pas en notre nom ! » et « cessez-le-feu maintenant ! ». La Ligue Anti-Diffamation a décrit Jewish Voice for Peace comme un groupe « radical anti-israélien et antisioniste ».

Joe Bien participe au cabinet de guerre israélien

Le président Joe Biden s'est rendu en Israël où il a assisté à une réunion du cabinet de guerre. Il a déclaré : « À la suite de l'effroyable attaque terroriste du Hamas – ce qu'ils ont fait a été brutal, inhumain, presque incroyable – ce Cabinet s'est réuni, fort et uni. Je veux que vous

sachiez que vous n'êtes pas seuls. Vous n'êtes pas seuls ! ».

Le Pentagone va sécuriser les satellites US

Le Pentagone a publié un rapport intitulé *Space Policy Review and Strategy on Protection of Satellites* (Examen de la politique spatiale et stratégie de protection des satellites).

Il met en évidence la création de forces spatiales par les armes russes et chinoises. Le général B. Chance Saltzman a été chargé d'affecter 8 600 hommes de l'US Space Force à la sécurisation des satellites US, civils et militaires.

« Les forces spatiales doivent être résilientes, prêtes et crédibles au combat », indique le rapport sans préciser les armes qui seront utilisées. Une annexe secrète détaille les moyens dont disposent la Russie et la Chine.

Coordination des armées US et britanniques

Le secrétaire à la Défense US, le général Lloyd Austin III, a reçu son homologue britannique, Grant Shapps. Les deux hommes ont harmonisé leur politique face à la crise israélo-palestinienne et face à la pression chinoise dans le Pacifique.

Sommet des « Cinq Yeux » en Californie

Accueillis par le directeur du FBI, Christopher Wray, les directeurs du Renseignement du Canada, d'Australie et de Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni ont donné une conférence sur la sécurité à Palo Alto. Ils se sont réunis à l'occasion d'un sommet de « Cinq Yeux », l'organisation globale qui espionne tous les signaux de communication.

Les maîtres-espions ont dénoncé l'« intrusion » croissante de la Chine.

Mesures US contre la vente de puces informatiques à la Chine

La secrétaire US au Commerce, Gina M. Raimondo, a annoncé de nouvelles restrictions aux exportations vers la Chine. Selon elle, elles viseraient à empêcher l'armée chinoise d'obtenir des technologies critiques susceptibles de la renforcer.

Mesures US contre l'Iran

L'administration Biden a pris des sanctions contre un groupe de personnes et d'entreprises basées en Iran, en Chine, à Hong Kong et au Venezuela, liées au développement des programmes iraniens de missiles balistiques et de drones.

L'administration US accuse l'Iran de fournir des drones à la Russie. Elle a présenté un dossier en ce sens aux Nations unies que la Russie a réfuté en détail ([S/2023/736](https://www.sipri.org/press/2023/736)).

Les sanctions internationales édictées par les Nations unies prendront fin dans les prochaines semaines.

Sommet international sur les migrations latino-américaines

Le président mexicain, Andres Manuel López Obrador, organisera, le 22 octobre à Palenque, un sommet international sur les migrations en Amérique latine. Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, le président cubain, Miguel Diaz-Canel, et le Premier ministre haïtien, Ariel Henry, le président hondurien Xiomara Castro et d'autres dirigeants d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud y participeront.

Daniel Noboa président d'Équateur

Déjouant tous les pronostics, Daniel Noboa, le « roi de la banane », a emporté le second tour de l'élection présidentielle équatorienne avec 52,01 % des voix. Sa concurrente, Luisa González, soutenue par l'ancien président Rafael Correa, n'a obtenu que 47,99 % des électeurs.

Le président sortant avait provoqué des élections anticipées pour échapper à une procédure de destitution. Le candidat anti-corruption, Fernando Villavicencio, avait été assassiné durant le premier tour, puis ses assassins avaient eux mêmes été assassinés il y a deux semaines.

Élection présidentielle au Venezuela, en 2024

Les négociations organisées à la Barbade par la Norvège sur la situation au Venezuela ont abouties à l'annonce d'une élection présidentielle, fin 2024. Caracas devrait nettoyer ses règles électorales et permettre à la dirigeante de l'opposition, Maria Corina Machado, de se présenter.

Les États-Unis ont partiellement levé leurs mesures coercitives unilatérales, favorisant la baisse du prix du pétrole en période de tension au Moyen-Orient.

L'Argentine jugera le père Franco Reverberi

La justice italienne a autorisé l'extradition du prêtre catholique argentin-italien Franco Reverberi. Il est recherché pour son rôle dans les tortures et les assassinats de la junte militaire du général Videla (1976-83). L'ancien aumônier militaire assistait aux séances de tortures et encourageait les détenus à passer aux aveux.

Dans les années Videla, l'Église argentine était dominée par la Cité catholique du Français Jean Ousset (compagnon de François Mitterrand durant le régime de Philippe Pétain) et par l'évêque schismatique Mgr. Marcel Lefebvre. Ces hommes, se référant à la Sainte Inquisition, étaient convaincus que la torture étaient un moyen de préserver la religion et l'ordre social.

EUROPE

Londres demande à ses ressortissants de quitter le Liban

Le ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni a mis en garde les sujets de Sa

Majesté sur la détérioration de la situation au Liban. Il leur a demandé de quitter immédiatement ce territoire.

Rishi Sunak en Israël

Le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, s'est rendu en Israël où il a été reçu par son homologue, Benjamin Netanyahu. Il a rencontré le président Isaac Herzog, des familles d'« otages », et redit que le Royaume-Uni était solidaire d'Israël et se tenait à ses côtés.

Le Royaume-Uni et Israël sont liés par un Traité militaire secret, depuis 2020.

Podemos veut poursuivre Benjamin Netanyahu et le Hamas devant la CPI

Ione Belarra, ministre espagnole des Droits sociaux et secrétaire générale de Podemos, a déclaré que Benjamin Netanyahu et le Hamas devaient tous deux être jugés par la Cour pénale internationale. Elle a accusé Israël de planifier un génocide.

Antonio Tajani critique l'interdiction des manifestations pro-palestiniennes en France

Antonio Tajani, vice-Premier ministre italien et ministre des Affaires étrangères, a déclaré à la radio RTL 102.5 : « La France fait ses propres choix, mais interdire les manifestations dans un pays démocratique quand ce ne sont pas des manifestations violentes ne me semble pas être juste, s'il n'y a pas d'indication que les manifestations pourraient dégénérer (...) Des manifestations pacifiques se tiennent aux États-Unis, qui est le pays le plus engagé dans la défense des Israéliens, y compris avec la présence de la Marine militaire au large des côtes libanaises, et des manifestations se sont aussi tenues au Royaume-Uni (...) Quand les manifestations deviennent violentes, c'est une autre question, quand il existe des menaces pour la sécurité, c'est une autre question ».

Le Conseil d'État français a, par la suite, invalidé l'interdiction des manifestations pro-palestiniennes.

Boris Pistorius au Liban

Boris Pistorius, ministre allemand de la Défense, s'est rendu au Liban. Il a inspecté les troupes allemandes de la FINUL. L'Allemagne s'est engagée à défendre Israël au nom de sa « solidarité historique ».

Olaf Scholz critique la position russe sur le conflit israélo-palestinien

Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a déclaré au Bundestag lors de son discours sur le conflit israélo-palestinien : « Je suis plus qu'indigné d'entendre le président russe avertir partout qu'il pourrait y avoir des victimes, des victimes civiles, des affrontements militaires. Il n'y a vraiment pas plus cynique que cela ».

Premier exercice militaire de l'Union européenne

Les Forces armées de l'Union européenne ont simulé, depuis la base militaire des États-Unis à Rota (Espagne), une opération militaire, avec débarquement amphibie. Il s'agit du premier exercice conduit par les Forces armées de l'Union.

Le Haut Représentant, Josef Borrell, était accompagné du président du Comité militaire de l'UE, le général Robert Brieger, et du chef de la Défense espagnol, le général Teodoro E. Lopez Calderon.

L'exercice a mobilisé 25 avions, 6 navires et 2 800 hommes. Les 31 unités y participant regroupaient l'infanterie, la marine, l'air, les opérations spéciales, l'espace et la cybernétique.

Selon les Traités, les forces de l'Union européenne ne peuvent agir que sous commandement de l'Otan, seule responsable de la Défense de l'Union.

Le quartier général de la force navale de l'Union est installé sur cette base états-unienne, depuis 2019. C'est de là qu'est dirigée l'« Opération Atalante » de lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden et au large de la Somalie. Les navires de l'UE font escale dans la base navale états-unienne de Djibouti.

Conseil de l'UE sur les répercussions du conflit à Gaza

Le président du Conseil de l'Union européenne, Charles Michel, a convoqué un sommet sur les répercussions européennes de la guerre en Israël/Palestine.

La France, qui a autorisé les manifestations pro-israéliennes, a interdit les manifestations pro-palestiniennes, avant de se raviser.

L'Allemagne a promis un soutien militaire à Israël au nom de sa « responsabilité historique ».

Nikol Pachinian réécrit l'histoire de la chute de la République d'Artsakh

Le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, s'est exprimé devant le Parlement européen. Il s'est engagé à « à signer d'ici la fin de cette année un accord sur la paix » ainsi qu'à normaliser ses relations avec l'Azerbaïdjan. Il a réitéré sa charge contre ses partenaires de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Selon lui, ces pays qui « avaient des obligations de sécurité bilatérales » envers l'Arménie « n'ont rien fait pour nous aider » lors de l'escalade à la frontière arméno-azerbaïdjanaise en mai 2021. « Ils nous ont laissés seuls », a insisté le chef de l'exécutif arménien.

Il a par ailleurs déclaré que l'Arménie était « prête à se rapprocher de l'Union européenne, autant que l'Union européenne le juge possible ». Il a remercié les eurodéputés d'avoir qualifié d'« épuration ethnique » l'exode des habitants du Haut-Karabagh après la victoire éclair des forces azerbaïdjanaises.

Un haut fonctionnaire du ministère russe de la défense a commenté : « Nous considérons ce discours comme absolument irresponsable et provocateur, notamment à l'égard de la Russie et des relations russo-arméniennes ».

L'Ukraine ne parvient plus à obtenir de financement

Le ministre ukrainien des Finances, Serhiy Marchenko, a déclaré à l'agence Reuters, lors des sommets de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Marrakech : « Je vois beaucoup de fatigue, je vois beaucoup de faiblesses parmi nos partenaires, ils aimeraient oublier la guerre, mais la guerre est toujours en cours, à grande échelle ».

L'Ukraine n'a obtenu que 5,4 milliards de dollars, alors que son déficit sera de 43 milliards en 2024.

Les États-Unis se préoccupent des prochaines élections et leur attention pour la guerre au Moyen-Orient l'emporte sur celle en Ukraine.

L'Ukraine attaque deux aéroports russes

L'Ukraine revendique avoir détruit plusieurs aéronefs sur deux aéroports occupés par la Russie, à Louhansk et Berdiansk. Elle aurait utilisé des missiles US à longue portée.

Ces aéroports se trouvent dans les régions d'Ukraine qui ont choisies par référendum d'adhérer à la Fédération de Russie.

Volodymyr Zelensky n'ira pas à Jérusalem

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, qui souhaitait se rendre en Israël a essuyé une fin de non-recevoir du gouvernement d'union israélien.

Les chefs de l'opposition, Yair Lapid et Benny Ganz, se sont joints au gouvernement de Benjamin Netanyahu. Ils le considèrent comme un allié des « nationalistes intégraux »

ukrainiens qu'ils qualifient de « massacreurs de juifs ».

Le 17 janvier 1923, l'Organisation sioniste mondiale (OSM) créa une commission d'enquête sur les activités de son administrateur, l'Ukrainien [Vladimir Jabotinsky](#). Celui-ci avait signé un accord avec Symon Petlioura, le président de la République populaire ukrainienne, et son conseiller spécial, Dmitro Dontsov, contre les Soviétiques. Cependant les hommes de Petlioura continuèrent de massacrer des juifs, tandis que les Soviétiques les protégèrent. Jabotinsky refusa de se justifier devant la commission et préféra démissionner. Par la suite, il se battit aux côtés des Britanniques, s'exila à New York et prit comme secrétaire particulier Benzion Netanyahu, père de Benjamin Netanyahu.

De nouveaux documents d'archives sur les massacres de juifs par les nationalistes intégraux ukrainiens

Russia Today a eu connaissance de nombreux documents des archives du KGB. Ils attestent des crimes commis par les « nationalistes intégraux » ukrainiens contre des juifs.

Vladimir Poutine téléphone aux protagonistes de la guerre palestinienne

Le président russe, Vladimir Poutine, a joint par téléphone depuis le Kremlin tous les protagonistes de la guerre israélo-palestinienne, à l'exception des Frères musulmans.

- Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.
- Le président palestinien, Mahmoud Abbas.
- Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sisi.
- Le président syrien, Bachar al-Assad.
- Le président iranien, Ebrahim Raisi.

La Russie abroge sa ratification du TICE

La Douma a révoqué sa ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

(TICE). La Fédération de Russie maintient cependant sa signature.

AFRIQUE

L'Égypte souhaite un règlement global du conflit israélo-palestinien

L'Égypte propose un sommet régional et international pour examiner l'évolution et l'avenir de la cause palestinienne, poursuivre la communication avec tous les partenaires pour réduire la violence, mettre fin au ciblage des civils et acheminer l'aide humanitaire.

Le Caire souhaite que les États-Unis, la Chine, la France, l'Allemagne, la Turquie, l'Arabie saoudite, la Jordanie et les Émirats arabes unis participent à ce sommet.

L'aide humanitaire égyptienne enfin possible

Les Émirats arabes unis, la Tunisie et la Turquie et la Russie, ont amassé des tonnes d'aide humanitaire dans les entrepôts de l'aéroport égyptien d'El-Arish. Ceux-ci y sont restés bloqués plusieurs jours. Ils devraient être distribués par l'UNRWA et la Croix-Rouge après qu'Israël a autorisé, à la demande des États-Unis, leur entrée dans la Bande de Gaza.

De son côté, l'Égypte a maintenu la frontière fermée afin d'empêcher les ressortissants états-uniens de sortir seuls de la Bande de Gaza, ce qui aurait rendu possible un massacre des Gazaouis.

Pourparlers égypto-turcs

Le Président Al-Sisi a tenu une séance de discussions à huis-clos avec ses principaux consultants militaires et de sécurité et une délégation diplomatique et de sécurité turque de haut niveau conduite par le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan. Les deux parties sont convenues d'avoir des rencontres plus étroites en matière de sécurité concernant la situation explosive à Gaza. La délégation turque a déclaré à la partie égyptienne que le

président Recep Tayyip Erdogan était tout à fait prêt à aider l'Égypte sur deux sujet : la manière de faire face à la pression sur le possible transfert de population ; et deuxièmement, sur la fourniture d'aide à la population de Gaza si l'Égypte décidait d'ouvrir sa frontière avec la Bande de Gaza.

Les deux parties sont convenues de construire un mur diplomatique en vue de bloquer le projet israélo-US de transfert de population.

L'Égypte soutiendrait les Frères musulmans au Soudan

Selon le *Wall Street Journal*, l'Égypte a livré des drones turcs Bayraktar à Abdel Fattah al-Burhan, commandant de l'armée soudanaise, bien qu'il soit allié à la Confrérie des Frères musulmans.

Immédiatement l'armée soudanaise les a utilisés pour attaquer quatre bases des Forces d'action rapide de Mohamed Hamdan Dogolo (dit « Hemeti »).

Israël évacue son ambassade au Maroc

Israël a décidé d'évacuer son ambassade au Maroc et de rapatrier tout son personnel après une manifestation populaire agressive.

Entretien avec Thierry Meyssan (vidéo)

Le *Courrier des Stratèges* a interrogé Thierry Meyssan sur les événements en Israël et à Gaza. Cette interview est conduite par Éric Verhaeghe qui a une excellente connaissance du sujet.

ASIE

Le ministre de la Défense israélien interdit d'entrée au bureau du Premier ministre

En juin, le secrétaire général du gouvernement, Tzahi Braverman, avait interdit au ministre de la Défense, Yoav Gallant, d'entrer dans le bureau du Premier ministre au quartier général

de l'armée. Cette interdiction est toujours en vigueur.

Le premier ministre avait hésité à révoquer le général Gallant.

Benjamin Netanyahu décide le bombardement de Gaza contre l'avis de certains de ses ministres

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a eu besoin de 7 jours pour faire entrer les dirigeants de son opposition dans son gouvernement et former un cabinet d'union nationale. Il s'est refusé à révoquer ses ministres suprémacistes juifs et a donc créé, au sein du gouvernement, un conseil de guerre dont ils sont exclus.

Dès la première réunion de ce conseil, un vif incident a opposé l'actuel ministre de la Défense, Yoav Gallant, à son prédécesseur et chef de l'opposition, Benny Ganz, à propos du bombardement de Gaza. Le Premier ministre a alors fait appel à l'ancien chef d'état-major, Gabi Ashkenazi, partisan absolu des bombardements. Celui-ci a été admis au Conseil de guerre en tant qu'observateur.

Les bombardements de Gaza ont alors pu commencer.

Le cabinet de guerre ne semble plus tenir en compte la vie des 199 prisonniers de la Résistance palestinienne. C'est un revirement complet de sa stratégie.

Selon Seymour Hersh, Tsahal planifie un tapis de JDAM

Selon [Seymour Hersh](#), le cabinet de guerre israélien aurait décidé de bombarder la ville de Gaza pour la réduire en poussière au moyen de bombes pénétrantes Joint Direct Attack Munition (JDAM).

Ces engins, guidés par GPS, peuvent atteindre jusqu'à deux tonnes, pénétrer entre 30 et 40 mètres sous terre et tout détruire dans un rayon de 400 mètres. L'armée de Terre serait alors envoyée pour éliminer les survivants.

Analyses du Réseau Voltaire

- Changement de paradigme en Palestine (2) : « [La censure militaire israélienne vous cache la vérité](#) », Thierry Meyssan

C'était l'information la plus importante de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa », mais elle nous avait pourtant échappé. L'attaque d'Israël n'a pas été conduite par les jihadistes du Hamas, mais par quatre groupes armés unis. C'est la première fois, depuis cinquante ans, que les Palestiniens de Gaza s'unissent.

Qu'on le veuille ou non, les longues années d'indifférence occidentale au sort des Palestiniens se terminent. Désormais, il va falloir commencer à appliquer le Droit international.

- « [Le 11-Septembre du Moyen-Orient](#) », Manlio Dinucci

La version officielle de l'attaque du Hamas contre Israël est impossible. Selon CNN, le Hamas a pu s'entraîner durant un an et demi dans six installations militaires à Gaza. Cette préparation était l'objet de rumeurs depuis le mois de mai au Liban. Elle a donné lieu à une bataille meurtrière entre factions palestiniennes, en septembre à Saïda. Le 30 septembre, le ministre égyptien du Renseignement, Kamel Abbas, a personnellement téléphoné au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, pour le mettre en garde. Une société de Sécurité privée israélienne a saisi le Shabak dans les jours suivants. La CIA a également informé le Mossad, le 5 octobre. Il est impossible qu'Israël ait été surpris. En outre, comme le souligne Manlio Dinucci, les procédures routinières de sécurité n'ont pas été appliquées. Et l'armée a mis 5 heures à intervenir. La question est donc, pourquoi Benjamin Netanyahu a laissé mourir 1 300 de ses concitoyens ?

Cependant l'état-major aurait indiqué que les 360 000 réservistes ne sont pas aptes au combat.

Leur formation se limite au maintien de l'ordre et à la garde des postes frontières.

Toujours selon Seymour Hersh, les États-Unis auraient vainement tenté de convaincre le Qatar de financer un village de tentes pour un million de personnes au Sud de Gaza.

Le gouvernement israélien paralysé

Le gouvernement de coalition israélien est paralysé en ce temps de crise. Plusieurs ministères clés (Sécurité nationale, Éducation, Information, Renseignement et Culture) n'ont toujours pas de directeurs généraux.

Le cabinet du Premier ministre israélien refuse de travailler avec le général Roni Numa

Le cabinet du Premier ministre israélien refuse de travailler avec l'équipe des Forces de Défense chargée de la réparation des infrastructures : elle est commandée par le général de réserve Roni Numa.

Le général Numa a participé à de nombreuses manifestations contre le coup d'État de Benjamin Netanyahu. Il a déposé devant la Cour suprême une pétition, avec d'autres officiers à la retraite, contre la loi interdisant au Pouvoir judiciaire d'annuler des décisions « irraisonnables » des Pouvoirs Exécutif et Législatif.

Le Premier ministre a nommé Moshe Edri, directeur général de la Commission israélienne de l'énergie atomique, responsable de son unité de réparation des infrastructures au sein du ministère des Finances du suprémaciste juif, Bezalel Smotrich. Cependant aucun texte ne précise les relations entre les deux unités concurrentes.

Guerre de l'information sur X

Elon Musk, propriétaire de X (anciennement Twitter) a résilié son contrat avec la société israélienne ActiveFence. C'est elle qui était

chargée de déterminer les comptes diffusant des informations anti-israéliennes.

L'ONG israélienne FakeReporter, créée en 2020, dénonce quantité de comptes qu'elle estime faux et qui reproduisent des informations hostiles au gouvernement Netanyahu. Cette organisation s'est spécialisée dans la lutte contre des réseaux qu'elle croit iraniens.

La ministre de l'Information perd face à la censure militaire

La censure militaire israélienne est telle que la ministre de l'Information, Distel Atbaryan, a démissionné en pleine guerre.

Pogroms anti-arabes en Cisjordanie occupée

Selon l'association israélienne de défense des droits humains B'Tselem, les colons de Cisjordanie ont tué 58 Palestiniens depuis le début de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa ».

Israël arrête des suspects en Cisjordanie occupée

Depuis le début de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa », Israël a arrêté en Cisjordanie occupée 524 Palestiniens soupçonnés de terrorisme, dont 330 suspectés d'être membres du Hamas

Wafa souligne que les actions du Hamas ne représentent pas le peuple palestinien

L'agence de presse palestinienne officielle, Wafa, a diffusé un compte rendu des conversations entre le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et le président vénézuélien, Nicolás Maduro.

On pouvait y lire que « Le président [Abbas] a souligné que la politique et les actions du Hamas ne représentent pas le peuple palestinien, ajoutant que l'OLP est le seul représentant légitime du peuple palestinien ».

La dépêche a été retirée du site internet de Wafa.

Mahmoud Abbas sanctionne un cadre du Fatah

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, devrait sanctionner Abbas Zaki, membre du Comité central du Fatah. Ce dernier a publiquement fait l'éloge de l'opération de la Résistance palestinienne unie, « Déluge d'Al-Aqsa », et regretté que seul le Fatah n'y ait pas participé,

Abbas Zaki s'ajoutera à la longue liste des cadres du Fatah écartés parce qu'opposés à la ligne du président Mahmoud Abbas.

Les Frères musulmans déplorent le faible engagement du Hezbollah

Khaled Mechaal, président du bureau politique du Hamas, a reproché son inaction au Hezbollah libanais. Selon lui, ce que le Hezbollah a fait est bien, mais encore timide et hésitant.

Le Hezbollah rend Tsahal aveugle à la frontière Nord

Les tireurs d'élite du Hezbollah ont commencé à détruire les caméras de surveillance israélienne à la frontière libanaise.

Israël a évacué la population de 28 localités à la frontière Nord où elle a placé son armée.

Les Frères musulmans libanais à la rescousse

La Jamaa Islamiya, branche libanaise de la Confrérie des Frères musulmans, revendique s'être impliquée dans l'opération « Déluge d'Al-Aqsa ». Elle annonce se préparer à un plus grand combat.

Une manifestation dégénère devant l'ambassade US au Liban

Des manifestants ont attaqué le compound de l'ambassade des États-Unis au Liban. L'armée libanaise a protégé la propriété. Le département d'État US a décidé de rapatrier le personnel

non-essentiel de l'ambassade. Il a diffusé une mise en garde aux ressortissants US leur demandant de quitter le Liban.

Annulation du sommet de Joe Biden en Jordanie

Des manifestations ont éclaté en Jordanie, alors que l'on avait annoncé une visite du président états-unien, Joe Biden. Les manifestants scandaient : « Le Messager [Mahomet] est notre chef, le djihad est notre chemin, le Hamas est notre mouvement, et Al-Qassam est notre armée ».

La population jordanienne est majoritairement immigrée palestinienne.

Le voyage de Joe Biden a été annulé. Il devait tenir un sommet avec le roi Abdallah de Jordanie, le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi et le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

Joe Biden fait pression sur l'Iraq

Le président états-unien, Joe Biden, a appelé le Premier ministre iraquien, Mohammed Chia al-Soudani, pour lui demander de servir de médiateur avec l'Iran. Il lui a précisé que si des armes iraniennes transitaient par son pays pour rejoindre le Liban, la Syrie ou la Palestine, ou si des milices irakiennes intervenaient dans le conflit, les États-Unis prendraient des « sanctions » (comprendre des mesures coercitives unilatérales) contre la population irakienne.

La presse du Moyen-Orient évoque la création par les Gardiens de la Révolution iraniens d'une chambre d'opération commune de la Résistance palestinienne unie, du Hezbollah libanais, de l'armée arabe syrienne et des milices chiïtes irakiennes. Cependant l'existence de cet état-major commun n'est pas confirmée.

Les Frères musulmans marginalisés au Yémen

Ansar Allah (connu en Occident sous l'appellation « Houthis », en référence à leur chef, feu Hussein Badreddine al-Houthi) a rompu les négociations avec le Parti réformiste (branche yéménite de la Confrérie des Frères musulmans).

La Confrérie est marginalisée à la fois par l'Arabie saoudite (wahhabite) et par Ansar Allah (Zaïdite, soutenu par l'Iran).

Négociations indirectes entre Washington et le Hamas

Washington a demandé au Qatar de négocier un accord avec le Hamas. Tous les otages civils, y compris les États-Uniens, seraient libérés... en échange d'une aide médicale et alimentaire à Gaza. Le Hamas a alors demandé une liste précise de ces prisonniers et indiqué que seuls les civils peuvent faire l'objet d'un accord. Les militaires ne pourront qu'être échangés avec les détenus palestiniens des prison de haute sécurité israéliennes. Le Hamas a précisé que certaines personnes considérées comme prisonnières à Gaza sont peut-être mortes en Israël. Il a rappelé que les prisonniers ont été répartis entre les quatre groupes de la Résistance palestinienne unie et qu'il n'a pas pouvoir de libérer ceux qui sont détenus par le FPLP ou le Jihad islamique. En outre, le Hamas a précisé que certains prisonniers étaient morts sous les bombardements israéliens et qu'il serait long d'en établir la liste exacte.

La Türkiye joue la modération dans le conflit israélo-palestinien

Contre toute attente, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a abordé la question palestinienne avec modération lors de ses interventions publiques. Il n'a pas employé son ancienne expression selon laquelle Israël serait un « État terroriste » et n'a pas fait convoquer l'ambassadeur israélien par son ministère des Affaires étrangères pour exprimer son indignation.

La Türkiye, prend grand soin de ne pas apparaître comme poussant le Hamas à l'affrontement, et maintient ses relations avec Israël. Celles-ci ont été pleinement rétablies lors de la rencontre entre le président Erdoğan et le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, à l'occasion de l'assemblée générale des Nations unies.

Le président Erdoğan avait organisé, dans son pays, le dernier congrès du Hamas.

Les groupes navals US prêts pour le nettoyage ethnique

Selon la Türkiye, les États-Unis leur ont précisé que les deux portes-avions, *USS Gerald Ford* et *USS Eisenhower*, et leurs navires d'escorte envoyés au large d'Israël se tenaient prêts à « évacuer » la population civile hors de Gaza.

L'Iran n'exerce pas de pression sur le Hezbollah

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amirabdollahien, s'est rendu à Beyrouth. Il a rencontré le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah qui lui a fait part des plans de la Résistance libanaise en cas d'entrée de l'armée israélienne dans la Bande de Gaza.

Le ministre a appelé « l'entité d'Israël » à la prudence.

En droit chiite, la déclaration de guerre est une prérogative du Guide la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei (*Velayat-e faqih*). Cependant le Hezbollah est autonome. Lors de la guerre de 2006, il avait décidé de répondre à Israël sans en référer au Guide.

L'Iran confirme que le Hezbollah est prêt à défendre les Gazaouites

Le ministre iranien des Affaires étrangères, [Hossein Amir-Abdollahian](#), a déclaré à la télévision : « Toutes les options et tous les scénarios possibles existent pour le Hezbollah. Tout a été correctement pris en compte dans

leurs calculs et les dirigeants de la Résistance ne permettront pas au régime sioniste d'agir dans la région. Toute mesure préventive est possible dans les prochaines heures ».

La loi indienne ne permet pas de légaliser les mariages gays

La Cour suprême indienne a renvoyé au législateur la question de la légalisation des mariages entre personnes du même sexe.

Sergey Lavrov à Pyongyang

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, s'est rendu en Corée du Nord. Il a assuré Pyongyang que la Russie « soutient pleinement » les efforts du pays pour défendre ses intérêts nationaux malgré les entraves que lui posent les États-Unis.

Le rapprochement russo-coréen est interprété en Occident comme une « alliance des dictatures ». Au contraire, les Corées du Sud le conçoivent comme une mise en garde face à un possible investissement de Séoul aux côtés de Kiev.

La Chine précise sa position sur le conflit israélo-palestinien

Après avoir reçu à leur demande les ambassadeurs des pays arabes à Beijing, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a indiqué les quatre priorités que la Chine juge pressantes compte tenu de la gravité de la situation actuelle.

- Premièrement arrêter les combats le plus rapidement possible, les empêcher de se propager sans fin et éviter une nouvelle détérioration de la situation.
- Deuxièmement, il est impératif de respecter le Droit international humanitaire, de faire tout son possible pour assurer la sécurité des civils, d'organiser le plus rapidement possible un sauvetage et une assistance humanitaires et de prévenir une grave catastrophe humanitaire.

- Troisièmement, les pays concernés doivent rester calmes et faire preuve de retenue, prendre une position objective et juste, travailler à la désescalade du conflit et éviter de porter un coup encore plus grand à la sécurité régionale et internationale.

- Quatrièmement, l'Onu devrait jouer le rôle qui lui revient dans le règlement de la question palestinienne. Le Conseil de sécurité des Nations unies doit assumer des responsabilités importantes à cet égard, construire un consensus international le plus rapidement possible et prendre des mesures concrètes à cette fin.

La Chine investit encore plus dans les Nouvelles routes de la soie

Les principaux financeurs des Nouvelles routes de la soie, la Banque de développement de Chine et la Banque d'import-export de Chine (Eximbank), vont injecter près de 100 milliards de dollars de prêts supplémentaires au projet, a annoncé le président chinois Xi Jinping, lors de la cérémonie d'ouverture du troisième forum international « Une ceinture, une route ».

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

L'Organisation mondiale de la Santé dénonce l'ordre israélien d'évacuation des hôpitaux gazaouites

L'[Organisation mondiale de la Santé](#) (OMS) a condamné fermement les ordres d'évacuation répétés adressés par Israël à 22 hôpitaux qui traitent plus de 2000 patients dans le nord de Gaza. « La vie de nombreux patients gravement malades ou fragiles est en jeu. Les personnes en soins intensifs ou sous assistance respiratoire, les personnes hémodialysées, les nouveau-nés en incubateur, les femmes qui présentent des complications de la grossesse et d'autres groupes de patients encore risquent de façon imminente de voir leur état se dégrader ou de décéder s'ils sont forcés de quitter leur établissement et sont coupés des soins vitaux pendant leur évacuation ».

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de
1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000
Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°58 - 27 octobre 2023

ÉDITORIAL

Les analyses prémonitoires du général Yitzhak Brik

Alors que la presse israélienne parle des « prophéties » du général Yitzhak Brik, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, l'a rencontré, le 22 octobre 2023. Le contenu de leur entretien n'a pas été révélé. On sait juste que le général a appelé à la démission le chef du Renseignement militaire (Aman) et celui du Commandement Sud.

Depuis 2015, de nombreux spécialistes mettaient en garde face à la dégradation de l'armée israélienne. Le général Yitzhak Brik a provoqué un traumatisme en nommant les choses et en mettant en cause le chef d'état-major, le général Gadi Eisenkot. La Knesset l'a entendu en décembre 2018.

Le général Yitzhak Brik part d'un constat : « Quiconque visite les bases d'entraînement aujourd'hui ne ressentira même pas une légère bouffée de combativité. Cela permet de comprendre la faible compétence des unités et le manque de motivation des combattants pour bien préparer la prochaine guerre. La situation parmi les officiers supérieurs est encore pire : ils espèrent qu'un miracle se produira et que la guerre n'éclatera pas pendant qu'ils seront en poste ». Il faut donc « placer comme pierre angulaire des valeurs de Tsahal la sanctification de la victoire et la renaissance de l'éthos du sacrifice de soi ».

Au plan organisationnel, il dénonce la manière dont le chef d'état-major est nommé, sur une base politique, par le ministre de la Défense. Il dénonce également le fait que le commandant de l'armée de Terre est aussi responsable de l'hébergement des états-majors de l'armée de l'Air et de la Marine. Il n'a donc pas le temps de s'occuper en détail de sa propre armée. En outre, il dénonce le rôle du chef d'état-major adjoint des armées. Il se préoccupe de son avancement et n'a pas le temps pour sa mission.

Au plan du management, le rajeunissement de l'armée s'est fait en renvoyant des officiers expérimentés. Les officiers actuels sont incapables d'assumer leur responsabilité et s'abritent derrière des mensonges. C'est particulièrement visible lors d'enquêtes internes.

La stratégie d'Israël repose sur l'idée que le sol israélien ne sera jamais le théâtre des opérations. C'est absurde : les combats seront demain dominés par des missiles pointés sur le pays et par des drones. Le Dôme de fer ne dispose pas assez de munitions. Les premières communautés qui seront attaquées ne pourront pas compter sur l'aide des armées et devront se défendre seules.

AMÉRIQUES

Discours de Joe Biden de retour d'Israël

De retour d'Israël à Washington, le président Joe Biden a délivré à ses concitoyens un discours télévisé. Il a établi un parallèle entre la situation en Ukraine et celle en Israël. Selon lui, le président russe, Vladimir Poutine, cherche à détruire l'Ukraine comme le Hamas cherche à détruire Israël. Heureusement, les États-Unis, la nation indispensable leur font obstacle. Il a précisé avoir mis en garde le gouvernement israélien d'être aveuglé par la rage. « Ce soir, il y a des innocents partout dans le monde qui espèrent à cause de nous, qui croient en une vie meilleure à cause de nous, qui sont désespérés, qui ne sont pas oubliés par nous, et qui nous attendent ».

Le soutien de Joe Biden à Israël s'est exprimé par son voyage à Tel-Aviv, une promesse de plus de 14 milliards de dollars d'aide et une coordination téléphonique quotidienne avec

le Premier ministre. Cependant, le président a enjoint Israël de respecter les civils. Il s'inquiète, non pas tant de l'attaque de Gaza, que des conséquences qu'elles pourraient avoir pour les États-Unis. Le Pentagone a déjà enduré des tirs sur presque toutes ses bases au Moyen-Orient.

Déploiement militaire US à proximité de Gaza

Depuis l'attaque de la Résistance palestinienne unie contre Israël, 97 avions de transport US ont établi un pont aérien avec Israël. Ils transportent du matériel en Israël même (62 avions), mais aussi à Chypre (20 avions) et en Jordanie (15 avions de transport, 2 escadrilles de parachutage et des Forces spéciales).

Ces forces s'ajoutent au groupe naval de l'*USS Gerald Ford*, déjà au large de Gaza, et à celui de l'*USS Eisenhower*, qui vient de franchir Gibraltar.

Conseils du Pentagone à Tsahal

Le Pentagone a exposé à Tsahal l'expérience qu'il a acquise contre Daesh à Mossoul (Iraq). Les États-Unis n'étaient parvenus à vaincre les jihadistes qu'en rasant la ville. Les généraux US ont plaidé pour la création d'un couloir humanitaire au Sud de la Bande de Gaza, de sorte de conserver un soutien international durant l'élimination de la population de la ville de Gaza. L'opération devrait surtout comporter des frappes aériennes, des incursions terrestres répétées et des assassinats de hauts responsables du Hamas. Tout cela ferait partie d'une longue guerre dont le but est de semer la mort et la destruction dans les rangs du Hamas.

Démission d'un haut-fonctionnaire du département d'État

Le 18 octobre, Josh Paul a démissionné de son poste de directeur du bureau des Affaires politiques et militaires du département d'État, en désaccord avec la « faillite intellectuelle » de l'administration Biden.

Il avait travaillé à Bagdad pour l'Autorité provisoire de la Coalition (2004-05), avait été assistant parlementaire du représentant démocrate Steve Israel (2006), puis avait travaillé au cabinet du secrétaire à la Défense Robert Gates (2007-08). Il dirigeait le bureau des Affaires politico-militaires du secrétariat d'État depuis 11 ans.

Dans une lettre publiée sur *LinkedIn*, il condamne la monstruosité de l'attaque du Hamas pour mieux dénoncer « La réponse de cette administration – et une grande partie celle du Congrès également – est une réaction impulsive fondée sur des confirmations biaisées, la commodité politique, la faillite intellectuelle et l'inertie bureaucratique ».

Mutinerie au département d'État

Suite à la démission de Josh Paul une mutinerie a éclaté au département d'État, indique le *Huffington Post*.

Elle s'étend à tous les grades des fonctionnaires, de bas en haut. Elle n'a pas pour but de défendre le Hamas, mais attire l'attention sur le sort des Palestiniens.

Depuis le traumatisme de la guerre du Vietnam, le département d'État a mis en place une « chaîne de la dissidence ». Il s'agit d'un forum interne permettant aux fonctionnaires d'échanger des points de vue contestataires. Habituellement, nul n'ose trop prendre le risque de débattre de la politique du département, mais cette fois-ci les mails dénonçant l'aveuglement de l'administration face aux souffrances des Palestiniens se font beaucoup plus nombreux et les fonctionnaires y ajoutent leurs signatures en nombre.

La colère se focalise sur l'influence du chef de cabinet adjoint d'Antony Blinken, Tom Sullivan. Celui-ci est le frère du conseiller national de Sécurité, Jake Sullivan.

Le président Joe Biden avait annoncé, durant sa campagne électorale, qu'aucun membre de sa famille ne travaillerait dans son administration. C'était à ses yeux une mesure visant à prévenir la corruption. Cependant, de nombreux membres de son cabinet ont des membres de leur famille qui travaillent aussi pour la haute administration.

Rébellion au Congrès

411 employés du Congrès, appartenant aux communautés juive et musulmane, ont signé une [pétition](#) appelant les élus à promouvoir un cessez-le-feu immédiat à Gaza et non pas à soutenir les actions aveugles de l'armée israélienne.

« Les voix qui appellent à la désescalade et à la paix ont été noyées par celles qui battaient les tambours de la guerre. En tant que musulmans et juifs, nous en avons assez de revivre les craintes générationnelles de génocide et de nettoyage ethnique ».

Les musulmans et les juifs US contre Joe Biden

La minorité musulmane US (4,5 millions de personnes) vit le soutien du président Joe Biden à Israël comme une trahison. Elle ne représente qu'un pour cent de la population, mais serait en mesure d'empêcher Joe Biden d'emporter l'élection présidentielle.

La minorité juive US, guère plus nombreuse (6 millions de personnes), ne cesse de manifester contre la soutien apporté à Benjamin Netanyahu qu'elle considère comme un dictateur sanguinaire.

Mais ces deux minorités ne représentent pas grand-chose face à celle des chrétiens sionistes (20 millions de personnes). Ceux-ci sont persuadés que le Peuple juif doit être rassemblé en Palestine pour que le combat final (Armageddon) puisse avoir lieu et que Bien triomphe du Mal.

Ron DeSantis fait fermer une association pro-palestinienne

À la demande du gouverneur de Floride, Ron DeSantis, les universités publiques de Floride ont fermé les locaux de l'association Étudiants pour la justice en Palestine (SJP). Ils avaient soutenu l'attaque du Hamas du 7 octobre.

Cette décision s'applique à l'Université de Floride du Nord à Jacksonville et à l'Université d'État de Floride à Tallahassee.

Mike Johnson nouveau président de la Chambre des représentants

La Chambre des représentants a enfin élu son président, Mike Johnson, après la révocation de Kevin McCarthy et 22 jours d'attente.

Mike Johnson est avocat de formation. Il est chrétien évangélique baptiste du Sud. Il s'est engagé dans l'Alliance Defending Freedom, une puissante association de soutien juridique aux causes chrétiennes. Il a été élu pour le Parti républicain à la Chambre des représentants

depuis 2017. Il s'est fait connaître pour son combat contre l'avortement et contre les droits des homosexuels.

Lors de son discours d'investiture, il a déclaré : « Je crois que chacun d'entre nous a aujourd'hui une énorme responsabilité d'utiliser les dons que Dieu nous a donnés pour servir les peuples extraordinaires de ce grand pays comme ils le méritent et pour s'assurer que notre République reste le grand phare de lumière, d'espoir et de liberté dans un monde qui en a désespérément besoin.(...) Que les ennemis de la liberté dans le monde nous entendent haut et fort : la Maison du peuple est de retour dans les affaires ».

Publication d'une preuve de la corruption de Joe Biden

Le Comité de surveillance et de responsabilité de la Chambre des représentants a publié la photocopie d'un chèque de 200 000 dollars de James Biden à son frère Joe Biden, daté du 1er mars 2018, à titre de commission.

Ce jour-là, James Biden avait encaissé 400 000 et 200 000 dollars d'Americore en lui disant que nom de « Biden » améliorerait les affaires de la société au Moyen-Orient, ainsi qu'en attestent les documents du procès de faillite d'Americore.

C'est la première fois qu'un transfert de fonds met en lumière la corruption de Joe Biden.

Le candidat péroniste en tête de la présidentielle argentine

Le premier tour de l'élection du président et du vice-président argentins a donné :

- Sergio Massa & Agustín Rossi (Péronistes) 36,68 % des voix.

Sergio Massa, candidat de l'Union pour la patrie (UP), est l'actuel ministre de l'Économie. Il a soutenu les pauvres (40 % de la population en insécurité alimentaire) dans une période d'inflation continue (140 % en un an). Il a promis de former un gouvernement d'union nationale.

- Javier Milei & Victoria Villarruel (Libertariens) 29,98 % des voix.

Javier Milei, candidat de La liberté avance (LLA), souhaite abandonner le peso pour le dollar et dissoudre ainsi la Banque centrale. Il entend rompre avec la Chine communiste et réduire considérablement les domaines d'intervention de l'État. Il plaide pour criminaliser l'avortement et autoriser aussi bien le port d'armes que la vente d'organes.

EUROPE

100 000 manifestants à Londres contre la guerre à Gaza

100 000 personnes ont manifesté à Londres contre la guerre à Gaza. Le gouvernement avait prévenu que tout soutien aux crimes du Hamas serait durement réprimé. Le cortège a défilé dans le calme.

La Défense du Royaume-Uni et celle d'Israël sont liées par un Traité, signé en 2020, dont le texte n'a jamais été rendu public.

L'Écosse pour un cessez-le-feu à Gaza

Le Premier ministre écossais, Humza Yousaf, a réitéré sa demande au gouvernement britannique de soutenir un cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

Altercation irlando-israélienne

Le président irlandais, Michael Higgins, a déclaré à propos de l'opération israélienne contre Gaza : « Annoncer que vous allez enfreindre le droit international et le faire à l'encontre d'une population innocente revient à réduire en miettes tout ce qui existait depuis la Seconde Guerre mondiale sur la protection des civils ».

L'ambassadrice israélienne, Dana Erlich, a répondu qu'il existe « un préjugé inconscient en Irlande contre Israël ».

L'ambassade israélienne a publié un quizz : « L'Irlande se demande qui a financé les tunnels de la terreur ? Une brève direction d'enquête – 1. Trouvez un miroir 2. Dirigez-le vers vous-même 3 ... Voilà ».

Le président états-unien, Joe Biden, a déclaré que l'Irlande est « la patrie de son cœur ».

Fausses alertes à la bombe en France

De nombreux lycées, aéroports et musées français ont dû être évacués à la suite de fausses alertes à la bombe. Le Château de Versailles a dû l'être quatre fois. Sept adolescents ont été arrêtés pour ces canulars.

Emmanuel Macron prêt à élargir le conflit gazaoui

Lors de sa rencontre avec le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, le président français, Emmanuel Macron a déclaré : « La France est prête à ce que la coalition internationale contre Daesh à laquelle nous participons pour des opérations en Irak et en Syrie lutte également contre le Hamas ».

Le Palais de l'Élysée a immédiatement publié un communiqué pour relativiser ses propos.

Sahra Wagenknecht fonde la BSW

La passionaria de De Linke, Sahra Wagenknecht, a créé son propre parti, l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW). Elle entend poursuivre son combat humaniste contre l'Otan. Elle est aujourd'hui une des personnalités politiques préférées des Allemands.

Karl Nehammer apporte le soutien de l'Autriche à Israël

Le chancelier autrichien, Karl Nehammer, a évoqué une « lutte conjointe contre le terrorisme » lors de sa visite en Israël. Il a rencontré le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, et le président, Isaac Herzog.

Un cargo chinois aurait endommagé le gazoduc BalticConnector

Selon le Bureau national d'investigation finlandais (BNI), l'incident qui a endommagé le gazoduc BalticConnector et deux câbles de télécommunication sous-marins, le 8 octobre, serait imputable à une ancre chinoise qui a été retrouvée sur place. Le Bureau assure qu'elle proviendrait du cargo NewNew Polar Bear.

La Chine a demandé une enquête plus précise.

Le BalticConnector relie la Finlande à l'Estonie. Depuis 2019, il permet de transporter 2,6 millions de m3 de gaz par an.

Petr Fiala apporte le soutien de la Tchéquie à Israël

Le Premier ministre tchèque Petr Fiala a qualifié le Hamas d'« ennemi commun » lors de sa visite en Israël. Il a rencontré le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, et le président, Isaac Herzog.

La Slovaquie cesse son aide militaire à l'Ukraine

Le nouveau Premier ministre slovaque, Robert Fico, a déclaré : « Nous considérons l'aide à l'Ukraine uniquement comme une aide humanitaire et civile, nous ne fournirons plus d'armes à l'Ukraine ».

La Slovaquie est le premier État, membre de l'Otan, à cesser d'armer l'Ukraine. Elle y consacrait 0,65 % de son PIB. Selon le Kiel Institute, la valeur totale d'aide annoncée, principalement militaire, s'élevait au 31 juillet à 680 millions.

Jusqu'à présent, la Slovaquie lui livrait notamment des avions de combat – des MiG-29 de conception soviétique, des Manpads (systèmes portatifs de défense sol-air) et un système de défense antiaérienne. Elle réparait aussi les armements utilisés par les soldats ukrainiens.

Pour Viktor Orbán, l'UE se comporte comme l'URSS

Le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a déclaré que les pressions exercées par l'Union européenne lui rappelaient celles des Soviétiques. Il a noté que l'histoire se répète parfois. Selon lui, Bruxelles impose à la Hongrie un modèle de démocratie libérale, qu'elle rejette.

Le Haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell, lui a répondu : « Pour être honnête, je ne vois aucune similitude entre l'occupation soviétique de Budapest et ce qui se passe à Berlyamont [le siège de la Commission européenne à Bruxelles]. Je n'ai pas vu un seul char à Berlyamont. Personne n'oblige la Hongrie à rester membre de l'UE ».

Joseph Borrell assure que la question palestinienne a de l'importance

Le Haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Joseph Borrell, a déclaré : « En temps normal, pas pendant la guerre, une centaine de camions d'aide entrent quotidiennement à Gaza. Il est donc évident que 20 camions ne suffiront pas (...) Sans eau ni électricité, les hôpitaux peuvent à peine travailler (...) Les grandes puissances ont oublié la question palestinienne parce qu'elles ont pensé qu'elle se résoudrait d'elle-même ou qu'elle n'avait pas d'importance. Elle a de l'importance ».

Les sanctions contre la Russie devraient affecter chaque citoyen

Vladyslav Vlasjuk, conseiller du président Volodymyr Zelensky, a réuni les ambassadeurs étrangers au siège de la présidence ukrainienne. Il a présenté les sanctions prises contre la Russie et contre l'Iran. Il a déclaré : « Les sanctions devraient affecter véritablement chaque citoyen russe. Cela permettra de comprendre clairement que quelque chose ne va pas avec notre pays ».

Vladyslav Vlasjuk est avocat. Il est désormais coordinateur de la centaine d'experts du groupe

Yermak-McFaul dédié aux sanctions. Jusqu'à présent, la présidence ukrainienne assurait que les sanctions étaient tournées contre le régime du président Vladimir Poutine, tandis que les nationalistes intégraux disaient vouloir détruire la culture et la population russe.

La Russie abat deux MGM-140 ATACMS

La Russie a annoncé avoir abattu deux missiles MGM-140 ATACMS tirés par l'armée ukrainienne.

Ces missiles avaient été fournis, il y a une ou deux semaines, par le Pentagone à l'Ukraine. Le président Vladimir Poutine avait alors assuré que son pays était en mesure de les abattre.

Chaque MGM-140 ATACMS détruit coûte 1 million de dollars au contribuable états-unien.

La Russie se prépare à la guerre nucléaire

La Russie a organisé des manœuvres militaires testant sa défense nucléaire le jour de la révocation de la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Ticen). Des tirs d'entraînement de missiles balistiques et de croisière ont eu lieu.

Le même jour, le Kremlin avait reçu des propositions de Washington afin de discuter « indépendamment de tout ce qui se passe » de la stabilité stratégique et du contrôle des armements. Le vice-ministre des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, avait répondu : « Nous pensons que sans changement dans l'attitude profondément et fondamentalement hostile des États-Unis à l'égard de la Russie, il est tout simplement impossible de reprendre le dialogue sur la stabilité stratégique, y compris sur New Start »

Vladimir Poutine s'étonne des discriminations racistes du Comité international olympique

Commentant la décision du Comité international olympique (CIO) de refuser des

athlètes russes, le président Vladimir Poutine a déclaré : « Grâce à certains dirigeants du Comité international olympique actuel, nous avons appris qu'une invitation aux Jeux olympiques n'était pas un droit sans condition pour les meilleurs athlètes, mais un privilège (...) Et que les Jeux eux-mêmes pouvaient être utilisés comme un instrument de pression politique contre des gens qui n'ont rien à voir avec la politique, comme un moyen grossier et de fait raciste, de discrimination ethnique ».

Arrestation en Russie d'une journaliste états-unienne

Alsu Kurmasheva, journaliste russo-états-unienne, a été arrêtée en Russie. Il lui est reproché d'avoir recueilli des informations militaires et de les avoir transmises à l'étranger. Employée de Radio Free Europe/Radio Liberty, elle avait déjà été condamnée à payer une amende pour ne pas s'être fait enregistrée comme travaillant pour une puissance étrangères (« agent de l'étranger »). Radio Free Europe/Radio Liberty est une station de radio exclusivement financée par le gouvernement états-unien (le Congrès et non pas la Maison-Blanche en l'occurrence).

Après Evan Gershkovich (journaliste du *Wall Street Journal*), elle est la seconde journalistes US à être arrêtée en Russie.

Négociations arméno-azerbaïdjanaïses

Les ministres des Affaires étrangères d'Arménie, d'Azerbaïdjan, d'Iran, de Russie et de Turquie se sont réunis à Téhéran. Après la chute de la République d'Artzak (Haut-Karabagh), l'Arménie craint que l'Azerbaïdjan n'utilise son avantage pour conquérir un couloir lui permettant de relier son territoire à la population azérie de la République autonome du Nakhitchevan. Cette région a proclamé son indépendance à la fin de l'URSS pour constituer une république non-reconnue. Elle a été revendiquée à la fois par les Azéris, les Arméniens et les Kurdes.

Par ailleurs, l'Arménie a adhéré à la Cour pénale internationale (CPI). Il s'agit officiellement pour elle de se protéger pénalement d'une incursion azérie. Officieusement, il s'agirait plutôt de prendre ses distances avec Moscou, non pas après la récente défaite, mais plutôt après le renversement du président élu et l'arrivée au pouvoir de Nikol Pashinyan, un homme sponsorisé par George Soros.

AFRIQUE

L'Égypte pourrait accueillir des Palestiniens pour 135 millions de dollars

Bien que l'Égypte n'ait pas cessé de rappeler son attachement à la résolution de la Ligue arabe de 1979 s'opposant au transfert du Peuple palestinien hors de sa patrie, Le Caire pourrait ouvrir le poste frontière de Rafaah.

Lors de la guerre de 2008, l'Égypte avait accueilli 35 000 Palestiniens, mais le président Hosni Moubarak les avait par la suite renvoyés à Gaza.

Israël et les États-Unis auraient proposé à l'Égypte le transfert des Palestiniens de Gaza dans le Sinaï en échange de l'annulation de la dette extérieure égyptienne, soit 135 millions de dollars.

L'Algérie et la Tunisie songent à se retirer de l'initiative de paix arabe

L'Algérie et la Tunisie ne croient plus au principe de « la terre contre la paix », ni à « la solution à deux États ». Ces deux États pourraient se retirer de l'initiative saoudienne de paix arabe de 2002. Leur retrait pourrait faire tache d'huile et s'étendre à d'autres États arabes.

La Libye se divise à nouveau

Le parlement libyen a voté une résolution demandant l'expulsion immédiate des ambassadeurs des États-Unis, de France, d'Italie et du Royaume-Uni qui soutiennent les crimes d'Israël à Gaza.

La Libye a été coupée en deux par la guerre de l'Otan : Tripolitaine et Cyrénaïque. Immédiatement après le renversement de la Jamahiriya arabe libyenne, l'Otan avait installé les Frères musulmans à la tête de la Tripolitaine. Au contraire, l'Égypte et la Russie avaient installé le maréchal Haftar au pouvoir en Cyrénaïque.

Fermeture du bureau de liaison israélien à Rabat

Des manifestations ont réuni plusieurs centaines de milliers de personnes, la plus grande foule depuis des décennies au Maroc, en scandant « le peuple veut la criminalisation de la normalisation ». Elles étaient organisées par le Front marocain de soutien à la Palestine et contre la normalisation, qui représente une vingtaine de partis, de syndicats et d'associations, et le Groupe d'action nationale pour la Palestine, qui est proche de l'opposition.

Le bureau de liaison israélien à Rabat a été fermé. On ignore s'il s'agit d'une décision d'Israël pour protéger son personnel de la colère de la rue ou d'une décision du palais royal après la riposte d'Israël contre la population gazaouite.

Israël venait de reconnaître le caractère marocain de l'ex-Sahara espagnol.

Mohamed Bazoum aurait tenté de s'échapper

Le président déchu du Niger, Mohamed Bazoum, aurait tenté de s'enfuir avec sa famille, ses deux cuisiniers et ses deux gardes du corps. Deux hélicoptères d'une « puissance étrangère » étaient prêts à l'évacuer au Nigeria.

Fraude aux élections municipales au Mozambique

La Comisso Nacional de Eleições (CNE) du Mozambique a annoncé la victoire du Frente de Libertação de Moçambique (Frelimo) dans 64 des 65 élections régionales.

De nombreuses manifestations ont immédiatement éclaté alors que s'accumulent les preuves de fraude généralisée au détriment de la Resistência Nacional Moçambicana (Renamo).

La Somalie dépassée par les jihadistes

Le président somalien, Hassan Sheikh Mohamud, n'est en définitive plus remis en question après ses échecs militaires du mois d'août face aux jihadistes d'Al Shebbab. Il a réformé ses armées, nommé un nouveau commandant de l'armée de Terre, Dayah Abdi Abdullah, et limogé le général Ahmed Adan Ali, qu'il avait nommé trois mois auparavant.

Cependant la Somalie est désormais abandonnée de tous. Elle ne peut plus compter que sur les États-Unis, le Royaume-Uni, la Turquie, l'Union européenne et les Émirats arabes unis.

ASIE

Un proche de Benjamin Netanyahu s'oppose à l'entrée du Tsahal dans Gaza

En Israël, Ran Baratz, l'ancien responsable de la communication de Benjamin Netanyahu, a lancé une campagne pour différer l'entrée de Tsahal dans Gaza.

Il semble que le Premier ministre cherche à ne pas s'engager dans un conflit qui apparaît très légal pour Israël. Il ne pourrait annuler ses engagements que sur la pression populaire.

L'armée israélienne présente un montage des exactions du Hamas

L'armée israélienne a réuni les correspondants et envoyés spéciaux étrangers pour leur présenter un montage vidéo. Réalisé à partir des vidéos enregistrées par les caméras GoPro des assaillants du 7 octobre et des caméras de surveillance, il montre des images insoutenables d'exactions gratuites.

La barbarie du Hamas n'est pas nouvelle. Elle ne gênait pas Israël lorsqu'elle s'exerçait à l'encontre des hommes de Yasser Arafat ou, plus récemment de ceux du FPLP, durant la guerre contre la Syrie. À ces époques Israël n'hésitait pas à encadrer le Hamas et Benjamin Netanyahu à visiter à l'hôpital les jihadistes d'Al-Qaëda qu'il hébergeait.

Israël légalise la torture

Le General Attorney israélien, Galia Baharav-Miara, a autorisé la détention de terroristes du Hamas durant 90 jours, au lieu de 60, sans la visite d'un avocat.

Il est généralement admis que protéger les détenus de torture suppose qu'ils aient un accès à un avocat sous 48 heures.

Goggle désactive ses applications GPS en Israël

Google désactive ses applications cartes et GPS en Israël. Elles pourraient être utilisées par la Résistance palestinienne.

Le témoignage de Yocheved Lifshitz

Au moment de sa libération par le Hamas et de sa remise à la Croix-Rouge, l'otage israélienne, Yocheved Lifshitz (85 ans) ; s'est retournée vers un de ses geôliers masqué et armé. Elle lui a serré la main et lui a dit « Shalom ! » (Paix !). Lors d'une conférence de presse, elle a décrit son enlèvement : « Au fur et à mesure que nous avons roulé, un motocycliste m'a frappé avec un bâton. Ils ne m'ont pas cassé les côtes, mais ça m'a fait très mal dans cette région, ce qui m'a rendu difficile de respirer. Ils m'ont volé ma montre et mes bijoux (...) Finalement, nous sommes passés sous terre et avons parcouru des kilomètres dans des tunnels humides, pendant deux ou trois heures dans une toile araignée de tunnels. Nous sommes arrivés à une grande salle. Nous étions un groupe de 25 personnes, et ils nous ont séparés selon nos kibboutz ».

Les gardes ont nourri les prisonniers avec la même nourriture qu'eux. Un médecin leur a

Analyse du Réseau Voltaire

Changement de paradigme en Palestine (3) :
« [Un crime se prépare sous nos yeux. L'empêcherons nous ?](#) », par Thierry Meyssan

L'armée israélienne se prépare à nettoyer ethniquement la Bande de Gaza conformément au vieux rêve des suprémacistes juifs. Cependant, en Israël, et aux États-Unis, de nombreux citoyens s'opposent à ce crime. Tandis qu'au Moyen-Orient, de nombreux volontaires se préparent à les sauver en attaquant l'État hébreu.

Contrairement à la perception que nous avons de ce conflit, l'impossibilité de le résoudre depuis 76 ans ne provient pas de la mauvaise foi de ses protagonistes. Mais de l'absence de choix entre deux systèmes : un monde « fondé sur des règles » ou « sur le Droit international »

rendu visite quotidiennement et leur a fourni des médicaments et des traitements, y compris pour un otage blessé lors d'un accident de moto. « Ils étaient très préoccupés par l'hygiène et s'inquiétaient d'une épidémie de quelque chose. Nous avions des toilettes qu'ils nettoyaient tous les jours ». Elle a insisté sur le fait que, durant sa détention, ses ravisseurs s'étaient montrés « amicaux ». Ils leur avaient distribués des « soins » et avaient fait preuve de « douceur ».

Madame Lifshitz et son mari, Oded (83 ans), sont des militants de la Paix et des Droits de l'homme qui avaient l'habitude de transporter des Palestiniens malades de Gaza en traitement médical en Israël.

Mahmoud Abbas snobe Joe Biden

Selon la radio publique israélienne *Kan Radio*, le président palestinien Mahmoud Abbas aurait refusé un appel téléphonique de son homologue états-unien, Joe Biden, lors de sa visite en Israël.

Théophile III de Jérusalem dénonce les bombardements israéliens

Le patriarche orthodoxe grec, Théophile III de Jérusalem, a [communiqué](#) : « Le Patriarcat orthodoxe grec de Jérusalem condamne le plus fermement les conditions de l'attaque aérienne israélienne qui a frappé le territoire de son église dans la ville de Gaza. Le Patriarcat souligne que l'église elle-même et ses bâtiments auxiliaires ont ouvert leurs portes à des civils innocents, en particulier des femmes et des enfants, qui ont perdu leur maison à la suite de frappes aériennes israéliennes sur des quartiers résidentiels qui se sont poursuivis au cours des 13 derniers jours. Les bombardements de ces installations constituent un crime de guerre qui ne peut être ignoré ».

Tracts israéliens sur Gaza

L'armée de l'Air israélienne a jeté des tracts en arabe sur Gaza. On peut y lire : « Si vous voulez un avenir meilleur pour vous et vos enfants, fournissez-nous des informations tangibles et utiles sur les otages détenus dans votre région. L'armée israélienne vous assure qu'elle fera de son mieux pour assurer votre sécurité et celle de votre domicile et vous offrir une récompense financière. Nous garantissons également une totale discrétion ».

Le président Joe Biden avait posé la question au Premier ministre, Benjamin Netanyahu, lors de sa visite en Israël : lorsque vous aurez détruit le Hamas, qui le remplacera ?

Manifestations en Israël contre Benjamin Netanyahu

Alors que la censure militaire israélienne interdit de couvrir les manifestations contre le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, celles-ci se multiplient en Israël. Elles sont organisées par des familles de victimes après la révélation que son cabinet a détruit des documents attestant qu'il avait été prévenu de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa ».

Des armes occidentales ukrainiennes aux mains du Hamas et du Hezbollah

Le Hamas détient un stock d'armes occidentales qui avaient été livrées à l'Ukraine. On ignore comment elles lui sont parvenues.

L'étude des vidéos du Hamas est sans appel. L'organisation dispose de lance-missiles anti-chars FGM-148 Javelin (de fabrication US) et de NLAW (de fabrication suédoise) et de lance-roquettes AT4 (de fabrication suédoise ou US).

Israël doit s'attendre à de lourdes pertes s'il envoie son armée au sol à Gaza. L'état-major israélien a déjà confirmé qu'un de ses officiers avait été tué par ces armes, lors d'une reconnaissance à Gaza.

Par ailleurs le Hezbollah en a fait usage, à titre préventif, à la frontière libano-israélienne.

En août 2021, *Newsweek* avait révélé qu'un Iliouchine-76 avait débarqué à Téhéran une cargaison de 100 millions de dollars d'armes occidentales. On avait cru à l'époque que la Russie fournissait des exemplaires d'armes occidentales à l'Iran afin que son armée les copie. Il se peut qu'elles aient abouties dans les mains du Hamas. Le Pentagone avait démenti. Plus sérieusement, l'armée ukrainienne est si corrompue qu'il est facile de lui acheter des armes. Celles-ci peuvent transiter par la mer Noire, sans aide de la Russie, ni de l'Iran.

L'engagement du Hezbollah pour Gaza

Le Hezbollah estime protéger les Gazaouites en maintenant à la frontière israélo-libanaise trois divisions militaires israéliennes composées de 30 000 soldats.

L'engagement du Hezbollah est limité par la résolution 1701, adoptée à la fin de la guerre israélo-libanaise de 2006. La Résistance libanaise s'est engagée à ne pas franchir le fleuve Litani. Cet engagement ne peut être remis en question que par une action de l'armée israélienne contre le Liban.

Par ailleurs, toutes les agences de presse et médias internationaux ont retiré leurs correspondants et envoyés spéciaux du Sud du Liban après l'assassinat du photographe de Reuters et les blessures infligées à six de ses collègues. Il n'y aura donc pas de couverture internationale de ce qui se passera sur ce front.

La Jordanie prise en étau

7 000 jeunes irakiens campent à la frontière jordanienne. Ils attendent de pouvoir la passer pour combattre le « Satan israélien ».

Par ailleurs, selon des responsables jordaniens, le roi Abdullah craint que l'Égypte ne cède à la pression internationale et ouvre la frontière de Rafaah, autorisant ainsi le transfert de deux millions de Gazaouites.

Alors que la Jordanie appelle au calme, le Front d'action islamique, c'est-à-dire la branche jordanienne des Frères musulmans, appelle à la rupture complète des relations diplomatiques avec Israël. Ceci impliquerait le retrait de l'ambassadeur jordanien à Tel-Aviv et la rupture des différents traités entre les deux pays, notamment sur l'eau.

Attaque israélienne en Syrie

L'armée de l'Air israélienne a attaqué plusieurs cibles militaires en Syrie, tuant au moins 7 soldats. Tsahal a indiqué riposter à des tirs de roquette depuis la Syrie dont elle tient Damas pour responsable.

Attentats contre les Forces états-uniennes en Iraq

Le 19 octobre, une roquette a touché le camp des forces US à Aïn al-Assad (ouest de l'Iraq). L'attaque a été revendiquée par la milice chiite « Résistance islamique en Iraq ». Elle n'a fait aucun blessé.

Le 20 octobre, trois roquettes Katioucha sont tombées à proximité du camp des forces de la coalition internationale antidjihadiste, qui

compte des soldats états-uniens, près de l'aéroport international de Bagdad.

Ces attaques surviennent alors que de nombreuses milices irakiennes se préparent à attaquer les intérêts des États-Unis et de certains de leurs alliés, en cas d'entrée de l'armée israélienne dans la Bande de Gaza.

Environ 2 500 militaires états-uniens et un millier de soldats d'autres pays membres de la coalition sont aujourd'hui stationnés sur trois bases des forces irakiennes.

Des Yéménites attaquent une base illégale des USA en Syrie

Des milices yéménites liées au Hezbollah libanais ont tiré des missiles sur la base états-unienne au Nord-Est de la Syrie.

Cette base, comme une autre située à la frontière syro-jordanienne, est illégale.

Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani conteste le droit d'Israël à tuer

Ouvrant la session annuelle de l'Assemblée consultative du Qatar, le cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani a déclaré : « Nous disons "Assez !" Israël ne doit pas obtenir un feu vert inconditionnel, ni une autorisation sans restriction pour tuer ».

Le Qatar héberge le bureau politique du Hamas. Il le fait à la demande du département d'État, comme il l'a fait auparavant pour les Talibans. En outre, il verse 30 millions de dollars mensuels pour payer son administration à Gaza, en plein accord avec Israël.

Recep Tayyip Erdoğan dénonce l'attitude du Conseil de sécurité

Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a accusé le Conseil de sécurité des Nations unies d'avoir « aggravé la crise » dans la bande de Gaza par son attitude « biaisée » et de causer ainsi « les pires torts » à la réputation de l'Onu.

La Türkiye prend ses distances avec le Hamas

La Türkiye aurait demandé au Hamas, qu'elle héberge, de songer à quitter le pays. Ankara, qui soutient le combat des Frères musulmans pour libérer la Palestine, s'oppose à la prise de civils pour cibles. La presse turque accuse le Hamas de s'être livré à des crimes de guerre comparables à ceux de l'armée israélienne.

Le président Recep Tayyip Erdoğan a, par ailleurs, défini que « Le Hamas n'est pas un groupe terroriste, c'est un groupe de libérateurs qui protègent leur terre ».

Recep Tayyip Erdoğan interprète le conflit israélo-palestinien au regard de la colonisation

Lors de la réunion du groupe parlementaire de son parti (Parti de la Justice et du Développement), le président turc Recep Tayyip Erdoğan a déclaré : « Les auteurs du massacre et de la destruction de Gaza sont ceux qui apportent un soutien illimité à Israël. À partir de là, je m'adresse à la fois à Israël et à ceux qui le soutiennent et l'encouragent : Tant que des musulmans continueront à mourir à Gaza, aucun navire, aucun avion, aucune simagrée politique n'apporteront la paix. Le gouvernement israélien devrait rechercher la sécurité non pas à 10 000 kilomètres de là, mais chez ses voisins de la région, en particulier en Türkiye. Lorsque les puissances, sur lesquelles Israël s'appuie aujourd'hui, plieront bagage et partiront pour éteindre l'incendie chez eux, la Türkiye sera le premier endroit où le peuple israélien cherchera la confiance et la compassion, comme il y a 500 ans.

Nous sommes conscients du fait que les puissances qui nous ont infligés, il y a un siècle, cette persécution qui noie dans le sang et le feu ces terres qui abritent les plus anciennes colonies du monde, ne veulent pas d'une solution aujourd'hui comme hier. Ceux qui causent le problème, bien sûr, ne veulent pas de solution.

Plus la crise s'aggrave, plus elle s'enracine, mieux c'est pour leurs intérêts (...) Ils veulent que la question israélo-palestinienne s'aggrave... Ils veulent que la paix et la stabilité n'arrivent jamais dans cette région... Ils veulent que l'ombre de la guerre ne quitte jamais la Méditerranée orientale... Ils veulent que les peuples qui y vivent depuis des milliers d'années ne bénéficient pas des ressources de ces terres... Ils veulent que leur système d'exploitation fondé sur le sang, la persécution et les larmes se poursuive... C'est à cela que nous nous opposons. Nous refusons ce système d'exploitation dont tous les peuples de la région, musulmans, chrétiens et juifs, paient le prix ».

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

L'Iran souhaite éviter la généralisation du conflit

Le Guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei aurait approuvé un plan des Gardiens de la Révolution prévoyant de ne pas étendre la guerre au Moyen-Orient, mais de soutenir la Résistance palestinienne en Cisjordanie.

La normalisation des relations entre le Bhoutan et la Chine pourrait ouvrir un conflit entre la Chine et l'Inde

Les négociations en vue d'une normalisation des relations diplomatiques entre le Bhoutan et la Chine pourraient déboucher sur une cession d'une partie du Doklam à Beijing. Cette région contestée est revendiquée à la fois par le Bhoutan, la Chine ... et l'Inde.

Il pourrait s'ensuivre une revendication plus marquée de la Chine sur le territoire administré par l'Inde de l'Arunachal Pradesh. Cette région, que les Britanniques avaient rattachée à l'Inde juste avant la Première Guerre mondiale, est historiquement liée au Tibet, donc à la Chine qui la revendique depuis l'indépendance de l'Inde.

Inculpation d'Imran Khan

L'ancien Premier ministre pakistanais, Imran Khan, déjà incarcéré pour plus de 200 affaires différentes, a été inculpé de divulgation de document classifié. Il encourt 14 ans de prison, voire la peine de mort.

Par ailleurs, la Cour suprême a statué que la centaine de partisans d'Imran Khan qui devaient être jugés par les tribunaux militaires, relève de la justice civile.

Le progressiste Imran Khan est toujours l'homme le plus populaire du Pakistan.

Le Pakistan observe que la lutte contre l'occupation ne peut pas être assimilée au terrorisme

Lors de la réunion du Conseil de sécurité sur la question palestinienne, l'ambassadeur du Pakistan, Munir Akram, a déclaré que son pays condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Cependant, en droit international, la lutte contre l'occupation, pour l'autodétermination et la libération nationale est légitime et ne peut être assimilée au terrorisme.

Tension philippino-chinoise

Un accrochage entre un navire philippin et deux autres chinois, autour du récif de Ren'ai, a réactivé les tensions en mer de Chine. Cependant, il ne semble pas que la partie philippine aurait tenté quoi que ce soit sans la présence du groupe naval états-unien de l'*USS Ronald Reagan*.

Changements ministériels en Chine

Le ministre chinois de la Défense, Li Shangfu, a été relevé de ses fonctions par le Comité permanent de l'Assemblée populaire. Il n'était pas apparu en public depuis le 29 août.

Il semble que Li Shangfu ait été impliqué dans l'affaire de corruption qui a agité le commandement des missiles stratégiques, y compris nucléaires.

Identiquement ont été confirmées les révocations de Qin Gang, ancien ministre des Affaires étrangères (qui avait été déjà révoqué de ce poste, mais conservait un titre de ministre sans portefeuille), de Wang Zhingang, ministre des Sciences des technologies, et de Liu Kun, ministre des Finances.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

La CIJ a été saisie des conséquences juridiques des pratiques israéliennes

La Cour internationale de Justice (CIJ), organe interne des Nations unies, examinera, à titre consultatif, les conséquences des pratiques israéliennes dans les territoires palestiniens.

En 2004, la CIJ avait affirmé que la construction du Mur de séparation était contraire au Droit international. Israël a pourtant poursuivi sa construction.

António Guterres critique l'aveuglement occidental

Ouvrant une session spéciale du Conseil de Sécurité sur la question palestinienne, le secrétaire général de l'Onu, António Guterres, a déclaré que les attaques du Hamas contre Israël « ne se sont pas produites dans le vide (...) Le peuple palestinien a été soumis à 56 ans d'occupation étouffante ».

« Les griefs du peuple palestinien ne peuvent justifier les attaques effroyables du Hamas. Et ces attaques effroyables ne peuvent justifier le

châtiment collectif du peuple palestinien » , a-t-il ajouté.

Par la suite, António Guterres a twitté : « Rien ne peut justifier l'assassinat, les blessures et l'enlèvement de civils par le Hamas ».

Israël demande la démission du secrétaire général de l'Onu

L'ambassadeur d'Israël aux Nations unies, Gilad Erdan, a demandé la démission du secrétaire général António Guterres pour avoir dit que l'attaque du Hamas ne s'est pas produite dans le vide. « Il n'y a aucune justification ni aucun intérêt à parler avec ceux qui font preuve de compréhension à l'égard des actes les plus terribles commis contre les citoyens d'Israël – encore moins par une organisation terroriste ».

Israël a déjà refusé de nouveaux visas aux fonctionnaires des Nations unies, notamment à Martin Griffiths, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires (et notoirement agent du MI6).

Lors de la conférence de presse du ministre israélien des Affaires étrangères, Eli Cohen, devant les Nations unies, une manifestation de

juifs pacifistes a dénoncé l'attitude du gouvernement Netanyahu. La foule a crié « Démission ! » à l'adresse du ministre.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°59 - 3 novembre 2023

ÉDITORIAL

Le débat onusien sur la situation à Gaza

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, le 31 octobre, une résolution A/ES-10/L.25, présentée par la Jordanie au nom du Groupe des États arabes et par la Fédération de Russie. Intitulée *Protection des civils et respect des obligations juridiques et humanitaires*, elle

- « Demande une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue, menant à la cessation des hostilités »,
- L'envoi immédiat de nourriture et de médicament,
- L'annulation de l'ordre israélien d'évacuer le Nord de la Bande de Gaza,
- « Rejette fermement toute tentative de transfert forcé de la population civile palestinienne »,
- « Demande la libération immédiate et inconditionnelle de tous les civils qui sont retenus illégalement en captivité »,

• et « Réaffirme qu'on ne pourra parvenir à un règlement durable du conflit israélo-palestinien que par des moyens pacifiques, fondé sur les résolutions pertinentes des organes de l'ONU, dans le respect du droit international et sur la base de la solution des deux États ».

Elle a été adoptée par 120 voix pour, 14 contre (dont les États-Unis, Israël, mais aussi l'Allemagne et la Croatie, la Hongrie et la Tchéquie) et 45 abstentions (dont l'Allemagne, la Bulgarie, Chypre, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, l'Italie, le Lituanie, la Lettonie, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la Suède).

Elle ne désigne aucune partie comme violant le droit international, mais nomme les actes qui le violent, contrairement à un amendement proposé par le Canada, qui entendait condamner le Hamas, mais pas Israël. L'ambassadeur israélien, Gilad Erdan, a déclaré « Honte à vous ! », qualifiant cette résolution d'« infamie ». « C'est un jour sombre pour l'Onu et pour l'humanité », a-t-il ajouté, promettant qu'Israël continuerait à utiliser « tous les moyens » à sa disposition pour « débarrasser le monde du Mal que représente le Hamas ». Puis il a arboré une étoile jaune et déclaré qu'il ne l'enlèverait que lorsque l'Assemblée aura condamné le Hamas.

AMÉRIQUES

Opposition à Antony Blinken et Lloyd Austin au Sénat

Le secrétaire d'État, Antony Blinken, a été interrompu cinq fois, lors de son audition au Sénat, le 31 octobre. Le public scandait « Sauvez les enfants de Gaza ! » et brandissait ses mains peintes en rouge pour signifier que l'administration avait les mains tachées de sang.

Antony Blinken a néanmoins exposé son point de vue aux parlementaires : la Chine, la Russie, l'Iran et le Hamas livrent le même combat contre l'Occident et la réponse que les États-Unis leur apportent doit être unique.

Les parlementaires semblent décidés à refuser le plan qui leur est soumis :

- 14,3 milliards de dollars à Israël,
- 61 milliards de dollars à l'Ukraine,
- 7,4 milliards de dollars pour Taïwan et d'autres priorités militaires états-uniennes dans le Pacifique,
- 14 milliards de dollars pour la sécurité de la frontière sud,
- 9 milliards de dollars d'aide humanitaire.

Ils exigent de discuter chaque enveloppe séparément.

L'audition du secrétaire à la Défense, le général Lloyd Austin, n'a guère été plus calme. Les sénateurs ont souligné que l'aide à l'Ukraine lui permet de ne pas perdre, mais qu'elle ne parvient pas pour autant à la faire gagner.

Pressé par les sénateurs, le général Austin n'a pas dégagé de ligne de conduite face à l'Iran. Il s'est refusé à préciser quelles seraient les représailles états-uniennes en cas d'attaque de ses intérêts par des milices soutenues par l'Iran.

Starlink soutient les civils palestiniens

Elon Musk a annoncé qu'il distribuait des terminaux Starlink aux organisations humanitaires à Gaza de manière à leur

permettre de communiquer entre elles et à l'extérieur.

Mike Johnson favorable à l'aide US à Israël et à l'Ukraine

Le président de la Chambre des représentants, Mike Johnson, s'est entretenu avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu, lors de son premier appel téléphonique avec un dirigeant étranger depuis qu'il est devenu orateur. Johnson a déclaré qu'il tentait de faire voter les 14,3 milliards de dollars d'aide d'urgence en faveur de l'État hébreu de manière distincte des autres subventions demandées par le département d'État, contre la volonté de l'administration Biden.

Une fois l'aide à Israël adoptée, Mike Johnson a commencé à travailler pour faire voter l'aide à l'Ukraine.

Tucker Carlson dénonce les persécutions de l'Église orthodoxe en Ukraine

Le journaliste vedette Tucker Carlson a débuté une campagne pour mettre en lumière le soutien apporté par l'administration Biden à la persécution de l'Église orthodoxe d'Ukraine.

Le président ukrainien, Petro Porochenko, avait créé, avec l'aide de l'ex-ambassadeur US à Kiev, Geoffrey R. Pyatt, une [Église autocéphale](#), reliée au patriarcat de Constantinople, concurrente de l'Église orthodoxe traditionnelle, reliée au patriarcat de Moscou. Le 19 octobre 2023, la Verkova Rada a interdit l'Église traditionnelle. L'actuel président ukrainien, Volodymyr Zelensky, supervise la confiscation de ses biens au profit de la nouvelle Église. Les popes qui résistent sont emprisonnés.

Réunion annuelle de la Coalition juive républicaine

Lors de la réunion annuelle de la Coalition juive républicaine à Las Vegas, le représentant juif républicain Max Miller (Ohio) a déclaré, parlant de la guerre contre Gaza, qu'Israël allait reprendre « notre terre ».

« Les États-Unis sont entièrement avec Israël », a affirmé l'ancien président Donald Trump, parlant d'un « combat entre la civilisation et la barbarie ». « Les États-Unis se tiennent aux côtés des Israéliens dans leur mission de s'assurer que le Hamas soit décimé et que toutes ses atrocités soient vengées ».

La Chambre des représentants produit une preuve de la corruption de Joe Biden

La Commission de la Chambre des représentants, qui enquête sur la corruption de la famille Biden, avait publié un étrange chèque de 40 000 dollars reçu par Joe Biden lorsqu'il était vice-président, via de nombreux intermédiaires. Elle vient de le relier aux messages WhatsApp de Hunter Biden avec Raymond Zhao (CEFC).

Cette somme était justifiée sur le compte de Joe Biden comme un « remboursement de prêt » alors qu'elle payait un service d'influence.

Kurt Campbell remplace Wendy Sherman

Le président états-unien, Joe Biden, a nommé Kurt Campbell adjoint du secrétaire d'État. Il remplace Wendy Sherman qui est partie à la retraite en juillet.

Auteur à succès sur les questions chinoises, Kurt Campbell était jusqu'ici le responsable de l'Asie-Pacifique au Conseil national de Sécurité.

Le Renseignement états-unien a coûté 100 milliards de dollars cette année

Le budget du Renseignement états-unien pour l'année fiscale 2023 devrait être de 99,6 milliards de dollars (27,9 milliards pour le Pentagone et 71,7 milliards pour les 18 agences civiles).

Aucune des agences civiles ou militaires n'a été en mesure de détecter la fabrication de la Covid-19, ni l'importance de l'attaque du Hamas.

EUROPE

François propose d'ouvrir le diaconat aux femmes

Le synode sur la synodalité a achevé ses travaux. Le document final évoque de nombreux points, dont l'ouverture du diaconat aux femmes. Le débat est lancé. La prochaine session se tiendra en octobre 2024.

Le Royaume-Uni craint une révolte des musulmans

Le gouvernement britannique de Rishi Sunak a réuni le comité d'intervention d'urgence COBRA pour discuter des risques de sécurité intérieure dans le contexte du conflit palestinien.

Le Parti travailliste britannique soutient les crimes de l'armée israélienne

Le président du Parti travailliste britannique, l'ancien avocat défenseur des Droits de l'homme Keir Starmer, a déclaré qu'Israël avait le droit de couper l'eau et l'électricité des Gazaouis pour se défendre.

Deux personnalités danoises seront jugées à huis-clos

Deux personnalités danoises seront jugées à huis-clos.

- L'ancien ministre danois de la Défense, Claus Hjort Frederiksen, avait affirmé dans plusieurs entretiens en 2020 et 2021 que, dans le cadre de l'Otan, le service danois de Renseignement de la défense avait aidé la NSA à écouter des dirigeants politiques en Allemagne, en France, en Suède et en Norvège, notamment l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel.

- Le chef des services de Renseignement, Lars Findsen, est accusé d'avoir divulgué des informations hautement classifiées à six personnes différentes, dont deux journalistes

Jana Chernokhova plaide pour un retrait de la Tchéquie de l'Onu

La ministre tchèque de la Défense, Jana Chernokhova, a appelé la République à se retirer de l'Onu en raison de la résolution adoptée par l'Assemblée générale sur la situation au Moyen-Orient.

La Slovaquie reconsidère son accord de Défense avec les États-Unis

La Slovaquie a déjà été le premier État membre de l'Otan à cesser ses livraisons d'armes à l'Ukraine, dès la victoire électorale du nouveau Premier ministre, Robert Fico. Son ministre de la Défense, Robert Kaliniak, vient d'annoncer qu'il a informé son partenaire US qu'il entendait reconsidérer l'accord de défense qui lie Bratislava à Washington. Il a en effet constaté que les mêmes engagements ont été pris par Washington avec Prague dans des conditions bien différentes.

Josep Borrell consterné par le massacre de Jabalya

Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a déclaré le 1er novembre : « S'appuyant sur la position claire du Conseil de l'UE selon laquelle Israël a le droit de se défendre tout en respectant le droit international humanitaire et la protection de tous les civils, je suis consterné par le nombre élevé de victimes à la suite du bombardement par les Israéliens du camp de réfugiés de Jabalya ».

Le projet de réforme de l'Union européenne approuvé en commission par le Parlement

La commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen a approuvé le projet de réforme des Traités.

Ceux-ci visent à renforcer le caractère supranational de l'Union en attribuant un droit d'initiative législative au Parlement, en augmentant considérablement le nombre de

décisions prises par un vote à la majorité qualifiée (VMQ) et au moyen de la procédure législative ordinaire (PLO). Il prévoit également de transformer la Commission de Bruxelles en véritable Exécutif européen dont le président serait responsable devant le Parlement.

Au passage, les États membres perdraient le droit de fixer le prix de l'Énergie chez eux, quelle que soit leur production, et créeraient une armée européenne.

Le caractère supranational de l'Union n'a jamais été accepté par les peuples qui en sont membres.

L'Otan refuse l'adhésion de l'Ukraine

Jessica Cox, responsable de la politique nucléaire de l'Alliance atlantique, a révélé, lors d'une réunion au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), que l'Otan avait refusé l'adhésion de l'Ukraine.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a parlé d'une « humiliation », le Royaume-Uni lui ayant assuré que cette adhésion ne serait qu'une formalité.

La Russie, qui avait annoncé qu'elle interpréterait l'adhésion de l'Ukraine comme une déclaration de guerre, n'a pas fait de commentaire.

Volodymyr Zelenski dans le déni de sa défaite

Selon le magazine *Time*, le président Volodymyr Zelensky vit dans le déni de l'échec de sa contre-offensive. Ses collaborateurs n'osent plus lui en parler.

La « formule de paix » de l'Ukraine

L'Ukraine a organisé un troisième sommet à Malte, après ceux de Copenhague (24 juin) et de Djeddah (5 août), pour rapprocher les points de vue autour de sa « formule pour la paix ». 66 États y ont participé. Les travaux ont porté sur cinq des dix points de la formule :

- Radiation et sûreté nucléaire,
- Sécurité alimentaire,
- Sécurité énergétique,
- Libération de tous les prisonniers et personnes déportées,
- Restauration de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et de l'ordre mondial.

L'Ukraine prend désormais grand soin à se référer à la Charte des Nations unies et à présenter sa formule comme fondée sur le Droit international. Elle a pourtant refusé de mettre en œuvre les accords de Minsk, avalisés par le Conseil de sécurité.

L'Ukraine fusille ses soldats pacifistes

Selon le gouverneur de Kershon :
« Aujourd'hui, une unité de barrage comprenant des membres de la Garde nationale et des mercenaires étrangers ont fusillé des soldats qui ont refusé de franchir le Dniepr, près des villages d'Ivanovka et de Novotiaguinka, sur la rive droite ».

Rien ne va plus entre Israël et la Russie

Le ministère israélien des Affaires étrangères a qualifié la réception d'une délégation du Hamas au Kremlin de « démarche obscène qui apporte un soutien au terrorisme et donne une légitimité aux atrocités des terroristes du Hamas ».

Le ministère russe des Affaires étrangères a répondu : « Nous considérons comme inacceptables les tentatives de nous accuser de soutenir le terrorisme, faussant et détournant ainsi nos positions de principe et mettant en doute le travail déterminé de notre pays pour résoudre les problèmes humanitaires de premier ordre (...) La position de la Russie est cohérente et inchangée (...) Nous condamnons fermement les méthodes terroristes, que sont le meurtre de civils et la prise en otage de femmes, de vieillards et d'enfants, qui doivent être libérés (...) Les contacts et les actions de la Russie au Moyen-Orient et au sein des organisations internationales visent en premier lieu à la libération immédiate des otages retenus dans la bande de Gaza ainsi qu'à l'évacuation des

citoyens russes et d'autres nationalités de ces territoires ».

Des représentants du Hamas à Moscou

Des représentants du Hamas sont arrivés à Moscou a indiqué la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

« Des contacts ont eu lieu avec lui dans le prolongement de la ligne russe visant à la libération immédiate des otages étrangers situés dans la bande de Gaza », a précisé le ministère. Avant d'ajouter : « Les questions liées à l'évacuation des citoyens russes et étrangers du territoire de l'enclave palestinienne ont également été discutées. »

Sergeï Lavrov met en garde contre les conséquences du génocide des Gazaouis

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, a déclaré que le bombardement israélien de Gaza était contraire au Droit international et risquait de créer une catastrophe qui pourrait durer des décennies.

« Si Gaza est détruite et si 2 millions d'habitants sont expulsés, comme le proposent certains hommes politiques israéliens et à l'étranger, cela créera une catastrophe pendant de nombreuses décennies, voire des siècles (...) Il est nécessaire de cesser les combats et d'annoncer des programmes humanitaires pour sauver la population sous blocus »

Tentative de pogrom antisémite au Daghestan

Des centaines de manifestants anti-israéliens ont pris d'assaut l'aéroport de Makhachkala (République fédérée du Daghestan) au cri d'« Allah Akbar ! ». Ils l'ont fouillé à la recherche des passagers du vol RedWings, reliant Tel-Aviv à Moscou, qui venait de faire escale. Une vingtaine de personnes ont été blessées, dont neuf policiers. La police a mis trois heures à rétablir l'ordre et a arrêté une soixantaine d'émeutiers.

Le gouverneur Sergueï Melikov a déclaré : « Les initiateurs de cette action, évidemment, ce sont nos ennemis ; ceux qui ont organisé ces actions depuis le territoire de l'Ukraine ». Il paraît en effet surprenant que des associations locales aient été informées à l'avance de l'escala de l'avion de RedWings.

Par ailleurs, un centre juif en construction à Nalchik (République fédérée du Kabardino-Balkarie) a été incendié.

Le compte Telegram qui a appelé au pogrom est lié aux services de Renseignement ukrainiens.

Vladimir Poutine dénonce la main de Washington à Gaza, en Ukraine, en Syrie

Ouvrant une réunion du Conseil national russe de Sécurité, le président Vladimir Poutine a déclaré :

« Les élites dirigeantes des États-Unis et de leurs satellites sont à l'origine de la tragédie des Palestiniens, du massacre dans tout le Moyen-Orient, du conflit en Ukraine et de nombreux autres conflits dans le monde - en Afghanistan, en Irak, en Syrie, etc. C'est déjà évident pour tout le monde. Ce sont eux qui mettent en place leurs bases militaires partout, qui utilisent occasionnellement et sans raison des forces militaires, qui envoient des armes dans les zones de conflit. C'est aussi eux qui gèrent les ressources financières en Ukraine et au Moyen-Orient, entre autres, et pour alimenter la haine en Ukraine et au Moyen-Orient. Sans obtenir de résultats sur le champ de bataille, ils veulent nous diviser de l'intérieur afin de nous affaiblir et de créer l'incertitude ».

AFRIQUE

Le procureur de la CPI s'est rendu à Rafaah

Indépendamment de la démarche de la Cour internationale de Justice, le procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan, s'est rendu le 29 octobre au poste frontière de Rafaah (frontière égyptienne de la Bande de Gaza) pour

constater les violations du Droit international humanitaire.

Les États-Unis maintiennent leurs troupes au Niger malgré l'ordre d'évacuation de la junte

Le 27 octobre, le Sénat des États-Unis a refusé de retirer les troupes US du Niger. Il a également confirmé la cessation des aides versées à ce pays après le coup d'État.

Washington ne reconnaît pas le gouvernement de Niamey issu du renversement du président élu Mohamed Bazoum. Il considère donc que les accords passés avec lui s'appliquent toujours et que l'ordre d'évacuation de ses troupes édicté par le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie est nul et non avenu.

Les FAR prennent le contrôle de Nyala

Alors que des dizaines de milliers de fonctionnaires soudanais n'ont pas obtenu leur salaire depuis plus de six mois, et que la vie est complètement paralysée, les Forces d'actions rapide ont pris le contrôle de Nyala, la seconde ville du pays, puis celle de Zingei.

Des pourparlers entre l'armée et les FAR ont débuté à Djeddah.

Près de 7 millions de déplacés au Congo

Selon l'agence des Nations Unies pour les migrations, 6,9 millions de personnes ont été déplacées par le conflit à travers le Congo, ce qui en fait l'une des plus grandes crises humanitaires au monde.

Le conflit qui dure depuis des décennies est la principale raison des déplacements.

Au moins 80 % des personnes déplacées vivent dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, d'Ituri et du Tanganyika, à l'Est du Congo, qui sont depuis longtemps envahies par des dizaines de groupes armés en quête d'or et d'autres ressources de la région.

L'Afrique du Sud publie ses contrats avec Pfizer

Le gouvernement sud-africain a publié son [contrat](#) avec Pfizer.

On peut y lire : « L'acheteur reconnaît que le vaccin et les matériaux associés au vaccin, ainsi que leurs composants et ingrédients, sont rapidement développés en raison du sort de la pandémie de COVID-19 et feront l'objet d'une enquête plus approfondie après que le vaccin aura été livré à l'acheteur en vertu de cet accord. L'acheteur reconnaît également que les effets à long terme et l'efficacité du vaccin ne sont pas connus à l'heure actuelle et qu'il peut y avoir des effets secondaires du vaccin qui ne sont pas connus à l'heure actuelle. En outre, le cas échéant, l'acheteur reconnaît que le produit ne peut pas être reproduit ».

Il est probable qu'il s'agisse d'un contrat type et que cette clause figure dans ceux signés par d'autres gouvernements.

ASIE

Note du ministère israélien du Renseignement recommandant l'expulsion des Gazaouis

Une [note du ministère](#) israélien du Renseignement étudie trois options pour le futur de Gaza. Elle a été rédigée sous l'autorité de la ministre Gila Gamliel. Elle est intitulée *Alternatives à une directive politique pour la population civile à Gaza*. Elle préconise d'expulser les 2,2 millions de Gazaouis vers le Sinaï égyptien.

Le ministère du Renseignement est un organe de réflexion et de prospective. Il n'exerce pas d'autorité sur les agences de Renseignement, mais s'appuie sur elles.

Le document a été transmis à certains participants de la Conférence du Caire sur la question palestinienne. Rétrospectivement, on comprend pourquoi les chefs d'État arabes n'ont cessé de se référer à la résolution de la Ligue arabe de 1969 assimilant le transfert des

Palestiniens à la liquidation de leur combat et de le condamner.

Les trois options sont :

- Le maintien de la population gazaouie sous la tutelle de l'Autorité palestinienne ;
- Le maintien de la population gazaouie sous une autorité locale ;
- L'expulsion de la population gazaouie vers le Sinaï égyptien.

Chaque option est étudiée de trois points de vue :

- Sa faisabilité ;
- Sa légitimité (N.B. À aucun moment, cette note ne fait référence au Droit international) ;
- Et ses conséquences sur l'idéologie des Gazaouis.

La troisième option est présentée comme « une victoire nette d'Israël, restaurant la dissuasion de l'Occident tout entier qui a été endommagée par l'attaque contre Israël ».

L'Égypte devrait être protégée de la contamination idéologique du Hamas en instaurant une zone sécurisée dans le Sinaï. Une partie de la population gazaouie pourrait être déplacée vers la Grèce, l'Espagne, le Maroc, la Libye, la Tunisie et le Canada.

Une fois la population civile évacuée en Égypte, les Forces de Défense Israéliennes pourront livrer combat aux terroristes dans les ruines de Gaza.

Une campagne de communication devrait être entreprise pour convaincre les Gazaouis qu'Allah a décidé qu'ils ont perdu leur terre et ne la retrouveront jamais à cause des crimes du Hamas.

Nous n'avons pas la possibilité d'authentifier nous-mêmes ce document, mais les organisations pacifistes israélienne le considèrent comme tel. Il correspond à l'évidence à la stratégie de l'armée israélienne aujourd'hui.

En 2007, Israël avait envisagé un plan visant à ouvrir la frontière de Gaza, à séparer un tiers du

Sinaï, et à créer une zone de libre-échange entre la Palestine et l'Égypte. De la sorte, la population de Gaza se serait progressivement déportée d'elle-même dans le Sinaï. Le président Hosni Moubarak avait refusé, quelles que soient les sommes promises pour ce marché. Le président Mohamed Morsi (membre de la Confrérie des Frères musulmans) aurait également refusé en 2013, cependant le président palestinien, Mahmoud Abbas, avait alors révélé que l'Égypte s'apprêtait à l'accepter.

Le sort des otages divise Israël

Le 28 octobre, pour la troisième semaine, des manifestations ont eu lieu dans tout Israël pour la libération des otages et la démission du Premier ministre, Benjamin Netanyahu.

Pendant ce temps, celui-ci recevait une délégation de familles d'otages. Il l'a assurée que le gouvernement ferait tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir la libération de tous les otages.

Par ailleurs, un responsable israélien s'est rendu le même jour au Qatar pour négocier la libération des otages.

Le général Herzl Halevi confirme l'opération terrestre de l'armée israélienne

Le chef d'état-major des FDI, le général Herzl Halevi, a déclaré, le 28 octobre : « Les forces terrestres des FDI mènent une opération importante et complexe. Il n'y a pas de réalisations sans risques, et comme nous le savons, il n'y a pas de victoire sans sacrifices. Pour exposer l'ennemi, pour le détruire, il n'y a pas d'autre choix que d'entrer par force dans son territoire. Cette opération sert tous les objectifs de la guerre ».

Le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a déclaré que l'opération militaire dans la bande de Gaza « se poursuivra jusqu'à ce qu'un nouvel ordre soit émis ». « Nous sommes passés à une nouvelle phase de la guerre. Ce soir, le sol de Gaza a tremblé. Nous avons

attaqué au-dessus et au-dessous du sol, nous avons attaqué des terroristes à tous les niveaux, en tous lieux ».

Pour Giora Eiland, il faut rendre Gaza inhabitable

Le général Giora Eiland, ancien conseiller national de Sécurité d'Ariel Sharon, a déclaré : « Gaza doit devenir un lieu où aucun être humain ne pourra exister, et je le dis comme un moyen plutôt qu'une fin. Je le dis parce qu'il n'y a pas d'autre option pour assurer la sécurité de l'État israélien. Nous luttons contre une guerre qui menace notre existence ».

Selon le Shin Bet, le Hamas utilise les sous-sols des hôpitaux

L'armée israélienne et le service de sécurité du Shin Bet ont publié le 28 octobre des vidéos d'une partie de l'interrogatoire de deux terroristes du Hamas qui ont été faits prisonniers. Ils y assurent que le Hamas utilise les sous-sols de l'hôpital Al-Shifa de Gaza.

Les prisonniers palestiniens en Israël

Selon le gouvernement israélien, au 1er novembre, 6 704 Palestiniens sont actuellement condamnés ou soupçonnés d'avoir commis des infractions en matière de sécurité dans le pays, dont 1 512 ont été emprisonnés au cours du mois dernier.

Polémique sur la connaissance préalable de l'attaque que Benjamin Netanyahu aurait eu

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a nié avoir eu connaissance à l'avance de l'attaque du Hamas. Il a posté un tweet, le 29 octobre, accusant le commandant du Renseignement militaire, Aharon Haliva, et le chef du Shin Bet, Ronen Bar, de lui avoir caché la préparation de l'attaque du 7 octobre.

Le chef de l'opposition, Yaïr Lapid (qui a refusé d'entrer au gouvernement tant que les ministres suprémacistes juifs y siègent) a commenté :

« Netanyahu a franchi une ligne rouge (...) Alors que les soldats et les commandants des FDI combattent vaillamment contre le Hamas et le Hezbollah, il essaie de les blâmer au lieu de les soutenir ».

L'ancien directeur du Mossad, Yossi Cohen, a déclaré que le Premier ministre était responsable de tout ce qui advenait sous ses ordres et qu'il ne pouvait donc pas se défaire sur ses subalternes.

Le ministre sans portefeuille, le général Benny Gantz, a commenté : « Lorsque nous sommes en guerre, les dirigeants doivent faire preuve de responsabilité, décider de faire les bonnes choses et renforcer les forces d'une manière qu'elles puissent réaliser ce que nous exigeons de leur part. Toute autre action ou déclaration nuit à la capacité de la population à se tenir debout et à sa force ». Il a contraint le Premier Ministre à retirer son tweet et à présenter ses excuses.

Yogal Carmon avait prévenu Benjamin Netanyahu, de manière détaillée, avant l'attaque du 7 octobre

Le colonel Yigal Carmon, ancien conseiller antiterroriste d'Yitzhak Shamir et Yitzhak Rabin, chef de l'administration civile des territoires palestiniens, colonel d'Aman (renseignement militaire israélien) et chef adjoint de la mission israélienne pour les négociations de paix de Madrid, est aujourd'hui président-fondateur du MEMRI.

Il a donné un entretien au *Corriere della Sera* dans lequel il déclare avoir prévenu Benjamin Netanyahu en détail de l'attaque du 7 octobre bien avant qu'elle ne survienne.

Il assure également que le chef du Shin Bet (contre-espionnage), Ronen Bar, a convoqué une réunion des services de sécurité le 6 octobre, pour le lendemain 7 octobre à 8 heures. Il est resté dormir à son bureau, mais l'attaque a débuté précisément le 7 octobre avant le lever du soleil.

Analyse du Réseau Voltaire

Changement de paradigme en Palestine (4) : « [Le maintien de la domination occidentale l'emporte désormais sur la vie des Palestiniens](#) », par Thierry Meyssan

Nous assistons impuissants au massacre de la population de Gaza. Déjà 8 000 morts ! Les puissances occidentales ont abandonné les civils à leur sort. Elles ne se préoccupent plus que de maintenir leur domination sur le monde. Ce qui se joue désormais à Gaza n'est plus la question palestinienne, mais l'ordre international. Après la défaite de l'Otan en Ukraine, celle d'Israël à Gaza marquerait la fin d'un monde.

Jamais, depuis trois-quarts de siècle, nous n'avons été aussi près de la confrontation générale.

Le cabinet de Benjamin Netanyahu prie les journalistes de s'auto-censurer

Le cabinet de Benjamin Netanyahu a prié les journalistes qui l'interviewent de veiller à ne pas donner l'impression qu'il est faible. Selon les conseillers cela encouragerait le Hezbollah à entrer dans la guerre.

De nombreux experts mettent en doute cette assertion.

Suspension de Tzipi Navon

Tzipi Navon, assistante de l'épouse du Premier ministre israélien, Sara Netanyahu, a été suspendue le 29 octobre après avoir publié des tweets injuriant l'opposition.

Les centrales d'achat israélienne cessent de commercer avec la Türkiye

Les chaînes de supermarché Shufersal, Rami Levy et Yochananof ont cessé de commercer avec la Türkiye après la prise de position de celle-ci aux côtés de la Résistance palestinienne. Les petits commerces qui recouraient à leurs centrales d'achat ont fait de même.

La Türkiye était le 5° importateur en Israël après la Chine, les États-Unis, la Suisse et l'Allemagne.

La Knesset reconnaît l'égalité des droits des conjoints de soldats gays

La Knesset a adopté, lors du vote de la loi sur l'indemnisation des familles de personnes disparues et enlevées, un amendement étendant aux conjoints de soldats gays les avantages dont disposent les époux.

Arrestation d'un Israélien qui appelait à tuer des Palestiniens

Le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a signé un mandat d'arrêt administratif contre le militant d'extrême droite Ariel Danino pour une durée de quatre mois. Il avait appelé à tuer les habitants du village palestinien de Beita qui auraient fait des plaisanteries à propos des otages israéliens.

L'arsenal du Hamas

Le Hamas n'aurait utilisé que 8 500 roquettes sur les 30 000 qu'il aurait stockées. Il disposerait de quantité d'engins explosifs improvisés (IED), de missiles anti-aériens Mutabar-1, capables d'abattre des hélicoptères, et de roquettes anti-chars al-Yassine, capable de détruire des chars Merkava.

En outre, le Hamas aurait creusé plus de 500 km de souterrains et disposerait de ligne téléphoniques fixes cryptées.

Famine à Gaza

La famine a débuté à Gaza assiégé. Des milliers de Gazaouis ont pillé les entrepôts de l'UNRWA pour nourrir leur famille.

Mahmoud Abbas demande une réunion de la Ligue arabe

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a appelé à une réunion d'urgence de la Ligue arabe. Il a déclaré : « Le peuple palestinien est

en train de subir un génocide dans la bande de Gaza ».

Communiqué des Brigades Izz al-Din al-Qassam

Selon Abou Oubaida, porte-parole des Brigades Izz al-Din al-Qassam (Hamas), « L'ennemi laisse traîner les négociations et ne fait pas preuve de sérieux pour mettre fin à l'endurance de ses prisonniers (...) Si l'ennemi veut en finir avec le dossier des détenus une fois pour toutes, nous sommes prêts à le faire. S'il veut le sectionner, nous y sommes aussi disposés. Il se doit de payer le prix qu'il connaît [la libération de tous les prisonniers palestiniens] ».

Et le porte-parole de conclure : « Le temps des illusions vendues au monde de l'armée "invincible" et du Merkava "indestructible" est fini après que la Résistance les ait brisés à Gaza ».

Cependant, le 30 octobre, il a déclaré que le Hamas prévoyait de libérer un certain nombre d'otages qui détiennent des passeports non-israéliens car « Nous ne voulons pas les retenir dans la bande de Gaza ».

Israël aurait utilisé du phosphore blanc contre des civils au Liban

Human Rights Watch a accusé les Forces de Défense israéliennes d'avoir utilisé du phosphore blanc au Liban, les 10 et 11 octobre. Amnesty International l'a fait pour des bombardements du 10 au 16 octobre.

« Lorsqu'il est exposé à l'air, le phosphore blanc brûle à des températures extrêmement élevées et déclenche souvent des incendies dans les zones où il est déployé. Les personnes qui y sont exposées peuvent être atteintes de lésions respiratoires, de défaillances d'organes et d'autres blessures horribles qui handicapent leur vie, y compris des brûlures extrêmement difficiles à traiter et qui ne peuvent pas être éteintes avec de l'eau. Les brûlures, même lorsqu'elles n'affectent que 10 % du corps, sont souvent mortelles ».

Comme toutes armes incendiaires, le phosphore blanc ne doit pas être utilisé contre des cibles civiles.

Le plan de paix de Nagib Mikati

Le Premier ministre libanais sortant, Nagib Mikati, a donné un entretien à *The Economist*, après s'être entretenu, à Doha, avec l'émir du Qatar, et, à Beyrouth, avec le ministre iranien des Affaires étrangères. Il a présenté son plan de paix en trois phases :

- Une pause humanitaire de cinq jours,
- Un échange de prisonniers,
- Un accord de paix global qui inclue les pays arabes et l'Iran.

La Jamaa Islamiya s'invite sur l'échiquier libanais

La Jamal Islamiya, branche libanaise de la Confrérie des Frères musulmans, n'a jamais représenté grand-chose dans ce pays. Cependant, avec le rôle de la branche palestinienne de la Confrérie, le Hamas, elle dispose soudainement d'un vaste auditoire. Le Hezbollah, quoi qu'opposé à la manière dont la Confrérie utilise l'islam à des fins politiques, voit en elle un soutien sunnite à l'« Axe de la Résistance ».

Le Liban et la presse

Le gouvernement sortant libanais à l'intention d'aider la presse internationale. Il devrait créer des centres de référence pour les médias étrangers. Le ministère de la Santé leur donnera un accès prioritaire aux soins.

Le ministère des Affaires étrangères a porté plainte contre l'armée israélienne devant l'Onu pour le meurtre du vidéaste de Reuters, Issam Abdallah.

La Russie dénonce la recrudescence des attaques israéliennes contre la Syrie

Le ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Mekdad, s'est entretenu par téléphone avec son

homologue russe, Sergèï Lavrov, à propos des bombardements des aéroports civils syriens. Ce dernier lui a déclaré : « Les attaques israéliennes sur le territoire syrien sont inacceptables. Elles sont devenues beaucoup plus fréquentes dans le contexte des événements autour de la bande de Gaza ».

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Position de l'Arabie saoudite

Le ministère saoudien des Affaires étrangères a publié un communiqué : « Le Royaume condamne et dénonce les opérations terrestres menées par l'armée israélienne dans la bande de Gaza, et met en garde contre le risque de continuer à commettre ces violations flagrantes et injustifiées du droit international contre nos frères palestiniens ».

« Le royaume appelle la communauté internationale à assumer ses responsabilités pour mettre immédiatement fin à cette opération militaire » et « permettre aux organisations humanitaires et de secours de fournir une aide humanitaire » aux civils.

Position des Émirats arabes unis

Les Émirats arabes unis, qui ont établi des liens diplomatiques avec Israël en 2020 dans le cadre des accords d'Abraham, ont « condamné les opérations terrestres d'Israël » et exigé « un cessez-le-feu immédiat pour garantir que les civils et les institutions civiles ne soient pas pris pour cibles ». Un communiqué du ministère des Affaires étrangères des Émirats affirme que « la priorité urgente est de mettre fin à l'escalade des opérations ».

Position du Koweït

Selon un communiqué koweïtien du ministère des Affaires étrangères, « Toute invasion terrestre de Gaza (...) prouverait la détermination de l'occupation israélienne à continuer de commettre des crimes contre le peuple palestinien frère »

D'anciens officiers indiens condamnés pour espionnage au Qatar

Un tribunal du Qatar a condamné à la peine de mort huit anciens marins de l'armée indienne travaillant pour la firme Al-Dahra. Celle-ci négociait l'achat de sous-marins pour l'émirat. Les condamnés sont accusés d'avoir travaillé pour Israël.

Le gouvernement indien s'est dit très choqué par ces sentences. Il négocie leur libération avec le Qatar.

Position du Qatar

Le Qatar rejette les affirmations israéliennes selon lesquelles il soutient et autonomise le Hamas. L'ambassadeur du Qatar aux États-Unis, Meshal bin Hamad Al Thani, affirme dans un article publié par le *Wall Street Journal* que « le bureau politique du Hamas au Qatar a été ouvert en 2012 après une demande de Washington d'établir des lignes de communication indirectes avec le Hamas ».

Il précise que tous les fonds transférés du Qatar à la bande de Gaza au fil des ans ont été fournis « en pleine coordination avec les États-Unis et les organismes des Nations Unies tels que le Programme alimentaire mondial et le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient ».

Il déclare qu'il était « profondément troublant que de faux récits sur le Qatar soient apparus dans les médias avec l'intention apparente de provoquer une escalade du conflit. Ces récits créent des obstacles à des efforts de médiation constructifs et visent à faire dérailler les négociations ».

Position d'Oman

Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères d'Oman, l'escalade dans « la guerre brutale d'Israël contre la bande de Gaza constitue des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ». Il a mis en garde contre les effets déstabilisants d'une invasion terrestre à grande échelle.

Les États-Unis appellent leurs ressortissants à ne pas prendre de risque en Türkiye

L'ambassade des États-Unis en Turquie conseille aux ressortissants US de prendre des précautions supplémentaires au milieu des grandes manifestations pro-palestiniennes.

Position de la Türkiye

Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a déclaré lors d'un rassemblement pro-palestinien massif à Istanbul qu'Israël était un occupant. Il a répété sa position selon laquelle le Hamas n'était pas une organisation terroriste.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Eli Cohen, a ordonné à tous les diplomates israéliens de rentrer de Turquie, en raison des « déclarations graves » de celle-ci. Cette décision a été prise pour « procéder à une réévaluation des relations entre Israël et la Turquie ».

Le ministère turc des Affaires étrangères a communiqué : « Nous rejetons absolument les allégations calomnieuses et infondées de certains responsables israéliens.

Certains d'entre eux, qui ne peuvent même pas tolérer la vérité, ni les faits, cherchent à modifier l'ordre du jour avec des déformations et des calomnies dans l'espoir de couvrir le massacre brutal de civils palestiniens à Gaza. Leurs efforts ne donneront pas de résultats.

Le fait que ces autorités, commettent un crime contre l'humanité devant le monde entier, mais ne pouvant même pas tolérer les critiques et les condamnations, visent les Nations unies, le

Secrétaire général des Nations unies, S.E. M. António Guterres, et notre président, S.E. M. Recep Tayyip Erdoğan, est une indication claire de leur impuissance ».

Contact entre l'Iran et le Hamas

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amirabdollahian, a rencontré Ismail Haniyeh, l'un des dirigeants du groupe politique du Hamas à Doha, au Qatar.

Le lobby US anti-iranien accuse Téhéran de financer le Hamas

Selon [United Against Nuclear Iran](#), la Chine achète désormais au moins 1 million de barils de pétrole iranien par mois, en violation des « sanctions » états-uniennes (mesures coercitives unilatérales). Téhéran financerait le Hamas à hauteur de 100 millions de dollars annuels.

La Corée du Nord et la Russie auraient débuté des échanges d'armes et de munitions

Grant Shapps, ministre britannique de la Défense a déclaré que « malgré le rejet officiel par la Russie des récents rapports, il est presque certain que des munitions nord-coréennes ont maintenant atteint les dépôts de munitions dans l'ouest de la Russie ».

Selon les services de Renseignement sud-coréens, Pyongyang aurait livré un million de missiles à la Russie. Moscou devrait livrer des savoir-faire particuliers pour aider le programme satellitaire de la Corée du Nord

Par ailleurs, selon la radio publique états-unienne, *Voice of America*, s'appuyant sur des images satellitaires, des conteneurs russes auraient été livrés au port nord-coréen de Najin.

Beijing se prépare à une guerre en cas de tentative de séparation de Taïwan

Le général Zhang Youxia, vice-président de la Commission militaire centrale de l'Armée populaire de libération chinoise, a déclaré que

l'APL « ne ferait preuve d'aucune pitié » face aux tentatives des forces états-uniennes ou taïwanaises de proclamer l'indépendance de Taïwan. « Peu importe qui souhaite séparer Taïwan de la Chine, de quelque manière que ce soit, l'armée chinoise ne l'acceptera jamais ».

L'auditoire était composé de militaires de toute la région et du monde entier. 90 États étaient représentés.

Le général Zhang Youxia s'est également dit favorable à la reprise des contacts directs avec le Pentagone. Ils avaient été rompus lorsque le département d'État avait pris des sanctions contre le ministre chinois de la Défense.

Succession impériale au Japon

Sachant que Son Altesse Impériale Naruhito n'a qu'une fille, la princesse Aiko de Toshi, il a été convenu que son frère, le prince Akishino, lui succéderait, puis le fils de celui-ci, le prince Hisahito. Si l'un d'eux mourrait aujourd'hui, la dynastie s'éteindrait. Aussi le Premier ministre, Fumio Kishida, présidera-t-il une commission de son parti pour modifier les règles de succession.

Une option consisterait à permettre aux femmes de conserver leur statut d'appartenance à la famille impériale après s'être mariées, tandis qu'une autre serait d'accorder ce statut, par adoption, à des membres masculins de la lignée paternelle des anciennes branches de la famille impériale qui en ont été dépouillées en 1947.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Volker Tork met en garde quant à la situation humanitaire des Gazaouis

Volker Tork, haut-commissaire des Nations unies pour les Droits de l'homme, a déclaré le 28 octobre : « Compte tenu de la manière dont les opérations militaires ont été menées jusqu'à présent, dans le contexte de l'occupation vieille de 56 ans, je tire la sonnette d'alarme quant aux conséquences potentiellement catastrophiques

des opérations terrestres à grande échelle à Gaza et au risque que des milliers de civils supplémentaires puissent mourir ».

Phillipe Lazzarini s'adresse aux fonctionnaires survivants de l'Onu à Gaza

Phillipe Lazzarini, commissaire général de l'UNRWA a écrit à son personnel : « J'espère constamment que cet enfer sur terre finira bientôt et que vous et vos familles êtes en sécurité. J'espère toujours que je vous verrai bientôt et que je vous écouterai comme vous me parlez de la douleur que vous avez tous traversée. J'essaie d'éviter l'idée que nous avons déjà perdu 53 collègues, et que beaucoup d'entre vous ont perdu des parents et des êtres chers. Qu'ils reposent tous en paix ».

400 enfants tués ou blessés chaque jour à Gaza, selon l'Unicef

L'Unicef communique : « Le bilan des 18 derniers jours est effroyable pour les enfants dans la bande de Gaza, avec 2 360 décès et 5 364 blessés recensés en raison des attaques incessantes, soit plus de 400 enfants tués ou blessés quotidiennement. Par ailleurs, plus de 30 enfants israéliens auraient perdu la vie, et des dizaines d'autres restent sans possibilité de quitter la bande de Gaza ».

« Les meurtres, les mutilations et les enlèvements d'enfants, les attaques contre les hôpitaux et les écoles, et les refus d'accès à l'aide humanitaire constituent une violation grave des droits des enfants », a déclaré Adele Khodr, Directrice régionale de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

« L'UNICEF appelle de toute urgence l'ensemble des parties à déclarer un cessez-le-feu, à autoriser l'accès de l'aide humanitaire et à libérer tous les otages. Même les guerres sont soumises à des règles. Il est impératif de protéger les civils, et en particulier les enfants, et d'éviter à tout prix de les prendre pour cible, quelles que soient les circonstances ».

Le Conseil de sécurité de l'Onu ne sanctionnera pas les transferts d'armes massifs en Ukraine

Le Conseil de sécurité s'est réuni à la demande de la Russie, le 27 octobre, pour examiner les transferts d'armes en Ukraine.

La Russie a dénoncé des transferts d'armes massifs, tandis que les Occidentaux l'ont accusée de dévier l'attention de sa responsabilité fondamentale dans le déclenchement de la guerre.

Les participants semblent s'accorder sur le fait qu'actuellement 15 à 20 % des armes occidentales ne sont pas utilisées sur le terrain, mais revendues au marché noir. Ce chiffre est beaucoup moins important qu'au début du conflit où l'on parlait de plus de la moitié des armes détournées.

Bilan de la Cour internationale de Justice

La présidente de la Cour internationale de Justice (le tribunal interne des Nations unies), l'États-unienne Joan Donoghue, a présenté à l'Assemblée générale son rapport d'activité du 1er août 2022 au 31 juillet 2023.

Dans l'affaire opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan, la Cour a ainsi décidé que l'Azerbaïdjan doit, dans l'attente de la décision finale, assurer la circulation le long du corridor de Latchine, a-t-elle rappelé. La Cour a par ailleurs jugé recevables les déclarations d'intervention présentées par 32 États dans une autre affaire relative à des allégations de génocide entre l'Ukraine et la Fédération de Russie.

L'Union européenne a déploré le non-respect par la Fédération de Russie de l'ordonnance du 16 mars 2022, demandant à ce pays, à titre conservatoire, de suspendre immédiatement ses opérations en Ukraine. Cette affaire n'est pas encore jugée sur le fond.

L'Assemblée générale condamne le blocus de Cuba

L'Assemblée générale des Nations unies a, une nouvelle fois, réitéré sa condamnation du blocus économique, commercial et financier imposé depuis 60 ans par les États-Unis contre Cuba et demandé son retrait de la liste états-unienne des pays sponsors du terrorisme.

Ce blocus entraîne des « pertes » financières pour Cuba, d'environ 4,87 milliards de dollars sur un an (1er mars 2022-28 février 2023).

La Banque mondiale met en garde face à une possible crise pétrolière mondiale

Selon la Banque mondiale, l'extension de la guerre de Gaza au reste du Moyen-Orient provoquerait une hausse drastique des prix du pétrole. À la différence des chocs pétroliers précédents, celui-ci se cumulerait avec les « sanctions » (c'est-à-dire les mesures coercitives unilatérales) contre la Russie. Le baril de brut passerait de 90 à 140, voire 157 dollars.

L'Otan appelle Israël à respecter le Droit international humanitaire

Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan, a déclaré devant le Conseil nordique : « Nous condamnons les attaques terroristes du Hamas contre l'État hébreu (...) Dans le même temps, il est important que la réponse israélienne se déroule dans le respect du Droit international, que la vie des civils soit protégée et que l'aide humanitaire parvienne à Gaza ».

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°60 - 10 novembre 2023

ÉDITORIAL

La stratégie du Hezbollah

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, a délivré un discours très annoncé et médiatisé. Il a présenté la guerre de Gaza comme une initiative palestinienne dont toute la responsabilité doit être reconnue au Hamas. Le rôle du Hezbollah est secondaire. Il se limite à fixer une partie de l'armée israélienne à la frontière libanaise, rien de plus. Cependant, selon l'évolution de cette guerre, le Hezbollah se réserve le droit d'intervenir.

Le discours visait à la fois à ne pas impliquer à ce stade l'Iran et ses alliés et à mettre en avant l'héroïsme des sunnites.

Certains commentateurs ont cru discerner une évolution de la position de l'« Axe de la Résistance ». Hassan Nasrallah a évoqué une possible évolution du conflit qui semble accréditer l'idée qu'il se serait rallié à l'initiative de paix arabe de 2002. Cette proposition de paix régionale, formulée par les États arabes à Beyrouth sous l'impulsion du roi Abdallah d'Arabie saoudite, prévoyait l'établissement d'un État palestinien incluant, conformément aux accords d'Oslo, Gaza et la Cisjordanie et ayant pour capitale Jérusalem-Est. En échange, les capitales arabes devaient collectivement reconnaître Israël et établir des relations diplomatiques avec l'État hébreu.

Si cette lecture est exacte, l'« Axe de la Résistance » aurait abandonné la rhétorique traditionnelle iranienne selon laquelle l'« entité sioniste » est illégitime.

En 2005, l'agence Reuters avait participé à une campagne d'intoxication israélienne visant à empêcher cette évolution. Elle avait rapporté, avant de se rétracter, que le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, aurait déclaré : « Israël doit être rayé de la carte ». Au contraire, M. Ahmadinejad s'était exprimé pour dire que l'État hébreu était condamné à disparaître comme l'Union soviétique avait disparu et non pas pour signifier que la population israélienne devrait être exterminée.

AMÉRIQUES

Le Pentagone déploie un sous-marin porteur de missiles de croisières au large de Gaza

Le Pentagone a déployé, au large de Gaza, l'*USS Florida*, un sous-marin porteur de missiles de croisière de classe Ohio. Il est armé de 154 missiles Tomahaw. Déjà trois groupes navals sont stationnés au large d'Israël.

Mike Lewis et Elon Musk dénoncent l'influence des Soros

[Mike Lewis](#), shérif de Wicomico (Maryland), avait déclaré : « Je suis dans ma 40e année d'application de la loi, et je ne l'ai jamais vu aussi mauvaise (...) Je n'ai jamais vu un gouvernement aussi enraciné - et franchement complice - dans l'activité criminelle qui se déroule dans notre nation ». Il faisait référence aux élus soutenus par George et Alexander Soros.

Commentant cette affaire, [Elon Musk](#) a déclaré sur le podcast de Joe Rogan : « Soros a réalisé que vous n'avez pas besoin de changer les lois - vous avez juste besoin de changer la façon dont elles sont appliquées - si personne ne choisit d'appliquer la loi - ou si les lois sont appliquées de manière différentielle - c'est comme changer les lois ».

Le Pentagone planifie l'envoi de 320 millions de dollars d'armes vers Israël

Les États-Unis prévoient d'envoyer des bombes de précision d'une valeur de 320 millions de dollars en Israël. La loi fait obligation au département d'Etat de prévenir le Congrès 15 jours avant tout transfert d'armes.

Antisémitisme et Islamophobie aux USA

Le sénateur démocrate Bernie Sanders (Vermont), président de la commission sénatoriale de la Santé, de l'Éducation, du Travail et des Pensions, a requis le FBI et le Département de l'éducation pour qu'ils

présentent un exposé sur la montée de l'antisémitisme et de l'islamophobie dans les écoles du pays.

Isaac Herzog appelle les universités états-uniennes à condamner le Hamas et l'antisémitisme

Dans une lettre à 700 directeurs d'instituts universitaires états-uniens, le président israélien, Isaac Herzog, a appelé les présidents des universités et des collèges aux États-Unis à condamner les attaques du Hamas du 7 octobre et à se tenir au premier plan de la lutte contre l'antisémitisme dans leurs institutions.

Le secrétaire à l'éducation, Miguel Cardona, quant à lui, a averti les écoles et les collèges qu'ils pourraient perdre des fonds fédéraux s'ils ne s'attaquent pas à la discrimination antisémite et islamophobe.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Manifestations pacifistes à New York

L'immense gare de Grand Central à Manhattan a été occupée par un sit-in géant de plusieurs milliers de personnes, fin octobre.

Le gigantesque arrondissement multiculturel de Brooklyn a vu déferler, il y a dix jours, des milliers de militants pro-palestiniens, y compris d'organisations juives américaines.

Plus médiatique, des militants juifs pacifistes ont occupé la statue de la Liberté à New York. Ils portaient des tee-shirts et des banderoles « Des juifs demandent un cessez-le-feu maintenant »,

« Pas en notre nom » et « Les Palestiniens devraient être libres ».

Complot antisémite au Brésil

La police brésilienne affirme avoir déjoué, en collaboration avec le Mossad, un complot contre des cibles israéliennes et juives dans le pays. Deux citoyens brésiliens ont été arrêtés dans le cadre de l'opération, et des fouilles importantes ont été effectuées dans trois États, dont le Minas Gerais et le Sao Paulo.

Selon le site d'information brésilien *Globo*, et le cabinet du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, ce complot aurait été ourdi par le Hezbollah.

Depuis les attentats de Buenos Aires (1992-94), qu'Israël et certains juges argentins attribuent au Hezbollah, celui-ci assure ne jamais avoir fomenté d'attentat contre des intérêts israéliens en Amérique latine.

EUROPE

François reçoit les rabbins européens

Le pape François a reçu les rabbins européens au Vatican, le 6 octobre. Il a tenu à les saluer un à un. Cependant, ne se sentant pas bien, il n'a pas pu lire le discours qu'il devait prononcer, mais l'a remis à ses hôtes.

124 entreprises britanniques ont violé les sanctions contre la Russie

124 entreprises britanniques ont pris les devants et plaidé coupables d'avoir violé les « sanctions » du Royaume contre la Fédération de Russie. Leur avocat, le cabinet [Pinsent Masons](#), a fait valoir que les mesures prises par le gouvernement britanniques ne sont pas comparables à celles concernant la Corée du Nord ou même l'Iran : la Russie joue un rôle commercial très important sur le marché international. Il espère bénéficier de l'indulgence de l'administration.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Quel ordre international ?](#) », par Thierry Meyssan

Le Réseau Voltaire reproduit le texte de l'intervention de Thierry Meyssan à Magdebourg (Allemagne), lors de la conférence organisée par le magazine *Compact*, « Amitié avec la Russie », le 4 novembre 2023. Il y explique ce qui constitue, selon lui, la différence fondamentale entre les deux conceptions de l'ordre du monde qui s'affrontent aujourd'hui du Donbass à Gaza : celle du bloc occidental et celle à laquelle se réfère le reste du monde. Il ne s'agit pas de savoir si cet ordre doit être dominé par une puissance (unipolaire) ou par un groupe de puissances (multipolaire), mais s'il doit être, ou non, respectueux de la souveraineté de chacun. L'auteur s'appuie sur l'histoire du Droit international, tel que le Tsar Nicolas II et le Prix Nobel de la Paix Léon Bourgeois l'ont conçu.

Les sanctions occidentales ont immobilisé 300 milliards de dollars appartenant à la banque centrale russe depuis que les troupes russes ont envahi l'Ukraine.

Le conseil de l'UE a rejeté le projet de confisquer les avoirs russes, mais a approuvé celui d'utiliser les revenus de ces avoirs pour aider l'Ukraine.

Rishi Sunak conteste l'autorisation d'une manifestation pro-palestinienne le jour de la commémoration de l'armistice

Le directeur de la police de Londres a autorisé une seconde marche pro-palestinienne. La première avait réuni un demi-million de personnes. Depuis celle-ci la police a procédé à 188 arrestations pour crimes motivés par la haine, dont 98 pour des infractions antisémites présumées, 21 pour des infractions islamophobes et 12 pour des « crimes de haine religieux ». Le directeur de la police s'est présenté comme le garant du droit démocratique de manifester.

Le Premier ministre, Rishi Sunak, l'a convoqué. Selon lui, il est irrespectueux de manifester pour ce genre de choses le jour commémoratif de l'armistice de la Première Guerre mondiale.

Démission d'Imran Hussain du cabinet fantôme travailliste

Le député travailliste Imran Hussain a démissionné de ses fonctions de ministre fantôme du New Deal et des classes laborieuses pour protester contre la politique de son parti face aux massacres de Gaza.

Les Britanniques ont collaboré, en 1963, à la démolition des villes kurdes d'Iraq

Selon l'historien [Mark Curtis](#), en octobre 1963, le gouvernement britannique a approuvé l'exportation vers l'Iraq d'explosifs de démolition, étant entendu qu'ils « seront probablement utilisées (...) pour la démolition de villages kurdes ».

Conférence internationale humanitaire pour Gaza

La France prépare une conférence internationale à Paris sur la situation humanitaire à Gaza. Parallèlement, elle négocie avec l'Égypte le déploiement d'un hôpital de campagne pour les grands blessés de Gaza. Elle a déjà envoyé le porte-hélicoptère Tonnerre, et bientôt le Dixmude, qui disposent d'installations chirurgicales de pointe.

Méfiant, la presse arabe souligne que ce geste humanitaire pourrait masquer une tentative de contraindre les malades et blessés palestiniens à quitter Gaza et préfigurerait la destruction complète des hôpitaux.

Boycott des produits Dior

La maison Dior a remplacé dans ses publicités le mannequin états-unien-palestinien Bella Hadid, par l'Israélienne May Tanger.

De nombreuses associations pro-Gazaouies appellent au boycott de la marque

L'Allemagne interdit les actions de soutien au Hamas

L'Allemagne a interdit les activités de soutien au Hamas. Elle s'appuie sur la désignation par l'UE du Hamas comme groupe terroriste. Cette interdiction s'applique aussi aux actions humanitaires du groupe terroriste.

Le président allemand, Frank-Walter Steinmeier, a déclaré lors d'une réunion avec des responsables d'associations arabes et musulmanes : « Ne vous laissez pas aller dans les mains des partenaires du Hamas. Parlez pour vous-même. Exprimez une position claire contre le terrorisme ». Il les a exhortés à dénoncer les filières du Hamas dans le pays.

L'Italie envoie un navire-hôpital à Gaza

Selon le ministre italien de la Défense, Guido Crosetto, l'Italie enverra un navire-hôpital avec 170 hommes à bord au large de Gaza,

Entretien avec Thierry Meyssan (vidéo)

Thierry Meyssan a donné un nouvel entretien à Eric Verhaeghe du *Courrier des Stratèges* sur le conflit en Palestine. Cet entretien est disponible uniquement en français.

La Slovaquie ralentit ses livraisons d'armes à l'Ukraine

« Si une entreprise [slovaque] veut fabriquer des armes quelque part et les fournir [à l'Ukraine], personne ne l'en empêchera », a déclaré le Premier ministre slovaque, Robert Fico.

Simultanément, il a annulé le 14e paquet d'aide préparé par l'ancienne direction du ministère de la Défense comprenant la livraison de munitions de 7,62 mm et de gros calibres pour les canons de 125 mm.

Les camionneurs polonais face à la concurrence ukrainienne

Les camionneurs polonais ont bloqué les points de passage à la frontière ukrainienne pour

protester contre la concurrence de leurs homologues ukrainiens. Depuis juin 2022, les Ukrainiens sont dispensés de détenir un permis de conduire international et de payer des droits de douane.

Le nouveau gouvernement polonais a fait savoir qu'il n'était pas compétent en ce domaine, l'accord ayant été signé au niveau de l'UE. Il n'est pas possible pour lui de le remettre en question.

La vision d'Ursula von der Leyen à propos de l'avenir de Gaza

Ursula von der Leyen, présidente de la commission européenne, a présenté, le 6 octobre, sa vision du monde :

- Concernant l'Ukraine :
Elle a besoin d'une paix juste et durable, fondée sur la formule de paix du président Zelenskyy. L'Ukraine devrait devenir membre de l'Union européenne afin de la renforcer et de la protéger à l'avenir. [L'Otan a rejeté la demande d'adhésion de l'Ukraine.]
- Concernant Gaza :
L'UE est pleinement solidaire du peuple israélien [pas un mot sur le peuple palestinien]. Les otages doivent être libérés immédiatement et nous devons également faire « tout ce qui est possible pour protéger les civils »
 - Gaza ne peut être un refuge pour les terroristes ;
 - L'organisation terroriste Hamas ne peut pas gouverner à Gaza ;
 - Il ne peut y avoir de présence israélienne à long terme à Gaza qui a vocation à devenir le territoire de l'État palestinien ;
 - Il ne peut pas y avoir de déplacement forcé de Palestiniens de Gaza.
- Concernant la Chine :
L'UE continuera de parler et de travailler avec la Chine sur des défis communs tels que le changement climatique et de veiller à ce que son soutien à la Russie reste aussi limité que possible. « Notre rivalité peut être constructive, et non hostile ».

Élargissement de l'Union européenne

La Commission européenne a annoncé, le 8 octobre, l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie.

Jusqu'à présent l'adhésion à l'Otan paraissait être un préalable à l'adhésion à l'UE. Cependant, la semaine dernière, l'Otan a dit non à l'Ukraine. La Moldavie, quant à elle, revendique le territoire de l'État non-reconnu de Transnistrie.

La Commission des Affaires étrangères du Parlement européen s'est intéressée pour la première fois au processus d'élargissement. Elle a auditionné le commissaire à l'Élargissement et à la Politique européenne de voisinage, le Hongrois Olivér Várhelyi, à propos de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, du Kosovo, de la Moldavie, du Monténégro, de la Macédoine du Nord, de la Serbie, de la Turquie et de l'Ukraine. Ce dossier concerne également la Géorgie, candidate potentielle.

L'UE règlemente la publicité politique

La publicité politique devra être clairement signalée dans l'Union européenne. En vertu des nouvelles règles, il sera plus facile pour les citoyens, les autorités et les journalistes d'obtenir des informations sur les personnes qui financent une publicité politique, leur lieu d'établissement, le montant versé et l'origine du financement, entre autres détails.

Les députés européens ont inclus une interdiction pour les entités de pays tiers de parrainer la publicité politique dans l'UE au cours des trois mois précédant une élection ou un référendum. Cette règle devrait s'appliquer aussi aux parrainages des États-Unis.

Les publicités politiques basées sur le profilage utilisant des catégories spécifiques de données personnelles (par exemple, l'origine ethnique, la religion, l'orientation sexuelle) seront interdites.

Ces règles ne s'appliquent qu'aux publicités payées, pas aux bulletins internes des

associations et partis politiques, ni aux publicités qui n'ont pas fait l'objet d'un commerce.

Le Parlement européen favorable à la confiscation des avoirs russes gelés

Une résolution, adoptée par le Parlement européen le 9 novembre, demande à l'UE de collaborer avec le G7 pour abaisser le plafond des prix de vente imposés du pétrole russe. Le Parlement souhaite également que la Commission européenne et les États membres de l'UE élargissent leurs « sanctions » pour inclure une interdiction totale de la commercialisation et de la taille des diamants d'origine russe. L'UE est, en outre, invitée à explorer les voies juridiques permettant la confiscation des avoirs russes gelés et leur utilisation pour la reconstruction de l'Ukraine.

Dissension entre le président Zelensky et son chef des armées

Washington cherche un scénario de fin de crise en Ukraine. Comment expliquer que l'on a perdu et que ce n'est plus important ? Il conviendrait alors de reporter la responsabilité de la défaite sur le président Volodymyr Zelensky et de le remplacer par un gouvernement militaire, chargé de rétablir la démocratie.

Dans cet état d'esprit, après les révélations de *Time Magazine* sur le déni du président Zelensky, le *New York Times* a publié un article sur sa rivalité avec le commandant en chef des armées, le général Valeri Zaloujny.

Dans ce contexte, plusieurs officiels états-uniens et russes ont déclaré que des négociations à propos de l'Ukraine entre Washington et Moscou n'« étaient pas impossibles ».

La mairie de Kiev démonte un symbole de la Résistance ukrainienne aux nazis

Les autorités de Kiev ont débuté, le 4 novembre, le démontage de l'étoile en cuivre de trois mètres placée au faite de l'obélisque de la place Galitskaïa, anciennement place de la Victoire.

Haut de 30 mètres, celui-ci avait été érigé en hommage à la résistance des habitants de la ville à l'occupant nazi.

AFRIQUE

L'Égypte refuse d'administrer Gaza

Selon le *Wall Street Journal*, le président égyptien, Abdel Fattah El-Sissi, et le ministre du Renseignement, Abbas Kamel, ont rejeté la proposition du directeur de la CIA, William Burns, d'administrer la sécurité à Gaza jusqu'à ce que l'Autorité palestinienne en accepte la responsabilité.

La Tunisie adopte une loi interdisant tout contact avec Israël

Le parlement tunisien a adopté une loi prévoyant des peines de 6 à 12 ans de prison pour toute « communication, contact, propagande, conclusion de contrat ou coopération, directement ou indirectement, par des personnes physiques ou morales de nationalité tunisienne avec toutes les personnes physiques et morales, affiliées à l'entité sioniste ». Toute interaction est interdite aussi aux Tunisiens avec « les individus, les institutions, les organisations, les entités gouvernementales ou non gouvernementales » liés à Israël.

L'engagement de l'Algérie pour la Palestine

Dans son éditorial, le magazine des Forces armées algériennes, *El-Djeich Magazine*, écrit : « Sur la base des nobles principes de notre glorieuse révolution, les positions de notre pays se sont développées pour soutenir les populations sous occupation, qui se battent et luttent pour déterminer leur propre destin et garantir leur droit légitime à l'indépendance sur leurs propres territoires, comme c'est le cas des Sahraouis et des Palestiniens. En ce qui concerne la cause palestinienne, qui est une cause centrale pour l'Algérie en tant que commanditaire et peuple, tous les signes et tous les faits confirment que l'occupation sioniste a

prévu de la liquider, comme en témoigne la guerre brutale de génocide visant les civils palestiniens, en particulier les femmes, et les enfants, en violation flagrante de toutes les coutumes et chartes internationales, dans le contexte de l'incapacité du Conseil de sécurité et de l'ONU à imposer une solution à deux États avec un consensus international ».

Le 15 novembre 1988, Yasser Arafat avait annoncé, à partir d'Alger, la création d'un État palestinien.

Rien ne va plus entre l'Afrique du Sud et Israël

Khumbudzo Ntshavheni, ministre de la Présidence sud-africaine a noté les « remarques désobligeantes de l'ambassadeur israélien en Afrique du Sud sur ceux qui s'opposent aux atrocités et au génocide perpétrés par le gouvernement israélien ».

Il a annoncé le rappel de tout le personnel diplomatique sud-africain à Tel-Aviv pour consultation.

L'Afrique-du-Sud prépare une protestation officielle contre le massacre des Gazaouis.

ASIE

Benjamin Netanyahu appelle à aider Israël à sauver ses otages

Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a réuni, le 6 novembre, 80 ambassadeurs sur la base militaire de Kirya à Tel Aviv. Il leur a demandé de « soutenir la demande israélienne de libération immédiate des otages et d'exercer des pressions sur le Qatar ».

L'opposition intérieure israélienne pro-Gazaouis, interdite de manifester

Une organisation arabe israélienne, Adalah, et le parti Hadash ont porté plainte devant la Haute Cour afin de faire annuler les interdictions de manifester leur soutien aux

arabes de Gaza. Elles ont fait valoir que la liberté d'expression est un droit de tous, quelle que soit son opinion.

Compte-tenu de « la réalité compliquée dans laquelle nous nous trouvons », la Haute Cour a rejeté la demande des plaignants.

Bouclage de Kafr Aqab

L'Association for Civil Rights in Israel, HaMoked, Ir Amim et des résidents du quartier de Kafr Aqab à Jérusalem-Est ont demandé à la Haute Cour d'invalidier le décret de bouclage du quartier.

Selon la plainte : « Les piétons ne sont pas autorisés à franchir le poste de contrôle lors du bouclage du quartier, et puisque les transports publics ont cessé... ils ne peuvent plus quitter le quartier (...) Lorsque le poste de contrôle est complètement fermé à 17 heures, Kafr Aqab se transforme en une grande prison ».

Kafr Aqab est un quartier de Jérusalem-Est où le gouvernement israélien espérait cantonner la capitale d'un éventuel État palestinien.

Benny Gantz appelle à lutter contre l'anti-sémitisme

Le général Benny Gantz, membre sans portefeuille du cabinet de guerre israélien, a déclaré sur X, anciennement Twitter : « le meurtre de l'Américain juif Paul Kessler [assassiné en marge d'une manifestation pro-palestinienne à Los Angeles] devrait servir de signe d'avertissement brutal au monde entier ». « J'appelle les dirigeants du monde et la communauté internationale à être sans équivoque et proactifs dans leur condamnation de la terreur et de l'antisémitisme ».

Itamar Ben-Gvir s'en prend à trois juges arabes israéliens

Itamar Ben-Gvir, ministre israélien de la sécurité, a successivement pris à parti trois juges arabes israéliens.

Il y a environ trois semaines, il a agressé verbalement le juge du tribunal de district de Nazareth, Arafat Taha, après qu'il ait assigné à résidence (et non pas incarcéré) l'actrice Maisa Abdel-Had qui avait participé à une manifestation de soutien à des arabes expulsés de Jérusalem-Est.

La semaine dernière, il a qualifié le juge de Canaan d'« ennemi intérieur », après qu'il ait ordonné la libération de Yoav Bar, 68 ans, de Haïfa, poursuivi pour avoir réalisé des pancartes concernant les prisonniers de sécurité et les organisations terroristes.

Il vient d'attaquer le juge Ziad Saleh et a qualifié de « scandaleuse » sa décision de ne pas publier le nom d'un avocat arrêté pour son soutien au Hamas. Il a également écrit : « Le nom et l'image de quiconque incite et soutient le terrorisme devraient être diffusés partout, afin que d'autres puissent se méfier. Tolérance zéro à l'égard de l'incitation en ligne et sur le terrain ».

Yaïr Lapid à propos de Benjamin Netanyahu

L'ancien Premier ministre israélien, Yaïr Lapid, a déclaré « Tant que les combats se poursuivent, nous n'aborderons pas la question du blâme (...) Netanyahu profite de notre silence et n'arrête pas de blâmer les autres pour ses propres échecs ».

Avigdor Lieberman à propos de Benjamin Netanyahu

Avigdor Lieberman, président du parti Yisrael Beiteinu, a déclaré qu'il s'attendait à ce que Benjamin Netanyahu démissionne. Selon lui, le Premier ministre « n'a pas l'intention de reconnaître son erreur... tout ce qu'il fait, c'est transmettre aux autres la responsabilité de la guerre. C'était une absurdité lorsque, hier, il a blâmé les manifestants [contre le coup d'État judiciaire]. C'est un coup sérieux pour les réservistes de l'armée qui se sont battus pour arrêter la prise de contrôle de la Cour Suprême et qui combattent le Hamas maintenant. Il ne fait que violer la sécurité d'Israël ».

Ehud Barak appelle à la constitution d'une force des Nations unies

L'ancien Premier ministre israélien, Ehud Barak, relève la condamnation généralisée dans le monde de l'opération des FDI contre le Hamas. Simultanément, il observe qu'affaiblir le Hamas demande du temps, au moins un an. Il invite donc ses concitoyens à faire preuve de réalisme. Il préconise la création d'une Force des Nations unies, principalement composée par des États arabes pour administrer la Bande de Gaza.

Ehud Barak s'était opposé par le passé à une intervention des Nations unies.

Amichai Eliyahu préconise de nucléariser Gaza

Amichai Eliyahu, ministre israélien du Patrimoine, a déclaré à *Radio Kol Berama* qu'Israël envisageait d'utiliser l'arme atomique à Gaza : « c'est une solution... c'est une option ». Il a ensuite comparé les résidents de la bande de Gaza aux « nazis », en assurant qu'« il n'y a pas de non-combattants à Gaza » et que le territoire ne mérite pas d'aide humanitaire. « Il n'y a pas de peuple non impliqué à Gaza », a-t-il déclaré. Les habitants de Gaza « peuvent se rendre en Irlande ou dans des déserts, les monstres de Gaza devraient trouver une solution par eux-mêmes », a-t-il poursuivi.

Le bureau du Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a annoncé, le 5 octobre, que le ministre avait été suspendu des réunions du cabinet « jusqu'à nouvel ordre ». Le bureau a communiqué : « Les déclarations d'Eliyahu ne sont pas fondées sur la réalité. Les forces israéliennes et les FDI opèrent conformément aux normes les plus élevées du droit international pour éviter de nuire à des innocents. Nous continuerons à le faire jusqu'à notre victoire ».

Il est de toute façon impossible d'utiliser de bombes atomiques à Gaza sans risquer de provoquer des retombées en Israël.

Amichai Eliyahu est allé se justifier sur les réseaux sociaux. Il y a retiré ses remarques sur la nucléarisation de Gaza, mais a maintenu la suite de son propos : « Une réponse forte et disproportionnée au terrorisme est absolument nécessaire, qui précisera aux nazis et à leurs partisans que le terrorisme n'en vaut pas la peine ».

Cette semaine, des responsables anonymes ont déclaré aux médias états-uniens, dont le *New York Times*, que leurs homologues israéliens avaient fait référence en privé aux bombardements de l'Allemagne et du Japon au cours de la Seconde Guerre mondiale, ainsi qu'aux bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, pour justifier des pertes potentielles à grande échelle de victimes civiles à Gaza.

Israël n'avait jamais publiquement évoqué sa détention d'armes nucléaires. Elles sont au nombre d'environ 80. La Russie a réagi à cet aveu en demandant : « Si tel est le cas, où sont les organisations internationales, où est l'AIEA, où sont les inspecteurs ? (...) Où les tests ont-ils été effectués, sur quels terrains d'essais ? Apparemment, pas dans la région, alors où ? », a déclaré la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Maria Zakharova, avant d'ajouter : « Les États-Unis ne sont-ils pas derrière tout cela ? ». Elle a également affirmé que de telles déclarations de responsables israéliens révélaient les véritables raisons pour lesquelles Tel-Aviv s'oppose à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

Hossein Amirabdollahian, ministre iranien des Affaires étrangères, a commenté les remarques du ministre israélien sur l'utilisation des bombes atomiques. Selon lui, elles témoignent que la Résistance a déjà vaincu l'« entité sioniste ».

La position de Benjamin Netanyahu

Le Premier ministre israélien, [Benjamin Netanyahu](#), a déclaré à David Muir, sur *ABC News* dans l'émission « World News Tonight », qu'il ne serait pas question ni de cessez-le-feu, ni

de pause humanitaire tant que tous les otages n'auront pas été libérés.

Les objectifs de Yoav Gallant

Le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a déclaré, lors d'une audition spéciale de la commission des Affaires étrangères et de la Sécurité de la Knesset, que ses principaux objectifs sont la suppression de la menace pour la sécurité des citoyens israéliens, la fin des activités militaires et gouvernementales du Hamas, et la liberté d'action des FDI à Gaza « sans restriction aux opérations ».

Selon Gallant, « Le système de sécurité sous ma direction se concentre sur deux choses clés : la victoire dans la guerre et le retour des otages ».

Le ministre a décrit la Bande de Gaza comme « la plus grande base terroriste de tous les temps ».

Le Mossad désavoue Yossi Cohen

Le Mossad a publié un communiqué cinglant : « Il n'y a qu'un seul organe qui gère la libération des otages. Toute autre partie qui prétend avoir quelque chose à voir avec elle n'est pas autorisée à le faire ».

Il désavoue son ancien directeur, Yossi Cohen. Celui-ci fait partie des personnalités qui portent secours aux familles des otages et a fait un voyage au Qatar. La rumeur s'était répandue qu'il agissait en mission officielle.

Israël peut accéder aux caméras de sécurité à l'insu des propriétaires

Le ministère israélien de la Justice a publié, le 7 novembre, un mémorandum autorisant les FDI et le Shin Bet, à titre temporaire pendant six mois, à accéder à des caméras de sécurité privées et à examiner les images à l'insu des propriétaires.

Les sionistes religieux s'en prennent au budget des Haredim

Bezalel Smotrich, ministre des Finances, a tenté d'obtenir l'accord de la Knesset pour utiliser 1,35 milliard de shekels (plus de 350 millions de dollars) pour venir en aide aux Israéliens déplacés par la guerre.

La somme inclus

- 250 millions de shekels pour les personnes des communautés frontalières qui sont parties de manière indépendante et ne sont pas logées dans les hôtels fournis par le gouvernement ;
- 200 millions supplémentaires pour les évacuations des communautés frontalières de Gaza dans le Sud et du Liban dans le Nord ;
- 174 millions pour aider les gouvernements locaux ;
- 100 millions pour l'autorité mise en place pour superviser la reconstruction de la zone frontalière de Gaza ;
- et la part du lion, 628 millions de shekel, pour payer les hôtels.

Or une partie de ce pactole était déjà réservée :

- 200 millions de shekels pour le budget des écoles religieuses d'État ;
- 143 millions pour le budget de l'éducation Haredi ;
- 120 millions de propositions traitant du renforcement du judaïsme ;
- et 28 millions pour les écoles des colonies.

Les juifs ultra-orthodoxe (*Haredim*) ont immédiatement dénoncé les sionistes religieux.

L'« État juif » envisage de rétablir les colonies de peuplement à Gaza

Le ministre israélien de l'Éducation, Yoav Kisch, a déclaré qu'il n'excluait pas un scénario dans lequel il reconstruirait des colonies de peuplement dans la bande de Gaza. Elles avaient été démantelées en 2005.

Un projet de loi a été déposé à la Knesset afin de rétablir le droit de libre circulation des Israéliens dans la Bande de Gaza.

Le gouvernement d'union a testé plusieurs États alliés à ce sujet. Il semble qu'ils exprimeraient leur mécontentement, mais ne rompraient pas pour autant leurs liens avec l'« État juif ».

De son côté, le ministre israélien des Finances, chargé de l'administration civile de la Cisjordanie, Bezalel Smotrich, a appelé à créer des zones de sécurité autour des colonies de Cisjordanie. Cette stratégie pourrait permettre, à terme, de les étendre.

Mahmoud Abbas n'oublie pas Jérusalem-Est

Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, n'a pas rejeté la possibilité d'administrer la Bande de Gaza à l'issue de la guerre. Cependant il a posé une condition légitime, mais inacceptable pour Israël. Recevant le secrétaire d'État états-unien, Antony Blinken, il a déclaré : « La bande de Gaza est partie intégrante de l'État de Palestine, nous prendrons nos responsabilités entières dans le cadre d'une solution politique globale pour la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza ».

La reine Rania dénonce le double standard occidental

Rania, reine de Jordanie, a donné une interview à CNN pour dénoncer le double standard occidental face aux massacres en Israël et en Palestine.

Le projet d'oléoduc Iraq-Jordanie refait surface

Le projet d'oléoduc reliant Bassora (Iraq) à Aqaba (Jordanie) permettrait à Bagdad et à Amman d'atteindre les marchés internationaux de l'énergie sans dépendre du Golfe, en acheminant les barils vers l'Occident, via Israël.

Téhéran a qualifié ce projet de contribution à une normalisation avec l'État hébreu. Il a été reporté en mai en raison des « menaces des milices chiïtes soutenues par l'Iran », selon le

Premier ministre iraquien Mohammad Shia' al-Sudani.

Ce projet refait surface dans le contexte de la guerre de Gaza.

Le patriarche maronite défend le chef d'état-major libanais

Le patriarche maronite, Mgr. Bechara Raï, a déclaré : « il faut élire un président [au Liban] à n'importe quel prix et protéger les institutions au lieu de planifier la chute de telle ou telle personne, ou manipuler les responsables de telle ou telle institution (...) Il est honteux d'entendre des propos qui évoquent le fait de faire tomber le commandant en chef de l'armée [le général Joseph Aoun] durant la période la plus critique de l'histoire du Liban (...) Ce genre de propos sape la détermination de l'institution militaire qui a besoin de davantage de soutien et d'encouragement ».

Attaques simultanées de Daesh en Syrie

Daesh a tué huit soldats syriens et 26 membres des Forces de défense nationale, lors d'attaques simultanées, dans la région désertique d'al-Rasafa.

Les armées de l'air syrienne et russe ont immédiatement procédé à un pilonnage des positions des jihadistes.

La guerre continue en Syrie

La République arabe syrienne et la Fédération de Russie poursuivent le bombardement des sites jihadistes au Nord-Ouest du pays, tandis que la République de Türkiye bombarde les installations du PKK au Nord-Est.

On déplore de nombreuses victimes collatérales. 65 enfants auraient été tués en un mois (contre près de 5000 à Gaza).

Les jihadistes sont soutenus par l'Union européenne et administrés par les Turcs, tandis que le PKK l'est par les Etats-Unis.

Les négociations qataries

Selon la chaîne de télévision libanaise *Al-Mayadeen*, « Les discussions [entre le Qatar et Israël] portent sur la libération de 12 otages, pour moitié des Américains, contre une trêve de trois jours pour permettre au Hamas de libérer ces otages ».

Ansar Allah abat un drone US

Un drone états-unien MQ-9 Reaper, d'une valeur de 30 millions de dollars, a été abattu par Ansar Allah au Yémen (les « Houthis »).

Antony Blinken en Türkiye

Le secrétaire d'État US, Antony Blinken, s'est rendu à Ankara. Il a été reçu par son homologue turc, Hakan Fidan. Les deux pays n'ont pas la même vision du conflit israélo-palestinien. Les États-Unis soutiennent Israël, refusent le cessez-le-feu, évoquent timidement « une pause humanitaire », tandis que la Türkiye défend la cause palestinienne, qualifie le Hamas de « mouvement de résistance » et condamne Israël pour ses frappes contre l'enclave gazaouie où vivent 2,4 millions de personnes.

Les musulmans indiens pour Gaza

La Jamaat-e-islami, organe des Frères musulmans (branche de Syed Abul Ala Maududi), a organisé un meeting à Bharat, sous le titre : « Renverser le bulldozer de l'Hindutva et l'apartheid sioniste ».

Khaled Meshaal, chef politique du Hamas, y a déclaré par visioconférence : « Ensemble, nous vaincrons les sionistes et nous serons unis pour Gaza, qui lutte pour Al Aqsa ».

Bharat pour Israël

Narendra Modi, Premier ministre de Bharat, a twitté à ses amis israéliens : « Nous sommes solidaires en cette heure difficile ! ». Lors d'un entretien téléphonique avec son homologue israélien, Benjamin Netanyahu, il l'a assuré « condamner fermement et sans équivoque le

terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations ». La délégation indienne à l'Assemblée générale des Nations unies s'est abstenue lors du vote de la résolution A/ES-10/L.25 de soutien aux civils de Gaza.

Le nationalisme religieux est une idée partagée entre ceux qui, à l'extrême droite, des deux pays, aspirent à la Grande Inde (*Akhand Bharat*) et au Grand Israël (*Eretz Israel*).

Le gouvernement Modi vient d'interdire toute manifestation pro-palestinienne.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Débats au Conseil de Sécurité

Le 6 novembre, le Conseil de Sécurité des Nations unies s'est réuni à huis-clos. Si tous ont convenu qu'il fallait envoyer une aide humanitaire à Gaza, ses membres se sont divisés pour savoir si ce devait être une « pause humanitaire » ou un « cessez-le-feu humanitaire ».

Un cessez-le-feu serait plus durable, tandis qu'une pause n'entraverait pas les opérations de l'armée israélienne.

Sommet extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique

L'Arabie saoudite et l'Iran ont convoqué un sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Ils ont souligné que l'OCI devrait examiner l'évolution de la situation en Palestine, mettre fin aux crimes de guerre à Gaza et en Cisjordanie, et envoyer une aide humanitaire dans la région.

L'OMS dresse le bilan des attaques contre des hôpitaux à Gaza

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a dressé le bilan de 118 attaques contre des hôpitaux à Gaza. Ils ont fait 512 morts, 654

blessés, 39 installations ont été endommagées et 36 ambulances ont été touchés.

Appel d'agences de l'Onu à un cessez-le- feu humanitaire immédiat

Plusieurs agences de l'Onu et des associations humanitaires ont lancé un appel « Nous avons besoin d'un cessez-le-feu humanitaire immédiat. Cela fait 30 jours. Assez, c'est assez. Cela doit cesser maintenant ».

Les signataires sont : Emergency Relief Coordinator and Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs (OCHA), CARE International, International Council of Voluntary Agencies (ICVA), InterAction, International Organization for Migration (IOM), Mercy Corps, High Commissioner for Human Rights (OHCHR), Save the Children, Special Rapporteur on the Human Rights of Internally Displaced Persons (SR on HR of IDPs), United Nations Development Programme (UNDP), United Nations Population Fund (UNFPA), United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), United Nations Human Settlement Programme (UN-Habitat), United Nations Children's Fund (UNICEF), UN Women, World Food Programme (WFP), World Health Organization (WHO).

La position du G7 à propos de Gaza

À la suite de deux jours de négociations à Tokyo, les ministres des Affaires étrangères du G7 ont convenus qu'ils soutenaient « le droit d'Israël à se défendre » et la nécessité d'organiser des « pauses humanitaires » pour venir en aide aux civils gazaouis.

Le « droit d'Israël à se défendre » est un slogan visant à lui donner le droit de tuer. Les pauses humanitaires visent à s'opposer à un « cessez-le-feu humanitaire ». La différence entre les deux expressions est que dans la seconde, les combattants devraient cesser de pointer leurs armes les uns contre les autres.

Plainte pour génocide contre Israël à la CPI

Un groupe d'associations, principalement françaises, a déposé, devant la Cour pénale internationale, une plainte contre l'État d'Israël à propos des crimes qu'il commet intentionnellement à Gaza.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°61-62 - 17 novembre 2023

ÉDITORIAL

Les négociations avec le Hamas et le Jihad islamique

• Selon les Nations unies, les deux-tiers des Gazaouis ont quitté leurs maisons et ont fui. La presque totalité de la ville de Gaza a été détruite. Plus de 11 000 civils palestiniens ont été tués, dont plus de 5 000 enfants.

• Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, le 15 novembre, [sa première résolution \(n° 2712\) sur la guerre israélo-palestinienne en cinq semaines de conflit](#). Elle « demande des pauses humanitaires urgentes et prolongées et des corridors dans l'ensemble de la bande de Gaza pendant un nombre suffisant de jours ». Elle demande aussi la « libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages détenus par le Hamas et d'autres groupes, tout particulièrement des enfants ».

Ce texte ne fait pas allusion ni au Hamas, ni à Israël, comme le projet de résolution russe auquel les Occidentaux avaient opposé leur veto. Cependant il demande, et non exige, une pause et non une trêve.

Immédiatement, Israël a annoncé qu'il ne donnerait pas suite aux demandes du Conseil de sécurité. Joignant l'acte à la parole, les FDI ont longuement bombardé, jusqu'à la réduire en poussière, la maison familiale du chef politique du Hamas, Ismaël Haniyeh, résidant aujourd'hui au Qatar.

• Selon Associated Press, William Burns, directeur de la CIA, se serait rendu au Qatar, le 9 novembre. Il aurait rencontré David Barnea, son homologue du Mossad, et le Premier ministre cheikh Mohammed bin Abdulrahman Al Thani. Les trois hommes auraient fait le point sur les négociations avec le Hamas et le Jihad islamique visant à la libération des otages.

• Selon une source qatarie, les négociations butent sur trois points :

- La Résistance palestinienne exige qu'Israël libère ses prisonniers civils en échange de la libération des otages civils ;
- Israël n'accepte qu'une trêve de trois jours quand la Résistance palestinienne en réclame cinq.
- La Résistance palestinienne exige que les FDI ne cessent pas seulement leurs tirs, mais aussi leur surveillance de Gaza par drones. Elle fait remarquer qu'elle ne peut pas prendre le risque de dévoiler ses caches en libérant ses otages (...)

(...) • Le président états-unien, Joe Biden, a déclaré qu'il pensait que la libération des otages détenus dans la bande de Gaza « allait se produire, mais je ne veux pas entrer dans les détails ». « Tenez là-bas. Nous arrivons ! » s'est-il exclamé.

• Pendant ce temps, le Mossad tente de consolider son soutien occidental. Pour cela, il incite à des manifestations contre l'antisémitisme [du Hamas] dans les grandes capitales occidentales. En outre, il organise des projections privées du film des FDI sur le massacre du 7 octobre. Ses commentaires induisent l'interprétation chez les spectateurs que seul le Hamas a participé à l'assaut, qu'il a violé et découpé ses victimes (un assaillant a vainement tenté de décapiter une victime). Surtout il laisse penser que les victimes, notamment les personnes carbonisées, ont toutes été tuées par les Palestiniens, alors qu'il montre l'impact de ses propres missiles (directive Hannibal). Seul le Parlement belge a refusé de le visionner. En réalité l'attaque de la Résistance palestinienne était une opération coup de poing visant à enlever des otages pour les échanger et à attaquer une caserne des FDI. Les assaillants n'avaient pas le temps de violer qui que ce soit, ni de découper ses victimes en morceaux.

AMÉRIQUES

L'économie états-unienne menacée

L'agence de notation Fitch a baissé la note de l'économie états-unienne. L'agence Moody a mis en garde face à l'augmentation de la dette extérieure états-unienne. Selon elle, la division politique US devrait se poursuivre, empêchant de renverser les déficits budgétaires (en hausse de 23,2 % en une seule année).

La Cour suprême se dote d'un code de conduite peu exigeant

La Cour suprême des États-Unis s'est dotée d'un code de conduite. Elle en était dépourvue jusque-là. Plusieurs juges avaient été mis en cause pour les cadeaux qu'ils avaient reçus d'amis milliardaires.

Le code se contente de préciser les cas de récusation des juges. Il n'indique pas de procédure pour remettre en cause l'impartialité de l'un d'entre eux. Ni ne fixe de règles quant aux cadeaux qu'ils reçoivent.

Eric Adams soupçonné de financement occulte turc

Le FBI a saisi les téléphones portables du maire de New York, le démocrate Eric Adams, après avoir perquisitionné le bureau de sa responsable de collecte de fonds, Brianna Suggs.

L'enquête en cours porterait sur des financements occultes du gouvernement turc.

Mike Pompeo administrateur de KievStar

L'ancien secrétaire d'État, Mike Pompeo, soutien actif de la guerre en Ukraine, a été nommé administrateur de l'opérateur de télécommunications ukrainien KievStar, filiale du Néerlandais Veon. Il n'a aucune expérience en la matière sinon celle d'avoir été directeur de la CIA.

La Chambre des représentants n'a toujours pas voté les 61 milliards d'aide à l'Ukraine

Contrairement à ce que nous avons annoncé, la Chambre des représentants n'a pas adopté le budget d'aide de 61 milliards de dollars à l'Ukraine. Le nouveau président de l'assemblée, Mike Johnson, a tenté de financer cette subvention en confisquant les biens saisis à des citoyens russes. Mais, selon le Bureau du Budget, cette manœuvre n'empêcherait pas le déficit budgétaire d'augmenter de 12 milliards de dollars.

Les parlementaires visionnent les vidéos de l'attaque du 7 octobre

Une centaine de parlementaires US ont visionné le montage vidéo de 43 minutes réalisé par l'armée israélienne à partir des caméras des assaillants du 7 octobre.

Hillary Clinton compare Donald Trump à Adolf Hitler

Lors d'un meeting dans le New Hampshire, l'ancien président Donald Trump a déclaré qu'il « éliminerait les communistes, les marxistes, les fascistes et les voyous de la gauche radicale qui vivent comme de la vermine dans les confins de notre pays ».

Le président Joe Biden a remarqué que c'était le même genre de discours que celui des nazis.

Hillary Clinton (76 ans), ancienne secrétaire d'État et candidate malheureuse à la présidence, a commenté lors du talk-show *The View* : « Je pense que ce serait la fin de notre pays tel que nous le connaissons, et je ne le dis pas à la légère (...) Et vous pouviez le voir dans des pays où - eh bien, Hitler a été dûment élu, n'est-ce pas ? (...) Et donc tout à coup, quelqu'un avec ces tendances, ces tendances dictatoriales et autoritaires, serait comme, 'OK', nous allons fermer ça. Nous allons jeter ces gens en prison, et ils ne disent généralement pas ça (...) Trump nous dit ce qu'il a l'intention de faire. Prenez-le au mot. L'homme dit qu'il jettera des gens en prison qui ne sont pas d'accord avec lui, fermera des organes de presse légitimes, fera ce qu'il pourra pour saper littéralement l'État de droit et les valeurs de notre pays ».

☞ Adolf Hitler a bien été élu député démocratiquement, mais il n'est devenu chancelier que parce que le parti arrivé en tête, le Zentrum catholique, le lui a demandé pour lutter contre les communistes.

Hillary Clinton fixe les objectifs du gouvernement israélien d'après-guerre

Hillary Clinton a fixé la mission du prochain gouvernement israélien. Elle écrit, dans *The Atlantic*, qu'il « devrait réprimer la violence perpétrée par les colons extrémistes et cesser de construire de nouvelles colonies de peuplement qui rendent plus difficile d'imaginer un futur État palestinien. En fin de compte, le seul moyen d'assurer l'avenir d'Israël en tant qu'État juif, sûr et démocratique, est de réaliser deux États

pour deux peuples. Et dans la région, il devrait reprendre des négociations sérieuses avec l'Arabie saoudite et d'autres pour normaliser les relations et construire une large coalition pour contrer l'Iran ».

☞ Madame Clinton ne précise pas comment un État ethnico-confessionnel pourrait considérer égaux des citoyens d'autres communautés ethnico-confessionnelles et, donc, être « démocratique ».

Jake Sullivan favorable à ce que l'Autorité palestinienne administre Gaza

Jake Sullivan, conseiller de Sécurité nationale, a déclaré à CNN : « Il devrait y avoir une direction politique unifiée en Cisjordanie et à Gaza. L'Autorité palestinienne est la direction politique en Cisjordanie. À long terme, bien sûr, la détermination de la manière dont la Cisjordanie et Gaza seront gouvernées dépendra du peuple palestinien ».

Les États-Unis et la lenteur de l'opération israélienne contre la Résistance palestinienne

- Le général Charles Q. Brown, président du comité des chefs d'état-major, a déclaré que faire traîner l'opération israélienne à Gaza, c'était encourager les Gazaouis à rejoindre le Hamas.
- Selon les services de Renseignement russe, les États-Unis tiennent un discours différent sur Gaza en public et en privé. En public, ils appellent à la modération, tandis qu'en privé, ils inciteraient Israël à intensifier ses opérations. Il s'agirait de faire vite, sachant que la vue de ce massacre nuit à l'image du président Joe Biden avant l'élection présidentielle.

115 personnalités politiques pour Joe Biden

- 115 personnalités démocrates ont apporté leur soutien au président Joe Biden. Leur attitude tranche avec l'opposition qu'il rencontre aussi bien dans les milieux politiques, dans son administration et parmi la population.

- 400 hauts fonctionnaires de l'administration Biden ont écrit au président pour l'abjurer d'interrompre le massacre à Gaza.

À Washington, 200 000 personnes pour la guerre

- Une grande manifestation a réuni 200 000 personnes, à Washington, à la fois pour soutenir l'opération militaire israélienne et contre l'antisémitisme. Parmi les organisateurs et orateurs on trouvait le président israélien, Isaac Herzog, le chef de la majorité au Sénat, Chuck Schumer, le président de la Chambre des représentants, Mike Johnson, des familles d'otages américains détenus à Gaza, des alliés tels que le pasteur John Hagee (fondateur de l'organisation évangélique Christians United for Israel), les actrices Debra Messing et Tovah Feldshuh, l'ancien refusnik et militant politique israélien Natan Sharansky (proche du président Zelensky).

- Des spectacles musicaux des pop stars israéliennes, Omer Adam et Ishay Ribo, ont égayé l'évènement.

☞ Les juifs états-uniens sont majoritairement libéraux et contre la guerre. C'est le cas de Ameinu, Americans for Peace Now, Habonim Dror, J Street, Jewish Democratic Council for America, National Council of Jewish Women, New York Jewish Agenda, Partners for Progressive Israel, Reconstructing Judaism et T'ruah : The Rabbinic Call for Human Rights. Les participants à cette manifestation étaient majoritairement des chrétiens sionistes.

Révocation d'un évêque texan

Le pape François a démis de ses fonctions, Joseph E. Strickland, évêque de Tyler (Texas). Il lui avait d'abord été demandé de démissionner, ce qu'il avait refusé. Il semble que le prélat ait une conception personnelle de la gestion des biens ecclésiastiques. Cependant, il s'était fait connaître pour avoir participé à un meeting de l'ancien président Donald Trump, avoir qualifié le président Joe Biden d'incarnation du « Mal »,

et avoir déclaré que l'on ne peut pas être à la fois catholique et démocrate.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Les Libano-Brésiliens récusent être impliqué dans un complot antisémite

Les deux Libano-Brésiliens, qui ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur un complot terroriste contre des intérêts juifs brésiliens, nient tout ce dont on les accuse. Le gouvernement israélien, et lui seul, les a présentés comme des membres du Hezbollah. Le ministre brésilien de la Justice, Flavio Dino, a accusé Israël de vouloir anticiper les résultats d'une enquête en cours à des fins de propagande.

EUROPE

L'Église catholique et les transsexuels

Le pape François a autorisé la publication d'une [lettre du préfet pour la Doctrine de la Foi](#), à l'évêque brésilien Giuseppe Negri à propos de la situation des transsexuels.

Le dicastère définit les transsexuels comme des personnes ayant subi un traitement hormonal et une intervention chirurgicale de changement de sexe. Il précise que le changement de sexe n'influe pas sur le sacrement du baptême. Identiquement, un transsexuel peut être parrain ou marraine d'un baptisé, voire témoin d'un mariage, cependant ceci n'est pas un droit et doit donc être admis avec précaution pour ne pas générer de scandale. D'une manière générale, le dicastère considère qu'il faut toujours évaluer le rôle de chacun en fonction

de sa capacité à transmettre la foi, faute de quoi, il vaut mieux solliciter une autre personne.

Enquête sur le cabinet de Boris Johnson

Une enquête administrative et judiciaire tente de faire la lumière sur la manière dont le cabinet de Boris Johnson a réagi durant l'épidémie de coronavirus. Elle a pour le moment entendu beaucoup de plaintes sur les remarques sexistes et la bouffonnerie des différents conseillers et ministres. L'ancien Premier ministre et son successeur, Rushi Sunak, devraient être prochainement interrogés.

À Londres, 300 000 personnes contre la guerre

300 000 personnes ont manifesté à Londres pour dénoncer le massacre à Gaza. La ministre de l'Intérieur, Suella Braverman, a qualifié les manifestations pro-palestiniennes de « marches de la haine ». Tommy Robinson, fondateur du groupe English Defense League avait projeté de les attaquer. Le chef de la police, [Mark Rowley](#), s'était porté garant de la paix civile contre l'avis du Premier ministre, Rishi Sunak, qui le considérait comme responsable d'éventuels débordements. 2 000 policiers avaient été déployés. 82 contre-manifestants, brandissant des drapeaux de l'Angleterre ou du Royaume-Uni, ont été arrêtés « afin d'empêcher que la paix ne soit compromise » alors qu'ils « tentaient de rencontrer la marche » pro-palestinienne.

Le Premier ministre a révoqué Suella Braverman au lendemain de la manifestation.

Les juifs britanniques soutiennent massivement la « Palestine libre » contre Israël. Beaucoup d'entre eux assurent que l'État hébreu ne devrait pas exister.

Des parlementaires britanniques souhaitent criminaliser les Gardiens de la Révolution

Dans une lettre au Premier ministre, Rishi Sunak, 60 membres du Parlement britannique écrivent : « Compte tenu des conflits en cours au

Analyse du Réseau Voltaire

« [L'effondrement d'Israël et des États-Unis](#) », par Thierry Meyssan

Pour la première fois, le monde assiste en direct à un crime contre l'Humanité, à la télévision. Les États-Unis et Israël, qui ont uni leur sort depuis longtemps, seront tous deux tenus pour responsables des massacres de masse commis à Gaza. Partout, sauf en Europe, les alliés de Washington retirent leurs ambassadeurs à Tel-Aviv. Demain, ils le feront à Washington. Tout se passe comme lors de la dislocation de l'URSS et se terminera de la même manière : l'Empire américain est menacé dans son existence. Le processus qui vient de s'enclencher ne pourra pas être stoppé.

Moyen-Orient, il est maintenant plus urgent que jamais de proscrire le Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI) ».

Depuis 2019, les États-Unis considèrent les Gardiens de la Révolution comme une entité terroriste. L'union européenne ne les a pas suivis, mais a sanctionné 18 de ses officiers supérieurs.

Effondrement du niveau de vie au Royaume-Uni

Selon le *Guardian*, environ 2 millions de ménages britanniques ont été contraints de mettre hors service un réfrigérateur ou leur congélateur pour économiser de l'argent.

La dernière enquête du RPC a révélé qu'en octobre, un quart (2,8 millions) de ménages britanniques à faible revenu a augmenté ses dettes pour payer de la nourriture, un tiers a vendu des effets personnels pour lever des espèces, et un sur six a utilisé des espaces communautaires chauffés.

David Cameron nommé ministre des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement

L'ancien Premier ministre britannique, David Cameron, a été nommé ministre des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement. Aucun ancien Premier ministre n'avait accepté de faire partie d'un gouvernement depuis un demi-siècle. En outre, David Cameron n'est pas membre de la Chambre des Communes.

☞ Durant son mandat de Premier ministre, il avait promu un « conservatisme moderne et compassionnel ». Il mena un plan d'austérité tout en annonçant qu'il prendrait soin des plus pauvres. Avec le président français, Nicolas Sarkozy, il lança la guerre contre la Libye. Il convoqua aussi le référendum du Brexit.

Issu d'ancêtres juifs, il a déclaré : « En moi, vous avez un Premier ministre dont la croyance en Israël est indestructible. Je serai toujours un ardent défenseur du peuple juif, un soutien de l'État d'Israël et je ne demeurerai jamais passif pendant que la communauté juive en Grande-Bretagne est sous la menace ».

La Haute Cour britannique invalide la loi sur l'expulsion des réfugiés illégaux

La Haute Cour britannique a confirmé la décision d'un tribunal inférieur selon laquelle le risque était trop grand en cas d'envoi des immigrés illégaux au Rwanda. Il est probable que ce pays ne traiterait pas les dossiers de manière appropriée et que les demandeurs pourraient être contraints de retourner dans leur pays d'origine.

Les excuses de la BBC

La BBC a présenté ses excuses à ses téléspectateurs. Se fondant sur une dépêche de l'agence Reuters, elle avait rapporté que les Forces de Défense Israéliennes avaient ciblé des personnels soignants et des journalistes lors de l'attaque de l'hôpital Al-Shifa de Gaza. Elle aurait dû spécifier que les FDI étaient

accompagnées de médecins et de personnels arabophone.

La seconde association juive britannique, le Board of Deputies of British Jews, avait porté plainte contre la chaîne.

Pour Emmanuel Macron, le bombardement de Gaza n'a aucune légitimité

Le président français, Emmanuel Macron, a déclaré à la BBC qu'il reconnaissait « le droit d'Israël à se défendre, mais que nous l'exhortons à mettre un terme à ce bombardement (...) aujourd'hui, des civils sont bombardés. Ces bébés, ces dames, ces personnes âgées sont bombardées et tuées. Il n'y a aucune raison à cela, ni légitimité. Nous encourageons donc Israël à arrêter d'urgence ».

Emmanuel Macron soutient le droit d'Israël à la légitime défense

Le président français, Emmanuel Macron, a joint par téléphone le président israélien, Isaac Herzog. Il lui a dit : « Je soutiens sans équivoque l'État israélien et votre droit à la légitime défense ».

En France, 100 000 personnes contre l'antisémitisme

Plusieurs dizaines de milliers de personnes, principalement âgées et bourgeoises, ont défilé à Paris « Pour la République et contre l'antisémitisme », à l'appel des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat. Tous les anciens présidents de la République, présidents des assemblées parlementaires et du Conseil constitutionnel y ont participé.

Le président du Rassemblement national y a aussi participé, mais n'a pas été admis dans le carré de tête. Le président de la République, qui avait appelé à manifester, et les Insoumis, qui défendent les Gazaouis, se sont abstenus de s'y rendre. L'évènement était encadré par 3 000 policiers.

Parmi les absents de marque, on relevait deux anciens ministres des Affaires étrangères connus pour leur résistance à « l'impérialisme américain » : Roland Dumas (également ancien président du Conseil constitutionnel) et Dominique de Villepin (également ancien Premier ministre).

☞ Les Français ont compris, à tort ou à raison, que cet événement visait à détourner le regard des massacres en Palestine. À titre d'exemple, le juif antisioniste Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières (MSF), a déclaré : « Je n'irai pas manifester dimanche, car je trouve que c'est totalement déséquilibré, et que dans le contexte actuel, c'est plutôt une marche en soutien à Israël qu'une marche en soutien aux juifs ».

Les sous-entendus faisaient apparaître une contradiction fondamentale du slogan « Pour la République et contre l'antisémitisme ». Il faisait référence au rôle antisémite de l'« État français » (qui avait remplacé la République durant la Seconde Guerre mondiale). Cependant les organisateurs espéraient réunir 4 millions de personnes comme en 2015, lors des attentats contre *Charlie-Hebdo*. Ils se seraient appuyés sur la tradition française de refus des guerres importées... qui fut la raison du soutien populaire au régime de Philippe Pétain.

Incidentement, la participation du Rassemblement national à un défilé contre l'antisémitisme a fait sauter le verrou qui empêchait Marine Le Pen d'accéder à la présidence de la République.

Le Sénat français envisage de pénaliser la contestation de l'existence de l'État d'Israël

Le Sénat français a été saisi d'une proposition de loi de Stéphane Le Rudulier (Républicain) complétant le cadre pénal sanctionnant l'antisionisme. Ce texte dispose :

L'article 25 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse est ainsi rétabli :

« Art. 25. – Seront punis d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende ceux qui auront contesté, par un des moyens énoncés à l'article 23, l'existence de l'État d'Israël.

« L'injure commise envers l'État d'Israël, par l'un des moyens énoncés au même article 23, est punie de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende.

« Ceux qui, par les mêmes moyens, auront directement provoqué à la haine ou à la violence à l'égard de l'État d'Israël seront punis de cinq ans d'emprisonnement et de 100 000 euros d'amende »

☞ Le sionisme est une forme du colonialisme. Il a été sanctionné par la résolution 3379 de l'Assemblée générale des Nations unies (10 novembre 1975). Cette résolution a été révoquée par la Résolution 46/86 (16 décembre 1991) afin qu'Israël accepte de participer à la conférence de Madrid (octobre-novembre 1991). Le rétablissement de la résolution 3379 a été discuté lors de la conférence de Durban.

De nombreuses personnalités juives dénoncent l'existence de l'État d'Israël sous sa forme actuelle. Leurs opinions tomberaient sous le coup de cette loi, si elle était adoptée.

Des magistrats français délivrent des mandats d'arrêt contre Bachar el-Assad

Des magistrats français ont délivré des mandats d'arrêt contre le président syrien, Bachar el-Assad, son frère, Maher al-Assad, le général Ghassan Abbas, directeur de la branche 450 du Centre d'études et de recherches scientifiques (CERS), et le général Bassam al-Hassan, conseiller du président syrien pour les Affaires stratégiques. Sur plainte de l'Open Society Justice Initiative et de Syrian Archives, ils les tiennent responsables de l'attaque chimique de la Ghouta orientale, en août 2013.

Les magistrats n'ont pas retenu les nombreux témoignages et expertises qui ont montré l'inanité de cette accusation.

Attentat contre Alejo Vidal-Quadras

Alejo Vidal-Quadras (78 ans), ancien président du Parti populaire catalan, devenu président de Vox avant d'en démissionner, a fait l'objet d'une tentative d'assassinat près de son domicile de Madrid.

Membre des Amis européens d'Israël, il avait obtenu un financement de Vox par les Moudjahiddines du peuple iranien, une organisation terroriste iranienne, sponsorisée par la CIA et basée en Albanie.

Pedro Sánchez devient Premier ministre en amnistiant les sécessionnistes catalans

Bien qu'arrivé en seconde position lors des élections générales, les Socialistes de Pedro Sánchez ont formé le nouveau gouvernement espagnol avec l'aide des indépendantistes catalans. Cette coalition a été formée avec la promesse d'une amnistie de ses leaders, six ans après leur tentative de sécession.

Le Parti populaire et Vox ont organisé le 12 novembre des manifestations contre cette loi. Ils considèrent qu'elle viole les principes d'égalité, d'unité territoriales et de la séparation des pouvoirs.

L'Allemagne projette de doubler son aide à l'Ukraine

Le gouvernement du chancelier Olaf Scholz souhaite augmenter son soutien militaire et financier à l'Ukraine. Il a déjà fourni 17 milliards d'euros à Kiev et souhaiterait lui donner 8 milliards l'année prochaine et non pas 4 comme précédemment annoncé. À titre de comparaison, les États-Unis ont déjà fourni 42 milliards à l'Ukraine.

Les principaux bénéficiaires de ces largesses sont les producteurs d'armes allemands. Cependant l'échec ukrainien sur le champ de bataille s'expliquerait en grande partie par la nouvelle manière de faire la guerre. L'usage généralisé des drones permet de détruire beaucoup plus

facilement les armes lourdes. Dans ces conditions, les excellentes armes allemandes ne servent pour le moment pas à grand-chose. L'Allemagne, l'Ukraine et Google cherchent des moyens de rétablir la supériorité technologique occidentale.

Le président Volodymyr Zelensky aurait un plan très concret pour une nouvelle contre-offensive l'année prochaine.

La Finlande achète la Fronde de David

Selon le ministère israélien de la Défense, un accord pour la vente du système anti-missiles de la Fronde de David a été signé avec la Finlande. La transaction s'élève à 317 millions d'euros (339 millions de dollars).

La Finlande envisage de fermer sa frontière avec la Russie

Les passages illégaux de citoyens russes et ukrainiens à la frontière finlandaise ont considérablement augmenté. Selon Petteri Orpo, Premier ministre finlandais, ce ne peut être qu'imputable à une volonté de Moscou de ne plus filtrer les migrants irréguliers. En conséquence, il a annoncé son intention d'intensifier le travail de surveillance de la frontière, voire de la fermer.

Pour la Hongrie, l'Ukraine est trop corrompue pour adhérer à l'UE

Le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a déclaré : « L'Union européenne ne doit pas commencer les négociations sur l'adhésion de l'Ukraine ».

Gergely Gulyás, son chef du cabinet, a déclaré lors d'un point de presse télévisé : « L'Ukraine ne remplit pas les critères indispensables [pour l'adhésion à l'UE]. Elle n'y répondait pas avant le début du conflit et ne s'en approche pas davantage maintenant (...) Nous devons admettre que l'Ukraine est totalement corrompue et n'est pas encore assez mûre pour devenir membre de l'Union européenne ».

Le ministre hongrois des Affaires étrangères, Peter Szijjarto, considère que Kiev ne respecte pas les droits de la minorité hongroise Transcarpatie. Il a déclaré qu'un « élargissement était censé répandre la paix et non amener la guerre ».

La Tchéquie intente 384 actions contre les « soutiens » à la Russie

Selon le site de la radio publique tchèque, *iRozhlas*, le parquet multiplie les poursuites contre les citoyens faisant l'apologie de l'agression russe contre l'Ukraine. Il est pénalement répréhensible, dans ce pays, de donner « publiquement son approbation aux attaques de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, de les accepter ou de les soutenir ». Son également interdits le « soutien » ou « l'éloge des principaux représentants de la Fédération de Russie ».

Pour Jean-Claude Junker, l'Ukraine est trop corrompue pour adhérer à l'UE

Dans un [entretien au *Augsburger Allgemeine*](#), le Luxembourgeois Jean-Claude Junker, ancien président de la Commission européenne, a déclaré : « Quiconque a eu affaire à l'Ukraine sait que c'est un pays corrompu à tous les niveaux de la société. Malgré les efforts déployés, il n'est pas éligible et nécessite des processus de réforme interne massifs (...) Nous avons eu de mauvaises expériences avec certains soi-disant nouveaux membres, par exemple en matière d'État de droit ».

L'aide humanitaire européenne à la Palestine

Depuis le 16 octobre, l'Union européenne a envoyé 8 vols humanitaires vers l'Égypte pour Gaza. Ils ont transporté 372 tonnes d'aide. En temps de paix, l'Union européenne est le principal donateur au peuple palestinien. Cette année, elle devrait envoyer des dons pour 100 millions d'euros.

Les budgets Recherche-Développement militaires des États membres de l'UE en baisse

Les pays membres de l'UE qui participent à la Structure permanente de coopération (PESCO) se sont réunis à Bruxelles. Ils se sont félicités d'avoir augmenté leurs budgets de la Défense de 12 % cette année. Cependant, les budgets consacrés à la recherche et au développement militaires ont baissé de 1,7 % à 1,1 %.

☞ En d'autres termes, les participants à la PESCO fabriquent des armes conçues pour lutter contre des jihadistes et ne créent pas d'armes permettant de livrer des guerres de haute intensité. Selon des rapports parlementaires, aucune armée européenne ne pourrait lutter plus de deux jours contre la Russie ou la Chine.

Anders Fogh Rasmussen propose de faire adhérer l'Ukraine à l'Otan, sans les territoires occupés par la Russie

[Anders Fogh Rasmussen](#), ancien secrétaire général de l'Otan (2009-14) et actuel conseiller du président Volodymyr Zelenski, a proposé de faire adhérer l'Ukraine à l'Otan, sans les territoires occupés par la Russie. De la sorte, selon lui, l'article 5 ne s'appliquerait qu'en cas de tirs russes sur le reste de l'Ukraine.

Cette adhésion permettrait de clore la guerre actuelle sans avoir à reconnaître formellement l'avoir perdue.

James Stavridis propose de faire adhérer l'Ukraine à l'Otan, sans les territoires occupés par la Russie, sur le modèle de la Corée du Sud et du traité états-unis-coréen

Dans une tribune libre publiée par *Bloomberg*, l'[amiral James Stavridis](#), ancien commandant de l'Otan (Saceur) lorsqu'Anders Fogh Rasmussen était secrétaire général, compare l'avenir de l'Ukraine au sort de la Corée du Sud. Selon lui, il conviendrait de faire preuve de réalisme et d'interrompre les hostilités. Il faut

reconstruire ce qu'il reste de l'Ukraine et lui apporter des garanties de sécurité dans son territoire actuel.

Le *Washington Post* et *Der Spiegel* accusent un officier dissident ukrainien d'avoir coordonné le sabotage de Nord Stream

Selon une enquête du *Washington Post* et de *Der Spiegel*, le colonel Roman Tchervinski, aurait été le coordinateur du sabotage des gazoducs Nord Stream, ce qu'il a démenti par l'intermédiaire de ses avocats. L'opération aurait été conduite sans en informer le président Volodymyr Zelensky.

☞ Cette accusation avantage les Occidentaux sans répondre aux questions techniques de sa mise en œuvre éventuelle par les services ukrainiens. Roman Tchervinski est un officier des Forces spéciales ukrainiennes qui est entré en conflit avec le président Zelensky. Il est actuellement jugé à Kiev pour abus de pouvoir.

Réunion des conseillers de Sécurité nationale à propos de l'Ukraine

Au cours d'une visite de travail aux États-Unis, le chef du Bureau du président ukrainien, Andriy Yermak, a participé à un sommet avec le conseiller à la Sécurité nationale du président des États-Unis, Jake Sullivan, le secrétaire du Conseil de sécurité nationale et conseiller à la Sécurité nationale auprès du Premier ministre du Royaume-Uni, Timothy Barrow, le conseiller en Politique étrangère auprès du chancelier allemand, Jens Plötner, et le conseiller pour la Politique étrangère du président français, Emmanuel Bonne.

Négociations secrètes Prigojine-Ukraine

Selon Stephen Bryen, ancien sous-secrétaire à la Défense et ancien président de l'Institut Juif pour les Affaires de sécurité nationale (Jinsa), le directeur du Groupe Wagner, Evgueni Prigojine, avait pris contact avec les services de Renseignements ukrainiens durant ses voyages en Afrique. Il aurait négocié la restitution du

Donbass à l'Ukraine contre la location de la Crimée.

Les repris de justice qui se sont engagés sur le front expient leurs crimes par leur sang

Selon Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, parlant des criminels engagés par Wagner : « Les personnes condamnées, y compris pour des crimes graves, expient leur crime par le sang sur le champ de bataille (...) Ils expient par le sang dans des unités d'assaut, sous les balles, sous les obus ».

Aide humanitaire russe pour les Gazaouis

« Un avion spécial a livré 25 tonnes d'aide humanitaire à la République arabe d'Égypte », a indiqué le ministère russe des Situations d'urgence. « La cargaison humanitaire a déjà été remise à des représentants de la branche égyptienne du Croissant-Rouge (...) d'autres aides russes seront envoyées aux habitants de la Bande de Gaza ».

L'Arménie pourrait quitter l'OTSC

Nikol Pachinian, Premier ministre arménien, ne participera pas au prochain sommet de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC). L'Arménie semble préparer sa sortie de l'organisation. C'est elle qui s'était opposée à l'entrée de la Syrie.

AFRIQUE

Les casques bleus kenyans repoussent leur déploiement à Haïti

Le Kenya, qui s'était engagé le mois dernier à déployer une force de paix sous l'égide des Nations unies à Haïti, a repoussé cette mission à une date indéterminée. Il exige que ses soldats soient d'abord formés à cette fonction de police.

Les États-Unis, qui ont été militairement présents 41 ans au cours des 100 dernières années, sont décidés à lancer une huitième

mission en Haïti. Le pays ne dispose plus d'aucun élu. Il est administré, sans aucune légitimité, par un adversaire du président Aristide, Ariel Henry. Cette mission est qualifiée « d'appui à la sécurité multinationale » (MSS). Elle devrait être sous-traitée, ni au Canada, ni au Brésil qui ont poliment refusé, mais au Kenya, soutenu par la Jamaïque, les Bahamas et Antigua-et-Barbuda. Les États-Unis l'ont déclaré être prêts à les financer à hauteur de 100 millions de dollars. En outre, le Pentagone s'est dit prêt à aider le Kenya à lutter contre les jihadistes d'al-Shabab.

Le Soudan du Sud choisit la Russie pour exploiter ses réserves pétrolières

Le président sud-soudanais, Salva Kiir Mayardit, a choisi la Russie comme partenaire pour le développement de son pays. Celle-ci a été autorisée à cartographier toutes les ressources naturelles du pays pour la première fois dans l'histoire. Moscou devrait construire une raffinerie de pétrole et même un oléoduc alternatif reliant la mer Rouge via l'Éthiopie et Djibouti.

Le Soudan du Sud est membre de l'OPEP. Il dispose de la troisième plus grande réserve de pétrole en Afrique subsaharienne, dont environ 90 % serait inexploitée.

ASIE

Manifestations anti-Netanyahu en Israël

L'opposition israélienne a organisé une manifestation à Césarée, ou Benjamin Netanyahu possède une maison de vacances. Sur le tract d'appel, on peut lire : « Chaque minute qui passe augmente la rage à l'encontre de l'accusé [en référence à Netanyahu, qui est jugé pour corruption] qui, après 34 jours, ne parvient pas à libérer les otages, à créer la sécurité pour les citoyens israéliens, à réhabiliter les communautés près de Gaza, à rapatrier les résidents du nord dans leurs foyers, et à soutenir les soldats des FDI et leurs commandants qui luttent contre le Hamas ».

À Haïfa, le tract disait : « Nous n'attendons pas demain, nous n'attendons pas un autre jour. Le gouvernement et son chef doivent partir maintenant ».

Intimidation contre les opposants à la guerre

Selon *Haaretz*, un professeur d'Instruction civique et d'Histoire, le pacifiste israélien Meir Baruchin, a été arrêté par le Shin Beth sur plainte de la municipalité de Petah Tikva et incarcéré cinq jours avant d'être relâché. Il avait publié un tweet énumérant les noms et âges de six jeunes Palestiniens, de 14 à 24 ans, tués à Gaza avec la mention « Ils sont nés sous l'occupation. Y ont vécu toute leur vie. Ils n'ont jamais connu un seul jour de liberté. Ils ont été exécutés par nos merveilleux garçons ».

Deux députés suspendus de la Knesset pour avoir contesté la version officielle du 7 octobre et de la guerre à Gaza

Les députés Aida Touma-Sliman (Hadash-Ta'al) et Iman Khatib-Yassin (Liste arabe unie) ont été suspendus de la Knesset avec retenue de salaire.

Dans un post sur X, Aida Touma-Sliman a écrit : « Et ils insistent toujours : "l'armée la plus morale du monde" ne fait pas de mal à des innocents et n'attaque pas les hôpitaux. Ce soir, le porte-parole de l'armée a publié une déclaration officielle disant que l'armée ne bombarde pas Al-Shifa ».

Khatib-Yassin avait déclaré au sujet du film de Tsahal sur le massacre du 7 octobre qu'aucun bébé n'a été massacré, et qu'aucune femme n'a été violée par le Hamas.

Israël censure Al-Mayadeen

Le cabinet de sécurité du gouvernement israélien a approuvé l'ordre du nouveau ministre des Communications, Shlomo Karhi, de bloquer les organismes de radiodiffusion considérés comme une menace pour la Sécurité nationale, la fermeture de leurs bureaux et la saisie du matériel de radiodiffusion. En

conséquence, le ministre a signé un ordre de bloquer les sites web du réseau *Al-Mayadeen* « affilié au Hezbollah », ainsi que de fermer les bureaux de la Cisjordanie du réseau et de confisquer son matériel.

☞ Contrairement à ce qu'indique le ministère israélien de la Communication, *Al-Mayadeen* n'est pas affilié au Hezbollah, qui dispose de la chaîne *Al-Manar*. Cependant, *Al-Mayadeen*, qui est devenu la principale chaîne d'information en langue arabe, est principalement financé par l'Iran.

Trois villes exclues du plan d'indemnisation des victimes du 7 octobre

La Commission des finances de la Knesset a accordé une augmentation des compensations aux villes victimes de l'attaque du 7 octobre, dont Sefer. Ces indemnités ont été étendues à des villes situées à 7 km de la frontière de la bande de Gaza et à 9 km de la frontière libanaise. Trois villes du Conseil régional d'Eshkol - Tzolim, Gvulot et Urim, qui se trouvent à plus de 7 km de la frontière - n'ont pas été incluses dans cette liste, bien qu'elles aient été touchées par le Hamas et ont été évacuées.

Le président du conseil régional d'Eshkol, Gadi Yarkoni, a annoncé qu'il avait l'intention de dormir devant la Knesset pour protester contre l'exclusion de ces trois villes du plan gouvernemental.

Après la guerre, Israël augmentera le budget de sa Défense

Lors d'une conférence de presse, le 11 novembre, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré qu'une leçon de la guerre était que le budget de la Défense devrait être augmenté et que les FDI devront également être élargies. Il exprimait publiquement les premières réflexions qui ont eu lieu dans le dialogue entre l'échelon politique et les chefs d'état-major, à la suite du déclenchement de la guerre.

Les États-Unis subventionnent chaque année les FDI à hauteur de 3,8 milliards de dollars. Ils viennent de leur accorder une subvention spéciale de 14 milliards de dollars.

Tony Blair pourrait devenir le coordinateur humanitaire à Gaza

Selon *Ynet*, le cabinet de Benjamin Netanyahu est en contact avec l'ancien Premier ministre britannique, Tony Blair. Il espère que celui-ci acceptera de devenir coordinateur humanitaire pour Gaza.

Tony Blair n'a pas encore donné sa réponse. Les discussions portent sur l'étendue de son mandat, la manière d'évacuer des blessés, et bien sûr sa rémunération.

☞ Lors de son premier mandat, Tony Blair aligna le Parti travailliste britannique (New Labour) sur les conceptions économiques du président états-unien, Bill Clinton. C'est le début de l'envol des « super-riches » au Royaume-Uni. Lors de son second mandat, il aligna la politique étrangère du pays sur les conceptions impérialistes du président états-unien, George W. Bush, devenant aux yeux de son opposition le « caniche de Bush ». Par la suite, Tony Blair a été le représentant du Quartet au Moyen-Orient. Il a fait fortune avec ses sociétés de conseil, Blair Inc. et Tony Blair Associates.

Général Dominique Delawarde, Thierry Meyssan et Youssef Hindi à propos de Gaza (vidéo)

Le [général Dominique Delawarde, Thierry Meyssan et Youssef Hindi](#) ont répondu aux questions de Boris Astori sur le conflit israélo-palestinien.

« Benjamin Netanyahu rejette la responsabilité des massacres sur le Hamas »

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a répondu au président français : « La responsabilité des dommages causés aux civils

incombe au Hamas-Daesh et non à l'État hébreu ».

Des parlementaires israéliens veulent expulser les Palestiniens

Le *Wall Street Journal* a publié une tribune libre de Danny Danon (Likoud) et de Ram Ben-Barak (Yesh Atid) pour le transfert des Palestiniens hors de la Bande de Gaza. Le député Nissim Vaturi (Likoud) a commenté : « Oui, nous devons les sortir d'ici, il n'y a aucun moyen de vivre avec eux ». Il a ajouté : « Si le Premier ministre écossais, par exemple, voulait des réfugiés, nous les transférerions là-bas ». Il s'est prononcé pour la réinstallation des colonies dans la Bande Gaza. Enfin, il a publié un Tweet : « Rabbi Kahane est un saint ».

☞ Le rabbin new-yorkais Meir Kahane, fondateur de la Jewish Defense League, était un « sioniste révisionniste » sponsorisé par Yitzhak Shamir. Il a organisé des attentats meurtriers contre des néo-nazis aux États-Unis et contre des personnalités musulmanes. Devenu député à la Knesset, il en a été exclu en raison de ses appels à la haine. Son organisation US a été classée « terroriste » par le FBI.

Itamar Ben-Gvir préconise une ré-occupation de Gaza

Le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, a déclaré lors d'une interview à la radio publique *Kan Sunday* que « Après les colonies de Gush Katif ont été évacuées, le monde a changé ; la réalité a changé (...) Ce dont nous avons besoin ici, c'est d'une occupation. Chaque fois que nos ennemis ont perdu des territoires, ils ont perdu la guerre. Nous devrions avoir un contrôle total ; cela dissuadera nos ennemis, leur faire savoir que nous avons gagné et que nous permettons aux résidents de rentrer chez eux. Je n'ai pas peur que les Israéliens se réinstallent à Gaza ».

Eliyahu Revivo veut supprimer le mot « Gaza »

Le député Eliyahu Revivo (Likoud) a écrit à la Commission des nominations afin que le mot Gaza ne corresponde plus à aucun lieu et ne figure plus sur aucun panneau de signalisation. Selon lui, « Il ne fait aucun doute que le nom 'Gaza' est immédiatement associé à une connotation négative et maléfique ».

Des mercenaires aux côtés des FDI

Selon *El Mundo*, les Forces de Défense Israéliennes (FDI) ont fait appel à des mercenaires albanais, allemands, espagnols, états-uniens et français pour superviser certaines opérations à Gaza. Le média a interrogé l'un d'entre eux, Pedro Díaz Flores, qui avait déjà servi en Ukraine au sein de la division « nationaliste intégrale » Azov.

Le député français Thomas Portes (LFI) a saisi le procureur de la République de Paris. Selon l'article 436-1 du code pénal français, l'activité de mercenaire est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende.

Les FDI découvrent un arsenal du Hamas en mer

La Marine israélienne a découvert une cache d'armes sous-marine du Hamas, au large de Gaza. Les armes étaient enveloppées de sorte à résister à la corrosion marine.

Le Hezbollah attaque des cibles militaires israéliennes

Selon *Al-Manar*, le Hezbollah a attaqué une force logistique israélienne et un bulldozer près de la caserne Dovev, ainsi que la caserne Zarit et une force d'infanterie israélienne à Birkat Risha, dans le triangle Al-Taihat et à Ruwaisat Al-Asi, à la frontière libanaise. Il a utilisé « des missiles guidés », faisant plusieurs victimes côté israélien.

Ces attaques ont suivi le second discours du secrétaire général du parti, Hassan Nasrallah, le 11 novembre.

Israël riposte à des tirs yéménites... sur la Syrie

Des miliciens de Ansar Allah (qualifiés de « Houthis » par la presse occidentale) ont envoyé un missile et touché une école de la ville israélienne d'Eilat sur la mer Rouge. En réponse, les FDI ont lancé une attaque... contre la Syrie. Selon Israël, leurs cibles étaient des dépôts d'armes de milices pro-iraniennes, comparables en cela à Ansar Allah.

La Syrie a dénoncé l'attaque, mais n'y a pas répondu.

Le CCG crée un visa touristique unifié

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a approuvé un projet de visa touristique unifié pour tous les États membres de l'organisation : l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar, le Koweït, Bahreïn et Oman. Il devrait être disponible fin 2024.

Rapprochement irano-azéri

En plein massacre israélien à Gaza, le président iranien, Raïssi, s'est rendu en visite officielle en Azerbaïdjan, allié de longue date de l'État hébreu. Tel-Aviv fournit les deux tiers de son armement à Bakou.

Les deux chefs d'État se sont félicités du rapprochement entre leurs pays. L'évolution de l'Arménie du côté occidental pousse les États membres de l'International North-South Transport Corridor (INSTC) à se réorganiser.

L'Iran ne s'engagera pas dans l'initiative du Hamas

Plusieurs hauts responsables iraniens ont rapporté les propos échangés lors de l'audience accordée par le Guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, au chef politique du Hamas, Ismail Haniyeh. Le Guide aurait

déclaré que, n'ayant pas été informé à l'avance de l'attaque du 7 octobre, il ne se sentait pas coresponsable de cette initiative. En conséquence de quoi l'Iran n'a aucune raison de s'y engager.

Par ailleurs, le Guide a déclaré : « Il ne s'agit pas d'une guerre entre Gaza et l'État hébreu. Il s'agit d'une guerre entre le Bien et le Mal, entre la Foi et l'Arrogance ».

Reprise de la guerre civile au Myanmar

L'Armée d'Arakan, l'Armée de l'Alliance nationale démocratique du Myanmar (MNDAA) et l'Armée de libération nationale de Ta'ang, ont formé « l'Alliance des Trois Fraternités ». Ils ont lancé une attaque contre le gouvernement du général Min Aung Hlaing, au Nord de l'État de Shan, le 27 octobre. Toutes les routes étant coupées, l'armée birmane ne parvient pas à rejoindre la région rebelle.

Le MNDAA et la junte produisaient ensemble de l'opium et de l'héroïne.

Un bataillon d'infanterie de l'armée ruglière (261 personnes, c'est-à-dire 127 soldats et 134 membres de leurs familles) a fait défection et s'est joint à l'Alliance.

La première chaîne publique sud-coréenne s'excuse d'avoir falsifié ses informations

Park Min, nouveau président de la principale chaîne publique sud-coréenne, KBS, a présenté ses excuses pour les reportages politiques biaisés de son administration. « Nous regrettons profondément la perte de confiance du public en sapant l'équité, qui est une valeur fondamentale du service public, et nous nous excusons avec respect », a-t-il déclaré.

La Corée du Nord répond au G7

Les ministres des Affaires étrangères des pays avancés du G7 ont publié, depuis Tokyo, une déclaration commune condamnant les programmes de missiles balistiques de la Corée

du Nord et ses transferts présumés d'armes à destination de la Russie.

Jo Chol-su, directeur central du ministère nord-coréen des Affaires étrangères, a qualifié le G7 de « groupe conflictuel de destructeurs et de contrevenants de la paix et de la stabilité ». Selon lui ses accusations sont « sans fondement et déraisonnables ».

La Corée du Nord accuse les États-Unis d'être les responsables du massacre de Gaza

La Corée du Nord a démenti avoir livré des armes au Hamas. Le *Rodong Sinmun* a écrit : « Les États-Unis ont systématiquement remis des équipements de meurtre massifs à l'État hébreu, les forçant à l'invasion et au massacre ».

Polémique en Corée à propos d'un massacre nippon

La Corée du Nord a dénoncé le révisionnisme de Hirokazu Matsuno, ministre du cabinet japonais. Ce dernier aurait déclaré lors d'une réunion parlementaire qu'il était difficile de savoir la vérité sur le massacre de Grand Kanto (1923) car on n'avait plus les dossiers judiciaires de l'époque.

Lors du séisme, survenu au Japon, l'armée impériale, craignant un soulèvement des employés coréens, en aurait massacré 6 000.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Les Nations unies honorent leurs fonctionnaires tués à Gaza

Les Nations unies ont observé une minute de silence, le 13 novembre, en mémoire de la centaine de ses fonctionnaires tués à Gaza. « Il s'agit du plus grand nombre de travailleurs humanitaires tués dans l'histoire de notre organisation en si peu de temps », a déclaré Tatiana Valovaya, Directrice générale des Nations Unies à Genève.

Onu : le plan humanitaire en 10 points

L'Onu a publié un plan en 10 points pour l'aide humanitaire à Gaza :

1. Faciliter les efforts des agences d'aide pour attirer un flux continu de convois d'aide, et pour le faire en toute sécurité.
2. Ouvrir des points de passage supplémentaires pour l'entrée d'une aide et de camions commerciaux, y compris celui de Kerem Shalom.
3. Permettre à l'Onu, à d'autres organisations humanitaires et aux entités des secteurs public et privé d'avoir accès aux combustibles en quantité suffisante pour fournir de l'aide et fournir des services de base.
4. Permettre aux organisations humanitaires d'acheminer l'aide dans toute la bande de Gaza sans entrave ni ingérence.
5. Permettre l'augmentation du nombre d'abris sûrs pour les personnes déplacées dans les écoles et autres installations publiques de Gaza et veiller à ce qu'ils restent des lieux de sécurité pendant toute la durée des hostilités.
6. Améliorer un mécanisme de notification humanitaire qui aiderait à épargner les civils et l'infrastructure civile des hostilités et contribuerait à faciliter l'accès de l'aide humanitaire.
7. Permettre de mettre en place des centres de distribution de secours pour les civils, en fonction des besoins.
8. Permettre aux civils de se déplacer vers des zones plus sûres et de retourner volontairement dans leur lieu de résidence.
9. Financer l'action humanitaire, qui s'élève aujourd'hui à 1,2 milliard de dollars.
10. Mettre en œuvre un cessez-le-feu humanitaire pour permettre à des services de base de relancer et de reprendre le commerce essentiel. Un tel cessez-le-feu est également essentiel pour faciliter l'acheminement de l'aide, permettre la libération des otages et assurer un répit aux civils.

57 chefs d'État et de gouvernement se réunissent pour protester contre le génocide de Gaza

La Ligue arabe et l'Organisation de coopération islamique ont tenu un sommet commun, à Ryad, cinq semaines après le déclenchement de la guerre israélo-palestinienne. 57 chefs d'État et de gouvernement, soit le quart de l'Assemblée générale de l'Onu, y ont participé.

Ouvrant la séance, le prince héritier saoudien et Premier ministre, Mohamed ben Salmane, a déclaré « Nous tenons les autorités d'occupation comme responsables des crimes commis contre le peuple palestinien (...) Nous sommes certains que le seul moyen de garantir la sécurité, la paix et la stabilité dans la région est de mettre fin à l'occupation, au siège et à la colonisation ».

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a déclaré : « Le Conseil de sécurité des Nations unies doit agir rapidement pour mettre fin à l'agression israélienne et permettre l'aide humanitaire à la bande de Gaza, et pour empêcher l'expulsion du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie (...) Nous n'accepterons aucune solution militaire ou de sécurité à la question palestinienne. Toutes ces solutions ont échoué. Je ne peux pas croire que tous ces crimes se déroulent sous les yeux du monde sans aucune action réelle de la part de la communauté internationale pour mettre fin à cette guerre criminelle et obtenir justice pour le peuple palestinien ». Il a ajouté : « Nous appelons à une conférence internationale de paix qui débouchera sur une solution politique fondée sur les décisions de la communauté internationale et l'initiative de paix arabe visant à fournir une protection au peuple palestinien. La bande de Gaza fait partie de l'État palestinien et la solution politique doit l'inclure ».

Le président iranien, Ebrahim Raïssi, dont c'était le premier voyage en Arabie saoudite, a invité les participants à classer les Forces de Défense Israéliennes (FDI) comme « organisation terroriste ».

[Suite à l'exécution du cheikh Nimr Baqr al-Nimr par Riyad, l'Iran avait rompu ses relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite. Celle-ci classa alors les Gardiens de la Révolution comme « organisation terroriste ». Ce qualificatif fut abandonné en mars 2023, lors du rétablissement des relations diplomatiques négocié sous l'égide de la Chine.]

Le roi Abdallah II de Jordanie a déclaré que les Palestiniens de la Bande de Gaza mouraient « dans une guerre terrible qui doit cesser immédiatement ». Abdallah a ajouté que « cette injustice dure depuis plus de sept décennies ».

Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, a appelé à « un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel ». Il a déclaré que le « déplacement des Palestiniens hors de leurs terres doit être empêché ». Il a réclamé « une formule d'un règlement du conflit basé sur la solution à deux États et l'établissement d'un État palestinien dans les frontières de 1967 ».

Le Premier ministre libanais, Nagib Mikati, après avoir exposé son plan de paix, a souligné que le Hezbollah, dans sa sagesse, ne répondait pas aux provocations d'Israël.

L'émir du Qatar, Tamim bin Hamad Al-Thani, a déclaré que la communauté internationale « n'a pas mis fin aux crimes de guerre à Gaza », accusant le monde d'autoriser l'État hébreu à agir comme si c'était au-dessus des règles du droit international. « L'ordre mondial se trahit lui-même avant de nous trahir en permettant le bombardement des hôpitaux, des quartiers et des camps. Notre position est ferme concernant notre soutien à la résistance du peuple palestinien frère et de sa cause juste ».

Le président syrien, Bachar el-Assad a déclaré : « La dernière agression sur Gaza est juste un événement au sein d'un long contexte qui remonte à 75 ans de crimes sionistes et 32 ans d'une paix vouée à l'échec, dont le seul et unique résultat absolu et irréfutable est que l'« entité » est devenue plus agressive et la situation palestinienne plus injuste, avec encore plus d'oppression et de misère. La terre n'a pas

été restituée et le droit n'a pas été rendu ni en Palestine ni au Golan ».

Certains pays, notamment l'Algérie et le Liban, ont proposé de rompre les liens économiques et diplomatiques avec Israël et de cesser d'approvisionner en pétrole ce pays et ses alliés. Toutefois, au moins trois pays, parmi lesquels les Émirats arabes unis et Bahreïn, qui ont normalisé leurs relations avec Israël en 2020, ont rejeté cette proposition.

Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a déclaré : « Il est honteux que les pays occidentaux, qui parlent toujours des droits de l'homme et des libertés, restent silencieux face aux massacres en cours en Palestine ». Puis il a appelé l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à ouvrir une enquête sur la possession d'armes nucléaires par Israël et à révéler ses conclusions au monde.

Le président du plus grand pays musulman du monde, l'Indonésien Joko Widodo, a appelé à saisir la Commission internationale sur les Territoires palestiniens occupés (Conseil des Droits de l'homme) et à exiger de relancer les négociations pour la reconnaissance de l'État palestinien.

Le Premier ministre malaisien, Anwar Ibrahim, dauphin de Mahathir Mohamad, a appelé tous les participants à faire pression sur les États-Unis pour faire cesser le massacre.

Le Communiqué final reconnaît l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien. Il ne cite ni le Hamas, ni le Jihad islamique. Il se contente de condamnations et de revendications sans prendre aucune mesure opérationnelle. Il rejette les arguments d'Israël selon lesquels ce pays agit en état de « légitime défense » et exige que le Conseil de sécurité des Nations unies adopte une résolution « contraignante » pour mettre fin à « l'agression » israélienne. Il rejette également toute solution politique future du conflit qui maintiendrait la Bande de Gaza séparée de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est occupées par Israël.

Dans une intervention télévisée, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a estimé que les dirigeants arabes et musulmans auraient dû « s'élever contre le Hamas », qu'il a décrit comme « une partie intégrante de l'axe du terrorisme mené par l'Iran ».

Conférence pour un Moyen-Orient, zone exempte d'armes nucléaires

La quatrième session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive s'est ouverte, le 13 novembre au siège des Nations unies, à New York.

Les débats ont été dominés par les récentes déclarations d'un ministre israélien faisant état de la possession par son pays de la bombe atomique. Israël n'a pas signé le Pacte de non-prolifération nucléaire.

L'internationale socialiste condamne le Hamas et réaffirme le droit d'Israël à se défendre

L'Internationale socialiste s'est réunie à Malaga (Espagne), le 12 novembre. Alors que les partis membres rejetaient l'idée d'un communiqué commun sur la guerre israélo-palestinienne, le président du Parti travailliste israélien, Merav Michaeli, a insisté pour qu'ils publient une déclaration. Celle-ci a été approuvée par les chefs de gouvernement présents, dont le chancelier allemand Olaf Scholz et les Premiers ministres espagnol (Pedro Sánchez), danois (Mette Frederiksen), roumain (Marcel Ciolacu) et maltais (Robert Abela). Elle condamne l'attaque du Hamas, le meurtre cruel d'Israéliens et la captivité de nombre d'entre eux. Elle réaffirme le droit d'Israël à se défendre contre cette attaque terroriste dans le respect du Droit international. Après avoir établi ce constat, elle déplore la tragédie humanitaire à Gaza et appelle au rétablissement de l'accès de l'aide humanitaire.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de
1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000
Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°63 - 24 novembre 2023

ÉDITORIAL

Quelle trêve à Gaza ?

La pause humanitaire conclue entre le Hamas et Israël n'est pas un cessez-le-feu, mais une simple interruption des combats pour faciliter un échange de prisonniers.

Ses conditions ont été imposées par les États-Unis, à Israël qui les refusait. Ses clauses exactes ne sont pas connues. Cependant, on sait que :

- La trêve permettra de libérer 50 prisonniers du Hamas (considérés comme des otages par Israël) en échange de 150 prisonniers administratifs (c'est-à-dire n'ayant pas fait l'objet de jugement) d'Israël (considérés comme des otages par le Hamas).
- Une liste de 300 prisonniers administratifs palestiniens a été publiée par le gouvernement Netanyahu, laissant la possibilité aux citoyens israéliens de s'opposer à leur libération.
- Israël n'aura pas la possibilité d'utiliser des drones plus de 6 heures par jour. Les FDI ne pourront donc pas localiser les caches du Hamas où les prisonniers sont retenus. Le Hamas demandait une interdiction complète des vols de drones. Israël n'aurait pas le droit de surveiller durant les 4 jours la route principale de la Bande de Gaza.
- Des camions de ravitaillement, de médicaments et de carburant pourront entrer dans la Bande de Gaza depuis l'Égypte.

Cette pause n'interviendra pas avant le 24 novembre. En attendant, les FDI poursuivent la destruction de la ville de Gaza, attaquent l'hôpital Al-Shifa et débutent la destruction de villes au Sud de la Bande de Gaza. La résistance palestinienne poursuit ses tirs de roquettes sur Israël et livre une bataille acharnée aux fantassins et aux chars israéliens.

Cette opération israélienne a déjà fait plus de 13 000 victimes civiles gazaouies en 48 jours.

AMÉRIQUES

Washington s'oppose à la relocalisation forcée des Gazouis en Égypte

Le président Joe Biden a téléphoné, le 22 novembre, à son homologue égyptien Abdel Fattah el-Sissi, pour l'assurer que les États-Unis s'opposent à la relocalisation forcée de la population gazaouie.

Son envoyé spécial pour les Affaires humanitaires à Gaza, David Satterfield, a déclaré le même jour à la télévision libanaise *Al-Jadeed* que les Palestiniens déplacés « doivent être autorisés à retourner dans leurs foyers dans le Nord dès que possible ».

☞ La ville de Gaza a déjà été entièrement détruite. Plus aucun immeuble n'est habitable. En 48 jours, les FDI ont tiré sur Gaza plusieurs fois la quantité de bombes utilisée par l'armée russe durant la totalité de la guerre d'Ukraine.

Jake Sullivan reconnaît que les otages ne sont pas détenus uniquement par le Hamas

Le conseiller états-unien de Sécurité, Jacob « Jake » Sullivan, a reconnu, le 22 novembre sur CBS, que les otages détenus à Gaza ne l'étaient pas seulement par le Hamas. C'est la première fois que les États-Unis, coupant avec la propagande israélienne, reconnaissent que l'attaque du 7 octobre n'est pas une opération du Hamas, mais de la Résistance palestinienne unie.

Selon Bernie Sanders, le Congrès ne peut pas voter de subventions supplémentaires à Israël

Le sénateur Bernie Sanders (Vermont) a déclaré : « Il y a une terrible catastrophe humanitaire à Gaza. Il faut cesser les bombardements maintenant et permettre d'envoyer des quantités massives d'aide humanitaire, y compris du carburant, pour atteindre ceux qui en ont besoin. Le Congrès ne peut pas adopter un projet de loi de dépenses

supplémentaires qui permette à ces actions de se poursuivre ».

Cependant son extrême gauche lui reproche de ne pas avoir demandé un cessez-le-feu et l'accuse d'ambiguïté.

Patrick Leahy demande l'application de sa loi aux FDI

Patrick Leahy, ancien sénateur démocrate, est l'auteur d'une loi interdisant de subventionner des régimes qui violent les Droits de l'homme. Il a déclaré : « il me semble que tirer sur des civils et cibler des infrastructures civiles, alors que vous ne pouvez pas prouver qu'elles sont utilisées par le Hamas, est une violation des Droits de l'homme ».

« Que faire pour appliquer la loi Leahy maintenant ? Elle devrait s'appliquer aux Forces de défense israéliennes, à moins que l'administration, comme beaucoup, y ait renoncé ».

Antony Blinken précise ses objectifs pour Gaza

S'adressant à *World News Tonight* (ABC), le secrétaire d'État, Antony Blinken, a déclaré : « il ne peut y avoir de réoccupation de Gaza par l'État israélien ». Cependant, il pourrait y avoir « une période de transition pour que la sécurité soit assurée à Gaza ». « Il est impératif, dans notre jugement, qu'il y ait une paix et une sécurité durables pour les Israéliens comme pour les Palestiniens, nous avançons en fait pour faire en sorte que les Palestiniens aient des droits politiques, qu'ils aient la capacité de se gouverner eux-mêmes, de prendre des décisions pour leur propre avenir, dans leur propre État »,

John Finer inquiet sur le sort des Gazaouis réfugiés au Sud

Jon Finer, conseiller adjoint US à la Sécurité nationale, a déclaré lors de l'émission *Face the Nation* (CBS) que les États-Unis ne contestaient pas le droit d'Israël à se défendre, mais qu'ils se préoccupent du sort de la population gazaouie.

Si des combats débutent au Sud, Israël doit d'abord sécuriser les réfugiés qu'il a contraints à fuir du Nord.

Le département d'État classe KSS comme « organisation terroriste »

Le Département d'État a classé Kata'ib Sayyid al-Shuhada (KSS) (Maître des bataillons des martyrs) comme une « organisation terroriste étrangère » (FTO) et comme « terroriste mondial spécialement désigné » (SDGT).

KSS est une milice chiite iraquienne qui protège les sanctuaires chiites partout dans le monde.

Le secrétaire d'État, Antony Blinken, a déclaré : « L'Iran est le principal État parrainant le terrorisme dans le monde. Les États-Unis restent déterminés à utiliser tous les outils disponibles pour contrer le soutien de l'Iran au terrorisme, dégrader et perturber la capacité des groupes soutenus par l'Iran à mener des attaques terroristes ».

Mike Johnson remet en cause l'impartialité de la Commission sur les événements du 6 janvier 2021

Le nouveau président de la Chambre des représentants, Mike Johnson, a autorisé une enquête sur les conditions dans lesquelles la Commission parlementaire sur l'attaque du Capitole, le 6 janvier 2021, a conclu à une tentative de coup d'État.

Les 40 000 heures de vidéo attestent d'une toute autre version.

La Commission d'enquête était conduite par la Républicaine Liz Cheney (Wyoming), qui est la fille de l'ancien vice-président Dick Cheney, et par un autre Républicain, Adam Kinzinger (Illinois). Tous deux sont des opposants à Donald Trump. Cheney et Kinzinger ont mis en garde les États-Unis contre les *fake news* et autres désinformations.

Le président Mike Johnson se propose de rendre public 5 % des vidéos disponibles afin que

chacun puisse juger du parti pris de la Chambre sous la présidence de Nancy Pelosi.

☞ Plusieurs citoyens ont été condamnés pour instigation ou participation à la « tentative de coup d'État du 6 janvier ». Le plus connu est Jacob Chansley, dit QAnon Shaman, condamné à 41 mois de prison. La prétendue « tentative de coup d'État » est également au cœur des procès intentés contre Donald Trump.

Comment Publicis et la Knight Foundation contrôlent la presse mondiale

[NewsGuard](#), qui contrôle et note la presse internationale, n'est pas une association à but non-lucratif, mais une entreprise prospère.

Elle compte parmi ses conseillers :

- Anders Fogh Rasmussen, ancien secrétaire général de l'Otan et actuel conseiller du président ukrainien Volodymyr Zelensky ;
- Michael Hayden, ancien directeur de la CIA ;
- Tom Ridge, ancien secrétaire à la sécurité de la Patrie ;
- Richard Stengel, ancien sous-secrétaire à la Diplomatie publique (Propagande) ;
- Jimmy Wales (alias Jimbo Wales), co-fondateur de Wikipedia.

Nous avons donc mis en garde contre les *a priori* politiques de NewsGuard.

Cependant au cours de la pandémie de Covid, NewsGuard a sévèrement réprimé les sites d'information qui critiquaient les mesures gouvernementales.

Les puissances politiques qui se cachent derrière NewsGuard, mais que l'on peut identifier aisément au travers de son Comité de conseillers, font financer leur croisade par des puissances capitalistes amies.

Les deux principaux actionnaires de NewsGuard sont Publicis et la Knight Foundation.

- Le groupe publicitaire international basé à Paris, Publicis, a pour actionnaire majoritaire la

philosophe féministe Élisabeth Badinter (avec 7,10 % des actions). Son directeur, Arthur Sadoun, est l'époux de la présentatrice vedette de France2, Anne-Sophie Lapix.

- La Knight Foundation est une fondation philanthropique qui subventionne des médias et des centres d'art. Elle diffuse gratuitement aux journalistes des notes sur les discours hygiénistes à tenir.

Le Groupe Publicis représentait les grands laboratoires pharmaceutiques, dont Pfizer, qui vendaient des médicaments à ARN messenger, appelés abusivement « vaccins ».

La Knight Foundation avait accès au portail secret de Google, situé en Indonésie et géré par les islamistes de [Mafindo](#). Elle pouvait donc scruter la progression des informations sur Internet relatives à la pandémie.

👉 Les actionnaires ont donc doublé les politiques qui les avaient sollicités. Ce sont eux qui ont censuré les sites internet (dont [Voltaire.net.org](#)) mettant en évidence la filière du Dr. Fauci au laboratoire de l'OMS à Wuhan, l'inanité des confinements de personnes saines, les effets secondaires des prétendus vaccins et informé sur les autres médicaments disponibles.

David Brock contre Elon Musk

[David Brock](#), le spécialiste des manipulations médiatiques, a lancé une vaste campagne contre la réputation d'Elon Musk, le patron de SpaceX et Tesla.

Il a lancé une vingtaine d'histoires différentes pour lui pourrir la vie. Cependant Elon Musk a porté plainte contre sa dernière intoxication : des scans d'écrans qui prouverait que X (ex-Twitter) affuble les comptes de grandes sociétés de publicités néo-nazies.

Le Nicaragua quitte l'OEA

Le Nicaragua a quitté l'Organisation des États Américains (OEA).

Les élites guatémaltèques commencent à attaquer Bernardo Arevalo

Le procureur, Angel Saul Sánchez, a débuté une procédure pour lever l'immunité du président Bernardo Arevalo et d'une dizaine de ses parlementaires.

La Colombie se joint à l'Algérie contre Israël devant la CPI

Gustavo Petro, président colombien, qui a rappelé son ambassadeur à Tel-Aviv, a annoncé que son gouvernement étudiait la manière de poursuivre Benjamin Netanyahu pour les atrocités commises contre les civils à Gaza. Il a précisé que son pays allait s'associer à la plainte de l'Algérie pour crimes de guerre devant la Cour pénale internationale (CPI).

5 États ont déjà déposé plainte à la CPI : l'Afrique du Sud, le Bangladesh, la Bolivie, les Comores et Djibouti.

Javier Milei, nouveau président argentin

À la surprise générale, un économiste libertarien, Javier Milei, a emporté le second tour de l'élection présidentielle argentine avec 55,6 % des voix, contre 44,3 % au péroniste Sergio Massa.

Dès son élection, il a annoncé vouloir mettre le plus rapidement en œuvre son programme : un remède de cheval fondé sur un désengagement de l'État des secteurs artistique, hospitalier, éducatif etc.

Sa colistière et désormais vice-présidente, l'avocate Victoria Villarruel, est une défenseuse des Droits de l'homme. Cependant, elle a accusé les *guerrillos* argentins d'être instrumentés par Fidel Castro et d'être liés à Yasser Arafat. Elle a également défendu des individus impliqués dans les crimes de la dictature du général Videla.

EUROPE

François qualifie le massacre de Gaza de « génocide »

Le pape François a reçu une délégation palestinienne. « Lorsque nous avons partagé les histoires des familles qui ont été tuées [à Gaza], il a mentionné "Je vois le génocide" », a déclaré Shireen Awwad Hilal, qui enseigne au Bethlehem Bible College. « Il était très clair, le mot génocide n'est pas venu de nous. Elle vient de Sa Sainteté, le pape François », a-t-elle déclaré.

Le porte-parole du Vatican, Matteo Bruni, interrogé pour avoir confirmation de l'emploi du mot « génocide », a répondu : « Je ne sais pas s'il [le pape] a utilisé un tel mot. Il a utilisé des termes qu'il a exprimés au cours du grand public et des mots qui, en tout état de cause, représentent la terrible situation qui règne à Gaza ».

D'autres participants à la conférence de presse palestinienne ont reconnu qu'ils avaient entendu le pape utiliser le mot « génocide ». « Nous étions tous là. Nous l'avons entendu et personne n'a un problème d'audition ».

Rétablissement des relations entre l'Ukraine et le Saint-Siège

Le cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'État du Saint-Siège, s'est rendu en Ukraine. Il a été reçu par le président Volodymyr Zelensky. S. Em. a présidé la messe à la mémoire des victimes de l'Holodomor, la famine de 1932-33.

☞ Les nationalistes intégraux s'évertuent à interpréter cette famine comme un complot de Joseph Staline pour exterminer le peuple ukrainien. Ils ont obtenu dans les années 80 le soutien des États-Unis et, depuis l'opération spéciale militaire russe, celui de presque tous les Parlements occidentaux.

Les historiens font remarquer que la famine avait une cause climatique. Elle n'a pas seulement touché l'Ukraine, mais le Kazakhstan

par exemple. En outre, il ne faut pas interpréter la manière dont le PCUS a réagi, en privilégiant les villes sur les campagnes, comme une volonté de génocide.

Mutinerie au Parti travailliste à propos de la guerre israélo-palestinienne

Dix députés travaillistes ont quitté le gouvernement fantôme, en signe de protestation contre la politique du parti face au massacre de masse à Gaza. [56 députés travaillistes](#) ont voté pour une motion demandant un cessez-le-feu, défiant ainsi les consignes du parti.

Le président du parti, Keir Starmer, a accepté de modifier son discours et d'appeler à une « cessation des combats », mais pas à un « cessez-le-feu ».

L'extrême-droite sioniste emporte les législatives néerlandaises

Les élections législatives néerlandaises se sont tenues le 22 novembre. Les résultats sont :

- Parti pour la liberté - PVV (Geert Wilders), 23,5 % des voix, 37 députés élus ;
- Parti travailliste—Gauche verte - PvdA-GL (Frans Timmermans), 15,5 % des voix, 25 députés élus ;
- Parti populaire pour la liberté et la démocratie - VVD (Dilan Yeşilgöz-Zegerius), 15,1 % des voix, 24 députés élus ;
- Nouveau contrat social - NSC (Pieter Omtzigt), 12,8 % des voix, 20 députés élus ;
- Démocrates 66 - D66 (Rob Jetten), 6,2 % des voix, 9 députés élus.

Le leader du Forum pour la Démocratie (FvD), Thierry Baudet, a été attaqué par un jeune homme lors d'un meeting deux jours avant le scrutin. Il n'a pas été autorisé à s'exprimer sur les deux attentats dont il a été victime.

Geert Wilders, qui devrait être désigné comme nouveau Premier ministre par le roi Guillaume-Alexandre, est soutenu par les straussiens états-uniens et par l'État d'Israël.

La Finlande ferme partiellement ses frontières avec la Russie

La Finlande a fermé quatre postes frontières avec la Russie. Il s'agit d'interrompre l'arrivée massive de migrants venant du Moyen-Orient et d'Afrique qui a débuté, il y a quelques semaines.

☞ Depuis que la Finlande a abandonné son statut de neutralité en violation de ses engagements écrits de 1947, les gardes-frontières russes ne refoulent plus les migrants n'ayant pas de visa pour l'Union européenne. Le filtre qu'ils opéraient auparavant ne leur incombait pas. Il s'agissait juste d'un geste de courtoisie. Les migrants entrent donc dans la zone tampon, puis s'introduisent illégalement en Finlande.

Consultation anti-Union européenne par Viktor Orbán

Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, a lancé une consultation sur sa page Facebook. Il y pose 11 questions, dont, par exemple : « Bruxelles veut établir des ghettos de migrants en Hongrie. Qu'en pensez-vous ? ». Ou encore : « Bruxelles veut donner davantage d'armes et d'argent à l'Ukraine », « Bruxelles veut que l'Ukraine rejoigne l'Union européenne ». Dans une question sur le Hamas, la consultation affirme que ce mouvement islamiste palestinien a reçu de l'aide financière de Bruxelles, ce qui n'est pas avéré.

La Hongrie dispose de 8 millions d'électeurs, au moins 1 million devraient répondre à cette consultation.

L'Union européenne réaffirme son soutien à la solution à deux États

Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a déclaré : « Je pense que la meilleure garantie pour la sécurité d'Israël est la création d'un État palestinien ».

Ilham Aliyev dénonce le colonialisme français

Le président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev, a déclaré : « La France déstabilise non seulement ses colonies passées et présentes, mais aussi notre région, le Caucase du Sud, en soutenant les tendances séparatistes et les séparatistes. En armant l'Arménie, elle met en œuvre une politique militariste, encourage les forces revanchardes en Arménie et prépare le terrain pour le début de nouvelles guerres dans notre région. Dans le même temps, la France abuse de son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'Onu pour mener à bien sa politique partielle. Elle s'engage dans des intrigues géopolitiques dans diverses régions et tente d'utiliser les organisations occidentales comme moyen de pression sur d'autres États (...) L'expulsion récente des troupes françaises du Mali, du Niger et du Burkina Faso a montré une fois de plus que ses politiques néocolonialistes impitoyables en Afrique sont vouées à l'échec. La France, qui devrait avoir honte de son histoire de colonialisme riche en crimes sanglants, au lieu de s'excuser pour les atrocités qu'elle a commises, parle de nettoyage ethnique fictif dans d'autres pays ».

« Il n'y a plus de minorité russe en Ukraine »

Olga Stefanishina, Vice-Premier ministre chargée de l'Intégration européenne, a déclaré que l'Union européenne ne devait s'inquiéter pour la minorité russe en Ukraine, parce qu'il n'y en a plus.

Llyod Austin à Kiev pour rassurer les Ukrainiens

Le général Llyod Austin, secrétaire US à la Défense, s'est rendu en Pologne, puis en Ukraine. Il a rencontré le président Volodymyr Zelensky et a étudié les besoins du pays en armement.

Le 1er novembre, le chef d'état-major des armées ukrainiennes, le général Valeri Zaloujny, avait déclaré à *The Economist* que les combats en

Ukraine lui rappellent les champs de bataille sanglants de la Première Guerre mondiale et qu'il faudrait un bond technologique extraordinaire pour sortir de l'impasse.

☞ La visite du général Austin était sensée rassurer les Ukrainiens. Il pouvait aussi sélectionner le militaire par lequel le département d'État pourrait remplacer le président Zelenky.

La guerre en Ukraine a déjà coûté 160 milliards de dollars aux Occidentaux.

Corruption en Ukraine (suite)

Iouri Chtchygol, chef du service de protection des communications gouvernementales ukrainiennes, et son adjoint ont été limogé par le président Volodymyr Zelenski. Ils sont accusés d'avoir détourné 62 millions de hryvnias (plus d'1,5 million d'euros) lors d'achat de logiciels.

Vladimir Poutine pour l'égalité en droit des homosexuels

Le cinéaste serbe Emir Kusturica, a interrogé le président Vladimir Poutine, lors du forum de Saint-Petersbourg, sur les privilèges accordés aux minorités sexuelles qui gagnent toutes les compétitions artistiques occidentales. M. Poutine lui a répondu : « Je vais vous dire quelque chose d'inattendu. Eux aussi – ces minorités et ces personnes – ont le droit de gagner, de montrer et de raconter, car ils font aussi partie de la société. C'est aussi ce que vivent les gens. Mais il est mauvais qu'ils gagnent toutes les compétitions, cela ne sert à rien ».

Mandat d'arrêt contre Susana Jamaladinova

Le procureur général de Russie a lancé un mandat d'arrêt contre la chanteuse Susana Jamaladinova.

Elle avait gagné le concours de l'Eurovision 2016 avec sa chanson 1944 consacrée à la déportation des Tatars de Crimée sous Staline. Or sa chanson contrevient à une loi de 2022

sanctionnant la falsification de l'histoire militaire. 1944 fait croire à une déportation raciste massive alors qu'il s'agissait d'une sanction contre les individus enrôlés volontaires dans la SS.

☞ L'[Eurovision](#) est un concours créé par le Comité de l'Information et de la Culture de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord.

AFRIQUE

Pressions continues de Washington et de Tel-Aviv sur Le Caire

Selon *Al-Araby al-Jadeed*, Washington et Tel-Aviv n'ont pas cessé de faire pression sur Le Caire pour qu'il atténue les critiques égyptiennes à l'égard d'Israël, qu'il endigue les manifestations contre l'occupation, et apaise les déclarations des institutions religieuses.

Après avoir proposé d'effacer la dette extérieure du pays (135 milliards de dollars), Washington et Paris ont exigé la création d'un couloir d'évacuation des grands blessés par la frontière égyptienne. Aujourd'hui, Washington utilise la carte de la fourniture en électricité contre Le Caire .

Le nouveau plan de « transfert » des Gazaouis

Le plan de « transfert » des Gazaouis se précise. Après le projet de déplacement dans le Sinaï contre 135 milliards de dollars, Washington se tourne vers une dispersion des Gazaouis. Ils seraient conduits vers plusieurs pays d'accueil, tandis que l'Égypte n'en accueillerait qu'1 million. L'Union européenne et le FMI l'aideraient son économie à titre d'indemnité.

Ursula von der Layen, présidente de la Commission européenne, s'est rendu au Caire pour examiner le soutien que l'UE pourrait lui fournir. Dans une note interne de l'UE, celle-ci écrit : « Le rôle de l'Égypte est vital pour la sécurité et la stabilité du Moyen-Orient, elle accueille un nombre croissant de réfugiés, et nous avons la responsabilité de le soutenir ».

Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI, a annoncé examiner les moyens d'aider l'économie égyptienne à surmonter sa pénurie actuelle de dollars.

Le transfert forcé des Palestiniens serait une violation de leurs droits qui mettrait fin à la « question palestinienne ».

La faction égyptienne favorable à ce projet multiplie les contacts vers les possibles pays d'accueil, tandis que celle qui y est opposée tente de faire libérer les otages et d'obtenir un cessez-le-feu pérenne.

Selon *Al-Araby al-Jadeed*, Tel Aviv souhaiterait augmenter le rôle de l'Égypte dans les négociations pour la libération des otages.

L'Algérie organise une plainte collective contre Israël devant la CPI

Abdelmadjid Tebboune, président algérien, a annoncé que son pays allait entreprendre une démarche devant la Cour pénale internationale contre Israël. Il a appelé toutes les organisations arabes de Défense des Droits de l'homme à se joindre en vue d'une plainte collective.

Lajmi Lourimi, nouveau secrétaire général d'Ennahda

Après l'arrestation du cheikh Rached al-Ghannouchi, puis celle de son remplaçant intérimaire, Mondher Ounissi, le parti frériste Ennahda a réuni par vidéo ses instances et a élu Lajmi Lourimi comme son nouveau secrétaire général.

Ennahda est la branche tunisienne de la Confrérie des Frères musulmans.

Jean Emmanuel Ouédraogo souligne qu'il n'y a rien de commun entre l'interdiction politique de médias en France et celle, anti-terroriste, de médias au Burkina Faso

Jean Emmanuel Ouédraogo, ministre burkinabé de la Communication, de la Culture, des Arts et

du Tourisme, a relevé au Forum de Saint-Peterbourg, que la France n'avait pas hésité à censurer *Russia Today*, tandis qu'elle s'était indignée que le Burkina Faso censure *RFI*, puis *France24*.

Or, l'interdiction de *Russia Today* ne repose que sur le fait que la chaîne est propriété de la Fédération de Russie. « Nous avons vu en cela, bien sûr, la volonté de faire en sorte qu'il y ait une seule manière de voir le monde qui soit diffusée et que toute voix dissonante n'ait pas droit de cité ». Au contraire l'interdiction de *RFI* était une sanction pour avoir publié une interview du chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique.

Campagne de propagande du Groupe Wagner contre la France

Un ancien agent du Groupe Wagner, qui souhaite rester anonyme, a travaillé pour le projet Lakhta, le département de Wagner chargé de la propagande. Il a divulgué des documents en russe et des diapositives PowerPoint. Il s'agit notamment de photos des virements bancaires et de reçus d'une société camerounaise, Bang and Partners, contrôlée par Jérôme Ebossama, directeur de programme d'*Afrique Média TV* (AMTV), basée à Douala. Il a signé trois reçus pour une « campagne de blogueurs numériques » en août, octobre et novembre 2022 respectivement pour 3 400 dollars, 3 000 et 3 000 dollars. Cette campagne comprenait des allégations selon lesquelles la France a organisé une embuscade de soldats maliens qui a coûté la vie à des dizaines de personnes. Les principaux blogueurs étaient Souleymane Gbagbo, Egountchi Behanzin et Drissa Meminta.

Mahamat Kaka à Paris

Le président tchadien, Mahamat Kaka, est venu en visite à Paris. Il a été reçu à l'Élysée par son homologue français, Emmanuel Macron, et au siège des services secrets, la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Un représentant des Émirats arabes unis a été associé à ces rencontres.

Des lenteurs sont apparues dans le financement du programme de Démobilisation, de Désarmement et de Réinsertion (DDR) qui a été convenu lors des négociations de Doha entre les groupes armés tchadiens.

Le président français a remercié son homologue tchadien d'avoir autorisé le contingent français du Niger à se rendre au Tchad. Il a annoncé que certaines des troupes françaises seraient réinstallées ailleurs en Afrique de l'Ouest.

Vers une partition du Soudan

Les pourparlers conduits par l'Arabie saoudite ont été suspendus, même s'ils semblent pouvoir aboutir ultérieurement. Les Forces d'action rapides (FAR) du « général » Mohamed Hamdan Dagalo (dit « Hemeti ») ont pris le contrôle du Darfour, tandis que celles de l'armée régulière du général-président Abdel Fattah al Burhan tiennent le Nord du pays. Les deux camps pratiqueraient des nettoyages ethniques. On se dirigerait vers un éclatement du pays.

L'Afrique du Sud porte plainte contre le gouvernement israélien

L'Afrique du Sud a porté plainte devant la Cour pénale internationale (CPI) contre le gouvernement israélien pour « crimes de guerre », a annoncé le président Cyril Ramaphosa lors de son voyage au Qatar.

ASIE

Polémique sur la fourniture de carburant à Gaza

Benny Gantz, ministre sans portefeuille, a déclaré que la fourniture de deux camions par jour de carburant aux ONG humanitaires pour la bande de Gaza était un transfert approuvé pour l'exploitation des usines de dessalement et l'évacuation des eaux usées, ainsi que pour d'autres besoins des organisations internationales. Il a souligné qu'« il ne s'agit pas d'une stratégie changeante, mais d'une réponse spécifique qui sert la poursuite des combats des FDI », et a noté que « l'ensemble de la politique

sera discuté par le cabinet de la sécurité politique ».

Cette livraison a été décidée non pas par le conseil des ministres, mais par le cabinet de guerre à la demande des États-Unis.

Bezalel Smotrich, ministre des Finances, assure que cette décision est illégale car contraire aux décisions du conseil des ministres. Il exige que le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, réforme son gouvernement et le cabinet de guerre en y incluant tous les chefs des partis de sa coalition d'avant la guerre.

Un ministre accueilli aux cris de « Honte à vous ! »

Makhlouf « Miki » Zohar, dont l'épouse Sharon et la fille Noam ont été enlevées, a tenté de se joindre à la manifestation des familles de victimes qui marchaient vers Jérusalem. Il a été accueilli par des cris « Honte à vous ! ».

Les familles de victimes sont persuadées que le Premier ministre Benjamin Netanyahu a laissé faire l'attaque du Hamas et ne fait rien pour délivrer les otages, mais uniquement pour liquider les Palestiniens.

L'aviation israélienne a bien appliqué la « Directive Hannibal », le 7 octobre

Selon *Haaretz*, une enquête de la police israélienne révèle qu'en application de la directive Hannibal, l'aviation militaire a bombardé la foule qui fuyait le Festival musical Supernova, le 7 octobre, afin de tuer les quelques assaillants qui s'y trouvaient.

☞ La Directive Hannibal est une doctrine militaire israélienne élaborée en 1986 par le général Yossi Peled, commandant des Forces du Nord. L'ordre initial, rédigé avec le colonel Gabi Ashkenazi (futur chef d'état-major des FDI et est aujourd'hui membre du cabinet de guerre) et un officier de Renseignement, le colonel Yaacov Amidror (plus tard conseiller de Sécurité nationale), a déclaré qu'en cas de capture, la mission principale des FDI est d'empêcher à

tout prix que des soldats soient faits prisonniers. Elle équivaut à l'ordre de tirer sur un soldat capturé pour éviter qu'il ne devienne prisonnier. Selon d'anciens généraux, elle se résume ainsi « Mieux vaut un soldat mort qu'un captif vivant ». Ou encore : « Après le déclenchement du protocole, on se concentre sur une zone précise et dans un seul but : perturber l'ennemi et l'empêcher de s'échapper avec un prisonnier ». En 2014, lorsque la Résistance palestinienne captura le soldat Hadar Goldi à Gaza, les FDI pilonnèrent Rafah à raison d'un tir de missile par minute durant 4 heures. Elles tuèrent 150 civils et déclarèrent que le soldat était mort de ses blessures.

De nombreux militaires ont contesté cette directive qui a été plusieurs fois reformulée. Parmi eux, le général Benny Gantz, actuel membre du conseil de guerre.

Simcha Rothman considère les manifestations anti-guerre comme des soutiens au terrorisme

Simcha Rothman, président de la Commission constitutionnelle, juridique et judiciaire de la Knesset, a déclaré que la manifestation anti-guerre des arabes et des juifs de gauche était une promotion de la « terreur » et un « soutien à l'ennemi et à ses actions en temps de guerre ».

Il a critiqué son autorisation par la Haute Cour, déclarant : « Certains magistrats sont toujours coincés dans la mauvaise approche du passé, sur laquelle une grande partie du monde libre continue à évoluer après le 7 octobre ».

Nassim Vaturi appelle à brûler Gaza

Le député Nissim Vaturi (Likoud), vice-président de la Knesset, a écrit sur X « Toute cette préoccupation quant à savoir s'il y a ou non de l'Internet à Gaza montre que nous n'avons rien appris. Nous sommes trop humains (...) Brûlez Gaza maintenant, rien de moins ! Ne laissez pas entrer de carburant, ne laissez pas entrer d'eau jusqu'au retour des otages ! »

Le Conseil de Sécurité envisage la peine de mort pour les arabes terroristes

Le Conseil national de Sécurité envisage de promulguer la loi rédigée par le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir (Otzma Yehudit). Elle prévoit la peine de mort pour toute personne ayant fait couler du sang juif. Elle précise que la peine de mort ne s'applique qu'aux crimes ayant « une motivation raciste et qui ont pour objectif de nuire au peuple juif ou d'empêcher le peuple juif de ressusciter dans sa patrie ».

Ce projet de loi pourrait s'appliquer aux Résistants palestiniens actuellement détenus en Israël.

Gila Gamliel confirme préparer l'expulsion des Gazouis

Dans une tribune du *Jerusalem Post* du 19 novembre, Gila Gamliel, ministre israélienne du renseignement, explique la nouvelle stratégie d'Israël : expulser la population palestinienne de la bande de Gaza.

Elle y écrit : « Certains dirigeants du monde discutent déjà d'un programme mondial de réinstallation des réfugiés et disent qu'ils accueilleraient les habitants de Gaza dans leur pays. Cela pourrait être appuyé par de nombreux pays du monde, en particulier ceux qui prétendent être des amis des Palestiniens ». « Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'organe mondial des Nations unies qui s'occupe des réfugiés, est mandaté par son statut et les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies pour entreprendre la réinstallation en tant que l'une de ses trois solutions durables ». « Nous devons essayer quelque chose de nouveau, et nous appelons la communauté internationale à contribuer à le faire. Il pourrait s'agir d'une solution gagnant-gagnant : une victoire pour les civils de Gaza qui cherchent une vie meilleure et une victoire pour l'État hébreu après cette tragédie dévastatrice ».

La ministre popularise l'idée centrale de sa note du 13 octobre : *Alternatives à une directive politique pour la population civile à Gaza*.

Le 17 octobre , l'[Institute for Zionist Strategies](#), avait publié un papier allant dans le même sens, mais centré sur un transfert uniquement en Égypte. Il évalue le relogement des Gazaouis à 19 000 dollars par famille. Celles-ci comptant en moyenne 5,14 personnes, cela suppose environ 400 000 logements soit 8 milliards de dollars.

Bisher Al-Khasawneh, Premier ministre jordanien, avait commenté : « toute tentative de déplacer des Palestiniens de Gaza ou de Cisjordanie est une déclaration de guerre

La Russie avait dénoncé le projet de transfert en disant : « S'il est mis en œuvre, les conséquences de déplacements massifs de personnes seront catastrophiques et ne feront qu'aggraver la situation dans la région ».

L'ambassade d'Israël à Washington a précisé que Gila Gamliel n'est pas membre du Conseil de guerre. Son opinion de ministre n'engage pas le gouvernement. Le président états-unien, Joe Biden a pris position pour une réunification de Gaza et de la Cisjordanie ; une politique incompatible avec celle du « transfert » de population.

Le Forum des otages et des familles disparues s'oppose aux rapporteurs spéciaux de l'Onu

Le Forum des otages et des familles disparues a rejeté la déclaration des rapporteurs spéciaux de l'Onu. « La rhétorique populiste d'individus qui n'ont pas une influence substantielle sur la politique ne peut être utilisée comme preuve d'établir une intention de commettre un génocide (...) Si les rapporteurs spéciaux visent à faire avancer les secours dans la région, leur orientation fondamentale devrait être sans équivoque la libération immédiate de tous les otages ».

Vidéos de Thierry Meyssan (en français)

- La troisième vidéo de la chronique de Thierry Meyssan pour le *Courrier des Stratèges* est disponible [ici](#).
- La seconde partie de la discussion entre le général Dominique Delawarde, Thierry Meyssan et Youssef Hindi est disponible [ici](#).

Amir Yaron reconduit comme gouverneur de la Banque centrale d'Israël

Benyamin Nétanyahou, Premier ministre, et Bezalel Smotrich, ministre des Finances, ont reconduit le gouverneur de la Banque centrale israélienne, Amir Yaron, pour un nouveau mandat de cinq ans.

Israël attaque l'agriculture du Liban

Les attaques israéliennes contre le Liban visent d'abord à détruire une partie de ses ressources agricoles. Selon le Dr. Abbas al-Hajj Hassan, ministre de l'Agriculture, les statistiques du 7 au 16 novembre ont montré que le nombre d'incendies a atteint 351 dans 53 villages des districts du Sud et de Nabatiyeh .

« Jusqu'à présent, nous ne connaissons pas l'impact exact des bombes au phosphore sur le sol et nous avons demandé à la FAO d'envoyer des experts au Liban pour inspecter les effets du phosphore blanc sur le sol, les produits, les cultures et l'eau souterraine. Ce poison pourrait causer des dommages à long terme qui n'ont pas encore été complètement découverts ».

Depuis le début de la guerre, 46 000 Libanais et 70 000 Israéliens ont été déplacés.

Concentration des forces de l'Otan à proximité d'Israël

32 avions à réaction, dont 9 des armées de l'Air états-unienne, néerlandaise et britannique, ont atterri à la base aérienne de Hamat, et 23, appartenant aux armées française, espagnole,

canadienne, italienne, espagnole et saoudienne, ont atterri sur la dépendance dédiée aux avions militaires et diplomatiques de l'aéroport de Beyrouth, entre le 8 et le 10 novembre.

Selon *Al-Ahbar*, le Liban a rejeté une demande française d'envoyer un navire transportant environ 500 soldats et une cinquantaine de véhicules.

Ces armes occidentales s'ajoutent au sous-marin porteur de 154 missiles tomahawk et aux trois groupes navals états-uniens.

Hassan Nasrallah reçoit les représentants du Hamas

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, a rencontré le 21 novembre, Khalil al-Hayyah, chef adjoint du Bureau politique du Hamas, et Osama Hamdan, représentant du Hamas au Liban,

La Cour suprême iraquienne destitue le président du Parlement

La Cour suprême iraquienne a condamné le président du Parlement, Mohamed al-Halbousi, pour faux en écriture publique et usage de faux. Il aurait aidé une société pétrolière, BGR, qui travaille pour Israël. Il n'a pas présenté sa défense lors de l'audience et ne l'expose qu'aujourd'hui. Mais les décisions de la Cour suprême sont immédiatement exécutoires et ne peuvent pas faire l'objet d'appel. Il a été destitué à la fois de sa fonction de président du Parlement et de sa qualité de parlementaire. Il ne devrait pas pouvoir se représenter aux prochaines élections. Un procès pénal devrait suivre.

Trois ministres du parti de Mohamed al-Halbousi (Taqadom) ont présenté leur démission en signe de protestations. Elle a été refusée. Ils sont responsables de la Culture, du Plan et de l'Industrie.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Comment Netanyahu falsifie l'actualité](#) », Thierry Meyssan

Nous pensons être correctement informés en Occident de ce qui se passe à Gaza. Il n'en est rien. Les images que nous voyons sont sélectionnées. Les commentaires que nous entendons ne nous permettent pas de les comprendre. Ils nous induisent volontairement en erreur. Toute opinion dissidente est censurée.

- « [Les deux guerres de l'Occident](#) », Manlio Dinucci

Depuis un an et demi, nous soulignons que la guerre des États-Unis en Ukraine impacte gravement le niveau de vie des citoyens de l'Union européenne. Celle contre les civils gazaouis, aussi. Cependant cette dernière bénéficiera aussi à l'UE : nous pourrions enfin revenir à des prix corrects du gaz, grâce à celui que nous allons voler aux survivants palestiniens.

Ansar Allah saisit un cargo israélien

Yahya Sarea, porte-parole d'Ansar Allah (dit péjorativement « Houthis ») a annoncé que son organisation allait saisir des bateaux israéliens. Il a demandé à la communauté internationale de retirer son personnel sur ces navires.

Immédiatement, un cargo, le *Galaxy Leader*, a été pris en otage au large de Djeddah. Il transporte des véhicules de la Turquie vers l'Inde. Les 25 membres d'équipage sont originaires d'Ukraine, du Mexique, des Philippines et de Bulgarie. Le bateau bat pavillon des Bahamas.

Abraham (Rami) Ungar, un milliardaire israélien, serait propriétaire du bateau, via une société britannique, et aurait embauché l'équipage, via une société nipponne. C'est un ami proche du ministre de la Défense, Yoav Gallant. Il aurait joué un rôle clef dans la corruption du président israélien Ezer Weizman, contraint de démissionner lorsque l'affaire

éclata, en 2000. Abraham (Rami) Ungar aurait aussi corrompu un lanceur d'alerte qui s'apprêtait à révéler les crimes du Premier ministre Ehud Olmert.

Cette opération, quoiqu'Ansar Allah en ait informé l'Iran, est purement yéménite. Elle se situe dans le contexte du génocide de Gaza. Le porte-parole du parti a déclaré : « Nous sommes prêts à construire une armée yéménite dédiée à aider à défendre la population de Gaza. Et si les États qui partagent une frontière avec la Palestine la permettent, des milliers de soldats s'y rendront ».

Islah pour six Yémens

Le Rassemblement yéménite pour la réforme (Islah), branche yéménite de la Confrérie des Frères musulmans, a relancé l'idée, aujourd'hui improbable, de diviser le Yémen en six États distincts.

Les négociations de paix entre Riyad et Sanaa sont sur le point d'aboutir.

Ali Khamenei déclare que le sionisme est une forme de racisme

L'ayatollah Ali Khamenei, Guide suprême de la Révolution, a déclaré : « Le régime sioniste est l'incarnation même de la discrimination raciale. Les sionistes se considèrent comme la race supérieure et méprisent le reste de l'humanité, c'est pourquoi ils massacrent plusieurs milliers d'enfants sans aucun remords ». Il s'est étonné du soutien des États-Unis, de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni à un tel « régime raciste » attestant que ces gouvernements soutiennent la discrimination raciale. Il a appelé les États musulmans à « couper les liens politiques avec l'État hébreu pendant une période limitée ».

Les Frères musulmans pakistanais manifestent pour Gaza

Le Jamaat-e-Islami (Parti islamique), branche pakistanaise de la Confrérie des Frères musulmans, a organisé de grandes

manifestations à Karachi et à Islamabad. Compte tenu de l'absence de décision de l'Organisation de la coopération islamique, il réclame de prendre une initiative pour soutenir le Hamas.

L'accord inter-coréen de 2018 est suspendu

La Corée du Nord est parvenue à lancer un satellite espion afin d'observer les forces états-uniennes massées en Corée du Sud. Ce faisant, elle a violé les résolutions du Conseil de Sécurité qui lui interdisent d'utiliser des missiles balistiques.

La Corée du Sud a annoncé, en rétorsion, suspendre l'accord militaire inter-coréen du 19 septembre 2018. Celui-ci stipule de mettre un terme à toute activité militaire hostile entre les Corées, à mettre en place des zones tampons maritimes et à faire de la zone démilitarisée une zone de paix.

La Corée du Nord introduit un peu de démocratie dans ses élections législatives

Les premières élections législatives en Corée du Nord verront deux candidats s'opposer dans chaque circonscription. L'un d'entre eux sera désigné par le parti communiste, l'autre par des citoyens de la circonscription. C'est la première fois que ce type de concurrence est envisagé.

Sommet états-uno-chinois

Les présidents chinois et états-unien, Xi Jinping et Joe Biden, se sont rencontrés quatre heures en tête à tête en Californie, en marge du sommet de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

Les deux hommes n'ont pas arrêté de mesures concrètes, mais sont tombés d'accord sur les principes qui gouvernent leurs relations. Le président chinois a rassuré son hôte en lui confirmant qu'il ne cherchait ni Guerre froide, ni Guerre chaude. Le président états-unien, abandonnant sa demande d'interdiction de

vente de précurseurs du fentanyl, a demandé que la Chine lui indique à qui elle en vendait afin qu'il puisse combattre ceux de ses clients qui les utilisent pour fabriquer des drogues. Le président Xi Jinping a rappelé à son homologue qu'il avait signé la reconnaissance de Taïwan comme province chinoise et que toute incitation étrangère à l'indépendance provoquerait une guerre.

Les deux présidents se sont mis d'accord en matière de réglementation de l'Intelligence artificielle et sur la reprise des des communications militaires de haut niveau, dans un esprit d'égalité et de respect.

La popularité de Fumio Kishida en chute libre

Trois sondages publiés par les grands quotidiens Yomiuri, Asahi et Mainichi n'accordent respectivement que 24 %, 25 % et 21 % de soutien au Premier ministre japonais, Fumio Kishida.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

La famine menace à Gaza

Selon le [Programme alimentaire mondial](#) (Nations unies), « Les approvisionnements en nourriture et en eau sont pratiquement inexistant à Gaza et seule une fraction de ce dont nous avons besoin arrive par les frontières. À l'approche rapide de l'hiver, des abris non sécurisés et surpeuplés, et le manque d'eau potable, les civils sont confrontés à la possibilité immédiate de famine ».

La situation sanitaire catastrophique à Gaza

L'Éthiopien [Tedros Adhanom Ghebreyesus](#), directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, a dressé le bilan de la situation à Gaza devant l'Assemblée générale des Nations unies.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Il a déclaré : « Seuls 10 des 36 hôpitaux de Gaza fonctionnent encore, avec seulement 1 400 lits d'hôpitaux.

Les bébés prématurés qui meurent ;
Plus de 2000 patients atteints d'un cancer, 1 000 atteints de maladie des reins, 50 000 atteints de maladies cardiovasculaires et 60 000 patients atteints de diabète, sont tous à risque au fur et à mesure que leur traitement est interrompu ;
Jusqu'à 200 femmes accouchant chaque jour dans les pires conditions imaginables ;
On estime à 20 000 le nombre de personnes qui ont besoin de services spécialisés en matière de santé mentale ;
Parmi les populations déplacées, dans les abris surpeuplés, nous assistons à un nombre croissant d'infections respiratoires et cutanées ;
Des cas de diarrhée aqueuse surviennent à mesure que le système d'égouts se décompose et que les populations sont contraintes de déféquer en plein air ;
La malnutrition se développe ».

Il a conclu : « Les attaques du Hamas et d'autres groupes armés contre l'État hébreu, le meurtre de 1 200 personnes et la prise de plus de 200 otages sont totalement injustifiables.
Mais avec au moins 11 500 Gazaouis tués, dont 70 % de femmes et d'enfants ;
Avec 1,7 million de personnes déplacées ;
Avec les deux tiers des hôpitaux de Gaza hors d'action ;
Sans électricité, sans carburant, sans eau potable, sans nourriture ;
Avec chaque bombe qui tue ou mutile un enfant ;

Chaque famille enfouie sous les décombres de sa propre maison ;
L'ampleur de la réponse israélienne semble de plus en plus injustifiable ».

Il a plaidé pour un cessez-le-feu immédiat.

L'organisation mondiale de la Santé se prépare à évacuer, sous trois jours, les 25 membres du personnel et les 291 patients qui restent à l'hôpital Al-Shifa de Gaza.

Martin Griffiths considère que la crise de Gaza est « la pire de tous les temps »

Le sous-secrétaire général des nations unies chargé des Affaires humanitaires, le Britannique Martin Griffiths, a déclaré à Christiane Amanpour sur CNN : que la crise de Gaza est « la pire de tous les temps, et je ne le dis pas à la légère. J'ai commencé dans la vingtaine avec les Khmers rouges et les champs de la mort (...) Je n'ai jamais rien vu de tel auparavant. C'est un carnage complet et total ».

Sommet extraordinaire des BRICS sur le génocide à Gaza

À l'initiative de l'Afrique du Sud, qui a porté plainte contre les FDI à la CPI, les BRICS ont tenu un sommet virtuel sur le génocide à Gaza le 21 novembre. Les cinq États fondateurs (le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud) y ont participé, ainsi que les nouveaux adhérents (l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et les Émirats arabes unis) et le secrétaire général des Nations unies.

Le président russe, Vladimir Poutine, s'est félicité de l'importance de ce sommet virtuel, réunissant les représentants de plus de la moitié de l'humanité. Il a appelé à ce que ce format soit utilisé pour chaque crise internationale, parallèlement au Conseil de Sécurité des Nations unies.

Le président chinois, Xi Jinping, a exposé les trois urgences impératives :

1. mettre fin aux hostilités et parvenir immédiatement à un cessez-le-feu ;

2. mettre fin à toutes les formes de violences et d'attaques contre les civils et libérer les civils détenus en captivité

3. mettre fin aux châtiments collectifs visant la population de Gaza.

La communauté internationale doit agir avec des mesures concrètes pour empêcher le conflit de déborder et de mettre en danger la stabilité au Moyen-Orient dans son ensemble.

Xi Jinping a également souligné que la cause profonde du conflit israélo-palestinien réside dans l'ignorance

1. du droit du peuple palestinien à exister en tant que peuple (nié par les « sionistes révisionnistes » de Zeev Jabotinsky à Benjamin Netanyahu)

2. de son droit à un État (réaffirmé lors des Accords d'Oslo, en 1993) ;

3. et de son droit au retour (stipulé par la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies, en 1948).

Il convient donc d'organiser une conférence internationale pour réparer ces injustices.

Mohamed ben Salamane, prince héritier et Premier ministre saoudien, a enjoint tous les États à interrompre immédiatement toutes les ventes d'armes à Israël.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°64 - 1^o décembre 2023

ÉDITORIAL

Réunion à haut niveau du Conseil de sécurité, le 29 novembre, sur la situation à Gaza

La Chine a organisé un débat sur la situation à Gaza, au Conseil de sécurité des Nations unies, au niveau des ministres des Affaires étrangères.

Elle l'a fait précéder d'une déclaration du président chinois, Xi Jinping, appelant à empêcher le retour de la guerre. Selon Beijing, la pause humanitaire, instaurée en application de la Résolution 2712, doit être immédiatement suivie d'un véritable cessez-le-feu définitif.

La Chine avait préparé un document en cinq points, qui n'a pas été discuté. Il stipule :

« 1) Mise en œuvre d'un cessez-le-feu global et mettre fin aux combats

Les Parties au conflit devraient appliquer véritablement les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil de sécurité des Nations Unies et parvenir immédiatement à une trêve humanitaire durable. Sur la base de la résolution 2712 du Conseil de sécurité des Nations unies, le Conseil de sécurité, en réponse aux appels de la communauté internationale, devrait exiger explicitement un cessez-le-feu global et la fin des combats, œuvrer à la désescalade du conflit et à refroidir la situation dès que possible.

2) Protéger efficacement les civils

La résolution du Conseil de sécurité exige expressément que toutes les parties respectent les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la protection des civils. Il est impératif de mettre un terme à toute attaque violente contre des civils, à des violations du droit international humanitaire, et d'éviter les attaques contre les installations civiles. Le Conseil de sécurité devrait en outre envoyer un message clair sur son opposition au transfert forcé de la population civile palestinienne, en empêchant le déplacement de civils palestiniens et en demandant la libération de tous les civils et otages détenus dès que possible (...)

(...) 3) **Assurer l'aide humanitaire**

Toutes les parties concernées doivent, conformément aux exigences de la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, s'abstenir de priver la population civile de Gaza de fournitures et de services indispensables à sa survie, créer des couloirs humanitaires à Gaza pour permettre un accès humanitaire rapide, sûr, sans entrave et durable, et éviter une catastrophe humanitaire encore plus grave. Le Conseil de sécurité devrait encourager la communauté internationale à accroître l'aide humanitaire, à améliorer la situation humanitaire sur le terrain, et à appuyer le rôle de coordination de l'Onu ainsi que de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNHRWA) dans l'ensemble du Proche-Orient en matière d'aide humanitaire, et préparer la communauté internationale à appuyer la reconstruction après le conflit à Gaza.

4) **Renforcement de la médiation diplomatique**

Le Conseil de sécurité devrait tirer parti de son rôle dans la facilitation de la paix, comme le prescrit la Charte des Nations Unies, afin d'exiger que les parties au conflit fassent preuve de retenue pour empêcher que le conflit ne s'élargisse et défende la paix et la stabilité au Moyen-Orient. Le Conseil de sécurité devrait apprécier le rôle des États et des organisations régionales, appuyer les bons offices du secrétaire général des Nations unies et de son Secrétariat, et encourager les États ayant une influence sur les parties au conflit à défendre une position objective et juste afin de jouer ensemble un rôle constructif dans la désescalade de la crise.

5) **Recherche d'un règlement politique**

Selon les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et le consensus international, le règlement fondamental de la question palestinienne réside dans la mise en œuvre de la solution à deux États, le rétablissement des droits nationaux légitimes de la Palestine et la création d'un État indépendant de Palestine

jouissant d'une pleine souveraineté fondée sur les frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale. Le Conseil de sécurité devrait aider à rétablir la solution à deux États. Une conférence de paix internationale plus large, plus fiable et plus efficace, menée et organisée par l'Onu, devrait se tenir dès que possible afin de formuler un calendrier et une feuille de route concrets pour la mise en œuvre de la solution à deux États et pour faciliter une solution globale, juste et durable à la question de la Palestine. Tout arrangement sur l'avenir de Gaza doit respecter la volonté et le choix indépendant du peuple palestinien, et ne doit pas lui être imposé. »

- Le secrétaire général, António Guterres, a dressé un bilan de la guerre : plus de 1 200 Israéliens tués, plus de 14 000 Palestiniens tués et 111 fonctionnaires des Nations unies sont morts. 80 % de la totalité de la population de la Bande de Gaza a été déplacées. 45 % de la totalité des logements de la Bande de Gaza ont été endommagés ou détruits.

- Le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riyad al-Maliki, a déclaré, quant à lui : « Ce n'est pas une guerre, c'est un carnage, que rien, ni personne ne saurait justifier, cela doit prendre fin (...) Nous sommes en train d'être effacés de la carte ». Il a souligné que la guerre s'étend déjà à la Cisjordanie avec plus de 230 morts, 3 200 autres blessés, 1 250 déplacés. Il a fait remarquer que « l'homme chargé de l'assaut contre les Palestiniens [Benjamin Netanyahu] est un homme dont la survie politique même dépend de la prolongation des massacres ».

- Le représentant permanent d'Israël, Gilad Erdan, a refait l'histoire : il a rappelé que les États arabes s'étaient opposés, en 1947, à la création d'Israël. Brandissant une photographie historique du grand mufti de Jérusalem, Mohammed Amin al-Husseini, reçu par Adolf Hitler, il l'a comparé aux « houtistes » du Yémen ou aux Ayatollahs d'Iran, il a déclaré que tous sont dépositaires d'une idéologie génocidaire visant à annihiler Israël et à éliminer les juifs. Puis, il s'est opposé à l'idée d'un cessez-le-feu durable, demandant comment une telle initiative permettrait à Israël de

défendre ses ressortissants. Il a dénoncé une contradiction dans le fait de soutenir à la fois la paix et une trêve, estimant que les partisans de cette dernière soutiennent en réalité le Hamas. « Rien ne saurait faire changer un mouvement génocidaire voué à réaliser la solution finale de Hitler », a-t-il déclaré. Poursuivant, il a fustigé le Conseil de sécurité pour n'avoir pas condamné le « mal absolu » perpétré par le Hamas le 7 octobre. Les instances onusiennes sont utilisées et tournées contre Israël, a-t-il conclu.

- L'ambassadeur de Russie, Vassily Nebenzia, a relevé que l'accord ayant permis une pause humanitaire et la libération d'otages contre la remise de prisonniers palestiniens est le résultat d'un accord entre acteurs régionaux et n'a rien à voir avec la décision du Conseil de sécurité. Il a ajouté que, même si cet accord offre une lueur d'espoir, il n'est ni durable ni global. Il n'a, par exemple, pas permis aux Palestiniens de retourner dans le Nord de l'enclave et ne couvre pas la Syrie, ni le Liban. Par conséquent, la question principale demeure : qu'advient-il de Gaza et des autres territoires palestiniens occupés demain, a-t-il demandé.

- Le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, Aboul Gheit, a estimé que si on ne met pas fin à la « dernière occupation militaire coloniale sur Terre », on assistera à « une sixième, une septième et une huitième guerre, jusqu'à la fin des temps ». Il a aussi évoqué les voix des peuples qui s'élèvent de par le monde, ainsi que la colère et la déception, notamment des peuples arabes et musulmans vis-à-vis de ceux qui parlent de valeurs et de morale et qui « retournent leur veste au fil de l'évolution des circonstances ». À ses yeux, le rétablissement de la confiance dans le Droit international s'avère plus que jamais nécessaire pour éviter à l'avenir les conséquences de cette colère, qui trouve son expression dans l'extrémisme. Il a enfin invité la communauté internationale à condamner le massacre de civils d'une façon qui ne soit ni partielle, ni sélective, et a jugé que le Conseil a un rôle fondamental à jouer à ce sujet.

☞ Les États arabes, qui ont refusé la création d'Israël, en 1947, se fondaient sur les massacres

perpétrés par les sionistes révisionnistes, en réponse à ceux organisés par le grand mufti Mohammed Amin al-Husseini. Ils ont livré une courte guerre à Israël. Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire israélien a alors envoyé une lettre aux Nations unies, les assurant de ses intentions pacifiques et acceptant « sans réserve aucune, les obligations découlant de la charte des Nations unies et (qu'il) s'engage[ant] à les observer du jour où il deviendra Membre des Nations Unies ». Aussi l'Assemblée générale des Nations unies vota [l'adhésion d'Israël](#) (résolution 273 (III)). Les massacres de Palestiniens se poursuivirent pourtant sans discontinuer.

AMÉRIQUES

Selon le Service de Recherche du Congrès, l'Iran n'aurait pas violé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

Dans un rapport, intitulé *Iran's Nuclear Program : Tehran's Compliance with International Obligations* (Programme nucléaire iranien : la conformité de Téhéran aux obligations internationales), le Congressional Research Service fait l'inventaire du litige et ne parvient pas à conclure que l'Iran aurait violé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

La Chambre des Représentants amalgame la contestation du droit d'Israël à exister à de l'antisémitisme

La Chambre des Représentants a adopté la résolution 888 par laquelle elle :

- 1) réaffirme le droit d'exister de l'État israélien ;
- 2) Reconnaît que le déni du droit d'exister est une forme d'antisémitisme ;
- 3) rejette les appels à la destruction et à l'élimination du seul État juif ; et
- 4) condamne l'attaque terroriste menée par le Hamas contre le territoire israélien.

Un représentant, le Républicain Thomas Massie (Kentucky) a voté contre parce que la résolution amalgame la contestation du droit d'Israël à exister à de l'antisémitisme.

Thomas Massie est un libertarien, ancien membre du Tea Party.

Les États-Uniens désapprouvent la gestion du président Biden

Selon un sondage Gallup :

- 67 % des adultes états-uniens désapprouvent la manière dont le président Biden gère l'économie américaine.
- 66% désapprouvent sa façon de gérer les Affaires étrangères.
- 64% désapprouvent la façon dont il gère la guerre entre Israël et le Hamas.
- 59% désapprouvent globalement la façon dont il gère la fonction de président.
- 58% désapprouvent la façon dont il gère la situation en Ukraine.
- 57 % désapprouvent la façon dont il gère la politique de Santé états-unienne.

Les électeurs US insatisfaits des deux grands partis

Selon le Siena College Research Institute la candidature de Robert Kennedy Jr. à la présidence des États-Unis « représente le sentiment qu'aucun parti ne me représente vraiment, que le gouvernement doit être réinventé, que nous avons besoin d'une approche nouvelle et différente ».

Selon un sondage du *New York Times*, environ un quart des électeurs inscrits le considèrent comme leur choix préféré.

Starlink ne sera pas déployé à Gaza

En définitive, Elon Musk a plié devant l'insistance de l'État hébreu. Il n'activera pas Starlink au-dessus de Gaza sans son autorisation. Il l'avait déployé en Ukraine au début de la guerre.

Le Pentagone modifie son déploiement au Moyen-Orient

Le groupe naval de l'*USS Eisenhower*, qui avait été placé au large d'Israël, a traversé la mer

Rouge et s'est positionné dans le golfe Persique, au large de l'Iran. L'un de ses destroyers est resté en mer d'Arabie afin de porter secours au pétrolier israélien *Central Park*.

L'Équateur renoue avec la « guerre à la drogue »

Deux jours après sa prise de fonction, Daniel Noboa, nouveau président équatorien, a rétabli les sanctions pour détention de drogues que son prédécesseur Rafael Correa avait assouplies.

Tout majeur était autorisé à détenir 10 grammes de marijuana, 2 grammes de coke, 0,10 gramme d'opium et 0,04 gramme d'amphétamine.

Qui a menacé Alberto Fernández ?

Alberto Fernández, président argentin sortant, a déclaré à l'hebdomadaire *Perfil* : Quand j'étais président, à deux ou trois reprises alors que je voyageais en hélicoptère de la Casa Rosada [palais présidentiel] à [la résidence officielle d'] Olivos, [le point laser d']une lunette de visée est apparu à l'intérieur de l'hélicoptère (...) Je ne pense pas que l'intention était d'abattre l'hélicoptère. Je ne sais pas. L'intention, c'était que je reçoive le message qu'il y avait une lunette de visée pointée vers l'hélicoptère »

EUROPE

Tension entre Israël et l'Espagne

Le ministère espagnol des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur israélien, Rodica Radian-Gordon, afin de lui exprimer sa réprobation après les propos du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Ce dernier avait déclaré que son homologue espagnol n'avait pas suffisamment condamné le Hamas.

L'Allemagne pénalise le soutien au Hamas

Le gouvernement d'Olaf Scholz a interdit le 2 novembre toute action en faveur du Hamas. Il a dissous une association liée au Hamas,

Samidoun. Il vient de procéder à de nombreuses perquisitions chez des citoyens favorables au Hamas. Selon la police, ils seraient 450 membres de l'organisation terroriste en Allemagne.

Selon l'Office fédéral de protection de la Constitution, le risque d'attentat islamiste est réel. Il est le plus élevé que le pays ait connu.

Frank-Walter Steinmeier en visite en Israël

Lors de sa visite en Israël, Frank-Walter Steinmeier, président allemand, a déclaré : « Ce n'est pas seulement avec l'État hébreu en tant que victime de la terreur. Notre solidarité est également avec l'État hébreu qui se défend, qui lutte contre une menace existentielle ».

Il a aussi annoncé que le Bundestag voterait une subvention de 7 millions d'euros au kibboutz Be'eri pour la restauration de la galerie d'art détruite par le Hamas.

Annalena Baerbock pour l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'Otan

Annalena Baerbock, ministre allemande des Affaires étrangères, a déclaré au congrès de son parti, les Verts : « Il est dans notre propre intérêt géopolitique que l'Ukraine rejoigne l'Union européenne, c'est pourquoi nous continuerons non seulement à soutenir l'Ukraine, mais nous la renforcerons également au sein de l'UE et de l'Otan (...) L'Europe est notre assurance vie et c'est ce qui est important et crucial sur le plan géostratégique (...) Aujourd'hui, il est clair que l'Ukraine renforcera l'UE dans un avenir proche ».

Robert Fico pour un cessez-le-feu en Ukraine

Le Premier ministre slovaque, Robert Fico, a plaidé pour un cessez-le-feu en Ukraine comme à Gaza. C'est selon lui le seul moyen de prévenir un demi-million de morts supplémentaires.

László Kövér critique l'Allemagne, l'UE et l'Onu

László Kövér, président du parlement hongrois, a déclaré

- que le gouvernement allemand détruisait l'économie de son pays plus vite qu'Hitler ne l'avait fait ;
- que l'UE va abolir la « souveraineté » de ses États-membres ;
- et que les Nations unies sont une simple « société écran » sans aucun poids et sont utilisés uniquement à des fins de propagande.

Le Groupe de Visegrád contre l'immigration illégale

Les ministres du Groupe de Visegrád (République tchèque, Hongrie, Pologne et Slovaquie) ont été rejoints par leurs homologues d'Autriche et d'Allemagne pour un sommet dans la ville de Szeged, au sud de la Hongrie, à 8 km de la frontière serbe. Ils sont convenus d'intensifier leurs efforts pour protéger l'Union européenne contre l'immigration illégale et cibler les groupes de passeurs qui opèrent à ses frontières.

La Moldavie s'aligne sur les « sanctions » anti-russes de l'UE

Le Parlement moldave a voté les « sanctions » européennes [en réalité, en Droit international, des « mesures coercitives unilatérales »] contre la Russie.

La présidente Maia Sandu, quoique très minoritaire aujourd'hui, tente de briser les relations historiques entre son pays et la Russie.

Davyd Arakhamia confirme que l'Ukraine aurait pu signer la paix en mars 2022

Selon Davyd Arakhamia, député ukrainien et ancien négociateur à Istanbul en mars 2022, l'Ukraine aurait pu faire la paix, la Russie n'exigeant alors que sa neutralité. Cependant Kiev a refusé car il espérait adhérer à l'Otan. En outre, le Premier ministre britannique, Boris

Johnson, a fait le déplacement en Ukraine pour inciter le président Volodymyr Zelensky a refuser l'accord. Une boucherie aurait pu être évitée.

L'armée ukrainienne n'a plus assez de soldats

Le nombre de morts et de blessés au combat est un secret d'État en Ukraine.

Les cas de conscrits fusillés parce qu'ils refusaient de monter au combat se multiplient. Environ un demi-million d'hommes susceptibles d'être enrôlés dans les armées ont fui l'Ukraine au cours des derniers mois.

Le général Valeri Zaloujny, commandant des Forces armées ukrainiennes, appelle à une nouvelle vague de conscription.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Mariana Bezuglaya et Aleksey Danilov au secours de Volodymyr Zelensky

Mariana Bezuglaya, vice-présidente de la commission de la Sécurité, de la Défense et du Renseignement de la Verkhovna Rada, a déclaré que le général Valeri Zaloujny, commandant des Forces armées ukrainiennes, n'avait aucun plan pour l'année à venir. Dans ces conditions, elle a contesté le projet d'extension de la conscription et appelé à le démettre de ses fonctions. Mariana Bezuglaya est une proche du président Volodymyr Zelensky.

Aleksey Danilov, secrétaire du Conseil ukrainien de Sécurité, a déclaré au *Times* que Vladimir Poutine mobilisait ses agents d'influence en Ukraine pour provoquer des manifestations pacifistes.

L'épouse de Kyrylo Boudanov empoisonnée

Marianna Budanova, épouse du général Kyrylo Boudanov, directeur du Renseignement militaire ukrainien, a été empoisonnée et hospitalisée.

La Défense aérienne de la Russie et de ses alliés

La Russie a mis en place, depuis une vingtaine d'années, de manière bilatérale, des accords de Défense aérienne avec l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan. Elle pourrait les formaliser au sein de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) que l'Arménie espère quitter pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (Otan).

AFRIQUE

Rencontre Hamas-Dissidents du Fatah

Une rencontre a eu lieu, au Caire, entre des dirigeants du Hamas, dont Ismaïl Haniyeh, et des dissidents du Fatah, dont Nasser al-Qudwa et Samir al-Mash'harawi, l'adjoint de Mohamed Dahlan.

👉 Le Hamas recherche des partenaires au Fatah en vue d'établir la future gouvernance de Gaza.

Polémique en Égypte : le Hamas, mouvement de Résistance ou organisation terroriste ?

Lors du Forum des médias égyptiens, organisé au Caire, l'ambassadeur d'Égypte au Royaume-Uni, Husam Zolot, et le journaliste Ibrahim Eissa ont échangé des mots vifs. Ce dernier a déclaré : « Je ne crois pas que le Hamas soit un mouvement de Résistance. Cela me soumet-t-il à une condamnation ? »

Une réunion des « cinq grands » libyens pour débloquer le processus électoral

Abdoulaye Bathily, envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu, a convoqué une réunion pour résoudre les obstacles auxquels le processus électoral est confronté. Il a invité les « cinq grands » du pays. C'est-à-dire :

- Aguila Saleh, président du Parlement ;
- Mohamed Takala, président du Conseil supérieur d'État ;
- Mohamed al-Menfi, président du Conseil présidentiel ;
- Abdul Hamid Dbeibeh, Premier Ministre du Gouvernement d'unité nationale ;
- Le maréchal Khalifa Haftar, commandant des forces de l'Est.

Démissions au sein de la branche mauritanienne des Frères musulmans

Deux personnalités du Rassemblement national pour la réforme et le développement (Tewassoul), branche mauritanienne de la Confrérie des Frères musulmans, ont démissionné avec fracas. Il s'agit du directeur financier du comité exécutif et ancien député, Mohammad al-Mokhtar Ould al-Taleb al-Nafe', et du responsable des Affaires juridiques, le Dr. Sidi Ab-Ali. Les deux hommes s'apprêteraient à rejoindre le parti présidentiel.

Tentative de coup d'État au Sierra Leone

Le ministère de l'Information du Sierra Leone a communiqué : « Aux premières heures dimanche [26 novembre] (...) des individus non-identifiés ont tenté de forcer l'armurerie militaire de la caserne de Wilberforce. Ils ont tous été repoussés ».

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a condamné la tentative de coup d'État.

👉 Lors de l'élection présidentielle de juin, Samura Kamura, technocrate de 72 ans, avait contesté le décompte du scrutin dont le président sortant, Julius Maada Bio, ancien

militaire à la retraite de 59 ans, avait été proclamé victorieux.

ASIE

Netanyahu a renvoyé son ministre de la Défense en juillet parce qu'il alertait sur une attaque du Hamas

Selon la presse israélienne, la crise gouvernementale israélienne de juillet s'explique par les annonces des FDI selon qui le Hamas s'apprêtait à lancer, depuis Gaza, « une tempête parfaite » contre Israël.

Le général Amit Saar, chef du département de Recherche du Renseignement militaire des FDI, avait écrit le 19 mars et le 16 juillet au Premier ministre, pour le mettre en garde contre une attaque du Hamas en préparation. Il avait expliqué que le Hamas, le Hezbollah et l'Iran interprétaient le débat intérieur sur la réforme des lois fondamentales comme un signe de faiblesse interne d'Israël.

Le général Yoav Gallant, ministre de la Défense, avait alors demandé à Benjamin Netanyahu, de suspendre ces réformes et de se concentrer sur la menace du Hamas. Le Premier ministre l'avait immédiatement révoqué. Cependant, au vu des réactions suscitées par ce limogeage, il l'avait finalement rétabli dans ses fonctions ministérielles.

Cet épisode n'est pas contestable. Il est aujourd'hui attesté par la publication des lettres d'Amir Saar. Il récuse la version officielle selon laquelle les alertes envoyées au gouvernement n'avaient pas atteint le Premier ministre et que, de toute manière, celui-ci était trop occupé par la Cisjordanie pour s'inquiéter de Gaza.

La question d'une attaque sous fausse bannière est posée.

Expropriation illégale du Patriarcat arménien de Jérusalem

Le [Patriarcat arménien de Jérusalem](#) a averti être confronté à la « plus grande menace

existentielle » de son histoire. Un promoteur israélo-australien, Daniel Rubenstein, tente de construire un hôtel de luxe sur les terres du patriarcat. Des signatures ont été falsifiées, des gros bras engagés pour déplacer le patriarcat. La police israélienne exige que la communauté quitte les lieux.

Comment Israël envisage le futur de Gaza

Israël a présenté aux États-Unis de nouvelles idées pour gérer la Bande de Gaza après l'offensive. Elles sont basées sur une administration palestinienne, mais par l'intermédiaire d'un conseil civil composé de dignitaires locaux parmi les dirigeants des principales familles qui n'appartiennent pas au Hamas, et d'hommes d'affaires qui possèdent de grandes entreprises dans la bande de Gaza, soutenus par des représentants d'organisations internationales affiliées à l'Onu.

Benny Gantz accepte le Budget israélien

Le général Benny Gantz, ministre sans portefeuille du gouvernement d'urgence, ne démissionnera pas malgré le conflit qui l'oppose au sioniste révisionniste, Bezalel Smotrich, ministre des Finances. Ce dernier n'entend réduire le budget de la coalition que de 20 %.

Durant la guerre de Gaza, l'exode forcée se poursuit en zone C

Selon B'Tselem, Centre israélien d'information pour les Droits de l'homme dans les territoires occupés, plus d'un millier de Palestiniens ont été forcés de quitter leurs habitations de la zone C (Territoire palestinien de Cisjordanie occupée), alors que l'armée israélienne bombardait la Bande de Gaza.

Les engagements israéliens de la trêve ne s'appliquent pas à l'US Air Force

Selon *Declassified UK*, les États-Unis utiliseraient la base britannique d'Akrotiri à Chypre, non seulement pour faire transiter des armes en Israël, mais aussi pour faire voler des drones et

des autres aéronefs espions à haute altitude au-dessus de Gaza. Évidemment, ils transmettraient leurs observations à l'État hébreu.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Les incohérences du 7 octobre : Ce qui se cache derrière les mensonges de Benjamin Netanyahu et les esquives du Hamas](#) », par Thierry Meyssan

La version officielle de la guerre Hamas-Israël pose plus de questions qu'elle ne permet d'y répondre. L'auteur souligne ici sept contradictions majeures. À la réflexion, le Hamas et Benjamin Netanyahu, loin d'être des ennemis, agissent de concert sans égard pour la vie des Palestiniens et des Israéliens. Derrière eux les États-Unis et le Royaume-Uni tirent les ficelles.

Trafic d'organes à Gaza

Selon Euro-Med Human Rights Monitor, le personnel de santé palestinien a constaté que des organes avaient été prélevés sur des corps de Palestiniens morts dans la Bande de Gaza. Des cadavres seraient détenus depuis le 7 octobre, dans deux morgues israéliennes, l'une en abritant 145, l'autre, le « cimetière des nombres » (à frontière jordanienne, interdit au public), 255.

☞ Des informations ont circulé depuis plusieurs années à propos de trafic d'organes effectués par des Israéliens.

En 2008, CNN avait affirmé qu'Israël était la plus importante plaque tournante du commerce mondial illégal d'organes humains.

Dans son livre en hébreu *Sur leurs cadavres, le pouvoir, le savoir et l'Institut de médecine légale en Israël* (2014), l'anthropologue israélienne Meira Weiss a affirmé que des organes avaient été prélevés sur des Palestiniens, morts entre 1996 et 2002, et utilisés pour la recherche médicale dans des universités israéliennes et/ou transplantés sur des patients israéliens.

En 2014, une enquête télévisée israélienne a présenté des témoignages de hauts responsables, selon qui des peaux ont été prélevées sur des corps de Palestiniens morts et de travailleurs africains pour traiter des soldats atteints de brûlures graves.

En 2021, la Knesset a adopté une loi autorisant l'armée à prélever des organes.

Mahmoud Abbas demande l'adhésion de la Palestine aux Nations unies

À l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec la Palestine, le représentant permanent de la Palestine, Riyad H. Mansour, a lu une lettre du président Mahmoud Abbas, à l'Assemblée générale des Nations unies. Elle demande à l'Assemblée d'exiger du Conseil de sécurité l'adoption d'une résolution d'adhésion de la Palestine.

Mohammad Dahlan, le retour

Mohammad Dahlan est revenu sur les écrans à l'occasion de la guerre contre les Gazaouites. L'ancien ministre d'État pour la Sécurité du gouvernement Abbas, exilé aux Émirats arabes unis, dirige aujourd'hui le bloc de la réforme démocratique. Il pourrait offrir une solution acceptée par Israël pour gouverner Gaza.

Son adjoint, Samir al-Mash'harawi, a donné une interview à Al-Jazeera depuis Doha. Il avait déjà rencontré des responsables du Hamas au Caire.

☞ Le Fatah a publié d'anciennes correspondances de Mohammad Dahlan laissant entendre qu'il allait empoisonner Yasser Arafat pour le compte d'Israël.

Le Qatar abat ses cartes

Une délégation qatarie s'est rendue en visite officielle en Israël pour négocier le suivi de la trêve. C'était la première fois que des officiels qataris se rendaient en Israël.

Ils ont pu également se rendre à Gaza. Le ministre d'État du Qatar pour la coopération internationale, Lolwah Al-Khater, est devenu le premier responsable étranger à visiter la Bande de Gaza assiégée. Il a pu rencontrer Wael al-Dahdouh, chef du bureau à Gaza d'Al Jazeera, qui a perdu sa femme, son fils et son petit-fils lors d'une frappe aérienne israélienne.

À la stupéfaction du cabinet de guerre israélien, il est apparu que le Qatar pouvait prendre des engagements au nom du Hamas, sans le consulter.

☞ Contrairement à ce qui était affirmé jusqu'à présent, le Qatar ne se contente pas d'héberger les dirigeants politiques du Hamas fidèles à la Confrérie des Frères musulmans. Il dispose d'un pouvoir sur eux.

Le Qatar abrite la plus grande base militaire US au Moyen-Orient. Depuis 1995, il discute avec Israël. En 1996, il a créé la chaîne de télévision [Al-Jazeera](#) avec les frères David et Jean Frydman. À l'époque, il s'agissait de favoriser des débats entre Israéliens et Arabes.

Cependant, en 2005, la chaîne a été transformée par le cabinet JTrack de Mahmoud Jibril (futur responsable otanesque du renversement de Mouamar el-Kadhafi) pour devenir un instrument de propagande de la Confrérie des Frères musulmans. Le Frère Wadah Khanfar en devient le directeur. Il est remplacé, en 2011, par le Premier ministre, cheikh Hamad ben Jassem ben Jaber Al Thani. Al-Jazeera sert désormais de porte-voix de l'émirat. L'imam Youssef al-Qaradawi, vedette des Frères musulmans, devient le prédicateur officiel de la chaîne. Celle-ci jouera un rôle central durant le « printemps arabe » ; une opération politique imaginée par le Foreign office pour placer les Frères musulmans au pouvoir dans le monde arabe.

À partir de 2014, à la demande des États-Unis et d'Israël, le Qatar verse plus d'un milliard de dollars au Hamas, branche palestinienne des Frères musulmans.

Israël « réglera ses comptes avec le Qatar » dès qu'il le pourra

Joshua Zarka, directeur général adjoint des Affaires stratégiques du ministère israélien des Affaires étrangères, a déclaré qu'Israël « réglera ses comptes avec le Qatar » dès qu'il aura terminé son rôle de médiateur dans les pourparlers pour rendre des otages de la bande de Gaza.

« Le monde depuis 2001 (vidéo de Thierry Meyssan) »

« [Service Public Libre](#) » a invité Thierry Meyssan. Il lui a demandé de retracer son histoire et l'évolution des relations internationales depuis une vingtaine d'années.

Pourquoi le Hamas s'en est-il pris aux juifs pacifistes ?

Yocheved Lifshitz (85 ans) a rencontré le Frère Yahya Sinwar, chef de la branche politique du Hamas à Gaza, dans le tunnel où il était retenu prisonnier. Il lui a demandé comment il avait pu agir ainsi avec des pacifistes israéliens ? Sinwar ne lui a pas répondu.

☞ Les habitants des kibboutz sont des juifs de gauche opposés aux « sionistes révisionnistes » de Benjamin Netanyahu. La plupart de ceux de Nir Oz sont engagés dans des actions pour la paix.

Bilan du « Déluge d'Al-Aqsa » au Liban

Depuis le début de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa », 77 membres du Hezbollah, selon l'AFP, 85 selon *L'Orient-Le Jour*, ont été tués par les Israéliens.

Abbas Raad, fils de Mohamed Raad, chef du bloc parlementaire du Hezlobbah, a été tué à Beit Yahoun (Bint Jbeil).

Harvard demande la dollarisation du Liban

Dans un rapport intitulé « [Towards a Sustainable Recovery for Lebanon's Economy](#) » (Vers une reprise durable pour l'économie libanaise), l'université d'Harvard appelle à résoudre la crise économique libanaise en abandonnant la monnaie locale pour le dollar.

Ayman Safadi à l'Union pour la Méditerranée

Ayman Safadi, ministre jordanien des Affaires étrangères, a indiqué qu'il comptait utiliser la réunion de l'Union pour la Méditerranée pour que les 42 États présents s'engagent à transformer la pause humanitaire à Gaza en cessez-le-feu permanent.

Pause aussi en Iraq

Aucune milice iraquienne n'a poursuivi d'attaque contre les États-Unis durant la trêve à Gaza. Toutes l'ont scrupuleusement observée.

L'interprétation saoudienne du Déluge d'Al-Aqsa

Selon le quotidien monarchiste populaire saoudien *Okaz*, citant Mahmoud Zahhar, le Guide occulte du Hamas à Gaza, l'opération du Déluge d'Al-Aqsa n'était qu'une mise en scène des élites mondialistes visant à prouver :

- que personne ne peut entreprendre quoi que ce soit au Moyen-Orient sans les États-Unis ;
- que c'est aussi vrai pour les Israéliens que pour les autres ;
- pour restaurer l'image des Frères musulmans au Moyen-Orient ;
- pour valoriser l'Iran qui a établi des relations avec la Confrérie des Frères musulmans et donc pour gêner l'Arabie saoudite ;
- pour déprécier les gouvernements arabes aux yeux de leurs opinions publiques ;
- pour préparer des changements de régime dans le monde arabe.

☞ L'article laisse entendre que le Hamas est conscient d'avoir été manipulé, non pas par les

Israéliens, mais par les États-Unis. Il ne considère pas la Palestine comme un État en formation, mais uniquement comme une solution provisoire, son objectif restant un Califat sur toutes les populations arabes. Il interprète la manière dont les événements sont rapportés dans la presse occidentale comme favorable à terme à la Confrérie, bien que celle-ci soit assimilée aujourd'hui à une bande de barbares.

☞ On observe par ailleurs que la communication du Hamas dans le monde musulman est d'un style nouveau. Son porte-parole militaire, Abou Obeida, s'exprime avec soin et en utilisant les symboles appropriés. Il semble avoir été formé par des *spin doctors* britanniques et rencontre un écho sans précédent.

Plainte pour torture contre Ahmed Nasser al-Raisi, président d'Interpol

Une plainte pour « torture » et « détention arbitraire » a été déposée en Autriche contre Ahmed Nasser al-Raisi, président émirati d'Interpol. Il est attendu à Vienne pour l'assemblée générale de l'organisation internationale de police.

Matthew Hedges, chercheur, et Ali Issa Ahmad, agent de sécurité, assurent avoir été arrêtés, battus et soumis à l'isolement, sous la responsabilité d'Ahmed Nasser al-Raisi, alors inspecteur général du ministère de l'Intérieur.

Ansar Allah ouvre un nouveau front en mer Rouge

Ansar Allah (appelés péjorativement « Houthis » par les Occidentaux) a capturé le *Galaxy Leader*, tandis que des pirates somaliens ont tenté de capturer le pétrolier *Central Park*.

Tous deux sont des propriétés israéliennes.

Le destroyer *USS Mason*, appartenant au groupe naval de l'*USS Eisenhower* est venu à la rescousse du *Central Park*, mais Ansar Allah a tiré deux missiles balistiques pour aider les pirates.

L'ouverture d'un nouveau front, en mer d'Arabie, où aucune force états-unienne n'avait été déployée, pose un problème stratégique aux États-Unis.

Dans un communiqué, le G7 a déclaré : « Soulignant l'importance de la sécurité maritime, nous appelons toutes les parties à ne pas menacer ou à interférer avec l'exercice licite des droits et libertés de navigation par tous les navires. Nous demandons en particulier aux Houthis de cesser immédiatement les attaques contre les civils et les menaces contre les voies de navigation internationales et les navires commerciaux et de libérer le M/V *Galaxy Leader* et son équipage, illégalement saisis dans les eaux internationales le 19 novembre ».

Recep Tayyip Erdoğan appelle à réagir sans discrimination face aux morts juifs, musulmans et chrétiens

Participant au sommet virtuel des dirigeants du G20, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a déclaré : « L'efficacité du système multilatéral est de plus en plus remise en question chaque jour. Alors que la guerre en Ukraine se poursuit, nous nous sommes réveillés avec une autre crise, celle du 7 octobre. La tragédie qui se déroule dans les territoires palestiniens occupés, Gaza en particulier, a maintenant dépassé les limites de la tolérance de l'humanité. Le 20 novembre, c'était il y a 2 jours, c'était la Journée mondiale de l'enfance. Malheureusement, près de 7 000 enfants palestiniens innocents ne vivent pas ce jour-là, parce que le gouvernement israélien a retiré le droit le plus fondamental de ces enfants, leur droit de vivre. Il les a condamnés à mort en coupant leur eau, leur électricité, leur nourriture et leur carburant. Il a forcé les Palestiniens à émigrer de leur patrie ; il a impitoyablement bombardé les hôpitaux, les écoles, les camps, les lieux de culte et les églises où ils se sont réfugiés dans un dernier espoir d'échapper à la mort. Il a même menacé d'utiliser des bombes nucléaires, dont il a toujours nié l'existence. Comme toute personne consciencieuse peut en témoigner, aucun de ces événements ne peut être expliqué avec le droit à la légitime défense. Ici, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité sont

ouvertement commis. Ceux qui commettent ces crimes doivent être tenus responsables en vertu du droit international et de la conscience de l'humanité (...) Nous ne justifions en aucune manière les actes contre les civils et nous ne les considérons pas légitimes (...) J'appelle tous les dirigeants ici présents à réagir de la même manière aux morts de civils, sans discrimination entre eux en tant qu'israélien-palestinien, juif-musulman-chrétien. »

L'Iran lance un nouveau destroyer

Le général Mohammad Hossein Bagheri, chef de l'état-major des forces armées iraniennes, a inauguré un destroyer de 1 400 tonnes, le *Deilaman*. Ce navire est capable de lancer des torpilles tout en se déplaçant à 30 nœuds. Il peut détecter simultanément 100 cibles, y compris des navires, des drones, des hélicoptères, des sous-marins et des avions.

Selon le général Bagheri, il assurera « la paix, la sécurité des flottes commerciales, la lutte contre les terroristes et la réponse aux incidents probables à l'avenir ».

L'Iran a joué un rôle dans la libération de certains otages

Les otages thaïlandais du Qatar ont été relâchés, non seulement avec l'aide du Qatar, mais aussi de l'Iran. Le gouvernement thaï a félicité la République islamique et envoyé une délégation de haut niveau à Téhéran.

Dacca et les Frères musulmans

Plus de 10 000 membres du Parti nationaliste du Bangladesh (PNB) ont été arrêtés à la veille des élections. Le PNB est la version grand public du Bangladesh Jamaat-e-Islami, branche bengalie de la Confrérie des Frères musulmans.

Selon des diplomates russe, les États-Unis préparent une révolution de couleur au Bangladesh.

La guérilla birmane prend un poste-frontière

L'Armée de l'Alliance démocratique nationale de Birmanie (MNDAA) a pris le contrôle du poste frontière de Kyin San Kyawt. Le commerce avec la Chine passe par cette route. Le gouvernement birman est ainsi privé de tout apport en machines-outils. Beijing a demandé à ses ressortissants d'éviter la région et de se tenir à l'écart des combats.

Taux de participation record aux élections nord-coréennes

Les élections locales nord-coréennes ont enregistré un taux de participation de 99,63 %. Pour la première fois, il y avait plusieurs candidats pour chaque poste.

Erratum

Nous avons parlé par erreur du Parti communiste nord-coréen. Il s'agit bien sûr du Parti du Travail. Il n'y a pas de Parti communiste en Corée du Nord.

Les premières photos prises par le satellite espion nord-coréen

La presse nord-coréenne a indiqué que le nouveau satellite espion du pays, Malligyong-1, avait permis de transmettre au leader suprême, Kim Jong Un, « des photos satellite détaillées de la base navale de Norfolk, du chantier naval de Newport News et d'un aéroport de Virginie, aux États-Unis, prises à 23 h 35, le 27 novembre (heure de Pyongyang), de la Maison Blanche et du Pentagone à Washington et d'autres objets, à 23 h 36 le 27 novembre (heure de Pyongyang). Quatre porte-avions nucléaires de l'US Navy et un porte-avions britannique ont été repérés sur les photos de la base navale de Norfolk et du chantier naval de Newport News.

Démission du chef des services secrets sud-coréens

Le président sud-coréen, Yoon Suk Yeol, a accepté les démissions de Kim Kyou-hyun,

directeur du National Intelligence Service (NIS), et de ses principaux collaborateurs, Kwon Chun-taek et Kim Soo-youn.

Les rivalités entre les responsables de l'agence de Renseignement, en pleine crise avec la Corée du Nord, rendait son travail impossible.

Campagne anti-chinoise dans le contexte des prises de position de Beijing sur le conflit israélo-palestinien

Selon Human Rights Watch, la Chine réprime l'islam non seulement au Xinjiang, mais aussi désormais dans tout le pays. De nombreuses mosquées auraient été fermées, tandis que des éléments architecturaux d'autres, comme des dômes et des minarets, auraient été détruits.

👉 Les États-Unis assurent depuis plusieurs années que la Chine réprime l'islam et a même emprisonné un million de Ouïghours. Outre qu'il n'existe pas d'infrastructure pour détenir un tel nombre de personnes, les voyageurs au Xinjiang attestent que l'islam s'y épanouit sans entraves et que les Ouïghours disposent même de privilèges religieux.

Cette nouvelle campagne anti-chinoise démarre dans le contexte des prises de position de Beijing en faveur de la reconnaissance d'un État palestinien.

La question des « femmes de réconfort » resurgit

Yoko Kamikawa, ministre japonais des Affaires étrangères, a qualifié la décision de la justice sud-coréenne en faveur d'un groupe d'anciennes « femmes de réconfort » demandant une indemnisation à Tokyo, d'« extrêmement regrettable ». Il a exhorté Séoul à s'attaquer à ce problème, lors de discussions bilatérales avec les plus hauts diplomates de la Corée du Sud. Le Japon considère toutes les questions découlant de sa colonisation de la péninsule coréenne déjà réglées « complètement et définitivement » dans le cadre d'un accord bilatéral de 1965. En outre, il considère qu'un accord historique de 2015 a résolu la question des femmes de réconfort.

Yoko Kamikawa a donc demandé à Séoul de « prendre immédiatement des mesures appropriées »

Mais La Corée du Sud n'interprète pas du tout ces textes de la même manière.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

L'Assemblée générale de l'Onu demande à Israël d'évacuer le Golan syrien

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution (A/78/L.10) demandant le retrait d'Israël du Golan syrien occupé, en application de la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité. Le texte « déclare également que la décision du 14 décembre 1981, par laquelle Israël a imposé ses lois, sa juridiction et son administration au Golan syrien occupé, est nulle et non avenue et sans validité aucune, comme le Conseil de sécurité l'a confirmé dans sa résolution 497 (1981), et demande à Israël de la rapporter ».

L'Assemblée générale de l'Onu demande aux États-membres d'observer la Trêve olympique

À l'initiative de la France, l'Assemblée générale de l'Onu a adopté une résolution (A/78/L.9) intitulée « Édification d'un monde pacifique et meilleur grâce au sport et à l'idéal olympique ». Elle demande aux États-membres d'observer la Trêve olympique.

👉 Le Comité international olympique a interdit la participation d'athlètes russes aux Jeux de Paris 2024.

Le Conseil de Sécurité ne condamne pas le lancement d'un satellite espion par la Corée du Nord

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni en urgence pour réagir au lancement par la Corée du Nord d'un satellite espion, Malligyong-1. Pour ce faire, Pyongyang a eu

recours à un missile balistique, en violation de la résolution 1718 du 12 juin 2009.

Le représentant permanent de la Corée du Nord, Kim Song, a fait remarquer que le lancement de ce satellite était indispensable à la sécurité de son pays après les six manœuvres communes des États-Unis, du Japon et de la Corée du Sud, pays qui lui font toujours la guerre. « Il s'agit d'un exercice légitime et juste du droit à la légitime défense de la RPDC. » Le Conseil ne devrait pas perdre son temps à contester l'exercice de ce droit par un État souverain en butte à des forces hostiles, a-t-il tranché, en l'invitant plutôt à faire cesser les meurtres de civils au Moyen-Orient.

Le Conseil n'a pas adopté de résolution.

Absences remarquées à la COP28

Le roi Charles III du Royaume-Uni participera à la COP 28 de Dubaï. Mais ni le président des États-Unis, Joe Biden, ni le président russe, Vladimir Poutine, ni le président chinois, Xi Jinping, ni le pape François n'y seront.

La Russie ne participera plus au Conseil exécutif de l'OIAC

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a renouvelé son conseil exécutif. Il est composé de 41 États, désignés par continent. Ni la Russie, ni ses alliés n'ont été élus.

☞ Au cours des dernières années, l'impartialité de l'OIAC a été mise en cause. Après avoir supervisé le démantèlement des armes chimiques syriennes, ses missions ont conclu que la République arabe syrienne en avait utilisé contre sa propre population. Cependant de nombreux témoignages et expertises, présentés par la Russie, ont montré que c'était faux. Le directeur de cabinet du directeur général de l'Organisation, le Français [Sébastien Braha](#), a été accusé d'avoir truqué un rapport.

Krišjānis Kariņš candidat au secrétariat général de l'Otan

Krišjānis Kariņš, ministre letton des Affaires étrangères et ancien premier ministre, a déposé sa candidature au secrétariat général de l'Otan. Il est double national États-unien et Letton.

Alexander Sollfrank propose un Schengen de la Défense

Le général allemand Alexander Sollfrank, chef du commandement logistique de l'Otan, le Jesc, a déclaré à [Reuters](#) : « Nous manquons de temps. Ce que nous ne faisons pas en temps de paix ne sera pas fait en cas de crise ou de guerre ». Il a proposé la création d'un Schengen de la défense qui permettrait de faire transiter des armes à travers toute l'Europe sans contrôle aux frontières.

Ryad hébergera l'Exposition universelle de 2030

Ryad (Arabie saoudite) a été choisie pour accueillir l'exposition universelle de 2030. Elle l'a emporté sur Rome (Italie) et Busan (Corée du Sud). Le projet saoudien comprend un important réseau de transport en commun et un espace rond futuriste avec des parcs publics, des installations de jeux électroniques, des scènes de spectacle à grande échelle et des sites sportifs. Le projet met l'accent sur « l'accélération des innovations » pour préserver les écosystèmes naturels.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°65 - 8 décembre 2023

ÉDITORIAL

Israël souhaite instaurer des « zones tampons » à Gaza et au Liban

Israël souhaite établir une zone tampon dans la Bande de Gaza. Elle se situe dans un vaste plan, incluant (1) la destruction du Hamas, (2) la démilitarisation de Gaza et (3) sa déradicalisation.

👉 John Kirby, porte-parole du Conseil états-unien de sécurité, a déclaré : « Nous avons dit à maintes reprises que nous ne soutenions pas une réduction des limites géographiques de Gaza. Point final. Nous avons également dit qu'Israël avait le droit de se protéger bien sûr, personne ne veut voir le 7 octobre se produire à nouveau. Nous avons été très clairs grâce aux principes esquissés par le secrétaire Blinken à Tokyo, selon lesquels Gaza ne devrait plus être gouvernée et contrôlée par le Hamas. Et, comme je l'ai dit, le territoire de Gaza, dans n'importe quel scénario futur, doit rester la terre palestinienne et ne peut être réduit. Mais pour l'instant, nous ne sommes pas en mesure de spéculer sur la composition des futures barrières ou des structures de sécurité ».

Israël a présenté son plan à l'Égypte ; à la Jordanie, et aux Émirats arabes unis.

À titre de comparaison, Israël avait établi une zone tampon avec le Liban s'étendant sur 15 kilomètres sur le territoire libanais, durant la guerre civile libanaise. Une seconde zone tampon avait été imaginée par la résolution 1701 à la fin de la guerre de 2006, mais jamais mise en œuvre. Selon des diplomates arabes ayant participé aux négociations avec Israël, il ne pourrait s'agir avec Gaza que d'une bande de 2 kilomètres maximum.

L'Égypte a, quant à elle, instauré une zone tampon, entre la Bande de Gaza et le Sinaï. Mais elle n'a que 3 kilomètres de profondeur et est placée sur son propre territoire. Il ne s'agit pas d'empêcher les Gazaouis de venir en Égypte, mais Daesh d'entrer à Gaza.

La Turquie a, quant à elle, obtenu de la Syrie, en 1998, lorsque le PKK était une organisation pro-soviétique, le droit de faire pénétrer son armée dans une bande de 5 kilomètres à l'intérieur de son territoire pour réprimer les attaques kurdes dont elle ferait l'objet.

Simultanément, Israël souhaite instaurer une zone tampon sur le territoire libanais. Selon Moshe Davidovitz, chef du Conseil régional de Mateh Asher, le ministre de la Défense, Yoav Gallant, s'est engagé à repousser le Hezbollah au Nord du fleuve Litani (...)

☞ (...) Depuis le début de la guerre, Les FDI pilonnent le sud du Liban, brûlent les champs et tuent les journalistes qui documentent la destruction de la zone entre la ligne de cessez-le-feu et le fleuve Litani.

Une zone tampon était prévue dans la résolution 1701, adoptée à la fin de la guerre d'Israël contre le Liban, en 2006. Elle n'a pas été appliquée ainsi que d'autres dispositions de la résolution.

AMÉRIQUES

Plus de visas automatiques pour les extrémistes israélien aux USA

Le département d'État ne délivrera plus de visa dans les prochaines semaines aux colons extrémistes israéliens engagés dans la violence contre des civils palestiniens en Cisjordanie.

La vision du monde du général Lloyd Austin

S'exprimant lors du Reagan National Defense Forum, le secrétaire à la Défense, le général Lloyd Austin, a déclaré que les défis d'aujourd'hui sont multiples et incluent « les conflits majeurs auxquels sont confrontées nos démocraties sœurs, Israël et l'Ukraine ; l'intimidation et la coercition de la part d'une Chine de plus en plus affirmée ; et une bataille mondiale entre la démocratie et l'autocratie ». « Des Russes aux Chinois, du Hamas aux Iraniens, nos rivaux et nos ennemis veulent diviser et affaiblir les États-Unis – et nous séparer de nos alliés et partenaires ».

« À chaque génération, certains Américains préfèrent l'isolement à l'engagement, et ils essaient de lever le pont-levis, ils essaient de faire tomber la pierre angulaire du leadership américain (...) Ils tentent de saper l'architecture de sécurité qui a produit des décennies de prospérité sans guerre entre grandes puissances, et vous entendrez certains d'entre-eux essayer de qualifier le retrait américain de ses responsabilités de nouveau leadership audacieux (...) Quand vous entendez cela, ne vous y

trompez pas : ce n'est pas audacieux. Ce n'est pas nouveau. Et ce n'est pas du leadership (...) Le monde ne deviendra que plus dangereux si les tyrans et les terroristes croient qu'ils peuvent s'en sortir en se livrant à des agressions massives et à des massacres de masse (...) L'Amérique deviendra moins sûre si les dictateurs et les fanatiques croient qu'ils peuvent effacer la démocratie de la carte ».

Au passage, il a assuré qu'il avait « clairement fait comprendre aux dirigeants israéliens que la protection des civils palestiniens à Gaza était à la fois une responsabilité morale et un impératif stratégique ».

George Santos exclu de la Chambre des Représentants

Le comité d'éthique de la Chambre des Représentants a publié un rapport dévastateur révélant les comportements illégaux de George Santos (Républicain, New York).

Il a été exclu de la Chambre par ses pairs. Il a été inculpé de 23 chefs d'accusation (complot, fraude, faux dossiers et usurpation d'identité).

Mike Johnson pour un vote de destitution de Joe Biden

Le président de la Chambre des Représentants, Mike Johnson, propose de voter formellement un acte de destitution du président des États-Unis, Joe Biden, bien que cela n'ait pas de conséquences juridiques immédiates. Il s'agit, selon lui, de souligner que la Maison-Blanche fait obstacle à l'enquête en cours, qu'elle a interdit à trois témoins de se rendre à leur convocation et qu'elle a dissimulé des milliers de documents.

La Maison-Blanche met en garde contre un arrêt des subventions à l'Ukraine

Shalanda Young, directrice du Budget de la Maison-Blanche, a écrit au président de la Chambre des représentants : « Je veux être claire : si le Congrès n'agit pas, d'ici à la fin de l'année, nous serons à court de ressources pour

livrer plus d'armes et d'équipements à l'Ukraine et pour fournir du matériel venant des stocks militaires US ».

La Chambre des Représentants bloque les subventions à Israël et à l'Ukraine

La majorité républicaine de la Chambre des Représentants a rejeté le programme de 110 milliards de dollars demandé par l'administration Biden en faveur d'Israël et de l'Ukraine.

La minorité démocrate, quant à elle, a refusé d'échanger ce vote contre une subvention pour la sécurité à la frontière mexicaine.

L'affaire OxyContin

Un tribunal fédéral a reconnu Purdue Pharma responsable d'avoir provoqué la crise des opioïdes en falsifiant les résultats de son médicament OxyContin et en corrompant divers experts. Un fonds d'indemnisation d'une valeur de 6 milliards de dollars a été mis en place avec les actifs du groupe en faillite.

Une des plaignantes s'oppose à cet accord. Elle exige que la famille Sackler, fondatrice et propriétaire de Purdue Pharma soit poursuivie au pénal. L'affaire a été transmise à la Cour suprême.

Selon le magazine *Forbes*, en 2015, les Sackler disposaient de 14 milliards de dollars.

Hunter Biden sommé de comparaître à la Chambre des Représentants

La Chambre des Représentants en a envoyé le 8 novembre une citation à comparaître à huis clos à Hunter Biden. Celui-ci a fait savoir par son avocat qu'il ne comparaitrait que lors d'une séance publique. La Commission qui l'a convoqué a publié un communiqué : « Si M. Biden ne se présente pas pour sa déposition, le 13 décembre 2023, la commission engagera une procédure pour outrage au Congrès. »

Quelle guerre représente un danger pour les États-Unis ?

Selon un sondage *News Nation / Decision Desk*,

- 28 % des adultes états-uniens pensent que la guerre entre Israël et le Hamas constitue la plus grande menace pour la sécurité nationale ; 31 % des républicains, 24 % des indépendants et 29 % des démocrates sont d'accord.
- 28 % pensent qu'une éventuelle guerre entre la Chine et Taïwan constitue la plus grande menace pour la sécurité nationale des États-Unis ; 32 % des républicains, 29 % des indépendants et 23 % des démocrates sont d'accord.
- 22 % pensent que la guerre entre l'Ukraine et la Russie constitue la plus grande menace ; 17 % des républicains, 22 % des indépendants et 27 % des démocrates sont d'accord.
- 7 % d'entre eux pensent qu'« autre chose » constitue la plus grande menace ; 7 % des républicains, 10 % des indépendants et 5 % des démocrates sont d'accord.
- 15 % des personnes interrogées dans l'ensemble n'ont pas d'opinion ; 13 % des républicains, 16 % des indépendants et 15 % des démocrates sont d'accord.

Samantha Power à Gaza

Samantha Power, directrice de l'USAID, est arrivée à Gaza au 60^e jour de la guerre. Elle a immédiatement annoncé que les États-Unis donneraient 26 millions de dollars supplémentaires pour Gaza, s'ajoutant aux 100 millions déjà annoncés par le président Joe Biden.

👉 [Samantha Power](#) s'est fait un nom, en 2002, en écrivant le livre *A Problem from Hell : America in the age of Genocide* (Un problème venu de l'enfer : l'Amérique à l'ère du génocide). Elle y décrit le travail de Raphaël Lemkins à la Société des Nations pour faire reconnaître les génocides arménien et assyrien. Elle conclut en souhaitant que les États-Unis reprennent son travail, sauf qu'elle ne relève pas les multiples génocides dans lesquels Washington est impliqué. Le professeur Edward Herman résumera ainsi ses travaux :

« Pour elle, les États-Unis ne sont pas le problème, ils sont la solution ».

Lors d'une interview à la série vidéo de l'université de Berkeley, *Conversations with History*, une question lui est posée sur la réaction souhaitable des États-Unis si le conflit israélo-palestinien se durcissait et rendait un génocide possible. Elle préconisa alors d'envoyer une lourde force militaire pour séparer les deux camps. Cette réponse fut instrumentée pour l'accuser de ne pas prendre le parti d'Israël par antisémitisme. Elle dû alors solliciter l'aide de personnalités juives états-uniennes, comme Abraham Foxman de l'Anti-Defamation League, pour l'extraire de cette mauvaise passe et redorer son image.

Elle devint conseillère du sénateur [Barack Obama](#), alors peu connu. Elle prépara l'étape au Darfour du voyage que le sénateur fit en Afrique pour le compte de la CIA.

Elle se joignit à sa campagne présidentielle. Mais, elle la quitta vite en raison de ses conflits personnels avec Hillary Clinton. Nommée au Conseil national de sécurité, elle conseilla au président Obama de ne pas participer à la conférence des Nations unies à Durban, car celle-ci allait débattre du rétablissement de la résolution 3379 qualifiant le sionisme de racisme.

Elle épouse le professeur de droit, libéral de gauche, Cass Sunstein ; choucho des médias US. C'est le principal théoricien du « paternalisme libéral », une méthode d'infantilisation des masses. Il a aussi conçu un [plan pour contrer le travail de Thierry Meyssan](#) et du mouvement de contestation qu'il a amorcé.

Samantha Power joua un rôle central dans le déclenchement de la guerre contre la Libye, la justifiant par un discours bien rôdé sur la lutte contre la tyrannie, bien que la tyrannie de Mouamar el-Kadhafi n'ait jamais été démontrée. Devenue ambassadrice aux Nations unies, elle plaide identiquement pour justifier la guerre contre la Syrie au nom de la lutte contre

la tyrannie du président Bachar el-Assad, alors le chef d'État le plus populaire du monde arabe.

Arrestation de Manuel Rocha, diplomate US et agent cubain

Le diplomate états-unien à la retraite, Manuel Rocha, a été arrêté. Il est accusé d'être un agent cubain infiltré. Il a été directeur des Affaires inter-américaines au Conseil national de Sécurité (1994-95). Jusqu'en 2017, il était l'officier états-unien présent à l'ambassade de Suisse à Cuba en l'absence d'une ambassade US. Puis il a travaillé à Buenos-Aires, à Rome et enfin comme ambassadeur à Lima. Retraité, il était conseiller des *fast-food* MacDonald pour l'Amérique du Sud et surtout, conseiller spécial du général Laura J. Richardson, commandante des Forces US pour l'Amérique du Sud (SouthCom).

☞ Cuba est parvenu à infiltrer l'administration états-unienne avec des agents célèbres, comme Ana Belén Montes à la Defense Intelligence Agency.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Référendum sur l'avenir de l'Essequibo

La République bolivarienne du Venezuela a procédé à un [référendum sur le statut de l'Essequibo](#), où des réserves gigantesques d'hydrocarbures ont été découvertes, par Exxon-Mobil, en 2015, dans les eaux territoriales.

Il comprenait cinq questions :

- 1) Êtes-vous d'accord pour rejeter par tous les moyens, conformément au droit, la ligne frauduleusement imposée par la sentence

arbitrale de Paris de 1899, qui vise à nous priver de notre Guayana Esequiba ?

2) Soutenez-vous la position selon laquelle l'accord de Genève de 1966 constitue le seul instrument juridique valable pour parvenir à une solution pratique et satisfaisante pour le Venezuela et le Guyana en ce qui concerne leur différend portant sur le territoire de la Guayana Esequiba ?

3) Êtes-vous d'accord avec la position historique du Venezuela, consistant à ne pas reconnaître la compétence de la Cour internationale de Justice pour résoudre le différend territorial sur la Guayana Esequiba ?

4) Êtes-vous d'accord pour vous opposer par tous les moyens, conformément au droit, à la prétention du Guyana de disposer unilatéralement d'une mer encore à délimiter, de manière illicite et contraire au droit international ?

5) Êtes-vous d'accord avec la création de l'État de la Guayana Esequiba et l'élaboration d'un plan accéléré de prise en charge globale de la population actuelle et future de ce territoire, qui prévoirait notamment l'octroi de la citoyenneté et de cartes d'identité vénézuéliennes, conformément à l'accord de Genève et au droit international, incorporant par conséquent cet État sur la carte du territoire vénézuélien ?

Le 1^{er} décembre 2023, la Cour internationale de Justice a rendu un [arrêt](#). Elle souligne que les prétentions du Guyana sont plausibles, mais qu'elle ne rendra de jugement qu'ultérieurement pour dire si elles sont fondées ou pas.

Elle ordonne donc au Venezuela de ne pas modifier le statu quo tant qu'elle n'aura pas jugé l'affaire.

La Cour ne précise pas si le Guyana a la possibilité ou pas d'exploiter les réserves de pétrole découvertes dans les eaux territoriales du territoire contesté.

Irfaan Ali, président du Guyana, est apparu à la télévision en uniforme de combat. Il a déclaré que son pays se tenait prêt à toute éventualité et qu'il continuerait à exploiter, avec Exxon-Mobil, les réserves des eaux territoriales de l'Essequibo.

👉 L'Essequibo est une région marécageuse, largement inhabitée. Elle est revendiquée à la fois par le Venezuela et le Guyana. Au XIX^e siècle, à l'époque de Simon Bolivar, elle était partie intégrante du Venezuela. Cependant, l'Empire britannique ne reconnut pas l'indépendance du Venezuela avec l'Essequibo. Le tribunal arbitral de Paris confirma, en 1899, la propriété de l'Empire britannique, mais l'avocat Severo Mallet Prevost rédigea une lettre expliquant comment Londres avait truqué l'arbitrage ; lettre qui ne fut publiée qu'après sa mort. En 1966, avant l'indépendance du Guyana britannique, un accord fut conclu à Genève, entre le Venezuela et l'Empire britannique. Il établissait un processus pour liquider le litige ; processus qui n'a pas été respecté par le Guyana indépendant.

Erratum

Dans certaines éditions de notre bulletin 64, nous avons écrit par erreur que l'ancien président de l'Équateur était Javier Correa, c'était Rafael Corre (2007-17).

Le Hezbollah libanais à nouveau mis en cause au Brésil

Lucas Passos Lima, un des trois hommes arrêtés par la Justice brésilienne pour avoir préparé des attentats antisémites, a effectué des repérages de ses cibles. Des vidéos ont été découvertes sur son téléphone portable et sur son ordinateur personnel. Il était employé par Mohamad Khir Abdulmajid, qu'Israël présente comme un membre du Hezbollah libanais.

EUROPE

Le pape François rappelle Isaac Herzog à l'ordre

Lors d'une conversation téléphonique avec le président israélien, Isaac Herzog, le pape François a dit, selon le *Washington Post* : « Il est interdit de répondre à la terreur par la terreur ». M. Herzog ayant fait valoir le droit d'Israël à se défendre, le pape lui a répondu que les

terroristes du massacre du 7 octobre devraient être tenus responsables, mais pas les civils de Gaza.

16,9 milliards de livres sterling de déficit dans le plan d'équipement des Armées britanniques

Selon le [National Audit Office \(NAO\)](#), le plan d'équipement pour 2033 des Forces armées britanniques accuse un déficit de 16,9 milliards de livres sterling. De nombreux équipements n'ont pas été entretenus au cours de la période précédente, particulièrement les blindés.

La France imagine des sanctions contre le Hamas

La France a décrété des sanctions au niveau national au commandant militaire du Hamas Mohammed Deif et à son adjoint, Marwan Issa, le 12 novembre. Elle en a pris d'autres, le 5 décembre contre Yahya Sinwar.

Aucune de ces trois personnes n'a d'avis en France ce qui rend cette décision sans objet.

L'enquête sur la corruption du parlement européen se poursuit

Selon *Politico*, l'enquête policière belge sur la corruption du Parlement européen a déjà permis d'identifier plus de 300 actions différentes au profit du Qatar, du Maroc et de la Mauritanie.

Les colons israéliens de Cisjordanie, interdits en Belgique

Alexander De Croo, Premier ministre belge, a annoncé qu'il refuserait l'entrée de son pays aux colons de Cisjordanie.

L'Italie se retire des « routes de la soie »

Giorgia Meloni, Première ministre italienne, a mis fin aux accords de participation aux « routes de la soie ». Ils avaient été signés, en 2019, par ses prédécesseurs du Mouvement 5 étoiles.

L'Italie était le seul État du G7 à s'être allié commercialement avec la Chine

La Saxe exige des immigrants qu'ils reconnaissent l'existence d'Israël pour être naturalisés

Tamara Zieschang, ministre de l'Intérieur de Saxe-Anhalt et membre du Parti chrétien-démocrate (CDU), a donné instruction pour que les candidats à la naturalisation allemande soient contraints de confirmer par écrit qu'ils « reconnaissent le droit d'Israël à exister et qu'ils condamnent tout effort dirigé contre l'existence de l'État israélien ».

Les États Baltes contre les Polonais

Les ambassadeurs de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie ont fait une démarche auprès de Varsovie contre le blocus d'un mois à la frontière polono-ukrainienne. Les camionneurs polonais entendent bloquer les importations illégales d'Ukraine.

La commission du contrôle budgétaire de l'UE pointe l'Ukraine et la Commission

La commission du contrôle budgétaire de l'UE a rendu son rapport annuel. Elle observe
1) que l'usage des fonds alloués à l'Ukraine n'est pas correctement surveillé, particulièrement les fonds de pré-adhésion ;
2) que les 6,3 milliards d'euros destinés à la Hongrie, qui ont été suspendus de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR), ne peuvent être versés par la Commission qu'après la mise en œuvre des mesures correctives requises. Or, elle envisage de les verser si la Budapest approuve l'aide en faveur de l'Ukraine.

Les États-Unis ne veulent plus que l'on évoque l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan

Selon Oleksiy Goncharenko, député d'Odessa, le secrétaire d'État US, Antony Blinken, a donné instruction aux États européens de ne plus évoquer une possible adhésion de l'Ukraine à l'Otan.

Le Renseignement militaire ukrainien assassine Illia Kyva à Moscou

Andriy Yussov, porte-parole du Renseignement militaire ukrainien, a déclaré : « Nous pouvons confirmer que Kyva a été liquidé. Un tel sort s'abattra sur d'autres traîtres de l'Ukraine, ainsi que les hommes de main du régime de Poutine (...) [C'était] l'un des plus grands salauds, traîtres et collaborateurs (...) Sa mort n'est que] « justice ».

Illia Kyva était un parlementaire ukrainien qui a fui son pays avant l'opération spéciale russe et s'est réfugié à Moscou. Son corps a été découvert dans un parc d'Odintsovo, la banlieue chic de la capitale russe.

Vladimir Poutine aux Émirats et en Arabie saoudite

Le président russe, Vladimir Poutine, a commencé un voyage officiel aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite. Abou Dhabi est le premier partenaire commercial arabe de la Russie. Les Émirats et l'Arabie saoudite viennent de rejoindre les BRICS.

AFRIQUE

L'Égypte rejette le plan de l'UE pour Gaza

Lors de la réunion des 43 ministres des Affaires étrangères de l'Union pour la Méditerranée à Barcelone, le ministre égyptien, Sameh Shoukry, a confirmé que son pays rejetait tout projet de déplacement de la population de Gaza. L'UE avait proposé d'installer provisoirement les 2 millions de Gazaouites dans un immense camp de réfugié en Égypte, puis de les disperser dans le monde.

Remise en cause de la migration vers l'Europe

Un mouvement se dessine au Maghreb remettant en cause la migration vers l'Europe. Les populations nord-africaines, constatant le soutien des Européens au massacre de Gaza,

remettent en question la sincérité de la culture européenne.

Les Frères musulmans au centre de la guerre civile soudanaise

Au Soudan, le conflit entre le général Abdel Fattah al-Burhan et le « général » Mohamed Hamdan Dogolo (dit « Hemeti ») se cristallise autour des islamistes qui se sont échappés des prisons à la faveur de la guerre civile. Le général Abdel Fattah al-Burhan refuse d'arrêter ces anciens collaborateurs d'Omar el-Beshir. Ce dernier était un dissident de la Confrérie des Frères musulmans.

Le Niger rompt avec l'UE

Le ministère nigérien des Affaires étrangères a dénoncé l'accord passé par son pays avec l'Union européenne relatif à la mission civile européenne « EUCAP Sahel Niger », active depuis 2012.

Le Burkina Faso interdit le quotidien français *Le Monde*

Le gouvernement de transition du Burkina Faso a suspendu la diffusion du quotidien français *Le Monde* après que celui-ci ait rendu compte de l'attaque terroriste de Djibo.

Jean-Emmanuel Ouedraogo, porte-parole du gouvernement, a déclaré : « Dans un exercice d'équilibre intellectuel, le journal tente de renvoyer dos à dos l'État burkinabè et les hordes de terroristes qui ont attaqué Djibo le 26 novembre dernier, mais cache mal son penchant pour ces hommes sans foi ni loi qui violent, pillent et tuent d'innocentes populations en légitimant le discours et la propagande terroristes (...) Contrairement à ce qu'affirme de façon péremptoire le journal *Le Monde*, jamais le gouvernement burkinabè ne s'est enfermé dans une logique de propagande dans la guerre que nous menons contre le terrorisme. Bien au contraire il s'est toujours fait le devoir de tenir un langage de vérité aux populations sur la conduite de la lutte contre le terrorisme, et sa communication sur les événements de Djibo n'a

pas dérogé à cette règle d'éthique de la gouvernance »

ASIE

Benjamin Netanyahu énonce ses objectifs pour Gaza

Le cabinet de Benjamin Netanyahu a communiqué : « L'organisation terroriste Hamas-Daesh a violé l'accord ; elle n'a pas été à la hauteur de son engagement de libérer toutes les femmes enlevées aujourd'hui et a lancé des roquettes sur les citoyens israéliens (...) Avec le retour aux combats, nous soulignons : le gouvernement israélien est déterminé à atteindre les objectifs de la guerre :

- (1) libérer nos personnes enlevées,
- (2) éliminer le Hamas et
- (3) garantir que Gaza ne représentera plus jamais de menace pour les habitants d'Israël ».

☞ Le point n°3 (« garantir que Gaza ne représentera plus jamais de menace pour les habitants d'Israël ») est l'expression politiquement correcte pour désigner l'expulsion de la population gazaouie de sa terre ancestrale.

Benjamin Netanyahu promet qu'il n'y aura jamais d'État palestinien

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a déclaré : « Moi seul [Netanyahu] peux empêcher la création d'un État palestinien à Gaza, en Judée ou en Samarie » : « Je ne le permettrai pas ». « Il n'y en [un État palestinien] aura jamais ». « Moi seul peux gérer les relations avec Biden. Moi seul sais comment gérer la psyché américaine ».

Le 2 octobre, des initiés ont parié sur une baisse de l'économie israélienne

Selon une étude de Jackson, Jr., Robert J. et Mitts, Joshua, intitulée *Trading on Terror ?*, des investisseurs non-identifiés ont parié à Wall Street sur un effondrement des actions israélienne à court terme, le mois précédant l'attaque de la Résistance palestinienne.

MSCI gère des Fonds négociés en bourse (*Exchange-traded fund*). L'un d'entre eux suit l'ensemble des sociétés israéliennes. Il est possible de parier à la hausse ou à la baisse. 5 jours avant l'attaque, 227 000 paris à la baisse sur les actions à court terme ont été enregistrés contre quelques milliers par jour habituellement.

Durant les 20 jours qui ont suivi l'attaque ces actions ont perdu en moyenne 17,5 % de leurs valeurs. Une activité de moindre importance a eu lieu le 3 avril, date du limogeage du ministre de la Défense Yoav Gallant. Pourtant, à ce moment-là, le grand public ignorait qu'il avait été révoqué pour avoir alerté ses collègues ministres d'une prochaine attaque du Hamas.

Les investisseurs qui ont donc gagné une fortune, le 7 octobre, sont nécessairement proches des organisateurs de l'attaque.

Un phénomène identique avait été observé lors des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis : des investisseurs avaient parié sur l'effondrement des compagnies d'aviation concernées par les attentats et du gestionnaire du World Trade Center. L'U.S. Securities and Exchange Commission les avait identifiés, mais n'avait pas divulgué leurs noms ni engagé de poursuites.

Le *New York Times* cherche à démontrer que Netanyahu et le Hamas ne sont pas complices

Selon le *New York Times*, Israël disposait depuis un an d'un rapport de 40 pages sur l'attaque que le Hamas préparait. Ce document a largement circulé parmi les officiers supérieurs.

Selon *Haaretz*, le général Amit Saar, chef du département de Recherche du Renseignement militaire des FDI, avait écrit le 19 mars et le 16 juillet au Premier ministre, pour le mettre en garde contre une attaque du Hamas en préparation.

Selon la presse israélienne, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a renvoyé son ministre de la Défense, Yoav Gallant, en juillet parce qu'il

avait mis en garde le gouvernement contre la « tempête parfaite », préparée par le Hamas. Il l'a finalement réintégré.

Selon le *Corriere della Sera*, le colonel Yigal Carmon, directeur du Memri, a personnellement mis en garde son ami Benjamin Netanyahu contre une attaque majeure du Hamas.

Selon la presse égyptienne, le général Kamel Abbas, ministre du Renseignement, a personnellement téléphoné à Benjamin Netanyahu, quelques semaines avant l'attaque, pour l'avertir que le Hamas allait passer à l'action.

La presse cherche désormais à expliquer pourquoi les dirigeants israéliens n'ont pas tenu compte de ces avertissements. Il s'agit par tous les moyens de discréditer l'hypothèse d'une complicité du Premier ministre et du Hamas.

Les carnets des assaillants du 7 octobre

Les Forces de défense israéliennes (FDI) ont saisi et étudié les carnets des attaquants du 7 octobre. Il apparaît que l'opération avait été planifiée très en avance. Certains des assaillants disposaient d'une carte d'une base militaire israélienne, plus précise que celle utilisée par les FDI.

Concernant les prises d'otages, les instructions sont de « tuer ceux qui causent des problèmes et quiconque tente de s'échapper ».

Chronologie de la nuit du 6 au 7 octobre

Dans la nuit du 6 au 7 octobre, l'alerte a été donnée aux FDI d'une possible attaque de la Résistance palestinienne.

Une première réunion téléphonique a eu lieu à l'approche de minuit et comprenait des personnalités de haut rang du district Sud du service de Sécurité du Shin Bet et de l'armée : Oded Basyuk, chef de la branche des opérations des FDI, le général Yaron Finkleman, chef du Commandement du Sud et d'autres officiers supérieurs. Le chef d'état-major, Herzl Halevi, a

Thierry Meyssan et le Courrier des stratégies

Thierry Meyssan a été interrogé par le [Courrier des Stratèges](#) (entretien en français uniquement) sur la responsabilité de Benjamin Netanyahu dans l'attaque contre son propre pays, le 7 octobre. Il dresse le bilan de la guerre israélienne contre la population civile de Gaza.

été informé des avertissements et des consultations d'urgence.

Une seconde réunion, à laquelle participait Ronen Bar, le chef du Shin Bet, a eu lieu vers 3 heures du matin. Le commandant de la brigade du Nord de la division de Gaza, le colonel Haim Cohen, qui a signé, le 5 octobre, l'autorisation de la rave-party Nova, était au courant des avertissements et a eu connaissance de ces réunions.

Cependant les autorités se sont ralliées aux dires du Shin Bet, selon qui les déplacements du Hamas n'étaient que des exercices. Les organisateurs de la rave-party n'ont donc pas été informés.

L'attaque a eu lieu vers 6 h 30 du matin. Les organisateurs de la rave-party ont alors tenté de joindre la brigade nord qui était responsable de leur sécurité, mais celle-ci avait été démobilisée pour célébrer une fête juive. L'officier de permanence leur a dit [de se débrouiller tous seuls](#).

Une troisième réunion s'est tenue le 7 octobre à 8 h du matin au siège du Shin Bet. Tous les responsables des services de sécurité y étaient conviés. Les débats devaient porter sur le rapport de la CIA du 5 octobre.

L'attaque de la résistance palestinienne s'est poursuivie.

Les responsables des services de sécurité n'ont quitté leur réunion qu'à 11 h. La contre-attaque israélienne a alors débuté.

De hauts militaires constatent la défaite

Le général Israel Ziv, figure populaire de l'initiative individuelle, a déclaré : « Je crois que maintenant, si le Hamas réussit à arrêter la guerre, il en sortira vainqueur (...) Les développements du 7 octobre dans le monde arabe, le Hezbollah et l'axe iranien sont considérés comme des réalisations très importantes (...) Le Hamas a également préservé son pouvoir. Son commandement central existe toujours et maintient toujours la majorité kidnappée, cela signifie que le Hamas a remporté la victoire ».

Le général Yossi Kuperwasser, ancien responsable de la Recherche au sein du Renseignement militaire, a repris les propos de son collègue à la BBC. En outre, il a déclaré : « C'est un échec scandaleux ; Toutes les agences de Renseignement israéliennes ont échoué ; Elles ont tellement sous-estimé le Hamas qu'elles n'ont pas du tout prêté attention aux rapports des services de renseignement à ce sujet ».

Bezalel Smotrich veut continuer la guerre jusqu'au bout

Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances, a déclaré : « Nous sommes très heureux pour le retour des otages libérés, mais maintenant l'idée d'une trêve a fait son chemin. Convenir d'arrêter [la guerre] davantage serait une terrible erreur qui ne fait que traduire de la faiblesse (...) Nous devons rompre tous les liens et négociations avec le Hamas et les médiateurs et ne regarder l'ennemi que par la lunette d'un fusil ».

La « guerre totale » d'Israël

Selon *+972 Magazine*, Les Forces de Défense israéliennes (FDI) recourent à des logiciels d'intelligence artificielle (AI) pour planifier leurs bombardements.

Ceux-ci sont capables de désigner plus de 500 cibles par jour au lieu de la centaine désignée par l'état-major. Les logiciels évaluent le nombre de victimes collatérales. En 2021, elles ne

devaient pas dépasser 10 civils. Aujourd'hui, elles sont illimitées.

La totalité des cibles militaires a été détruite dès les premiers jours de la guerre. Il s'agit aujourd'hui de détruire l'infrastructure civile pour pousser les Palestiniens à se révolter contre le Hamas.

Ce système a été conçu pour une « guerre totale ».

Thierry Meyssan sur TV-ADP

Thierry Meyssan a été invité par [TV-ADP](#) pour dresser un bilan des événements à Gaza (entretien en français uniquement). Il explique la complicité du Hamas et de Benjamin Netanyahu dans une opération qui vise uniquement à empêcher la solution à deux États. Pour la première fois, un massacre a lieu en direct sur les réseaux sociaux. Il s'ensuit qu'il aura des répercussions à long terme. L'Occident, qui soutient ce crime, a déjà perdu la considération dont il jouissait. Attention : ce génocide n'a rien à voir avec le contexte régional. Ce n'est qu'un épisode de la « guerre sans fin ». Si, à notre niveau, il est trop tard pour faire cesser ce massacre, nous pouvons, et nous devons, prendre nos distances avec ceux qui le commettent pour ne pas être complices de leur prochain crime.

Les dégâts de la « guerre totale »

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) (bulletin du 29 novembre) :

- 15 000 Palestiniens ont été tués, dont 41 % d'enfants ;
- Les corps de 2 700 Palestiniens ensevelis sous des décombres n'ont pas été retrouvés ;
- 1,8 million de Palestiniens ont été déplacés.

Yaïr Lapin demande le renvoi de Benjamin Netanyahu

Yaïr Lapin, chef de l'opposition, a déclaré lors d'un meeting « le moment est venu pour celui sans lequel la plus grande calamité dans l'histoire d'Israël s'est produite, de nous laisser

tranquilles », ajoutant que « ceux qui échouent comme cela ne peuvent pas continuer ».

Le Procès de Benjamin Netanyahu a repris

Le procès pénal de Benjamin Netanyahu (74 ans) a repris. Il accusé d'avoir reçu de la part de richissimes personnalités de grandes quantités de cadeaux pour environ 700 000 shekels (environ 176 000 euros). Ces pots-de-vin ont pris la forme de cigares, de bouteilles de champagne et de bijoux distribués entre 2007 et 2016.

Est-il possible de manifester contre la guerre ?

Le président de la Haute Commission arabe de surveillance, Mohammed Barakeh, a demandé à la Haute Cour d'Israël de s'opposer aux interdictions de manifester son opposition à la guerre.

Israël convoque l'ambassadeur d'Espagne pour lui signifier des remontrances

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu a donné instruction pour que son ministre des Affaires étrangères convoque l'ambassadeur d'Espagne afin de lui signifier le caractère intolérable des propos de Pedro Sánchez.

Le Premier ministre espagnol a déclaré, lors d'une interview : « Les images que nous voyons et le nombre croissant d'enfants qui meurent suscitent des doutes sérieux sur la conformité d'Israël au Droit international humanitaire » et « Ce que nous voyons à Gaza n'est pas acceptable ».

L'ambassadeur de Belgique a déjà fait l'objet d'une remontrance.

Certains kibboutz refusent de discuter avec Benjamin Netanyahu

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a rencontré les chefs de plusieurs des communautés frontalières de Gaza. Ont

participé à la réunion une quinzaine de représentants de la ville méridionale de Sderot et des kibboutz de Saad, Alumim, zikim, Karmia, Yad Mordechai, Netiv HaAsara et Mefalsim. Toutefois, les représentants des kibboutz de Kfar Azza, Be'eri, Nir Oz, Nahal Oz, Re'im, Or Hanar, Ein Hashlosha et Kerem Shalom ont refusé de participer à la réunion.

Benjamin Netanyahu négocie la délivrance de médicaments aux otages

Benyamin Nétanyahou, Premier ministre israélien, s'est entretenu avec Miriana Spoljaric, présidente de la Croix-Rouge internationale. Il lui a demandé de faire pression sur le Qatar pour obtenir un droit de visite des otages et leur délivrer des médicaments.

Facebook et Instagram ferment des comptes à la demande d'Israël

Le Bureau du procureur général d'Israël a sollicité les groupes Meta (Facebook et Instagram) de Mark Zuckerberg et TikTok de Shou Zi Chew afin qu'ils suppriment des posts et des comptes pro-Palestiniens. Selon la chercheuse numérique Mona Shttayeh, interrogée par Al-Jazeera, il aurait obtenu gain de cause dans 94 % des cas.

Isaac Herzog rencontre cheick Tamim bin Hamad Al-Thani

Le président israélien, Isaac Herzog, et l'émir du Qatar, cheick Tamim bin Hamad Al-Thani, se sont serrés la main et ont tenu des discussions lors de la COP28 aux Émirats arabes unis.

Les Israéliens peuvent moins voyager

Le cabinet national de sécurité israélien a mis en garde ses citoyens face aux risques qu'ils encourent en voyageant.

- Niveau 2 - en Allemagne, en France, au Royaume-Uni, en Australie, en Russie, au Brésil et en Argentine.

- Niveau 3 - en Afrique du Sud et en Érythrée, au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Ouzbékistan et au Turkménistan.
- Niveau 4 - pays arabes, Türkiye et Iran, Indonésie.

L'Autorité palestinienne menacée

Mohammad Shtayyeh, Premier ministre palestinien, a déclaré devant son gouvernement que l'attaque du 7 octobre avait été autorisée par les États-Unis pour placer une « Autorité palestinienne renouvelée » à la tête du pays. Il a explicité sa pensée, en disant : « Le Premier Ministre du gouvernement d'occupation considère l'OLP, l'Autorité et le Gouvernement comme des symboles du patriotisme palestinien, de l'État, de l'unité du discours politique et de l'unité des territoires palestiniens. C'est pourquoi il nous combat quotidiennement ».

Par la suite, il a déclaré : « [Les Israéliens] cherchent à saper l'Autorité. Ils essaient de s'en débarrasser en Cisjordanie, pas seulement à Gaza. Regardez comment Netanyahu traite l'idée d'une Autorité palestinienne à Gaza. Il rejette tout Palestinien là-bas et dit que la création de l'autorité a été une erreur ».

Création des « Jeunes du Déluge d'al-Aqsa »

Le Hamas a annoncé la création des « Les jeunes du Déluge d'al-Aqsa », non pas en Israël, mais au Liban. La classe politique libanaise au grand complet a condamné la démarche. Le Hamas a alors clarifié sa position en indiquant qu'il s'agissait d'un groupe politique et non pas d'une milice.

☞ Dans les années 89, le Fatah avait pour slogan : « La route de Jérusalem passe par Jounié ». C'est une des causes de la guerre civile.

Israël attaque l'armée libanaise

En violation de la résolution 1701, les Forces de Défense israéliennes ont attaqué un poste militaire au Liban-Sud, tuant un soldat et en blessant trois autres.

Depuis le 7 octobre, les combats ont fait 110 morts au Liban, principalement des miliciens du Hezbollah, mais aussi 14 civils et 3 journalistes. De son côté, Israël déclare avoir perdu 6 soldats et 3 civils.

Le Liban a déposé une plainte contre Israël aux Nations unies.

Riad Salamé voyage sans encombre

Selon l'avocat Hassan Bazzi, l'ancien gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé, aurait effectué un voyage dans un Etat arabe, le mois dernier. Bien que sous le coup de deux mandats d'arrêts internationaux d'Interpol, M Salamé aurait pris un avion à l'aéroport de Beyrouth, sans passer par les files de sécurité. Il aurait cependant montré ses bagages aux douanes, contenant des objets précieux.

Une enquête judiciaire a été ouverte.

La République arabe syrienne pourra utiliser les biens confisqués

Le Parlement syrien s'apprête à adopter une loi précisant les conditions d'utilisation par l'État des biens confisqués.

On ignore souvent si le propriétaire d'un bien est toujours en vie ou s'il est mort pendant la guerre. Aussi l'État a-t-il été autorisé à confisquer les biens inoccupés et non-revendiqués.

Ces dispositions sont contestées par des Syriens, réfugiés à l'étranger et qui n'osent pas se rendre dans les ambassades et consulats pour revendiquer les biens dont ils sont propriétaires.

Les Syriens se révoltent contre les occupants US et leurs mercenaires kurdes

Les tribus arabes syriennes se sont soulevées, au Nord de la Syrie, contre les Forces démocratiques syriennes, c'est-à-dire contre les mercenaires kurdes, et contre les Forces

d'occupation états-uniennes. Des unités de Daesh se sont mêlées aux combats.

La Jordanie pourrait rompre son accord gazier avec Israël

Le Parlement jordanien a commencé à passer en revue les 13 accords liant le Royaume et Israël.

Le gouvernement de Bisher Al-Khasawneh s'est aménagé une solution en cas de rupture de ses accords gaziers avec Israël. Il pourrait avoir recours à une société jordanienne qui commence à y creuser des puits. En outre l'Arabie saoudite pourrait aider à sécuriser ses puits exploités à la frontière.

Bombardement ciblé du Pentagone en Iraq

Les frappes états-uniennes en Iraq n'avaient pas pour but de tuer, mais plutôt de faire passer un message au gouvernement de Mohammed Chi al-Soudani : vous êtes responsables de vos milices. Le Pentagone a détruit un atelier de fabrication de drones du Hezbollah iraquien.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Les incohérences du 7 octobre \(II\). Le Qatar, les Frères musulmans, le Hamas et Israël](#) », par Thierry Meyssan

Contrairement à la manière dont on présenté le Qatar, l'émirat n'est pas un négociateur neutre dans l'affaire des otages de l'opération Déluge d'Al-Aqsa. Une bévue de sa ministre, Lolwah Al-Khater, venue suivre les négociations à Tel-Aviv, montre, au contraire, que Doha exerce une autorité sur le Hamas. Les nouveaux membres du cabinet de guerre israélien ont découvert avec surprise que le Qatar avait participé au complot de Benjamin Netanyahu pour préparer l'attaque contre Israël, le 7 octobre 2023.

Le front de la mer Rouge

Ansar Allah (appelé péjorativement par les Occidentaux « Houthis » du nom de leur chef) a

revendiqué les attaques des navires *Unit Explorer* et *Number Nine* dans le détroit de Bab el-Mandeb

Le CentCom a communiqué qu'il avait « toutes les raisons de croire que ces attaques, lancées par les "Houthis" au Yémen, sont pleinement rendues possibles par l'Iran. Les États-Unis examineront toutes les réponses appropriées en pleine coordination avec leurs alliés et partenaires internationaux ».

Le destroyer *USS Carney*, venu les protéger, a été la cible de missiles. Selon le CentCom, ils ont été abattus. Mais selon des sources locales, l'un des missiles a touché le navire de l'US Navy.

Le général Yahya Saree, porte-parole de l'armée yéménite, n'a pas évoqué que deux navires commerciaux pour confirmer qu'ils avaient été touchés. Mais selon les agences anglo-saxonnes, ils étaient trois, plus le navire de guerre US.

☞ Il est peu probable que l'*USS Carney* ait été touché car il dispose d'un matériel électronique de détection et de protection très performant. Cependant, si c'était arrivé, cela devrait provoquer une riposte massive des États-Unis contre Ansar Allah au risque d'enflammer tout le Moyen-Orient.

Jacob « Jake » Sullivan, conseiller à la sécurité nationale US, a demandé aux partenaires des États-Unis dans la région de constituer une force multinationale afin de protéger les navires israéliens.

Amir Saeid Iravani, représentant de la République islamique aux Nations unies, a assuré que l'Iran n'avait aucune implication dans ces attaques.

Le département d'État US a désigné Tim Lenderking, déjà envoyé spécial au Yémen, pour négocier avec les États de la région un renforcement des mesures de sécurité en mer Rouge.

Washington et Téhéran ont discuté, via l'ancien chef de la Sécurité libanaise, le général Abbas Ibrahim. Les États-Unis ont demandé à l'Iran

de faire pression sur les « Houthis » pour qu'ils cessent leurs attaques. L'Iran a répondu qu'il ne peut rien exiger d'Ansar Allah et a invité Washington à faire pression sur Tel-Aviv pour cesser le massacre à Gaza.

L'ancien président Ali Abdullah Saleh avait l'habitude de dire que « quiconque a les clés de Bab el-Mandeb et d'Hormuz n'a pas besoin d'une bombe nucléaire... ».

Pour Recep Tayyip Erdoğan, l'Occident a donné un permis de tuer au "boucher de Gaza"

Recep Tayyip Erdoğan, président de la Türkiye, a déclaré devant le Comité permanent de la coopération économique et commerciale de l'Organisation de la coopération islamique (COMCEC) : « Il nous incombe à tous, en tant que monde islamique, de ne pas céder ne serait-ce qu'un pouce du territoire de Gaza à l'occupant israélien (...) Nous devons le faire non seulement pour nos frères et sœurs de Gaza et palestiniens, mais aussi pour notre propre sécurité, notre propre intégrité territoriale. Nous savons très bien que ceux qui occupent Gaza aujourd'hui se tourneront vers d'autres endroits demain avec les délires de terres promises. À tel point qu'ils ne ressentent même plus le besoin de dissimuler leur intention. Nétanyahou, le boucher de Gaza, a personnellement révélé devant les caméras que la question n'était pas Gaza ou Ramallah, mais qu'il poursuivait des objectifs expansionnistes. Par conséquent, défendre Gaza et la Palestine aujourd'hui signifie défendre Al Qods, La Mecque, Médine, Istanbul, Damas, Beyrouth, Bagdad et d'autres villes islamiques ».

« Les nations occidentales qui soutiennent l'État hébreu lui accordent "un soutien inconditionnel pour tuer des bébés" et sont complices de ses crimes. Au-delà d'être un criminel de guerre, Nétanyahou, sera jugé en tant que boucher de Gaza ».

La Türkiye ne laissera pas assassiner de Palestiniens sur son sol

Les autorités turques ont mis en garde leurs homologues israéliens contre toute opération de leurs services de Renseignement sur le territoire turc.

Ronen Bar, directeur du Mossad, avait annoncé à la radio qu'il se prépare à faire assassiner les responsables du Hamas au Liban, au Qatar et en Türkiye.

La Türkiye reconnaît soutenir financièrement le Hamas

Brian Nelson, sous-secrétaire US au Trésor chargé du Terrorisme et du Renseignement financier, a mis en cause le soutien de la Türkiye au Hamas.

Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, lui rappelé que Washington n'ignorait pas que la Turquie, à l'inverse des États-Unis, ne considérerait pas le Hamas comme une organisation terroriste, mais comme un mouvement de libération. « Tout d'abord, le Hamas est une réalité en Palestine, c'est un parti politique là-bas, qui s'est présenté aux élections en tant que parti politique et les a gagnées », a-t-il déclaré dans un texte publié par ses services.

« Je suis certain que nos interlocuteurs reconnaissent les efforts constants et équilibrés de la politique étrangère de la Turquie dans de tels crises humanitaires et conflits »

Ebrahim Raïssi annule sa participation à la COP28

Le président iranien, Ebrahim Raïssi, ne participera pas à la COP28 en raison de la présence de son homologue israélien, Isaac Herzog.

Les Philippines relancent le conflit du banc Second Thomas

Après que l'*USS Gabrielle Giffords* se soit positionné, le gouvernement des philippines a

autorisé une centaine de bateaux civils à former une caravane pour soutenir ses marins basés au banc Second Thomas.

☞ Les Philippines occupent le banc Second Thomas ; un atoll des îles Spratleys. Celles-ci sont revendiquées par Brunei, la Chine, la Malaisie, les Philippines, et le Vietnam. Cependant cet atoll n'est revendiqué que par la Chine et les Philippines. En 1999, le *BRP Sierra Madre*, un navire de la marine philippine, a été volontairement échoué sur le banc. Il sert aujourd'hui de base militaire à une douzaine d'hommes.

La Corée du Sud lance un satellite espion

SpaceX a lancé pour la Corée du Sud son premier satellite espion. Il répond au premier satellite espion Nord-Coréen.

La Chine est capable de détruire le système de communication des armées US

Selon Bill Gertz du *Washington Times*, l'Université chinoise de Technologie de Défense a rendu public un rapport sur les opérations militaires dans l'espace proche. Il indique que l'Armée populaire de Libération est désormais en capacité de tirer des missiles hypersoniques contre des cibles fortement protégées, notamment contre des équipements de communication d'un adversaire. L'APL exploite également « un grand nombre » de ballons espions, de véhicules aériens sans pilote à énergie solaire et d'autres équipements de soutien.

Le secrétariat US à la Défense tente d'éclaircir les normes juridiques internationales qui s'appliquent aux différents satellites selon la hauteur de leur orbite.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

António Guterres saisit le Conseil de Sécurité

Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a saisi le Conseil de Sécurité en application de l'article 99 de la Charte des Nations unies.

Selon lui, la situation « pourrait aggraver les menaces existantes pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales (...) Plus de huit semaines d'hostilités à Gaza et en Israël ont créé des souffrances humaines effroyables, des destructions physiques et des traumatismes collectifs à travers le territoire israélien et le territoire palestinien occupé (...) [on doit s'attendre à ce] que l'ordre public s'effondre complètement rapidement en raison des conditions désespérées (...) [Il existe en outre] un risque grave d'effondrement de l'aide humanitaire (...) La situation se détériore rapidement en catastrophe avec des conséquences potentiellement irréversibles pour l'ensemble des Palestiniens et pour la paix et la sécurité dans la région ».

Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, et Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, lui ont apporté leur soutien.

Le Conseil de sécurité examine l'enquête sur les crimes de Daesh

Christian Ritscher, assistant du secrétaire général des Nations unies et ancien procureur de la République fédérale d'Allemagne, a présenté son rapport sur les crimes de Daesh au Conseil de Sécurité. Il a exprimé ses doutes quant à la possibilité de finaliser dans le délai fixé (moins de 10 mois) certains des travaux d'investigation, notamment ceux portant sur les crimes commis à Mossoul, la destruction du patrimoine culturel, le pillage du pétrole et d'autres ressources naturelles en Iraq, l'intention

génocidaire de Daech à l'encontre de la communauté chiïte et des rapatriés de Hol.

Le représentant iraquien s'est inquiété que les nombreuses preuves collectées par l'équipe de M. Ritscher n'aient pas été transmises à son gouvernement.

La représentante russe, MariaZabolotskaya, s'est publiquement demandée à quoi ces éléments secrets servent-ils ?

☞ L'enquête des Nations unies dure depuis 7 ans déjà. Le fait que les éléments collectés n'aient pas été transmis au gouvernement iraquien l'a empêché d'arrêter et de juger lui-même des terroristes. En outre, cette manière de procéder a donné l'indication à Daesh que ses crimes resteraient impunis. Surtout, connaissant les accusations de la Russie devant le Conseil contre la Türkiye et celles de la Syrie et de l'Iraq vis-à-vis de l'Otan, cette enquête sans fin donne l'impression que les Nations unies ne veulent pas savoir la vérité.

La Russie ne participe plus à la direction de l'OMI

L'Assemblée générale de l'Organisation maritime internationale n'a pas réélu la Russie à son bureau directeur. Elle y siégeait sans discontinuer depuis 40 ans.

La Cour pénale internationale enquête sur les attaques terroristes du 7 octobre

Le procureur général de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, se rendra en Israël à l'invitation des survivants et des familles des victimes des attentats du 7 octobre

La phrase qui fait polémique

Sultan al-Jaber, président de la COP28 a déclaré : « Aucune étude scientifique, aucun scénario, ne dit que la sortie des énergies fossiles nous permettra d'atteindre 1,5°C [de baisse de la température mondiale] ».

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°66 - 15 décembre 2023

ÉDITORIAL

Le Front de la mer Rouge

Les attaques d'Ansar Allah contre les navires dans le détroit de Ban el-Mandeb se multiplient. Elles ne touchent plus seulement des navires d'armateurs israéliens, mais aussi d'autres faisant escale en Israël. Ces attaques ont des répercussions directes sur Israël dont l'économie ne fonctionne plus, tous ses travailleurs ayant été mobilisés au front de Gaza. Tel Aviv importe désormais la totalité de ce qu'il consomme. La fermeture pour lui du détroit le contraint à transporter ses importations par d'autres voies, beaucoup plus coûteuses. En outre, les primes d'assurances s'envolent pour tout bateau israélien ou faisant escale en Israël.

Pour sécuriser leur allié israélien, les États-Unis ont donc adopté une nouvelle stratégie. Timothy A. Lenderking, l'envoyé spécial du président Biden pour le Yémen, a commencé à réveiller les milices créées par les Émirats arabes unis durant la guerre dans laquelle l'Arabie saoudite était l'alliée d'Israël. Mais les alliances ont changé. Le Conseil de transition devrait proclamer un État indépendant, confirmant la partition du pays. Washington entend faire le plus de mal possible à Ansar Allah (appelé péjorativement « Houthis » par les Occidentaux) et, à terme, le contraindre à abandonner ses actions dans le détroit de Bab el-Mandeb.

Simultanément « Tim » Lenderking consulte ses alliés dans la région pour voir quelles mesures coercitives unilatérales (décrites abusivement comme des « sanctions » par la propagande US) sont possibles et quelle coordination militaire peut-être organisée.

D'ores et déjà, la frégate française multi-missions (FREMM) *Languedoc*, qui s'est portée au secours du *Strinda*, pétrolier de la société norvégienne Mownickels, se dirigeant de la Malaisie vers Israël et l'Italie, a été attaqué par Ansar Allah. Elle a dû abattre deux de ses missiles sol-mer.

Ansar Allah, qui a été formé idéologiquement durant des années par l'Iran, dispose de sa propre logique. Contrairement à ce que pensent les Occidentaux, il fixe ses objectifs de son propre chef, bien qu'il soit dépendant de Téhéran pour son armement. Actuellement, il envisage d'envoyer massivement des combattants à Gaza.

AMÉRIQUES

Les États-Unis se chauffent à l'uranium russe

Les États-Unis ont augmenté leur importation d'uranium russe en octobre, atteignant 43,25 tonnes.

Selon l'agence d'information de l'énergie (EIA), il y a aux États-Unis 54 centrales nucléaires et 93 réacteurs en fonctionnement, ce qui en fait le plus grand parc nucléaire au monde.

Le cinquième de l'électricité produite aux USA est d'origine nucléaire.

Malgré le conflit ukrainien, Washington n'a jamais pris de sanctions contre les exportations d'uranium russe.

Le Congrès contre l'influence de NewsGuard

Le projet de loi de financement du département de la défense pour 2024 comporte une disposition appelant le secrétaire à la Défense à garantir que toutes les agences de publicité qui passent un contrat avec son secrétariat ne « placent pas de publicités dans des sources d'information sur la base de préférences ou de préjugés politiques personnels ou institutionnels, ou de déterminations de désinformation ». Il exige également que le secrétariat à la Défense informe le Congrès chaque fois qu'une agence de publicité emploie NewsGuard, Global Disinformation Index, ou des services similaires.

NewsGuard a également été critiqué par Elon Musk, dont le réseau social X a émis un avertissement concernant le service de notation de l'actualité en novembre.

NewsGuard est une société privée, employant de nombreux anciens responsables du Renseignement US. Elle est financée par le Français Publicis et l'États-unien Knight Foundation (VAI 63).

La vision du conflit en Palestine des États-Uniens

Selon un sondage du *Wall Street Journal*,

- 55 % des États-Uniens pensent qu'Israël « prend les actions militaires nécessaires pour se défendre et prévenir une nouvelle attaque du Hamas ».
- 25 % considèrent l'action militaire israélienne comme « disproportionnée et allant trop loin ».

Par ailleurs,

- 42 % des personnes interrogées ont exprimé plus de sympathie à l'égard du peuple israélien
- 12 % à l'égard du peuple palestinien
- 33 % aux deux parties de manière égale.

La Maison-Blanche inquiète de l'éventuel usage de phosphore blanc par Israël

John Kirby, porte-parole de la Maison-Blanche, a indiqué que les États-Unis sont préoccupés par les informations selon lesquelles Israël utiliserait du phosphore blanc dans le sud du Liban. Ils cherchent de plus amples informations.

☞ De nombreux témoignages permettent d'affirmer que les FDI, en violation du droit humanitaire international, ont utilisé du phosphore blanc au Sud du Liban contre des populations civiles.

Aide d'urgence des communautés juives nord-américaines à Israël

The Jewish Federations of North America, qui représente plus de 350 communautés juives aux États-Unis et au Canada, a récolté plus de 700 millions de dollars pour Israël, depuis l'attaque du 7 octobre.

Boycott des marques soutenant Israël

Les principales multinationales états-uniennes impactées par la guerre à Gaza sont Starbucks et McDonald. La première a enregistré une perte de 12 milliards de dollars en trois semaines, tandis que la seconde a perdu 70 % de ses clients au Moyen-Orient.

Hunter Biden prochainement inculpé d'« outrage au Congrès »

La Chambre des Représentants votera une motion inculquant Hunter Biden pour « outrage au congrès ». Le fils du président Joe Biden a refusé de se rendre à une convocation pour une audition à huis-clos.

La Colombie remet en cause l'usage des médicaments anti-Covid non expérimentés, particulièrement ceux à ARN messenger

Le professeur [Guillermo Alfonso Jaramillo](#), ministre colombien de la Santé, a été auditionné par le sénat de son pays.

Il a longuement critiqué la diffusion des médicaments anti-Covid à ARN messenger (abusivement qualifiés de « vaccins »). Il a notamment déclaré : « Nous jouons avec la vie des Colombiens (...) Nous ne voulons pas faire partie d'une expérience (...) Tous les vaccins avec une nouvelle technologie [ARN messenger, pas le Sinovac chinois] sont venus ici sans autorisation. C'était une expérience. Tous les Colombiens vaccinés ont participé à la plus grande expérience qui ait été réalisée tout au long de l'histoire de l'humanité. Nous ne pouvons pas continuer à procéder à des expériences sur la population colombienne et encore moins sur la population autochtone, les Noirs, les plus pauvres du pays, les agriculteurs ».

Médiation vénézuélo-guyanaise

Les présidents du Venezuela, Nicolás Maduro, et du Guyana, Irfaan Ali, se rencontreront sous la houlette de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et de la Communauté des Caraïbes (Caricom), à l'initiative du président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva.

Par ailleurs, contrairement à ce que nous avons compris, l'arrêt conservatoire de la Cour internationale de Justice concernant l'Essequibo interdit aussi au Guyana de modifier le *statu quo*.

Exxon-Mobil peut donc continuer à construire des infrastructures *off shore*, mais pas à exploiter le pétrole de la région.

Echec des négociations UE-MercoSur

L'accord UE-MercoSur, discuté depuis deux décennies, n'a pas été signé. Le président argentin sortant, s'y opposant.

Le criminel Alberto Fujimori libéré

Presque exactement un an après que Dina Boluarte ait pris le pouvoir en tant que présidente du Pérou, la plus haute cour du pays a rendu un verdict longtemps recherché par la droite péruvienne : libérer l'ancien président Alberto Fujimori. Il était emprisonné depuis 2005 et condamné depuis 2007 pour avoir dirigé des escadrons de la mort dans les années 1990, lorsque son gouvernement était engagé dans une guerre contre le Sentier lumineux.

EUROPE

Boris Johnson envisageait de voler les doses d'AstraZeneca aux Pays-Bas

Selon le *Daily Mail*, le Premier ministre Boris Johnson avait demandé au MI6, en mars 2021, de monter une opération pour s'emparer des millions de doses du médicament anti-Covid (improprement appelé « vaccin ») de l'usine AstraZeneca de Leyde, aux Pays-Bas.

La Commission européenne avait bloqué l'autorisation de ce médicament tout en négociant avec son concurrent Pfizer.

Pfizer poursuit la Pologne

[Pfizer poursuit la Pologne](#) pour non-paiement de doses de médicaments à ARN messenger contre la Covid (improprement appelés « vaccins »). Le géant pharmaceutique exige 1,2 milliards de dollars.

☞ La Pologne a opposé une raison de force majeure au contrat signé pour les États-membres par la Commission européenne : les

désordres liés à la guerre en Ukraine. Elle estime avoir prévenu Pfizer en temps voulu pour ne pas avoir à prendre en charge ces dépenses qui lui ont été imposées et qu'elle n'a pas, elle-même, négociées.

Si Pfizer emporte ce procès, il pourrait se retourner contre neuf autres États-membres de l'UE qui n'ont pas pris en charge toutes les commandes de la Commission européenne.

La Hongrie interdit les aides financières étrangères en politique intérieure

Le Parlement hongrois a inscrit dans la Constitution la création d'un « Bureau pour la défense de la souveraineté ». Il sera placé « sous l'autorité d'un président nommé par le président de la République sur proposition du Premier ministre ». Il disposera « d'une autorité illimitée pour demander des données sensibles et des informations privées à quiconque, sans contrôle et sans recours juridique ».

Cette instance devra surveiller l'interdiction de percevoir des fonds étrangers pour toute activité politique.

La Hongrie lie le déblocage de ses subventions au soutien à l'Ukraine

Balázs Orbán, conseiller du Premier ministre hongrois Viktor Orbán (sans lien de parenté) et président du Mathias Corvinus Collegium, a annoncé que la Hongrie ne soutiendrait pas le plan de l'UE en faveur de l'Ukraine tant que les fonds qui sont destinés à Budapest ne lui auront pas été versés.

☞ La Commission européenne a bloqué 22 milliards d'euros du Fonds de cohésion, en raison de son incapacité à protéger l'État de droit, les libertés académiques et la communauté LGBTQ ; plus 6 milliards d'euros en raison de son insuffisante lutte contre la corruption ; plus 2,6 milliards d'euros, en raison d'allégations d'homophobie et de répression contre les demandeurs d'asile. Soit un total de 30,6 milliards d'euros.

La Commission européenne a en définitive accordé le déblocage de 10,2 milliards d'euros à la veille du sommet européen. Il en reste 20,4 bloqués.

L'UE divisée face au Hamas

Les ministres des Affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock, française, Catherine Colonna, et italien, Antonio Tajani, ont adressé une lettre au haut représentant de l'Union européenne (UE) pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell, demandant le renforcement des sanctions européennes envers le Hamas et ses partisans. Ils y écrivent : « L'adoption rapide d'un régime de sanctions nous permettrait d'envoyer un signal politique fort de l'engagement de l'Union européenne contre le Hamas et de sa solidarité avec Israël ».

« Cela implique un engagement européen plus fort à la fois pour lutter contre l'infrastructure et le soutien financier du Hamas, et pour isoler et délégitimer le Hamas au niveau international, qui ne représente en aucun cas les Palestiniens ou leurs aspirations légitimes »

Au contraire, les dirigeants irlandais, espagnol, maltais et belge ont plaidé en faveur d'une trêve durable à Gaza.

Le Parlement européen exige que la Chine respecte « l'ordre international fondé sur des règles »

Le Parlement européen a adopté une recommandation sur les relations de l'UE avec la Chine (P9_TA(2023)0469). Il préconise « d'exiger que la Chine respecte l'ordre international fondé sur des règles ».

☞ C'est bien là tout le problème : la Chine refuse les règles occidentales et n'accepte qu'un monde régit par le Droit international que les Occidentaux foulent aux pieds depuis trois quarts de siècle.

L'Ukraine à Davos

L'Ukraine organisera, le 14 janvier 2024, une réunion sur son plan de paix en 10 points, en Suisse, en prélude au Forum de Davos.

Russie et Danemark

L'ambassadeur du Danemark à Moscou, Jakob Henningsen, a été convoqué au ministère russe des Affaires étrangères à la suite de la parution d'un de ses articles dans le quotidien danois *Berlingske*. Il y relatait la prise « temporaire » du contrôle de 98,56 % des actions de la brasserie russe Baltika, appartenant à Carlsberg, par l'État russe en la qualifiant de « vol ».

Le ministère a rappelé l'intention de Carlsberg de quitter le marché russe, en mettant en faillite des entreprises russes et en retirant les bénéfices réalisés en Russie. « Les entrepreneurs qui ont décidé de poursuivre leurs activités dans notre pays bénéficient du soutien total des autorités russes »

AFRIQUE

L'Égypte se protège des Frères musulmans gazaouis

Les services de Renseignement égyptiens font une enquête approfondie avant d'autoriser le passage de la frontière de Rafah à tout double national palestinien-égyptien. Ils refusent toute entrée de Frères musulmans.

La Confrérie a donc lancé une campagne pour faire accroire que l'Égypte prenait conseil auprès du Mossad pour accorder ou refuser le droit de passage.

Simultanément la presse arabe rapporte de nombreux exemples de corruption. Le droit de passage pouvant monter jusqu'à plusieurs milliers de dollars.

Accord entre Khalifa Haftar et la Russie

Le maréchal Khalifa Haftar aurait négocié avec le ministre adjoint russe de la Défense, Iouous-

bek Evkourov, l'installation d'une base militaire russe en Libye. En échange, Moscou fournirait un appui militaire et de l'armement. Les deux hommes seraient parvenus à un accord, mais celui-ci doit encore être approuvé par le Parlement.

Alger accueille une réunion des auteurs de la plainte contre Benjamin Netanyahu devant la CPI

600 avocats et 150 ONG ont participé à la réunion organisée par Me Gilles Devers à Alger, pour débattre de leur plainte contre les dirigeants israéliens, devant la Cour pénale internationale (CPI), pour le génocide qu'ils pratiquent à Gaza.

Me Devers a souligné qu'une mise en examen des dirigeants israéliens entraînera automatiquement celle des dirigeants du Hamas.

Abdel Fattah al-Burhan s'aligne sur les Frères musulmans

Le général Abdel Fattah al-Burhan, commandant de l'armée soudanaise, a décidé d'expulser quinze diplomates émiriens de Khartoum. Il s'aligne de plus en plus visiblement sur les positions de son prédécesseur, le Frère Omar el-Bechir.

Au contraire, le « général » Mohamed Hamdan Dogolo (dit « Hemeti ») gouverne le Darfour en s'appuyant sur les Émirats arabes unis et en combattant la Confrérie des Frères musulmans.

Le Burkina Faso se prépare à abandonner le français comme langue officielle

Le gouvernement du Burkina Faso a adopté un [projet](#) de révision de la Constitution du pays, visant à consolider les langues nationales comme langues officielles dans un pays qui compte près d'une soixantaine de langues nationales au détriment du français.

Le Mali découvre des preuves du soutien français aux jihadistes

Selon *Afrique Média TV*, les documents saisis par l'armée malienne et la Russie à Kidal, le 14 novembre dernier, attestent de la coopération entre les groupes jihadistes et les services de renseignement français. Les officiers de renseignement français y signalent que les groupes armés CSP et JNIM sont en train de perdre la bataille, et enregistrent les coordonnées des positions des unités de l'armée malienne et de la SMP Wagner.

👉 Au Mali, l'armée française combattait les jihadistes, tandis que les services de Renseignement français les armaient et les soutenaient. Cette politique, calquée sur celle des États-Unis et coordonnée avec elle, a été dénoncée par le Comité national pour le salut du peuple du président de transition du colonel Assimi Goïta dès sa prise de pouvoir, il y a deux ans. Le Premier ministre d'alors, [Choguel Kokalla Maïga](#), l'avait expliqué dans une interview à *RIA-Novosti*.

Influence du Hezbollah au Mali et au Bénin

L'arrestation de Adama Ben Diarra, président de Yerewolo-Debout sur les remparts, en septembre dernier pourrait être lié à ses liens étroits avec le Hezbollah et l'Iran. En août, il s'était rendu avec plusieurs autres responsables de son association à Beyrouth, aux frais de l'ambassade d'Iran à Bamako. La délégation aurait été reçue par les autorités du Hezbollah. Une seconde délégation se serait rendue fin août à Beyrouth pour recevoir une formation à la communication et aux réseaux sociaux. Enfin, Moussa Diarra, le secrétaire général de l'association, se serait rendu en octobre à Téhéran.

Par ailleurs le franco-béninois Kemi Seba a également bénéficié du soutien financier de l'Iran, où il se trouve cette semaine, et de la Russie.

Le Tribunal de la CEDEAO rejette la demande du Niger

La Cour communautaire de Justice d'Afrique de l'Ouest, a rejeté une demande du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (gouvernement de transition nigérien) visant à lever les sanctions liées au coup d'État. Les juges ont estimé que le gouvernement au pouvoir est inconstitutionnel et n'a donc pas d'autorité pour introduire une telle demande.

L'Alliance des États du Sahel pourrait évoluer en confédération

Les ministres des Affaires étrangères du Burkina Faso, du Mali et du Niger se sont réunis deux jours à Bamako. Ils ont recommandé que leurs pays, déjà unis d'un point de vue militaire contre les jihadistes, forment une confédération. Les ministres des Finances de ces États étudient les moyens de créer une Banque d'investissement et un Fonds de stabilisation économique ainsi qu'une union monétaire.

Le président Cyril Ramaphosa lâché par son parti

De nombreux conseillers du président sud-africain Cyril Ramaphosa ont démissionné de leurs fonctions. On s'attend à ce que le Congrès national africain (ANC) perde la majorité, tandis que son opposition interne tente de renverser le président au profit de son adjoint, Paul Mashatile.

ASIE

Eli Cohen confirme que la guerre contre le Hamas continuera

Eli Cohen, ministre israélien des Affaires étrangères, a déclaré qu'il poursuivrait sa guerre contre le Hamas, qu'il bénéficie ou non d'un appui international : « Un cessez-le-feu à ce stade est un cadeau à l'organisation terroriste Hamas, et lui permettra de rentrer et de menacer les résidents d'Israël ».

Les négociations avec le Hamas se poursuivent, mais ailleurs

Les négociations entre Israël et le Hamas se poursuivent. Mais à la suite de la bévue de la ministre qatarie de la Coopération internationale, Lolwah Al-Khater, des membres du cabinet de guerre ont exigé qu'elles ne se tiennent plus au Qatar, mais en Europe.

👉 [Lolwah Al-Khater](#) avait laissé constater ses interlocuteurs que le Qatar n'était pas neutre dans cette négociation, mais avait une autorité politique et militaire sur le Hamas.

L'Ukraine craint d'être abandonné par Benjamin Netanyahu

Réagissant à la longue conversation téléphonique entre le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et le président russe, Vladimir Poutine, l'ambassadeur d'Ukraine en Israël, Eévgen Korniyshuk, a déclaré : Aujourd'hui, l'Ukraine est à l'avant-garde de la guerre mondiale pour la liberté contre l'axe du « Mal dirigé par la Russie et l'Iran (...) Nous appelons le gouvernement israélien à coopérer plus étroitement avec l'Ukraine, à lutter ensemble contre cette alliance terroriste (...) Lorsque le Premier ministre israélien parle au président de la Russie, il s'agit d'une conversation entre le chef d'un État démocratique et celui du serpent qui représente un danger clair et tangible pour l'ensemble du monde libre ».

👉 Alors que Kiev voit la possibilité pour l'administration Biden de le soutenir s'évanouir en période électorale, il craint que Benjamin Netanyahu, qui avait autorisé la vente d'armes israéliennes par des sociétés privées à l'Ukraine, ne suive son exemple.

Yosef Almansi au sujet du « gang de Sinwar »

Le Shin Bet (contre-espionnage) a publié des images de l'enquête sur l'ancien ministre des communications du Hamas dans la bande de Gaza, Yosef Almansi. On l'y voit assurer que les

gens dans la bande de Gaza « disent que Yahya Sinwar et son gang nous ont détruits. Ils nous ont ramenés 200 ans en arrière. Nous devons nous en débarrasser (...) Ce qu'ils ont fait n'est pas accepté par la logique, la religion, ni par la raison. Ceux qui sont responsables sont Sinwar et sa bande de fous ».

Yaïr Lapid contre les milliardaires du Hamas

Le chef de l'opposition, [Yaïr Lapid](#), a publié une tribune libre dans *Haaretz*.

Il y rappelle les efforts de Nafatali Benett lorsqu'il était Premier ministre et les siens lorsqu'il lui a succédé, de tarir les sources de financement du Hezbollah et du Hamas. Il déplore qu'ils n'aient pas été poursuivis. Il rappelle qu'Ismail Haniyeh, Moussa Abu Marzouk et Khaled Meshal, sont des milliardaires reconnus et demande qu'ils soient frappés au portefeuille.

Une visite du Hamas à Beijing reportée

Le voyage d'une délégation du Hamas à Beijing a été annulé ou reporté à la suite d'une intervention du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

La Chine n'avait jusqu'à présent jamais invité le Hamas.

Erreur de communication des FDI

Les FDI ont organisé une cérémonie symbolique à l'emplacement où le Hamas avait restitué ses otages et humilié Israël. Ils ont invité quantité de journalistes à assister à l'allumage de la première bougie d'Hanoucca.

Malheureusement, il ne s'agissait pas du bon endroit : il existe deux Places de Palestine à Gaza ville.

Les soldats tenus à l'écart du Premier ministre

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, visitera les unités d'élite de l'Armée de l'Air,

5101 (« Shaldag ») et 669. Les soldats ont reçu consigne de se tenir à l'écart. Les autorités militaires craignent qu'ils l'accueillent mal.

Zone tampon entre Israël et le Liban

La Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a transmis un message israélien au Hezbollah. Tel-Aviv souhaite créer une zone tampon de 3 kilomètres de profondeur en territoire libanais. le Hezbollah aurait répondu que cela implique de doubler la zone tampon de 3 kilomètres en territoire israélien.

Le gouvernement Netanyahu considère que les 100 000 Israéliens déplacés de la frontière Nord n'accepteront jamais de rentrer chez eux s'il ne parvient pas à créer de zone tampon avec le Liban.

La position israélienne est une avancée par rapport aux propos de Benjamin Netanyahu qui évoquait une zone tampon jusqu'au fleuve litani, c'est-à-dire 40 kilomètres.

Bernard Emié au Moyen-Orient

Bernard Emié, directeur central du Renseignement extérieur français (DGSE), s'est rendu à Beyrouth. Il a rencontré le président du Parlement, Nabih Birri, le Premier ministre, Najib Mikati et le président du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Jumblatt.

Il a invité ses interlocuteurs à se préparer aux conséquences pour eux de la guerre de Gaza.

Les dirigeants israéliens sont pris d'hystérie. Partout, ils ne parlent que de déplacer des populations ou de les éliminer. Les Libanais doivent craindre des interventions israéliennes chez eux. Quelle que soit l'issue du conflit, il faudra appliquer, aménager ou invalider la résolution 1701 qui prévaut depuis la fin de la guerre israélo-libanaise de 2006.

Incidentement, il a aussi été question de la prorogation du mandat du général Joseph Aoun à la tête des armées.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Le suprémacisme conduit inévitablement au crime](#) », par Thierry Meyssan

En quelques mois, Israël, qui avait une longue tradition contradictoire, à la fois démocratique et criminelle, a sombré. Ses lois fondamentales ont été réformées et son Premier ministre a organisé, avec la complicité des Frères musulmans, un prétexte sanglant pour liquider le peuple palestinien.

Depuis lors, la classe dirigeant israélienne est prise d'une sorte de folie suprémaciste. Elle ne fait que parler d'éradication du Hamas et de transfert forcé des Gazaouis. Sous nos yeux, nous assistons à un génocide, en direct sur les réseaux sociaux.

« [Israël connaissait le plan d'attaque du Hamas depuis plus d'un an](#) », par Manlio Dinucci

Manlio Dinucci revient sur les raisons pour lesquelles le gouvernement israélien a laissé faire, en pleine connaissance de cause, l'attaque du 7 octobre.

À la suite de ces entretiens, Bernard Emie s'est rendu à Doha et à Tel-Aviv.

Il était porteur d'un plan de paix français pour Gaza, conçu à l'Élysée par Xavier Chatel de Briançon, prévoyant :

- la libération de 5 000 prisonniers palestiniens des geôles israéliennes – et non de 10 000 comme le réclame le Hamas ;
- l'octroi d'un sauf conduit aux dirigeants du Hamas pour les exiler en Algérie ;
- le déploiement d'une force d'interposition à Gaza constituée par la France, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes Unis ;
- le placement de Gaza sous l'administration de l'Autorité Palestinienne.

Provocations israéliennes contre le Liban

Israël tente d'élargir sa guerre au Liban. Le Hezbollah et l'Iran se montrent donc très

prudents. Walid Jumblatt, un des deux leaders de la communauté kurde, rencontre chacun pour le mettre en garde.

Vision d'Israël par la Jordanie

Le ministre jordanien des Affaires étrangères, Aymane Safadi, a accusé Israël d'entraîner la région « plus profondément dans l'océan de la mort ». « Israël pense simplement qu'il peut le faire, qu'il n'a pas de comptes à rendre ».

Évolution des factions jihadistes d'Idleb

Les Brigades des faucons du Levant (Liwa Suqour al-Cham) ont fait sécession du Front islamique de libération syrien (Jabhat Tahrir Sūriyā al-Islāmiyyah). Elles pourraient rejoindre l'Organisation de libération du Levant (Hayat Tahrir al-Cham).

☞ Ce changement ne semble pas imputable à des raisons idéologiques car on ne voit pas de différence sur ce point entre les deux fédérations. Il s'agirait plutôt de rivalités personnelles sur fond de lent délitement des structures jihadistes d'Idleb.

La Syrie va rénover sa raffinerie de Homs

L'Iran rénovera la raffinerie de Homs. Depuis la fin de la guerre, en 2016, l'industrie syrienne n'a pas pu se relever. Son accès à son propre pétrole est toujours impossible vu l'occupation de ses propres champs pétroliers par les troupes états-uniennes et leurs mercenaires kurdes. La seule solution serait d'importer du pétrole brut iranien et de la raffiner sur place.

L'affaire des cabinets de lobbying états-unien ressurgit en Iraq

Avant la chute du président Saddam Hussein, de nombreuses personnalités et groupes politiques irakiens avaient souscrit des contrats avec des cabinets de lobbying aux États-Unis afin qu'ils les promeuvent aux yeux des dirigeants US. Il s'agissait alors de les présenter comme des alternatives possibles au régime baassiste. Ces

contrats ont perduré par la suite, durant l'occupation états-unienne, afin de les présenter comme les meilleurs partenaires locaux. Ils se sont poursuivis au moins jusqu'à ce que l'ancien président du Parlement Mohamed al-Halbousi les révèle publiquement. Ce serait même la véritable raison de sa destitution.

Aujourd'hui, dans le contexte de la guerre contre Gaza, cette affaire ressurgit. La presse iraquienne ne s'interroge plus sur la manière dont telle ou telle personnalité a bénéficié du soutien de Washington, mais sur le cynisme de ceux qui cherchent encore le soutien du pays qui fournit les bombes qui tuent les Gazaouites.

L'Arabie saoudite considère la Russie plus importante que le Royaume-Uni

Le prince héritier et Premier ministre saoudien, Mohamed Ben Salmane, a annulé un voyage prévu de longue date à Londres, pour recevoir le président russe, Vladimir Poutine. Les deux hommes ont parlé des responsabilités de l'Arabie saoudite au sein des BRICS.

L'Arabie saoudite et l'Iran se coordonnent face à Israël

Les ministres des Affaires étrangères saoudien, le prince Faisal bin Farhan, et iranien, Hossein Amir Abdollahian, se sont rencontrés à Genève. Ils ont évoqué la coordination des deux États pour exercer une pression commune sur Israël à Gaza.

Ali Khamenei rappelle la position iranienne face à Israël

Le Guide de la Révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei a déclaré : « Certains dans le monde mentent à propos de l'Iran. Selon eux, nous dirions que les Juifs et les sionistes doivent être jetés à la mer. Cela a été dit par certains Arabes dans le passé. Ne vous méprenez pas. Nous ne jetons personne à la mer ».

☞ L'Iran considère que l'État d'Israël n'a pas respecté ses engagements lors de son adhésion aux Nations unies. Selon Téhéran, il ne sera

légitime que lorsque le plan des Nations unies sera pleinement appliqué, c'est-à-dire lorsque l'on aura reconnu un État palestinien. C'est pourquoi ses diplomates parlent d'« entité sioniste » et non d'« État d'Israël ».

En aucun cas, l'Iran n'a souhaité éradiquer la population juive de la Palestine géographique. Les [propos attribués, en 2005](#), par l'agence Reuters au président Mahmoud Ahmadinejad selon qui « Israël doit être rayé de la carte », sont une « erreur » de traduction, ainsi que l'agence l'a corrigée. Il a comparé Israël à l'URSS et constaté que de tels régimes, et non pas de tels pays, ne pouvaient pas durer.

L'Iran s'enorgueillit de son travail idéologique

Dans leurs déclarations à usage interne, les dirigeants iraniens soulignent que durant des années, ils ont mené un travail idéologique en profondeur et qu'aujourd'hui, les différentes composantes de l'Axe de la Résistance combattent Israël sans avoir à recevoir d'ordre de Téhéran.

Cette manière de voir est en totale contradiction avec celle des Occidentaux pour qui l'Axe de la Résistance n'est qu'un ensemble de proxys, agissants au doigt et à l'œil de leurs maîtres.

La Türkiye envisage d'expulser 200 000 travailleurs immigrés syriens

Il y a toujours 3,288 millions de Syriens immigrés en Türkiye. la plupart ne sont pas des réfugiés à proprement dit : ils ont été invités par Ankara au début de la guerre à venir se protéger des combats. Cette migration était un plan de l'Otan pour affaiblir la Syrie. Par la suite, la Türkiye les a utilisés pour faire tourner son industrie et comme moyen de pression sur l'Union européenne. Avec les difficultés économiques du pays, ils sont devenus un poids. Ankara souhaite donc en expulser 200 000 dans les prochains mois. Ils pourraient être stabilisés à Idleb dans la mesure où cette zone jihadiste est contrôlée par l'armée turque. Ils pourraient aussi retourner dans les zones contrôlées par

Damas, mais risquent alors de perdre le soutien financier des Nations unies dont ils disposent.

La Cour suprême de Bharat valide la répression de Narendra Modi au Cachemire

La Cour suprême de Bharat a avalisé la décision du gouvernement du Premier ministre, Narendra Modi, de mettre fin au statut semi-autonome du Cachemire, foyer d'une insurrection depuis des décennies. Il ne s'agit donc que d'un « Territoire de l'Union », placé sous l'administration directe de New Delhi.

La Cour suprême a également ordonné la tenue d'élections dans le Jammu-et-Cachemire en 2024, estimant que celui-ci devait être mis sur un pied d'égalité avec les autres États indiens « au plus tôt et dès que possible », avec un scrutin à organiser d'ici au 30 septembre 2024.

Un peu plus de 120 personnes ont été tuées en 2023, dans la répression indienne, dont les deux tiers sont des insurgés.

Bharat à nouveau accusée de tenter d'assassiner les indépendantistes sikhs à l'étranger

Selon le FBI cité par le *Financial Times*, les services secrets indiens auraient recruté un homme de main, Nikhil Gupta, pour assassiner un leader indépendantiste sikh aux États-Unis, Gurpatwant Singh Pannun ; un contrat d'une valeur de 100 000 dollars. Le tueur sur gage a été arrêté en juin en République tchèque, puis extradé aux États-Unis. Il sera jugé à Manhattan.

En juin, le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, avait également accusé Bharat d'avoir commandité l'assassinat au Canada d'un autre leader indépendantiste sikh, Hardeep Singh Nijjar.

William Burns, directeur de la CIA, s'est rendu à Bharat en août et Avril Haines, directrice nationale Renseignement US, s'y est rendue en octobre.

Après avoir nié toute responsabilité dans l'affaire canadienne, le gouvernement de Narendra Modi a créé une commission d'enquête spéciale pour faire toute la lumière sur ces affaires.

Accident entre deux navires philippin et chinois dans les îles Spratleys

Un navire des gardes-côtes chinois a attaqué avec des canons à eau un des navires philippins venu approvisionner le *BRP Sierra Madre* sur le banc Second Thomas. En définitive, un navire philippin a délibérément heurté un des navires des gardes-côtes chinois. Les deux États s'accusent d'avoir provoqué l'accident. Le convoi civil philippin avait été organisé avec le soutien des États-Unis.

☞ Il y a 24 ans, les Philippines ont volontairement échoué le *BRP Sierra Madre* sur cet atoll afin de revendiquer leur souveraineté sur l'ensemble des îles Spratleys. Comme cette zone est administrée par la Chine, les 11 soldats qui occupent l'épave sont habituellement approvisionnés par largage depuis un avion.

La Chine assure que les Philippines s'étaient engagées à remorquer le *BRP Sierra Madre*. Nous n'avons pas trouvé trace de cette décision.

Convention mondiale de la paix 2023 à Manille

La Fondation mondiale pour la paix a organisé un grand congrès aux Philippines. Son président, Hyun Jin Moon, a longuement plaidé pour l'unification des deux Corées.

Hyun Jin Moon est le fils du révérend Sun Myung Moon, fondateur de la « secte Moon » ; une organisation religieuse anticomuniste sponsorisée par la CIA.

La Corée du Nord envisagerait de fournir des travailleurs à la Russie

Selon l'Agence de Renseignement sud-coréenne (NIS), la Corée du Nord tenterait de négocier l'envoi de travailleurs migrants en Russie. Selon Séoul, une telle migration violerait les

résolutions du Conseil de sécurité adoptées à la fin des hostilités de la guerre de Corée.

Les Droits de l'homme selon Kim Jong-un

Kim Jong-un, dirigeant suprême de la République populaire démocratique de Corée (dite « Corée du Nord ») a prononcé un discours lors d'une réunion du Parti des Travailleurs. Il a annoncé la publication d'un livre blanc sur les Droits de l'homme pour marquer le 75e anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des Droits de l'homme par les Nations unies. Selon ce document, sous son autorité, la République populaire démocratique de Corée s'est considérablement améliorée dans ce domaine. Par exemple, il n'est plus question des punitions collectives en usage durant les hostilités. Cependant, les Occidentaux continuent à l'en accuser. par ailleurs, les Occidentaux, qui prétendent soutenir les Droits de l'homme, ne font que les combattre puisqu'ils nient, en de nombreux cas, la souveraineté des États, condition essentielle à leur exercice.

La Corée du Sud va reprendre ses largages de tracts au-dessus de la Corée du Nord

La Cour constitutionnelle de la République de Corée (dite « Corée du Sud ») a abrogé la loi interdisant l'envoi de tracts de propagande au-dessus du territoire de son voisin du Nord.

Ce texte, avait été adopté en 2018, sous la pression du président Moon Jae-in, favorable au rapprochement entre les deux Corées. Son successeur, l'actuel président Yoon Suk-yeol, admirateur de la dictature de Chun Doo-Hwan, est au contraire favorable à la reprise des hostilités. Il ne dispose cependant plus que de 19 % d'opinions favorables.

La Chine revendique les îles Sensuku

Le général He Lei, ancien vice-président de l'Académie des sciences militaires de l'Armée populaire de libération chinoise, a donné un entretien au *Kyodo News*. Il y a rappelé que

Beijing revendique sa souveraineté sur les îles Senkaku tout autant que sur Taïwan et met en garde Tokyo qui les revendique également.

Les îles Senkaku ne sont pas aujourd'hui habitées, mais elles permettent à l'État qui les possède de prétendre détenir une zone de pêche beaucoup plus vaste, voire d'exploiter des ressources pétrolières *off shore*.

☞ En vertu du Traité de Shimonoseki, la Chine a reconnu que les îles Sensaku, comme celle de Formose (Taïwan), sont japonaises. Mais Beijing considère ce texte comme un des « traités inégaux » imposés par les armées coloniales. Les Sensukus ont été exploitées par l'industriel Tatsushirō Koga, puis par le clan Koga. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, si les Alliés ont reconnu que Taïwan n'était pas japonais, mais chinois, ils ont occupé les Sensukus jusqu'en 1972. Depuis lors, elles sont considérées comme japonaises.

Épidémie d'espionnage à Taïwan au profit de la Chine populaire

Un pilote de l'armée de l'Air taïwanaise a été condamné à huis-clos pour espionnage. « Selon les instructions des agents du continent [c'est-à-dire de Chine populaire], le lieutenant-colonel Hsieh a été prié (par les services chinois) de faire voler un hélicoptère à basse altitude le long de la côte jusqu'au porte-avions communiste chinois qui organise des exercices à 24 milles marins (44 km) au large de Taïwan », a précisé le tribunal. En échange, affirme toujours le Tribunal, il aurait reçu 15 millions de dollars, dont le premier lui avait déjà été versé. En outre, sa famille aurait été évacuée vers la Thaïlande. Hsieh a reconnu la préparation du vol d'un hélicoptère, mais pas la corruption dont il est accusé.

Le cas de Hsieh a été révélé après que les procureurs taiwanais ont inculpé un groupe d'officiers actifs et retraités pour espionnage présumé pour Beijing, fin novembre.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Gigantesque scandale de corruption systémique du Parti libéral-démocrate japonais

Le Japon est secoué par un vaste scandale de financement illégal du Parti libéral-démocrate, et principalement de la faction de l'ancien Premier ministre Sinzo Abe. Au moins 500 millions de dollars auraient été versés à 99 députés sur des comptes secrets, entre 2018 et 2022, selon l'*Asahi Shimbun*. Au moins 10 députés auraient empoché plus de 10 millions de dollars chacun.

Parmi eux, le sénateur Yasutada Ohno aurait empoché plus de 50 millions et la sénatrice Seiko Hashimoto, ancienne ministre des Jeux olympiques, aurait touché plus de 20 millions.

Les critiques se concentrent sur le secrétaire général du gouvernement, Hirokazu Matsuno, parce qu'il fut aussi le secrétaire général de la faction de Shinzo Abe de 2019 à 2021.

Le député Yoshitaka Ikeda a reconnu avoir omis de déclarer avoir reçu 32 millions de dollars de « dons » au cours des quatre dernières années.

Le Premier ministre, Fumio Kishida, envisage de limoger non seulement Hirokazu Matsuno, mais aussi les trois ministres de sa faction, celui de l'Économie, Yasutoshi Nishimura, de l'Agriculture, Ichiro Miyashita, et de l'Intérieur, Junji Suzuki. Avec eux, 11 autres membres subalternes du Cabinet — cinq ministres-adjoints et six responsables politiques — pourraient être révoqués, indépendamment de

leur participation aux allégations. En outre, au sein du parti, le responsable des Affaires politiques, Koichi Hagiuda, le secrétaire général du Sénat, Hiroshige Seko, et le responsables des Affaires parlementaires, Tsuyoshi Takagi, sont menacés.

Dans un sondage conjoint réalisé par les *Sankei Shimbun* et Fuji TV, la cote d'approbation du Cabinet a chuté à 22,5 %, soit une baisse de 5,3 points par rapport au mois dernier. 87,7 % des personnes interrogées ont déclaré que Le Premier ministre, Fumio Kishida, était responsable du scandale.

☞ La majorité des parlementaires libéraux-démocrates sont issus de dynasties héréditaires. Ce parti avait été créé par les États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale afin de recycler des criminels de guerre qui n'avaient pas été jugés par le Tribunal de Tokyo. Il a toujours gouverné le Japon depuis 67 ans (à l'exception de deux courtes périodes n'excédant pas au total 4 ans). À l'occasion de l'assassinat de Sinzo Abe, en 2020, le public avait découvert que sa faction touchait toujours des financements considérables de l'Église de l'Unification (dite « secte Moon ») ; une organisation religieuse historiquement liée aux dictatures asiatiques et latino-américaines.

La loi sur le contrôle des fonds politiques stipule qu'une association de collecte de fonds doit signaler le nom, l'adresse et la profession de chaque donateur - y compris les organisations privées ou d'autres structures - qui font un don de plus de 200 000 dollars. Il est interdit aux donateurs de donner plus de 1,5 million de dollars à la même association politique au sein d'un seul parti.

À ce jour, on ne sait toujours pas d'où provenaient ces pots-de-vin et ce qu'ils rémunéraient.

Océanie

L'Australie durcit ses conditions d'immigration

L'Australie réforme sa politique migratoire. « Le système est en panne », a déclaré le Premier ministre Anthony Albanese. Désormais les étudiants étrangers devront obtenir des notes plus élevées lors de leurs examens d'anglais pour pouvoir prétendre à un visa, et une plus grande surveillance sera accordée aux demandes de prolongation de séjour. Pendant ce temps, le gouvernement établira un nouveau visa spécialisé pour les travailleurs hautement qualifiés qui stimulera les efforts de recrutement afin de mieux concurrencer les marchés mondiaux.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée signe un accord de sécurité avec l'Australie

L'Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont signé jeudi un pacte de sécurité qui permettra à Canberra d'aider Port Moresby dans sa sécurité intérieure. En échange, l'Australie espère stimuler son économie en investissant davantage dans la région et encourager la Papouasie-Nouvelle-Guinée à se ranger du côté des actions occidentales dans le Pacifique.

En mai, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a signé un accord de Défense avec Washington pour améliorer ses bases militaires. Toutefois, cette décision n'a pas entravé ses efforts pour obtenir de plus grands accords commerciaux avec Beijing cette année.

Organisations intergouvernementales

153 États adoptent une résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat à Gaza

Sur proposition de l'Algérie, l'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Comores, Djibouti, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Iraq, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, Oman, le Qatar, la Somalie, le

Soudan, la Tunisie, le Yémen et l'État de Palestine, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la résolution intitulée « Protection des civils et respect des obligations juridiques et humanitaires » (A/ES-10/L.27).

« 1. Elle exige un cessez-le-feu humanitaire immédiat ;
2. Elle exige de nouveau que toutes les parties s'acquittent des obligations que leur impose le droit international, y compris le droit international humanitaire, notamment pour ce qui est de la protection des civils ;
3. Exige la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages ainsi que l'assurance d'un accès humanitaire ».
10 États ont voté contre (Autriche, États-Unis, Guatemala, Israël, Libéria, Micronésie, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Tchèque), 23 se sont abstenus, tandis que 153 l'ont approuvée.

Les États qui ont voté contre ont présenté deux amendements qui ont été rejetés. Ils entendaient condamner le Hamas seul, sans relever les crimes israéliens.

Toujours pas de force multinationale à Haïti

À l'occasion d'un bref exposé devant le Conseil de sécurité, le président du Comité des sanctions créé par la résolution 2653 (2022) concernant Haïti a regretté que le déploiement d'une force multinationale spécialisée en soutien de la Police nationale d'Haïti (PNH) tarde à se concrétiser, alors que la situation sécuritaire du pays demeure préoccupante.

Statistiques de l'OMS sur la situation à Gaza

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), au 7 décembre,

- on aurait trouvé 17 487 corps de Palestiniens décédés (auxquels il faut ajouter ceux des morts ensevelis sous les décombres) ;
- le corps hospitalier aurait reçu 46 480 Palestiniens blessés ;

- 1,9 million de Palestiniens aurait été déplacés, dont 1,2 million sont hébergés dans des camps de l'UNRWA.

Le G7 intensifie sa coopération dans la lutte contre la fraude organisée transfrontalière

Les ministres de l'Intérieur du G7, réunis à Mito (Japon), sont convenus d'intensifier leur coopération pour lutter contre la fraude organisée transfrontalière.

Selon le secrétaire général d'Interpol, l'Allemand Jürgen Stock, qui participait à la réunion, il existe des bases en Asie et en Afrique de l'Ouest à partir desquelles des appels téléphoniques frauduleux sont effectués mettant en danger la sécurité économique ou jouant un rôle dans la cybercriminalité, l'exploitation et les abus sexuels des enfants, le terrorisme et les détournements de fonds destinés à l'Ukraine.

Un sommet mondial contre la fraude transfrontalière se tiendra, en 2024, au Royaume-Uni.

Le Tribunal spécial pour le Liban ferme ses portes sans avoir permis de faire la lumière sur quoi que ce soit

Le Tribunal spécial pour le Liban devrait fermer ses portes, faute de financement. Il avait été créé prétendument pour faire la lumière sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri et sur d'autres crimes. Cependant, dès le départ, l'Afrique du Sud, la Chine, la Fédération de Russie, l'Indonésie et le Qatar dénonçaient une institution coloniale imaginée pour servir de justification à une prochaine guerre.

De fait, ce Tribunal n'a jamais accepté d'examiner les preuves médico-légales et s'en est, au contraire, toujours tenu aux rocambolesque scénarios médiatiques.

En définitive, en seize ans, il n'est parvenu qu'à condamner deux journalistes libanais, Ibrahim el-Amine (quotidien *al-Akhbar*) et Karma al-

Khayat (TV *al-Jadeed*), pour outrage et obstruction à la justice. Il a également jugé par contumace et condamné en leur absence trois accusés.

☞ Contrairement à son nom, cet organe international n'est pas un « tribunal » au sens juridique du terme : il n'a été ni créé par les instances politiques des Nations unies, ni libanaises, mais par une résolution 1757 qui valide un accord intervenu entre un haut fonctionnaire international (Kofi Annan, secrétaire général de l'Onu) et un Premier ministre démissionnaire (Fouad Siniora).

Son fonctionnement a été émaillé de démissions en cascade impliquant son président, deux procureurs et un greffier, et par de nombreuses irrégularités, un des enquêteurs soudoyé, des arrestations arbitraires sur la base de dépositions de faux témoins, des enquêteurs agents de la CIA.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°67 - 22 décembre 2023

ÉDITORIAL

La guerre pour les Gazaouis se développe en mer Rouge

Quatre des cinq plus grandes compagnies mondiales de transport maritime, la Danoise Maersk, la Française CMA-CGM, l'Allemande Hapag-Lloyd et la Suisse MSC, ont annoncé qu'elles n'utiliseraient plus le passage de Bab el-Mandeb et donc le canal de Suez, afin de ne pas risquer d'attaques d'Ansar Allah. Seule la Chinoise Cosco poursuit cet itinéraire. Des compagnies pétrolières comme Shell ont annoncé prendre les mêmes mesures.

Josef Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, et Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan, ont annoncé l'« Opération Gardien de la prospérité ».

Le Bahrein, le Canada, l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, les Seychelles et le Royaume-Uni ont décidé de se coordonner pour assurer la sécurité maritime en mer Rouge et dans le détroit de Bab el-Mandeb. D'autres États les épaulent, mais craignent d'être cités.

Les engagements des uns et des autres sont d'ordre opérationnel ou de Renseignement.

L'ensemble est commandé depuis Northwood, dans la banlieue de Londres (MarCom). Le vice-amiral britannique Michael Keith Utley et son adjoint, le contre-amiral français Didier Maletterre, étant tous deux placés sous les ordres du général états-unien Christopher G. Cavoli (Saceur).

L'Arabie saoudite, qui négocie un traité de paix avec Ansar Allah, et l'Égypte ont refusé de les rejoindre, malgré les pressions du conseiller national US de Sécurité, Jacob « Jake » Sullivan, qui a multiplié les va-et-vient.

☞ En principe la sécurité de la mer Rouge est assurée, depuis avril 2022, par la CTF 153 regroupant 39 États sous les ordres du Pentagone depuis le Naval Support Activity Bahrain (NSA Bahrain) ; une base qui a été rénovée, en 2010, au prix d'un demi-milliard de dollars. Il s'agissait alors d'empêcher le conflit yéménite de déborder en mer Rouge. Manifestement la guerre à Gaza a changé la donne. Il faut désormais faire face à une excroissance de la guerre contre les Palestiniens sans pour autant y mettre fin. Au total, l'ensemble du dispositif concerne au moins les 44 États composant l'Occident politique (...)

(...) ☞ À ce jour, on ignore la taille des forces navales d'Ansar Allah. Le parti assure l'avoir développée durant la guerre et la maintenir cachée. Quoi qu'il en soit, il dispose désormais de ses propres usines de fabrication d'armement et n'a plus besoin d'importer son arsenal d'Iran.

☞ Ansar Allah (les supporters de Dieu) est une organisation politique fondée par la famille al-Houthi. D'où le surnom péjoratif que lui donnent les Occidentaux : les Houthis (c'est-à-dire la bande de la famille al-Houthi). Ils professent le zaydisme, un courant chiite de l'islam, dont les rites sont culturellement marqués par l'hindouisme.

☞ En 2015, Israël et l'Arabie saoudite s'engageaient à exploiter le champ pétrolier de Rub'al-Khali ; de faire fusionner l'Arabie saoudite, le Yémen, voire Oman et les Émirats arabes unis ; d'exploiter les champs pétroliers de l'Ogaden, sous contrôle éthiopien ; de sécuriser le port d'Aden au Yémen, et de construire un pont reliant Djibouti au Yémen. Pour ce faire, ils organisèrent un état-major commun dans l'État non-reconnu du Somalilad et s'immiscèrent dans le conflit opposant le gouvernement yéménite d'Abdrabbo Mansour Hadi à Ansar Allah, ce dernier étant opposé à la fusion. Ce fut la guerre. Ansar Allah obtint le soutien de l'Iran, reçut des armes et ses combattants suivirent une formation militaire et idéologique en Iran.

☞ Nul n'ayant jamais pu vaincre les Yéménites, cette guerre de conquête ne put être gagnée par les Saoudiens et les Émiratis. Dans le cadre de la réconciliation saoudo-iranienne négociée par la Chine, on se dirigeait vers la signature d'un traité de paix. La date de la cérémonie avait été fixée. Elle aurait dû se tenir la semaine dernière en présence de l'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu, l'Allemand Hans Grünberg. Cependant, elle a été annulée, sur pression de Washington.

☞ Le traité de paix rétablissait l'unité du pays, mais le Mouvement du Sud réclamait encore qu'il soit divisé en deux États indépendants. Un renversement s'est produit dans les années 2000, le Sud, anciennement une république marxiste-

léniniste est désormais dominé par des salafistes, tandis que le Nord est aujourd'hui nationaliste avec Ansar Allah.

☞ Ansar Allah a annoncé qu'il attaquerait les navires israéliens ou faisant escale en Israël tant que le massacre des Gazaouis se poursuivrait et qu'ils n'auraient pas accès à une aide humanitaire suffisante. L'opération « Gardien de la prospérité » vise à empêcher Ansar Allah de perturber le trafic en mer Rouge afin de pouvoir continuer le massacre en cours à Gaza. Tous les États y participant sont donc complices des crimes israéliens.

AMÉRIQUES

Pression des démocrates sur Benjamin Netanyahu

Le représentant démocrate juif Steve Cohen (Tennessee) a rencontré le président Joe Biden à l'occasion d'une cérémonie de Hanoucca à la Maison-Blanche. À sa sortie, il a déclaré que le conseiller national de Sécurité, Jacob « Jake » Sullivan, transmettrait le message suivant au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu : Israël doit limiter ses bombardements à Gaza ou il perdra son dernier véritable ami, les États-Unis.

Steve Cohen avait boycotté le discours de Benjamin Netanyahu au Congrès, en 2015.

Le CentCom se prépare à intervenir

Le général Michael Erik Kurilla, commandant des Forces états-uniennes pour le Moyen-Orient élargi (CentCom), a visité ses homologues en Égypte, en Jordanie et en Israël.

Des parlementaires défendent les droits de la presse à Gaza

Cinq sénateurs démocrates Brian Schatz (Hawaï), Peter Welch (Vermont), Chris Van Hollen (Maryland), Tim Kaine (Virginie) et Cory Booker (New Jersey) ont écrit au président Joe Biden pour lui demander de veiller à l'accès de la presse à Gaza. Ils écrivent : « Nous vous

demandons d'exhorter davantage le gouvernement israélien, ainsi que le gouvernement égyptien, à respecter la liberté de la presse en permettant à tous les journalistes intéressés sans restriction d'entrer à Gaza et de leur fournir les protections appropriées pour mener à bien leur travail essentiel ».

Chris Van Hollen souhaite un engagement plus clair de Joe Biden pour le Droit humanitaire à Gaza

Le sénateur démocrate Chris Van Hollen (Maryland), invité de l'émission *This Week* (ABC), a déclaré : « Nous avons des niveaux de pertes civiles inacceptables [à Gaza], nous voyons des règles d'engagement très souples - beaucoup plus lâches que tout ce que les États-Unis accepteraient », C'est très important parce que les États-Unis ne sont pas des spectateurs. Nous sommes un grand fournisseur d'assistance militaire à l'État hébreu ». À cet égard, le message du président Joe Biden à l'égard de l'État hébreu « n'est pas assez clair ».

Lindsey Graham souhaite un dénouement à Gaza plutôt que le cycle de la vengeance

Le sénateur républicain Lindsey Graham (Caroline du Sud), invité de l'émission *Meet the Press* (NBC), a déclaré : « Nous avons deux options : continuer la spirale de la mort, ou utiliser le 7 octobre comme catalyseur du changement. Je pense que les Arabes vont exiger une certaine forme de solution à deux États pour reconnaître l'État hébreu. Je pense qu'Israël va exiger des zones tampons pour garantir sa sécurité (...) Je ne sais pas comment cela se terminera, mais je vais vous dire ceci : si nous n'obtenons pas cela cette fois, nous aurons une autre génération de mort juste par vengeance ».

Debbie Dingell déplore la passivité de Joe Biden face aux crimes de guerre

La représentante démocrate Debbie Dingell (Michigan), invitée de l'émission *Meet the Press* (NBC), s'est inquiétée de la réaction des

électeurs musulmans devant la passivité du président Joe Biden. Elle a déclaré : « Je ne peux pas vous dire le nombre d'électeurs auxquels j'ai parlé qui ont perdu des familles entières. Nous devons faire preuve d'empathie et de compassion. Un bébé juif et un bébé palestinien sont des bébés, je ne veux pas voir un bébé mourir. Nous devons nous en sortir, nous avons obtenu un cessez-le-feu, cela doit cesser »

Bernie Sandres veut appliquer les réserves de loi sur l'aide étrangère

Le sénateur démocrate Bernie Sandres (Vermont) a déposé un projet de [résolution \(S. 504\)](#) visant à « demander des informations sur les pratiques israéliennes en matière de droits de l'homme en vertu de l'article 502B alinéa c de la loi de 1961 sur l'aide étrangère ».

Il a déclaré : « Nous savons tous que l'attaque terroriste brutale du Hamas a déclenché cette guerre. Mais la réponse aveugle du gouvernement de Netanyahu est immorale. C'est une violation du Droit international, et le Congrès doit exiger des réponses sur la conduite de cette campagne. Une juste cause de guerre n'excuse pas les atrocités dans la conduite de cette guerre (...) L'ampleur des souffrances à Gaza est inimaginable - on s'en souviendra parmi les chapitres les plus sombres de notre histoire moderne. C'est un cataclysme humanitaire, et c'est perpétré avec des bombes et de l'argent états-uniens. Nous devons faire face à ce fait - et nous devons ensuite mettre fin à notre complicité dans ces actions ».

La loi sur l'aide étrangère contraint le département d'État à présenter un rapport sous 30 jours ou à annuler toute forme d'aide.

L'opinion des États-Unis sur la guerre à Gaza

Selon un sondage du *New York Times*, 44 % des États-Uniens sont en faveur d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza tandis que 39 % sont contre.

Par ailleurs 57 % des électeurs sont insatisfaits de l'approche de Biden, tandis que 33 % la soutiennent.

La facture du retrait US de Russie

Selon le *New York Times*, « Les entreprises occidentales qui ont annoncé leur départ de Russie ont déclaré plus de 103 milliards de dollars de pertes depuis le début de la guerre »

300 millionnaires chômeurs sont indemnisés aux USA

Aux États-Unis où 18 millions de chômeurs sont indemnisés sans condition de ressources, 300 d'entre eux ont gagné plus de 10 millions de dollars l'année précédente. Leurs indemnités s'élèvent en moyenne à 14 000 dollars par mois.

Des millions d'électeurs US avouent avoir fraudé en 2020

Selon un sondage du Rasmussen Report sur les élections controversées de 2020 au cours desquelles 43 % des électeurs ont voté par correspondance, soit le pourcentage le plus élevé de l'histoire des États-Unis :

- 17 % des électeurs par correspondance ont déclaré avoir voté dans un État où ils ne vivaient plus de manière permanente
- 17 autres % ont déclaré avoir signé un bulletin de vote pour un ami ou un membre de leur famille.

Ainsi, contrairement aux déclarations de l'administration Trump, si la fraude n'est pas prouvée, des millions d'électeurs avouent avoir fraudé.

La Cour suprême du Colorado interdit à Donald Trump de se présenter à la présidence fédérale

Par une majorité de quatre juges sur sept, la Cour suprême du Colorado a confirmé la décision de première instance concluant que Donald Trump s'était « livré à une rébellion le 6 janvier 2021 » lors de l'assaut du Capitole, il a également considéré que le 14^e amendement de

la Constitution du Colorado, invoqué pour réclamer son inéligibilité, s'appliquait bien à un président.

La lieutenant-gouverneure de Californie, Eleni Kounalakis, a exhorté son État à faire de même.

Difficile investiture de Bernardo Arévalo

Le procureur Leonor Morales a déclaré que l'élection du président du Guatemala, le libéral modéré Bernardo Arévalo, était nulle et non avenue, son parti n'ayant pas rempli certaines formalités.

La Cour suprême a cependant ordonné au Congrès de garantir son investiture, malgré le différent politique qui les oppose.

Le département d'État US a pris des sanctions contre 300 Guatémaltèques qu'il accuse de saper les fondements institutionnels du pays. Les présidents du Chili, du Brésil et de la Colombie ont publié des déclarations, de même que l'Alliance pour le développement et la démocratie et l'Organisation des États américains ont apporté leur soutien au président contre les abus de la Justice.

👉 Bernardo Arévalo est un sociologue luttant contre la corruption. Il s'oppose de fait aux élites du Guatemala.

Accord entre le Venezuela et le Guyana

Les présidents de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolás Maduro, et de la République coopérative de Guyane, Irfaan Ali, se sont rencontrés en présence de

Ralph Gonsalves, Premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines et président de la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (Celac) ;

Roosevelt Skerrit, Premier ministre de la Dominique et président de la Communauté des Antilles (CariCom) :

et Celso Amorim, représentant du président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva.

Ils ont signé un accord en 11 points :

- régler leur différend sans usage de la force ;
- régler leur différend en accord avec le droit international, y compris l'accord de Genève de 1966 ;
- rechercher la coexistence pacifique et l'unité de l'Amérique latine et des Antilles ;
- prendre note des différents points de vue par rapport à l'arbitrage de la Cour internationale de Justice (CIJ) ;
- poursuivre le dialogue ;
- s'abstenir de tout ce qui aggraverait le conflit et prévenir la Celac, la CariCom et le Brésil de tout contentieux ;
- créer une commission conjointe présidée par les deux ministres des Affaires étrangères ;
- s'en remettre à la médiation de Ralph Gonsalves, Roosevelt Skerrit et Luiz Inácio Lula da Silva, agissant en nom propre et indépendamment de leurs fonctions.
- se réunir à nouveau, sous trois mois, au Brésil ;
- remercier Ralph Gonsalves, Roosevelt Skerrit et Luiz Inácio Lula da Silva pour leur initiative ;
- et remercier le peuple de Saint-Vincent-et-les-Grenadines pour son accueil.

Washington libère Alex Saab

Alex Saab, intermédiaire colombien travaillant pour le Venezuela, avait été arrêté durant une escale de son jet privé au Cap-Vert alors qu'il se rendait en Iran. Cette interpellation avait été organisée par le Straussien Elliott Abrams. L'épouse de Saab, le mannequin italien Camila Fabbri, s'est réfugiée à Moscou. Les gouvernements vénézuélien et nigérian ont organisé une campagne internationale pour sa libération. L'ancien juge antiterroriste espagnol, Baltasar Garçon, est devenu son avocat au Cap-Vert. Le président Nicolás Maduro, a nommé Saab ambassadeur du Venezuela auprès de l'Union africaine. Le Comité des droits de l'homme des Nations unies (responsable du suivi du Pacte international relatif aux droits civils et politiques) a demandé au Cap-Vert de suspendre l'extradition de Saab. Il a cependant été transféré en détention aux États-Unis.

Selon des documents qui ont été rendus publics durant son procès, Alex Saab aurait été un agent de la DEA états-unienne. Il aurait reçu 10 millions de dollars en échange d'informations sur l'implication d'officiels vénézuéliens dans le trafic de drogues. Cependant un de ses avocats a expliqué qu'Alex Saab n'avait pas collaboré avec la DEA, mais uniquement fourni des explications sur ses liens commerciaux avec le gouvernement vénézuélien.

Après que les États-Unis aient assoupli leur siège économique (qualifié de « sanctions » par la propagande US) du Venezuela, en octobre, ils ont accepté de libérer Alex Saab en échange d'une dizaine de doubles nationaux et d'une vingtaine de Vénézuéliens, le 1^{er} décembre. Le Qatar a aidé le conseiller national de Sécurité, Jake Sullivan, à négocier cet accord. Parmi les personnes échangées, figure le Malaisien Leonard Francis (dit « Fat Leonard »), un escroc en fuite. Il avait été arrêté à Caracas à la demande d'Interpol. Il est accusé d'avoir organisé un gigantesque détournement de fonds au détriment de la Marine états-unienne.

Il semble que Washington ait décidé d'en finir avec l'épisode Juan Guaidó, mis en scène par Elliott Abrams. Le président Nicolás Maduro était alors décrit comme un parrain de la drogue et Juan Guaidó comme le président légitime du pays.

Dévaluation du peso et dérégulation de l'économie argentine

Au lendemain de son investiture, le président argentin Javier Milei a annoncé une dévaluation du peso de 54 %. Kristalina Georgieva, présidente du Fonds monétaire international, l'en a félicité.

Dans une allocution télévisée, le président Javier Milei a annoncé

- l'abrogation par décret de la loi plafonnant les loyers,
- la transformation de toutes les entreprises publiques en sociétés anonymes qui seront toutes privatisées,
- et diverses autres mesures de dérégulation.

EUROPE

L'Église catholique revient à la bénédiction des couples gays

Le pape François a approuvé l'autorisation pour les prêtres de bénir des couples de même sexe.

☞ Dans les premiers siècles de l'Église, les couples homosexuels recevaient une bénédiction lors d'une cérémonie, l'*adelphopoïia*. Au V^e siècle, la première communauté chrétienne, celle de Maaloula (Syrie) consacra un monastère à Saint Sarkis et Saint Bacchus, deux soldats de la garde personnelle de l'empereur Maximilien. Sarkis fut martyrisé à Resafa (Rakka). La destruction de ce monastère, où le souvenir de ce couple gay est toujours commémoré, fut un des objectifs de Daesh durant la guerre en Syrie.

Les chrétiens de Damas étaient des goyim vivant dans la tradition grecque, tandis que ceux de Jérusalem étaient des juifs. Ces derniers restaient étrangers à ce mode de vie.

Condamnation de Giovanni Angelo Becciu, pour détournement de fonds

Le cardinal Giovanni Angelo Becciu, qui fut substitut pour les Affaires générales de la secrétairerie d'État du Saint-Siège, c'est-à-dire n°2 du ministère des Affaires étrangères du Saint-Siège, a été condamné par le tribunal pénal du Vatican. À l'issue d'un long procès, il a été reconnu de détournement de fonds et condamné à 5 ans et demi de prison.

Le cardinal avait enregistré une conversion avec le pape François à son insu, puis tenté de le faire chanter. Les fonds détournés ont bénéficié à sa famille.

Ben Wallace met en garde contre la rage meurtrière de Benjamin Netanyahu

Dans une tribune libre, Ben Wallace, ancien ministre de la Défense du Royaume-Uni, a souligné que « l'autorité juridique originale de l'autodéfense [israélienne] est sapée par ses propres actions (...) L'erreur de Netanyahou a

été de rater l'attaque du Hamas en premier lieu (...) Mais s'il pense qu'une rage meurtrière va rectifier les choses, alors il a tout à fait tort. Ses méthodes ne résoudront pas ce problème. En fait, je pense que ses tactiques alimenteront le conflit pendant encore 50 ans ».

Londres sanctionne le guide de la Confrérie des Frères musulmans à Gaza

Le Royaume-Uni a pris des mesures coercitives unilatérales contre Mahmoud Zahar, guide de la Confrérie des Frères musulmans à Gaza et autorité suprême du Hamas.

C'est la première fois que Londres prend des « sanctions » contre une autorité des Frères musulmans que le roi Charles a longtemps soutenu lorsqu'il était prince de Galles.

L'Église anglicane bénit un partenariat homosexuel

Les prêtres de l'Église d'Angleterre ont béni pour la première fois un partenariat homosexuel, bien que l'interdiction des mariages religieux pour les couples homosexuels reste en vigueur dans la religion anglicane.

Déploiement militaire anglo-saxon à Chypre et censure militaire au Royaume-Uni

Le comité « Defense Advisory Notice » de l'armée britannique a envoyé, le 28 octobre, une note à tous les médias britanniques pour leur demander de ne pas publier toute information sur les activités des SAS (Forces spéciales) à Gaza.

Le *Sun* avait révélé que SAS allaient être déployés à Gaza.

Il semble que ce ne soit pas la première « Defense Advisory Notice » et que l'armée britannique ait déjà censuré les articles relatant la prise de position de [41 experts des Nations unies](#) qui ont dénoncé, le 16 novembre, le risque de génocide à Gaza. En tous cas, la presse britannique a ignoré cet événement.

Par ailleurs, le Royaume-Uni a déjà envoyé secrètement au moins 500 soldats supplémentaires sur ses bases de Chypre. D'autres troupes britanniques ont été envoyées en Égypte, en Israël et au Liban.

Depuis le 7 octobre, le Royaume-Uni a envoyé 30 vols de transport vers ses bases militaires de Chypre, tandis que les États-Unis en ont envoyés 40.

La France organise une réunion internationale contre le Hamas

La France a organisé une réunion internationale pour lutter contre le Hamas dans le cadre de l'Initiative pour la paix et la sécurité pour tous du président Emmanuel Macron.

Sous la présidence de Frédéric Mondoloni, les délégués d'une douzaine de pays ont planché « d'une part sur la lutte contre les financements de l'organisation terroriste et, d'autre part, sur la lutte contre les contenus terroristes diffusés en ligne par le Hamas ».

La France priée d'agir dans l'intérêt d'Israël au Liban

Selon *Al-Akbar* (Liban), Israël a brièvement remercié la France pour son initiative contre le financement du Hamas, mais lui a demandé de s'ingérer au Liban plutôt qu'en Palestine. Tel-Aviv attend du président Macron qu'il utilise son influence à Beyrouth pour persuader les différentes factions libanaises d'appliquer l'interprétation israélienne de la résolution 1701, c'est-à-dire la démilitarisation des 30 kilomètres séparant la ligne de cessez-le-feu de la rivière Litani.

👉 La [résolution 1701](#) ne parle pas de zone démilitarisée, mais stipule qu'« un cessez-le-feu permanent et une solution à long terme » doit notamment être fondé sur l'« Adoption d'un dispositif de sécurité qui empêche la reprise des hostilités, notamment l'établissement, entre la Ligne bleue et le Litani, d'une zone d'exclusion de tous personnels armés, biens et armes autres que ceux du Gouvernement libanais et des

forces de la FINUL autorisées au paragraphe 11, déployés dans la zone ». Or, il existe un accord entre le Hezbollah et l'armée libanaise autorisant le premier à se déployer dans cette zone. Israël attend de la France qu'elle fasse abroger ce système.

Quatre membres du Hamas arrêtés en Allemagne et aux Pays-Bas

Quatre membres du Hamas ont été arrêtés parce qu'ils étaient soupçonnés d'avoir planifié des attaques contre des institutions juives en Europe, ont déclaré les procureurs allemands dans un communiqué. Trois des suspects sont détenus à Berlin et le quatrième aux Pays-Bas.

Préparation d'un attentat au Danemark

La police de Copenhague et le Service danois de sécurité et de Renseignement (PET) ont déclaré qu'ils avaient procédé à plusieurs arrestations dans le cadre d'une action coordonnée dans tout le pays. Les suspects préparaient un attentat terroriste.

« C'est extrêmement grave (...) Depuis un certain nombre d'années, nous voyons qu'il y a des gens qui vivent au Danemark et qui ne nous souhaitent pas de bien. Qui sont contre notre liberté et qui sont contre la société danoise, avec tout ce que cela implique », a déclaré la Première ministre Mette Frederiksen.

Renouvellement de la présidence tournante de l'Union européenne

La présidence tournante de l'Union européenne échouera à la Belgique au 1^{er} janvier 2024, puis à la Hongrie au 1^{er} juillet.

L'Union européenne s'apprête à légiférer sur le droit de la presse

Le Parlement européen et la Commission européenne sont tombés d'accord sur les principes qui doivent gérer la presse.

- Les médias publics devront disposer de budgets à long terme et d'administrateurs ayant de longs

mandats pour assurer leur indépendance face aux pouvoirs politiques.

- Il sera interdit d'obliger les journalistes et les rédacteurs en chef à révéler leurs sources, que ce soit par détention, des sanctions, des perquisitions de bureaux ou l'installation de logiciels de surveillance intrusifs sur leurs appareils.

Par dérogation, de telles interférences ne seront permises qu'au cas par cas « pour une raison impérieuse d'intérêt public », sous réserve de l'autorisation d'une autorité judiciaire.

L'utilisation de logiciels de surveillance intrusifs à l'encontre de journalistes devra également être justifiée dans le cadre d'enquêtes sur des infractions graves passibles d'une peine privative de liberté dans l'État membre concerné. Dans ce cas, les mesures de surveillance devront être régulièrement contrôlées par les autorités judiciaires.

Même dans ces cas, le droit des personnes concernées d'être informées de la surveillance en cours et de bénéficier d'une protection judiciaire s'appliquera.

- Les médias quels qu'ils soient, devront tous rendre publics leurs propriétaires réels et leurs sources de financement.

- La modération des très grandes plateformes en ligne ne devra pas limiter la liberté de la presse et l'expression d'opinions contradictoires.

- Les autorités devront répartir équitablement leurs publicités payantes et publier leurs budgets annuels.

La Russie met en garde la Finlande

Le ministère russe des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de Finlande à Moscou pour lui signifier que l'accumulation de matériels de l'Otan dans son pays menace la sécurité de la Fédération de Russie. La Finlande vient de signer un accord bilatéral d'armement avec les États-Unis. Le président russe, Vladimir Poutine, a indiqué que son pays n'avait pas eu de problème avec l'adhésion de la Finlande à l'Otan, mais qu'il en avait un maintenant avec le

stockage d'armes états-uniennes en Finlande. Il a annoncé « la création d'une infrastructure pour le district militaire de la région de Leningrad et y concentrer certaines unités militaires ».

☞ Durant la Seconde Guerre mondiale, l'URSS avait demandé à la Finlande de la laisser déployer des troupes sur sa côte afin de défendre Leningrad (Saint-Petersbourg) contre les nazis. Helsinki ayant refusé, les Soviétiques s'imposèrent de force lors de la « guerre d'hiver ». Par la suite, les Finlandais reconnaurent que Moscou n'avait pas eu le choix.

☞ En 1947, la Finlande s'est engagée par écrit à rester neutre. Cependant, elle a violé sa propre signature en adhérant à l'Otan.

AFRIQUE

Aguila Salah se rapproche de la Türkiye

Aguila Salah Issa, président de la Chambre des représentants libyenne, s'est rendu en Türkiye. Il a fait l'éloge d'Ankara et de sa réaction rapide et généreuse après la catastrophe de Derna. Il a semblé ouvert à la ratification de l'accord militaire et de sécurité, et de l'accord sur la politique économique maritime, signé en 2019, mais jamais avalisé.

Par ailleurs, le Conseil de sécurité a avalisé l'accord intervenu entre les différentes autorités pour de prochaines élections. Cependant, elles refusent de se réunir pour le mettre en œuvre.

Mystérieuse destruction d'un avion russe en Cyrénaïque

Un avion russe a été détruit sur un aéroport militaire contrôlé par le maréchal Khalifa Haftar, indique la presse italienne. Il pourrait s'agir d'une opération des Forces spéciales états-uniennes.

Brouille soudano-tchadienne

Yasser al-Ata, adjoint du général Abdel Fattah al-Burhan, avait assuré en novembre que le

Tchad avait fourni des armes aux Forces de réaction rapide du « général » Mohamed Hamdan Dogolo (dit « Hemedti »). Ses propos ont été repris à la télévision par Ali Sadek, ministre soudanais des Affaires étrangères.

En rétorsion, le Tchad, qui dément toute implication dans la vie intérieure soudanaise, a déclaré *persona non grata* quatre diplomates soudanais.

Le Soudan a immédiatement expulsé trois diplomates tchadiens.

ASIE

Isaac Herzog favorable à un accord pour libérer les otages

Le président israélien, Isaac Herzog, a déclaré devant 80 ambassadeurs du monde entier qu'« il est prêt à une nouvelle pause humanitaire et à une aide humanitaire supplémentaire afin de permettre la libération des otages. La responsabilité d'un accord incombe pleinement à Sinwar et aux dirigeants du Hamas ».

Pour Isaac Herzog, ce n'est pas le moment de créer un État palestinien

Dans un entretien à l'Associated Press (AP), le président israélien, Isaac Herzog a déclaré : « Ce sur quoi je veux insister, c'est contre le fait d'évoquer "une solution à deux États". Pourquoi ? Parce qu'il y a ici un chapitre émotionnel qui doit être traité. Ma nation est traumatisée. Pour revenir à l'idée de diviser la terre, de négocier la paix ou de parler aux Palestiniens, etc., il faut d'abord et avant tout faire face au traumatisme émotionnel que nous traversons et à la nécessité et à la demande de plein sens de la sécurité pour tous ». Ce ne serait donc toujours pas le moment pour créer un État palestinien, prévu depuis trois-quarts de siècle.

Benjamin Netanyahu ne veut pas interrompre son action militaire

Recevant le conseiller national de sécurité états-unien, Jacob « Jake » Sullivan, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a

déclaré : « J'ai dit à nos amis américains - nos héros combattants ne sont pas tombés en vain. De la profonde douleur de leur chute, nous sommes plus déterminés que jamais à continuer à nous battre jusqu'à ce que le Hamas soit éliminé – jusqu'à la victoire absolue ».

👉 Jake Sullivan a fixé de manière impérative à début février la fin du massacre à Gaza. Cependant Benjamin Netanyahu est conscient qu'il pourrait être renversé la paix revenue. Le Premier ministre tente donc de faire durer la guerre le plus longtemps possible pour affermir son pouvoir.

David Barnea à Varsovie

Selon CNN, David Barnea, directeur du Mossad, a rencontré à Varsovie le Premier ministre qatarien, Mohammad al Thani, et le directeur de la CIA, William Burns, pour discuter d'un éventuel accord d'otages. L'entretien a été jugé « positif ».

Bezalel Smotrich veut détruire le Hamas

Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances, a déclaré à la radio publique Kan : « C'est l'objectif : détruire le Hamas, pour qu'il n'y ait personne à qui parler de l'autre côté ».

Itamar Ben-Gvir s'oppose à la livraison d'aide humanitaire aux Gazaouis

Itamar Ben-Gvir, ministre de la sécurité nationale, a écrit au conseiller national de Sécurité, Tzachi Hanegbi, pour lui demander de convoquer le Cabinet de guerre afin de réexaminer la décision précédemment approuvée d'ouvrir le point de passage de Kerem Shalom à Gaza pour laisser passer l'aide humanitaire. Il relève que cette décision a été prise après une simple consultation téléphonique. Il écrit : « Comme je l'ai déjà dit, je m'y oppose fermement. Cependant, même ceux qui l'approuvent ne doivent décider qu'après un débat de fond au sein du cabinet ».

Dans un tweet sur X, il a écrit : « Si quelqu'un veut, Dieu nous en préserve, arrêter les FDI

avant que le Hamas n'ait été vaincu et que toutes les personnes enlevées aient été renvoyées - qu'elles tiennent compte du fait que [mon parti] Otzma Yehudit n'est pas avec eux. L'idée de réduire l'activité à Gaza serait un échec du cabinet de guerre limité. Ce cabinet doit être démantelé immédiatement. Il est temps de remettre les rênes au cabinet élargi ».

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Yair Lapid pour un État palestinien

Le chef de l'opposition israélienne, Yair Lapid, a déclaré dans une interview au magazine saoudo-britannique *Al-Majalla*, que c'est « notre devoir envers les générations futures » des Palestiniens et des Israéliens « de vivre côte à côte en paix ».

À propos d'un État palestinien, il a déclaré : « Je ne pense pas que l'idée soit morte. Je pense qu'elle sera retardée de manière significative parce que nous devons trouver des moyens d'assurer la sécurité de notre peuple ».

Yuli-Yoel Edelstein au secours des soldats sanctionnés à Djénine

Le député Yuli-Yoel Edelstein, président de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset, a demandé au chef d'état-major des FDI, Herzl Halevi, de reconsidérer la destitution de l'armée des soldats qui avaient été filmés en utilisant les haut-parleurs d'une mosquée de Djénine pour chanter des chants de Hannukah et s'adresser aux résidents de la ville. Sur cette vidéo, on entend un soldat dire : « Au nom de Dieu, le miséricordieux. Voici le porte-parole des FDI, »

et chanter « Nous sommes venus bannir l'obscurité ».

Dans sa lettre, il écrit : « Sans minimiser le jugement erroné des soldats, il aurait été préférable qu'un officier de rang supérieur ait eu une conversation avec eux et ait mis en place une procédure disciplinaire. J'invite le chef d'état-major à reconsidérer cette façon de gérer les faits ».

Le rabbin Yitzchak Yosef souhaite le respect des autres cultes

Le grand rabbin sépharade d'Israël, Yitzchak Yosef, a écrit à son homologue des FDI pour lui demander d'enseigner aux soldats le respect des autres cultes.

Amichai Eliyahu entend faire peur

Amichai Eliyahu, ministre du Patrimoine, s'est déclaré partisan d'une réoccupation de Gaza : « Quiconque vend une illusion que le Hamas reviendra pour gérer les choses ne veut pas se souvenir de ce qui s'est passé à Sim'hat Torah [c'est-à-dire le 7 octobre] ».

Il avait précédemment évoqué la possible utilisation d'une bombe atomique contre la population gazaouie. Il a ajouté : « Toute la journée, nous nous sommes occupés à calmer tout le monde. Pourquoi ne créons-nous pas de la dissuasion ? (...) C'est comme si, pour notre morale, nous ne voulions pas être un peu cruels. Pour gagner, vous avez besoin d'un peu de cruauté. Pour gagner, il faut être un peu effrayant ».

L'administration Biden retarde les livraisons de fusils d'assaut

Selon *Walla News*, si l'administration Biden continue à approvisionner les FDI en obus et en bombes, elle retient les livraisons de fusils d'assaut car elle craint qu'ils soient distribués aux colons contre les Palestiniens de Cisjordanie.

Les journalistes toujours interdits à Gaza

L'Association de la presse étrangère de Jérusalem a déposé une requête auprès de la Cour suprême israélienne demandant l'accès immédiat des médias internationaux à la bande de Gaza.

Clarissa Ward, journaliste de CNN, est parvenue à entrer dans la bande de Gaza sans escorte des FDI. C'est la première journaliste occidentale à pénétrer dans Gaza sans approbation israélienne.

Les FDI annoncent des récompenses pour la capture des chefs du Hamas

Les FDI ont distribué des tracts à Gaza. Ils offrent :

- 100 000 dollars pour Mohammed Deif ;
- 200 000 dollars pour Rafa'a Salameh ;
- 300 000 dollars pour Mohammed Sinwar ;
- 400 000 dollars pour son grand frère Yahya Sinwar (chef du Hamas à Gaza).

3 otages israéliens tués par les FDI

Yotam Haim, 28 ans, du kibboutz Kfar Azza, Samer Fuad El-Talalka, 24 ans, de Hura et Alon Shamriz, 26 ans, également de Kfar Azza ont été enlevés par le Hamas. Ils ont laissé des messages sur les murs d'une maison où ils étaient détenus, mais les FDI n'ont pas enquêté à ce sujet. Deux jours plus tard, ils se sont présentés presque nus et les bras levés, mais suspectant un piège, les FDI ont abattus deux d'entre eux. Le troisième s'est échappé. Les FDI l'ont retrouvé et l'ont également abattu.

Le père d'Alon Shamriz a déclaré : « Ce n'était pas une erreur, c'était une exécution – littéralement (...) Ils ont tout fait correctement - ont enlevé leurs chemises, suspendu un drapeau blanc et sont sortis en plein jour au milieu de la rue. Ils ont crié à l'aide, mais dans notre armée, personne ne sait comment suivre les règles de l'engagement (...) Même si c'était un terroriste, pourquoi lui tirer dessus comme ça ? Il était nu, désarmé, et même s'il s'agissait d'un terroriste -

Analyse du Réseau Voltaire

- « [La survie de la domination de Washington sur l'Onu](#) », par Thierry Meyssan

Lors de leur création, les Nations unies portaient un idéal d'égalité des peuples et des nations. Cependant, dès les premiers mois de son fonctionnement, Washington et Londres ont soutenu Israël contre le peuple palestinien. Puis, Washington a falsifié le Conseil de sécurité en faisant siéger Formose à la place de la Chine et en provoquant le boycott de l'URSS. Aujourd'hui, la domination des États-Unis sur cette institution est dénoncée par une vaste majorité d'États membres. Tandis que les BRICS se placent en ordre de bataille pour que l'institution revienne au Droit international.

☞ Dans cet article, Thierry Meyssan aurait aussi pu citer le cas du vote par l'Assemblée générale de la résolution annuelle condamnant le blocus illégal de Cuba par les États-Unis. Il y a désormais 187 États pour, 2 contre (les États-Unis et Israël) et 4 abstentions.

- « [Même stratégie de guerre de l'Ukraine à la Palestine](#) » par Manlio Dinucci

Les deux guerres contre la population russophone d'Ukraine et contre celle arabe de Gaza sont gérées de la même manière depuis Washington. De son point de vue, l'Empire ne peut pas perdre, même si tout indique le contraire sur le terrain.

pourquoi ne pas lui tirer dans les jambes ? Cela va à l'encontre de toutes les règles enseignées par les FDI ».

Puis il a donné une interview à NBC. Il y a déclaré : « Je vais le dire au gouvernement. Vous avez assassiné mon fils deux fois : Vous avez laissé le Hamas prendre mon fils le 7 octobre, et vous avez tué mon fils le 14 décembre (...) Le gouvernement de Netanyahu ne peut pas nous servir (...) Ils ne nous méritent pas, en tant que pays, en tant que communauté. Ce ne sont pas

nos dirigeants. Ils ne pensent qu'à eux-mêmes, à leurs chaises, à leurs salaires ».

Le ministre sans portefeuille, Benny Gantz, a rendu visite à la famille du bédoin Samer Fuad El-Talalka.

Yossi Cohen demande des démissions

Yossi Cohen, ancien directeur du Mossad, a déclaré que les responsables qui avaient été prévenus de l'attaque du 7 octobre et n'ont rien fait doivent assumer leur responsabilité et démissionner.

Répondant à une question sur sa responsabilité pour n'avoir rien fait face au réseau de financement du Hamas qu'il avait découvert en 2018, il a répondu : « Le Mossad fonctionne conformément aux décisions du gouvernement israélien et du cabinet de sécurité politique ; le Mossad n'invente pas la politique elle-même ».

Les FDI découvrent un vaste tunnel du Hamas

Les FDI ont découvert à Gaza un tunnel d'environ 3 mètres de large et quatre kilomètres de long. Il a été construit sous l'autorité de Mohammed Sinwar, frère de Yahya Sinwar, avec des techniques sophistiquées. Il est équipé d'installations de communication, d'un réseau électrique, d'un système de ventilation et d'une infrastructure d'assainissement. Situé à 400 mètres de la frontière d'Erez, il permet de circuler en voiture. Il avait probablement été creusé en préparation d'une attaque motorisée d'Israël.

Les FDI assassinent des paroissiens réfugiés dans une église

Selon le Patriarcat latin de Jérusalem, un tireur d'élite des FDI a assassiné deux chrétiennes à l'intérieur de l'église de la Saint Famille à Gaza où la majorité des familles chrétiennes de la paroisse se sont réfugiées depuis le début de la guerre. Nahida et sa fille Sahar ont été tuées alors qu'elles se dirigeaient vers le couvent des Sœurs de la Charité pour la protéger. 7 autres personnes ont été blessées par balle alors qu'elles

tentaient de protéger d'autres paroissiens à l'intérieur de l'église. Aucun avertissement n'avait été donné. Elles ont été abattues de sang-froid à l'intérieur de l'enceinte de l'église où il n'y a pas de combattants.

Hussein al-Sheikh souhaite une évaluation des actions politiques pour la Palestine

Hussein al-Sheikh, secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et possible successeur du président Mahmoud Abbas, a déclaré qu'une fois la guerre terminée, il faudrait réaliser une « évaluation sérieuse et honnête et reconsidérer toutes les politiques et toutes les méthodes » utilisées pour résoudre les problèmes du peuple Palestinien.

Il a par ailleurs déclaré que les accords d'Oslo avaient été enterrés sous les chenilles des chars israéliens à Gaza.

Rétablissement des communications à Gaza

Les entreprises Paltel et Jawwal sont parvenues à rétablir les communications téléphoniques et internet dans la bande de Gaza.

Tel-Aviv utilise l'arme de la faim

Selon [Human Right Watch](#), le gouvernement israélien utilise la famine des civils comme méthode de guerre dans la bande de Gaza, ce qui constitue un crime de guerre.

1,3 million de dollars retrouvés au domicile d'un chef du Hamas

Les soldats israéliens ont trouvé des valises contenant environ 5 millions de shekels (environ 1,35 million de dollars) au domicile d'un haut fonctionnaire du Hamas à Jabalya, ainsi que des armes, a déclaré le porte-parole des FDI.

Les tunnels du Hamas capables de résister à une inondation

Ossama Hamdan, un des responsables du Hamas, a déclaré au Liban : « Les tunnels ont été construits par des ingénieurs qualifiés, qui ont pris en compte toutes les attaques possibles, y compris les inondations »

Les Gazaouis affamés pillent un convoi humanitaire pour survivre

Des Gazaouis ont attaqué un convoi d'aide humanitaire et l'ont pillé pour distribuer les vivres à la population. Selon le Programme alimentaire mondial des Nations unies, environ la moitié de la population de Gaza souffre de la faim et ignore où elle trouvera son prochain repas.

Mahmoud Abbas redit son opposition à tout transfert de population

Recevant le conseiller national de sécurité états-unien, Jacob « Jake » Sullivan, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a déclaré que son peuple « s'oppose à tout plan d'expulsion des résidents de la bande de Gaza ou de la Cisjordanie », ajoutant qu'en Cisjordanie, il y a « un transfert discret par les colons et avec le soutien de l'armée, et l'administration US doit intervenir immédiatement pour arrêter cette politique ».

Incident à la frontière syro-jordanienne

Les gardes-frontière jordaniens ont combattu durant cinq jours les tentatives d'incursion des contrebandiers syriens. Ces derniers, profitant de la tension autour de Gaza, ont tenté de faire pénétrer des drogues et des armes. Celles-ci étaient destinées à combattre Israël en Cisjordanie.

La Jordanie met en garde contre le « deux poids, deux mesures » à Gaza

Le ministre jordanien des Affaires étrangères, Ayman Safadi, a déclaré que si le Conseil de sécurité de l'Onu n'adopte pas une résolution

sur l'aide humanitaire à Gaza, cela signifiera que l'institution bascule du Droit international vers le « deux poids, deux mesures ».

Prochaine parution

Ce bulletin ne paraîtra pas durant les fêtes de fin d'année. Le numéro 68 ne sera disponible que le 12 janvier 2024.

Washington envisage de « sanctionner » l'opposition armée syrienne

L'administration Biden s'inquiète enfin des violations des Droits de l'homme commises par l'opposition armée syrienne. Nikolas Granger, conseiller au CentCom du général Michael E. Kurilla, en a rencontré des leaders en Syrie. Il leur a demandé de veiller au respect des Droits de l'homme faute de quoi ils seraient sanctionnés par les États-Unis.

L'Otan se tourne vers l'Arabie saoudite face à Ansar Allah

Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan, s'est rendu en visite à Riyad. C'est la première fois qu'un officiel de ce rang de l'Otan se rend en Arabie saoudite. Ce voyage se déroule dans le contexte des attaques anti-israéliennes d'Ansar Allah en mer Rouge.

Jake Sullivan au Moyen-Orient élargi

Jacob « Jake » Sullivan, conseiller national de Sécurité des États-Unis, a rencontré à Abu Dhabi, son homologue émirati, Tahnoun bin Zayed. Les deux hommes ont évoqué la situation au Yémen.

Il a également rencontré Benjamin Netanyahu à Tel-Aviv. Il lui aurait dit que l'opération militaire à Gaza doit se terminer au plus tard début février.

La paix au Yémen repoussée sur pression de Washington

La cérémonie de signature de paix entre l'Arabie saoudite et Ansar Allah, sous les

auspices des Nations unies, a soudainement été annulée. La presse locale fait état de pression états-unienne sur l'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu, Hans Grünberg. Riyad quant à lui, n'a pas suivi Washington sur sa volonté de relancer la guerre afin de mettre fin aux attaques anti-israéliennes d'Ansar Allah au détroit de Mab el-Mandeb.

Le sultanat d'Oman a débuté une offre de bons offices entre Ansar Allah et les États-Unis.

Erratum

Dans certaines éditions de notre bulletin 66, nous avons indiqué que des politiciens yéménites menaçaient d'envoyer 500 000 hommes à Gaza. Ceci doit être expliqué : 500 000 hommes ce serait la cinquième armée la plus nombreuse au monde (après les USA, la Russie, l'Inde et la Chine). C'est évidemment absurde. Ansar Allah n'a jamais compté plus de 120 000 hommes. Dans la culture sémite (c'est-à-dire à la fois arabe et sépharade), les chiffres ne sont pas uniquement des moyens de compter, mais aussi d'exprimer symboliquement des idées. « 500 000 », cela veut dire dans ce contexte « une armée plus puissante que celle d'Israël ».

Al-Jazeera porte plainte devant la CPI

Al Jazeera a l'intention de porter la mort de son cameraman, Samer Abu Daqa, blessé lors d'une frappe aérienne à Khan Yunis, devant la Cour pénale internationale. Tsahal a déclaré que l'ambulance qu'elle avait envoyée pour aider Abu Daqa ne pouvait pas l'atteindre en raison d'endommagements de la route.

Recep Tayyip Erdoğan annonce l'isolement diplomatique d'Israël

Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a déclaré : « Il est impossible d'attendre de la bonne volonté de la part d'Israël à ce stade. Cependant, ce qui compte en réalité, c'est de voir comment le monde entier réagit face à l'État hébreu. En fait, rappelez-vous qu'au début 121 États se sont opposés à lui à l'Assemblée

générale des Nations Unies et qu'ils ont agi avec nous. À l'époque, 40 États se sont abstenus et 10 pays, dont les États-Unis, ont soutenus Israël. Pourtant, aujourd'hui, le vent a tourné et le nombre de ces 121 pays qui agissent avec nous a considérablement augmenté [pour atteindre 153], ce qui montre qu'Israël s'oriente maintenant vers l'isolement. Cet isolement ne fera que croître davantage dans les jours à venir ».

La Malaisie interdit aux navires israéliens d'accoster dans ses ports

Prenant en considération l'efficacité des efforts d'Ansar Allah au Yémen pour faire stopper le massacre en cours à Gaza, le gouvernement d'Anwar Ibrahim a interdit l'accès de ses ports aux navires israéliens.

La secte Moon lance un nouveau programme

La Global Peace Foundation (GPF) a annoncé à Manille (Philippines) le lancement du « Corps mondial pour la paix ».

☞ Alors que le gouvernement japonais est sous le point de s'effondrer sous le coup du scandale des 500 millions de dollars de pots-de-vin provenant de la secte Moon, celle-ci lance un nouveau programme en Asie.

Nouveau directeur des services de Renseignement sud-coréens

L'ancien ambassadeur sud-coréen à Washington, Cho Tae-yong, a été nommé directeur des services de Renseignement du pays (Office of National Security).

La plus haute juridiction sud-coréenne confirme la condamnation de sociétés japonaises pour les crimes impériaux

La Cour suprême sud-coréenne a confirmé les jugements de 2013 et 2014 ordonnant à deux entreprises japonaises, Mitsubishi Heavy Industries et à Nippon Steel Corp, d'indemniser les Coréens qui ont été forcés de travailler sous

l'occupation japonaise de 1910 à 1945. Elles devront payer 1,17 milliard de won (898 000 dollars) à 11 victimes ou à leurs proches.

Séisme politique au Japon

Les perquisitions et les démissions se succèdent au Japon depuis la révélation des fonds secrets du Parti libéral-démocrate (cf. VAI 66), le plus grand scandale du pays depuis l'affaire Lockheed, il y a un demi-siècle. 99 parlementaires ont empoché 500 millions de dollars de pots-de-vin. Pour le moment, l'enquête porte sur la répartition des fonds. Leur origine n'a pas encore été abordée.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Renouvellement du Conseil de Sécurité

Au 1^{er} janvier, le Conseil de Sécurité des Nations unies sera composé de :

- L'Algérie, le Guyana, la République de Corée, la Sierra Leone et la Slovaquie
- L'Équateur, le Japon, Malte, le Mozambique et la Suisse
- La Chine populaire, les États-Unis, la Fédération de Russie, la France et le Royaume-Uni sont membres à titre permanent.

Détournement de fonds aux Nations unies

L'Ukrainien Vitaly Vanshelboim, sous-secrétaire générale de l'Onu responsable des investissements, a été licencié. Il aurait donné 58 millions de dollars de l'Onu à l'homme d'affaires David Kendrick et à sa fille de 22 ans, Daisy Kendrick. Le fondateur de Sustainable Housing Solutions (SHS), était censé utiliser cette somme pour des projets tels que la construction de maisons dans les pays en développement. Cependant la société n'est pas en mesure de rembourser les fonds qu'elle a déjà utilisés pour s'acquitter de dettes préexistantes. D'autres opérations frauduleuses sont apparues comme la facturation à 3 millions de dollars d'une chanson de Stone qui avait été composée bénévolement pour les Nations unies.

L'OMS déplore l'attaque de l'hôpital Kamal Adwan

Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a déclaré : « Nous avons appris que de nombreux patients [de l'hôpital Kamal Adwan dans le nord de Gaza] devaient l'évacuer, à grands risques pour leur santé et leur sécurité, les ambulances ne pouvant atteindre l'installation. Parmi les patients décédés, plusieurs sont morts en raison d'un manque de soins de santé adéquats, y compris un enfant de 9 ans (...) Nous sommes extrêmement préoccupés par le bien-être des personnes déplacées qui se trouveraient à l'abri du bâtiment de l'hôpital. Le système de santé de Gaza était déjà à genoux, et la perte d'un autre hôpital est un coup sévère ».

Dans une note, publiée le 14 décembre, l'OMS indique que

- 18 787 Palestiniens ont été tués à Gaza, dont 7 729 enfants ;
- 50 877 Palestiniens ont été gravement blessés ;
- 1,93 millions de Palestiniens ont été déplacés (c'est-à-dire 85 % des Gazaouis) ;
- 803 Palestiniens ont été autorisés à quitter Gaza depuis le 7 octobre.

L'UNRWA met en garde face à une catastrophe imminente à Gaza

Abi Hasna, porte-parole de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA), a déclaré : « Les gens n'ont rien, ils ont perdu tout espoir (...) Nous sommes arrivés aux endroits où des camions ont été dévalisés. Nous avons trouvé des gens assis et mangeant ce qu'ils venaient de voler (...) Au-delà des bombardements et des destructions, il y a la faim à Gaza et il y a des maladies. Il y a *Nakba* [catastrophe] dans tous les sens du terme. Si le monde n'agit pas, nous sommes au seuil d'une catastrophe que personne ne peut décrire ».

Les Occidentaux contre les colons extrémistes de Cisjordanie

L'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni et l'Union européenne ont décidé d'empêcher l'entrée de colons extrémistes impliqués dans des actes de violence contre les Palestiniens. Cependant aucun mécanisme n'a été défini pour mettre en œuvre ce principe.

Dans une déclaration communes, ils déclarent : « [Depuis le 7 octobre], les colons ont commis plus de 343 attaques violentes, tuant 8 civils palestiniens, en blessant plus de 83 et forçant 1 026 Palestiniens à quitter leurs maisons (...) Cette augmentation des actes de violence des colons extrémistes commis contre les Palestiniens est inacceptable (...) L'incapacité israélienne à protéger les Palestiniens et à poursuivre les colons extrémistes a créé un environnement d'impunité presque total dans lequel la violence des colons a atteint des niveaux sans précédent. Cela compromet la sécurité en Cisjordanie et dans la région et menace les perspectives d'une paix durable ».

Le G7 pourrait légaliser la confiscation des biens russes

Le G7 multiplie les conciliabules pour trouver une [justification](#) à la confiscation des 300 milliards de dollars de la Banque centrale russe et de milliardaires russes déjà saisis et gelés.

Cette saisie permettrait de financer la guerre en Ukraine pendant trois ans au moins après que les Républicains aient bloqué toute aide à l'Ukraine au Congrès et que la Hongrie l'ait également bloquée au Conseil européen.

De l'avis général des juristes, les Occidentaux ne sont probablement pas en droit de saisir et de geler les biens russes et surement pas de les confisquer. De nombreux États, persuadés que les Occidentaux ne respectent plus la propriété, ont commencé à retirer leurs avoirs de ces pays.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

EDITORIAL

- La majorité de l'Assemblée générale de l'Onu bascule côté russo-chinois

•AMÉRIQUE

- Les sabotages US en Russie sont préparés depuis 2017
- Ce que révèlent les Twitter Files
- Eric Schmidt subventionne la FAS et rémunère des fonctionnaires jusqu'à la Maison-Blanche
- D'une manière générale, les rappels de « vaccins ARN » affaiblissent les patients
- Les dernières spéculations de la Rand Corporation
- À la recherche de nouvelles pièces de l'affaire Hunter Biden
- Ron DeSantis contre le wokisme
- Le cimentier Lafarge poursuivi au civil pour les mêmes faits négociés au pénal
- Les oustachis boliviens poursuivis pour le coup d'État bolivien de 2019
- La Colombie renoue avec le Venezuela
- Le Venezuela s'apprête à tourner la page Juan Guaidó

EUROPE

- Le Royaume-Uni s'apprête à déclarer les Gardiens de la Révolution « terroristes »
- L'héritage du pape Benoît XVI
- La CIA a censuré Internet pour protéger Emmanuel Macron
- François Hollande confirme que les Accords de Minsk n'étaient qu'une manœuvre occidentale
- La Belgique et le Luxembourg libèrent les avoirs des sociétés occidentales qui travaillaient en Russie
- La Pologne fait alliance avec l'Italie contre le projet franco-allemand de fédéralisme européen
- La Pologne commande des satellites d'observation à la France
- La Pologne retire sa protestation contre les nationalistes intégraux ukrainiens
- La Hongrie réclame la dissolution du Parlement européen
- L'Union européenne débloque les engrais russes qu'elle avait saisis

- Corruption au Parlement européen : le Prix Sakharov en question
- Très forte tension entre la Serbie et le Kosovo
- L'armée ukrainienne intègre des mercenaires turcophones d'Asie
- Le président Zelensky nomme une sexologue comme ambassadrice
- L'Alliance entre les « nationalistes intégraux » ukrainiens et les « sionistes révisionnistes » israéliens ne fonctionne pas
- L'Ukraine prépare un « sommet pour la paix » contre la Russie
- La Russie développe ses exploitations de gaz
- L'instabilité politique du marché occidental des hydrocarbures laisse entrevoir une prochaine très grave crise énergétique
- Le point de vue de Sergueï Lavrov
- La Russie se retire de tous ses engagements avec le Conseil de l'Europe
- Le président Poutine interdit la vente de pétrole à l'UE et à l'Australie
- Des bagues pour symboliser la CEI
- Le Tatarstan s'intègre pleinement à la Fédération de Russie
- La Marine russe championne du monde en matière de sous-marins nucléaires
- Sabotage dans les chantiers navals

AFRIQUE

- L'Algérie récupère 20 milliards de dollars détournés par le clan de Saïd Bouteflika
- L'Algérie cède aux pressions US
- Affrontements au Soudan du Sud

ASIE

- Les engagements de Benjamin Netanyahu
- Les rabbins séfarades contre le président de la Knesset
- Le ministre des Affaires étrangères n'est pas celui qu'on dit
- Changer le statut du grand rabbin militaire
- Le gouvernement Netanyahu ne ratifiera pas la Convention sur la lutte contre les violences faites aux femmes
- Noam établit des listes de mauvais citoyens
- Israël a perdu son contrat avec Pfizer
- Ben-Gvir sur les traces de Sharon au Mont du Temple

- Les Nations unies saisissent leur tribunal interne pour déclarer l'occupation israélienne des Territoires palestiniens illégitime
- Cerné par de nombreuses polices, Riad Salamé reste gouverneur de la Banque du Liban
- La France, les États-Unis et le Qatar veulent imposer leur présidentiable au Liban
- 858 millions de dollars pour associer la Syrie au Captagon
- La normalisation turco-syrienne imminente
- Bachar el-Assad reçoit Abdallah ben Zayed al-Nahyane
- Le Qatar envisage de ne plus exporter de gaz vers l'UE
- Le Qatar entre dans le conflit yéménite
- La Türkiye rétablit ses relations avec Israël
- L'Iran s'adapte à l'arrivée de la Chine dans le monde arabe
- L'Inde commence à s'organiser sans le dollar
- Rahul Gandhi se range derrière Washington
- Le Myanmar libère 7 000 prisonniers
- La Corée du Nord se renforce
- La Chine change sa politique face à la Covid
- Manœuvres communes sino-russes
- Taïwan allonge le service militaire
- Quatre ministres du gouvernement Kishida démissionnent
- Le Japon renforce sa Défense contre la Chine
- Les JO de Tokyo étaient corrompus

OCÉANIE

- L'Australie tente de renouer avec la Chine

ORGANISATIONS

INTERGOUVERNEMENTALES

- Les nouveaux membres du Conseil de sécurité de l'Onu

N°23 :

EDITORIAL

- Washington tente de poursuivre la guerre en Syrie

AMERIQUES

- Le républicain Kevin McCarthy élu président de la Chambre des Représentants
- Ouverture de l'enquête parlementaire sur la famille Biden
- Demande de destitution du secrétaire à la Sécurité de la Patrie
- Les surveillances illégales du FBI
- Hillary Clinton se reconvertit
- Une enquête judiciaire sur le président Joe Biden
- Les États-Unis contre Wagner
- Le complexe militaro-industriel US au bord de l'épuisement
- Confusion au Brésil
- Confusion au Pérou
- Réconciliation colombo-vénézuélienne
- Le Venezuela récupère son ambassade à Washington

EUROPE

- Martin Griffiths est un agent du MI6
- La France et ses alliés simulent une guerre contre la Russie
- Le milliardaire ukrainien Kostyantyn Zhevago ne sera pas extradé de France
- Déblocage de la réconciliation hispano-marocaine
- L'Italie mise sur les hydrocarbures africains
- Un médecin condamné en Allemagne parce qu'il ne croit pas au masque contre la Covid
- La Suède n'adhérera pas prochainement à l'Otan
- L'Union européenne s'en remet à l'Otan
- Des documents canadiens remettent en question l'histoire de la guerre de Bosnie
- L'Otan ne souhaite pas calmer le jeu entre la Serbie et le Kosovo
- Le président Zelensky poursuit l'ukrainisation de son pays
- L'Ukraine renforce ses liens avec les Anglo-Saxons

- La Géorgie refuse de s'engager dans la guerre en Ukraine
- L'Arménie prend ses distances avec la Russie
- Stabilisation de l'économie russe
- Moscou craint que Washington n'utilise les ukronazis dans d'autres régions du monde
- Les militaires occidentaux inquiets des armes russes
- Russie Unie recourt à l'intelligence artificielle pour s'assurer de ses sympathisants
- Roman Abramovich a protégé sa fortune avant les sanctions
- Les premiers prisonniers de droit commun de Wagner amnistiés
- Rupture des négociations de paix russo-japonaises
- La guerre contre la Russie favorise l'adhésion de l'Algérie aux BRICS

AFRIQUE

- L'Égypte dévalue
- L'Égypte privatise les abords du Canal de Suez
- Le MI6 rapproche les Frères musulmans et le Hizb ut-Tahrir
- La France tente de calmer le Burkina- Faso
- Réconciliation entre le Mali et la Côte d'Ivoire
- Le Soudan envahit un territoire éthiopien
- Affrontements ethniques au Soudan du Sud
- Le Tchad déjoue un complot
- Les Occidentaux remettent le Rwanda à sa place
- L'ancien président mauritanien et ses collaborateurs jugés pour enrichissement illicite

ASIE

- Rétorsion israélienne au vote pro- palestinien de l'Onu
- La mort du Casque bleu irlandais au Liban n'était pas un acte politique
- La Justice iraquienne poursuit Donald Trump
- Le Forum du Negev poursuit les Accords d'Abraham
- La fille de l'ancien président Rafsandjani emprisonnée
- L'Iran condamne les caricatures de l'ayatollah Khamenei
- L'Inde investit dans l'hydrogène
- La « communauté internationale » n'aidra pas le Pakistan
- L'armée pakistanaise et l'Arabie saoudite

- Le plan sud-coréen pour la réunification
- Les Émirats mobilisent le monde musulman pour soutenir la Chine
- Qin Gang écarte le « guerrier-loup »
- La Chine veut s'emparer du contrôle du marché des électrolyseurs
- Taïwan fait réparer ses missiles en Chine populaire
- Le réarmement du Japon toujours en débat

Cette semaine notre supplément documentation rapporte une cinquantaine de documents officiels.

EDITORIAL

- La normalisation irano-saoudienne pourrait apporter la paix au Proche-Orient

AMERIQUES

- Washington prive l'UE d'hydrocarbures russes, mais en importe
- Polémique autour de l'acteur Steven Seagal
- Pour Kanye West, les noirs sont les vrais descendants des Hébreux
- Le président Biden sème des documents classifiés
- Big Pharma s'est appuyé sur Twitter pour protéger ses super-profits
- Propositions de lois républicaines
- Antony Blinken soutient la liberté de conscience
- Douglas Wise ne reconnaît pas son erreur
- Coordination du Pentagone avec les armées ukrainiennes
- Un ancien secrétaire du président Felipe Calderon jugé aux États-Unis
- Préparation d'un attentat contre Francia Marquez
- Anderson Torres aurait planifié un coup d'État au Brésil
- Le Venezuela poursuit les politiciens rebelles pro-Occidentaux

EUROPE

- La France fait la leçon à la Russie
- La gauche française contre les riches
- La Belgique limite l'enquête sur la corruption des instances européennes
- L'industrie allemande espère combler les besoins de munitions de l'Otan
- La Pologne redoute une victoire russe en Ukraine
- L'Union européenne et l'Otan envisagent d'augmenter massivement les dépenses militaires
- La République Srpska ne pense pas comme l'UE
- Censure sur le bombardement d'un immeuble civil à Dnipro
- Décès du ministre de l'Intérieur ukrainien

- L'armée ukrainienne distribue un faux document attribué mensongèrement à l'Église orthodoxe
- La CIA prétend rétrospectivement avoir sauvé le président Zelensky
- Le chef d'état-major russe prend le commandement de l'opération en Ukraine
- Wagner prend Soledar
- Polémique dans l'affaire des soldats russes tués à Makiivka
- Incertitude autour de la loi russe pénalisant la propagande homosexuelle
- Les compagnies aériennes russes victimes des « sanctions » occidentales
- Enquête sur les massacres de Marioupol
- La Russie met en service des drones sous-marins nucléaires
- Transformation de l'armée russe
- La Russie veut traduire Angela Merkel et François Hollande devant un nouveau Nuremberg
- Qui est l'espion Paul Whelan ?

AFRIQUE

- La CIA s'inquiète de la présence de Wagner en Libye
- L'opposition tunisienne ne se renforce pas après les élections

ASIE

- Bezalel Smotrich affiche son homophobie
- La Cour suprême israélienne préconise la démission d'un ministre du Shaas
- Le Qatar s'oppose à la réconciliation entre le Hamas et la Syrie
- L'Assemblée générale de l'Onu condamne les rétorsions israéliennes contre l'Autorité palestinienne
- L'otage israélien Abera Mengistu est toujours vivant
- La Grèce condamne la société israélienne Intellexa
- Danny Danon prépare l'annexion de la Cisjordanie
- Le narcotrafic menace la sécurité du Liban
- Le Hezbollah aura bientôt 200 000 miliciens
- Le Qatar pronostique un retour du gaz russe dans l'UE
- Le directeur des pétroles émiratis présidera la COP 28

- L'Iran déploie sa Marine au large des États-Unis
- Nouvelle version de l'assassinat de Mohsen Fakhrizadeh
- Les armées iraniennes se dotent d'avions de chasse russes
- Démission forcée du président vietnamien
- Tensions entre la Corée du Sud et l'Iran
- La population chinoise baisse, mais la croissance économique se poursuit
- Washington tente d'interdire les exportations du Xinjiang
- Beijing recadre ses relations avec Washington
- Fumio Kishida prépare le prochain G7
- Le Japon bat le rappel contre la Chine

Cette semaine, notre supplément documentaire propose quatre pages de rapports de thinks tanks.

N°25 :

EDITORIAL

- Israël détient la clé du conflit ukrainien

AMERIQUES

- Le conseil de Sécurité US déclare le groupe Wagner « organisation criminelle »
- Contre l'usage domestique du gaz
- Jeffrey Zients prochain directeur de cabinet de la Maison-Blanche
- Le CSIS préconise de sanctionner les banques russes et chinoises
- Les juifs états-uniens inquiets du gouvernement Netanyahu
- 54 grands journalistes US rémunérés par George Soros
- Le Congrès étendra ses enquêtes sur les réseaux sociaux aux chaînes de télévision
- Des munitions US à l'uranium pour l'Ukraine
- L'administration Biden contre les pratiques anti-concurrentielles de Google
- La pression migratoire aux USA
- Salon de l'armement de Las Vegas
- Le dollar toujours central
- Lula limoge le chef d'état-major brésilien
- Lula condamne « l'occupation » russe de l'Ukraine
- Fernández et Lula pour une monnaie commune argentino-brésilienne

EUROPE

- Le Royaume-Uni spécialiste des coups d'État
- De grands journalistes français invités secrets du président Macron
- Grandes manifestations contre la réforme française des retraites
- Bruno Le Maire bloque les comptes de RT France
- Anniversaire du Traité de l'Élysée
- La France haussera son budget militaire aux normes de l'Otan
- L'Espagne et la France signent un Traité d'amitié
- La droite espagnole unie contre Pedro Sánchez
- L'Allemagne envoie des chars lourds en Ukraine
- Le Danemark ne sait comment financer l'augmentation de son budget militaire

- La Suède n'adhérera pas à l'Otan tant que la Turquie s'y opposera
- La Finlande n'adhérera pas à l'Otan tant que la Suède ne le pourra pas
- La Hongrie étend son combat idéologique
- Les entreprises du G7 et de l'UE restent massivement en Russie
- L'Union européenne embarrassée par le vote du Parlement contre les Gardiens de la Révolution
- Deux États de l'Union européenne vers la rupture des relations diplomatiques avec la Russie
- La Serbie ne souhaite plus adhérer à l'UE
- Pour le président Zelensky, Vladimir Poutine est déjà mort
- Emese Fajk, escroc de haut vol et porte-parole de la Légion étrangère ukrainienne
- L'Ukraine stocke des armes dans ses centrales nucléaires
- Le chef du Renseignement militaire ukrainien accuse le SBU d'avoir assassiné un héros
- Vaste remaniement du gouvernement ukrainien
- La Russie arme les principaux bâtiments officiels à Moscou
- La Cour européenne des Droits de l'homme se déclare compétente face à la Russie

AFRIQUE

- Les intérêts US en Libye
- Réunion partielle de la Ligue arabe à Tripoli
- Arrestation d'un leader islamiste tunisien
- L'aide inadaptée des Frères libyens à la Tunisie
- Le Parlement marocain contre le Parlement européen et la France
- Le Maroc dément vouloir héberger une base militaire US
- Le Burkina Faso met fin à la coopération militaire avec la France
- Des séparatistes au Cameroun
- Le Gabon inquiet d'une prochaine base militaire espagnole en Guinée équatoriale
- L'Érythrée se retire d'Éthiopie
- Le procès de l'investissement britannique au Nigéra
- Massacres en République démocratique du Congo
- Une mort de plus d'un opposant au président Kagame

- Manœuvres navales Chine-Russie-Afrique du Sud

ASIE

- Benjamin Netanyahu plie devant la Cour suprême et prépare sa réforme
- Le procureur général d'Israël contre le maintien du Premier ministre
- Réforme du droit des médias israéliens
- Manifestation en Israël contre les projets de réforme du Premier ministre
- Le Pentagone soutient Tsahal, mais pas le projet de bombardement de l'Iran
- Mike Pompeo dénonce Benjamin Netanyahu
- Collecte de fonds aux USA pour les extrémistes israéliens
- La Jordanie inquiète de l'attitude israélienne face aux « Nobles sanctuaires »
- Sommets autour de l'Égypte et de la Jordanie
- La France prépare un sommet pour son candidat au Liban
- Aide de l'Iran à la Syrie
- La Russie tente de résoudre le problème kurde en Syrie
- Dangereuse rivalité entre les Kurdes irakiens
- Le Premier ministre irakien vire côté états-unien
- L'Arabie saoudite attend des gestes israéliens envers les Palestiniens
- Une constellation satellitaire iranienne
- Narendra Modi rattrapé par son passé
- Les Philippines veulent s'entendre avec la Chine
- Difficile promotion de la Corée du Sud
- La Chine au pôle Sud
- Le président de la Chambre des Représentants US à Taïwan
- Jacinda Ardern renonce à poursuivre

Et après ces 15 pages de brèves contextualisées, notre supplément documentation liste sur 9 autres pages plus de 200 ouvrages de sciences politiques, parus en janvier 2023, en cinq langues différentes.

N°26 :

EDITORIAL

- Le grand déballage a commencé en Ukraine

AMERIQUES

- Les expériences de Pfizer sur la Covid avant l'épidémie
- Les USA ne savent plus comment défendre la liberté religieuse en Ukraine
- L'Administration Biden refuse de s'expliquer sur sa politique à la frontière mexicaine
- Un général US en exercice évoque une attaque de la Chine
- Les Rockefeller contre les gazinières
- La Federation of American Scientists n'est plus ce qu'elle était
- Le Congrès va-t-il augmenter le plafond de la dette publique US ?
- La fin des voitures à essence aux USA suppose une dévastation de l'environnement mondial
- Hunter Biden exige des poursuites contre Rudolph Giuliani et Steve Bannon pour violation de sa vie privée
- Le Pentagone teste avec succès un petit missile hypersonique
- Le Mexique n'enverra pas d'armes en Ukraine
- Qui a commis un coup d'État au Pérou ?
- La Colombie n'enverra pas d'armes en Ukraine
- Jair Bolsonaro reste aux USA
- Le Brésil n'enverra pas d'armes en Ukraine
- L'Argentine n'enverra pas d'armes en Ukraine

EUROPE

- Limogeage du président du Parti conservateur britannique
- Après Merkel et Hollande, Boris Johnson confirme que les accords de Minsk ne visaient pas la paix en Ukraine
- Le Royaume-Uni a mené 83 guerres depuis 1945
- L'administration britannique gère mal le Brexit
- Le Premier ministre polonais évoque la partition de l'Ukraine
- Des personnalités polonaises évoquent l'indépendance de la Tchétchénie

- La Pologne accuse la Russie de construire de nouveaux camps et ne l'invite pas aux célébrations d'Auschwitz
- Les Ukrainiens ont détruit eux-mêmes leur pays après l'indépendance
- La Hongrie propose la candidature de Recep Tayyip Erdoğan au Prix Nobel de la Paix
- Le général Petr Pavel nouveau président tchèque
- L'atlantiste Petr Pavel se prononce pour des négociations de paix en Ukraine
- La Croatie n'enverra pas d'armes en Ukraine
- L'Union européenne ne comprend pas la différence entre « Droit international » et « ordre international fondé sur des règles »
- L'Otan est prête pour la Guerre mondiale
- L'intérêt secret du Pentagone en Ukraine
- La Russie exclue des Jeux olympiques ?
- Le Kremlin classe ses statistiques économiques
- Dissolution du Moscow Helsinki Group
- Interdiction du média letton Meduza en Russie
- Blagodatnoye libérée au Donbass
- Les sanctions occidentales profitent à Moscou

AFRIQUE

- Rapprochement égypto-indien
- Dissolution de la Ligue algérienne de défense des Droits de l'homme
- Réconciliation soudano-éthiopienne
- Diffamation française contre le Kenya et la Tanzanie
- Le Pentagone élimine un chef de Daesh en Somalie
- Le M23 prend Kitchanga en RDC
- Le Rwanda abat un avion congolais

ASIE

- Escalade israélo-palestinienne
- Benjamin Netanyahu veut distribuer des armes aux civils juifs israéliens
- Les économistes israéliens contre la politique de Benjamin Netanyahu
- Les juges de la Cour suprême contre la politique de Benjamin Netanyahu
- La Russie apprécie la neutralité israélienne en Ukraine
- Qui se cache derrière la politique de Benjamin Netanyahu ?

- Vers une limitation drastique du droit de grève en Israël
- L'OIAC accuse la Syrie d'avoir utilisé des armes chimiques en 2018
- Changement de régime au Turkmenistan
- Le Kirghizistan s'apprête à interdire Radio Free Europe/Radio Liberty
- Réconciliation pakistano-russe
- Pourparlers bhoutano-chinois
- Développement des drogues au Myanmar
- L'Otan embarque la Corée du Sud contre la Russie
- L'Armée de libération populaire chinoise hausse le niveau de son aviation
- « Nouvel an lunaire » ou « Nouvel an chinois » ?
- Contestation de l'Australian Day
- Le président chinois Xi Jinping s'adresse aux Australiens

Cette semaine, notre supplément documentaire est consacré aux articles des revues universitaires de sciences politique parus en janvier.

N°27 :

EDITORIAL

- Les chiffres des pertes ukrainiennes et russes selon le Mossad

AMERIQUES

- L'affaire du ballon chinois
- La Justice US au service de l'Ukraine
- Rétorsion républicaine au Congrès
- Les Républicains s'opposent à l'interdiction des cuisinières à gaz
- Brian Deese quitte la Maison-Blanche
- Les États-Uniens jugent négativement l'impact de l'Administration Biden
- Les Démocrates ne soutiennent plus une nouvelle candidature Biden
- Étrange « discours sur l'état de l'Union »
- Des parlementaires US pro-Israël mettent en garde contre la politique de Benjamin Netanyahu
- La CIA pronostique un conflit israélo-palestinien
- Les anciens dirigeants de Twitter nient avoir obéi au FBI

EUROPE

- La rencontre du pape François avec les présidents Volodymyr Zelensky et Vladimir Poutine repoussée
- *Russia Today* cesse ses activités en Allemagne et en France
- Nord Stream a été détruit par les USA et la Norvège
- L'Union européenne interdit l'achat de pétrole russe
- L'UE réserve 1 milliard d'euros pour la reconstruction de l'Ukraine
- L'UE planifie l'interdiction de louer des immeubles mal isolés
- Accusation de trafic d'organes en Moldavie et en Ukraine
- Déjà 19 millions de livres radiés des bibliothèques ukrainiennes
- Les familles ukrainiennes inquiètes pour leurs hommes
- Le plan de paix de la CIA en Ukraine
- L'Ukraine déclare Wagner « organisation criminelle »

- Utilisation d'armes chimiques par une unité ukrainienne
- Vladimir Poutine dénonce le soutien allemand aux ukro-nazis
- Le patriarche Cyril Ier était un informateur de l'URSS
- Suite de l'enquête russe sur les laboratoires biologiques US en Ukraine
- Les USA reprennent les négociations de désarmement New Strat avec la Russie

AFRIQUE

- La Justice tunisienne veut faire la vérité sur les assassinats de 2013
- Le président Kais Saïed limoge son ministre des Affaires étrangères
- Le Mali fait le ménage
- Sergueï Lavrov dame le pion de l'UE au Soudan
- Trois hiérarques chrétiens au Soudan du Sud
- L'Ouganda pratique-t-il ou réprime-t-il la torture ?
- La RDC expulse des militaires rwandais de l'EACRF

ASIE

- L'Administration Netanyahu promeut les colonies illégales
- 56 économistes contre le programme de Benjamin Netanyahu
- La France tente de réorganiser le Liban à son avantage
- Le gouverneur Riad Salamé candidat à sa propre succession à la tête de la Banque centrale libanaise
- La Syrie et la Russie réaffirment leur opposition aux armes chimiques
- Les « sanctions » US interdisent de porter secours aux Syriens victimes du tremblement de terre
- La Türkiye exporte du matériel US en Russie
- L'Administration Biden échoue à contraindre la Türkiye d'appliquer ses « sanctions » contre la Russie
- Sadat Peker remet ses révélations à plus tard
- Téhéran rappelle à Paris qu'il a donné la bombe atomique à Israël
- Mohammad Khatami reprend du service
- Attaques contre des bases militaires en Iran

- Imran Khan tente de discréditer la Justice pakistanaise
- L'Inde dispose de deux porte-avions
- Les Philippines acceptent quatre nouvelles bases militaires US
- La stratégie chinoise des ballons
- Procès des leaders des manifestations pro-occidentales à Hong Kong
- La Chine soutient l'industrie de Défense russe

Océanie

- La stratégie US en Ukraine et à Taïwan
- En outre, cette semaine, notre supplément documentaire présente une cinquantaine de rapports officiels en accès libre.

N°28 :

EDITORIAL

- Military Balance 2023

AMÉRIQUES

- Comment le FBI a répandu le mythe de la « désinformation russe »
- Twitter et la censure des médecins
- Début de l'enquête parlementaire sur la famille Biden
- Les chiffres de l'économie US
- Suite des « ballons espion chinois »
- La NED contre les médias républicains
- Pour la démocrate Ocasio-Cortez, aimer ses ennemis est fasciste
- Un nouveau sénateur démocrate contre la politique de Benjamin Netanyahu
- Nikky Haley se présente à la présidentielle
- Joe Biden en Pologne
- David Malpass quitte la Banque mondiale
- Le Nicaragua expulse 200 « traîtres » vers les États-Unis

EUROPE

- Démission de Nicola Sturgeon
- Des parlementaires français anti-parlementaires
- Le projet gouvernemental de réforme des retraites devient incohérent
- Hollywood et les militaires français
- La France craint une invasion russe de l'Ukraine par la Biélorussie
- Un nouveau député européen en détention préventive
- L'Église d'Angleterre autorise les bénédictions de couples de même sexe
- Publication du rapport 2023 de la Conférence sur la sécurité de Munich
- La Roumanie dément Volodymyr Zelensky
- L'Ukraine présente l'éventuelle libération de la Transnistrie comme une attaque contre la Moldavie
- Les armes saisies par l'Otan, partout dans le monde, sont récupérées en Ukraine
- Elon Musk n'autorise plus l'armée ukrainienne à piloter des drones
- La Russie laisse dire qu'elle a envahi l'Ukraine, à la condition...

- L'Otan coordonne ses systèmes satellitaires
- L'Otan devient une coalition de volontaires
- Le centre de coordination de l'Otan a été tenu à l'écart du tremblement de terre en Turquie et en Syrie
- Selon le SVR, le Pentagone recrute des jihadistes asiatiques et caucasiens
- Les Russes épargnent désormais en monnaie des Émirats

AFRIQUE

- La Tunisie poursuit la judiciarisation des Frères musulmans
- L'armée algérienne travaille avec son homologue russe
- Ce que Sergueï Lavrov a négocié au Soudan
- Le Malawi abandonne les poursuites contre Martha Chizuma

ASIE

- La politique de la coalition de Benjamin Netanyahu
- La contestation israélienne contre la coalition de Benjamin Netanyahu
- La Ligue arabe condamne la politique de la coalition de Benjamin Netanyahu
- Israël a interféré dans 33 élections présidentielles à l'étranger
- Le Congrès juif mondial horrifié par les propos de la coalition de Benjamin Netanyahu
- La Chine dénonce le comportement US vis-à-vis des victimes syriennes du séisme
- Le nouveau sous-secrétaire adjoint des Nations unies pour les Affaires humanitaires est un agent du MI6
- L'Iraq tente d'aider les Syriens avec son pétrole
- Selon la sénatrice Diana Ivanovici Șoșoacă, les USA ont provoqué le séisme en Turquie et en Syrie
- Israël aide les Turcs victimes du séisme
- L'Iran inaugure une base aérienne souterraine
- Ibrahim Raisi à Beijing
- La CIA récupère tous les opposants au régime iranien, y compris les nazis
- La Chine aveugle des gardes-frontières philippins.
- Qui succédera à Kim Jong-un ?
- Le Japon contre les « ballons espions chinois »

- Audition de la Chine par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies

En outre, notre supplément documentaire présente cette semaine plus de 70 rapports de grands thinks tanks.

N°29 :

ÉDITORIAL

- La conception chinoise des Relations internationales

AMÉRIQUES

- Selon Washington le nouvel émir d'Al-Qaïda vie en Iran
- Suite de l'élection présidentielle US opaque de 2020
- Comment les États-Unis peuvent-ils condamner Wagner ?
- Joe Biden est apte à être président
- Renouveau chrétien aux USA
- La bataille US des cuisinières à gaz
- Le cartel de Sinaloa s'installe en Arizona
- Enquêtes parlementaires sur le retrait d'Afghanistan
- Enquête parlementaire sur la famille Biden
- Manifestation à Washington contre la guerre en Ukraine
- Rencontre Blinken-Wang
- Les USA doivent repenser leur usage militaire de l'espace
- Des parlementaires US contre la politique de Benjamin Netanyahu
- L'Administration Biden à la Conférence sur la Sécurité de Munich
- Le président équatorien accusé d'être lié aux cartels
- Reprise de la guerre civile en Colombie
- Suite du coup d'État contre le président péruvien Pedro Castillo

EUROPE

- Le pape François reprend en main la question des intégristes
- Stay-behind : l'ancien ministre de la Défense danois mis en examen
- La Tchéquie fournit l'armée ukrainienne
- La Hongrie réorganise ses armées
- Hausse drastique des demandes d'asile dans l'Union européenne
- La Norvège s'enfonce dans la guerre
- L'Occident a court de munitions
- Le président Zelensky évoque sa défaite au Donbass

- Intervention chinoise à la Conférence sur la Sécurité de Munich
- Mesure conservatoire dans le conflit Azerbaïdjan-Arménie
- Des nouvelles d'Evgueni Prigojine
- Les révélations de Vladislav Surkov
- La Russie repense sa participation au Traité de désarmement New Start

AFRIQUE

- Solution possible en Libye
- La Justice tunisienne prête à inculper Rached Ghannouchi
- La médiation de paix en Ukraine de la Fondation Brazaville
- Le Mali réagit aux accusations de Charles Michel
- Le Burkina Faso contre le terrorisme
- L'Union africaine expulse l'ambassadeur d'Israël

ASIE

- Les anciens alliés de Benjamin Netanyahu manifestent contre sa nouvelle politique
- Des documents de Pfizer sur les engagements du gouvernement israélien
- Israël attaque Naplouse
- Benjamin Netanyahu prêt à bombarder l'Iran
- Washington prêt à condamner Netanyahu pour sauver la « solution à deux États »
- Des parlementaires libanais à Damas
- Polémique Nasrallah-Netanyahu
- Bombardement israélien à Damas
- Bachar el-Assad à Oman
- Question sur le tremblement de terre en Turquie et en Syrie
- Mise au point de l'Agence spatiale turque sur le tremblement de terre
- L'Arabie saoudite évoque une prochaine normalisation avec la Syrie
- Vers une suppression du Kurdistan iraquien ?
- Le Cambodge récupère les bijoux volés par Douglas Latchford
- Risque de famine en Corée du Nord
- Reprise des pourparlers directs sino-nippons
- La Chine maîtrise des moteurs aérobies

En outre, cette semaine, notre supplément documentaire présente les parutions en librairies d'ouvrages de sciences politiques.

N°30 :

EDITORIAL

- 400 colons israéliens détruisent un village palestinien

AMÉRIQUES

- Les États-Unis rappellent leurs ressortissants en Russie
- Les armées US n'ont plus de recrues
- Ajay Banga prochain directeur de la Banque mondiale
- Avant-primaires républicaines
- Le Trésor US bloque les documents incriminant Hunter et James Biden
- La Chambre exige des preuves de la sincérité de hauts fonctionnaires de la Sécurité nationale
- Les USA exportent leur savoir-faire en Chine
- Un expert US démontre au Congrès que la Chine populaire veut détruire le capitalisme
- La Chine populaire manipule Hollywood
- Mark Zuckerberg a influencé le système électoral
- L'arroseur arrosé du Russiagate
- Origine de la Covid-19
- Les limites de la générosité US
- Le maire de New York contre la séparation des Églises et de l'État
- La Chambre US contre l'obligation des investissements éthiques

EUROPE

- L'UE accepte finalement le Brexit
- La France réorganise ses bases militaires en Afrique
- Récession en Allemagne
- Pétition et manifestation en Allemagne contre la guerre en Ukraine
- L'Allemagne contre la politique de la coalition israélienne
- Les libéraux allemands contre l'interdiction des véhicules à essence
- Manifestation à Zurich contre la guerre en Ukraine
- Le Danemark abolit un jour férié pour financer sa Défense
- La Pologne ferme progressivement sa frontière biélorusse

- Les opinions publiques ne jugent pas de la même manière la guerre en Ukraine selon qu'elles sont occidentales ou non
- Les Occidentaux contre TikTok
- La Finlande prépare son adhésion à l'Otan
- La CEDH pourrait confisquer les biens russes « saisis »
- Le Trésor US pourrait confisquer les avoirs russes « saisis »
- L'Ukraine attaque Saint-Petersbourg

AFRIQUE

- Deux partis politiques interdits en Algérie
- L'Iran et l'Algérie souhaitent utiliser la Mauritanie contre le Maroc
- La Tunisie devient raciste
- Risque de famine dans le bassin du lac Tchad
- Le pouvoir soudanais se divise
- Élection opaque au Nigeria

ASIE

- Washington impose au président Abbas la poursuite de la « solution à 2 États »
- Démission du ministre adjoint de l'identité juive
- L'assassinat du cheikh Rifai n'a aucun rapport avec le Hezbollah
- Nouvelles révélations sur les détournements de fonds de Riad Salamé
- L'Union interparlementaire arabe brise l'isolement de la Syrie
- Négociations saoudo-syriennes
- Riyad et Koweït exigent que les militaires arabes se retirent de l'économie
- Nouvelles divisions au Kurdistan irakien
- Arabie saoudite aide les populations ukrainiennes et prochainement du Donbass
- Plainte contre les activités de TotalEnergie au Yémen
- L'opinion publique turque se retourne contre le président Erdoğan
- L'UE s'immisce dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan
- Nouvelle chute du rial iranien
- Attentats contre des écoles de filles en Iran
- Médiation irakienne entre l'Arabie saoudite et l'Iran
- Opérations secrètes indiennes contre le Pakistan

- Le Pakistan tente de régler le problème du Tehrik-e-Taliban Pakistan avec l'Afghanistan
- Une nouvelle équipe pour le Vietnam
- Un représentant US demande la fin de la guerre de Corée
- Risque de famine en Corée du Nord
- Le Japon conditionne son aide à la Corée du Nord
- Les 12 propositions chinoises pour la paix en Ukraine

En outre, notre supplément documentaire de cette semaine présente 140 articles de revues académiques de sciences politiques.

ÉDITORIAL

- Qui définit l'agenda géopolitique secret des Occidentaux ?

AMÉRIQUES

- Les Démocrates sont bien plus impérialistes que les Républicains
- Des Indiens contournent le Bureau des affaires indiennes
- Biden propose une réforme du droit de vote
- 10 minutes de discussion Blinken-Lavrov
- Un candidat à la présidentielle demande 1 dollar à chacun de ses électeurs
- Steve Bannon dénonce Rupert Murdoch
- De faux envois d'armes US en Ukraine
- La loi sur les Pouvoirs de guerre remise en question
- La version officielle de l'attaque du Capitole remise en question
- La seule version existante du sabotage de Nord Stream remise en question
- Les États-Unis n'ont pas confiance dans la politique ukrainienne de Joe Biden
- Le Congrès menace d'attaquer militairement le Mexique
- La bataille des cuisinières à gaz se poursuit
- L'Argentine remet en question les accords léonins de la guerre des Malouines

EUROPE

- Rapport sur l'attentat de Manchester Arena
- Le Royaume-Uni étudie une loi contre l'immigration illégale
- Les Français contre la réforme Macron
- L'Allemagne désormais indépendante des hydrocarbures russes
- L'Allemagne accuse à tort l'Iran
- Olaf Scholz en tête à tête avec Joe Biden
- La Norvège tire les bénéfices du sabotage de Nord Stream
- Jean-Paul II n'a pas dénoncé des prêtres pédophiles
- La Hongrie pour un cessez-le-feu en Ukraine
- Les États européens et l'évolution d'Israël
- L'UE et la production d'obus de 155 mm
- La Suisse lève ses « sanctions » anti-syriennes
- Glencore condamné

- La Serbie ne reconnaîtra pas le Kosovo
- Le grand nettoyage se poursuit en Ukraine
- Une candidate à l'élection présidentielle biélorusse condamnée par contumace
- Les attaques du « Corps des volontaires russes en Ukraine » sur le sol russe
- Les relations entre l'armée russe et le Groupe Wagner
- Les relations entre Volodymyr Zelensky et le chef de ses armées
- Transparency International interdit en Russie
- La Russie met en place des visas simplifiés
- « Nous pouvons, avec d'autres pays, enfoncer le dernier clou dans le cercueil des aspirations néocoloniales du monde occidental »

AFRIQUE

- Le Maroc se positionne sur le marché des extraits du cannabis
- Les imams maliens contre le projet de constitution
- La République centrafricaine dénonce le pillage occidental
- François Bozizé couvert par Washington
- Le difficile voyage d'Emmanuel Macron au Congo
- Désescalade entre la RDC et le Rwanda
- La Russie offre des engrais au Malawi
- L'Afrique du Sud réduit son ambassade à Tel-Aviv

ASIE

- L'armée israélienne bouscule l'ancien président de la Knesset
- Le Conseil des Droits de l'homme de l'Onu dévie l'enquête sur l'explosion du port de Beyrouth
- L'autocritique du Hamas
- Le président des chefs d'état-major US visite illégalement la Syrie
- Israël bombarde l'approvisionnement des victimes syriennes du tremblement de terre
- L'Arabie saoudite se rapproche de la Syrie
- L'alcool interdit en Iraq
- La Royal Navy saisit des armes destinées au Yémen
- L'opposition turque s'unit
- L'UE s'apprête à déclarer les gardiens de la révolution iraniens terroristes
- L'AIEA signe un accord avec l'Iran

- Enquête sur les empoisonnements de jeunes Iraniennes
- Incendie d'un camp de réfugiés au Bangladesh
- Kem Sokha emprisonné
- La Corée du Sud exporte des armes
- La Corée du Nord met en garde contre l'interception de ses missiles
- Question sur la succession en Corée du Nord
- L'ancien maire d'Hiroshima pour l'engagement universel de ne pas faire d'usage en premier de la bombe atomique
- Les animaux sauvages investissent à nouveau Fukushima
- Le Japon négocie le dédommagement des « femmes de réconfort » et des travailleurs forcés coréens
- Comment le gouvernement japonais contrôle les médias audiovisuels
- Taïwan joue à se faire peur
- Taïwan commence à percevoir l'enjeu de la délocalisation de TSMC
- L'Allemagne ne défendra pas Taïwan
- Augmentation du budget de l'armée de libération populaire chinoise
- La Chine durcit le ton face aux États-Unis
- La Chine participe aux exercices militaires US Cobra Gold 2023

Océanie

- L'Australie va se doter de sous-marins à propulsion nucléaire

Organisations intergouvernementales

- La veuve de John McCain à la tête du Programme alimentaire mondial

En outre, notre supplément documentaire présente une cinquantaine de rapports et documents officiels provenant de six États différents.

N°32

Éditorial

- Évolution mondiale du marché de l'énergie

Amériques

- Le but de guerre du Canada en Ukraine est de renverser Vladimir Poutine à Moscou
- Les États-Unis mécontents de la présidence Biden
- Enquête parlementaire sur une enquête parlementaire
- Nouvelles révélations sur les activités de la famille Biden
- Le privilège présidentiel de la guerre à nouveau en question
- Le Congrès veut en savoir plus sur l'origine de la Covid-19
- Situation à la frontière mexicaine
- Le système bancaire US est « négatif », selon Moody
- Le gouvernement US subventionne un organisme britannique pour assécher les publicités qui financent la presse républicaine
- Le « complexe industriel de censure » US
- La guerre en Ukraine est-elle un intérêt stratégique US ?
- 90 parlementaires démocrates contre Benjamin Netanyahu
- Un cartel mexicain fabrique-t-il du fentanyl ?
- Le Honduras reconnaît la Chine populaire
- Migration à travers l'Amérique latine vers les USA
- Rien ne va plus entre le Nicaragua et le Vatican
- L'Équateur expulse l'ambassadeur d'Argentine

Europe

- François et le célibat des prêtres
- La Troisième Guerre Mondiale a commencé
- Alain Berset réaffirme la neutralité suisse
- Manifestation pour la neutralité en Bulgarie
- Fissure de l'alliance USA-Ukraine
- Rosatom fournisseur pour les bombes atomiques chinoises
- Grave incident entre la Russie et les États-Unis en mer Noire
- Le gouvernement géorgien renonce à sa loi sur les associations financées de l'étranger

AFRIQUE

- Combien de sub-sahariens prêts à émigrer depuis la Libye ?
- Deux journalistes français condamnés pour chantage sur le roi du Maroc
- Réactivation du conflit du Khatumo
- L'AfriCom au Ghana
- Le référendum constitutionnel repoussé au Mali
- « Ras Bath » incarcéré au Mali
- Le Bénin dénonce la partialité de RFI
- L'Ouganda ne parvient pas à s'affranchir de ses préjugés discriminatoires anti-gays
- Washington n'en a pas fini avec les troubles en Éthiopie
- Le Conseil de sécurité accuse le Rwanda de soutenir le M23

ASIE

- Difficile déplacement de Benjamin Netanyahu à Rome
- Difficile déplacement de Bezalel Smotrich à Washington
- Itamar Ben-Gvir tente de révoquer le chef de la police de Tel-Aviv
- Manifestation monstre contre la coalition de Benjamin Netanyahu
- L'opposition israélienne annonce son retrait du Parlement
- Benjamin Netanyahu ira jusqu'au bout
- Réactions israéliennes à l'accord saoudo-iranien
- Pour Hassan Nasrallah, la Syrie revient sans se perdre
- La Jordanie intercède pour la Syrie
- Bachar el-Assad à Moscou
- Jusqu'où ira la collaboration saoudo-iranienne ?
- L'Arabie saoudite s'interroge sur la manière de réintégrer la Syrie
- L'Arabie saoudite achète pour 37 milliards de dollars d'avions civils US
- Rapprochement irano-bahreïni
- Recep Tayyip Erdoğan donné perdant à l'élection présidentielle
- L'UE ferme son système d'échange avec l'Iran
- Ali Khamenei gracie 22 000 prisonniers
- Le département d'État nie avoir signé un accord d'échange de prisonniers avec l'Iran

- Réaction iranienne à l'accord avec l'Arabie saoudite
- Le gouvernement pakistanais prêt à liquider Imran Khan
- L'Inde et le mariage gay
- La Corée du Nord tire deux missiles balistiques
- Yoon Suk-yeol à Tokyo
- Reprise de l'économie chinoise

OCÉANIE

- L'Australie sera dotée de sous-marins à propulsion nucléaire
- Paul Keating dénonce la logique de l'AUKUS
-
- En outre, notre supplément documentaire présente cette semaine une sélection de rapports d'une cinquantaine de think tanks.

ÉDITORIAL

- La Cour pénale internationale au service de l'Otan, pas de la Justice

AMÉRIQUES

- Washington contre un cessez-le-feu en Ukraine
- La chambre des Représentants établit la corruption de la famille Biden
- Le président Joe Biden refuse de promulguer une loi
- Bilan des chaînes de propagande du gouvernement US
- Manifestations anti-guerre aux États-Unis
- Violations des lois US sur le financement politique
- Auto-censure dans les universités états-uniennes
- Encore des armes US pour l'Ukraine
- Organisation de la censure par le Pentagone
- Washington applique toujours la doctrine Monroe
- Découverte d'un réseau de corruption au Venezuela

EUROPE

- Le Parlement britannique valide l'accord post-Brexit avec l'UE
- Le Royaume-Uni fournira des obus à uranium appauvri pour les combats en Ukraine
- Les troubles se généralisent en France, outre-mer compris
- Le Danemark n'autorise pas la Russie à enquêter sur le sabotage des gazoducs Nord Stream
- La Suède prête à adhérer à l'Otan
- La Slovaquie livrera des Mig-29 à l'Ukraine
- La Pologne entrera en guerre si l'Ukraine perd
- La Finlande bientôt membre de l'Otan
- L'Union européenne paie encore des armes pour l'Ukraine
- L'Union européenne se transforme en une organisation militaire
- Le nouvel Axe des Japonais et des « Nationalistes intégraux » ukrainiens
- Le problème transcarpathe entre la Hongrie et l'Ukraine

- Visite de Vladimir Poutine en Crimée et à Marioupol
- Extension de la loi protégeant l'armée russe
- Vladimir Poutine au Quotidien du peuple
- Le double jeu de Eltsine est à l'origine du conflit sur l'expansion de l'Otan
- L'Union européenne tente de séparer l'Arménie et la Russie

AFRIQUE

- Sommet Afrique-Russie
- Vol d'uranium en Libye
- L'Union européenne dénonce la « dérive autoritaire » de la Tunisie
- La Guinée pense les relations Afrique-Russie
- Le Mali armé par la Russie et la Türkiye
- L'Ouganda réprime les homosexuels
- Londres et le Rwanda
- Les victimes de la sécheresse en Somalie

ASIE

- Les Emirats financent la reconstruction d'Hawura
- Israël relance la colonisation
- Washington condamne le projet de colonisation israélien
- La communication secrète de Tsahal
- La Syrie et l'unité arabe
- L'Iraq contaminée
- Les Émirats et l'accord saoudo-iranien
- Les grands travaux de la Türkiye
- L'Inde initie une rencontre des services secrets de 25 pays
- L'Indonésie abandonne les cartes bancaires US
- Washington prépare une révolution en Thaïlande
- Le Cambodge dément abriter une base navale chinoise
- Le Cambodge inquiet du risque nucléaire de l'ASEAN
- Les Nord-Coréens rejoignent les armées
- La Corée du Sud rétablit les échanges de Renseignements avec le Japon
- Le gouvernement coréen tente de se débarrasser de son opposition
- Le Japon crée le « bloc démocratique occidental »
- Le Japon allié de l'Ukraine
- Fukushima à nouveau partiellement habitable

- La Chine et la Russie ont constitué un nouveau modèle
- L'ancien président de Taïwan en visite en Chine communiste

N°34

ÉDITORIAL

- Attaque des installations militaires US illégales en Syrie

AMÉRIQUES

- Le but de guerre US en Ukraine
- Échec du test d'arme hypersonique états-unienne
- Selon le général Général Glen VanHerck, les États-Unis seront bientôt assiégés
- Selon Trump, quelle est la plus grande menace pour les USA ?
- Joe Biden interdit certains logiciels d'espionnage
- Suite de l'enquête parlementaire sur la corruption des Biden
- Deux conceptions de la liberté d'expression aux USA
- Un audit de l'aide US à l'Ukraine en question
- Perception de l'importance de l'Ukraine pour les États-Uniens
- Fox News à nouveau trumpiste
- Alexandria Ocasio-Cortez et TikTok
- Kevin McCarthy recevra-t-il la présidente de Taïwan ?
- Déboires de la campagne de recrutement de l'US Army
- Réalisation et projet du président salvadorien
- Les échanges sino-brésiliens passent au yuan et au real

EUROPE

- Endettement des sociétés non-financières
- Le prince Harry contre le Daily Mail
- Un nouveau Premier ministre écossais
- Le Saint-Siège étend la responsabilité de dénonciation des délinquants sexuels
- Le Conseil de l'Europe s'inquiète de la répression des manifestations en France
- La contestation de la police remplace celle de la réforme des retraites dans la presse française
- Report de la visite de Charles III en France
- La France prend en charge le « Global Gateway » de l'Union européenne
- La Banque mondiale soutient la réforme des retraites du président Macron
- Perquisition de cinq banques françaises

- La France reconnaît l'Holodomor
- TotalÉnergie achète du gaz émirati en yuans
- Mesures en faveur des consommateurs au Portugal
- Méga-grève en Allemagne
- La Russie met en garde la Suède
- La Hongrie n'arrêtera pas Vladimir Poutine
- La Hongrie hostile à l'adhésion de la Suède à l'Otan
- La Serbie n'oublie pas les bombardements illégaux de l'Otan
- Le président Volodymyr Zelensky au bord de la crise de nerfs
- L'Ukraine expulse les clercs fidèles au patriarcat de Moscou
- Une unité secrète ukrainienne pour blesser les soldats russes
- La Russie teste son arsenal
- Des missiles nucléaires russes en Biélorussie

AFRIQUE

- Négociations de pêche UE-Maroc
- Le Maroc et les investisseurs indiens et chinois
- Réforme de l'armée soudanaise
- Réunion des armées des deux Libye
- Le Burkina Faso choqué par l'interview d'un chef terroriste par France 24
- Le retour de Jean-Pierre Bemba
- L'Afrique du Sud et la CPI

ASIE

- Des ONG israéliennes accusent leur pays de tortures
- La Knesset protège Benjamin Netanyahu
- Benjamin Netanyahu révoque son ministre de la Défense
- Prochain rétablissement des relations diplomatiques saoudo-syriennes
- Barbara Leaf évoque l'effondrement complet du Liban
- L'Iran change de stratégie économique en Syrie
- Négociations irano-jordaniennes
- La Türkiye sommée de ne plus exporter de pétrole volé en Iraq par le gouvernement régional kurde
- Le président de la SNB démissionne
- L'Arabie saoudite s'associe à l'OCS
- La Türkiye choquée par la réception de terroristes au Sénat français

- Plainte à la CPI sur le tremblement de terre en Türkiye et en Syrie
- Le Myanmar dissout le parti d'Aung San Suu Kyi
- La Corée du Sud choquée par les manuels scolaires japonais
- L'arsenal de la Corée du Nord
- Les Philippines adhèrent au Partenariat économique régional global
- Discret voyage d'un responsable du département d'État en Chine
- L'armée chinoise invisible sous l'eau ?
- BYD en avance sur Tesla
- Affluence de leaders européens en Chine
- L'ancien président de Taïwan soutient l'unification des deux Chines
- Forum de Boao pour l'Asie 2023
- Convocation du premier sommet Chine-Asie centrale
- La Chine aide les pays pauvres
- Réactions des Japonais à la politique de leur Premier ministre
- Les États-Unis mettent en garde les Japonais

ÉDITORIAL

- Vers une loi de censure martiale aux USA ?

AMÉRIQUES

- Inculpation de Donald Trump par l'État de New York
- Proposition de ne plus délivrer de visas US aux Chinois
- Libération du principal accusé de la « prise du Capitole »
- Faut-il condamner les fonctionnaires qui ont censuré des informations ?
- Nouvelle révélation sur la commission d'enquête sur les événements du 6 janvier 2021
- Le général Milley ne croit ni à une victoire de l'Ukraine, ni à une attaque de Beijing à Taïwan en 2023
- Bill Clinton regrette avoir dénucléarisé l'Ukraine
- Suite de l'enquête anti-corruption au Venezuela

EUROPE

- La primauté financière du Royaume-Uni menacée
- Le gouvernement français communique dans la presse masculine
- L'ancien PDG de Lafarge conteste avoir soutenu Daesh en Syrie
- La France jugera in absentia trois personnalités syriennes
- Déplacement d'Emmanuel Macron en Chine
- La Finlande adhère à l'Otan
- La Pologne discrimine les escrimeurs russes
- La Hongrie observe l'évolution de l'UE à propos de l'Ukraine
- Ursula von der Leyen dénonce le péril jaune
- L'Ukraine assigne à résidence le métropolite orthodoxe des Grottes de Kiev
- Oleksiy Danilov présente le plan ukrainien pour « le Jour d'après »
- Un centre de commandement de l'Otan aurait été détruit en Ukraine
- L'Ukraine renoue en secret des contacts avec le Kremlin
- La Biélorussie se prépare à la guerre

- La Russie prend la présidence tournante du Conseil de sécurité de l'Onu
- Un journaliste US arrêté en flagrant délit d'espionnage en Russie
- Un membre de l'organisation de Navalny commet un attentat à Saint-Petersbourg
- L'Otan dépense plus en Ukraine que la Russie n'a de budget militaire

AFRIQUE

- L'Algérie s'oppose à toute intervention militaire étrangère au Sahel
- Le Burkina Faso expulse deux journalistes français
- L'Ouganda soutient la Russie
- Le M23 tarde à se retirer de RDC

ASIE

- Les principaux producteurs de pétrole réduisent leur production
- Multiplication des attaques israéliennes contre la Syrie
- Israël relance les hostilités à la mosquée Al-Aqsa
- Sanctions US contre les frères Rahmé
- Le ministre syrien des Affaires étrangères en Égypte
- L'Arabie saoudite invitera la Syrie au prochain sommet de la Ligue arabe
- Les Émirats viennent en aide aux Syriens victimes du tremblement de terre
- TotalEnergies à nouveau en Iraq
- Recep Tayyip Erdoğan profite d'une maladresse de Kemal Kılıçdaroğlu
- Erdoğan invite Poutine
- La Cour internationale de Justice donne tort aux USA face à l'Iran
- La condamnation de Rahul Gandhi suspendue
- Voyage d'Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen en Chine
- Beijing interprète son accord avec le Saint-Siège
- Le Japon prend une mesure anti-chinoise

OCÉANIE

- Influence des États-Unis sur la Défense australienne

ÉDITORIAL

- Les ahurissantes fuites du Pentagone

AMÉRIQUES

- Un magistrat de la Cour suprême corrompu
- Enquête parlementaire sur le procureur Alvin Bragg
- Une banque coopère à l'enquête parlementaire sur la famille Biden
- La propagande de la CIA
- Les excuses de Rupert Murdoch
- Lutter contre les informations russes et chinoises dans les Balkans
- Second sommet pour la Démocratie
- Le plan de paix pour l'Ukraine de Lula da Silva
- Création de l'Alliance des pays d'Amérique latine et des Caraïbes contre l'inflation

EUROPE

- Sanctions anglo-saxonnes contre Alicher Ousmanov et Roman Abramovitch
- « Génocide ukrainien » et « génocide vendéen »
- Emmanuel Macron gaulliste en Chine
- François Hollande piégé par Vovan & Lexus
- L'Italie débordée par un afflux de migrants
- L'Allemagne n'équipera pas son armée dans les délais voulus
- La Hongrie signe avec Gazprom
- L'Union européenne envahie de grains et de poulets ukrainiens
- Ursula von der Leyen éconduite à Beijing
- Le G7 somme la Suisse de confisquer les avoirs de citoyens russes
- La Serbie dément livrer des armes à l'Ukraine ou à la Russie
- Emmanuel Macron abandonne le discours pro-ukrainien en Chine
- Échange de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine
- Défection d'un ingénieur du service de protection présidentiel russe
- La Russie déclare indésirable l'EU-Russia Civil Society Forum
- Création d'un registre informatisé des conscrits russes

- La Russie revient sur les laboratoires US d'armes biologiques en Ukraine

AFRIQUE

- L'Égypte hésite à officialiser ses liens avec la Syrie
- La réorganisation de l'armée soudanaise demandera du temps
- L'Algérie diminue sa production de pétrole, mais augmente sa production de gaz
- Brouille du Tchad et de l'Allemagne
- Des pirates dans le Golfe de Guinée
- Les Comores dénoncent les projets français à Mayotte
- Déploiement de la Force régionale de la Communauté Est-africaine en RDC

ASIE

- Répression par Israël d'une manifestation dans les Territoires palestiniens
- Benjamin Nertanyahu se ravise
- Étrange accord israélo-polonais
- Un logiciel espion israélien pour les iPhones
- Les réfugiés palestiniens du Liban se coordonnent avec le Hamas
- La Syrie répond aux USA
- La Jordanie tétanisée par le gouvernement Netanyahu
- Les Iraquiens contre les Forces démocratiques syriennes
- Retournement de situation en Iraq
- Le Koweït installe une plate-forme pétrolière dans la zone économique exclusive iraquienne
- Sergueï Lavrov en Türkiye
- Le Myanmar place-t-il sa station d'écoute des îles Coco au service de la Chine ?
- L'Afghanistan et la Chine renouent
- Les Talibans et l'Onu
- Exercice militaire conjoint USA-Philippines-Australie
- La Corée du Nord maîtriserait les ICBM
- La Corée du Sud repense ses relations avec le Nord et les USA
- Xi-Jinping relance la formation patriotique
- L'Armée de libération populaire réforme son recrutement
- Irrédentisme japonais sur les Rochers Liancourt

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

- Débat au Conseil de Sécurité sur le multilatéralisme
- Le port du masque inutile contre le Covid
- Le FMI revoit ses prévisions à la baisse

N°37

ÉDITORIAL

- Le G7 toujours fidèle à lui-même et sourd au monde

AMÉRIQUES

- La Stratégie US pour l'orbite terrestre basse
- Donald Trump champion des armes à feu
- Tom Perriello quitte la direction de la Fondation Soros
- Washington considère la Chine comme responsable des ravages du fentanyl
- Les États-Unis pourraient être touchés par des missiles hypersoniques
- La Chine maîtrise des missiles balistiques hypersoniques
- Ilan Goldenberg nommé conseiller de Kamala Harris
- Le sénateur Roger Marshall et les origines de la Covid
- L'administration Biden fait obstacle aux enquêtes sur le départ US d'Afghanistan
- Selon quatre parlementaires, les Biden seraient à la tête de réseaux de prostitution
- Accord à l'amiable entre Dominion et Fox News
- L'affaire des fuites de l'administration Biden révèle un niveau déconcertant d'incompétence
- Le FBI démantèle un « bureau de la police chinoise » à New York
- La Cour suprême mexicaine invalide le rattachement de la Garde nationale aux armées
- Relations sino-brésiliennes
- Relations russo-brésiliennes

EUROPE

- Tony Blair savait l'invasion de l'Iraq illégale dès 1998
- Les Forces spéciales occidentales en Ukraine
- Trois parlementaires français s'introduisent illégalement en Syrie
- La France toujours plus instable
- Le Danemark protège une manifestation islamophobe et anti-turque
- La Finlande rejoint les manœuvres de l'Otan
- La Finlande et le nucléaire civil
- Yuriy Kosiuk inonde l'UE de poulets élevés en batterie

- La Slovaquie livre des avions de chasse à l'Ukraine
- Ursula von der Leyen candidate au secrétariat général de l'Otan ?
- Vladimir Poutine célèbre la Pâque orthodoxe avec ses soldats
- Li Shangfu à Moscou

AFRIQUE

- Le Maroc et la Tunisie s'approprient l'Union du Maghreb Arabe
- La Tunisie arrête les leaders des Frères musulmans
- La Tunisie rétablit ses relations avec la Syrie
- Guerre des chefs au Soudan
- Paul Kagame explique le combat du M23 contre la RDC
- La Somalie au bord de la famine
- Les Comoriens manifestent contre la colonisation française

ASIE

- Jabotinsky n'a jamais anticipé la Shoah
- La Chine appelle la Palestine et Israël à la « solution à deux États »
- L'Arabie saoudite rétablit ses relations avec la Syrie
- Dissolution de l'Assemblée au Koweït
- Istanbul prochain centre financier entre l'Orient et l'Occident ?
- Le Myanmar libère des prisonniers
- La Chine exaspérée par le blocage occidental face à la Corée du Nord
- La Corée du Sud minimise les révélations des documents secrets du Pentagone
- La Corée du Nord lauréate du cybervol de l'année 2022
- Les Chinois hésitants à propos des actions occidentales en Ukraine
- Le PCC dénonce les sabotages US des Droits de l'homme
- Ce que cache l'attentat contre Fumio Kishida

Océanie

- Paul Keating critique la politique étrangère australienne

ORGANISATIONS

INTERGOUVERNEMENTALES

- Le Conseil des Droits de l'homme dénonce les mesures coercitives unilatérales
- Selon le Fonds monétaire international, les BRICS dépasseront le G7 en 2023

ÉDITORIAL

- La France s'entête à coloniser l'île de Mayotte

• AMÉRIQUES

- La dédollarisation du monde
- Comment voter aux élections US sans être citoyen
- James au centre de l'enquête sur la famille Biden Riposte juridique de Hunter Biden
- Un dénonciateur accuse le procureur général d'avoir menti pour protéger Hunter Biden
- Candidature de Robert Francis Kennedy Jr.
- Une loi pour protéger les femmes dans le sport
- Les atteintes à la liberté d'expression sur les campus US
- Les six menaces contre la sécurité intérieure des États-Unis
- Fox News licencie Tucker Carlson
- Le département d'État contredit la Maison-Blanche à propos du retrait d'Afghanistan
- Alejandro Toledo détenu au Pérou
- Le Guatemala soutient Taïwan
- La Colombie organise une conférence sur le Venezuela
- Attaque contre l'économie argentine

EUROPE

- Le synode catholique s'ouvre aux femmes
- La Hongrie dément les documents secrets du Pentagone
- L'UE contre la désinformation et la haine en ligne
- L'UE et le Japon contre un projet de sanctions US
- Josep Borrell contre la Chine
- Hausse mondiale des budgets d'armement
- Jens Stoltenberg à Kiev
- Conversation Xi-Zelensky
- Crimes des mercenaires français en Ukraine

AFRIQUE

- Libération des comploteurs tchadien
- Disparition du prisonnier soudanais le plus recherché
- L'Éthiopie négocie avec la rébellion de l'Oromo

- Arrestation de l'ancien Premier ministre burundais
- Yoweri Museveni s'oppose à la peine de mort pour les homosexuels
- L'Afrique du Sud et la CPI

ASIE

- Arrestation pour contrebande d'un des leaders de la tribu Adwan
- Suite de l'instruction française contre Riad Salamé
- Rencontre des ministres syriens et turcs de la Défense
- Assassinat du représentant du Guide suprême iranien
- Possible accord sur la décolonisation des îles Chagos
- Les Talibans tiennent leur promesse
- Arrestation du leader indépendantiste sikh
- La Russie demande à l'Inde de se joindre au Quartet pour l'Afghanistan
- Assassinat au Myanmar avec l'aide de la CIA
- Possible retour des Shinawatra en Thaïlande
- L'Otan dans l'Indo-Pacifique
- La Corée du Nord prépare le lancement d'un satellite espion
- La Corée du Nord vue par la Corée du Sud
- La Corée du Sud restera sous la parapluie nucléaire US
- La Chine préparerait un blocus maritime de Taïwan
- La Chine teste son 3^e porte-avions
- Les 10 ans de « la Ceinture et la Route »
- Procès en Chine
- La Chine renforce sa législation contre l'espionnage cybernétique
- La Chine légifère sur l'IA
- Les propos polémiques de l'ambassadeur de Chine à Paris

ORGANISATION

INTERGOUVERNEMENTALE

- L'Organisation mondiale de la Santé inquiète du virus de Marbourg

ÉDITORIAL

- L'enquête sur Hunter Biden menace désormais Antony Blinken et Joe Biden lui-même

AMÉRIQUES

- Les Archives nationales ont refusé d'aider le président Trump à déménager de la Maison-Blanche à la fin de son mandat
- Les associations accusées de promouvoir la haine le sont pour des raisons politiques
- Qui est responsable des fuites de la Cour suprême ?
- Proposition de résolution au Congrès pour la victoire de l'Ukraine
- Les Armées US contre une alliance militaire russo-chinoise
- Le leadership US n'a plus la cote dans le monde
- La police brésilienne perquisitionne le domicile de Jair Bolsonaro
- Le parti Colorado reste au pouvoir au Paraguay

EUROPE

- Londres a aidé la tentative de vol de Juan Guaidó
- Prière du pape François pour l'Ukraine et la Russie
- Fitch Ratings dégrade la France à « AA- »
- Désormais, les Catalans rejettent l'indépendance
- L'Allemagne achète des F-35 presque quatre fois leur prix
- Le chef d'état-major polonais anticipe une défaite de l'Ukraine
- Le Premier ministre adjoint polonais rappelle que la moitié des Européens sont pro-Russes
- Varsovie expulse une école régie par l'ambassade de Russie en Pologne
- Le pape François défend les migrants devant Viktor Orbán
- La Suède adopte une sévère loi antiterroriste
- Andriy Melnyk intéressé par la proposition de paix chinoise
- 500 000 dollars pour assassiner le président Poutine

- Attaque de drones contre un dépôt d'hydrocarbures en Russie
- Evgueni Prigojine pessimiste sur le conflit ukrainien
- Le plus grand champ de mines du monde

AFRIQUE

- Le président algérien abandonne ses représentants spéciaux
- Le maréchal Haftar intervient au Soudan depuis la Libye
- Le conflit au Soudan profite à Al-Qaïda
- Le Parlement ougandais délibère à nouveau sur la criminalisation de l'homosexualité
- L'amitié Chine-Comores

ASIE

- Manifestations pro et anti-Netanyahu en Israël
- Les États-Unis ne savent plus si Israël est ou non une démocratie
- Le ministre israélien de la Justice pense que l'administration Biden soutient l'opposition
- Voyages officiels de personnalités US en Israël
- La Knesset débat du budget israélien
- Le gouvernement Netanyahu ne veut pas de femmes dans la haute administration
- Les druzes israéliens au bord de la révolte
- Révélations : Shimon Peres a soutenu les dictatures au Liberia
- Prolongation de la détention d'Imad al-Adwan
- Mort par négligence volontaire d'un prisonnier palestinien
- Le Hamas pressure Gaza de taxes
- Le Hamas s'installe au Liban
- Le rapatriement des réfugiés syriens
- Le Liban et la Syrie espèrent pouvoir rapatrier les réfugiés syriens
- La Jordanie pourrait commencer à rapatrier des réfugiés syriens
- La Syrie diminue la présence du Hezbollah et des troupes iraniennes
- Bachar el-Assad reçoit Ebraïm Raïssi
- Les Émirats arabes unis basculent du côté russo-chinois
- Le Yémen sera-t-il divisé ?
- La Turquie élimine le calife de Daesh
- L'Iran arraisonne un pétrolier
- L'Iran consolide son occupation de trois îles du Golfe

- L'Iran dénonce la présence militaire US au Moyen-Orient
- Le ministre pakistanais des Affaires étrangères en Inde
- La Chine rénove le port de Colombo
- Approbation référendaire de la nouvelle constitution ouzbek
- La Corée du Sud critique la position chinoise sur le nucléaire nord-coréen
- La Corée du Nord étend sa base nucléaire de Yongbyon
- Kim Yo-jong critique le sommet Corée du Sud-États-Unis
- La Chine multiplierait les interdictions de sortie du territoire
- Qin Gang confirme le soutien chinois au Myanmar

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

- L'Albanie, la France et les États-Unis contre la Russie à l'Onu
- 45 ministres africains demandent une réforme du Fonds monétaire international
- Le FMI pronostique qu'une division du monde serait désastreuse pour l'Afrique
- Le FMI pronostique une croissance record en Asie-Pacifique

N°40

ÉDITORIAL

- La corruption de la famille Biden

AMÉRIQUES

- Détérioration des relations canado-chinoises
- Avril Haines ne pense pas que la Russie utilisera de bombe atomique
- Les Gardes-frontières ont masqué le chaos à la frontière mexicaine
- Partialité des juges à la Cour suprême
- Donald Trump condamné pour diffamation et agression sexuelle
- Robert Kennedy Jr accuse la CIA d'avoir assassiné son oncle
- Confusion au Chili

EUROPE

- Le déclin de l'autorité de l'État français se manifeste dans le recrutement de ses armées
- Les députés français qualifient le groupe russe Wagner de « terroriste »
- Silvio Berlusconi dénonce l'incapacité de l'UE de se défendre militairement face à la Chine
- Les souvenirs de l'Armée rouge interdits à Berlin qu'elle a libérée
- Qin Gang en Allemagne
- Frank-Walter Steinmeier considère que l'ordre de sécurité européen est mort
- L'UE « sanctionne » 7 entreprises chinoises
- L'UE souhaite encadrer l'Intelligence artificielle, mais avec d'autres critères que la Chine
- Israël livre des armes aux « massacreurs de juifs » ukrainiens
- Kyrlo Budanov tuera des Russes partout dans le monde
- L'Ukraine prétend avoir abattu un missile hypersonique Kinzhal
- L'Ukraine refuse d'informer l'Otan sur sa contre-offensive
- Des hôtes de marques pour la cérémonie du 9 mai à Moscou

AFRIQUE

- Arrestation du général malien Souleymane Doucouré

- Rencontre des présidents comorien et français

N°41

ASIE

- Israël attaque la Palestine
- Israël expulse Imad el-Adwane
- Le FMI met en garde contre un déclin de l'économie israélienne
- Échec des négociations secrètes USA-Syrie
- Levée des obstacle à la réintégration de la Syrie dans la Ligue arabe
- Bachar el-Assad invité au sommet de la Ligue arabe
- Süleyman Soyulu accuse les USA et l'UE de soutenir le terrorisme contre la Turquie
- La Turquie révolutionne les papiers d'identité
- Qin Gang précise la vision chinoise devant les diplomates pakistanais
- Engagement du Pakistan aux côtés de la Chine
- Évolution de la position pakistanaise sur la crise du Cachemire
- Alliance pakistano-chinoise
- Arrestation d'Imran Khan
- Réunion afghano-pakistano-chinoise
- La Corée du Nord utiliserait des usines abandonnées par la Corée du Sud
- La « secte Moon » et la CIA contre la Chine
- Fumio Kishida présente ses « excuses » à la Corée du Sud
- Coordination militaire USA-Japon-Corée du Sud
- Warren Buffet prévoit un problème de sécurité nationale à Taïwan
- Conseil nippo-français

ORGANISATIONS

INTERGOUVERNEMENTALES

- La question des enfants ukrainiens à l'Onu
- L'Otan à l'intention de poursuivre la violation des engagements de ses membres
- L'Otan devra avoir un bureau à Tokyo
- Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de coopération de Shanghai
- Washington remet en question la présence chinoise à l'OMS

ÉDITORIAL

- La participation d'Israël à l'Onu pourrait être suspendue pour non-respect de ses engagements

AMÉRIQUES

- Influences étrangères dans les élections US
- Restreindre le droit de vote aux USA
- Les États-Unis révisent leur système de classification des secrets d'État
- Fin de l'enquête sur le rôle du FBI dans le « Russiagate »
- La Chambre pourrait poursuivre Antony Blinken pour « outrage », le 24 mai
- Le Washington Post accuse Evgueni Prigojine d'avoir trahi sa patrie
- La CIA recrute des espions en Russie
- Le président Gabriel Boric ne parvient pas à résoudre le problème des disparus de la dictature Pinochet

EUROPE

- Le Conseil de l'Europe met en place un Registre des dommages causés par la Russie en Ukraine
- Le Conseil de l'Europe proclame les « Principes de Reykjavik pour la démocratie »
- Le Royaume-Uni et les Pays-Bas se mobilisent pour fournir des F-16 à l'Ukraine
- Les espions français en Iran
- L'Assemblée nationale veut rendre le drapeau européen obligatoire sur le fronton des mairies
- Jugement loufoque contre Nicolas Sarkozy
- Pour Emmanuel Macron, la Russie est vassalisée à l'égard de la Chine
- Volodymyr Zelensky lauréat du Prix Charlemagne 2023
- Les promesses de Droit et justice
- Échec du sommet UE-Indo-Pacifique
- L'Eurovision écarte une demande d'intervention de Volodymyr Zelensky
- La Russie détruit le plus important stock de munitions occidentales en Ukraine
- L'Ukraine pourrait attaquer la Russie et des intérêts hongrois
- 5 États de l'UE demandent à Zelensky de négocier la paix

- Les Occidentaux livrent encore des armes à l'Ukraine
- Le président de la Cour suprême ukrainienne incarcéré pour « corruption »
- Sans nouvelle des généraux Oleksandr Syrsky et Valerii Zaluzhnyi
- La Chine débute sa mission de bons offices sur le conflit ukrainien
- Quatre aéronefs russes détruits par l'Ukraine en Russie
- Ramzan Kadyrov déclare avoir payé des espions ukrainiens
- La Russie se retire du Traité FCE
- La Russie et l'Iran signent un accord pour un tronçon du corridor Nord-Sud

AFRIQUE

- Mission de bons offices de l'Union africaine en Ukraine et en Russie
- L'Égypte se rapproche de l'Iran
- Le Frère Rached Ghannouchi condamné à 1 an de prison
- Engagement des deux parties soudanaises à protéger les civils
- L'ambassadeur d'Allemagne au Tchad préparait une révolution colorée pour le compte des USA
- Le secrétaire général de l'Onu accuse Wagner et l'armée malienne de meurtres, de viols et de tortures
- Isaias Afwerki à Beijing
- L'Afrique du Sud assure ne pas avoir livré d'armes à la Russie
- Les armées sud-africaines coopèrent avec leurs homologues russes sans s'aligner derrière Moscou

ASIE

- Mandat d'arrêt international contre Riad Salamé
- La Syrie officiellement réintégrée dans la Ligue arabe
- Des parlementaires US s'opposent à la normalisation des relations avec la Syrie
- La présidence qatariote du sommet 2023 de l'Organisation internationale du Travail contestée
- Recep Tayyip Erdoğan devrait être réélu
- L'Iran à nouveau menacé par les États-Unis et Israël

- Une nouvelle carte électorale en Inde
- Imran Khan toujours menacé par le gouvernement pakistanais
- Les Thaïlandais votent contre la junte
- La Corée du Sud reçoit Madame Zelensky
- La Corée du Nord prépare le lancement de son 1^{er} satellite espion
- Rencontre USA/Chine
- La politique démographique chinoise
- Pour le Japon, la Chine et la Russie forment un bloc militaire
- Installation d'un téléphone rouge entre les ministères de la Défense japonais et chinois

OCÉANIE

- Un gouvernement régional australien craint d'être condamné pour ses mesures de confinement anti-Covid

ORGANISATIONS

INTERGOUVERNEMENTALES

- Une conseillère de Joe Biden élue directrice de l'Organisation internationale des migrations
- Sommet de l'ASEAN
- Annulation du sommet du Quad

ÉDITORIAL

- 69° réunion du Groupe de Bilderberg

AMÉRIQUES

- La Communauté US du Renseignement n'évalue pas le réchauffement climatique comme une menace existentielle
- Les USA face aux armes non-cinétiques
- Interprétation du rapport Durham
- La NAACP dénonce les « attaques » de Ron DeSantis contre les noirs américains
- Jeffrey Epstein faisait chanter Bill Gates
- La Navy formera les alliés dans le Golfe arabo-persique
- Les anciens combattants US ne sont pas sensibles aux groupes extrémistes
- Face à la Chine, les États-Unis prisonniers de leur politique
- Volodymyr Zelensky pose un lapin à Luiz Inácio Lula da Silva

EUROPE

- Charles III a fait disparaître toutes les archives sur la famille royale britannique
- La liberté d'expression en cause à Oxford
- La France créera un service militaire facultatif
- La France réduira son cheptel bovin
- Gérard Darmanin dénonce le danger du terrorisme islamiste en France
- Victoire insuffisante de Kyriákos Mitsotákis aux élections législatives grecques
- La Pologne inquiète des conséquences du conflit ukrainien sur son agriculture
- L'Arménie s'apprête à abandonner le Haut-Karabagh
- Valerii Zaluzhnyi resurgit
- Dmitri Rogozine ne croit pas que « les Américains ont marché sur la Lune »
- Des combattants russes contre la Russie
- La Russie prend des sanctions contre 500 personnalités US
- La Russie renvoie les associations écologiques occidentales
- La Russie augmente ses exportations vers la Chine

AFRIQUE

- Cessez-le-feu au Soudan
- La RDC compte sur la Chine

ASIE

- L'Israélien QuaDream produisait des logiciels espions « sans clic »
- Benjamin Netanyahu réintroduit le parti homophobe Noam dans sa coalition
- Le GAFI désigne le Liban
- Démonstration de force du Hezbollah
- Le conflit intra-kurde dégénère au Parlement
- Rétablissement des relations diplomatiques irano-saoudiennes
- L'Arabie saoudite négocie l'achat d'armes chinoises
- Sinan Oğan soutient Recep Tayyip Erdoğan
- La Türkiye prépare sa normalisation avec la Syrie
- Ali Shamkhani démis de ses fonctions
- L'Iran reprend la construction d'une centrale nucléaire civile
- La Chine et la Türkiye refusent de participer à une réunion du G20 à Srinagar
- Faillite des joailliers du Gujarat
- Le Kazakhstan récuse l'ambassadeur d'Ukraine
- La Corée du Sud exporte des munitions vers l'Ukraine
- Les États-Unis condamnent des informaticiens nord-coréens
- La Chine surveille les « vérifications raisonnables » des entreprises étrangères
- La Chine et les États-Unis ne sont plus des partenaires commerciaux aussi importants
- Gao Zugui explicite la vision chinoise du monde multipolaire
- Pour Mikhaïl Michoustine, la NBD protège la Russie des « sanctions » occidentales
- Mikhaïl Michoustine et Xi Jinping réaffirment la nature de l'alliance politique russo-chinoise
- Xie Feng nouvel ambassadeur de Chine aux USA
- Le Japon se rapproche de son adhésion à l'Otan

ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE

- Sommet du G7 contre la Russie et la Chine

ÉDITORIAL

- Narendra Modi détourne à son profit l'inauguration du nouveau Parlement indien

AMÉRIQUES

- Le Canada rétablit ses relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite
- Nomination du prochain président du comité des chefs d'état-major US
- Le général Mark Milley souligne que les F-16 ne peuvent pas grand-chose face à l'aviation russe
- La Force de dissuasion US ne dissuade plus ni la Russie, ni la Chine
- Des patients de la Covid-19 ont été tués par la prise en charge médicale de cette maladie
- Trois subventions US vers le laboratoire de Wuhan non-déclarées
- Les États-Unis et l'Union européenne ne respectent plus le droit de propriété
- La conception US des négociations commerciales avec la Chine
- La Russie poursuit ses recherches sur les programmes d'armes biologiques US
- Kamala Harris expose sa vision du monde à West Point
- Liberté d'expression : bras de fer entre Twitter et la Commission européenne
- Destitution du procureur général du Texas
- Deux milices condamnées pour conspiration séditeuse dans l'affaire de la prise du Capitole
- Les Républicains demandent des informations supplémentaires sur le rapport Durham
- L'impartialité de l'IRS, du FBI et de la Justice mis en cause dans l'affaire de la famille Biden
- La diplomatie spatiale US
- L'armée mexicaine espionne un proche du président López Obrador
- Les États-Unis tentent de surveiller le Darién
- L'Oncle Sam dirigera la police péruvienne
- Les États-Unis ne pilleront pas le Fonds social vénézuélien
- Rétablissement de la ligne aérienne régulière Caracas-Damas

EUROPE

- Emmanuel Macron envisage l'échec de la contre-offensive ukrainienne
- Échange de prisonniers entre la Belgique et l'Iran
- La perquisition de la résidence d'Alisher Usmanov en Allemagne était illégale
- Olaf Scholz souhaite téléphoner bientôt à Vladimir Poutine
- Selon le BND, ni la Russie, ni le « régime » de Poutine ne faiblissent
- Étranges décès en Italie
- Troubles au Kosovo
- Épuration en Pologne
- La Pologne envisage de se doter de sous-marins à propulsion nucléaire
- Le général Karel Řehka prépare le Tchèque à la guerre
- 54 conflits d'intérêts à la Cour européenne des droits de l'homme en deux ans
- Ukraine : la « révolution » dévore ses enfants
- Mikhaïl Galuzin met en garde contre une extension du conflit ukrainien à la Transnistrie
- Attaque contre un navire russe en mer Noire
- Attaque aérienne de Moscou
- Mandat d'arrêt russe contre le sénateur US Lindsey Graham
- Les enquêtes allemande, danoise et suédoise sur le sabotage des gazoduc North Stream toujours au point mort
- Selon Sergueï Lavrov, Washington menace les États africains et latino-américains

AFRIQUE

- Mevlüt Çavuşoğlu au Caire
- Affrontements à Tripoli
- La République centrafricaine souhaite héberger une base militaire russe
- Thabo Mbeki souhaite hâter la création d'une Cour pénale africaine

ASIE

- Riad Salamé ne sera pas extradé
- Sommet Bachar El-Assad/Hassan Nasrallah
- Le sultan d'Oman en Iran
- Les Moudjahiddines du peuple iranien obtiennent le soutien d'une centaine d'anciens chefs d'État et de gouvernement contre Ebrahim Raïssi

- Recep Tayyip Erdoğan emporte les législatives et la présidentielle
- Démantèlement d'une cellule du Mossad en Turquie
- La Corée du Nord construit un mur à sa frontière chinoise
- La Corée du Nord échoue à lancer un satellite espion
- Pourquoi les Chinois préfèrent leur démocratie au système occidental
- Xi Jinping ambitionne que la Chine soit au centre de la révolution informatique
- La Chine intercepte un avion espion US en mer de Chine
- Selon George Gao, on ne peut exclure une fuite du virus de la Covid du laboratoire de Wuhan
- Annulation de la rencontre Lloyd Austin/Li Shangfu

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

- Les Démocrates US contestent la présidence de la COP28
- Les assureurs se plient aux pressions des Républicains US
- L'Arabie saoudite négocie son entrée dans la Nouvelle Banque de développement
- Sommet de l'Union économique eurasiatique

N° 44

ÉDITORIAL

- Affrontement USA-Chine au 20° Dialogue de l'hôtel Shangri-La

AMÉRIQUES

- Le Congrès relève le plafond de la dette US
- Réunion de la Coalition anti-Daesh
- La communauté de Sécurité nationale US en émoi
- Les États-Unis violent massivement les droits de leurs citoyens à une vie privée
- Les États-Uniens pensent que les choses sont hors de contrôle
- Joe Biden a menti sur les affaires de son fils Hunter
- Le FBI refuse de révéler ses informations sur la famille Biden
- Erratum
- Washington surveille les positions de six États susceptibles de faire basculer le monde
- Eric Adams et l'immigration illégale
- Amlo emporte la région clé du PRI
- Amlo ne tolère pas les exécutions extrajudiciaires

EUROPE

- Le MI5 arrête Kit Klarenberg, le journaliste qui a dévoilé la déposition infirmant la version officielle du 11-Septembre
- Le Royaume-Uni demande la fermeture des supposés « postes de police chinois »
- La Belgique s'oppose à ce que ses fusils d'assaut servent à attaquer la Russie
- L'Italie lève ses sanctions contre l'Arabie saoudite
- La Suède renforce sa législation contre le PKK
- Donald Tusk menace le pouvoir en Pologne
- Péter Szijjártó pense que le gaz russe envahira bientôt le Sud-Est de l'Europe
- La Hongrie ne déclare pas spontanément la Crimée, « ukrainienne »
- Le Parlement européen demande la suppression du droit de la Hongrie à présider le Conseil européen en 2024
- Le Parlement européen préconise un système de lutte contre les interférences russes et

chinoises sur le modèle de la Ligue anti-communiste mondiale

- L'Union européenne se dote d'un tribunal des brevets
- Bruxelles interdit les céréales ukrainiennes dans 5 États de l'UE
- Manifestations en Serbie
- Les forces turques de l'Otan se déploient au Kosovo
- Li Hui précise sa méthode
- La CIA aurait eu vent, en juin 2022, du projet ukrainien de saboter Nord Stream
- Les nationalistes intégraux ukrainiens sabotent le barrage de Kakhovka
- L'Académie des Sciences russe propose une nouvelle interprétation du réchauffement climatique
- Moscou est prêt à négocier avec Kiev
- Les iPhones de dirigeants russes compromis par la NSA US

AFRIQUE

- Israël participe à African Lion 2023
- Giorgia Meloni en Tunisie
- Le général al-Burhan et les islamistes demandent la révocation de Volker Perthes
- Émeutes au Sénégal
- Élections manifestement fictives en Guinée équatoriale
- Vladimir Poutine ne sera pas arrêté en Afrique du Sud

ASIE

- En Israël, il n'y a pas eu de décès de la Covid de patients entre 18 et 49 ans sans morbidités sous-jacentes
- Antony Blinken à l'AIPAC
- Incident entre l'Égypte et Israël
- Mariage du prince Hussein de Jordanie
- Comment faire partir les forces d'occupation US de Syrie ?
- Le Pentagone livre des HIMARS à ses mercenaires kurdes pour menacer la Türkiye
- La Syrie et l'Iraq contre le trafic de drogues
- L'Iraq débute sa reconstruction de l'ère post-occidentale
- Washington tente de renouer avec Riyad
- Nouveau Parlement au Koweït
- Le nouveau gouvernement Erdoğan
- Échange d'espions avec l'Iran

- Une coalition navale dans le Golfe et en mer d'Oman
- Ebrahim Raïssi en Amérique latine
- Nouvelles mesures coercitives unilatérales US contre l'Iran et la Chine
- L'Afghanistan ne produit presque plus d'opium
- Tentative avortée de révolution colorée au Kirghizistan
- Le Bangladesh importera des engrais russes
- Xi Jinping et l'identité chinoise
- La France s'oppose à l'ouverture d'un bureau de l'Otan au Japon
- Patrouille sino-russe en mer de Chine et du Japon
- Le Japon participe indirectement à l'armement de l'Ukraine

ORGANISATIONS

INTERGOUVERNEMENTALES

- 2° sommet de la Communauté politique européenne
- L'Otan se dote de plans d'action en cas de guerre contre la Russie
- La Corée du Nord remet à sa place l'Organisation maritime mondiale
- Réunion à huis-clos de l'OPEP+

ÉDITORIAL

- Mahmoud Abbas en Chine

AMÉRIQUES

- Le Canada saisit un Antonov-24
- Le Canada et les Pays-Bas poursuivent la Syrie pour torture
- Antony Blinken se rendra à Beijing, sous conditions chinoises
- Audition de Janet Yellen
- La course aux armes hypersoniques
- Les États-Unis pensent que Joe Biden ne devrait pas se représenter
- L'existence du schéma de corruption de Joe Biden désormais établi
- Mise en examen de Donald Trump
- Le Honduras ouvre une ambassade en Chine
- Washington évoque une base chinoise à Cuba

EUROPE

- Boris Johnson démissionne de son mandat de député
- Nicola Sturgeon interrogée par la police
- Réunion du Triangle de Weimar
- Le SGDN accuse Piotr Tolstoï d'avoir organisé de faux sites internet d'information
- Emmanuel Macron souhaite assister au sommet des BRICS
- Le parti d'Olaf Scholz dépassé par l'AfD
- L'Union européenne entre en récession
- La Biélorussie précise les conditions d'usage de l'arme nucléaire
- Les sociétés US de l'énergie tirent profit de la guerre en Ukraine
- La responsabilité ukrainienne dans le sabotage de Nord Stream se précise
- Qui est Denis Kapustin ?
- La méthode chinoise pour la paix en Ukraine
- Cyber Anarchy Squad attaque les banques russes
- Sergueï Lavrov à propos du sabotage de la centrale hydroélectrique de Kakhovka
- Moscou tire les conclusions du sabotage du pipe-line Togliatti-Odessa
- Le 26e Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF)

AFRIQUE

- La philanthropie européenne vis-à-vis de la Tunisie

ASIE

- Le gouvernement Netanyahu s'en prend à J Street
- Des archéologues réécrivent l'histoire de Jérusalem
- Lobbying aux USA pour les logiciels espions israéliens
- Les dessous du naufrage du Goduria
- Le Hezbollah se prépare à une guerre contre Israël en Palestine
- Conférence des entreprises arabo-chinoises
- Rien ne va plus entre Abou Dhabi et Washington
- Les relations Washington-Riyad ne sont pas celles que l'on croit
- La condition de l'Iran pour un accord sur le nucléaire
- Négociations secrètes indo-pakistanaïses en Chine
- Le Pakistan importe du pétrole russe, ...enfin un peu
- Pita Limjaroenrat toujours pas nommé Premier ministre de Thaïlande
- La Corée du Nord recueille des informations personnelles des Sud-Coréens
- Manœuvres USA-Japon-France en mer de Chine méridionale
- Sommet de Sécurité États-Unis/Philippines/Japon
- 1 200 entreprises chinoises sous « sanctions »
- La Chine célèbre les Droits de l'homme
- Tsai Ing-wen sabote le 15e Forum du détroit

ORGANISATIONS

INTERGOUVERNEMENTALES

- Élection des prochains membres tournants du Conseil de Sécurité
- Les USA reviennent à l'Unesco
- Session 2023 du Comité spécial de la décolonisation
- Difficile préparation de la COP-28
- L'Alliance atlantique multiplie les grands exercices
- L'Alliance atlantique poursuivra son extension vers la Chine

ÉDITORIAL

- L'accord céréalier international remis en question

AMÉRIQUES

- Le Canada considère la République dominicaine comme son arrière-cour
- Antony Blinken en Chine
- Les États-Unis dépensent presque la moitié des budgets de Défense du monde
- La Cour suprême donne raison aux tribus indiennes
- Une élue démocrate appelle à fusiller Donald Trump
- Donald Trump n'a pas le droit d'exposer publiquement sa défense
- Hunter Biden trouve un arrangement avec le procureur
- La Chambre des Représentants vote une résolution condamnant Adam B. Schiff
- YouTube censure Robert Kennedy Jr.

EUROPE

- Conférence internationale sur le relèvement de l'Ukraine
- Boris Johnson rejoint le Daily Mail
- Les accusations du SGDN contre la Russie font partie d'une campagne de calomnies de l'Otan
- Le magistrat qui enquête sur le Qatargate s'est dessaisi
- Stratégie nationale de Sécurité allemande
- Li Qiang en Allemagne
- La Suède extradé un sympathisant du PKK
- Conférence secrète en Norvège
- L'Union européenne devient le fabricant de munition pour l'Ukraine
- Le Parlement européen souhaite une réglementation des logiciels espions
- L'Albanie perquisitionne les Moudjahiddines du peuple
- L'Ukraine devient le principal centre de trafic d'organes
- Le bilan humain des opérations selon le ministère ukrainien de la Défense
- Le commandement ukrainien prétend avoir détruit en vol des Kinjal

- L'alliance des « sionistes révisionnistes » et des « nationalistes intégraux » se confirme
- Mort du général Sergei Goryachev
- Le Forum économique de Saint-Petersbourg
- Amabilités échangées entre adversaires
- Suicide d'un opposant russe durant sa détention

AFRIQUE

- L'Algérie se détourne de la France pour la Russie
- Le Mali exige le retrait des « Casques bleus »
- Attaque jihadiste en Ouganda
- La Somalie demande la levée des sanctions contre elle

ASIE

- Israël arme des pays arabes
- Israël met au point un système d'interception de missiles hypersoniques
- Négociations secrètes états-uno-iraniennes
- Qui bénéficiera des recettes de Gaza Marine 1 ?
- Les États-Unis s'opposent toujours à la reconstruction de la Syrie
- L'Union européenne s'oppose toujours à la reconstruction de la Syrie
- Le Pentagone déploie des F-22A Raptor en Syrie
- Rétablissement des relations diplomatiques entre le Qatar et les Émirats
- Rétablissement des vols Yémen/Arabie saoudite
- Les banques iraniennes se connectent à l'étranger
- Problème protocolaire saoudo-iranien
- Accord entre Beijing et le Kuomintang
- Comment la Chine conçoit l'égalité entre les civilisations
- Double-jeu japonais en Ukraine

ORGANISATIONS

INTERGOUVERNEMENTALES

- La Turquie remet en cause certains des plans d'action rapide de l'Otan

ÉDITORIAL

- Le gouvernement ukrainien solde les collections d'œuvres d'art russe de son pays

AMÉRIQUES

- Rapport des services de Renseignement US sur le laboratoire de Wuhan
- Les USA transfèrent des chars Abrams à l'Ukraine
- Les responsables de la Sécurité nationale ont menti dans l'affaire Biden
- Le procureur général a menti dans l'affaire Biden
- Des sénateurs US contestent l'urgence climatique
- Les États-Unis violent toujours les Droits de l'homme à Guantánamo
- La Cour suprême précise les limites de la liberté d'expression
- Les USA peuvent-ils priver la Chine de pétrole ?
- La censure gouvernementale aux USA
- Procès contre Jair Bolsonaro

EUROPE

- La Banque d'Angleterre augmente son taux directeur
- L'Église d'Angleterre se retire de Shell
- Le Congrès des Moudjahiddines du peuple interdit à Paris
- La Hongrie s'oppose à l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne
- L'extrême-droite entre au gouvernement finlandais
- Kyriákos Mitsotákis gagne les élections législatives grecques
- Consultations bilatérales de l'Ukraine d'une part et des États-Unis d'autre part avec l'UE, le Japon, l'Inde et l'Afrique du Sud
- L'Union européenne adopte l'extra-territorialité de ses mesures coercitives unilatérales
- Où en sont les adhésions de l'Ukraine et de la Moldavie à l'UE ?
- Les eurodéputés se divisent sur la restauration de la nature

- Victoria Nuland à Bruxelles pour indiquer à l'UE comment se comporter face à la Chine
- Des policiers kosovars libérés en Serbie
- Aleksandar Vučić accuse les Occidentaux dans le rébellion de Wagner
- Forcing ukrainien pour rejoindre l'Otan
- Ursula von der Leyen promet de lever les restrictions sur les céréales ukrainiennes
- L'anglais bientôt langue de l'administration en Ukraine
- Pour Volodymyr Zelensky, la première constitution ukrainienne daterait du XVIII^e siècle
- Pourquoi la Russie vient-elle de déclarer le WWF « indésirable » ?
- Deux personnalités russes plaident pour un usage de la force de frappe
- Margarita Simonyan accuse les USA, le Royaume-Uni et Israël d'avoir manipulé Wagner

AFRIQUE

- Emmanuel Macron accuse la Russie de déstabiliser l'Afrique
- L'Égypte débute l'assemblage du satellite MisrSat-2

ASIE

- Nouvelle expansion d'Israël
- Vers une force d'interposition multinationale en Cisjordanie ?
- Le gouvernement Netanyahu s'en prend à la presse anglo-saxonne
- L'Ukraine fait à nouveau pression sur Israël
- Israël s'accommode des « assassins de juifs »
- Le Hezbollah abat un drone israélien
- Le Hezbollah contre les homosexuels lorsqu'ils sont liés aux États-Unis
- Mohamed Ben Salmane à Paris
- La nouvelle politique économique et monétaire d'Erdoğan
- Narendra Modi en visite d'État à Washington
- Barack Obama envisage une possible partition de l'Inde
- Le Pakistan commence à importer du pétrole russe
- La rébellion de Wagner encourage la défiance du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan face aux Occidentaux

- Les Nord-Coréens n'espionnent pas ce que l'on croit
- Le Forum d'été de Davos en Chine
- Le fentanyl toujours pomme de discorde entre Washington et Beijing

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

- L'Assemblée générale de l'Onu se divise à nouveau sur la « responsabilité de protéger »
- Constitution du « Registre des dommages causés par l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine »
- Pacte financier mondial
- Que doivent devenir les BRICS ?

N° 48

ÉDITORIAL

- La Mission de bons offices du Saint-Siège

AMÉRIQUES

- L'armée US est nettement dépassée au plan spatial par l'armée chinoise
- L'audit des dépenses d'armement US en Ukraine réalisé par The Grayzone présenté au Conseil de Sécurité
- La Cour suprême US démonte les politiques progressistes
- Le juge Terry Doughty interdit au gouvernement fédéral de demander aux réseaux sociaux de censurer des argumentaires ou des opinions
- Joe Biden et le limogeage du procureur général d'Ukraine
- « Faire payer Poutine »
- La Russie prête à libérer l'espion US qui infiltrait Wagner
- Robert Malley mis en disponibilité au département d'État
- La Bolivie rattrape son retard dans l'exploitation du lithium
- La Justice britannique continue à bloquer l'or du Venezuela

EUROPE

- La Justice britannique s'oppose à la loi de transfert des immigrants illégaux
- L'archipel des Orcades envisage de demander son rattachement à la Norvège
- Émeutes en France
- Emmanuel Macron reporte son voyage en Allemagne
- La levée de l'immunité parlementaire des indépendantistes catalans confirmée
- Giorgia Meloni pense que la France exploite l'Afrique
- La vision allemande de l'Europe de la Défense
- Ouverture d'un bureau d'enquête sur les crimes russes en Ukraine
- Autodafé du Coran en Suède
- La Suède a lutté contre la dissémination d'information sur les nationalistes intégraux ukrainiens

- Viktor Orban constate l'échec du projet d'Union européenne
- L'Espagne préside le Conseil européen pour six mois
- Le PPE demande une pause dans le Pacte vert de l'UE
- La Commission européenne subventionnera à hauteur de 20 % tous les appels d'offres de Défense en Europe
- L'UE veut confisquer les avoirs russes saisis
- L'Ukraine tente de protéger Mikheil Saakashvili
- Tentative d'assassinat du gouverneur de Crimée
- Michel McFaul montre comment priver la Russie de ses missiles
- Tabassage d'une journaliste suivant le procès d'opposants à Ramzan Kadyrov

AFRIQUE

- Rétablissement des relations diplomatiques égypto-turques
- Confusion au Sénégal
- L'Onu ne pourra pas se retirer du Mali en six mois

ASIE

- Benjamin Netanyahu modifie son projet de réforme de la Justice
- Démission du commandant de la police de Tel-Aviv
- La Knesset autorise l'incarcération de mineurs de 12 à 14 ans
- Israël lance une expédition punitive en Cisjordanie
- L'Australie, le Canada et le Royaume-Uni condamnent la politique d'Israël
- L'Onu s'inquiète des « disparus de Syrie »
- Baisse de la production et des exportations de pétrole
- Le Qatar torture un lobbyiste franco-algérien
- La Türkiye soutient discrètement la Russie
- Disney célèbre le centenaire de la République turque
- Les Moujahhidines du Peuple sont toujours soutenus par des personnalités politiques mondiales
- L'AIEA s'engage sur Fukushima
- Sommet nippon-sud-coréen
- Escalade états-uno-chinoise

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

- Vanessa Kerry nommée « commissaire spéciale pour le Changement climatique et la Santé » de l'OMS
- Jens Stoltenberg reconduit au secrétariat général de l'Otan
- L'Iran, membre à part entière de l'OCS
- La Türkiye présidera la BSEC pour six mois

ÉDITORIAL

- La cacophonie du sommet de l'Otan

AMÉRIQUES

- Voyage de Janet Yellen à Beijing
- Schisme au sein de l'Église méthodiste unie
- L'armée chinoise disposerait d'armes capables d'attaquer le fonctionnement du cerveau humain
- Joe Biden et le changement climatique
- Nouvelle piste dans l'affaire de la famille Biden
- Qui a censuré les médias sociaux aux États-Unis ?
- Christopher A. Wray refuse de répondre aux parlementaires

EUROPE

- Tobias Ellwood plaide pour que Londres déclenche une guerre contre la Russie
- La France rapatrie des familles de Daesh
- Michael Kretschmer demande la réparation de Nord Stream
- Rheinmetall produira des munitions en Ukraine
- Arrestation de membres de Daesh en Allemagne et aux Pays-Bas
- Mark Rutte démissionne et quitte la vie politique
- Escalade occidentalo-chinoise
- La Pologne est sur le point de devenir la plus importante puissance militaire conventionnelle en Europe
- La Bulgarie divisée face à l'Ukraine
- L'Union européenne engage une lobbyiste US d'Apple et d'Amazon prétendument pour lutter contre leurs pratiques monopolistiques
- Christine Anderson porte plainte contre YouTube
- L'Ukraine et la Türkiye
- Les États-Unis vont donner des armes à sous-munitions à l'Ukraine
- Vladimir Poutine reçoit le Groupe Wagner

AFRIQUE

- Soutien à Mohamed Hamdan Dogolo

ASIE

- Une étude des opinions publiques moyen-orientales
- Le secrétaire général de l'Onu critique Israël
- Les affabulations de la CIJA
- Turbulences états-uno-russes en Syrie
- Les Émirats commandent une enquête sur les Frères musulmans en Europe
- Après la Chine, la Russie soutient les revendications émiraties dans le Golfe
- Arrestation d'un journaliste turc
- Production turco-ukrainienne d'armement
- L'Iran rouvre un vieux conflit frontalier
- Réélection de Shavkat Mirziyoyev
- Le Pakistan reçoit 5 milliards de dollars
- La Corée du Nord et l'avion-espion US
- La Chine redit son ouverture aux entreprises étrangères

ORGANISATIONS**INTERGOUVERNEMENTALES**

- Veto russe au Conseil de sécurité
- Sultan Al-Jaber prend position pour les énergies décarbonées
- L'avenir de l'OCS, des BRICS et de l'UEE

ÉDITORIAL

- Sommet des BRICS

AMÉRIQUES

- Le Canada se prépare à retour de Donald Trump
- Les troubles mentaux de Joe Biden se multiplient
- Avancée des enquêtes sur la corruption de Joe Biden
- Comment les États-Unis évaluent leur système politique
- Augmentation spectaculaire des suicides chez les anciens combattants US
- Les USA accueillent 200 000 Ukrainiens pour 18 mois
- L'administration Biden contre les Proud Boys
- Y aura-t-il ou non un procès pour les attentats du 11- Septembre ?
- L'opinion publique US contre la guerre en Ukraine
- Élection présidentielle au Guatemala
- Premier tour de l'élection présidentielle en Équateur

EUROPE

- François et la Russie
- Nicolas Sarkozy pour une réconciliation avec la Russie
- La Martinique vote la reconnaissance du créole
- Pas de gouvernement de si tôt en Espagne • Incident à Chypre
- La Suisse prend parti contre la Russie
- Les Pays-Bas et le Danemark arment l'armée de l'Air ukrainienne
- Le *Spiegel* et la ZDF sur les pas des saboteurs
- Olaf Scholz déconcerté par l'indifférence de Vladimir Poutine aux sanctions occidentales
- Annalena Baerbock constate l'échec des « sanctions » économiques contre la Russie
- Élections générales aux Pays-Bas
- Référendum biaisé en Pologne
- La Pologne somme la Biélorussie d'expulser le Groupe Wagner
- Sommet illibéral à Budapest

- La Hongrie exige d'être protégée de la concurrence agricole ukrainienne
- Viktor Orbán prévient que l'on ne pourra pas saboter Turkish Stream sans provoquer de réactions
- Kaja Kallas fragilisée par des révélations sur les activités de son mari
- Démission du n°2 de la Commission européenne
- Formation de diplomates de l'Union européenne
- La Russie conteste la version de la mort du général Jean-Louis Georgelin
- Sanctions Russes contre les ennemis de l'État
- Assassinat des dirigeants du Groupe Wagner

AFRIQUE

- Démission de Najla Mangoush qui avait rencontré son homologue israélien
- Opération conjointe de la Libye et du Tchad contre les rebelles tchadiens
- L'Éthiopie adhère aux BRICS
- Coup d'État au Niger
- Coup d'État au Gabon
- Les combats continuent au Soudan
- Élection présidentielle controversée au Zimbabwe

ASIE

- Division au sein du gouvernement Netanyahu
 - La France s'embourbe au Liban
- Des nouvelles de l'opposition syrienne
- Washington ménage Riyad
- L'Arabie saoudite adhère aux BRICS
- Les Émirats arabes unis et l'Inde
- Du pétrole iranien bloqué aux USA
- L'Iran condamne les États-Unis à 330 millions de dollars de dommages et intérêts pour le coup d'État manqué de 1980
- L'Iran adhère aux BRICS
- La justice iranienne poursuit le chanteur Mehdi Yarrahi
- L'Iran menace de riposter aux attaques israéliennes
- Imran Khan enfin libre !
- L'Inde envoie un engin sur la Lune
- Le Bangladesh menacé par la Jamaat-e-Islami
- Renversement politique en Thaïlande • Transmission dynastique du pouvoir au Cambodge

- Négociation Chine-USA
- Beijing espionne Taïwan
- La Chine est capable de détecter les sous-marins nucléaires
- Le Japon commence le déversement des eaux de Fukushima

Océanie

- L'Australie explique l'AUKUS

Organisations intergouvernementales

- Vers une Otan de l'Extrême-Orient • 1 600 scientifiques contre les objectifs de la COP

N° 51

Éditorial

- Les sanctions de la CEDEAO et les agissements de la France contre le Niger sont des actes de guerre

Amériques

- Les autorités sanitaires US ont censuré des informations authentiques sur la COVID
- Lente avancée de l'enquête sur la corruption de Joe Biden
- Deux manifestations néo-nazies auraient été mises en scène par le Parti démocrate
- Jack Lew nouvel ambassadeur US à Tel-Aviv
- Annulation de la condamnation et de l'emprisonnement de Luiz Inacio Lula da Silva

Europe

- Le Gouvernement britannique a manipulé la BBC et les réseaux sociaux à propos de la Covid
- La ville de Birmingham en faillite
- Qui a descendu le DC9 d'Itavia en 1980 ?
- La Suisse pourrait juger le général Khaled Nezzar
- La Pologne extradite ses délinquants et criminels ukrainiens
- L'Union européenne investit dans le Renseignement spatial
- 895 000 SDF dans l'UE et au Royaume-Uni • Des députés européens reçoivent Jens Stoltenberg
- Le Parlement européen propose une règle de censure des médias sur Internet
- Nikol Pashinyan se détourne de la Russie et de l'OTSC
- La Biélorussie ne répond pas à une intrusion polonaise
- Le terroriste tatar Roustem Oumerov nouveau ministre ukrainien de la Défense
- Volodimir Zelensky s'affiche aux côtés du « führer blanc »
- Arrestation d'Ihor Kolomoïsky
- L'Ukraine abandonne la plupart des cas d'exemption du service militaire
- Le service de santé des armées ukrainiennes délabré

- Selon le Royaume-Uni, les pertes ukrainiennes sont « insoutenables »
- Les conditions de la Russie
- Vladimir Poutine stigmatise le rôle du président Zelensky dans la glorification du nazisme
- Vision russe de la « contre-offensive » ukrainienne
- Création d'une Armée de libération des Bachkirs

AFRIQUE

- Assignation à résidence d'un dirigeant d'Ennahda
- L'Irena organise le premier Sommet africain sur le climat

ASIE

- Tamir Pardo qualifie d'« apartheid » le régime instauré par Ben Gvir en Cisjordanie
- La normalisation saoudo-israélienne et les Palestiniens
- Heurts entre immigrants à Tel-Aviv
- Le roi Hussein avait prévenu Israël des plans syriens de la guerre du Kippour
- Des chrétiens libanais pris à partie parce qu'ils réclament la dépénalisation de l'homosexualité
- Bachar el-Assad abroge les tribunaux militaires de campagne
- Affrontements internes au sein des FDS
- Affrontements à Kirkouk
- Situation critique de la population yéménite
- Les Émirats arabes unis se préparent à légaliser les casinos
- Les négociations d'adhésion de la Türkiye à l'UE bloquées
- Un diplomate suédois de l'UE emprisonné en Iran
- L'Iran ne coopère plus avec l'AIEA
- Israël a tenté de saboter la production de missiles iraniens
- Bharat remplace l'Inde
- Réconciliation en Thaïlande sur le dos du vainqueur des élections
- Vers un rapprochement militaire Corée du Nord – Russie
- La Chine revendique des territoires indiens et russes

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

- La Russie présente son programme de renforcement du multilatéralisme aux Nations unies
- Les procédures du Conseil de sécurité de l'Onu en question
- L'Anase produit de la Guerre froide ou organisation indépendante ?
- Un mini-sommet UE-UA en marge du G20
- L'Opep+ poursuit la baisse de sa production

ÉDITORIAL

- Procédure de destitution du président Joe Biden

AMÉRIQUES

- L'armée de l'Air US dépassée par la Chine
- Condamnation de Peter Navaro
- Le président Biden s'épargne les commémorations du 11-Septembre à New York
- Ron DeSantis conteste les condamnations de l'assaut du Capitole
- Ouverture du plus important procès anti-trust de l'histoire
- La gouverneure du Nouveau-Mexique viole la Constitution US
- Publication du rapport du grand jury spécial de Géorgie
- Les guerres US à l'étranger sont façonnées par des stratégies électorales intérieures
- Le rapport de la CIA sur l'origine de la Covid aurait été falsifié
- Le Brésil invite Vladimir Poutine
- Le Venezuela recherche sa voie de développement en prenant exemple sur la Chine

EUROPE

- Incarcération de Daniel Khalife
- Interpellation d'un assistant parlementaire britannique pour espionnage
- L'Élysée exclut les journalistes étrangers de la conférence de presse d'Emmanuel Macron
- La Pologne poursuivra l'interdiction des céréales ukrainiennes
- L'Open Society Fondation abandonne l'Europe occidentale
- L'UE se dote d'un premier outil en matière de Défense
- L'Ukraine se brouille avec le Saint-Siège
- Élections régionales en Russie
- Le Conseil de sécurité observe que le résultat des élections organisées par la Russie dans les territoires contesté d'Ukraine est sans fondement juridique
- La Russie protégera TurkStream et Blue Stream

- La production d'armement russe plus importante que celle des États-Unis et de l'UE réunies

AFRIQUE

- L'Égypte interdit le port du niqab à l'école • 10 000 morts en Libye
- Démission du straussien allemand Volker Perthes
- Débat de l'Assemblée générale de l'ONU sur la position des grandes puissances face à la crise malienne
- Le gouvernement du Gabon propose de rétablir le processus électoral en 24 mois
- La Russie et le Mali à propos du Niger
- L'uranium du Niger
- Selon les autorités nigériennes, la France prépare une intervention militaire au Niger
- Olam accusé d'une fraude de 50 milliards de dollars
- Le Nigeria et le Cameroun tentent de préciser les frontières héritées de la colonisation
- Élection présidentielle à Madagascar

ASIE

- La coalition gouvernementale israélienne n'hésitera pas à créer un tribunal constitutionnel
- Benjamin Netanyahu qualifie de Fake News un débat de son propre cabinet
- Bombardements israéliens en Syrie
- Les Saoudiens investissent en Israël
- Affrontements intra-palestiniens au Liban
- Une délégation israélienne en Arabie saoudite
- L'Iran libère cinq espions US
- Opérations secrètes de l'Otan en Iran
- Les Talibans resserrent leurs liens avec la Chine
- Washington planifie le renversement de Joko Widodo
- La Russie envoie un message avec la Corée du Nord à la Corée du Sud
- La Chine autorise un troisième enfant par famille
- La Chine populaire poursuit le processus de réunification pacifique avec Taïwan
- Proposition chinoise de réforme de la gouvernance mondiale

Océanie

- Rapprochement australo-chinois

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

- 54^e session du Conseil des Droits de l'homme
- L'Union africaine rejoint le G20
- La Chine réclame une réforme du FMI et de la Banque mondiale
- Au G20/21, Washington promeut un corridor reliant Bahrat à l'Europe via le Moyen-Orient
- Le G20/21 reprend l'argumentaire russe à propos de l'Ukraine
- Hommage du G20/21 au Mahatma Gandhi

N° 53

Éditorial

- Évolution de la position occidentale à propos de la guerre en Ukraine

AMÉRIQUES

- Le Canada accuse Bharat d'avoir assassiné des opposants sur son territoire
- La stratégie de défense du président Joe Biden condamne inévitablement son fils Hunter
- Hunter Biden porte plainte contre deux lanceurs d'alerte
- Audition du procureur général
- Selon le chef de la police du Capitole, Nancy Pelosi est la première responsable des événements du 6 janvier 2021
- L'exploration pétrolière de l'Alaska est à nouveau un argument électoral
- La flotte militaire US et sa rivale chinoise
- Déclaration sur la coopération atlantique
- Le Pentagone ne confirme, ni n'infirme, sa position face à Taïwan
- Analyse psychologique US de Vladimir Poutine
- Création d'un Groupe consultatif d'experts en Renseignement auprès du département de Sécurité de la Patrie
- L'Argentine commémore les victimes de la dictature
- Luiz Inacio Lula da Silva déclare que « Le Brésil est de retour »

EUROPE

- Le Royaume-Uni présente un rapport mensonger au Conseil de Sécurité
- Le Royaume-Uni reporte la fin des voitures à essence et à diesel
- La France soutient les minorités sexuelles dans le monde
- Recep Tayyip Erdoğan plaide pour la reconnaissance de la République turque de Chypre du Nord
- La Pologne, la Hongrie et la Slovaquie défient la Commission européenne
- L'armée de Terre polonaise acquiert un équipement haut de gamme
- La Pologne cesse de livrer des armes à l'Ukraine

- Les agriculteurs bulgares protestent contre les importations de céréales ukrainiennes
- Le Parlement européen conteste les hausses des prix de l'électricité
- L'Ukraine débute sa désoligarquisation
- Le gouvernement ukrainien met en scène le mythe de la victoire de Kiev
- La Macédoine du Nord expulse des diplomates russes
- La Russie débloque la situation au Haut-Karabagh
- La diaspora arménienne pour une guerre de l'Occident contre l'Azerbaïdjan
- L'Ukraine et les États-Unis accusés de préparer un coup d'État en Géorgie
- Penny Pritzker dirigera la reconstruction de l'Ukraine
- L'Ukraine contre la Russie devant la Cour internationale de Justice
- Purge au ministère ukrainien de la Défense
- Le tir sur le marché de Konstantinovka était imputable à une erreur ukrainienne
- Deux diplomates US expulsés de Russie

AFRIQUE

- La Tunisie arrête les personnes migrant vers l'Union européenne
- La politique de l'UE en Afrique francophone

ASIE

- Rencontre de Benjamin Netanyahu et de Volodymyr Zelensky
- Le Quintette impatient de faire élire un président au Liban
- Bachar el-Assad en Chine
- La Türkiye attaque le PKK en Iraq
- Négociations saoudo-yéménites
- L'Iraq ne respecte pas le Pacte de Sécurité qu'il a signé avec l'Iran
- L'Iran accuse l'AIEA de politisation et en tire les conséquences
- Instrumentation de la mort de Mahsa Amini
- L'administration Biden « sanctionne » l'ancien président Ahmadinejad
- Échange d'espions USA-Iran
- La Chine produit industriellement des puces électroniques plus avancées que celles des États-Unis
- La coopération stratégique sino-russe
- La Chine n'a pas oublié l'Unité 731

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

- Expulsion de l'ambassadeur israélien de l'hémicycle des Nations unies • L'Iran, le Qatar et la Turquie dénoncent l'islamophobie européenne

ÉDITORIAL

- Le discours de Sergueï Lavrov à l'Onu

AMÉRIQUES

- Le Parlement canadien honore un ancien SS•
La crise canado-indienne suscitée par les
« Cinq yeux »
- Les États-Uniens favorables au Parti
républicain
- Le président Volodymyr Zelensky n'est plus le
bienvenu au Congrès
- Des parlementaires s'enquière de ce que
devient l'aide envoyée à l'Ukraine
- Le Pentagone planifie la continuité de l'aide à
l'Ukraine
- Le Pentagone hésite à cibler les populations
civiles chinoises
- Le Pentagone réactive son système de
surveillance sous-marine
- Washington prend des mesures coercitives
unilatérales contre l'économie du Xinjiang
- Le département d'État, les Israéliens et la
Chine
- La Cour suprême sollicitée à propos des
condamnations pour participation à la
manifestation du 6 janvier 2021
- 2° sommet des États-Unis et du Forum des îles
du Pacifique
- Le F-35 est-il maudit ?
- Pour Dana Nessel, les électeurs qui croient
qu'une victoire a été volée à Trump ont subi
un lavage de cerveau
- La santé de Joe Biden inquiète ses proches•
L'état se resserre autour de Joe et Hunter
Biden
- Les électeurs états-uniens insatisfaits de la
politique économique de Joe Biden
- Les casernes US sont insalubres
- L'affaire Travis King
- « Le pouvoir et le but de la diplomatie
américaine dans une nouvelle ère »

EUROPE

- La France se retire du Niger
- Fuites de la Défense nationale française
- L'Allemagne interdit deux organisations néo-
nazies

- Berlin contre Huawei
- Berlin s'ingère dans la campagne électorale
polonaise
- Rien ne va plus entre la Pologne et l'Ukraine
- La Pologne annonce demander l'extradition de
Yaroslav Hunk
- La Pologne rouvre le dossier de Przewodów
- La Bulgarie expulse des prêtres russes
- Nikol Pachinian menacé
- Espionnage des communications de
responsables arméniens
- Exode des Arméniens du Haut-Karabagh
- Nouveaux affrontements au Kosovo
- La Pologne annonce demander l'extradition de
Yaroslav Hunk
- Selon la BBC, le commandant-en-chef des
armées ukrainiennes est accusé de haute-
trahison
- L'Ukraine renonce à poursuivre certains
crimes et délits
- L'amiral Viktor Sokolov se porte bien

AFRIQUE

- Les USA et l'UE font pression sur les EAU
pour couper l'approvisionnement en armes
des rebelles du Soudan
- Le Mali dénonce le soutien de la France aux
terroristes
- Le SSC-Khatumo revendique son
indépendance du Somaliland
- Le Niger ferme son espace aérien à la France
- Violences après les élections générales au
Zimbabwe

ASIE

- Israël vend des armes à l'Allemagne
- La succession de Mahmoud Abbas
- Coopération sino-syrienne
- La Syrie dénonce le principe des mesures
coercitives unilatérales à l'Onu
- Réouverture des négociations irano-US
- Bharat saisit les biens d'un terroriste sikh en
exil au Canada
- L'armée sud-coréenne est mal préparée
- Xi Jinping invite à respecter scrupuleusement
les règles de l'OMC
- La vision chinoise d'un avenir commun
- La Chine précise sa critique du rôle
international des États-Unis

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

- Le Conseil de Sécurité à nouveau paralysé face au sabotage des gazoducs Nord Stream

N° 55

ÉDITORIAL

- Sabordage des Républicains à la Chambre des représentants

• AMÉRIQUES

- Justin Trudeau présente des « excuses »
- Le Canada ne respecte pas ses propres mesures coercitives unilatérales contre la Russie
- La candidature du philosophe noir Cornel West
- Crise du recrutement de l'armée de Terre US
- Washington dénonce la « propagande » chinoise
- Le général Mark Milley cède sa place au général Charles Q. Brown Jr
- La surveillance de masse des États-Uniens en question
- Le diocèse catholique du Maryland en faillite
- Donald Trump interdit de commenter la partialité de ses juges
- L'administration Biden reprend la construction du mur à la frontière mexicaine

EUROPE

- Synode sur l'avenir de l'Église catholique
- Le Royaume-Uni au secours de l'Ukraine
- La lutte contre la pornocriminalité en France, infiltrée par l'ordre moral
- Robert Fico, opposé au régime Zelensky, gagne les législatives slovaques
- Mateusz Morawiecki met en garde l'Ukraine contre un accord avec l'Allemagne
- La Hongrie et la Slovaquie s'opposent à l'ouverture des négociations d'adhésion de l'Ukraine à l'UE
- Le Parlement européen favorable à l'adhésion de la Moldavie
- Nominations à Bruxelles
- Le Parlement européen souhaite renforcer et protéger l'indépendance de la presse
- Tension en Serbie et au Kosovo
- La République d'Artsakh n'est plus •
L'Arménie rompt avec la Russie
- Antony Blinken sonne en Ukraine la fin de la guerre contre la Russie
- Binance se retire de Russie

- La BERD projette une croissance de l'économie russe de +1,5 % en 2023
- Andreï Trochev prend le commandement d'anciens du Groupe Wagner
- Le fils de Ramzan Kadyrov passe un prisonnier à tabac
- La Russie simule une guerre nucléaire

AFRIQUE

- Élection présidentielle en Égypte
- Khalifa Haftar au Kremlin
- L'Algérie substitue l'enseignement de l'anglais à celui du français

ASIE

- La Russie exerce moins de pression contre l'occupation US de la Syrie
- Aucune conséquence pénale des tortures d'Abou Ghraïb
- Bientôt l'Iran et l'Iraq seront reliés
- Incident saoudo-iranien
- Sultan Al-Jaber préside l'ADIPEC 2023
- De faux signaux GPS pour les vols commerciaux et les drones militaires
- L'Iran lance Noor-3 dans l'espace
- L'Iran proteste contre les menaces de Benjamin Netanyahu
- Le Canada, la Suède, l'Ukraine et le Royaume-Uni considèrent que l'Iran est seul responsable de la destruction du vol PS752
- Bharat expulse des diplomates canadiens
- Un pro-chinois élu à la présidence des Maldives
- L'indépendance chinoise en matière de micro-processeurs

ORGANISATIONS

INTERGOUVERNEMENTALES

- La Russie met en cause la politique migratoire de l'UE au Conseil de sécurité
- Une force de paix du Kenya à Haïti
- Critiques du budget des Nations unies
- La colonisation par la France de la Polynésie
- La colonisation britannique des Malouines
- L'Ukraine a demandé au G7 des missiles pour frapper l'Iran et la Syrie

N° 56

ÉDITORIAL

- Les crimes de guerre du Hamas et d'Israël

AMÉRIQUES

- La Chambre des représentants n'a plus de président
- Washington expulse deux diplomates russes• Interrogatoire du président Joe Biden par le procureur spécial Robert K. Hur
- Le proxénétisme n'est pas un crime s'il implique le fils du président Biden
- Tucker Carlson brocarde les appels à la guerre
- Donald Trump appelle Israël à la modération et à destituer Benjamin Netanyahu
- Partenariat anglo-saxon pour la sécurité des minéraux
- Le Département d'État étend son contrôle des informations à l'Asie-Pacifique
- On ne saura jamais qui a commandité l'assassinat de Fernando Villavicencio
- La Colombie négocie la paix civile
- Le Salvador lance une opération de répression contre des gangs

EUROPE

- Sommet franco-allemand
- Élections régionales en Allemagne
- Incident sur le gazoduc Finlande-Estonie
- Prix Daphne Caruana Galizia pour le journalisme
- Le Parlement européen crée la norme « Obligation verte européenne »
- Selon Volodymyr Zelensky, les terroristes du Hamas sont des instruments de la Russie
- Volodymyr Zelensky appelle au soutien d'Israël face aux terroristes
- La Russie annulera prochainement sa ratification du TICEN
- La Russie pourrait remettre en cause la déclaration d'indépendance de l'Ukraine

AFRIQUE

- Kamel Abbas avait prévenu Israël 10 jours à l'avance de l'opération du Hamas
- L'Algérie dénonce le double standard face au conflit israélo-palestinien

- Ali Bongo pourrait obtenir l'asile politique au Maroc
- Le Niger fait face à la France, à la Cedeao, aux États-Unis et à l'Onu
- Le Nigeria réforme sa banque centrale
- La mission de paix du Kenya en Haïti contestée
- Les États-Unis préparent une opération contre Al-Shabaab

ASIE

- Pas d'état-major commun Fréristes-Khomeinistes
- Le Hezbollah et Israël se ménagent mutuellement
- Bientôt l'armée libanaise sans commandant-en-chef, ni chef d'état-major
- Attentat contre de jeunes officiers de l'armée arabe syrienne
- La Syrie demande à la Russie de l'aider à faire le ménage à la frontière israélienne
- La Syrie et la Russie auraient reçu l'approbation des USA pour éradiquer les jihadistes d'Idlib
- La Cour internationale de Justice saisie des prétendues tortures institutionnelles en Syrie
- Le Qatar fournira la France en gaz liquéfié
- Un drone turc abattu par les États-Unis en Syrie
- L'Ouzbékistan et le Kazakhstan importent du gaz russe
- La Thaïlande cherche à faire libérer ses ressortissants otages du Hamas
- Possibles livraisons d'armes et de munitions nord-coréennes à la Russie
- Ouverture de la route maritime du Nord
- La Chine réagit à la guerre en Palestine

ORGANISATIONS

INTERGOUVERNEMENTALES

- Affrontement maroco-algérien à l'Onu
- Les bombes atomiques ne sont pas compatibles avec le droit international humanitaire
- La Russie n'est pas élue au Conseil des droits de l'homme (CDH)
- Échec du 3^e sommet de la Communauté politique européenne

N° 57

ÉDITORIAL

- Veto occidental contre un cessez le feu humanitaire à Gaza

AMÉRIQUES

- Le Canada prend des mesures coercitives unilatérales contre des médias moldaves
- Les objectifs de Washington dans le conflit israélo-palestinien
- Voyage d'Antony Blinken chez ses alliés du Moyen-Orient
- Le message d'Antony Blinken aux vassaux des États-Unis au Moyen-Orient
- David Satterfield « Envoyé par intérim pour les questions humanitaires au Moyen-Orient »
- 15 représentants US dénoncent la propagande de guerre israélienne
- Ron DeSantis dénonce l'aide humanitaire à Gaza
- Les Républicains tentent d'empêcher la nomination de Jacob J. Lew
- La Chambre pourrait sanctionner les universités pro-palestiniennes
- Arrestation de pacifistes juifs
- Joe Bien participe au cabinet de guerre israélien
- Le Pentagone va sécuriser les satellites US
- Coordination des armées US et britanniques
- Sommet des « Cinq Yeux » en Californie
- Mesures US contre la vente de puces informatiques à la Chine
- Mesures US contre l'Iran
- Sommet international sur les migrations latino-américaines
- Daniel Noboa président d'Équateur
- Élection présidentielle au Venezuela, en 2024
- L'Argentine jugera le père Franco Reverberi

EUROPE

- Londres demande à ses ressortissants de quitter le Liban
- Rishi Sunak en Israël
- Podemos veut poursuivre Benjamin Netanyahu et le Hamas devant la CPI
- Antonio Tajani critique l'interdiction des manifestations pro-palestiniennes en France
- Boris Pistorius au Liban

- Olaf Scholz critique la position russe sur le conflit israélo-palestinien
- Premier exercice militaire de l'Union européenne
- Conseil de l'UE sur les répercussions du conflit à Gaza
- Nikol Pachinian réécrit l'histoire de la chute de la République d'Artsakh
- L'Ukraine ne parvient plus à obtenir de financement
- L'Ukraine attaque deux aéroports russes
- Volodymyr Zelensky n'ira pas à Jérusalem
- De nouveaux documents d'archives sur les massacres de juifs par les nationalistes intégraux ukrainiens
- Vladimir Poutine téléphone aux protagonistes de la guerre palestinienne-israélienne
- La Russie abroge sa ratification du TICE

AFRIQUE

- L'Égypte souhaite un règlement global du conflit israélo-palestinien
- L'aide humanitaire égyptienne enfin possible
- Pourparlers égypto-turcs
- L'Égypte soutiendrait les Frères musulmans au Soudan
- Israël évacue son ambassade au Maroc

ASIE

- Le ministre de la Défense israélien interdit d'entrée au bureau du Premier ministre
- Benjamin Netanyahu décide le bombardement de Gaza contre l'avis de certains de ses ministres
- Selon Seymour Hersh, Tashal planifie un tapis de JDAM
- Le gouvernement israélien paralysé
- Le cabinet du Premier ministre israélien refuse de travailler avec le général Roni Numa
- Guerre de l'information sur X
- La ministre de l'Information perd face à la censure militaire
- Pogroms anti-arabes en Cisjordanie occupée
- Israël arrête des suspects en Cisjordanie occupée
- Wafa souligne que les actions du Hamas ne représentent pas le peuple palestinien
- Mahmoud Abbas sanctionne un cadre du Fatah

- Les Frères musulmans déplorent le faible engagement du Hezbollah
- Le Hezbollah rend Tsahal aveugle à la frontière Nord
- Les Frères musulmans libanais à la rescousse• Une manifestation dégénère devant l'ambassade US au Liban
- Annulation du sommet de Joe Biden en Jordanie
- Joe Biden fait pression sur l'Iraq
- Les Frères musulmans marginalisés au Yémen
- Négociations indirectes entre Washington et le Hamas
- La Türkiye joue la modération dans le conflit israélo-palestinien
- Les groupes navals US prêts pour le nettoyage ethnique
- L'Iran n'exerce pas de pression sur le Hezbollah
- L'Iran confirme que le Hezbollah est prêt à défendre les Gazaouites
- La loi indienne ne permet pas de légaliser les mariages gays
- Sergey Lavrov à Pyongyang
- La Chine précise sa position sur le conflit israélo-palestinien
- La Chine investit encore plus dans les Nouvelles routes de la soie

ORGANISATIONS

INTERGOUVERNEMENTALES

- L'Organisation mondiale de la Santé dénonce l'ordre israélien d'évacuation des hôpitaux gazaouites

ÉDITORIAL

- Les analyses prémonitoires du général Yitzhak Brik

• AMÉRIQUES

- Discours de Joe Biden de retour d'Israël
- Déploiement militaire US à proximité de Gaza
- Conseils du Pentagone à Tsahal
- Démission d'un haut-fonctionnaire du département d'État
- Mutinerie au département d'État
- Rébellion au Congrès
- Les musulmans et les juifs US contre Joe Biden
- Ron DeSantis fait fermer une association pro-palestinienne
- Mike Johnson nouveau président de la Chambre des représentants
- Publication d'une preuve de la corruption de Joe Biden
- Le candidat péroniste en tête de la présidentielle argentine

EUROPE

- 100 000 manifestants à Londres contre la guerre à Gaza
- L'Écosse pour un cessez-le-feu à Gaza
- Altercation irlandais-israélienne
- Fausses alertes à la bombe en France
- Emmanuel Macron prêt à élargir le conflit gazaoui
- Sahra Wagenknecht fonde la BSW
- Karl Nehammer apporte le soutien de l'Autriche à Israël
- Un cargo chinois aurait endommagé le gazoduc BalticConnector
- Petr Fiala apporte le soutien de la Tchéquie à Israël
- La Slovaquie cesse son aide militaire à l'Ukraine
- Pour Viktor Orbán, l'UE se comporte comme l'URSS
- Joseph Borrell assure que la question palestinienne a de l'importance
- Les sanctions contre la Russie devraient affecter chaque citoyen
- La Russie abat deux MGM-140 ATACMS
- La Russie se prépare à la guerre nucléaire

- Vladimir Poutine s'étonne des discriminations racistes du Comité international olympique
- Arrestation en Russie d'une journaliste états-unienne
- Négociations arméno-azerbaïdjanaises

AFRIQUE

- L'Égypte pourrait accueillir des Palestiniens pour 135 millions de dollars
- L'Algérie et la Tunisie songent à se retirer de l'initiative de paix arabe
- La Libye se divise à nouveau
- Fermeture du bureau de liaison israélien à Rabat
- Mohamed Bazoum aurait tenté de s'échapper
- Fraude aux élections municipales au Mozambique
- La Somalie dépassée par les jihadistes

ASIE

- Un proche de Benjamin Netanyahu s'oppose à l'entrée du Tsahal dans Gaza
- L'armée israélienne présente un montage des exactions du Hamas
- Israël légalise la torture
- Google désactive ses applications GPS en Israël
- Le témoignage de Yocheved Lifshitz
- Mahmoud Abbas snobe Joe Biden
- Théophile III de Jérusalem dénonce les bombardements israéliens
- Tracts israéliens sur Gaza
- Manifestations en Israël contre Benjamin Netanyahu
- Des armes occidentales ukrainiennes aux mains du Hamas et du Hezbollah
- L'engagement du Hezbollah pour Gaza
- La Jordanie prise en étau
- Attaque israélienne en Syrie
- Attentats contre les Forces états-uniennes en Iraq
- Des Yéménites attaquent une base illégale des USA en Syrie
- Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani conteste le droit d'Israël à tuer
- Recep Tayyip Erdoğan dénonce l'attitude du Conseil de sécurité
- La Türkiye prend ses distances avec le Hamas

- Recep Tayyip Erdoğan interprète le conflit israélo-palestinien au regard de la colonisation
- L'Iran souhaite éviter la généralisation du conflit
- La normalisation des relations entre le Bhoutan et la Chine pourrait ouvrir un conflit entre la Chine et l'Inde
- Inculpation d'Imran Khan
- Le Pakistan observe que la lutte contre l'occupation ne peut pas être assimilée au terrorisme
- Tension philippino-chinoise
- Changements ministériels en Chine

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

- La CIJ a été saisie des conséquences juridiques des pratiques israéliennes
- António Guterres critique l'aveuglement occidental
- Israël demande la démission du secrétaire général de l'Onu

N° 59

ÉDITORIAL

- Le débat onusien sur la situation à Gaza

AMÉRIQUES

- Opposition à Antony Blinken et Llyod Austin au Sénat
- Starlink soutient les civils palestiniens
- Mike Johnson favorable à l'aide US à Israël et à l'Ukraine
- Tucker Carlson dénonce les persécutions de l'Église orthodoxe en Ukraine
- Réunion annuelle de la Coalition juive républicaine
- La Chambre des représentants produit une preuve de la corruption de Joe Biden
- Kurt Campbell remplace Wendy Sherman
- Le Renseignement états-unien a coûté 100 milliards de dollars cette année

EUROPE

- François propose d'ouvrir le diaconat aux femmes
- Le Royaume-Uni craint une révolte des musulmans
- Le Parti travailliste britannique soutient les crimes de l'armée israélienne
- Deux personnalités danoises seront jugées à huis-clos
- Jana Chernokhova plaide pour un retrait de la Tchéquie de l'Onu
- La Slovaquie reconsidère son accord de Défense avec les États-Unis
- Josep Borrell consterné par le massacre de Jabalya
- Le projet de réforme de l'Union européenne approuvé en commission par le Parlement
- L'Otan refuse l'adhésion de l'Ukraine
- Volodymyr Zelenski dans le déni de sa défaite
- La « formule de paix » de l'Ukraine
- L'Ukraine fusille ses soldats pacifistes
- Rien ne va plus entre Israël et la Russie
- Des représentants du Hamas à Moscou
- Sergèï Lavrov met en garde contre les conséquences du génocide des Gazaouis
- Tentative de pogrom antisémite au Daghestan
- Vladimir Poutine dénonce la main de Washington à Gaza, en Ukraine, en Syrie

AFRIQUE

- Le procureur de la CPI s'est rendu à Rafaah
- Les États-Unis maintiennent leurs troupes au Niger malgré l'ordre d'évacuation de la junte
- Les FAR prennent le contrôle de Nyala
- Près de 7 millions de déplacés au Congo
- L'Afrique du Sud publie ses contrats avec Pfizer

ASIE

- Note du ministère israélien du Renseignement recommandant l'expulsion des Gazaouis
- Le sort des otages divise Israël
- Le général Herzl Halevi confirme l'opération terrestre de l'armée israélienne
- Pour Giora Eiland, il faut rendre Gaza inhabitable
- Selon le Shin Bet, le Hamas utilise les sous-sols des hôpitaux
- Les prisonniers palestiniens en Israël
- Polémique sur la connaissance préalable de l'attaque que Benjamin Netanyahu aurait eu
- Yogal Carmon avait prévenu Benjamin Netanyahu, de manière détaillée, avant l'attaque du 7 octobre
- Le cabinet de Benjamin Netanyahu prie les journalistes de s'auto-censurer
- Suspension de Tzipi Navon • Les centrales d'achat israélienne cessent de commercer avec la Turquie
- La Knesset reconnaît l'égalité des droits des conjoints de soldats gays
- Arrestation d'un Israélien qui appelait à tuer des Palestiniens
- L'arsenal du Hamas
- Famine à Gaza
- Mahmoud Abbas demande une réunion de la Ligue arabe
- Communiqué des Brigades Izz al-Din al-Qassam
- Israël aurait utilisé du phosphore blanc contre des civils au Liban
- Le plan de paix de Nagib Mikati
- La Jamaa Islamiya s'invite sur l'échiquier libanais
- Le Liban et la presse
- La Russie dénonce la recrudescence des attaques israéliennes contre la Syrie
- Position de l'Arabie saoudite
- Position des Émirats arabes unis

- Position du Koweït
- D'anciens officiers indiens condamnés pour espionnage au Qatar
- Position du Qatar
- Position d'Oman
- Les États-Unis appellent leurs ressortissants à ne pas prendre de risque en Turquie
- Position de la Turquie
- Contact entre l'Iran et le Hamas
- Le lobby US anti-iranien accuse Téhéran de financer le Hamas
- La Corée du Nord et la Russie auraient débuté des échanges d'armes et de munitions
- Beijing se prépare à une guerre en cas de tentative de séparation de Taïwan
- Succession impériale au Japon

ORGANISATIONS

INTERGOUVERNEMENTALES

- Volker Tork met en garde quant à la situation humanitaire des Gazaouis
- Phillipe Lazzarini s'adresse aux fonctionnaires survivants de l'Onu à Gaza
- 400 enfants tués ou blessés chaque jour à Gaza, selon l'Unicef
- Le Conseil de sécurité de l'Onu ne sanctionnera pas les transferts d'armes massifs en Ukraine
- Bilan de la Cour internationale de Justice
- L'Assemblée générale condamne le blocus de Cuba
- La Banque mondiale met en garde face à une possible crise pétrolière mondiale
- L'Otan appelle Israël à respecter le Droit international humanitaire

ÉDITORIAL

- La stratégie du Hezbollah

AMÉRIQUES

- Le Pentagone déploie un sous-marin porteur de missiles de croisières au large de Gaza
- Mike Lewis et Elon Musk dénoncent l'influence des Soros
- Le Pentagone planifie l'envoi de 320 millions de dollars d'armes vers Israël• Antisémitisme et Islamophobie aux USA
- Isaac Herzog appelle les universités états-uniennes à condamner le Hamas et l'antisémitisme
- Manifestations pacifistes à New York
- Complot antisémite au Brésil

EUROPE

- François reçoit les rabbins européens
- 124 entreprises britanniques ont violé les sanctions contre la Russie
- Rishi Sunak conteste l'autorisation d'une manifestation pro-palestinienne le jour de la commémoration de l'armistice
- Démission d'Imran Hussain du cabinet fantôme travailliste
- Les Britanniques ont collaboré, en 1963, à la démolition des villes kurdes d'Iraq
- Conférence internationale humanitaire pour Gaza
- Boycott des produits Dior
- L'Allemagne interdit les actions de soutien au Hamas
- L'Italie envoie un navire-hôpital à Gaza
- La Slovaquie ralentit ses livraisons d'armes à l'Ukraine
- Les camionneurs polonais face à la concurrence ukrainienne
- La vision d'Ursula von der Leyen à propos de l'avenir de Gaza
- Élargissement de l'Union européenne
- L'UE règle la publicité politique
- Le Parlement européen favorable à la confiscation des avoirs russes gelés
- Dissension entre le président Zelensky et son chef des armées

- La mairie de Kiev démonte un symbole de la Résistance ukrainienne aux nazis

AFRIQUE

- L'Égypte refuse d'administrer Gaza
- La Tunisie adopte une loi interdisant tout contact avec Israël
- L'engagement de l'Algérie pour la Palestine
- Rien ne va plus entre l'Afrique du Sud et Israël

ASIE

- Benjamin Netanyahu appelle à aider Israël à sauver ses otages
- L'opposition intérieure israélienne pro-Gazaouis, interdite de manifester
- Bouclage de Kafr Aqab
- Benny Gantz appelle à lutter contre l'antisémitisme
- Itamar Ben-Gvir s'en prend à trois juges arabes israéliens
- Yaïr Lapid à propos de Benjamin Netanyahu
- Avigdor Lieberman à propos de Benjamin Netanyahu
- Ehud Barak appelle à la constitution d'une force des Nations unies
- Amichai Eliyahu préconise de nucléariser Gaza
- La position de Benjamin Netanyahu
- Les objectifs de Yoav Gallant
- Le Mossad désavoue Yossi Cohen
- Israël peut accéder aux caméras de sécurité à l'insu des propriétaires
- Les sionistes religieux s'en prennent au budget des Haredim
- L'« État juif » envisage de rétablir les colonies de peuplement à Gaza
- Mahmoud Abbas n'oublie pas Jérusalem-Est
- La reine Rania dénonce le double standard occidental
- Le projet d'oléoduc Iraq-Jordanie refait surface
- Le patriarche maronite défend le chef d'état-major libanais
- Attaques simultanées de Daesh en Syrie• La guerre continue en Syrie
- Les négociations qataries
- Ansar Allah abat un drone US
- Antony Blinken en Türkiye
- Les musulmans indiens pour Gaza
- Bharat pour Israël

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

- Débats au Conseil de Sécurité
- Sommet extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique
- L'OMS dresse le bilan des attaques contre des hôpitaux à Gaza
- Appel d'agences de l'Onu à un cessez-le-feu humanitaire immédiat
- La position du G7 à propos de Gaza
- Plainte pour génocide contre Israël à la CPI

N° 61-62

ÉDITORIAL

- Les négociations avec le Hamas et le Jihad islamique

AMÉRIQUES

- L'économie états-unienne menacée
- La Cour suprême se dote d'un code de conduite peu exigeant
- Eric Adams soupçonné de financement occulte turc
- Mike Pompeo administrateur de KievStar
- La Chambre des représentants n'a toujours pas voté les 61 milliards d'aide à l'Ukraine
- Les parlementaires visionnent les vidéos de l'attaque du 7 octobre
- Hillary Clinton compare Donald Trump à Adolf Hitler
- Hillary Clinton fixe les objectifs du gouvernement israélien d'après-guerre
- Jake Sullivan favorable à ce que l'Autorité palestinienne administre Gaza
- Les États-Unis et la lenteur de l'opération israélienne contre la Résistance palestinienne
- 115 personnalités politiques pour Joe Biden
- À Washington, 200 000 personnes pour la guerre
- Révocation d'un évêque texan
- Les Libano-Brésiliens récusent être impliqué dans un complot antisémite

EUROPE

- L'Église catholique et les transsexuels
- Enquête sur le cabinet de Boris Johnson
- À Londres, 300 000 personnes contre la guerre
- Des parlementaires britanniques souhaitent criminaliser les Gardiens de la Révolution
- Effondrement du niveau de vie au Royaume-Uni
- David Cameron nommé ministre des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement
- La Haute Cour britannique invalide la loi sur l'expulsion des réfugiés illégaux
- Les excuses de la BBC
- Pour Emmanuel Macron, le bombardement de Gaza n'a aucune légitimité

- Emmanuel Macron soutient le droit d'Israël à la légitime défense
- En France, 100 000 personnes contre l'antisémitisme
- Le Sénat français envisage de pénaliser la contestation de l'existence de l'État d'Israël
- Des magistrats français délivrent des mandats d'arrêt contre Bachar el-Assad
- Attentat contre Alejo Vidal-Quadras
- Pedro Sánchez devient Premier ministre en amnistiant les sécessionnistes catalans
- L'Allemagne projette de doubler son aide à l'Ukraine
- La Finlande achète la Fronde de David
- La Finlande envisage de fermer sa frontière avec la Russie
- Pour la Hongrie, l'Ukraine est trop corrompue pour adhérer à l'UE
- La Tchéquie intente 384 actions contre les « soutiens » à la Russie
- Pour Jean-Claude Junker, l'Ukraine est trop corrompue pour adhérer à l'UE
- L'aide humanitaire européenne à la Palestine
- Les budgets Recherche-Développement militaires des États membres de l'UE en baisse
- Anders Fogh Rasmussen propose de faire adhérer l'Ukraine à l'Otan, sans les territoires occupés par la Russie
- James Stavridis propose de faire adhérer l'Ukraine à l'Otan, sans les territoires occupés par la Russie, sur le modèle de la Corée du Sud et du traité états-uno-coréen
- Le *Washington Post* et *Der Spiegel* accusent un officier dissident ukrainien d'avoir coordonné le sabotage de Nord Stream
- Réunion des conseillers de Sécurité nationale à propos de l'Ukraine
- Négociations secrètes Prigojine-Ukraine
- Les repris de justice qui se sont engagés sur le front expient leurs crimes par leur sang
- Aide humanitaire russe pour les Gazaouis
- L'Arménie pourrait quitter l'OTSC

AFRIQUE

- Les casques bleus kenyans repoussent leur déploiement à Haïti
- Le Soudan du Sud choisit la Russie pour exploiter ses réserves pétrolières

ASIE

- Manifestations anti-Netanyahu en Israël
- Intimidation contre les opposants à la guerre
- Deux députés suspendus de la Knesset pour avoir contesté la version officielle du 7 octobre et de la guerre à Gaza
- Israël censure Al-Mayadeen
- Trois villes exclues du plan d'indemnisation des victimes du 7 octobre
- Après la guerre, Israël augmentera le budget de sa Défense
- Tony Blair pourrait devenir le coordinateur humanitaire à Gaza
- « Benjamin Netanyahu rejette la responsabilité des massacres sur le Hamas »
- Des parlementaires israéliens veulent expulser les Palestiniens
- Itamar Ben-Gvir préconise une ré-occupation de Gaza
- Eliyahu Revivo veut supprimer le mot « Gaza »
- Des mercenaires aux côtés des FDI
- Les FDI découvrent un arsenal du Hamas en mer
- Le Hezbollah attaque des cibles militaires israéliennes
- Israël riposte à des tirs yéménites... sur la Syrie
- Le CCG crée un visa touristique unifié
- Rapprochement irano-azéri
- L'Iran ne s'engagera pas dans l'initiative du Hamas
- Reprise de la guerre civile au Myanmar
- La première chaîne publique sud-coréenne s'excuse d'avoir falsifié ses informations
- La Corée du Nord répond au G7
- La Corée du Nord accuse les États-Unis d'être les responsables du massacre de Gaza
- Polémique en Corée à propos d'un massacre nippon

ORGANISATIONS

INTERGOUVERNEMENTALES

- Les Nations unies honorent leurs fonctionnaires tués à Gaza
- Onu : le plan humanitaire en 10 points
- 57 chefs d'État et de gouvernement se réunissent pour protester contre le génocide de Gaza
- Conférence pour un Moyen-Orient, zone exempte d'armes nucléaires

ÉDITORIAL

- Quelle trêve à Gaza ?

AMÉRIQUES

- Washington s'oppose à la relocalisation forcée des Gazouïs en Égypte
- Jake Sullivan reconnaît que les otages ne sont pas détenus uniquement par le Hamas
- Selon Bernie Sanders, le Congrès ne peut pas voter de subventions supplémentaires à Israël
- Partrick Leahy demande l'application de sa loi aux FDI
- Antony Blinken précise ses objectifs pour Gaza
- John Finan inquiet sur le sort des Gazaouis réfugiés au Sud
- Le département d'État classe KSS comme « organisation terroriste »
- Mike Johnson remet en cause l'impartialité de la Commission sur les événements du 6 janvier 2021
- Comment Publicis et la Knight Foundation contrôlent la presse mondiale
- David Brock contre Elon Musk
- Le Nicaragua quitte l'OEA
- Les élites guatémaltèques commencent à attaquer Bernardo Arevalo
- La Colombie se joint à l'Algérie contre Israël devant la CPI
- Javier Milei, nouveau président argentin

EUROPE

- François qualifie le massacre de Gaza de « génocide »
- Rétablissement des relations entre l'Ukraine et le Saint-Siège
- Mutinerie au Parti travailliste à propos de la guerre israélo-palestinienne
- L'extrême-droite sioniste emporte les législatives néerlandaises
- La Finlande ferme partiellement ses frontières avec la Russie
- Consultation anti-Union européenne par Viktor Orbán
- L'Union européenne réaffirme son soutien à la solution à deux États
- Ilham Aliyev dénonce le colonialisme français
- « Il n'y a plus de minorité russe en Ukraine »

- Llyod Austin à Kiev pour rassurer les Ukrainiens
- Corruption en Ukraine (suite)
- Vladimir Poutine pour l'égalité en droit des homosexuels
- Mandat d'arrêt contre Susana Jamaladinova

AFRIQUE

- Pressions continues de Washington et de Tel-Aviv sur Le Caire
- Le nouveau plan de « transfert » des Gazaouis
- L'Algérie organise une plainte collective contre Israël devant la CPI
- Lajmi Lourimi, nouveau secrétaire général d'Ennahda
- Jean Emmanuel Ouédraogo souligne qu'il n'y a rien de commun entre l'interdiction politique de médias en France et celle, anti-terroriste, de médias au Burkina Faso
- Campagne de propagande du Groupe Wagner contre la France
- Mahamat Kaka à Paris
- Vers une partition du Soudan
- L'Afrique du Sud porte plainte contre le gouvernement israélien

ASIE

- Polémique sur la fourniture de carburant à Gaza
- Un ministre accueilli aux cris de « Honte à vous ! »
- L'aviation israélienne a bien appliqué la « Directive Hannibal », le 7 octobre
- Simcha Rothman considère les manifestations anti-guerre comme des soutiens au terrorisme
- Nassim Vaturi appelle à brûler Gaza
- Le Conseil de Sécurité envisage la peine de mort pour les arabes terroristes
- Gila Gamliel confirme préparer l'expulsion des Gazouïs
- Le Forum des otages et des familles disparues s'oppose aux rapporteurs spéciaux de l'Onu
- Amir Yaron reconduit comme gouverneur de la Banque centrale d'Israël
- Israël attaque l'agriculture du Liban
- Concentration des forces de l'Otan à proximité d'Israël
- Hassan Nasrallah reçoit les représentants du Hamas

- La Cour suprême iraquienne destitue le président du Parlement
- Ansar Allah saisit un cargo israélien
- Islah pour six Yémens
- Ali Khamenei déclare que le sionisme est une forme de racisme
- Les Frères musulmans pakistanais manifestent pour Gaza
- L'accord inter-coréen de 2018 est suspendu
- La Corée du Nord introduit un peu de démocratie dans ses élections législatives
- Sommet états-uno-chinois
- La popularité de Fumio Kishida en chute libre

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

- La famine menace à Gaza
- La situation sanitaire catastrophique à Gaza
- Martin Griffiths considère que la crise de Gaza est « la pire de tous les temps »
- Sommet extraordinaire des BRICS sur le génocide à Gaza

N° 64 :

ÉDITORIAL

- Tout sur la réunion à haut niveau du Conseil de sécurité, le 29 novembre, sur la situation à Gaza

AMÉRIQUES

- Selon le Service de Recherche du Congrès, l'Iran n'aurait pas violé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
- La Chambre des Représentants amalgame la contestation du droit d'Israël à exister à de l'antisémitisme
- Les États-Uniens désapprouvent la gestion du président Biden
- Les électeurs US insatisfaits des deux grands partis
- Starlink ne sera déployé à Gaza
- Le Pentagone modifie son déploiement au Moyen-Orient
- L'Équateur renoue avec la « guerre à la drogue »
- Qui a menacé Alberto Fernández ?

EUROPE

- Tension entre Israël et l'Espagne
- L'Allemagne pénalise le soutien au Hamas
- Frank-Walter Steinmeier en visite en Israël
- Annalena Baerbock pour l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'Otan
- Robert Fico pour un cessez-le-feu en Ukraine
- László Kövér critique l'Allemagne, l'UE et l'Onu
- Le Groupe de Visegrád contre l'immigration illégale
- La Moldavie s'aligne sur les « sanctions » anti-russes de l'UE
- Davyd Arakhamia confirme que l'Ukraine aurait pu signer la paix en mars 2022
- L'armée ukrainienne n'a plus assez de soldats
- Mariana Bezuglaya et Aleksey Danilov au secours de Volodymyr Zelensky
- L'épouse de Kyrylo Boudanov empoisonnée
- La Défense aérienne de la Russie et de ses alliés

AFRIQUE

- Rencontre Hamas-Dissidents du Fatah
- Polémique en Égypte : le Hamas, mouvement de Résistance ou organisation terroriste ?
- Une réunion des « cinq grands » libyens pour débloquent le processus électoral
- Démissions au sein de la banche mauritanienne des Frères musulmans
- Tentative de coup d'État au Sierra Leone

ASIE

- Netanyahu a renvoyé son ministre de la Défense en juillet parce qu'il alertait sur une attaque du Hamas
- Expropriation illégale du Patriarcat arménien de Jérusalem
- Comment Israël envisage le futur de Gaza
- Benny Gantz accepte le Budget israélien
- Durant la guerre de Gaza, l'exode forcée se poursuit en zone C
- Les engagements israéliens de la trêve ne s'appliquent pas à l'US Air Force
- Trafic d'organes à Gaza
- Mahmoud Abbas demande l'adhésion de la Palestine aux Nations unies
- Mohammad Dahlan, le retour
- Le Qatar abat ses cartes
- Israël « règlera ses comptes avec le Qatar » dès qu'il le pourra
- Pourquoi le Hamas s'en est-il pris aux juifs pacifistes ?
- Bilan du « Déluge d'Al-Aqsa » au Liban
- Harvard demande la dollarisation du Liban
- Ayman Safadi à l'Union pour la Méditerranée
- Pause aussi en Iraq
- L'interprétation saoudienne du Déluge d'Al-Aqsa
- Plainte pour torture contre Ahmed Nasser al-Raisi, président d'Interpol
- Ansar Allah ouvre un nouveau front en mer Rouge
- Recep Tayyip Erdoğan appelle à réagir sans discrimination face aux morts juifs, musulmans et chrétiens
- L'Iran lance un nouveau destroyer
- L'Iran a joué un rôle dans la libération de certains otages
- Dacca et les Frères musulmans
- La guérilla birmane prend un poste-frontière

- Taux de participation record aux élections nord-coréennes
- Les premières photos prises par le satellite espion nord-coréen
- Démission du chef des services secrets sud-coréens
- Campagne anti-chinoise dans le contexte des prises de position de Beijing sur le conflit israélo-palestinien
- La question des « femmes de réconfort » resurgit

ORGANISATIONS

INTERGOUVERNEMENTALES

- L'Assemblée générale de l'Onu demande à Israël d'évacuer le Golan syrien
- L'Assemblée générale de l'Onu demande aux États-membres d'observer la Trêve olympique
- Le Conseil de Sécurité ne condamne pas le lancement d'un satellite espion par la Corée du Nord
- Absences remarquées à la COP28
- La Russie ne participera plus au Conseil exécutif de l'OIAC
- Krišjānis Kariņš candidat au secrétariat général de l'Otan
- Alexander Sollfrank propose un Schengen de la Défense
- Ryad hébergera l'Exposition universelle de 2030

ÉDITORIAL

- Israël souhaite instaurer des « zones tampons » à Gaza et au Liban

AMÉRIQUES

- Plus de visas automatiques pour les extrémistes israélien aux USA
- La vision du monde du général Lloyd Austin
- George Santos exclu de la Chambre des Représentants
- Mike Johnson pour un vote de destitution de Joe Biden
- La Maison-Blanche met en garde contre un arrêt des subventions à l'Ukraine
- La Chambre des Représentants bloque les subventions à Israël et à l'Ukraine
- L'affaire OxyContin
- Hunter Biden sommé de comparaître à la Chambre des Représentants
- Quelle guerre représente un danger pour les États-Unis ?
- Samantha Power à Gaza
- Arrestation de Manuel Rocha, diplomate US et agent cubain
- Référendum sur l'avenir de l'Essequibo
- Le Hezbollah libanais à nouveau mis en cause au Brésil

EUROPE

- Le pape François rappelle Isaac Herzog à l'ordre
- 16,9 milliards de livres sterling de déficit dans le plan d'équipement des Armées britanniques
- La France imagine des sanctions contre le Hamas
- L'enquête sur la corruption du parlement européen se poursuit
- Les colons israéliens de Cisjordanie, interdits en Belgique
- L'Italie se retire des « routes de la soie »
- La Saxe exige des immigrants qu'ils reconnaissent l'existence d'Israël pour être naturalisés
- Les États Baltes contre les Polonais
- La commission du contrôle budgétaire de l'UE pointe l'Ukraine et la Commission
- Les États-Unis ne veulent plus que l'on évoque l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan

- Le Renseignement militaire ukrainien assassine Illia Kyva à Moscou
- Vladimir Poutine aux Émirats et en Arabie saoudite

AFRIQUE

- L'Égypte rejette le plan de l'UE pour Gaza
- Remise en cause de la migration vers l'Europe
- Les Frères musulmans au centre de la guerre civile soudanaise
- Le Niger rompt avec l'UE
- Le Burkina Faso interdit le quotidien français *Le Monde*

ASIE

- Benjamin Netanyahu énonce ses objectifs pour Gaza
- Benjamin Netanyahu promet qu'il n'y aura jamais d'État palestinien
- Le 2 octobre, des initiés ont parié sur une baisse de l'économie israélienne
- Le *New York Times* cherche à démontrer que Netanyahu et le Hamas ne sont pas complices
- Les carnets des assaillants du 7 octobre
- Chronologie de la nuit du 6 au 7 octobre
- De hauts militaires constatent la défaite
- Bezalel Smotrich veut continuer la guerre jusqu'au bout
- La « guerre totale » d'Israël
- Les dégâts de la « guerre totale »
- Yaïr Lapin demande le renvoi de Benjamin Netanyahu
- Le Procès de Benjamin Netanyahu a repris
- Est-il possible de manifester contre la guerre ?
- Israël convoque l'ambassadeur d'Espagne pour lui signifier des remontrances
- Certains kibboutz refusent de discuter avec Benyamin Netanyahu
- Benjamin Netanyahu négocie la délivrance de médicaments aux otages
- Facebook et Instagram ferment des comptes à la demande d'Israël
- Isaac Herzog rencontre cheick Tamim bin Hamad Al-Thani
- Les Israéliens peuvent moins voyager
- L'Autorité palestinienne menacée
- Création des « Jeunes du Déluge d'al-Aqsa »
- Israël attaque l'armée libanaise
- Riad Salamé voyage sans encombre
- La République arabe syrienne pourra utiliser les biens confisqués

- Les Syriens se révoltent contre les occupants US et leurs mercenaires kurdes
- La Jordanie pourrait rompre son accord gazier avec Israël
- Bombardement ciblé du Pentagone en Iraq
- Le front de la mer Rouge
- Pour Recep Tayyip Erdoğan, l'Occident a donné un permis de tuer au "boucher de Gaza"
- La Türkiye ne laissera pas assassiner de Palestiniens sur son sol
- La Türkiye reconnaît soutenir financièrement le Hamas
- Ebrahim Raïssi annule sa participation à la COP28
- Les Philippines relancent le conflit du banc Second Thomas
- La Corée du Sud lance un satellite espion
- La Chine est capable de détruire le système de communication des armées US

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

- António Guterres saisit le Conseil de Sécurité
- Le Conseil de sécurité examine l'enquête sur les crimes de Daesh
- La Russie ne participe plus à la direction de l'OMI
- La Cour pénale internationale enquête sur les attaques terroristes du 7 octobre
- La phrase qui fait polémique

N° 66

ÉDITORIAL

- Le Front de la mer Rouge

AMÉRIQUES

- Les États-Unis se chauffent à l'uranium russe
- Le Congrès contre l'influence de NewsGuard
- La vision du conflit en Palestine des États-Unis
- La Maison-Blanche inquiète de l'éventuel usage de phosphore blanc par Israël
- Aide d'urgence des communautés juives nord-américaines à Israël
- Boycott des marques soutenant Israël
- Hunter Biden prochainement inculpé d'« outrage au Congrès »
- La Colombie remet en cause l'usage des médicaments anti-Covid non expérimentés, particulièrement ceux à ARN messenger
- Médiation vénézuélo-guyanaise
- Echec des négociations UE-Mercosur
- Le criminel Alberto Fujimori libéré

EUROPE

- Boris Johnson envisageait de voler les doses d'AstraZeneca aux Pays-Bas
- Pfizer poursuit la Pologne
- La Hongrie interdit les aides financières étrangères en politique intérieure
- La Hongrie lie le déblocage de ses subventions au soutien à l'Ukraine
- L'UE divisée face au Hamas
- Le Parlement européen exige que la Chine respecte « l'ordre international fondé sur des règles »
- L'Ukraine à Davos

AFRIQUE

- L'Égypte se protège des Frères musulmans gazaouis
- Accord entre Khalifa Haftar et la Russie
- Alger accueille une réunion des auteurs de la plainte contre Benjamin Netanyahu devant la CPI
- Abdel Fattah al-Burhan s'aligne sur les Frères musulmans

- Le Burkina Faso se prépare à abandonner le français comme langue officielle
- Le Mali découvre des preuves du soutien français aux jihadistes
- Influence du Hezbollah au Mali et au Bénin
- Le Tribunal de la CEDEAO rejette la demande du Niger
- L'Alliance des États du Sahel pourrait évoluer en confédération
- Le président Cyril Ramaphosa lâché par son parti

ASIE

- Eli Cohen confirme que la guerre contre le Hamas continuera
- Les négociations avec le Hamas se poursuivent, mais ailleurs
- L'Ukraine craint d'être abandonné par Benjamin Netanyahu
- Yosef Almansi au sujet du « gang de Sinwar »
- Yaïr Lapid contre les milliardaires du Hamas
- Une visite du Hamas à Beijing reporté
- Erreur de communication des FDI
- Les soldats tenus à l'écart du Premier ministre
- Zone tampon entre Israël et le Liban
- Bernard Emié au Moyen-Orient
- Provocations israéliennes contre le Liban
- Vision d'Israël par la Jordanie
- Évolution des factions jihadistes d'Idleb
- La Syrie va rénover sa raffinerie de Homs
- L'affaire des cabinets de lobbying états-unien ressurgit en Iraq
- L'Arabie saoudite considère la Russie plus importante que le Royaume-Uni
- L'Arabie saoudite et l'Iran se coordonnent face à Israël
- Ali Khamenei rappelle la position iranienne face à Israël
- L'Iran s'enorgueillit de son travail idéologique
- La Türkiye envisage d'expulser 200 000 travailleurs immigrés syriens
- La Cour suprême de Bharat valide la répression de Narendra Modi au Cachemire
- Bharat à nouveau accusée de tenter d'assassiner les indépendantistes sikhs à l'étranger
- Accident entre deux navires philippin et chinois dans les îles Spratleys
- Convention mondiale de la paix 2023 à Manille

- La Corée du Nord envisagerait de fournir des travailleurs à la Russie
- Les Droits de l'homme selon Kim Jong-un
- La Corée du Sud va reprendre ses largages de tracts au-dessus de la Corée du Nord
- La Chine revendique les îles Sensuku
- Épidémie d'espionnage à Taïwan au profit de la Chine populaire
- Gigantesque scandale de corruption systémique du Parti libéral-démocrate japonais

OCÉANIE

- L'Australie durcit ses conditions d'immigration
- La Papouasie-Nouvelle-Guinée signe un accord de sécurité avec l'Australie

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

- 153 États adoptent une résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat à Gaza
- Toujours pas de force multinationale à Haïti
- Statistiques de l'OMS sur la situation à Gaza
- Le G7 intensifie sa coopération dans la lutte contre la fraude organisée transfrontalière
- Le Tribunal spécial pour le Liban ferme ses portes sans avoir permis de faire la lumière sur quoi que ce soit

ÉDITORIAL

- La guerre pour les Gazaouis se développe en mer Rouge

AMÉRIQUES

- Pression des démocrates sur Benjamin Netanyahu
- Le CentCom se prépare à intervenir
- Des parlementaires défendent les droits de la presse à Gaza
- Chris Van Hollen souhaite un engagement plus clair de Joe Biden pour le Droit humanitaire à Gaza
- Lindsey Graham souhaite un dénouement à Gaza plutôt que le cycle de la vengeance
- Debbie Dingell déplore la passivité de Joe Biden face aux crimes de guerre
- Bernie Sanders veut appliquer les réserves de loi sur l'aide étrangère
- L'opinion des États-Uniens sur la guerre à Gaza
- La facture du retrait US de Russie
- 300 millionnaires chômeurs sont indemnisés aux USA
- Des millions d'électeurs US avouent avoir fraudé en 2020
- La Cour suprême du Colorado interdit à Donald Trump de se présenter à la présidence fédérale
- Difficile investiture de Bernardo Arévalo
- Accord entre le Venezuela et le Guyana
- Washington libère Alex Saab
- Dévaluation du peso et dérégulation de l'économie argentine

EUROPE

- L'Église catholique revient à la bénédiction des couples gays
- Condamnation de Giovanni Angelo Becciu, pour détournement de fonds
- Ben Wallace met en garde contre la rage meurtrière de Benjamin Netanyahu
- Londres sanctionne le guide de la Confrérie des Frères musulmans à Gaza
- L'Église anglicane bénit un partenariat homosexuel

- Déploiement militaire anglo-saxon à Chypre et censure militaire au Royaume-Uni
- La France organise une réunion internationale contre le Hamas
- La France prie d'agir dans l'intérêt d'Israël au Liban
- Quatre membres du Hamas arrêtés en Allemagne et aux Pays-Bas
- Préparation d'un attentat au Danemark
- Renouvellement de la présidence tournante de l'Union européenne
- L'Union européenne s'apprête à légiférer sur le droit de la presse
- La Russie met en garde la Finlande

AFRIQUE

- Aguila Salah se rapproche de la Türkiye
- Mystérieuse destruction d'un avion russe en Cyrénaïque
- Brouille soudano-tchadienne

ASIE

- Isaac Herzog favorable à un accord pour libérer les otages
- Pour Isaac Herzog, ce n'est pas le moment de créer un État palestinien
- Benjamin Netanyahu ne veut pas interrompre son action militaire
- David Barnea à Varsovie
- Bezalel Smotrich veut détruire le Hamas
- Itamar Ben-Gvir s'oppose à la livraison d'aide humanitaire aux Gazaouis
- Yair Lapid pour un État palestinien
- Yuli-Yoel Edelstein au secours des soldats sanctionnés à Djénine
- Le rabbin Yitzchak Yosef souhaite le respect des autres cultes
- Amichai Eliyahu entend faire peur
- L'administration Biden retarde les livraisons de fusils d'assaut
- Les journalistes toujours interdits à Gaza
- Les FDI annoncent des récompenses pour la capture des chefs du Hamas
- 3 otages israéliens tués par les FDI
- Yossi Cohen demande des démissions
- Les FDI découvrent un vaste tunnel du Hamas
- Les FDI assassinent des paroissiens réfugiés dans une église
- Hussein al-Sheikh souhaite une évaluation des actions politiques pour la Palestine

- Rétablissement des communications à Gaza•
- Tel-Aviv utilise l'arme de la faim
- 1,3 million de dollars retrouvés au domicile d'un chef du Hamas
- Les tunnels du Hamas capables de résister à une inondation
- Les Gazaouis affamés pillent un convoi humanitaire pour survivre
- Mahmoud Abbas redit son opposition à tout transfert de population
- Incident à la frontière syro-jordanienne
- La Jordanie met en garde contre le « deux poids, deux mesures » à Gaza
- Washington envisage de « sanctionner » l'opposition armée syrienne
- L'Otan se tourne vers l'Arabie saoudite face à Ansar Allah
- Jake Sullivan au Moyen-Orient élargi• La paix au Yémen repoussée sur pression de Washington
- Al-Jazeera porte plainte devant la CPI
- Recep Tayyip Erdoğan annonce l'isolement diplomatique d'Israël
- La Malaisie interdit aux navires israéliens d'accoster dans ses ports
- La secte Moon lance un nouveau programme
- Nouveau directeur des services de Renseignement sud-coréens
- La plus haute juridiction sud-coréenne confirme la condamnation de sociétés japonaises pour les crimes impériaux
- Séisme politique au Japon

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

- Renouvellement du Conseil de Sécurité
- Détournement de fonds aux Nations unies
- L'OMS déplore l'attaque de l'hôpital Kamal Adwan
- L'UNRWA met en garde face à une catastrophe imminente à Gaza
- Les Occidentaux contre les colons extrémistes de Cisjordanie
- Le G7 pourrait légaliser la confiscation des biens russes